Histoire officielle de la
participation de l'Armée canadienne
à la première guerre mondiale

LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN 1914-1919

CE LIVRE APPARTIENT À
JEAN-PIERRE GAGNON

AVERTISSEMENT

Dans la préparation du présent ouvrage, l'auteur a eu libre accès aux documents officiels conservés au ministère de la Défense nationale; toutefois, il prend à son compte les conclusions qu'il a tirées et les opinions qu'il exprime, sans engager en rien la responsabilité du Ministère quant à l'interprétation ou la présentation des faits.

Version française établie
par le

BUREAU DES TRADUCTIONS

DU

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

blank page



Reproduction autorisée par la Galerie nationale du Canada

«L'ASSAUT À NEUVELLE-VITASSE»

D'après une peinture du lieut. Alfred Bastien

Hommes du 22e Bataillon lançant une attaque à l'est d'Arras pendant l'avance des Canadiens vers la ligne Drocourt-Quéant, en août 1918

HISTOIRE OFFICIELLE DE LA
PARTICIPATION DE L'ARMÉE CANADIENNE
À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN 1914-1919

Par
LE COLONEL G. W. L. NICHOLSON, C.D.
Section historique de l'Armée

Publié d'ordre de
L'HONORABLE DOUGLAS S. HARKNESS, P.C., G.M., M.P.
Ministre de la Défense nationale

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1963

En vente chez l'Imprimeur *de* la Reine
Ottawa, Canada

Prix: $5.00 N° de cat. DA3-4462F

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PAGE

I. LE CANADA EN GUERRE
- Le déclenchement de la guerre ... 3
- Le Canada appuie l'Angleterre ... 5
- La milice canadienne avant 1914 ... 7
- Liens impériaux dans le domaine militaire ... 9
- A la veille de la guerre ... 12
- Plans de mobilisation et préparatifs de défense ... 15

II. FAÇONNAGE DE L'ARME
- La mobilisation ... 20
- Le premier contingent à Valcartier ... 22
- Le début de l'instruction militaire ... 26
- L'équipement des troupes ... 27
- Le voyage outre-mer ... 31
- Dans la plaine de Salisbury ... 36
- La division passe en France ... 42
- Les premières batailles du front occidental ... 44
- Future stratégie alliée ... 50

III. LES BATAILLES D'YPRES, 1915
- La 1- division entre en ligne ... 54
- Neuve-Chapelle, 10-12 mars 1915 ... 55
- Le saillant d'Ypres ... 61
- Dispositif et plans allemands64 La bataille de la crête de Gravenstafel—La première attaque aux gaz, 22 avril.... 68
- Les contre-attaques des 22 et 23 avril ... 71
- La bataille de Saint-Julien—La deuxième attaque aux gaz, 24 avril ... 78
- La perte de Saint-Julien, 24 avril ... 82
- La contre-attaque de la 10e brigade, 25 avril ... 88
- L'attaque de la division du Lahore, 26 avril ... 91
- Le P.P.C.L.I. dans le saillant ... 96

IV. FESTUBERT ET GIVENCHY, 1915
- Début de l'offensive d'Artois ... 102
- La bataille de la Crête d'Aubers, 9 mai 1915 ... 104
- La bataille de Festubert, 15—25 mai ... 106
- L'attaque de Givenchy, 15 juin ... 114
- Levée de la 2e division canadienne ... 119
- La création du Corps d'armée canadien ... 124
- Situation générale ... 126
- Les premiers raids de tranchées ... 133
- Hiver en première ligne ... 136

V. LES CRATÈRES DE SAINT-ÉLOI ET MONT SORREL, 1916
- Les plans adverses pour 1916 ... 140
- Formation des 3e et 4e divisions ... 144
- Activité des Canadiens, janvier-mars 1916 ... 146
- Les cratères de Saint-Éloi, 27 mars—16 avril ... 148
- Changement dans le commandement ... 158
- Bataille du Mont Sorrel, 2 au 13 juin ... 160
- Un été dans le saillant ... 167
- Retrait du fusil Ross ... 169

CHAPITRE PAGE

VI. LA BATAILLE DE LA SOMME DE JUILLET À NOVEMBRE 1916
Les deux premiers mois ... 173
Les Canadiens sur la Somme ... 179
La bataille de Flers-Courcelette ... 181
Les tranchées Fabeck et Zollern, du 15 au 20 septembre ... 184
L'arête de Thiepval, du 26 au 28 septembre ... 188
Début de la bataille de la crête d'Ancre ... 195
La tranchée Regina: (1) l'attaque du corps d'armée, le 1er octobre ... 197
La tranchée Regina: (2) l'attaque du corps d'armée, le 8 octobre ... 199
La 4e division sur la Somme ... 204
La tranchée Regina: (3) Les attaques des 21 et 25 octobre ... 206
La tranchée Regina: (4) Prise des tranchées Regina et Desire ... 208
Le bilan de la Somme ... 214

VII. L'ARRIÈRE
Commandement divisé au Royaume-Uni ... 218
Le conseil «officieux» de sir Sain Hughes ... 223
Le sous-conseil suppléant de la milice ... 225
Formation du ministère d'outre-mer ... 226
Le recrutement en 1914-1915 ... 230
Nouvel objectif: 500,000 hommes ... 233
Échec du régime des engagements volontaires ... 237
Effectifs de renfort outre-mer ... 241
Composition des régiments territoriaux, corps expéditionnaire canadien-novembre 1918 ... 246
Les compagnies et bataillons universitaires ... 245
Unités de la base canadienne en France ... 248
La 5e division canadienne ... 249

VIII. LA BATAILLE DE LA CRÊTE DE VIMY DU 9 AU 14 AVRIL 1917
Après la Somme ... 253
Plans alliés pour 1917 ... 255
La nouvelle tactique défensive de l'ennemi ... 259
Repli sur la ligne Hindenburg ... 262
Échec de l'offensive de Nivelle ... 263
Offensive de Haig dans le Nord ... 265
Plans et préparatifs canadiens ... 268
L'attaque du 9 avril ... 274
L'avance vers les lignes bleue et brune ... 279
Le combat pour la cote 145, les 9 et 10 avril ... 281
Le Bourgeon, 12 avril ... 285
La première bataille de la Scarpe, du 9 au 14 avril ... 289
La crête de Vimy en rétrospective ... 290

IX. LA PRISE DE LA COTE 70, 1917
La deuxième bataille de la Scarpe et l'attaque de la boucle d'Arleux, 23-28 avril 1917 ... 293
La troisième bataille de la Scarpe, 3 et 4 mai 1917 ... 296
Les combats à Fresnoy, 3-8 mai ... 298
Raids le long de la Souchez, mai-juin 1917 ... 304
Un commandant de corps d'armèe canadien ... 308
L'assaut contre la cote 70, 15-16 août ... 309
Contre-attaques allemandes ... 315
Les attaques contre Lens, le 21 août ... 318
Le crassier Vert et la tranchée Aloof, 21-25 août ... 321

CHAPITRE PAGE

X. PASSCHENDAELE, OCTOBRE—NOVEMBRE 1917
La genèse de la troisième bataille d'Ypres ... 325
Le premier plan de Haig ... 327
Opérations d'été dans les Flandres ... 331
Haig modifie son plan ... 335
Les Canadiens à Passchendaele ... 339
Nouvelle tactique de l'adversaire ... 343
L'attaque du 26 octobre ... 345
L'attaque reprend, le 30 octobre ... 348
La prise de Passchendaele, le 16 novembre ... 351
Passchendaele vue en rétrospective ... 355
Le conseil suprême de guerre ... 359
La cavalerie canadienne à Cambrai ... 362
L'hiver 1917-1918 ... 366

XI. LA CONSCRIPTION
Le cabinet de guerre impérial ... 368
Décision de sir Robert Borden ... 370
Loi sur le service obligatoire ... 372
Les élections générales de 1917 ... 373
Application de la Loi sur le service militaire ... 376
Changements administratifs outre-mer ... 383
Section canadienne du grand quartier général ... 385
Caisse des monuments de guerre canadiens ... 387
Ententes financières avec le War Office ... 388

XII. LES OFFENSIVES ALLEMANDES DE 1918
Puissances relatives des armées opposées ... 391
L'offensive de Picardie, 21 mars—5 avril ... 393
Unité de commandement chez les Alliés ... 397
Combats d'attente des Canadiens ... 398
La bataille des Flandres, 9-29 avril ... 402
L'avance allemande jusqu'à la Marne, 27 mai-6 juin ... 405
La dernière offensive, 15 juillet—6 août ... 406
Le Corps d'armée canadien à la défense et en réserve, 21 mars—30 juillet ... 409

XIII. AMIENS, DU 8 AU 11 AOÛT 1918
Prélude à l'offensive ... 418
Les forces en présence ... 423
Le plan de bataille ... 427
La bataille s'engage, 8 août—La 3e division se porte à l'assaut ... 430
L'avance à la gauche du corps ... 433
L'avance ralentit, 9 août ... 441
La fin de la bataille, 10-11 août ... 448
Accalmie ... 452
Appui des chars et de l'aviation, 8 au 11 août ... 454
Après Amiens ... 456

XIV. A TRAVERS LA LIGNE HINDENBURG JUSQU'À CAMBRAI
L'offensive alliée s'intensifie ... 459
La bataille de la Scarpe, 26-30 août 1918 ... 461
Plans d'attaque de la ligne D-Q ... 467
Attaque et prise, 2-3 septembre ... 471
Préparation du coup suivant ... 476
Le canal du Nord et le bois de Bourlon, 27 septembre ... 482
La ligne Marcoing et l'attaque vers Cambrai, 28 septembre—1er octobre ... 485
La prise de Cambrai, 8-9 octobre ... 493
La fin de la bataille ... 497

CHAPITRE PAGE

XV. LA DERNIÈRE ÉTAPE-DU 12 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE
L'ennemi acculé à la défaite 499
Dernière intervention de la cavalerie....500
Poussée depuis la Sensée....503
L'obstacle de l'Escaut....509
Prise du mont Houy-Libération de Valenciennes 510
La marche sur Mons 515
La prise de Mons 519
L'armistice....523

XVI. EN DEHORS DU CORPS D'ARMÉE
Les troupes ferroviaires sur le front de l'Ouest 525
Réparation de ponts en Palestine....530
Avec le Corps expéditionnaire de Mésopotamie 533
La Méditerranée orientale....538
Le Corps forestier canadien....540
Les compagnies canadiennes de sapeurs-mineurs 542
Les Canadiens dans les Services d'aviation 545
Terre-Neuve et la guerre....549
Les Canadiens dans le nord de la Russie....552
Intervention en Sibérie 560

XVII. APRÈS L'ARMISTICE
La marche vers le Rhin....568
Service de garnison en Belgique 573
Démobilisation....575
Conclusion 578

APPENDICES

«A» Titulaires des principaux emplois 585
«B» Ordre de bataille du Corps d'armée canadien, novembre 1918 590
«C» Nominations, engagements, effectif et pertes, au Corps expéditionnaire canadien 592
«D» Bataillons d'infanterie qui ont servi dans le Corps d'année canadien avec l'indication des titres subsidiaires le cas échéant et des lieux de mobilisation ou d'organisation 595
«E» Résultats de la loi sur le service militaire 597
«F» Batailles et autres engagements auxquels les Canadiens ont participé 600
«G» Insignes distinctifs des unités canadiennes en campagne .... en regard de la page 602
ABRÉVIATIONS FRANÇAISES 603
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 607
INDEX 643

CARTES *(en couleur)*

EN REGARD DE LA PAGE

Opérations, C.E.C. France et Belgique, 1915-1917 .... (garde avant)
1. Ypres: l'attaque aux gaz, 22 avril 1915 74
2. Festubert, 15-21 mai 1915....108
3. Les cratères de Saint-Éloi, 4 et 6 avril 1916 152
4. La bataille du Mont Sorrel, 2-13 juin 1916....168
5. Les batailles de la Somme, juillet-novembre 1916 182
6. Courcelette, 15 septembre 1916 184
7. La crête de Vimy, 9-12 avril 1917 286
8. Cote 70 et Lens, 15-25 août 1917....322
9. Passchendaele, 26 octobre-10 novembre 1917 354
10. Les offensives allemandes, mars-juillet 1918 396
11. La bataille d'Amiens, 8-17 août 1918 452

EN REGARD DE LA PAGE
12. Bataille d'Arras, 26 août-2 septembre 1918 468
13. Le canal du Nord et Cambrai, 27 septembre-11 octobre 1918 496
14. Valenciennes, 1-2 novembre 1918 512
15. L'avance finale de Cambrai à Mons, 12 octobre-11 novembre 1918 522
Opérations, C.E.C. France et Belgique, 1918 ..... (garde arrière)

CROQUIS (en blanc et noir)

PAGE
1. Camp de Valcartier, 1914 23
2. Les Canadiens sur la plaine de Salisbury, 19141915 37
3. Le front de l'ouest, premières avances allemandes, août-septembre 1914 45
4. Bataille de Neuve-Chapelle, 10-12 mars 1915 57
5. Le secteur nord, 21 avril 1915 59
6. Le flanc ouvert, 12h.01-9h.30 du matin, 23 avril 1915 72
7. Colmatage de la brèche. Les attaques de l'après-midi, 23 avril 1915 76
8. Perte de la pointe, 4 heures à 10 heures du matin, 24 avril 1915 79
9. La bataille de St-Julien, 10 heures du matin à minuit, 24 avril 1915 81
10. La 2e brigade tient bon, 2 heures du matin, 25 avril 1915 .....
11. La bataille de St-Julien, 2h. du matin à 7h. du soir, 25 avril 1915 87
12. L'attaque par la division de Lahore, 26 avril 1915 92
13. Le saillant, 22 avril-4 mai 1915 94
14. La bataille de la crête de Frezenberg, 8 mai 1915 97
15. Le front d'Ypres à Arras, 9 mai 1915 103
16. Givenchy, 15 juin 1915 115
17. Le corps d'armée canadien au front, 23 septembre 1915 127
18. Les approches de la mer Noire, 1915 128
19. Le front est, 1915 129
20. L'Italie du nord-est, 1915 130
21. La Petite Douve. Raid de nuit par la 2e brigade d'infanterie canadienne, 2h.30 du matin, 17 novembre 1915 134
22. Front du corps d'armée canadien du 23 décembre 1915 137
23. Cratères de St-Éloi, 10 avril 1916 155
24. L'attaque de Hooge, 6 juin 1916 165
25. Arête de Pozières, 3-8 septembre 1916 178
26. Arête de Pozières, 9-11 septembre 1916 180
27. Secteur de Courcelette, 20 septembre 1916 187
28. Secteur de Courcelette, 22 septembre 1916 187
29. Arête de Thiepval, 26 septembre 1916 189
30. Arête de Thiepval, 27 septembre 1916 193
31. Arête de Thiepval, 28-29 septembre 1916 194
32. Bataille de la crête d'Ancre. Tranchée Regina, 1er octobre 1916 196
33. Bataille de la crête d'Ancre. Tranchée Regina, 8 octobre 1916 199
34. Bataille de la crête d'Ancre. Tranchée Regina, 21 octobre 1916 206
35. Bataille de la crête d'Ancre. Tranchée Regina, 11 novembre 1916 209
36. Bataille de la crête d'Ancre. Tranchée Desire, 18 novembre 1916 211
37. Le front des Balkans, 1916 255
38. Le plan de Nivelle et la retraite allemande, printemps de 1917 257
39. Les batailles de la Scarpe, avril-mai 1917 287
40. Arleux-en-Gohelle, 28 avril 1917 295
41. Fresnoy-en-Gohelle, 3 mai 1917 300
42. Le secteur Souchez-Avion, mai juin 1917 305
43. Les Flandres, 1917 332
44. Le front italien, 1917 361
45. Cambrai, novembre-décembre 1917 363
46. Bois de Moreuil et bois Rifle, 30 mars-ter avril 1918 400
47. Le front de l'ouest d'Avricourt à la mer, juillet 1918 419
48. Amiens, théâtre des hostilités, 8 août 1918 424
49. Amiens, théâtre des hostilités, 9-19 août 1918 443
50. L'avance vers la ligne Hindenburg et le canal du Nord, 20 août-26 septembre 1918 475

PAGE
51. Refoulement de l'ennemi, 8 août-15 octobre 1918 495
52. La brigade de cavalerie canadienne au Cateau, 9 octobre 1918 501
53. Opérations de la 12° division canadienne entre la Scarpe et la Sensée du 8 au 12 octobre 1918 505
54. Le Moyen-Orient, 1915-1918 531
55. Nord de la Russie, 1918-1919 553

ILLUSTRATIONS

EN REGARD DE LA PAGE
«L'assaut à Neuville-Vitasse (22e bataillon)» (en couleur) ..... Frontispice
Les principaux chefs civils et militaires du C.E.C 26
L'instruction militaire à Valcartier 27
La pénurie d'uniformes 27
«Les Halles d'Ypres» 158
Dans le saillant d'Ypres 158
Le verger de Festubert 159
Un des cratères de Saint-Éloi 159
Une visite du ministre 192
Le premier ministre en France 192
L'infanterie attaque 193
Sur la Somme 193
A la sortie des tranchées 282
Sur la crête de Vimy 282
Une accalmie sur le champ de bataille 283
La cavalerie canadienne sur la crête de Vimy 283
L'évacuation en tramway 334
Le ravitaillement 334
Une visite du roi 335
Le Crassier Vert 335
Un char abandonné dans la boue des Flandres 366
L'éperon de Bellevue 366
Mitrailleuses embourbées, novembre 1917 367
La cavalerie canadienne à Cambrai 367
Les élections générales de 1917 400
Le front canadien en hiver 400
Le service de tranchée 401
«Les troupes motorisées» 401
Au début des «cent jours» 436
Après Amiens 436
Haig félicite les Canadiens 437
La cavalerie attend la percée 437
Les signaleurs canadiens près de Dury 470
L'artillerie est en marche 470
La traversée du canal du Nord 471
On jette un pont sur le canal du Nord 471
L'entrée dans Cambrai 504
La marche de la libération 504
L'arrivée à Valenciennes 505
Mons, le 11 novembre 1918 505
L'aménagement des voies ferrées 540
Un shampooing au pétrole 540
Bûcherons canadiens 541
Pilotes de chasse canadiens 541
Les Canadiens à Vladivostok 574
La traversée du Rhin 574
Les Dumbells 575
«L'*Olympic* ramenant des militaires» 575

AVANT-PROPOS

LA PUBLICATION du compte rendu officiel de la participation du Corps expéditionnaire canadien à la première guerre mondiale me fournit l'occasion de rendre hommage non seulement à l'auteur, le colonel Nicholson, mais aussi à son prédécesseur dans cette tâche, le colonel A. Fortescue Duguid.

Le colonel Duguid n'a jamais pu réaliser son projet d'écrire une histoire en huit volumes des forces armées du Canada pendant la Grande Guerre. La qualité de la partie déjà parue démontre clairement tout ce qu'ont perdu de ce fait les anciens combattants du Corps expéditionnaire et le Canada tout entier.

En 1956, le gouvernement décidait qu'il devrait exister un récit complet de la participation du Corps expéditionnaire canadien et en autorisait la rédaction en un volume. Ce travail fut confié au colonel Nicholson, qui était alors directeur adjoint de la Section historique. Secondé par une équipe de chercheurs dévoués, il compléta cette oeuvre pendant son mandat de directeur de 1959 à 1961. Lui et son personnel ont su apprécier la grande valeur, sous bien des rapports, de la partie rédigée par l'ancienne Section historique et celle qui n'était pas encore publiée.

N'étant pour rien dans le travail accompli par le colonel Duguid et le colonel Nicholson, je suis heureux de rendre conjointement hommage à l'érudition d'historiens militaires de deux générations différentes. J'espère que les vieux historiens et leurs compagnons d'armes de la Grande Guerre trouveront dans le présent ouvrage un témoignage digne de la première grande force expéditionnaire du Canada.

Le directeur de la Section historique,
Le colonel G. M. C. SPRUNG.

PRÉFACE

L'OUVRAGE que nous présentons au public a pour but de fournir en un seul volume le récit authentique et complet des réalisations du Corps expéditionnaire canadien au cours de la guerre de 1914-1919 contre l'Allemagne et les autres puissances centrales. Il s'adresse en premier lieu au grand public; mais, pense-t-on, il aura une utilité particulière pour les personnes qui s'intéressent aux questions militaires. L'auteur ose exprimer l'espoir que les membres survivants du Corps expéditionnaire surtout liront ce livre avec intérêt.

Dès la fin de la guerre, on commençait à préparer un ouvrage définitif en huit volumes sous ce titre: *Official History of the Canadian Forces in the Great War, 1914-1919.* Le premier volume, qui avait pour auteur le colonel A. Fortescue Duguid, D.S.O., directeur de la Section historique à l'état-major général, paraissait en 1938, en même temps qu'un volume d'annexes et de cartes. Il traitait de la période d'août 1914 à septembre 1915. Un volume intitulé *The Medical Services* (les Services de santé), par sir Andrew Macphail, avait paru en 1924.

Durant la seconde Guerre mondiale, on interrompit le travail relatif à l'histoire officielle du conflit précédent, puis on décida d'abandonner ce projet. L'abondante documentation réunie à ce propos passait aux Archives nationales, à l'intention des spécialistes de l'histoire militaire. A la suite de cette décision, des particuliers et des groupements d'anciens combattants commencèrent à demander au gouvernement canadien de terminer l'histoire officielle de la première Guerre mondiale. Quand le travail relatif à l'histoire de la guerre de 1939-1945 se trouva bien avancé, la Section historique reçut instructions de préparer le compte rendu en un volume du conflit précédent.

Ce volume traite surtout des opérations en France et en Belgique. De façon générale, on n'a pu raconter ces événements que dans leurs grandes lignes, car les restrictions imposées par le format d'un seul volume excluaient la possibilité d'entrer dans de grands détails. Pour la même raison, on n'a pu traiter en particulier de la part de maints services et armes qui ont fourni l'appui tactique et administratif nécessaire aux unités engagées dans la bataille en première ligne. Toutefois, on a consacré deux chapitres à l'examen des problèmes d'organisation et d'administration, en particulier à la question si controversée de l'adoption de la conscription en 1917. Un autre chapitre expose sommairement l'activité des troupes canadiennes qui ont servi en dehors du corps d'armée canadien, parfois dans des théâtres d'opérations fort éloignés du front occidental.

Les récits contemporains des campagnes ont fourni les principales sources où l'auteur a puisé pour rédiger la présente histoire. Ces documents comprennent les journaux de guerre, les documents ayant servi à la préparation des plans et les rapports d'opérations des formations et unités participantes, ainsi qu'une multitude

de dossiers et autres documents en provenance du Quartier-général de la milice à Ottawa, du Quartier général des forces militaires canadiennes d'outre-mer à Londres et des Q. G. de formations en campagne. On a jugé particulièrement utiles les collections de documents privés conservées à la Section historique ou aux Archives nationales, notamment celles de sir Robert Borden, du lieutenant-général sir Richard Turner, de sir George Perley, du lieutenant-général sir Arthur Currie et de sir Edward Kemp. Le comte Haig de Bermersyde a bien voulu accorder la permission de consulter le texte intégral du journal de son père et M. Henry Borden a -de même permis d'examiner le journal personnel de sir Robert Borden. Parmi les nombreuses sources imprimées dont l'auteur a fait largement usage, mentionnons les histoires officielles de la première grande Guerre publiées par les pays participants des deux côtés, ainsi que les histoires régimentaires d'unités canadiennes, anglaises et allemandes. L'auteur tient à reconnaître en particulier ce qu'il doit au premier volume de l'histoire officielle canadienne du colonel Duguid, qu'il a largement utilisé pour le compte rendu de la mobilisation et des première opérations du Corps expéditionnaire. A l'intention des érudits et, en général, des personnes qui désireraient pousser leurs recherches plus loin, on a jugé bon de documenter assez largement le volume, bien que les renvois aient été placés discrètement à la fin du volume. On a pris soin d'utiliser les statistiques les plus dignes de foi dont on disposait. Les chiffres des tableaux qui paraissent en annexes au volume se fondent sur des données préparées par la Section des dossiers mécaniques à la Direction de l'adjudant général du Quartier général de la Défense nationale.

L'auteur n'a pas servi dans l'armée durant la première Guerre mondiale, mais il a bénéficié des conseils d'officiers supérieurs qui ont pris part aux événements racontés. Ces officiers ont eu la bienveillance de lire le brouillon du texte, en tout ou en partie; l'auteur leur est fort obligé de leurs critiques et de leurs commentaires si précieux. A ce sujet, il signale avec plaisir l'aide qu'il a reçue de la Division historique du bureau du Cabinet à Londres. En 1959, il a parcouru longuement les champs de bataille de France et de Belgique afin d'étudier la topographie des régions où les troupes canadiennes ont pris part aux combats.

Plusieurs membres de la Section historique de l'armée canadienne, passés ou présents, ont participé à des degrés divers à la préparation de ce livre. A tous, l'auteur exprime sa gratitude. Il tient à signaler en particulier le travail de trois officiers, le capitaine F. R. McGuire, C.D., le capitaine J. A. Swettenham et le lieutenant A. M. J. Hyatt, qui ont fait la plus grande partie des recherches en vue du présent volume et préparé les versions préliminaires de plusieurs chapitres. Toutefois, l'auteur assume l'entière responsabilité des chapitres tels qu'ils apparaissent maintenant sous forme imprimée, car il leur a tous fait subir une revision considérable. Le capitaine L. R. Cameron, C.D., a fourni une aide précieuse pour la recherche sur les aspects administratifs et pour la préparation des annexes. Le livre doit beaucoup aux patients labeurs de M. A. G. Steiger sur les sources

allemandes, ainsi qu'aux cartes compilées et dessinées par le major C. C. J. Bond et le sergent E. H. Ellwand. Un mot particulier de remerciement au sergent d'état-major R. C. Wellstood, C.D. et au sergent A. A. Azar, C.D., pour l'aide qu'ils ont apportée à la tâche ardue de vérifier les renvois et de préparer l'index, ainsi qu'aux divers membres du personnel de la section qui, à une étape ou une autre, ont travaillé à la copie des diverses versions du livre. Enfin, et ce n'est pas là le moins important, l'auteur exprime sa chaleureuse gratitude au lieutenantcolonel T. M. Hunter, C.D., à qui revenait la lourde responsabilité de surveiller l'impression du volume.

G.W.L.N.

Section historique (E: M.G.)
Quartier général de l'Armée
Ottawa (Canada)

LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN

1914-1919

CHAPITRE PREMIER

LE CANADA EN GUERRE

Le déclenchement de la guerre

LE 28 Juin 1914, la balle d'un assassin abattait l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie. Cet incident, qui se produisait à un moment où une tension dangereuse menaçait les relations entre les deux camps armés dans lesquels les grandes puissances d'Europe s'étaient groupées, précipita le conflit dévastateur que nous avons appelé par la suite la première Guerre mondiale.

Cet assassinat eut lieu à Sarajevo, capitale de la Bosnie, province balkanique que l'Autriche annexait officiellement en 1908 à la suite de trente années d'oocupation. Les conspirateurs représentaient apparemment une société secrète de Serbie. En conséquence, le 23 juillet, saisissant l'occasion de mettre fin au mouvement de la «Grande Serbie» dans lequel elle voyait une menace au prestige sinon à l'existence même de la double Monarchie, l'Autriche présentait un ultimatum très dur dont la Serbie ne pouvait accepter les exigences sans perdre sa souveraineté nationale. L'Autriche espérait écraser la Serbie au cours d'une guerre strictement localisée, mais, à cause de l'encouragement bien connu que la Russie accordait aux ambitions serbes, elle avait pris la précaution d'obtenir de l'Allemagne l'assurance de son appui au cas où se produirait un conflit de plus vaste envergure. Comme on ne lui accordait que quarante-huit heures pour répondre, la Serbie fit immédiatement appel à l'aide de la Russie, tout en demandant l'avis de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. Elle répondit à l'ultimatum dans les termes les plus conciliants, proposant de soumettre l'affaire à l'arbitrage. Mais l'Autriche découvrit dans la réponse 'assez de réserves pour rompre immédiatement les relations diplomatiques: trois jours plus tard, soit le 28 juillet, elle déclarait la guerre.

L'une après l'autre les grandes puissances se virent attirer dans le conflit, bien qu'on possède d'amples preuves qu'aucune d'entre elles ne désirait une guerre généraIe et que l'Angleterre en particulier faisait des efforts de bonne foi pour l'empêcher. Liée par l'alliance défensive qu'elle avait contractée avec l'AutricheHongrie en 1879 (laquelle, par suite de l'addition de l'Italie trois ans plus tard, formait la Triple Alliance), l'Allemagne doit porter la responsabilité d'avoir d'abord donné carte blanche à l'Autriche. Une semaine après l'assassinat, un émissaire autrichien qui demandait l'avis de Berlin avait reçu un tchèque en blanc» de l'empereur d'Allemagne. On laissait à Vienne le soin de décider de l'ouverture des hostilités, mais le Kaiser donnait à l'ambassadeur d'Autriche l'assurance que,

en cas de guerre, l'Allemagne se rangerait aux côtés de l'Autriche «avec sa fidélité accoutumée en tant qu'alliée»[1]. Par la suite l'Allemagne, croyant à la possibilité de localiser le conflit austro-serbe, esquissa un effort tardif pour amener l'Autriche à la médiation alors que la Russie se dirigeait vers la mobilisation. Cette tentative, même si elle était de bonne foi, se révéla inefficace. La Russie ne désirait guère se battre; mais, fidèle aux encouragements fréquents qu'elle avait prodigués à sa protégée slave, elle prenait le 30 juillet la ferme décision d'ordonner la mobilisation générale, mesure que les États européens tenaient pour équivalant à la déclaration de guerre. La demande que présenta l'Allemagne de mettre fin à ces préparatifs militaires n'attira aucune réponse: le let août, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie. Cinq jours plus tard, l'Autriche suivait l'exemple de son alliée; mais l'Italie, l'autre partenaire de la Triple Alliance, resta neutre jusqu'en mai 1915, alors qu'elle entrait dans la guerre du côté opposé.

Depuis 1894, la Russie était liée à la France par un pacte défensif dirigé contre les puissances de l'Europe centrale. L'Angleterre n'avait pas conclu de véritable alliance avec l'un ni l'autre de ces pays. Cependant, au début du 20° siècle, elle avait été amenée à renoncer à son «splendide isolement» lorsque la loi de 1900 sur la flotte allemande prévoyait «une flotte de bataille d'une puissance telle que, même pour l'adversaire naval le plus puissant, la guerre entraînerait de tels risques que la suprématie de cette puissance en deviendrait douteuse»[2]. La convention anglo-française de 1904 *(l'Entente cordiale)* qui en résulta et un accord semblable conclu avec la Russie en 1907 avaient préparé les voies à l'étroite collaboration politique entre ces trois pays. La Triple Alliance (ou Triplice) se trouvait ainsi en face d'une «Triple Entente», mais en juillet 1914 les hommes d'État allemands croyaient que leurs plans de guerre n'avaient à tenir compte que de la Russie et de la France. Comme nous le verrons, ces plans comportaient les hostilités simultanées contre ces deux pays, mais une offensive initiale à l'ouest. En conséquence, l'ultimatum allemand à la Russie s'accompagnait de la demande présentée à la France de déclarer ses intentions. La réponse se produisit avant la fin du délai prévu pour le le" août: «La France agira en conformité de ses intérêts»[3]. Chaque pays lançait ses ordres de mobilisation l'après-midi de ce jour-là et à 6h.15 du soir, le 3, alléguant plusieurs actes hostiles de la part des Français, l'Allemagne déclarait la guerre à son ancienne rivale.

Au cours des journées critiques qui avaient suivi l'assassinat de Sarajevo, la Grande-Bretagne avait multiplié les efforts pour préserver la paix. Son ministre des Affaires étrangères, sir Edward Grey, avait proposé successivement des entretiens directs entre Vienne et Saint-Petersbourg; la médiation dans ces capitales par les soins de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et de l'Angleterre au cas où l'Autriche et la Russie mobiliseraient; et une conférence des ambassadeurs de ces quatre puissances à Londres pour chercher à conclure un règlement pacifique. Toutes ces propositions n'aboutirent à rien, parce que dans chaque cas les diverses puissances, à l'exception de l'Angleterre et de l'Italie, les rejetaient d'emblée, ou y apposaient des propositions de rechange, ou bien retardaient leur réponse jusqu'à ce qu'il fût trop tard. Même après la déclaration de guerre de

l'Autriche à la Serbie, une opposition considérable se manifestait au sein du Cabinet anglais à la participation à une guerre européenne; mais, le 30 juillet, Grey recevait du chancelier d'Allemagne, Theobald von Bethmann-Hollweg, une proposition qui contribua pour beaucoup à modifier l'attitude en grande partie pacifique» du gouvernement[4]. Il s'agissait d'un appel pressant à l'Angleterre pour qu'elle reste neutre, accompagné de l'aveu virtuel que l'Allemagne se proposait de violer la neutralité de la Belgique, que l'Allemagne, la France et l'Angleterre s'étaient engagées à respecter en leur qualité de signataires du traité de 1839.

On rejeta sommairement la proposition, mais le 2 août le ministre d'Allemagne à Bruxelles présentait un ultimatum qui exigeait l'acceptation d'une avance allemande contre la France à travers le territoire belge. Le gouvernement belge «résolut avec fermeté de repousser par tous les moyens à sa disposition toute attaque contre ses droits> et le roi Albert demanda l'aide des Français et des Anglais. Le gouvernement anglais était désormais sûr que la Chambre des communes appuierait une politique de résistance à l'Allemagne. Le 4 au matin, quand arriva la nouvelle que l'Allemagne avait violé le sol de la Belgique, sir Edward Grey envoyait un ultimatum qui donnait à Berlin jusqu'à minuit pour retirer les exigences qu'elle avait présentées à la Belgique. Au cours d'une conférence avec l'ambassadeur d'Angleterre, Bethmann-Hollweg déplora la mesure terrible qu'avait prise le gouvernement de Sa Majesté, en vertu de laquelle «simplement pour un chiffon de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation parente qui ne désirait rien de mieux que de rester amie avec elle»[5]. Le délai passa sans aucune réponse satisfaisante.

L'Angleterre se trouvait en guerre avec l'Allemagne.

Le Canada appuie l'Angleterre

Lorsque la seconde Guerre mondiale éclata un quart de siècle plus tard, le gouvernement canadien se trouvait fermement engagé à suivre une politique d'après laquelle il n'entraînerait pas le pays dans des hostilités sans d'abord consulter le parlement. En 1939, le Canada resta donc officiellement «neutre pendant une semaine à la suite de la déclaration de guerre de l'Angleterre»[6]. Mais, en 1914, dix-sept ans avant l'adoption du Statut de Westminster, la situation constitutionnelle du Canada au sein de l'Empire ne lui laissait que peu de moyens de participer à l'élaboration de la politique étrangère et aucun pour déclarer la guerre ou faire la paix. II se trouvait en guerre par suite du geste du gouvernement anglais. «Il n'avait pas été consulté; il n'avait lui-même formulé aucune déclaration de guerre; il n'avait aucunement participé aux tractations diplomatiques qui avaient conduit à la catastrophe finale»[7]. Cependant, comme les autres dominions, le Canada se réservait le droit de décider de la formule que prendrait sa participation. On ne douta jamais de son accord cordial et généreux. C'est pourquoi, le ter août, le gouverneur général, le maréchal S. A. R. le duc de Connaught, pouvait câbler au secrétaire d'État aux Colonies la ferme assurance de son gouvernement

> ... que si, par malheur, la guerre doit se produire, le peuple canadien se trouvera uni dans une résolution commune de faire tous les efforts et tous les sacrifices pour assurer l'intégrité et maintenir l'honneur de notre Empires [8].

Ses principaux hommes d'État avaient maintes fois, en des occasions récentes, exposé nettement le point de vue du Canada. En janvier 1910, sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre, déclarait à la Chambre des communes: «Quand l'Angleterre est en guerre, le Canada est en guerre. Il n'y a pas de distinction»[9]. Le chef de l'opposition à cette époque, sir Robert Borden, avait exprimé une idée semblable. A la veille de la guerre, les déclarations des journaux quotidiens indiquaient nettement que tout le pays acceptait ce point de vue.

Le parlement canadien n'était pas alors en session, ayant été prorogé le 12 juin. Le 30 juillet, les membres du Cabinet qui se trouvaient encore à Ottawa se réunirent pour étudier la situation européenne; le 31 juillet, le premier ministre, sir Robert Borden, interrompait ses vacances à Muskoka pour entrer à Ottawa. Les autres ministres alors absents se rassemblèrent dans la capitale sans retard. Aù cours des jours de tension qui précédèrent la décision fatidique, on prit des mesures préliminaires pour protéger le pays et pour trouver les moyens les plus efficaces en vue de fournir de l'aide à l'Empire. Un deuxième câblogramme expédié au ministre des Colonies le 1er août demandait «toute suggestion et tout avis que les autorités des armées impériales de terre et de mer jugeraient bon d'offrir» et laissait entendre «que l'on constituerait des troupes considérables pour le service outre-mer». On recevait à Ottawa la nouvelle du déclenchement de la guerre avec l'Allemagne à 8h.45 du soir le 4, nouvelle qui paraissait dans une édition spéciale de la *Gazette du Canada* le lendemain. Si le Canada n'avait pas eu besoin du consentement du parlement pour se trouver en guerre, ses lois prévoyaient, ainsi que son ministre de la Milice et de la Défense, sir Frederick Borden, l'avait déclaré à la Conférence coloniale de 1907, «que, s'il est utile de fournir des troupes pour la défense impériale outre-mer, le parlement sera convoqué ... »[10]. En conséquence, on convoqua immédiatement le parlement à une session d'urgence pour le 18 août.

Une fois la tension de l'incertitude passée, une grande vague de démonstrations de loyauté passa sur le Canada. L'enthousiasme des foules chantant dans les rues de Montréal *la Marseillaise* et *Rule Britannia* avait pour contrepartie le spectacle émouvant de défilés impromptus agitant des drapeaux, des processions d'autos décorées et de discours enflammés avec lesquels chaque ville de l'ouest, de Winnipeg à Victoria, reçut la nouvelle de la guerre[11]. Cet étalage de patriotisme passa rapidement, quand les Canadiens réfléchis, songeant aux dures réalités de la guerre, songèrent aux possibilités affreuses qui s'annonçaient. Cependant, ce n'avait pas été une explosion de sentiment diminuée de sens. Une affirmation qui paraissait dans le *Toronto Telegram* du 6 août devait se révéler remarquablement exacte: «Les hommes qui ont acclamé avec le plus de force seront parmi les premiers à offrir leurs services». De toutes les parties du pays venaient des offres de services d'officiers, d'hommes de troupe et de régiments entiers s'offrant volontairement pour l'activité de service, de sorte que, même avant la déclaration de guerre, on était assuré de disposer de troupes considérables.

On se rendait parfaitement compte de l'importance qu'il y avait de tirer pleinement parti de cet enthousiasme national. Le 4 août, le gouverneur général câblait à Londres:

> Grandes manifestations d'un véritable patriotisme ici. Lorsque transpirera le fait inévitable qu'il devra s'écouler une longue période d'instruction avant que les troupes canadiennes soient aptes à la guerre en Europe, cette ardeur tombera forcément jusqu'à un certain point. Afin d'y parer dans une certaine mesure, je suis d'avis que toute proposition venant de vous devrait s'accompagner de l'assurance que les troupes canadiennes monteront en ligne dès qu'elles auront atteint une norme suffisante d'instruction.

La milice canadienne avant 1914

Quelle était la nature des ressources sur lesquelles pouvait tirer une nation non militaire telle que le Canada afin de fournir un corps de troupes organisées pour le service outre-mer? Le pays disposait d'une petite armée permanente de soldats réguliers. L'effectif autorisé de cette armée, établi à 750 en 1883, avait fait l'objet de divers relèvements jusqu'à ce que, en 1905, alors que la décision d'abandonner Halifax et Esquimalt en tant que base navale impériale provoqua le retrait des dernières troupes anglaises encore en poste au Canada, il atteigne le maximum de 5,000. Cependant, on ne recruta jamais entièrement ce nombre. Chaque année, on fixait un effectif restreint, déterminé par la somme du crédit parlementaire annuel, mais même par suite de cette réduction on avait souvent de la difficulté, à cause des conditions plus attrayantes du marché de la main d'aeuvre, à trouver assez de recrues[12]. Pour l'année financière commençant le 1er avril 1914, l'effectif total autorisé de cette armée atteignait 3,110 hommes de tous grades et 684 chevaux[13]. Ces troupes comprenaient deux régiments de cavalerie, de deux escadrons chacun: les Royal Canadian Dragoons et le Lord Strathcona's Horse; le Royal Canadian Horse Artillery de deux batteries, et le Royal Canadian Garrison Artillery de cinq compagnies; une compagnie du génie de campagne et deux compagnies de génie de forteresse; un bataillon d'infanterie; le Royal Canadian Regiment; ainsi que des détachements de divers corps de service et d'administration. En temps de paix, l'armée permanente avait pour principales fonctions d'assurer la garnison des forteresses sur l'un et l'autre littoral et de contribuer à l'instruction de la milice.

Si le Canada n'avait pas de grande armée permanente prête à entrer immédiatement en action, sa milice active non permanente lui fournissait le fondement des contingents qu'il devait mobiliser quand le besoin s'en ferait sentir. Au cours de la précédente période de dix ans, on avait été témoin d'une augmentation constante de l'effectif et de l'efficacité de ce corps de soldats citoyens. De 1904 à 1913, le nombre des hommes qui recevaient l'instruction annuelle était passé de 36,000 à 55,000, expansion qui s'accompagnait d'une amélioration notable de l'organisation et de l'instruction. Juste avant la fin du siècle précédent, le majorgénéral E. T. H. Hutton, l'un des derniers soldats anglais à servir en qualité de commandant en chef de la milice canadienne, avait signalé que l'état de la milice du Canada était «extrêmement peu satisfaisant» car la milice ne formait

«qu'un ensemble d'unités militaires sans cohésion, sans état-major et sans les services militaires qui servent à déplacer, nourrir ou soigner une armée en cas de maladie»[14].

II en était ainsi en 1898. Le général Hutton et ses successeurs avaient pris pour tâche de créer une «armée de miliciens», c'est-à-dire une troupe équilibrée de toutes armes dotée des services administratifs nécessaires, assez bien instruite et équipée pour fournir un apport valable en cas d'urgence. La guerre sud-africaine fournit au Canada pour la première fois l'occasion d'expédier un contingent militaire outre-mer. On recruta un bataillon parmi les volontaires fournis par 82 unités différentes de la milice et environ 150 hommes de l'armée permanente. Ces troupes s'embarquaient pour Le Cap en octobre 1899 à titre de -second bataillon (service spécial) du Royal Canadian Regiment of Infantry (qui devint le Royal Canadian Regiment, le 1e7 novembre 1901) et elles eurent une conduite honorable à la bataille de Paardeberg. Cette unité fut bientôt suivie d'un deuxième contingent canadien qui comprenait deux bataillons de fusiliers à cheval et une brigade d'artillerie de campagne. On expédia d'autres unités par la suite, de sorte que l'apport canadien dépassait le chiffre de 8,000 (y compris un bataillon fourni pour le service de garnison à Halifax). La participation de ces troupes à la guerre souleva l'intérêt du peuple canadien envers ses forces militaires. On éprouva une fierté bien motivée de l'octroi de quatre V.C. à des Canadiens*. Non seulement la milice profita de l'expérience acquise en Afrique du Sud mais on avait posé un précédent quant à la participation militaire du Canada à de futurs conflits au delà de ses côtes.

A la suite de la guerre sud-africaine, un meilleur régime d'administration donna naissance à des réformes et à une certaine expansion. L'appui plus considérable accordé par le gouvernement à sir Frederick Borden en sa qualité de ministre de la milice (1896-1911) et à son successeur sir Sam Hughes, ressort de la hausse des dépenses de la milice, de trois millions qu'il était au début du siècle à onze millions de dollars pour l'année financière close le 30 mars 1914[15]. En 1901, on établissait l'Intendance; suivie en moins de trois ans par l'organisation d'un corps du génie, d'un corps des magasins militaires, d'un corps des transmissions et d'un service de santé.

En 1904, on abolissait virtuellement le poste de commandant en chef de la milice canadienne qui, en vertu de la loi, avait été détenu par des officiers de l'armée régulière anglaise depuis 1875, après que le gouvernement canadien eut relevé de ses fonctions lord Dundonald à la demande instante du ministre de la Milice. Une nouvelle loi de la milice (1°r novembre 1904) prévoyait encore la nomination d'un commandant en chef de la milice mais sans obligation de remplir ce poste: cette disposition resta au recueil des lois pendant les quarante-six années suivantes mais on n'a jamais rempli le poste.

Pour considérable qu'ait été l'apport des huit commandants anglais, de graves divergences d'opinions s'étaient élevées entre au moins deux d'entre eux et

* L'une de ces décorations avait été gagnée par le lieutenant R E. W. Turner qui, au cours de la première Grande Guerre, s'élevait jusqu'au grade de lieutenant-général et au commandement de toutes les troupes canadiennes en poste dans les lies britanniques.

le ministre de la Milice. On peut attribuer ces ennuis en grande partie au manque de répartition bien nette entre les fonctions de la division civile et de la division militaire du ministère de la Milice. La loi sur la Milice confiait au commandant en chef «le commandement et la discipline militaires de la milice» et les généraux anglais étaient enclins à donner à ce membre de phrase une interprétation plus large que ne le voulaient les ministres. Venus au Canada sans attache à aucun parti politique, ces généraux anglais considéraient que leur rôle consistait à améliorer le plus possible l'organisation et l'instruction de la milice. Ils lançaient donc des ordres et prenaient des décisions de leur propre chef, sans se préoccuper des effets possibles que ces ordres et ces décisions auraient sur la politique domestique. Il se produisait forcément des frictions avec certains ministres qui pensaient que les commandants en chef dépassaient leurs pouvoirs et qu'ils devaient se subordonner au gouvernement qu'ils servaient provisoirement.

Le vide que laissa l'abolition dans la pratique du poste de commandant en chef a été comblé grâce à l'établissement, par le moyen de la loi de 1904 sur la milice, d'un Conseil de la milice présidé par le ministre et composé de quatre autres membres militaires (le chef d'État-major général, l'adjudant-général, le quartier-maître général et le directeur des magasins militaires); d'un membre civil (le sous-ministre); d'un membre financier (le comptable du ministère de la Milice et de la Défense) et d'un secrétaire civil. Il avait pour fonctions ode conseiller le ministre sur toutes les questions relatives à la milice que le ministre déférait au Conseil»[16]. Au contraire du Conseil de l'armée du Royaume-Uni dont il s'inspirait, qui assumait les pouvoirs exercés antérieurement par le secrétaire d'État à la guerre ou le commandant en chef[17], le Conseil de la milice était purement consultatif. Le ministre se trouvait dorénavant suprême, et le principal conseiller militaire du gouvernement, c'est-à-dire d'habitude le chef d'État-major général*, devenait le premier membre militaire du Conseil. Grâce à cette transformation de la gestion des affaires de la milice, les querelles publiques entre les ministres et leurs principaux officiers militaires devenaient chose du passé et s'ouvrait une période de tranquillité au moins apparente.

Liens impériaux dans le domaine militaire

Nous avons déjà fait la remarque que le Canada ne s'était lié par aucun engagement officiel à fournir des troupes pour la défense impériale outre-mer. Toutefois, on n'avait jamais douté qu'il en enverrait à l'aide de la Grande-Bretagne en cas d'urgence: la nécessité qu'il y avait de se préparer à faire face à cette exigence devait stimuler la croissance de sa milice et diriger la tournure de son développement. Du point de vue impérial, il était évidemment bon qu'existât une forte coordination au sein des armées de l'Empire et on y travailla activement au cours d'une série de conférences impériales. Les diverses législatures ne tar

* Il y eut une exception. Le major-général P.H.N. Lake (chef d'État-major général de 1904 à 1908) a été principal conseiller militaire du gouvernement de novembre 1908 à octobre 1910, tout en remplissant les fonctions d'inspecteur général. Le brigadier-général W.D. Otter, Canadien, était alors chef d'État-major général, soit d'avril 1908 à octobre 1910.

dèrent pas à manifester leur opposition à «tout écart du principe de l'autonomie coloniale». La Conférence coloniale de 1902 rejetait sans ambages une proposition du War Office d'après laquelle les dominions maintiendraient chez eux des contingents particulièrement destinés aux guerres impériales (le Canada aurait été ainsi appelé à fournir une brigade d'artillerie de campagne et une brigade d'infanterie, soit 3,000 hommes au total)[18]. On prit une importante mesure progressive lorsque la Conférence de 1907 proposa la création d'un état-major impérial dont les membres seraient choisis parmi les armées de tout l'Empire. Cet organe aurait étudié la science militaire et disséminé parmi les divers gouvernements des renseignements d'ordre militaire, préparé des plans de défense et, «sans aucunement intervenir dans les questions relatives au commandant et à l'administration», donné des avis, quand on l'en prierait, au sujet de l'instruction et de l'organisation[19].

Deux ans plus tard, les délégués à une Conférence impériale sur la défense, réunis à Londres dans l'ombre que projetaient les nuages de guerre, se mirent en frais de jeter «le fondement d'un régime pratique qui permettrait, en cas de nécessité, d'employer la force militaire potentielle de l'Empire à une fin impériale commune»[20]. Ils tombèrent d'accord sur certaines mesures destinées à assurer l'uniformité générale dans tout l'Empire à l'égard de sujets tels que l'organisation de guerre, l'administration, l'instruction militaire, l'armement et l'équipement. L'organisation des unités militaires des Dominions devait se modeler autant que possible sur les établissements de guerre* de l'armée territoriale régulière. Tout contingent expédié par un dominion en vue du service impérial outre-mer serait accompagné d'une proportion convenable d'unités administratives. Autant que possible, chaque dominion mettrait en oeuvre le Règlement du service en campagne et les manuels d'instruction distribués à l'armée anglaise (et on le consulterait au sujet de toutes modifications en vue d'éditions subséquentes). Enfin, les dominions adopteraient autant que possible les modèles impériaux d'armes, d'équipement et de matériel.

La Conférence approuva en principe la formation d'un état-major général impérial qui aurait des succursales dans tous les dominions autonomes. A l'exception de quelques cas spéciaux, seuls des diplômés du Collège d'état-major devaient être admis dans l'état-major général. En 1909, le War Office exprima l'avis que temporairement la section canadienne d'état-major impérial devrait comprendre six postes militaires, y compris le commandant et deux officiers instructeurs au Collège militaire royal (qui avait été établi à Kingston en 1876 pour procurer une instruction militaire aux jeunes gens désireux de devenir officiers de la Milice canadienne). Entre-temps, malgré les objections du War Office, le Canada décida de procéder à la formation d'un état-major général exclusivement canadien au sein duquel des officiers seraient choisis afin de constituer la section canadienne de l'état-major général impérial. Bien que la nomination à l'état-major général canadien n'ait pas exigé des aptitudes militaires bien définies, il avait été

* Tableau indiquant la composition autorisée d'une unité à la mobilisation, exprimée en nombres et en grades du personnel, ainsi qu'en nombres et en types d'armes et de moyens de transport.

décidé qu'aucun officier ne pourrait faire partie de la section canadienne de l'étatmajor général impérial à moins d'être diplômé du Collège d'état-major ou d'avoir servi avec mérite dans l'état-major d'une force en campagne.

La Conférence de 1909 eut d'autres résultats pratiques pour la milice canadienne. On envoya un plus grand nombre d'officiers au Royaume-Uni pour s'y qualifier en tant qu'officiers d'état-major général au Collège d'état-major de Camberley; on inaugura l'échange d'officiers avec l'Angleterre, l'Australie et l'Inde; le quartier général de la Milice entreprit l'organisation des corps et des services de zone des étapes supplémentaires qu'il fallait pour compléter l'effectif divisionnaire; on prépara des plans de mobilisation en vue de la défense du Canada et d'un corps expéditionnaire d'outre-mer.

D'autres progrès suivirent les visites, sur l'invitation du Canada, de deux éminents soldats anglais: en 1910, Sir John French, inspecteur général des troupes impériales et, en 1913, Sir Ian Hamilton, inspecteur général des troupes d'outremer. Par suite de la recommandation du premier de ces officiers, on reconstitua la milice de l'Est du Canada d'après l'organisation divisionnaire, pour la préparer à se transformer rapidement en cas de guerre. Les dix districts militaires de l'Est devinrent des zones divisionnaires* dans lesquelles on organisa six divisions d'infanterie et quatre brigades de cavalerie. Les districts de l'Ouest étaient maintenus et fournissaient trois brigades de cavalerie. Il fallut trouver six officiers d'état-major général au Royaume-Uni à l'intention des nouvelles zones divisionnaires (et un autre pour tout l'Ouest du Canada), car le Canada manquait encore lamentablement d'officiers ayant cette formation, puisqu'il ne comptait en propre que douze officiers ayant passé par le Collège d'état-major quand éclata la guerre en 1914.

Sir Ian Hamilton se préoccupa surtout de porter l'effectif réel de la milice active (43,000 en 1913) plus près de son effectif du temps de paix (60,000); de relever en général la norme d'instruction; d'accumuler les stocks d'équipement, d'habillement, de munitions et de matériel de réserve en vue de la distribution lors d'une déclaration de guerre. Sir lan constata quelques améliorations dans le secteur de l'instruction militaire depuis l'inspection de sir John French, mais il mit en lumière qu'il n'y avait pas lieu de relâcher l'effort. La principale difficulté tenait à la brièveté de l'instruction annuelle. La période autorisée pour les unités urbaines de la Milice active s'établissait à seize jours, dont au moins quatre devaient se passer au camp d'été. Toutefois, les unités rurales recevaient toute leur instruction en douze jours au Canada; sir Jan demandait qu'on y ajoutât quatre jours d'instruction locale concentrée. En outre, l'augmentation du personnel avait épuisé et au delà les stocks d'armement, de sorte qu'on avait dû équiper de nouveaux régiments à même le matériel destiné à la mobilisation des vieilles unités. Les 200 canons perfectionnés dont on disposait au Canada ne pouvaient armer l'artillerie que de deux divisions; les véhicules à moteur et les voitures de transport hippomobile manquaient à peu près entièrement. On n'avait pas assez

* Les zones divisionnaires reprirent le nom de districts militaires en vertu d'une ordonnance générale du 1er mars 1916.

d'effets d'habillement même pour l'effectif du temps de paix de la milice, et une bonne partie de ces effets étaient vieux et désuets[21].

La perspective d'augmenter les stocks de l'artillerie dans un avenir rapproché n'était guère prometteuse, car, ayant à compter sur les sources anglaises d'approvisionnement, le Canada entrait en concurrence avec le War Office pour faire remplir ses commandes aux arsenaux anglais. Il avait depuis longtemps pris des mesures pour redresser un état de choses semblable à l'égard des armes portatives. En 1900, alors que les fabricants d'armes du Royaume-Uni travaillaient à plein pour remplacer dans l'armée anglaise les pertes de la guerre sud-africaine, le ministre canadien de la Milice n'avait pu placer une commande relative à 15,000 fusils Lee-Enfield .303, pour ajouter à 40,000 de ces armes achetées en 1896. Le gouvernement décida donc que le Canada fabriquerait ses propres fusils; n'ayant pas réussi à faire fabriquer le Lee-Enfield au Canada par une société anglaise, il signa un contrat en vue de la production dans le Dominion d'un fusil de .303 conçu par Sir Charles Ross, même s'il fallait à ce propos s'écarter du principe d'uniformité de l'armement au sein du Commonwealth. La société Ross Rifle Company construisit une fabrique sur un terrain avoisinant les historiques Plaines d'Abraham à Québec et la milice reçut le premier millier de fusils en 1905*. Des défauts inhérents à une arme nouvelle et non expérimentée apparurent bientôt, et le fusil subit un certain nombre de modifications (plus de 80 au modèle Mark II seulement). Même si des succès remportés par des tireurs canadiens à Bisley au moyen du Ross valurent à ce fusil une belle réputation en qualité d'arme de champ de tir, on continua à se plaindre de défauts dans les camps d'instruction militaire et les mérites relatifs du Ross et du Lee-Enfield anglais pour le service en campagne devinrent le sujet d'une vaste controverse dans les journaux et au parlement. Quand on inaugura la fabrication du modèle Mark III vers la fin de 1911, le canon était passé de 28 pouces à 30½ pouces de longueur et le poids total du fusil, de 7½ livres à 9½ livres. Tel était le modèle autorisé pour la milice canadienne au début de la guerre. Le 30 juillet 1914, on en avait reçu 12,200 sur des commandes de 30,000 au total. On porta la production à sa pleine capacité, et on commanda 30,000 fusils le 10 août.

A la veille de la guerre

Bien qu'on n'ait pas donné suite immédiatement à toutes les recommandations des inspecteurs généraux anglais, leurs rapports fort opportuns ont contribué au sursaut d'activité qui se produisit dans l'organisation de la milice au cours des trois années qui ont précédé le début dé la guerre. L'homme qui a été le principal artisan de cette activité a été le colonel Hughes (devenu par la suite le lieutenantgénéral honoraire sir Sam Hughes) qui, lors de la défaite du gouvernement Laurier en 1911, avait repris le portefeuille de la Milice et de la Défense qu'abandonnait

* Voir l'histoire circonstanciée du fusil Ross à l'appendice III de l'Official *History of the Canadien Forces in the Great War, 1914-1919,* General Sertes, Volume 1, par le colonel A.F. Duguid (Ottawa, 1938).

sir Frederick Borden. Toujours soucieux d'avertir le parlement et la population du Canada de la grave menace de guerre avec l'Allemagne, il obtint une augmentation du budget de la défense de trois millions et demi de dollars, de 1911-1912 à 19131914. Champion enthousiaste de la défense impériale, il aurait dit à un auditoire de Vancouver en 1912: «II faut donner une leçon à l'Allemagne, et c'est que le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande appuient la métropole»[22]. En 1912 et aussi l'année suivante, il dirigeait un groupe d'officiers de la milice canadienne en Europe pour faire la tournée du nord-ouest de la France et assister aux manoeuvres annuelles des armées anglaise, française, allemande et suisse. A l'été de 1914 il ordonnait à un ensemble mixte de plus de 10,000 miliciens de se concentrer à Petawawa, en Ontario (qu'on avait acquis pour en faire un camp central d'instruction militaire en 1905). Les troupes s'y livrèrent à des manoeuvres d'ensemble qui se rapprochaient plus des conditions de l'activité de service que toutes celles qu'on avait organisées au Canada depuis les raids des Fénians un demi-siècle auparavant. En tout, 59,000 hommes de troupe reçurent l'instruction militaire au Canada cette année-là et, sans le déclenchement de la guerre, le total aurait atteint 64,000[23].

En juillet 1914, l'effectif autorisé de la milice canadienne (par opposition à l'effectif réel) était de 77,323 hommes de tous grades réparti ainsi que l'indique le tableau suivant[24]:

	MILICE ACTIVE PERMANENTE		MILICE NON PERMANENTE	ACTIVE
Armes	hommes	chevaux	hommes	chevaux
Cavalerie	346	265	12,146	10,615
Artillerie à cheval et de campagne	254	267	4,172	2,481
Artillerie lourde	-	-	602	388
Artillerie de garnison et de siège	656	53	1,554	6
Génie et transmissions	314	6	2,196	523
Corps des guides	-	-	499	379
Corps d'instruction des officiers	-	-	595	-
Infanterie	793	12	47,691	690
Intendance	164	55	1,927	937
Service de santé	101	26	2,136	607
Autres corps et services*	482	-	695	100
Totaux	3,110	684	74,213	16,726

Mais, si les troupes de terre du Canada progressaient au cours des années antérieures à la guerre sous la direction d'un ministère de la Milice enthousiaste, l'état de son service naval était bien moins satisfaisant. (II n'existait pas d'aviation militaire; en 1909, année du premier vol d'avion au Canada, le Conseil de la milice avait assisté à des vols de démonstration à Petawawa, mais un corps d'avia

* Parmi les «autres Corps et Services, se trouvaient le service vétérinaire, les magasins militaires, le personnel de la solde et de la poste militaire ainsi que certains détachements divers employés à des fonctions d'instruction et d'administration.

tion militaire canadienne très limité ne fut organisé qu'après le déclenchement de la guerre.) La défense navale du Canada avait souffert de l'impuissance des partis politiques à s'entendre sur une politique commune. Au cours des premières années du 20° siècle, alors que d'autres membres du Commonwealth fournissaient des sommes de plus en plus considérables pour aider à maintenir la marine de guerre anglaise, le gouvernement de sir Wilfrid Laurier, opposé à de telles subventions, les tenant pour contraires au «principe de l'autonomie coloniale», ne donnait rien. A la Conférence coloniale de 1902, Laurier annonçait que le Dominion «songeait à établir une force navale d'intérêt local dans les eaux du Canada»[25].

Cependant, de 1902 à 1909, on n'avait rien fait pour donner suite à ce programme d'action. En 1909, la Chambre des communes du Canada adoptait à l'unanimité une résolution tendant à approuver «l'organisation prochaine d'un service naval canadien en collaboration et en rapport étroit avec la marine impériale». La loi sur le service naval de l'année suivante autorisait la création d'une marine canadienne, que devait diriger un ministre du Service naval, qui était aussi ministre de la Marine et des Pêcheries. Deux vieux croiseurs, le *Niobe* (1897) et le *Rainbow* (1891), furent achetés de l'Amirauté pour servir de navires d'instruction. On demanda en outre des soumissions en vue de la construction de quatre croiseurs légers et de six contre-torpilleurs pour la Marine royale canadienne. En 1909, le chef de l'opposition, sir Robert Borden, avait appuyé les résolutions de Laurier et, en 1910, il se proclamait encore en faveur d'une marine canadienne en tant que politique à longue échéance. Toutefois, la défaite du gouvernement Laurier aux élections générales de 1911 produisit une transformation totale de la politique.

Mais la crise de plus en plus grave de l'Europe modifia le point de vue de Borden et l'amena à prendre des mesures d'urgence. Inspiré par un avis secret de l'Amirauté, d'après lequel «aucune mesure que le Canada pourrait prendre maintenant ne serait aussi utile à la marine anglaise, ni autant de nature à mettre un terme à la dangereuse rivalité navale que l'apport de bâtiments de ligne pour le service impérial en général»[26], il insista pour faire adopter un projet de loi qui prévoyait la dépense de trente-cinq millions de dollars en vue de la construction de trois Dreadnoughts destinés à la marine royale. La mesure fut rejetée par le Sénat à domination libérale, qui demanda un appel au pays. En conséquence, rien ne se fit à l'égard de la contribution d'ordre impérial et très peu à l'égard de l'organisation navale rudimentaire dont Laurier avait jeté les bases. On n'avait jamais accordé les contrats relatifs aux bâtiments de guerre supplémentaires et, à la fin de 1912, tout recrutement cessa pour la marine royale canadienne et l'on accorda une libération libre aux hommes avant la fin de leur engagement. Le 3 août 1914, l'effectif était tombé à 393 officiers et matelots (y compris les membres de la Réserve volontaire de la Marine royale canadienne nouvellement formée et le personnel prêté par la Marine royale). Le *Rainbow,* sur le littoral de l'ouest, n'avait pas fait de vapeur depuis mars 1913, et le *Niobe,* échoué au cap Sable en juillet 1911, avait été pris par la nouvelle politique navale avant d'être complètement réparé et n'avait pas repris la mer.

Plans de mobilisation et préparatifs de défense

Pendant quelques années à la suite de sa création, le Conseil de la milice, occupé à accroître et réorganiser la milice, n'avait trouvé ni les fonds ni le personnel qualifié pour entreprendre la tâche ardue et compliquée d'élaborer un plan en vue de mobiliser les troupes. En fin de compte on vit paraître presque simultanément deux plans différents: l'un pour la mobilisation générale de la milice et l'autre pour l'expédition d'un contingent restreint en vue du service outre-mer. En 1911, un officier d'état-major anglais, le colonel W. G. Gwatkin, arrivait du War Office pour diriger un comité de mobilisation qui avait commencé l'élaboration des plans l'année précédente sous la présidence du chef d'état-major général, le brigadiergénéral W. D. Otter. En 1914, les plans étaient fort avancés en vue de faire passer, de l'organisation du temps de paix à celle du temps de guerre, six divisions de la milice, dans la mesure où leur organisation incomplète et les pénuries d'armes ou d'équipement le permettaient. En même temps, conformément aux instructions du successeur du général Otter, le major-général C. J. Mackenzie, officier anglais, Gwatkin préparait des plans en vue de mobiliser pour l'activité de service outre-mer un contingent canadien composé d'une division et d'une brigade montée.

En vertu de ce plan, chaque région et district divisionnaire devait fournir son contingent de troupes: d'une façon générale, les six régions divisionnaires de l'Est du Canada fourniraient les unités de la division d'infanterie et les trois districts militaires de l'Ouest, la brigade à cheval. Le service dans le cortingent serait volontaire et l'on accorderait la préférence aux hommes qui auraient déjà servi dans l'armée ou reçu une instruction militaire. Les commandants des régions divisionnaires et des districts, sur lesquels le plan faisait reposer une bonne partie de la responsabilité, devaient choisir leur propre lieu de rassemblement (sur approbation du quartiergénéral de la milice) d'où,, à la suite d'une mobilisation partielle, les troupes se dirigeraient vers Petawawa, qu'on avait choisi pour lieu de concentration. Si la mobilisation se produisait en hiver, les unités seraient entièrement mobilisées à leur lieu de rassemblement d'où elles se rendraient directement au port d'embarcation. L'un des principaux défauts du plan, c'est qu'il ne prévoyait pas un matériel de mobilisation suffisant. Nous avons toutefois noté .a difficulté qu'il y avait d'obtenir des stocks suffisants pour la milice existante et on avait décidé de ne pas accumuler d'approvisionnements de réserve en vue d'un contingent d'outre-mer entièrement problématique. Nonobstant cette carence et d'autres (on ne prévoyait pas d'unités de zone des étapes), le projet offrait un plan réfléchi pour tirer des troupes d'après une proportion équitable de toutes les parties du Dominion en vue d'un contingent du même effectif que celui qu'on a mobilisé par la suite en 1914[27].

L'établissement de plans de mobilisation ne formait qu'une partie des préoccupations des officiers sur qui retombait la responsabilité d'assurer la préparation du Canada à la guerre. Les mesures militaires à prendre en cas de menace de guerre avaient été prescrites dans un projet de défense élaboré en 1898 et détaillé dans des plans de mobilisation régionaux. Cette année-là, le gouvernement anglais créait, à la demande du gouvernement canadien, une commission de défense pour étudier

les problèmes que posait la défense du Dominion, préparer un projet de défense et présenter des recommandations quant à l'administration militaire qui conviendrait le mieux aux conditions existantes au Canada. Cette commission se composait d'un officier de la Marine royale, de trois officiers de l'Armée de terre anglaise (notamment du major P. H. N. Lake, qui, en 1904, devait devenir le premier chef d'état-major général du Canada) et de deux ministres représentant le gouvernement canadien[28]. Au cours de son étude qui dura cinq mois, la commission consulta quarante officiers supérieurs de la Milice[29] et, à la fin de l'année, soumettait deux rapports de vaste portée: «N° I—Projet de défenses, et «N° II—Recommandations». Bien que le gouvernement canadien ne l'ait jamais approuvé officiellement (en avril 1903, le gouverneur général avouait au ministère des Colonies que l'abondance du travail au cours des trois années précédentes avait retardé l'étude de ces rapports au Conseil privé)[30], le rapport n° I resta le projet de défense accepté pour le Canada jusqu'après la première Guerre mondiale. Il ne semble pas qu'on l'ait jamais revisé officiellement, bien que le Comité de défense coloniale à Londres ait exprimé l'avis qu'on le fasse chaque année et qu'on lui envoie un projet de défense revisé à titre de renseignement et en vue d'obtenir ses commentaires. En dépit de cette omission, on ne saurait guère douter que l'existence du projet ait été d'un grand secours pour les officiers chargés de préparer les plans de mobilisation. A partir de 1908, les mesures défensives intéressant aussi bien le ministère de la Milice et de la Défense que le ministère de la Marine et des Pêcheries (par exemple, la réglementation de la circulation dans les ports défendus et la construction d'ouvrages de défense flottants) relevaient d'un comité interdépartemental représentant ces deux ministères (auxquels s'ajouta le nouveau ministère du Service naval après 1910).

Dans le domaine non militaire, on mit au point beaucoup plus tard les dispositions destinées à coordonner les mesures défensives que devaient prendre les divers départements de l'administration nationale en cas de guerre. Au début d'août 1912, les deux chefs de l'armée, rappelant à leur ministre respectif qu'il «devenait de plus en plus écident depuis deux ans que le mécanisme de défense du Canada manquait de tête dirigeante», lui présentaient des propositions tendant à l'établissement d'un comité canadien de défense. Ces propositions soulignaient la dépendance des autres ministères à l'égard des ministères de la Marine et de la Milice, et faisaient ressortir l'importance de créer tune organisation pratique pour coordonner les exigences souvent contradictoires de la stratégie, du commerce et des finances». Le comité projeté serait dirigé par le premier ministre et comprendrait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, les ministres de la Milice et de la Défense, du Service naval, et des Finances, aussi bien que le chef d'état-major général et le directeur du Service naval. Parmi les questions que le gouvernement pourrait déférer à ce comité figuraient celles qui avaient trait à tout le programme de défense militaire et navale du Dominion; la collaboration avec l'armée impériale; la situation stratégique des forteresses et des chantiers maritimes; l'aménagement de chemins de fer et de canaux; la conservation des ressources nationales; la coordination de l'action des divers ministères en cas d'urgence[31].

Mais les ministres n'acceptèrent pas ces recommandations, en dépit de l'insis-

tance de leurs principaux officiers. De fait, aussi tard que le 1er juillet 1914, le colonel Gwatkin, devenu chef d'état-major général au mois d'octobre précédent, écrivait apparemment au cabinet du gouverneur général (la copie de cette lettre conservée au dossier ne porte pas d'adresse). «II suffirait d'un peu de persuasion, me semble-t-il, pour que le premier ministre fasse un pas dans la bonne voie et se nomme lui-même président d'un comité canadien de la Défense, mais je vous donne l'avertissement solennel qu'à moins que vous ne nous stimuliez pour entrer en activité nous nous bornerons à nous laisser porter par les événements»[32]. Plusieurs années plus tard un autre chef d'état-major général, qui partageait le même point de vue, obtint plus de succès. En août 1936, on vit naître un comité canadien de défense (appelé plus tard comité de défense du Cabinet) dont la composition et les fonctions ressemblaient beaucoup à celles de la proposition qu'on avait classée près d'un quart de siècle auparavant[33].

On finit par agir à la suite d'une forte recommandation reçue en mars 1913 du comité de défense outre-mer du Royaume-Uni d'après laquelle le Canada, de concert avec les autres dominions autonomes, devait compiler un *Livre de guerre* semblable à celui que préparait le gouvernement impérial, pour indiquer avec précision les mesures que chaque département de l'administration nationale prendrait en cas d'urgence34. Une conférence interdépartementale où sept ministères étaient représentés tint sa première réunion en janvier 1914 et, avec une louable énergie, accomplit sa tâche en six mois. Le Livre de guerre exposait les tâches que chaque ministère entreprendrait au cours de «l'Étape de précaution, alors que les relations avec une puissance étrangère seraient devenues si tendues que des mesures s'imposeraient contre l'éventualité d'une attaque surprise, et les autres mesures requises lors de la déclaration de guerre. Le tard qu'on avait apporté à établir la conférence interdépartementale lui avait laissé si peu de temps pour rédiger le Livre de guerre que ses délibérations finales étaient interrompues le 29 juillet par l'arrivée de Londres du télégramme d'avertissement qui ordonnait d'adopter l'étape de précaution.

Heureusement, on avait terminé la préparation des Livres de guerre particuliers des ministères de la Milice et de la Défense, du Service naval et des Douanes, ministères intéressés alors au premier chef. On prit donc les mesures qui y étaient exposées «sans retard et sans accroc d'aucune sorte: tout fonctionna sans heurt»35. On donna suite sans tarder aux mesures déjà prévues. On prit des dispositions immédiates pour surveiller les postes de T.S.F. et les terminus de câbles; pour garnir de troupes les forteresses d'Halifax, de Québec et d'Esquimalt, et pour établir un service de visite à ces trois ports. Pour accomplir ces tâches, le Royal Canadian Garrison Artillery et le Royal Canadian Regiment entrèrent en activité de service; dans chacun des deux districts militaires côtiers, on mobilisa des détachements d'infanterie et d'artillerie de garnison tirés de la milice active non permanente. Le 2 août, le ministre de la Milice prenait la direction des câbles et le ministre du Service naval, celle de la T.S.F.: ces deux moyens de communication tombaient immédiatement sous le coup d'une censure stricte. Une lettre du colonel Hughes aux journaux du Canada pour leur demander d'exercer «une sage réticence au sujet

des questions touchant aux opérations militaires» était suivie d'instructions officielles sur la sécurité que le chef adjoint de la censure envoyait à tous les journaux. Sans attendre la réunion du parlement, le gouverneur général en conseil adoptait des mesures d'urgence touchant aux finances, au commerce, au maintien de l'ordre dans le pays.

Le ministère du Service naval, en contact étroit avec l'Amirauté, suivait l'exemple de l'Angleterre en mettant en activité de service le 4 août les forces navales permanentes du Canada et la force navale volontaire. Le même jour, le *Niobe* et le *Rainbow* étaient mis à la disposition de Sa Majesté «pour le service général au sein de la Marine royale»[36], disposition qui devait se maintenir pendant toute la durée de la guerre: le Canada assumait tous les frais. A la demande de l'Amirauté, le *Rainbow* de 3,600 tonnes avait bravement pris la mer à partir de Esquimalt aux petites heures du 3 «pour surveiller les routes commerciales au nord de l'Équateur» et, plus particulièrement, pour escorter jusqu'en lieu sûr deux corvettes anglaises sans *T.S.F. (l'Algerine* et la *Shearwater)* qui se dirigeaient vers le nord à partir de San Diego. A la suite d'une longue période de négligence, le *Rainbow* n'était pas en mesure de s'engager dans des hostilités. Il avait à peine la moitié de son équipage (dont plusieurs membres n'avaient reçu aucune instruction spécialisée) et il ne possédait pas d'obus brisants. La principale menace ennemie provenait du croiseur léger de construction récente *Leipzig* qu'on signalait dans les eaux du Mexique. Le *Rainbow* parvenait à San Francisco le 7 août, mais devait rentrer à Esquimalt pour un nouveau charbonnage, heureusement sans avoir rencontré le bâtiment de guerre allemand. Il découvrait la *Shearwater* le 13 et *l'Algerine* le lendemain: il amena ces deux bateaux sans coup férir à Esquimalt[37]. Leurs équipages se dirigèrent par chemin de fer vers Halifax pour monter à bord du *Niobe* qui, le 1er septembre, avait terminé un radoub hâtif et se trouvait prêt à se joindre à d'autres unités de la Marine royale pour la patrouille de l'Atlantique.

Des mesures hâtives destinées à accroître la force navale du Canada au début de la guerre eurent lieu sur le littoral de l'ouest où, du 27 juillet au 5 août, on ouvrait et menait à bonne fin des négociations pour l'achat et la livraison de deux sousmarins, le tout en une semaine. L'acquisition de ces sous-marins, construits par une entreprise privée à Seattle pour le compte du gouvernement du Chili, devait beaucoup à l'initiative du premier ministre de la Colombie-Britannique, sir Richard McBride, qui, se trouvant à Ottawa, demandait avec instance à l'Amirauté s'il devait ou non acheter, de sa propre initiative, fournissant le prix d'achat de $1,150,000 à même les fonds provinciaux, que le gouvernement fédéral remboursa trois jours après*. Les deux sous-marins, rebaptisés *C.C.1* et *C.C.2* eurent leur base à Esquimalt pendant près de trois ans, se livrant au travail de patrouille et aux fonctions d'instruction. En 1917, ils se rendaient par la voie du canal de Panama à Halifax où ils restèrent jusqu'à la fin de la guerre.

Sauf la mise en activité de service des unités et détachements militaires précités, aucune mobilisation d'envergure ne se produisit tant que le déclenchement des

* L'histoire assez mystérieuse de cette transaction inusitée paraît en détail dans l'histoire officielle de la marine, *The Naval Service of Canada,* par G. N. Tucker, volume I, chapitre 13.

hostilités restait incertain. Quand arriva le fatidique 4 août, quelques heures avant que parvint à Ottawa la nouvelle de la déclaration de guerre, le gouvernement canadien recevait de Londres l'avis qu'il ne semblait exister «aucune nécessité immédiate pour nous de demander un corps expéditionnaire au Canada», bien qu'il fût sage «de prendre toutes les mesures législatives et autres» qui permettraient de fournir de ces troupes sans retard si on les demandait par la suite[38]. Deux jours après, un câblogramme apportait la gracieuse acceptation par le gouvernement de Sa Majesté de l'offre que faisait le Canada d'expédier des troupes et demandait qu'elles «fussent expédiées le plus tôt possible». Le 7 août, le Conseil de l'armée faisait savoir «qu'une division constituerait une composition acceptable du corps expéditionnaire»39.

CE LIVRE APPARTIENT A
JEAN-PIERRE GAGNON

C H A P I T R E I I

FAÇONNAGE DE L'ARME

(Voir croquis nos 1, 2 et 3)

La mobilisation

Dès qu'il eut reçu l'acceptation par l'Angleterre de l'offre du Canada, le Cabinet autorisa la `levée et l'équipement des unités» que pourrait déterminer le gouverneur général en conseil, «composées d'officiers et d'hommes de troupe s'offrant volontairement pour le service outre-mer sous l'autorité de la Couronne anglaise»[1]. Un décret du Conseil du 10 août fixait l'effectif du contingent à 25,000.

Ainsi que nous l'avons vu, un plan relatif à la mobilisation justement d'un tel corps de troupes remontait à 1911. Toutefois, à l'été de 1913, peu de temps après que le colonel Hughes eut donné instructions de procéder à certaines revisions du plan dont son prédécesseur avait pris l'initiative, toute action semble avoir été abandonnée. Le ministre de la Milice entretenait d'autres idées à propos de la mobilisation, qu'il envisageait, dit-il plus tard, comme «un véritable appel aux armes, semblable à la croix de feu qui traversait autrefois les hautes terres d'Écosse ou les montagnes d'Irlande»2. On se rappellera que le plan de 1911 (qui portait la désignation de mémoire C.1209) faisait reposer sur les commandants de zones divisionnaires et de district la responsabilité du recrutement des unités exigées des territoires placés sous leurs commandements en cas de mobilisation. Mais, le 31 juillet 1914, d'ordre du ministre, ces commandants recevaient des instructions secrètes leur enjoignant de tenir «pour purement provisoire» le plan esquissé dans le mémoire C. 1209 et «d'examiner la méthode à adopter dès la réception des ordres tendant au recrutement de troupes dans chaque territoire pour le service outre-mer»3. Cet examen ne semble pas avoir dépassé l'étape académique, car le 6 août, pour donner immédiatement effet à l'ordre du Cabinet, le ministre de la Milice enjoignait à l'adjudant général d'expédier une «lettre de nuit» directement aux 226 commandants d'unité de la milice canadienne. Écartant les voies ordinaires de communication, Hughes passait par-dessus la tête des commandants de divisions et de districts qui ne reçurent communication du message qu'à titre de renseignement. Les unités recevaient instructions de préparer et d'expédier directement au quartier général de la Milice au plus tard le 12 août, «des rôles descriptifs» de volontaires de 18 à 45 ans, qui répondraient aux normes physiques prescrites. On exigeait une norme élevée pour la mousqueterie et l'efficacité en général. Outre les membres de la Milice active, on admettait les officiers de réserve et d'autres hommes possé

dant l'expérience militaire qui pourraient répondre aux exigences. Une fois les rôles examinés à Ottawa, on indiquerait à chaque commandant le nombre d'hommes qu'il faudrait engager dans son unité.

On se rendit bientôt compte de la difficulté de choisir 25,000 hommes par ce procédé peu expéditif. Le 10 août, les districts reprenaient donc leur situation normale dans le mode de commandement, alors qu'on leur indiquait les formations divisionnaires et les unités que chacun devait fournir. Les quartiers généraux de district purent ainsi affecter un contingent de recrutement aux commandants d'unités de la Milice. Mais, trois jours plus tard, comme si l'on était décidé à maintenir la confusion, Ottawa modifiait ses instructions. Comme le contingent exact «dépendrait forcément du nombre de volontaires», le tableau indiquant la composition divisionnaire et les zones d'où devaient être tirées les unités «devait être tenu seulement pour un guide d'ordre général»[4]. Les instructions, souvent contradictoires, continuaient à venir du quartier général de la Milice, non seulement aux commandants de divisions et de districts militaires mais directement à d'autres échelons de commandement jusqu'aux unités. Lorsqu'un commandant de division protesta «que les ordres avaient été jusque-là donnés, non seulement par télégramme mais aussi apparemment par téléphone, par les chefs de services au quartier général à moi-même aussi bien qu'aux chefs de services de la division»[5], il exprimait l'inquiétude de ceux qui découvraient sans cesse qu'une activité militaire, dont ils n'avaient aucune connaissance, se produisait au sein de leurs zones de commandement d'après des instructions venues d'Ottawa.

«En très peu de temps, déclara fièrement le ministre de la Milice, nous avions lancé les gars en mouvement pour le premier contingent, tandis qu'il aurait fallu plusieurs semaines pour faire circuler la nouvelle par les voies de communication ordinaires . . . Le contingent était pour ainsi dire en mouvement vers l'Europe avant qu'on eût pu le mobiliser d'après le plan ordinaire»[6]. Cette critique du «plan ordinaire» n'était guère motivée: les voies de communication militaires, normalement employées comme il convenait, auraient pu transmettre l'avertissement en quelques heures et non pas en quelques semaines. De fait, une fois tombée la confusion causée parle premier «appel aux armes» dramatisé mais irrégulier, la plupart des volontaires s'engagèrent par l'entremise des unités existantes de la Milice à peu près de la manière prescrite par le plan antérieur à la guerre.

Pendant qu'on recrutait les troupes pour le premier contingent, le gouvernement anglais avait «accepté avec gratitude» l'offre de quatre unités canadiennes supplémentaires de mille hommes chacune[7]. La proposition avait été transmise à Londres avec enthousiasme, bien qu'un peu prématurément, par le gouverneur général à la suite d'une réunion du Cabinet à laquelle il assistait et au cours de laquelle le ministre de la Milice avait parlé d'offres reçues de trois 'provinces qui désiraient fournir des bataillons. Ces offres ne se réalisèrent pas dans la pratique. Sir Robert Borden fit rapport au haut commissaire du Canada à Londres, M. George Perley: «Le Nouveau-Brunswick nie absolument d'avoir fait une telle offre. Le Manitoba et Calgary se trouvent dans l'impossibilité financière d'entreprendre ce qu'elles avaient suggéré plutôt qu'offert»8. La proposition qui tenait bon était celle du capitaine

A. Hamilton Gault, vétéran montréalais de la guerre sud-africaine, tendant à recruter un bataillon d'infanterie composé d'anciens soldats et de verser $100,000 en paiement partiel des frais. Ce bataillon, nommé Princess Patricia's Canadian Light Infantry d'après Son Altesse Royale la fille du gouverneur général, fut recruté rapidement à Ottawa parmi d'ex-militaires de toutes les parties du Canada. Le lieutenant-colonel F. D. Farquhar (Coldstream Guards), secrétaire militaire du gouverneur général, en fut nommé commandant. Ainsi qu'on le verra, cette entreprise unique en matière de mobilisation devait procurer de grands avantages. A peine trois semaines de la date de l'autorisation, le régiment était prêt à prendre la mer et il s'embarquait à Montréal le 28 août. Les restrictions imposées par l'Amirauté au convoi maintinrent cette unité dans l'impatience au Canada; elle traversa avec le premier contingent vers la fin de septembre. Les Patricias débarquaient en France le 21 décembre et montaient en ligne en tant que partie de la 80e brigade, 27e division, au cours de la nuit du 6 au 7 janvier 1915, soit huit semaines avant que la 1re division canadienne pût prendre part au combat.

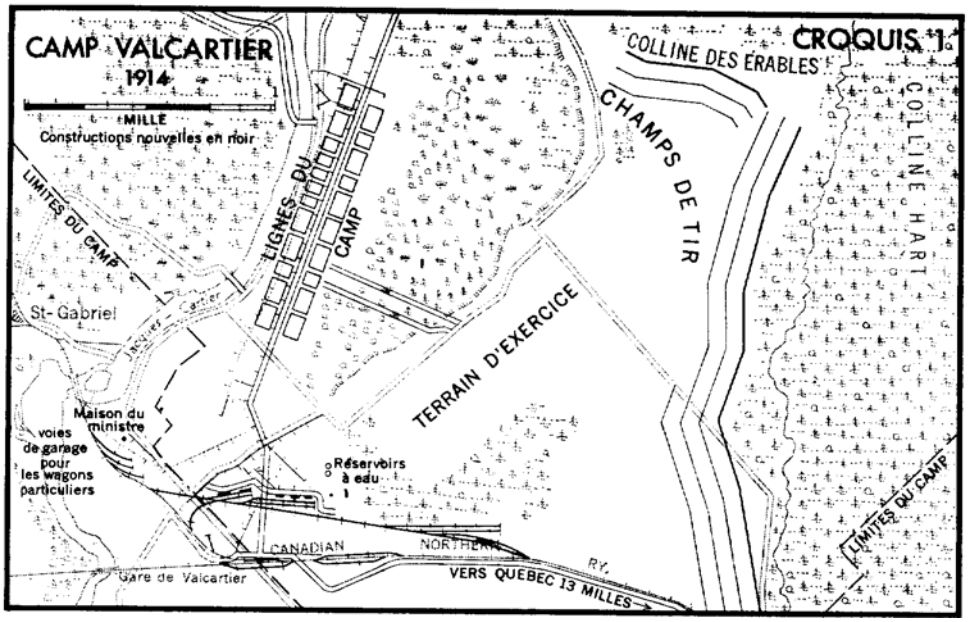
On ne retint aucune autre offre relative à la formation d'unités. En effet, ayant appris qu'il en coûtait un million de dollars pour équiper et maintenir un régiment de mille hommes pendant une année en activité de service, le gouvernement (ainsi que le premier ministre l'apprit à M. Perley) avait décidé «de rejeter absolument à l'avenir toutes ces offres à moins que la personne, la ville ou la province qui faisait une telle offre ne se déclarât disposée, non seulement à équiper mais à maintenir le corps de troupes ainsi proposé»*[9]. Lorsque le War Office s'aventura à se renseigner à propos de l'offre du gouverneur général, il apprit que deux des bataillons «avaient été absorbés par la division et que deux avaient été fondus dans le Princess Patricia's Canadian Light Infantry, en voie de formation»[10].

Le premier contingent à Valcartier

L'appel lancé le 6 août 1914 par le ministre de la Milice avait désigné, en tant que lieu de mobilisation, Valcartier, situé à seize milles au nord-ouest de Québec. Le premier groupe de volontaires arrivait à ce nouveau camp le 18 août. Le 8 septembre, les arrivées, amenées dans une centaine de trains spéciaux, avaient porté l'effectif à son maximum de 32,665.

Le nouveau camp était établi le long de la rive droite de la rivière JacquesCartier. A partir d'une ceinture de terre boisée qui bordait ce cours d'eau, une plaine sablonneuse s'étendait sur environ deux milles jusqu'à une crête boisée s'élevant brusquement jusqu'à mille pieds au-dessus de la vallée. De petites étendues de marais et de bois coupaient ici et là les champs dénudés de petites fermes, concédées à l'origine à des soldats anglais à la suite de la capture de Québec. La transformation de cette région, en moins d'un mois, en un établissement militaire organisé pour loger

* Il faut ranger dans une catégorie un peu à part l'acceptation de $150,000 souscrits par quinze Canadiens animés de l'esprit de civisme en vue de l'achat aux États-Unis de machines et de véhicules pour équiper la Brigade n' I de mitrailleuses automobiles, unité de neuf officiers et 114 gradés et hommes de troupe.



plus de 30,000 hommes, témoignait hautement en faveur de la largeur de vues, de l'enthousiasme sans bornes et de l'énergie entraînante du ministre de la Milice, qui ayant conçu le projet lui-même en surveilla l'exécution jusqu'à la fin. En 1912, il avait pris des mesures pour acquérir cet emplacement afin d'en faire une zone centrale d'instruction pour la milice de la province. La décision qu'il avait prise d'y concentrer le corps expéditionnaire canadien nécessita l'achat d'autres terrains après le début de la guerre, de sorte que la superficie du camp finit par atteindre 12,428 acres.

Immédiatement, des équipes de bûcherons se mirent à défricher le terrain en bordure de la rivière pour y établir les lignes du camp et la zone centrale pour en faire un terrain de manoeuvres. Un entrepreneur occupé à aménager le champ de tir de Connaught près d'Ottawa transporta tous ses ouvriers et tout son outillage par train spécial pour exécuter les travaux nécessaires au nouvel emplacement. Le progrès fut vraiment spectaculaire. Par la suite, le colonel Hughes pouvait signaler avec la fierté de l'oeuvre accomplie:

> Le samedi 8 août, nous prenions Valcartier à notre charge; le lundi 10, les travaux commençaient au champ de tir et à l'adduction d'eau. Le 20, on avait aménagé trois milles et demi de champ de tir et installé 1,500 cibles. A la même date, on avait posé douze milles de tuyaux pour la circulation de l'eau et on avait ouvert puis recouvert quinze milles de tuyaux de drainage. On construisit les bâtiments de l'Intendance et des Magasins militaires; on aménagea les voies ferroviaires d'évitement, on enleva les clôtures, moissonna les récoltes, défricha le terrain, traça des rues, posa plus de 200 baignoires pour les hommes, chlora l'eau, installa la lumière électrique et le téléphone… et 35,000 hommes se trouvèrent sous les tentes moins de trois semaines après avoir répondu à l'appel[11].

Au cours de la deuxième semaine d'août, des détachements et unités de la

milice non destinés au Corps expéditionnaire commençaient à arriver à Valcartier pour se charger de fonctions d'administration et d'instruction à ce camp. L'armée permanente fournissait la brigade du R.C.H.A., les Royal Canadian Dragoons et le Lord Strathcona's Horse, ainsi que le personnel des Magasins militaires. On appela en activité de service pour aider à l'accomplissement de ces besognes utilitaires des unités de la milice active non permanente, c'est-à-dire une compagnie, du Génie de campagne, quatre compagnies de l'Intendance, trois ambulances de campagne du Service de santé, une section vétérinaire et un détachement postal. Un personnel de camp, composé de 25 officiers sans compter les gradés et les hommes de troupe nécessaires, était dirigé par l'adjudant général, le colonel V. A. S. Williams; dont la mutation du poste administratif le plus élevé à une période si critique est difficile à justifier.

A leur arrivée, les volontaires étaient affectés à des bataillons provisoires selon leur lieu d'origine. Un ordre de camp en date du 22 août énumérait douze de ces bataillons (dont chacun représentait de quatre à dix-sept unités de la milice); mais, dix jours après, alors que les engagements dépassaient de beaucoup l'effectif de guerre de douze bataillons (majorés de 10 p. 100 de renforts), une organisation tout à fait nouvelle voyait le jour pour l'infanterie. Les ordres de camp du ter septembre indiquaient la composition de seize bataillons provisoires en quatre brigades provisoires. Au cours du mois, d'autres remaniements se produisaient. L'organisation qui vit enfin le jour différait de beaucoup des répartitions divisionnaires du 10 août. La Ire brigade d'infanterie (provisoire) comprenant les ter, 2e, 3e, et 4e bataillons, tous de l'Ontario, était commandée par le lieutenant-colonel M. S. Mercer. La 2e brigade de l'Ouest (5e, 6e, 7e et 8e bataillons), était commandée par le lieutenant-colonel A. W. Currie. La 3e brigade, commandée par le colonel R. E. W. Turner (qui avait mérité la croix Victoria au cours de son service avec le Royal Canadian Dragoons au cours de la guerre sudafricaine) se composait du 14e bataillon de Montréal et des provinces Maritimes et de trois bataillons écossais (les 13e, 15e et 16e) composés de membres de toutes les régions du Canada. La 4e brigade sous les ordres du lieutenant-colonel J. E. Cohoe, comprenait trois bataillons des Prairies (les 9e, 108 et 11e) et un autre des provinces Maritimes (le 12e). Quand on eut décidé le 21 septembre que, sans égard aux nombres, tous ceux qui étaient physiquement aptes passeraient en Angleterre (voir ci-dessous, page 32) on forma le 17e bataillon provisoire pour recevoir l'excédent de fantassins. On autorisait aux mêmes fins la formation du 18e bataillon provisoire, mais il fut aboli le 27 septembre sans qu'on en eut rempli les cadres.

L'organisation des autres armes et services du Corps expéditionnaire s'est conformée plus exactement au mode indiqué dans les instructions préliminaires de mobilisation. On mobilisa les unités d'artillerie à leurs divers quartiers géné raux dans l'Est du Canada selon les instructions en provenance du directeur de l'Artillerie. A ces quartiers généraux, elles reçurent la plus grande partie de leurs uniformes directement du fabricant et tirèrent leur équipement des magasins de la Milice. On acheta les chevaux sur les lieux, de sorte que l'organisation était bien avancée lorsque l'artillerie arriva à Valcartier les 29 et 30 août. On comptait trois

brigades d'artillerie de campagne, chacune de trois batteries de pièces à projectiles de 18 livres et une colonne de munitions; une batterie lourde à projectiles de 60 livres et sa colonne de munitions et une colonne de munitions divisionnaire. (A cause du manque d'obusiers, on ne put former la brigade d'obusiers de 4.5 pouces normal pour un effectif divisionnaire.) Les ordres de camp du 1e[2] septembre désignaient le lieutenant-colonel H. E. Burstall au commandement de l'artillerie divisionnaire.

Des détachements de chacune des onze unités du Génie de la Milice envoyèrent assez de volontaires à Valcartier pour former deux compagnies de campagne attachées au premier effectif divisionnaire, ainsi qu'une troisième compagnie qu'on y ajouta pour se conformer à un nouvel effectif anglais. On fournit l'habileté technique voulue pour la compagnie divisionnaire des transmissions en enrôlant un personnel compétent de l'armée permanente et des unités des transmissions de la milice, ainsi que des entreprises commerciales de télégraphe et de téléphone. L'organisation du train divisionnaire (comprenant quatre compagnies tirées surtout d'Ottawa, de London, de Montréal et de Winnipeg) fut interrompue par suite d'une demande venue du Conseil de l'armée selon laquelle le Corps expéditionnaire canadien comprendrait certaines unités de la zone des étapes. Il devenait nécessaire de réaffecter du personnel pour remplacer les quatre unités requises de l'Intendance, soit un parc divisionnaire de munitions, une colonne divisionnaire de ravitaillement, un parc de réserve et un détachement de ravitaillement ferroviaire. On constitua un petit détachement postal à l'aide d'hommes tirés des détachements de la milice active non permanente de toutes les parties du pays.

La mobilisation des services de santé se réalisa sous les ordres du directeur général des Services de santé, le colonel G. Carleton Jones. Les volontaires se réunirent à Toronto et à Winnipeg, aussi bien qu'à Valcartier. Quand tous furent réunis au camp de Valcartier, la requête venue d'Angleterre au sujet des unités de la zone des étapes entraîna une réorganisation générale. On trouva au camp assez de personnel médical pour former les unités requises qui, en plus des trois ambulances divisionnaires de campagne, comprenaient un poste de secours, deux hôpitaux stationnaires (de 400 lits chacun) et deux hôpitaux généraux (de 1,040 lits chacun). Le poste de secours et l'hôpital stationnaire n° 1 relevèrent les unités de la Milice du soin d'assurer le fonctionnement des deux hôpitaux de camp à Valcartier. Les entrées à l'hôpital pendant toute la période antérieure à l'embarquement se chiffrèrent par 856 seulement, car, en général, les troupes jouissaient d'une santé excellente. Le 16 septembre, arrivait l'ordre de mobiliser les infirmières militaires: à la fin du mois, 98 s'étaient présentées à Québec où on les avait logées à l'hôpital de l'Immigration*. On ne forma en définitive les sections vétérinaires que le War Office demanda à la dernière minute qu'après le départ du premier contingent.

Les plans primitifs relatifs au contingent ne comprenaient pas d'unités de l'armée

* Les détails relatifs à la mobilisation des services de santé se trouvent dans l'ouvrage de sir Andrew Macphail: *Medical Services* (dans la série dite *Official History of the Canadian Forces in the Great War 1914-19,* Ottawa, 1925).

permanente. Nous avons déjà noté que les deux régiments réguliers de cavalerie et la brigade d'artillerie à cheval s'occupaient à Valcartier de fonctions d'administration et d'instruction. En fait de cavalerie, on n'avait autorisé pour le corps expéditionnaire que l'escadron divisionnaire de cavalerie composé de 196 hommes de tous grades (fourni parle 19e Alberta Dragoons de la milice non permanente) qui, avec une compagnie de cyclistes tirée de toutes les armes et de tous les services présents au camp, formaient les troupes divisionnaires montées. Lorsque le War Office accepta une offre soumise le 7 août en vue de fournir «un régiment régulier de cavalerie et deux batteries régulières d'artillerie à cheval», le ministre de la Milice demanda d'abord la permission «de les garder pendant une courte période à des fins d'instruction et autres au camp de Valcartier»[12]. Le 26 août, le commandant du camp recevait l'ordre de mobiliser les deux batteries du R.C.H.A. et un régiment composé de cavalerie tirés des deux unités régulières. Le 14 septembre, cependant, le premier ministre approuvait une proposition présentée par le colonel Hughes tendant à mobiliser et à embarquer avec les troupes d'armée deux régiments complets de cavalerie «dont l'un serait nommé Royal Canadian Dragoons et l'autre Lord Strathcona's Horse».

Tandis que des unités de l'armée permanente se voyaient ainsi soudainement diriger outre-mer, le seul bataillon régulier d'infanterie, c'est-à-dire le Royal Canadian Regiment, recevait un rôle qui, bien que comportant l'honneur d'être la première unité canadienne à servir en dehors du Dominion au cours de la première Grande guerre, devait néanmoins le tenir éloigné des opérations actives pendant une autre année. Le 6 septembre, ce régiment s'embarquait à Québec pour voyager sous l'escorte du *Niobe* afin d'aller remplir des fonctions de garde aux Bermudes, où il prenait la relève d'une unité anglaise, c'est-à-dire le 2e bataillon du Lincolnshire Regiment. En mars et avril de l'année suivante, la 6e compagnie du Royal Canadian Garrison Artillery (forte de 123 officiers et soldats) partait pour Sainte-Lucie, dans les îles du Vent, pour se charger de quatre canons de 14 centimètres et de deux canons de 6 pouces, commander un bateau à vapeur de 70 tonneaux pour la surveillance, le service et le dragage des mines à l'entrée du Port Castries*.

Le début de l'instruction militaire

Quoique la plupart des 1,500 officiers rassemblés à Valcartier eussent acquis des titres à leurs grades aux écoles militaires d'instruction, il existait une grande diversité à l'égard de la compétence des hommes de troupe au maniement des armes. On n'avait pas fait droit aux exigences prescrites dans le câblogramme du 6 août: un grand nombre d'hommes ne possédait aucune instruction ni expérience militaire. Pourtant le désir qu'avait le ministre d'expédier le contingent en Angle

* Cette unité, avec ses services auxiliaires, demeura aux Antilles durant toute la guerre. Le R.C.R. fut relevé en août 1915 par le 38° bataillon qui fut remplacé à son tour par le 163e bataillon canadien français en mai 1916. Relayé six mois plus tard par un bataillon britannique, le 163° bataillon s'embarqua pour l'Angleterre où il fournit des renforts aux bataillons canadiens français qui se trouvaient au front.

PRINCIPAUX CHEFS CIVILS ET MILITAIRES DU CORPS EXPEDITIONNAIRE CANADIEN



Lt.-Gén. Sir Sam Hughes



Sir G.H. Perley



Sir A.E. Kemp



Maj.-Gén. S.C. Mewburn



Maj.-Gén. W.G. Gwatkin



Sir Robert Borden



Lt.-Gén. Sir R.E.W. Turner



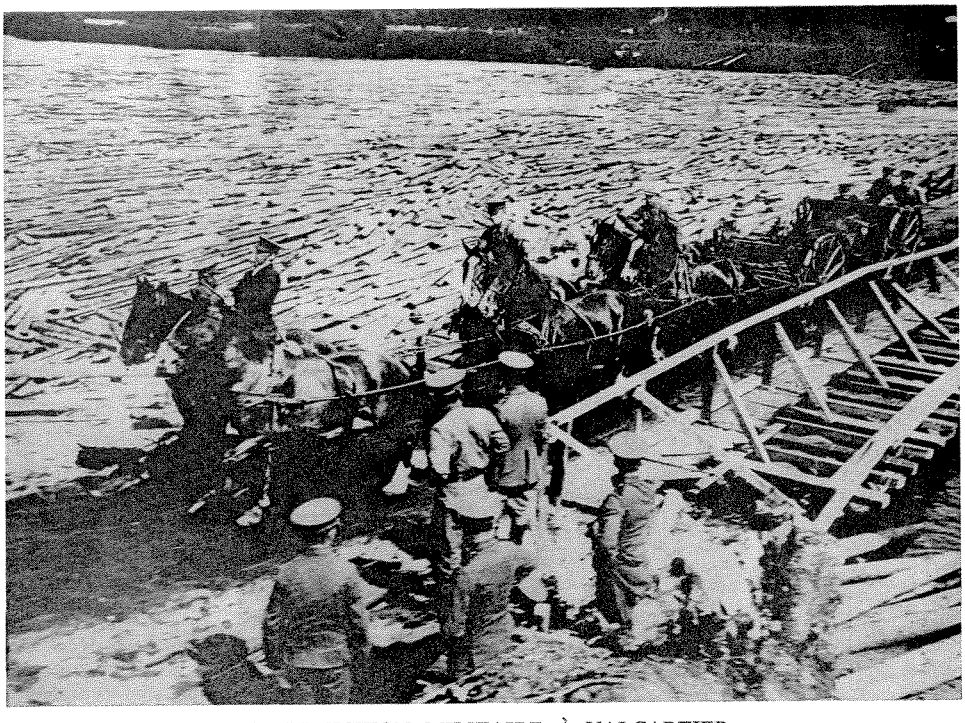
Lt.-Gén. Sir E.A.H. Alderson



Lt.-Gén. Sir J.H.G. Byng



Lt.-Gén. Sir A.W. Currie



L'INSTRUCTION MILITAIRE À VALCARTIER

L'artillerie du premier contingent du C.E.C. franchit un pont flottant construit par le Génie sur la rivière Jacques-Cartier, où s'accumulent les billes.



LA PÉNURIE D'UNIFORMES

Les membres du 24e bataillon du C.E.C. à l'instruction défilent dans les rues de Montréal au début de l'hiver de 1914-1915. Environ une recrue sur dix a reçu un uniforme.

terre le plus tôt possible[13] restreignait le temps consacré à l'instruction militaire à Valcartier et ce temps se trouvait encore raccourci par de fréquentes interruptions. Arrivés sans organisation d'unité, les hommes devaient passer l'examen médical, recevoir les inoculations et l'attestation, ainsi que les effets d'habillement et d'équipement, ce dernier procédé prenant du temps parce qu'il dépendait des livraisons des fabricants. Tout cela nuisait aux programmes d'instruction, dont l'exécution était encore retardée par de nombreux changements dans la composition, l'emplacement et le commandement des unités auxquelles on affectait les troupes. Toutes les armes et tous les services se livrèrent aux exercices élémentaires d'escouade, de marche et de tir. Les grandes marches et la culture physique commencèrent à procurer le durcissement nécessaire. Comme le personnel de quatre-vingts instructeurs se trouvait dispersé parmi tout le contingent, tout dépendait de l'initiative des commandants d'unité pour organiser leur propre programme d'instruction. Ils se servaient, à titre de manuel fondamental d'un *Mémoire pour les camps d'instruction de 1914.*

Le 22 août, 1,500 cibles se trouvaient installées au nouveau champ de tir qui s'étendait sur plus de deux milles et demi* au pied de la crête de l'est. Les exercices de cible à l'aide du fusil Ross commencèrent au sein de sept bataillons en même temps au champ de tir. Le 19 septembre, presque tous les fantassins avaient tiré dans les catégories prescrites qui comportaient au total 50 balles à des distances allant jusqu'à 300 verges. Certains répétèrent ce cours plusieurs fois avant de se qualifier. Ces exercices de cible, poursuivis sous la surveillance du commandant de l'école de mousqueterie d'Ottawa et un personnel de treize hommes, jouissaient de la priorité au programme d'instruction. «Je veux, avant tout, des hommes qui puissent atteindre chaque fois l'ennemi» déclara le colonel Hughes aux troupes à Valcartier[14]. Il était content de la norme que les troupes avait atteinte et il déclarait avec enthousiasme par la suite que les hommes de Valcartier avaient été formés «pour manier un fusil comme personne ne l'avait fait auparavant»[15].

On n'avait que peu de temps à consacrer à l'instruction supérieure ou spécialisée. Deux ponts sur barils élevés sur la rivière Jacques-Cartier par le Génie servaient à des fins utiles quand les unités traversaient le cours d'eau pour prendre part à des manaeuvres en campagne dans la région fortement boisée de l'autre rive. A deux reprises, le gouverneur général assista avec intérêt à ces exercices tactiques. Son Altesse royale passa les troupes en revue à trois reprises en septembre, les colonnes en marche étant dirigées pour défiler au point d'inspection par le ministre de la Milice en uniforme.

Équipement des troupes

Nous avons déjà fait observer (voir ci-dessus, page 11) que, malgré les conseils de l'Inspecteur général des troupes d'outre-mer, le Canada n'avait produit

* La distance indiquée par le ministre, 3 milles et demi (voir ci-dessus, page 23) est inexacte.

en temps de paix que le matériel de guerre nécessaire à l'entretien de sa milice; en réalité, les miliciens devaient fournir leurs propres chaussures, leurs chemises et leurs sous-vêtements. Au début de la guerre, le pays se trouvait donc sans les stocks considérables d'équipement, d'effets d'habillement ou du matériel en général nécessaire à la mobilisation d'un contingent d'outre-mer. On entreprit avec la plus grande hâte et la plus grande vigueur la tâche immense qui consistait à habiller et équiper à bref délai aussi bien le Corps expéditionnaire que les troupes de la défense domestique. Sans attendre l'autorisation du Conseil privé, le ministre de la Milice se mit à approuver les réquisitions relatives à des commandes considérables; le 10 août, on accordait les contrats tendant à compléter l'habillement de 50,000 hommes de troupe et prévoyant la. livraison complète au 21 septembre. En si peu de temps, il fallait d'abord tisser la laine destinée aux vêtements et se procurer le cuir nécessaire à la fabrication des chaussures et des harnais. Des commandes subséquentes avaient trait à chaque article nécessaire d'équipement et on demandait aux entrepreneurs de se conformer aux dates-limites «même s'il fallait jusque-là travailler jour et nuit»[16]. L'auditeur général protestait contre les agissements indépendants du ministère de la Milice, bien que les achats faits en août et septembre aient été par la suite autorisés. Le quartier-maître général et le Directeur des contrats avaient donné l'assurance que cette façon de procéder avait donné «un service satisfaisant à l'égard des livraisons et des prix justes et raisonnables dans tous les cas»[17]. Au début d'octobre, le Cabinet nommait un souscomité chargé de conseiller le ministre de la Milice à l'égard des contrats, instruction qui, à en croire le ministre Hughes, eut pour résultat que le service des contrats de son ministère se trouva «fortement restreint dans ses mouvements et pour ainsi dire arrêté . . . De fait, les agents les plus ardents du gouvernement allemand n'auraient guère mieux réussi à retarder le bon équipement de nos troupes, eussent-ils eu la direction de l'affaire»[18].

Comme la fabrique du fusil Ross produisait à pleine capacité, on put armer de fusils et de baïonnettes de Mark III toutes les unités d'infanterie sauf une seule (le 15e bataillon, qui reçut le long Mark II en Angleterre). Pour armer la brigade de mitrailleuses automobiles et fournir les deux mitrailleuses autorisées pour chaque bataillon d'infanterie, on commanda cinquante mitrailleuses automatiques Colt de .303 pouce à une fabrique américaine, mais seulement vingt de ces armes arrivaient avant le départ. On les remit à la nouvelle brigade de mitrailleuses et l'infanterie emporta quatre Maxims désuètes dont on s'était servi pour l'instruction à Valcartier. Lorsque le War Office se déclara incapable de fournir les mitrailleuses légères Vickers commandées par le Canada en vue de la livraison au Royaume-Uni, 51 autres Colt furent expédiées outre-Atlantique en novembre et décembre à l'intention du corps expéditionnaire. Les unités d'artillerie avaient apporté tout leur armement des districts, soit douze pièces à projectiles de 13 livres pour les deux batteries du R.C.H.A., cinquante-quatre pièces à projectiles de 18 livres pour les trois brigades d'artillerie de campagne et quatre canons à projectiles de 60 livres pour la batterie d'artillerie lourde.

La fourniture de véhicules aux troupes exigeait de forts achats, car la milice

ne disposait que d'un nombre relativement restreint de véhicules hippomobiles. Le ministre de la Milice désigna des acheteurs spéciaux à qui il conférait des grades honoraires, de façon, disait-il, que «si je m'aperçois qu'il se passe des choses peu recommandables ... je pourrai les faire passer en conseil de guerre»[19]. Pour obtenir assez de véhicules à chevaux, il fallait acheter des voitures de ferme de huit marques différentes (455 lourdes et 398 légères), diversité de modèles qui devait par la suite poser de sérieux problèmes d'entretien. Une difficulté semblable devait se produire à l'égard du transport mécanisé, qui, à la demande du War Office, devait accompagner le contingent en Angleterre et au sujet duquel on ne semble pas avoir prévu de devis descriptifs. L'agent particulier du ministre devait acquérir cinq marques différentes de camions motorisés pour fournir 133 véhicules à la colonne de ravitaillement et au parc de munitions de la 1re division (les unités d'infanterie ne se servaient que de moyens de transport hippomobiles)[20]. Le commandant de la brigade de mitrailleuses automobiles, c'est-à-dire le major R. Brutinel, ancien officier de l'armée française, acheta aux États-Unis au nom des donateurs tous les moyens de transport nécessaires, notamment huit voitures blindées.

Afin de se procurer les 7,000 chevaux de selle, d'artillerie et de transport autorisés pour la division et les unités qui y étaient rattachées, cinquante acheteurs de la Milice et cinq acheteurs civils furent désignés par le directeur des Services vétérinaires, dont la nomination à titre d'officier de remonte annulait une disposition du règlement de mobilisation de 1913 qui confiait aux districts l'acquisition des chevaux. Seules, les unités d'artillerie qui avaient mobilisé à leurs quartiers généraux amenèrent leurs chevaux avec elles. La promptitude et le zèle avec lesquels les acheteurs s'acquittèrent de leurs fonctions créèrent des problèmes de logement à Valcartier: au cours de deux nuits, les chevaux s'échappèrent d'enclos provisoires pour galoper à travers le camp. En tout, on acheta 8,150 chevaux, à un prix moyen de $172.50; 480 d'entre eux qu'on trouva inaptes au service furent par la suite vendus aux enchères à Québec à un prix moyen de $54[21].

Le colonel Hughes accordait une attention particulière à un article de l'équipement personnel des troupes, c'est-à-dire à la pelle «MacAdam», instrument façonné d'après une invention suisse d'avant-guerre et breveté par la secrétaire du ministre dont il portait le nom. Destinée à servir à la fois de bouclier et d'outil de retranchement pour le fantassin, cette pelle avait une lame de 8½ pouces sur 9¾ pouces faite d'acier de trois seizièmes de pouce (capable, assurait-on, d'arrêter une balle à 300 verges). Pour servir de bouclier, on l'enfonçait dans le sol par une tige de quatre pouces qui prolongeait la lame: deux ouvertures étaient prévues, une grande pour permettre de tirer et une plus petite pour voir à travers. Vingt-cinq mille pelles MacAdam, achetées à Philadelphie à raison de $1.35 chacune, passèrent en Angleterre où, même avec l'addition d'un manche pliant, elles ne donnèrent pas satisfaction. Le commandant de la Ire division canadienne signala qu'elles n'étaient guère efficaces en tant que bouclier, qu'elles étaient trop lourdes à porter et qu'on pouvait difficilement s'en servir pour creuser. La distribution à la division d'outils de retranchement du modèle approuvé par le War Office provoqua de la

part de Hughes de promptes instructions pour «qu'on surveille avec attention les agissements inacceptables de là-bas» et pour qu'on annule la commande relative à l'instrument anglais qu'il trouvait «absolument inutile à une fin quelconque»[22]. Néanmoins, la ire division passa en France sans les pelles MacAdam. Lorsque les essais menés en campagne par la 2e division eurent donné lieu à d'autres commentaires défavorables[23], on les retire toutes du service et on finit par les vendre $1,400 en qualité de matériel de rebut.

On avait mis tant de détermination et d'effort à l'accomplissement de la tâche immense qui consistait à équiper le premier contingent, qu'on se voit avec peine obligé de signaler qu'une bonne partie de ce travail se trouva en vain. Nombre d'articles distribués aux Canadiens n'étaient pas du modèle prescrit pour l'armée britannique. A la suite d'un examen strict conduit en Angleterre par des inspecteurs du War Office et des officiers choisis de la Ire division, on ordonna de remplacer certains articles à même les magasins militaires de l'Angleterre. Les chaussures distribuées aux troupes avaient été fabriquées d'après un modèle que les Canadiens avaient jugé satisfaisant au cours de la guerre sud-africaine et qui, à la suite de quelques améliorations, avaient servi depuis à l'armée permanente. Encore en avril 1914, alors qu'on songeait à renforcer les semelles au sujet desquelles les plaintes avaient été nombreuses, le directeur général du Service de l'habillement et de l'équipement avait signalé que «la chaussure de l'armée anglaise paraît beaucoup trop lourde pour la porter au Canada». Mais, après l'arrivée du premier contingent au Royaume-Uni, on s'aperçut vite que les chaussures canadiennes ne pouvaient résister à la marche intensive sur les routes pavées ni à la marche continuelle dans la boue d'un hiver anglais particulièrement mauvais. C'était là la plus dure épreuve, car, comme chaque homme ne disposait que d'une paire de chaussures, il n'y avait pas moyen de les faire sécher, de les imperméabiliser au moyen de dégras, de sorte que les coutures pourrissaient très vite. L'arrivée en novembre d'un envoi de 48,000 paires de couvre-chaussures du Canada ne fut pas d'une grande utilité, car certains ne duraient que dix jours. A la suite d'une recommandation du commandant du contingent canadien, on distribua des chaussures d'ordonnance anglaises et, avant que la division passe en France, chaque commandant d'unité dut certifier «que chaque homme possédait une paire de chaussures militaires du modèle impérial».

Cinq bataillons seulement apportaient l'équipement de toile en Angleterre. Le modèle Oliver désuet que les autres apportaient dut être rejeté parce qu'il ne pouvait porter que de 50 à 80 cartouches au lieu de 150; il n'avait pas de sac ni de moyen de porter l'outil de retranchement et il blessait sous les bras. Le War Office se trouva dans la nécessité de remettre l'équipement de toile à sept bataillons canadiens.

Le War Office critiqua les véhicules canadiens, motorisés ou hippomobiles, surtout à cause de la difficulté de fournir des pièces en campagne à l'égard de tant de modèles différents, en particulier parce que ces pièces devaient la plupart du temps venir de l'Amérique du Nord. Deux des types de camions amenés par le premier contingent avaient révélé de graves défectuosités: on décida de les garder

en Angleterre à l'intention des troupes canadiennes qui suivraient. On les remplaça par 51 camions anglais (représentant au moins six modèles différents, ce qui était de nature à étonner par suite des critiques antérieures du War Office). On remarqua d'autres difficultés, à l'égard des véhicules à chevaux. On mettait en doute leur utilité et ils ne convenaient pas pour le transport avec le harnais réglementaire anglais, harnais de poitrine que l'on considérait bien meilleur aux fins militaires que le type canadien (qui utilisait un collier nécessitant une fixation individuelle et n'avait aucun dispositif de libération rapide). La division reçut directement des fabriques du Royaume-Uni de nouvelles voitures anglaises de service général, changement qui nécessita la substitution du harnais anglais au modèle canadien. On tira des stocks anglais des charrettes pour le transport de l'eau et d'autres véhicules de genres particuliers pour remplacer les modèles canadiens ou compléter la dotation.

Le ministre de la Milice ressentit amèrement le retrait d'une grande partie de l'équipement qui lui avait coûté tant d'énergie personnelle et d'enthousiasme. Il se plaignit que le Canada «n'avait alors pour ainsi dire aucun droit de regard sur ses troupes outre-mer» et il ne comprenait pas la raison des substitutions anglaises. «Nos véhicules de transport, nos fusils, nos harnais, nos selles, notre équipement, nos pelles, nos bottes, nos effets d'habillement, disait-il à un auditoire de Toronto à la fin de 1916, tout cela était rejeté et, souvent, remplacé par des articles inférieurs»[24]. Un tribunal d'enquête formé par le ministre de la Milice avait conclu que la chaussure de fabrication canadienne était d'un modèle et d'une forme qui ne convenaient pas au service actif, mais une commission parlementaire spéciale modifia ces conclusions: tout en exonérant les fabricants canadiens de toute fraude ou négligence, elle signalait qu'il y avait lieu d'améliorer le modèle à plusieurs égards. Les conclusions de cette commission plurent beaucoup au ministre Hughes et son représentant particulier en Angleterre reçut un long câblogramme «pour nous féliciter tous très cordialement des résultats de l'enquête sur la chaussure, et des défilés de troupes»[25]. Par la suite, les devis remis aux fabricants Canadiens se rapprochèrent beaucoup du modèle anglais et eurent pour résultat un produit bien meilleur, mais les troupes canadiennes outre-mer continuèrent à recevoir la chaussure anglaise avant de passer en France.

Le voyage outre-mer

Pendant que se poursuivait au camp de Valcartier l'organisation du Corps expéditionnaire, le choix d'un commandant avait fait l'objet de discussions entre Ottawa et Londres, surtout entre le colonel Hughes et lord Kitchener, secrétaire d'État à la Guerre. On ne s'arrêta pas longtemps à la possibilité de désigner un Canadien, mais c'est le gouvernement canadien qui procéda au choix définitif. Le 14 août, le premier ministre disait à Perley: «Hughes n'a pas l'intention d'aller commander mais il le ferait sans doute s'il était convaincu qu'il commanderait la division canadienne à son arrivée et passerait à la ligne de feu». Le ministre de la Milice songeait à cette fin à trois officiers supérieurs anglais dont il connaissait

bien les services qu'ils avaient rendus au cours de la guerree sud-africaine. Le 18, Perley répondait à ce ballon d'essai: «J'ai consulté les plus hautes autorités. On croit que ce serait une erreur de changer de ministre de la Milice à ce momentci». Entre ces messages, lord Kitchener avait donné à M. Perley, à sa demande, les noms de trois officiers nés au Canada qui servaient dans l'armée anglaise (mais dont aucun ne dépassait le grade de brigadier-général), signalant qu'au cas où le gouvernement canadien ne s'arrêterait à aucun de ces officiers de grade assez élevé ou aptes au commandement supérieur, il existait plusieurs officiers non canadiens parmi lesquels le choix pourrait s'arrêter. Les trois hommes à qui Hughes songeait étaient le lieutenant-général comte de Dundonald (commandant en chef de la Milice canadienne de 1902 à 1904), le major-général sir Reginald Pole Carew et le major-général R. A. H. Alderson[26]. C'est ce dernier que le ministre croyait «le plus apte de beaucoup»[27].

Le 5 septembre, lord Kitchener informait M. Perley que «vu que le Gouvernement canadien manifeste sa préférence pour le général Alderson en vue du commandement de la division canadienne, je suis heureux de pouvoir le désigner à ce commandement». On donnait avis officiel de cette nomination le 25 septembre et, à compter du 14 octobre (date de l'arrivée du premier contingent au RoyaumeUni) Alderson était promu au grade de lieutenant-général[28].

Dès le début, le ministère de la Milice et le War Office avaient manifesté l'intention que le contingent canadien ne perde pas de temps à se rendre en Angleterre, où l'on faisait des préparatifs en vue de l'instruction militaire à la Plaine de Salisbury. Les retards que subirent la distribution des effets d'habillement et d'équipement retinrent le contingent à Valcartier jusqu'à la fin de la troisième semaine de septembre. L'embarquement des unités montées débutait à Québec le 23. A une conférence tenue le 21 à la maison du ministre de la Milice au camp de Valcartier, à laquelle assistaient le premier ministre et d'autres membres du Cabinet, on avait décidé d'expédier outre-mer tous les hommes aptes au service, soit un total de 31,200. L'augmentation soudaine de plus de 6,000 faisait mettre au rancart un plan que le directeur du ravitaillement et du transport avait présenté le 17 septembre pour répartir les troupes et les chevaux entre 25 navires déjà frétés: même à la suite des revisions nécessaires, le ministre rejeta ce plan. A Québec, il désigna à titre de directeur général de l'embarquement le lieutenantcolonel William Price (qui avait reçu un brevet d'officier honoraire quand il s'était chargé d'installer les services d'eau et d'électricité au camp de Valcartier). En même temps, il donnait instructions à son surintendant du Transport maritime (obtenu du ministère de la Marine et des Pêcheries) de retenir tous les navires supplémentaires qu'il faudrait, utilisant tous les transports déjà retenus «dans la plus large mesure possible, compatible avec la santé et la sécurité des hommes et des chevaux». Il fallait réaliser tout cela «sans rapport au quartier général ni au programme antérieur»29. Le directeur du ravitaillement et du transport disparaissait ainsi de la scène. On n'avait prévu aucun état-major pour aider le colonel Price et il ne réussit pas à tirer assez d'officiers expérimentés du camp de Valcartier. «Apparemment, dit-il plus tard, on considérait que l'embarquement de ce

corps de troupes avait peu d'importance et ne présentait pas beaucoup de difficultés».

Il n'est donc pas étonnant, pour reprendre le mot d'un des adjoints de Price, que «le chaos régnait en maître»[30]. Le nouveau directeur général improvisa rapidement un organe de travail. D'une façon ou de l'autre, la besogne s'accomplit en dépit de maints obstacles, notamment la tendance très accusée de la part de certaines unités (qui ne faisaient pas partie de l'armée permanente) à ne tenir aucun compte du règlement. Par exemple il se produisit aux quais beaucoup de congestion inutile parce que la 1re et la 2e brigades d'artillerie n'attendirent pas, comme on leur en avait donné instructions, à un camp de rendez-vous établi au terrain de l'Exposition. En l'absence de tout plan de chargement, on amenait successivement les unités à Québec à mesure que les navires arrivaient avec, censément, l'espace requis pour elles. Les unités montées arrivaient du camp de Valcartier par la route au camp de rendez-vous; toutes les autres se rendaient par chemin de fer directement au quai. On a un exemple de la méthode empirique qu'on suivit dans l'embarquement sur le *Bermudian* (un des plus petits transports) de 1,161 hommes du 8e bataillon avec ses wagons et son bagage. Ce n'est que lorsque tous furent à bord qu'on se rendit compte qu'il ne se trouvait pas assez de place; il fallut faire passer tout le monde sur un navire plus considérable. Le *Bermudian* finit par prendre la mer avec seulement 562 hommes à bord.

L'embarquement des véhicules et du bagage posait certains problèmes. Le fonctionnaire qui le dirigeait déclara par la suite: «Personne n'avait la moindre idée de ce qu'il fallait embarquer dans les navires». Dans certains cas, les bateaux arrivaient de Montréal avec leurs cales remplies de matériel non militaire, en particulier une grande quantité de farine que le Canada donnait à la métropole. On découvrit que les écoutilles étaient trop petites pour laisser passer les camions à moteur en caisses du parc de munitions. Il fallut fréter un navire supplémentaire, le *Manhattan,* à New-York[31]. On perdit inutilement beaucoup d'espace en embarquant les canons et les affûts sans en enlever d'abord les roues: en conséquence, certains navires durent embarquer un ballast d'eau pour compléter leur chargement. Après que la moitié des transports se furent dirigés au milieu du fleuve, des remorqueurs durent leur porter des munitions en conformité d'un ordre arrivé à la dernière, minute d'après lequel chaque navire devait transporter un certain nombre de projectiles. Si l'on songe à ces complications, on ne doit guère s'étonner que peu d'unités se soient embarquées avec tous leurs chevaux, leurs véhicules et leur bagage sur un même navire et qu'on y tint peu compte de la requête du War Office d'après laquelle l'équipement de campement (à part les tentes) devait accompagner chaque unité afin d'éviter de «sérieux inconvénients» au débarquement. Les unités montées s'aperçurent avec inquiétude que, dans plusieurs cas, elles se trouvaient séparées de leurs chevaux et que, à cause du peu de logement pour les personnes sur les navires transportant les chevaux, les palefreniers devaient s'occuper de seize animaux chacun au lieu des quatre que prévoit le règlement militaire.

Au crépuscule du 1er octobre, trente navires de transport chargés se trouvaient au milieu du Saint-Laurent. Il ne restait que le *Manhattan,* qui prit à bord 90

véhicules motorisés, 863 chevaux et une quantité considérable de matériel divers laissé par les autres navires. Quand il prit la mer, seul, tard le 5, le personnel harassé du colonel Price pouvait faire rapport qu'on «n'avait pas laissé de côté un seul colis appartenant au Corps expéditionnaire». Le groupe principal descendit le fleuve pour jeter l'ancre dans le port de Gaspé, afin d'y attendre les bâtiments d'escorte anglaise. Il y fut rejoint par un transport de troupes amenant le 2e Lincolns, que le Royal Canadian Regiment avait remplacé aux Bermudes. Le trente-deuxième et dernier navire à se joindre au convoi devait le rencontrer au large du Cap Race, portant le contingent de Terre-Neuve.

A l'origine, l'Amirauté avait prévu, pour protéger le contingent canadien durant son voyage vers l'Angleterre, un convoi de quatorze navires de transport; quand on constata que ce nombre avait plus que doublé, l'organisation d'une escorte supplémentaire retarda le départ de Gaspé. L'escorte visible se composait de la 12e escadre de croiseurs de la Royal Navy, formée de quatre croiseurs légers commandés par le contre-amiral R: E. Wemyss, tous vieux d'au moins dix-neuf ans. Le 2 octobre, le colonel Hughes, qui s'était rendu à Gaspé pour voir partir le contingent, télégraphiait au premier ministre: «Escorte déjà insuffisante; il faudrait en augmenter la force». Le gouverneur général communiqua cette inquiétude à l'Amirauté, qui lui rappela sans tarder l'assurance donnée au ministre de la Milice deux semaines plus tôt que les quatre croiseurs seraient renforcés en cours de route par deux cuirassés d'escadre (le *Glory* et le *Majestic),* et que l'ensemble de la Grande flotte protégerait l'escorte «contre toute attaque de la part d'une force ennemie considérable». En plus de donner instructions à la Grande flotte de prévenir toute intervention à partir des ports domestiques de l'ennemi et, à l'escadre nord-américaine (qui comprenait le *Niobe),* de surveiller les paquebots allemands armés qui se trouvaient à New-York et à Boston, l'Amirauté avait donné ordre au croiseur de bataille de 26,000 tonnes *Princess Royal* (lancé en 1911) de se joindre au convoi au milieu de l'Atlantique. On détacha de la Grande flotte l'un de ses meilleurs bâtiments de guerre à une telle époque, fit observer l'historien officiel de la marine de guerre anglaise, «non pas tant à cause de considérations militaires que pour témoigner de la haute appréciation que suscitait l'effort canadien dans la métropole»[32]. Quoi qu'il en soit, le gouvernement canadien n'en savait rien. Préoccupée de la publication dans les journaux canadiens et de la communication par câblogramme «en clair» de détails relatifs au convoi et de l'effectif des troupes qu'il transportait, l'Amirauté gardait le secret le plus rigide à propos de l'emploi projeté du *Princess Royal,* même envers l'amiral Wemyss[33].

Le 2 octobre, le convoi se trouvant encore à l'ancre dans le port de Gaspé, le ministre de la Milice traversa les lignes de transport en attente, dans une vedette, pour distribuer aux troupes des paquets de son discours d'adieu long de 900 mots et intitulé: l'Appel du devoir. En un langage vibrant, ce message rappelait les réalisations des six semaines précédentes qui avaient produit une «armée d'hommes libres» parmi «les citoyens canadiens paisibles», et louangeait les motifs élevés qui les portaient à s'en aller «pour servir dans les champs historiques de France, de Belgique et d'Allemagne afin de conserver l'Empire britanni-

que ainsi que les droits et libertés de l'humanité»*. A trois heures du soir le lendemain, la flottille prenait la mer. Il fallut trois heures à la ligne de navires, longue de plus de vingt et un milles, pour passer par l'étroit débouché du port vers le golfe Saint-Laurent. Rendue en haute mer, la grande armada prit la formation de flotte, soit trois lignes de front, séparées par quinze encablures (3,000 verges), chacune précédée d'un croiseur et le quatrième fermant la marche.

La traversée dura douze jours, sans aucun incident. La mer était calme et l'on n'eut guère recours aux 20,000 boîtes d'un remède secret contre le mal de mer qui se trouvait parmi le matériel médical[34]. On tenait les troupes occupées à des tâches ordinaires de nettoyage ainsi qu'aux exercices physiques et à l'instruction militaire possible à bord des navires. Des concerts le soir, les sports le samedi et les cérémonies religieuses le dimanche complétaient le programme. Le 8 octobre, le convoi disait adieu au croisseur *Lancaster,* navire amiral de l'escadre nordaméricaine, qui, avec le *Glory,* avait gardé le flanc sud: au lever du soleil le 10, on aperçut le *Princess Royal* et le *Majestic* qui attendaient au rendez-vous depuis deux jours. Les troupes accordèrent le 12 une chaleureuse ovation au grand *Princess Royal* quand, partant de l'arrière du convoi, il fila à 22 noeuds le long des transports de troupes qui l'acclamaient. Comme on signalait des sous-marins allemands dans la Manche, on changea à la dernière minute la destination de Southampton à Plymouth. Fendant une mer agitée à la dernière étape du voyage, les premiers transports entraient dans le golfe de Plymouth à sept heures du matin le 14 octobre; trente-six heures après, l'Amirauté signalait que tous se trouvaient en sécurité à l'intérieur du port. Les aménagements portuaires et ferroviaires de Plymouth et de la localité voisine de Devonport étaient loin d'égaler ceux de Southampton; mais, comme la Manche n'était pas encore libre de tout danger, l'amiral Wemyss reçut l'ordre de procéder au débarquement. A la fin de la journée, le 14, le colonel V. A. S. Williams, qui avait amené le contingent à travers l'Atlantique, remettait le commandement au général Alderson et, le lendemain matin, les troupes commençaient à débarquer.

Événement historique que cette arrivée en Angleterre du premier grand contingent de l'un de ses dominions d'outre-mer. `Le Canada envoie son aide à un moment opportun, câblait le premier lord de l'Amirauté, Winston Churchill, au gouvernement d'Ottawa. Le conflit s'accélère et nous entrevoyons des combats plus durs que tous ceux que nous avons livrés»[35]. Lord Kitchener et le maire de Plymouth envoyèrent des messages de bienvenue. La population de Plymouth accueillit les Canadiens cordialement par des acclamations, des poignées de mains et des baisers, les comblant de cigarettes et de boisson. Un voyage de sept heures par chemin de fer suivi d'une marche de huit à dix milles les amena au camp de la Plaine de Salisbury, où ils devaient demeurer pendant seize semaines.

Aux quais, la confusion, résultat inévitable de l'embarquement irrégulier à Québec, s'aggravait d'un changement à la dernière minute du port de débarque

* Le discours d'adieu du ministre est reproduit au texte dans *l'Histoire officelle des troupes canadiennes au cours de la Grande Guerre de 1914-1919* de Duguid, volume des annexes, annexe 149.

ment. Il fallut neuf jours pour terminer le débarquement: la dernière unité descendait à terre le 24 octobre. Peu d'unités réussirent à trouver leur équipement et leur matériel au quai. En général, on crut à propos d'expédier la plus grande partie du matériel divers par chemin de fer en vue de le trier aux gares près du camp.

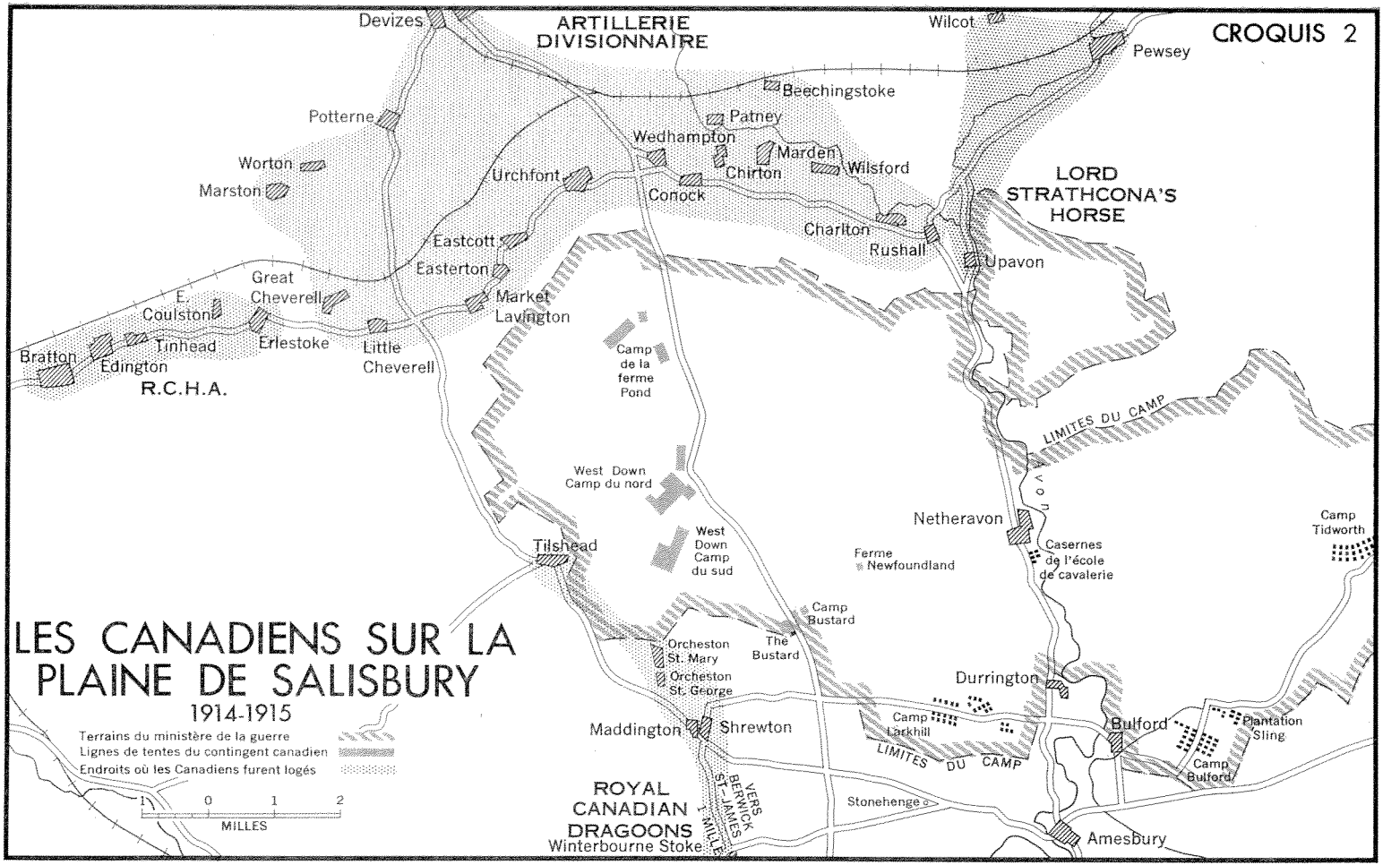
Dans la plaine de Salisbury

Au début du siècle, le War Office avait acquis une zone de quelque quatrevingt-dix milles carrés dans la plaine de Salisbury pour en faire un terrain d'instruction militaire. Il avait aménagé de grands champs de tir d'artillerie et de fusil. On avait commencé à élever des baraquements pour le logement permanent au cours de la guerre sud-africaine. Les camps de tentes où arrivaient les Canadiens se trouvaient sur des emplacements où les troupes territoriales avaient reçu leur instruction d'été pendant plusieurs années.

Comme dans le reste de la plaine de Salisbury, les terrains du War Office s'étendaient sur un vaste plateau ondulé, où la grande étendue de pâturage n'était interrompue que par quelques ceintures d'arbres plantés autrefois pour servir d'abri aux moutons. Dans la vallée profonde de l'Avon, qui traversait le terrain du nord au sud, plusieurs hameaux de chaumières couvertes de lierre réunies autour d'une petite église de pierre et l'inévitable taverne en bordure de la route formaient de petits îlots civils dans la zone militaire. Le Génie militaire anglais avait préparé le terrain à l'intention des Canadiens. Des équipes de travail des troupes territoriales, aidées d'un groupe de troupes néo-zélandaises récemment recrutées en Angleterre, avaient élevé des milliers de tentes, de marquises et d'abris pour les cuisines. Grâce à la température sèche et chaude du début de l'automne 1914, la campagne se présentait sous son meilleur aspect. Un officier de la petite équipe canadienne d'avant-garde faisait rapport à partir de Salisbury au début d'octobre: «Je dois dire que les camps sont très bien situés, que le sol est excellent et que ce sera un changement agréable comparativement aux plaines sablonneuses auxquelles nos gars sont habitués»[36].

Le quartier général divisionnaire s'établit à *Ye Olde Bustard,* auberge isolée située à trois milles au nord-ouest de Stonehenge. La plus grande partie du contingent était répartie dans quatre camps s'étendant sur une distance de cinq milles près de l'extrémité ouest de la zone militaire. A part le quartier général du général Alderson, le camp de Bustard reçut la première brigade d'infanterie, les troupes montées divisionnaires et le Princess Patricia. A deux milles au nordouest, la 2e et la 3e brigade se trouvaient au camp dit West South; à un mille plus loin, dans West Down North, toute l'artillerie et la colonne divisionnaire de réserve; à deux milles au nord, la 4e brigade, la cavalerie, le 17e bataillon et le contingent de Terre-Neuve occupaient le camp de la ferme Pond.

Comme les formations anglaises qui campaient dans la plaine de Salisbury, la division canadienne faisait partie de la région méridionale. Le lieutenant-général Alderson était directement responsable envers le commandant en chef de cette


CROQUIS 2
LES CANADIENS SUR LA PLAINE DE SALISBURY
1914-1915
Terrains du ministère de la guerre
Lignes de tentes du contingent canadien
Endroits où les Canadiens furent logés
1 0 1 2
MILLES
ARTILLERIE DIVISIONNAIRE
ROYAL CANADIAN DRAGOONS
LORD STRATHCONA'S HORSE
R.C.H.A.
Devizes
Potterne
Worton
Marston
Urchfont
Eastcott
Easterton
Great Cheverell
E. Coulston
Tinhead
Erlestoke
Bratton
Edington
Little Cheverell
Market Lavington
Beechingstoke
Patney
Wedhampton
Marden
Chirton
Wilsford
Conock
Charlton
Rushall
Upavon
Wilcot
Pewsey
Camp de la ferme Pond
West Down Camp du nord
West Down Camp du sud
Tilshead
Ferme Newfoundland
Netheravon
Casernes de l'école de cavalerie
Camp Tidworth
LIMITES DU CAMP
Camp Bustard
The Bustard
Orcheston St. Mary
Orcheston St. George
Maddington
Shrewton
Durrington
Camp Larkhill
Bulford
Plantation Sling
Camp Bulford
Stonehenge
Amesbury
Winterbourne Stoke
VERS BERWICK ST. JAMES
1 MILLE

région et, par son entremise, envers le War Office. Le War Office offrait la seule voie de communication avec les «Autorités coloniales». Comme Alderson s'écartait de cette voie pour répondre directement aux câblogrammes qu'il recevait d'Ottawa, on lui fit connaître en termes exprès que «la communication directe entre le commandant de la 1 - division canadienne et les autorités militaires ou civiles canadiennes au Canada n'est pas admissible»[37]. Pourtant, le général Alderson était évidemment chargé de responsabilités plus vastes que celles d'un commandant anglais de l'une des divisions d'infanterie du Corps expéditionnaire anglais. En conséquence, on allégea les restrictions en attendant l'établissement de voies de communication appropriées entre le gouvernement du Canada et les troupes canadiennes en campagne.

Le ministre de la Milice avait pris une mesure préliminaire, bien qu'officieuse, en ce sens parce qu'il tenait à conserver en Angleterre autant que possible la direction personnelle des troupes canadiennes qu'il avait exercée au Canada. Le contingent se trouvait encore sur l'Atlantique qu'il avait traversé sur un navire rapide en partance de New-York afin de donner ses instructions au général Alderson «au sujet des officiers et d'autres questions importantes» (ainsi que le premier ministre l'avait câblé à son haut commissaire de Londres). Sir Robert précisait que le colonel Hughes ferait la traversée «à titre privé en vue de vacances»; et qu'il ne devait «assumer aucun commandement militaire ni s'ingérer dans les affaires militaires»[38]. Hughes rendit visite au secrétaire d'État à la guerre, lord Kitchener, et, d'après son biographe, convint avec lui que la guerre durerait au moins trois ans[39]. Durant son séjour en Angleterre, on annonçait son avancement au grade de major-général[40]. Rentré au Canada à la fin d'octobre, il laissait là-bas, à titre de «représentant particulier», le colonel J. W. Carson, qui avait dirigé la petite avant-garde du contingent en Angleterre.

Un officier canadien raconte que, en Angleterre, Hughes désobéit à un ordre de Kitchener d'après lequel les régiments canadiens devaient être morcelés et leurs hommes répartis entre des unités anglaises[41]. Cette anecdote n'a vu le jour qu'au mois de juin 1934, soit environ vingt ans plus tard, et on n'en trouve aucun témoignage ni dans les dossiers officiels ni dans les archives de Borden ou de Perley. Le hansard ne renferme aucune mention de cet incident de la part du colonel Hughes qui, au cours des débats parlementaires, n'hésitait jamais à raconter ses exploits de champion des droits du Canada. Il n'en avait pas parlé non plus dans la lettre qu'il avait écrite au premier ministre au sujet de sa visite en Angleterre.

Cependant, le 7 janvier 1915, le colonel Carson faisait rapport au premier ministre que lord Islington (sous-secrétaire d'État aux Colonies) lui avait demandé si le gouvernement canadien consentirait à l'envoi au front de certains bataillons ou brigades du Canada. On paraissait ne vouloir tout au plus que rattacher provisoirement ces formations à des unités anglaises afin de leur apprendre la guerre de tranchées, plan qu'on finit par mettre à exécution. Mais, quand Carson le signala à l'attention de Hughes, ce ministre s'y opposa avec fermeté, réitérant que les Canadiens devaient aller au combat en tant que divisions canadiennes42. Il ne

semble pas que Borden ait donné suite à la lettre de Carson. Le 14 janvier, Perley apprenait à sir Robert que lord Kitchener l'avait prévenu de son intention d'envoyer la division outre-Manche au cours de la première semaine de février[43].

Avant que la dernière unité canadienne à débarquer eût atteint la plaine de Salisbury, le temps avait changé. Le 21 octobre, un quart de pouce de pluie tombait, puis un pouce au cours des cinq journées suivantes. C'était le début d'une période de précipitation anormalement lourde pendant laquelle il plut quatre-vingtneuf jours sur cent vingt-trois. La chute de 23.9 pouces d'eau de la mi-octobre à la mi-février doubla à peu près la moyenne de 32 ans. Il n'y avait pas moyen d'échapper à l'humidité qui pénétrait partout et cet état de choses empirait constamment. La température était exceptionnellement basse, tombant, certaines nuits, au-dessous du point de congélation. De grands vents perçaient le tissu léger des tentes sans chauffage: deux fois en trois semaines, les bourrasques abattirent une bonne partie des tentes de la division. La boue se trouvait partout. Une couche imperméable de craie, à quelques pouces au-dessous du niveau du sol, maintenait l'eau de pluie à la surface: l'excellent gazon devenait rapidement fondrière partout où passaient les roues ou les hommes. On cherchait en vain à drainer le sol; gratter la boue des routes ne servait qu'à mettre à jour la craie glissante.

On ne pouvait mettre à la disposition des Canadiens aucune caserne permanente: l'arrivée de l'hiver nuisit à l'exécution du programme de construction de baraquements lancé en octobre 1914. Les entrepreneurs s'étaient chargés de plus de travaux qu'ils n'en pouvaient exécuter, de sorte qu'on ne put donner suite à l'engagement pris par lord Kitchener de loger tous les Canadiens dans des baraquements avant la fin de novembre[44]. Certaines unités de la 4e brigade d'infanterie canadienne furent les premières à se mettre à l'abri sous un toit, alors qu'elles prenaient possession le 9 novembre des baraquements nouvellement construits à la Sling Plantation, au nord-est de Bulford. Afin de hâter les travaux, on demandait au contingent canadien de fournir un nombre de plus en plus considérable de charpentiers, de briqueteurs et de manoeuvres. Au début de janvier, environ 900 Canadiens travaillaient pour le compte d'un entrepreneur civil, recevant, en plus de la solde de travail, une ration quotidienne supplémentaire d'un quart de livre de viande. Mais, pour grand que fût le besoin de logement sec, le besoin d'instruction était encore plus grand. En conséquence, passé le 8 janvier, on ne demandait de main-d'oeuvre qu'à la 4e brigade d'infanterie qui fournissait des équipes de travail de 250 hommes par bataillon.

Le 17 décembre, le Génie ainsi que les 2e et 3e brigades d'infanterie s'installaient dans des baraquements à Larkhill entre Bulford et le camp de Bustard, mais, à Noël, 11,000 Canadiens restaient sous la tente. Depuis le début de la guerre, le War Office cherchait à résoudre le problème du logement en logeant chez l'habitant une grande partie des «Nouvelles armées» recrutées par lord Kitchener*. Vu que la

* Le 7 août 1914, des affiches et des avis parus dans les journaux portaient à la connaissance du public l'appel aux armes de lord Kitchener en vue d'obtenir 100,000 recrues pour former la première «Nouvelle armée de six divisions. On recruta en quelques jours ce contingent connu sous l'appellation des «Premiers cent mille»[45].

mauvaise température menaçait la santé des Canadiens dans la plaine libre, on réquisitionnait autant de logements que possible chez les habitants des villages environnants. L'installation chez l'habitant commençait au début de l'année, de sorte que le nom de plusieurs petites agglomérations du Wiltshire entrait dans les annales de régiments canadiens, c'est-à-dire ceux qui étaient situés entre Wilton et Tilsehead pour les Royal Canadian Dragoons, entre Upavon et Pewsey pour le Lord Strathcona's Horse; au nord, l'artillerie était répartie entre Market-Lavington, Rushall et Devizes; vers l'ouest, entre Bratton et Erlestocke, se trouvait le Royal Canadian Horse Artillery. Seule, la 1-brigade d'infanterie passa tout l'hiver sous la tente. Ce qui était encore plus important pour les unités montées que leur installation chez l'habitant, c'est que, en même temps, leurs chevaux se trouvaient à l'abri et au sec. Au cours des mois de novembre et de décembre, l'état de ces bêtes avait gravement souffert de l'obligation de rester dehors dans la boue jusqu'aux jarrets, très peu protégés des éléments par leurs couvertures mouillées. On ne pouvait procéder au pansement ni nettoyer les cuirs détrempés. Le changement de logement accomplit des merveilles: avant la fin de janvier, on signalait que les chevaux, les harnais et les selles avaient repris leur état normal.

Les troupes se maintenaient remarquablement en santé. Ce n'est qu'après l'aménagement dans des baraquements encombrés qu'on signalait des épidémies d'affections des voies respiratoires et intestinales. Il se déclara 39 cas de méningite, . dont 28 mortels. Sur les quatre mille hommes entrés à l'hôpital au cours des quatorze semaines passées dans la plaine de Salisbury, 1,249 souffraient de maladies vénériennes.

On reprit pendant la première semaine de novembre l'instruction commencée à Valcartier et qui se poursuivit pendant treize semaines sous la direction de la région méridionale. Pour l'infanterie, une période d'instruction élémentaire (consacrée surtout à la culture physique qui comprenait des marches militaires d'une longueur progressive trois fois par semaine, l'instruction en mousqueterie, l'exercice de marche et des armes et l'aménagement de tranchées) était suivie de cinq semaines d'exercice de compagnie, de deux semaines d'exercice de bataillon et de deux semaines d'exercice de brigade. A l'exception de deux officiers et de cinq sousofficiers prêtés par le War Office, tous les instructeurs faisaient partie du contingent. Les divisions anglaises régulières qui se trouvaient en France avaient étonné l'ennemi par la rapidité avec laquelle elles pouvaient tirer au fusil. Ayant cette norme comme exemple, les fantassins canadiens pratiquaient tous les jours le chargement du fusil et le feu rapide au moyen de fausses cartouches. Par comparaison avec le grand nombre de cibles dont ils disposaient à Valcartier, les moyens de tir étaient restreints et la température froide nuisait au tir, mais chaque fantassin tirait un nombre réglementaire de 155 cartouches. Les champs de tir de l'artillerie se révélaient aussi insuffisants. Comme elles devaient s'en disputer l'utilisation avec six divisions anglaises, les batteries canadiennes ne purent pratiquer qu'une semaine au champ de tir, chacune tirant cinquante projectiles. Le Génie avait fort à faire: à son instruction technique, il ajoutait le travail pratique à différentes entreprises de construction dans les divers camps. Des exercices techniques avaient lieu à tous les

niveaux de commandement mais ils étaient fréquemment interrompus par de fortes tempêtes de vent et de pluie.

De fait, le mauvais temps transformait l'instruction militaire en une dure corvée. Comme on n'avait aucun moyen de sécher les vêtements, les hommes marchaient dans la boue jusqu'aux chevilles à la journée longue et devaient laisser sécher leur uniforme détrempé sur leur dos. Après avoir signalé que la vie au camp était «simplement effarante» et que le terrain du camp de Salisbury à la ferme Pond n'était «qu'une mer de boue», le colonel Carson faisait rapport au ministre le 7 décembre qu'un grand nombre de médecins militaires lui avaient appris que «l'opinion générale est que deux ou trois autres mois des mêmes conditions en Angleterre auraient un effet sérieux sur la santé et le bien-être de nos troupes en général». Il était d'avis que «les troupes auraient été mille fois mieux au Canada que dans la plaine de Salisbury»[46]. Les autorités australiennes avaient étudié avec inquiétude les misères des Canadiens et, à cause de l'état de la plaine de Salisbury, les contingents combinés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, forts de 29,000 hommes, en route pour recevoir l'instruction militaire dans des camps d'Angleterre, avaient été débarqués à Suez et dirigés vers des terrains d'instruction en Égypte[47]. Lord Kitchener rejeta la proposition que lui faisait Carson de faire passer également le contingent canadien en Égypte.

On doit s'étonner que, vu ces circonstances déplorables, les troupes canadiennes aient gardé un bon moral. L'enthousiasme qui les avait amenées à Valcartier persistait; en général, elles supportaient leurs misères avec une patience admirable, les tenant pour les conséquences inévitables de la guerre. Officiers et hommes de troupe s'efforçaient d'améliorer les conditions. Les oeuvres de bienfaisance contribuaient à alléger le sort des soldats durant leurs heures de loisir. Des colis d'aliments, des lainages et du tabac, le tout fort bien accueilli, arrivaient de l'Association du contingent canadien de guerre, groupement formé de Canadiens habitant l'Angleterre et de leurs amis. Le Y.M.C.A. fournissait de la lecture et de la papeterie et dirigeait des centres de rafraîchissements. La Commission canadienne du confort en campagne, organisée parmi des dames bénévoles par deux dames de Toronto qui, autorisées par le ministre de la Milice, étaient passées outre-mer avec le premier contingent, s'occupait de la distribution de cadeaux reçus du Canada[48].

Un règlement de la milice canadienne remontant à 1893 interdisait les boissons alcooliques dans les camps: Valcartier avait été «sec». Mais, très tôt après avoir pris le commandement du camp, le général Alderson constatait la nécessité qu'il y avait d'établir des cantines-buvettes dans les camps. Il exprimait l'avis que la vente de la bière subordonnée à la surveillance des autorités militaires mettrait fin aux randonnées des troupes vers les villages 'des environs où «les hommes se procuraient de mauvaises boissons, devenaient coléreux et créaient des ennuis». En dépit des protestations de groupements de tempérance au Canada, les nouvelles dispositions se révélèrent sages. On consigna à la troupe les villages avoisinants, sauf aux détenteurs de permis. Un rabais de 71 p. 100 sur le prix de la bière enrichit la caisse régimentaire de $7,500 en novembre et décembre.

Un des éléments les plus importants qui contribuèrent à maintenir le moral se trouva dans la permission de six jours accordés aux hommes de tous grades, ainsi qu'un billet de chemin de fer gratuit à destination de n'importe quel endroit des Îles Britanniques. Un grand nombre d'hommes se précipitaient vers Londres (où la mauvaise conduite de certains d'entre eux fit abaisser le nombre des permissions), d'autres se dirigeaient vers des foyers anglais pour y contracter des amitiés durables et pour jouir de la chaleureuse hospitalité accordée aux gens d'outre-mer.

La division passe en France

Pendant que les troupes recevaient l'instruction dans la plaine de Salisbury, on débattait entre Londres et Ottawa la qualité de leur équipement canadien par rapport à l'usage qu'on en devait faire. Vers la fin de janvier, le contingent avait commencé la réalisation du vaste programme de substitution dont nous avons parlé (voir ci-dessus, p. 30). A cette époque, la division avait adopté l'effectif définitif avec lequel elle devait passer en France, soit, à quelques exceptions près, celui d'une division régulière du Corps expéditionnaire britannique. Il était résulté beaucoup de confusion de la question qu'on se posait s'il fallait adopter le bataillon à huit compagnies des effectifs coloniaux plutôt que l'organisation impériale de quatre compagnies. Après que le War Office eut changé d'idée à plusieurs reprises, ce qui avait eu l'effet de transformer les bataillons d'une structure de huit compagnies à quatre compagnies puis de nouveau à huit, il décréta qu'il fallait conserver le mode anglais. En conséquence, chaque bataillon canadien perdit trois officiers hors cadres outre les huit officiers subalternes que chacun comptait en plus de l'effectif[49]. On permettait d'ajouter à l'état-major de brigade un capitaine d'état-major et deux officiers de service, mais l'augmentation nette du nombre d'officiers canadiens excédentaires devait causer beaucoup de préoccupation au général Alderson.

On réorganisa la brigade d'artillerie de pièces à projectiles de 18 livres en quatre batteries de quatre canons au lieu de trois batteries de six pièces; les pièces et le personnel en excédent formèrent des batteries de dépôt de brigade pour assurer les renforts. Les effectifs revisés produisirent des augmentations à la compagnie de cyclistes et à la colonne divisionnaire de ravitaillement; ils ajoutèrent une section sanitaire aux formations médicales et donnèrent une nouvelle unité d'ambulance, c'est-à-dire le premier atelier canadien d'ambulances motorisées. Le 15 décembre, le 10e bataillon passait de la 4e brigade à la 2e, pour remplacer le 6e bataillon (Fort Garry Horse) qui devenait régiment de cavalerie de réserve (ou de dépôt). La 4e brigade était dispersée à la mi-janvier 1915. Ses trois bataillons restants et le 17e bataillon devenaient unités de renfort rattachées au dépôt d'instruction canadien qu'on établissait à la caserne Tidworth dans la plaine de Salisbury50. Ce dépôt, de même que les batteries d'artillerie de dépôt en poste dans la zone de Devizes, fournit des contingents de 1,077 hommes au début de février pour porter la division à son effectif régulier.

Le 2 février, des équipes d'avant-garde et de logement partaient pour la France. Deux jours plus tard, une revue faite par Sa Majesté George V et Lord Kitchener dénotait un embarquement prochain. Le 7, la pluie qui dura toute la journée couronna dignement le séjour des Canadiens dans la plaine de Salisbury alors que les premières formations montaient dans les trains de troupes qui devaient les mener à Avonmouth sur le Détroit de Bristol. On avait choisi ce port de l'ouest et Saint-Nazaire sur le golfe de Gascogne à titre de port de débarquement quand on avait appris l'intention de l'Allemagne d'établir autour des îles britanniques une zone d'attaque sans restriction par sous-marins contre les navires marchands, ce qui avait fait écarter la route habituelle de Southampton au Havre. Pour la plupart des hommes, entassés dans la cale de petits cargos, ce fut un voyage absolument désagréable. Un vent très fort occasionna le mal de mer généralisé; des retards ennuyeux à chaque extrémité de la route obligèrent une partie des troupes à rester à bord pendant cinq jours. Mais on ne se plaignait guère, car ces inconvénients étaient contrebalancés par le sentiment général de soulagement qu'on éprouvait à quitter les ennuis de la plaine de Salisbury. Deux divisions de destroyers escortaient les divers groupes de transports: le 16, le mouvement se trouvait complété sans intervention de l'ennemi.

Saint-Nazaire n'était pas bien doté d'aménagements portuaires, de sorte que les bateaux devaient jeter l'ancre à l'entrée du port pour attendre leur tour d'accoster. Aux quais, la plus grande partie du déchargement se faisait par les soins d'équipes de corvée fournies par les unités elles-mêmes. Alors que les troupes défilaient par les rues de Saint-Nazaire pour se rendre à la gare, la population française les ovationnait. L'une après l'autre, les unités montaient dans les petits wagons en forme de boîte étiquetés «Hommes 40, Chevaux 8» pour entreprendre le long voyage de 500 milles par des chemins indirects vers le front.

A son départ de l'Angleterre, la division canadienne se séparait des unités qui étaient arrivées du Canada avec elle (dans certains cas, seulement de façon provisoire). Nous avons déjà indiqué que le P.P.C.L.I. se trouvait déjà en France. Ce bataillon s'était joint à la 80e brigade le 16 novembre 1914 et, ayant terminé son instruction militaire à Winchester, s'était embarqué à Southampton pour Le Havre le 20 décembre. Au début de décembre, le contingent de Terre-Neuve se dirigeait vers le nord par chemin de fer, c'est-à-dire à Fort-George dans la région écossaise: en qualité de bataillon de la 88e brigade attachée à la 29e division, il devait servir avec distinction à Gallipoli et, par la suite, sur le front occidental. Le 1- février, avait lieu la formation de la brigade de cavalerie canadienne composée du Royal Canadian Horse Artillery, des Royal Canadian Dragoons, du Lord Strathcona's Horse et du Second King Edward's Horse, deuxième régiment d'une unité de la réserve spéciale anglaise dont le rôle, avant la guerre, avait été de procurer l'instruction militaire à des officiers et des hommes de troupes des dominions. La brigade de cavalerie se concentrait près d'Uckfield dans le Sussex, sous le commandement d'un officier anglais, le colonel J. E. B. Seely, dont la nomination par lord Kitchener déplut tellement à sir Robert Borden (qui jugeait qu'il existait des officiers canadiens mieux aptes à remplir ce poste) qu'il déclara: «Je m'assu-

rerai que la prochaine formation montée qui quittera le Canada ait pour commandant un de nos propres hommes à titre de brigadiers»[51]. La brigade de mitrailleuses automotrices rattachée à la brigade montée du sud-est, servit pendant cinq mois dans un rôle de défense territoriale à Ashford dans le Kent.

Parmi les unités sanitaires de la zone des étapes qui accompagnaient le contingent en Angleterre, se trouvait l'hôpital de garnison n° 2 débarqué à Boulogne le 8 novembre, première unité canadienne à servir en France et la seule dont les membres avaient droit à l'Étoile de 1914*. L'hôpital de garnison n° 1 et le premier poste d'évacuation canadien traversaient la Manche le 2 février 1915; l'hôpital général n° 2, le 13 mars; et l'hôpital général n° 1 resté pour prendre soin des malades de la division, le 13 mai. La plupart des unités de ravitaillement de la zone des étapes suivaient la division en France au mois de février.

Six mois s'étaient écoulés depuis que le contingent canadien avait commencé à se rassembler au camp de Valcartier. Entre-temps, on avait accompli beaucoup de besogne. On avait organisé et équipé provisoirement la division et on lui avait fait subir une partie de son instruction militaire; elle avait traversé un océan, on l'avait rééquipée dans une large mesure, et on terminait son organisation et son instruction. Il ne faut pas oublier que tout cela s'était réalisé en aussi peu de temps que les plans anglais d'avant-guerre prévoyaient qu'il faudrait pour mettre en campagne les divisions territoriales. Les divisions anglaises qui avaient précédé les Canadiens à travers la Manche étaient toutes des formations régulières; la première division territoriale anglaise qui passa en France n'y arrivait que le 24 février 1915, tandis que les premières divisions de la Nouvelle armée de Kitchener traversaient au début de mai.

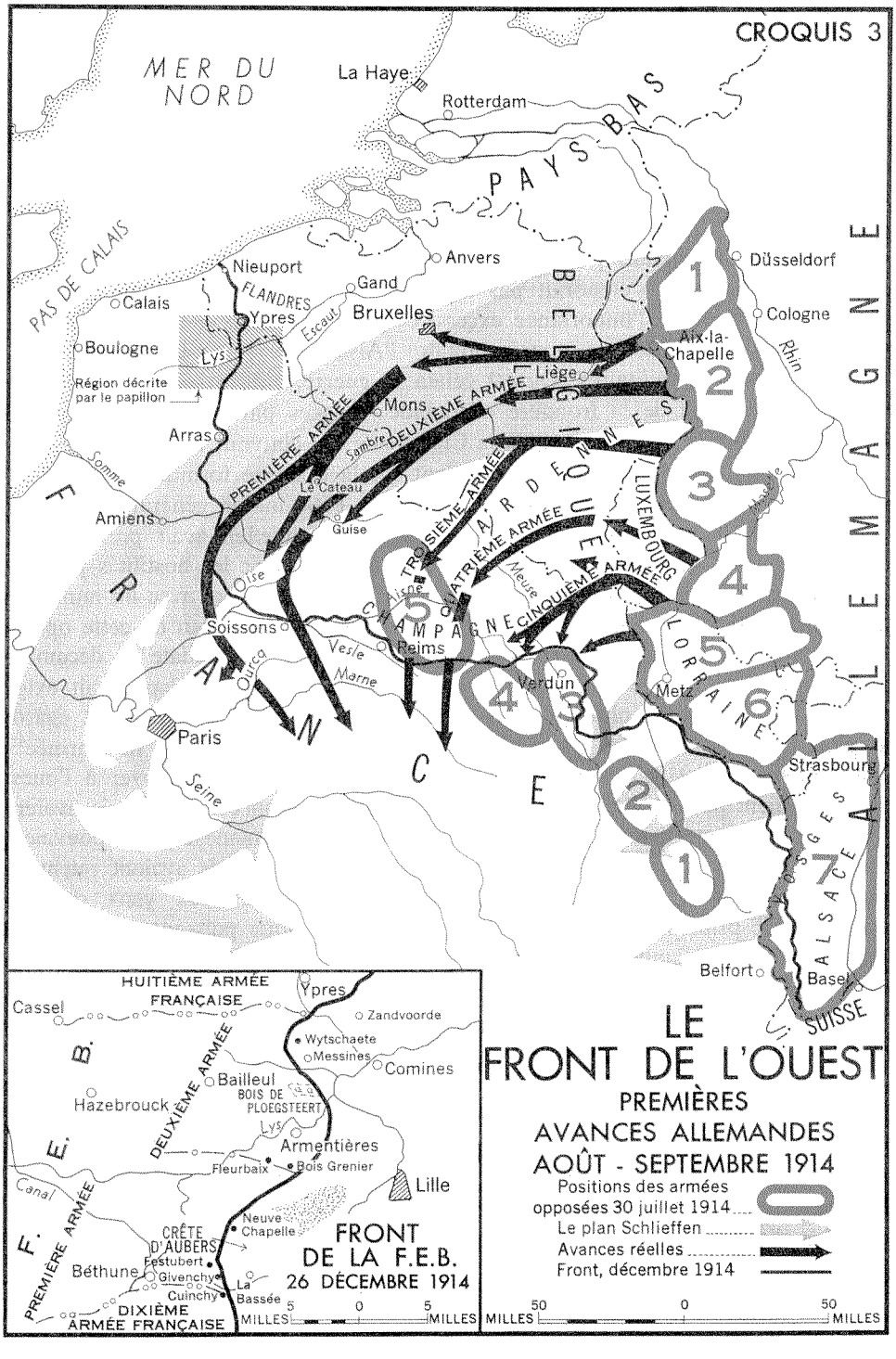
Les premières batailles du front occidental

La ligne de feu où se rendait la Ire division canadienne n'avait guère changé depuis la mi-octobre, alors que les adversaires s'étaient trouvés immobilisés le long d'une ligne retranchée qui s'étendait sur 500 milles de la Suisse à la mer du Nord. Même si les Canadiens n'ont pas participé aux premières batailles du front occidental, un bref compte rendu de ces opérations peut servir de fond de scène à ce qui devait suivret.

Les effectifs des belligérants occidentaux au début de la guerre, pour ce qui est des divisions d'infanterie disponibles ou en voie de formation, donnaient à l'ennemi un léger avantage théorique. Au regard de 87 divisions allemandes, la France pouvait en mettre 62 en ligne, la Belgique et l'Angleterre 6 chacune52. Puissance maritime avant tout, l'Angleterre n'avait aucun plan militaire ferme, si ce n'est d'aider la France ou la Belgique au besoin. Le plan belge était d'ordre

* Les seules autres troupes canadiennes à se rendre en France, les Patricias, étaient arrivées un mois trop tard pour avoir droit à l'Étoile, car la date d'expiration avait été fixée à minuit dans la nuit du 22 au 23 novembre.

† voir le récit plus circonstancié de ces opérations dans *Western Front, 1914, publié par la sec*tion historique de l'état-major général, Q.G.A. (Ottawa, 1957).


CROQUIS 3
MER DU NORD
La Haye
Rotterdam
PAYS-BAS
PAS DE CALAIS
Nieuport
Anvers
Düsseldorf
Calais
FLANDRES
Gand
Ypres
Escaut
Bruxelles
Cologne
Boulogne
Lys
Aix-la-Chapelle
Rhin
Région décrite par le papillon
Liège
Mons
DEUXIÈME ARMÉE
Arras
Sambre
PREMIÈRE ARMÉE
Somme
Le Cateau
Amiens
Guise
TROISIÈME ARMÉE
ARDENNES
LUXEMBOURG
Aisne
QUATRIÈME ARMÉE
Meuse
CINQUIÈME ARMÉE
Oise
CHAMPAGNE
Soissons
Reims
Vesle
Ourcq
Marne
Verdun
Metz
LORRAINE
Paris
Seine
Strasbourg
OSGES
ALSACE
Belfort
Basel
SUISSE
FRANCE
ALLEMAGNE
BELGIQUE
1
2
3
4
5
6
7
HUITIÈME ARMÉE FRANÇAISE
Cassel
Ypres
Zandvoorde
Wytschaete
Messines
Comines
Bailleul
BOIS DE PLOEGSTEERT
Hazebrouck
DEUXIÈME ARMÉE
Lys
Armentières
Fleurbaix
Bois Grenier
Lille
Canal
PREMIÈRE ARMÉE
Neuve Chapelle
CRÊTE D'AUBERS
Festubert
Béthune
Givenchy
Cuinchy
La Bassée
DIXIÈME ARMÉE FRANÇAISE
F. E. B.
FRONT DE LA F.E.B.
26 DÉCEMBRE 1914
5 0 5
MILLES MILLES
LE FRONT DE L'OUEST
PREMIÈRES AVANCES ALLEMANDES
AOÛT - SEPTEMBRE 1914
Positions des armées opposées 30 juillet 1914
Le plan Schlieffen
Avances réelles
Front, décembre 1914
50 0 50
MILLES MILLES

défensif. Mais, la France aussi bien que l'Allemagne prévoyaient une offensive immédiate.

Les préparatifs de la France se conformaient au «Plan XVII», adopté par le chef de l'état-major général de France, le général Joseph-Jacques Joffre, dixseptième des divers plans préparés de 1875 à 1907. Il prévoyait des attaques françaises en Alsace-Lorraine et dans les Ardennes. II reconnaissait la probabilité d'une invasion allemande de la Belgique et une attaque sur l'aile gauche française, mais cette appréciation était gâtée par la sous-estimation des possibilités de l'ennemi; on croyait, par exemple, que, par suite du manque de troupes, le front allemand ne s'étendrait pas à l'ouest de la Meuse. Le plan dans son ensemble souffrait de l'importance excessive qu'on accordait à l'action offensive des Français (en particulier, pour reprendre l'Alsace-Lorraine) aux dépens d'autres considérations militaires. Quand éclata la guerre, cinq armées françaises se déployaient le long de la frontière allemande, rangées par ordre numérique de la Première, face à l'Alsace, jusqu'à la Cinquième qui couvrait Reims.

Les intentions allemandes se fondaient sur la doctrine formulée par le feldmaréchal comte Alfred von Schlieffen, chef de l'état-major général de Prusse, de 1891 à 1905. Dans des plans successifs, von Schlieffen avait prescrit que, dans une guerre sur deux fronts, l'Allemagne devait ouvrir les hostilités par une puissante attaque contre un adversaire tout en contenant l'autre avec un minimum de troupes[53]. Il fallait d'abord régler le sort de la France. Le plan de cette opération se trouvait contenu dans le memorandum de Schlieffen en date de décembre 1905, intitulé *la Guerre contre la France*[54]. L'exécution de ce plan aurait exigé 96 divisions, soit bien plus qu'on n'en pouvait disposer en 1905. A cet égard, le plan formait en réalité un programme en vue de l'expansion de l'armée[55]. Mais, même en 1914, les troupes allemandes qu'on pouvait employer à l'ouest ne dépassaient pas 87 divisions[56]. Dans l'intervalle, la France et la Russie avaient fortement augmenté leurs effectifs militaires. Cependant, même s'ils ne pouvaient fournir les troupes qu'exigeait le plan de 1905, les Allemands avaient retenu le plan, mais modifié grandement et peut-être fatalement. Aux yeux de von Schlieffen, le principal effort devait résider en une attaque puissante à travers la Belgique et la Hollande au moyen de 79 divisions tournant sur Metz pour envelopper l'aile gauche française57. Mais quand son successeur, le général Helmuth von Moltke, lança l'offensive de 1914, c'était sur un front réduit, aussi bien pour épargner les effectifs que pour garder la Hollande neutre.

Au début, on n'avait affecté que neuf divisions allemandes pour garder la frontière de Metz à la frontière suisse. En effet, on pouvait accepter la perte de quelque terrain en Alsace-Lorraine puisqu'une offensive française dans ce secteur rendrait la gauche française d'autant plus vulnérable. Néanmoins, von Moltke porta l'aile gauche allemande à 25 divisions aux dépens de sa droite, où il ne disposait plus que de 53 divisions pour l'offensive principale*. A l'ou-

* L'histoire officielle allemande fixe les effectifs des deux ailes de déploiement à la proportion de 7 à 1 dans la dernière version du comte Schlieffen et de 3 à 1 par suite des changements du général von Moltke[58].

verture des hostilités, ces divisions se trouvaient groupées en cinq armées, par ordre numérique du nord au sud. Les Sixième et Septième armées formaient l'aile gauche allemande sur le front occidental; la Huitième armée, composée de 9 divisions d'infanterie commandée par le général von Prittwitz, tenait le front oriental. En conformité des plans opposés, les Allemands franchissaient la frontière belge avec des éléments de trois armées le 4 août et, trois jours plus tard vers le sud, un corps de la Première armée française exécutait une avance restreinte vers Mulhouse. Ainsi commençait la série d'opérations le long du front occidental connu collectivement sous le nom de Bataille des frontières. Une semaine après le premier mouvement de Joffre, les Première et Deuxième armées françaises se préparaient à attaquer en Lorraine. Le 21, les Troisième et Quatrième armées recevaient l'ordre d'attaquer en direction du nord-est dans la forêt des Ardennes. Toutes ces offensives françaises échouèrent.

Dans l'intervalle, les Allemands, en dépit d'un retard inattendu devant les forts de Liège, avaient pour ainsi dire annihilé la résistance active des Belges: la plus grande partie de l'armée du roi Albert s'était retirée à Anvers. La Deuxième armée du général von Bülow avait déjà traversé la Sambre; la Troisième armée du général von Hausen devait bientôt traverser la Meuse. Néanmoins, tant qu'il ne vit pas toutes ses troupes du centre et de la droite en retraite, le général Joffre conservait l'espoir d'étendre son offensive vers le nord sur le front tout entier. Le 17 août, les quatre premières divisions d'infanterie du Corps expédi- rationnaire anglais, avec la division de cavalerie, débarquaient en France et se préparaient à avancer sur la gauche de la Cinquième armée française (général Lanrezac). Ce n'est que le 22, alors que les Anglais se déployaient le long du canal de Mons, que leur commandant en chef, le maréchal sir John French, se rendait compte, en constatant l'effectif des troupes qui lui faisaient face, que la bataille prochaine serait d'ordre défensif.

La bataille de Mons, livrée le 23 août, imposa un retard de vingt-quatre heures à la Première armée du général von Kluck. Le même jour, vers l'est, les troupes du général Lanrezac réussissaient à contenir la Deuxième armée allemande au sud de la Sambre et à reprendre une tête de pont conquise par la Troisième armée de von Hausen au delà de la Meuse. Mais des revers au centre et la menace d'une grande avance allemande à travers une brèche entre la Quatrième et la Cinquième armée françaises, forcèrent cette dernière à commencer à retraiter le 24 au matin. Le Corps expéditionnaire anglais, dont les deux flancs se trou vaient déjà peu sûrs et dont la droite devait bientôt se trouver exposée davantage par suite de la retraite de Lanrezac, dut se conformer au mouvement et commencer sa retraite combattante de Mons vers Paris. Comme toutes ses troupes battaient en retraite, Joffre pouvait dès lors abandonner le plan XVII, pour ainsi dire désastreux, en faveur d'une ligne de conduite tenant davantage compte des réalités.

Lé plan Schlieffen semblait donner des résultats remarquables aux Allemands, plan qui avait déjà subi d'autres modifications. D'autres encore devaient bientôt se produire. Aussi bien d'en haut que d'en bas, von Moltke avait reçu des protestations contre les pertes de territoire en Alsace-Lorraine et en Prusse orien-

tale (où, à la suite d'une retraite allemande, il avait tiré de sa retraite le général Paul von Hindenburg âgé de 68 ans pour remplacer von Prittwitz[59]). Moltke s'était vu forcé de sanctionner des batailles défensives prématurées et des contreoffensives locales. En conséquence, des troupes qu'on aurait pu employer avec plus d'efficacité à l'aile droite restaient à la gauche, qui n'était pas encore assez forte pour percer le système de forteresses de Joffre à l'est, et il devait bientôt faire passer deux corps d'armée au front oriental.

Au cours de la dernière semaine d'août et des quelques premiers jours de septembre, Français et Anglais continuèrent à retraiter, mais relativement en bon ordre, parfois rendant les coups et causant un retard et une confusion considérables. Une telle action se produisit à Le Cateau le 26, alors que, au cours de la plus grande bataille livrée par l'Angleterre depuis Waterloo, le 2e corps d'armée du général sir Horace Smith-Dorrien infligeait un total estimatif de 9,000 pertes à la Première armée de von Kluck, au regard de près de 8,000 pertes anglaises. Trois jours plus tard, à Guise sur l'Oise, Lanrezac portait au flanc de von Bülow un coup qui, bien que perdant beaucoup de son efficacité à cause du refus de collaboration de sir John French[60], réussit néanmoins à arrêter pendant 36 heures la Deuxième armée ennemie. L'espoir des Allemands de contourner le flanc des Alliés s'évanouissait rapidement. La machine perdait de son efficacité, à mesure que se posaient des problèmes d'administration imprévus. Von Moltke s'apercevait qu'un seul homme ne pouvait diriger efficacement sept armées; mais le temps du groupe d'armées permanent n'était pas encore arrivé. De temps à autre, il plaçait une armée sous le commandement d'une autre. Mais ces dispositions souffraient souvent de la rivalité professionnelle des commandants en cause, les subordonnés constatant parfois que la tâche qu'on avait d'abord assignée à leurs troupes se trouvait reléguée à un rôle secondaire. En outre, un système qui accordait une grande liberté aux états-majors aboutissait à des situations où un officier d'état-major pouvait prendre une décision importante sans consulter son propre commandant.

Avec le temps, l'avance allemande, qui n'atteignit jamais le caractère de poursuite, devenait moins ordonnée que la retraite alliée. Le 31 août, von Kluck, croyant que les Anglais se retiraient dans l'ouest vers la Manche et se trouvaient hors de sa portée, convergea de sa propre initiative vers le sud-est afin de rejoindre la Cinquième armée française sur son flanc et ses arrières. Ce mouvement le portait en travers du front de la Sixième armée qui couvrait Paris. Les opérations allemandes n'étaient plus conformes au plan Schlieffen. Le 4 septembre, après que von Moltke et la plupart de ses commandants d'armée s'en étaient éloignés au moins une fois, on l'abandonnait définitivement en faveur d'une attaque de front au moyen des trois armées centrales' (Troisième, Quatrième et Cinquième) afin de pousser les Français loin de Paris vers le sud-est. Le flanc droit, qui à l'origine devait investir Paris et passer au delà, devenait une simple force protectrice face à la capitale française.

Pendant toutes les retraites alliées, le général Joffre avait pu regrouper et renforcer ses armées selon que la situation l'exigeait. Mais la répartition générale

des troupes allemandes avait été régie par le plan Schlieffen jusqu'à ce qu'on l'abandonne, de sorte qu'on n'avait pu procéder qu'à des remaniements hâtifs et sans grande portée. C'est ainsi que, au centre où von Moltke tentait de percer la ligne, il n'avait que 25 divisions contre 21½; tandis que sur la gauche alliée 43½ divisions françaises et britanniques faisaient face à 25½ divisions allemandes[61]. Le 4 septembre, alors que les troupes allemandes traversaient la Marne, Joffre donnait l'ordre à ses armées de faire volte-face pour attaquer.

La bataille de la Marne, qui dura quatre jours, débutait le 6 septembre, alors que von Kluck, tournant à la hâte pour faire face à l'ouest et retirant son aile gauche à quelque vingt milles à l'arrière, recevait le choc de la Sixième armée française sur l'Ourcq. Mais, si le mouvement de von Kluck renforçait le flanc droit des Allemands, il ouvrait une brèche entre les Première et Deuxième armées à travers laquelle les Britanniques avançaient pour traverser la Marne. Par malheur, les Britanniques ne reçurent pas l'appui qu'ils attendaient de la Cinquième armée française, qui se trouvait engagée dans l'attaque de front de la nouvelle Neuvième armée (général Foch) contre les troupes de von Bülow. Comme leurs lignes de ravitaillement se trouvaient trop étendues et leurs communications désorganisées, les armées allemandes ne pouvaient faire face comme il l'aurait fallu à la crise que créait la menace à leur aile droite. Von Moltke semble avoir accepté la défaite le 8: de son quartier général lointain au Luxembourg, il envoya le chef de son Service de renseignements en une mission étrange et lourde de conséquences pour se renseigner sur le point de vue des divers quartiers généraux d'armée. Aucun commandant ne paraît avoir ordonné une retraite générale, qui a été surtout décidée à l'échelon des états-majors. Certaines formations des Première et Deuxième armées commençaient à se retirer au cours de l'après-midi du 9; au coucher du soleil, le repli s'étendait aux armées du centre. Vers le même temps, les opérations étaient suspendues dans le secteur de Lorraine, où les Sixième et Septième armées allemandes avaient lancé sans succès une attaque vers la Moselle.

La défaite de la Marne mettait fin à l'espoir allemand de remporter rapidement la victoire. Le général Erich von Falkenhayn, ancien ministre de la Guerre en Prusse, qui avait remplacé von Moltke, déclarait que la situation était grave mais ne donnait pas lieu au pessimisme. Les troupes allemandes se retiraient sur la ligne générale Soissons-Reims-Verdun; la Première armée se retranchait au nord de l'Aisne, et les Deuxième et Troisième dans la Vesle. La Septième armée, ramenée d'Alsace, comblait la large brèche qui s'était formée entre les troupes de Kluck et celles de Bülow. Le 13 septembre, les troupes alliées à la poursuite des Allemands s'assuraient des têtes de pont sur l'Aisne, mais la résistance ennemie les deux jours suivants produisit un arrêt. Les Alliés se retranchaient et l'ère de la guerre de tranchée descendit sur le front occidental.

Alors commença la «course à la mer». De chaque côté, on s'engageait dans une série de crochets à droite ou à gauche pour tenter de tourner le flanc l'un de l'autre vers la mer. Ni l'un ni l'autre ne réussit. Vers la deuxième semaine d'octobre, les tranchées opposées s'étendaient à partir de l'Oise vers le nord jusqu'à la côte belge, à Nieuport. Pendant le reste de l'année, chaque adversaire essaya à diverses

reprises de traverser la ligne de l'autre. Chaque opération délutait invariablement par une attaque de front et se terminait, soit par un échec complet soit par la capture à grands frais d'un terrain pitoyablement restreint. On n'avait pas encore appris que la guerre de mouvement ne peut se faire dans les conditions de la guerre de tranchée. Le Corps expéditionnaire britannique, qui s'était déplacé vers le nord à partir de l'Aisne jusqu'en Flandre au début d'octobre, s'engagea lourdement dans la série d'opérations longue d'un mois connues sous le nom de Batailles d'Ypres de 1914. La ligne fluctuait mais restait intacte. A la mi-décembre, une offensive française près d'Arras n'aboutit qu'à de lourdes pertes, de même que les opérations coûteuses de Champagne qui se traînaient sans succès jusqu'à la mi-mars.

La ligne existante au début de 1915 devait se maintenir pendant deux ans encore sans varier même de dix milles dans un sens ou l'autre. A l'extrémité côtière, près d'un détachement français qui tenait Nieuport, se trouvait l'armée belge qui avait pris position sur le flanc gauche des alliés à la suite de la chute d'Anvers le 10 octobre. Dans le secteur d'Ypres, la Huitième armée française s'était retranchée sur un front de dix-sept milles[62]. Sur sa droite, les troupes britanniques défendaient la côte flamande jusqu'à Givenchy au sud. Les armées françaises tenaient le reste de la ligne qui se poursuivait dans la direction générale du sud à travers Arras jusqu'à l'Aisne, puis bifurquait vers l'est jusqu'à Verdun et enfin vers le sud de nouveau à travers les Vosges jusqu'à la frontière suisse. Du côté de l'ennemi, le secteur nord des Flandres était gardé par la Quatrième armée allemande (colonel-général duc Albrecht de Wurtemberg); et le secteur sud par la Sixième armée (prince héritier Rupprecht de Bavière).

A la fin de 1914, le Corps expéditionnaire britannique avait reçu des renforts qui le portaient à onze divisions régulières d'infanterie et cinq de cavalerie, qu'on formait en deux armées le 26 décembre. Le 18 février 1915, la Première armée du général sir Douglas Haig (premier et quatrième corps d'armée et corps d'armée indien) tenait une ligne de tranchée de onze milles de long centrée sur NeuveChapelle. Sur la gauche, la Deuxième armée (2e, 3e et 5e corps), commandée par le général sir Horace Smith-Dorrien défendait un front de dix-sept milles à travers les vallées de la Lys et de la Douve, s'étendant vers le nord à partir de BoisGrenier à peine au delà de la ligne de chemin de fer d'Ypres-Comines, où elle rejoignait la Huitième armée française qui tenait le saillant d'Ypres. Hazebrouck était situé à quinze milles en arrière du front de la Deuxième armée. A l'est de cette ville, se trouvait la zone de cantonnement où la 1 re division canadienne arrivait à la mi-février pour former une réserve du 3e corps d'armée anglais.

Future stratégie alliée

L'hiver de 1914-1915 procura aux belligérants un moment de répit pour leur permettre de juger de la situation en général et d'examiner les plans en vue de l'année à venir.

Au cours des combats antérieurs, les plans préparés avec soin d'un côté comme de l'autre avaient échoué. Le plan allemand tendant à écraser rapidement la France, puis à se tourner vers l'est pour vaincre la Russie, n'avait pas survécu à la Marne et à l'Aisne. Le dessein qu'avait formé la France d'attaquer au nord et au sud de Metz avait joué en faveur de l'ennemi. L'Autriche avait vu se dissiper rudement son rêve de subjuguer facilement la Serbie. Les Russes avaient obtenu quelques succès contre l'Autriche, mais ils n'avaient rien accompli contre l'Allemagne. L'invasion de la Prusse orientale, improvisée à la hâte pour soulager quelque peu la France de la pression allemande, avait abouti à une fin malheureuse vers la fin d'août à Tannenberg.

A l'ouest, l'impasse était absolue sur mer et sur terre. La flotte allemande restait inactive dans des ports fortifiés: n'ayant aucun moyen de l'attirer en haute mer l'amirauté britannique mettait sa foi dans le blocus. Sur terre, le front de 500 milles, de la mer du Nord aux Alpes, n'offrait aucun flanc à tourner. Si les Alliés décidaient d'adopter d'expédient désespéré de l'attaque de front»[63], ils se trouvaient placés dans la situation malheureuse d'avoir perdu du terrain avant qu'on ait compris la méthode défensive dans les conditions de l'heure et d'avoir tenté de reprendre ce terrain alors que la défensive était devenue un des beaux-arts.

Les fronts de l'est et du sud-est offraient un tableau différent. Les puissances centrales devaient défendre une ligne de près de 2,000 milles de long, dont une bonne partie dans des marais vaseux en été et en hiver gelés trop dur pour permettre le retranchement: pour fournir une garnison suffisante à ce front si étendu, il aurait fallu faire appel à des nationalités hostiles à l'Autriche-Hongrie. Pour les Alliés, la principale faiblesse à l'est tenait à la pénurie d'armes et de munitions des armées russes qui possédaient cependant un avantage énorme du point de vue du capital humain. Pour combler ces manquements, il aurait fallu établir «un contact intime et continu» entre la Russie et les Alliés occidentaux[64]. Il fallait agir vite. Le passage de très nombreuses troupes allemandes, à la fin de 1914, du front occidental au front oriental, posait la menace d'une grande défaite russe qui laisserait les Puissances centrales libres de reprendre l'offensive en Flandre jouissant d'une grande supériorité numérique. Cependant, l'impasse existant en Occident ne laissait aux Alliés que peu d'espoir d'aider la Russie à chercher une décision sur ce front. Le 2 janvier, lord Kitchener exprimait la conviction que, «les lignes allemandes en France pouvaient être considérées comme une forteresse qu'on ne peut emporter d'assaut et ... que ces lignes pouvaient être contenues par une force d'investissement, pendant que les opérations se poursuivraient ailleurs»[65].

En Angleterre, le Conseil de guerre (formé en novembre 1914 en guise de comité élargi du Cabinet) examinait déjà où ces opérations de rechange pourraient se mener le plus avantageusement. Au contraire des commandants alliés en France, il reconnaissait que, en sa qualité de puissance maritime, l'Angleterre devait considérer que sa meilleure stratégie pour 1915 ne consistait pas à jeter des armées contre les positions imprenables de l'Ouest mais à tourner un flanc par la

voie de mer afin de réaliser l'union avec la Russie. Le conflit entre les «Orientaux» et les «Occidentaux» commençait.

Au début de septembre, le premier lord de l'Amirauté, M. Winston Churchill, avait donné instructions de préparer un plan tendant à prendre la péninsule de Gallipoli et à ménager un passage à travers les Dardanelles pour obtenir un contact direct avec la Russie. La Grèce se déclarait disposée à fournir les forces terrestres en vue de cette entreprise; mais, comme la Turquie n'était pas encore entrée dans la guerre et qu'on espérait la garder neutre, on remit le projet à plus tard et on rejeta l'offre de la Grèce. Tout en maintenant à l'étude le plan de Gallipoli, Churchill proposait un plan de rechange tendant à dominer la Baltique au moyen d'une invasion par voie de la mer du Schleswig-Holstein, suivie par la prise du canal de Kiel. La maîtrise navale de la Baltique par les Anglais permettrait aux armées russes de débarquer à 90 milles de Berlin. La réalisation de ce plan nécessiterait plusieurs mois de la collaboration la plus étroite. La perspective paraissait beaucoup plus brillante dans le sud-est de l'Europe, où les restrictions du début disparaissaient vers la fin d'octobre par suite de l'entrée dans la guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne.

Non seulement il serait moins hasardeux de tourner le flanc méridional que de se lancer dans l'entreprise de la Baltique, mais le projet présentait d'autres attraits à part le contact direct avec la Russie. On y devait moins craindre une résistance formidable de la part de l'Allemagne, puisque la Serbie se trouvait en travers de ses communications avec la Turquie. La possession de la péninsule de Gallipoli éliminerait la Turquie de la guerre et ouvrirait la voie aux efforts combinés contre l'Autriche de quatre États baltiques (Serbie, Grèce, Bulgarie et Roumanie), qui pouvaient réunir entre eux des armées de plus d'un million d'hommes. Le jour de l'An 1915, M. David Lloyd George, chancelier de l'Échiquier (qui, devenu premier ministre, devait être le premier «Oriental»), proposait au Conseil de guerre deux opérations dans la Méditerranée orientale. La principale, c'est-à-dire une poussée à travers Salonique ou la côte dalmate contre les Autrichiens, avait pour but de rallier les armées balkaniques aux Alliés. La seconde, entreprise subsidiaire, comportait le débarquement sur la côte de Syrie pour intercepter les troupes turques avançant contre l'Égypte.

Au début de janvier, les opérations turques contre la Russie dans le Caucase provoquaient une demande du grand-duc Nicolas à lord Kitchener tendant à «une démonstration quelconque contre les Turcs ailleurs, navale ou militaire», qui forcerait les Turcs à retirer certaines troupes du Caucase66. Kitchener en parla à Churchill, opposé à une démonstration dans les Dardanelles qui pourrait nuire à une tentative subséquente en vue de forcer les détroits. En tout cas, on ne disposait pas de troupes, de sorte que la réponse de Kitchener au grand-duc, tout en lui assurant qu'une démonstration aurait lieu, ne laissait que peu d'espoir qu'elle agirait sérieusement sur les effectifs turcs au Caucase67. L'Amirauté conclut que les détroits pouvaient être forcés seulement par une action navale, mais qu'il lui faudrait un grand nombre de bâtiments engagés dans «des opérations lointaines». Sir John Jellicoe, commandant en chef de la Grande flotte, s'opposait

à l'entreprise de la Baltique. Le 28 janvier, le Conseil de guerre, ayant consulté la Russie et la France, se décidait en faveur de l'attaque navale contre les Dardanelles. Le 16 février, on décidait d'affecter des troupes de terre à l'appui de l'opération navale au besoin[68]. C'est ainsi que naquit la campagne de Gallipoli destinée à l'échec.

Par contraste avec la stratégie approuvée par leurs gouvernements, les commandants en chef, anglais et français, en France, soutenaient que l'effort allié devait se produire à l'ouest. Ils raisonnaient que les exigences du front russe avaient affaibli les armées allemandes à l'ouest quant aux effectifs et au matériel. Sir John French pensait que la rupture des lignes allemandes exigeait surtout la possession d'une quantité supérieure de munitions, en particulier d'explosifs de grande puissance. Le général Joffre en convenait, accueillant avec plaisir l'occasion de libérer le territoire français par la réduction du grand saillant allemand entre Reims et Amiens, qui à un certain point atteignait jusqu'à 55 milles de Paris. Il se trouva donc que, tandis que les Conseils de guerre à Londres et à Paris examinaient les possibilités de campagne dans quelque nouveau théâtre de guerre, leurs états-majors généraux de Saint-Omer et Chantilly préparaient activement une offensive prochaine sur le front occidental. Cette divergence de buts violait un des principes fondamentaux de la guerre. L'événement devait démontrer que, en 1915, les ressources alliées en hommes et en munitions ne suffisaient pas pour soutenir avec quelque espoir de succès de grandes offensives sur deux théâtres de guerre séparés par de longues distances[69].

C H A P I T R E I I I

LES BATAILLES D'YPRES, 1915

(Voir carte 1 et croquis 4 à 14)

La 1re division entre en ligne

L'ENTRÉE en action des Canadiens ne tarda pas longtemps; mais avant d'assumer la responsabilité d'un secteur du front, la division dut subir une brève période d'endoctrinement en matière de guerre de tranchées.

Entre le 17 février et le 2 mars, chaque brigade d'infanterie, accompagnée d'un groupe d'artillerie de campagne et d'effectifs du Génie, des transmissions et de l'intendance, fut attachée à l'une de deux divisions britanniques tenant la ligne devant Armentières. Les ler et 3e groupes de brigade canadiens, commandés. respectivement par le brig.-gén. M. S. Mercer et le brig. gén. R. E. W. Turner, furent attachés successivement à la 6e division, sur la droite, et le 2e groupe de brigade (brig.-gén. A. W. Currie) à la 4e division, sur la gauche. L'endoctrinement fut de caractère pratique et poussé à fond. Des commandants de compagnie jusqu'aux simples soldats, chacun fut associé à un homologue de l'unité servant d'hôte afin d'y recevoir un entraînement individuel de 48 heures. Suivait ensuite un entraînement de peloton de 24 heures, au cours duquel chaque peloton canadien se voyait assigner la responsabilité d'une longueur définie de tranchée, de sorte qu'il devenait ainsi partie intégrante de la compagnie formant la garnison régulière. Au cours de la semaine, les commandants de bataillon et leurs officiers d'état-major apprirent de leurs homologues les nombreux détails de l'administration d'un bataillon en guerre de tranchées. Les officiers d'artillerie passèrent quelque temps aux emplacements des pièces, puis occupèrent, de jour et de nuit, les positions mêmes qui allaient devenir les leurs une fois leurs propres unités en action.

Le 20, le commandant en chef du Corps expéditionnaire britannique, le feld-maréchal sir John French, inspecta l'arrière de certaines unités de la division. Il rapporta que «d'après ce qu'il en vit, elles étaient bien entraînées et tout à fait aptes à participer au combat», opinion que, par la suite, il trouva «parfaitement fondée»[1].

Avant la fin de l'inspection, la Ire division reçut l'ordre d'occuper un secteur du front de la Première armée. La relève de la 7e division britannique commençait le dernier jour de février et, à 11 heures du matin le 3 mars, le général

Alderson assumait la responsabilité d'un secteur de 6,400 verges devant Fleurbaix. Les Canadiens formaient là l'aile gauche du 4e corps d'armée du lieut.-gén. sir H. S. Rawlinson; sur leur gauche immédiate, la ligne de démarcation entre les deux armées s'étendait sur trois milles et demi au sud d'Armentières. Chaque brigade d'infanterie employait deux bataillons dans la ligne de front, et le groupe d'artillerie de campagne qui lui était affecté avait trois de ses quatre batteries en action à environ 2,500 verges à l'arrière, la quatrième étant en réserve. A chaque brigade d'infanterie étaient attachées une compagnie de campagne du Génie et une ambulance de campagne.

Comme le niveau de l'eau se trouvait près de la surface du sol, les tranchées étaient peu profondes et consistaient en parapets de mottes de gazon et de sacs de sable. Elles donnaient sur une étendue de champs plats, entre lesquels les rangées de saules étêtés qui bordaient les fossés intermédiaires assuraient aux francstireurs allemands des positions dissimulées avantageuses. Environ à trois milles à l'Est, la crête peu élevée d'Aubers, s'élevant en certains endroits à 70 pieds au-dessus de la plaine, masquait à peine la vue de la ville de Lille, située à sept milles de la ligne de front. Le rôle des Canadiens, en général, était défensif, «le principe fondamental» étant «la détermination de tenir les tranchées avancées à tout prix». Cependant, le général Alderson fit bien comprendre à tous, officiers et soldats, la nécessité de maintenir l'initiative sur l'ennemi, le convainquant, au moyen de «patrouilles audacieuses, de tirs d'embuscade constants et précis et de promptes ripostes contre tout nigaud ... que la division canadienne lui est supérieure[2]». Si les Allemands attaquaient, les réserves devaient se charger de la «2e ligne du G.Q.G.», position partiellement aménagée à 2,000 verges à l'arrière. Une semaine s'écoula sans incidents, au cours de laquelle les Canadiens s'habituèrent au service courant de la guerre de tranchées. Puis, le 10 mars, un rôle plus excitant leur fut dévolu, alors que le front britannique à leur droite entrait violemment en action.

Neuve-Chapelle, 10-12 mars 1915

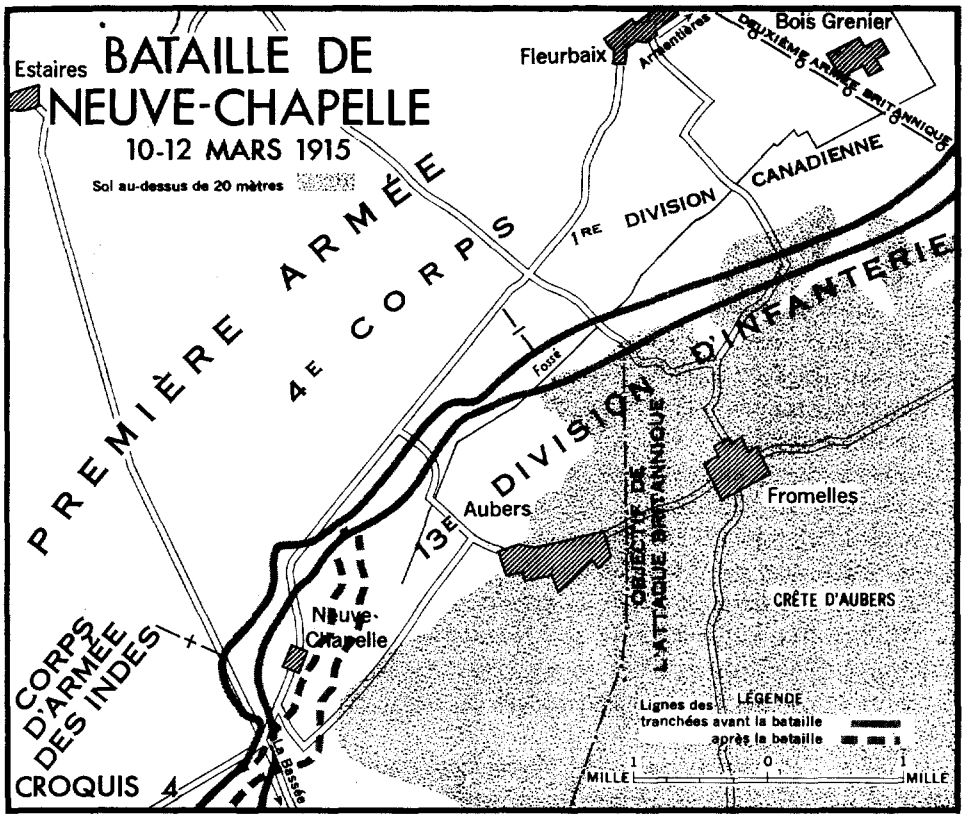
Le plan d'opérations proposé par le général Joffre en vue de la campagne de 1915 en France devait demeurer, à peu de changements près, le principal objectif allié dans l'Ouest jusqu'à sa réalisation en 1918. Il supposait une triple offensive destinée à couper les longues lignes de ravitaillement allemandes traversant le territoire occupé du nord de la France: dans le nord, une avance vers l'Est à partir de l'Artois*, dirigée contre les centres de communication allemands dans la plaine de Douai; dans le sud, une poussée vers le nord, à partir de Reims, afin de rompre la ligne latérale allemande s'étendant en direction nordouest à travers Mézières jusqu'à Valenciennes; et, advenant le succès de ces deux initiatives, une avance vers le nord, à partir du front de Verdun-Nancy, afin de couper la ligne de retraite ennemie au-delà du Rhin. Il était prévu que le coup principal dans le nord serait asséné par la Dixième armée française, en direction

* L'ancienne province d'Artois (capitale: Arras) formait la majeure partie du département actuel du Pas-de-Calais.

Est, entre Arras et Lens, en vue de s'emparer des hauteurs de Vimy et de dominer toute la région de Douai. Dans un mémoire à sir John French, en date du 15 février, Joffre proposait que les Britanniques participent, sur la gauche, en attaquant en direction de La Bassée et de la crête d'Aubers. La réussite de cette offensive conjointe, sur un front de soixante-dix milles, devait préparer la voie à une avance dans la plaine de Douai[3].

Cependant, cet effort combiné anglo-français ne devait pas se réaliser. Lors d'une réunion tenue à Chantilly le 21 janvier, les deux commandants en chef avaient officiellement convenu que, dès que l'arrivée de nouvelles troupes britanniques en France le permettrait, sir John French relèverait les 9e et 20e corps de la Huitième armée française, qui tenaient le secteur d'Ypres. On se servirait du 20e corps pour étendre le front de la Dixième armée en direction nord à travers le canal de La Bassée, en lui faisant occuper le secteur du 1er corps d'armée britannique; on avait besoin du 9e corps pour renforcer l'attaque française projetée. Le maréchal French avait compté sur l'arrivée de la 29e division britannique et de la 1re division canadienne pour effectuer les relèves convenues. Mais la 29e division, —la dernière de l'armée professionnelle permanente, ayant été formée d'unités ramenées de garnisons d'outre-mer,—fut détournée vers Gallipoli, et la division territoriale qui la remplaçait avait besoin d'une formation supplémentaire avant de se diriger vers les tranchées. Le 18 février, il fit savoir à Joffre qu'il ne pouvait à la fois lancer l'attaque contre la crête d'Aubers et relever les forces françaises dans le saillant d'Ypres[4]. Il s'en tint fermement à sa décision dans un nouvel échange de lettres où Joffre signalait explicitement la longueur respective des fronts tenus par les forces britanniques et françaises. Finalement, le 7 mars, il informait le c.-en-c. britannique que, bien qu'il eût amorcé des opérations offensives en Champagne à la mi-février, «les troupes dont je dispose ne me permettent pas d'entreprendre l'attaque avec la Dixième armée présentement[5]». L'attaque britannique devint ainsi une opération indépendante.

Le premier objectif du général sir Douglas Haig était Neuve-Chapelle, village aux maisons éparses, situé au centre du front de la Première armée, à moins d'un demi-mille des tranchées de première ligne. Après un bombardement préliminaire destiné à détruire les parapets et barbelés allemands, quatre divisions du corps d'armée indien et du 4e corps, agissant à titre de «bélier», avaient pour mission de «mettre les Allemands en déroute» et de pousser leur avance jusqu'à la crête d'Aubers, à environ trois milles de là. Les troupes de choc avaient la prépondérance sur l'ennemi: quarante-huit bataillons allaient en effet s'opposer à seulement trois bataillons allemands en défensive, et l'on s'attendait qu'au plus quatre bataillons supplémentaires de l'ennemi soient disponibles à titre de renforts le jour de l'attaque. A la gauche des Britanniques, là division canadienne (qui, le 8 mars, passait sous le commandement immédiat de la Première armée) devait faire une démonstration offensive en ouvrant le feu tout le long de son front, afin d'empêcher les Allemands de ce secteur d'aller renforcer la zone de combat. Si les Britanniques réussissaient une percée, les Canadiens devaient se tenir prêts à avancer, sur l'ordre de la Première armée[6].



Lorsque le bombardement commença à 7h.30 du matin, le 10 mars, l'artillerie divisionnaire canadienne pilonna les positions ennemies opposées et, au moment où l'assaut se déclenchait trente-cinq minutes plus tard, fusiliers et mitrailleurs ouvraient des salves de tir rapide qui continuèrent, par intervalles de quinze minutes, toute la journée. L'attaque principale surprit l'ennemi complètement et, en moins de vingt minutes, une brèche de 1,600 verges était ouverte dans la ligne allemande. Sur le coup de 9h., les troupes britanniques avaient dégagé NeuveChapelle et, presque aucune résistance n'étant en vue, reçurent l'ordre de faire halte sur une ligne prévue d'avance pour attendre de leur Q.G. de corps d'armée l'ordre de reprendre l'offensive. Jamais ne se sont manifestés de façon si désastreuse les inconvénients d'une direction rigide venant d'un échelon élevé. Les lignes téléphoniques et télégraphiques ayant été rompues par l'artillerie ennemie, la transmission de renseignements à l'arrière et l'envoi d'ordres aux troupes avancées étaient un procédé lent et malaisé, prenant une heure ou plus dans chaque sens. Chaque commandant de corps d'armée, ne se rendant pas compte de l'occasion inespérée qui s'offrait à lui de procéder à une exploitation rapide dans le centre, attendait que son flanc (où la progression avait été plus lente) prit de l'avance; et puis le 4e corps attendit le corps indien, afin que tous deux pussent avancer

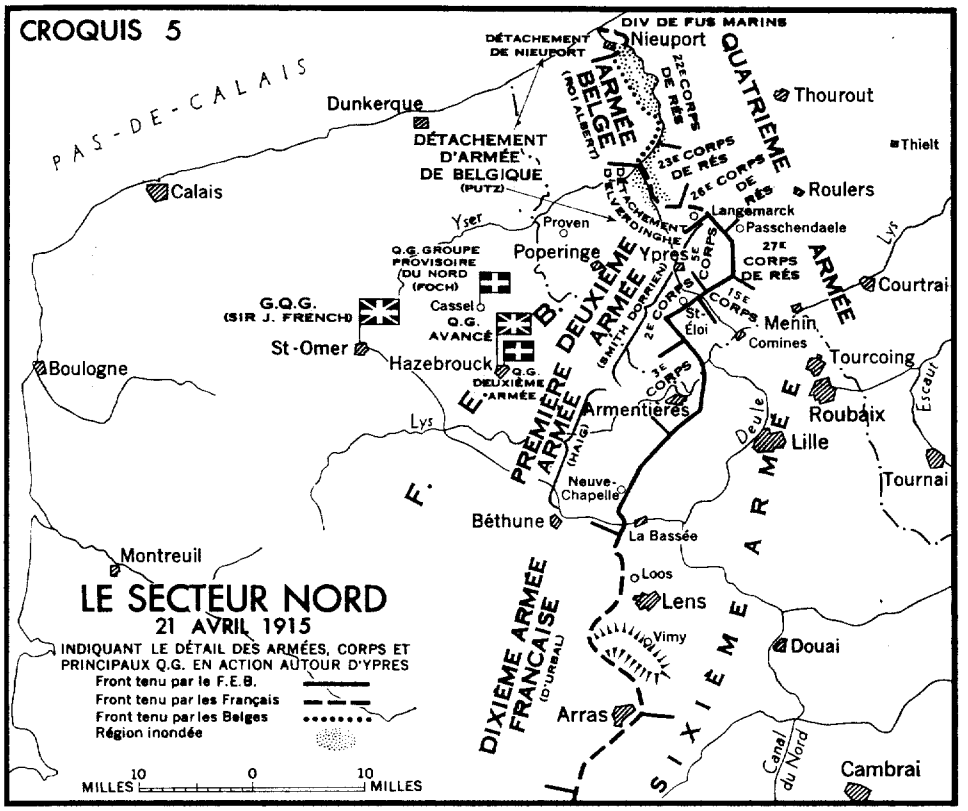
simultanément. Ce n'est qu'à 2h.50 de l'après-midi que les deux corps d'armée reçurent l'ordre de reprendre leur avance à 3h.30. Mais, à cause du temps qu'il fallut pour transmettre cet ordre successivement aux Q.G. des divisions, brigades et bataillons, les compagnies de l'avant ne commencèrent à avancer qu'après cinq heures et demie, à la tombée du crépuscule. Entre-temps, l'ennemi avait disposé d'au moins cinq heures sans interruption pour amener des renforts et préparer de nouvelles défenses, de sorte que l'attaque britannique se heurta à une force double de celle à laquelle elle avait fait face le matin[7].

Cette fois il n'y eut pas de surprise et la préparation d'artillerie fut insuffisante. Un tir violent de mitrailleuses allemandes bien situées infligea des pertes dommageables dans les rangs des fantassins au moment où ceux-ci traversaient les champs plats. L'avance s'arrêta. Pendant la nuit, les Allemands colmatèrent la brèche au moyen d'une ligne de raccordement bien munie de barbelés, reliant des points d'appui armés de mitrailleuses, et firent avancer de nouvelles batteries. L'artillerie alliée, incapable de déterminer l'emplacement ni des canons ni des nouvelles positions allemandes, ne put soutenir utilement la reprise de l'attaque par l'infanterie, qui eut lieu tôt le matin. Elle fut en effet rapidement stoppée par le tir ennemi, et une nouvelle tentative de progression dans l'après-midi fut également infructueuse et coûteuse. Toute la journée, la division canadienne répéta son rôle du 10, bien que sans effet, car une pénurie de munitions limitait l'artillerie à un contingent quotidien de dix à quinze obus par canon, à moins que les batteries ennemies ne dévoilent leur emplacement et, dans ce cas, on utilisait les munitions « sans compter»[8].

Tôt le 12 mars, après un bombardement des positions alliées, effectué avant l'aube, les Allemands contre-attaquaient avec vingt bataillons. Les commandants des unités britanniques étaient bien préparés, de sorte que le seul tir concerté de leurs fusiliers et mitrailleurs repoussa l'ennemi avec de très lourdes pertes. A cause d'un ordre précédent de sir Douglas Haig, en vue de la reprise de la poussée britannique à 10h.30 du matin, les troupes avancées ne purent exploiter immédiatement le revers allemand, et il y eut un nouveau retard de deux heures causé par un brouillard épais qui nuisait à l'observation du tir d'artillerie. L'attaque ne fit qu'entraîner de nouvelles pertes britanniques et, à 10h.40 du soir, Haig donnait l'ordre d'établir une nouvelle ligne de défense sur le terrain conquis, ce qui mit fin à la bataille*. Pendant un certain temps dans l'après-midi, on avait rapporté des gains britanniques retentissants, à tel point que la 3e brigade canadienne s'était tenue en état d'alerte en vue d'avancer; vers le soir, le commandant d'armée demandait à sir John French de prélever une division sur la réserve générale pour relever les 1re et 2e brigades canadiennes, afin que celles-ci pussent participer à la percée prévue. Mais ces rumeurs de succès s'étant révélées sans fondement, les Canadiens restèrent dans leurs tranchées.

La prise de Neuve-Chapelle coûta à la Première armée 12,892 pertes (dont cent à la lre division canadienne, ce qui ne dépassait pas le nombre normal de

* Dans un câblogramme adressé à lord Kitchener, tôt le lendemain, le c.-en-c. attribuait l'arrêt de l'avance à la «fatigue des troupes, et surtout à la ... pénurie de munitions»[9].



pertes prévues pour la période de temps passée au front jusque-là). Les pertes allemandes, estimées à 12,000 comprenaient 1,687 prisonniers de tous grades. Bien que les gains tactiques fussent décevants, cette première offensive britannique préméditée apportait certains résultats utiles. Le fait de constater que ni les Allemands ni leurs défenses n'étaient invulnérables fit beaucoup pour relever le moral des soldats alliés. Le C.E.B. commandait désormais plus de respect, tant de la part de l'ennemi, qui n'oserait plus de nouveau dégarnir au minimum ses forces défensives sur un front britannique, que de la part du haut commandement français, qui ne se bornerait plus à confier aux Britanniques une étendue supplémentaire de front pour permettre aux troupes françaises de passer à l'offensive[10]. Plusieurs des leçons tirées de l'opération furent négligées pendant trop longtemps par les commandants alliés, mais une, au moins, reçut une attention immédiate. Un «Mémoire sur les opérations» de l'état-major, en provenance du Q.G. de sir Douglas Haig, le 14 mars, soulignait l'importance qu'il y avait de manifester un esprit «d'entreprise et d'initiative» à l'attaque. Il critiquait l'inaction «inexcusable» des officiers qui n'avaient pas osé avancer «faute d'en avoir reçu expressément l'ordre de leurs supérieurs immédiats».

Le reste du séjour des Canadiens dans le secteur de Fleurbaix se passa sans

incidents. Leur période de 24 jours dans la première ligne prit fin le 27 mars, alors qu'ils étaient relevés par la 8e division britannique pour s'en aller en réserve d'armée à Estaires, à cinq milles de la ligne. Presque aussitôt des demandes de corvées troublèrent le calme relatif de leur vie de cantonnement. Des unités des trois brigades creusèrent tour à tour des tranchées, ce qui, ajouté à certains exercices visant à répéter l'attaque, laissait prévoir un retour prochain à l'action. Le 1er avril, d'ordre de sir Douglas Haig, la division canadienne retournait sous le commandement de la Deuxième armée*, aux ordres du 5e corps, qui avait été formé à la mi-février et placé sous les ordres du lieut.-général sir H. C. O. Plumer. Le 5 et les deux jours suivants les Canadiens marchèrent à travers la plaine accidentée des Flandres pour se rendre jusqu'aux environs de Cassel—environ dix-sept milles à l'ouest d'Ypres—afin d'entreprendre une semaine de préparation en vue de nouvelles tâches.

Ce mouvement des Canadiens faisait partie de la relève prochaine-longtemps préconisée par le général Joffre-des 9e et 20e corps d'armée française dans le saillant d'Ypres. Le 1er avril, sir Douglas Haig, ayant décidé que les trois premières divisions territoriales—46e (Midland nord), 47e (2e Londres) et 48e (Midland sud)—qui étaient débarquées en France en février et en mars, avaient reçu une instruction suffisante pour remplacer des divisions de l'active au front, informait Joffre qu'il étendait son front de cinq milles vers le nord, jusqu'à la route Ypres-Poelkappelle. La responsabilité de ce nouveau secteur fut confiée au général Plumer qui, entre le 2 et le 17 avril, releva trois divisions françaises avec, du sud au nord, les 27e et 28e divisions britanniques et la 17e division canadienne.

Par suite de ces mouvements, les deux tiers du saillant d'Ypres se trouvaient dans les limites de la Deuxième armée. Seul le flanc nord, s'étendant vers l'ouest jusqu'à cinq milles, à partir de Poelkappelle en face jusqu'au canal de l'Yser à Steenstraat, demeurait aux mains des Français. Il était tenu par deux divisions, soit la 45e (algérienne), adjoignant les Canadiens, et sur la gauche la 87e (territoriale), qui se trouvait à côté du secteur tenu par l'armée belge. Ces deux divisions et un détachement de cavalerie formaient le groupement d'Elverdinge (tirant son nom d'un village situé à quatre milles au nord-ouest d'Ypres), lequel se trouvait sous le commandement de l'officier général commandant la 45e division. Ce groupement et celui de Nieuport, établi entre les Belges et la côte, formaient le Détachement d'armée de Belgique, sous le commandement du général Putz; tandis que toutes les forces françaises, à partir du sud d'Arras jusqu'à la mer (y compris, outre les effectifs susmentionnés, la Dixième armée dans le secteur Arras-Vimy-Lens) formaient le Groupe provisoire du Nord, sous le commandement du général Ferdinand Foch, dont le quartier général se trouvait à Cassel. A titre de représentant du général Joffre, il était chargé de coordonner les opérations de ces formations françaises avec celles des Britanniques et des Belges[11].

* Ce n'était pas la première fois que le commandant d'armée, le général Smith-Dorrien, avait des Canadiens sous ses ordres. Pendant la guerre sud-africaine il avait commandé la 19e brigade, qui comprenait le 2e bataillon (service spécial) du Royal Canadian Regiment.

Le saillant d'Ypres

Après les tentatives infructueuses des Allemands pour mettre fin à l'impasse dans les Flandres à la fin de l'automne de 1914, la ligne alliée devant Ypres formait une courbe profonde de dix-sept milles de long, partant de Steenstraat (sur le canal de l'Yser, à cinq milles au nord-ouest de ce village) jusqu'à SaintÉloi (à près-de trois milles au sud d'Ypres). Pendant tout l'hiver ce périmètre n'avait pas changé.

Au centre du saillant se trouvait l'ancienne ville fortifiée d'Ypres, que les Canadiens virent pour la première fois en avril 1915. A cette époque, les bombardements allemands avaient endommagé les halles aux draps et la cathédrale, imposants monuments vieux de cinq siècles; mais nombre de rues étaient encore intactes et la plupart des habitants restaient dans leurs maisons. La guerre n'avait pas encore dévasté la région fertile et densément peuplée du saillant. Le réseau de routes qui rayonnait sur la plaine des Flandres reliait Ypres à des villages, hameaux et fermes au nord, à l'est et au sud, encore habités, bien que nombre d'entre eux fussent à moins de deux milles de la ligne de feu. Les plus importantes de ces localités, faisant le tour du périmètre de gauche à droite, étaient Langemarck (à l'angle nord-est du saillant), Saint-Julien (sur la route de Poelkappelle), Zonnebeke (environ à mi-chemin du flanc est), et Zillebeke (à deux milles au sud-est d'Ypres).

Un certain nombre d'éléments physiques devaient exercer une influence importante sur les tactiques employées par les deux camps. La crête sablonneuse peu élevée qui s'étendait vers le nord-est, de Messines à Passchendaele, s'élevant tout au plus de 200 pieds au-dessus du niveau de la mer, ou à 150 pieds au-dessus d'Ypres, délimitait le flanc sud-est du saillant. De cette crête, le terrain descendait graduellement vers le nord-ouest, en une série d'éperons subsidiaires à angle droit avec la crête principale formant la ligne de partage des eaux des petits ruisseaux boueux alimentant la Steenbeek, qui coule lentement à travers Saint-Julien pour se déverser dans la Lekkerboterbeek au sud de Langemarck. Quatre autres crêtes, s'étendant à l'est à l'ouest et s'élevant juste assez au-dessus de la plaine pour dominer Ypres du nord, se trouvaient entre la Steenbeek et le canal de l'Yser. La plus septentrionale, qui tire son nom du hameau de Pilckem, situé sur son versant, devait être le premier objectif ennemi dans les batailles d'Ypres de 1915. Un des éléments qui allait limiter le mouvement des réserves alliées et, d'autre part, influer sur la bataille était la barrière que présentait le canal de l'Yser, lequel passait derrière Ypres et coulait du sud au nord à travers Steenstraat pour se jeter dans la mer. Les ponts des routes qui enjambaient le canal, ajoutés à certains ponts militaires au nord d'Ypres, constituaient des défilés qui rétrécissaient le mouvement des troupes, servant ainsi de cibles à l'artillerie allemande.

La 1er division canadienne releva la 11e division française entre le 14 et le 17 avril, le général Alderson en assumant le commandement à 10 heures du matin, le 17. Le secteur canadien, long de 4,500 verges, traversait en diagonale

la vallée de la Stroombeek, à l'extrémité nord .des affluents. de la Steenbeek à l'intérieur du saillant. Entre 1,000 et 2,000 verges à l'arrière se trouvait la crête de Gravenstafel, qui tirait son nom du hameau situé juste à l'intérieur de la ligne de démarcation entre les Canadiens et la 28e division. Sur la gauche, la jonction avec la 45e division algérienne se trouvait à mille verges au sud-ouest de Poelkappelle, sur la route conduisant à Ypres. Le front canadien était tenu par la 2e brigade à droite et par la 3e à gauche, chacune avec deux bataillons en ligne, dont un en soutien et un en réserve divisionnaire aux abords septentrionaux d'Ypres. La 1- brigade était en réserve de corps d'armée à Vlamertinge, soit à deux milles et demi à l'ouest d'Ypres[12]. L'artillerie française resta en position pendant que l'infanterie procédait à la relève, et fut remplacée, section pour section, au cours des deux nuits suivantes par des batteries de l'artillerie canadienne de campagne des 2e et 3e brigades. Les comptes rendus relatifs à la relève divisionnaire rendent hommage à la courtoisie et à la bienveillance dont firent preuve les officiers et soldats français pour rendre la manoeuvre aussi aisée et méthodique que possible.

Les Canadiens constatèrent aussitôt que les Français et les Britanniques différaient considérablement dans leurs méthodes de guerre. Ils s'en rendirent surtout compte à propos des défenses avancées, alors que le principe britannique (énoncé dans le Plan de défense émis par le général Alderson) consistait à «tenir les tranchées avancées à tout prix». Les Français, pour leur part, avaient pour principe de ne tenir la ligne de front que légèrement; si on l'attaquait, l'infanterie n'avait qu'à se retirer, permettant ainsi aux efficaces canons de campagne de 75 mm. d'entrer en action pour arrêter l'ennemi. C'était un des premiers exemples de la doctrine de la «défense en profondeur» que, comme nous le verrons, l'ennemi devait adopter et appliquer avec grand succès au cours des deux années suivantes. Vu ces normes différentes, il n'y a guère lieu de s'étonner que l'état de la première ligne française consternât les hommes de la 1re division canadienne. Ils virent en effet des fortifications de campagne isolées, démunies des lignes transversales habituelles destinées à protéger contre le tir d'enfilade. Vu que l'eau se trouvait près de la surface du sol, on ne pouvait creuser à plus de deux pieds de profondeur, de sorte qu'il fallait transformer les parapets en épaulements de mottes de gazon, de boue ou de sacs de sable de quatre pieds ou plus de hauteur, mais ces épaulements étaient de construction fragile, et rarement assez épais pour arrêter les balles; en certains endroits, il n'y en avait pas du tout. Il n'y avait pas de parados pour protéger de l'arrière. Outre ces graves lacunes du point de vue de la sécurité et de la sûreté, les tranchées manquaient déplorablement aux règles de l'hygiène. Dans un rapport adressé au commandant du Génie de la 1re division canadienne, par l'un de ses officiers, on lisait que le secteur de la ligne de la 2e brigade était «dans un état déplorable et d'une saleté. dégoûtante, toutes les petites tranchées latérales démolies et tous les trous d'obus étant utilisés, semble-t-il, comme latrines et lieux d'inhumation pour les cadavres». Le secteur de la 3e brigade était aussi lamentable. Les tranchées et le terrain derrière elles étaient jonchés de morts, enterrés ou

à découvert, et les nombreuses fosses peu profondes nuisaient grandement au creusage[13].

Une «ligne subsidiaire», mentionnée dans les instructions du 5e corps d'armée, figurait sur les cartes tactiques françaises comme étant en voie de construction ou prévue le long de l'arête de la crête de Gravenstafel. Elle était loin d'être terminée: elle ne se composait que d'emplacements fortifiés ou de tranchées-abris isolés. Un groupe de tranchées-abris se trouvait à la localité «C», située sur la ligne d'horizon à l'opposé du centre du secteur canadien; un autre couvrait Gravenstafel, et un autre se trouvait à mi-chemin de ce dernier à «Boetleer's Farm». Beaucoup plus solide était la ligne du G.Q.G.*, qui s'étendait vers le nord, à partir du lac Zillebeke (situé à un mille et demi en arrière du front) jusqu'à un point sur la route de Poelkappelle, situé à un demi-mille à l'est de Wieltje, puis s'orientant de là vers le nord-ouest pour faire la jonction avec des défenses destinées à couvrir le village de Boesinge et ses ponts sur le canal de l'Yser. Cette position bien située consistait en un certain nombre de redoutes, à trente verges en avant, séparées l'une de l'autre d'environ un quart de mille, et protégées par une ceinture continue de barbelés de six verges de largeur et de trois pieds de hauteur. Elle présentait toutefois une lacune grave: n'étant passable qu'à certains carrefours de routes et de voies ferrées, la ligne du G.Q.G. devait, comme le canal de l'Yser, entraver sérieusement le mouvement avant des réserves. A chaque brigade chargée des tranchées de première ligne fut assigné un secteur de la ligne du G.Q.G., qu'elle devait occuper en cas de repli, et tous les officiers régimentaires furent requis de se familiariser avec la position sans délai[14]. En plus d'être responsable de la défense des postes de la «ligne subsidiaire», la brigade de la gauche divisionnaire fut chargée de la défense de Saint-Julien, point vital couvrant le pont sur lequel la route YpresPoelkappelle traversait la Steenbeek.

Les Canadiens commencèrent immédiatement à transformer la première ligne en une position défensive plus conforme aux normes britanniques. Tout homme disponible des compagnies avancées se mit à reconstruire les épaulements, à approfondir les tranchées existantes, là où c'était possible, à ajouter des lignes transversales et des tranchées de communication, reliant le tout en un ouvrage continu, protégé par une ceinture ininterrompue de barbelés. Pendant que ces travaux étaient en marche, les compagnies de réserve amélioraient les positions de la ligne subsidiaire. On procéda à certaines relèves pendant la première semaine, ainsi qu'à certaines rectifications mineures des lignes de démarcation. Au matin du 22 avril, la 2e brigade canadienne tenait le secteur droit de la division avec le 5e bataillon (adjacent à la 28e division) et le 8e bataillon. La 3e brigade avait son 15e bataillon à droite et son 13e à gauche. Chacune de ces unités avait des détachements, allant de deux pelotons à une compagnie, chargés de défendre des postes sur la crête de Gravenstafel et dans

* Cette position correspondait à la 2e ligne du G.Q.G. dans le secteur de Fleurbaix et ailleurs (voir ci-dessus, p. 55); mais vers le nord, de Fleurbaix à Ypres, il n'y avait pas de 17e ligne du G.Q.G.

les environs. Deux compagnies et demie, prélevées sur des bataillons de la 3e brigade, étaient en garnison à Saint-Julien. La 1re brigade avait été envoyée de Vlamertinge à Proven, au nord-ouest de Poperinge, et placée en réserve de la Deuxième armée, en vue de son emploi, au besoin, dans une opération du 2e corps contre la cote 60, juste au delà de la ligne de démarcation entre les corps d'armée.

La cote 60 (désignée par son altitude en mètres) était un monticule artificiel formé par suite de l'excavation d'un déblai sur la voie ferrée adjacente Ypres-Comines. Sa position sur l'arête de la crête Messines-Passchendaele en faisait le point le plus élevé surplombant le saillant, dont l'accès devait être interdit aux observateurs allemands, si possible. L'assaut du 2e corps fut livré par la 13e brigade de la 5e division dans la soirée du 7 avril, après que cinq mines, contenant au total cinq tonnes d'explosifs, eurent été lancées sur les positions allemandes. L'ennemi riposta vigoureusement par un tir violent d'artillerie et des contre-attaques répétées d'infanterie. Un combat implacable se poursuivit pendant les quatre jours suivants, alors que les bataillons britanniques s'efforçaient de conserver le monticule constamment battu en brèche par l'artillerie. Tôt le 21, la 1re brigade canadienne, commandée par le brig.-gén. M. S. Mercer, retournée à Vlamertinge la veille, fut placée sous les ordres de la 5e division et chargée de se rendre à la cote 60, à une heure d'avis[15]. Le matin du 22, les 2e et 4e bataillons étaient au poste, leur commandant respectif ayant procédé à la reconnaissance de routes conduisant à la zone de combat.

Mais le mouvement vers la cote n'eut pas lieu. Avant la fin de la journée, la 1re brigade était en action beaucoup plus près.

Dispositif et plans allemands

Les Allemands tenaient le périmètre opposé aux six divisions alliées établies dans le saillant avec sept divisions et deux brigades indépendantes, toutes groupées en quatre corps d'armée relevant de la Quatrième armée du duc d'Albrecht [de Würtemberg]. A côté du canal Ypres-Comines, les 30e et 39e divisions du 15e corps faisaient face aux 5e et 27e divisions britanniques. Vers le nord, se trouvait le 27e corps de réserve, ses 54e et 53e divisions de réserve faisant face à la 28e division, et la 38e brigade Landwehr sur le flanc droit du corps d'armée faisant face à la 2e brigade canadienne. Puis venait le 26e corps de réserve, dont la 2e brigade de réserve Ersatz, sous le commandement de la 51e division de réserve, faisait face à la 3e brigade canadienne, alors que la 101e brigade de réserve de la 51e division de réserve et la 52e division de réserve faisaient face respectivement à la 45e division algérienne et à la droite de la 87e division territoriale française. La 51e division de réserve avait en réserve sa 102e brigade de réserve et la 37e brigade Landwehr était en réserve de corps d'armée. L'épaulement nord-ouest du saillant, face à la frontière franco-belge, était tenu par le 23e corps de réserve avec les 46e et 45e divisions de réserve, celles-ci en face de l'Yser. Sur le reste du front de la

Quatrième armée s'étendaient le 22e corps de réserve, le long du canal de l'Yser, et la division de fusiliers marins, sur la côte belge. En réserve d'armée, se trouvaient la division de cavalerie de la Garde, la 43e division de réserve (du 22e corps de réserve) et la 4e division Ersatz[16].

Depuis les batailles d'Ypres de 1914, l'existence du saillant tenu par les Alliés n'avait cessé de poser un défi à la Quatrième armée. Mais on ne pouvait envisager aucune opération d'envergure pour l'éliminer car, à la fin de mars, le G.Q.G. allemand en était venu à la décision de rester sur la défensive dans l'Ouest afin de déployer un effort résolu dans l'Est «en vue d'annihiler pour toujours la puissance offensive des Russes[17]». A la mi-avril, les armées austro-allemandes se concentraient en vue de la grande offensive en Galicie, qui devait les faire progresser de 250 milles vers l'est à l'hiver. Afin de détourner l'attention de ces mouvements de troupes, on donnait instructions aux forces allemandes sur le front Ouest d'engager des opérations actives «doublées d'attaques, dans la mesure où le permettaient les effectifs modestes qui y restaient[18]». Une entreprise de ce genre, qui ne comportait le gain d'aucun objectif majeur, se prêtait particulièrement à l'essai de nouvelles techniques ou de nouvelles armes. «Les batailles d'Ypres qui commencèrent le 22 avril, lit-on dans les *Reichsarchiv,* furent une initiative allemande destinée uniquement à faire l'essai à fond, au front, de cette nouvelle arme qu'était le gaz[19].»

Par suite de l'avènement de la guerre de tranchées, les moyens classiques d'attaque s'étaient révélés en grande partie inefficaces. Le général von Falkenhayn raconte que l'adoption par les Allemands de la guerre chimique (en contravention des dispositions des Conventions de La Haye de 1899 et de 1906*) tenait à leur besoin de trouver une arme capable de préparer «l'assaut des positions aménagées avec toutes les méthodes modernes de l'art des fortifications»[22]. Au début de 1915, on mit à l'essai contre les Russes un obus de 15 cm. contenant une charge de gaz. Ce projectile se révéla sans succès à cause du grand froid et du nombre insuffisant d'armes requises pour obtenir l'effet massif nécessaire.

On décida alors d'utiliser du gaz au chlore, sous forme de nuage poussé vers l'ennemi au moyen d'un vent approprié. Ce gaz, qu'on pouvait se procurer à bas prix, la fameuse industrie allemande de la teinture l'utilisait, pouvait se transporter aisément dans des cylindres déjà fabriqués à des fins industrielles. L'Allemagne produisait 37 tonnes de chlore par jour (l'équivalent d'environ cinq jours de production allait être utilisé le 22 avril) tandis que la Grande-Bretagne n'en fabriquait qu'une quantité négligeable. Gaz lourd, le chlore n'était pas facile à dissiper et collait au sol à mesure que le nuage progressait. S'attaquant aux poumons,

* Cherchant à justifier cette infraction aux règles de la guerre, le ministère de la Guerre et le haut commandement allemands accusaient, en 1917, l'armée française d'avoir utilisé une grenade à fusil remplie d'acide bromique et une grenade à main remplie d'acétate de bromure éthylique, liquide lacrymogène[20]. L'histoire officielle allemande qualifie l'utilisation par les Français d'obus et de grenades à main toxiques, à compter de la fin de février 1915, «de première contravention à l'accord international en matière de guerre des gaz>>[21]. Ces accusations ne furent pas prouvées. Il convient de signaler que les accords de La Haye interdisaient l'utilisation de tels projectiles seulement lorsque leur *unique* objet était de répandre des gaz asphyxiants.

l'effet en était immédiat, tuant ou mettant hors de combat quiconque y était exposé. Comme il ne laissait à peu près pas de résidu, les assaillants pouvaient facilement avancer derrière le nuage nettement visible[23].

A la fin de janvier, 6,000 cylindres de gaz au chlore se trouvaient à la disposition de la Quatrième armée, le haut commandement ayant ordonné au duc d'Albrecht d'utiliser la nouvelle arme contre le saillant d'Ypres. Au début, une partie du secteur du 15e corps opposé à la face sud-est du saillant fut choisie pour cette tentative et, à la mi-février, des compagnies de pionniers nouvellement organisées avaient fini d'enfouir les cylindres dans le sol. Mais le choix des emplacements n'est guère à l'honneur des météorologistes allemands car, bien qu'au 10 mars la ligne des cylindres eût été prolongée de manière à couvrir tout le front du 15e corps d'armée, pas une seule fois le vent ne souffla du sud ou du sud-est. Le 25, le commandant de l'armée ordonnait que les cylindres non encore installés fussent transportés au flanc nord du saillant, dans le secteur tenu par le 26e corps de réserve et la 46e division de réserve. Au 11 avril, une ligne de 5,730 cylindres s'étendait à partir de 1,200 verges à l'ouest de Poelkappelle jusqu'à immédiatement à l'est de Steenstraat. Pendant dix jours, il n'y eut aucun vent favorable en provenance de la bonne direction, et le retard constant de l'attaque n'était guère de nature à accroître l'enthousiasme des troupes à l'égard du nouveau moyen d'attaque. «Presque dans toute l'armée, note l'histoire officielle allemande, autant les chefs que les troupes considéraient avec méfiance ce moyen offensif non encore éprouvé, s'ils n'étaient pas portés à s'y opposer tout à fait[24]». Von Falkenhayn poussait à l'exécution *de* l'attaque le plus tôt possible, vu qu'il projetait de faire passer au front de l'Est le 15e corps et le 26e corps de réserve (ainsi que la 4e division Ersatz, en réserve d'armée[25]. Le 21 avril, on estimait les conditions suffisamment favorables pour ordonner la mise en marche de l'entreprise à 5h.45 le lendemain matin. Mais l'aube du 22 se leva claire et calme, de sorte qu'à 5h.30 l'attaque était reportée au soir.

Les Alliés n'avaient pas été sans être avertis que les Allemands se proposaient d'utiliser des gaz. Le «Sommaire d'informations du 5e corps d'armée, en date du 15 avril, distribué par l'entremise des divisions jusqu'au niveau des bataillons, rendait compte de l'interrogatoire d'un déserteur de la 51e division de réserve qui s'était constitué prisonnier de la 11e division française avant que, celle-ci fût relevée par les Canadiens. Le prisonnier* révéla l'attaque projetée et donna des détails sur les préparatifs effectués en vue de lâcher des gaz asphyxiants par des tuyaux assujettis à des cylindres profondément enfouis dans les tranchées allemandes avancées[27]. D'autre part, un agent de l'armée belge rapportait que l'attaque se déclencherait dans la région d'Ypres, au cours de la nuit du 15 au 16 avril. Ces révélations corroboraient des rapports antérieurs sur les préparatifs

* La publication du nom du déserteur dans un article publié après la guerre par l'ancien commandant de la 11' division française provoqua une enquête en Allemagne, qui aboutit, en 1932, à une sentence de dix ans d'emprisonnement, plus la perte des droits civils, prononcée par la cour suprême du Reich[26].

allemands au sud-est du saillant, émanant de prisonniers du 15e corps. et dont il était fait mention dans le *Bulletin* de la Dixième armée française, en date du 30 mars. Le 16 avril, un bulletin d'information de l'armée belge publiait le rapport d'un agent sur une commande urgente des Allemands, en vue de la fabrication à Gand de 20,000 protecteurs buccaux destinés à «protéger les hommes contre les effets des gaz asphyxiants». Le rapport signalait expressément que l'attaque aux gaz se déclencherait sur le front du 26e corps de réserve, où elle s'est effectivement déclenchée[28].

On semble avoir. prêté peu d'attention à ces divers rapports. On ne semblait pas croire que le haut commandement allemand allât sanctionner l'utilisation de gaz, ou encore que si des gaz étaient effectivement utilisés ils pussent se révéler efficaces sur plus d'une zone très limitée. Le commandant de la 11e division déclara par la suite que lorsqu'il ordonna l'adoption de mesures spéciales destinées à faire face à une attaque aux gaz, le Q.G. français lui fit savoir que «toute cette affaire de gaz n'avait pas lieu d'être prise au sérieux»[29]. On ne se souciait guère de ces avertissements dans la division canadienne (bien que l'artillerie eût reçu l'ordre de fouiller le front allemand et de surveiller les explosions) peut-être parce que des instructions émanant de la Deuxieme armée, publiées le 15 avril, invitaient à se montrer réticent à l'égard de toutes questions portant la mention «secret» ou «confidentiel», et aussi parce que la nuit du 15 au 16 avril (alors que la 2e brigade d'infanterie canadienne était déjà en ligne) se déroula sans attaque allemande. Au 22 avril, comme nous l'avons déjà noté, le combat à la cote 60 était sur le point d'entraîner la participation des forces canadiennes. L'attention fut en outre détournée de la scène du combat imminent par le bombardement d'Ypres. Dans l'après-midi du 20, un obusier de 42 cm. avait commencé à tirer des obus de 2,000 livres sur la ville, avec des résultats dévastateurs.

Von Falkenhayn avait souligné auprès de la Quatrième armée qu'il importait davantage de déclencher l'attaque aux gaz à une date rapprochée que d'obtenir une pénétration profonde. Il refusa au duc d'Albrecht la division supplémentaire que celui-ci voulait tenir prête pour exploiter tout succès possible, non seulement parce qu'il n'en avait aucune à disposer (notamment avec la perspective que l'attaque fût maintes fois remise à plus tard à cause du temps) mais parce qu'il nourrissait des doutes sur l'efficacité des gaz. En conséquence, l'opération fut conçue en vue d'un objectif limité, c'est-à-dire la crête de Pilckem. Sur le front du 26e corps de réserve, la 51e division de réserve s'emparerait de Langemarck et la 52e, de Pilekem. Sur la droite allemande, la 45e division de réserve (du 23e corps de réserve) devait s'emparer de Steenstraat, pendant que la 46e division de réserve s'assurerait de la ligne du canal de l'Yser, avec têtes de pont à Het Sas et à Boesinge. La Quatrième armée estimait que, ces objectifs atteints, les Alliés seraient forcés d'abandonner le saillant d'Ypres. Au nombre des objectifs subséquents, on mentionnait la prise du canal de l'Yser au sud d'Ypres, y compris cette ville[30].

La bataille de la crête de Gravenstafel— La première attaque aux gaz, 22 avril

La matinée et le début de l'après-midi du jeudi 22 avril, alors que le soleil brillait d'un vif éclat, n'apportent aucun changement au service quotidien des troupes de la 1re division canadienne. Les 2e et 3e brigades sont en ligne et, à Viamertinge, la 1re brigade, prête. participer à toute action possible contre la cote 60, continue de recevoir l'instruction. Peu avant 3h. du soir, on informe la 3e brigade qu'elle peut aller chercher cent harmonicas au Q.G. divisionnaire[31]. Le saillant a été soumis à un bombardement assez violent depuis le 19, le tir allemand étant surtout dirigé contre les routes et les ponts au nord et à l'est d'Ypres. Il se produit une accalmie dans l'après-midi mais, peu après quatre heures, le front français au nord du saillant est soumis à un violent bombardement, qui se déplace graduellement vers le secteur canadien. A cinq heures, les Allemands ouvrent les valves des cylindres* de gaz pendant six à huit minutes, lâchant ainsi plus de cent soixante tonnes de chlore dans le sens d'un léger vent, du nord-est[32].

Le premier avertissement vient aux Canadiens du son du tir des armes portatives et la décharge rapide des 75 français en provenance du flanc nord. Presque en même temps, la 3e brigade signale «un nuage de vapeur verte de plusieurs centaines de verges de long» entre les tranchées françaises et la ligne de front ennemie[33]. Le chlore file vers le sud à une vitesse de cinq ou six milles à l'heure, produisant une concentration initiale d'environ un demi-mille de profondeur. Il enveloppe de son étreinte mortelle les Tirailleurs et l'infanterie africaine légère qui tiennent le secteur de Langemarck, ainsi que les Territoriaux de la 87e division, à l'ouest. A moitié suffoqués, le visage ruisselant de larmes, le nez et la gorge en feu, le moral brisé par cette terreur inattendue, plusieurs abandonnent leur poste et s'enfuient, laissant derrière eux un grand nombre de morts.

Le secteur canadien avait échappé à la concentration de gaz et, à tous les échelons de commandement, on prit des mesures pour parer à la situation grave qui menaçait le flanc Nord. Le général Alderson et son commandant de l'Artillerie royale se trouvaient au carrefour, à mille verges au nord-est de SaintJulien, quand l'attaque commença. Ils se rendirent à pied jusqu'à leurs chevaux à Wieltje, puis s'en revinrent à cheval au Q.G. divisionnaire, au château des Trois-Tours, à l'ouest de Brielen. C'est de là que le premier ordre fut lancé, juste avant six heures. Peu avant 9h.30 du soir, le commandant du Génie rapportait qu'on préparait la démolition des ponts sur le canal34. Entre-temps, dans la ligne de front la compagnie de gauche du 13e bataillon chargeait deux pelotons d'occuper le fossé de la route de Poelkappelle, pour appuyer un petit détachement de Tirailleurs qui, de leur tranchée initiale, échangeaient des coups de feu avec les Allemands qui occupaient une haie parallèle. A quelque 600 verges vers Ypres, couvrant le ponceau qui enjambait la Lekkerboterbeek, deux autres pelotons du

* Des 5,730 cylindres utilisés (voir p. 66) 1,600 contenaient 41.5 kilogrammes de gaz et 4,130, de moindre volume, 20 kg. Le poids total dans les cylindres était de 149,000 kg.

13e bataillon défendaient le fossé, avec l'aide de fusiliers algériens qui s'étaient repliés devant les gaz. Le commandant du bataillon, le lieut.-col. F.O.W. Loomis, qui était également commandant de Saint-Julien, ordonnait à sa petite garnison de prendre des positions de combat, plaçant une compagnie de chaque côté de la route au nord du village, et gardant en réserve les deux autres pelotons qui restaient. Ces dispositions laissaient sans protection un tronçon de plus d'un mille sur la route au nord de Saint-Julien, n'eût été de la présence de la 10e batterie de l'A.C.C. au sud de Keerselaere.

A l'ouest de Saint-Julien s'ouvrait une brèche encore plus grande qui, étant plus près du centre de l'attaque allemande, présentait un plus grave danger. Une batterie britannique de 4.7 dans le Bois des cuisiniers*, à un demi-mille du village, constituait la seule position défendue entre la ligne française antérieure et le Q.G. de la 3e brigade à «Mouse Trap Farm», à mille verges au nord de Wiltje. A six heures, le brig.-gén. Turner ordonnait au 14e bataillon, en réserve à Saint-Jean (dont une compagnie à Saint-Julien) d'occuper une partie de la ligne du G.Q.G., à partir de la route Ypres-Saint-Julien jusqu'au delà de «Mouse Trap Farm». Sur sa gauche, un groupe de 500 zouaves se déployaient en direction sud-ouest jusqu'à «Hampshire Farm» (à environ 600 verges à l'ouest du Q.G. de la brigade), alors qu'à sa droite la 3e compagnie de campagne du Génie couvrait la route WieltjeSaint-Julien. A ce moment-là, la mousqueterie allemande crépitait de la crête de Mauser, qui s'étendait vers l'ouest à partir du Bois des cuisiniers. Ce n'est qu'à 8 heures du soir que Turner reçut un message tardif lui apprenant qu'il allait recevoir son quatrième bataillon de la réserve divisionnaire, soit le 16e qui, dans l'entre-temps, avait défendu la berge occidentale du canal de l'Yser. On laissa des éléments des 1re et 2e compagnies de campagne du Génie pour protéger les ponts vulnérables sur le canal. Le brig.-gén. Currie n'attendit pas de recevoir un message analogue mettant à sa disposition le 10e bataillon en réserve. Il en prit aussitôt le commandement pour le faire avancer peu après six heures[35].

Les lignes téléphoniques ayant été rompues par l'artillerie ennemie, les renseignements, souvent inexacts, parvenaient lentement au Q.G. de brigade et de division. Une série de messages, livrés de main à main du Q.G. de la 3e brigade entre 6h.45 et 7h.10 du soir, signalaient erronément que la gauche de la première ligne canadienne avait été «forcée de se replier sur Saint-Julien», puis «forcée de se replier sur la ligne du G.Q.G.». La 1re division canadienne relaya aussitôt ce faux renseignement au 5e corps d'armée et ordonna à la 2e brigade «de tenir bon et de veiller à sa gauche[36]». Currie, dont le Q.G. se trouvait à «Pond Farm», au sud-est de Saint-Julien, ordonnait aussitôt au commandant du 10e bataillon de se présenter chez le commandant de la 3e brigade. Afin d'assurer la protection de son propre secteur, il concentrait tout le 7e bataillon autour de la localité «C», sur la crête de Gravenstafel.

Des rapports sur l'attaque allemande commençaient à arriver au Q.G. de la

* Cette expression qui se traduit en anglais par .Kitchener's Wood. n'a pas pour origine le nom de lord Kitchener. Les Français, qui avaient occupé ce secteur avant les Canadiens, avaient constaté que ce bois était une bonne cachette pour les cuisiniers régimentaires.

Deuxième armée à Hazelbrouck, à 6h.45 du soir; pendant les deux heures qui suivirent se précisa le tableau inquiétant qu'offraient les deux divisions françaises, ayant été expulsées de leurs première et deuxième lignes de défense, sans compter la perte de tous leurs canons, ainsi que l'absence presque totale d'éléments constitués de troupes françaises restant à l'est du canal de l'Yser. Il s'ensuivait qu'à l'exception des dispositions hâtives prises au sein des ressources de la 1re division canadienne, le flanc gauche de la Deuxième armée présentait une brèche de 8,000 verges. Si une attaque allemande réussissait à franchir cette brèche, non seulement Ypres s'en serait trouvée menacée, mais les trois divisions qui tenaient encore le saillant auraient été prises à revers.

L'une des premières mesures que prit le général Smith-Dorrien pour établir une nouvelle ligne fut de mettre à contribution la 1re brigade d'infanterie canadienne, en réserve d'armée à Vlamertinge. Ce qui permit au 5e corps, à 8h.15 du soir, de placer les 2e et 3e bataillons sous le commandement du général Alderson; ils furent aussitôt envoyés de l'avant, sous les ordres de la 3e brigade, devant ainsi franchir 3,000 verges de front découvert escortés de la cavalerie divisionnaire[37]. En même temps, le général Plumer mit à la disposition d'Alderson le 2e East York, qui était en réserve de la 28e division, à un mille au nord-ouest d'Ypres. C'était le premier des trente-trois bataillons qui furent soumis au commandement du général Alderson pendant la bataille.

D'autres réserves des 27e et 28e divisions étaient déjà en mouvement. La 27e division avait fait avancer le 4e bataillon de la brigade de fusiliers dans la région de Saint-Jean. Plus tôt, deux bataillons de la 28e division—le 2e Buffs (East Kent Regiment) et le 3e bataillon Middlesex Regiment—étaient partis de Saint-Jean pour se rendre à la crête au nord du village, où ils se déployèrent vers l'ouest jusqu'au canal de l'Yser. Devant eux, seul un poste de mitrailleuses français protégeait la brèche de 3,000 verges entre «Hampshire Farm» et le canal.

Heureusement, toutefois, la progression de la droite et du centre allemands s'était arrêtée. Sauf sur le flanc du canal, les deux corps d'armée ennemis avaient rapidement atteint leurs objectifs initiaux. Pour une raison obscure, certains cylindres de gaz à l'extrémité ouest de la ligne n'avaient pas été déchargés, de sorte que Steenstraat put tenir contre la 45e division de réserve jusque tard dans la soirée. La 46e division de réserve traversa le canal au nord de Het-Sas, mais une énergique résistance française empêcha l'aile gauche de la division d'atteindre la berge orientale. La pénétration la plus rapide et la plus profonde fut effectuée par le 26e corps de réserve, dont la 52e division de réserve atteignit son objectif initial, c'est-à-dire la crête de Pilckem, à 5h.40 de l'après-midi. Vers l'est, la 51e division de réserve fut temporairement tenue en échec à Langemarck, long village aux maisons éparses, où la garnison avait échappé complètement aux effets du nuage gazeux. A six heures, cependant, les ruines du village étaient aux mains des Allemands et la division reçut l'ordre de traverser la Steenbeek et, si possible, de s'emparer de Saint-Julien. Avant la tombée de la nuit, les troupes avancées avaient franchi la ligne de démarcation franco-britannique et envahi le Bois des cuisiniers, capturant les quatre canons britanniques qui s'y trouvaient.

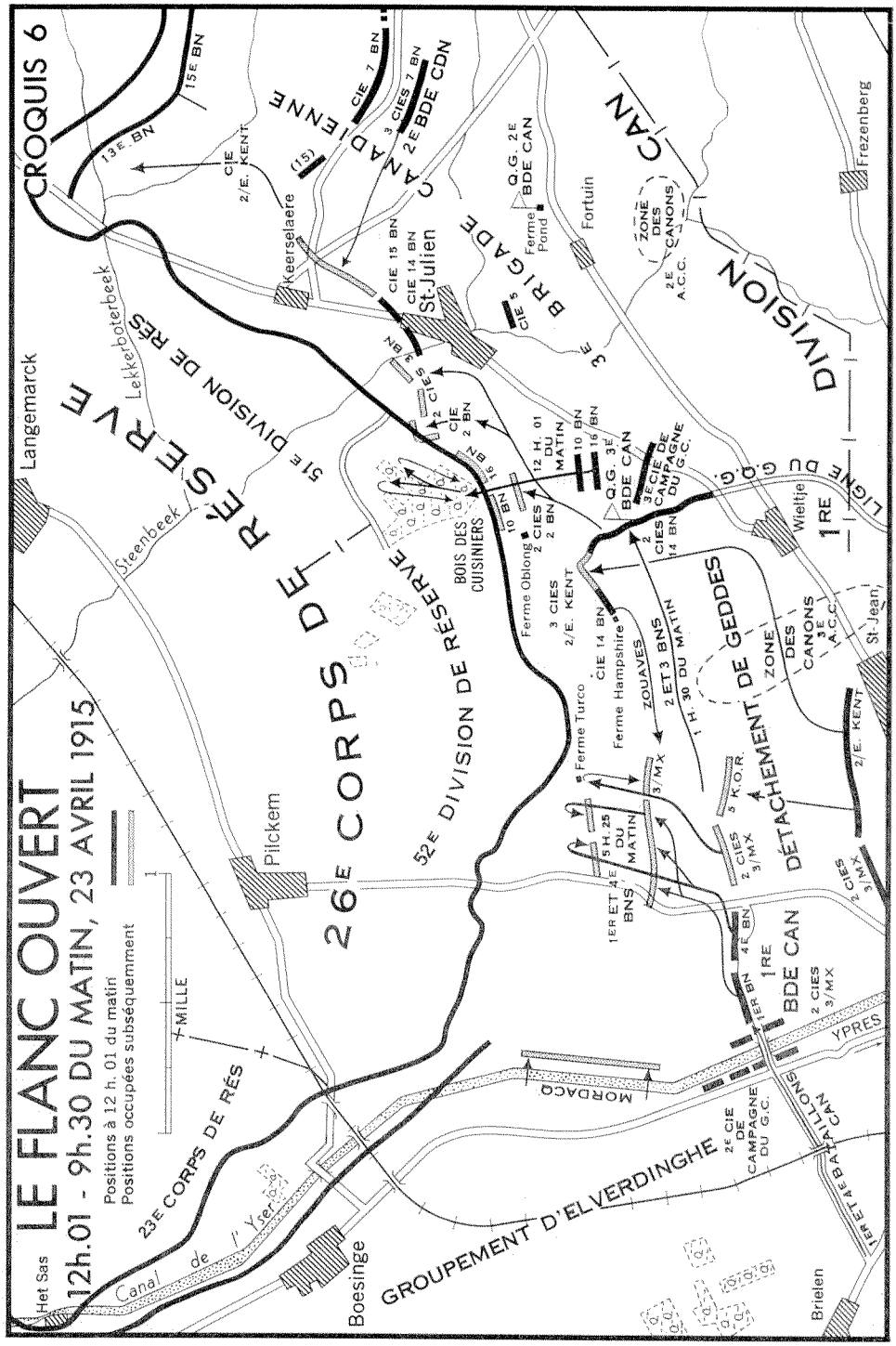
Des unités de la 52e division de réserve, entre-temps, avaient occupé la crête de Mauser et approchaient de la berge orientale du canal surplombant le pont ferroviaire de Boesinge. L'infanterie reçut l'ordre de se retrancher sur ses positions et la 37e brigade Landwehr fut tirée de la réserve pour former une ligne de soutien le long de la crête de Pilckem[38].

Relatant les difficultés auxquelles fit face la 51e division de réserve à Langemarck et à l'est, l'histoire officielle allemande s'en prend au fait que le gaz «n'avait pas exercé un effet décisif, ou que les troupes ne l'avaient pas suivi immédiatement, et c'est ainsi que l'extrême aile droite des Français et des Canadiens qui leur était adjacente à l'est purent offrir une résistance opiniâtre»[39]. Les deux pelotons isolés de la 3e compagnie du 13e bataillon à la traversée de la Lekkerboterbeek combattirent en subissant des pertes croissantes jusqu'à ce qu'ils fussent submergés par des forces plus nombreuses. Vers le nord, à la gauche de la première ligne canadienne, le détachement algérien fut forcé de se replier sur la route de Poelkappelle, où le détachement du 13e bataillon, renforcé de deux autres pelotons prélevés sur d'autres compagnies, opposa une vigoureuse résistance à la violente mousqueterie des assaillants. Au sud de Keerselaere, les canons de la 10e batterie de campagne, en action depuis le début de la soirée, enrayèrent la marche d'un détachement ennemi sur Saint-Julien. Pour couvrir la batterie dans sa position vulnérable, à moins de 500 verges de l'ennemi, le commandant de la garnison de Saint-Julien envoya de l'avant un détachement de 60 fantassins prélevés sur les 14e et 15e bataillons, ainsi qu'un détachement de mitrailleurs du 13e bataillon.

Cette manoeuvre, qui contribua à la sécurité du repli des canons de la 10e batterie, dut une grande part de son succès à l'habileté et à l'audace du caporal suppléant Frederick Fisher, qui parvint à avancer à la pointe de sa mitrailleuse Colt sous un tir violent et à s'en servir efficacement contre les Allemands. Fisher, qui se vit décerner la Croix de Victoria, fut tué le lendemain[40].

Les contre-attaques des 22 et 23 avril

Vers 8 heures du soir, le 22, un officier de liaison français demandait au général Alderson la collaboration des Canadiens à une contre-attaque que la 45° division se préparait à lancer en direction de Pilckem. Le général ordonna promptement à la 3e brigade de contre-attaquer avec deux bataillons en direction du Bois des cuisiniers. Cette contre-attaque fut déclenchée vers minuit, à partir d'une zone de rassemblement à l'est de «Mouse Trap Farm», par le 10e bataillon de la 2e brigade et par le 16e qui, prélevé sur la réserve divisionnaire, atteignit le Q.G. du brig.-gén. Turner un peu avant dix heures. Les deux bataillons, le 10e en tête, avancèrent en «colonne de demi-bataillon», soit six vagues d'hommes marchant épaule contre épaule sur un front de deux compagnies, les rangs du bataillon de tête espacés de 30 pas, ceux de l'arrière de 20. Cent bombardiers des 2e et 3e brigades d'infanterie appuyaient l'attaque. Le soutien d'artillerie était assuré par une batterie britannique et par les 9e et 12e batteries de la 3e


LE FLANC OUVERT
12h.01 - 9h.30 DU MATIN, 23 AVRIL 1915
Positions à 12 h. 01 du matin
Positions occupées subséquemment
MILLE
CROQUIS 6
26E CORPS DE RÉSERVE
51E DIVISION DE RÉS
52E DIVISION DE RÉSERVE
23E CORPS DE RÉS
GROUPEMENT D'ELVERDINGHE
DÉTACHEMENT DE GEDDES
3E BRIGADE CANADIENNE
1RE DIVISION CAN
1RE BDE CAN
2E BDE CDN
BOIS DES CUISINIERS
ZONE DES CANONS
ZONE DES CANONS 3E A.C.C.
2E A.C.C.
LIGNE DU G.Q.G.
Langemarck
Pilckem
Boesinge
Brielen
Wieltje
St-Jean
Frezenberg
Fortuin
Keerselaere
St-Julien
Ferme Pond
Ferme Oblong
Ferme Hampshire
Ferme Turco
Canal de l'Yser
Lekkerboterbeek
Steenbeek
MORDACQ
YPRES
ZOUAVES
Q.G. 2E BDE CAN
Q.G. 3E BDE CAN
3E CIE DE CAMPAGNE DU G.C.
2E CIE DE CAMPAGNE DU G.C.
1ER ET 4E BATAILLONS CAN
1ER ET 4E BNS
2 ET 3 BNS
1 H. 30 DU MATIN
5 H. 25 DU MATIN
12 H. 01 DU MATIN
13E BN
15E BN
16E BN
10 BN
CIE 7 BN
3 CIES 7 BN
CIE 15 BN
CIE 14 BN
CIE 5
2 CIES 3 BN
2 CIES 2 BN
3 CIES 2/E. KENT
CIE 14 BN
2 CIES 14 BN
2/E. KENT
5 K.O.R.
2 CIES 3/MX
4E BN
1ER BN
(15)

brigade de l'A.C.C., faisant feu sur la zone nord du bois et au delà. La tâche prescrite consistait à «nettoyer le bois C.10.d.' mais, outre cette directive, les dispositions hâtives n'avaient fixé aucun objectif ni prévu aucun plan de consolidation[41].

La lune éclairait suffisamment pour découper la forme obscure du Bois des cuisiniers et, avançant vivement, 1,500 fantassins, en rangs serrés, franchirent la moitié des mille verges les séparant de leur objectif avant que l'alerte fût donnée. Puis, un tir violent de mitrailleuses et de fusils se mit à crépiter de la tranchée que les Allemands tenaient au sud du bois, et nombre de Canadiens tombèrent. La dernière étendue de terrain fut franchie au pas de course et, s'emparant rapidement de la tranchée à la pointe de leurs baïonnettes et de leurs crosses de fusil, les deux bataillons poursuivirent leur chemin. A 2h.45 du matin, la 3e brigade signalait à la 11e division que le bois avait été conquis et qu'elle avait repris les quatre canons britanniques capturés par l'ennemi. Mais le succès fut de courte durée. Pendant leur avance, dans l'obscurité, à travers un terrain inconnu, compagnies et pelotons avaient perdu leur cohésion, nombre d'officiers ayant été mis hors de combat, et l'absence de tout plan préconçu rendait la consolidation difficile. L'attaque française, qu'on attendait sur la gauche, n'avait pas eu lieu. Le tir de mousqueterie en provenance de ce flanc révélait que les Allemands tenaient toujours le coin nord-ouest du bois. D'autres étaient solidement retranchés derrière leurs mitrailleuses à l'extrémité sud-ouest. D'autres effectifs considérables tenaient le flanc opposé, à l'est du Bois des cuisiniers. Dans les circonstances, on décida de se replier sur la tranchée primitivement tenue par l'ennemi au sud du bois. Comme les équipes chargées de ramener les canons britanniques n'étaient pas arrivées, ceux-ci furent abandonnés après qu'on eut détruit les obus. Le repli était accompli à quatre heures, alors que moins de 500 survivants des 10e et 16e bataillons, ayant franchi le parapet, commençaient à se retrancher sur une ligne de 750 verges[42].

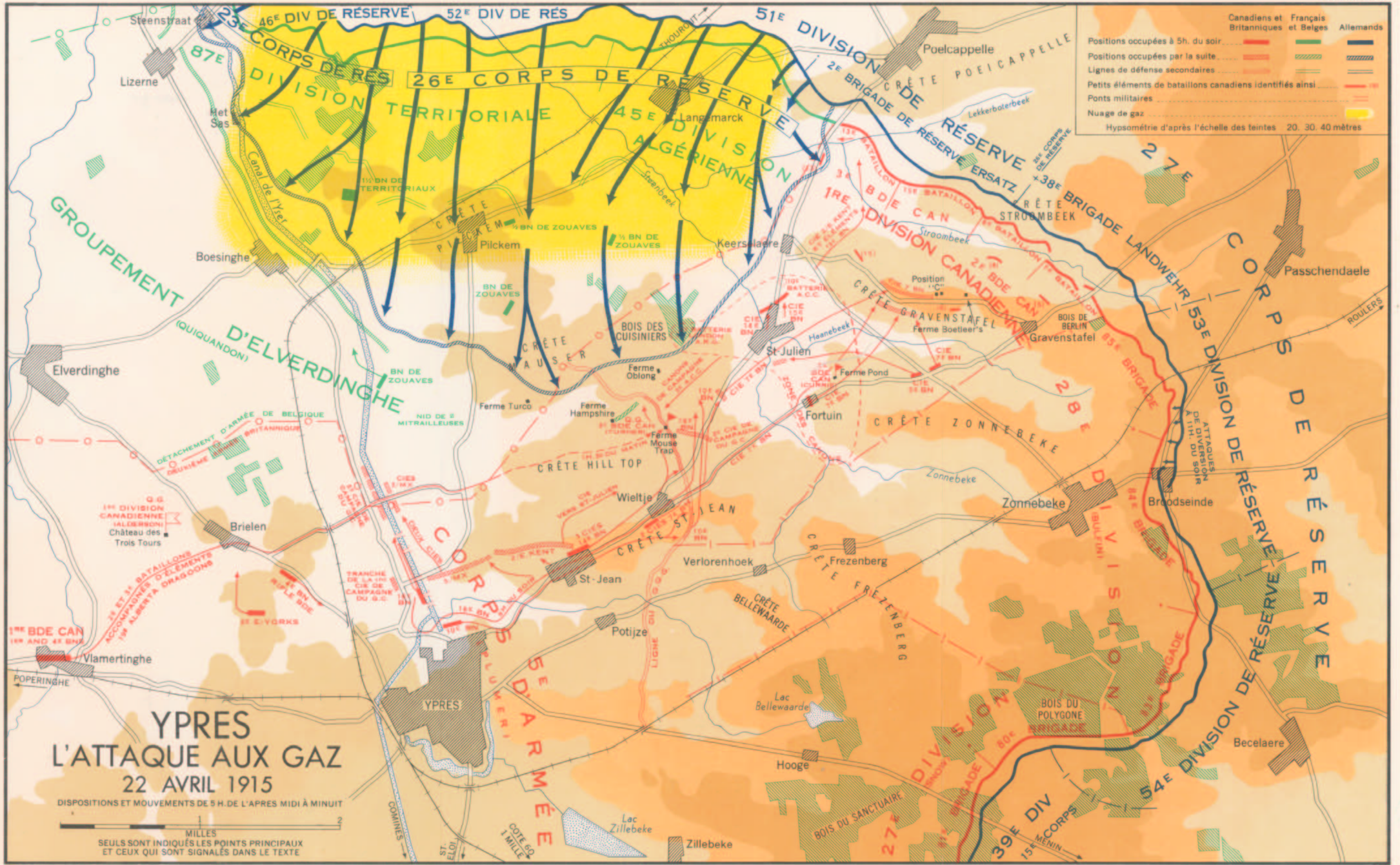
Pendant l'assaut contre le Bois des cuisiniers, les 2e et 3e bataillons avaient fait rapport au brig.-gén. Turner. Ordonnant au 3e bataillon d'occuper une position faisant face au nord, derrière la ligne du G.Q.G., Turner envoya le 2e bataillon à l'appui de la contre-attaque. Une compagnie attaqua sans succès l'emplacement fortifié des Allemands au sud-ouest du bois; une deuxième occupa «Oblong Farm» à la gauche du 10e bataillon; alors qu'une troisième se retranchait sur le flanc droit du 16e bataillon. Pour combler la brèche de 500 verges à l'ouest de Saint-Julien, Turner fit alors avancer deux compagnies du 3e bataillon. Entre-temps, au nord-est du village, en réponse à l'appel urgent de la 3e brigade, le brig.-gén. Currie, peu après 2 heures du matin, avait ordonné au 7e bataillon (moins une compagnie) de se retirer vers l'ouest, à partir de la localité «C», afin de prolonger le flanc droit de la garnison de Saint-Julien jusqu'à l'extrémité de la crête de Gravenstafel. Ainsi, à 5h.30 du matin, le 23, une ligne continue, quoique ténue, avait été établie en direction sud-ouest à partir du carrefour à l'est de Keerselaere jusqu'à «Oblong Farm». Mais, de Keerselaere

vers le nord jusqu'à la première ligne primitive, le flanc allié présentait encore, une brèche de près d'un mille. Au cours de sa défense opiniâtre du nouveau sommet du saillant, le 13e bataillon avait accueilli un renfort opportun lorsque lui arrivaient, peu avant l'aube, ses deux pelotons de la garnison de Saint-Julien, ainsi qu'une compagnie du 2e Buffs que son commandant de bataillon, le colonel A. D. Geddes, avait mise à la disposition du lieut.-col. Loomis.

La seconde contre-attaque de la nuit fut rapidement improvisée; elle devait être déclenchée par les faibles effectifs disponibles et, comme nombre de plans impromptus, elle se ressentit d'une conception hâtive et d'une coordination fautive. Peu après une heure, le commandant du 5e corps d'armée mit à la disposition du général Alderson une brigade mixte de quatre bataillons de la 28e division, sous le commandement du colonel Geddes. Ce groupe d'infanterie, connu sous le nom de «Détachement Geddes», et placé sous le commandement de la division canadienne pendant les cinq jours qui suivirent, reçut l'ordre de colmater la brèche dangereuse entre la gauche de la 3e brigade canadienne et la droite française, «pour repousser tout ennemi qui aurait pu y s'infiltrer»[43]. Il devait être presque 3h. du matin, semble-t-il, quand cet ordre parvint à Geddes qui, faute d'un état-major suffisant, eut peine à l'exécuter. Laissant deux bataillons non engagés dans le combat, il disposa à l'extrémité droite de la brèche son propre bataillon (moins la compagnie envoyée en renfort du 13e bataillon) et, à l'extrémité gauche, deux compagnies du 3e bataillon du Middlesex Régiment (les deux autres compagnies restant pour défendre le pont de Brielen sur le canal de l'Yser).

Entre-temps, par mesure de précaution, les 1er et 4e bataillons de la 1re brigade canadienne reçurent l'ordre de se rendre à l'est du canal. Ils le traversèrent en face de Brielen peu après trois heures et, à 3h.47, Alderson lui ordonnait d'attaquer en direction nord, de concert avec une attaque française dont le déclenchement était prévu pour cinq heures. L'attaque française devait s'effectuer avec deux bataillons de la 45e division, frappant en direction nord-est, à partir du canal de l'Yser, contre Pilckem; les Canadiens devaient attaquer sur le côté est de la route Ypres-Pilckem[44]. C'était la même région qui avait été assignée à Geddes, dont les faibles effectifs se préparaient à avancer sur deux axes fort éloignés. Alors que les Canadiens avaient été prévenus des mouvements qu'il projetait, ce fut une surprise pour Geddes lorsque sa gauche établit inopinément le contact avec le 1 bataillon.

Les deux bataillons s'étaient déployés sur un front de 200 verges, juste en bas de la crête dite «Hill Top». Au lever du jour, on constata que l'ennemi était activement occupé à se retrancher sur la crête de Mauser, à 1,500 verges au nord. Comme aucun indice de l'attaque' française ne se manifestait, le commandant du 4e bataillon, le lieut.-col. A. P. Birchail, dont les quatre compagnies étaient à l'avant, présumant que le mouvement des Français était dissimulé par des haies interposées, donna l'ordre d'avancer à 5h.25. Comme les vagues de tête descendaient dans la vallée peu profonde, elles furent en butte à un violent tir de mousqueterie et de mitrailleuse, bientôt soutenu par l'artillerie



Reproduite par le Service topographique de l'Armée

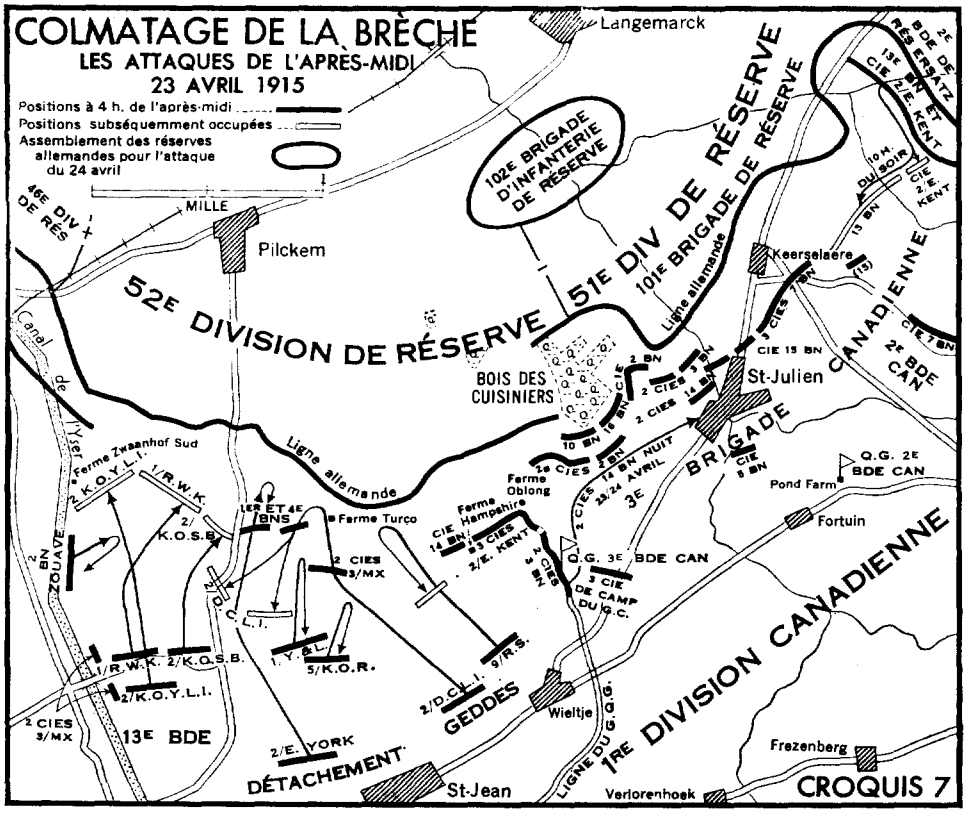
Compilée et dressée par la Section historique de l'É-M.

ennemie. Sur la droite, les deux compagnies du Middlesex progressaient régulièrement et, renforcées d'une compagnie de réserve du 1er bataillon, occupèrent «Turco Farm», à moins de 300 verges des positions allemandes, pour s'y faire déloger de nouveau, cette fois par notre propre artillerie.

Ce fut le point le plus avancé de la progression. Les pertes furent lourdes, car l'artillerie de soutien,-huit pièces à projectiles de 18 livres de la 10e et des 2e et 3e batteries mixtes de campagne, ainsi que huit obusiers de 4.5 de deux batteries britanniques,-ne pouvaient neutraliser le tir ennemi d'un mille de sa tranchée. A côté de la route de Pilckem, les le" et 4e bataillons étaient cloués au fond de la vallée, leur flanc gauche dans un état incertain car, malgré un message rassurant des Français les informant que trois bataillons et demi se trouvaient à l'est du canal et que deux autres s'apprêtaient à le traverser, on n'avait noté aucun indice d'attaque[45]. A 8h.30 du matin, le brig-gén. Mercer ordonnait aux deux bataillons canadiens de se retrancher et l'on demandait au Q.G. de l'attaque française de colmater la brèche sur la gauche de la brigade[46]. Au cours d'une matinée peu confortable, où les Canadiens et le Middlesex furent violemment harassés par des obus à gaz lacrymogène[47], un bataillon de zouaves avança jusqu'à la route de Pilckem, établissant le contact avec la gauche de Mercer peu après midi. Entre-temps, des renforts avaient atteint «Mouse Trap Farm», soit deux bataillons de la 27e division du corps de réserve, déjà démuni, du général Smith-Dorrien, le 2e d'infanterie légère du Duke of Cornwall et le 9e Royal Scots. Il devenait alors évident que la contre-attaque française ne se déclencherait pas avant l'arrivée de nouvelles batteries pour remplacer les canons perdus pendant l'attaque aux gaz. Cette contre-attaque avait déjà été reportée à neuf heures, et un ordre d'opération émis à lh.20 par le général Quiquandon la fixait maintenant pour 3 heures de l'après-midi.

La situation dans le saillant d'Ypres avait fait l'objet d'une étude attentive au G.Q.G., où des rapports de reconnaissances aériennes confirmaient que les Allemands consolidaient rapidement leurs gains. Dans la matinée, sir John French rendit visite au général Foch qui lui assura que des renforts étaient en route et que le territoire perdu par les 45e et 87e divisions serait reconquis. Acceptant de collaborer à toute contre-attaque, sir John se réserva toutefois le droit de retirer ses troupes du saillant menacé si la position française ne se rétablissait pas bientôt[48]. De retour à son Q.G. avancé à Hazebrouk, le commandant en chef ordonna au général Smith-Dorrien d'appuyer l'attaque française, et mit à la disposition de la Deuxième armée l'infanterie de la 50e division, et plus tard tout le corps de cavalerie. Peu après midi, la 1re division de cavalerie atteignait la région d'Ypres, et avec elle la 13e brigade d'infanterie, dont les effectifs étaient fort réduits par suite de l'épreuve qu'elle avait subie à la cote 60 (voir ci-dessus, p. 64).

A 2h.40 de l'après-midi, le commandant d'armée ordonnait au 5e corps de déclencher une attaque générale entre le Bois des cuisiniers et le canal de l'Yser. D'après les instructions détaillées du général Alderson, il fallait que la 13e brigade traverse le pont de Brielen et qu'elle attaque en direction de Pilckem sur un front de deux bataillons, sa droite appuyée sur la route Ypres-Pilckem. L'effort du



côté est devait s'effectuer par les deux bataillons non engagés du Détachement Geddes (le 5e King's Own et le 1er York and Lancaster), de concert avec les deux bataillons de la 27e division[49]. La 13e brigade allait donc attaquer dans une région déjà assignée à la 90e brigade de la division algérienne, à qui le général Quiquandon, ayant par erreur fixé Langemarck comme objectif britannique, avait ordonné d'avancer en direction nord entre Boesinge et la route Ypres-Pilckem[50] La brigade britannique, marchant de Vlamertinge, pivota trop loin au nord et pénétra dans la zone française; la confusion qui en résulta nécessita la remise de l'attaque à 4h.25 de l'après-midi[51]. Chaque bataillon s'ébranla sur un front de 500 verges, progressant en cinq ou six rangées très espacées les unes des autres. Malheureusement, les batteries de soutien britanniques et canadiennes, qui n'avaient pas été prévenues de ce délai, ouvrirent le feu à 2h.45, avertissant ainsi les Allemands, amplement à l'avance, de l'attaque. Quand l'assaut se déclencha effectivement, une pénurie de munitions empêcha un autre bombardement prélimi naire. Ce contretemps, ajouté au manque de préparation en général, à l'absence de toute reconnaissance par les bataillons et à l'incertitude quant à l'endroit précis où se trouvait l'ennemi, vouait l'attaque à l'échec avant même qu'elle commençât. A mesure que les bataillons apparaissaient à la vue des Allemands, ils subissaient un

feu violent en provenance de la crête de Mauser. Il y eut de nombreuses pertes, notamment parmi les officiers, de sorte que très peu de renseignements parvinrent à l'arrière et que la direction du combat s'effondra. Une avance soudaine vers l'est, à partir du canal, par un bataillon de zouaves, coupa le front de la 13e brigade, stoppant temporairement le 1er Royal West Kent et le 2e King's Own Scottish Borderers, les forçant à pivoter vers la droite. Au centre, comme les troupes de tête du Détachement Geddes atteignaient les positions que les ter et 4e bataillons et le 3e Middlesex avaient tenues sous le feu ennemi depuis l'échec de l'attaque de la 1re brigade, déclenchée tôt le matin, les survivants des trois unités se mirent de la partie pour porter l'avance jusqu'à moins de 200 verges des tranchées allemandes. Sur la droite, le 9e Royal Scots se retrancha en deçà de «Hampshire Farm», le Duke of Cornwall's faisant mieux en reprenant «Turco Farm», bien qu'il dût ne la tenir que pour peu de temps[52].

Ce fut l'apogée de la contre-attaque. A la tombée du jour, il fallut procéder au triage des unités et établir une nouvelle ligné à environ 600 verges au sud des tranchées allemandes. Cette ligne assurait une position de défense ininterrompue, à partir des avant-postes de la 3e brigade devant «Moule Trap Farm» jusqu'à «South Zwaanhof Farm» près du canal, où un bataillon de la 13e brigade renforçait la jonction avec le flanc droit français. Sauf l'effort non coordonné des zouaves sur sa droite, la 45e division algérienne avait accompli très peu de chose; et, vers le nord, les tentatives de la 87e division pour reprendre les traversées du canal à Het-Sas, ainsi que celles des renforts du Groupement Nieuport pour reprendre Steenstraat, avaient échoué[53].

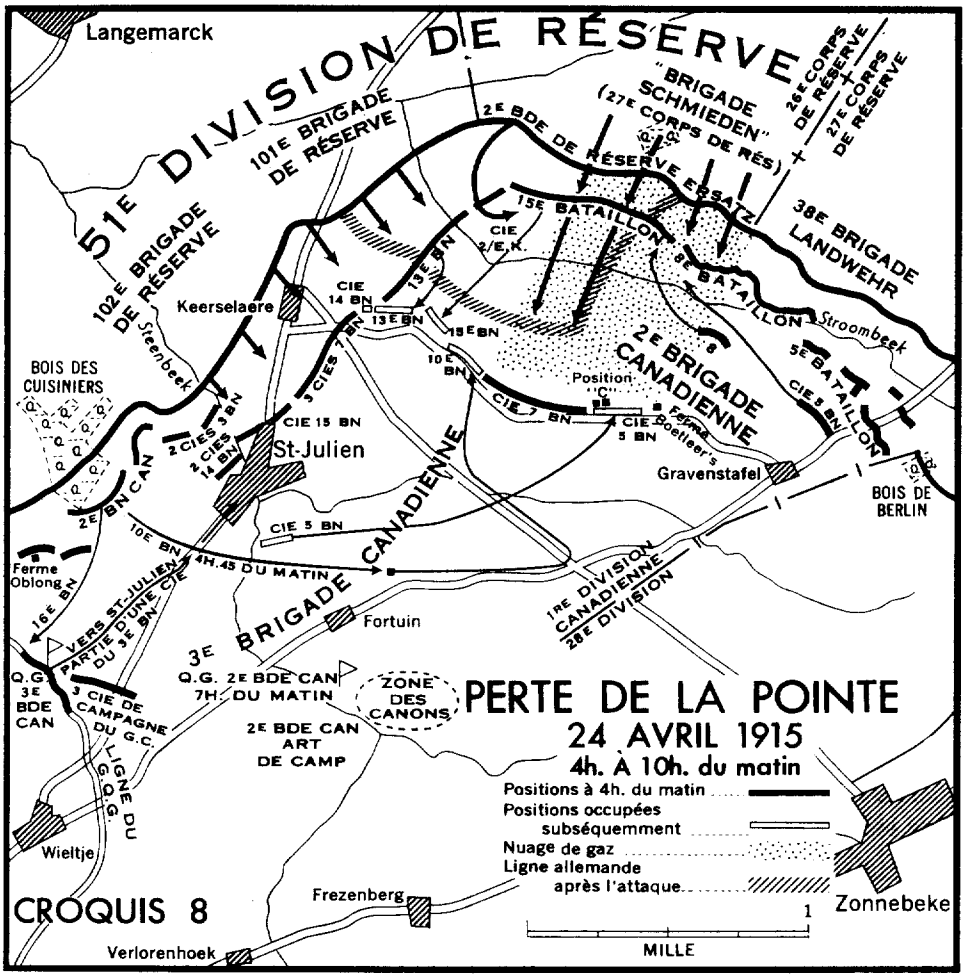
Les pertes avaient été lourdes, atteignant dans chaque bataillon de 200 à 425. Dans ses deux efforts, ce jour-là, le 1er bataillon canadien avait perdu 404 hommes de tous grades; les pertes du 4e bataillon, atteignant 454, comprenaient le commandant, qui fut tué. Pour ce qui est des survivants, on rapporte que certains étaient dans une si grande confusion «qu'à l'aube on les vit en voie de se retrancher, faisant face du mauvais côté»54. Une fois de plus, l'avance de l'ennemi avait été enrayée, et à un prix peut-être justifiable. Car, bien qu'il semble probable qu'une simple avance nocturne eût assuré la possession du même terrain, au prix de peu de pertes, il y a peu de doute que la contre-offensive résolue des Alliés ait forcé les Allemands à modifier leurs plans. Dans le premier élan de succès qui fit suite à l'attaque aux gaz du 22, le commandant de la Quatrième armée allemande avait élargi ses objectifs et ordonné qu'on poussât l'attaque vers l'ouest, au-delà du canal de l'Yser dans la direction de Poperinge, afin d'enfoncer un coin entre les Belges et les Français. Le matin du 23, il ordonnait au 26e corps de réserve de considérer «l'entreprise dirigée contre Poperinge comme la principale opération» et sa propre avance comme secondaire. Mais plus tard dans la journée, quand les contre-attaques alliées eurent stoppé le mouvement avancé du corps d'armée, le haut commandement allemand intervint, disant à la Quatrième armée «qu'il n'était nullement question de considérer Poperinge comme un objectif de l'opération, et qu'il s'agissait strictement de couper le saillant d'Ypres»55. Pour l'instant, grâce à l'héroïsme avec lequel la 13e brigade avait colmaté la

brèche sur le flanc gauche, le général Alderson ne craignait plus une avance allemande le long du canal jusqu'à Ypres. Voici ce qu'il écrivait au commandant de brigade: «Les mots sont impuissants à exprimer ce que les Canadiens doivent à la 13e pour son attaque splendide et pour la façon dont elle a rétabli leur confiance.»

La bataille de Saint-Julien—La seconde attaque aux gaz, le 24 avril

Afin de réaliser l'intention du haut commandement allemand de «couper le saillant d'Ypres», le duc Albrecht ordonna de déclencher une décharge de gaz, tôt le matin du 24 avril, suivie d'une attaque convergente sur la pointe avancée que tenaient les Canadiens. Les formations allemandes en cause constituaient l'aile gauche du corps d'armée et consistaient en la 51e division de réserve, ayant sous son commandement la 2e brigade de réserve Ersazt. Derrière cette brigade, se trouvait la brigade Schmieden, puissante formation improvisée avec des bataillons du 27e corps de réserve, aux fins d'exploiter toute progression à l'aile gauche du 26e corps d'armée. Adjacente à la brigade Ersatz se trouvait la 38e brigade Landwehr, formant l'extrémité de l'aile droite du 27e corps de réserve. L'attaque avait pour but d'écraser les lignes canadiennes, anciennes et nouvelles, de prendre Saint Julien et de frapper au coeur du saillant, aussi loin qu'à la crête de Zonnebeke (à un mille au sud de la crête de Gravenstafel). En même temps, le 23e corps de réserve (qui s'était emparé de Lizerne à lh.30 de la nuit du 24) poursuivrait ses opérations à l'ouest du canal de l'Yser, pivotant vers le sud afin de couper la ligne de retraite à Vlamertinge pendant l'écrasement du saillant. Du côté est du saillant, le 27e corps de réserve se tiendrait prêt à rallier l'avance pendant que le 26e corps d'armée se dirigerait vers le Sud[56].

Sur le front canadien, on se préparait à faire face à l'attaque inévitable. La ligne au nord-est de Saint-Julien avait été raccourcie. Après la tombée de la nuit du 23, le 13e bataillon et la compagnie du 2e Buffs qui, ensemble, avaient tenu la pointe étroite toute la journée, sous un feu continuel de l'avant et de l'arrière, se retirèrent pour se retrancher sur une ligne Sud-Ouest partant de la gauche du 15e bataillon pour se rendre jusqu'aux positions du 7e bataillon à l'est de Keerselaere. Toute la ligne, à partir de la ligne de démarcation entre les Canadiens et la 28e division, près de Gravenstafel, jusqu'au Bois des cuisiniers, se trouvait défendue par l'équivalent de huit bataillons. Ces effectifs devaient être attaqués par l'équivalent d'au moins trois fois leur nombre de bataillons allemands57. Les 5e et 8e bataillons (de la 2e brigade) et le 15e bataillon tenaient le front initial du côté Est du saillant; à partir de la nouvelle pointe jusqu'à SaintJulien, se trouvaient, dans l'ordre suivant: la compagnie «B du 2e Buffs, les 138, 7e et 14e bataillons; à l'ouest de la Steenbeek, les 3e et 2e bataillons étaient retranchés près de la face sud du bois. Les travaux de retranchement se poursuivirent toute la nuit, et les poseurs de lignes téléphoniques s'appliquèrent à réparer et à étendre les communications. On remit à chaque homme des tranchées



du 8e bataillon un respirateur improvisé, c'est-à-dire une bandoulière de coton qu'on devait humecter et attacher sur le nez et la bouche à l'approche d'un nuage gazeux*.

A quatre heures du matin, le 24 avril, les Allemands déclenchèrent un violent bombardement de dix minutes, en même temps qu'une décharge de chlore sur un front de 1,200 verges, face à la jonction des 8e et 15e bataillons. Comme le nuage jaune verdâtre se mettait à flotter au-dessus de la zone neutre, on s'empressa de faire appel à l'appui de l'artillerie qui aida aussitôt le 8e bataillon58. Mais sur la gauche, le 15e bataillon restait sans aide, la 3e brigade d'artillerie de campagne (destinée à appuyer la 3e brigade d'infanterie) ayant dû avouer que ses canons

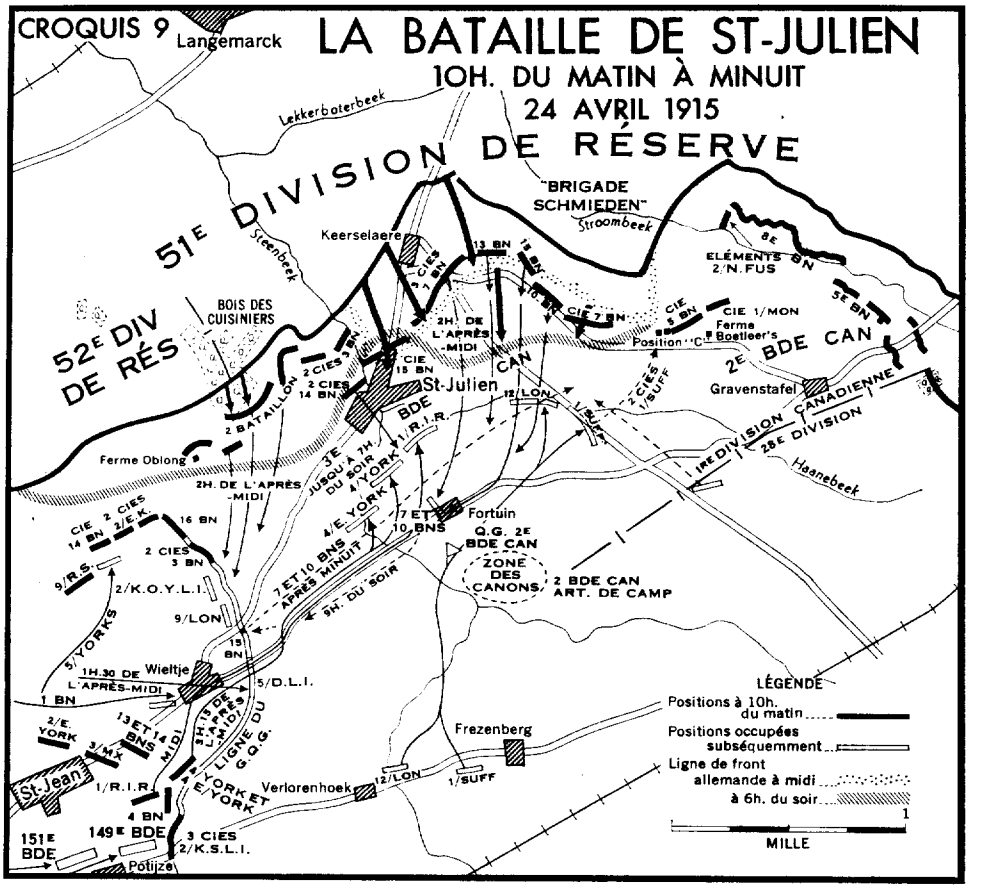
* Les respirateurs fabriqués vinrent plus tard. Un casque de protection contre la fumée—sac mouillé s'ajustant sur la tête—fut adopté en juin. Le petit appareil respiratoire, distribué en août 1916, demeura en usage jusqu'à la fin de la guerre.

avaient été reculés derrière la ligne du G.Q.G. et que, par conséquent, ils étaient hors de portée[59]. Le gaz mortel enveloppa toute la compagnie de droite du 15e bataillon et presque toute celle de gauche du 8e bataillon, ainsi qu'une partie de la compagnie du centre de chaque unité. Les linges mouillés sur la bouche et les narines, non traités chimiquement, n'aidèrent guère à combattre le chlore; aveuglés et la gorge en feu, les hommes s'affaissaient en suffoquant dans la tranchée.

Derrière le nuage gazeux, les fantassins allemands avancent, portant un protecteur buccal. Sur le front du 8e bataillon, ils sont pris à partie, non seulement par le barrage d'obus de l'artillerie de campagne de la brigade, mais par le tir d'enfilade constant de la compagnie de fusiliers de droite, qui a échappé aux gaz. Les hommes des compagnies du centre et de la gauche encore capables de combattre se postent derrière le parapet et font feu sur l'ennemi qui avance vers eux, s'efforçant désespérément, au moyen de leur talon ou d'un manche de bêche, de dégager l'écrou de leur fusil Ross qui s'obstine à bloquer sans arrêt dans le tir rapide (voir ci-dessous, p. 169). Face à cette résistance inattendue, les assaillants s'arrêtent. La ligne de la 2e brigade a tenu. Mais la compagnie de droite du 15e bataillon, frappée directement par le chlore, se trouve non seulement démunie de tout soutien d'artillerie mais de tout feu d'enfilade car, les pelotons qui se trouvent à l'Ouest, en dehors de la zone contaminée par les gaz, ne peuvent voir le front de l'attaque. Les quelques survivants de la compagnie, qui ont échappé au péril mortel des obus et des gaz, se replient sur la Stroombeek, où ils se joignent aux survivants du peloton adjacent de la compagnie du centre. Ayant enfoncé la ligne du 15e bataillon à une profondeur d'environ 700 verges, les Allemands organisent d'autres attaques pour réduire la pointe. A 6h.30 du matin, ils ont submergé les quelques survivants repliés sur la Stroombeek et se trouvent à moins de 300 verges de la localité «C»[60].

L'attaque initiale contre la face nord-ouest de la pointe, qui n'avait été soutenue par aucune décharge efficace de gaz, avait été repoussée par un tir résolu de mousqueterie et de mitrailleuse sur toute l'étendue du front. Puis les canons allemands entrèrent de nouveau en action, aidés par d'excellents postes d'observation établis dans les maisons de Poelkappelle, et, ne provoquant aucune réaction de la part des batteries alliées, balayèrent systématiquement de leur feu toute l'étendue des tranchées au nord-est de Saint-Julien. Les pertes se multiplièrent rapidement dans les débris des tranchées peu profondes. A 8h.30, alors qu'une accalmie dans le bombardement présageait un nouvel assaut allemand, le 13e bataillon, dont la position près de la pointe devenait alors vulnérable, tant en avant qu'en arrière, reçut l'ordre de se replier sur la crête de Gravenstafel. Les trois compagnies de gauche se replièrent en bon ordre; mais, de la compagnie de droite, plus exposée, une douzaine d'hommes seulement atteignirent la crête. La compagnie du Buffs, à l'extrémité de la pointe, coupée de toute voie de retraite et n'ayant reçu aucun ordre écrit de se replier, poursuivit le combat côte à côte avec les survivants de la compagnie de gauche du 15e bataillon. Enfin, cernés de trois côtés par l'ennemi, les survivants du Buffs capitulèrent peu après neuf heures[61].

Aussitôt qu'on eût signalé le déclenchement de l'attaque allemande initiale.



les commandants des deux brigades en cause avaient pris des mesures pour renforcer le front menacé. Le brig.-gén. Turner, ayant reçu un rapport erroné à l'effet que la gauche de la 2e brigade avait été enfoncée, ordonnait sans délai aux hommes qui restaient du 10e bataillon de quitter leurs tranchées au sud du Bois des cuisiniers pour se rendre à la localité «C». En même temps, le brig.-gén. Currie plaçait sous le commandement du 8e bataillon une compagnie de réserve de chacun des 5e et 7e bataillons. Le commandant du 8e bataillon envoyait à sa gauche sa propre compagnie de réserve, d'abord pour aider le 151, bataillon, et ensuite afin d'essayer de bloquer la brèche ouverte dans son flanc. Pendant ce déplacement, le sergent-major de compagnie F. W. Hall fut tué alors qu'il retournait vers la zone neutre, sous un violent feu de mitrailleuse, pour ramener un camarade blessé, après que deux autres eurent succombé la première fois. On lui décerna la Croix de Victoria62. Peu d'aide pouvait venir des paliers supérieurs, où les renforts étaient aussi difficiles à obtenir. Au Q.G. du corps d'armée, le général Plumer ne pouvait que promettre qu'une fois arrivée dans la région d'Ypres la 10e brigade de la 4e division serait mise à la disposition des Canadiens. La 150e brigade (York

and Durham, de la 50e division), commandée par le brig.-gén. J. E. Bush, était déjà sous les ordres du général Alderson à l'ouest du canal de l'Yser et, entre 7h.40 et 8h.45 du matin, il envoya ses quatre bataillons de l'avant à la ligne du G.Q.G. Il espérait utiliser cette brigade pour relever la 3e brigade dans la soirée et, à 10h.35 du matin, il chargeait un officier de son état-major d'exhorter le brig-gén. Turner à ne pas «s'adresser au brigadier commandant la York and Durham ... à moins que ce ne soit absolument nécessaire»[63]. Une heure plus tard, cependant, le Q.G. divisionnaire assignait à Turner deux de ces bataillons «en vue d'une contre-attaque destinée à rétablir la situation à votre droite[64]. Nous allons maintenant examiner quelle était cette situation.

La perte de Saint-Julien, le 24 avril

Tout le long des premières heures du 24, l'artillerie allemande avait pilonné la gauche de la ligne de la 3e brigade, de Keerselaere jusqu'au Bois des cuisiniers. L'infanterie ennemie, ayant tenté peu après cinq heures de progresser le long de la Steenbeek jusqu'à Saint-Julien, fut repoussée par une fusillade nourrie, comme l'avait été une attaque plus générale sur toute l'étendue du front vers 8h.30 du matin. Au milieu de la matinée, l'ennemi reprenait son attaque, annonçant son avance par un bombardement écrasant sur toute la position canadienne. L'attaque renouvelée portait sur les unités éprouvées de la 3e brigade, qui se trouvait virtuellement sans réserves. Près de Keerselaere, l'ennemi était tenu en échec grâce à l'héroïsme de l'officier mitrailleur du 7e bataillon, le lieut. Edward Bellew, qui, bien que blessé et séparé de son unité, déchargea sa dernière pièce avec un effet dévastateur jusqu'à ce qu'il fût à court de munitions. Puis, détruisant son arme, il fit face à ses adversaires, à la baïonnette, combattant ainsi jusqu'à ce qu'il fût pris par l'ennemi. Bellew demeura prisonnier de guerre jusqu'en 1919, et ce n'est qu'alors qu'il apprit qu'on lui avait décerné la Croix de Victoria, la première décernée à un officier du Corps expéditionnaire canadien.

Peu après 11 heures du matin, les commandants des 7e et 15e bataillons, et le commandant en second du 14e, ayant perdu le contact avec le Q.G. de la 3e brigade, ayant conféré sur la route Saint-Julien-Gravenstafel, décidèrent de se retirer de leur position exposée pour établir une nouvelle ligne, à 300 verges en arrière, au sud de la crête de Gravenstafel. La moitié droite de la ligne, formée des survivants des 15e et 13e bataillons, se replièrent sans trop de pertes, mais les Allemands pressaient de si près la gauche que deux compagnies du 7e bataillon furent submergées, à 500 verges au nord-est de Saint-Julien, la majorité de leurs hommes devenant prisonniers. Pourtant, la nouvelle position était également intenable car, de la tranchée canadienne capturée, l'ennemi pouvait balayer de son feu le côté Sud de la crête. A midi et demi, après une autre consultation, les trois commandants décidaient de procéder à un nouveau repli, cette fois de mille verges, sur une ligne au nord de la route Wieltje-Gravenstafel. Le retrait s'effectua sous le couvert de petits détachements de combat, se repliant par bonds successifs, pendant que leurs camarades harcelaient l'ennemi sans

arrêt de leur tir, au point que les troupes de la 51e division de réserve durent renoncer provisoirement à l'attaque jusqu'à l'arrivée de renforts[66].

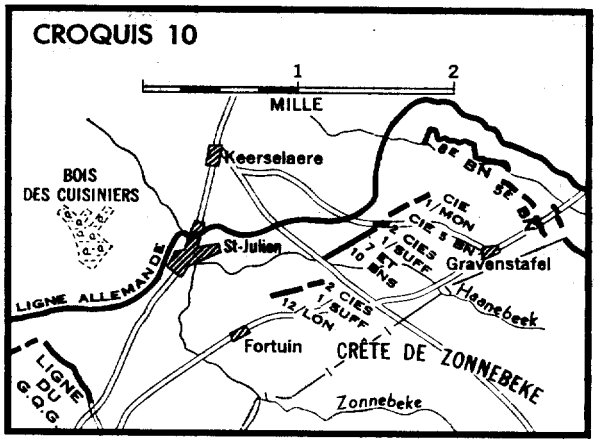
Ces renforts, provenant du front du 27e corps de réserve, accouraient vers l'ouest et, peu après midi, alors que le repli des Canadiens avait exposé la droite de la garnison de Saint-Julien, des régiments de la 51e division de réserve s'infiltraient dans le village de trois côtés à la fois. Maintes fois exhortés de tenir Saint-Julien jusqu'au bout, la majorité des hommes de la petite garnison poursuivirent le combat jusqu'à ce qu'ils fussent submergés, les Allemands pénétrant dans les abords du village vers 3 heures de l'après-midi. A lh., le Q.G. divisionnaire, ayant appris que l'ennemi massait des troupes à l'est de Saint-Julien, avait ordonné au général Turner de ne pas contre-attaquer avec les deux bataillons de la brigade York and Durham qui lui avaient été assignés, mais plutôt de les utiliser «pour renforcer votre ligne et tenir»[67]. Turner, croyant qu'il s'agissait de la ligne du G.Q.G. (interprétation qu'une conversation téléphonique avec l'officier d'état-major d'Alderson semblait confirmer), ordonna à lh.40 aux deux unités britanniques et aux six bataillons canadiens sous son commandement de tenir la ligne du G.Q.G. de la route Saint-Jean-Poelkappelle en direction du sud[68].

Du côté du Bois des cuisiniers, les 2e et 3e bataillons canadiens avaient infligé de lourdes pertes aux fantassins allemands qui progressaient le long de la Steenbeek, bien qu'ils fussent eux-mêmes soumis à une attaque soutenue. Seul le 2e bataillon, sur la gauche, put exécuter l'ordre de repli. Une partie de sa compagnie de droite et les deux compagnies du 3e bataillon, subissant un feu si nourri, de front et de flanc, ne purent que s'agripper à leurs positions, comptant sur une contre-attaque et, entre-temps, continuant à tuer des Allemands avec leurs mitrailleuses et leurs fusils.

L'erreur d'interprétation des instructions du général Alderson par le brig.gén. Turner, n'était qu'un exemple du malentendu et de la confusion qui régnaient. Les communications étant rompues et les rapports, tardifs et souvent inexacts, un épais «brouillard de guerre» planait sur la zone du combat, à tel point que les 2e et 3e brigades se contrecarrèrent dans leurs plans pendant plusieurs heures. A neuf heures ce matin-là, le général Plumer avait confié à l'officier général commandant la 27e division, le major-général T. D'O. Snow, le commandement de toutes les troupes en réserve de corps d'armée, bien que les commandements subordonnés ne semblent pas en avoir été informés. A midi, le général Snow envoyait le 1er Royal Irish Regiment occuper une position au nord de Fortuin. Cette localité, formée d'un groupe de fermes et de chaumières disséminées, située à un demi-mille au sud-est de Saint-Julien, était défendue par 200 survivants des 7e et 10e bataillons. Ne disposant pas d'autres renforts, Snow réquisitionna ensuite deux bataillons de la réserve de la 28e division, qu'il envoya renforcer l'Irish, tout en ordonnant au général Turner de prendre le commandement des trois unités et de repousser l'ennemi vers le nord-est, l'exhortant «d'agir avec vigueur»[69]. Mais le brigadier canadien, ignorant que les pouvoirs de commandement du général Snow avaient été étendus, et convaincu que ses propres initiatives concordaient

LA DEUXIÈME BRIGADE TIENT BON

2H. DU MATIN LE 25 AVRIL 1915



avec les desseins du général Alderson, ne fit aucun cas de ce message, si ce n'est de se rendre à pied (à 5h.30 de l'après-midi) jusqu'à l'Irish Regiment pour lui ordonner de se replier de la région de Fortuin sur la ligne du G.Q.G. au crépuscule. Il ne vit aucun indice des deux bataillons de la 28e division[70].

D'autres renforts britanniques étaient en route. Deux des bataillons de la 150e brigade,—le 4e East Yorkshire et le 4e Green Howards (Yorkshire Regiment),—ayant «reçu bon nombre d'ordres différents», se trouvèrent finalement en marche vers Fortuin et ils occupèrent des positions sur la gauche du Royal Irish, face à Saint-Julien. Ainsi, pendant que les unités épuisées de la 3e brigade canadienne se repliaient sur la ligne du G.Q.G., cinq bataillons britanniques étaient fortuitement et fort heureusement intervenus dans la brèche, à travers laquelle une avance allemande résolue aurait pu couper la retraite de la 2e brigade canadienne et de la 28e division avoisinante. Mais le manque de coordination devait neutraliser leur efficacité.

Le 24, à la tombée du jour, les 5e et 8e bataillons du général Currie tenaient toujours la première ligne initiale. Mais il s'était fort inquiété de son flanc gauche béant, où une compagnie du 5e bataillon à «Boetleer's Farm» et les survivants de la compagnie du 7e bataillon à la localité «C» tenaient les seules positions qui restaient de la «ligne subsidiaire» le long de la crête de Gravenstafel. Pendant toute la matinée, il avait attendu avec anxiété le déclenchement de la contre-attaque projetée par les deux bataillons de la brigade York and Durham et, vers une heure de l'après-midi, son état-major de l'arrière, à Wieltje, n'ayant pas ordonné à ces unités d'avancer à partir de la ligne du G.Q.G., Currie prit l'extrême décision de quitter son P.C. (qui avait été transporté à 400 verges au sud du carrefour de Fortuin) et de se rendre lui-même à l'arrière, «croyant, écrit-il, qu'un ordre de moi, sinon vraisemblablement d'officiers de rang inférieur, les ferait avancer»71. Avant de partir, il donna provisoirement instructions à deux bataillons avancés de se replier sur la crête de Gravenstafel, si nécessaire, ordre qui ne fut pas exécuté72 N'ayant pu persuader le brig-gén. Bush (qui

avait alors reçu du général Alderson l'ordre de contremander la contre-attaque), Currie vit personnellement le général Snow (vers 3h.30 de l'après-midi) et lui donna un aperçu de la situation, mais ne put en obtenir aucune aide[73]. Le mieux qu'il put faire fut de déterminer quelques traînards du 7e bataillon, qui avaient perdu leurs officiers, à aller se joindre au 8e bataillon.

Entre-temps, la situation de la 2' brigade s'était améliorée grâce à l'arrivée des deux unités de la 28e division, le le! Suffolks et le 12e London (Rangers). Au sud de Fortuin, ces deux bataillons avaient été détournés de leur mission initiale par le major de brigade du général Currie. Poursuivant leur marche vers le nord-est, ils se heurtèrent à un tir de plus en plus nourri et finalement se retranchèrent juste au sud de la Haanebeek, face à la localité «C», dont les Allemands s'étaient enfin emparés. Dans la soirée, deux compagnies du Suffolk occupèrent la crête immédiatement à l'ouest de «Boetleer's Farmi. Après minuit, elles furent rejointes par les débris fatigués des 7e et 10e bataillons, comptant chacun environ 150 hommes, dirigés par le général Currie en personne, de la ligne du G.Q.G., où ils avaient été ramenés tard dans la soirée pour y prendre un repas qui leur était dû depuis longtemps. Grâce à ces renforts et à d'autres détachements fournis par des unités de la 28e division, en réponse aux appels urgents du commandant du 8e bataillon (le lieut.-col. Lipsett), on établit une ligne de défense ténue le long du flanc gauche de la 2e brigade. Peu avant l'aube, le 8e Durham d'infanterie légère (de la 151e brigade), envoyé de l'avant pour renforcer la 85e brigade, releva les deux compagnies gazées du 8e bataillon dans la première ligne, mais le jour se leva avant que la compagnie de droite de Lipsett pût être remplacée.

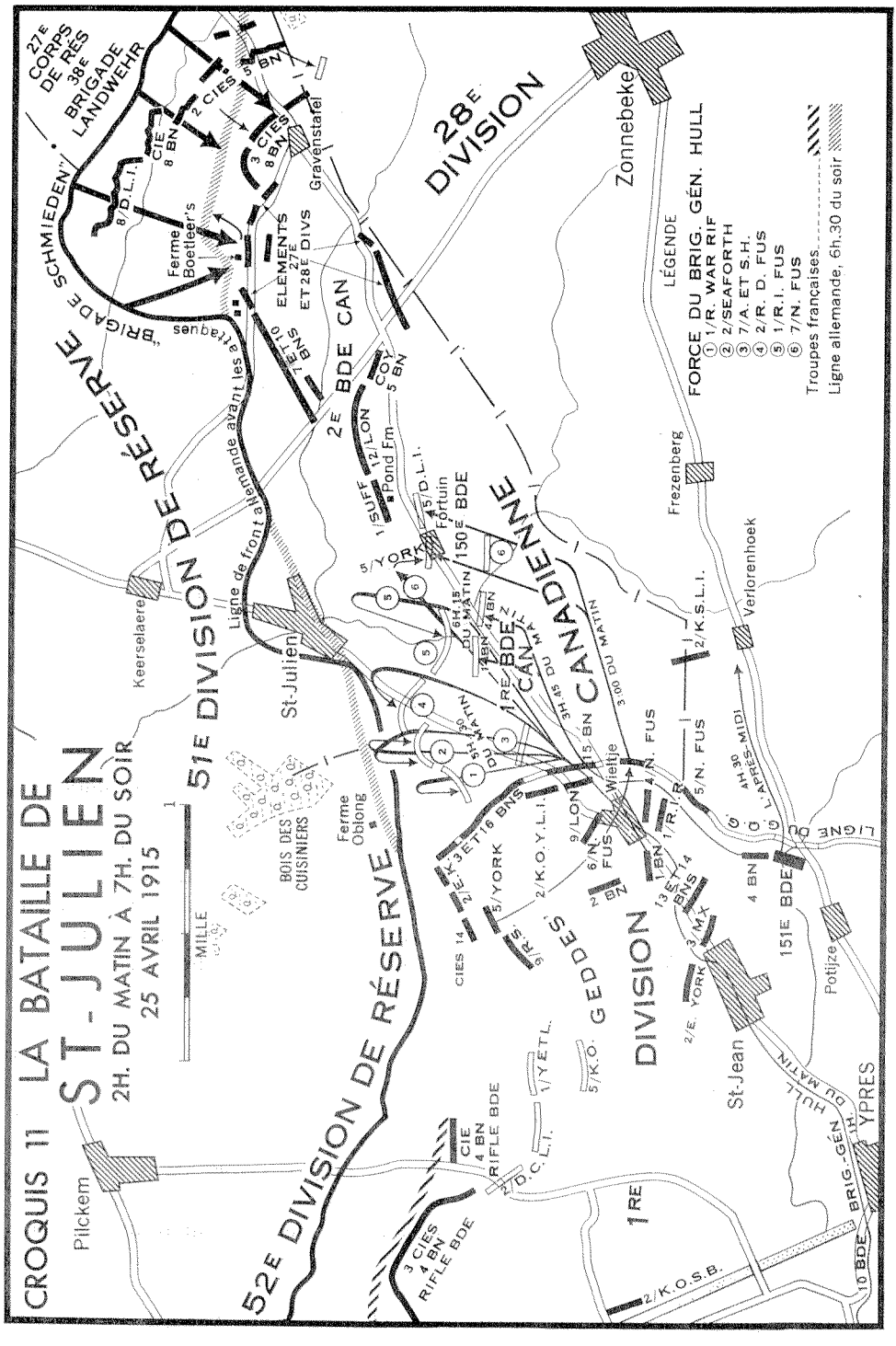
Le combat le plus acharné de l'après-midi du 24 se déroula au sud de Saint-Julien, où les deux bataillons du Yorkshire étaient arrivés à temps pour faire face à la cinquième attaque allemande de la journée. Ces unités de territoriaux furent aidées dans leur contre-attaque par le feu de mousqueterie des troupes de la 3` brigade à l'extrémité nord de la ligne du G.Q.G., et par les canons à obus de 18 livres des 5e et 6e batteries canadiennes, tirant à vue sur l'objectif. L'ennemi fut repoussé vers le village, qu'il dut évacuer, au dire de l'histoire officielle allemande. Mais la contre-attaque s'était déclenchée trop tard pour sauver les détachements opiniâtres que les 2e et 3e bataillons avaient laissés entre Saint-Julien et le Bois des cuisiniers; leur magnifique résistance avait pris fin une heure auparavant lorsque, ne comptant plus que quelques survivants non blessés et leur dernière mitrailleuse ayant été réduite au silence, leur tranchée isolée avait été envahie par la 102e brigade d'infanterie de réserve. D'autre part, cette résistance désespérée et l'arrivée de bataillons britanniques frais suffirent à empêcher l'exécution d'un ordre du 26e corps de réserve visant la reprise de Saint-Julien ce soir-là. C'était fort heureux qu'il en fût ainsi, car la brèche avait été partiellement rouverte à sept heures quand les deux unités du Yorkshire, sur les instructions du général Turner, qui leur avaient été relayées par le 1er Royal Irish Regiment, se replièrent avec ce dernier sur la ligne du G.Q.G.

Ce n'est qu'à quatre heures que le général Alderson, établi au château des

Trois Tours, apprit le recul complet de la 3e brigade et des bataillons qui lui étaient attachés. Il s'était proposé d'utiliser la 10e brigade et les éléments non engagés du York and Durham (150e brigade) pour relever le brig.-gén. Turner et le Détachement Geddes ce soir-là. Les circonstances ayant changé, il ordonna aussitôt à Turner de se servir de six bataillons et demi «dans Wieltje et autour» pour empêcher une percée allemande[74]. Le message avouait: « ... on ne sait exactement quelle est votre situation à l'heure actuelle», à vrai dire, deux des unités mentionnées étaient les deux bataillons du Yorkshire, alors engagés à fond au sud-ouest de Saint-Julien. Entre-temps, sir John French avait enjoint au général Smith-Dorrien de faire tout son possible «pour rétablir et tenir la ligne aux environs de SaintJulien car, autrement, la situation de la 28e division sera menacée[75]». Sir John espérait que, les Allemands étant «alors un peu fatigués, et ... numériquement inférieurs à nous, autant que nous puissions en juger», il ne serait pas nécessaire que la 28e division évacuât ses positions[76]. Pour l'instant, l'entente conclue avec le général Foch (voir ci-dessus, p. 75) demeurait en vigueur. Ce dernier continuait d'assurer au G.Q.G. que les Français étaient sur le point de déclencher une vigoureuse offensive au delà du canal de l'Yser; une division fraîche, la 153e, arrivait, et une autre serait près de Poperinge tôt le lendemain matin[77].

Se conformant aux ordres du G.Q.G., à six heures et demie, le général Plumer donnait instructions au général Alderson de lancer la contre-attaque la plus énergique possible en vue de reprendre Saint-Julien et de «rétablir notre ligne de tranchées aussi loin au nord que possible», utilisant les 10e et 150e brigades et six autres bataillons*, ou toute partie d'entre eux qu'il pourrait assembler et placer sous le commandement d'un chef choisi à cette fin. Il pourrait également faire appel aux deux autres brigades de la division Northumbrian (les 149e et 151e), qui devaient arriver ce soir-là aux environs de Potijze, en réserve de corps d'armée78. Alderson choisit le brig.-général C.P.A. Hull (de la 10e brigade), et contremanda la relève de la 3e brigade et du détachement Geddes. S'accordant autant de temps que possible pour compléter la tâche complexe que comportait le rassemblement des effectifs nécessaires (qui, à vrai dire, étaient beaucoup plus dispersés qu'il ne se l'imaginait, ainsi que Hull), et organisait un programme d'artillerie qui comportait les canons de la division canadienne et des 271, et 28e divisions britanniques, dans un ordre officiel émis à 8 heures du soir, Alderson fixait l'heure de l'assaut à 3h.30 du matin, le 25 avril. Les quinze commandants de bataillon (un bataillon de Territoriaux était attaché à la 10e brigade) reçurent l'ordre de se présenter chez le général Hull, à son Q.G. au nord-ouest d'Ypres à neuf heures79. Mais la transmission de ces ordres ayant tardé,-certaines unités, comme nous l'avons vu, avaient été détachées de leur formation pour être affectées à d'autres, et deux au moins ne reçurent leurs ordres que le lendemain,-et le lieu du rendez-vous étant mal précisé, un seul commandant de bataillon s'y présente. Hull reporta donc l'attaque à 4h.30 du matin et se rendit à Wieltje pour essayer de rassembler le reste

* Le 2° King's Own Yorkshire d'infanterie légère et le 9° London (Queen Victoria's Rifles) de la 13" brigade; le 4° bataillon canadien; le 1" Royal Irish Regiment (27° division); et le 12° London (Rangers) et le 1°[1] Suffolk (28° division).


CROQUIS 11 LA BATAILLE DE
ST-JULIEN
2H. DU MATIN À 7H. DU SOIR
25 AVRIL 1915
MILLE
27E CORPS DE RÉS
38E BRIGADE LANDWEHR
"BRIGADE SCHMIEDEN"
Ferme Boetleer's
Gravenstafel
ELEMENTS 27E ET 28E DIVS
28E DIVISION
Zonnebeke
LÉGENDE
FORCE DU BRIG. GÉN. HULL
① 1/R. WAR RIF
② 2/SEAFORTH
③ 7/A. ET S.H.
④ 2/R. D. FUS
⑤ 1/R.I. FUS
⑥ 7/N. FUS
Troupes françaises
Ligne allemande, 6h.30 du soir
2E BDE CAN
Pond Fm
Fortuin
150E BDE
1RE BDE CAN
CANADIENNE
Frezenberg
Verlorenhoek
Keerselaere
51E DIVISION DE RÉSERVE
Ligne de front allemande avant les attaques
St-Julien
BOIS DES CUISINIERS
Ferme Oblong
52E DIVISION DE RÉSERVE
GEDDES' DIVISION
Wieltje
151E BDE
Potijze
St-Jean
HULL DU MATIN
YPRES
Pilckem
1RE
2/K.O.S.B.
3 CIES 4 BN RIFLE BDE
CIE 4 BN RIFLE BDE
LIGNE DU G.O.G.
4H.30 L'APRÈS-MIDI
3.00 DU MATIN
3H.45 DU MATIN
6H.15 DU MATIN
5H.30 DU MATIN
5/YORK
1/SUFF
12/LON
COY 5 BN
5/D.L.I.
2/K.S.L.I.
4/N. FUS
5/N. FUS
1/R.I.R.
9/LON
6/N. FUS
2/K.O.Y.L.I.
3 ET 16 BNS
2/E.K.
9/R.S.
CIES 14
2/E. YORK
3/MX
4 BN
1/YETL.
5/K.O.
2/D.C.L.I.
10 BDE
BRIG.-GÉN. HULL

de ses effectifs. A trois heures, il transportait son Q.G. à cMouse Trap Farm» et, à cause d'un embouteillage de la circulation et du fait que ses troupes étaient appelées à défiler à travers deux brèches dans les barbelés de la ligne du G.Q.G., il dut retarder l'attaque d'une autre heure, alors qu'il ferait clair.

Entre-temps, la confusion résultant de rapports contradictoires et souvent inexacts s'aggravait. Après que le Q.G. du 5e corps eut reçu le compte rendu de la situation du général Snow, il adressa au général Alderson, peu avant minuit, un télégramme critiquant vertement l'ordre de repli des troupes de la 3e brigade et des unités qui lui étaient attachées sur la ligne du G.Q.G., «cédant ainsi tout le terrain pour lequel un tel combat a eu lieu aujourd'hui et laissant la 2e brigade sans appui». Il ordonnait le rétablissement immédiat de la ligne aussi au nord que possible et, si nécessaire, la nomination d'un officier pour en prendre le commandement[80]. Cette directive ne faisait aucune mention de l'attaque imminente du brig.-gén. Hull (dont les ressources allaient en être vraisemblablement affectées). Alderson délégua aussitôt un officier supérieur d'état-major, investi des pleins pouvoirs. Le brig.-gén. Turner, cependant, ayant peine à comprendre l'attitude du général Snow et l'illogisme apparent entre ses instructions et celles du général Alderson, s'en revenait au château des Trois Tours, à cheval sur un pillion de motocyclette, pour s'enquérir exactement de qui il était censé recevoir ses ordres. Malheureusement, l'entretien qui suivit laissa encore Alderson et Turner chacun convaincu que l'autre ne comprenait pas ce qui se passait.

La contre-attaque de la l 10e brigade, le 25 avril

A 3h. 15 du matin, un peu plus de deux heures avant le moment désormais fixé pour l'attaque, le brig.-gén. Hull se trouvait avec seulement les cinq bataillons de sa propre 10e brigade. Sur les dix autres unités qui lui avaient été primitivement affectées, trois s'en retournaient à l'arrière, deux se trouvaient près de «Mouse Trap Farm» dans un état d'épuisement, deux avaient été engagées depuis" le début de l'après-midi et les trois autres avaient été soustraites de son commandement. Hull plaça ses quatre bataillons de professionnels à l'avant, et son unité de Territoriaux (le 7e Argyll and Sutherland Highlanders) en soutien à gauche. Peu avant 5h.30, masquées par un brouillard matinal, les troupes d'assaut avançaient en colonnes de quatre de la position du G.Q.G., se disposant en formation pour attaquer le Bois des cuisiniers et Saint-Julien. L'appui d'artillerie était insuffisant car, non seulement les batteries des 2e et 3e brigades A.C.C. et des 27e et 28e divisions, ignorant que l'heure de l'attaque avait été retardée, avaient tiré leur bombardement préliminaire deux heures plus tôt, mais elles avaient été averties de ne pas bombarder Saint-Julien, par suite d'un rapport erroné de la 3e brigade, selon lequel 200 fantassins canadiens se seraient encore trouvés dans le village[81]. Tôt le matin, des patrouilles de la 51e division de réserve ayant trouvé la place abandonnée, les Allemands postèrent aussitôt des mitrailleuses dans les maisons de la périphérie.

En avançant, les troupes britanniques se heurtèrent d'abord au feu des

francs-tireurs, puis à un feu graduellement croissant de mousqueterie et de mitrailleuse, qui stoppa, puis faucha les vagues de tête, accumulant de longues rangées régulières de morts et de blessés. A droite, le let Royal Irish Fusiliers et le 2e Dublin Fusiliers furent arrêtés à 200 verges en deçà de Saint-Julien; à côté d'eux, le 2e Seaforth Highlanders, bien que renforcé par l'Argyll, fut arrêté à 500 verges en deçà du Bois des cuisiniers; et, à gauche, le let Royal Warwickshire ne put atteindre «Oblong Farm». Deux bataillons de la 149e brigade (Northumberland), ayant reçu l'ordre d'avancer pour renforcer la droite, perdirent leur orientation et ne récoltèrent que des pertes. A sept heures,, l'attaque était en panne et les survivants se repliaient, cherchant à s'abriter. A 9h.15 du matin, le 25 avril, un message annonçait l'échec à la division canadienne[82]. On consolida une nouvelle ligne s'étendant de la ligne du G.Q.G. et passant par «Moule Trap Farm» pour se diriger vers le sud de Fortuin, d'où les deux bataillons du York and Durham firent la jonction avec les retranchements du Suffolk et du London Rangers, en face de la localité «C'. L'opération avait coûté 73 officiers et 2,346 hommes de troupe à la brigade de Hull. Mais bien qu'elle n'eût pas atteint ses objectifs, elle avait enfin colmaté la brèche à Saint-Julien. Les Allemands ne firent aucune tentative pour exploiter leurs gains; à vrai dire, au cours des dix jours suivants, leur progression dans ce secteur du front fut nulle.

L'effort héroïque de la 10e brigade, ce dimanche matin-là, le 25 avril, avait gravement dérangé les plans du duc Albrecht qui, considérant comme infructueuse l'offensive au delà du canal de l'Yser, se concentrait sur une poussée vers le sud, à travers Saint-Julien, par le 26e corps de réserve, soutenue d'attaques subsidiaires par l'aile droite du 27e corps de réserve. Mais la puissance de frappe en vue du coup principal s'épuisa à enrayer l'attaque de Hull, de sorte que les seuls gains allemands ce jour-là se produisirent dans le nord-est du saillant[83]. L'ennemi projetait là des attaques convergentes, l'une, de l'est, contre la face du saillant à Broodseinde; l'autre, vers le sud, contre la crête de Gravenstafel. A 9 heures du matin, un violent bombardement des tranchées que tenaient les 84e et 85e brigades de la 28e division préludait au premier assaut, qui fut déclenché vers une heure sur un front d'un quart de mille, au nord de Broodseinde, par un régiment de la 53e division de réserve. Une contre-attaque immédiate fit recouvrer tout le terrain perdu, sauf soixante verges de la première ligne, secteur qui resta aux Allemands, malgré des efforts subséquents pour le recouvrer.

Pendant toute la matinée, le même bombardement d'artillerie avait pilonné la première ligne de la 2e brigade, ainsi que la crête en arrière, pendant que, de la localité «C», les mitrailleuses allemandes balayaient de leur feu d'enfilade la vallée de la Stroombeek. Au milieu de l'après-midi, on vit avancer des masses imposantes de fantassins, de Poelkappelle, et bientôt les trois compagnies tenant l'extrémité gauche de la ligne furent violemment prises à partie, de front et de flanc. Les assaillants prirent pied à «Boetleer Farm» et pénétrèrent derrière les deux compagnies du Durham avant d'être arrêtés par le feu de mousqueterie des compagnies de réserve du 8e bataillon et des divers détachements britanniques établis sur le

haut de la crête. «Les puissants renforts» promis au brig.-gén. Currie par le Q.G. divisionnaire[84] restèrent lettre morte, et les efforts qu'on fit pour assurer un renfort au moyen de détachements rassemblés sur place furent repoussés par le feu foudroyant qui balayait la vallée découverte. Le bombardement allemand augmentait de furie et, peu après cinq heures, les commandants des trois compagnies, coupés de toute communication avec leurs battaillons, convenaient de se replier, à peu près en même temps que Currie ordonnait l'évacuation de la première ligne au crépuscule. Il avait appris que la 151e brigade serait placée sous son commandement tactique et qu'elle occuperait une ligne de raccordement, de Gravenstafel à Fortuin, et qu'à cette fin un bataillon était déjà en route[85]. Il en conclut qu'il fallait abandonner la crête et que, par conséquent, il n'y avait aucun espoir de conserver ses positions menacées. Vers 6 heures du soir, les survivants des deux compagnies de Territoriaux, à la pointe de la crête, se repliaient à travers la gauche de la compagnie du 8e bataillon. Deux des pelotons canadiens seulement s'étaient retirés quand les Allemands se rapprochèrent pour submerger le reste de la compagnie et quelques hommes du Durham qui étaient restés en arrière pour aider à couvrir le repli de leurs camarades[86]. Les deux compagnies de tête du 5e bataillon commencèrent à se replier au delà de la crête de Gravenstafel, d'où leurs compagnies de réserve et celles du 8e bataillon s'étaient déjà retirées. Plus tard, cependant, les deux commandants de bataillon, apprenant que la 85e brigade à leur droite n'avait pas reçu l'ordre de céder du terrain, firent de nouveau avancer certains de leurs hommes pour couvrir Gravenstafel jusqu'à l'arrivée de remplacements. A l'ouest de «Boetleer Farm», les deux compagnies détachées du Suffolk se retirèrent peu après minuit, suivies des restes des 7e et 10e bataillons qui, selon le rapport de Currie, avaient été «tout simplement projetés hors de leurs tranchées par le feu de l'artillerie».

La relève de la 2e brigade canadienne ne se terminait que tôt le lendemain matin, le 26 avril, quand les dernières troupes eurent atteint Wieltje. A 2h.30 de l'après-midi du 25, le général Plumer avait ordonné une redistribution des forces tenant la première ligne, qu'une reconnaissance aérienne, prenant des tranchées allemandes pour des positions britanniques, avait qualifiée de continue et intacte. Cet ordre, entré en vigueur à 7 heures du soir, réduisait le secteur canadien—qui avait été de plus de cinq milles de long—aux deux milles qui séparaient «Turco Farm» de la route Fortuin-Saint-Julien, confiant la responsabilité à l'est de cette route au major-général E. S. Bulfin, commandant de la 28e division. Pour défendre son flanc gauche, on donna à Bulfin la brigade de la 4e division anglaise, qui venait tout juste d'atteindre son Q.G. à Vlamertinge, à midi, et en attendant son entrée en ligne, la 2e brigade canadienne devait relever de son commandement. Un ordre subséquent d'Alderson prescrivait le retrait de la ligne des 1re et 3e brigades canadiennes en vue d'un repos bien mérité[87]. L'avance de la 11e brigade fut retardée; on n'était qu'à une heure de l'aube quand son bataillon de droite se retrancha à l'ouest de «Berlin Wood», permettant aux compagnies canadiennes de compléter leur repli. Le gros de la brigade se déploya le long de la crête de Zonnebeke, derrière le 1- Suffolk et le 12e London (Rangers).

A l'aube du 26, les Allemands se trouvaient en possession de la crête à l'ouest de Gravenstafel; pendant les sept jours suivants, «Berlin Wood» devait marquer la nouvelle pointe du saillant. On procéda à un tirage des unités à l'ouest de Fortuin, par suite de l'entrée en vigueur des remaniements ordonnés par le général Plumer, et les brigades reprirent leur composition normale. Les 1re et 3e brigades canadiennes avaient été envoyées en réserve, chacune ayant subi 1,500 pertes*. La 10e brigade prit en charge le flanc du corps d'armée, de Fortuin à «Mouse Trap Farm>, et la 13e brigade, de là jusqu'à la ligne de démarcation avec les Français. La 2e brigade canadienne était encore sous les ordres du général Bulfin, qui la fit avancer de Wieltje, dans la matinée du 26, pour appuyer la gauche de la 28e division. Dans ce rôle, elle resta au sud de Fortuin, subissant des pertes jusqu'à la tombée de la nuit du 27, alors qu'elle traversa le canal pour bivouaquer, ayant servi treize jours dans le saillant.

L'attaque de la division du Lahore le 26 avril

Les événements des quatre jours précédents avaient démontré que les attaques hâtives et isolées par l'infanterie, sans soutien d'artillerie suffisant, ne pouvaient enrayer l'empiétement graduel de l'ennemi sur le saillant, encore moins le déloger du terrain qu'il avait déjà occupé. Dans la soirée du 25, toutefois, l'arrivée de trois divisions alliées fraîches permit de projeter une contre-offensive assez puissante pour assurer quelque chance de succès.

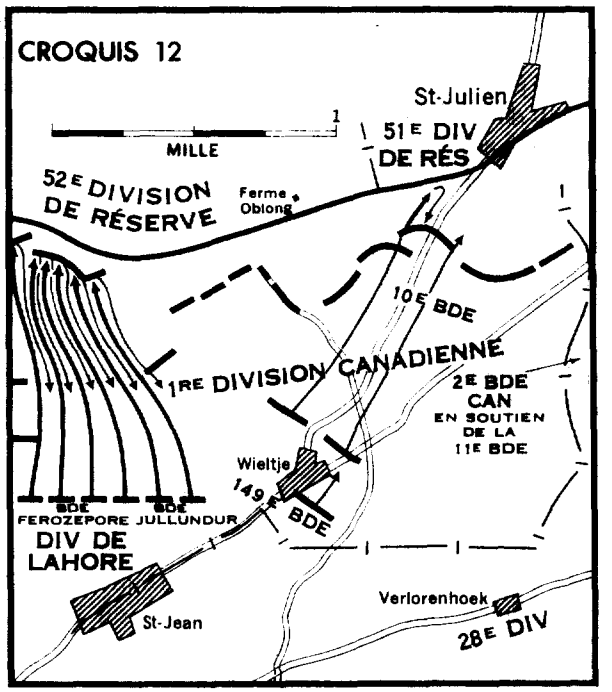
Au cours d'une conférence interalliée, tenue cet après-midi-là, on arrêta un plan conjoint d'attaque pour lequel, plus tard dans la journée, le général SmithDorrien reçut l'approbation du commandant en chef, dont la politique consistait encore à tenir le saillant, si possible, à condition que les Français reconquièrent tout ou une bonne partie du terrain qu'ils avaient perdu. Le général Putz se proposait de frapper avec six divisions, se servant d'une de ses formations non encore engagées sur chaque flanc. La 152E division, de concert avec une partie de la 45e division, déjà rompue au combat, attaquerait du côté Est du canal vers Pilckem, en même temps qu'une avance britannique; sur la gauche la 18e division, nouvellement arrivée, aidée d'un assortiment d'unités françaises et belges, reprendrait Lizerne, Steenstraat et Het-Sas, et bousculerait les Allemands au delà du canal; tandis qu'au centre le reste de la division algérienne et la 87e division de Territoriaux se tiendraient prêts, à l'ouest du canal, à traverser à Boesinge et à se joindre à une avance fructueuse par la droite.

L'attaque britannique se déclencherait immédiatement à l'est de la route Ypres-Langemarck par les soins de la division du Lahore, qui, ayant marché du secteur de Neuve-Chappelle, se trouvait à moins de cinq milles d'Ypres à midi le 25. Son objectif était la ligne allemande entre la route de Langemarck et du Bois des cuisiniers. La division indienne resterait sous le commandement immédiat de la

* Le Q.G. de la 3e brigade à «Mouse Trap Farm» avait été bombardé et incendié dans l'aprèsmidi du 25. Pour son dévouement à secourir les blessés à cette occasion, le médecin du 14' bataillon, le capitaine F. A. Scrimger, se vit décerner la Croix de Victoria[88].

L'ATTAQUE DE LA DIVISION DE LAHORE

26 AVRIL 1915



Deuxième armée, et les ordres d'opération du général Smith-Dorrien faisaient appel au 5e corps d'armée pour coordonner le soutien d'artillerie et lancer une attaque sur la droite immédiate[89]. En conséquence, le général Alderson ordonnait à la brigade Northumberland de se porter à l'assaut de Saint-Julien, de chaque côté de la route de Wieltje, et à la 10e brigade de commander à un bataillon d'avancer entre ces deux attaques divergentes. Le détachement Geddes, en réserve à Saint-Jean, devait se rendre à la ligne du G.Q.G. pour appuyer l'attaque[90]. Sauf pour ce qui est de la 30 brigade, en réserve divisionnaire au sud de Wieltje, la participation active des troupes canadiennes devait se limiter à l'artillerie de campagne. La 1re brigade A.C.C., à l'ouest du canal de l'Yser, fut désignée pour appuyer les Français; l'attaque de la division du Lahore était appuyée par sa propre artillerie, également en batterie à l'ouest du canal; et les autres batteries canadiennes couvraient le front du 5e corps, de Saint-Julien jusqu'à l'ouest du Bois des cuisiniers.

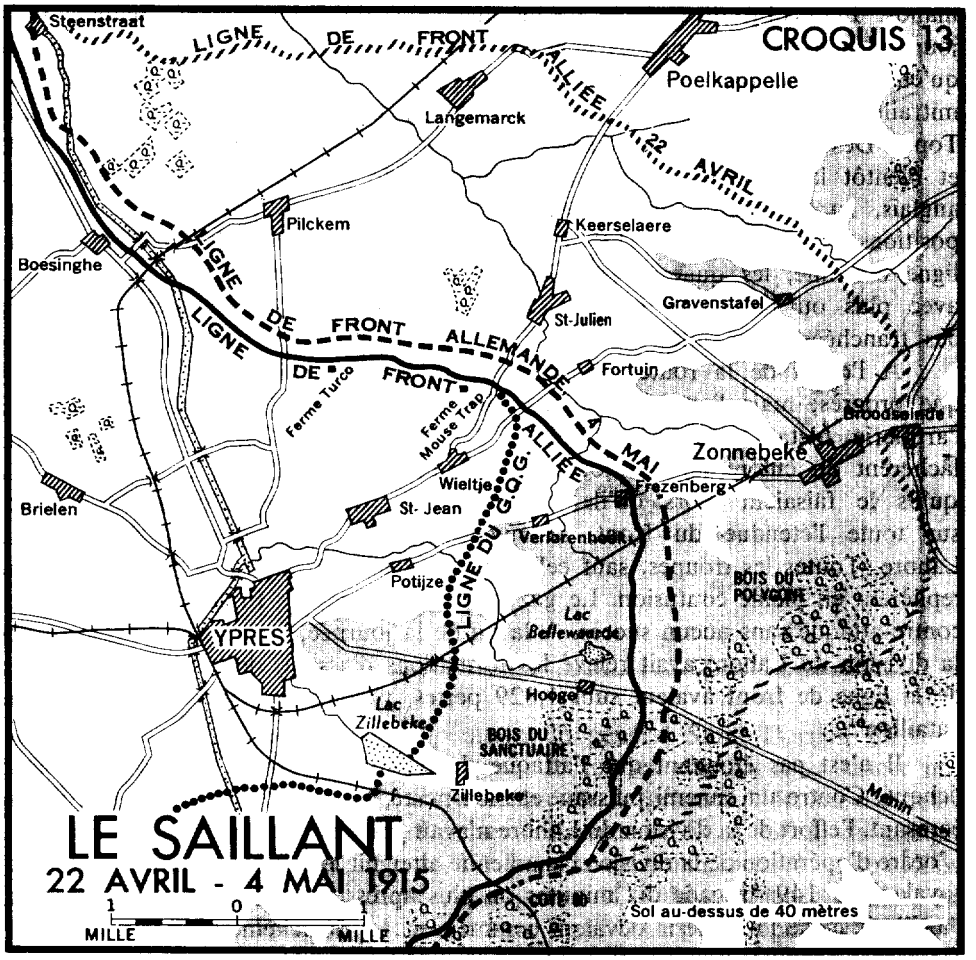
Malheureusement, l'attaque française, initialement prévue pour 5 heures le soir du 26, fut avancée de trois heures, abrégeant ainsi le délai déjà limité en vue des préparatifs de la division du Lahore. Néanmoins, à une heure, les deux brigades indiennes d'assaut (chacune formée d'un bataillon de professionnels anglais, d'un bataillon de territoriaux anglais et de trois bataillons indiens) s'assemblaient côte à côte à l'ouest de Weiltje, dans la vallée derrière la crête «Hill Top». Elles avaient déjà subi des pertes, causées par l'artillerie ennemie, leurs mouvements ayant été suivis de près par les aviateurs alle-

mands. Leur objectif était le même que celui du Détachement Geddes, trois jours plus tôt,—les tranchées ennemies sur la crête de Mauser,—et, de même qu'en cette occasion désastreuse, les lignes de tête devinrent la cible des mitrailleuses et des canons allemands dès qu'elles franchirent la crête «Hill Top». Des pelotons entiers furent annihilés d'un seul coup d'obusier de 5.9, et bientôt la vallée entre les crêtes fut jonchée de morts. Les professionnels anglais, sur chaque flanc, poussèrent héroïquement de l'avant à travers les positions avancées de la 13e brigade jusqu'à moins de 120 verges de la ligne ennemie, les quatre bataillons qui les séparaient parvenant à les suivre avec plus ou moins de succès. Les troupes avancées se terrèrent tout près des tranchées allemandes.

A l'ouest de la route de Langemarck, les Français avaient obtenu quelque progrès; mais l'attaque sur leur flanc nord avait été remise à plus tard, l'artillerie n'étant pas prête. Puis, à 2h.20 de l'après-midi, les Allemands lâchèrent du chlore au nord-ouest de «Turco Farm». C'était la première fois qu'ils le faisaient alors qu'ils étaient sur la défensive. Flottant vers l'est, sur toute l'étendue du front, le nuage délétère enveloppa la division du Lahore. Toutes les troupes, sauf celles du détachement anglais le plus avancé, se replièrent en pleine confusion. Le gaz une fois dissipé, les Français tentèrent une contre-attaque sans aucun succès. A la fin de la journée, la brigade de réserve de la division du Lahore avait relevé les formations d'assaut, dont les six bataillons de la ligne de front avaient subi 1,829 pertes, y compris cinq commandants de bataillon[91].

Il n'est pas étonnant que l'attaque du 5e corps d'armée à droite eût aussi échoué. Contre un ennemi puissant et bien posté, disposant d'un appui d'artillerie écrasant, l'effort de la division du Lahore n'avait guère reçu de coordination efficace. L'ordre d'opération de la division canadienne atteignit le commandant de l'Artillerie royale et la 149e brigade dix minutes ou plus après que les tâches respectives de l'artillerie et de l'infanterie devaient commencer. Le détachement Geddes ne reçut ses ordres définitifs qu'à 4h.30 de l'après-midi. N'ayant fait aucune reconnaissance, les unités d'assaut (trois bataillons du Northumberland Fusiliers) perdirent du temps à traverser l'étroite brèche ouverte dans la ligne du G.Q.G., de sorte qu'elles ne purent bénéficier du faible soutien de l'artillerie disponible. Comme les fusiliers s'avançaient sur la route Weiltje-Saint-Julien, ils furent fauchés par les mitrailleuses allemandes, de l'avant et de la gauche. Parmi les tués se trouvait le commandant de la brigade. Des demandes de renforts restèrent sans réponse, les unités du détachement Geddes, démunies de tous renseignements, n'étant pas disponibles. L'attaque qu'on projetait de déclencher avec un bataillon, sur la droite immédiate de la division du Lahore, n'eut pas lieu non plus, la 10e brigade ayant reçu ses ordres trop tard pour pouvoir agir. A 7h. 30 du soir, le 26, la brigade du Northumberland reçut l'ordre de revenir à Weiltje, ses trois bataillons d'attaque ayant subi 1,200 pertes.

Un rapport français adressé au général Joffre attribuait leur insuccès aux difficultés de commandement découlant de l'engagement de brigades et d'unités



nouvellement arrivées, sous la direction de commandants qui, en plus d'ignorer le terrain, ne connaissaient pas leurs troupes. Comme dans le cas des renforts anglais leurs mouvements avaient été gravement gênés par le canal dont le passage offrait une cible facile pour l'artillerie allemande. Leur seul gain avait été obtenu sur leur flanc nord, où la majeure partie de Lizerne avait été capturée92. Les ordres du général Putz en vue de la reprise de l'offensive le 27 avril désignaient presque les mêmes objectifs, les mêmes commandants et le même plan. Les résultats en furent à peu près aussi négligeables. A sa droite, la division du Lahore fut appelée à attaquer de nouveau, utilisant deux brigades à l'est de la route de Langemarck. L'assaut eut lieu à 1h.15 de l'après-midi mais, comme la veille, l'artillerie et la mousqueterie allemandes stoppèrent les assaillants bien avant la crête de Mauser, leur infligeant de lourdes pertes93. Le général SmithDorrien, ayant reçu instructions de sir John French «d'agir vigoureusement avec

tous les moyens disponibles» pour aider les Français, ordonna que l'attaque reprît à 6h.30 du soir, renforçant la division indienne d'une <brigade> composite formée de quatre bataillons anglais soulagés de leurs pertes, en réserve du 5e corps[94]. L'artillerie canadienne bombarda de nouveau les tranchées allemandes, mais le feu dévastateur de l'ennemi enraya l'attaque de la «brigade» composite, qui ne réalisa ainsi aucun gain. Une tentative française précédente, du côté est du canal, avait également échoué. Encore une fois, la seule lueur d'encouragement venait du flanc nord du général Putz, où l'aile gauche française avait complété la capture de Lizerne, repris Het-Sas et la ligne du canal vers le nord jusqu'à Steenstraat.

Les opérations du 27 avril furent les dernières tentatives des Britanniques pour recouvrer le terrain conquis par les Allemands le 22 et les jours suivants. Dans une appréciation adressée au G.Q.G., après l'insuccès de l'attaque de la division du Lahore, le 26, le commandant d'armée écrivait: «Je doute qu'il vaille la peine de perdre d'autres hommes pour recouvrer ce terrain français [sic], à moins que les Français n'entreprennent vraiment une affaire d'envergure[95]». Il signalait que l'artillerie allemande dominant toute la région jusqu'à Poperinge (où se trouvait son Q.G. avancé), il s'ensuivait que la seule position que les Britanniques pouvaient tenir en permanence serait la ligne du G.Q.G., de Wieltje à Potijze, puis une ligne de raccordement s'incurvant vers le sud-est et passant à travers Hooge et derrière le Bois du Sanctuaire. Il proposait un repli préliminaire d'environ 2,500 verges de la face Est du saillant.

Dans sa réponse, comme nous l'avons noté, sir John French ordonnait d'intensifier l'effort britannique et, à 4h.35 de l'après-midi du 27, il donnait instructions à Smith-Dorrien de passer le commandement de toutes les troupes engagées dans l'opération de la région d'Ypres au général Plumer, qui deviendrait directement responsable auprès du G.Q.G.[96]. Le c. en c. britannique se rendait parfaitement compte de la situation précaire des troupes engagées dans le saillant. Les instructions qu'il avait reçues de lord Kitchener insistaient pour qu'il exerce «le plus grand soin . . . afin d'éviter autant que possible les pertes et le gaspillage[97]». D'autre part, on lui disait également «de s'efforcer le plus possible de faire coïncider ses plans avec les plans et voeux de notre Alliée», et le général Foch (qui était imbu de la doctrine française d'avant-guerre de l'offensive en toutes occasions) le pressait sans relâche de continuer à attaquer. Les deux commandants, toutefois, se rendaient compte que des opérations d'envergure prolongées à Ypres pourraient compromettre le projet d'offensive en Artois, qu'on se proposait alors de déclencher à la fin d'avril. Le matin du 28 avril, des ordres enjoignaient à la «force de Plumer» de prendre des mesures préliminaires en vue d'un retrait possible du saillant. Le général Foch protesta vigoureusement et, lors d'une entrevue à Cassel, persuada le maréchal anglais de différer tout mouvement jusqu'au soir du 29. Au général Joffre il rapportait: «J'ai dépeint les conséquences d'un retrait en couleurs beaucoup plus sombres qu'elles ne me paraissaient[98]».

Une attaque française, le 28, accomplit peu de chose, cependant, et une

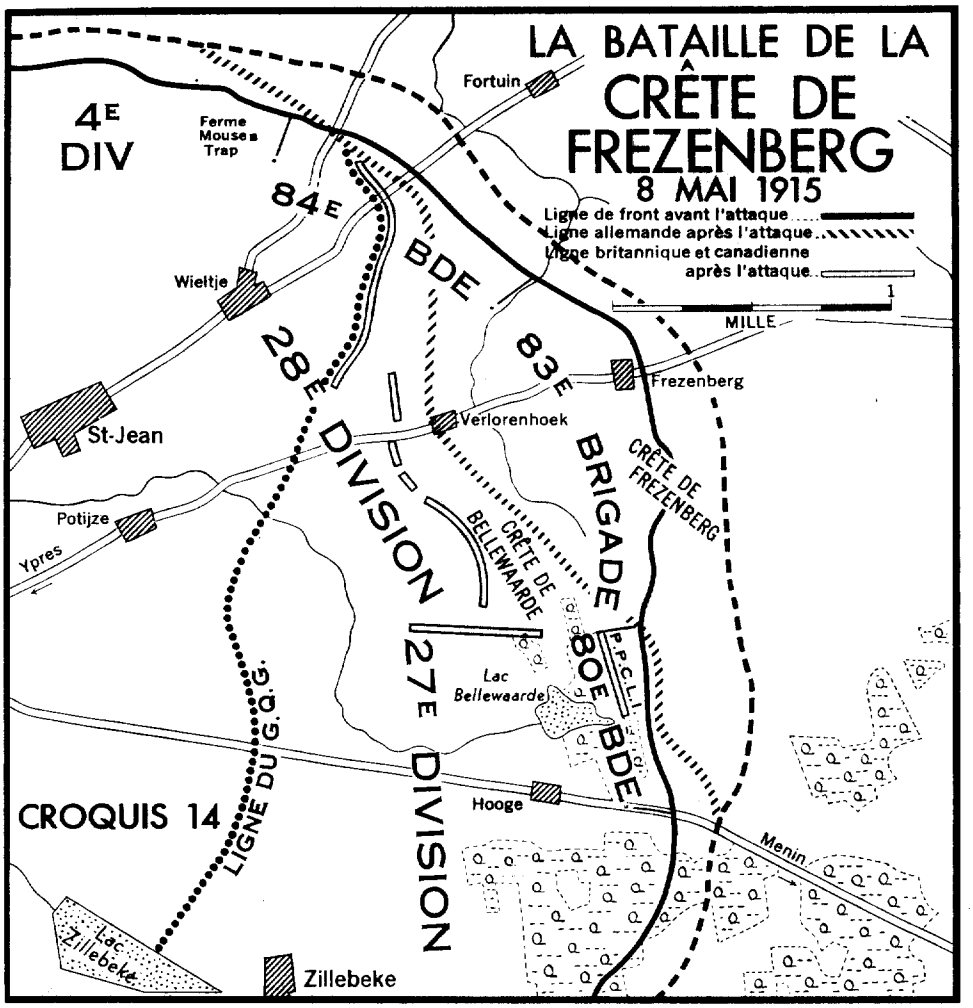
opération prévue pour le lendemain fut différée afin d'assurer à l'artillerie nouvellement arrivée le temps de repérer ses cibles. Sir John convint de retarder d'un autre jour le retrait britannique et, comme le 30 les Français ne remportaient aucun succès, de vingt-quatre heures encore. Ce fut le dernier délai car, le ter mai, Joffre, passant outre à Foch, ordonnait que toutes les ressources fussent réservées en vue de l'attaque prochaine sur le front d'Arras et qu'il «se tînt sur la défensive autour d'Ypres». Ce soir-là, le général Plumer reçut l'ordre de procéder aux premières phases du retrait préparatoire à l'occupation d'une nouvelle ligne dans la nuit du 3 au 4 mai.

Dans l'après-midi du 2, le vent ayant tourné, les Allemands purent lancer une forte attaque aux gaz entre Saint-Julien et «Berlin Wood», sur un front de trois milles tenu par les trois brigades de la 4e division, toutes trois sous le commandement du général Alderson. Mais, les tranchées étant là très espacées, une brise fort opportune dissipa le nuage de gaz, de sorte que seules les tranchées à l'ouest de «Mouse Trap Farm» en furent atteintes; et les canons alliés, qui comprenaient toutes les batteries canadiennes, repoussèrent les fantassins allemands. Les trois brigades canadiennes d'infanterie, à l'ouest du canal, furent mises en état d'alerte, mais on n'en eut pas besoin. Malgré une nouvelle attaque allemande contre «Berlin Wood» le lendemain après-midi, les 27e et 28e divisions, ainsi que la droite de la division canadienne, poursuivirent leur retrait préconçu, ce soir-là, sans perdre un seul homme. La nouvelle ligne du général Plumer, quelque peu différente de celle que le général Smith-Dorrien avait proposée plus tôt, suivait la première ligne récemment occupée, de «Turco Farm» à «blouse Trap Farm» *, continuait vers le sud-est jusqu'à Frezenberg, et de là vers le sud pour passer devant Hooge et le long de la bordure est du Bois du Sanctuaire, pour rejoindre enfin l'ancienne ligne à mille verges au nord-est de la cote 60. A dix heures le lendemain matin, la relève de la division canadienne était terminée, comme le général Alderson transmettait le commandement au commandant de la 4e division. Seule l'artillerie divisionnaire canadienne restait en position, attachée à la division anglaise et couvrant le front entre «Mouse Trap» et «Turco Farm». Bien que le commandant de l'Artillerie royale de la 4e divison prit charge le 8 mai, dix autres jours s'écoulèrent avant que les dernières batteries canadiennes fussent retirées.

Le P.P.C.L.I. dans le saillant

Les batailles d'Ypres de 1915 devaient se poursuivre pendant trois autres semaines, mais pendant ces dernières phases le seul bataillon canadien fut le Princess Patricia's Canadian Light Infantry. Cette unité avait traversé en France en tant que partie intégrante de la 80e brigade de la 27e division et, du 7 janvier au

* Dans la nuit du 28 au 29 avril, au clair de lune, trois bataillons de la 1er brigade canadienne, le 2° bataillon assurant le couvert, avaient creusé une tranchée transversale de 1,200 verges de long entre .Hampshire Farm. et .Turco Farm.. Grâce à quoi, on gagna un terrain important sans aucune perte[99].



23 mars 1915, avait servi dans le secteur de Saint-Éloi. Au cours de cette période, l'opération la plus importante qu'elle avait effectuée avait consisté en une petite attaque locale exécutée par plus de cent hommes, le 28 février. Au prix de seize pertes (dont cinq mortelles) ces hommes avaient infligé chez les Allemands des pertes dont on ignore le nombre, et détruit trente verges de tranchée enemie[100]. Le 9 avril, comme la division relevait la 17e division française dans le saillant d'Ypres, le Princess Patricia's occupa des positions en avant du «Bois du Polygone», à trois milles au sud de la droite de la 2e brigade canadienne à «Berlin Wood». Pendant le violent combat sur le flanc Nord, le bataillon fut soumis à des bombardements répétés et subit 80 pertes. Lors du retrait de la force de Plumer, dans la nuit du 3 au 4 mai, le Princess Patricia's se replia sur la crête de Bellewaarde, à un demi-mille au nord-est de Hooge sur la route de Menin.

C'est là que, le 4 mai, avant même d'avoir eu le temps de creuser à fond leurs tranchées, les hommes du Princess Patricia's subirent 122 pertes par le feu d'artillerie et de mousqueterie qui accompagnait l'ennemi dans sa poursuite.

Le 8 mai, un violent bombardement sur toute l'étendue du front du 5e corps d'armée préluda à un assaut allemand d'envergure. Le duc Albrecht avait ordonné le déclenchement de trois attaques convergentes pour réduire le saillant, le 26e corps de réserve devant avancer du nord contre le secteur qui s'étendait de «Mouse Trap Farm» à Frezenberg; le 27e corps de réserve devant effectuer l'attaque principale au centre, à partir de l'Ouest, entre Frezenberg et le lac Bellewaarde; et le 15e corps devant opérer une percée vers le nord-ouest entre les lacs Bellewaarde et Zillebeke. Les 27e et 28e divisions anglaises se trouvaient donc attaquées par au moins six divisions allemandes[101] En guise de préliminaire, au moyen de trois attaques aux gaz le 5 mai, le 15e corps s'était emparé de la cote 60.

Le poids de l'assaut principal, le 8, porta sur les 83e et 84e brigades de la 28e division qui tenaient la crête de Frezenberg. Deux assauts furent repoussés, mais le troisième submergea la première ligne et, au milieu de la matinée, Frezenberg tombait. Avant midi, les Allemands avaient opéré une pénétration de près d'un mille et se trouvaient à Verlorenhoek. Ils n'avancèrent pas plus loin mais, au milieu de l'après-midi, ils avaient élargi de deux milles leur brèche dans le saillant et avaient commencé à rabattre les deux flancs de la ligne britannique.

Dans leurs positions sur la crête de Bellewaarde, à l'extrême gauche de la 27e division, le Princess Patricia's, avec l'autre bataillon de première ligne de la 80e brigade, le 4e King's Royal Rifle Corps, tenait l'épaulement sud de la brèche. Le feu dévastateur que l'ennemi concentrait sur les tranchées britanniques, de la route de Menin à Frezenberg, annihila des sections entières de la première ligne du Princess Patricia's, sur la pente avancée de la crête. Deux des quatre mitrailleuses de l'unité furent mises hors de service, et les pertes étaient si lourdes que le major Hamilton Gault, qui avait pris le commandement du régiment le 5 mai, ordonnait aux signaleurs, aux pionniers, aux plantons et aux ordonnances d'avancer dans les tranchées de soutien. Lorsque les Allemands se lancèrent à l'assaut à 9 heures du matin, le feu de mousqueterie constant du Princess Patricia's les poussa sur la gauche; mais sur la droite l'ennemi gagna prise, nécessitant un repli jusqu'à la principale ligne de défense sur la crête. Renforcé par une compagnie 'de la 4e brigade de fusiliers, le bataillon y résista sans broncher tout le reste de la journée, subissant des bombardements répétés et repoussant toute tentative ennemie pour avancer au delà des tranchées conquises102. Au cours de l'après-midi, le flanc gauche, ramené à l'arrière pour conjurer le danger qui menaçait du nord*, fut étendu par l'adjonction de bataillons de réserve des 80e et 81e brigades. Ces unités établirent la jonction avec les bataillons de la 85e brigade qui contre-attaquait au centre pour bloquer l'empiétement ennemi. A l'est

* Des restes des deux bataillons de droite de la 83° brigade, dont la voie de retraite avait été coupée lorsque l'ennemi avait enfoncé le centre, poursuivirent le combat de positions isolées sur la gauche du Princess Patricia's[108].

de «Mouse Trap Farm», grâce à une résistance héroïque du 2e Northumberland Fusiliers, pendant que le reste des bataillons de première ligne de la 84e brigade était annihilé, l'épaulement nord de la brèche tint ferme. Sur le front de la 4e division, à l'ouest de «Moule Trap Farm», l'artillerie britannique (y compris huit batteries canadiennes de campagne) brisa l'attaque d'infanterie qui suivit le bombardement déclenché tôt le matin.

Quand le Princess Patricia's fut relevé peu avant minuit, ses effectifs de tranchée comptaient au total 4 officiers et 150 hommes. Les pertes de la journée atteignaient 392. Pendant les quelques derniers jours de la bataille de la crête de Frezenberg (qui prit fin le 13 mai), ce bataillon formait une unité composite avec le 4e King's Royal Rifles, qui avait partagé son énergique résistance sur la crête de Bellewaarde. Le 24 mai, lorsque la Quatrième armée attaqua de nouveau le 5e corps, lâchant une forte concentration de chlore sur un front de 4 milles et demi (la plus forte jamais tentée jusque-là), la 27e division se trouvait en réserve de corps d'armée. Les Allemands s'emparèrent de «blouse Trap Farm» et de la crête de Bellewaarde, opérant une percée des deux côtés du lac Bellewaarde. Tard le 24, la 80e brigade contre-attaquait sans succès, le Princess Patricia's étant en réserve de brigade. Cette opération, connue sous le nom de bataille de la crête de Bellewaarde, mettait fin aux batailles d'Ypres de 1915. Le 15 mai, grâce à une contre-riposte réussie, les Français avaient refoulé les Allemands au delà du canal autour de Steenstraat[104] Mais les Alliés ne recouvrèrent pas d'autre terrain. Pendant les deux années qui suivirent, les lignes adverses autour du saillant devaient demeurer à peu près inchangées.

* * *

En défendant avec succès le saillant d'Ypres, au printemps de 1915, le simple soldat et ses commandants, tant au niveau du bataillon qu'à celui de la brigade, triomphaient. A cette étape de la guerre, les commandants de formations de niveau supérieur à celui de la brigade, pouvaient très rarement exercer un contrôle efficace sur les opérations défensives d'envergure. L'absence d'observation et de photographie aériennes suffisantes ne permettait pas de repérer exactement les dispositions ennemies (ou, à vrai dire, celles de nos propres troupes, qui n'avaient encore aucun moyen de communication avec les avions). Le problème que posait cette pénurie de renseignements s'aggravait des lacunes des transmissions; à tel point que les commandants de division et de corps d'armée ne pouvaient guère faire plus que transmettre les instructions du commandant d'armée relatives aux contre-attaques à déclencher, et essayer d'envoyer de l'avant vers la zone de combat tous les renforts disponibles, laissant l'utilisation tactique de ces effectifs presque entièrement à la discrétion des commandants subalternes sur place. Le fait qu'on ne pût engager ces renforts en tarit que brigades complètes relevant de leur propre Q.G. imposait aux états-majors des formations auxquelles étaient attachées les unités distinctes une tâche presque impossible, pour ce qui est du contrôle et de la transmission de renseignements et d'ordres. Dans certains cas, les états-majors virent les effectifs de leurs brigades augmenter du double, voire davantage, de leur nombre normal, par suite de l'affectation de ces unités.

Comme les services administratifs n'augmentaient pas en proportion, les problèmes de ravitaillement et d'évacuation devinrent quasi insurmontables. Si l'on examine la situation tactique qui suivit la première attaque aux gaz, on se rend compte du dilemme auquel faisait face le général Plumer. La pression principale s'exerçait sur le flanc de la division canadienne, réduisant de moitié la largeur normale de la zone divisionnaire. Il fallait qu'Alderson combattît sur toute l'étendue des six milles de ce front-à flanc, faisant avancer ses renforts et son ravitaillement à travers le long secteur étroit qui croisait le front ennemi. Dans ces conditions, on peut critiquer Plumer de n'avoir pas modifié la délimitation des zones divisionnaires pendant toute la durée de la bataille de Saint-Julien, au cours de laquelle les 27e et 28e divisions bénéficièrent d'une accalmie relative. En étendant le front de la 28e division de manière à inclure le secteur GravenstafelSaint-Julien, on aurait grandement facilité le commandement et le ravitaillement, en partageant les tâches. Faute de quoi, la confusion ne fit que s'aggraver lorsque, à l'insu des commandants de brigade à la ligne de feu, la réserve de corps d'armée fut mise à la disposition du commandant de la 27e division, lequel n'était familier ni avec le secteur de l'attaque ni avec le dispositif des troupes qui s'y trouvaient. Il n'est donc pas étonnant qu'à la pointe du saillant les percées se succédassent les unes après les autres. Ce qui est étonnant, c'est que Currie et sa 2e brigade purent tenir si longtemps. Malgré une carence visible de conception éclairée au niveau du corps d'armée, la situation fut sauvée grâce à l'esprit d'improvisation des chefs sur place—Alderson, Turner, Currie, Snow, Geddes et Hull—ainsi qu'à l'extraordinaire lenteur des troupes du duc Albrecht à exploiter leurs succès initiaux.

Les deux commandements, français et anglais, s'opposaient à l'envoi de renforts importants dans la région menacée, le général Foch ne voulant pas affaiblir l'offensive qu'on projetait de lancer dans l'Artois, et sir John French ne voulant pas sanctionner une nouvelle dépense de troupes britanniques à moins que les Français ne reprissent d'abord l'épaulement perdu du saillant. Mais ces décisions ne furent pas connues immédiatement des défenseurs du saillant, harcelés par l'ennemi. Leur tâche était claire: «Tenir la ligne à tout prix.» C'est ce qu'ils firent, face à un ennemi qui, jouissant d'un nombre supérieur de fantassins appuyés par une prépondérance d'artillerie lourde et de mitrailleuses, cherchait à exploiter l'avantage qu'il avait gagné en inaugurant l'emploi des gaz délétères dans la guerre moderne. Heureusement, les Allemands avaient gaspillé les possibilités de leur nouvelle arme, de sorte qu'ils ne purent jamais recréer la «surprise paralysante» de sa première apparition.

C'est à cause de leur résistance énergique, pendant les trois premiers jours du combat, que l'effort des Canadiens revêt toute sa signification. Au 25 avril, des renforts anglais et français suffisants étaient arrivés pour conjurer le danger d'une percée allemande et permettre un repli méthodique sur une ligne de défense plus courte. «Les Canadiens subirent de nombreuses pertes, signalait un communiqué du War Office, mais leur héroïsme et leur détermination ont sans doute sauvé la situation[105].»

Une fois de plus, on avait tenu Ypres. Pour nos alliés belges la conservation de la ville et du saillant signifiait qu'il restait encore une partie du territoire belge que ne foulait pas la botte prussienne; pour les stratèges, Ypres aux mains des Alliés, c'était bloquer toute avance allemande vers les ports de la Manche, et maintenir la menace d'une poussée alliée vers Lille et Bruxelles. Tout cela avait coûté cher. Les pertes totales du Corps expéditionnaire britannique à la côte 60 et dans les batailles d'Ypres, du 22 avril au 31 mai, s'élevaient à 59,275 hommes de tous grades [106]. Pendant la première période en ligne de la division canadienne (15 avril-3 mai), les pertes canadiennes (non comprises celles du P.P.C.L.I.) s'établissaient à 208 officiers et 5,828 gradés ou hommes de troupe, celles de l'infanterie se répartissant presque également entre les trois brigades. Le P.P.C.L.I., au cours de sa période plus longue en action avec la 27e division (10 avril-31 mai), subit 678 pertes[107]. En regard de ces pertes, il convient de considérer le gain immense que les Canadiens ajoutaient à leur réputation, grâce à leurs réalisations. Désormais, leur moral ne pouvait que demeurer élevé, car ils s'étaient révélés plus que de taille à faire face à l'ennemi, non moins que les égaux de leurs frères d'armes alliés. Dans leur première opération importante de la guerre, les soldats canadiens avaient acquis une confiance indomptable qui devait les pousser irrésistiblement de l'avant dans les combats à venir.

CHAPITRE IV

FESTUBERT ET GIVENCHY, 1915

(Voir carte 2 et croquis 15-22)

Début de l'offensive d'Artois

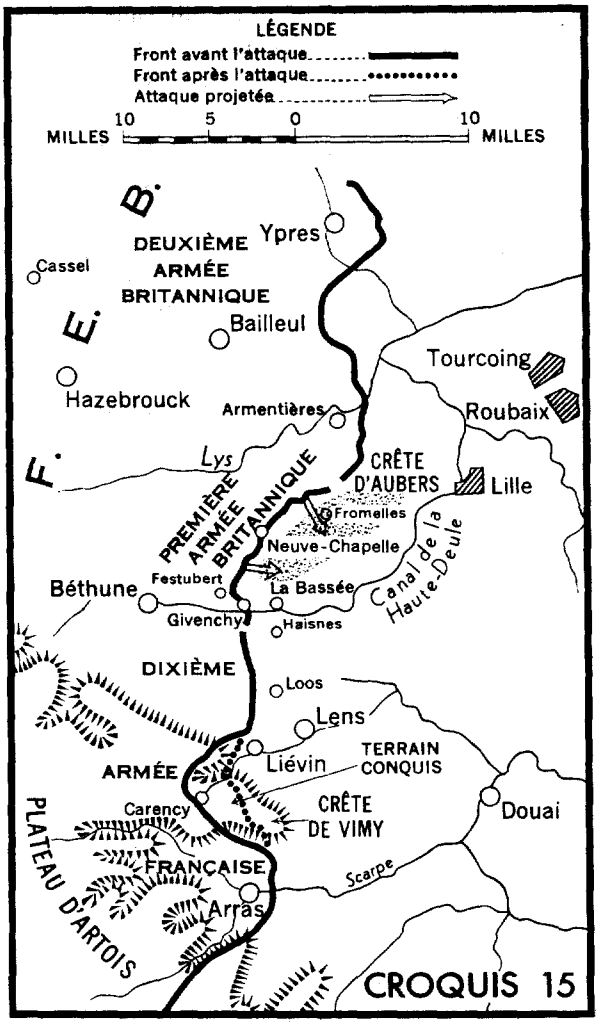
ALORS que la Deuxième armée britannique luttait encore pour la défense d'Ypres, et que la crête de Frezenberg était encore disputée, la Première armée, de concert avec les troupes françaises, avait lancé à l'aile droite du Corps expéditionnaire britannique l'offensive qu'elle préparait depuis longtemps en Artois.

L'offensive principale devait avoir lieu dans le secteur de la Dixième armée française, au sud du canal de La Bassée. Dans ce secteur, situé entre Lens et Arras, où l'extrémité est du plateau de l'Artois s'abaisse vers la plaine de Douai, la Sixième armée allemande détient une saillie de sept milles de large et de quatre milles de profondeur. L'objectif principal est la crête de Vimy qui constitue une barrière de cinq milles en travers de cette saillie. Précédée d'un bombardement de cinq jours, l'offensive française est lancée par huit divisions d'assaut au milieu de la matinée du 9 mai, après que le mauvais temps l'eut retardé de deux jours. Au centre, un corps d'armée de trois divisions commandé par le général HenriPhilippe Pétain, et appuyé par des attaques auxiliaires sur les deux flancs, perce les défenses allemandes sur une profondeur de deux milles et demi et atteint presque la cime de la crête. Mais les formations de réserve retenues sept milles à l'arrière arrivent trop tard pour exploiter ce succès, et l'arrivée de renforts allemands transforme le combat en une lutte indécise qui ne se solde pour les Français que par de lourdes pertes[1]. Cette lutte d'usure continue jusqu'au 15 mai, pour reprendre un mois plus tard pendant quatre jours sans résultat. Les pertes françaises atteignent alors plus de 100,000 hommes, alors que les Allemands ont perdu environ les trois quarts de ce chiffre.

Le rôle que devaient jouer les Britanniques dans cette offensive avait été déterminé en avril par le général Foch et sir John French. Ce dernier avait donné ordre au général Haig, à la tête de la Première armée, d'enfoncer les défenses allemandes en deux points espacés de 6,000 verges, au nord et au sud de NeuveChapelle, puis de converger vers la crête d'Aubers, à 3,000 verges de là. L'offensive devait ensuite se poursuivre au delà de la route La Bassée-Lille en direction de la ligne du canal de la Haute-Deule, à six milles de la ligne de départ2. Alors que les Français avaient finalement opté pour un harcèlement prolongé des positions de l'ennemi, les Britanniques décident de ne faire précéder leur assaut

LE FRONT D'YPRES À ARRAS

9 MAI 1915



que d'un bombardement intense de quarante minutes. Cette décision s'explique en partie par leur pénurie d'artillerie lourde et de munitions (pénurie aggravée par la défense d'Ypres), ainsi que par l'espoir de faire bénéficier l'assaut d'infanterie du maximum de surprise. A la bataille de Neuve-Chapelle, l'artillerie britannique n'avait pas donné à l'infanterie l'appui rapide et précis dont elle aurait eu besoin en présence de points de résistance ennemis; on espérait remédier à cette situation au moyen d'une artillerie légère composée de batteries de mortiers de tranchée et de canons de montagne à obus de trois livres transportés par camions ou autos blindées. Des préparatifs nombreux avaient permis d'aménager pour l'infanterie des tranchées de rassemblement et des points de départ appropriés, et de lui fournir le matériel d'assaut nécessaire ainsi que de bonnes réserves de munitions, de ravitaillement et de matériel de génie; après Neuve-Chapelle, le

G.Q.G. avait en effet déclaré avec optimisme que ides préparatifs, minutieux et un repérage détaillé des tranchées de l'ennemi par notre artillerie devraient permettre de capturer un secteur des lignes de défense ennemies au prix de pertes relativement faibles»[3].

Les Allemands n'avaient toutefois pas perdu leur temps. Le long des lignes ennemies, des formations du 7e Corps de la Sixième armée avaient considérablement fortifié leur parapet de première ligne et plus que doublé la profondeur de leur réseau de barbelés. Ils étaient rigoureusement couverts par les deux mitrailleuses de chaque bataillon, placées de façon à tirer au ras du sol par des créneaux d'acier. A 200 verges en arrière, à la base d'un second parapet presque terminé, ils avaient aménagé des abris pour vingt ou trente hommes prêts à garnir le front dès la fin du bombardement allié. A un demi-mille derrière la première ligne, ils avaient aménagé des nids de mitrailleuses en béton, espacés de 1,000 verges et devant servir de points de ralliement si le front était percé[4].

La bataille de la crête d'Aubers, 9 mai 1915

Le 9 mai, à 5 heures du matin, 600 canons engagent un furieux bombardement d'un bout à l'autre du front de la Première Armée. Quarante minutes plus tard, les troupes d'assaut commencent à franchir les 200 verges de terrain neutre, les hommes progressant à trois pas l'un de l'autre et en six vagues espacées d'environ cinquante verges. Sur l'aile droite, le Corps d'armée indien et le le! Corps lancent chacun une division à l'attaque; au nord, l'assaut est lancé en face de Fromelles par une division du 4e Corps. Les deux assauts sont repoussés. Le court pilonnage de l'artillerie britannique, amoindri par l'usure des canons et la mauvaise qualité des munitions, n'a pas réussi à détruire les défenses allemandes, de sorte qu'une grande partie de la garnison a repris son poste en première ligne avant la fin de la canonnade[5].

Au sud, les trois premières vagues d'assaut sont fauchées par le feu des fusils et des mitrailleuses de face et de flanc, et la quatrième vague est décimée par l'artillerie de campagne allemande. Aux rares points où les assaillants réussissent à franchir le parapet ennemi, ils sont rapidement tués ou fait prisonniers. Une deuxième attaque lancée après un nouveau bombardement est tout aussi désastreuse. A l'issue du combat les pertes des neuf bataillons d'assaut du 1er Corps d'armée et du Corps indien sont supérieures à 3,100 officiers et hommes de troupes[6].

L'attaque lancée sur l'aile gauche par le 4e Corps ne réussit guère mieux. Trois des cinq bataillons d'assaut emportent de petites positions au delà du parapet de première ligne pour y être ensuite isolés par le feu nourri des positions allemandes encore intactes qui paralysent toute action. De son Q.G., le général Haig, soucieux d'aider les progrès des Français à quinze milles au sud, ordonne la reprise de l'attaque dans les deux secteurs. Une fois de plus, les tireurs et mitrailleurs allemands déciment les longues vagues qui se succèdent de très près sur le

terrain neutre. Une brigade indienne perd mille hommes en quelques minutes. Seuls des tronçons de la première vague prennent pied dans les tranchées ennemies où, faute d'appui, ils sont rapidement anéantis. Les survivants regagnèrent leurs lignes après la tombée de la nuit. La bataille de la crête d'Aubers n'a pas été reprise. En douze heures de combat, la première armée n'a pas gagné de terrain et perdu plus de 11,000 hommes[7]. Elle a prouvé de façon coûteuse qu'il est vain de lancer des troupes en rangs serrés et sans appui contre un barrage de tir habilement déployé.

Haig comprend pourtant qu'il doit maintenir la Première armée en activité, au moins pour répondre aux demandes du général Joffre, qui reproche aux Britanniques de ne pas s'engager à fond et de compromettre ainsi ses plans. Il paraît opportun de maintenir la pression sur le front de l'Ouest, car l'attention de l'ennemi est retenue à l'Est, où le 2 mai une puissante offensive austro-allemande se déclenche en Galicie, dans le secteur Gorlice-Tarnow (voir ci-dessous, page 128). A cette fin, von Falkenhayn a retiré du front français toutes les divisions qui lui paraissaient disponibles. Au moment de l'offensive britannique, la Sixième armée n'a fait appel qu'à ses deux divisions de réserve du voisinage, mais le fait qu'elle puisse le soir du 9 mai, les retirer du front du Corps expéditionnaire britannique[8] pour renforcer au sud le secteur Arras-Vimy accentue l'urgence des appels de Joffre demandant aux Britanniques d'agir. L'échec de la crête d'Aubers a convaincu Haig que la première armée ne peut pas se permettre de monter deux attaques simultanées sur un large front contre des défenses si puissantes. C'est pourquoi il renonce à son effort de l'aile gauche afin de concentrer ses ressources sur un front de trois milles entre Neuve-Chapelle et Festubert, village situé à un mille et demi au nord du canal de La Bassée.

Le général Joffre tient à ce que la Première armée attaque immédiatement ou prolonge son front au sud du canal de La Bassée afin de libérer une division française qu'il pourrait lancer dans l'offensive de Vimy. Pour permettre au général Haig de choisir le moment de son attaque, sir John French accepte la deuxième solution. Il dispose de très peu d'hommes, car les divisions des nouvelles armées promises depuis longtemps sont retenues en Angleterre, officiellement parce que lord Kitchener craint une invasion dès que le gros de l'armée allemande reviendra du front russe, mais en réalité parce qu'elles sont dénuées de canons, de fusils et surtout de munitions. Sir John charge les divisions canadiennes, qui se sont reconstituées au sud de Bailleul, de relever la 58e division française à l'aile droite des Britanniques[9]. Mais l'artillerie canadienne est encore en ligne à Ypres et à Ploegsteert (où une brigade mixte d'artillerie canadienne de campagne a relevé une brigade de la 4e division d'artillerie britannique le 10 mai), et les Français ne veulent pas leur laisser leurs canons. C'est pourquoi la relève est exécutée par la 1-division britannique, qui dans la nuit du 14 au 15 mai prend position sur 5,500 verges de front français. La 47e division tient le front du canal à Festubert tandis qu'au nord se trouve le ter Corps d'armée britannique que le général Haig destine à son attaque[10].

Le désastre du 9 mai a transformé considérablement la tactique britannique. Le 11, sir Douglas écrit dans son journal:

> Les défenses qui nous font face sont si bien organisées et si puissantes, et l'appui mutuel des mitrailleuses est si efficace qu'il sera nécessaire de les soumettre au *bombardement long et méthodique* de l'artillerie lourde (canons et obusiers) avant de lancer l'infanterie à l'attaque.

Il envisage de se servir de canons à projectiles de soixante livres en plus des obusiers de siège de 15 pouces et d'observer soigneusement les résultats de chaque impact pour s'assurer que les points fortifiés de l'ennemi sont bien démolis avant de lancer l'infanterie à l'attaque[11]. En approuvant officiellement «une attaque systématique et persistante» qui permettrait «d'user l'ennemi graduellement et sans relâche jusqu'à effrondrement de sa défense», sir John French signale que le bombardement prolongé supprime l'élément de surprise, ce qui le décide à ne prescrire qu'un objectif restreint, soit une avance d'environ mille verges, ou le tiers de la distance prévue lors de la bataille de la crête d'Aubers[12]. On a au moins saisi la nuance entre une guerre partiellement de mouvement et une guerre partiellement de positions. Les forces britanniques vont pour la première fois s'engager dans une bataille d'usure.

La bataille de Festubert, 15-25 mai

Le matin du 13 mai, 433 obusiers et canons déclenchent un bombardement systématique des défenses allemandes sur un front de 5,000 verges, orientées vers le nord à partir de Festubert. Le tir est lent et minutieux (50 projectiles en 24 heures pour chaque obusier) afin de permettre une observation détaillée de son efficacité. Les batteries d'obusiers de six pouces concentrent leur feu sur le parapet ennemi; les pièces de 4.5 pouces bombardent les tranchées d'appui et de communication. Les canons de campagne hachent le réseau de fils de fer barbelés et harcèlent l'ennemi en déversant des obus à mitraille sur ses tranchées de communication. La préparation d'affaiblissement dure les 36 heures prescrites, puis 24 heures de plus à la demande de l'une des divisions d'assaut. Au cours de ces 60 heures, l'artillerie du premier corps d'armée a tiré un peu plus de 100,000 projectiles.

L'infanterie attaque au cours de la nuit du 15 au 16 mai. Selon les plans du général Haig, la 2e division doit lancer sur l'aile gauche un assaut de minuit sur un front de 1,300 verges; la division Meerut du Corps d'armée indien doit couvrir le flanc gauche. A l'aube, la 7e division (qui ne connaît pas suffisamment le terrain pour une attaque de nuit) doit entrer en action sur la droite, attaquant sur un front d'un demi-mille, tandis que la 2e division progressera vers son second objectif, soit la ligne de la Quinque Rue, orientée vers le nord-est à partir de Festubert[13]. Les deux attaques se feront contre la 14e division d'infanterie allemande, qui tient le front au sud du canal de La Bassée jusqu'à la Ferme du Bois, à deux milles au nord-est de Festubert, avec les 16e, 56e et 57e régiments d'infanterie. Vers le nord, la 13e division d'infanterie fait face au Corps indien[14].

L'attaque de nuit de la 2e division et de la division Meerut ne réussit que partiellement à bénéficier de la surprise; c'est la première attaque de nuit lancée par les Britanniques depuis le début de la guerre; la brigade de droite atteint le parapet allemand en silence et l'occupe comme il était prévu, ainsi que la ligne de soutien. Mais sur le flanc nord, la division du Lahore, en se livrant à une démonstration préliminaire de tir d'armes portatives, ne réussit qu'à donner l'alarme aux Allemands qui repoussent les deux brigades d'assaut de la gauche avec un feu très nourri. La 7e division se met en marche à 3h.15 du matin, substituant un barrage d'artillerie de campagne à la surprise dont aurait bénéficié un assaut silencieux de nuit. Le parapet allemand est enlevé et la brigade de droite atteint son objectif le long de la Quinque Rue. Ailleurs, l'avance est stoppée par le feu violent des positions allemandes intactes dans l'intervalle qui sépare les secteurs de la 2e et de la 7e division. Au cours du 16, deux tentatives en vue d'établir la liaison entre les flancs voisins des deux divisions échouent. Mais cette même nuit, les Allemands ont abandonné tout espoir de reprendre les tranchées qu'ils ont perdues et, sur l'ordre de l'officier général commandant, la 14e division d'infanterie se replie sur un front de 3,000 verges. Leur nouvelle ligne de résistance, que les Britanniques mettent plusieurs jours à repérer avec exactitude, est située en face de Festubert à environ 500 pieds derrière la Quinque Rue, mais plus au nord elle passe à l'ouest de cette route pour rejoindre leur position fortifiée à la Ferme du Bois.

Interprétant le repli allemand comme un signe d'affaiblissement de la résistance de l'ennemi[15], le commandant de l'armée, au milieu de la matinée du 17, ordonne au 1er Corps d'établir un front ferme le long de la Quinque Rue, les brigadiers qui se trouvent sur les lieux devant pousser plus avant si l'occasion s'en présente. Il met également la 3e brigade canadienne à la disposition du commandant du 1er Corps d'armée qui l'affecte au rôle de réserve de la 7e division. Le sens général de l'avance doit obliquer vers le sud-est, sir John French ayant décidé que l'objectif final de la Première armée sera La Bassée, et non plus la crête d'Aubers, afin de prendre pied dans le secteur situé au sud du canal[16]. Mais toutes les tentatives d'avance échouent, et ce soir-là, le général Haig ordonne une nouvelle attaque d'infanterie, précédée d'un bombardement méthodique qui aura lieu le 18. Le commandant du corps charge la 3e Brigade canadienne de lancer l'assaut sur le front de la 7e division. Immédiatement à sa gauche, la 2e division lancera la 4e brigade de la garde à l'attaque[17]. Un brouillard très matinal retarde la préparation d'artillerie et oblige à fixer à 4h.30 de l'après-midi l'heure de l'assaut de l'infanterie.

Le gros de l'attaque doit porter sur le centre du front du 1er corps d'armée en vue d'occuper un mille de la Quinque Rue. Le corps indien doit engager au nord une action complémentaire en vue de capturer la Ferme du Bois. Comme le front de la 7e division est beaucoup plus près de la route (qui oblique vers le nord-est), la 3e brigade a aussi pour mission d'occuper le parapet nord (secteur de l'ancienne première ligne allemande filant vers l'est et le nord-est à partir de la Quinque Rue), et à l'extrémité de ce parapet un verger qu'on savait défendu[18].

D'après les plans du brigadier-général Turner, l'attaque canadienne sera lancée par deux compagnies du 14e bataillon à gauche et une du 16e bataillon à droite en direction de l'est vers la route, puis vers le verger. Pendant ce temps, une autre compagnie du 16e fera un long détour par le village de Festubert pour s'emparer du parapet nord à partir du sud-ouest et de se joindre à l'attaque frontale[19].

Les ordres définitifs du général Haig ne partent qu'à lh.55 de l'après-midi et lorsqu'ils atteignent les brigades d'infanterie et l'artillerie de soutien, l'heure H est imminente. Le bombardement de deux heures qui devait commencer à 2h.30 est retardé d'une heure[20] et l'assaut frontal canadien n'est déclenché qu'à 5h.25 de l'après-midi[21]. A ce moment-là la brigade de la Garde a déjà été stoppée par un feu de mitrailleuses provenant de nouvelles positions allemandes dont l'artillerie ne connaissait pas encore l'emplacement et qui ont échappé à peu près intactes au bombardement.

L'attaque frontale du 14e bataillon en terrain détrempé et découvert se heurte elle aussi au feu de mitrailleuses non repérées, qui la font dévier vers le sud. L'artillerie allemande entre alors en action, stoppant toute progression organisée à environ 400 verges des tranchées de départ. La compagnie voisine du 16e bataillon, empruntant une tranchée de communication, atteint la Quinque Rue le long de laquelle elle se déploie. Elle est rejointe par sa compagnie de flanc qui avait fait son approche circulaire de deux milles par Festubert. Elle fut reçue par une canonnade nourrie à l'extrémité ouest du parapet nord (une salve allemande faisant 47 victimes) et faute d'un soutien d'artillerie elle ne put avancer davantage[22]. Bien que ni le 1er corps ni le corps indien n'aient atteint leurs objectifs, l'avance de la 3e brigade a réduit l'intervalle entre les 2e et 7e divisions. Sous une pluie battante, les compagnies de relève du 16e bataillon creusent toute la nuit pour consolider les gains de terrain en établissant une ligne continue. Les Allemands ont déclaré par la suite que seule leur artillerie avait pu arrêter les Canadiens: «Ils se sont heurtés à un barrage si efficace, écrit l'historien du 57e régiment d'infanterie au sujet de la 3e brigade, ... que l'attaque a avorté au bout de quelques minutes et n'a pas été reprise contre les positions de notre régiment»[23].

Au cours de la nuit du 18 au 19 mai, la 2e brigade canadienne prend position à la droite de la 3e brigade. Ce mouvement fait partie d'une série de relèves visant à remplacer les 2e et 7e divisions (moins leur artillerie) par les 5le (Highland) et 1re divisions canadiennes. Le commandant d'armée regroupe les deux divisions de relève et l'artillerie des 2e et 7e divisions sous le commandement du général Alderson «en vue d'un mouvement offensif», donnant au corps d'armée provisoire le nom de «Alderson's Force»[24]. Alderson conserve la direction des opérations de sa propre division, tandis que le corps d'armée indien se charge de l'administration des divisions canadiennes et Highland. Ce regroupement empirique ne donne pas toutefois de bons résultats. Sans état-major de son corps d'armée, Alderson doit faire appel à son propre chef d'état-major, ce qui désorganise son quartier général de division[25]. L'«Alderson's Force» ne dure donc que quatre jours.

Pendant ce temps l'ennemi a fait monter en première ligne toutes les réserves disponibles pour rétablir une situation que le commandement local considère coin-

CARTE 2

FESTUBERT
15-21 MAI 1915

500 0 500
YARDS

1ER CORPS
1ÈRE DIVISION CANADIENNE
7E BDE CAN
2E BDE CAN
3E BDE CAN
1ÈRE DIVISION (FR)
DIVISION MEERUT
CORPS D'ARMÉE DES INDES
4E BDE GUARDS
1ÈRE DIVISION
2E DIVISION
13E DIV
14E DIVISION DE RÉSERVE DES GARDES
57E RÉGIMENT D'INFANTERIE
56E RÉGIMENT D'INFANTERIE
RÉGIMENT MIXTE D'INFANTERIE ET RÉGIMENT BAVAROIS
JUSQU'AU 9 MAI, PUIS L'ARMÉE D'ALDERSON
JUSQU'AU 9 MAI, PUIS LA 1ÈRE DIVISION CANADIENNE
JUSQU'AU 9 MAI, PUIS LA 51E DIVISION
1ÈRE BN
16E BN
15E BN
EPAULEMENT NORD
EPAULEMENT SUD
K 5 STÜTZPUNKT
Ferme du Bois
Verger canadien
La Quinque Rue
Rue d'Ouvert
Festubert
Givenchy-lez-la-Bassée
LA BASSÉE
1 MI.
Canal la Bassée

Front au 14 mai
Front après les attaques des 15 et 16 mai
Front consolidé au 17 mai
Positions saisies les 18, 20, 21 May
Attaque du 18 mai
du 20 mai
du 21 mai
Nouveau front allemand au 16-17 mai
Front au 31 mai

Note
Le secteur compris dans cette carte est un terrain bas traversé par de nombreux caniveaux

Reproduite par le service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'E-M.

Blank page

me précaire. A partir du 16 mai au soir, des unités de renfort, compagnies ou bataillons, arrivent du nord une à une, les unes à pied, les autres par chemin de fer. La 2e division de réserve de la Garde, unité déjà aguerrie par les combats de 1914 et amenée d'Alsace le 14 mai pour servir de réserve aux défenseurs de la crête de Vimy, arrive à La Bassée le 18 pour relever la 14e division et l'aile gauche de la 13e division, ses 55e et 15e régiments de réserve prenant position sur la ligne en face des Canadiens et de la 2e division britannique[26].

En arrivant à son nouveau poste le 20 mai au matin, le général Alderson reçoit pour mission de progresser de 600 à 1,000 verges vers deux objectifs distants de 3,000 verges. Plus tard, la Première armée modifie ces ordres, car la relève, par la 51e division, de la 2e division est retardée. A trois heures de l'aprèsmidi, Alderson donne ordre aux deux brigades canadiennes qui se trouvent en ligne de déclencher l'assaut à 7h.45 le soir même. A la droite, la 2e brigade est chargée de s'emparer d'un point (K.5 sur la carte) * près de la jonction du nouveau et de l'ancien front allemand. Simultanément, la 3e brigade doit s'emparer d'un demi-mille du nouveau front ennemi et capturer le Verger canadien (comme on l'appellera plus tard) et une bâtisse voisine (M.10)[27]. Vers le nord, le corps d'armée essaiera de nouveau d'enlever la Ferme du Bois. L'opération sera précédée d'une vaste préparation d'artillerie mettant en ligne tous les canons et obusiers de la Première armée.

Il fait encore grand jour quand l'attaque commence, après un pilonnage qui dure depuis quatre heures de l'après-midi. Dans le secteur de la 3e brigade, c'est de nouveau le spectacle de soldats avançant courageusement au milieu d'une grêle de balles de mitrailleuses. Sur la gauche, les deux compagnies d'assaut du 16e bataillon atteignent le Verger et le nettoient rapidement de ses défenseurs surpris qui se tenaient à l'abri à cent verges des premières lignes allemandes. La maison voisine, au point M. 10, est bien protégée par les barbelés et énergiquement défenfendue, de sorte qu'il faut renoncer à franchir le terrain découvert qui la sépare des positions acquises. L'avance du 15e bataillon sur la droite se déroule en terrain découvert ne donnant aux hommes aucune protection contre les mitrailleurs et les artilleurs. Les pertes s'élèvent rapidement â mesure que les deux compagnies de Highlanders progressent par petits bonds de vingt verges. Elles atteignent et franchissent le parapet nord mais doivent s'arrêter à cent verges plus loin. A la tombée de la nuit, des compagnies de soutien viennent consolider le terrain gagné[28].

L'attaque de la 2e brigade, confiée à deux compagnies du 10e bataillon, est vouée à l'échec dès le départ. Au cours d'une reconnaissance faite l'après-midi, le brigadier-général Currie n'a pas pu repérer son objectif, représenté sur la carte par un petit cercle. (L'un des grands inconvénients de cette façon de désigner les positions était d'utiliser le même symbole, quelle que fut la nature du point à repérer. Pour aggraver la situation, la carte de tranchée de Festubert était pleine

* Les cartes de tranchées en usage alors indiquaient les caractéristiques topographiques et autres objectifs tactiques par une lettre et un numéro, par exemple: J.l, J.2, etc. Les lettres distinguaient des secteurs étroits du front en ordre alphabétique de l'aile droite à l'aile gauche, tandis que les chiffres suivaient l'ordre numérique à partir du front britannique vers l'intérieur des lignes ennemies.

d'inexactitudes, certaines erreurs de positions s'élevant à 450 verges. Enfin, elle était imprimée la tête en bas, le nord se trouvant au bas de la carte et l'est à la gauche.)[29] Les tranchées de rassemblement sont gravement endommagées et soumises au feu ennemi, ainsi qu'un fossé de communication peu profond qui constitue le seul moyen très approximatif d'approcher de l'objectif à couvert. Currie demande donc que l'attaque soit remise au lendemain mais il essuie un refus. Le feu d'artillerie qui doit le soutenir a lui aussi été réduit. Il avait été prévu de soumettre le point K.5 au feu de deux obusiers de 9.2 pouces, mais cette mesure est contremandée de crainte que le retrait nécessaire des Canadiens de la zone dangereuse, à proximité d'un tel bombardement, donne l'alerte aux Allemands qui, de la crête d'Aubers, peuvent examiner en détail les positions de la Première armée. Le groupe d'attaque du 10e bataillon nettoie la tranchée de communication ennemie sur une longueur de cent verges, mais dès que les bombardiers de la brigade s'aventurent en file indienne en terrain découvert, ils sont balayés par le feu de mitrailleuses tirant de positions surélevées, laissées intactes par notre artillerie. Voyant que tous les officiers sont tombés, le commandant de la compagnie met fin à cette marche au suicide et ordonne de consolider les positions acquises[30].

L'attaque, qui devait reprendre au début de la journée du 21, est reportée à la tombée de la nuit pour permettre un bombardement plus méthodique. L'ordre du jour de la Première armée stipule que l'<Alderson's Force» doit s'emparer des points K.5 et M.10 et des 1,500 verges de tranchée frontale qui les relient et empêchent l'accès à la Rue d'Ouvert, conduisant à La Bassée au sud-est. A partir du point K.5, les nouvelles lignes allemandes se dirigent vers le nord-est, le long du parapet sud, formant un angle aigu avec les anciennes lignes. Les archives de l'ennemi révèlent que le <*Stützpunkt*» (point fort) comme les Allemands avaient appelé leur redoute à l'extrémité de cette saillie, devait être conservé au prix de renforts et de contre-attaques jusqu'à l'achèvement des nouvelles lignes[31]. Le point K.5 devient donc le principal objectif canadien; et comme il se trouve en face-de la limite de division, la 47e division (Londres) place son bataillon avancé de la gauche sous le commandement du général Currie pour l'opération. Sur la gauche d'Alderson, il n'est pas question d'avancer au delà du Verger car on sait que la maison du point M.10 est fortifiée et qu'il n'y a aucune aire de rassemblement abritée.

Précédée d'un bombardement de trois heures et demie, l'attaque est lancée à 8h. 30, alors qu'il fait encore jour, mais, une fois de plus, la préparation d'artillerie a été fâcheusement vaine. Les canons de compagne, dispersés sur tout le front et qui, faute d'obus, doivent surtout tirer des shrapnels, ne peuvent pas compenser l'absence de gros canons de siège. Les points fortifiés allemands ne subirent donc que très peu de dégâts. Les ouvrages de contrebatterie n'en étant encore qu'à leurs débuts, les canons de l'ennemi, de calibre supérieur et mieux ravitaillés en munitions, demeurent à peu près intacts. L'assaut de la 2e brigade est lancé par les deux mêmes compagnies du 10e bataillon, plus la compagnie de grenadiers de la 1re brigade, emportant 500 grenades. Par des brèches dans les parois de la tran-

chée d'approche, la moitié du groupe d'assaut s'élance sur la gauche et l'autre moitié sur la droite. Celle de la gauche, s'aventurant sur 200 verges de terrain découvert en direction du point K.5, est rapidement décimée par les mitrailleuses. Par contre, le groupe de droite, attaquant le flanc ouest de la saillie, rencontre moins de résistance et chasse l'ennemi sur 400 pieds de ses premières lignes. Au cours de la nuit les Allemands lancent plusieurs contre-attaques que la garnison canadienne, renforcée par une compagnie du 5e bataillon, parvient à repousser. Mais à l'aube du 22, les canons de l'ennemi commencent un bombardement intense des positions qu'il a perdues. De grands tronçons du parapet sont pulvérisés, et ses occupants anéantis. Avant midi, Currie ordonne un repli, ne conservant que cent verges de la ligne récemment occupée. Le 10e bataillon avait jusqu'alors subi des pertes s'élevant à dix-huit officiers et 250 hommes de troupe[32].

Ce matin-là, le général Haig vient au Q.G. du général Alderson exprimer son mécontentement de l'échec des assauts canadiens et exiger que les Allemands soient chassés de leurs positions[33]. Renonçant à l'idée d'un mouvement offensif actif et optant pour une avance méthodique accompagnée de la consolidation des positions acquises, il dissout l'«Alderson's Force», plaçant la 51e division (Highland) sous les ordres du Corps d'armée indien (qui avait finalement renoncé à s'emparer de la Ferme du Bois), et la 1re division canadienne directement sous le commandement de la Première armée. Au cours d'une conférence militaire le lendemain matin, il ordonne de reconnaître minutieusement les positions de l'ennemi avant de monter la prochaine attaque, au cours de laquelle la division canadienne, de concert avec la 47e division (du er corps d'armée), à sa droite, devra réduire la saillie allemande à laquelle elle fait face. De son sommet au point K.5, cette saillie s'étend sur 1,500 verges vers le nord-est jusqu'au Verger, et sur une distance égale vers le sud-est jusqu'en un point situé en face de Givenchy-lez-La Bassée, hameau se trouvant à environ un demi-mille du canal de La Bassée[34]. Les Canadiens doivent s'emparer du point K.5 et envoyer des patrouilles à l'extrémité nord de la Rue d'Ouvert; la division britannique lancera son attaque vers la Chapelle Saint-Roch, au sud sur la même route[35].

A titre de préliminaires à l'opération principale, les brigades intérieures des deux divisions déclenchent un assaut de nuit de chaque côté du parapet sud. C'est de nouveau la 2e brigade qui doit assurer la participation canadienne à l'opération. Il a été possible, cette fois, de faire une reconnaissance soignée et des préparatifs minutieux. L'artillerie a maintenu un feu lent et continu toute la nuit, et à 2h.30 du matin (le 24) deux compagnies du 5e bataillon, précédées de 30 grenadiers, montent à l'assaut* à partir de la tranchée de communication et de la première ligne adjacente, en face de la redoute allemande au point K.5. Douze passerelles permettent à l'infanterie de franchir un fossé rempli d'eau large de dix pieds, et en une demi-heure les Canadiens se sont emparés de K.5 et de 130 verges de tranchée en direction nord-ouest. Trois compagnies du 7e bataillon

* Au cours de cette attaque, le cri de guerre était «Lusitania». Le paquebot britannique avait été coulé sans sommation par un sous-marin allemand le 7 mai, faisant près de 1,200 victimes.

viennent renforcer le 5e, qui a perdu 250 hommes, dont treize de ses dix-huit officiers de ligne. L'attaque lancée sur la droite par la 47e division, une demi-heure en retard, la porte jusqu'à l'extrémité la plus rapprochée du parapet mais ne lui permet pas de s'emparer de tranchées ennemies.

Le 24 au soir, les Canadiens décident de porter leur effort sur le flanc gauche, où à 111.30 une compagnie du 3e bataillon lance depuis le Verger un assaut visant à emporter les 300 verges de tranchées partant vers le nord à partir de la maison fortifiée au point M.10. Mais une préparation d'artillerie de six heures n'a pas réussi à écraser les mitrailleuses ennemies, et quatre d'entre elles criblent les troupes d'assaut à des portées de 50 à 100 verges. Seuls quelques hommes parviennent à la tranchée allemande, où ils seront tous tués ou faits prisonniers[36]. Les positions acquises quatre jours plus tôt par le 16e bataillon le long de la bordure est du Verger demeurent les points les plus avancés que la Première armée ait atteints au cours de la bataille de Festubert et ne retomberont aux mains de l'ennemi que lors de sa grande offensive du printemps 1918.

Avant la fin de cette bataille non décisive, les Canadiens essayent encore une fois de repousser les Allemands. La mission de collaborer à l'assaut de la 47e division le 25 mai au soir est confiée au détachement de Seely, qui a relevé la 2e brigade le 24. Il s'agit d'un détachement démonté composé du groupe horscadres et d'unités de la brigade de cavalerie canadienne. Pour combler les rangs de la 1re division d'infanterie après la bataille d'Ypres, son personnel s'est porté volontaire pour servir en France et a traversé le Pas-de-Calais le 4 mai, au nombre de 1,500, laissant ses montures aux soins des unités de cavalerie volontaires en Angleterre. Exception faite d'une instruction de 24 heures donnée à un escadron des Royal Canadian Dragoons, les neuf escadrons de cavalerie mis en ligne par le brigadier-général Seely n'ont aucune expérience de la guerre de tranchées[37]. Ils vont affronter le 91e régiment de réserve de la 2e division de la Garde de réserve, qui vient d'arriver.

Dès 6h.30 de l'après-midi, les Britanniques attaquent juste au nord -de la route Givenchy-Chapelle Saint-Roch. Au bout d'une heure, deux bataillons de la 142e brigade ont progressé d'une distance moyenne de 400 verges et se sont emparés (au prix de 980 hommes) des 1re et 2e tranchées allemandes sur un front de mille verges38. Les Canadiens interviennent à neuf heures en lançant d'abord dans la mêlée un groupe de grenadiers du Lord Strathcona's Horse, marchant en direction nord à partir du point K.5. Ils emportent 200 bombes à gaz (c'est la première fois que le Corps expéditionnaire britannique autorise l'emploi des gaz)39 avec l'appui de groupes d'assaut à la baïonnette de leur propre régiment. Peu après minuit, on apprend que le parapet sud a été nettoyé du point K.5 au point L.8, à 300 verges au nord-est. - Des groupes de travailleurs de la 2e brigade viennent alors consolider la nouvelle ligne. On constate cependant plus tard que le point L.8 est resté aux mains des Allemands, et que le groupe d'attaque, trompé par des cartes inexactes et le sillonnement du terrain par des tranchées en tous sens, a occupé des positions beaucoup plus à l'ouest40. C'est à la 3e brigade, venue relever le détachement de Seely le 27 mai, que revient la mission

de s'emparer du point L.8 et d'établir une ligne continue avec la 47e division au sud du point K.5.

Le dernier jour de mai 1915, la ire division canadienne commence à se déplacer vers la droite pour prendre position dans le secteur de Givenchy, jusqu'au nord du canal. Ce mouvement fait partie d'une réorganisation du front de la Première armée par suite de la décision prise le 25 mai, par sir John French, de mettre fin à la bataille de Festubert et d'entreprendre de nouvelles manoeuvres pour appuyer l'offensive française. Dans son rapport au War Office, le commandant en chef déclare: «Ayant atteint pour le moment mon objectif immédiat, j'ai donné ordre à sir Douglas Haig de réduire l'activité de son artillerie et de consolider et fortifier le terrain qu'il a conquis»[41]. Mais il faut aider les Français. Le général Foch réclame instamment une offensive britannique au sud du canal de La Bassée en direction de Loos, à l'appui de la reprise de l'offensive française entre Lens et Arras. La grave pénurie de munitions interdit toutefois toute grande offensive immédiate, et sir Douglas Haig soutient que le terrain découvert à l'ouest de Loos n'offre aucune protection ni pour des positions d'artillerie ni pour le rassemblement des troupes. II recommande plutôt une opération restreinte au nord du canal à partir de Givenchy en direction de La Bassée, qui pourrait être suivie d'une autre petite attaque au sud du canal en direction de Haisnes[42]. Approuvant ce projet, sir John French ordonne à la Première armée de prendre position dans un autre secteur divisionnaire à la gauche de la Dixième armée française en vue de permettre à Foch de renforcer sa nouvelle offensive contre la crête de Vimy.

La bataille de Festubert a été décourageante pour la ire division canadienne ainsi que pour les autres formations de la Première armée qui y ont pris part. Les gains importants qu'on en avait escomptés n'ont pas été réalisés et parmi les hommes de troupe, qui comprennent assez vaguement l'aide que l'armée a apportée aux Français, bien peu estiment comme le commandant en chef que l'objectif a été atteint. Au cours de la bataille, les Canadiens, en cinq journées d'assaut, n'ont pu avancer leurs lignes que d'une moyenne de cent verges sur un front d'un mille. A l'exception de la prise du petit nid de défense allemande au point K.5, ils n'ont pas atteint les lignes ennemies. Es ont pourtant perdu 2,468 hommes. La division canadienne était remontée en ligne à peine plus de deux semaines après avoir perdu la moitié de son effectif de combat à Ypres, soit beaucoup trop tôt pour que les unités aient eu le temps d'assimiler leurs renforts d'infanterie (nous avons signalé l'inexpérience de la cavalerie démontée). II faut pourtant admirer la combativité et l'esprit de sacrifice de ces soldats, qui ont dû persévérer devant l'impossible.

Une fois de plus, la supériorité de l'artillerie allemande a été décisive. Son bombardement systématique de la première ligne et des tranchées d'appui a interdit le rassemblement des troupes à une distance d'assaut suffisamment voisine de leur objectif et empêché les renforts de venir exploiter les premiers gains. Nos propres canons, plus légers et démunis d'obus puissants, n'ont pu ni détruire les points fortifiés de l'ennemi ni réduire ses batteries au silence. De plus, les défenseurs allemands étaient mieux pourvus de mitrailleuses, de mortiers de tranchée

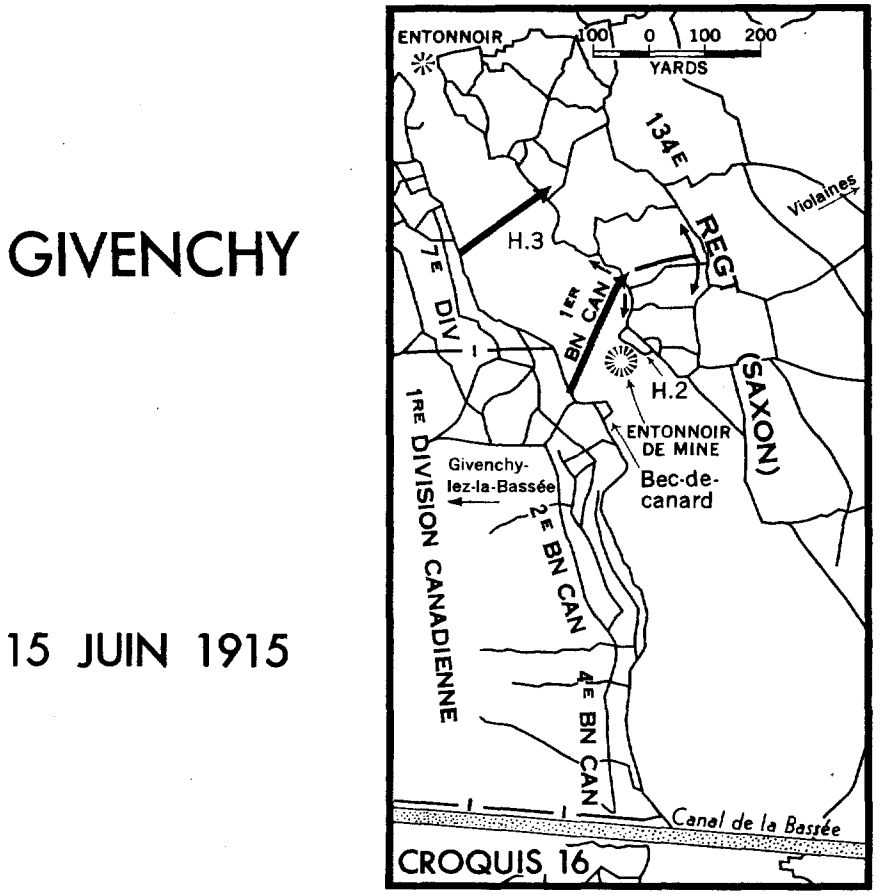
et de leurs efficaces grenades à manche. Il fallait donc trouver de nouvelles tactiques pour compenser l'avance ainsi prise par une nation qui s'était bien préparée à la guerre. Et pourtant les commandants alliées semblaient jusque-là disposés à penser que la victoire n'était qu'une question de persévérance et de renforts de canons et de munitions[43].

L'attaque de Givenchy, 15 juin

Après la réorganisation décidée par le général Haig, la ire division canadienne devient l'aile droite du 4e Corps d'armée (lieutenant-général sir H. S. Rawlinson), qui occupe le centre du front de la Première armée entre le canal de La Bassée et le Verger canadien plus au nord. Après les Canadiens, viennent la 7e division, puis la 51e (Highland). A la gauche du corps, le Corps indien assure la défense d'un front de huit milles, tandis qu'au sud, le le" corps occupe un front de six milles entre le canal et la Dixième armée française, à l'aide des 1re, 47e et 2e divisions.

Les Canadiens ont alors un bref repos. Sur leur étroit secteur il suffit d'une seule brigade en première ligne (le front du 4e corps d'armée a un peu plus de deux milles et demi) et les unités de réserve peuvent se détendre dans l'agréable campagne de Béthune, sur les bords du canal. Le front canadien s'étend sur mille verges vers le nord à partir du canal, traversant l'extrémité sud-ouest de la crête d'Aubers et englobant le faubourg est du village ravagé de Givenchy-lez-La-Bassée, scène de la défense victorieuse des troupes britanniques en décembre 1914. Après Festubert, il est bon d'occuper des tranchées sèches. De plus, le terrain étant plus élevé, il est possible d'aménager des tranchées de communication et de soutien qui permettront de rassembler les troupes d'assaut à l'insu de l'ennemi. Le terrain neutre, dans le secteur canadien, a 500 verges de profondeur sur la droite, pour ne plus en avoir que 75 à l'est de Givenchy, où un parapet semicirculaire de sacs de sable, dénommé le Bec de Canard, forme saillie en direction des lignes ennemies, Du côté allemand, la 14e division est toujours chargée de la défense du secteur de La Bassée. Près du canal, les Canadiens font face au 134e régiment d'infanterie (saxon) envoyé en renfort par la 40e division (saxonne) postée au nord d'Armentières[44].

Il n'y a pas assez de munitions lourdes pour exécuter le plan initial d'attaques des deux côtés du canal. Le projet est donc ramené à un assaut lancé par le 4e corps d'armée sur un front très étroit en direction de Violaines, village situé à 1,500 verges au nord-ouest de La Bassée; après plusieurs ajournements pour que l'assaut coïncide avec la reprise de l'offensive française, la date est fixée au 15 juin. Les ordres du général Rawlinson prévoient une attaque lancée par les 7° et 51e divisions contre la ligne Chapelle Saint-Roch-Rue d'Ouvert, la division canadienne «intervenant dans toute la mesure du possible sans vraiment se lancer à l'assaut des tranchées ennemies»45. Toutefois, les Canadiens ne peuvent pas constituer un tel flanc droit de protection sans percer le front allemand, et les 8



et 12 juin, le général Alderson décide de lancer la 1- brigade contre deux points fortifiés, le H.2 en face du Bec de Canard, et le H.3 à 150 verges au nord[46].

Cette fois, les Canadiens ont eu le temps de se préparer minutieusement, et leurs préparatifs devaient servir de modèle à toutes les autres offensives victorieuses du corps d'armée canadien. L'artillerie affectée à l'opération du 4e corps a été divisée en cinq groupes. Le front canadien est tenu par un groupe commandé par le brigadier-général H. E. Burstall (commandant de l'artillerie divisionnaire canadienne) ; il dispose de huit obusiers de 4.5 po. et de huit de 6 po., d'un groupe de canons français de 75 mm., et des 2e et 3e brigades de l'artillerie de campagne canadienne (la 1re brigade fait partie d'un groupe d'appui de l'aile droite de la 7e division). Les canons canadiens à projectiles de 18 livres doivent détruire les barbelés ennemis. Décidé à ne plus entendre l'infanterie se plaindre après la bataille de barbelés non coupés, le général Burstall exige qu'elle se déclare ellemême satisfaite du travail accompli avant l'assaut[47]. Les ajournements successifs prolongent cette tâche, l'ennemi pouvant réparer certaines brèches pendant la nuit; c'est pourquoi l'artillerie doit dépasser la quantité de munitions que lui a

prescrite la Première armée (six obus à mitraille par verge)[48]. Plus tard, le commandant de la 1re brigade a déclaré que les barbelés qu'il avait dû franchir avaient été coupés de façon très satisfaisante[49].

L'expérience de Festubert avait souligné la nécessité de neutraliser les mitrailleuses ennemies de première ligne pour éviter le massacre des troupes d'assaut pendant leur traversée du terrain neutre, A cette fin, trois canons à obus de 18 livres, équipés d'un lourd bouclier blindé et de roues caoutchoutées silencieuses sont avancés le soir précédant l'attaque et mis en batterie à des postes avantageux, soit deux (de la 4e batterie d'artillerie de campagne canadienne) près du Bec de Canard, à 75 verges seulement des tranchées allemandes, et un (6e batterie) dans une ferme en ruines à 300 verges de H.3.

Rappelons que le terrain relativement élevé a permis au Génie et aux travailleurs d'aménager derrière le front canadien une tranchée de rassemblement protégée par un parados. Au milieu de l'après-midi du 15 juin, le er bataillon qui doit lancer l'assaut canadien, a pris position à cet endroit, ses quatre compagnies disposées pour attaquer en quatre vagues successives. Tous les soldats sont armés du fusil court Lee-Enfield, qui a remplacé deux jours plus tôt, dans toute la division, le fusil Ross (voir ci-dessous, page 169). Au lent bombardement d'artillerie de 48 heures a succédé, depuis six heures du matin, un bombardement intense de douze heures. A 5h.45 de l'après-midi, quinze minutes avant l'heure H, les trois canons avancés sont démasqués, et ceux du Bec de Canard commencent à pilonner le parapet allemand en terrain découvert. Le troisième canon s'abstient toutefois de tirer de peur d'atteindre nos hommes dans les premières tranchées, ce qui laisse intactes les mitrailleuses de la redoute jumelle au point H.3. La destruction des barbelés a eu le malencontreux effet de montrer exactement à l'ennemi où l'attaque aura lieu; il riposte immédiatement par un intense feu d'artillerie sur le secteur de Givenchy. L'infanterie entassée dans les tranchées de rassemblement subit de lourdes pertes et les deux canons à obus de 18 livres sont mis hors de combat; ils ont toutefois eu le temps de tirer environ 120 projectiles, détruisant trois mitrailleuses et entamant sérieusement le parapet allemand[50].

A six heures moins deux minutes, six ingénieurs britanniques (de la 1761, compagnie de sapeurs du Génie) font sauter une énorme mine à proximité des lignes allemandes. On voulait faire sauter le point H.2, mais la présence d'eau sous le terrain neutre avait obligé à arrêter le tunnel avant cet objectif. Pour compenser, la charge d'explosifs avait été portée à 3,000 livres d'ammonal. Mais, bien que l'explosion ait fait un entonnoir de plus de quarante verges de diamètre, le point fortifié n'a pas été détruit. Par malchance, l'exploision fait plusieurs tués parmi les grenadiers du 11,- bataillon et fait sauter ou a enterré des réserves de bombes sur le front canadien. Les débris de l'explosion ont à peine fini de retomber que la 1re compagnie du er bataillon se lance en avant, suivie de près par la compagnie de soutien armée de deux mitrailleuses qui sont mises en batterie sur les premières lignes de l'ennemi. A l'abri d'un barrage d'artillerie se déplaçant vers l'est, les deux compagnies atteignent bientôt la deuxième ligne allemande, lançant leurs bombes à droite et à gauche et établissant des points d'appui. A

6h.10 de l'après-midi, la 3e compagnie traverse le terrain neutre et occupe la première ligne allemande, où elle est rejointe à sept heures par la 4e compagnie[51].

Selon les premiers rapports émanant du secteur de l'attaque principale, où les 7e et 51e divisions ont chacune lancé deux bataillons, la première ligne allemande aurait été capturée d'un bout à l'autre du front du 4e Corps d'armée. On constate toutefois plus tard que l'ennemi tient toujours le point H.3 et, plus au nord, l'entonnoir d'une mine que la 7e division fait sauter douze jours plus tôt; de ces deux positions, le feu des mitrailleuses ennemies balaye le terrain neutre vers le sud jusqu'au Bec de Canard. Ces mitrailleuses font de grands ravages parmi les troisième et quatrième vagues d'assaut canadiennes et permettent à l'ennemi de reprendre les tranchées qu'il a perdues. Pendant ce temps, les efforts du er bataillon pour lancer des bombes vers le nord en direction de H.3 ont été stoppés par la riposte allemande et par l'insuffisance de grenades chez les assaillants. La situation devient très grave pour les Canadiens qui se sont emparés de la deuxième ligne de l'ennemi; leur flanc est en effet découvert du fait que la 7e division n'a pu progresser au delà de la première ligne adverse. Pour repousser une contre-attaque allemande, l'officier mitrailleur du ter bataillon, le lieutenant F. W. Campbell, va chercher l'une de ses mitrailleuses sur la première ligne de l'ennemi. Le trépied en est brisé, mais le seul autre survivant du détachement, le soldat H. Vincent, porte l'arme sur son dos pendant que Campbell tire jusqu'à ce qu'il tombe à son tour mortellement atteint. Une fois ses munitions épuisées, Vincent, qui recevra plus tard la médaille de conduite distinguée, revient en rampant jusqu'aux lignes canadiennes, traînant sa mitrailleuse. Le lieutenant Campbell a été décoré de la Croix de Victoria[52].

Les grenadiers du 2e bataillon et deux peletons de renfort du 3e continuent le combat depuis l'entonnoir de mine, mais une compagnie de 3e bataillon lancée un peu avant neuf heures est retenue à la première ligne canadienne par le feu de l'ennemi. Privés de renforts et de munitions, les survivants des premières compagnies du er bataillon ont déjà dû se replier sur la première ligne allemande, qu'ils doivent également évacuer entre neuf et dix heures. Le bataillon a perdu 366 hommes, dont 20 officiers représentant une perte particulièrement paralysante.

Le 3e bataillon reçoit l'ordre de repartir à l'attaque à minuit et demi, mais le déclenchement de cette attaque est retardé à plusieurs reprises par suite de l'incertitude qui règne à l'égard de la situation sur le reste du corps d'armée et du temps nécessaire à l'organisation d'une nouvelle préparation d'artillerie. Le nouvel assaut se déclenche sur les trois fronts divisionnaires à 4h.45 de l'aprèsmidi le 16, après un bombardement de deux heures, c'est-à-dire tout ce que permettent les réserves de munitions. Mais cette fois encore l'ennemi nous attend de pied ferme et les troupes d'assaut ne réussissent à prendre pied de façon permanente sur aucun des points de la première ligne ennemie. Dès la fin du barrage d'artillerie, les Allemands ont regarni leur parapet et le 3e bataillon, qui n'a plus l'aide des sapeurs ni des canons de campagne avancés, essuie une telle grêle de balles de fusil et de mitrailleuse que ses premières vagues ne parviennent pas à traverser le terrain neutre[53]. Les gains réalisés par la 51e division n'ayant pas été

confirmés, le nouvel assaut que les Royal Canadian Dragoons devaient lancer à neuf heures du soir est annulé. Ce soir là, la lre brigade se remet sur la `défensive passive» et, le 19 juin, sir John French donne ordre au général Haig, étant donné que l'offensive française dans l'Artois a pris fin, de n'engager la Première armée dans aucune nouvelle manoeuvre offensive[54].

Le 24, la lre division canadienne se met en route vers le secteur de Ploegsteert, à environ dix-sept milles au nord de Givenchy, et environ trois milles au nord d'Armentières. De retour dans la Deuxième armée, la division est placée sous le commandement du 3e Corps (lieutenant-général sir W. P. Pulteney) et chargée de tenir les 4,400 verges de front de Messines à Ploegsteert. C'est le début d'une période d'inactivité relative de trois mois sur le front britannique, pendant laquelle les adversaires ne se livrent qu'à des escarmouches.

Il y a beaucoup de retranchements à aménager. Comme suite aux instructions du commandant en chef, le commandant du Corps d'armée ordonne la mise au point d'une forte zone défensive immédiatement à l'arrière des premières lignes. Nous avons vu que les troupes britanniques en France se sont accrues pendant la première moitié de 1915, tandis que les forces allemandes passent vers le front de l'Est, de sorte qu'il devient peu probable que l'ennemi puisse attaquer avec des forces suffisantes pour obliger les alliés à un grand repli. Il est donc décidé de suspendre l'aménagement de positions à l'arrière, tel que le G.Q.G.[55]. Le commandant du Corps d'armée déclare que de bonnes tranchées de soutien à environ 75 verges à l'arrière d'une première ligne bien entretenue sont de toute première urgence, et dans les débuts du programme, la 1re division canadienne emploie 2,000 hommes toute la nuit à ces travaux[56]. Il s'agit de donner plus de profondeur aux deux premières' lignes en construisant une série de points fortifiés pouvant s'appuyer mutuellement; on aménage des bâtiments de ferme ou on construit des redoutes en sac de sable, chaque poste étant bien protégé par des barbelés et pouvant être défendu dans toutes les directions par une garnison d'environ un peloton. Ces points forts sont armés de huit pièces de la 1re brigade canadienne de mitrailleuses motorisées (nouveau nom de l'ancienne brigade n° 1 d'automitrailleuses), arrivée d'Angleterre le 21 juin. Ces points forts s'appuient sur une ligne auxiliaire de tranchées et de parapets aménagée à environ un mille à l'arrière des premières lignes.

De fin juin à mi-septembre 1915, un calme insolite règne sur tout le front canadien. A part l'activité des tireurs d'élite des deux camps et un petit engagement de patrouille en terrain neutre, les hostilités se bornent à des rares échanges d'obus épars entre les artilleries adverses, qui cherchent en général à repérer les objectifs. Les sapeurs du Génie royal font sauter trois mines devant les tranchées canadiennes et des détachements du 13e bataillon (les 9 et 13 juillet) et du 4e bataillon (le 31 août) en occupant les entonnoirs sans difficulté[57]. Des batteries mobiles de D.C.A. provenant de la brigade de mitrailleuses motorisées prennent quelquefois à partie des avions ennemis en reconnaissance derrière les lignes canadiennes[58]. En juillet, les troupes canadiennes reçoivent la visite de sir Robert Borden et en août, le ministre de la Milice, le major-général Sam Hughes, passe

deux jours parmi les Canadiens, assistant au tir de trois batteries de campagne et passant en revue le P.P.C.L.I. et le R.C.H.A.[59].

Vers la fin de septembre, l'arrivée en France d'une seconde division porte les troupes canadiennes sur le terrain à un corps d'armée complet. Pour mieux comprendre les décisions et les événements qui ont amené cette expansion de nos forces, il nous faut brièvement revenir en arrière.

Levée de la 2e division canadienne

Le 6 octobre 1914, trois jours après l'embarquement du er contingent canadien, le gouverneur général télégraphie au Secrétaire d'État des colonies pour lui faire part de l'offre du gouvernement du Dominion «d'expédier outre-mer un deuxième contingent de campagne de 20,000 hommes». Il explique qu'ayant déjà envoyé la quasi-totalité de ses canons à obus de 18 livres, le Canada ne peut pas envoyer une division complète, mais qu'en plus de l'infanterie il est disposé «à fournir les fusiliers montés et les unités de combat ou d'administration pouvant servir à des fins spéciales»[60]. Prévoyant une réponse favorable, Ottawa ordonne immédiatement la mobilisation d'un deuxième contingent. Il faut recruter quinze nouveaux bataillons d'infanterie, et pour assurer des renforts continus, il est décidé de garder 30,000 hommes en permanence sous les drapeaux au Canada, en plus des troupes nécessaires à la défense intérieure61. En novembre, le gouvernement autorise la formation d'unités de division, de transmissions et sans affectation spéciale, et porte à 50,000 hommes le contingent d'instruction au Canada[62].

A la fin d'octobre 1914, le Royaume-Uni confirme qu'il accepte le deuxième contingent canadien, qui constituera avec le reste des troupes canadiennes alors en Angleterre une division complète dotée de ses unités de zones des étapes. Le ministère de la Guerre avertit toutefois le Canada que, s'il doit armer cette division de canons, il ne pourra pas le faire avant au moins neuf mois et peut-être plus[63]. Le recrutement commence au début d'octobre. Les volontaires sont nombreux, surtout dans l'Ouest, où les effectifs sont complets dès qu'on dispose des uniformes et du matériel[64]. Les nouvelles unités restent dans leurs régions militaires respectives jusqu'à la veille de l'embarquement au printemps de 1915. Le ministre de la Milice a opté pour une instruction militaire locale dans le cadre des organisations de région, de préférence à la méthode de l'appel aux armes utilisée pour le premier contingent; de plus, la pénurie de quartiers d'hiver appropriés et de moyens d'instruction ne permettent même pas de regrouper une brigade en sol canadien. L'insuffisance de quartiers au Royaume-Uni et le fait que les bateaux sont retenus pour l'acheminement des renforts de la lre division, incitent le War Office à préférer que le nouveau contingent ne traverse l'Atlantique qu'une fois que la ire division sera en France.

Nous avons déjà signalé que les premiers plans prévoyaient que les unités existantes de la 4e brigade d'infanterie (qui avait accompagné le premier contingent en Angleterre) feraient partie de la 2e division, de sorte que huit des nouveaux

bataillons suffiraient à combler les deux autres brigades. Les autres serviraient de renfort. Mais, ainsi que nous l'avons vu, la 1re division va avoir besoin de tout le personnel de la 4e brigade; de plus, trois des bataillons récemment constitués au Canada (le 23e, le 30e et le 32e) s'embarquent en février comme renforts supplémentaires pour cette division. Les douze autres sont constitués en brigades dans toute la mesure du possible sur le territoire. La nouvelle 4e brigade se compose des 18e, 19e, 20e et 21e bataillons, tous mobilisés en Ontario; la 5e brigade, recrutée dans la province de Québec et les provinces Maritimes, se compose des 22e (canadien-français)*, 24e, 25e et 26e bataillons; la 6e brigade se compose des 27e, 28e, 29e et 31e bataillons, tous recrutés dans l'Ouest. Après décembre 1914, tous les bataillons, comme ceux de la 1- division, comprennent quatre compagnies. En attendant que la nouvelle brigade puisse se regrouper au RoyaumeUni, le commandement ne nomme que des chefs temporaires, choisis parmi les officiers servant au Canada.

Les troupes des autres armes sont levées dans les diverses régions militaires du Canada. Le 2e escadron de cavalerie divisionnaire est constitué à la fin de mars 1915 par détachement de l'escadron «A» du 7e régiment canadien de fusiliers montés, l'un des treize régiments de cette nature levés au Canada en novembre et décembre. Le 26 novembre, le War Office accepte l'offre du ministère de la Milice qui met à sa disposition les quatre premiers bataillons de fusiliers montés, annonçant son intention de les faire servir en Egypte, et demandant combien de régiments supplémentaires de cette nature le Canada peut mobiliser. Mais ni ces quatre régiments, ni les neuf autres, ne virent jamais le Moyen-Orient. Ils arrivent en Angleterre en juin 1915 et juillet 1916[66]. Les 7e et 13e bataillons de fusiliers montés y sont dissous pour servir de renfort. Les six premiers régiments se rendent en France en septembre et octobre 1915 et sont ultérieurement versés dans l'infanterie (ci-dessous, p. 145).

Comme on l'avait prévu, la pénurie de canons retarde la constitution de l'artillerie divisionnaire. Les batteries des 4e, 5e et 6e brigades d'artillerie de campagne ont reçu leur instruction au Canada avec des canons périmés à projectiles de douze livres. La constitution de la 7e brigade est autorisée en février, lorsque la sixième est expédiée en Angleterre pour renforcer l'artillerie de la 1re division. Seule la 4e brigade de campagne, qui a traversé l'Atlantique avec les brigades d'infanterie, accompagne la 2e division en France; les groupes hors-cadres des 5e et 7e brigades, retenus au Royaume-Uni pour compléter leur matériel et la 6e brigade d'obusiers (constituée par les réserves en septembre 1915) suivent en janvier 1916. Le brigadier-général H. C. Thacker est le premier commandant de l'artillerie divisionnaire; mais à la fin de septembre il est nommé commandant de

* La constitution du 22° bataillon résulte d'une requête adressée au premier ministre le 25 décembre 1914 par une délégation de personnalités de la province de Québec qui demandaient «l'autorisation de lever un contingent canadien-français qui se mettrait activement au service de la Grande-Bretagne». Lorsqu'il fut décidé d'incorporer le bataillon à une brigade d'infanterie de la 2° division, l'unité a été constituée par le regroupement des Canadiens-français recrutés dans les autres bataillons levés dans la province de Québec[65].

l'artillerie royale de la 1- division, et le brigadier-général E. W. B. Morrison lui succède. En attendant que toute son artillerie l'ait rejointe, la 2e division est appuyée d'abord par des unités empruntées aux Britanniques et ultérieurement (à partir du 4 octobre) par le 55e régiment d'artillerie divisionnaire (West Lancashire)[67].

Le corps de Génie divisionnaire (les 4e, 5e et 6e compagnies de campagne) est rapidement recruté parmi les compagnies de campagne de la Milice. Les principales unités médicales, ambulances de campagne n°s 4, 5 et 6, sont respectivement constituées à Winnipeg, Toronto et Montréal[68]. A la suite de l'autorisation relative aux dentistes de l'Armée canadienne, le 17 mai 1915, des chirurgiensdentistes sont attachés aux ambulances de campagne, aux hôpitaux et aux formations combattantes[69]. Les unités de zone des étapes viennent s'ajouter à l'effectif de la division qui se compose de onze unités d'Intendance militaire de types divers, dont quatre unités médicales (y compris l'Hôpital Général n° 3 et l'hôpital de l'arrière n° 3), une section vétérinaire mobile et un dépôt d'infanterie.

Des citoyens ardents, comme ceux qui ont déjà équipé une brigade d'automitrailleuses, souhaitent fournir trois unités supplémentaires de même nature. Les autorités militaires et britanniques s'opposent alors à l'incorporation d'une batterie d'automitrailleuses dans la nouvelle division, mais le ministre de la Milice hésite beaucoup à décourager de telles offres. Trois unités furent formées: la batterie blindée «Borden» (recrutée principalement à Ottawa et dans le nord de l'Ontario), la batterie de mitrailleuses «Eaton» (de Toronto) et le détachement du Yukon. Ils se heurtent à bien des difficultés. Pièces et chevaux ne leur sont pas distribués ou leur sont même retirés suivant les besoins des unités d'outre-mer, et aucune automobile n'est disponible dans l'immédiat. Les trois unités arrivent en Angleterre au printemps de 1915, presque sans équipement, et sans trop savoir ce qu'on fera d'elles. Cependant la batterie qui porte le nom du premier ministre, grâce aux instances du général Alderson, accompagne la 2e division en France, en septembre, sous le nom de batterie de mitrailleuses «Borden». Les deux autres batteries se rendront en France en 1916 avec les 3e et 4e divisions respectivement[70].

Le 11 mars 1915, lord Kitchener avise le général Hughes que «le second con tingent devait se tenir prêt à arriver vers le 1er mai». Au lieu de l'acheminer en un seul grand convoi maritime, comme le premier contingent canadien, le War Office préfère que les troupes traversent l'Atlantique en groupes d'environ 5,000, escortés chacun par un croiseur[71]. Le 18 avril, un groupe composé d'unités du Génie, du service médical et de l'Intendance s'embarque à Halifax à bord de deux navires affrétés par le ministère de la Milice. Mais les navires sont si difficiles à obtenir que le ministère doit demander à l'Amirauté de lui affecter -un nombre suffisant de navires pour transporter le reste du contingent. L'Amirauté lui remet dix-sept bâtiments qui sont chargés dans le secret et expédiés individuellement sans escorte. C'est ainsi que le gros de la division parvient en Angleterre en mai et en juin, avec plusieurs semaines de retard.

Au moment où les tout premiers éléments du premier contingent arrivent au

Royaume-Uni, la plus grande partie des troupes canadiennes qui sont déjà sur place (à l'exception du dépôt de cavalerie canadienne de Canterbury) ont été cantonnées près de Shorncliffe, dans la région de l'Est. Ces troupes sont alors sous les ordres du brigadier-général J. C. MacDougall, qui, au départ de la 1re division vers la France, a reçu le commandement provisoire de toutes les troupes canadiennes en Grande-Bretagne[72]. La 2e division se regroupe également à Shorncliffe: pour éviter toute confusion et maintenir la distinction entre les deux commandements, la division du général MacDougall est désignée sous le nom de division canadienne d'instruction. Le 25 mai, le major-général S. B. Steele prend le commandement de la 2e division. Steele est un soldat chevronné qui a longtemps servi dans la Gendarmerie du Nord-Ouest et dont la carrière militaire a débuté avec les campagnes de la Rivière Rouge et du Nord-Ouest. Pendant la guerre sud-africaine, il a levé et dirigé le Strathcona's Horse et après avoir assuré efficacement le commandement des régions militaires n° 13 et n° 10, il venait d'être nommé inspecteur général dans l'Ouest canadien. Sa nomination au poste d'officier général commandant, par le ministre de la Milice, se heurte à l'opposition de lord Kitchener qui affirme que «les troupes méritent des officiers très expérimentés» à de tels postes et, malgré ses protestations véhémentes, le général Hughes* doit accepter que Steele ne dirige pas l'acheminement de la division en France[74].

Lorsque lord Kitchener lui offre de choisir un successeur à Steele[75] parmi ses meilleurs généraux en service actif mais sans affectation, Hughes refuse et recommande instamment, par l'intermédiaire du premier ministre, que le brigadiergénéral Turner, qui commande alors la 3e brigade, soit nommé au commandement de la 2e division. «Je persiste à croire, écrit Perley à Kitchener, qu'il serait plus sage de confier le poste à un brigadier canadien si vos recherches vous permettent d'en trouver un qui convienne»[76]. Dans sa réponse du 24 juin, Kitchener se déclare disposé à nommer le brigadier-général Currie, que sir John French lui a recommandé comme «le plus apte des trois brigadiers (canadiens)»[77]. Il préfère cependant attendre la visite de sir Robert Borden au Royaume-Uni pour prendre une décision et, le 26 juillet, Hughes, qui se trouve alors à Londres, télégraphie à Ottawa que Turner commandera la 2e division et que le général Currie prendra plus tard le commandement de la 1- division[78].

Le 17 août, le brigadier-général Turner ayant remis le commandement de sa brigade en France au brigadier-général R. G. E. Leckie, assume le commandement de la 2e division avec le grade de major-général. Au début de septembre, les trois brigades d'infanterie de la division ont enfin les commandants qui vont les emmener en France. Sur les instances du général Hughes, qui pourtant avait déclaré maintes fois qu'il était possible de trouver des officiers canadiens compétents pour presque tous les postes de commandement, le commandement de la 4e brigade est confié au brigadier-général lord Brooke, officier impérial qui était venu au Canada en 1913 à la demande du ministre de la Milice pour diriger l'instruction annuelle

* Signalons toutefois qu'en septembre de l'année précédente Hughes avait écrit à lord Roberts que Steele n'était pas apte à commander la Ira division à cause de son âge et parce qu'il n'avait pas <la faculté de penser et d'agir rapidement si les circonstances l'exigeaient«[73].

de la 2e brigade montée et qui avait assuré au cours de l'été 1914 le commandement du camp de Petawawa[79]. Le commandement de la 5e brigade est confié au brigadier-général David Watson, ancien commandant du 2e bataillon. La 6e brigade demeure sous les ordres du brigadier-général H. D. B. Ketchen, le seul des trois officiers nommés provisoirement au Canada à se voir confier un poste permanent. Le chef d'état-major du général Turner est le lieutenant-colonel H. D. de Prée, officier de l'artillerie royale qui occupait précédemment un poste équivalent dans la division de Lahore. Le nouvel adjudant et quartier-maître général adjoint est le lieutenant-colonel P. E. Thacker, officier d'active attaché au War Office depuis avril 1912 et représentant le Canada à la section des Dominions de l'État-major impérial. La plupart des autres postes d'état-major ont été confiés à des officiers de l'Armée permanente canadienne.

Avant l'embarquement de la 2e division, Ottawa signale au War Office qu'il tient à ne pas voir se renouveler la situation déplorable dans laquelle s'était trouvé le premier contingent, dans la plaine de Salisbury. Le choix du camp de Shorncliffe, près de Folkestone, est accueilli avec satisfaction et au début de mars le ministère de la Milice offre de fournir toutes les tentes nécessaires au deuxième contingent. L'acceptation du War Office ne parvient qu'à la fin de juillet et les premières tentes ne seront expédiées qu'en novembre. La 2e division est déjà en France, après avoir passé son séjour en Angleterre dans des tentes, cabanes et baraquements fournis gratuitement par le War Office.

En juin 1915, la division (moins deux brigades d'artillerie) termine son regroupement dans la région de Shorncliffe. Le quartier général de la division, les 4e et 5e brigades d'infanterie et la 4e brigade d'artillerie de campagne peuvent s'installer dans des baraquements de la plaine Saint-Martin, à Sandling-Est et Ouest, et à Westenhanger. Les autres unités s'installent sous la tente à Dibgate, à Otterpool et New-Inn-Green. L'été est sec et la vie sous la tente ne présente aucun inconvénient. Les champs découverts de Shorncliffe et la campagne vallonnée du Kent qui lui font suite offrent un terrain idéal pour l'exercice des compagnies et des bataillons, et les champs de tir de Lydd et de Hythe conviennent au tir au fusil. Les officiers anglais et canadiens expérimentés chargés de l'instruction insistaient particulièrement sur l'art de situer et de construire des tranchées ainsi que sur la façon de les attaquer et de les défendre. De nombreux officiers et hommes de troupe de la 2e division assistent à des cours donnés par les écoles anglaises créées pour la formation du Corps expéditionnaire britannique qui grossit rapidement. Pour acquérir de l'expérience sur le terrain, les officiers d'état-major et les principaux commandants vont en France et y passent des stages de sept jours dans les quartiers généraux et unités correspondants de la 11e division. Au mois d'août, l'instruction se donne à l'échelon de la brigade et de la division. Enfin, avant l'embarquement, les unités reçoivent des instructions écrites sur la vie en tranchées pratiquée par une compagnie typique du Corps expéditionnaire britannique[80].

Le 2 septembre, Sa Majesté le roi, accompagné de lord Kitchener, passe la division en revue, signe certain que l'embarquement ne tardera plus guère. La

division franchit le Pas-de-Calais, de nuit, des 13 au 17 septembre, le Q.G. divisionnaire et les trois brigades d'infanterie prenant la route Folkestone-Boulogne, et les autres unités la route Southampton-Le Havre. Après leur débarquement les troupes sont transportées par chemin de fer à Saint-Omer, Cassel ou à des gares avoisinantes, puis se rendent à pied dans la région d'Hazebrouck, où elles reprennent leur instruction dès le 21 septembre. Signalons qu'à Folkestone et en France, la marche sous la chaleur, avec le fourniment au complet et des brodequins britanniques neufs met durement à l'épreuve la résistance des hommes, certains bataillons ayant jusqu'à 25 p. 100 de traînards dont les pieds sont blessés ou qui tombent d'épuisement[81].

Lorsqu'une nouvelle division arrive en France, il est d'usage de la garder en réserve pendant quelque temps pour améliorer son instruction et l'initier graduellement à la guerre de tranchées. Mais les unités de combat de la 2e division canadienne, en tant que formation du nouveau corps d'armée canadien, doivent monter en première ligne presque immédiatement, et privées de toute préparation à la guerre de siège partiel, elles subissent le dur apprentissage de la réalité.

La création du corps d'armée canadien

La création d'un corps d'armée canadien était la conséquence logique mais nullement inéluctable de la décision d'envoyer la 2e division en France. Chez les Anglais, la plus grande formation organisée en permanence sur le terrain était habituellement la division, et les diverses divisions d'un corps d'armée étaient sujettes à de fréquents échanges; le maintien de deux ou plusieurs divisions sous les ordres du même quartier général, et constituées de troupes permanentes, était une récente innovation australo-néo-zélandaisee[82].

Dans une lettre qu'il adresse au ministre de la Milice le 1e- avril 1915, son représentant spécial au Royaume-Uni, le colonel Carson, lui demande: «Ne pourrions-nous pas regrouper nos deux divisions sur le terrain en un seul corps d'armée placé sous votre distingué commandement»[83]? Il est encore question de la création de ce corps dans une lettre du 26 avril adressée par Hughes au lieutenantcolonel J. J. Carrick, officier de liaison du ministre au G.Q.G. On peut lire dans ce message: «On souhaite vivement au Canada porter la division qui se trouve à l'heure actuelle dans ce pays (la France) à un corps d'armée composé de deux, puis de trois divisions»[84]. Carrick montre ce message à sir John French qui l'envoie immédiatement à Londres s'entretenir avec lord Kitchener, tout en lui recommandant fermement par télégramme d'accepter l'offre du Canada. Le commandant en chef considère le général Alderson comme parfaitement capable de commander un corps d'armée et souligne l'entière confiance qui règne entre les Canadiens et lui-même. Le télégramme conclut en ces termes: «La meilleure récompense des glorieux services rendus par la division canadienne me paraît être d'accéder à leur désir»[85].

Kitchener approuve la recommandation proposant Alderson comme com-

mandant du Corps*, et le 15 juin le secrétaire d'État aux Colonies informe le gouverneur général que rte conseil de l'Armée estime qu'il serait avantageux, lorsque la 2e division canadienne montera en ligne, *de* regrouper les deux divisions en un corps d'armée»[88]. Bien que la réponse initiale, arrivée onze jours plus tard, ne promette rien de précis, Ottawa prend des mesures immédiates pour fournir les troupes nécessaires au corps d'armée. L'organisation *de* ce corps se déroule pendant l'été, alors que le premier ministre et Hughes se trouvent en Angleterre et s'achève à la fin d'août[89].

Le 13 septembre 1915, le lieutenant-général Alderson inaugure son quartier général à Bailleul. Son successeur au poste d'officier général commandant la lre division est le major-général A. W. Currie, qui passe le commandement de la 2e brigade au commandant du 8e bataillon, le lieutenant-colonel L. J. Lipsett[90]. La carence d'officiers d'état-major canadiens suffisamment formés oblige à nommer des officiers anglais aux postes principaux de l'état-major de corps d'armée. Les deux plus hauts postes sont confiés au brigadier-général C. H. Harington, nommé brigadier d'état-major général et au brigadier-général T. B. Wood, tiré de la 1 - division pour devenir sous-adjudant et quartier-maître général. Ces deux officiers furent remplacés en juin 1916 par le brigadier-général P. P. de B. Radcliffe et le brigadier-général G. J. Farmar. Le premier commandant du corps canadien d'artillerie lourde, constitué en avril 1916, est le brigadier-général A. C. Currie, officier impérial. Parmi les Canadiens nommés au Q.G. d'Alderson se trouvent le brigadier-général H. E. Burstall, commandant de l'artillerie royale du Corps d'armée canadien, et le brigadier-général C. J. Armstrong, chef du Génie, qui tous deux viennent de postes correspondants à la ire division.

Le commandement des troupes du Corps est confié au major-général M. S. Mercer, qui passe son poste à la 1re brigade d'infanterie au brigadier-général G. B. Hughes, fils du ministre de la Milice. La création du poste confié à Mercer permet de regrouper un certain nombre de formations canadiennes qui relevaient auparavant de plusieurs quartiers généraux. La brigade de cavalerie canadienne (brigadier-général J. E. B. Seely) abandonne son rôle d'infanterie au sein de la 1re division et est rejointe par la brigade royale d'artillerie lourde canadienne, qui a servi comme troupes du G.Q.G. Les troupes du corps d'armée se composent d'un groupe d'unités d'infanterie et de cavalerie démontée qui formeront plus tard deux brigades de la 3e division canadienne. La 9e brigade devait comprendre le P.P.C.L.I., le R.C.R. et les 42e et 49e bataillons; la 8e brigade, composée des ter, 2e, 4e et 5e bataillons de fusiliers montés, devait être formée des six régiments des 1re et 2e brigades canadiennes de fusiliers montés. A la fin de septembre 1915, le corps d'armée canadien, comprenant les deux divisions d'infanterie, ainsi

* Faisant dans un message du 28 avril la critique de la conduite des opérations d'Ypres, le général Hughes informe Carson que .beaucoup demandent ici, si un Corps d'armée est constitué, que j'en prenne le commandement, mais ce ne serait probablement pas une solution satisfaisante.[86]. Au sujet de ce projet, sir Robert Borden devait écrire dans ses *Mémoires:* .De son point de vue, l'idéal eût été de rester ministre de la Milice et d'assumer d'importantes fonctions militaires au front[87].

que les troupes de corps et unités connexes, atteint un total de 1,354 officiers et 36,522 hommes des autres grades[91].

Le front occupé par le nouveau corps le 13 septembre est celui que la 1n division canadienne tenait en qualité de secteur gauche du 2e corps d'armée, sous le commandement de la Deuxième armée britannique. A partir du bois de Ploegsteert, la ligne s'étend sur 4,400 verges en direction nord-ouest en traversant la vallée de la Douve pour atteindre la route Wulverghem-Messines. Toute la zone est exposée à l'observation de l'ennemi depuis l'extrémité sud de l'embranchement Messines-Wytschaete qui, montant à partir de la rive gauche de la Douve, rejoint la crête principale qui s'étend sur quinze milles en direction nord-est jusqu'au delà de Passchendaele. Étant donné que l'autre division avancée du 2e corps d'armée, la 28e, a besoin de repos avant de prendre part aux prochaines opérations, le commandant d'armée (le général sir Henry Plumer) prolonge le front canadien de quelque trois milles en direction nord jusqu'à la route Vierstraat-Wytschaete, qui est la limite du 5e corps d'armée. Du 19 au 23 septembre, deux brigades de la 2e division (avec la 3e brigade, provisoirement sous le commandement de la 11e division) relèvent les formations anglaises. En face des nouveaux arrivants canadiens, à des distances variant de 500 verges à quelques verges seulement, se trouvent les régiments du 2e corps bavarois de la Sixième armée allemande[92].

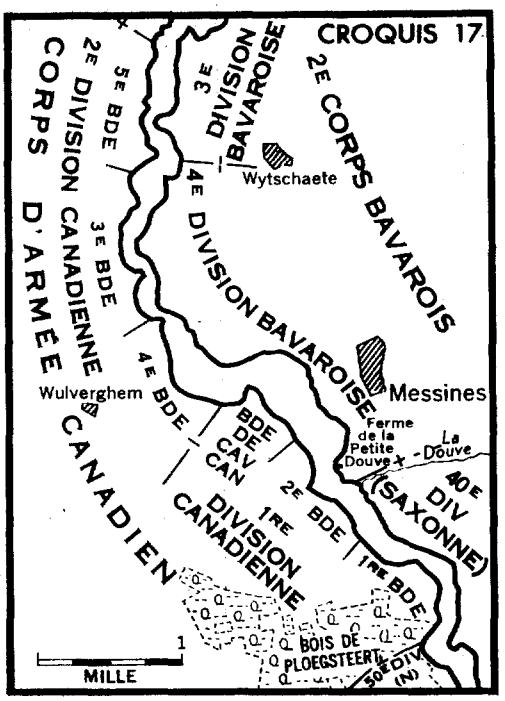
Le corps d'armée canadien participera bientôt, bien que de façon secondaire, aux opérations de combat. Le 23 septembre, le général Alderson donne des instructions sur la part que le corps prendra à l'offensive alliée prévue pour le 25, contribution britannique qui portera le nom de bataille de Loos[93].

Situation générale

A mesure que l'été passe, les nouvelles des divers fronts sur lesquels les Alliés combattent sont toujours mauvaises. Ce n'est qu'une série de revers et de défaites qui feront de l'année 1915 la plus sombre de la guerre pour la cause des Alliés.

La plus désastreuse de toutes les campagnes est sans doute celle de Gallipoli. La décision d'appuyer au besoin des opérations navales par des forces militaires était une grave erreur de calcul. Les événements ont démontré que, selon toute probabilité, une opération combinant dès le début l'action des forces navales et terrestres aurait pris l'ennemi au dépourvu et l'aurait défait. Il est également probable qu'une attaque purement navale lancée à fond, sans forces terrestres constituant une tentation irrésistible, aurait été couronnée de succès. Mais en réalité, les opérations n'en sont restées qu'aux demi-mesures.

Un bombardement naval entrepris le 19 février 1915 a détruit dès le 2 mars tous les forts avancés des Dardanelles. Le 18 mars, la flotte attaque le détroit avec toutes ses forces, réduisant presque tous les forts intérieurs au silence. Mais trois vaisseaux ont sauté sur des mines non détectées, et bien que le commandement turc juge sa défaite inévitable si l'attaque se poursuit le lendemain, l'offensive navale pour forcer le détroit est contremandée. Le gouvernement anglais préfère

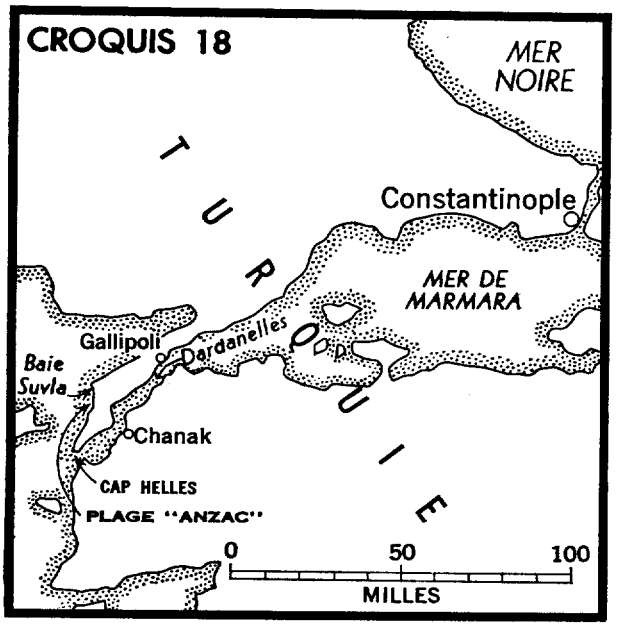


procéder à un débarquement sur la péninsule de Gallipoli. Ce qui ne devait être qu'une simple manoruvre de fixation des forces turques du Caucase devient une opération de grande envergure devant permettre aux navires de guerre alliés de passer et d'atteindre Constantinople pour y détruire la flotte turque et ses arsenaux, ce qui rétablirait les communications avec la Russie par la mer Noire. Des cargos d'un total approximatif de 250,000 tonneaux, bloqués dans les ports de la Russie et du Danube, auraient ainsi la voie libre et, on espère, comme M. Churchill le souligne, «que la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie et peut-être même l'Italie, se décideront ainsi à se joindre à l'Entente»[94].

Un corps expéditionnaire spécialement organisé est placé sous le commandement du général sir lan Hamilton et, à l'aube du 25 avril 1915, quatre divisions anglaises, australiennes et néo-zélandaises, ainsi qu'une division coloniale française débarquent au cap Helles, à l'extrémité de la péninsule et à «Anzac», quinze milles plus haut sur la côte ouest. Tous les débarquements sont contenus par les forces turques et se transforment en trois mois de guerre de tranchée. Les renforts arrivent des deux côtés. A la fin de juillet, neuf nouvelles divisions alliées sont venues en Méditerranée, tandis que le commandant allemand à Gallipoli, le général Liman von Sanders, a porté ses forces de défense à vingt-deux divisions turques.

Vient ensuite le fiasco de la baie Suvla, alors que, dans la nuit du 6 au 7 août, deux divisions anglaises de «bleus» (la 10e et la) débarquèrent dans la confusion au nord d'Anzac sans réussir à exploiter la surprise de leur attaque. Lorsque les divisions de soutien arrivent enfin, de nombreux renforts turcs couronnent déjà

L'ENTRÉE DE LA MER NOIRE 1915

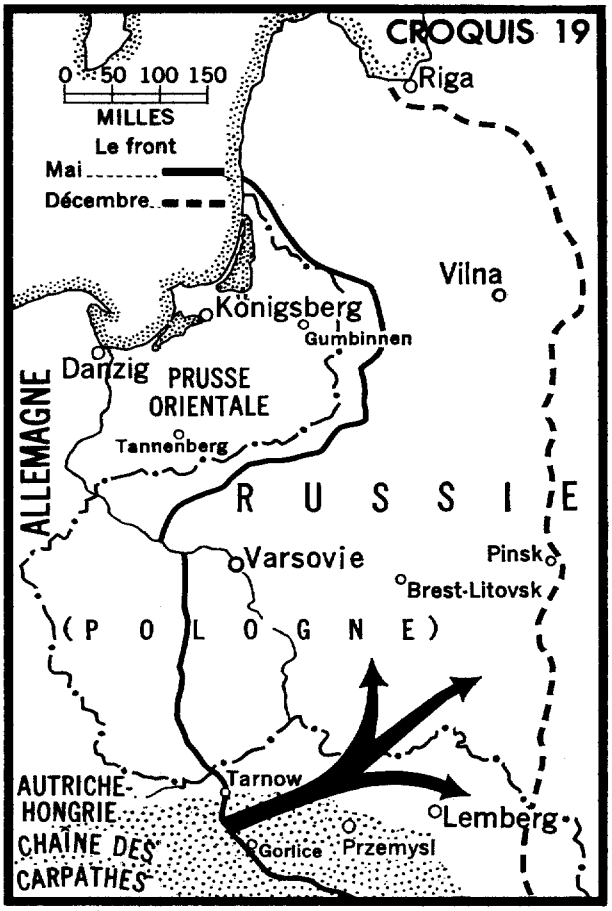


les hauteurs et encerclent la tête de pont anglaise. De nouveau le combat dégénère en guerre de tranchée, les positions alliées se trouvant complètement dominées par les Turcs. Les deux camps versent un lourd tribut à l'épuisement et aux maladies. Le régiment de Terre-Neuve, constituant le 1er bataillon, venu renforcer la 29e division le 19 septembre, reçoit le baptême du feu à la baie Suvla, où il mène une dure existence du 16 novembre à la fin de la campagne[95].

L'impasse s'éternise et, vers le milieu de novembre, les Français recommandent que les opérations soient reportées vers Salonique. Cependant, par souci de prestige, le comité des Dardanelles (nom que s'était donné le comité de guerre, le 7 juin) ne se décide pas à évacuer, et ce n'est qu'en décembre, après la visite de lord Kitchener à Gallipoli, qu'il est décidé de se retirer de Suvla et d'Anzac. L'évacuation de la péninsule se termine le 9 janvier 1916. A cette date, les pertes de l'Armée britannique ont atteint le chiffre de 205,000 hommes[96].

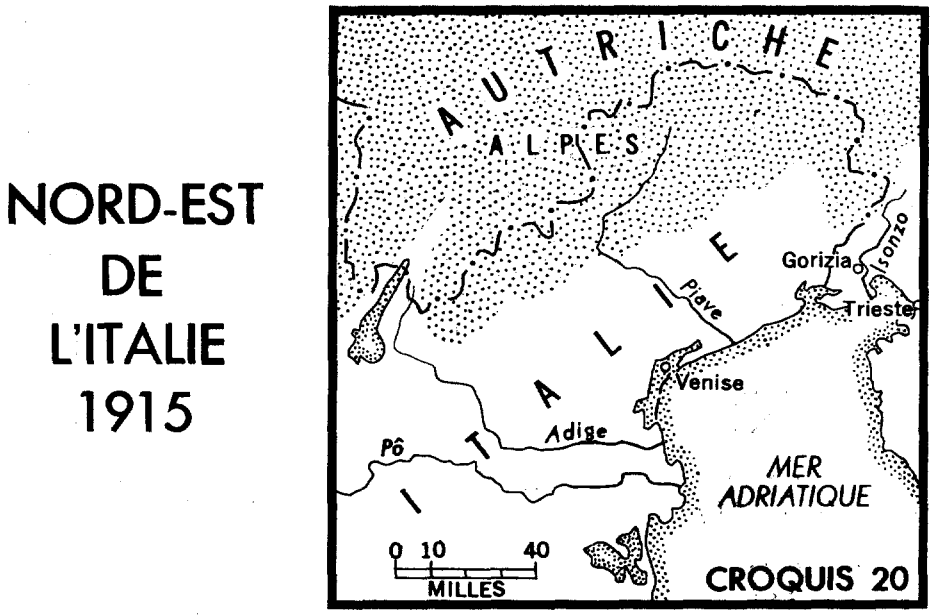
La situation est tout aussi sombre sur le front de l'Est, où von Falkenhayn met tout en oeuvre pour remporter sur les Russes une victoire décisive qui permettrait aux puissances centrales de porter leurs armées sur d'autres fronts en 1916. Au début de mai la Onzième armée allemande, flanquée de deux armées autrichiennes, enfonce le front sur 31 milles entre Gorlice et Tarnow, en Galicie. La poche s'élargit ensuite graduellement et une fraîche offensive en juillet contraint les Russes à se replier sur la totalité du front, de la Baltique aux Carpates. Varsovie tombe le 5 août et avant la fin du mois les Allemands s'emparent de Brest Litovsk, à 110 milles à l'est. Vers la fin de septembre, von Falkenhayn décide de mettre fin à son offensive de cinq mois. Ses armées ont dépassé la portée de leurs ligues de communication et la situation sur d'autres fronts appelle maintenant son attention.

LE FRONT DE L'EST, 1915



L'Italie devient menaçante; elle a en effet signé, le lendemain des premiers débarquements à Gallipoli, un traité secret avec les Alliés et a déclaré la guerre à l'Autriche le 23 mai. Les armées italiennes ont franchi la frontière autrichienne à la pointe de l'Adriatique et ont livré deux batailles non décisives le long de l'Isonzo. L'ennemi prépare aussi une invasion concertée de la Serbie par les troupes germano-austro-bulgares; sur le front de l'Ouest, on sait que les Alliés préparent une offensive pour septembre.

Malgré le danger qui les menace en commun, la France et l'Angleterre ne s'entendent pas encore sur une politique concernant le front de l'Ouest. Dès le début de l'année, le Cabinet anglais s'est déclaré en faveur d'une attitude rigoureusement défensive sur ce théâtre d'opérations jusqu'à ce que les nouvelles armées de Kitchener se mettent en campagne au printemps de 1916. C'est par suite de ce plan que des troupes et du matériel ont pu être expédiés aux Dardanelles97. Une conférence franco-britannique sur les munitions, tenue à Boulogne les 19 et 20 juin, a conclu que les canons lourds et obusiers, ainsi que les cartouches de tous



calibres nécessaires à une offensive sur le front ouest pour lui donner des chances raisonnables de succès, ne seraient pas disponibles avant l'été de 1916. (On estimait qu'une telle opération anglaise exigerait au moins 36 divisions sur un front continu de 25 milles, appuyées par 1,150 canons lourds et obusiers, en plus de l'effectif normal d'artillerie de campagne.)[98] Pendant quelque temps, les deux gouvernements sont presque d'accord pour remettre l'offensive en France jusqu'en 1916, en vue de mener à bien la campagne de Gallipoli. Mais le général Joffre, qui s'est toujours élevé contre l'entreprise de Gallipoli et contre toute expédition risquant de paralyser les opérations sur le front de l'ouest, persuade le Cabinet français de revenir sur sa décision et d'insister pour que l'offensive dans l'Ouest ait lieu dès l'automne 1915.

Les tristes nouvelles des Dardanelles et du front russe en août donnent un tel poids au vaeu des Français de reprendre l'offensive sans tarder et affaiblissent tellement les objections britanniques qu'à la suite d'une visite au quartier général de Joffre, lord Kitchener persuade le Cabinet anglais de donner son appui au plan français[99]. Le 21 juin, il ordonne à sir John French «de prendre vigoureusement l'offensive»[100]. Le plan du général Joffre est analogue à celui qu'il a déjà proposé plus tôt dans l'année (voir ci-dessus, page 55). Il s'agit de lancer deux coups de bélier convergents en direction de Namur, de chaque côté de la grande saillie occupée par l'ennemi entre l'Aisne et la Scarpe et dont la pointe se trouve à Noyon. L'offensive au sud serait lancée par les Deuxième et Quatrième armées françaises attaquant en direction nord à partir de la Champagne contre le front de la Troisième armée allemande. Au nord, la Dixième armée française et la Première armée britannique se lanceraient vers l'Est à partir de l'Artois contre la Sixième

armée allemande. Le succès de ces offensives permettrait d'isoler les trois armées allemandes (la Deuxième, la Première et la Septième) qui occupent la saillie de Noyon, et de les anéantir[101].

Le 25 septembre à 6h.30 du matin, la Première armée britannique se lance à l'attaque avec six divisions entre le canal de La Bassée et Lens sur un front de cinq milles axé sur le village de Loos. Quelque six heures plus tard, dix-sept divisions de la Dixième armée française montent à l'assaut d'un front de douze milles au nord d'Arras dans tout le secteur de la vaine offensive de mai contre Souchez et la crête de Vimy. En même temps commence l'offensive de Champagne lancée par vingt divisions françaises contre six divisions allemandes. Pour appuyer leurs assauts, les Français ont mis en ligne beaucoup plus d'artillerie lourde que jamais auparavant. Alors que les Britanniques n'ont que dix-neuf canons lourds par mille de front, la Dixième armée française en a 35 et les deux armées en Champagne en ont 47[102]. En tout, comme le général Joffre le souligne dans un message d'encouragement qu'il adresse à ses troupes, les 53 divisions françaises se lancent à l'attaque avec l'appui de 2,000 canons lourds et de 3,000 canons de campagne, alors que l'offensive de mai en Artois n'avait engagé que quinze divisions et 300 canons lourds. En compensation de la faiblesse relative des Britanniques en artillerie et en munitions, l'attaque de la Première armée est précédée d'un bombardement au chlore.

Au sud, les assauts français obtiennent des résultats satisfaisants le premier jour, progressant de 3,000 verges en certains points; l'ennemi, s'attendant en effet à une attaque, a réduit ses troupes de première ligne et disposé ses réserves en vue d'une défense en profondeur. C'est pourquoi le lendemain les assaillants se heurtent à une vive résistance et ne progressent plus guère. En Artois, la Dixième armée ne progresse que très peu les trois premiers jours. Une division a atteint la cime de la crête de Vimy le 28 septembre, mais n'a pas pu s'y maintenir[103].

La Première armée du général Haig n'a pas mieux réussi. Un bombardement préliminaire de quatre jours a été compromis par une pénurie de projectiles (les canons lourds ne pouvant tirer que 96 projectiles en 24 heures); sauf en quelques rares points, des vents peu favorables ont rendu à peu près vaine l'attaque aux gaz. L'armée commence par gagner un peu de terrain, car les Alle mands ne s'attendaient pas à une attaque si loin au nord, et beaucoup de leurs postes avancés (y compris le promontoire 70 dans les faubourgs nord de Lens) tombent aux mains des Britanniques. Ce succès n'est malheureusement pas ex ploité, car malgré les demandes répétées du commandant de l'armée, sir John French attend trop longtemps pour envoyer des divisions de sa réserve générale. Lors de la reprise de l'assaut le lendemain matin, les Allemands, qui ont renforcé leurs positions de 22 bataillons, repoussent les assaillants avec de lourdes pertes[104].

Sur la gauche de Haig, la participation de la Deuxième armée à l'offensive se borne à des attaques auxiliaires visant à dérouter l'ennemi quant à la direction et au front de la principale offensive britannique. (Cette participation comprend une manouvre de diversion faite par le 30 corps au Bois Grenier, au sud d'Armen-

tières; la 3e brigade canadienne d'artillerie de campagne y prête son appui à la 8e division anglaise). Peu avant six heures du matin, le 25, le corps d'armée canadien simule une attaque aux gaz à partir de fausses tranchées de rassemblement. Six mille sacs à avoine et à sable, remplis de paille mouillée et d'une poignée de souffre, avaient été répartis sur un front de 10,000 verges. Bien que des vents contraires empêchent beaucoup de sacs de s'allumer, cette manoeuvre entraîne les Allemands à déclencher une alerte aux gaz et attire le feu de leur artillerie. La manoeuvre n'est cependant pas prise assez au sérieux en aucun point du secteur de la Deuxième armée pour influencer l'issue de la bataille[105].

Le 28, le général Joffre suspend les offensives de Champagne et d'Artois et ordonne la préparation d'une nouvelle attaque générale. Malheureusement le mauvais temps et une contre-attaque manquée contre les Britanniques le 8 octobre dérangent ses plans, de sorte que les nouveaux assauts sont lancés de façon plus ou moins décousue. Le 6, les Français s'emparent d'un village en Champagne et cinq jours plus tard, ils ont conquis un peu de terrain en Artois. Le 13 octobre, les forces britanniques, attaquent au nord de Loos, sur un front de quatre divisions, saisissent quelques tranchées allemandes (qu'elles ne peuvent toutefois pas conserver. (Cet effort final donne lieu à une autre intervention du corps d'armée canadien. Il lance quelque 3,500 bombes fumigènes chimiques de fabrication commerciale et 1,500 livres de gaz phosphoreux, en plus de quoi chaque division produit un écran de fumée provenant de 600 bombes de fortune fabriquées avec des tuyaux de poêle, du suif, du poussier, du nitre, de la poudre à canon et du goudron par des groupes du Génie canadien travaillant nuit et jour.)[106] Le 4 novembre, les offensives alliées sont officiellement suspendues. Les opérations, qui durent depuis le 25 septembre, ont coûté la vie à plus de 60,000 Britanniques, près de 200,000 Français et environ 150,000 Allemande[107].

Les Alliés n'ont pas gagné grand chose pour un tel prix. La saillie de Noyon est à peine ébréchée; les positions allemandes sur le front de l'Ouest sont aussi solides, sinon plus solides qu'auparavant. La Première armée britannique, ayant progressé d'un maximum de deux milles sur un front de deux milles occupe maintenant une étroite saillie à Loos, que le haut commandement tient à conserver, bien que la défense en soit coûteuse. En Champagne, les gains allant jusqu'à trois milles réalisés par les Français ne font que les engager plus avant en terrain bas, les exposant davantage à l'observation et au feu des hauteurs voisines tenues par l'ennemi[108].

La bataille de Loos a été entreprise malgré les objections du commandant en chef britannique et du commandant de la Première armée. Lord Kitchener avait donné ordre «de faire l'impossible pour appuyer l'offensive française, fût-ce au prix de très lourdes pertes»109. Les objections de Haig se sont révélées parfaitement fondées; il déplorait la pénurie d'artillerie lourde et de munitions, le terrain défavorable prévu pour l'attaque de la Première armée, la puissance de la défense allemande, le manque d'instruction des nouvelles divisions, ainsi que l'impéritie des officiers d'état-major. En outre, la direction générale des opérations au G.Q.G. laisse beaucoup à désirer. Sir John French se fait reprocher toute la façon dont il

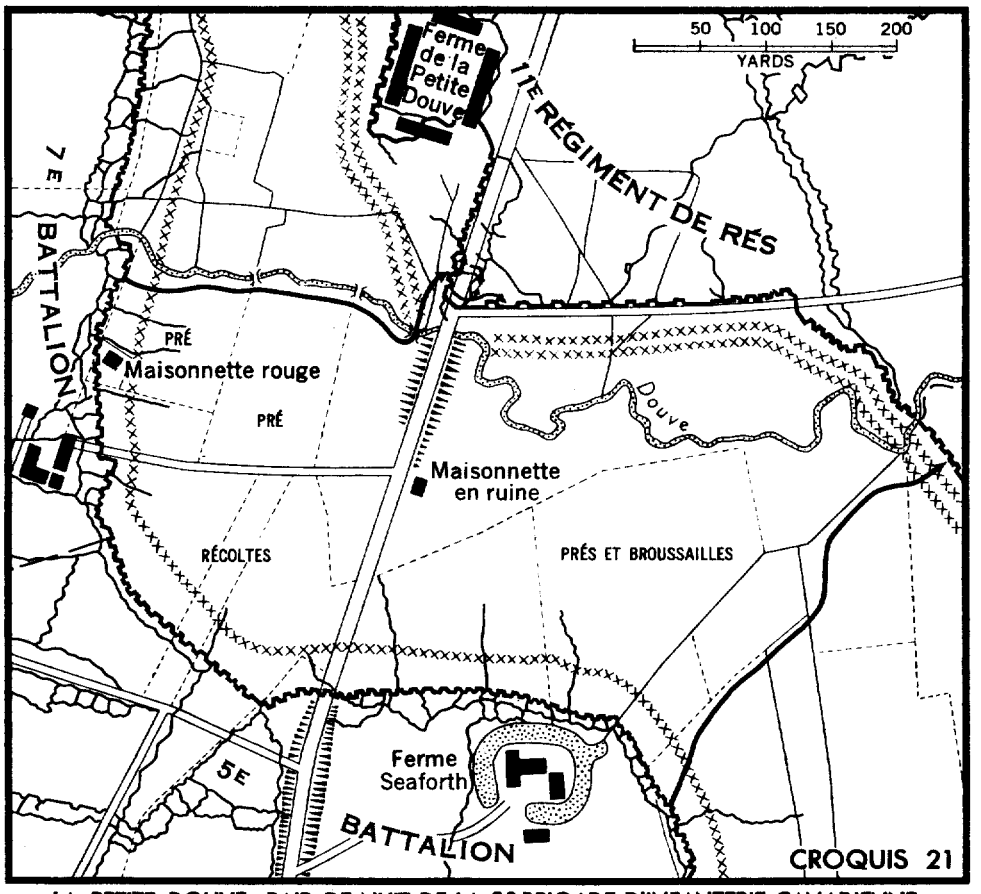
a conduit l'offensive, et surtout son mauvais usage des réserves; le 19 décembre, il est muté au poste de commandant en chef des forces intérieures. Sir Douglas Haig prend sa succession sur le théâtre des opérations.

Les premiers raids de tranchées

Bien que les grandes opérations de 1915 soient terminées, le haut commandement tient absolument à ce que le nouvel hiver dans les tranchées ne soit pas une période d'inaction. Contrairement aux Français qui, en dehors des grandes offensives, sont enclins à observer une trêve officieuse, le G.Q.G. britannique insiste pour que la défense conserve un aspect agressif continu[110]. Des directives diffusées par la Deuxième armée vers la fin d'octobre visent à bien faire comprendre aux hommes de tous grades que «les futurs mois d'hiver doivent servir non pas à une simple défense passive mais à harceler les troupes ennemies et à préparer tous les rouages des futures opérations»[111]. Il s'agit d'effectuer des bombardements par surprise, d'encourager l'activité des tireurs d'élite, et de reprendre les raids de tranchées inaugurés par les Britanniques l'hiver précédent. Ces raids consistent à faire irruption dans les tranchées adverses, à y faire le plus de victimes possible et à se replier avant que l'ennemi ait le temps de réagir. On leur ajoute parfois des tâches spéciales comme la capture de prisonniers à des fins d'identification, le sabotage de tunnels de mines ou la destruction de postes ennemis qu'il n'est pas possible d'occuper d'une façon permanente. Suivant l'importance de la tâche assignée, les raids s'effectuent par des groupes variant de dix à deux cents hommes[112]. II conviendrait peut-être de faire le récit d'un ou deux des premiers de ces faits d'armes.

Le premier de ces raids officiellement exécutés par des soldats canadiens revient au P.P.C.L.I. Il l'a exécuté le 28 février 1915 (voir ci-dessus, page 97), avant l'entrée en ligne de la 1- division canadienne. Le premier de ces raids exécutés par le corps d'armée canadien a combiné, sur les deux rives de la Douve, les manoeuvres de groupes des 5e et 7e bataillons (2e brigade d'infanterie) dans la nuit du 16 au 17 novembre. L'action avait été remise la nuit précédente car les pluies avaient gonflé la Douve (qui à cette époque de l'année a normalement de huit à dix pieds de large et de trois à quatre pieds de profondeur) dont la largeur avait triplé et dont la profondeur atteignait alors dix pieds1[1]3. Cette crue subite a provoqué de nombreux déménagements hâtifs au cours desquels certains postes de commandement de bataillon ont perdu une partie des dossiers de leurs régiments. Cet incident a eu toutefois son bon côté, comme le signale un historien du régiment. Par la suite, chaque fois qu'on demandait à un malheureux adjudant de fournir «des renseignements embarrassants», il se trouvait toujours que le document voulu avait été emporté par la crue[114]!

Ce raid jumelé avait trois fins: capturer des prisonniers, amener les Allemands à faire venir des réserves qui seraient une bonne proie pour l'artillerie canadienne et saper le moral de l'ennemi. Les préparatifs avaient commencé dix jours plus tôt par le choix de cinq officiers et de 85 volontaires du 7e bataillon (y compris 23



LA PETITE DOUVE: RAID DE NUIT DE LA 2e BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE, LE 17 NOVEMBRE 1915 À 2H.30 DU MATIN

hommes qui se tiendraient en réserve) et un nombre équivalent du 51e bataillon. Exemptés de toute autre tâche, ces hommes ont répété nuit et jour sur un terrain très ressemblant à celui de l'objectif et de ses parages. Ils se sont notamment exercés à se servir de passerelles portatives et de tapis «traversor» préparés pour franchir les barbelés[115]. Juste au nord du cours d'eau, les lignes allemandes font une courbe, s'éloignant pour traverser la route Messines-Plœgsteert et former une saillie de 500 verges de long qui englobait la ferme appelée la Petite Douve, à l'ouest de la route. L'angle de tranchée tenu solidement par l'ennemi entre le cours d'eau et la ferme est l'objectif du 7e bataillon. Pour faire diversion, le groupe du 58 bataillon doit attaquer à 400 verges au sud-ouest. Les patrouilles de la 2e brigade ont non seulement servi à familiariser les éclaireurs du bataillon avec les approches de l'objectif, mais ont aussi contraint l'ennemi (le 11e régiment de réserve de la 117e division) d'abandonner ses postes d'écoute à l'extérieur de ses propres barbelés[116].

A neuf heures du matin le 16 novembre, les canons à obus de 18 livres de la lie brigade canadienne et de la 118e brigade anglaise d'artillerie de campagne, appuyés par les canons à obus de 13 livres du R.C.H.A., commencent le bombardement des barbelés ennemis et au cours de l'après-midi une batterie de mortiers de tranchées fait feu sur la ferme de la Petite Douve. Cette même nuit, pendant que deux groupes placent des passerelles portatives de 60 livres sur la Douve, un autre groupe achève de couper à la main les barbelés que les canons n'ont pas détruits[117].

En uniforme dépouillé de toute marque d'identification, les assaillants n'emportent aucun matériel typiquement canadien, comme le fusil Ross. Tous portent des masques de crêpe. Attachées à leur Lee-Enfield étaient des lampes-torches qu'ils devaient allumer dans les tranchées ennemies afin d'aveugler leurs occupants. La route conduisant au «no man's land» était jalonnée de piquets blancs. Tous les détails ont été si minutieusement prévus que, selon le rapport officiel, «tout le monde et tout le matériel se trouvent en place à la minute précise prévue». A 2h.30 du matin, le 17, environ une heure après l'apparition d'une lune à peu près pleine, les deux groupes rampent en direction des positions allemandes. Un contretemps se produit lorsque les éléments de tête du groupe du 5e bataillon s'emmêlent dans des barbelés placés dans un fossé plein d'eau au pied du parapet allemand. Pendant qu'ils s'en dégagent péniblement l'ennemi tire des coups de fusils auxquels les assaillants ripostent en lançant des grenades. Impuissant à franchir l'obstacle ou à le contourner, le groupe se replie un peu avant trois heures sans avoir, à la surprise de tous, perdu un seul homme.

Pendant ce temps, le groupe du 7e bataillon atteint son objectif et prend l'ennemi complètement par surprise, ses sentinelles s'étant mises à l'abri de la pluie qui commençait tout juste à tomber. II n'y a pour ainsi dire aucune résistance. Des groupes de Canadiens protègent les flancs en installant des barbelés en prévision de contre-attaques locales qui n'ont d'ailleurs pas lieu. Au bout de vingt minutes, les assaillants se replient, après avoir tué ou blessé une trentaine d'Allemands. Es ont recueilli des renseignements utiles sur l'aménagement des tranchées ennemies et ramènent douze prisonniers, dont les nouveaux masques à gaz en caoutchouc constituent un butin précieux pour les services de renseignements canadiens. Le retour des Canadiens dans leurs propres lignes se déroule de façon si ordonnée qu'ils récupèrent la plus grande partie de leur matériel spécial, y compris l'une des passerelles. Les réserves allemandes qui contre-attaquent en force 40 minutes plus tard sont immédiatement prises à partie par l'artillerie et repoussées. Le groupe du 7e bataillon n'a perdu qu'un homme, tué d'un coup de fusil accidentel, et un autre légèrement blessé. Le succès de l'entreprise est attribué à la minutie avec laquelle les positions de l'ennemi ont été reconnues d'avance, au choix judicieux du personnel et du matériel, au soin apporté à l'instruction et aux répétitions pour répondre à toute éventualité, à la précision des ordres donnés pour l'opération et à l'excellent appui que l'infanterie a reçu de l'artillerie. Aux yeux de l'historien officiel britannique, c'est à tous égards un raid modèle[118].

La nuit du 14 au 15 décembre, le 5e bataillon exécute un autre raid qui lui permet de s'emparer d'une barrière avancée que les Allemands ont installée sur la

route Messines-Ploegsteert en terrain neutre, du côte canadien de la Douve. Un bombardement préliminaire les trois nuits et les trois jours précédents n'a pas permis à l'ennemi de prévoir l'heure de l'attaque, lancée à quatre heures du matin après qu'un canon à obus de 18 livres, traîné en toute première ligne, eut tiré 26 projectiles à bout portant. L'assaut se déroule exactement comme on l'a prévu. L'obstacle est enlevé presque sans résistance. Parmi les membres de la garnison qui n'ont pas évacué la position, deux sont faits prisonniers et les autres sont tués. Chez les assaillants seuls un officier et un homme ont été légèrement blessés[119].

Hiver en première ligne

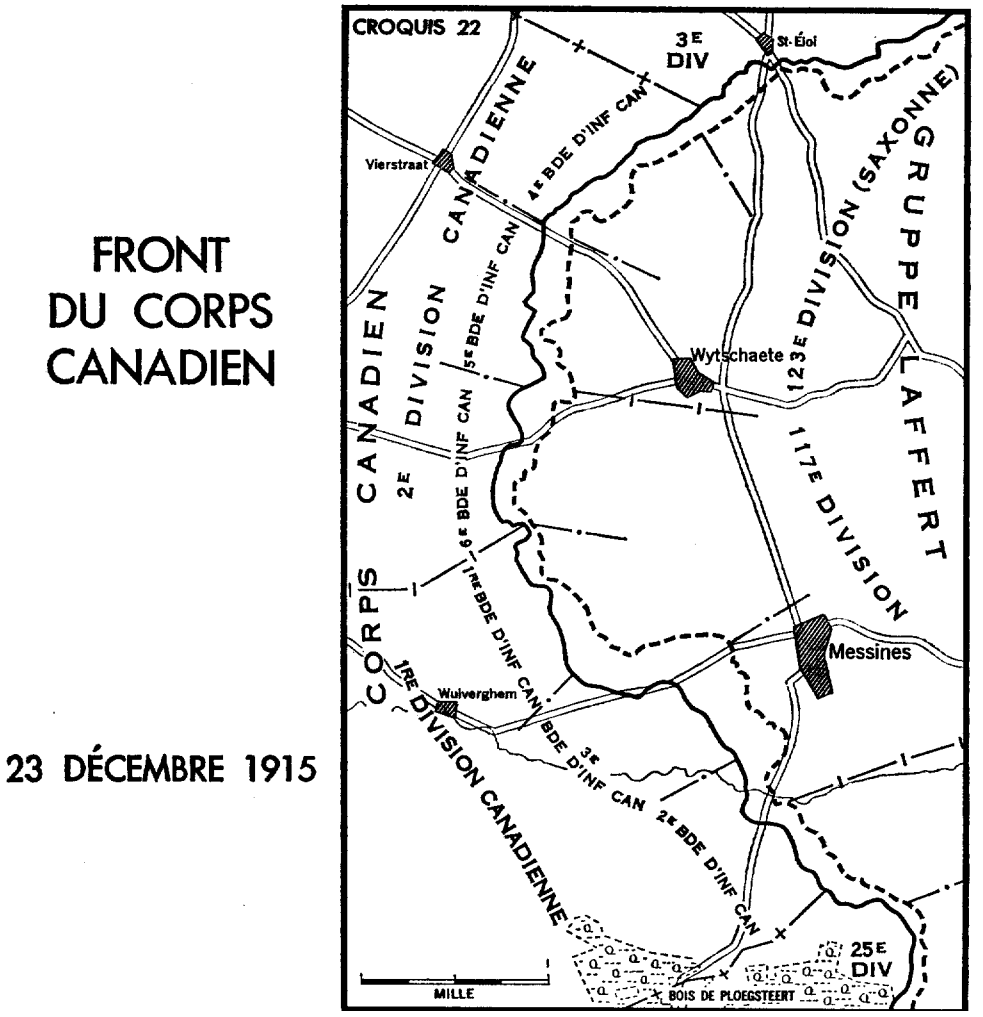
Après l'apaisement de l'effervescence de ces raids, l'année se termine sans rien à signaler. Malgré le souci de maintenir l'agressivité et l'instruction des hommes, ils s'occupent surtout de l'entretien des tranchées et de l'aménagement de quartiers aussi confortables que possible. Ils ont fort à faire; un historien du régiment relate en effet que «la pluie des Flandres n'a pas son précédent dans l'histoire de la terre».

> Il n'y avait aucun moyen de s'y soustraire. Les tranchées, qui n'étaient guère quedes parapets de sacs de sable, se dissolvaient littéralement. La terre que contenaient les sacs se liquéfiait et en suintait au point que tout s'effondrait. Tous les trous étaient pleins d'eau et, pour empirer la situation, l'ennemi qui se trouvait en terrain plus élevé, prenait plaisir à drainer ses propres tranchées vers le «no man's land», d'où l'eau venait envahir les tranchées canadiennes[120].

C'est la réédition des misères de la plaine de Salisbury et les troupes n'ont aucun moyen de se protéger du froid et de l'humidité. Les hommes doivent rester pendant des jours dans l'eau jusqu'à la cuisse, mais il n'y a pas assez de bottes de caoutchouc* pour tout le monde. Les abris de tranchée s'effondrent, les laissant à la merci du ciel inclément. La situation n'est guère meilleure dans les cantonnements, dont les toits coulent et où il est à peu près impossible de tirer autre chose qu'une horrible fumée du coke et du charbon de bois détrempés qui avaient été distribués aux troupes, avec les rations. Dans les tranchées, la ration quotidienne d'un demicanon de rhum (1/64 de gallon) aide les soldats à réagir contre l'humidité et le froid. La distribution en est réglementée par des ordonnances de tranchée, qui précisent que le rhum doit toujours rester sous la surveillance personnelle du commandant de la compagnie et n'être distribué qu'en présence d'un officier. Les hommes punis pour ivresse sont privés de rhum pendant 14 jours, sauf pour raisons médicales[122].

Comme il fallait s'y attendre, plusieurs souffrent de la grippe ou d'autres troubles respiratoires. En dépit des mesures de prévention prises par les autorités médicales, par les officiers de régiment et par les soldats eux-mêmes, le nombre de ces cas parmi les membres du corps d'armée passe de 796 en octobre à 1,198 en novembre123. Pour réduire le gaspillage qu'entraîne l'évacuation des malades

* Ces bottes étaient distribuées à titre de matériel de tranchée (à n'utiliser que dans les tranchées). A la fin de l'hiver précédent, 3,500 paires avaient été commandées pour la 1re division, mais elles n'étaient arrivées qu'après le retrait des crues de printemps. Au début de novembre 1915. le chiffre de distribution passait à 4,000 par division[121].



vers un hôpital général de l'arrière, les cas bénins de maladie n'exigeant pas plus de sept jours de traitement sont traités aux postes de repos divisionnaires dans la zone du corps d'armée. Chacun de ces postes compte environ 250 lits et le service y est assuré par les ambulances de campagne pendant les périodes d'inactivité au front. Quand les opérations reprennent, les postes de repos sont fermés et l'unité reprend ses fonctions d'ambulance de campagne[124].

Ces circonstances ont créé un mal particulièrement pénible et difficile à soigner qu'on appelle «pied de tranchée», résultant de «l'humidité froide continue et auquel s'ajoutent des infections secondaires provenant du sol»125. Cet état, comme la gelure (qui n'en diffère que par la gravité), est caractérisé par l'enflure des pieds et une putréfaction des chairs qui dégénère vite en gangrène si on n'y applique aucun remède. Les mesures préventives consistent à porter des bottes de caoutchouc ou des bottes de cuir bien graissées, toujours très amples, à des-

serrer les molletières, à se frictionner les pieds et les jambes à l'huile de baleine et à changer souvent de chaussettes. La négligence de ces mesures est considérée comme une infraction à la discipline qui peut rendre passible une unité tout entière de la suspension des permissions; malgré tout cela, un seul hôpital recevait 157 malades du 2 au 5 décembre 1915 et, avant la fin de la guerre, près de 5,000 cas de ce genre seront signalés[126].

Ceux qui peuvent échapper à ce mal et à l'exposition au froid humide des tranchées doivent endurer la monotonie inévitable de la guerre statique. Des sapeurs entreprenants de la 1re compagnie divisionnaire des Transmissions réussissent à surmonter cet ennui en fabriquant un poste récepteur à ondes longues en se servant de pièces récupérées dans la zone des combats du printemps précédent. Ils organisent alors «un service de nouvelles très efficace au Q.G. de la Division» et à eux revient le mérite d'avoir inauguré le service de T.S.F. des forces canadiennes en France[127].

La journée de Noël s'écoule dans le calme. Les plus chanceuses sont les unités de réserve qui peuvent réveillonner dans des cantonnements. II y a très peu d'activité dans les tranchées de première ligne. L'artillerie allemande reste silencieuse et on signale au moins un point où l'infanterie des deux camps va et vient à découvert derrière ses tranchées de première ligne sans que s'échange un seul coup de feu. Mais il n'y a aucun signe de la fraternisation à grande échelle qui avait caractérisé la «trève de Noël» admise officieusement entre les troupes anglaises et allemandes en 1914. Le souvenir de l'attaque aux gaz à Ypres est encore cuisant et les bataillons de première ligne ont reçu l'ordre de riposter à coups de fusil, et au besoin à coups de canon, à toute tentative ennemie «d'organiser une suspension provisoire des hostilités»[128].

Le jour de Noël, le quartier général du corps d'armée reçoit l'autorisation de former la 3e division canadienne. Les travaux de transformation du quartier général des troupes du corps en un nouveau Q.G. divisionnaire débutent immédiatement et, à la fin de décembre, deux des nouvelles brigades (voir ci-dessous, page 145) se sont rassemblées[129]. Au début de l'année, le corps d'armée canadien est donc bien installé et en train de s'agrandir. Depuis son origine, au milieu de septembre, ce corps, sans avoir participé à de grandes opérations, a perdu 2,692 hommes, dont 688 tués.

Rappelons que lors de l'organisation du corps d'armée canadien et de la 2e division, une carence d'officiers canadiens formés aux fonctions d'état-major a entraîné la nomination d'officiers anglais à ces postes. A la fin de novembre, au moment des nominations aux divers postes de commandement et d'état-major de la 3e division, sir Max Aitken demande au ministre de la Milice «des instructions explicites sur l'ensemble de la question de l'affectation d'officiers anglais ou canadiens aux postes subalternes de l'état-major». Il déclare: «Je me suis presque épuisé à lutter contre le choix d'officiers anglais pour des postes du Commandement de l'artillerie, d'artillerie de brigade et même d'artillerie de régiment»130. Dans sa réponse sir Sam* ordonne à Aitken de «protester avec la dernière énergie

* Le 24 août 1915, le général Hughes avait été fait chevalier-commandeur de l'Ordre du Bain.

contre la nomination d'officiers anglais à des postes d'état-major ou autres dans les troupes canadiennes». Hughes s'en prend à ce qu'il appelle le «paternalisme de collège d'état-major», affirmant que «les hommes qui se sont bien battus à Saint-Julien et à Festubert n'ont que faire du commandement de théoriciens d'école d'état-major»[131].

Le point de vue canadien est de nouveau exposé au secrétaire des Colonies lorsque sir George Perley lui montre une lettre de sir Robert Borden qui va jusqu'à remarquer «qu'il y a apparemment une fâcheuse tendance, de la part des militaires professionnels anglais, ou des fonctionnaires du War Office et des officiers d'état-major anglais, à supplanter les Canadiens au commandement supérieur de nos troupes»*. Toute tentative de cette nature aurait les conséquences les plus désastreuses pour les intérêts des Anglais et de l'empire tout entier. «Vous pouvez dire de ma part à M. Bonar Law, à lord Kitchener et à M. Asquith que nous ne le tolérerons pas»[133]. Après avoir étudié la question avec Bonar Law, Perley lui écrit une lettre que lord Kitchener transmet à sir Douglas Haig[134]. Le 7 janvier Perley reçoit du secrétaire aux Colonies l'assurance que lord Kitchener «fait tout en son pouvoir pour nommer des officiers canadiens à tous les postes de commandement canadiens»[135].

Il faut en conclure que sir Robert Borden s'était trop laissé influencer par l'attitude de sir Max Aitken et sir Sam Hughes, et qu'en essayant de satisfaire à la demande croissante d'officiers compétents, les autorités anglaises tenaient vraiment, selon les paroles de M. R. B. Bennett, « à traiter les Canadiens plus qu'honorablement»[136]. Tout en ne pouvant nier que le War Office a fourni de bons officiers au Corps d'armée canadien, les preuves ne manquaient pas qu'il existait chez les Anglais quelque répugnance bien compréhensible à abandonner la direction des troupes venues des pays du Commonwealth. De fait, on peut prétendre que, si Hughes, Aitken et Borden n'avaient pas adopté une attitude aussi énergique, le Corps expéditionnaire canadien n'aurait jamais eu un aussi bon moral ni atteint un aussi haut degré d'efficacité.

* De l'avis du secrétaire parlementaire de sir Robert Borden, M. R. B. Bennett, les violentes critiques du premier ministre à l'endroit du War Office n'étaient pas justifiées. Bennett considérait certains des câbles d'Aitken comme excessifs et l'accusait d'être parti en guerre «contre ce qu'il appelle le «Syndicat des soldats.. Il a même ajouté: «Je crains qu'il ne nous fasse servir ses fins personnelles dans cette querelle»[132].

CHAPITRE V

LES CRATÈRES DE SAINT-ÉLOI ET MONT SORREL, 1916

(Voir cartes 3 et 4, et croquis 23 et 24)

Les plans adverses pour 1916

LA SITUATION au début de 1916 offrait peu d'encouragement aux Alliés. Malgré les coûteuses offensives d'Artois et de Champagne, une grande partie de la France et de la Belgique demeurait aux mains des Allemands et, dans le Nord, l'offensive allemande contre Ypres n'avait laissé en possession des Alliés qu'une partie du saillant. L'Italie, non encore en guerre avec l'Allemagne*, n'avait remporté que quelques victoires de peu d'importance sur les Autrichiens. Sur le front oriental, la grande poussée austro-allemande avait rejeté les Russes sur une ligne située à 215 milles à l'est de Varsovie. Devant pareil succès, la Bulgarie s'était jointe aux puissances centrales. Ensemble, elles avaient écrasé la Serbie et le Monténégro, et forcé l'armée serbe à reculer jusqu'à l'Adriatique. Quand le roi Constantin de Grèce congédia son premier ministre Venizelos, qui favorisait les Alliés, et répudia les engagements par traité de la Grèce envers la Serbie, les troupes franco-anglaises amenées de Gallipoli à Salonique, sur les instances de Venizelos, s'étaient trouvées à assister en spectateurs impuissants à la déroute serbe. La campagne de Gallipoli s'était soldée par un échec et l'évacuation des Dardanelles s'achevait. Au Moyen-Orient, les Turcs menaçaient le canal de Suez; le corps expéditionnaire indien sous commandement britannique dirigé vérs Bagdad, marquait le pas à Kut-el-Amara. Un autre corps d'armée indien, dépêché contre l'Afrique orientale allemande pour aider les troupes sur place, avait subi une défaite et l'ennemi multipliait les raids contre les colonies britanniques et belges. La reddition de l'Afrique allemande du Sud-Ouest, survenue en juillet 1915, avait marqué le seul succès de quelque importance pour les Alliés sur terre.

La situation ne laissait pas d'inquiéter. Malgré leur maîtrise de la mer et leur très grande supériorité en troupes et en matériel, les Alliés n'avaient pas su exploiter les avantages qu'ils avaient sur leurs adversaires. Advenant que les puissances centrales puissent utiliser leurs lignes intérieures pour transporter d'un front à l'autre de fortes troupes avant que les Alliés réussissent à faire sentir leur supériorité, il y avait un réel danger de perdre la guerre. Jusque-là, l'effort allié avait souffert de l'absence d'une direction unifiée et déterminée; la disparité

* L'Italie déclara la guerre à l'Allemagne le 27 août 1916.

des buts poursuivis avait eu pour effet l'éparpillement inutile des troupes, tandis qu'on paraissait accorder bien peu d'attention aux intentions de l'ennemi. Le besoin était évident d'une politique alliée d'ensemble, d'un plan directeur bien étudié[1].

Se rendant bientôt compte de cette condition essentielle pour remporter la victoire, le général Joffre avait convoqué en juillet 1915 une conférence militaire inter-alliée à son quartier général de Chantilly. La réunion fit saisir aux commandants et aux attachés militaires représentant les différentes puissances la gravité du problème qui se posait aux Alliés. Les susceptibilités nationales étaient encore trop vives pour permettre de centraliser la conduite de la guerre, mais Joffre insistait sur l'effet certain d'une vigoureuse offensive alliée qui serait lancée simultanément par les armées alliées contre le «blocs austro-allemand. Cependant, sauf la conclusion «d'un accord général selon lequel chaque armée nationale s'engageait à faire quelque chose dans son côtés, la conférence ne donna aucun résultat immédiat. En novembre, toutefois, à une réunion des premiers ministres de France et de Grande-Bretagne, on adopta «en principe l'établissement d'une commission mixte permanente qui aurait pour fonction de coordonner l'action des Alliés». Au cours d'une seconde conférence militaire interalliée, tenue à Chantilly au début de décembre, les représentants des armées alliées convenaient à l'unanimité que l'issue du conflit ne pouvait se décider sur les principaux théâtres de guerre, c'est-à-dire sur le front russe, le front franco-britannique et le front italien. Sur tous ces fronts, des offensives s'imposaient, offensives auxquelles chaque armée alliée devait apporter tout ce qu'elle pouvait en troupes et en matériel[2]. Il fut admis que, pour réussir, ces offensives devaient se produire simultanément ou du moins à des dates assez rapprochées pour empêcher l'ennemi de transporter d'un front à l'autre des réserves en nombre suffisant, opération qui exigeait, estimait-on, au moins trente jours. En conséquence, les Alliés décidaient de commencer les offensives le plus tôt possible après la fin de mars 1916 et de les déclencher les unes après les autres à moins d'un mois d'intervalle. De l'avis de la conférence, les théâtres de guerre secondaires n'exigeaient que le maintien d'effectifs réduits au strict minimum et les troupes déjà sur place devaient suffire.

Contrairement aux Alliés, l'ennemi se proposait de traiter le front est comme théâtre secondaire en 1916. Sur l'importance relative du front ouest et du théâtre italien, les chefs des états-majors généraux austro-hongrois et allemand ne s'entendaient pas. En décembre 1915, le chef de l'état-major général austro-hongrois, le colonel-général Conrad von Hôtzendorff, demandait neuf divisions allemandes pour le front est (en plus des quatre déjà prêtées aux Autrichiens) en vue de libérer les troupes autrichiennes pour une offensive destinée à mettre l'Italie hors de combat; cette mesure permettrait de garnir le front ouest de 400,000 Autrichiens. Cependant, von Falkenhayn se sentait incapable de se passer des effectifs jugés suffisants pour cette opération et, dans une contre-proposition, il demandait à von Hôtzendorff de remplacer le plus grand nombre possible d'unités allemandes sur le front est par des troupes autrichiennes, ce qui permettrait de disposer du maximum de troupes allemandes pour des opérations en France. Mais, faute d'une entente, chacun adopta la ligne de conduite qu'il crut préférables[3].

Le 21 février 1916, les Allemands attaquent Verdun, situé à peu près au centre du front ouest. C'est là la première des cinq grandes offensives lancées de part et d'autre sur tous les fronts européens, au cours des sept premiers mois de 1916. Le 14 mai, deux armées austro-hongroises se lancent à l'attaque du Tyrol méridional. D'après un document dressé par Falkenhayn et destiné «à servir de base à un rapport à S. M. le Kaisers, l'offensive allemande vise à saigner à mort la France et, de la sorte, à priver la Grande-Bretagne, «l'ennemi numéro 1 de la guerre», de sa «meilleure épée»[4]. Malgré leur peu de succès, l'offensive sur Verdun et l'attaque autrichienne limitent l'envergure des offensives que les Alliés projettent et en font changer le moment.

A la deuxième conférence de Chantilly, les puissances alliées convenaient que chacune se tiendrait prête à repousser par ses propres moyens toute attaque lancée contre son propre front et que les autres aideraient, dans la mesure du possible, celle qui serait attaquée. Aussi, devant les nouveaux coups que porte l'ennemi, Français et Italiens demandent aux Anglais et aux Russes respectivement d'avancer l'heure de leurs attaques. Même avant l'offensive sur Verdun, Joffre avait averti le commandant en chef britannique (qui était depuis le 19 décembre 1915 sir Douglas Haig) qu'après les offensives de 1914 et de 1915, qui leur avaient coûté tout près de deux millions d'hommes, les armées françaises n'étaient pas en mesure de lancer de grandes attaques, sauf pour exploiter quelque succès britannique. Il voulait que le corps expéditionnaire britannique entreprenne quelques offensives préparatoires qui useraient l'ennemi, tandis que sir Douglas préconisait une attaque simultanée des troupes anglaises et françaises. Le 14 février, les deux commandants en viennent à un compromis (Haig ayant reçu l'ordre de collaborer sans toutefois mettre en danger ses armées). En attendant que les Français soient prêts à lancer une attaque générale, les opérations du Corps expéditionnaire britannique se limiteront à celles qui seront strictement nécessaires pour ne pas perdre l'initiative. Vers la mi-juin, des attaques à objectif restreint seront entreprises dans la région de Ypres-la-Bassée et, vers le let juillet, les troupes britanniques et françaises déclencheront une attaque de grande envergure le long de la Somme.

A ce moment-là, l'ennemi sera pressé sur le front est où le tzar se prépare à donner suite à l'entente de Chantilly en lançant une attaque russe, prévue pour le 15 juin. (La date de cette poussée russe fut avancée en réponse à un appel d'aide de la part des Italiens aux prises avec l'offensive austro-hongroise. Le 4 juin, dans une offensive qui a constitué la plus grande contribution russe de toute la guerre, le général Brusilov lançait à l'attaque quatre armées sur un front qui s'étendait à quelque 300 milles en direction nord, depuis la frontière roumaine jusqu'aux marais de Pripet; il repoussait de 20 à 30 milles cinq armées autrichiennes et capturait 450,000 hommes et plus de 400 canons.)[5]

La comparaison des effectifs dont disposaient les parties adverses occupées à dresser leur plan de bataille révèle une grande supériorité en nombre du côté des Alliés. Selon un rapport secret dressé à la fin de mai, 125 divisions allemandes faisaient face, sur le front ouest, à 150 divisions alliées (95 françaises, 49 britan-

niques et 6 belges). Sur le front est, les 90 divisions ennemies (48 allemandes et 42 autrichiennes) avaient devant elles 141 divisions russes; au sud, le rapport était de 35 divisions autrichiennes contre 53 divisions italiennes, tandis que dans le sud-est, sur le front de Salonique, seize divisions ennemies dont douze bulgares immobilisait un assortiment de 18 divisions alliées[6]. Cette supériorité alliée de plus de 100 divisions (même davantage, car la division russe renfermait seize bataillons tandis que la division allemande n'en comptait que neuf), la position centrale des armées allemandes et autrichiennes l'annulait dans une large mesure, de même que l'homogénéité des forces allemandes, homogénéité qui permettait aux Allemands d'opérer sur des lignes de l'arrière et ainsi de concentrer hommes et canons en vue d'une opération, de façon beaucoup plus rapide que les Alliés.

Les Allemands étaient bien préparés pour la guerre défensive qu'ils envisageaient pour 1916, sauf à Verdun. Leur dispositif de défense était bien supérieur à celui des Alliés, dont les officiers supérieurs, ne songeant qu'à avancer, avaient tendance à ne considérer la défensive que comme une mesure temporaire et à n'entreprendre que peu de chose pour consolider leurs propres positions. Contrairement à ceux des Alliés, les barbelés de l'ennemi constituaient un obstacle formidable; ses abris profonds capables de loger presque toute la garnison de première ligne n'avaient pas leurs pareils dans la ligne britannique ou française; en outre, sa supériorité (tant du point de vue quantité que qualité) en grenades à main, -grenades à fusil et mortiers de tranchée, le rendait beaucoup mieux armé pour la guerre de tranchée que son adversaire. Ainsi, tandis que les troupes françaises et britanniques s'évertuaient à conserver l'initiative et à user l'ennemi, ce dernier -s'employait surtout à améliorer laborieusement sa défense. Entre la mi-décembre 1915 et la fin de mai 1916, les troupes britanniques (y compris les troupes canadiennes) menèrent 63 raids avec des effectifs variés allant de 10 à 200 hommes, dont 47 réussirent; de leur côté, les Allemands firent 33 incursions sur le front britannique dont 20 avec succès7.

L'année 1915 avait été témoin des progrès notoires de l'aviation militaire et ¯tout laissait entrevoir une activité croissante dans ce domaine pour 1916. Au début, l'avion militaire était surtout considéré comme un véhicule armé ou non. Mais, pour les combats aériens, l'avion était devenu pour ainsi dire «une mitrailleuse volante», lorsque Anthony Fokker, ingénieur hollandais, qui travaillait pour les Allemands, conçut le moyen de faire feu dans le champ de l'hélice sans toucher aux pales. Ainsi équipés, les monoplans Fokker firent leur apparition à l'été de 1915 et leur influence commença à se faire sentir en octobre, vers la fin de la bataille de Loos[8].

«On espère sous peu obtenir un appareil capable de combattre avec succès le Fokker qu'utilisent actuellement les Allemands», annonçait à la mi-janvier 1916 le Royal Flying Corps*. En attendant, on imposait pour plus de sûreté le vol en formation. Une règle stricte de l'unité interdisait à tout appareil d'entreprendre un vol

* Le *Royal Flying Corps,* formé en 1912, comprenait une section militaire et une section navale. Un peu avant la guerre, cette dernière était devenue le *Royal Naval Air Service.* Le 1·1 avril 1918, *le Royal Flying Corps* et le *Royal Naval Air Service* étaient réunis pour former la *Royal Air Force.*

de reconnaissance à moins d'être escorté d'au moins trois autres appareils. Si l'un des avions s'écartait du groupe, la reconnaissance devait prendre fin[9]. La riposte anglaise au monoplan Fokker fut l'avion De Havilland, appareil à hélice arrière, armé à l'avant d'une mitrailleuse mobile Lewis et capable d'une vitesse de 85 milles à l'heure. Les Français, eux, arrivèrent avec le patrouilleur Nieuport, biplan de chasse dont l'aile supérieure portait une mitrailleuse semi-mobile Hotchkiss ou Lewis, au-dessus du champ de l'hélice. Dès février et mars, plusieurs escadrilles britanniques possédaient l'un ou l'autre de ces appareils et la menace du Fokker, beaucoup moins grande qu'on ne le croyait généralement, était bientôt conjurée[10].

Les avions de chasse engageaient fréquemment le combat, mais leur principal rôle consistait à attaquer les avions de reconnaissance ennemis, ceux qui observaient l'emplacement et le tir de l'artillerie, en plus de protéger les leurs. Les vols de reconnaissance incluaient la photographie aérienne que des membres du R.F.C. avaient expérimentée avant la guerre. L'observation de l'artillerie se faisait à l'aide d'aéroplanes et des ballons captifs, la t.s.f. remplaçant graduellement les lumières colorées et les lampes signalisatrices en tant que moyens de communication avec les batteries. Lors de la bataille de Loos, les avions anglais, munis de viseurs pour le lancement, avaient laissé tomber des bombes pesant jusqu'à 112 livres sur les communications allemandes.

Formation des 3e et 4e divisions

En décembre 1915, le Comité de guerre du Royaume-Uni, se conformant aux décisions prises à Chantilly, avait décidé que, pour l'Empire britannique, la France constituait le principal théâtre d'opérations. C'est pourquoi, au cours des mois qui suivirent, on s'employa à renforcer le Corps expéditionnaire britannique. Des troupes territoriales et d'autres corps d'armée nouvellement formés traversèrent t la Manche, tandis qu'on rappelait neuf divisions d'Égypte. Entre Noël et le 1°= juillet, les troupes confiées à sir Douglais Haig passaient de trois armées totalisant 38 divisions d'infanterie à quatre armées (plus une armée de réserve) constituant 49 divisions de ligne, tandis que le nombre des divisions de cavalerie restait à cinq. L'armée de réserve devenait la cinquième armée en octobre[11].

Chacune de ces augmentations d'effectifs a marqué l'entrée en scène d'une nouvelle division canadienne. Fin juin 1915, le War Office s'informait officiellement auprès du Canada si, tout en maintenant ses troupes outre-mer et en leur assurant chaque mois un renfort de 5,000 hommes, il voyait la possibilité de lever «d'autres corps de troupes entraînées»12. Bien que deux mois plus tôt le général Hughes eût affirmé qu'une troisième division pourrait être levée (voir ci-dessus p. 124), sir Robert Borden, chef d'état-major général et d'autres exprimaient des doutes à ce sujet. Cependant, après que le général Alderson eût fait remarquer qu'en France on avait pour pratique de former des corps d'armée de trois divisions chacun dont l'une était toujours en réserve13, on décidait de former une nouvelle division en puisant surtout dans les unités non déjà assignées outre-mer et de compléter les effectifs avec des troupes encore au Canada14. Entre-temps, le nombre maximum d'hommes

sous les armes avait été porté à 150,000[15]. En septembre 1915, 56 bataillons étaient autorisés, en plus des unités de la 1re et de la 2e divisions et des 7e et 8e brigades. Trois mois plus tard, le War Office demandait au Canada s'il était disposé à fournir douze bataillons pour l'Égypte, soit en outre de compléter la 3e division, soit en en retardant la formation jusqu'au printemps. Confiantes maintenant de pouvoir maintenir quatre divisions en campagne et préférant ne pas les séparer, les autorités canadiennes proposèrent, plutôt, de maintenir une troisième et quatrième divisions sur le front ouest, offre qui fut acceptée[16].

La 3e division fut formée à la fin de décembre 1915. Le commandement en fut confié au major-général M. S. Mercer, anciennement de la 1re brigade et alors commandant des troupes de corps d'armée au quartier général. Il était canadien, comme d'ailleurs ses commandants de brigades et un certain nombre de ses officiers d'état-major. A la fin de 1916, les Canadiens détenaient tous les postes à l'étatmajor de la division, sauf trois (l'officier d'état-major de 1!e classe, l'officier d'étatmajor de 2° classe et le major de la brigade d'artillerie). La plupart des officiers d'état-major de la division et des brigades ainsi que certains des commandants d'unités avaient servi en France pendant au moins six mois; mais parmi les officiers de troupes ou les sous-officiers, bien peu avaient quelque expérience du champ de batailler[17].

La 7e brigade, formée le 22 décembre 1915 sous le commandement du brigadier-général A. C. Macdonell, comprenait un bataillon d'anciens combattants et trois unités dépourvues de toute expérience du combat. La 27e division britannique, qui terminait un an de service distingué en France avec la 80e brigade, fournit le P.P.C.L.I. Le R.C.R., le seul bataillon de l'Armée permanente, avait fait du service de garnison aux Bermudes depuis onze mois; il était arrivé en France en novembre 1915 et avait subi l'instruction dans la 2e brigade. Les deux autres unités, soit le 42e bataillon (de Montréal) et le 49e (d'Edmonton), avaient toutes les deux passé quelque temps en France, mais sans service en campagne. La 8e brigade vit le jour le 28 décembre et le colonel Williams, quoique toujours adjudant-général, en prit le commandement avec le grade approprié. Elle se composait des 1er, 2e, 4e et 5e bataillons canadiens de fusiliers, quatre régiments d'infanterie issus de six régiments de fusiliers à cheval (voir ci-dessus, p. 120). Les unités de la 9e brigade (brigadier-général F. W. Hill), qui se joignit à la division en février 1916, comprenaient les 43e, 52e, 58e et 60e bataillons. Ils venaient respectivement de Winnipeg, Port-Arthur, Niagara et Montréal; la plupart étaient arrivés en Angleterre en novembre. Sauf pour l'artillerie, la 3e division avait rempli ses cadres à la fin de mars 1916. Jusqu'à la mi-juillet, lors de l'arrivée de ses propres canonniers, elle reçut l'appui de l'artillerie de la 3e division indienne (Lahore).

En acceptant l'offre d'une quatrième division canadienne, le War Office avait précisé qu'il incombait d'abord au Canada de compléter les effectifs des dix-huit bataillons de réserve qui se trouvaient en Angleterre; ces bataillons constituaient la source des renforts pour les 36 bataillons des trois divisions existantes. Ce n'est pas comme telle que la 4e division traversa la mer, car elle fut formée le 26 avril 1916 en englobant les unités déjà outre-mer ou sur le point d'y arriver. La tâche de

choisir provisoirement ces unités revint aux représentants du dépôt d'instruction canadien et du War Office[18].

On groupa les troupes à Bramshott, dans le territoire dépendant d'Aldershot, où elles reçurent leur première instruction en tant que division. Le major-général David Watson fut rappelé de France où il commandait la 5e brigade pour devenir le commandant de cette division. Comme la 2e et la 3e, la 4e division n'avait pas au début sa propre artillerie; elle fut formée en juin 1917 par suite d'une redistribution des unités déjà en France. Sous les autres rapports, la division était au grand complet quand elle traversa la Manche au mois d'août 1916, encore qu'il se produisît des changements dans les bataillons qui la composaient.

La 10e brigade, confiée au brigadier-général W. St. P. Hughes, comprenait le 44e bataillon de Winnipeg, le 46e de la Saskatchewan du Sud, le 47e de NewWestminster (Vancouver et Victoria) et le 50e de Calgary. Dans la 11e brigade, commandée par le brigadier-général V. W. Odlum, se trouvaient le 54e bataillon de Kootenay (Colombie-Britannique), le 75e de Toronto, Hamilton et London, le 87e de Montréal et le 102e du Nord de la Colombie-Britannique. La 12e brigade avait pour commandant lord Brooke, qui déjà avait conduit la 4e brigade en France. L'un de ses bataillons, le 38e, qui venait de la région d'Ottawa, avait déjà servi aux Bermudes où il avait relevé le R.C.R. Les autres unités, en provenance de la Colombie-Britannique, de Montréal et de Winnipeg, étaient respectivement les 72e, 73e et 78e bataillons[19].

La formation de deux nouvelles divisions outre-mer et la nécessité de maintenir au Royaume-Uni suffisamment de bataillons de renfort (soit un bataillon de renfort pour deux bataillons en France) firent se multiplier les envois de troupes outre-Atlantique. Bien que durant les deux premiers mois de 1916, le mouvement de troupes en provenance du Canada se fît au ralenti, faute de camps pour les recevoir en Angleterre, à la fin de juin, quarante-deux bataillons d'infanterie s'étaient embarqués. Entre-temps, l'effectif total des troupes avait doublé[20].

Activité des Canadiens—Janvier-mars 1916

A la fin de janvier, le Canada avait 50,000 hommes sur le champ de bataille. En tant que partie de la Deuxième armée commandée par le général sir Herbert Plumer, les troupes canadiennes occupaient six milles de front immédiatement au sud du saillant d'Ypres, front qui allait de Ploegsteert jusqu'au nord de Kemmel. A son quartier général de Bailleul, le général Alderson avait sa 1re division à droite et la 2e à gauche. Durant les trois premiers mois de 1916, il fit la relève de ces deux divisions, brigade par brigade ou bataillon par bataillon, à l'aide des unités de la 3e division nouvellement constituée. Leur premier hiver dans les Flandres soumit les Canadiens à la double épreuve des tranchées inondées et des vents excessivement froids. La longueur du secteur occupé ne permettait à aucun bataillon de rester bien longtemps absent de la première ligne; règle générale, les unités servaient six jours dans les tranchées de soutien, six jours en première ligne et six jours en réserve. A leur poste de repos, dans les petits

villages dilapidés de l'arrière, les hommes crottés et fatigués qui sortaient des tranchées trouvaient à se refaire même dans le court délai de relâche qui leur était accordé. Le Génie avait réussi à monter des installations de fortune où les hommes pouvaient prendre un bain chaud et laver leur linge. Certains commandants plus entreprenants réussissaient à leur offrir quelques représentations de films[21]. C'est durant ce temps qu'on organisa quelques' concerts qui allaient devenir fort populaires sur tout le front ouest. Dès mars 1916, la troupe des «Dumbells», organisée par le capitaine Merton Plunkett, bien que non encore dispensé du service, amusait les membres de la 3e division.

Ayant reçu l'ordre de recourir à la «guerre d'usure», les Canadiens harcelaient les Allemands en multipliant les tirs d'embuscade, les incursions et les barrages-surprises d'artillerie. Le lendemain du Jour de l'an, dans la nuit, 65 hommes du 25e bataillon (5e brigade) ont recours à une tactique qui venait de faire son apparition dans la guerre de tranchée. Pour obtenir l'effet de surprise, le détachement coupe à la main les barbelés ennemis au lieu de les détruire à l'artillerie. Non sans ironie, l'essai se révèle par trop fructueux. Le groupe chargé de la tâche complète son travail avant que le groupe d'assaut soit prêt à se faufiler dans l'ouverture pratiquée. Entre-temps des poseurs de barbelés allemands découvrent le dommage et le réparent en rendant l'obstacle encore plus solide. L'approche du jour force les participants à se replier. Peu après, l'ennemi adopte un fil d'acier trempé, ce qui rend difficile et lent le coupage à la main[22].

Aux premières heures du jour, le 31 janvier 1916, la 6e brigade entreprend un raid qui se révèle encore plus remarquable contre le saillant ennemi de Spanbroekmolen, près du centre du secteur canadien. Le brigadier-général Ketchen vise, dans le laps de temps le plus court, à capturer quelques prisonniers afin de reconnaître quel ennemi lui fait face, à affaiblir son moral, à détruire ses travaux et à tuer des Allemands. Des détachements de trente hommes choisis avec soin dans les 28e et 29e bataillons reçoivent en vue du raid une instruction spéciale à l'école de bombardement de la brigade. Une fois les barbelés coupés non sans grands risques par les éclaireurs, les deux détachements, procédant selon un plan préétabli, traversent un peu avant 2h.40 du matin le no man's land et atteignent les tranchées allemandes à des endroits éloignés l'un de l'autre de 1,100 verges.

L'ennemi, que l'éclatement des bombes a surpris, est bientôt pris de panique à la vue terrifiante des Canadiens, qui se sont noirci le visage avec du liège calciné. Les troupes de Vancouver (29e bataillon), rencontrant peu de résistance, font trois prisonniers, bombardent l'ennemi dans ses retranchements et, quatre minutes et demie plus tard, retournent à leur première ligne, sans perdre un seul homme. Les membres du 28e bataillon demeurent dans la tranchée allemande pendant huit minutes, soit le maximum de temps accordé par l'état-major de la brigade. L'attaque avait eu lieu au moment de la relève allemande, si bien que les bombes canadiennes font un véritable massacre de l'attroupement ennemi. Au retour, le barrage de mitrailleuses de l'ennemi tue les prisonniers allemands dans la zone inoccupée. Ce raid si bien réussi retient l'attention de tout le front britannique.

II a pour résultat de faire connaître trois régiments allemands postés face à la 6e brigade. Il n'a coûté aux Canadiens que, deux morts et dix blessés[23].

Le rôle joué par le 29e bataillon à Spanbroekmolen et par le 7e bataillon lors du raid entrepris par celui-ci au delà de la Douve au mois de novembre précédent (voir ci-dessus p. 135) est cité à l'ordre du jour par sir Douglas Haig. Dans sa première dépêche, en date du 19 mai 1916, celui-ci mentionne ces deux bataillons parmi les 95 unités et formations (dont six canadiennes) «dont le bon travail dans la conduite de raids et la défense contre des attaques locales lui a été signalé d'une façon particulière». Ces deux raids des Canadiens montrent où en étaient rendues les opérations de patrouille dans la guerre de tranchées. Les rencontres fortuites de partis ennemis dans les ténèbres, qui caractérisaient la première étape de ces opérations, avaient cédé la place à des incursions nocturnes organisées, incursions dont les Canadiens avaient établi les règles[24]. L'été de 1916 devait donner la troisième et dernière étape, celle des raids en plein jour.

Entre le 8 et le 19 février, les Allemands lançaient une série d'attaques de diversion contre les positions britanniques et françaises en vue de préparer leur offensive contre Verdun. Une de ces attaques atteignait la «Falaise», monticule couvert d'arbres sur la rive nord du canal d'Ypres-Comines, dans le secteur tenu par le 5e corps d'armée britannique. Après une lutte acharnée, l'ennemi s'emparait de la Falaise le 14, mais dix-sept jours plus tard il l'abandonnait par suite d'une contre-attaque fort bien montée[25]. Bien que non directement entraînées dans le combat, les troupes canadiennes avaient aidé leurs voisins britanniques en leur apportant l'appui de leur artillerie et en occupant, le 17, l'extrémité sud du front du 5e corps d'armée, territoire de 700 verges qui prolonge le secteur canadien jusque sous les ruines de Saint-Éloi[26]. Les opérations canadiennes de cette période fournirent à un membre de la 1re brigade l'occasion de se distinguer. Pour le courage dont il avait fait preuve, le 18 mars, lors d'un bombardement intensif, le caporal R. Millar, du ler bataillon, reçut la Médaille Militaire. Il était le premier Canadien à mériter cette distinction. (Cette médaille militaire où se lisent les mots: «Pour bravoure sur le champ de bataille» avait été instituée ce mois-là. D'abord réservée aux sous-officiers et aux soldats, elle fut par la suite accordée aussi aux sousofficiers brevetés.)

Les pertes canadiennes au combat, au cours des trois premiers mois de 1916, s'établissaient à 546 tués, 1,543 blessés, trois gazés et un prisonnier. En outre, il y avait eu 667 accidents et autres pertes en dehors du champ de bataille, dont 20 avaient causé la mort. Malgré le temps inclément et l'existence pénible, la santé des troupes se maintenait, bien qu'il y eût des cas d'influenza, de paratyphoïde et de pied de tranchée.

Les cratères de Saint-Éloi, 27 mars-16 avril

A la fin de 1915, la guerre souterraine s'était développée au point d'apparaître à l'un comme à l'autre belligérant comme l'un des éléments importants de la guerre de siège qui caractérisait les hostilités sur le front occidental. Des secteurs

entiers de la ligne allant de Givenchy à Ypres étaient devenus le théâtre d'une activité souterraine fébrile. Le travail de sape des Allemands et la riposte souterraine des Britanniques avaient joué un rôle de premier plan dans la lutte pour obtenir la maîtrise de la Falaise. L'une des opérations les plus considérables de la guerre souterraine jamais entreprises par les sapeurs de la Deuxième armée devait causer à la 2e division canadienne de lourdes pertes et bien des désappointements.

Les Allemands creusaient des galeries souterraines de profondeur, en direction de la ligne ennemie, ce qui leur permettait de faire exploser des mines sous les tranchées britanniques ou de mettre à feu des camouflets légèrement chargés, afin de détruire les travaux de l'ennemi sans défoncer la surface. Au début, les contre-mines britanniques étaient creusées à la même profondeur et à partir de puits situés dans les premières tranchées, visaient surtout à repérer et à détruire les galeries ennemies. Mais bientôt les sapeurs britanniques comprirent que, pour mettre fin au creusage de mines que les Allemands poursuivaient sous la première ligne, le mieux était de creuser loin à l'arrière des lignes, dans les endroits retirés, des puits de 50 à 90 pieds dans le sable jusqu'à une couche de terre dure. Là ils pouvaient percer leurs galeries sans craindre l'eau et sans redouter d'être dérangés par les Allemands, dépourvus de la compétence et du matériel nécessaires pour aller jusqu'à une telle profondeur. Les demandes, parfois inutiles, de sapeurs-mineurs expérimentés avaient pris de telles proportions qu'en décembre 1915 un groupe d'instructeurs spécialisés, dirigé par un inspecteur des mines, arrivait au G.Q.G. afin de préparer et de surveiller les plans de creusage souterrain tracés en vue des grandes opérations et afin de coordonner, par l'entremise d'un régisseur des mines au Q.G. de chaque armée, l'utilisation d'une vingtaine de compagnies de sapeurs mineurs (dont la 3e compagnie canadienne de sapeurs-mineurs). La première école chargée d'enseigner les méthodes de creusage des mines, l'écoute et les travaux de sauvetage, fut ouverte en juin 1916[27].

En guise de représailles à la capture de la Falaise par les Allemands (et avant sa reprise le 2 mars), le général Plumer ordonnait au 5e corps d'armée d'attaquer et de détruire le saillant qu'occupait l'ennemi à Saint Éloi, à environ un mille au sud-ouest du canal d'Ypres-Comines. Ce saillant, fruit d'une attaque allemande lancée en mars 1915, avait une base de 600 verges et pénétrait en direction nord, sur une centaine de verges, dans les lignes britanniques qui, dans ce secteur, allaient de l'est à l'ouest. Une partie du saillant surplombait de dix à vingt pieds les alentours inondés. A son extrémité occidentale se trouvait la «Butte», monticule de glaise d'une superficie d'un demi-acre formé de la surcharge d'une briqueterie sise à proximité. Cette butte n'avait plus sa hauteur primitive de trente pieds environ, par suite des bombardements et de l'éclatement des mines, mais, en tant que poste d'observation des tranchées environnantes, elle demeurait un objectif d'importance pour chaque côté. Elle rappelait des souvenirs désagréables au P.P.C.L.I., à qui avait échu la tâche de la défendre en janvier 1915, quand elle appartenait encore aux Britanniques. Dans toute cette région, les sapeurs de part et d'autre se livraient une bataille presque continuelle depuis le début de 1915, multipliant de peine et de

misère les, galeries tôlées dans les sables mouvants au-dessous du territoire inoccupé et des tranchées ennemies. Dans ce territoire d'une dizaine d'acres, 33 mines et 31 camouflets avaient éclaté[28].

Pour contrecarrer l'activité agressive de l'ennemi près de la surface, les sapeurs-mineurs britanniques avaient commencé dès le mois d'août 1915 à creuser trois puits de 50 à 60 pieds de profondeur et à percer des galeries bien au-dessous de la couche de sable. Ce travail se fit avec une telle discrétion et on apporta tant de soin à dissimuler les déchets des tunnels que l'ennemi n'eut aucun soupçon de ce qui se tramait. Aux premiers jours de mars, les sapeurs-mineurs parvenaient sous les positions allemandes. Ainsi, sur un front de 600 verges, six mines (allant d'ouest en est), chacune munie de charges allant de 600 à 31,000 livres d'ammonal, étaient prêtes à faire sauter la Butte et les tranchées de première ligne de l'ennemi, ce qui devait servir de signal à l'attaque britannique. Cette explosion, tous en étaient sûrs, assurerait le succès de l'opération, même si la chaleur du printemps n'avait pas encore réussi à durcir la boue et à assécher les trous d'obus et les cratères au travers desquels l'infanterie devait se lancer à l'attaque. La capture des objectifs renverserait le saillant et permettrait d'établir une nouvelle ligne qui s'enfoncerait vers le sud dans les positions allemandes jusqu'à environ 300 verges en avant des tranchées britanniques.

Au moment où cette manoeuvre fut décidée, on avait choisi pour l'assaut les troupes de la 3e division britannique parce qu'elles étaient encore fraîches; mais, à la mi-mars, elles étaient tellement fatiguées et décimées qu'on se demanda si vraiment elles pourraient mener à bien l'opération. Le général Alderson proposa alors que la relève du 5e corps par le corps d'armée canadien, relève qui devait se faire bientôt, fût complétée et que la 2e division canadienne livre l'attaque. Mais les troupes britanniques s'étaient exercées à l'opération sur un terrain imitant le front allemand et le temps manquait aux troupes canadiennes pour subir le même exercice, car retarder l'explosion des mines c'était courir le risque que l'ennemi les découvre et les détruise. C'est pourquoi le général Plumer décida que la 3e division frapperait la première et que les Canadiens la relèveraient dès la capture des objectifs. L'attaque était fixée au 27 mars et on convint de retarder la relève jusqu'à la consolidation de la nouvelle ligne[29].

Donc, le 27 mars, à 4h.15 du matin, le tir de 41 canons et obusiers de 9.2 pouces déferle sur les objectifs et les six mines sautent à quelques secondes d'intervalle. La force des explosions secoue la terre comme «l'irruption soudaine d'un volcan» et l'immense nuage de fumée jaune et de débris qui monte dans le ciel se voit à des milles de distance30. La conflagration nivelle les repères connus et les tranchées s'écroulent de part et d'autre comme des châteaux de cartes. Deux compagnies de première ligne du 18e bataillon de réserve Jâger sont presque complètement annihilées dans l'explosion des mines nos 2, 3, 4 et 5. (La mine n° 3 creuse un immense trou là où se trouvait la Butte.)31 Les mines I et 6, trop éloignées des positions allemandes, forment entre les lignes ennemies des cratères qui deviendront plus tard des positions fortes de défense pour chacun des belligérants. A peine la dernière motte de terre est-elle retombée que la 9e brigade

britannique, qui vient de passer une partie de la nuit couchée dans la boue glacée, lance à l'assaut deux bataillons. En moins d'une demi-heure, l'unité de droite capture les trois premiers cratères et atteint 200 verges plus loin son objectif, c'est-à-dire la troisième ligne allemande.

Sur la gauche cependant, seul le cratère n° 6 et un trou laissé par une explosion antérieure (et appelé plus tard cratère n° 7) sont tombés entre nos mains. L'éclatement des mines a à ce point transformé le terrain que les troupes de ce côté se croient dans les cratères n°s 4 et 5, alors que ceux-ci en réalité n'appartiennent ni 'à l'un ni à l'autre des adversaires. Pendant les trois jours qui suivent, la 3e division ignore qu'un trou considérable existe dans ses défenses. Mais déjà l'ennemi (qui occupe encore un nid de mitrailleuses à l'intersection de deux tranchées, à 150 verges au sud-ouest, à un endroit indiqué par le numéro 85 sur les cartes d'état-major de l'époque) a glissé des troupes dans le cratère n° 5. Le même jour (30 mars), la 3e division installe un poste de mitrailleuses dans le cratère n° 4[32].

Pendant près d'une semaine, l'ennemi résiste à toutes les tentatives entreprises pour le déloger de ses positions sur la gauche. Finalement, le 3 avril, le dernier bataillon non engagé de la 3e division, se lance à l'assaut et reprend possession du cratère n° 5, ne laissant aux mains des Allemands que la côte 85, devenue le point de départ des contre-offensives allemandes. La 3e division touchait alors à l'épuisement. L'ennemi, de son propre aveu, avait perdu au cours des trois premiers jours 921 hommes, dont 300 tués ou enterrés par les mines. Ces pertes auraient été sans doute supérieures n'eussent été des conversations imprudentes sur le réseau téléphonique de campagne britannique et dans les villes et les villages voisins, de même que la perception de bruits souterrains révélateurs. Tout cela avait poussé l'ennemi à amincir sa première ligne et à alerter ses positions de l'arrière[33].

Avec la capture du cratère n° 5, se terminait une semaine de bataille au cours de laquelle tous les bataillons de la 3e division britannique s'étaient trouvés engagés dans des conditions vraiment indescriptibles. Le terrain conquis recevait sans arrêt le feu de l'ennemi, ce qui forçait les hommes à se tenir constamment aplatis dans les fossés et les trous d'obus remplis de boue ou à passer la journée debout dans l'eau jusqu'à la ceinture sans possibilité de repos. L'épuisement des bataillons britanniques était tel que le ler avril on décidait, contrairement à ce qui était prévu, de ne pas attendre la stabilisation du front pour faire relever le 5e corps d'armée. Au cours de la nuit du 3 au 4 avril, le corps d'armée canadien qui occupait un secteur plus au sud changeait de place avec ses voisins britanniques et le commandement de la nouvelle région passait entre les mains du général Alderson à midi, le 4. Comme il ne semblait pas bon de faire le repérage de nouveaux canons au milieu de la bataille, l'artillerie 'de la 3e 'division britannique conserva ses positions, ainsi qu'une batterie de mortiers, une batterie de Vickers et 24 mitrailleuses Lewis. La relève dans les forces expéditionnaires britanniques se faisait d'habitude au niveau de la division ou à un niveau inférieur. C'était

la première fois qu'un corps d'armée tout entier en relevait un autre et l'opération se déroulait sur un front en pleine activité. Conformément aux désirs d'Ottawa, ce fut la règle plutôt que l'exception pour le corps d'armée canadien que d'entrer et de quitter le front en tant que corps.

A trois heures du matin, le 4 avril, la 66 brigade canadienne, sous les ordres du brigadier-général H. D. B. Ketchen et coiffée de casques d'acier pour la première fois (il n'y en avait que 50 par compagnie) prit la place de la 761, brigade britannique devant les cratères. Le 27e bataillon se logea dans de vieilles tranchées à la droite du corps d'armée et à mille verges de la nouvelle première ligne, d'ouest en est, devant les cinq premiers cratères. Cette ligne avait été tellement pilonnée par l'artillerie qu'il était impossible de la reconnaître, n'étant ni plus ni moins qu'un fossé. Sur la distance de 250 verges qui s'étendait devant les cratères 4 et 5, les Canadiens constatèrent en arrivant qu'il ne se trouvait qu'une mitrailleuse à seulement 4 des 12 postes qu'étaient censés occuper les mitrailleurs britanniques[34]. Tout ce que pouvait pour le moment le 27' bataillon, c'était de défendre cette lisière par une série de petits postes de bombardement précairement reliés entre eux par des patrouilles mobiles. Le 31e bataillon s'installa dans les tranchées britanniques du côté est du saillant et dans un court secteur des positions enlevées à l'ennemi, de façon à défendre le cratère 7[35]. La 3e division n'avait pas elle-même occupé les cratères, les croyant une cible trop facile pour les obusiers et les mortiers allemands. Ces cratères, se trouvant sur de légères élévations, étaient relativement secs et le brigadier-général Ketchen se prépara à les fortifier[36].

Il aurait été difficile de trouver une position moins avantageuse que le secteur pris par le 27e bataillon. Son peu d'étendue en faisait une cible idéale pour le feu concentré de l'artillerie allemande; toute la région s'étendait comme une carte déployée devant les yeux des observateurs ennemis postés sur la crête de Wytschaete, avec, une bonne partie de la journée, le soleil en arrière d'eux. Les observateurs de l'artillerie britannique étaient loin de bénéficier d'une position aussi dominante. Pour eux, sur toute l'étendue des 500 verges les plus critiques, les rebords des cratères formaient la ligne d'horizon et seulement quand le soleil était bas pouvaient-ils reconnaître chaque cratère à son ombre; la première ligne leur était invisible dans le terrain plat, à 150 verges plus loin. La ligne de réserve, qui se trouvait la première ligne britannique le premier jour de l'attaque, avait disparu et sur une longueur de mille verges il ne pouvait être question de la tenir. Tout le terrain était une mer de vase et chaque trou d'obus, un étang. Sur de grandes distances, les tranchées baignaient dans deux ou trois pieds d'eau, car le bombardement et l'explosion des mines avait désorganisé le dispositif d'irrigation.

Le plus inquiétant pour le commandant de la 2e division dans cette situation critique était l'absence totale de toute communication entre la ligne capturée et l'arrière, sauf de part et d'autre de la série de cratères. Les quatre cratères du centre étaient tellement rapprochés qu'ils formaient un obstacle insurmontable:

CARTE 3

4 AVRIL 1916

LES CRATÈRES DE SAINT-ÉLOI

6 AVRIL 1916

Reproduite par le service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'É-M.

Blank page

le trou le plus grand avait 50 pieds de profondeur et 180 pieds de diamètre*, et son rebord était formé de déchets et de terre meuble (qui rapidement devenait de la vase), et dont la hauteur atteignait de 10 à 20 pieds et la largeur 50 pieds dans toutes les directions[37] . Comme nous le verrons, cette absence de communication au centre de la ligne et les difficultés d'observation éprouvées à l'arrière eurent pour effet de faire mal connaître la position exacte des Canadiens et de provoquer un désastre.

En dépit de ces désavantages, le général Turner avait le sentiment qu'avec le temps il pourrait faire, de la ligne choisie, une position très forte, à condition d'y mettre tout le travail requis. Le commandant de la division qui quittait les lieux, ayant quelque expérience du genre de lutte qui se livre autour de cratères, conseillait «d'affermir la (nouvelle) première ligne et de la barbeler-creuser une ligne d'appui devant les cratères et la barbeler . . . aménager des boyaux entre l'ancienne et la nouvelle première ligne ... pratiquer des abris souterrains à l'arrière des cratères dès que le terrain le permettrait ... creuser et entretenir des tranchées factices sur le rebord des cratères afin d'inciter l'ennemi à la bombarder et ainsi à gaspiller des munitions »[38].

Ce plan de travaux sur le terrain ne rencontrait pas les vues du brigadier-général Ketchen. L'état impossible du terrain et le temps maussade, doublé du feu harcelant de l'ennemi, avaient empêché la 3e division britannique d'appliquer le moindrement un pareil programme de travaux. Il est vrai que deux boyaux avaient été creusés, mais, au moment de la relève, un seul était reconnaissable. Inquiet de l'extrême vulnérabilité de la nouvelle ligne de tranchée, Ketchen optait pour l'occupation et la fortification des cratères, à titre de principale ligne de défense, ce que firent exactement plus tard les Allemands. Mais le temps manquait pour revenir sur le plan d'opération décidé et pour réunir les hommes et le matériel nécessaires. On se mit donc avec énergie au travail de consolidation. Au cours des deux premières nuits, le 2e bataillon de pionniers canadiens, sous la direction d'ingénieurs et aidé d'éléments prélevés sur la 4e et 5e brigades, travailla avec vigueur à améliorer les défenses. On renversa les positions de tir trouvées dans les tranchées allemandes capturées qui étaient devenues la première ligne; on pompa l'eau du fond des tranchées sans pouvoir toutefois les vider complètement; on évacua les blessés britanniques et on enleva les morts britanniques et allemands. On commença à creuser une tranchée d'appui allant d'ouest en est au sud des cratères.

Durant toute la journée des 4 et 5 avril, toute la première ligne canadienne subit le bombardement continuel de l'ennemi. Au dire d'un officier d'artillerie britannique qui depuis un an servait dans le saillant d'Ypres, jamais le feu allemand n'avait pris une telle intensité39. Les secteurs des deux bataillons subirent des dommages considérables, tandis qu'une tranchée de 200 verges dans le secteur tenu par le 27e bataillon disparut complètement sous le feu. Dans les tranchées du 31e bataillon, la destruction du parapet de sacs de terre exposa les Canadiens au feu

* Quarante-trois ans plus tard, l'auteur a retrouvé les quatre cratères remplis d'eau où abondait le poisson. Sur la berge du cratère n° 5, bordé d'arbres, il trouva une maison d'été et une embarcation amarrée à un petit quai.

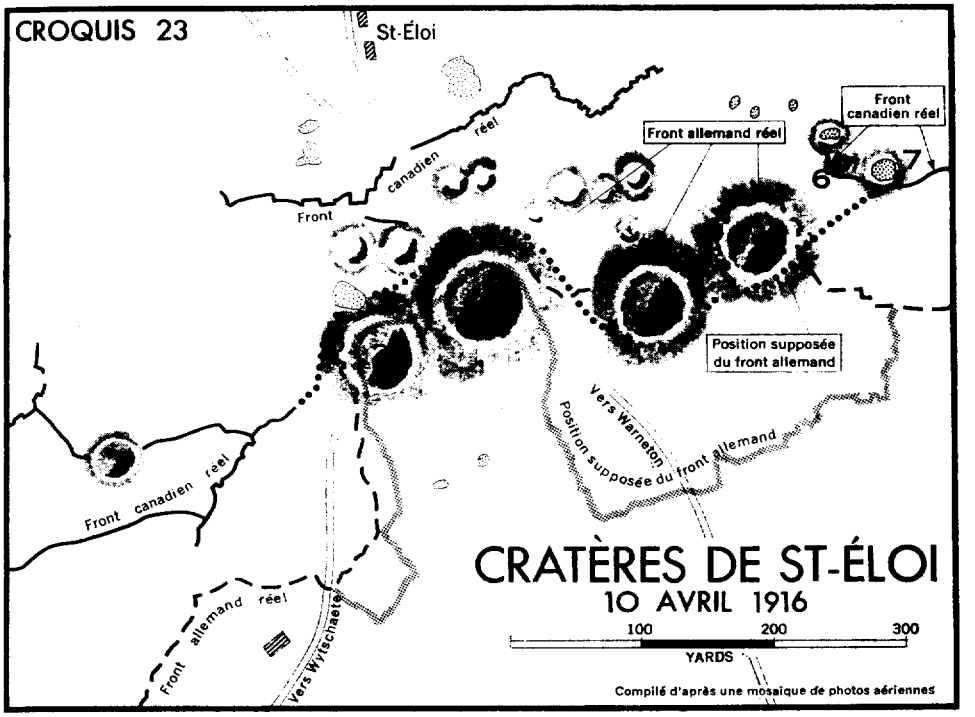
d'enfilade des mitrailleuses installées à la cote 85 ainsi qu'au tir des lignes allemandes, à moins de 150 verges en avant. Les hommes eurent beau creuser chacun une tranchée-fissure, les pertes montèrent rapidement. A midi le 4, la moitié des hommes qui faisaient partie d'une des compagnies de première ligne du 278 bataillon avaient été touchés. Le commandant du bataillon, le lieutenant-colonel I. R. Snider, fut forcé d'amincir sa première ligne et de ne laisser devant les cratères que des groupes de bombardiers fournis par les bataillons de la 5e brigade ainsi que quatre détachements de mitrailleurs Lewis venus de la compagnie de mitrailleuses de la 5e brigade. Il avait perdu contact avec le 31e bataillon à sa gauche. Le soir du 5 avril, de petits groupes tirés du 28e bataillon partirent se poster dans les quatre grands cratères pour y remplir le rôle de tireurs et d'observateurs, jusqu'à ce qu'il soit possible d'y creuser des tranchées et d'y placer des hommes. On ne saurait dire si les positions qu'ils allèrent occuper étaient vraiment les cratères désignés. Plus tard, le même soir, le 29e bataillon commençait la relève des compagnies de première ligne du 27e bataillon, qui avaient été douloureusement éprouvées[40].

La relève prit un temps interminable. Les nouvelles troupes, chargées d'un lourd équipement supplémentaire, et formées en une seule colonne, devaient s'avancer péniblement dans la boue et l'étroit boyau encombré où défilaient déjà les pionniers allant travailler aux cratères et les autres hommes dont plusieurs blessés, revenant vers l'arrière. La relève se poursuivait quand à 3h.30 du matin, le 6, après un barrage d'artillerie intense, les Allemands attaquèrent avec deux bataillons* le long du chemin conduisant de Saint-Éloi à Warneton en direction du sud-est. Avant que le chemin fût détruit, les Allemands s'étaient glissés entre les 3° et 4e cratères.

Toute résistance effective était impossible. A l'ouest du chemin, les deux compagnies de relève n'avaient pas encore pris leurs positions, car elles n'avaient pu trouver les postes occupés par la 5e brigade. Elles ne purent que faire dévier vers l'est l'attaque allemande, qui détruisit promptement les nids de mitrailleuses et, par l'ouverture ainsi pratiquée, déferla sur le devant des cratères du centre. Pendant un certain temps, l'aile est de l'attaque s'arrêta devant le feu croisé -des mitrailleuses du 3le bataillon, qui en même temps repoussait les attaques dirigées contre les cratères nos 6 et 7 et la ligne allant vers l'est. Malgré un feu nourri sur les colonnes ennemies qui attaquaient, feu auquel contribuaient tous les canons de campagne britanniques disponibles, l'ennemi poursuivait son avance et, réparti par petits groupes, réussissait à passer. Bientôt il avait capturé les cratères nos 2 et 3 et, de là, débordé dans les cratères nos 4 et 5. En moins de trois heures, l'ennemi avait repris tout le terrain qu'il avait perdu entre le 27 mars et le 3 avril[41].

Les Canadiens se lancèrent à la contre-attaque sans tarder. Le seul moyen pratique de reprendre possession des cratères paraissait être à la grenade. Mais l'élément de surprise manquait et les efforts furent vains. A la droite, les grenadiers des 27e et 29e bataillons qui tentaient de reprendre les cratères 2 et 3 s'enlisèrent dans la vase et furent décimés avant de pouvoir lancer leurs grenades. A la gauche, le brigadier-général Ketchen donnait ordre au 31e bataillon, que renforçait un

* Le 1' bataillon des 214° et 216° régiments de réserve (46° division de réserve).



détachement du 28e, de recapturer les cratères 4 et 5. Mais ne connaissant pas le terrain et n'y trouvant aucun repère connu, ils répétèrent l'erreur commise dix jours plus tôt par les troupes britanniques. Forcés d'attaquer par le côté, ils perdirent leur chemin et occupèrent les cratères 6 et 7, tout en annonçant qu'ils avaient repris les cratères 4 et 5. Le bombardement allemand qui se poursuivit le reste de la journée du 6 et les jours suivants isolait à ce point les deux cratères détenus par les Canadiens qu'aucun officier éclaireur ne put les rejoindre durant le jour. Par ailleurs, le mauvais temps ne permit pas, du 8 au 16, de prendre des photos aériennes des positions. L'erreur persista durant toute la période*42. Les occupants des deux cratères pouvaient voir à leur droite le rebord élevé de ce qu'ils croyaient être le cratère 3 (la Butte), mais qui était en réalité le cratère 5. Durant la nuit du 6 au 7 avril, le 28e bataillon envoya 75 grenadiers, appuyés de deux compagnies, recapturer cet objectif. Le bombardement ennemi et la pluie les arrêtèrent. Ils perdirent leur chemin dans les ténèbres et prirent possession d'un groupe de cratères situés au nord du n° 4 où ils capturèrent plusieurs petites patrouilles allemandes. Ils n'avaient pas réussi à atteindre' leur objectif, ni même à l'identifier correctement. Au cours de la nuit, la 4e brigade canadienne (sous le

* Il est difficile d'expliquer pourquoi les officiers d'état-major ne réussirent pas à interpréter correctement les photographies aériennes. Les photos prises le 8 avril montraient nettement que les cratères 6 et 7 étaient à moitié pleins d'eau et les autres relativement secs. Apparemment, on n'a pas eu recours à ce moyen facile de reconnaître la position des Canadiens.

commandement du brigadier-général R. Rennie) releva la 6e brigade dont les pertes après quatre jours de combat s'élevaient à 617 hommes[43]. Durant la semaine suivante, le doute concernant la position exacte des Canadiens devait persister.

Le 8, le général Turner proposa deux plans de bataille différents pour régler la situation. Le premier consistait à évacuer les cratères et, au moyen de l'artillerie, à déloger les Allemands de leur ligne, comme ils avaient fait, eux, dans notre cas. L'autre, à développer une attaque sur un front plus étendu et à consolider le terrain gagné, afin de donner une cible plus large au feu de riposte de l'ennemi[44]. Le premier semblait le plus pratique; l'attaque sur une grande échelle fut rejetée, faute de pouvoir compter sur la surprise dans ce secteur bouleversé et sur le matériel lourd qu'on réservait pour l'attaque projetée sur la Somme[45]. Quand le général Alderson soumit le problème au commandant de l'armée, celui-ci, le général Plumer, croyant à tort que seuls les cratères 2 et 3 étaient perdus, commanda aux Canadiens de tenir leurs positions et de tout faire pour reprendre les cratères perdus. Le général Turner apprit que le général Joffre avait spontanément remercié le commandant de l'armée pour les opérations en cours à Saint-Éloi, qui, disait-il, «avaient énormément aidé les opérations françaises à Verdun»[46].

La 4e brigade et 2,000 hommes de réserve accélérèrent les travaux de tranchées dans les lignes canadiennes. Durant la nuit du 8 au 9, une tentative du 21e bataillon pour saisir les cratères 2 et 3 (les vrais) par une attaque de l'ouest fut repoussée par le feu des mitrailleuses et des fusils allemands. Le même insuccès marqua aussi d'autres attaques semblables entreprises la nuit suivante par trois bataillons, soit le 18e, le 20e et le 21e. Le lendemain soir, ce fut au tour des Allemands à frapper, mais les deux tentatives qu'ils firent pour étendre le terrain en leur possession furent repoussées par les grenadiers canadiens. Une autre attaque sur les cratères détenus par les Allemands, attaque que la 5e brigade, relevant la 4e brigade, devait entreprendre durant la nuit du 12 au 13 avril, fut contremandée. Avec l'approbation du commandant du corps d'armée, le général Turner décida que, pour le moment, on devait s'employer exclusivement à améliorer la première ligne existante[47].

Quoique, dès le 10 avril, un des officiers d'état-major de Turner eût signalé qu'on avait fait feu sur lui du cratère 4, on persista à croire que seuls les cratères 2 et 3 étaient entre les mains des Allemands. Le rapport quotidien du Service des renseignements de la 2e division, en date du 15 avril signale «qu'à 2h.30 du matin, appuyé par l'artillerie, l'ennemi a attaqué à la grenade les cratères 4 et 5 ... Les cratères sont tous deux en notre possession et il n'y a pas eu de victimes»[48]. Pourtant le même soir, soit durant la nuit du 14 au 15, le major J. A. Ross du 24e bataillon fit une reconnaissance personnelle des cratères 2, 3, 4 et 5 et trouva les quatre entre les mains de l'ennemi., Le 16, des photographies aériennes confirmaient la chose; aussi mit-on fin sur-le-champ à tous les préparatifs de nouvelles attaques canadiennes dans la région. Ce fut une amère constatation pour l'état-major de la division. Dans une note sympathique, envoyée le 16 à l'officier général commandant, le général Alderson écrivait: «La chose semble extraordinaire; cependant, si on l'examine avec calme et sérénité, elle est non seulement

vraisemblable, mais encore elle apparaît comme l'effet normal des conditions dans lesquelles votre division a occupé la ligne ... Notre commandant d'armée, toujours courageux, a encaissé le coup, encore qu'il soit probablement le plus touché, puisque la situation a eu son origine à l'armée ...[49].

Pendant près de deux semaines encore, la région de Saint-Éki continua d'être le théâtre de grands bombardements de part: et d'autre. Les Canadiens- avaient dorénavant l'appui de leurs propres canons, car la 2e artillerie divisionnaire avait relevé les canonniers de- la 3e division britannique durant la nuit du 12 au 13 avril. Les préparatifs en vue de l'attaque sur la Somme limitaient les munitions: disponibles et c'est pourquoi la nouvelle ligne ennemie qui défendait les cratères souffrit moins que les positions canadiennes. Le 19,.les Allemands capturaient les cratères 6 et 7, mais ne les occupaient pas. Ensuite l'inactivité s'établit dechaque côté, chacun étant heureux d'arrêter des combats qui se livraient dans des conditions si mauvaises. Selon les archives de l'ennemi, les Allemands en reprenant les cratères et, dans les combats subséquents, avaient perdu 483 hommes[50]; les Canadiens, eux, avaient perdu 1,373 hommes entre le 4 et le 16 avril.

Comme il n'est pas rare après "des opérations infructueuses, les enquêtes ne tardèrent pas à commencer à tous les niveaux en vue de trouver à qui imputer l'échec de Saint-Éloi, en particulier le retard- du début à capturer le cratère ne 5 et l'incapacité de prendre possession de la côte 85, la perte des cratères et les tentatives infructueuses pour les regagner et, enfin, les faux renseignements donnés au sujet des cratères 4 et 5.

Le 26 avril, le représentant général du Canada au front, sir Max Aitken (voir plus loin, p. 159), câblait à sir Sam Hughes pour lui dire que les Anglais considéraient qu'on avait commis une grave erreur et que «les responsables étaient nombreux». Il en résulta plusieurs déplacements. Le major-général de l'état-major général de la Deuxième armée fut nommé commandant de brigade; un major de brigade et un commandant de bataillon de la 3e division britannique furent remplacés, de même que le commandant du 27e bataillon canadien51. Ayant reçu l'ordre du général Plumer (qui, selon sir Douglas Haig, voulait déplacer Turner et Ketchen) de prendre des «mesures disciplinaires sévères», le général Alderson rédigea un rapport défavorable contre le commandant de la 6e brigade canadienne (le brig.-gén. Ketchen). Le général Turner refusa cependant de se joindre à lui dans cette critique. Ce refus qui aggravait les relations déjà tendues entre le commandant de la division et le commandant du corps d'armée (voir ci-dessus, p. 88), amena Alderson à demander la destitution de Turner. Le commandant en chef refusa. Le 21, Haig notait dans; son journal qu'il existait chez les Canadiens «un certain ressentiment contre les Anglais». Après avoir pesé «le danger d'une grande dissension entre Canadiens et Anglais» contre «le maintien d'une couple de commandants incompétents», il avait décidé de garder Turner. Il faisait remarquer que dans des conditions particulièrement difficiles—alors qu'on peut s'attendre à des erreurs—«tous avaient agi de leur mieux et avaient lutté avec vaillance». La décision de Haig, comme celui-ci l'apprit de sir Max Aitken deux jours plus tard, coin-

cidait avec les vues du premier ministre Borden et les deux officiers canadiens conservèrent leur commandement[52].

Entre-temps, on avait pris des mesures pour améliorer les techniques de combat de la 2e division canadienne. Un mémoire, envoyé par le général Turner à ses brigades- et à ses unités, le "12 avril, énumère quatorze «leçons» à tirer de nos récentes opérations de Saint-Éloi». Au moins sept de ces points ont trait aux méthodes à suivre pour obtenir et transmettre des renseignements sûrs, dont l'absence avait été l'un des grands obstacles au succès de l'entreprise»[53].

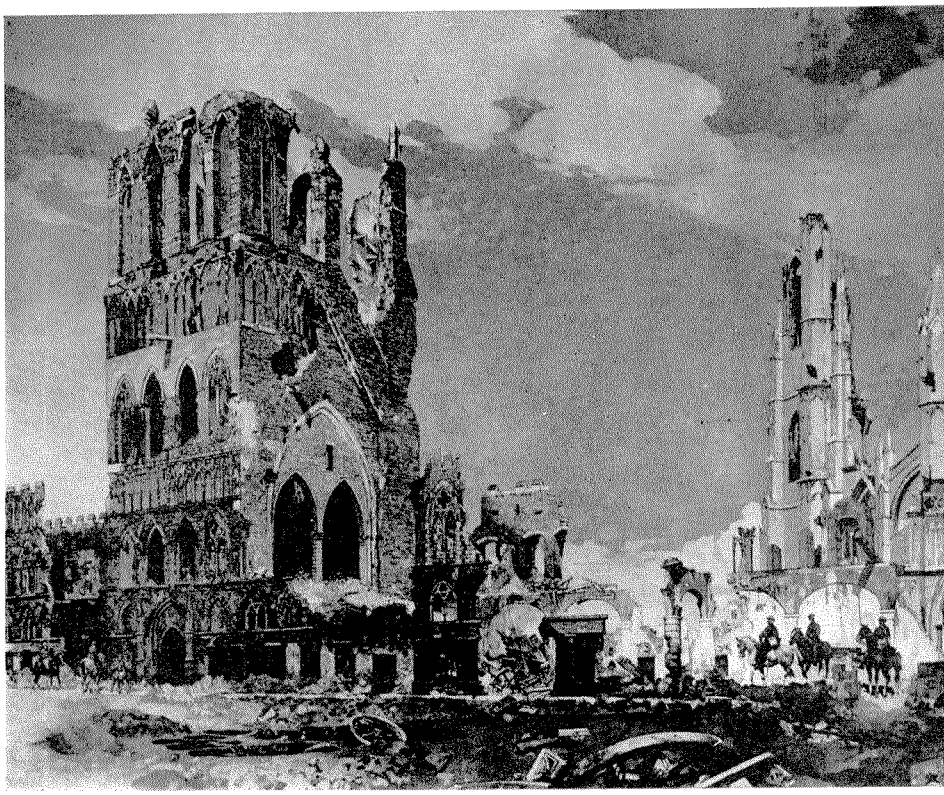
Les combats livrés pour la possession des cratères laissaient sans solution un problème important de tactique. Les opérations avaient démontré qu'il était possible dans la guerre des tranchées, grâce à une préparation suffisante et à l'élément de la surprise, de saisir un objectif limité. Mais elles avaient également prouvé qu'il était impossible de tenir devant l'intensité du feu d'artillerie sur un front aussi étroit. Il restait aux tacticiens de décider quelle largeur de front «était assez restreinte pour assurer le succès et assez étendue pour empêcher l'ennemi de rendre impossible de tenir le terrain capturé»[54].

Saint-Éloi constituait la première bataille livrée par la 2e division, et les troupes en sortirent avec un sentiment de frustration. Heureusement, ce sentiment ne durera pas, car bientôt ce seront les batailles de la Somme et, en septembre, la division devait donner la preuve de son courage et, par sa brillante tenue à Courcelette, rétablir sa réputation.

Changement dans le commandement

Quatre mois allaient s'écouler avant que les Canadiens se lancent dans la grande offensive de la Somme. Avant de se diriger vers le sud, ils furent appelés à défendre le saillant d'Ypres, où ils obtinrent quelque succès, ce qui jusqu'ici ne leur était pas souvent arrivé.

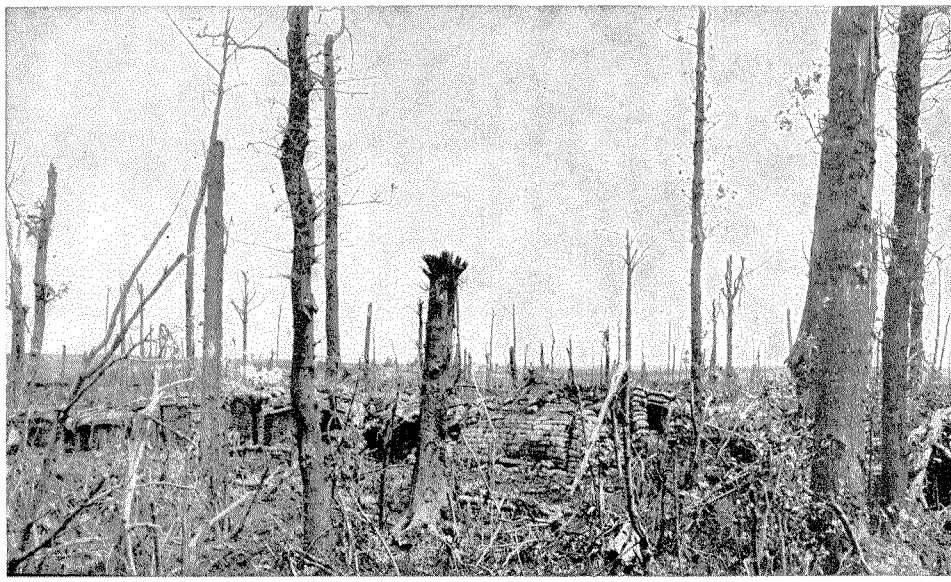
Le secteur où les Canadiens avaient relevé le 5e corps d'armée le 4 avril s'étendait d'un demi-mille au sud-est de Saint-Éloi à 500 verges au nord-ouest de Hooge, sur le chemin de Menin. Au cours des combats de la 2e division pour la possession des cratères, l'activité au centre et à l'aile gauche du front tenu par la 1re et la 3e division respectivement, s'était limitée à des opérations de bombardement, de patrouille et de tir en embuscade, car chacun des belligérants s'évertuait à améliorer ses positions sous le feu harcelant de l'ennemi. Au cours de la nuit du 26 au 27 avril, les Allemands faisaient sauter deux mines sur le front de la 1redivision et lançaient contre la 1 re et la 2e divisions une attaque, avec peu de troupes il est vrai, mais avec un appui formidable d'artillerie. Ces raids furent repoussés et l'attaque projetée contre la 3e division n'eût pas lieu. Le mois de mai fut calme. C'est une façon de parler, car, au cours de ce mois, les Canadiens eurent à déplorer au delà de 2,000 pertes. Dans le duel d'artillerie qui se poursuivait sans cesse, les Allemands avaient l'avantage de disposer d'une plus grande quantité de munitions, car l'attaque qui se préparait sur la Somme ne laissait que bien peu de canons supplémentaires à la disposition des autres secteurs de la ligne britannique[55].



Reproduction autorisée par la Galerie nationale du Canada

«LES HALLES D'YPRES»

Ypres, l'une des quelques villes de Belgique dont les Allemands n'ont pu réussir à s'emparer, a donné son nom à trois grandes batailles de la première grande guerre. Ses célèbres halles en ruines représentaient un point de repère mémorable pour les Canadiens qui ont participé aux batailles de 1915 et 1917. D'après une peinture de J. Kerr-Lawson.



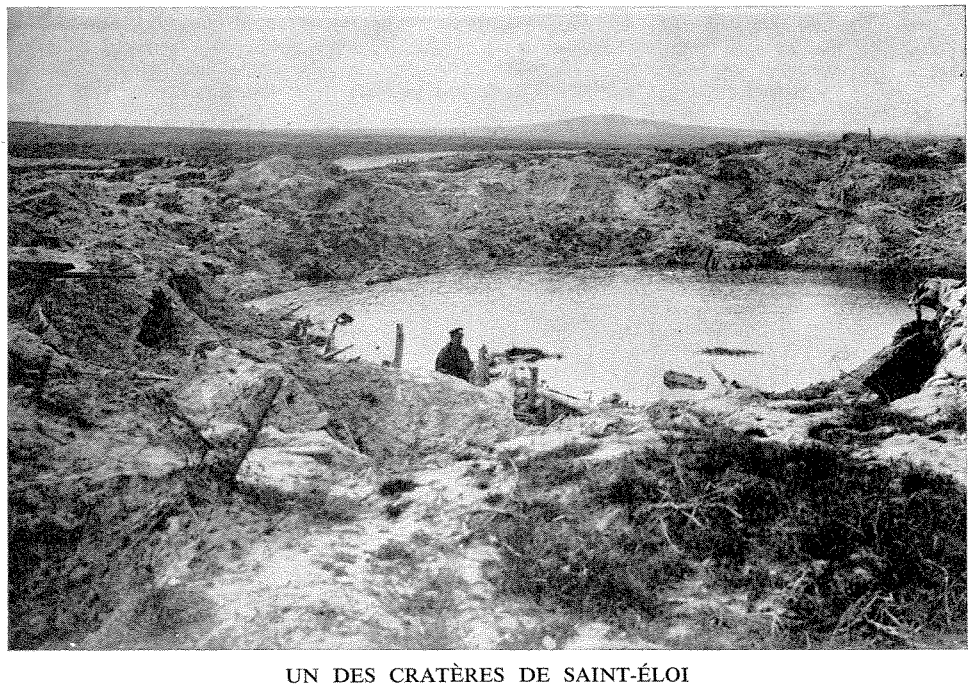
DANS LE SAILLANT D'YPRES

Cette photographie a été prise en juillet 1916. A travers les arbres fracassés par les obus, on entrevoit des abris de sacs de sable, élevés au-dessus du sol en vue de parer aux inondations.



LE VERGER DE FESTUBERT

Il ne restait plus que quelques pommiers déchiquetés dans le verger capturé par le 16e bataillon le 20 mai 1915. Cette photographie a été prise au printemps de 1919.



UN DES CRATÈRES DE SAINT-ÉLOI

Cette photographie, prise trois ans après l'explosion des mines de Saint-Éloi, montre l'un des cratères inondés, où le combat s'est livré dans la confusion en avril 1916. Au fond se détache le mont Kemmel, dont les Allemands se sont emparés en avril 1918.

Ce n'est qu'en mai que le Corps canadien utilisa la t.s.f. pour diriger le tir de l'artillerie. Les premiers essais furent gauches et causèrent une confusion qui faillit dégénérer en tragédie, mais ce nouveau mode de contrôle devait plus tard contribuer à un tir plus rapide et plus précis.

Le 28 mai 1916, un changement inopiné se produisait dans le commandement. Le général Alderson était nommé inspecteur général des troupes canadiennes en Angleterre. Ce déplacement survint à la suite de la bataille de Saint-Éloi et du différend entre le commandant du corps d'armée et le général Turner, quoique ni l'un ni l'autre, fait assez étrange, ne fut blâmé pour la façon dont cette opération avait été menée. Sir Max Aitken, arrivé en France le 22 avril, eut le lendemain une longue entrevue avec Haig au cours de laquelle toute la question fut discutée. Tout en consentant à garder Turner et Ketchen, le commandant en chef admit qu'il était impossible de retenir à la fois Alderson et Turrier; il devait même prévoir la possibilité que le général Plumer démissionne si l'on n'approuvait pas la recommandation tendant à la destitution de Turner. Haig était prêt à tenter de pacifier l'irritation du commandant d'armée, mais, selon sir Max, il exigeait «que le Canada lui apporte l'aide nécessaire en se défaisant du général Alderson,. Au cours des entretiens entre Haig et Aitken, il fut question d'offrir à Alderson le poste d'inspecteur général des troupes canadiennes en Angleterre.

Cela, comme le notait Haig, dans son journal, le 23 avril, aiderait à résoudre «la difficulté qu'éprouvait le commandant du Corps canadien au front à s'occuper de tant de questions administratives et politiques en plus de ses devoirs de commandant sur le champ de bataille»[56]. En recommandant à sir Sam Hughes d'approuver cette nomination, Aitken télégraphiait «que la perte de Turner et de Ketchen nuirait grandement à la 2e division et serait suivie nécessairement de bien des démissions,. A contre-coeur, il en était venu à la conclusion que le général Alderson était incapable de maintenir ensemble les divisions canadiennes[57]. A Ottawa, le premier ministre et son cabinet donnèrent leur assentiment le 26 avril et la nomination d'Alderson au poste prévu au Royaume-Uni suivit peu après[58]. Pendant bien des années, durant comme après la guerre, on a cru que la cause immédiate de la destitution d'Alderson avait été des divergences d'opinion entre lui et le ministre de la Milice au sujet de l'emploi du fusil Ross (voir ci-dessous, p. 171). Comme on le sait*, telle n'était pas là la cause.

Le général Alderson ne devait pas occuper longtemps son nouveau poste, car, en novembre 1916, une réorganisation du commandement canadien au Royaume-Uni abolissait son poste. Au cours des dix-huit mois pendant lesquels il avait commandé les troupes canadiennes des deux côtés de la Manche, il. avait apporté une contribution importante. Ce n'avait pas été une tâche facile que d'organiser, équiper et instruire la division canadienne dans la vase de Salisbury Plain, surtout quand si souvent ses idées venaient en conflit avec celles du ministre de la Milice. Sous sa direction, les Canadiens avaient fermement résisté aux at

* Ce n'est qu'en 1952 que les Archives publiques du Canada mirent à la disposition du public les papiers de sir Robert Borden.

taques allemandes à Ypres* et il lui revient dans une large mesure le mérite d'avoir bâti une force canadienne solide qui, dans un an, devait gagner ses épaulettes à Vimy[59].

Le gouvernement canadien avait laissé au commandant en chef le soin de nommer un successeur à Alderson. Le commandant choisit un officier de grande distinction, futur gouverneur général du Canada, l'honorable lieutenant-général sir H. G. Byng. Sir Julian était un officier de cavalerie rappelé d'Égypte au début de la guerre pour prendre le commandement d'une division de cavalerie et subséquemment du corps de cavalerie en France. Il avait commandé le 9* corps dans la campagne des Dardanelles et était revenu sur le front occidental en février 1916 pour commander le 17e corps d'armée.

Bataille du Mont Sorrel, 2 au 13 juin

Au début de juin, la 2e division canadienne se trouvait toujours devant SaintÉloi. La division du major-général Currie avait deux bataillons dans sa première ligne, dont le centre, situé à la cote 60, se trouvait immédiatement au nord du chemin de fer Ypres-Comines. Les autres deux milles de front, à la gauche du corps d'armée, étaient tenus par la 3e division (major-général Mercer), qui comptait quatre bataillons à l'avant. Cette partie du front canadien formait l'extrémité est du saillant qui, à Ypres, pénétrait en territoire ennemi. L'obstacle que présentait aux aspirations allemandes cette intrusion était d'autant plus grand que le secteur de la 3e division comprenait la seule partie de la crête de la chaîne de Vimy qui était restée entre les mains des Alliés, et cette position permettait aux Canadiens d'observer les tranchées ennemies. Elle s'étendait d'un point situé à environ mille verges à l'est de Zwarteleen (près de la cote 60), puis passait sur un mamelon appelé Mont Sorrel et deux éminences légèrement plus élevées, cote 61 et cote 62, cette dernière ayant été baptisée Tor Top. Au nord de ces points, le terrain déclinait en direction du chemin de Menin, mais à partir de Tor Top, une large pointe, surtout de terre cultivée et nommée ¯l'Observatoire, s'avançait de quelque mille verges en direction ouest entre le bois d'Armagh et le bois du Sanctuaire. Si l'ennemi pouvait capturer Tor Top et s'avancer le long de l'Observatoire, il obtiendrait une position qui commanderait tout l'arrière des lignes canadiennes et pourrait fort bien forcer le retrait du saillant. En tout cas, une pareille avance pourrait, comme les Allemands eux-mêmes l'affirmaient, fixer dans le saillant d'Ypres le plus grand nombre de troupes possible» et ainsi réduire le nombre d'hommes que les Britanniques pourraient réunir pour une offensive ailleurs[60].

Or, en face de la 1re et de la 3e divisions, les 270 et 26e divisions d'infanterie de l'ennemi, partie du 13e corps d'armée (Wurtemberg), se préparaient secrètement depuis six semaines à une telle entreprise. Les avertissements n'avaient pas manqué. Au cours de mai, les patrouilles canadiennes signalaient que les ingénieurs allemands poussaient une sape de part et d'autre de Tor Top. Ils progressaient len

* Le mont Alderson, en Alberta, dominant les lacs Waterton, porte le nom du premier commandant du Corps expéditionnaire canadien.

tement mais sûrement malgré le feu de notre artillerie et de nos mitrailleuses. Avant la fin du mois une nouvelle tranchée latérale reliait la tête des sapes à quelque cinquante verges en avant de la ligne principale. La même chose se produisait au sud du mont Sorrel et ailleurs, plus loin. Quelques semaines plus tôt des observateurs du Royal Flying Corps avaient remarqué près du chemin de Menin, bien en arrière des lignes ennemies, des tranchées qui ressemblaient fort curieusement aux positions canadiennes près de Tor Top. (L'histoire de la 26e division allemande confirme que ces tranchées avaient servi aux troupes à s'exercez à l'attaque)[61]. Il y eut aussi d'autres indices de l'opération projetée; l'arrivée de mortiers de tranchée de grand calibre, une activité anormale de l'artillerie ennemie, de son aviation et des ballons d'observation. Le temps cependant ne permettait pas d'observer systématiquement la région en arrière des lignes allemandes et l'absence de grands mouvements de troupes semblait indiquer que l'attaque n'était pas imminente. (En fait, les seules troupes supplémentaires amenées dans le secteur pour cette opération furent des unités d'artillerie.) Ensuite, au cours de la nuit du let au 2 juin, les Wurtembergeois s'abstinrent, pendant sept heures, de bombarder les tranchées canadiennes afin, comme on l'a su plus tard, de ne pas nuire à ses détachements occupés à couper les barbelés. Plus tard, les canons reprirent leur activité coutumière, et les soupçons des Canadiens s'apaisèrent.

A 6 heures du matin, le 2, le général Mercer et le brigadier-général Williams, commandant de la 8e brigade (celle qui défendait la région menacée autour de l'Observatoire), partirent faire l'inspection de Tor Top et du mont Sorrel. Ils venaient à peine d'atteindre les tranchées de première ligne du 4e Canadian Mounted Rifles, à la droite de la brigade, que le bombardement préliminaire de l'ennemi éclatait sur eux. C'était, pour le corps d'armée canadien, sa première expérience des terribles préparations d'artillerie qui devaient devenir courantes au cours de l'été de 1916. «Tous reconnaissent, écrit lord Beaverbrook*, qu'on ne pouvait faire de comparaison entre le feu d'artillerie d'avril et celui de juin, qui fut le plus nourri jamais essuyé par des troupes britanniques jusque-là»[62]. Pendant quatre heures, une tornade de feu ravagea les positions canadiennes depuis un demi-mille à l'ouest du mont Sorrel jusqu'à l'extrémite nord du bois du Sanctuaire. Elle s'abattit dans toute sa fureur sur la 8e brigade et la droite de la 7e brigade. Le plus éprouvé fut le bataillon de droite du brigadier-général Williams, le 4e Canadian Mounted Rifles, devant le bois d'Armagh. Leurs tranchées disparurent et la garnison fut annihilée. Du martyre de cette unité un témoin oculaire allemand, devait écrire: «Toute la position de l'ennemi n'était devenue qu'un gros nuage de poussière et de terre, où sans cesse volaient en éclats, planches, troncs d'arbres, armes et matériel, quand ce n'était pas des corps humains»[63]. Le «tunnel», galerie creusée sur l'autre flanc du mont Sorrel par la 2e compagnie de sapeurs canadiens (qui devaient se dépenser sans compter pour évacuer les blessés), offrit un abri quelconque jusqu'à sa destruction. Les survivants furent capturés. En tout le 4e Mounted Rifles perdit 89 p. 100 de ses effectifs; sur ces 702 officiers et hommes, il en sortit sains et saufs seulement 76[64].

* Sir Max Aitken avait été élevé à la pairie en juin 1917.

Ni Mercer ni Williams ne revinrent de leur visite chez les Mounted Rifles Ce dernier, blessé, tomba entre les mains de l'ennemi quand celui-ci attaqua. Quant à Mercer, après que le bombardement lui eut fracassé les tympans et qu'il eut une jambe coupée par un boulet, il fut finalement tué, alors qu'il était étendu par terre, par l'éclatement d'un obus. Sa mort tragique survint donc juste au moment où ses troupes s'engageaient dans leur première action d'envergure[65]. Au cours de l'après-midi, le brigadier-général E. S. Hoare Nairne, de l'artillerie de la division de Lahore, assumait provisoirement le commandement de la 3e division*. Le poste de Williams passa, provisoirement aussi, au lieutenant-colonel J. C. L. Bott, commandant du 2e Canadian Mounted Rifles (alors en réserve de brigade). Cependant, pendant plusieurs heures critiques, la 3e division et la 8e brigade demeurèrent sans chefs et la conduite de la défense en souffrit.

Au cours de la matinée, le déluge de projectiles ennemis gagne en intensité. De notre côté, notre artillerie, qu'assistent deux escadrilles de l'aviation britannique, fait peu. Le bombardement ennemi a fini par tuer ou blesser tous les observateurs postés à l'avant et à couper toutes les communications téléphoniques. Quelques minutes après 1 heure de l'après-midi, les Wurtembergeois font sauter quatre mines à peu de distance des tranchées canadiennes sur le mont Sorrel et ensuite ils attaquent, à droite du mont Sorrel, à l'aide de deux bataillons de chacun des 121e et 125e régiments de la 26e division d'infanterie, et, à gauche, de deux bataillons du 120e régiment de la 27e division[66]. Cinq autres bataillons les appuient et six forment la réserve. En pleine lumière du soleil, les tuniques grises s'avancent en quatre vagues séparées par des intervalles de 75 verges environ. Plus tard des survivants canadiens parleront de l'air plein d'assurance et de la démarche presque nonchalante des attaquants, sûrs semblait-il, que leur artillerie a détruit toute résistance.

Tout a été méthodiquement organisé. Les hommes de la première ligne s'avancent, baïonnette au canon, chargés de grenades à main et de pinces pour couper les barbelés. Les suivants portent les outils pour creuser des tranchées, des planches et des sacs de sable. S'avançant sur les tranchées aplaties du mont Sorrel et de Tor Top, ils ne rencontrent que de petites bandes isolées de survivants du ler et du 4e régiments des Canadian Mounted Rifles, qui ne peuvent offrir que bien peu de résistance. Il y a quelques escarmouches à la bombe et à la baïonnette mais quand la simple supériorité numérique ne suffit pas à surmonter la résistance, on recourt au lance-flamme. Les mitrailleuses du P.P.C.L.I. et du 5e bataillon de la 1- division balaient respectivement les flancs droit et gauche des attaquants. Malgré les dommages qu'elles causent, elles ne peuvent arrêter l'avance. Le 51' bataillon des C.M.R., qui détient quelques emplacements fortifiés immédiatement en arrière du ler et du 4e bataillons, est chargé d'arrêter les assauts ennemis sur les côtés est et sud-est de Maple Copse, au moyen d'un tir rapide et précis. Poursuivant leur marche le long de l'Observatoire, les Allemands capturent trois emplacements fortifiés et balaient une section de la 5e batterie d'artillerie de campagne

* Le 16 juin le brigadier-général Lipsett était promu major-général et succédait au général Mercer à la tête de la 3' division.

après avoir tué ou blessé tous les canonniers.* De cet épisode, un historien militaire allemand écrira: *Il convient ici de souligner que les Canadiens ne se rendirent pas, mais défendirent leurs canons à la pointe du révolver jusqu'au dernier homme»[68]. Avant que les Allemands commencent à consolider les positions prises, ils s'emparent du bois d'Armagh et repoussent toute notre ligne, dans le bois du Sanctuaire, sauf les 600 verges les plus au nord.

Le mérite d'avoir temporairement arrêté l'aile droite de l'ennemi revient aux hommes du Princess Patricia. Sur la ligne de feu, l'une de leurs deux compagnies, à proximité du 1e? C.M.R., avait disparu. Mais la seconde avait presque échappé au bombardement et, quand les Allemands déferlèrent vers l'est, elle déclencha son feu sur les arrières de l'aile droite de l'ennemi. Elle devait tenir bon dix-huit heures, bien qu'isolée des autres bataillons et privée de tous ses officiers, ou tués ou blessés. Des compagnies du même régiment, installées à l'arrière, soutiennent le plus fort de la bataille, mais retiennent les Allemands dans leurs efforts pour atteindre l'importante ligne d'appui, avant qu'elle puisse être fortifiée. Des détachements bien déterminés défendent opiniâtrement une série de petits retranchements dans les boyaux et ce fut sur les cadavres de chaque petite garnison que les Allemands purent avancer. Le bois du Sanctuaire avait coûté au Princess Patricia 40 hommes. Sur ce nombre, il y en avait 150 de tués, dont le commandant, le lieutenantcolonel H. C. Buller[69].

Conformément aux ordres reçus avant l'assaut, les Allemands se retranchent à 600 ou 700 verges à l'ouest de leur ancienne ligne, ce qui n'était pas encore «la position à occuper si les choses allaient le mieux possible». Les historiens des régiments allemands, en signalant que la route vers Ypres était ouverte, regrettent que des ordres donnés à l'avance aient empêché les troupes allemandes d'exploiter leur succès. Heureusement pour les Canadiens, aucun officier allemand n'avait le droit de dépasser les instructions et de profiter du succès obtenu. Il aurait suffi d'une pression en direction nord sur les défenseurs affaiblis pour tourner l'aile gauche des Canadiens qu'avait si bravement défendue la compagnie du Princess Patricia, appuyée par le R.C.R. à Hooge[70].

Le soir du 2 juin, les mitrailleuses du 10e bataillon et des batteries de la Medium Machine Gun Brigade, dépêchées par le commandant de la 1re division, avaient établi une nouvelle ligne qui arrêtait l'avance ennemie. A 8h.45 du soir, le général Byng donnait l'ordre «de reprendre le soir même tout le terrain perdu dans la journée». On fixa la contre-attaque à 2h. du matin. Par suite des lourdes pertes de la 3e division, deux brigades de la 1re division étaient provisoirement mises à la disposition du brig.-gén. Hoare Nairne (la 2e brigade pour les opérations contre le mont Sorrel et la 3e, pour les opérations contre Tor Top). En outre, sa 7e brigade (à la gauche) était renforcée par deux bataillons pris sur la 9e brigade. Vu, cependant, les distances à parcourir, le piètre état des communications et le feu ennemi, le délai pour grouper ces forces ne suffisait pas et l'attaque dut être remise après 7 heures. C'est alors que les difficultés commen

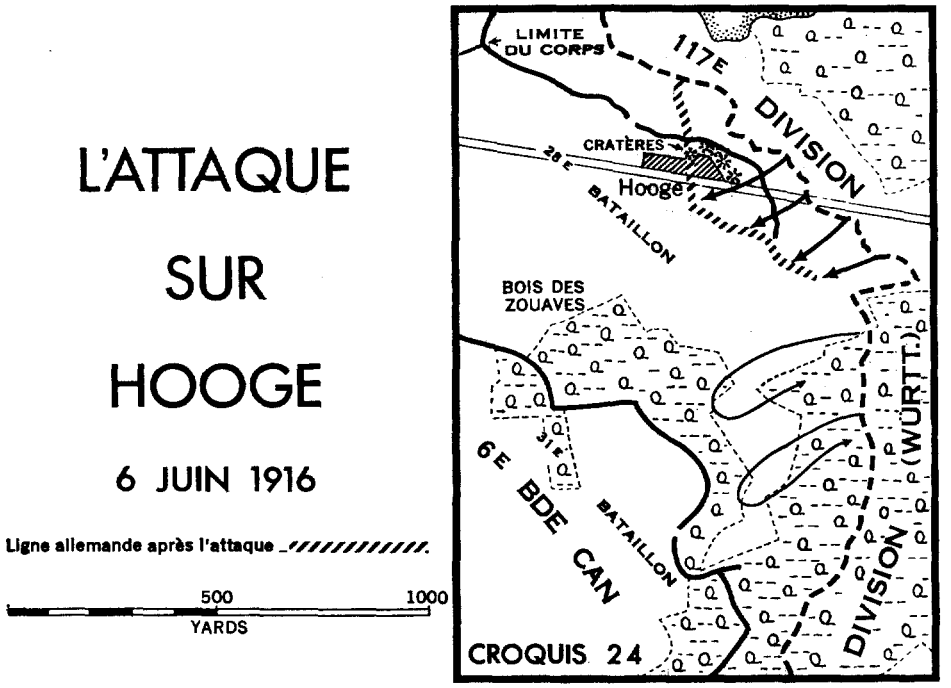
* Ce fut la seule fois durant la guerre que des canons du corps d'armée canadien tombèrent entre les mains des Allemands. Les deux canons de 18 livres capturés furent repris plus tard.[67]

cèrent. Le signal devait être donné par six fusées vertes lancées simultanément. Or certaines ne partirent pas et, pour en envoyer six, on dut en allumer quatorze. Mais comme elles n'avaient pas éclaté simultanément (deux bataillons au moins ne virent aucune fusée), des unités attendaient toujours le signal du départ[71].

Si bien que le 7e bataillon, à la droite, les 14e et 15e bataillons, au centre, et le 49e, à la gauche, ne partirent pas ensemble à l'attaque. L'ennemi put donc concentrer son feu et son barrage de mitrailleuses, chose qui aurait été impossible contre une ligne qui se serait avancée en même temps. Les quatre unités souffrirent de lourdes pertes, à mesure qu'elles avançaient, en plein jour sur un terrain assez découvert, seuls quelques détachements parvinrent à leurs objectifs et purent engager une lutte corps à corps avec les Allemands. Mais, affaiblis par les pertes, ils ne purent vaincre la résistance et plusieurs furent tués ou capturés. Avant 1h. de l'après-midi, les unités de droite et du centre étaient revenues à leur ligne, tandis qu'à la gauche le 49e bataillon demeurait en possession de quelquesunes des tranchées à peu de distance de l'ancienne ligne ennemie[72]. L'unité d'Edmonton s'était vue décimer. Le total des pertes de la 7e brigade pour les quatre premiers jours de juin atteignait 1,050 hommes de tous grades.

Bien qu'elles n'eussent pas atteint leur objectif, ces attaques avaient servi néanmoins à fermer une ouverture de quelque 600 verges du bois Square à travers l'Observatoire jusqu'à Maple-Copse et fait avancer le front canadien de 1,000 verges depuis les positions de fortune occupées immédiatement après l'attaque allemande. On s'employa alors à étendre cette ligne vers le nord jusqu'à Hooge, afin de donner plus de profondeur aux défenses de la 7e brigade. L'ennemi non plus n'était pas oisif. Entreprenant de défendre les gains importants qu'il venait de faire, il avait fortifié sa nouvelle ligne de mitrailleuses et de barbelés et construit huit boyaux reliant sa nouvelle ligne à son ancienne. Il semblait que le fait de constituer une bataille entre deux groupes nationaux, les Canadiens et les Wurtembergeois, avait renforcé la détermination de chacun de gagner.

Sir Douglas Haig désirait comme le général Plumer déloger les Allemands d'une telle position avantageuse à deux milles seulement d'Ypres, mais, vu les préparatifs de l'offensive de la Somme, il ne voulait pas consacrer à l'opération plus de troupes qu'il ne fallait. Il limita donc toute l'aide à venir en dehors du corps d'armée canadien à l'artillerie et à une brigade d'infanterie. Il conseillait en outre de mener la prochaine contre-attaque avec peu d'hommes, mais à grand renfort d'artillerie. Ce recours intensif à l'artillerie, tactique qui avait si bien réussi aux Allemands à Saint-Éloi, amena à la disposition de l'officier général commandant du corps royal canadien d'artillerie, le brigadier-général H. E. Burstall, l'assortiment le plus grand de canons jamais employés sur un front si exigu. Les 218 bouches à feu comprenaient 116 canons à projectiles de 18 livres et allaient jusqu'au canon-obusier de 12 pouces. S'y trouvaient représentés l'artillerie lourde du corps d'armée canadien, l'artillerie de la 1re et de la 2e divisions et l'artillerie de la division de Lahore; les 5e, 10e et 11e groupes d'artillerie lourde britannique, l'artillerie de la 3e division, la 51e batterie d'obusiers et la



89e batterie de siège; les 71e et 72e batteries d'obusiers sud-africaines. Les canons lourds des 5e et 14e corps d'armée britannique devaient prêter main-forte sur les . deux flancs[73].

La tâche principale de l'artillerie avant le déclenchement de la contreattaque consistait à empêcher l'ennemi de consolider ses positions et à pilonner ses lignes de front et d'appui, ainsi qu'à trouver et détruire les batteries ennemies. Selon des rapports allemands, le succès aurait couronné ces opérations. «Les pertes du 120e régiment et de la 26e division d'infanterie atteignirent des proportions horribles . . . Ce qu'on construisait durant les nuits brèves était détruit le lendemain»[74]. Mais le mauvais temps ne permit pas le repérage des canons lourds et la contre-attaque, fixée d'abord au 6 juin, dut être retardée.

Entre-temps, l'ennemi frappe de nouveau. Il choisit pour objectif la pointe de Hooge, qui a changé plusieurs fois de mains depuis que les Allemands s'en sont emparée en 1914. La dernière fois qu'ils l'ont occupée, c'est en août et ils ont pu la tenir pendant huit jours. La pointe domine Ypres et sa possession compléterait la domination du saillant par l'ennemi. Par suite d'une série de relèves, la 6e brigade canadienne, prélevée sur la réserve de "la 2e division, a remplacé la 7e brigade dans le secteur au nord du bois du Sanctuaire et ainsi détient l'extrémité gauche du front du corps. A 3h.05 de l'après-midi, le 6, les 200 verges de tranchées qui couvrent les banlieues est des ruines de Hooge sautent sous l'effet de l'explosion de quatre mines. Les deux compagnies du 28e bataillon qui défendent ces tranchées sont lourdement touchées, l'une étant presque anéan-

tie[75]. Le feu nourri de l'infanterie appuyé par un intense barrage de mitrailleuses de la part du reste du bataillon et du 3le bataillon empêchent les Allemands d'atteindre la ligne d'appui. Cependant «Hooge est perdu et le chemin d'Ypres ouvert aux assaillants»[76].

Conformément à la décision du commandant en chef de limiter les opérations dans le saillant d'Ypres, afin de ne pas nuire aux préparatifs en vue de l'offensive de la Somme, le *général* Byng décide de laisser les tranchées de Hooge aux Allemands et de s'employer à reconquérir le mont Sorrel et Tor Top. Pour protéger sa gauche contre d'autres incidents, il obtient que la 2e brigade britannique de cavalerie démontée, organisée en trois bataillons, soit prêtée au corps canadien à titre de force de contre-attaque[77]. Après d'autres délais causés par le mauvais temps, l'opération est finalement décidée pour lh. 30 du matin le 13. Elle retombe surtout sur la 1re division. Comme les unités de deux de ses brigades ont souffert énormément de pertes au cours de la contre-attaque malheureuse du 3 juin, le général Currie regroupe ses bataillons les moins touchés en deux brigades mixtes. A la droite, le brigadier-général Lipsett disposait du le?, du [3e,] du 7e et du 8e bataillons; pour l'attaque contre Tor Top, le brigadier-général G. S. Tuxford (3e brigade) commandait les 2e, [4e,] 13e et 16e bataillons. Le 58e bataillon (9e brigade) doit attaquer, du côté gauche, avec l'aide d'une compagnie du 52°. Les [5e,] 10e, 14e et 15e bataillons forment une brigade de réserve sous les ordres du brigadier-général Garnet Hughes[78].

Quatre bombardements intenses de 20 à 30 minutes, entre le 9 et le 12, font croire quatre fois à l'ennemi qu'une attaque est imminente; on veut que les Allemands ne voyant venir aucune attaque, en viennent à prendre pour une autre feinte le bombardement qui précéderait l'attaque. Le 12 juin, pendant 10 heures, toutes les positions allemandes depuis la cote 60 jusqu'au bois du Sanctuaire sont arrosées sans arrêt de bombes, et surtout les flancs où un feu de mitrailleuse d'enfilade est à craindre. Ce soir-là à 8h.30, après une demi-heure d'un bombardement intense qui doit se révéler extrêmement précis, les unités d'attaque avancent jusqu'à leur ligne de départ, certaines, dans le *no man's land.* Il y a ensuite, avant l'heure fixée, un dernier bombardement de 45 minutes par l'artillerie lourde et, ensuite, l'attaque se déclenche derrière un écran de fumée et sous une pluie diluvienne.

Le brigadier-général Burstall espérait qu'après un pareil appui de l'artillerie, l'infanterie pourrait avancer «l'arme en bandoulière> et il eut presque raison. En quatre longues colonnes, large chacune de trois compagnies, les bataillons s'avançaient dans la boue. C'était, de droite à gauche, les 3e, 16e, 13e et 58e bataillons. Ils rencontrent ici et là quelque résistance de la part de nids de mitrailleuses qui ont échappé à la destruction et de quelques groupes isolés d'Allemands. Mais la majorité des Wurtembergeois, surpris et ébranlés, n'offrent que peu de résistance. Presque 200 tombent prisonniers, tandis que les autres se replient sur l'ancienne ligne allemande. Une heure après, la bataille est pour ainsi dire finie. «La première attaque de quelque envergure, organisée et menée par les Canadiens, écrit un historien militaire anglais, fut couronnée d'un succès complet»79. Le 3e

bataillon avait repris le Mont Sorrel, le 16e occupait la partie nord du bois d'Armagh, le 13e l'Observatoire et Tor Top et le 58e bataillon d'appui avait récupéré une bonne portion de l'ancienne ligne à travers le bois du Sanctuaire, mais en perdant 165 hommes. Du 2 au 14 juin, les pertes canadiennes s'étaient élevées à 8,000 environ durant la même période, les Allemands, dans ce secteur, avaient perdu 5,765 hommes[80].

Selon les Allemands, s'ils n'avaient pu tenir le territoire occupé le 2 juin, c'est parce qu'il leur avait été impossible de prendre des contre-mesures, par suite de la supériorité aérienne des Alliés, de leur supériorité en artillerie (40 batteries contre 28 allemandes) et en munitions. Es mettent même en cause les grosses pluies. «Les grosses pluies contribuèrent à amollir les troupes, qui essuyaient jour et nuit un feu terrible d'artillerie»[81]. C'est une opinion météorologique que trouveront difficile à partager les anciens combattants canadiens qui attendirent l'heure de l'attaque couchés dans le *no man's land sous* une pluie battante ou se tenant debout dans les tranchées, avec de l'eau jusqu'aux genoux.

Sans tarder, le matin du 13, on se mit à consolider la nouvelle ligne, tandis que les Allemands, se rendant compte de leurs pertes, se mettaient à bombarder. Le 14, ils lancèrent deux contre-attaques contre le mont Sorrel, mais notre artillerie les brisa. Plus tard, ils portaient leur ligne à 150 verges de la nôtre (distance moyenne entre les deux premières lignes avant le 2 juin) mais ne firent rien pour rouvrir les hostilités.

Un été dans le saillant

Les Canadiens demeurèrent dans le saillant d'Ypres jusqu'au début de septembre. «Sans lancer d'offensive d'envergure, ils se montrèrent sans cesse agressifs». Tout en tenant leurs positions avec un nombre amoindri d'hommes, ils continuèrent à harceler l'ennemi par le bombardement, la sape et les raids. Le 25 juillet, les Allemands tentèrent de reprendre la «Falaise» en faisant sauter une mine sous nos tranchées, mais ils furent déjoués par le 7e bataillon qui, averti par la 1re compagnie de sapeurs canadiens de l'explosion qui se préparait, devancèrent l'ennemi au cratère. Le 29, commençait la troisième étape de la guerre des patrouilles. Vingt membres du 19e bataillon faisaient en plein jour une incursion dans les tranchées ennemies devant Saint-Éloi pour obtenir l'identification des troupes et la preuve de puits de mines et de cylindres à gaz. Ils tuèrent ou blessèrent quelque 50 Allemands, reconnus comme appartenant aux Wurtembergeois et s'emparèrent de boîtes de cylindres à gaz. Leurs pertes furent minimes. Pour encourageant que fut un tel succès, des raids de ce genre, pour bien bénéficier de la surprise, ne pouvaient se répéter tous les jours. Le 12 août, une compagnie ennemie attaquait la cote 60 mais était repoussée par le 60e bataillon, dont «le courage et la ténacité» furent loués par le commandant de l'armée. A cette occasion, l'artillerie lourde du corps canadien et celle de la 1re division d'artillerie furent chaleureusement félicitées[82].

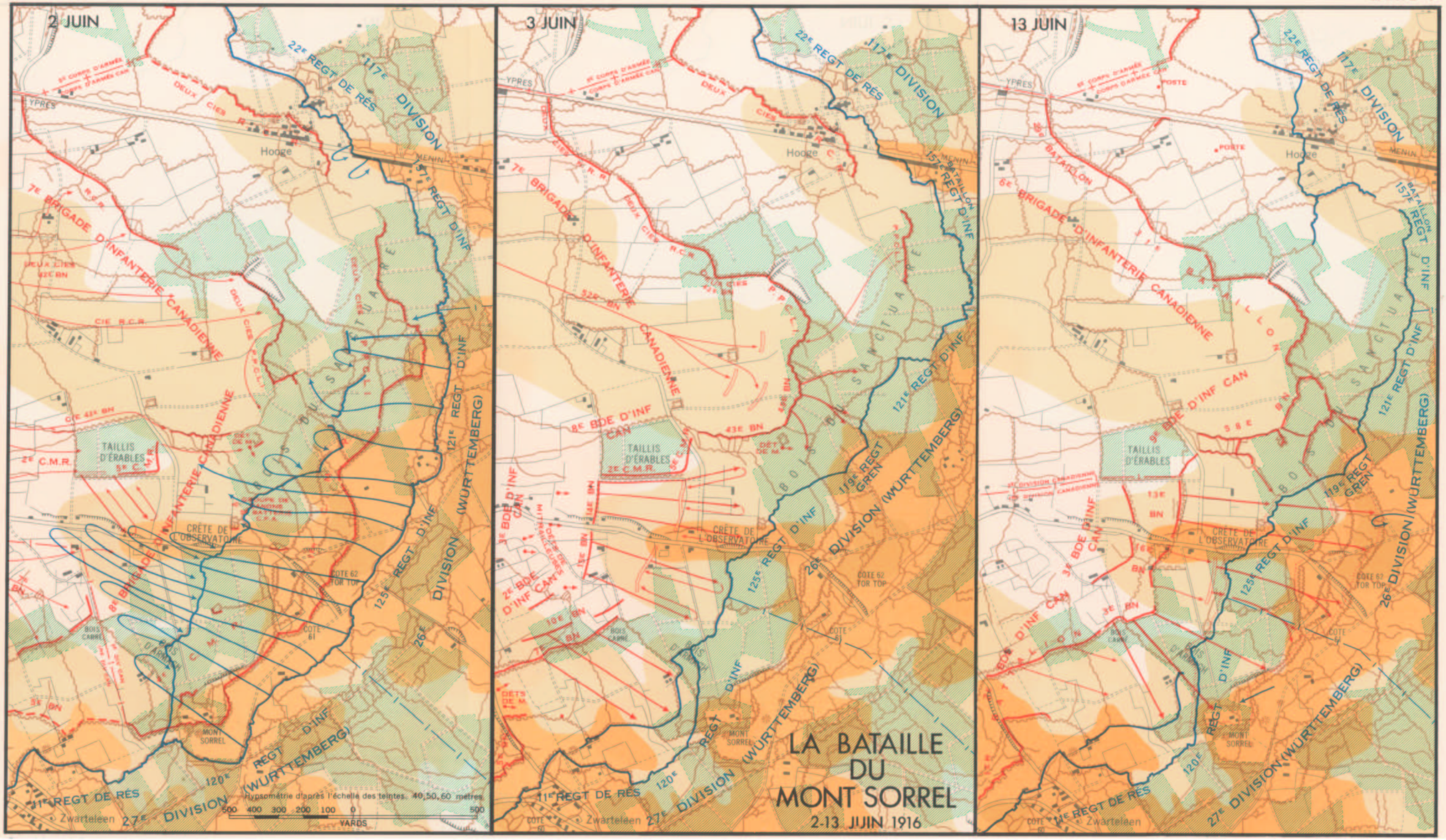
Le 14, le corp d'armée canadien recevait la visite du roi George V et du Prince de Galles. Sous l'aeil des visiteurs royaux postés sur la colline Scherpenberg, près de Kemmel, les obusiers de 6 pouces de l'artillerie lourde du corps d'armée, les canons de campagne de l'artillerie de la 2e division et une unité belge (sous les ordres de l'artillerie de la 3e division) bombardèrent les cratères de SaintÉloi. Quatre jours plus tard, le ministre de la Milice et de la Défense du Canada, sir Sam Hughes, visitait le quartier général du corps d'armée et la 3e division[83].

A mesure que les unités étaient rappelées à la réserve, on s'employait surtout à pousser davantage leur instruction et à les exercer à de nouvelles techniques. Des démonstrations de collaboration entre l'artillerie et l'infanterie prouvèrent qu'il était possible de faire précéder de près un barrage, sans nuire à l'infanterie à l'attaque. C'est à ce moment-là qu'enfin fut mise au point la collaboration entre l'aviation et l'infanterie. Il y eut des manoeuvres avec le Royal Flying Corps*, pour mettre au point le système nouvellement adopté de «patrouille de contact». Les troupes attaquantes portaient des fusées, des miroirs et des tableaux de signalisation et, au fur et à mesure de leur avance, signalaient leur position à des avions affectés exclusivement à l'observation tactique. Les renseignements ainsi reçus étaient ensuite relayés au Q.G. de la formation ou communiqués par T.S.F.[84].

Grâce à des réformes utiles dans l'administration, la source des renforts fut rapprochée des unités combattantes et une période de transition fut ménagée pour les renforts, entre leur instruction et les opérations actives. Jusque-là, les remplacements destinés aux unités de campagne canadiennes arrivaient directement du dépôt de base du Havre. Or, au début d'août, on dotait chaque division d'un «bataillon de tranchée>, soit une unité de renfort avancée ou on affectait les renforts d'infanterie et de génie en attendant de les rattacher à un bataillon ou à une compagnie de campagne. Ce «bataillon de tranchée» était employé à la construction et à la réparation des tranchées et à d'autres travaux d'entretien semblables. Quand la 4e division parvint au corps d'armée à la mi-août, elle suivit l'exemple de la 1re division en affectant ses brigades à une division de ligne pour un entraînement de sept jours à la guerre des tranchées. L'instruction portait particulièrement sur les mesures de lutte contre le gaz, et chaque bataillon de la 4e division eut à passer à travers un nuage gazeux[85].

Après le déplacement du corps, des Flandres à la Somme, toutes les formations et unités adoptèrent un écusson d'identité. Une pièce rectangulaire, cousue au haut de la manche, indiquait la division par la couleur: rouge pour la 1" division; bleu foncé pour la 2e; noir (plus tard gris) pour la 3e et vert pour la 4e. Cette marque était surmontée d'une autre plus petite dont la couleur (vert, rouge ou bleu) indiquait la brigade et la forme (cercle, demi-cercle, triangle ou carré), indiquait le bataillon, soit le premier, le deuxième, le troisième ou le quatrième bataillon dans la brigade. Les troupes divisionnaires ne portaient que l'écusson de leur division ou les marques particulières à leur service[86].

* Le Royal Flying Corps comptait plusieurs Canadiens. La façon dont plusieurs se sont illustrés est racontée au chapitre XVI.


2 JUIN
3 JUIN
13 JUIN
YPRES
Hooge
MENIN
22e REGT DE RÉS
117e DIVISION
157e REGT D'INF
121e REGT D'INF
DIVISION (WURTTEMBERG)
7e BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
8e BDE D'INF CAN
3e BDE D'INF CAN
2e BDE D'INF CAN
TAILLIS D'ÉRABLES
CRÊTE DE L'OBSERVATOIRE
COTE 62
TOR TOP
COTE 61
BOIS CARRÉ
MONT SORREL
125e REGT D'INF
26e DIVISION
119e REGT GREN
120e REGT D'INF
27e DIVISION
11e REGT DE RÉS
Zwarteleen
Hypsométrie d'après l'échelle des teintes. 40,50,60 mètres
500 400 300 200 100 0 500
YARDS
LA BATAILLE DU MONT SORREL
2-13 JUIN 1916

Retrait du fusil Ross

L'été de 1916 apporta aux Canadiens des changements dans les armes. Les batteries de mortiers légers de tranchée subirent une réorganisation et reçurent des mortiers Stokes de 3 pouces; tous les mortiers de tranchée de 3.7 pouces et de 4 pouces furent réformés. Par suite de la difficulté à obtenir des pièces de rechange pour la mitrailleuse Colt, on y substitua la Vickers que les usines britanniques se trouvaient en mesure de fournir en quantité[87]. A la fin d'août, les 2e et 38 divisions avaient abandonné le fusil Ross pour le Lee-Enfield, comme l'avait fait la 1re division un an plus tôt. La 4e division procéda à ce changement en septembre, après quoi sauf quelques tirailleurs ayant conservé le fusil Ross tous les soldats canadiens en France portaient le fusil britannique. Les fusils canadiens qui revenaient de France ou qui étaient en stock en Angleterre passèrent aux mains du gouvernement britannique en échange du Lee-Enfield et furent distribués aux troupes anglaises qui demeuraient au Royaume-Uni et à la Marine royale.

Le retrait du fusil Ross des mains des troupes canadiennes résultait d'une décision du Conseil de l'armée britannique à la recommandation du commandant en chef. C'était l'aboutissement de deux ans de pénibles controverses au cours desquelles le ministre de la Milice avait défendu sans réserve le fusil qu'on accusait de ne point donner satisfaction sur le champ de bataille. Comme nous l'avons vu, les hommes du premier contingent avaient traversé outre-mer armés du fusil Ross, mais avant d'entrer en action avec une brigade anglaise, le Princess Patricia l'avait troqué contre le Lee-Enfield. Malgré les plaintes formulées contre les défectuosités du fusil canadien au cours de l'instruction à Salisbury Plain, la 1- division (sauf son escadron de cavalerie) avait traversé en France avec le fusil Ross. Cependant au printemps de 1915, le commandant de la brigade de cavalerie canadienne, le brigadier-général Seely, s'était entendu avec le War Office pour faire armer sa brigade du Lee-Enfield sous prétexte que la longueur du Ross ne convenait pas à la cavalerie. L'artillerie n'aimait pas le fusil Ross parce que les brides du caisson destinées au Lee-Enfield, ne tenaient pas solidement en place le fusil canadien qui glissait de côté pour s'empêtrer dans les roues du chariot[88].

En France, la dure épreuve de la guerre de tranchées souligna davantage les imperfections du nouveau fusil. Le long canon accrochait les poutres de support des revêtements, quand les hommes défilaient dans les tranchées. On se plaignait que la hausse se brisait facilement ou que le moindre coup la dérangeait. Si une baïonnette sautait au tir, il fallait au soldat passer par-dessus le parapet pour aller la chercher, chose qui n'était possible que la nuit. Le plus grave reproche, comme le signalait le brigadier-général Currie au commandant de division, c'était qu'après quelques rondes de tir avec des munitions britanniques, `les cartouches restaient coincées dans le canon et qu'il était difficile de les en extraire. Il fallait, en fait, exercer plus qu'une pression ordinaire». Rien d'étonnant après cela que nombre de soldats de la 1re division s'armaient d'un Lee-Enfield, trouvé

chez les morts ou les blessés anglais. Si bien que le 14 mars, le commandant jugeait bon de publier un ordre de service courant qui interdisait à tous les soldats, sauf ceux de la cavalerie, de se munir du Lee-Enfield. Après la première attaque au gaz, survenue le 26 avril, les commandants de bataillon et de brigade ne s'entendaient pas sur la valeur du fusil Ross. Pour les uns, c'était une arme qui adonnait satisfaction», tandis que d'autres allaient jusqu'à dire «que c'était rien moins que criminel que d'envoyer des hommes au combat armés de ce fusil». Près du tiers des 5,000 hommes qui avaient survécu à l'enfer d'Ypres avaient donné d'une façon concrète leur avis en substituant à leur Ross un Lee-Enfield. Après la bataille de Festubert, plus de 3,000 hommes de la 1re division s'étaient irrégulièrement procuré un Lee-Enfield[89].

Un essai, fait au G.Q.G. au début de juin 1915, fit constater que les seules munitions qui permettaient un tir rapide avec le Ross étaient les balles fabriquées par l'Arsenal fédéral. Parmi les différents types de balles .303 fournies aux armées en France, la douille de fabrication canadienne (la D.A. 1914 Mark VII) était d'un calibre moindre (.010 pouce) que la douille anglaise correspondante. Ce calibre réduit avait été adopté parce que le canon du Ross était plus petit que celui du Lee-Enfield*. En même temps on avait durci le laiton des douilles canadiennes afin de réduire au minimum l'expansion au tir. Sur l'ordre du maître général de l'artillerie, les munitions acceptées de l'Arsenal fédéral devaient se soumettre à des règles de tolérance bien plus strictes que la latitude que les normes de Woolwich permettaient aux usines privées. Ces précautions visaient à rendre facile la libération de la douille dans le Ross, dont le dispositif d'éjection à mouvement direct n'avait pas la force de celui du Lee-Enfield, où un levier agissait puissamment sur un pas de vis. Non seulement le mécanisme du Lee-Enfield possédait plus de puissance pour décoincer la douille distendue par le tir, mais le mécanisme plus simple et plus à découvert le rendait moins susceptible d'être bloqué par la boue et la poussière[91].

Malheureusement, personne, semble-t-il, n'avait songé à avertir les Canadiens qui s'en allaient à la bataille des dangers d'utiliser, dans le fusil Ross, la cartouche anglaise plus grande et moins dure. «Autant que je sache, écrit le général Alderson après les essais de mai 1914, c'est la première fois qu'on constate que le tonnerre est plus exigu que celui du Lee-Enfield»[92]. En faisant l'inspection des troupes canadiennes en 1910, sir John French avait parlé de la t différence d'armement entre les troupes canadiennes et les troupes impériales» mais il ajoutait «que l'essentiel est sauvegardé par la similitude des munitions utilisées dans le fusil Ross et dans les autres parties de l'Empire»[93]. Cependant l'interchangeabilité complète n'était pas atteinte. Et cinq ans plus tard, devenu commandant en chef, quand il apprit en juin que les munitions canadiennes n'arrivaient pas en quantité suffisante en France, il ordonne de réarmer de Lee-Enfields la 1re division".

* Le tonnerre du Lee-Enfield mesurait .339 pouce au col et .462 pouce à la base. Ces dimensions pour le Ross étaient .338 et .460. Plus tard on modifia le Ross qui eut alors .341 pouce au col et .464 à la base[90].

Des mesures remédiatrices intervenaient au mois de juillet 1915. Le Conseil, de la milice ordonnait à la Ross Rifle Company d'adopter les dimensions du LeeEnfield pour le tonnerre des fusils qu'elle fabriquerait et d'aléser à ces dimensions tous les fusils qu'elle avait en stock. Tous les fusils Ross déjà au RoyaumeUni reçurent un nouveau tonnerre et, en premier lieu, ceux de la 2e division qui partait pour la France. En tout on traita ainsi 44,000 fusils. Mais, même après cette modification, on signala des cas de blocage avec certains types de cartouches .303, et des essais confirmèrent que le Lee-Enfield réagissait mieux que le Ross aux cartouches trop grosses. Le résultat de ces essais vint aux oreilles des soldats, comme aussi les expériences de Saint-Éloi où le fusil canadien s'était montré bien plus sensible à la boue que le fusil anglais. Et malgré la menace de mesures disciplinaires strictes, les hommes des 2e et 3e divisions n'en continuèrent pas moins à se pourvoir du Lee-Enfield dès qu'ils le pouvaient. On constata que la *difficulté* venait d'une variante dans la trempe de la culasse et d'une surface de choc insu fusante entre la tête et l'arrêtoir. Le remède fut de porter les dimensions de l'arrêtoir au double de ce champ de verrouillage, mais le remède venait trop tard.

Au printemps de 1916, la crise approchait de son dénouement. Requis par le chef d'état-major général du Canada de commenter les observations faites dans une lettre sur le fusil Ross, par un Américain qui servait à un rang subalterne dans le Corp des magasins militaires à Shorncliffe, le général répondit longuement en dix raisons pour lesquelles «85 p. 100 des hommes n'aimaient pas le Ross». Il nia toute connaissance de «tentatives plus ou moins organisées pour discréditer le fusil Ross» mais déclarait «qu'il ne serait pas à la hauteur de sa tâche, s'il passait sous silence quoi que ce soit qui puisse mettre en danger la vie des hommes ou le succès de nos armes»[95]

Cette lettre du commandant du corps au major-général Gwatkin provoqua, de la part du ministre de la Milice, une réponse en termes énergiques. Elle renfermait une défense fougueuse du fusil Ross et une série d'insinuations malveillantes sur les critiques que le général Alderson faisait de l'arme. «Vous semblez étrangement au courant, écrivait sir Sam, si j'en juge par votre lettre, des dix points qui doivent discréditer le fusil Ross dans l'esprit des Canadiens . . . Certains sont si stupides, si ridicules, que seul un novice, et pour une excuse, oserait les invoquer sérieusement». E attaquait le crime qui consistait à laisser de mauvaises munitions tombées entre les mains des soldats qui risquaient leur vie «pour la défense des libertés que nous chérissons tous». Il terminait en disant: «Cette grande énergie que vous déployez pour faire connaître vos intentions, si. vous me le permettez, trouverait mieux à s'employer si vous vous assuriez que les officiers de tous grades responsables fassent en sorte qu'aucune munition défectueuse ne tombât entre les mains des soldats»[96]. Sur l'ordre du ministre, des copies de cette lettre furent envoyées à tous les officiers jusqu'au rang de commandant de bataillon, tant en France qu'en Angleterre, soit 281 adresses.

Par suite de cette remarquable épître*, le général Alderson ordonna le 2 mai «qu'il soit obtenu de tous les commandants de brigade, de bataillon et de compagnie», dans les 2e et 3e divisions, «une opinion définitive et indépendante sur la valeur du fusil Ross et sur la confiance que les hommes sous leurs ordres avaient dans ce fusil»[98]. (En transmettant, par «messager sûr» copie de cet ordre au représentant personnel du ministre à Londres, le commandant de la 2e division prédisait qu'il «causerait des difficultés graves au Canada». Il prétendait que «naturellement un grand nombre d'officiers d'origine britannique se prononceraient en faveur d'un changement de fusil et il allait même jusqu'à écrire «qu'on avait trop tardé à s'occuper d'Alderson»[99].) Les réponses reçues des 2e et 3e divisions furent soumises au commandant en chef. Sur les 63 officiers de la 2e division, 25 étaient pour le Ross, 25 contre et 13 indécis. Toutes les unités et les formations de la 3e division étaient contre. Sir Douglas recommanda alors au War *Office* de donner aux deux divisions le Lee-Enfield[100.]. Le 6 juin le War Office apprenait que le gouvernement canadien était prêt à se conformer au jugement du commandant en chef. Sur une nouvelle recommandation du général Haig le 21 juin, l'armée procéda au changement. En communiquant la chose au Canada, le secrétaire d'État aux Colonies demandait de ne plus envoyer de fusils Ross en Angleterre. Il ajoutait que, si le gouvernement canadien songeait à fabriquer des fusils pour la guerre, le Conseil de l'armée croyait que le mieux serait d'améliorer les fusils actuellement fabriqués en Amérique pour l'armée anglaise et semblables au Lee-Enfield»[101] Au Canada, la fabrication de fusils en temps de guerre prit fin. Le contrat passé avec la Ross Rifle Company pour la production de 100,000 fusils était résilié et un décret du conseil, adopté en mars 1917, autorisait l'expropriation de cette fabrique†. Les plans dressés en vue de la fabrication du LeeEnfield nouveau genre ne servirent pas, car la transition aurait exigé deux ans et les troupes canadiennes pouvaient s'approvisionner en Angleterre.

* En écrivant une notice nécrologique sur le général Alderson en 1928, le major-général W. A. Griesbach disait que la position du commandant du corps d'armée avait été rendue impossible par la distribution à ses subalternes de la lettre blessante de sir Sam. «Un commandant en France, écrit Griesbach, risquait sa carrière s'il n'approuvait pas sans réserve le Rose.»[97]

† Les fusils Ross qui restaient au Canada furent modifiés et gardés en réserve. Après Dunkerque, lors de la seconde Guerre mondiale, un bon nombre de ces fusils furent expédiés par paquebot rapide en Angleterre afin de servir à la garde territoriale et aux autres unités qui ne pouvaient se procurer des fusils au Royaume-Uni.

CHAPITRE VI

LA BATAILLE DE LA SOMME, DE JUILLET À NOVEMBRE 1916

(Voir cartes n°' 5 et 6, et croquis n°' 25 à 36)

Les deux premiers mois

AVANT de suivre les Canadiens dans la bataille de la Somme, nous avons jugé utile d'étudier la situation qui les y attendait et de donner un bref aperçu de l'évolution générale de la guerre à la fin d'août 1916.

L'offensive de la Somme n'avait pas de grands objectifs géographiques. Elle avait trois buts: soulager la pression qui s'exerçait sur les armées françaises à Verdun, infliger les plus lourdes pertes possibles à l'armée allemande et aider les Alliés des autres fronts en empêchant les Allemands d'y faire passer d'autres troupes de l'Ouest[1]. (On peut y ajouter l'espoir qu'entretenait sir Douglas Haig de convaincre ceux qui critiquaient la stratégie alliée et préconisaient seulement des offensives sur des théâtres lointains, que l'Allemagne n'était pas invincible sur le front occidental[2].)

Le lieu et le moment de l'offensive furent en grande partie choisis suivant les exigences du maréchal Joffre. Bien que Haig fût indépendant dans son commandement mais («l'unité de commandement» ne devait être adoptée en France que deux années plus tard), il avait pour pratique d'accéder aux désirs de l'armée française si possible et quand les conséquences tactiques ne paraissaient pas devoir être sérieusement désavantageuses pour ses propres troupes. Il aurait préféré lancer une offensive au nord de la Lys, dans la région de Messines, ce qui lui aurait permis d'empêcher les allemands de remonter vers le nord et, au sud, d'envelopper le flanc de l'ennemi3. Mais, comme Joffre était déterminé à lancer une offensive sur la Somme (dans un secteur qui offrait peu de possibilités stratégiques) il fallait que les opérations britanniques s'effectuent à cet endroit, soit immédiatement à gauche des Français. En fait, aucun autre endroit n'offrait la possibilité d'une attaque conjointe; le dégagement, par les troupes britanniques, de la Xe armée du général d'Urbal dans le secteur d'Arras, en mars, avait fait qu'il ne restait plus de troupes françaises importantes au nord de la vallée de la Somme. Quant à lui, Haig aurait attendu, avant de passer à l'offensive, que ses forces d'attaque augmentent par l'arrivée d'hommes et de munitions, et par l'introduction d'une nouvelle arme, non encore utilisée au combat, le char; mais, comme il l'é-

crivait dans son journal du 26 mai, dès que j'eus parlé du 15. août, Joffre devint immédiatement très agité et s'écria que l'armée française n'existerait plus si nous n'agissions pas avant»[4]. On s'entendit alors sur le ter juillet.

Au début, Joffre avait l'intention de lancer à l'attaque deux armées françaises et une armée britannique sur un front de soixante milles. Mais la coûteuse défense de Verdun, s'ajoutant aux pertes énormes que les Français avaient subies durant les deux premières années de la guerre, fit que la participation de la France se réduisit à une seule armée de seulement huit divisions. Le poids de l'offensive devait ainsi porter sur les Britanniques, dont l'effectif passa à une armée et un corps, comprenant 21 divisions (plus huit supplémentaires, dont cinq divisions de cavalerie, en réserve au quartier général). Le front d'attaque se réduisit à 24 milles. Il s'étendait du secteur de Gommecourt, à mi-chemin entre Arras et la Somme, jusqu'à un point situé à quatre milles au sud du fleuve[5].

De Péronne à Amiens, la Somme coule vers l'ouest dans une large vallée qui fait partie de la grande plaine du nord de la France. Contrairement au pays plat qui s'étend au sud du fleuve, le nord présente des vagues de dunes crayeuses entrecoupées, ici et là, de ruisseaux et de nombreuses routes encaissées. L'accident topographique éminent du champ de bataille était l'arête basse, longue de huit milles qui s'étendait de Thiepval à Ginchy et Morval. Haute de 500 pieds audessus du niveau de la mer, elle dominait les hautes terres au nord et à l'est, et formait la ligne de partage des eaux entre la Somme et l'Ancre, son tributaire. On l'appelait parfois l'arête de Pozières, d'après le village du même nom situé non loin du faîte de la crête, sur la route allant d'Amiens à Cambrai. Tout le riche pays environnant, était parsemé de gros villages, et les fermes isolées étaient peu nombreuses. Les seuls obstacles naturels aux mouvements de troupes étaient, ici et là, un petit bois et les abords marécageux des deux cours d'eau.

A la fin de juin, le front s'étendait en direction du sud à partir de Gommecourt, traversait la route d'Amiens-Cambrai à un mille et demi au nord-est d'Albert; à trois milles au sud, il courait vers l'est sur trois autres milles et contournait les pentes méridionales de la crête de Thiepval-Morval, avant de descendre vers le sud en dessinant une boucle vers les marécages formés par les crues de la Somme, près de Maricourt. Les postes avancés de l'ennemi, protégés par deux grandes ceintures de barbelés mesurant chacune trente verges de largeur, consistaient en trois tranchées successives situées à 150 verges l'une de l'autre. La première abritait une rangée de troupes postées en sentinelles; dans la deuxième vivaient les troupes stationnaires; les renforts rapprochés se trouvaient dans la troisième. De 2,000 à 5,000 verges à l'arrière, une deuxième position forte occupait un point de commande le long de l'arête de Pozières. Elle était aussi bien protégée par des barbelés que la ligne avancée. Dans chacune de ces lignes, des débris creusés à 20 ou 30 pieds dans le sous-sol crayeux, chacun pouvant contenir 25 hommes, devaient offrir une protection efficace contre un bombardement d'artillerie. Une ligne intermédiaire de points d'appui avait été établie à mille verges derrière la première ligne.

Conformément aux principes du général von Falkenhayn sur la défense rigou-

reuse d'un front, la position antérieure comptait une forte garnison, de sorte que le gros de chaque régiment de première ligne se trouvait à moins de mille verges de la zone disputée. (Au commencement de la bataille de la Somme, les régiments de première ligne postaient couramment deux de leurs bataillons au sein du réseau de tranchées le plus avancé ou tout près, tandis que le troisième se partageait entre les points d'appui intermédiaires et la seconde position[6].)

Sur la droite, la VIe armée française (général Marie-Émile Fayolle) devait attaquer de part et d'autre de la Somme, sur un front de six milles, deux divisions étant disposées sur la rive nord et quatre sur la rive sud. Au nord de la ligne de démarcation interalliée, qui passait par Maricourt immédiatement au nord du fleuve, la quatrième armée du général sir Henry Rawlinson, nouvellement formée, porterait le coup principal avec treize divisions (et cinq divisions de réserve), sur un front de seize milles. Sur sa gauche, un contingent de trois divisions détaché de la troisième armée, du général sir Edmund Allenby, devait livrer une attaque subsidiaire sur Gommecourt, afin d'y retenir les forces allemandes et d'attirer les réserves ennemies vers ce secteur. Dans la dernière partie du mois de juin, pour ajouter à cette ruse, le reste de la troisième armée, postée plus au nord, et la première et la deuxième armées plus loin avaient simulé des préparatifs d'offensive sur leur front respectif.

Ces manoevres ne semblent pas avoir eu l'effet attendu. Sur la droite de la deuxième armée allemande, qui défendait le secteur au nord de la Somme, on avait pu observer des préparatifs d'attaque depuis la fin de février. Se fondant sur les indices qu'il avait pu recueillir, le prince héritier Rupprecht avait, le 19 juin, acquis la certitude qu'une grande attaque était imminente dans ce secteur[7]. En déplaçant les divisions qu'ils avaient affectées au début de l'été aux quatrième et sixième armées, les Allemands avaient tenté assez maigrement de remplacer les effectifs de premier ordre qu'ils en avaient retirés pour les utiliser dans la bataille de Verdun. Toutefois, dès le 23 mai, le haut commandement avait fourni au général von Below le moyen de renforcer l'aile nord de sa deuxième armée en ajoutant la 2e division de réserve de garde au secteur de Gommecourt. Le le" juillet, von Below disposait donc, au nord de la Somme, de cinq divisions et deux tiers, tandis qu'il en avait trois au sud du fleuve, dans le secteur où devait se dérouler l'attaque*. Ces formations s'appuyaient sur 598 pièces d'artillerie légère, 246 pièces d'artillerie lourde et 104 avions[8].

Avec 185 appareils, le Royal Flying Corps avait la maîtrise des airs audessus de la Somme. Mais au sol, bien que dotée de 441 obusiers et canons de gros calibre, (y compris seize obusiers de 220 mm français) l'artillerie britannique n'avait pas une supériorité suffisante. Les objectifs choisis par sir Douglas Haig

* Au nord de la Somme s'échelonnaient, du nord au sud, la 2° division de réserve de garde, la 52° division d'infanterie, la 26° division de réserve (Württemberg), la 28° division de réserve et la 12° division d'infanterie, plus les deux tiers de la 10° division d'infanterie bavaroise, répartis entre les points saillants. Au sud du fleuve, dans le secteur où devait se dérouler l'attaque des Alliés, se trouvaient les 121°, 11° et 35° divisions d'infanterie. Quatre autres divisions venaient compléter l'ordre de bataille de la deuxième armée. La réserve générale comprenait en outre deux divisions et un tiers, et la réserve du haut commandement (qui releva directement de la Deuxième armée à compter du le juillet) en comptait trois autres.

trahissaient l'optimisme que lui avait communiqué le général Joffre, qui avait la conviction qu'en portant un dur coup initial sur un front étendu on pouvait enfoncer à la fois la première et la seconde lignes allemandes[9]. La Quatrième armée devait prendre une position sur l'arête de Pozières allant de Montauban, à proximité des lignes françaises, à Serre, soit à deux milles au nord de l'Antre. Il s'agissait en fait d'effectuer une avance d'environ un mille et demi sur un front de 22,000 verges puis, de Pozières vers le nord, la Quatrième armée devrait prendre près de cinq milles de la deuxième ligne de défense des Allemands.

L'attaque des Alliés a commencé à 7 heures et demie du matin le let juillet. Un bombardement dévastateur qui durait depuis sept jours et auquel s'étaient ajoutées de nombreuses décharges de gaz sur les lignes ennemies avaient maintenu les Allemands en alerte continuelle, mais ceux-ci ne s'attendaient à une attaque que sur la rive nord du fleuve, dans le secteur britannique. En conséquence, les forces françaises n'ayant rencontré qu'une faible résistance purent atteindre leurs premiers objectifs assez facilement. L'aile droite des troupes du général Rawlinson réussit, pour sa part, à saisir la position avancée des Allemands, mais ailleurs sur le front britannique la plupart des avantages coûtèrent extrêmement cher et furent temporaires, puisqu'on les reperdit avant le crépuscule. Un million et demi d'obus déversés sur les lignes allemandes au cours du bombardement préliminaire et du premier jour de l'attaque avaient saccagé les ouvrages de surface de l'ennemi, mais laissé intacts bon nombre des abris-cavernes, échec qui fut imputé à l'insuffisance d'obusiers lourds et à la grande quantité de munitions défectueuses. C'est ce qui explique que les recrues de l'armée territoriale et de la Nouvelle armée, dont la bravoure ne faisait pas de doute à la fin de ce premier jour, au fur et à mesure qu'elles avançaient à une «allure constante», suivant la formation en ligne pratiquée à l'époque mais peu souple, furent fauchées par les mitrailleurs allemands qui, après être restés cachés sous terre pendant le bombardement et le tir de barrage, étaient rapidement sortis de leurs abris pour reprendre leur tir. Les combats de ce premier jour coûtèrent 57,470 hommes aux Britanniques[10]. C'est ce jour-là que le Ist Newfoundland Regiment fut presque complètement fauché en attaquant les tranchées allemandes au sud de Beaumont-Hamel. (Voir plus loin, p. 550).

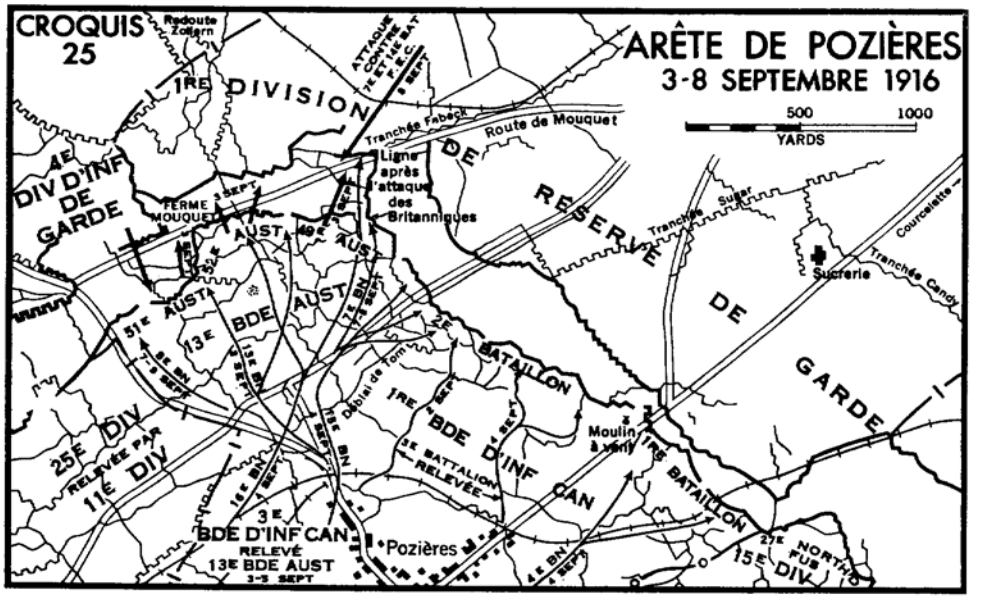
La bataille d'Albert continua encore durant douze jours, alors que sir Douglas Haig tentait d'exploiter le succès de son aile droite. Puis, dans une grande offensive lancée à l'aurore le 14 juillet (la bataille de l'arête de Bazentin), les 13e et 15e corps d'armée attaquèrent à mi-chemin entre la Somme et l'Antre, et enfoncèrent la deuxième position des Allemands sur un front de 6,000 verges. Dans cette opération, la brigade de cavalerie canadienne était rattachée à la 2e division de cavalerie indienne qui, toutefois, n'a pas été mise à contribution. Un escadron du Fort Garry Horse* s'est acquitté, d'une tâche de second ordre11. Neuf jours plus tard, le 13e corps d'armée s'emparait de la plus grande partie du Bois de Delville, situé à un mille à l'ouest de Ginchy, tandis que le ler corps d'Anzacs prenait Pozières, sur la route d'Amiens-Bapaume-Cambrai. Ces opérations assuraient

* Cette unité avait rejoint la Brigade à la fin de février 1916, en remplacement du 2e King Edward's Horse.

un appui important sur l'arête de Thiepval-Morval. Durant le mois d'août et la première moitié de septembre, les Britanniques continuèrent de harceler vigoureusement les Allemands. Haig voulait, en «ne laissant aucun répit ni repos à l'ennemi»[12], user sa résistance faiblissante au point où une autre puissante attaque pourrait anéantir le reste de ses défenses. Jusqu'à la reddition de Ginchy, le 9 septembre, la plupart des positions de deuxième ligne étaient aux mains des Britanniques et, le long de la Somme, les Français avaient presque atteint Péronne. Au point de pénétration le plus avancé, l'avance était d'environ 7,000 verges. Il fallait encore, cependant, s'emparer de l'extrémité du plateau du côté de Thiepval, et la ligne du nord restait la même qu'au début de l'offensive. Les deux mois de combats incessants qui se terminèrent à la fin d'août avaient coûté près de 200,000 hommes aux Britanniques et plus de 70,000 aux Français. Les Allemands, engagés dans une défense coûteuse le 2 juillet, par ordre de von Falkenhayn qui leur avait enjoint de ne pas céder un seul pouce de terrain, ou de le reprendre coûte que coûte s'ils en perdaient, avaient subi des pertes qu'on estimait à 200,000 soldats. Ils se voyaient forcés de remplacer leurs divisions après seulement quatorze jours au front.

Les Alliés avaient donc atteint rapidement un de leurs objectifs. L'ennemi ayant abandonné dès le début de juillet son offensive contre Verdun, de nouvelles troupes se trouvaient libérées de part et d'autre pour la bataille de la Somme. Dans le même temps, dans les autres secteurs terrestres et sur mer, la guerre progressait de façon assez bien au gré de l'Entente. La bataille du Jutland (les 31 mai et le[r] juin), même si les Allemands la revendiquaient comme une victoire, n'avait pas ébranlé la suprématie navale de la Grande-Bretagne et, après une nouvelle sortie de la grande flotte maritime des Allemands effectuée à la mi-août, l'ennemi restreignit son activité navale surtout à la guerre sous-marine. L'Italie et la Russie s'acquittaient de leur part du programme allié d'opérations coordonnées. L'offensive lancée au Tyrol autrichien en mai ayant échoué, le chef d'état-major italien, le général Luigi Cadorna, avait pu reprendre ses incursions en Autriche en franchissant la frontière nord-est. Une attaque à laquelle participaient 22 divisions commençait le 6 août au delà de l'Isonzo (la sixième bataille de l'Isonzo) et aboutit à la prise de la Gorizia le 9 août. Au même moment, après avoir résisté à une contreoffensive allemande au sud des marais de Pripet, qui faisait suite à l'offensive de Brusilov en juin, les Russes lançaient une nouvelle attaque en Galicie le 7 août. Ils repoussèrent les Autrichiens jusque devant Lemberg tandis que, au sud, ils progressaient sensiblement vers les Carpathes. En réponse à cette menace, l'ennemi fit appel à toutes les forces dont il pouvait disposer de l'extrémité nord de son long front de l'est et, malgré les exigences de Verdun et de la Somme, il fit venir des renforts de l'Ouest. A la fin d'août, dix divisions allemandes complètes avaient gagné l'Est, y compris une division destinée à la campagne contre le dernier venu des adversaires des Puissances centrales, la Roumanie, oui, après être longtemps restée indécise avait déclaré la guerre à l'Autriche le 27[13].

L'entrée en guerre de la Roumanie, l'échec allemand à Verdun et les lourdes pertes subies sur la Somme amenèrent le renvoi de von Falkenhayn. Un des chefs



allemands des plus capables, il avait redonné confiance aux armées allemandes après leur insuccès sous von Moltke sur la Mame et, en 1915, avait chassé les Russes de la Pologne et de la Galicie puis assuré la défaite de la Serbie. En 1916, au lieu de tirer partie de ses succès dans l'est, il s'était embarqué dans une offensive à l'ouest, où on l'accusait d'avoir sousestimé la puissance des Alliés et de s'être engagé à Verdun pendant que la Russie restait un ennemi à redouter. Le nouveau chef de l'état-major général, qui devait bientôt devenir le commandant suprême de toutes les armées des Puissances centrales, était le feld-maréchal Paul von Hindenburg qui, depuis novembre 1914, était commandant en chef dans l'est. Le lieutenant-général Erich Ludendorff, étroitement associé à Hindenburg depuis le mois d'août 1914, lui était adjoint. Ensemble, ils avaient gagné les batailles de Tannenberg et des lacs de Masurie, et arrêté les plans de la grande offensive lancée contre les Russes en 1915. Devenu premier quartier-maître général, Ludendorff devait partager la responsabilité de von Hindenburg pour la conduite des opérations[14].

La dernière intervention de von Falkenhayn avant son départ pour aller diriger l'offensive contre la Roumanie consista à réorganiser le commandement des forces allemandes sur la Somme. A la mi-juillet, les troupes de von Bülow, au nord de la Somme, avaient été incorporées dans la nouvelle Première armée sous son commandement. Au delà du fleuve, il y avait encore la Deuxième armée, alors commandée par le général von Gallwitz, qui reçut temporairement le commandement de ce groupe de deux armées. Le 28 août, von Falkenhayn ajouta la Sixième armée (devant Arras) au groupe et plaça cette nouvelle armée agrandie sous le commandement du prince occidental, que le quartier général d'un grou-

pe d'armées constituait un commandement distinct, muni de son propre étatmajor[15].

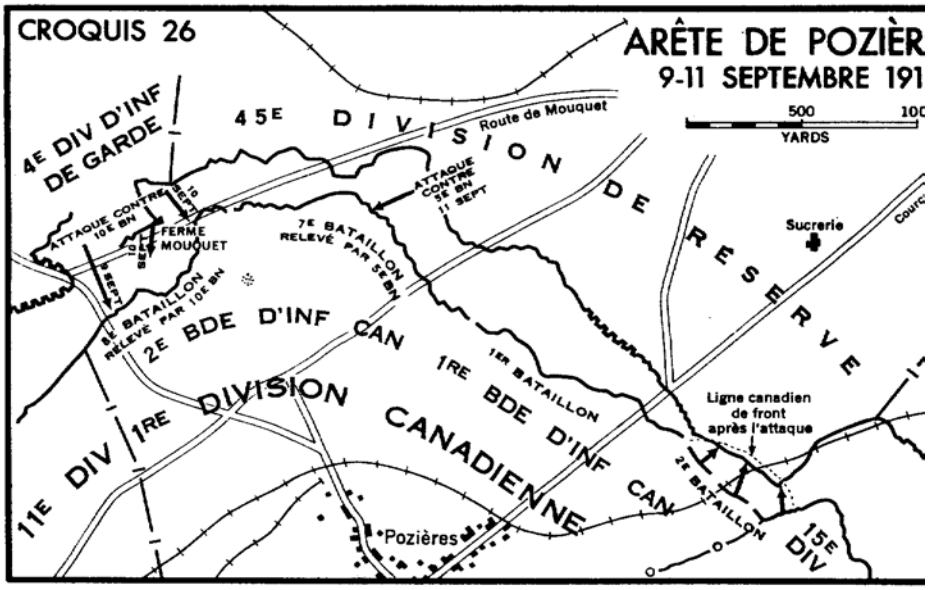
Les dernières directives de von Falkenhayn étaient de rester strictement sur la défensive, afin de ménager les forces en vue d'un état d'urgence. Mieux que personne, il se rendait compte que l'Allemagne était dangeureusement à court de soldats formés. «Sous la très lourde pression qui pèse sur nous, écrivait-il le 21 août, nous ne disposons d'aucun excédent de puissance. Tout déplacement d'effectif dans une direction amène tôt ou tard un dangereux affaiblissement en un autre endroit, qui peut provoquer notre perte advenant la moindre erreur de calcul dans la prévision des mesures auxquelles on peut s'attendre de la part de l'ennemir[16]. Les décisions que les Alliés avaient prises à Chantilly semblaient porterfruit.

Les Canadiens sur la Somme

Le 30 août, le corps d'armée canadien commençait à relever le ler corps d'Anzacs aux environs de Pozières. Le général Byng prenait le commandement du nouveau secteur le 3 septembre. C'était là le premier déplacement stratégique du corps d'armée et il s'agissait pour celui-ci d'un échange de responsabilité avec les Australiens à l'égard de fronts éloignés de 50 milles. Ce corps d'armée faisait alors partie de l'armée de réserve du général sir Hubert Gough qui venait d'être constituée et qui, le 3 juillet, avait remplacé la quatrième armée dans le secteur nord du champ de bataille de la Somme.

Sir Douglas Haig voulait donner aux Canadiens le temps de s'installer avant de les jeter dans une offensive. Une directive du grand quartier général en date du 19 août avait annoncé l'intention du commandant en chef de déclencher une grande attaque vers la mi-septembre et d'utiliser là «des troupes fraîches et toutes les ressources disponibles»[17]. Voilà le rôle que le commandement avait assigné aux Canadiens. Tandis que les 2e et 3e divisions canadiennes se préparaient au combat, la 1re division tenait tout le front confié au corps d'armée, soit 3,000 verges de tranchées avariées s'étendant vers l'ouest le long de l'arête de Pozières, depuis le flanc de la Quatrième armée (immédiatement à l'est de Pozières) jusqu'à un point situé à 700 verges à l'ouest de la ferme Mouquet, place forte de la deuxième position des Allemands qui s'appuyait sur un réseau d'abris-cavernes que six assauts acharnés des Australiens n'avaient pas réussi à emporter. Comme nous le verrons, la participation de la division n'a pas été aussi calme que sir Douglas Haig l'avait prévu.

Les Australiens ont livré leur dernière attaque contre la ferme Mouquet le 3 septembre avec leur 13e brigade qui s'était adjoint temporairement le 13e bataillon de la 3e brigade canadienne de relève. Si l'attaque ne réussit pas à assurer la ferme aux Alliés, ceux-ci s'emparèrent néanmoins de 300 verges de la tranchée allemande Fabeck, qui s'étendait vers le nord-est en direction de Courcelette. Dans une tentative en vue de prolonger cette avance, les deux compagnies du bataillon canadien subirent 322 pertes. La relève des troupes australiennes se terminait le matin du 5 et, durant trois autres jours, la 3e brigade canadienne, malgré le feu



nourri et de fréquentes contre-attaques, sut conserver plus de 2,000 verges de front, y compris les avantages réalisés le long de la tranchée Fabeck. Les 970 pertes que la brigade a subies pendant cette période constituaient pour celle-ci une excellente raison de se souvenir de ce premier tour de service sur la Somme. Au matin du 8 septembre, pendant que la 2e brigade prenait la relève, les Allemands reprirent le tronçon de la tranchée Fabeck alors presque démoli[18].

Le lendemain, les Canadiens amélioraient quelque peu leur position, lorsque le 2e bataillon canadien s'emparait d'une partie d'une tranchée allemande longue d'environ 500 verges au sud du chemin de Cambrai. Le bataillon, qui s'empara de son objectif et s'y maintint (ce qui lui valut les félicitations du commandant en chef), devait beaucoup à la bravoure de l'un de ses jeunes officiers non brevetés, le caporal Léo Clarke. Au cours de la construction d'un poste permanent sur le flanc du bataillon, la plupart des membres de son petit groupe de bombardement furent tués ou blessés, pendant qu'ils dégageaient un prolongement de la tranchée dont ils venaient de s'emparer. On se trouvait à court de grenades. Alors que Clarke élevait une barricade temporaire, un peloton de 20 soldats ennemis, dirigés par deux officiers, se lança à la contre-attaque le long de la tranchée. Avec sangfroid le caporal les repoussa. A deux reprises il vida sur les Allemands son pistolet puis deux fusils ennemis qu'il avait ramassés. Il abattit l'un des officiers qui l'avait atteint d'un coup de baïonnette dans la jambe; on lui attribue le mérite d'avoir tué ou blessé au moins seize soldats ennemis avant que les autres prennent la fuite. Il abattit ensuite quatre autres Allemands en déroute, et en captura un cinquième, seul survivant ennemi[19]. Son exploit courageux mérita au caporal Clarke la première des deux Croix de Victoria remportées par son bataillon. Il fut tué cinq semaines plus tard avant d'apprendre qu'il avait obtenu cette décoration.

La bataille de Flers-Courcelette

La bataille de Flers-Courcelette, assaut de deux armées lancé par sir Douglas Haig le 15 septembre, englobait un front plus étendu que son nom ne le laisse supposer. Même si les deux villages ne sont éloignés que de trois milles l'un de l'autre, le champ de bataille s'étendait sur dix milles, soit de Combles sur l'aile gauche des Français, à Thiepval, surplombant la rive gauche de l'Ancre. La Quatrième armée du général Rawlinson, qui livrait l'attaque principale avec trois corps d'armée, avait pour objectif Flers et les villages avoisinants de Morval, Lesbœufs et Gueudecourt, tous défendus par la troisième ligne allemande. On avait commencé à établir ces ouvrages de défense en février 1916 et on les avait terminés depuis le début de l'offensive, le ter juillet. Des Alliés espéraient qu'en enfonçant la ligne en cet endroit leur cavalerie pourrait s'avancer jusqu'à Bapaume. La tâche de l'armée de réserve consistait à protéger le flanc gauche et à seconder le groupe canadien pour s'emparer de points d'observation aux environs de Courcelette, afin de pouvoir observer la troisième position. A la gauche des Canadiens, le deuxième corps d'armée devait exercer une pression au sud de Thiepval. Deux innovations étaient censées renforcer sensiblement l'assaut, c'est-à-dire un barrage rampant que l'artillerie venait d'adopter* et le recours à un engin de guerre absolument nouveau, le char de combat[21].

Les ravages que les armes automatiques des Allemands leur avaient infligés en 1915 avaient poussé les Alliés à inventer un engin qui pourrait détruire les nids de mitrailleuses, après avoir franchi les barbelés et les tranchées de l'ennemi. Au début de la guerre, un officier des Royal Engineers, le lieutenant-colonel E. D. Swinton (qui devint par la suite le major-général sir E. D. Swinton) avait mené des expériences poussées à l'égard d'un tel engin, sans toutefois parvenir à intéresser le War Office à son projet. La clairvoyance de Winston Churchill, alors premier lord de l'Amirauté, lui fut d'un grand secours. En janvier 1915, celui-ci fit valoir au premier ministre les avantages des «chenilles» et obtint, à la fin de l'été, la même année, l'autorisation de faire établir un prototype du nouvel engin. Un essai effectué en secret le 2 février 1916 ayant été couronné de succès, on commanda cent de ces engins. Afin de ne pas révéler la nature de la nouvelle arme, on abandonna la désignation «croiseur terrestre» ou celle de «vaisseau terrestre» utilisées pendant les expériences pour adopter celle de «char», sans démentir les rumeurs selon lesquelles ces curieux engins étaient des transporteurs d'eau destinés au Moyen-Orient ou des charrues à neige pour le front de Russie[22].

Le modèle qui devait bientôt apparaître sur le champ de bataille (le Mark I) était long de 261 pieds et traînait une «queue» de 6 pieds (soit deux roues lourdes placées à l'arrière pour absorber les coups et faciliter la direction); il avait près de 14 pieds de largeur et environ 71 pieds de hauteur. Tout équipé, il pesait 28 tonnes. Un moteur Daimler de six cylindres et 105 chevaux lui assuraient une vitesse maximum de 3.7 milles à l'heure, qui pouvait se réduire à i mille à l'heure

* L'emploi d'un tel barrage avait fait l'objet de discussions avant la guerre, mais les munitions étant rares on ne l'avait pas essayé avant l'offensive de la Somme. Bien qu'il n'eût pas été très efficace dans la bataille d'Albert, à la mi-septembre, il était devenu un moyen d'attaque reconnu[20].

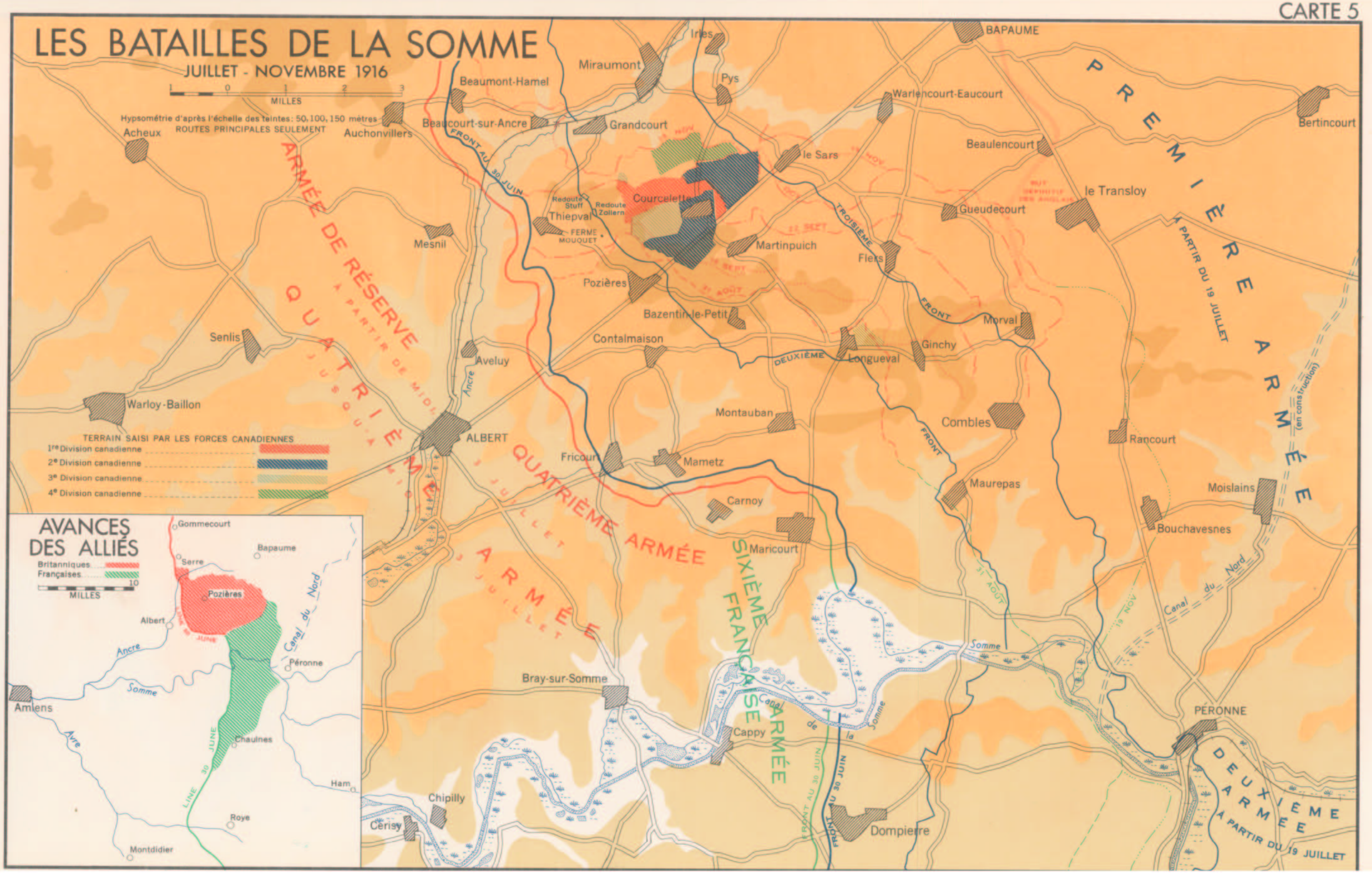
en terrain très ravagé par les obus. Il pouvait franchir une tranchée large de dix pieds. Suivant leur armement, ces chars étaient désignés comme «mâle» ou «femelle». Le «mâle» portait deux canons de 6 livres et 4 mitrailleuses Hotchkiss destinées à détruire les nids de mitrailleuses ennemies; le «char» femelle était armé de mitrailleuses seulement: 5 vickers et une Hotchkiss devant servir contre l'ennemi lui-même[23]. L'équipage, issu du corps *des* mitrailleuses lourdes (il devait plus tard porter le nom de corps des chars), comptait un officier et sept hommes. Les premiers chars de combat étaient expédiés en France à la mi-août, et au début de septembre un petit centre d'instruction' fut mis sur pied non loin d'Abbeville pour les deux nouvelles compagnies (chacune était équipée de 25 engins) qui devaient prendre part au prochain combat. Les équipages n'eurent que le temps d'apprendre à conduire ces chars et à manier les armes; il y eut très peu d'occasions de faire manoeuvrer l'infanterie et les chars ensemble[24].

Autre aspect nouveau de l'attaque du 15 septembre, c'est que, en général, sauf dans le secteur du groupe canadien, on n'avait *pas* prévu une avance continue vers une ligne désignée comme objectif, mais une avance par bonds vers une série d'objectifs successifs. Les combats de *juillet* avaient fait ressortir l'erreur qu'il y avait à s'en remettre au bombardement préliminaire pour détruire toute opposition. Les commandants d'armée n'osaient plus affirmer que «rien ne pouvait subsister à la fin d'un bombardement dans la région atteinte»[25] et laisser supposer que l'infanterie pouvait tout à loisir prendre possession de la région. Presque toujours l'infanterie avait rencontré une âpre résistance, de sorte que souvent, même si la première vague atteignait son objectif *lointain, les* soldats étaient trop épuisés et trop réduits en nombre pour parfaire leur tâche. Les vagues qui franchissaient à leur suite le terrain disputé, à des intervalles de cent verges, s'étaient aussi trouvées exposées au feu meurtrier des positions dont *on* ne s'était pas emparé. La philosophie officielle n'était pas encore prête à reconnaître *la* théorie de l'avance par petits groupes au lieu de vagues; l'infiltration était encore inconnue. Une fois que l'artillerie avait fait son oeuvre, l'infanterie prenait la situation en main, et l'on avait une confiance extrême dans la théorie des nombres. Jusqu'à la fin des combats de la Somme, les commandants d'unités et de formations devaient s'en remettre aux directives d'instruction émises par le grand quartier général au mois de mai! ... l'expérience a maintes fois démontré que pour capturer une tranchée ennemie, la file simple a souvent échoué, la double ligne de soldats a le plus souvent échoué mais parfois réussi, la ligne triple a généralement réussi et parfois échoué, tandis que, dans le cas de quatre lignes ou plus, le succès a été la règle générale[26]».

Même si elles étaient restreintes, les limites prescrites pour la bataille de Flers-Courcelette étaient suffisamment étendues, d'après les normes futures, puisqu'elles s'allongèrent jusqu'à 1,900 verges sur le front de la Quatrième armée. Le corps d'armée canadien, qui attaquaitsur le flanc droit de l'armée de réserve avec deux divisions sur un front de 2,200 verges, devait avancer d'un seul bond qui, long de 1,000 verges sur la droite, diminuait à moins de 400 verges sur la gauche. Les objectifs de la 2e division qui livraient l'assaut principal de part et d'autre du chemin d'Albert-Bapaume étaient les, installations de défense devant Courcelette. Celles-ci comprenaient la tranchée Candy (établie du nord à l'ouest

LES BATAILLES DE LA SOMME

JUILLET - NOVEMBRE 1916



depuis Martinpuich), les ruines puissamment fortifiées d'une sucrerie à proximité de la route de Bapaume, et quelque 1,500 verges de la tranchée Sugar qui croisait la tranchée Candy. Sur la gauche, la 3e division commandée par le major-général Lipsett, son front occupé par la 8e brigade, avait pour tâche d'assurer la protection sur le flanc.

Sur les 49 chars disponibles pour cette opération, les sept dévolus à l'armée de réserve furent tous confiés au général Turner. Ce corps blindé canadien consistait en deux détachements de trois chars chacun et l'on en gardait un en réserve. Le détachement de droite, travaillant de concert avec la 4e brigade canadienne, avait pour consigne d'avancer à toute vitesse des deux côtés du chemin de Bapaume, à travers une trouée dans le barrage d'artillerie et de s'attaquer aux mitrailleuses ennemies postées à Martinpuich et à la sucrerie. Les chars qui appuyaient la 6e brigade sur la gauche devaient monter derrière le barrage et «couvrir le flanc gauche de l'infanterie puis aider au nettoyage». Arrivés à la sucrerie, ils devaient «s'attaquer à toute mitrailleuse qui se trouvait là ou à Courcelette et qu'ils pourraient liquider»[27]. Cinq fantassins furent assignés à chaque char avec mission de le devancer pour enlever du chemin les morts et les blessés.

L'heure H était fixée à 6h.20 du matin, le 15 septembre. Presque immédiatement, les canons, qui s'alignaient presque roue contre roue dans la vallée de Sausage, derrière Pozières, se joignirent au terrible bombardement qui fit éruption des pièces de tout calibre massées sur des milles et des milles tout le long du front. Le vrombissement des chars qui se frayaient un chemin vers l'avant ajoutait une note insolite au tintamarre général. Malgré la vigoureuse résistance (de la 45e division de réserve) l'attaque se déroula de façon satisfaisante. L'artillerie avait annihilé toute opposition des tranchées allemandes de première ligne, et celles-ci furent prises en un quart d'heure. Sur la droite des Canadiens, les trois bataillons d'attaque de la 4e brigade avaient atteint leurs objectifs à 7 heures, le 21e ayant capturé 145 prisonniers dans les ruines de la sucrerie. Une demi-heure plus tard, la 6e brigade faisait savoir qu'elle avait réussi à l'ouest de la route.

La présence des chars incita nombre d'Allemands à se rendre et provoqua notamment une remarque amère de la part de quelques-uns d'entre eux qui disaient que «ce n'était pas la guerre, mais une boucherie sanglante»[28]. Dans l'ensemble, toutefois, les blindés ne réussirent pas, dans cette première intervention, à s'acquitter des tâches qui leur avaient été assignées (même si l'un des chars, en plus d'infliger des dommages matériels et de démoraliser l'ennemi, abattit un fil téléphonique qui permettait aux positions avant de l'ennemi de communiquer avec l'arrière). Sur les six chars confiés aux Canadiens, tous furent mis hors de combat soit avant, soit pendant l'attaque par suite d'enlisement ou de panne, quatre d'entre eux ayant été atteints par le tir d'obus. Un rata le départ et, sur les cinq autres, un seul atteignit son objectif[29]. Sur les 32 chars de la Quatrième armée qui prirent le départ à l'heure H, dix seulement atteignirent les premières lignes et purent aider l'infanterie à s'emparer de ses objectifs[30]. Les autres s'échouèrent ou tombèrent.en panne (ils n'étaient pas faits pour un terrain parsemé de tels trous d'obus; du reste les distances qu'on leur avait fait parcourir au cours des essais ou

des démonstrations les avaient presque usés avant le combat) ou furent détruits ou atteints par le feu d'artillerie. L'utilisation tactique des engins blindés avait fait l'objet de peu d'étude. Il est permis de douter de la sagesse de la méthode qui avait consisté à éparpiller les engins ici et là le long du front, ce qui les soustrayait à la maîtrise du commandant de compagnie*. L'emploi judicieusement coordonné de l'artillerie, des chars et de l'infanterie était encore inconnu.

Dans son rapport, le général Turner prédisait que le nettoyage serait «un jour le rôle principal de ces engins», ajoutant qu'il entrevoyait de plus grandes possibilités. «Une partie des chars, écrivait-il, devrait cependant progresser jusqu'à l'objectif final et avoir pour objet de contribuer à la démoralisation de l'ennemi et de le maintenir en haleine. .. Si nous les avions utilisés de cette façon le 15 septembre ... dès 10 heures nous aurions pu être maîtres de Courcelettea. Le commandant du corps d'armée affichait la même réserve: «Les chars constituent un utile complément de l'infanterie, mais rien de plus»[32]. Mais le commandant en chef était très satisfait de la tenue de cette nouvelle arme: quatre jours après la bataille, il demandait au War Office de lui fournir mille chars[33]. Pour sa part, le haut commandement allemand fut si peu impressionné par les engins que, à notre grand avantage, il ne tenta pas immédiatement de nous imiter, pas plus qu'il n'accorda l'attention nécessaire au problème que posait la défense antichar[34].

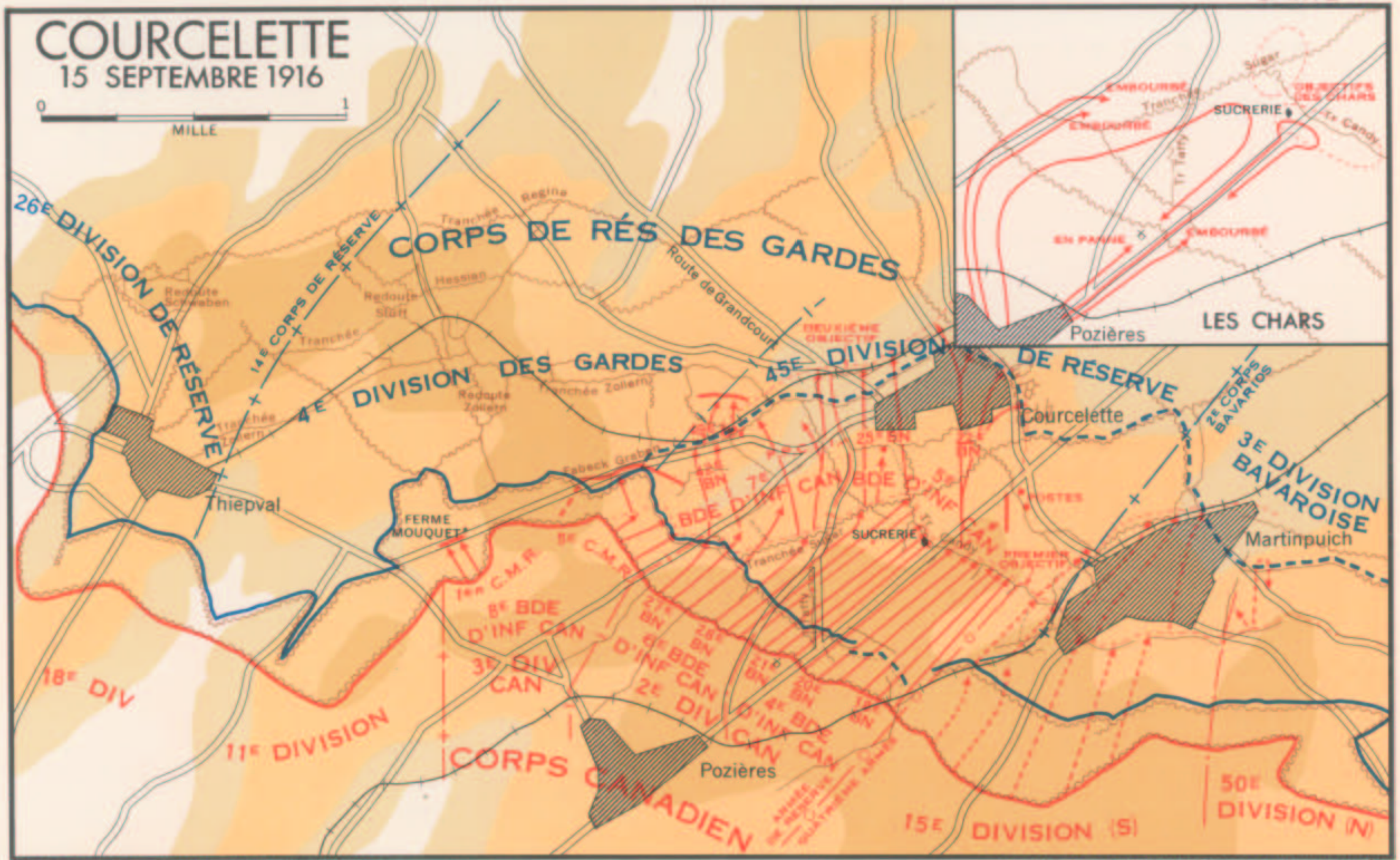
Les tranchées Fabeck et Zollern, du 15 au 20 septembre

Sur l'aile gauche, devant la ferme Mouquet, la 8e brigade avait connu le succès. Afin de profiter de l'avantage qu'il avait acquis, moins d'une heure après que la 2e division eut atteint ses objectifs, le général Turner ordonnait aux 4e et 6e brigades d'établir des postes à l'extrémité sud de Courcelette et le long d'un chemin creux qui reliait Courcelette et Martinpuich. Les Allemands qui, au cours de la journée, tentèrent de déloger ces avant-postes, subirent de lourdes pertes sous le feu d'artillerie des Britanniques. A 1 le général Byng donnait l'ordre d'attaquer le même soir (le 15) Courcelette et la tranchée Fabeck qui, depuis l'extrémité ouest du village, suivait une longue pente en direction de la ferme Mouquet. Afin de donner au 3e corps d'armée britannique le temps d'occuper Martinpuich au cours de l'après-midi, l'assaut des Canadiens devait avoir lieu à 6 heures du soir. La 5e brigade (brigadier-général A. H. Macdonell) fut prise au corps de réserve et mise en activité sur la droite, tandis que les objectifs du flanc gauche étaient confiés à la 7' brigade (brigadier-général A. C. Macdonnell)[35].

La seconde attaque, que les Canadiens menèrent au cours de cette même journée, fut déclenchée au grand jour sans aucune base avancée, ce qui, au dire du commandant d'armée, «ne s'était jamais vu au cours de la présente campagnes»[36].

* M. Winston Churchill écrit qu'il fut contrarié lorsqu'il apprit de M. Lloyd George que le War Office voulait .livrer un secret d'une telle importance à l'ennemi à l'occasion d'une opération aussi insignifiante.. II tenta vainement d'obtenir du premier ministre, M. Asquith, qu'on remette l'utilisation des chars au jour où l'on pourra les employer en nombre suffisant pour qu'ils aient quelque importance tactique[31].

CARTE 6



Reproduite par le service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'É-M.

Après dix minutes d'une «vive attaque à la baïonnette» sur la droite par. *le* 22e bataillon et sur la gauche par le 25e pendant cinq minutes, les deux unités avancèrent tout droit à travers la ville, tandis que le 26e bataillon entreprenait le nettoyage. Plusieurs des défenseurs (les 210e et 211e régiments de réserve de la 45e division de réserve) demeuraient encore dans les caves et les abris dont les entrées étaient tellement bien camouflées qu'il fallut deux jours pour les en déloger. Entretemps, en face de la ville, les 22e et 25e bataillons essuyèrent des contre-attaques répétées: 14 en tout dans le cas du 22e, dont sept durant la première nuit. Après la bataille, le commandant du 22e, le lieutenant-colonel T.-L. Tremblay, écrivait dans son journal: «Si l'enfer est aussi horrible que ce que j'ai vu à Courcelette, je ne souhaiterais pas à mon pire ennemi d'y aller»[37]. En quatre jours, soit du 15 au 18 septembre, le 22e bataillon subit 207 pertes, le 25e, 222 et le 26e, 224. Au nombre des pertes allemandes durant les cinq premiers jours figuraient 1,040 prisonniers[38]. L'histoire des régiments de la 45e division de réserve rend hommage à la bravoure de leurs adversaires canadiens à Courcelette*.

Le combat fut difficile dans le secteur de la 3e division. Sur la gauche de la 7e brigade, le 42e bataillon s'était emparé de son secteur de la nouvelle ligne sans trop de difficulté. L'ordre émanant du corps d'armée n'avait pas laissé de temps pour la reconnaissance, de sorte que sur la droite les Patricias se perdirent à cause des bouleversements de terrain et du nivellement de tous les points de repère. Harcelés par le tir des fusils et des mitrailleuses tout au cours de leur avance entre les trous d'obus, ils parvinrent néanmoins jusqu'à la tranchée Fabeck, sur leur droite, et prirent contact avec la 5e brigade à Courcelette. Vers l'ouest, deux pelotons joignirent le 42e bataillon, mais 200 verges de la tranchée allemande restaient encore aux mains de l'ennemi. Avant la nuit, le 4e corps des C.M.R. (8e brigade), sur l'extrême gauche, malgré la forte répression que lui infligea le feu de barrage des Allemands et le tir d'enfilade qui l'atteignit de la ferme Mouquet, captura une autre partie de la tranchée Fabeck et établit deux barricades afin d'affermir son flanc. Peu après 8 heures, le 49e bataillon contribuait à consolider les positions de la 7e brigade en s'emparant de crayères au delà de la tranchée Fabeck, même si le secteur voisin en restait aux mains des Allemands. Le rapport dressé par le corps d'armée au sujet des opérations de la journée mentionnait tout particulièrement l'excellent appui que la 1re brigade de mitrailleurs motorisés† avait fourni en maintenant un tir à peu près continuel de ses Vickers. Tandis que les sapeurs des 4e, 5e et 6e compagnies de campagne dirigeaient les équipes de travail des bataillons de pionniers et passaient la nuit à travailler aux tranchées de communication et aux

* Dans un des passages les plus émouvants de toute la littérature allemande de guerre, l'histoire du 210' régiment de réserve décrit l'annihilation de son 2' bataillon près de Courcelette, le 15 septembre 1916. Le 211' régiment de réserve, son voisin, qui supporta le gros de l'attaque à Courcelette même, rapporte que, du 8 au 17 septembre, il a perdu 59 officiers (sur 75) et 1,820 hommes.

† Au cours de juillet et août 1916, les batteries Borden, Eaton et Yukon avaient été rattachées à la 1re brigade canadienne de mitrailleuses motorisées, à des fins tactiques. Après le 19 août, les divisions d'infanterie canadiennes cessèrent de compter une batterie de mitrailleuses dans leur effectif. Tout l'effectif de mitrailleuses fut transformé en troupes de corps d'armée et se vit confier des tâches particulières à la discrétion du commandant du Corps[39].

points d'appui, l'infanterie repoussait un certain nombre de contre-attaques depuis les positions allemandes au nord et à l'est de Courcelette.

A la gauche du corps d'armée canadien, le 2e corps britannique avait rapproché sa ligne de 400 verges de Thiepval. Cependant, à droite, les résultats n'avaient pas correspondu à l'attente. La Quatrième armée avait enfoncé la troisième position allemande sur un front de 4,500 verges et pris Flers et Martinpuich, mais les villages de Morval, de Lesbœufs et de Gueudecourt restaient à prendre. Plus au sud, la Sixième armée française, dans son offensive sur la Somme, avait réalisé fort peu de progrès[40].

A mille verges au delà de la ferme Mouquet, la redoute Zollern, sise sur la crête, constituait l'un des principaux emplacements fortifiés de la deuxième ligne allemande. C'était en outre le point moyen de la longue tranchée Zollern qui gravissait la pente ouest depuis Thiepval, et à partir de la redoute continuait vers l'est pour rallier la tranchée Fabeck à environ un demi-mille à l'ouest de Courcelette. De leur position de commande dans la redoute Zollern, les Allemands pouvaient utiliser leurs mitrailleuses pour faire pleuvoir un tir d'enfilade des plus destructeurs sur les tranchées voisines. C'est la troisième division qui avait pour mission de déclencher une attaque surprise contre la tranchée et la redoute Zollern dans la soirée du 16. La 7e brigade devait attaquer la tranchée Zollern vers le nord depuis la tranchée Fabeck, afin d'assurer une ligne qui permettrait à la 9e brigade (brigadier-général F. W. Hill) de se lancer à l'assaut de la redoute du côté est. Or, la première phase ayant échoué (le bombardement préliminaire avait dépassé l'objectif), on dut décommander l'attaque du brigadier Hill. Entretemps, les détachements de bombardements des deux bataillons de la 7e brigade, de part et d'autre de la brèche pratiquée dans la tranchée Fabeck, s'étaient rapprochés de la forteresse allemande, avaient fermé la brèche et pris une soixantaine de prisonniers. En l'occurrence, l'intervention du soldat J. C. Kerr (49e bataillon) hâta la fin de la résistance ennemie. Bien que blessé, le soldat Kerr accourut seul le long de la crête de la tranchée, fit feu sur les défenseurs et en tua plusieurs. Son héroïsme lui valut la croix de Victoria[41]. Le 2e C.M.R. attaqua la ferme Mouquet avec un succès évident. Le même soir, des troupes du 2e corps britannique relevèrent les Canadiens, la 34e brigade (11e division) s'emparant de la ferme. Cependant, la garnison allemande loin d'être annihilée, s'était réfugiée dans les tunnels. La 34e brigade s'empara finalement de la position disputée, le 26.

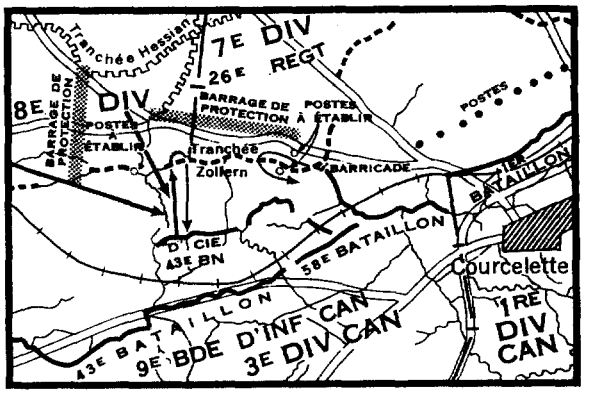
Les quelques jours suivants, à cause de l'humidité, l'activité fut restreinte d'un côté comme de l'autre. L'ennemi avait fait venir des troupes fraîches pour tenir le réseau de tranchées situées immédiatement à l'est de Courcelette. Le 17, la 5e brigade tenta en vain de faire reculer la ligne en cet endroit. Le matin du 18, la 1re division canadienne reprit le secteur du général Turner, et deux nuits plus tard, le 4e bataillon dut à deux reprises repousser les Allemands qui voulaient reprendre Courcelette. Peu après la seconde de ces tentatives, dans une attaque brusquée à l'aube du 20, les 43e et 58e bataillons de la 3e division prirent temporairement pied dans la tranchée Zollern, mais les troupes ennemies du 26e régiment de la 7e division, qui venaient d'arriver, contre-attaquèrent derrière un écran

CROQUIS 27

SECTEUR DE COURCELETTE

20 SEPTEMBRE 1916

500 1000
YARDS

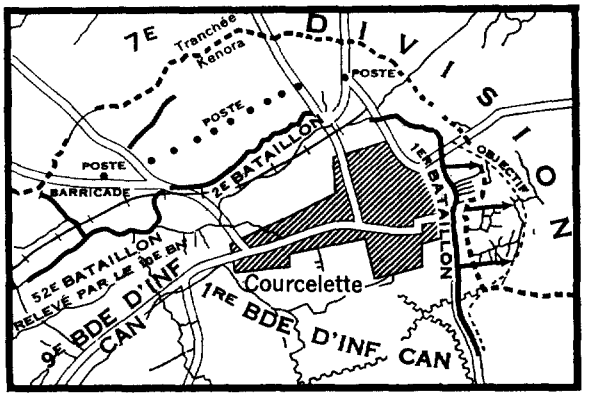


CROQUIS 28

SECTEUR DE COURCELETTE

22 SEPTEMBRE 1916

500 1000
YARDS



de fumée et, après une lutte qui dura toute la matinée, reprirent la plupart de leurs pertes. Seule l'extrémité est de la tranchée Zollem avoisinant immédiatement le point de jonction avec la tranchée Fabeck, resta aux mains des Canadiens. Sur la droite, le 1er bataillon avança de quelque 500 verges à l'est de Courcelette, le soir du 22 septembre, sur un front continu d'un demi-mille, et après un rude combat s'emparait de certaines parties des tranchées allemandes de première ligne[42].

Le corps d'armée canadien s'était acquitté avec honneur de sa première grande opération sur la Somme, mais sa semaine de combat lui avait coûté 7,230 soldats*. «La bataille du 15 septembre et des jours suivants, écrivit sir Douglas Haig dans sa dépêche, a assuré à nos armes le gain le plus considérable qu'elles aient obtenu au cours d'une seule opération, depuis le début de l'offensive». Ayant enfoncé deux des principaux réseaux de défense ennemis, les troupes alliées avaient avancé sur un front de six milles jusqu'à une profondeur moyenne d'un mille et s'étaient emparées de trois gros villages que l'ennemi avait organisés en

*Ces chiffres, sauf ceux mentionnés ailleurs, ont trait aux pertes des Canadiens en France et en Belgique, de sorte qu'ils comprennent celles qu'ils ont subies en dehors du Corps d'armée.

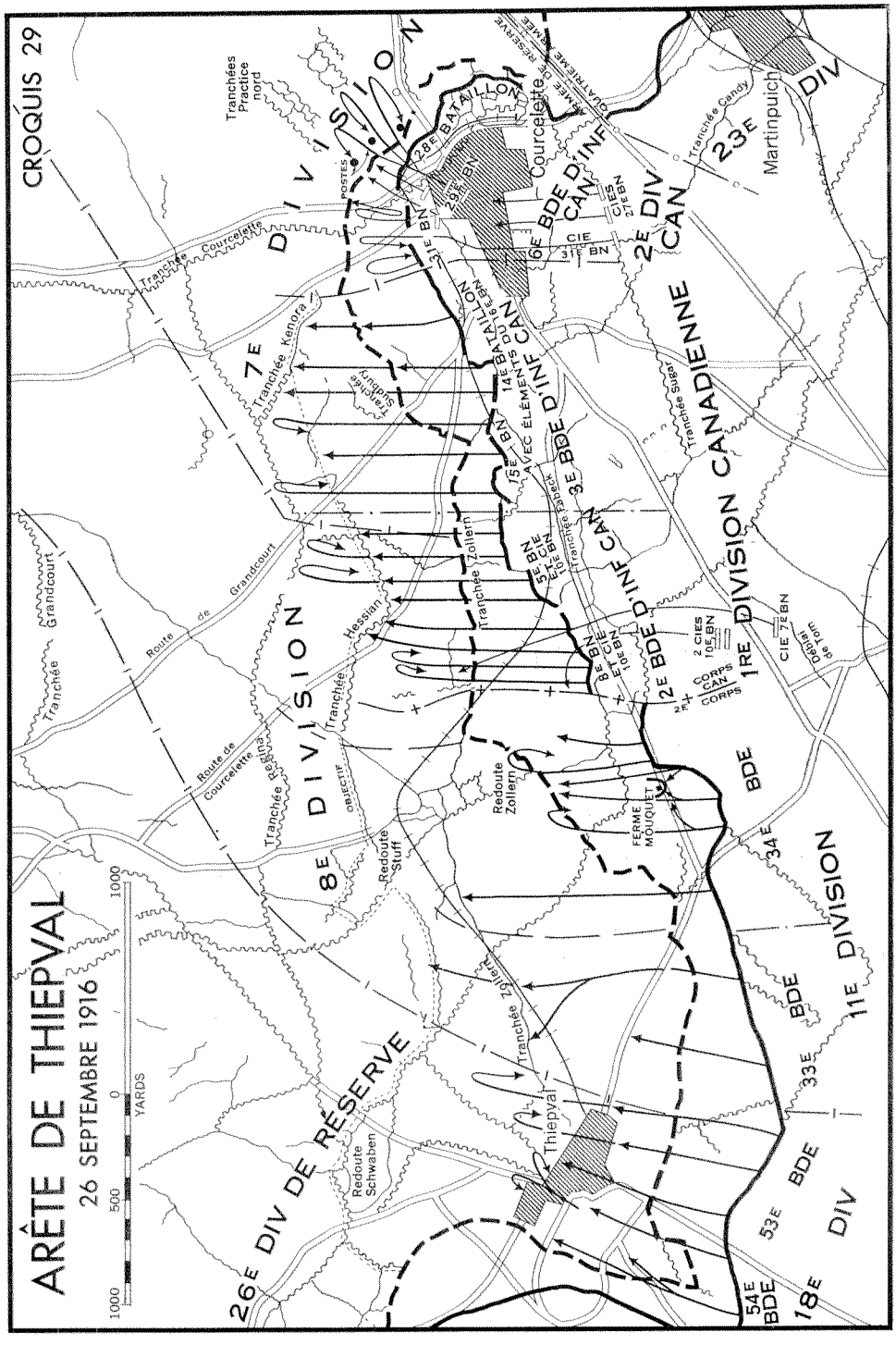
vue d'une résistance prolongée[43]. Les principaux objectifs restaient néanmoins à prendre. La voie de Bapaume était bloquée par les villages bien défendus de Morval, de Lesboeufs et de Gueudecourt; l'ennemi restait aussi maître de Combles et de Thiepval, aux deux extrémités de l'arête. Le mauvais temps et la rareté de munitions pour l'artillerie française fit remettre la reprise de l'offensive jusqu'au 25. La phase suivante devait s'appeler la bataille de Morval, sur le front de la Quatrième armée, tandis que l'armée de réserve la dénommait la bataille de l'arête de Thiepval.

L'attaque du général Rawlinson débuta peu après midi le 25 à la suite de près de trente heures de bombardement. A la tombée de la nuit, Morval et Lesboeufs étaient aux mains des Britanniques, mais Gueudecourt, derrière le quatrième grand réseau de défense de l'ennemi, résista jusqu'au lendemain. Morval étant tombé, les Allemands se retirèrent de Combles à la faveur de la nuit; aux premières heures du 26, les patrouilles françaises et britanniques en trouvèrent les ruines abandonnées. La bataille de Morval avait valu à nos armées une autre bande de terrain d'une largeur moyenne de 2,000 verges et allant de Martinpuich à Combles. Pour ramener le flanc gauche à pareille hauteur, il fallait prendre les vestiges de ce qui avait été le village de Thiepval et déloger les Allemands des positions de force qu'ils occupaient sur l'arête. La tâche échoua au général Gough et à son armée de réserve.

L'arête de Thiepval, du 26 au 28 septembre

Les ordres de l'opération insistaient sur la nécessité de chasser les Allemands de toute la crête, tant pour cacher à l'ennemi nos installations de l'arrière sur les pentes sud qui descendaient jusqu'à Albert, que pour acquérir des points d'observation sur la vallée de l'Ancre supérieure. Le front de 6,000 verges allant de Courcelette à Thiepval fut confié à parts égales au corps d'armée canadien sur la droite et au 2e corps (sous les ordres du lieutenant-général C. W. Jacob) sur la gauche. Aux divisions britanniques échouèrent des objectifs qui, depuis le déclenchement de l'offensive au début de juillet, avaient acquis la réputation de places fortes des Allemands. L'aile droite du général Jacob dut prendre la ferme Mouquet, puis la redoute Zollern et, sur la crête à 500 verges vers l'arrière, la redoute Stuff, autre rempart de l'ancienne deuxième position allemande. Sur la gauche le général Jacob avait pour tâche d'attaquer Thiepval et ensuite de monter à l'assaut de la forte redoute Schwaben qui, de l'extrême ouest de l'arête, surplombait l'Ancre[44].

Les défenses que les Canadiens devaient anéantir se trouvaient le long d'un éperon peu élevé qui s'étendait vers l'est depuis l'arête principale. Dans le secteur du 2e corps d'armée, trois lignes de tranchées reliées aux redoutes furent d'abord confiées à la 1- division canadienne, sur la gauche du corps d'armée, à titre d'objectifs distincts. Il s'agissait des tranchées Zollem, Hessian et Regina et de l'embranchement de cette dernière, la tranchée Kenora. Nous tenions déjà l'extrémité est de la tranchée Zollem, et les cartes des services de renseignements


CROQUIS 29
ARÊTE DE THIEPVAL
26 SEPTEMBRE 1916
1000 500 0 1000
YARDS
26E DIV DE RÉSERVE
7E DIVISION
8E DIVISION
1RE DIVISION CANADIENNE
2E DIV CAN
3E BDE D'INF CAN
2E BDE D'INF CAN
6E BDE D'INF CAN
11E DIVISION
18E DIV
Thiepval
Courcelette
Martinpuich
Grandcourt
Redoute Zollern
Redoute Stuff
Redoute Schwaben
Ferme Mouquet
Tranchée Kenora
Tranchée Zollern
Tranchée Hessian
Tranchée Candy
Tranchées Practice nord
Route de Grandcourt
Route de Courcelette
Tranchée Courcelette
Tranchée Sudbury
Tranchée Regina
Tranchée Stuff
Tranchée Zollern
Tranchée Hessian
Tranchée Candy
Tranchée Sudbury
Tranchée Regina
Tranchée Grandcourt
Tranchée Courcelette
Tranchée Practice nord
Tranchée Kenora
Tranchée Zollern
Tranchée Hessian
Tranchée Candy
Tranchée Sudbury
Tranchée Regina
Tranchée Stuff

montraient que la tranchée Hessian se fondait dans la tranchée Regina à la hauteur du centre de la 1re division canadienne. Même si les patrouilles aériennes effectuées à faible altitude par le Royal Flying Corps avaient permis d'obtenir un aperçu assez détaillé des défenses allemandes, la tranchée Hessian «à cause des doutes qu'on entretenait sur la condition des barbelés qui bordaient la tranchée Regina», fut désignée comme limite de l'attaque du général Currie[45]. Sur la droite, de la division isolée à l'extrémité de l'éperon, la tranchée Sudbury constituait une ligne intermédiaire avant la tranchée Kenora, dont on dit par la suite qu'elle était «l'une des plus profondes et des plus fortes que les soldats aient jamais vues»[46]. Le prolongement de ces aménagements vers l'est, derrière Courcelette et jusqu'à la route de Bapaume, devint le seul objectif de la 2e division.

Le bombardement harassa les positions allemandes durant trois jours et, le 24, les 500 obus de gaz lacrymogène qu'on lança dans Thiepval firent taire les mortiers ennemis qui s'y trouvaient. L'armée de réserve se lançait à l'assaut avec des troupes fraîches amenées au front entre le 22 avril et le soir du 25. L'heure H arriva à 12h.35 de l'après-midi, le 26, par une journée chaude et ensoleillée. A 12h.34, les mitrailleuses réunies du 2e corps d'armée et du corps canadien ouvrirent le tir. Une minute plus tard, 800 canons, obusiers et mortiers établissaient un puissant barrage de shrapnels et d'explosifs brisants au moment où la première vague d'infanterie franchissait le retranchement; une deuxième, un nettoyage, puis une troisième et une quatrième vagues la suivirent (dans le cas d'au moins un bataillon) à intervalles de 70 à 100 verges[47].

La 6e brigade du brigadier-général Ketchen mena l'attaque de la deuxième division sur la droite. Au nord-est de Courcelette, le 29e bataillon atteignit les premières tranchées ennemies et les occupa en dix minutes. Sur sa gauche, la 31e brigade, essuyant un tir nourri de mitrailleuses et de fusils, fit face à un bataillon du 72e régiment allemand (venu de la 8e division dont il dépendait et posté au centre du front de la 7e division); elle n'eut qu'un succès fort limité. Sur l'extrême droite, à côté du chemin de Bapaume, le 28' bataillon avait été chargé d'une attaque secondaire avec l'appui des deux seuls chars attribués au corps d'armée canadien. (Sur les vingt chars encore en état de service, la Quatrième armée en utilisa douze dans la bataille de Morval et le 2e corps d'armée eut recours à six dans l'attaque contre Thiepval.) Cependant, l'un d'entre eux tomba en panne avant même d'atteindre la ligne de départ et l'autre prit feu lorsqu'un obus allemand fit sauter ses munitions. En conséquence, le bataillon demeura dans ses tranchées[48].

Dans le secteur de la 1re division, la 3e brigade (brigadier-général G.S. Tuxford) attaqua sur la droite à côté des 14e et 15e bataillons. Les deux essuyèrent dès le début un feu bien nourri des batteries ennemies et souffrirent d'importantes pertes que leur infligèrent les mitrailleurs allemands qui, ayant survécu à notre barrage, s'en prirent à la deuxième vague de fantassins lorsque ceux-ci franchirent la berge de la tranchée. C'était là une démonstration frappante de la méthode de défense plus efficace que l'ennemi employait dans les dernières batailles de la Somme, pour tâcher de lutter contre la puissance accablante de l'artillerie

CE LIVRE APPARTIENT À
JEAN-PIERRE GAGNON

alliée. Pour échapper à la destruction de notre barrage, qui se concentrait invariablement sur les lignes de tranchées connues, les troupes allemandes de première ligne reçurent l'ordre d'abandonner leurs tranchées dès qu'une attaque paraîtrait imminente et d'occuper les trous d'obus et les fossés bien en avant des positions où les forces d'attaque s'attendaient de les trouver. La tactique devait réussir et coûter cher aux assaillants, tant que les commandants alliés s'en tinrent obstinément à la doctrine du «tir avant le mouvement» au lieu de pratiquer une forme quelconque de «tir et d'avance simultanés»[49].

Le 14e bataillon, sur la droite de la brigade, avança rapidement de 400 verges, jusqu'à la tranchée Sudbury, où il fit une quarantaine de prisonniers. Peu après une heure, il escaladait la pente vers l'extrémité est de la tranchée Kenora, son dernier objectif. Après avoir rencontré une résistance considérable et inattendue de la part d'un groupe important qu'il croisa dans le *no man's land,* le 15e bataillon, sur sa gauche, fut incapable d'avancer aussi vite que lui; et nous avons vu que le 31e bataillon fut lui aussi retardé, surtout sur la gauche. Ainsi, les hommes du 14e bataillon, lorsqu'ils atteignirent leur objectif, vers le milieu de l'après-midi, subirent une rude contre-attaque sur les deux lianes. Outre le tir d'enfilade des mitrailleuses, ils essuyèrent un bombardement nourri durant le reste de la journée et toute la nuit; ils durent même à plusieurs reprises repousser des groupes de bombardement. La tranchée Kenora devait changer de main deux fois avant six heures du soir le 27 septembre, lorsque les très rares survivants d'une compagnie du 14e bataillon (renforcé par deux compagnies du 16e bataillon) se replièrent à mi-chemin vers la tranchée Sudbury[50]. Au cours de l'après-midi du 26, le 15e bataillon s'avança en terrain ouvert non protégé par les tranchées Hessian et Kenora et escalada la pente jusqu'à 150 verges de la tranchée Regina avant de se retrancher.

Dans le secteur de gauche de la 1" division, la 2e brigade (brigadier-général F.O.W. Loomis) dut franchir la partie la plus élevée de la crête de Thiepval. Elle attaqua avec le 5e bataillon (à droite) et le 8e (à gauche), chacun grossi d'une compagnie du 10e bataillon. En dépit d'un feu nourri de mitrailleuses des redoutes de Zollern et de Stuff et des environs de la ferme Mouquet, et d'un bombardement soutenu de l'artillerie ennemie, les troupes atteignaient les deux objectifs, mais elles ne purent les tenir complètement. De petits groupes ennemis demeuraient dans la tranchées Zollern, tandis' que la gauche de la tranchée Hessian (la droite par rapport aux Allemands) restait aux mains de l'ennemi. Ce n'est que le lendemain que les Canadiens ont pu nettoyer les tranchées jusqu'à la ligne de démarcation du corps d'armée. Lors d'une contre-attaque, dans l'après-midi du 27, l'ennemi réoccupait une partie de la tranchée Hessian, mais pas pour longtemps[51].

Pendant que le contingent canadien obtenait ainsi des résultats dont il était assez satisfait, sur la gauche le 2e corps d'armée prenait tout Thiepval, sauf un petit coin, et la majeure partie de la moitié occidentale de la tranchée Zollern. Toutefois, la divergence des attaques avait laissé un écart inquiétant entre les deux corps. L'ennemi détenait toujours les positions de commande de l'arête

de Thiepval et, malgré le grand nombre de pertes qu'il avait subies, il semblait en mesure de résister encore vigoureusement. A 8h.45 le même soir, le général Gough ordonnait de terminer le lendemain les tâches du 26. En conséquence, le lieutenant-général Byng donnait ordre à la 2e division de s'emparer de la ligne avancée des Allemands au nord-est de Courcelette et à la 1!e division d'attaquer la tranchée Regina et de rejoindre la droite du général Jacob[52].

Dans la nuit du 26 au 27 septembre, l'ennemi reculait devant la 2e division jusqu'à la tranchée Regina. Cette ligne de défense s'éloignait du sommet de la saillie opérée par les Canadiens pour gagner la troisième position allemande à quelque 1,500 verges au nord-ouest de Le Sars, sur la route de Bapaume. Les unités et les compagnies de la 6e brigade purent ainsi réaliser des gains satisfaisants moyennant relativement peu d'efforts. Le 28e bataillon s'empara des positions allemandes à l'ouest de la route de Bapaume (ligne de démarcation de l'armée), tandis que, de part et d'autre du chemin en remblai, les 27e et 29e bataillons patrouillaient jusqu'aux tranchées Practice nord et sud. Entre les deux routes de Miraumont, cependant, les Allemands ne se retiraient que graduellement et ne cédaient qu'à la pression. Ce n'est qu'à 8h.30 du soir, le 27, que le 31e bataillon touchait la 3e brigade à l'ouest de la route ouest de Miraumont[53]. Sur l'extrême gauche, le 7e bataillon occupait la tranchée Hessian et établissait une barricade à la ligne de démarcation de la zone d'action du corps d'armée. Cependant, devant la 3e brigade, l'ennemi tenait ferme et continuait ses contre-attaques le 27, ce qui empêchait la 1re division de mener son attaque.

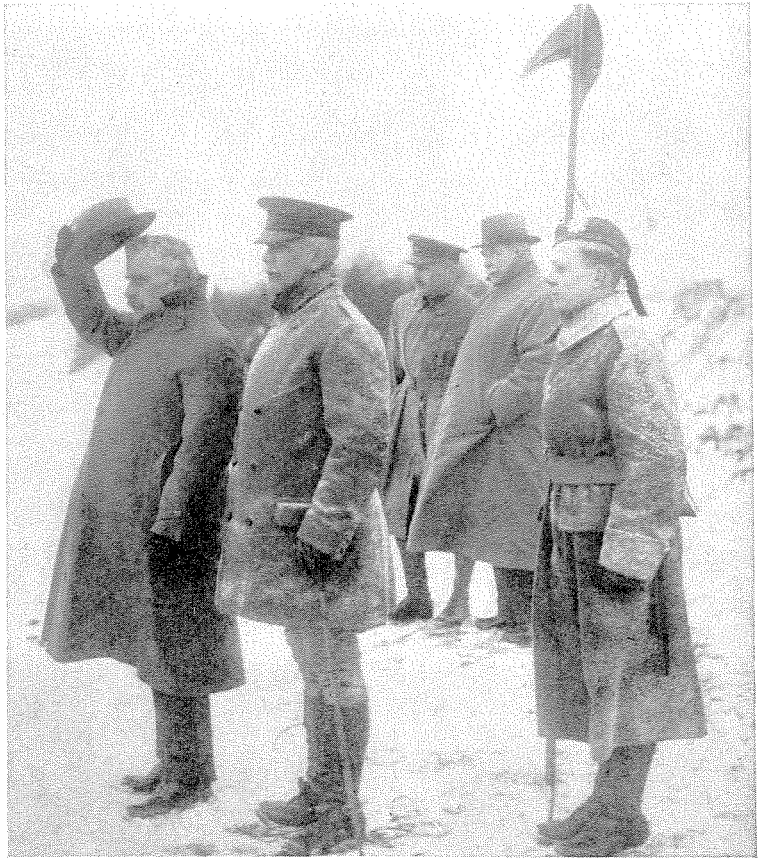
Le général Byng avait espéré que les tranchées Kenora et Regina seraient prises par les Canadiens avant que la 2e division vienne relever la 1'e, ce qu'il pensait voir se réaliser au plus tôt. Or, la tranchée Kenora leur ayant échappé une seconde fois dans la soirée du 27, les chances de réaliser cette ambition devinrent assez minces. Sur les instances du brigadier-général Tuxford, qui de son côté subissait une grande pression de la part du Q.G. de division, le 14e bataillon fit néanmoins une autre tentative[54]. A deux heures du matin, le 28, réduit à quelque 75 hommes après quarante heures de combat continu, le bataillon attaqua dans la boue et sous la pluie. Comme ils approchaient de la tranchée Kenora, les Canadiens furent brillamment éclairés par les fusées de l'ennemi et devinrent ainsi des cibles faciles au tir de front et au tir d'enfilade des Allemands. Après trente minutes l'attaque fut révoquée; les pertes du 14e bataillon se chiffraient alors, pour la bataille de l'arête de Thiepval, par 10 officiers et 360 soldats et gradés. La tranchée Kenora ne devait céder que cinq jours plus tard et la tranchée Regina résista jusqu'au 21 octobre.

Le 28 septembre, une série de renforts canadiens mit les 4e et 5e brigades en activité sur la droite. La 8e brigade vint remplacer la 2e sur la gauche, après que celle-ci eut joint le 2e corps d'armée en direction de la tranchée Zollern. Le général Turner ayant ordonné de pousser l'avance, le 19e bataillon s'avançait sur la route en remblai dans les premières heures du 28. Après avoir trouvé les tranchées Practice abandonnées, il se tournait vers l'est et, bientôt arrêtés par le



UNE VISITE DU MINISTRE

Accompagné de sir Max Aitken (à droite), le général Hughes rend visite à la brigade de cavalerie canadienne dans le secteur d'Amiens, en août 1916. Le brigadier-général J. E. B. Seely, commandant de la brigade, s'entretient avec sir Sam.



LE PREMIER MINISTRE EN FRANCE

Venu en Angleterre au printemps de 1917 pour assister aux réunions du Cabinet de guerre impérial, sir Robert Borden a passé quatre jours à visiter les soldats canadiens en France. On le voit ici, le 9 mars, passant en revue les troupes de la 7e brigade d'infanterie. Il est accompagné du brigadier-général A. C. Macdonell, chef de la brigade, qui devait commander plus tard la 1re division canadienne.



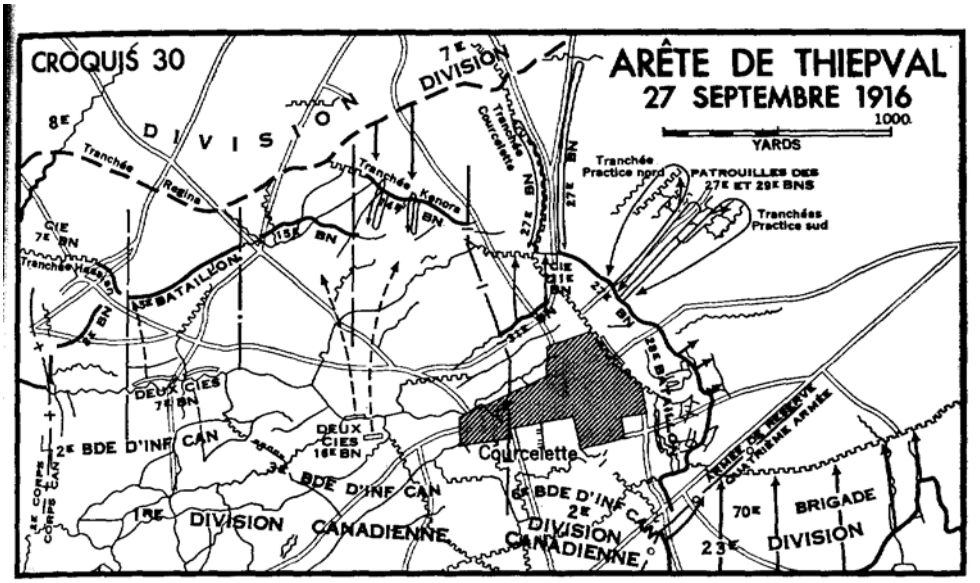
L'INFANTERIE ATTAQUE

Les hommes du 78e bataillon enjambent le parapet au cours d'une des dernières batailles de la Somme, en octobre 1916.



SUR LA SOMME

En novembre 1916, après un tour de service dans les tranchées, des soldats canadiens couverts de boue croisent un convoi de mulets transportant des munitions en zone avancée.

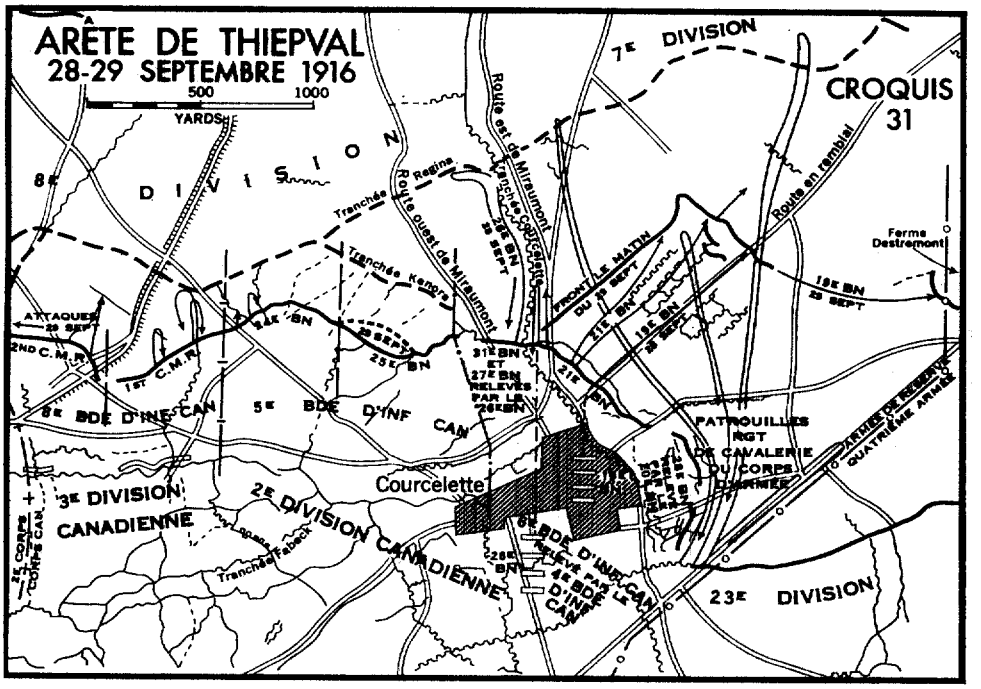


feu venant de la ferme Destremont, bien fortifiée*, juste au nord de la route de Bapaume, les Canadiens réussirent à s'installer à l'ouest de la ferme[56].

Entre-temps, dans le secteur de la 5e brigade, attaquant à la fois des deux côtés de la tranchée de Courcelette (qui s'étendait vers le nord depuis le village en ruines), le 26e bataillon avait fait deux tentatives infructueuses pour s'emparer de la tranchée Regina. Vers la fin du même après-midi, dans un effort de coordination vers la gauche de la brigade, le 24e bataillon avait voulu monter à l'assaut de la tranchée Regina et se proposait de poursuivre ensuite vers l'est en se frayant un chemin à la bombe, tandis que le 25e bataillon attaquait au centre. L'effort coordonné échoua, les groupes de tête des deux bataillons s'étant heurtés à des réseaux de barbelés que notre artillerie n'avait pas détruits; ils furent fauchés par le feu des mitrailleuses[57].

On mit bon ordre à la situation sur la gauche du corps d'armée canadien, où aucun contact n'existait entre le flanc canadien et le flanc anglais, au delà de la tranchée Zollem. Dans les ordres qu'il adressait à l'armée de réserve le 28 septembre, le général Gough prévoyait des délais pour la réduction des redoutes Stuff et Schwaben. A midi le 29, la 3e division canadienne et la lle division anglaise se lançaient dans une attaque concertée contre la partie de la tranchée Hessian que les Allemands détenaient encore à l'est de la redoute Stuff. Le 2e bataillon des C.M.R., déjà arrivé dans la tranchée Hessian, commençait à la dégager vers l'est en traversant la ligne de démarcation entre les zones d'action des corps, cependant qu'un bataillon de la 32e brigade menait une attaque de front.

* Plus tôt le même matin, des patrouilles de la cavalerie canadienne tirées du 19th Alberta Dragoons et du lst Canadian Hussars etaient sorties de Courcelette pour s'avancer loin en territoire ennemi. Deux patrouilles atteignirent la tranchée Regina; d'autres, qui s'avançaient sur la route de Bapaume, furent repoussées par le feu des mitrailleuses nichées dans la ferme Destremont[55].



D'âpres corps-à-corps dégagèrent trois cents verges de la tranchée. En plus de nombreux morts et blessés, l'ennemi perdit 60 prisonniers. Deux contre-attaques valurent aux Allemands un début de succès qui fut de courte durée, les bombardiers canadiens ayant repris du terrain qu'ils avaient temporairement perdu. Les deux cents verges de la tranchée Hessian que les Allemands tenaient encore furent libérées l'après-midi suivant par les attaques convergentes de trois bataillons de la 11e division, mais tous les efforts restèrent impuissants à déloger complètement l'ennemi de la partie nord de ses deux redoutes[58].

La bataille de l'arête de Thiepval avait pris fin (les dates officielles de l'opération sont celles du 26 au 28 septembre) sans que l'armée de réserve parvienne à prendre l'extrémité nord-ouest de cet accident de terrain arrosé de sang. Au nord de l'arête principale, la tranchée Regina restait un objectif que le corps d'armée canadien n'était pas parvenu à atteindre à la fin du mois. Sur les instances du commandant du corps, qui incitait les troupes à ne manquer aucune occasion de gagner du terrain, le général Turner avait, le 29, ordonné à la 5e brigade de s'emparer de la tranchée Kenora et d'environ 1,500 verges de la tranchée Regina. D'abord prévue pour le 29, l'opération fut à deux reprises retardée de 24 heures, afin de permettre à l'artillerie d'anéantir les ouvrages défensifs de l'ennemi et parce que la 5e brigade, selon les rapports des commandants de bataillon, était trop épuisée et trop décimée (son effectif de combat était réduit à 1,134)[59].

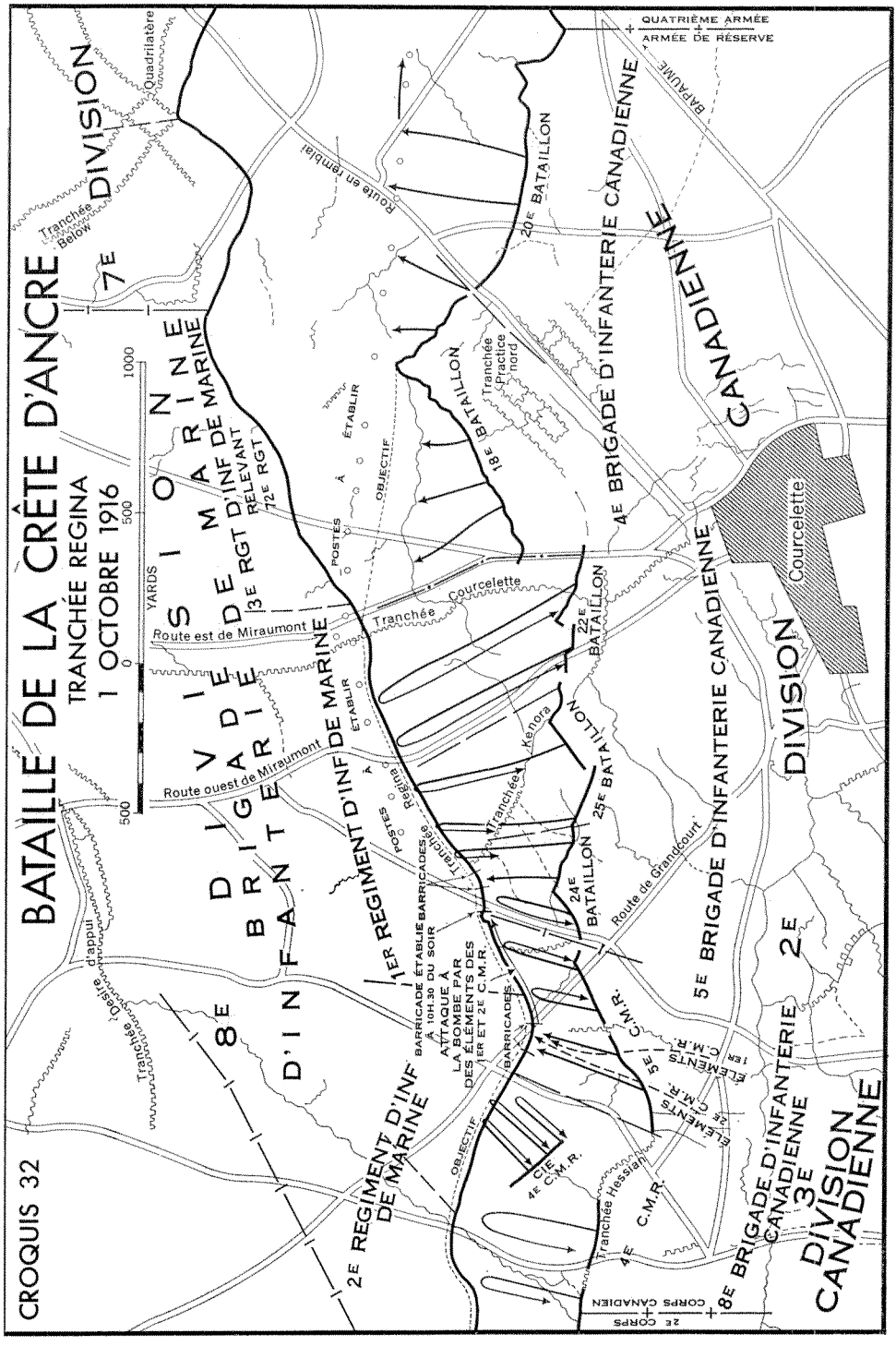
Sur tout le front de l'armée de réserve, les gains de territoire avaient permis de redresser l'ensemble de la ligne ainsi qu'il avait été prévu, les progrès les

plus sensibles étant ceux de la gauche, où le 2e corps d'armée avait avancé de 2,000 verges, à travers Thiepval jusqu'à la tranchée Hessian. Sur la droite du général Gough, la Quatrième armée avait pris la ferme Destremont et Le Sars (à mi-chemin entre Pozières et Bapaume). Sur la droite de la Quatrième armée, le commandant en chef britannique avait remis Morval, sur la droite de la Quatrième armée, au général Fayolle, afin de permettre à la VIe armée française de mener plus facilement sa prochaine attaque[60]. De Combles, la ligne française s'étendait vers l'est et englobait environ deux milles de la route de Péronne-Bapaume avant de s'infléchir vers le sud-ouest et de traverser la Somme à deux milles avant Péronne.

Début de la bataille de la crête d'Ancre

Le 29 septembre, ayant décidé qu'il était temps de reprendre l'offensive en plus grand, le général Haig donnait ordre à la Quatrième armée, à l'Armée de réserve et à la Troisième armée, qui se trouvait sur la gauche tournée vers l'est, de commencer les préparatifs d'une grande attaque pour le 12 octobre. Son objectif était quelque deux milles en-deçà de celui que commandait le général Joffre, qui préconisait un effort maximum conjugué dont l'objet serait d'atteindre une ligne passant par Bapaume[61]. Les nouveaux objectifs qui, si on les atteignait, constitueraient une avance d'une moyenne de deux milles sur toute l'étendue du front de la Quatrième armée et de l'Armée de réserve, depuis Le Transloy et Beaulencourt (deux villages situés sur la route de Péronne-Bapaume) de l'autre côté de la vallée de l'Ancre supérieure, jusqu'à Gommecourt dans le secteur de la Troisième armée. Un des objectifs immédiats du général Rawlinson, éperon surplombant les deux villages sur la route de Bapaume, devait laisser aux opérations de la Quatrième armée le nom de bataille des arêtes de Transloy; la bataille de l'Armée de réserve s'appela par la suite bataille de la crête d'Ancre. L'offensive du général Gough devait être double: il devait attaquer vers le nord depuis l'arête de Thiepval (pour s'emparer des villages de Pys, Grandcourt, Irles et Miraumont), puis de l'autre côté de l'Ancre, dans le secteur de Beaumont-Hamel, pousser vers l'est sur un front de trois milles et revenir vers Miraumont en faisant avancer sa droite[62].

La première tâche qui incombait au corps d'armée canadien était celle de prendre la tranchée Regina, afin d'assurer un point de départ pour permettre à l'armée de réserve d'attaquer vers le nord. L'artillerie avait intensifié son bombardement du dispositif de défense Regina, mais le général Turner ne tenait pas encore celui-ci pour suffisamment réduit. La tranchée se trouvait juste au delà de la crête de l'éperon, ce qui empêchait nos canons de bien l'atteindre. Une quantité considérable de fil à boudin posé par les, Allemands pour compléter les réseaux qui s'y trouvaient déjà, avait été très peu atteinte par les bombés. L'importante garnison qui occupait la position avancée se composait de troupes fraîches d'une brigade d'infanterie de marine amenée à la fin de septembre, du corps naval posté sur la côte belge. Elle disposait, à l'arrière, d'un ravin profond et de plusieurs chemins creux à couvert qui lui permettaient de faire venir des approvisionnements et des renforts. Vis-à-vis de la droite des Canadiens, se trouvaient les 360e et 361e régi-


BATAILLE DE LA CRÊTE D'ANCRE
TRANCHÉE REGINA
1 OCTOBRE 1916
CROQUIS 32
YARDS
0
500
1000
500
7E DIVISION
Quadrilatère
Tranchée Below
8E DIVISION
BRIGADE D'INFANTERIE DE MARINE
3E RGT D'INF DE MARINE
RELEVANT 72E RGT
1ER REGIMENT D'INF DE MARINE
2E REGIMENT D'INF DE MARINE
Route est de Miraumont
Route ouest de Miraumont
Tranchée Courcelette
Tranchée Regina
Tranchée Kenora
Tranchée Practice nord
Route en remblai
Route de Grandcourt
Tranchée Desire d'appui
Tranchée Hessian
POSTES À ÉTABLIR
OBJECTIF
BARRICADES
BARRICADE ÉTABLIE À 10H.30 DU SOIR
ATTAQUE À LA BOMBE PAR DES ÉLÉMENTS DES 1ER ET 2E C.M.R.
18E BATAILLON
20E BATAILLON
22E BATAILLON
24E BATAILLON
25E BATAILLON
CIE 4E C.M.R.
4E C.M.R.
5E C.M.R.
ELEMENTS 1ER C.M.R.
ELEMENTS 2E C.M.R.
4E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
5E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
8E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
2E DIVISION
3E DIVISION CANADIENNE
Courcelette
BAPAUME
QUATRIÈME ARMÉE
ARMÉE DE RÉSERVE
2E CORPS
CORPS CANADIEN

ments d'infanterie de la 4e division Ersatz. Le général Byng consentit à retarder l'attaque en attendant d'avoir une chance raisonnable d'y pénétrer, mais il insistait pour dire que la 2e division devait exécuter l'opération et devrait, par conséquent, la poursuivre jusqu'à ce qu'elle l'ait terminée[63]. La 5e brigade reçut donc de nouveaux ordres: elle devait s'emparer des objectifs qui lui avaient été assignés le 29. Sur la gauche du corps d'armée, la 3e division reçut l'ordre d'attaquer la tranchée Regina avec une brigade; sur la droite la 4e brigade se vit confier la tâche secondaire d'avancer en même temps que se poursuivait l'attaque de la division qui flanquait la Quatrième armée sur la gauche.

La tranchée Regina: (1) l'attaque du corps d'armée, le 1er octobre

L'heure H était fixée à 3h.15 de l'après-midi le 1er octobre. Pendant que les Canadiens attendaient sous la bruine dans leurs postes avancés, nombre d'entre eux furent atteints par nos propres obus qui tombèrent à court tout le long de la ligne. La 8e brigade attaqua d'écharpe en travers de la route de Grandcourt avec deux bataillons des Canadian Mounted Rifles, le 4e sur la gauche et le 5e sur la droite. Une compagnie du 4e bataillon des C.M.R. avait pour tâche d'établir une barricade dans la tranchée Regina sur l'extrême gauche, afin d'empêcher toute intervention de l'ouest. La pluie de balles de mitrailleuses qui accueillit les C.M.R. lorsqu'ils franchirent le parapet montrait bien que notre feu de barrage n'avait pas atteint l'ennemi. Comme on le craignait, les barbelés allemands, restés intacts, se révélèrent un grand obstacle. Une compagnie fut à peu près éliminée en terrain découvert. Une partie d'une autre atteignit son objectif, mais elle y fut subjuguée et périt jusqu'au dernier homme. La compagnie avant gauche du 5e bataillon des C.M.R. atteignit la tranchée Regina et parvint à y établir des barricades, mais elle en fut délogée dès le matin suivant à la suite de contre-attaques répétées. L'autre compagnie d'attaque, luttant contre les barbelés et le tir foudroyant des mitrailleuses, fut retardée dans son avance et tous les membres sauf quinze en furent tués ou faits prisonniers[64].

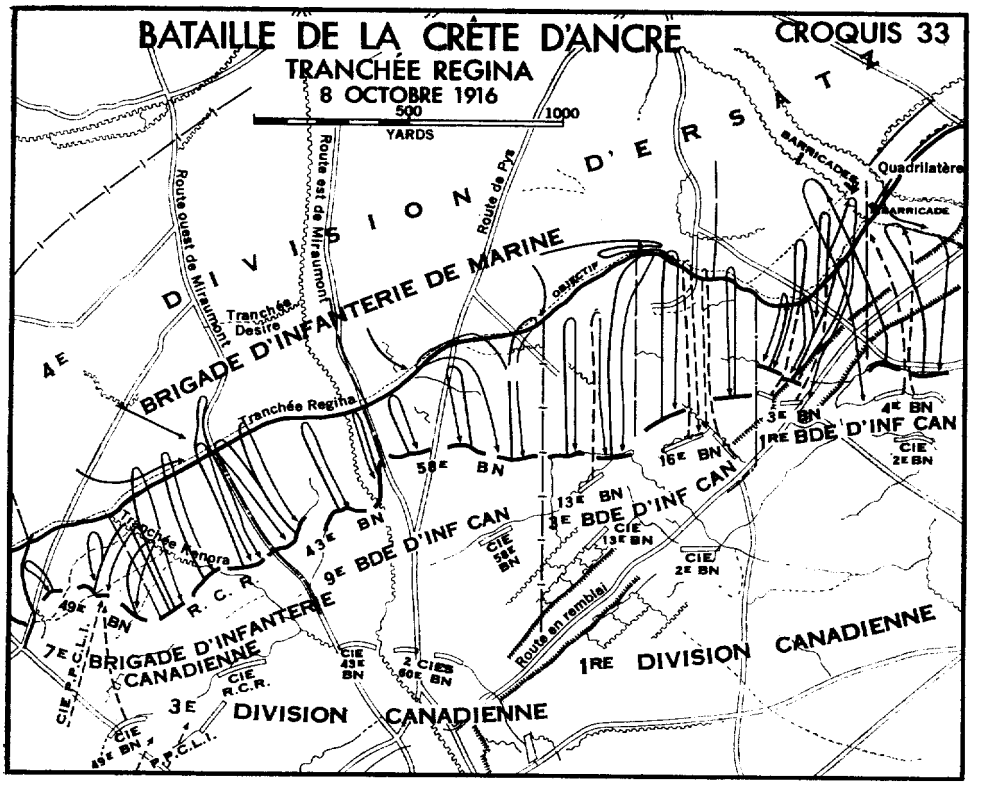
La 5e brigade, menant son attaque sur un front de 1,200 verges qui englobait la tranchée de Kenora et la principale tranchée Regina, se tira un peu mieux d'affaire. La puissance de ses effectifs étant sensiblement réduite par les combats antérieurs, le brigadier-général A.H. Macdonell dut recourir à trois bataillons pour mener son attaque (soit, de droite à gauche, le 22e, le 25e et le 24° bataillon) et employer le 26e bataillon pour appuyer le 22e. Dès lors, il ne lui restait pour seule réserve qu'une partie du 27e bataillon décimé (6e brigade), dont deux compagnies appuyaient respectivement les 24e et 25e bataillons65. Les Canadiens français jouissaient d'une avance de près d'un demi-mille vers leur objectif, soit la partie de la tranchée située entre les routes de Miraumont est et ouest. Après avoir attaqué en trois vagues de quatre-vingts hommes, déployées à intervalles de cinq verges, ils avaient progressé d'un quart de mille lorsqu'ils se heurtèrent à un intense barrage d'artillerie allemande et à un feu nourri de fusils et de mitrailleuses. C'est alors qu'ils virent, à leur amère déception, que

les réseaux de barbelés étaient à peu près intacts. «A compter de ce moment, liton dans un compte rendu du régiment, l'attaque fut un fiasco»[66]. Moins de cinquante hommes atteignirent la tranchée Regina et ils ne purent recevoir de renfort ni du bataillon de soutien ni de la brigade. Après un rude combat à la baïonnette et à la bombe, tous les survivants durent se replier dans les tranchées d'où ils étaient partis[67].

Au centre, le 25e bataillon avait pour tâche de capturer «à tout prix» la plus grande partie de la tranchée Kenora et la partie correspondante de la tranchée Regina qui se trouvait au delà. «Pour y parvenir, déclara le commandant par la suite, je disposais de 200 hommes de tous grades et de 12 mitrailleuses en comptant celles de la brigade»[68]. Il ordonna à ses deux première vagues de continuer au delà de la tranchée Kenora pour se rendre immédiatement au second objectif. Mais le feu de l'ennemi les faucha; seulement trente hommes atteignirent les barbelés devant la tranchée Regina. Se protégeant de leur mieux dans les trous d'obus et les tranchées qu'ils creusèrent à la hâte, ces hommes attendirent l'aurore sous un feu de mitrailleuse incessant. Us se replièrent alors sur la tranchée Kenora qu'une autre compagnie avait prise jusqu'à 140 verges de ce point de jonction avec la position principale. Avant la fin de la journée, plus de la moitié de la force d'attaque était atteinte.

Ce fut également la défaite amère sur la gauche de la brigade, où le 24e bataillon avait pour objectif quelque 300 verges de la tranchée Regina, y compris le point de raccord à la tranchée Kenora. Une compagnie parvint à s'assurer un point d'appui sur l'objectif final mais ayant le flanc exposé par suite de l'échec de la 8e brigade sur la gauche, elle fut bientôt réduite à néant par d'importants groupes de fusiliers marins qui bombardaient vers l'est le long de la tranchée. Le seul succès minime fut celui que les nôtres remportèrent à la jonction des tranchées Kenora et Regina, où des membres du 24e bataillon réussirent à établir et à maintenir une double barricade de cinquante verges de large, qui empêcha les Allemands de pénétrer dans le secteur de la tranchée Kenora que nous venions de remporter. Dans l'intervalle, au nord-est de Courcelette, la 4e brigade avait, pour redresser la première ligne, avancé de quelque 400 verges sous un feu de mitrailleuse intermittent et s'était retranchée à la hauteur du flanc gauche de la Quatrième armée[69]. Dans les premières heures du 2 octobre, le brigadier-général Macdonell céda la place à la 6e brigade. La 5e brigade était arrivée au front le 27 septembre avec un effectif global de 1,717 hommes. Elle en repartait cinq jours plus tard réduite à 773[70].

Le mauvais temps empêcha toute nouvelle opération de quelque envergure sur le front de l'une ou de l'autre armée durant une deuxième semaine. Le général Gough laissa au général Byng le soin de se choisir une date pour prendre la tranchée Regina, à condition que la tranchée soit prise et que les Canadiens soient en position pour mener une attaque contre Pys le 11 octobre, au début de l'offensive des trois armées qu'il comptait déclencher à ce moment-là71. Entretemps, sir Julian avait remis le secteur de sa brigade de gauche au 2e corps d'armée, tandis que sur la droite la 1re division canadienne relevait les formations



usées du général Turner. Les préparatifs de la nouvelle offensive firent des progrès constants. Harcelés par le feu de l'ennemi et gênés par la boue et la pluie, les Canadiens relièrent les postes avancés pour former une nouvelle ligne de départ qui, en certains endroits, n'était qu'à 300 verges de la tranchée Regina. L'artillerie continua de pilonner les tranchées et les barbelés des Allemands, mais si les réseaux étaient coupés en maints endroits le jour, l'ennemi parvenait à boucher les écarts avec des réseaux à boudin la nuit. Les objectifs assignés au corps d'armée se trouvaient plutôt à l'est de ceux du le` octobre. Ils comprenaient près de deux milles de la tranchée Regina à partir d'un point situé à 500 verges à l'ouest du point de jonction avec la tranchée Kenora et s'étendaient vers l'est jusqu'au quadrilatère formé par le croisement d'une double rangée de tranchées qui faisaient face au flanc gauche de la Quatrième armée et le double réseau de tranchées de l'ancienne troisième position allemande ou position de Le Sars[72].

La tranchée Regina: (2) l'attaque du corps d'armée, le 8 octobre

L'attaque des Canadiens se déclenchait le 8, à 4h.50 du matin. Il faisait encore nuit et il tombait une pluie froide. Le long du front, de droite à gauche, s'échelonnaient les 1re et 3e brigades du major-général Currie, puis les 9e et 7e

brigades du major-général Lipsett, qui se lançaient à l'attaque avec deux bataillons chacun. Sur le flanc d'extrême-est, le 4e bataillon s'avançait derrière un barrage rampant en quatre vagues se succédant à intervalles de 75 verges, avec le 3e bataillon sur sa gauche; il atteignit assez facilement son premier objectif, la tranchée Regina. Pendant que le 4e bataillon était retardé par les barbelés, le 3e s'avançait jusqu'au quadrilatère et prenait ses objectifs.

A l'ouest du quadrilatère, les deux premières vagues du bataillon de droite de la 3e brigade, soit le 16e (le Canadian Scottish), se heurtaient, devant les réseaux de barbelés, à un intense feu de fusils et de mitrailleuses; aucun soldat ne put les franchir. Dans cette situation critique, un cornemuseur de 18 ans, James Richardson, se riant des balles des Allemands, «continuait d'arpenter le champ de bataille ... et de jouer de sa cornemuse avec le plus grand calme»[73]; enthousiasmés par la musique, une centaine d'hommes s'élancèrent sur les barbelés et réussirent, on ne sait trop comment, à se frayer un chemin jusque dans la tranchée Regina*. Le 13e bataillon, sur la gauche du 16e, rencontrait les mêmes difficultés: il se butait à des barbelés à peu près infranchissables. Comme partout ailleurs le long du front, notre barrage d'artillerie aidait les assaillants à traverser la plus grande partie de la zone disputée sans trop de difficulté, mais le tir ayant cessé les Allemands tiraient parti de ce que leur front était concave dans le secteur de la 3e brigade. Ils balayèrent les barbelés d'un tir si mortel depuis les flancs que seuls quelques soldats du 13e bataillon purent atteindre l'objectif. Mais à 7 heures du matin les avions de reconnaissance qui prirent les airs pour aller observer les progrès du combat indiquèrent par erreur dans leur rapport que la ire division s'était emparée de tout son objectif[74].

Bien qu'elle eût attaqué avec autant d'énergie et de décision que la 17e, la 3e division eut peu de succès. Les bataillons de choc de la 9e brigade, soit le 43e entre les routes de Miraumont est et ouest et le 58e sur sa droite, trouvèrent la majeure partie des barbelés intacts. Dans l'obscurité des premières heures du matin, il n'était pas facile de déceler les quelques brèches pratiquées dans les barbelés. Ce n'est que sur les flancs que de petits groupes de soldats purent s'ouvrir un passage jusqu'à la tranchée Regina, en nombres d'ailleurs trop restreints pour résister aux contre-attaques des Allemands qui ne tardèrent pas à venir. Très peu d'entre eux revinrent aux tranchées de départ. Au cours de la journée, la brigade perdit 34 officiers et 907 soldats[75].

Dans le secteur de la 7e brigade, sur l'extrême gauche du corps d'armée, le Royal Canadian Regiment trouva les barbelés coupés et parvint rapidement à faire pénétrer deux compagnies dans la tranchée Regina à l'est du point de jonction avec la tranchée Kenora. Ces soldats firent plusieurs prisonniers restés dans des abriscavernes qui, dirent-ils, étaient assez nombreux et assez profonds, et pendant qu'un détachement remontait la route de Miraumont ouest sur 150 verges, des bombardiers se mirent à dégager la tranchée principale vers l'ouest. Un intense feu de mitrailleuse fit échec à tout effort en vue de renforcer le R.C.R. et, vers neuf heures,

* Le cornemuseur Richardson, qui fut par la suite porté disparu et présumé mort, fut décoré de la Croix de Victoria à titre posthume.

après avoir repoussé trois contre-attaques, le détachement était chassé de la tranchée Regina[76]. Sur la gauche de la brigade, la moitié des compagnies d'assaut du 49e bataillon s'étant égarée, se fourvoya dans la partie allemande de la tranchée Kenora. Les autres tournèrent court, car si les barbelés étaient passablement ébréchés devant leur objectif, la tranchée Regina elle-même était restée à peu près intouchée par notre artillerie. Sa garnison opposa à l'attaque du 49e bataillon un feu de fusil et un bombardement assez imposants, tandis que des fortifications allemandes, au point de rencontre avec la tranchée Kenora, les mitrailleuses balayaient constamment le front d'un tir d'enfilade[77].

Sur le front de la 1re division, notre artillerie et nos mitrailleuses avaient aidé le 16e bataillon à briser une contre-attaque et à enrayer une menace que les Allemands faisaient peser contre la 1re brigade. Toutefois, vers le milieu de l'après‌midi, des forces ennemies avancèrent en nombre le long des tranchées débouchant dans le quadrilatère du nord-est et du nord-ouest et menèrent une attaque derrière un lourd barrage. A court de bombes, la 1re brigade dut peu à peu reculer jusqu'à sa ligne de départ. Bientôt, la contre-attaque de l'ennemi se propageait à tout le front. Ayant subi de nouvelles pertes et dépensé toutes leurs grenades, les quelques membres de la 3e brigade qui se trouvaient dans la tranchée Regina durent rebrousser chemin sans quoi c'était l'anéantissement. A la tombée de la nuit, les survivants des bataillons de choc de la 1re comme de la 3e division étaient revenus à leur point de départ[78].

Dans la journée du 8 octobre, le corps d'armée canadien avait perdu 1,364 hommes, soit plus du double que dans l'engagement du ber. Le commandant d'armée demanda au corps de lui soumettre un rapport circonstancié de l'attaque sans omettre de donner «votre opinion motivée quant aux raisons de l'échec»[79]. Les commandants de division imputèrent la défaite à des causes diverses. Ils s'en prirent avec véhémence au fait que tant de barbelés restaient intacts au moment de l'assaut. Comme nous l'avons vu, en dépit du programme soigné de destruction des barbelés (que devaient réaliser l'artillerie Lahore et celles de la 1re et de la 2e divisions canadiennes), les résultats avaient été décevants. «Ceux qui s'y trouvaient, écrivit le général McNaughton (qui commandait la 11e brigade d'artillerie canadienne de campagne sur la Somme), se rappelleront la tâche décourageante qu'était celle de tenter de couper des barbelés avec la mitraille de canon de campagne»*[81]. Les patrouilles avaient eu tendance à exagérer l'effet de notre tir sur les barbelés et, comme nous l'avons vu, les Allemands s'empressaient de boucher toutes les brèches.

Le plus important (même si on y a attaché peu d'importance dans les rapports qui suivirent les opérations), ce fut l'échec de l'artillerie pour ce qui est de détruire ou même d'endommager considérablement la, tranchée Regina. Dans la bataille de la Somme, l'artillerie lourde n'avait pas la grande précision de tir sur les objectifs cachés qu'elle devait manifester dans les engagements subséquents et, même s'il n'y avait pas pénurie de munitions d'obusiers, la dépense qu'on en fit

* On tenait l'emploi des obus lourds pour indésirables, car les cratères qui en résultaient constituaient de nouveaux obstacles pour l'infanterie[80].

alors paraît insignifiante comparativement à la quantité qu'on devait employer au cours des opérations qui suivirent. Dans ses directives, le commandant de l'Artillerie royale avait prévu «au moins un obus lourd ou deux obus moyens par verge de tranchée» et les canons de 4.5 des artilleries divisionnaires (qui avaient droit à mille obus par division), leurs autres tâches terminées, devaient déverser «tout ce qu'il leur restait de munitions sur la tranchée Regina»[82]. Après le fiasco du 8 octobre, cependant, les ordres relatifs à la destruction calculée de la tranchée Regina et du quadrilatère ne précisaient «aucune limite quant au nombre d'obus à lancer sur chaque emplacement, si ce n'est qu'il fallait faire complètement disparaître la tranchée sur toute sa longueur»[83]. Du reste, le 14 octobre, le journal de guerre de l'artillerie lourde du corps d'armée canadien précisait qu'on était «incapable, sans mettre les pièces hors de service, de tirer toutes les munitions» dont on disposait. (Les pièces moyennes et les pièces lourdes tirèrent au cours de la journée, surtout contre les tranchées Regina et Courcelette, 5,700 obus, comparativement à 3,300 tout au plus au cours des journées antérieures au 9 octobre[84]. Le commandant du 49e bataillon (le lieutenant-colonel W. A. Griesbach) résumait bien la situation en ces termes:

> Nous tenions les barbelés pour praticables en supposant que la tranchée avait été anéantie et que la garnison était fort ébranlée. Comme la tranchée n'était pas détruite ni la garnison ébranlée, le moindre barbelé constituait un obstacle infranchissable[85].

Puisque les réseaux de barbelés les empêchaient de mener à bien un assaut terrestre, les troupes essayèrent de s'ouvrir un passage à la bombe le long du réseau de tranchées allemandes en les attaquant de côté. Il s'ensuivit une grande dépense de grenades qui laissa les Canadiens démunis pour repousser les contre-attaques. Il était impossible de les approvisionner de jour, sauf par des tranchées de communication. Or, celles-ci ne pouvaient se creuser avant la tombée de la nuit. C'est ce qui faisait dire au général Currie que l'attaque avait été lancée avant l'heure: «Si nous avions attaqué après-midi nous y serions déjà» (sur l'objectif)[86]. Il signalait aussi que, si les troupes de choc s'étaient battues avec courage et détermination, beaucoup d'entre elles se composaient de recrues sans expérience et dont l'aguerrissement, surtout dans l'emploi des grenades, laissait à désirer. «Lorsque les contingents nous arrivent, ils devraient déjà être bien formés», ajoutait-il[87].

Le corps d'armée canadien ne devait pas participer à d'autres opérations sur la Somme. La 4e division canadienne, arrivée le 10 octobre, avait relevé successivement la 3e et la 1re divisions. Le 17 octobre, le corps d'armée, moins la 4e division et l'artillerie des trois autres divisions, commençait à se déplacer vers un secteur relativement calme du front de la Première armée situé entre Arras et un point en face de Lens. Les Canadiens qui restaient sur la Somme relevaient du commandement du 2e corps d'armée (lieutenant-général C. W. Jacob) auquel il incombait dorénavant de prendre la tranchée Regina.

Les opérations envisagées à la fin de septembre n'avaient pas encore donné lieu à beaucoup de réalisations à la mi-octobre. Au nord de l'Ancre, la Troisième armée n'avait pas été appelée à jouer un rôle actif. Immédiatement à la gauche des Canadiens, le 2e corps de l'Armée de réserve avait parachevé la prise de la redoute Stuff

le 9 octobre et, le 14 une attaque de trois bataillons britanniques chassait de la redoute Schwaben ce qu'il y restait d'Allemands. Après avoir débuté le 7 octobre par la prise de Le Sars, la bataille de la Quatrième armée sur l'arête de Transloy ne fit pas grand progrès par la suite, si ce n'est que les Britanniques avancèrent de mille verges au nord-est de Gueudecourt; la ligne restait sensiblement la même qu'à la fin de septembre[88].

L'espoir de terminer l'exécution de ce programme était devenu assez faible, mais le commandant en chef britannique s'opposait à tout relâchement de l'offensive. L'ennemi, croyait-il, pouvait être si prêt de flancher que les Alliés pouvaient réaliser un succès qui «compenserait amplement tout ce qui avait été tenté jusque-là»[89]. Il fit savoir au War Office qu'à la fin de la première semaine d'octobre les Allemands avaient utilisé ce qu'on estimait être 70 divisions sur la Somme, dont 40 contre ses propres effectifs*, et avaient subi 370,000 pertes. Leurs nouveaux dispositifs de première ligne manquaient de profondeur et l'aménagement n'en était pas aussi soigné que celui des ouvrages déjà conquis. Si l'hiver était normal, les opérations des Alliés pourraient continuer avec avantage tant qu'il serait possible d'acheminer des renforts suffisants et de plus forts approvisionnements de munitions et si l'on pouvait assurer des communications et des installations suffisantes pour les soldats dans les régions dévastées, dont l'ennemi avait été chassé. Haig fit valoir avec insistance au chef de l'état-major impérial que «les plus grands efforts de l'Empires devraient tendre à cette fin. Un ordre émanant du Grand quartier général en date du 7 octobre portait réorganisation de la force expéditionnaire britannique, de manière que la Quatrième armée et l'Armée de réserve deviennent des unités autonomes, capables de se porter à l'assaut au cours de l'hiver qui venait. La Troisième armée devait rester en réserve et avoir en tout temps trois divisions à l'instruction. Les nouvelles divisions qui arriveraient du Royaume-Uni seraient affectées à la Première et à la Deuxième armées, tandis qu'un corps auxiliaire resterait au G.Q.G. et pourrait intervenir n'importe où en cas d'urgence, avec les divisions de réserve de la Première, de la Deuxième et de la Troisième armées[91].

Le 17 octobre, on abandonnait les plans relatifs à l'avance convergente de part et d'autre de l'Ancre (voir ci-dessus, p. 195) et on leur substituait ceux d'attaques distinctes que mèneraient l'Armée de réserve et la Quatrième armée. Puis, par suite de l'échec d'un assaut que la Quatrième armée mena aux premières heures du 18, on effectuait une nouvelle révision. Le nouveau programme prévoyait des coups de rechange coordonnés que porteraient les deux armées. L'Armée de réserve devait capturer la tranchée Regina le 21 octobre, en préparation d'une attaque chevauchant l'Ancre, qui aurait lieu le 25. Entre-temps, le 23, la Quatrième armée, avec la collaboration de la Sixième armée, amorcerait le mouvement vers Le Transloy, où l'assaut principal aurait lieu trois jours plus tard[92]. De ces opérations qui, on le reconnaissait, dépendaient du temps qu'il ferait, seule la

* L'histoire officielle des Allemands précise que 38 divisions complètes furent aux prises avec les Britanniques jusqu'à la fin de septembre[90].

première, à laquelle la 4" division canadienne devait participer, devint réalité telle quelle.

Dans l'intervalle, le général Joffre qui, plus que quiconque, devait assurer la coordination de toutes les opérations alliées en Europe, s'impatientait de la tournure que prenaient les événements sur le front occidental. Ailleurs, le tableau général n'était pas encourageant. Dans l'Est, l'ennemi avait stabilisé sa position des Carpathes aux marais de Pripet. A la tête de l'Adriatique, les Italiens se préparaient à lancer la neuvième bataille de l'Isonzo, après avoir eu peu de succès au cours de deux autres tentatives en vue d'élargir leur tête de pont de Gorizia. Von Falkenhayn avait repoussé les Roumains dans leur tentative d'invasion de la Transylvanie et, en outre, une armée bulgare, renforcée de contingents allemands et turcs, avait eu raison des forces roumaines et russes à Dobourja et, le 22 octobre, occupé le port de Constantsa sur la mer Noire. Une contre-offensive que l'armée d'Orient du général Sarrail lançait à la mi-septembre, pour tâcher de détourner les forces bulgares vers le front de Salonique, avait eu peu de succès[93]. Il était temps que les alliés remportent un succès marquant. C'est pourquoi, ayant pris connaissance du nouveau plan britannique, le commandant en chef des armées françaises demandait à Haig, le 18 octobre, de s'en tenir au plan qui avait d'abord été conçu (voir ci-dessus, p. 195) et de lancer une nouvelle grande offensive de la Somme sur un front étendu. En réponse, sir Douglas rejetait l'insinuation selon laquelle il perdait du temps ou relâchait ses efforts et rappelait à Joffre qu'il lui appartenait de juger de ce qu'il était en mesure d'entreprendre et du moment qui lui convenait[94].

La 4e division sur la Somme

Il convient maintenant de reprendre l'histoire de la 4° division canadienne, qui avait débarqué en France à la mi-août et gagné le front le 25. Lorsque le gros du corps d'armée canadien se déplaça vers la Somme, la 4e division resta dans le nord et, le 3 septembre, fut intégrée dans le «contingent de Franks», formation temporaire qui réunissait en outre des groupes d'artillerie britanniques, belges et australiens, et quelques unités diverses. Il tirait son nom de son commandant, le major-général G. McK. Franks, major-général de l'Artillerie royale de la Deuxième armée95. La division détenait alors un front de 4J milles qui s'étendait depuis l'ouest de Messines jusqu'au canal d'Ypres-Comines. Elle faisait face à la 26° division et à des éléments de la 4° division Ersatz96. Les patrouilles alliées découvrirent que des parties considérables de la ligne avancée de l'ennemi n'étaient pas occupées, indice qu'il entendait traiter le saillant d'Ypres comme secondaire par rapport à la région de la Somme et y contenir les forces alliées avec le moins d'effort possible. Nombreux étaient les jours où le feu de son artillerie et de ses mortiers était extrêmement léger; les alliés y répondaient à trois obus contre un97. L'activité s'y accentuait à la mi-septembre lorsque la Deuxième armée y effectua une trentaine de raids de diversion pendant que la Quatrième armée se lançait à l'attaque dans la bataille de Flers-Courcelette. Sur les dix raids

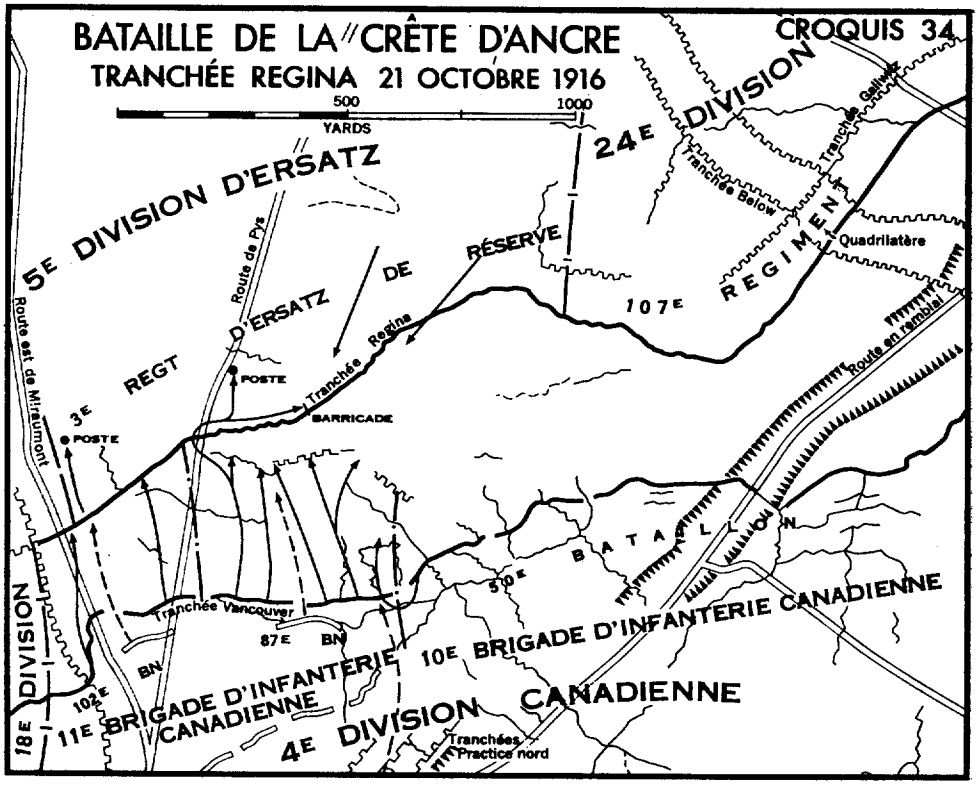
effectués dans la nuit du 16 au 17, sept le furent par des Canadiens. Au total, 274 officiers et soldats des 46e, 47e, 54e, 72e, 75e et 87e bataillons y prirent part[98]. Dans les six raids considérés comme des succès, les Canadiens firent 22 prisonniers et tuèrent au moins 30 Allemands, sans qu'il leur en coûte beaucoup à eux-mêmes[99].

A compter du 18 septembre, la 4e division canadienne releva temporairement du 9e corps d'armée, étant donné que le contingent de Franks cessait d'exister*. Trois jours plus tard, elle passait à la réserve de la Deuxième armée, dans la région d'instruction de Saint-Omer. Les soldats y apprirent à manier le nouveau fusil Lee-Enfield et se formèrent à la collaboration avec l'aviation et l'artillerie. On insistait particulièrement sur les moyens de reconnaissance, soit les feux d'atterrissage et les marques de craie sur les casques, puis sur l'avance derrière un barrage rampant à raison de cent verges en trois minutes. Chaque homme reçut un nouveau masque à gaz et eut l'occasion d'en faire l'essai avec du gaz lacrymogène. Dans la nuit du 2 au 3 octobre, la division prenait le train pour gagner la Somme.

Cette série de changements terminée, à la suite du départ du corps canadien, la division du major-général Watson occupait l'aile droite du 2e corps d'armée et défendait un front de 2,000 verges, de la route de Miraumont est à la tranchée de Below, soit la première ligne de l'ancienne position de Le Sars[101]. Après quelques jours de beau temps, il se mit à pleuvoir sans répit et les conditions allaient de mal en pis dans les tranchées de première ligne. En maints endroits, celles-ci étaient affaissées à cause de la pluie et des bombardements de l'ennemi: ce n'était plus que les fossés où les soldats avaient de l'eau jusqu'aux genoux. Dans les tranchées les moins atteintes, le manque d'abris-cavernes avait poussé les soldats à creuser sous le parapet pour se protéger, de sorte qu'il y avait danger d'effondrement si le temps humide persistait. Heureusement, le beau temps revint momentanément et l'espoir d'entrer en action fit renaître l'enthousiasme. L'artillerie était en train d'avoir raison de l'obstacle des barbelés devant la tranchée Regina. Les patrouilles signalèrent que, si l'ennemi persistait à poser de nouveaux réseaux à boudins tous les soirs, il ne parvenait pas à combler toutes les brèches pratiquées au cours de la journée[102].

La bataille de l'arête d'Ancre reprit le 21 octobre. Le 2e corps d'armée lança une nouvelle attaque contre la tranchée Regina par un temps froid et clair, en guise de première étape des opérations que le commandant en chef avait prescrites trois jours auparavant. S'avançant sur un front de 5,000 verges, il avait pour objectif les tranchées Stuff et Regina sur toute leur longueur, sauf les mille verges de l'extrémité est de la tranchée Regina. La 5e division d'Ersatz, qui avait remplacé la brigade de fusiliers marins au milieu d'octobre, défendait cette ligne. Les troupes de choc comprenaient, de droite à gauche, la 11e brigade canadienne commandée par le brigadier-général V. W. Odlum, la 53e brigade britannique (de la 18e division), deux brigades de la 25e division et une brigade de la 39e. Les forces d'appui

* Un pionnier du 72e bataillon, le soldat A. E. McGubbin, se vit attribuer le mérite d'avoir inventé au cours de cette période, au moyen d'une botte à .fèves au lard., le Tommy cooker, dans lequel on utilisait un mélange carburant de toile à sac et de gras. Ce petit fourneau improvisé fut bientôt utilisé par tout le bataillon sur la Somme et ensuite adopté par un grand nombre d'autres unités[100].



consistaient en sept artilleries divisionnaires de campagne (y compris celles des ire, 2e et 3e divisions de campagne) et 200 canons et obusiers lourds.

La tranchée Regina: (3) les attaques des 21 et 25 octobre

Les Canadiens avaient pour objectifs, le 21 octobre, 600 verges de la tranchée Regina, dans la partie située immédiatement à l'est de la tranchée Courcelette. La 1 le brigade monta à l'assaut avec les 87e et 102e bataillons. Cette fois, les barbelés allemands ne présentaient aucun obstacle: des bombardements systématiques les avaient réduits en miettes. Derrière un intense barrage qui les abritait «comme un mur», les deux bataillons atteignirent la tranchée Regina à 12h. 20, soit moins d'un quart d'heure après l'heure H. Ils y trouvèrent nombre d'Allemands tués par le tir de barrage et les survivants prêts à se rendre. A une heure, les Canadiens consolidaient leur position et avaient capturé 160 prisonniers. A trois heures, le 87e bataillon, sur la droite, faisait savoir qu'il avait réussi à bloquer la tranchée Regina à quelques verges à l'est de la route de Pys-Courcelette[103]. Les pertes canadiennes se chiffraient par 200, la plupart étant imputables au tir à obus qui les avait surpris après la prise de l'objectif. Au cours de l'après-midi, notre artillerie brisait pour sa part plusieurs attaques contre le 102e bataillon. Toute la nuit durant, un barrage

de tir à obus, dirigé contre la partie de la tranchée Regina qui restait à prendre, protégea la barricade qui avait été érigée sur le flanc droit. Sur la gauche et au centre du corps d'armée, les brigades britanniques avaient réussi à remporter la tranchée Stuff et la plus grande partie de la tranchée Regina pour le compte des Alliés. Les opérations de nettoyage terminées, le 2e corps avait fait plus de mille prisonniers[104]. Le reste de la tranchée Regina devrait résister à un autre assaut des Canadiens avant que la 4e division finisse par en avoir raison.

Le 24 octobre, en préparation de la prochaine tentative, le général Watson reprit à la Quatrième armée 400 verges de son front gauche, ce qui prolongeait la ligne du 2e corps vers l'est jusqu'à la route de Le Sars-Pys. La facilité avec laquelle la 11e brigade s'était emparée de ses objectifs le 21 semble avoir engendré la décision de confier à un seul bataillon de la 10e brigade (brigadier-général W. St. P. Hughes) l'attaque contre la même section rentrante (longue de 700 verges) de la tranchée Regina qui avait constitué l'objectif de la 3e brigade lors de l'échec du 8 octobre. Le plan d'attaque était conforme aux «Propositions d'opérations secondaires» que le quartier général de la 10e brigade avait diffusées le 22 octobre. (Elles étaient reproduites, faute d'autre papier, au verso des exemplaires excédentaires de la «Formule de testament» des militaires[105]). Par suite du retardement de l'assaut, les troupes de choc passèrent vingt-quatre heures sous une pluie torrentielle dans les fossés de départ à moitié remplis de boue et d'eau et le 44e bataillon attaquait à 7 heures du matin le 25.

Ce fut immédiatement la tragédie. Le tir de barrage qu'assuraient les trois brigades de campagne des ire et 3e artilleries divisionnaires canadiennes se révéla dangereusement faible et inefficace. Depuis le quadrilatère, sur la droite, l'ennemi put avec ses mitrailleuses balayer la zone disputée d'un intense tir d'enfilade; dans la tranchée Regina, on apercevait des tirailleurs et des mitrailleurs allemands qui, indemnes, s'exposaient tout le torse par-dessus le parapet[106]. Outre une pluie de balles qui fauchait de grandes trouées dans leurs rangs, les troupes d'attaque furent bientôt inondées de shrapnels et d'explosifs brisants, pendant qu'un intense barrage défensif éclatait sans relâche sur toute la longueur du front. Aucun soldat n'atteignit la tranchée Regina. La plupart de ceux qui ne furent pas tués sur-lechamp se cachèrent dans les trous d'obus et des tranchées désaffectées, où ils se terrèrent le reste du jour, quelques-uns seulement étant parvenus en se traînant, à regagner leurs propres lignes avant la nuit. Du point d'appui de la 11e brigade, sur la gauche, le 75e bataillon avait réussi à gagner 150 verges vers l'est le long de la tranchée Regina, mais il fut bientôt repoussé à son point de départ ne parvenant pas, comme il l'avait prévu, à joindre le 44e bataillon.

Au cours de la journée la plus sombre qu'il devait connaître de toute la guerre, le 44e bataillon subit 200 pertes[107]. Le réquisitoire du' commandant de bataillon selon lequel «le barrage fut un échec lamentable»* est corroboré par de nombreux

* Le brigadier-général Hughes a noté que, la veille de l'attaque, il transmit personnellement au commandant de division les remarques d'officiers d'artillerie qui avaient déclaré qu'on leur avait ordonné de déménager leurs canons et que ceux-ci ne seraient pas tous en position de tir à l'heure H; du reste, .la plupart de ceux qui pourraient tirer ne seraient pas réglés»[108].

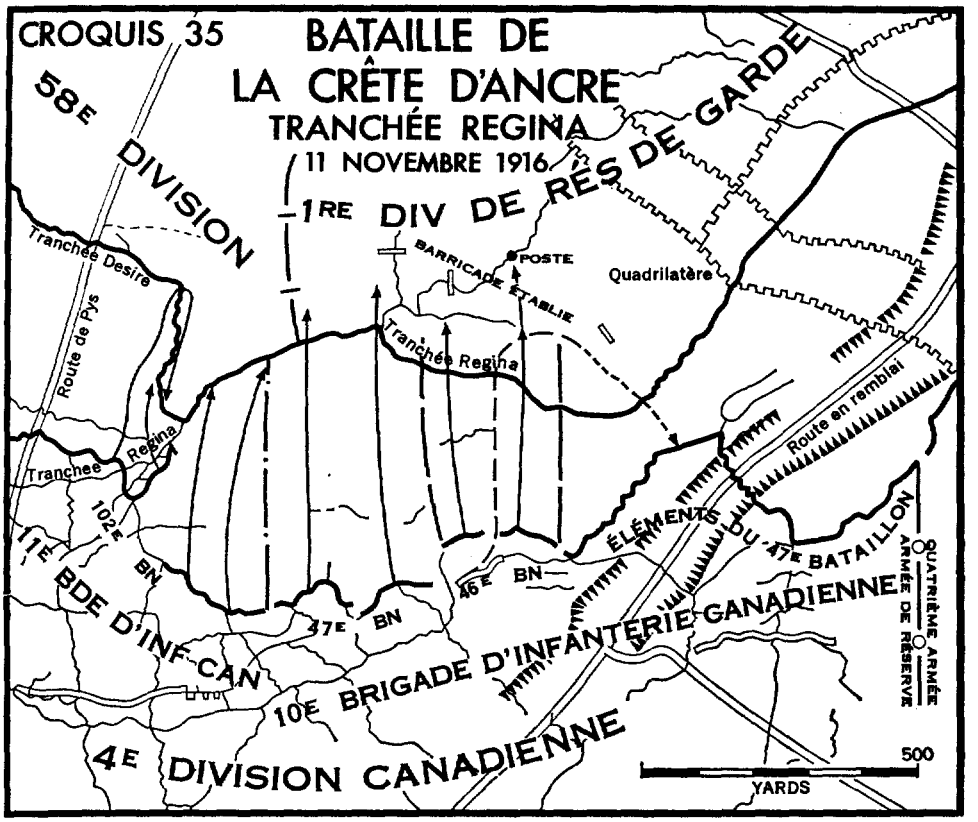
rapports d'officiers d'infanterie et d'officiers mitrailleurs (y compris l'aveu d'un observateur d'artillerie, qui admit que «le tir était absolument insuffisant pour tempérer le feu des mitrailleuses ennemies, du fait que trop peu de canons se trouvaient orientés sur le secteur et que le rythme de tir était trop lent»[109]. Il est certes triste de constater, au sujet des plans, ainsi que le révèlent les tables de tir de l'artillerie relatives à l'opération, qu'on ne s'occupa pas suffisamment de protéger, par le barrage, les flancs de la zone d'attaque et que pas un seul obus ne fut dirigé contre la forte position que l'ennemi occupait dans le quadrilatère[110].

Le mauvais temps de la quinzaine suivante obligea les nôtres à remettre à plusieurs reprises la suite des opérations. Depuis que la 4e division était au front, il avait plu 16 jours sur 21; le journal de guerre notait à ce moment-là que les tranchées de première ligne étaient dans un état indescriptible. Le 8 novembre, toutefois, la température tournait au froid et le temps resta sec assez longtemps pour que l'offensive longtemps différée paraisse enfin réalisable. Grossie des services supplémentaires et du personnel qu'il lui manquait pour compléter son effectif, l'armée de réserve était devenue la Cinquième armée. Le général Gough, à qui les commandants subalternes faisaient instamment valoir que les délais à répétition étaient injustes pour les soldats, recommanda que ses forces attaquent le 13 ou quittent le front pour aller se reposer. D'autre part, sir Douglas Haig se rendait compte de l'effet favorable qu'un assaut réussi ne manquerait pas d'avoir sur la situation en Roumanie et en Russie. Il précise dans son journal que la position des Britanniques, à la prochaine conférence de Chantilly, «serait de beaucoup renforcée (puisque la mémoire est courte) s'il pouvait y assister après avoir pris Beaumont-Hamel, par exemple, et capturé 3,000 prisonniers allemands>. Il se disait «prêt à courir des risques raisonnables> et, dans l'après-midi du 12, adopta la ligne de conduite que. Gough lui proposait[111].

La tranchée Regina: (4) prise des tranchées Regina et Desire

L'opération suivante de la 4e division canadienne préludait à la nouvelle offensive. L'objectif était encore le reste de la tranchée Regina. L'assaut serait déclenché dès que les obusiers lourds auraient réussi, durant deux jours, à pilonner les tranchées et les barbelés de l'ennemi. Ce succès devint réalité les 9 et 10 novembre et, en conséquence, à minuit dans la nuit du 10 au 11 novembre, nos troupes montaient à l'attaque. La 10e brigade, sur la droite, attaqua avec les 46e, et 47e bataillons, tandis que le 102e bataillon de la 11e brigade attaquait à gauche. Chaque brigade d'infanterie était appuyée par une artillerie de division au grand complet, soit la 11e par les quatre brigades d'artillerie de campagne de la 1redivision et la 10e par celles de la 3e division[112].

Cette fois, tout alla bien. Au dire de l'infanterie, le barrage était parfait113. En s'élançant d'une ligne de départ placée à 150 verges en avant de leurs propres tranchées, les Canadiens purent pénétrer loin à l'intérieur du contre-barrage ennemi et, à la faveur de la pleine lune et d'un ciel clair, ils atteignirent rapidement



leur objectif qu'ils prirent d'assaut. Surpris, l'ennemi offrit peu de résistance. Le 102e bataillon repoussa deux contre-attaques et, à 2h.20 du matin, il avait consolidé sa position. L'ennemi laissait 50 morts et près de 90 prisonniers, membres de la 58e division et de la lie division de réserve de la garde. Les Canadiens n'avaient que peu de pertes à déplorer; seul le 47e bataillon avait essuyé le feu des mitrailleuses[114]. Le major-général Watson écrivit à l'artillerie pour la féliciter de «l'excellente collaboration qu'elle avait su accorder à l'infanterie»[115].

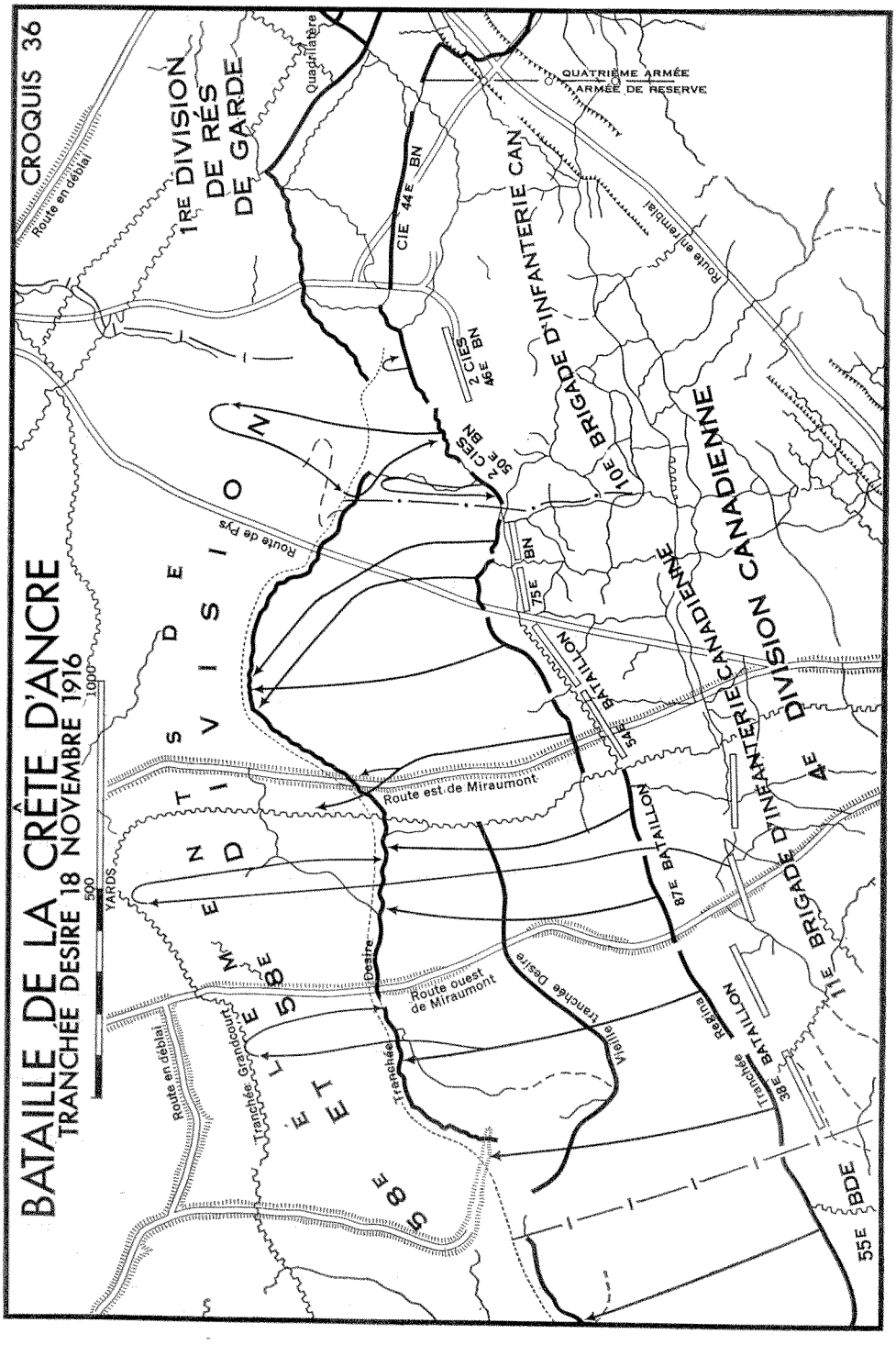
Ainsi se termina la bataille de la crête d'Ancre. Sauf un éperon situé juste à l'ouest de Pys, nous étions maîtres de tout le terrain qui dominait, du sud, les villages de Grandcourt et de Miraumont. La tranchée Regina, dont la conquête avait coûté tant de sang, n'était plus une place forte. Les si nombreux bombardements l'avait réduite à une simple dépression dans le calcaire, éventrée sur vingt pieds de largeur en maints endroits et, sur de longs tronçons, jonchée presque jusqu'au bord de débris et de cadavres[116].

Lorsque débuta la bataille de l'Ancre le 13 novembre, le front de la Cinquième armée encerclait la vallée à l'ouest et au sud. Sur la gauche, tenant un front de quatre milles qui n'avait pas changé depuis le début de juillet, les 13e et 5e corps étaient tournés vers l'est en direction des ruines de Serre et de Beaumont-

Hàmel. Franchissant la rivière juste au-dessous de Saint-Pierre-Divion, la *ligne* se courbait vers l'est et, comme nous l'avons vu, était tenue par le 2e corps le long de la crête nord de l'arête de Thiepval, jusqu'à la ligne de démarcation de la zone d'activité de l'armée, au quadrilatère sis au nord-ouest de Le Sars. Le principal objectif du général Gough était le saillant de Beaumont-Hamel, dont le 5e corps devait s'emparer avec quatre divisions. Une division du 13e corps devait prendre Serre tandis que, dans la vallée, le 2e corps devait se lancer à l'assaut vers le nord à partir de la redoute Schwaben et de la tranchée Stuff avec deux divisions britanniques. L'appui d'artillerie, (qui comprenait les canons des lie, 2e et 3e divisions canadiennes), était plus important que pour toute opération antérieure. Il devait consister en un intense bombardement de 48 heures de tous les villages et toutes les tranchées que détenait l'ennemi, ainsi que de tous les accès au champ de bataille qui étaient aux mains de l'ennemi[117].

A l'heure H (5h.45 du matin) on fit sauter une mine de 30,000 livres près du sommet du saillant allemand et un barrage foudroyant éclata tout le long du front. L'opération réussit le mieux sur la droite et au centre. De chaque côté de l'Ancre les 2e et 5e corps réalisèrent des avances de 1,200 à 1,500 verges, pour s'emparer de Saint-Pierre-Divion et de Beaumont-Hamel. Les attaques convergentes encerclèrent un grand nombre d'Allemands dans la vallée. Le nombre de prisonniers capturés au cours de cette journée n'était pas tellement inférieur à celui que sir Douglas Haig avait espéré. Au sujet de la pénétration de l'armée britannique, le général Ludendorff a dit qu'elle avait porté un coup d'autant plus dur que les Allemands considéraient une telle éventualité comme désormais impossible, notamment dans les secteurs où leurs troupes restaient en possession de bonnes positions[118]. Sur le flanc nord, cependant, l'attaque fut un échec. Les soldats avançaient dans la boue qui, en bien des endroits leur allait jusqu'à la ceinture. Ils furent violemment repoussés par une défense forcenée de l'arête de Redan et des tranchées creusées devant Serre. Le lendemain, dans un léger brouillard, les troupes postées sur la rive nord de l'Ancre avancèrent encore de mille verges jusqu'aux abords de Beaucourt, village sis à un mille à l'est de Beaumont-Hamel.

La brume étant devenue plus épaisse, il y eut peu d'activité les deux jours suivants. Le général Haig, qui assistait à la conférence de Chantilly, avait du reste ordonné de retarder toute nouvelle opération de quelque envergure jusqu'à son retour[119]. Mais comme le commandant du 5e corps avait confiance de pouvoir obtenir de nouveaux succès, le général Gough obtint du commandant en chef l'autorisation de poursuivre l'offensive le 18. Les projets changèrent plus d'une fois suivant les nouvelles estimations de la puissance avec laquelle l'ennemi pouvait résister, et le plan définitif confia l'attaque principale au 2e corps d'armée. Sa division de gauche (la 19e) devait prendre Grandcourt, puis traverser l'Ancre pour occuper la ferme de Baillescourt, sur la rive opposée. Dans les opérations subsidiaires, sur la droite, la 180 division et la 4e division canadiennes devaient prendre la nouvelle tranchée Desire (en allemand *Dessauer)* et la tranchée d'appui Desire, établies de 500 à 800 verges au nord de la tranchée Regina. Sur la gauche, il ne devait pas y avoir d'autre tentative en vue de réduire le puissant dispositif


BATAILLE DE LA CRÊTE D'ANCRE
TRANCHÉE DESIRE 18 NOVEMBRE 1916
CROQUIS 36
1RE DIVISION DE RÉS DE GARDE
Quadrilatère
Route en déblai
QUATRIÈME ARMÉE
ARMÉE DE RESERVE
CIE 44E BN
2 CIES 46E BN
2 CIES 50E BN
10E BRIGADE D'INFANTERIE CAN
Route en remblai
Route de Pys
75E BN
54E BATAILLON
87E BATAILLON
38E BATAILLON
4E DIVISION CANADIENNE
11E BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
Route est de Miraumont
Route ouest de Miraumont
Vieille tranchée Desire
Tranchée Desire
Tranchée Grandcourt
Route en déblai
58E ET 58E DIVISION
YARDS
500
1000
55E BDE

de Serre, mais deux nouvelles divisions du 5e corps d'armée se virent confier comme objectifs les tranchées de réserve que les Allemands avaient établies plus à l'est et qui s'étendaient vers le nord, de Grandcourt à Puisieux. Malgré un temps incertain et les rapports contradictoires des services de renseignements, les préparatifs se firent avec une hâte qui ne laissait présager rien de bon quant aux résultats[120].

La première neige tombait dans la nuit du 17 au 18 novembre et l'opération débutait peu après 6 heures du matin le 18, sous un grésil aveuglant qui se changea ensuite en une pluie battante. Le combat se déroula dans les pires conditions. Avançant à tâtons dans la boue à demie gelée, l'infanterie reconnaissait mal ses objectifs sous la neige et s'égara à plus d'une reprise. Comme l'artillerie ne pouvait prendre d'observations et qu'elle était mal renseignée sur les progrès de l'infanterie, elle dut s'en tenir à son programme préétabli et espérer que son appui était efficace. L'étonnant c'est que, dans des conditions aussi mauvaises, nos soldats aient pu avancer le moindrement. Par ce qu'ils ont accompli ils ont prouvé leur capacité d'endurance physique, leur esprit de sacrifice et leur ténacité à toute épreuve.

L'assaut des Canadiens se déroula sur un front de 2,200 verges, la 4e division ayant repris, le 16 novembre, la position que détenait la brigade de droite de la 18e division. La poussée principale du général Watson portait sur la gauche, où la 1 le brigade, renforcée par un bataillon de la 12e brigade (brigadier-général J. H. MacBrien), mena son attaque de part et d'autre des deux routes de Miraumont avec quatre bataillons (de droite à gauche, les 75e, 54e, 87e et 38e. A l'est de la route de Courcelette-Pys, la 10e brigade se porta à l'attaque avec le 46e bataillon à droite et le 50e à gauche. La division était appuyée par le 2e corps d'artillerie lourde, quatre artilleries divisionnaires (trois canadiennes et la 11e britannique) et la batterie de mitrailleuses motorisées Yukon. Un écran de fumée lancé par la compagnie spéciale n° 2 des Royal Engineers masqua effectivement l'avance, qui ne put être observée ni du front ni du flanc droit[121].

Les Canadiens avaient pour tâche de saisir la tranchée d'appui Desire, d'établir une nouvelle ligne à 100 ou 150 verges au delà et de pousser plus loin, si possible. (Un ordre de dernière heure émis par le quartier général du général Watson, à 2h.30 du matin, enjoignait à la 11e brigade d'avancer jusqu'à la tranchée Grandcourt, à quelque 500 verges au delà de la tranchée d'appui Desire.) A l'heure H, tout en maintenant un barrage concentré et continu sur les tranchées ennemies, les canons amorcèrent un barrage rampant derrière lequel les compagnies d'infanterie (deux de chaque bataillon sauf le 46e) avancèrent en quatre vagues espacées d'au plus 50 verges. Une parfaite coordination de l'artillerie et de l'infanterie donna d'excellents résultats. En moins d'une heure, le 54e bataillon avait renvoyé son premier groupe de prisonniers. A 8 heures, les deux brigades avaient atteint leur premier objectif et s'empressaient de se retrancher au delà de la tranchée d'appui Desire. Les prisonniers de la 58e division arrivaient en groupes allant jusqu'à 50 à la fois. Une contre-attaque des Allemands lancée contre le 54e bataillon prit vite fin, lorsque l'ennemi laissa tomber ses armes et se rendit; une seconde attaque fut brisée par l'artillerie. Sur la gauche, les 38e et 87e bataillons, après avoir dépassé et la tranchée Desire et 'la tranchée d'appui- de cette dernière, dépêchèrent de fortes patrouilles le long de la pente, jusqu'à la tranchée Grandcourt, où ils

établirent des postes de mitrailleuses et firent d'autres prisonniers. Au cours de la journée, la 4e division canadienne s'emparait de 17 officiers et de 608 soldats d'autres grades[122].

Malheureusement, le succès que remportèrent les soldats du brigadier-général Odlum n'eurent pas de contrepartie ni sur l'un ni sur l'autre flanc. La situation de la 10e brigade sur la droite, qui ne fut jamais si favorable qu'elle le paraissait, s'était détériorée. La seule compagnie d'assaut du 46e bataillon avait tellement souffert du feu des armes portatives qu'elle ne put tenir le terrain qu'elle avait gagné. Sur sa gauche, le 50e bataillon, après avoir perdu contact avec la 11e brigade, fut repoussé à la tranchée Regina par un intense feu de mitrailleuse venant des deux flancs. La 18e division britannique avait, elle aussi, moins bien réussi que les premiers rapports ne le laissaient entendre. La 55e brigade, qui côtoyait les forces d'Odlum sur la gauche, s'empara d'environ 300 verges de l'extrémité est de la tranchée d'appui Desire, qu'elle relia à la partie de la même tranchée que les Canadiens avaient prise, mais le reste de son objectif était encore aux mains de l'ennemi. Le succès avait été partiel dans la vallée de l'Ancre, où les ailes intérieures des 2e et 5e corps avaient poussé une saillie à un demi-mille au delà de Beaucourt. L'aile gauche du général Jacob avait cependant échoué dans sa tentative pour atteindre Grandcourt ou la ferme de Baillescourt. Au nord de la rivière, le 5e corps avait très peu ajouté à ses progrès du 14 novembre. Les deux corps d'armée ayant souffert de lourdes pertes, ils n'étaient pas en état de continuer l'offensive[123].

Comme les Allemands avaient, au cours de la journée, remplacé leur 58e division par leur 56e, on pouvait s'attendre qu'ils contre-attaquent en nombre et avec des forces fraîches l'aile droite du 2e corps. En conséquence, dès midi et demi, le général Watson décidait de retirer les patrouilles de la tranchée Grandcourt et de bombarder celle-ci en préparation d'une attaque de grande envergure. Mais à 7h.50, étant donné l'état peu satisfaisant des autres secteurs du front, Jacob annulait toute nouvelle avance des 18e et 4e divisions canadiennes. Il fait peu de doute, ainsi que le signale l'histoire officielle des Britanniques, que les Canadiens n'auraient pas pu occuper en permanence la tranchée Grandcourt[124]. Néanmoins leurs progrès n'étaient pas sans importance. Dans ce qui devait être sa dernière intervention sur la Somme, la 4e division avait avancé de près d'un demi-mille sur un front de 2,000 verges. Elle avait subi 1,250 pertes, mais en retour elle avait pris la moitié autant de prisonniers et avait tué ou blessé un grand nombre d'Allemands[125].

La grosse pluie du 19 novembre aurait empêché les effectifs du général Gough de renouveler la lutte, même s'ils avaient été en état de le faire. Elle mit fin au combat de l'Ancre, le dernier de la bataille de la Somme. «Le sol détrempé par les pluies et partout bouleversé par les innombrables trous d'obus n'est plus qu'une fondrière», déclarait sir Douglas Haig le 21, dans une communication qu'il faisait au chef de l'état-major impérial126. Dans de telles conditions, même lorsqu'il y avait une accalmie dans la bataille, les hommes devaient faire un effort physique extrême ne fût-ce que pour subsister dans les tranchées. L'existence du soldat de première ligne était une lutte perpétuelle contre le froid et l'humidité, puisqu'il se

traînait toute la journée sous la pluie et dans la boue, se protégeant de son mieux au moyen de la toile de campagne dont il s'enveloppait. On remit aux troupes de longues bottes pour les aider à se garantir contre le pied de tranchée, mais celui qui les portait devait souvent les abandonner lorsqu'il s'embourbait dans la glaise. Pour des raisons de santé, les relèves devaient être fréquentes, même si elles étaient épuisantes. Vers la fin du tour de service des Canadiens sur la Somme, les bataillons d'infanterie avaient jusqu'à huit milles à marcher depuis leurs cantonnements jusqu'à leurs tranchées à Albert et quatre milles au moins pour atteindre les prochains bivouacs, sur la colline de Tara. «Étant donné le mauvais temps, déclarait le général Watson au quartier général du corps d'armée canadien, les vêtements deviennent tellement enduits de boue, que la capote, le pantalon, les bandes molletières et les bottes pèsent jusqu'à 120 livres; beaucoup de soldats ne peuvent effectuer les mouvements de relèves[127].

Du reste, les changements de fonctions n'exemptaient personne du travail au sein des équipes qu'il fallait sans cesse reformer. Qu'elles fussent au front ou en repos, les unités devaient tous les soirs participer aux groupes de transport. A partir du point sur la route de Bapaume où le bombardement des Allemands rendait impossible l'emploi de véhicules à roues, les vivres, les munitions et les approvisionnements des tranchées de première ligne devaient se transporter à dos d'homme ou de cheval. Un historien régimentaire en décrit la scène sinistre qui revenait ainsi toutes les nuits.

> Les hommes, ployant sous leur fardeau, s'avancent péniblement dans le noir, pataugeant parfois dans l'eau jusqu'à la ceinture. Morts de fatigue, étourdis, ébranlés par les bombardements incessants, leurs vêtements trempés, leur équipement tout empâté de boue, le visage gris d'insomnie, ils enjambent péniblement les sacs de sable visqueux, trébuchent parmi les cadavres démembrés[128].

La première tâche qui incombait dorénavant à la Quatrième et à la Cinquième armées était celle de remplacer par des troupes fraîches les divisions épuisées et dégarnies, d'améliorer leurs communications à l'avant et de renforcer le nouveau front pour pouvoir le défendre au cours de l'hiver. La Quatrième armée reprit aux Français quatre milles de front, ce qui déplaça la ligne de démarcation interalliée à partir de Le Transloy jusqu'à quatre milles de Péronne. Le rajustement libéra trois corps d'armée français en préparation de l'offensive que le général Joffre envisageait pour le printemps[129]. La 4e division canadienne ne fut pas relevée tout de suite. En la laissant en première ligne presque sept semaines d'affilée, on la reconnaissait comme suffisamment aguerrie. Entre le 26 et le 28 novembre, elle cédait la place à la 51e division britannique et allait rejoindre le corps d'armée canadien sur le front de Lens-Arras.

Sur la Somme, les Canadiens avaient perdu 24,029 hommes[130].

Le bilan de la Somme

«Nous avions déjà atteint les trois grands objectifs que nous nous étions fixés au début de notre offensive, en juillets, écrivit sir Douglas Haig dans sa dépêche. ««Nous avions dégagé Verdun, maintenu le gros des troupes allemandes sur le

front de l'ouest et très sensiblement usé les forces de l'ennemi. Un seul de ces trois résultats suffisait à justifier la bataille de la Somme»[131].

Ni pendant, ni après la guerre cette conclusion du commandant en chef britannique ne fut acceptée à l'unanimité; loin de là. Le peu de terrain que nous avions gagné et les lourdes pertes que les forces alliées avaient subies suscitèrent bien des critiques en France comme au Royaume-Uni. On se demandait surtout si la guerre d'usure que les Alliés avaient résolu de mener avait vraiment réussi à diminuer la résistance de l'ennemi. Encore en 1952, l'éditeur des papiers personnels de sir Douglas Haig déclarait: «II paraît maintenant bien reconnu, au sujet de la campagne de la Somme, que ce fut un échec coûteux, qui fut bien plus dommageable aux Alliés qu'aux Allemands»[132].

Un tel blâme se fondait en grande partie sur la comparaison des pertes subies par les Allemands en regard de celles des armées alliées. Jusqu'à quel point est-il justifié? Malheureusement, il n'existe aucune statistique vraiment digne de foi, surtout quant aux pertes allemandes. D'après des chiffres officieux publiés au lendemain de la guerre, Britanniques et Français auraient subi des pertes deux fois plus lourdes que celles de l'ennemi. Dans un mémoire qu'il présentait au cabinet le 18- août 1916, M. Winston Churchill soutenait que, pour le premier mois de l'offensive de la Somme, les pertes britanniques étaient 2.3 fois plus nombreuses que les pertes allemandes. Par la suite, dans son ouvrage *La Crise mondiale, 1911-1918, il* citait une proportion presque aussi forte pour toute la campagne de la Somme[133]. Dans la même veine, M. Lloyd George affirmait dans ses mémoires que sur la Somme «nous avons subi des pertes deux fois plus grandes que celles que nous avons infligées»[134]. On en vint à accepter ces chiffres un peu partout, en faisant valoir que les officiers de renseignements du général Haig avaient grandement exagéré les pertes allemandes.

Toutefois, on a sérieusement mis en doute les chiffres qu'ont avancés ceux qui cherchaient à jeter le discrédit sur la façon dont les Alliés avaient mené la guerre sur le front de l'Ouest, surtout les défenseurs de Haig. On a prétendu que le gouvernement allemand était parvenu à cacher à la population allemande la vérité au sujet des immenses pertes que ses armées avaient subies. Tandis que les chiffres des Britanniques comprenaient, parmi les blessés, tous ceux qui étaient passés par un poste d'évacuation, ceux des Allemands ne tenaient pas compte des cas moins graves qu'on traitait dans des hôpitaux régionaux, proportion qui, d'après la statistique allemande, s'élevait en moyenne à 30 p. 100 de toutes les pertes. (Ainsi, en donnant les chiffres relatifs aux «grandes pertes de l'été de 1916» l'histoire allemande officielle signale que ces données ne comprennent pas `les blessés dont on pouvait espérer la guérison dans un délai raisonnable.»[135])

L'historien officiel britannique a pleinement tenu compte des différences dans la façon de compter les pertes. En 1931 (dans son premier volume sur les opérations du front ouest en 1916) il calculait que les pertes alliées sur la Somme avaient été d'un peu plus de 600,000 et que celles des Allemands avaient été de 582,919136. Toutefois, en 1938, après que l'Allemagne eût donné comme chiffres

officiels 465,525 pertes (contre 700,000 pertes anglaises et françaises)[137], il revisa ses calculs. Il calculait qu'une juste comparaison aboutirait aux chiffres ronds ci-après (compte tenu du nombre de prisonniers et de ceux qui manquaient à l'appel) pour l'ensemble de la campagne de la Somme: Allemands (y compris le bombardement de sept jours qui avait eu lieu à la fin de juin), entre 660,000 et 680,000; Britanniques, 419,654; Français, 204,253*; soit un total de 623,907 pour les Alliés[139].

Bien que l'authenticité des chiffres relatifs aux pertes ennemies soit contestable, les Allemands eux-mêmes ont amplement témoigné du dur traitement que les Alliés leur avaient infligé. «L'armée était immobilisée et extrêmement usées, admettait Ludendorff dans ses mémoires[140]. L'offensive alliée avait sapé les forces d'au moins 95 divisions allemandes; 43 d'entre elles avaient été utilisées deux fois et quatre étaient allées au combat trois fois[141]. L'histoire d'unités et de formations relate aussi comment la vieille armée de campagne allemande a été liquidée sur la Somme. Un régiment d'infanterie après l'autre, chacun ayant un effectif nominal de 3,000, accuse des pertes allant de 1,500 à plus de 2,800. Ces chiffres englobent des officiers, des *sous-officiers* et de simples soldats qui se rangeaient parmi les mieux entraînés et les plus courageux. Leurs remplaçants ne pouvaient jamais arriver à leur hauteur en ténacité et en esprit de sacrifice. Il n'est donc pas étonnant que Ludendorff ait déclaré, en janvier 1917, à la conférence qui approuva la guerre sous-marine absolue: «Nous devons épargner à nos hommes une seconde bataille de la Sommel[142]. C'est parce que les Allemands s'étaient rendu compte de ce fait qu'ils renoncèrent à leur décision de tenir et de reprendre leurs positions à tout prix et qu'ils se replièrent sur des dispositifs de défense semi-permanente, de 15 à 30 milles à l'arrière, avant que les Alliés puissent déclencher une autre offensive (voir ci-dessous, p. 262).

«Dans les airs, la victoire a été plus complète», nota l'historien des forces britanniques de l'air. «Du commencement à la fin de la bataille, la guerre aérienne se déroula au-dessus du territoire ennemi»[143]. Le Royal Flying Corps exploita à fond la supériorité régionale qu'elle détenait,—fortune qui ne devait lui sourire que trop rarement durant le reste de la guerre,—pour suivre la tradition de la marine britannique, celle de «repérer l'ennemi et de le détruire, où qu'il se cache»[144]. Les Allemands avaient tendance, à ce moment-là, à donner trop d'importance à l'avion de chasse, qu'ils utilisaient surtout à titre défensif. Dans la guerre aérienne, l'ennemi optait pour la défensive, tandis que le R.F.C. continuait à livrer une guerre offensive[145].

L'offensive de la Somme, comme sir Douglas Haig l'avait espéré (voir cidessus, p. 173) fit notamment éclater l'illusion de l'invincibilité des Allemands sur le front occidental, ce qui ne fut pas le moindre de ses résultats. Malgré toutes les tentatives que firent les auteurs allemands pour déprécier l'usage que les armées alliées surent faire de la supériorité de leur matériel de guerre — *die Material*

* Une analyse indépendante de sir Charles Oman, dont les fonctions du temps de guerre comprenaient l'étude des pertes allemandes, a révélé des chiffres beaucoup moins élevés, soit: 523,000 pertes allemandes contre 490,000 pertes britanniques et françaises[138].

Schlacht—ils ne purent cacher le fait que le prestige militaire des Allemands avait reçu un dur choc psychologique dont il ne devait pas se rétablir.

Malgré tout ce qui a été dit pour justifier la conduite de Haig sur la Somme, nous ne pouvons fermer les yeux sur l'horreur de l'immense boucherie à laquelle les tactiques de commandant en chef ont condamné les troupes placées sous ses ordres. La preuve du succès de la guerre d'usure se voit dans les chiffres convaincants des pertes, et, comme nous l'avons vu, les chiffres des pertes sur la Somme ne le sont pas. A tout prendre, la campagne de cinq mois qui avait débuté le ber juillet avec tant d'espoir n'avait abouti qu'à une rencontre coûteuse et sans issue.

CHAPITRE VII

L'ARRIÈRE

DES champs de bataille de France, nous nous tournons maintenant vers le Canada et le Royaume-Uni pour aborder brièvement certains des principaux problèmes administratifs qui s'étaient posés jusque-là au cours de la guerre. Nous allons d'abord examiner la question de l'administration et de la direction des troupes canadiennes au Royaume-Uni.

Commandement divisé au Royaume-Uni

Nous avons déjà noté (voir ci-dessus, p. 9) qu'au début de la guerre la Milice canadienne était administrée par un ministre présidant un Conseil de la milice formé de six membres, dont les fonctions, toutefois, n'étaient que consultatives. Il ne pouvait y avoir que très peu de planification coordonnée efficace, notamment sous la direction d'un ministre comme le colonel Sam Hughes, qui, à toutes fins pratiques, ne tenait aucun compte des autres membres du Conseil, et qui avait peu de confiance en leurs capacités*. Quand la guerre éclata, on ne songea nullement à prévoir l'administration de troupes expéditionnaires considérables outre-mer; à vrai dire, les délibérations du Conseil, avant la guerre, à propos d'un tel état d'urgence, n'avaient eu pour résultat que d'établir le mécanisme nécessaire à la mobilisation, que le ministre avait d'ailleurs mis au rancart. Afin de faire face à une situation sans précédent dans l'histoire de la Milice, il devenait nécessaire d'improviser à une haute échelle. Cette nécessité devait assurer une ample marge d'initiative à un ministre dont les attributions lui permettaient d'agir sans consulter le Conseil de la milice. On supprima rapidement une restriction. En temps de paix, la correspondance officielle entre les gouvernements canadien et britannique sur les questions militaires (ainsi que sur d'autres questions) s'était poursuivie par l'entremise du Gouverneur général. Or, le 10 août 1914, le secrétaire d'État aux Colonies autorisait le recours à une voie directe de communication entre le ministre de la Milice et le Conseil de l'armée[1].

Nous avons vu qu'à compter du moment où le premier contingent canadien débarquait au Royaume-Uni jusqu'à ce que la 1- division partît pour la France en février 1915, la responsabilité du commandement et de l'administration des trou-

* Qu'il suffise de rappeler la façon cavalière dont il expédia l'adjudant général, le colonel V. A. S. Williams, à Valcartier, pour qu'il y assume les fonctions de commandant de camp (voir ci-dessus, p. 24).

pes canadiennes en Grande-Bretagne incombait au lieut.-gén. Alderson. A celui-ci succéda son ancien secrétaire militaire, le colonel J.C. MacDougall, officier de la milice canadienne permanente, à qui on conféra «le grade local et temporaire de brigadier-général* pendant la durée de son commandement des Canadiens en Angleterre»[2]. Mais on devait bientôt mettre en doute l'étendue des pouvoirs de MacDougall.

Nous avons déjà fait une brève mention d'un officier qui était destiné à jouer un rôle important dans les affaires du corps expéditionnaire canadien. Le colonel J.W. Carson qui, au début de la guerre, commandait le ber régiment des Grenadier Guards, unité de la milice en garnison à Montréal, avait dirigé le détachement d'avant-garde du premier contingent canadien et était demeuré en Angleterre à titre de «représentant spécial» du ministre (voir ci-dessus, p. 38). D'après un décret du conseil de janvier 1915, le colonel Carson représentait «le ministère de la Milice du Canada au Royaume-Uni, pour ce qui est des approvisionnements et autres fournitures requises par le corps expéditionnaire canadien outre-mer», et devait agir à titre «d'agent du ministre de la Milice, pour ce qui est du maintien de dépôts . . . de l'entretien et de l'alimentation du corps expéditionnaire canadien, tant au Royaume-Uni que sur le théâtre même de la guerre»[3]. Déclarant que ces restrictions limiteraient son utilité auprès du gouvernement canadien, Carson exhorta le premier ministre à lui conférer des pouvoirs plus étendus, lui proposant qu'il soit autorisé «à conseiller le général Alderson, lorsque ce serait souhaitable» et qu'il soit nommé adjoint à sir George Perleyt. Mais sir Robert Borden informa le haut commissaire que le décret du conseil allait «suffisamment loin»[4].

Cela ne dissuada pas le colonel Carson de donner aux autorités britanniques l'impression qu'on lui avait conféré des pouvoirs étendus. Interrogé à propos du renvoi au Canada d'officiers incompétents, il répondit à la région Sud, le 18 février: «Je suis le seul officier présentement en service au pays qui puisse exercer ce pouvoir, et je n'hésiterais pas à agir si la nécessité devait malheureusement se produire», et cela bien que le brig. gén. MacDougall eût succédé au général Alderson en qualité d'officier général commandant les troupes canadiennes au Royaume-Unis[5]. Carson répugnait extrêmement à reconnaître l'autorité de MacDougall, qu'il disait avoir été «laissé, plus ou moins imaginairement, responsable du commandement des troupes canadiennes». (N'était pas compris dans le commandement de MacDougall à ce moment-là, le Dépôt canadien d'instruction de Tidworth, qui était commandé par le colonel W.R.W. James, officier de l'Artillerie royale; non plus que la brigade de cavalerie commandée par le brig.-gén. J.E.B. Seely.) Carson fit savoir à sir Sam Hughes qu'il était souhaitable de nommer «un officier supérieur canadien», ayant un grade non inférieur à celui de major-général, afin d'assumer le «commandement central suprême de *toutes* les troupes canadiennes qui

* La promotion de MacDougall au grade de major-général, bien qu'en vigueur à compter du 21 septembre 1915, ne fut approuvée qu'en août 1916.

† Perley, ministre sans portefeuille dans le cabinet Borden depuis juin 1914, avait été haut commissaire suppléant du Canada au Royaume-Uni. (En tant que membre du cabinet, il ne pouvait avoir plein rang d'ambassadeur.) Il fut créé chevalier commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-Georges le 1°' janvier 1915.

pourraient se trouver en Angleterre à n'importe quel .moment»[6].

Mais toutes les aspirations que Carson eût pu nourrir à l'égard d'une telle nomination en sa faveur étaient vouées à un échec. Au début de mars, le colonel James était nommé en France et, le 19, Hughes informait Carson sans ambages que «le général MacDougall est chargé du commandement militaire de toutes les unités canadiennes en Grande-Bretagne, sauf de celles qui relèvent du brigadier-général Seely. Vous continuerez, comme l'autorise le décret du conseil, à représenter le ministre de la Défense du Canada en Grande-Bretagne»[7]. Bien que, deux jours avant, le ministre eût dit à MacDougall quelque peu vigoureusement: «Vous devez assumer vos responsabilités», en continuant à traiter directement avec Carson à propos d'une variété de sujets nullement limités à la fourniture d'approvisionnements et dé matériel, il tint cet officier en mesure de transmettre des instructions à l'officier général commandant les Canadiens.

Que Carson ne fût pas satisfait de voir ses attributions limitées au RoyaumeUni, on le voit par un incident qui se produisait au début de l'été de 1915, juste après la deuxième bataille d'Ypres. Il s'agit d'une tentative de sa part visant à ce que tous les commandants canadiens de bataillon en France fussent promus au rang de colonel «en guise de légère récompense pour leur magnifique travail au cours des périodes difficiles des quelques dernières semaines». Si des considérations de cadres s'y opposaient, il proposait qu'ils fussent nommés colonels à brevet. Sir Sam Hughes approuva cette proposition décidément inusitée, et Carson informa le général Alderson que le ministre autorisait «la promotion à un grade plus élevé de tous les lieutenants-colonels au front»[8]. Éventuellement, l'affaire aboutit au War Office, qui adressa une lettre soigneusement rédigée au c. en c. de l'armée britannique en France, dans laquelle il n'était formulé aucune décision quant à la question de savoir si les promotions devaient ou non avoir lieu, mais où il était signalé que de telles promotions ne pouvaient «être considérées comme influant en quoi que ce soit sur la préséance de ces officiers à l'égard d'autres officiers relevant de votre commandement»[9]. Alderson ne fit pas les avancements et, malgré les efforts que déploya Carson pour maintenir la question à l'étude (il écrivit sept lettres à sir Sam à ce sujet), le ministre n'exigea pas du commandant de division qu'il donnât suite aux instructions initiales qu'il avait reçues à ce propos[10].

En mai 1915, la formation de la 2e division canadienne et la nomination du major-général Steele à sa tête suscitèrent une nouvelle complication. Il y avait désormais deux commandements canadiens distincts au Royaume-Uni, bien que ni les limites de l'autorité de chaque commandant ni les voies de communication que chacun devait utiliser ne fussent nettement définies. Il parut nécessaire d'établir une forme quelconque de contrôle central,- mais on ne donna pas suite à ce projet. Au lieu de cela, le 26 juillet, sir Sam Hughes (qui se trouvait alors au RoyaumeUni) priait le ministre suppléant de la Milice de «bien vouloir informer le Conseil de la milice que le major-général Steele est promu au commandement de la région Sud-Est, y compris -tous les Canadiens en Angleterre»11. MacDougall devait conserver son grade de brigadier-général, tout en continuant à commander la division

canadienne à l'instruction à Shorncliffe[12]. Le 3 août, Steele se voyait passer le commandement de la région de Shorncliffe des mains d'un officier britannique et, deux semaines plus tard, le major-général R. E. W. Turner arrivait de France pour assumer le commandement de la 2e division canadienne.

Carson (qui avait été promu au grade de brigadier-général en mai) ne perdit pas de temps pour transmettre ce qu'il considérait comme des vues, idées et vceux» du ministre sur les situations relatives de Steele, MacDougall et Turner. Dans une lettre adressée à Steele, le 27 août, il parlait de ses propres «pouvoirs très étendus» en tant que «vice-ministre de la Milice et de la Défense dans les tes Britanniques et sur le théâtre de la guerre». A ce titre, il exigeait que toutes les promotions et nominations d'officiers lui fussent soumises; et il se réservait le droit de correspondre directement, à propos de questions canadiennes, avec les deux commandants de division à Shorncliffe. Le commandement que Steele exercerait sur les deux divisions s'effectuerait par l'entremise de leurs officiers généraux commandants, à la discrétion de qui resteraient toutes les questions d'instruction. La division canadienne d'instruction du brigadier-général MacDougall fut élargie de manière à englober toutes les troupes canadiennes en Angleterre, autres que celles de la 2e division[13]. De façon générale, Steele se rangea à ces vues, tout en protestant contre toute disposition qui pût l'écarter de la voie hiérarchique et faire de lui «la cinquième roue du char».

En novembre, Carson (devenu major-général), cherchant à «supprimer tous les embêtements et ennuis qui existeront toujours dans les conditions actuelles», proposait que le ministre nomme Steele Inspecteur général des troupes canadiennes au Royaume-Uni[14]. Mais cette tentative visant à supprimer une source d'ennuis échoua et Steele demeura officier général commandant la région de Shorncliffe. Avant la fin du mois, un autre commandement était créé. On en était arrivé à la décision selon laquelle toute unité complète arrivant du Canada après le départ de la 2e division canadienne serait envoyée à un nouveau camp qui serait installé à Bramshott, dans la région d'Aldershot, plutôt qu'à Shorncliffe, dont les locaux avaient atteint la limite de leur capacité de logement. Le 19 novembre, le brig.gén. lord Brooke était rappelé de France pour devenir commandant «de la division canadienne à Bramshott».

Une nouvelle source de confusion allait suivre. Le 3 décembre, le général Carson demandait au War Office s'il serait «le moindrement possible d'ajouter la partie de la région d'Aldershot que nous occupons présentement à celle de Shorncliffe». Cela aurait permis de diriger de Shorncliffe l'instruction donnée à Bramshott et aurait obvié à la nécessité de «correspondre avec deux commandements impériaux et d'en recevoir les ordres»15. Donnant suite à cette demande, le War Office informait le commandant en chef du Centre d'instruction d'Aldershot, le 12 décembre, que le major-général Steele serait «entièrement chargé de l'instruction des Canadiens soumis à votre commandement», information qui plut extrêmement à Steele mais non à MacDougall. Celui-ci se plaignit à Carson, qui s'empressa d'expliquer à un War Office plutôt dérouté que McDougall avait le «commandement de toutes les troupes canadiennes en Angleterre, sous la surveillance, cepen-

dant, du major-général Steele». Il soulignait ensuite que, «à l'heure actuelle, lord Brooke, commandant à Bramshott, sert sous les ordres et instructions du brigadiergénéral MacDougall». Carson fit suivre sa lettre d'une visite au War Office, à la suite de laquelle il informait Steele, avec une légère pointe d'optimisme, que tout était «réglé, et nous savons tous exactement où nous en sommes, de sorte que nous pouvons tous voir à notre travail sans marcher sur les brisées de personne». Carson précisait que MacDougall était «chargé de l'instruction et de la discipline de tous les Canadiens en Angleterre», déclaration contre laquelle s'élevait Steele, signalant que pareille situation l'empêcherait d'exercer la moindre surveillance à ces divers égards.

La querelle se poursuivit. A la fin de 1915, Carson était devenu complètement mécontent de la situation et, en décembre, il adressait au ministre une série de communications, libellées en termes très énergiques, l'exhortant à préciser son statut—MacDougall avait soutenu que Carson n'était pas membre du C.E.C.—et demandant que fût établi au Royaume-Uni un organisme qui serait «presque une réplique de l'organisme complet dont vous disposez à Ottawa». Il proposait la création «soit d'un sous-conseil de la milice soit d'un comité financier» avec, outre lui-même «en tant que presque ministre suppléant de la Milice ici, en qualité de votre représentant, une direction de l'adjudant général, du quartier maître général et de l'inspecteur général»[16].

A vrai dire, la nécessité d'un contrôle coordonné s'imposait. Le quartier général de la Milice adressait directement ses messages au War Office, à l'officier général commandant les Canadiens à Shorncliffe (Steele), à l'officier général commandant la division canadienne à Shorncliffe (MacDougall), et au major-général Carson. Dans une lettre au ministre, le commandant du corps expéditionnaire en France se plaignait d'une «quadruple direction», Carson, Steele, MacDougall et Brooke traitant directement avec son quartier général. S'occupaient également de la direction des affaires du corps expéditionnaire canadien, sir George Perley et sir Max Aitken, qui grossissaient de deux les autorités canadiennes avec qui le War Office correspondait. Perley se trouva dans une situation peu enviable, par suite du désir du ministre d'exercer un contrôle étroit sur tout ce qui intéressait le corps expéditionnaire. «Quand j'entends quelqu'un dire, écrivait le haut commissaire à Borden, que selon lui «il y a deux gouvernements au Canada, l'un qui est représenté ici par diverses personnes envoyées par Hughes, et qui n'est pas soumis à l'autre», cela me met au supplice.» Il se plaignait que le ministère de la Milice ne traitât pas avec son bureau uniquement à propos d'affaires courantes et qu'il l'écartât lorsqu'il s'agissait de quoi que ce soit d'important, et il déplorait «que les méthodes administratives canadiennes soient plutôt ridiculisées ici»[17]. Pourtant, Ottawa ne semblait pas pressé d'agir. «Je ne sais vraiment plus que faire pour démêler l'enchevêtrement dans lequel nous nous trouvons», avouait Carson à Steele, le 1 " février.

Au début de janvier, une enquête du secrétaire d'État aux Colonies sur la «position exacte de Carson» fournit au chef de l'état-major, le major-général Gwatkin, l'occasion d'exposer ses vues pour améliorer l'administration au Royaume-

Uni. Dans un mémoire au sous-ministre de la Milice, il soutenait que Carson, remplissait des fonctions débordant le cadre à lui assigné par décret du conseil et qu'il avait, en matière militaire, «graduellement acquis une influence qui est considérée avec inquiétude des deux côtés de l'Atlantiques. Gwatkin recommandait la création d'un conseil local pouvant servir de moyen de communication entre le ministère de la Milice et le War Office sur les questions intéressant l'administration du C.E.C.[18]. La réponse officielle du Canada au secrétaire d'État aux Colonies confirmait que les fonctions initiales de Carson n'avaient pas été étendues et promettait que toute la situation serait examinée à fond par le ministre de la Milice, qui devait bientôt se rendre en Grande-Bretagne.

Le conseil «officieux» de Sir Sam Hughes

On n'avait donné aucune suite au mémoire de Gwatkin, à Ottawa, quand sir Sam Hughes partit pour l'Angleterre le 9 mars 1916 et, d'autre part, sir Robert Borden recevait, de diverses sources, des rapports sur l'état insatisfaisant des affaires au Royaume-Uni. Comme on pouvait s'y attendre de lui, le ministre de la Milice poursuivait sa propre ligne de conduite et, le 24 mars, il informait le premier ministre: «Je ramène Dave Watson (brig: gén. David Watson, qui commandait la 5° brigade canadienne d'infanterie en France) en Angleterre pour le nommer inspecteur général afin de rétablir toute cette situation»[19]. Le 31, Hughes autorisait sir Max Aitken à créer un conseil «officieux», formé du général Carson, du général Watson, d'un quartier-maître général suppléant (colonel George Murphy), d'un adjudant-général suppléant (le brig.-général MacDougall, «si le général Watson voulait bien le juger à propos»), du directeur des services médicaux et de sir Max lui-même. Ce conseil se réunirait hebdomadairement et, sur toute question non militaire, consulterait sir George Perley, le haut commissaire[20]. Quelques jours plus tard, avant de revenir au Canada, sir Sam ajoutait le brig.-gén. lord Brooke au nombre des membres du conseil.

Entre-temps, au Canada, sir Robert Borden mettait au point son propre plan à l'égard du conseil d'outre-mer. Un avant-projet de rapport au cabinet, fondé sur des recommandations du sous-ministre de la Milice et du général Gwatkin (dont le mémoire antérieur semble avoir été apporté en Angleterre par Hugbes[21]), proposait la création d'un conseil canadien d'outre-mer présidé par sir George Perley. Ce conseil se composerait de cinq membres,—un vice-président et des représentants du chef de l'état-major général, de l'adjudant-général, du quartier-maître général et du comptable et officier payeur général,—et de cinq membres associés, y compris le directeur général des services médicaux et des officiers représentant le Conseil de l'armée, l'officier général commandant les forces canadiennes en campagne et le maître général de l'artillerie[22]. Avant que cet avant-propos fût soumis au cabinet, cependant, sir Sam Hughes revenait à Ottawa et persuadait, semble-t-il, le premier ministre de faire l'essai de son propre comité d'outre-mer.

Mais l'existence de cet organe fut de courte durée et ses réalisations peu im-

pressionnantes. Il tint deux réunions à l'hôtel Cecil, les 5 et 20 avril 1916. La première, que le procès-verbal qualifie de «réunion officieuse de quatre membres du comité nommé par le ministre de la Milice et de la Défenses, réunit Carson, Watson, Brooke et Murphy. Entre autres décisions qui y furent prises, il y en eut une selon laquelle le brig.-gén. Watson (que le ministre avait nommé au commandement de la 4e division, qui était sur le point de se former à Bramshott) devait assumer provisoirement le commandement de toutes les troupes canadiennes en Angleterre et des mesures immédiates devaient être prises pour que le brig.-gén. MacDougall fût attaché au quartier général du corps d'armée canadien en France «pour fins d'instruction pendant une période définie». A la seconde réunion, on décidait de l'appellation: «Quartier général du Corps expéditionnaire canadien à Londres, en Angleterre» mais, en l'absence de Watson, on convenait de laisser en suspens «toutes questions importantes intéressant le Corps expéditionnaire canadien» jusqu'à ce qu'il pût être présent[23]. Une réunion convoquée pour le 27 avril était ajournée indéfiniment, de même qu'une autre prévue pour le 4 mai.

Sir Max Aitken, qui n'avait assisté à aucune des deux réunions, faisait rapport au ministre de l'échec de son projet, dans un télégramme daté du 10 mai 1916. L'obstacle qui empêchait la mise en vigueur des instructions de sir Sam avait été le général Watson qui «posait comme condition à sa prise de commandement en Angleterre l'effacement complet de Steele et de MacDougall». Mais, naturellement, MacDougall avait refusé de se faire évincer pour occuper un poste provisoire en France et pour <constater à son retour l'effondrement de tout son travail d'un an». Aitken ne tenait pas à présider le Conseil à moins d'avoir la collaboration de tous ses membres. Il. faisait savoir à sir Sam: «Je ne saurais maintenant compter sur l'appui de Watson ... J'ai pris la décision de faire obstacle à la formation de ce comité et c'est ce que j'ai fait.» Watson prit le commandement de la 4e division, «évidemment très heureux d'être relevé de la responsabilité de Shorncliffe»[24].

Sir Sam donna une copie de ce message à sir Robert Borden, qui laissa passer ce qui semblait une bonne occasion d'autoriser la création de sa propre version d'un conseil d'outre-mer. Le premier ministre se trouvait dans une situation embarrassante. Le ministre de la Milice était mêlé à une controverse à propos de certains contrats du comité des obus* et c'était un fait reconnu que sir Robert administrait le ministère de Hughes pendant qu'une commission royale enquêtait sur l'affaire27. S'il eût procédé à sa propre réorganisation draconienne, à ce moment-là, sir Sam se fût attiré une publicité qui eût miné davantage son prestige et aggravé ses ennuis. On s'attendait que sir George Perley se rendît bientôt au Canada et il est fort possible que le premier ministre aurait décidé de ne pas agir avant d'avoir conféré avec lui et Hughes. Perley se rendit à Ottawa, en juillet et,

*Le 28 mars 1916, un député libéral (M. G. W. Kyte), parlait des bénéfices énormes réalisés par des hommes d'affaires américains, grâce à certains contrats de fabrication d'amorces et douilles de balles, conclus avec le comité des obus. Ce député accusait l'un de ces hommes d'affaires, le colonel honoraire J. W. Allison, de s'être servi de son influence auprès du ministre de la Milice pour obtenir des contrats du comité des obus[25]. Une commission royale d'enquête exonéra Hughes et le comité des obus, mais réprimanda énergiquement Allison pour sa malhonnêteté dans ses rapports avec le ministre et le comité[26].

à son retour en Angleterre en septembre, critiqua les dispositions existant en Grande-Bretagne, les qualifiant de <ni respectables ni efficaces». Il se disait en faveur d'un petit comité de quatre «choisis parmi nos hommes les plus compétents et les plus respectés», ayant à leur tête un civil»[28].

Le sous-conseil suppléant de la milice

Une fois l'enquête sur le comité des obus terminée, sir Sam Hughes retournait en Angleterre, ayant été officiellement autorisé par un décret du conseil à prendre des dispositions plus efficaces «pour organiser et former les troupes expéditionnaires du Canada présentement en Grande-Bretagne». Arrivé à Londres le 30 juillet, il recevait le lendemain la demande suivante de sir Robert Borden: «Lorsque vous en serez arrivé à une conclusion quant à vos propositions de réorganisation, veuillez les câbler sous une forme aussi près que possible du texte qui devrait être incorporé dans un décret du conseil et il serait souhaitable qu'elles soient étudiées avant d'être effectivement mises en vigueur»[29]. Le 16 août, et de nouveau le 24, sir Robert devait presser sir Sam de lui soumettre ses recommandations[30]. Enfin, le 6 septembre, le ministre de la Milice câblait un rapport plutôt vague dans lequel il exprimait l'espoir d'avoir un rapport complet «prêt à poster avant la fin de la semaine. Entre-temps, tout va magnifiquement»[31].

Hughes aurait pu expliquer qu'il avait déjà complété l'organisation d'un «sous-conseil suppléant de la Milice pour les Canadiens d'outre-mer», qui avait tenu sa première réunion le 5 septembre[32]. Le jour même où sir Sam câblait au premier ministre, les journaux canadiens annonçaient qu'un conseil militaire de sept membres s'était déjà réuni. Sir Robert interrogea aussitôt Hughes à propos de ce «compte rendu extraordinaire des journaux», répétant son exhortation précédente que les dispositions proposées ne fussent pas annoncées avant qu'elles soient incorporées à un décret du conseil[33]. Puis, le 8, des journaux canadiens reproduisaient une dépêche de Londres, donnant la composition du nouveau conseil, présidé par le général Carson. Le premier ministre câblait aussitôt à sir Sam le message laconique suivant: «Très étonné que les journaux de ce matin annoncent la composition du conseil d'outre-mer proposé. Espère que vous pouvez revenir immédiatement. Veuillez câbler date»[34]. Mais cette demande pressante ne provoqua qu'une réponse évasive du ministre de la Milice, deux jours plus tard. Il ne pouvait comprendre le «message étrange» de Borden; il avait mis à la poste un rapport sur le conseil proposé et il était absolument convaincu que rien ne serait réglé «avant que le tout soit approuvé par décret du conseil»; il s'apprêtait justement à partir pour une inspection des camps de forestiers à divers endroits, ce qui nécessiterait une absence d'une semaine environ[35].

Le sous-conseil suppléant de la Milice, ainsi établi à l'encontre des ordres du premier ministre, ne devait durer que trois mois. Un mémoire remis au secrétaire par sir Sam Hughes, le 20 septembre, en définissait les fonctions et la composition. Le conseil devait être un «organe consultatif», chargé de donner des avis, en géné

ral, concernant le corps expéditionnaire canadien. Il devait se composer du majorgénéral Carson (président), du brig.-gén. lord Brooke (représentant militaire du ministère de la Milice et de la Défense au front*) et de dix autres membres nommés à cette fin, y compris Steele et MacDougall[36].

D'Ottawa, le ministre de la Milice (qui, évidemment, n'avait nullement l'intention de déléguer une parcelle de son autorité) ordonnait que «tous les rapports du sous-conseil de la Milice doivent être préparés avec soin et entérinés ici avant d'être définitivement adoptés[37]». A ses réunions hebdomadaires, le conseil traitait de nombreuses questions, allant de l'organisation d'un bataillon de garçonnets (22 septembre) à la question de monter tous les policiers militaires sur des bicyclettes plutôt que sur des chevaux (27 octobre). Le 13 octobre, il adoptait « à l'unanimité» une résolution permettant d'envoyer en France, à titre de renforts, tous les hommes choisis pour être affectés aux 5e et 6e divisions non encore constituées. A la réunion suivante, cependant, le conseil apprenait que le ministre n'avait pas approuvé cette recommandation et qu'il avait décidé que les deux divisions «soient mises en état»[38].

Pourtant, bien que la durée du sous-conseil suppléant de la Milice fût courte, ses attributions vagues et son statut imprécis, sa création marquait incontestablement une étape vers une organisation efficace outre-mer. Mais les efforts que déployait sir Sam pour mieux régulariser la situation étaient voués à l'échec, du fait qu'il s'avisait de ne tenir aucun compte des instructions répétées du premier ministre; il est caractéristique de cet homme qu'il ne pût concevoir la conséquence de son attitude.

Formation du ministère d'outre-mer

Pendant le séjour de Hughes au Royaume-Uni, contrairement au désir bien net de Borden, celui-ci prenait des mesures, à Ottawa, en vue d'établir un ministère d'outre-mer. Le 22 septembre, un nouvel avant-projet de rapport destiné au cabinet proposait la nomination d'un «ministre des forces militaires du Canada outre-mer», investi de vastes pouvoirs, y compris ceux ayant trait aux troupes outre-mer «exercés ou assumés jusqu'ici par le ministre de la Milice et de la Défense». Le ministre d'outre-mer poursuivrait toutes les négociations entre les gouvernements canadien et britannique concernant les troupes canadiennes outre-mer et serait assisté d'un conseil consultatif nommé par le gouverneur en conseil[39].

Le ministre de la Milice revint enfin à Ottawa, le 7 octobre, mais ce n'est que le 17† que Borden l'informa du projet de création d'un ministère d'outre-mer. «Je ne critique pas vos propositions visant le personnel du conseil d'outre-mer proposé, écrivait le premier ministre à Hughes le lendemain, mais je suis d'avis

* Malheureusement, lord Brooke, blessé le 11 septembre alors qu'il commandait la 12e brigade d'infanterie en France, cessa d'être membre du conseil. Sir Max Aitken continua d'agir en qualité de représentant militaire du Canada au front jusqu'en janvier 1917, alors que le lieut.-col. R. ManlySims était nommé représentant du Canada au G.Q.G. britannique.

† Il se trouva que, le même jour, la *London Gazette* annonçait la nomination de sir Sam au grade de lieutenant-général honoraire dans l'armée britannique, laquelle devait entrer en vigueur à compter du, 18 octobre 1916.

qu'il est à la fois souhaitable et essentiel qu'un membre du gouvernement résidant à Londres en assume la direction.»[40] Sir Sam, cependant, n'était pas disposé à voir ses pouvoirs lui échapper sans livrer combat. Le 23 octobre, il soumettait un avant-projet de décret ministériel qui, une fois approuvé, eût autorisé l'organisation de son propre sous-conseil de la Milice. (Ce document fut retourné au ministère de la Milice, le 16 novembre, avec la mention «Renvoyé par le Conseil privé»[41].)

Le 23 également, sir Sam adressait une longue communication au premier ministre, critiquant les projets de changements à l'administration d'outre-mer. Il expliquait l'organisation existante au Royaume-Uni, qui disposait du général Carson, «entouré d'un sous-conseil de la Milice composé des officiers les plus compétents qu'on puisse trouver>. Il déclarait que la nomination d'un ministre d'outre-mer «serait absurde. Il n'est pas plus nécessaire d'avoir un ministre résidant en Grande-Bretagne que d'en avoir un à nos camps de Colombie-Britannique, de Calgary, de Hughes, de Borden, de Valcartier, etc.>. Ayant personnellement établi un régime «en vue de diriger la guerre selon des méthodes administratives appropriées.. . et conformément à la nécessité d'une harmonie parfaite entre toutes les armes des troupes canadiennes et britanniques», il ne pouvait pas «souscrire à la proposition tendant à détruire ces plans»[42]. Pourtant, trois jours plus tard, s'étant rendu compte que le nom de sir George Perley ne figurait pas dans l'avant-projet de décret, Hughes fit savoir qu'il appuierait la création d'un ministère d'outre-mer, à condition que sir Max Aitken fût choisi pour le diriger[43]. Fait caractéristique de sa manière, il prit sur lui de câbler à Aitken pour lui demander s'il accepterait une telle nomination; la réponse fut négative, sir Max estimant qu'il n'avait «pas qualtié pour remplir le poste»[44]. Hughes n'en continua pas moins à recommander fortement la nomination d'Aitken, soutenant que «Max serait le représentant du Canada là-bas, aux fins de la guerre, sous ma direction, alors que Perley devrait, comme maintenant, être consulté à propos de tous les contrats et achats ne s'effectuant pas aux tarifs convenus» (voir ci-dessous, p. 388[45]).

Entre-temps, Borden avait soumis l'avant-projet de décret au cabinet et constaté que «chacun de ses collègues avait chaleureusement appuyé la proposition». Le 27 octobre, il câblait à Perley: «Signature aujourd'hui du décret du conseil portant création des forces militaires outre-mer. Hughes fort excité et pourrait bien démissionner». Le 31, un autre décret du conseil nommait sir George Perley «ministre des forces militaires du Canada au Royaume-Uni»[46].

Ce fut un coup terrible pour le ministre de la Milice. Comme nous l'avons noté, il avait toujours eu pour principe de conserver autant que possible la mainmise exclusive sur toutes les questions relevant de son ministère. Dès son retour récent au Canada, cependant, il avait constaté que nombre de ses fonctions antérieures avaient été réparties entre plusieurs autres. M. J. W. Flavelle, président de la Commission impériale des munitions, s'occupait de la production de munitions; M. A. E. Kemp, président de la Commission des achats de guerre, tenait assez bien en main tous les contrats de guerre; sir Thomas Tait (et plus tard M. R. B. Bennett), président des Services nationaux de guerre, s'occupait d'améliorer le recrutement. Un secrétaire parlementaire (M. F. B. McCurdy) avait été chargé

d'une bonne partie du travail courant du ministère. Il semble . que sir Sam ait accepté ces dispositions sans trop d'inquiétude, se rendant compte de la nécessité de confier à d'autres une part du fardeau énorme qui pesait sur le ministère de la Milice en temps de guerre. Mais il n'était pas disposé à accepter qu'on restreignît les fonctions d'outre-mer qu'il avait toujours considérées comme relevant de sa propre sphère.

Le ber novembre, il exposait ses vues au premier ministre dans une lettre regrettable qui devait avoir des conséquences importantes. Après avoir défendu les initiatives qu'il avait prises pour créer le sous-conseil suppléant de la Milice, il accusait sir Robert d'avoir manqué de franchise au sujet de la nomination de Perley.

> On pourrait déduire de votre mémoire que le fait que je n'aie pas obtenu l'autorité nécessaire par décret du conseil, pour ce sous-conseil de la Milice vous a forcé à adopter la ligne de conduite que vous poursuivez en ce moment à l'égard de sir George Perley. Qu'il me soit permis de vous dire que vous et moi savons que ce n'est pas le cas. Je savais, au début d'août, que sir George Perley avait conçu quelque chose dans ce sens. Vous avez également admis que, dès la première semaine de septembre, vous étudiiez cette affaire personnellement. Si je comprends bien, vous et Perley l'aviez étudiée plus tôt. Vous avez signalé en passant, hier, que vous n'aviez consulté aucun de vos collègues. Évidemment, lorsque j'ai appelé votre attention là dessus, vous vous êtes repris[47].

C'était là de dures paroles qu'aucun supérieur ne pouvait négliger, et elles précisaient qu'aussi longtemps que sir Sam resterait en fonction, il ne pourrait exister entre le ministère de la Milice et le ministère d'outre-mer, l'esprit de collaboration dont dépendait le fonctionnement efficace de ce dernier. Le 6, Borden informait Perley qu'il avait reçu de sir Sam une lettre «qui mérite la plus sérieuse attention de ma parts[48].
Après discussion avec ses collègues, le premier ministre prenait sa décision et le 9 il écrivait à sir Sam une lettre où il regrettait «que vous ayez jugé à propos de m'adresser, en ma qualité de chef du gouvernement, une communication de cette natures. Sir Robert rappelait le temps et l'énergie qu'il avait consacrés à appuyer Hughes dans l'administration de son ministère, tâche très difficile «à cause de votre forte tendance à assumer des pouvoirs que vous n'avez pas, et qui ne peuvent être exercés que par le gouverneur en conseils. Il s'en prenait à l'attitude de sir Sam de vouloir administrer son ministère «comme si c'était un gouvernement distinct et séparé en soi», ajoutant que «pareille attitude est tout à fait contraire et nuisible au principe de la responsabilité conjointe sur laquelle se fonde le gouvernement constitutionnel». Enfin, il s'élevait énergiquement contre les déclarations, le caractère et le ton en général de la lettre de sir Sam. «Vous devez certes vous rendre compte, concluait-il, que je ne saurais garder dans le Gouvernement un collègue qui m'a adressé une telle communication. Je regrette que vous m'ayez imposé le désagréable devoir d'exiger votre démission comme ministre de la Milice et de la Défense»[49]. Le 11 novembre, sir Sam présentait sa démission avec «beaucoup de satisfaction»[50] et le 23, M. A. E. Kemp était nommé ministre à sa place.

Sir George Perley était d'abord enclin à considérer sa nouvelle nomination comme étant inférieure au poste qu'il occupait, et le premier ministre dut le convaincre de l'importance relative des deux postes qu'il occuperait désormais. Il dit à sir Thomas White (le ministre des Finances, alors en visite au RoyaumeUni) qu'il. comprenait parfaitement l'importance relative des deux positions, mais qu'il se voyait lui-même incapable de remplir les deux, il préférait celle de haut commissaire. Néanmoins, sous la forte pression de sir Robert Borden pour qui <le poste de Perley en tant que ministre des forces outre-mer est de beaucoup supérieur à celui de haut commissaire» et dont les fonctions «sont infiniment plus importantes que celles qui vous étaient dévolues en tant que haut commissaire»[51], sir George se mit vigoureusement à s'acquitter de ses nouvelles fonctions. Sa première préoccupation importante consista à choisir un commandant pour les troupes canadiennes en Grande-Bretagne. En compagnie de sir Thomas White, il passa trois jours en France à interviewer des officiers supérieurs canadiens. Le choix tomba sur le major-général R.E.W. Turner, officier général commandant la 2e division canadienne. Comme la plupart des officiers en service dans un théâtre d'opérations, Turner répugnait à abandonner le commandement de sa division pour un poste de non-combattant, en acceptant sa nomination au Royaume-Uni il exigeait que, eadvenant la nomination d'un officier général canadien au commandement du corps d'armée canadien», son statut de «major-général le plus anciens bénéficiât de la priorité[52].

Un décret du conseil, nommant Turner officier général commandant les Canadiens à la place du major-général MacDougall, était approuvé le ber décembre. MacDougall avait, peu de temps auparavant, assumé le commandement des «troupes canadiennes à Brighton» et avait transporté son quartier général dans cette ville (voir ci-dessous, p. 243). Mais, au début de janvier, le Quartier général des Forces militaires du Canada outre-mer assumait les fonctions du commandement de Brighton, et MacDougall, pour qui il n'y avait aucun poste convenable dans la nouvelle organisation «à cause de son grade élevé», rentrait au Canada en mars. Pour le poste d'adjudant-général, sir George Perley demandait et obtenait le colonel P. E. Thacker (adjudant et quartier-maître général adjoint *de* la 2e division); le nouveau quartier-maître général était le colonel A. D. McRae, qui avait servi à titre de sous-ministre adjoint d'outre-mer dans le sous-conseil de la Milice de sir Sam. Les bureaux du nouveau quartier général (y compris ceux de l'état-major général, de l'adjudant-général et du quartier-maître général) furent établis à Londres, à Argyll House, dans Regent Street.

Le sous-conseil suppléant de la Milice avait continué à fonctionner pendant la mise sur pied du nouveau ministère d'outre-mer. Par une résolution unanime, le 16 novembre, ses membres présentaient leur démission à sir George Perley, qui leur demandait de rester en fonctions pour l'instant. Le conseil fut enfin dissous le 5 décembre, date à laquelle le nouveau Q.G. des Forces militaires du Canada outre-mer était établi. Deux jours plus tard, un décret du conseil annulait la nomination du major-général Carson à titre de représentant du ministère de la Milice au Royaume-Uni. Il partit en permission, qui fut prolongée, à divers intervalles,

jusqu'au 31 janvier 1918, alors qu'il fut rayé des cadres au Canada comme étant excédentaire à l'effectif.

A la fin de 1916, le ministère d'outre-mer était solidement établi dans les Îles Britanniques. Il ne régla pas complètement les problèmes que comportait l'administration du C.E.C. outre-mer, pas plus qu'il ne supprimait les malentendus qui continuèrent d'exister entre lui et le corps d'armée canadien en France et le quartier général de la Milice à Ottawa. Par ailleurs, c'était une bien meilleure organisa tion qu'aucune autre qui avait existé depuis le début de la guerre, et sa structure ne subit aucun changement important avant le printemps de 1918. Une bonne partie de sa solidité tenait au fait qu'à compter de ce moment-là la direction des troupes canadiennes dans les Îles Britanniques se trouvait concentrée sous une seule autorité, Tumer, qui était le principal conseiller militaire du ministre sur toutes les questions touchant à l'organisation et à l'administration des troupes d'outre-mer. En qualité de délégué du ministre, il était autorisé à discuter avec le Q.G. britannique en France toutes questions de ligne de conduite et d'administration intéressant les troupes canadiennes en campagne, ainsi qu'à traiter directement avec le commandant du corps d'armée à propos de ces questions.

Comme le soulignait sir George Perley dans un mémoire définissant les attributions du nouveau ministère, le poste détenu par l'officier général commandant les troupes canadiennes dans les Îles Britanniques était désormais «le poste militaire le plus élevé dans les Forces militaires du Canada outre-mer[53]».

Le recrutement en 1914-1915

Une autre question qui allait préoccuper le gouvernement canadien, à mesure que la guerre progressait, était celle des ressources humaines qu'il fallait trouver pour répondre aux besoins croissants du Canada, tant au pays qu'outre-mer. Voici un moment opportun pour exposer le problème.

Pendant la première année et demie de la guerre, le pays ne se heurta à aucun problème grave de recrutement. Le chômage avait été considérable pendant l'hiver de 1913-1914 et, lorsque la guerre éclata au mois d'août suivant, les conditions laissaient entrevoir la probabilité d'une pénurie accrue d'emplois au cours de l'hiver suivant[54]. Bien que la crainte d'être en chômage fût, évidemment, loin d'être le seul motif qui poussât les hommes à répondre à l'appel aux armes en très grand nombre, il convient de considérer cet élément comme n'étant pas négligeable. Comme nous l'avons vu, l'offre excédait de beaucoup la demande et, pendant les premiers mois des hostilités, on ne put enrôler que quelque 36,000 de ceux qui voulaient s'engager.

Sur les 1,500 officiers affectés au premier contingent canadien, les deux tiers étaient natifs du Canada, alors que 29 p. 100 déclaraient être natifs d'autres parties de l'Empire. Mais l'enrôlement des simples soldats était une tout autre affaire. Moins de 30 p. 100 des 34,500 acceptés étaient natifs du Canada; 65 p. 100 étaient d'origine britannique ou venaient d'autres parties de l'Empire.

Il y avait certaines raisons évidentes à cela, comme le notait la *Canadian*

Annual Review, périodique de l'époque. Les personnes nées au Royaume-Uni se rendaient mieux compte de ce que représentait la guerre et elles étaient notamment conscientes de son caractère immédiat «pour ceux qui vivaient dans le pays qu'elles continuaient à considérer comme le leur». Nombre de ceux qui venaient des Îles Britanniques avaient reçu une certaine instruction militaire et cette expérience était sans aucun doute un élément qui les incitait à s'engager volontairement sans délai. Il est probablement juste de dire qu'au début, le Canadien en général avait tendance à considérer le conflit comme étant une guerre d'empire qui ne touchait pas directement son pays. Il lui a fallu plus de temps pour reconnaître comme un danger concret ce qui, en premier lieu, pouvait paraître comme une simple abstraction. En outre, il était plus probable que le Canadien de naissance, contrairement à l'immigrant de fraîche date, pouvait trouver un emploi rémunérateur, conforme à ses goûts et stable, et par conséquent il lui était plus dur de rompre les liens profonds qui le rattachaient solidement à son sol natal[55]. La première vague d'enrôlement devait absorber ceux qui venaient des Îles Britanniques. Une fois cette source fructueuse de recrutement tarie, la reconstitution des effectifs allait se révéler beaucoup plus difficile.

Nous avons noté que le chiffre de l'effectif des troupes canadiennes destinées au service actif augmenta périodiquement. Quand on décida de former un second contingent en novembre 1914, on approuvait le projet de garder 30,000 hommes sous les armes au Canada. En juillet 1915, l'effectif autorisé était fixé à 150,000, et le 30 octobre de la même année ce chiffre passait à un quart de million[56]. Là encore, il semblait probable qu'on pourrait répondre sans grande difficulté à ces besoins considérables. Le flot constant de volontaires qui avaient commencé à répondre à «l'appel aux armes» du ministre de la Milice se maintint en 1915 et, à la fin de cette année-là, tout indiquait que 250,000 hommes seraient incorporés dans le C.E.C. quelques mois plus tard.

L'adoucissement de certaines restrictions antérieures fut l'une des causes de cette réponse enthousiaste des Canadiens aux appels croissants qu'on leur lançait. C'est en 1915 que l'on réduisit pour la première fois les exigences médicales concernant l'enrôlement. En juillet, la taille requise pour toutes les armes, sauf l'artillerie, tombait de 5'3" à 5'2" (de 5'7" à 5'4" dans le cas de l'artillerie). Au cours du même mois, les minimums de périmètre thoracique furent abaissés d'un' demi-pouce et fixés à 33-34 pouces. Le mois d'août fut témoin de l'abolition de la règle qui exigeait que tout homme marié produisît le consentement écrit de sa femme pour s'enrôler.

On adoptait aussi des pratiques de recrutement d'un caractère plus positif. Après l'envoi du premier contingent, le ministère de la Milice commençait à accorder le grade de lieutenant-colonel à certains citoyens éminents (généralement membres de l'unité locale de milice), en les autorisant à lever des bataillons complets pour le Corps expéditionnaire canadien, car on avait constaté le phénomène suivant: bien des hommes préféraient s'engager dans des bataillons commandés par des personnalités respectées que d'être affectés aux renforts généraux. La plupart des localités et des villes importantes comptaient désormais des dépôts

de recrues qui, tout en s'occupant d'enrôler des hommes pour tous les services du Corps expéditionnaire canadien, concentraient leurs efforts sur le recrutement de spécialistes à l'intention de l'intendance et du service de santé. Nombre de collectivités créèrent chez elles des ligues et des comités civils de recrutement, dont le rôle consistait à organiser des campagnes de recrutement et à prendre diverses autres initiatives visant à stimuler l'enrôlement.

Comme on pouvait s'y attendre, le ministre de la Milice manifestait un vif intérêt personnel envers le recrutement, bien que les résultats de son intervention n'aient pas toujours été également heureux. En 1915, il jugeait qu'en matière de mobilisation, il n'était pas nécessaire que les unités du Corps expéditionnaire canadien fussent tenues de limiter leur champ de recrutement à la région divisionnaire ou au district militaire où elles étaient établies. Le ber octobre, le quartier général de la Milice lançait une lettre circulaire qui accordait plus de latitude aux unités en cause, mais cela conduisit certains officiers de recrutement de bataillon à empiéter sur les régions d'autres régiments. II s'en suivit un malaise considérable[57]. Après une vive discussion entre les officiers commandant la 4e division (avec quartier général à Montréal) et la 5e division (Québec), l'adjudantgénéral persuada le ministre d'annuler ses instructions antérieures et de restreindre le champ de recrutement à la région divisionnaire ou militaire, sauf dans le cas de certains services tels que les unités de pionniers, de sapeurs-mineurs et de forestiers. D'autres unités eurent également la permission de recruter des hommes en dehors de leur district, notamment les bataillons de sportifs, les bataillons de Scandinaves, un bataillon méthodiste et un bataillon orangiste[58].

Hughes, homme qui ne laissait jamais les conseils de ses fonctionnaires refroidir son enthousiasme pour l'expérimentation, fut l'initiateur véritable de la ligne de conduite adoptée par le Canada durant l'hiver 1915-1916, en matière de recrutement et de cantonnement. Cette ligne de conduite prévoyait le recrutement et. l'instruction des hommes non seulement dans les villes, où l'on pouvait s'attendre à trouver suffisamment de locaux à cette fin, mais aussi dans les campagnes. Des règles, écrites de la main même du ministre, établissaient que chaque circonscription électorale constituerait une région de bataillon (certaines circonscriptions devant être groupées en régions uniques). Chaque région devait avoir son commandant de bataillon ou son organisateur, ainsi que son adjudant, son officier payeur, son médecin, son personnel administratif et son personnel d'instruction. Tout centre réussissant à recruter 25 hommes ou plus après le ^{ter} novembre 1915 allait pouvoir loger ces hommes chez les habitants du centre même. L'indemnité de logement s'établissait à 60c. par jour et les hommes mariés recevaient également 25c. par jour en remplacement de l'indemnité de séparation à laquelle ils n'avaient pas droit. Chaque recrue devait recevoir gratuitement un règlement d'exercices; en outre, on allait établir, dans le plus grand nombre de centres possible, des écoles de formation pour sous-officiers et hommes de troupe. Le règlement prévoyait en outre que <les meilleures recrues» seraient nommées officiers et sous-officiers.

Cependant, cet essai ne dura qu'une saison. Les rapports des commandants

révélèrent que, même si le programme avait attiré un nombre satisfaisant de recrues, il n'avait guère suscité de progrès dans le domaine de la formation. En octobre 1916, on fit savoir au premier ministre que d'essai tenté par le ministère de la Milice, l'hiver dernier, relativement au cantonnement des troupes par petits détachements à travers le pays avait sans aucun doute aidé au recrutement, mais qu'il ne permettait pas de préconiser le maintien de la pratique en cause»[59].

Nouvel objectif: 500,000 hommes

Dans l'ensemble, le recrutement se poursuivit alors d'une manière satisfaisante jusqu'à l'automne de 1915. A ce moment-là, la 2e division canadienne avait rejoint la lie division en France, pour y former le Corps d'armée canadien. A Ypres, en avril, les Canadiens avaient livré leur premier engagement d'envergure, mais aucun véritable problème de recrutement ne se posait encore. En novembre, le majorgénéral sir Eugène Fiset (sous-ministre de la Milice, de décembre 1906 à mars 1924) écrivait: c... la réaction a été si enthousiaste ... qu'on pourrait ajouter sans difficulté l'équivalent d'une division (la 3e) au corps d'armée canadien déjà dans les tranchées»[60]. Le dernier jour de l'année, un fait plus frappant encore faisait ressortir clairement la conviction qu'on avait (du moins que le premier ministre avait) que le Canada disposait d'un nombre considérable d'hommes disponibles et prêts à s'enrôler. Sans avertissement aucun, sir Robert Bordes annonçait à la population, dans son message du Nouvel An, que le chiffre de l'effectif des troupes canadiennes était doublé; à compter du 1P[1] janvier 1916, l'objectif du recrutement serait d'un demi-million d'hommes[61].

Il est indispensable de définir ici la nature exacte du nouvel objectif. Bien des gens semblaient croire que cet objectif serait atteint quand on aurait obtenu 500,000 *nouveaux enrôlements.* Cependant, l'examen de toutes les données révèle clairement que le nouveau chiffre devait être celui du nouvel *effectif* réel des forces armées du Canada. II s'ensuivait que par suite des pertes attribuables aux décès, aux licenciements, aux opérations, etc., il allait falloir recruter plusieurs milliers d'hommes de plus que le demi-million prévu. Voici dans quels termes le Sénat fut instruit de la véritable situation (par le brigadier-général, l'hon. James Mason, le 14 mars 1916): «Ce grand nombre d'hommes (500,000), quand ils seront envoyés, au front, devra se maintenir, et l'on a calculé que les pertes mensuelles s'élèveront au moins à 5 p. 100 de tout l'effectif. Autrement dit, il nous faudra, chaque mois, au moins 25,000 nouveaux hommes, ou 300,000 par année. Sans aucun doute on ne pourra pas obtenir les 250,000 hommes nécessaires pour porter notre effectif à 500,000, et les 300,000 requis, chaque année, pour nous en tenir à ce chiffre, ne sauraient être recrutés au moyen de notre régime actuel d'enrôlement.»

Ce sénateur semble avoir rendu compte des faits avec plus de franchise que certains hauts fonctionnaires du ministère de la Milice et de la Défense. Un rapport publié par le ministère tendait à entretenir l'impression erronée que le chiffre de

500,000 était un objectif de recrutement, en vue duquel près de 400,000* hommes étaient déjà enrôlés à la fin de 1916[62]. Mais, en réalité, l'effectif des forces armées s'établissait, le 31 décembre 1916, à 299,937, soit à presque 100,000 au-dessous du chiffre global du recrutement effectué depuis le début de la guerre[63]. Dans une lettre de janvier 1918, le commandant du Corps d'armée canadien, le lieutenantgénéral sir Arthur Currie, critiquait la pratique qu'on suivait d'employer une statistique dénuée de réalisme pour faire croire que l'objectif était accessible:

> Je sais que bien des gens n'ont pas compris le besoin urgent de renforts qu'éprouvent nos forces armées, mais ils n'y sont peut-être pour rien, parce que dans de nombreuses déclarations officielles, on leur a fait connaître le nombre de ceux qui se sont engagés sans préciser la proportion de ces recrues qui ne nous sont d'aucune utilité.[64].

Lorsque l'enthousiasme que l'annonce du premier ministre avait soulevé commença à se refroidir, on s'interrogea, dans certains milieux, sur la possibilité que le Canada parvienne à recruter un aussi grand nombre d'hommes par le seul enrôlement volontaire. Avant même que sir Robert eût rendu sa décision publique, son secrétaire parlementaire, M. R. B. Bennett, l'avait carrément mis en garde: «... nous ne pouvons absolument pas envisager un objectif d'un demi-million»[65]. Le gouverneur général, qui n'avait pas été prévenu du projet, exprima la crainte que «le Dominion du Canada n'ait pas la possibilité de recruter 500,000 hommes au moyen de l'enrôlement volontaire»[66]. Sir Wilfrid Laurier qualifia le projet de «vaste entreprise»[67] et lord Shaughnessy, président du Pacifique-Canadien, estimait que le projet n'était pas opportun; il fit observer que «si nous essayons de recruter 500,000 hommes ou d'en ajouter 225,000 aux troupes actuelles, nous risquons de réduire le nombre des travailleurs au point que le pays s'en ressente gravement»[68]. Le ministre de la Milice ne partageait apparemment pas ces craintes. Il déclarait publiquement: «Nous lèverons le nombre d'hommes prévu ... par voie d'enrôlement volontaire, sans la moindre mesure de coercition»[69]. En effet, dans un discours qu'il prononçait à Toronto, quatre jours après la déclaration de Borden, il dévoilait son intention de lever 21 nouvelles divisionst, «avant les premières neiges»[70]. Dans l'intimité, il assurait à Borden que «nous atteindrons facilement notre objectif si nous employons les méthodes qu'il faut»[71].

Le premier ministre lui-même devait se rendre compte des difficultés que susciterait le recrutement d'un grand nombre d'hommes pour l'armée. Au mois de mai précédent, il avait répondu à une proposition tendant à constituer de nouvelles divisions qu'il «était beaucoup plus facile de proposer que de réaliser l'organisation, l'armement et l'équipement d'une force de 250,000 hommes»[72]. Au moment où il lui fallut faire face à la tâche d'en mobiliser et d'en maintenir deux fois autant, il dut admettre, en janvier, à la Chambre des communes, que le contingent qu'il fallait

* D'après ce rapport, les engagements dans le Corps expéditionnaire canadien s'élevaient à384,450 à la fin de 1916. A ce chiffre s'ajoutait le nombre des membres de la Milice active non permanente (9,646) et des troupes permanentes (2,451) qui avaient été mobilisés à des fins de garde ou de garnison au Canada, ce qui donnait un grand total de 396,637.

† Sir Sam répartissait ces divisions de la façon - suivante: Colombie-Britannique, 2; Alberta, 2; Manitoba et Saskatchewan, 3; Toronto et sa région métropolitaine, 5; Ontario de l'Est, 2; Ontario de l'Ouest, 2; Québec, 3 et peut-être même 4; provinces Maritimes, 2. Mais ce projet fantastique n'eut pas de suite.

ainsi lever était très considérable. II motivait, toutefois, sa décision en soutenant «qu'il convenait, à l'occasion du Nouvel An, d'annoncer à l'empire et au monde entier que nous n'étions pas seulement prêts, mais disposés, à faire davantage»[73]. Les autres considérations qui jouèrent peut-être en l'occurrence restent obscures.

Apparemment, sir Robert prit cette décision sans avoir eu de consultations sérieuses avec ses collègues. Il tira certainement ses conclusions sans recourir à l'avantage d'une étude bien ordonnée de toutes les conséquences que comporterait l'engagement sur une grande échelle, des effectifs humains du Canada. Ce n'est que la veille de l'annonce officielle qu'il fit part de sa décision à trois membres de son cabinet. Le 30 décembre, il écrivait dans son journal:

> Travaillé avec secrétaire toute la journée à ma correspondance. White (ministre des Finances), Hughes et Reid (ministre des Douanes) sont venus; je leur ai exposé la proposition de porter, le 1•' janvier, le chiffre de notre effectif à 500,000. Ils se sont montrés d'accord ...

L'examen plus minutieux du journal écrit de la main de sir Robert ne révèle aucune autre mention de cette entrevue, ni des considérations qui avaient motivé la décision du premier ministre. Aucun des trois membres du Cabinet en cause ne semble avoir été convaincu que son chef avait agi judicieusement. Plus que doubler l'effectif, notait plus tard sir Thomas White, était une entreprise formidable pour un pays qui, moins d'un an et demi auparavant, estimait que 50,000 hommes représentaient le maximum qu'il pût mobiliser ... Nul d'entre nous n'avait une idée bien précise du procédé qui permettrait de recruter un aussi grand nombre de troupes ... »[74]. En juillet 1916, sir Sam Hughes devait rappeler au premier ministre: «Je vous ai recommandé de mobiliser, si possible, 400,000 hommes pour le front. Plus tard, vous en avez recommandé 500,000»[75]". Et, le 30 janvier 1917, sir Sam soulignait à la Chambre des communes que «l'offre de» 500,000 hommes avait été «faite par le premier ministre de son propre chef»*.

Borden n'avait reçu aucune demande du gouvernement britannique qui aurait obligé le Canada à envisager la mobilisation d'un contingent de l'envergure de celui qu'il autorisait et il n'est guère probable que sa décision eût été motivée par quelque renseignement que lui auraient fait tenir les autorités du RoyaumeUni. En effet, le 4 janvier 1916, il se plaignait en ces termes à sir George Perley:

> Au cours des quatre mois qui se sont écoulés depuis mon retour de GrandeBretagne, le gouvernement canadien n'a reçu (sauf un télégramme de temps à autre de vous-même ou de sir Max Aitken) ni plus ni moins que les renseignements qu'il glanait dans les quotidiens. Quant aux consultations, on a dressé et révoqué des plans de campagne, adopté, puis abandonné certaines dispositions; bref, on a pris des mesures très importantes, et même vitales, pour ensuite les différer ou les rejeter, sans avoir eu la moindre consultation avec les autorités du Dominion[77].

* Hughes avait mentionné le chiffre d'un demi-million à deux reprises au moins, mais il ne l'avait fait qu'incidemment. Le 7 octobre 1914, il affirmait, lors d'une entrevue avec des journalistes, à New-York: .«Nous pouvons fournir au gouvernement 500,000 hommes de choix. On ne nous en demandera pas cependant, un aussi grand nombre, ni même rien d'approchant, mais ils sont disponibles». Un an après (le 25 octobre 1915), il aurait déclaré, au cours d'une assemblée de recrutement à Toronto, que les soldats du front devaient pouvoir dire: «Nous arrivons, mon général (Kitchener), et nous sommes 500,000»[76].

Borden aurait-il eu l'impression que la déclaration annonçant ce chiffre d'un demimillion pût, tout en attirant l'attention du public, être un atout dans sa tentative visant à obtenir du gouvernement britannique qu'il le tînt davantage au courant et fît preuve d'une meilleure volonté envers le Canada en le consultant sur les questions de principe touchant aux opérations. Il est assez significatif que, dans cette même lettre, adressée à Perley quatre jours après la déclaration qu'il avait faite publiquement, il écrivait: «On ne peut guère s'attendre que nous mettions de 400,000 à 500,000 hommes en campagne tout en acceptant de bon gré de n'avoir ni davantage de voix au chapitre, ni plus de droit à la considération que si nous étions des jouets mécaniques».

Il y a également lieu de tenir compte des conséquences de la déclaration du premier ministre. Le demi-million devint un symbole. Au lieu de rattacher les besoins d'effectifs du Canada à l'importance des renforts réellement requis par ses troupes d'outre-mer, la mode du jour était alors de dire que le Canada devait tenir son «engagement» de mobiliser un demi-million d'hommes. D'abord, tout semblait très prometteur. L'incidence très forte des enrôlements vers la fin de 1915 et pendant la première moitié de 1916, semblait rendre très plausible la perspective d'obtenir un demi-million d'hommes, tout en encourageant les dirigeants du pays à croire que le Canada serait en mesure de fournir et de conserver de nouvelles divisions de campagne. Comme on l'a déjà noté (voir ci-dessus, p. 145), une quatrième division fut offerte et acceptée en janvier. En outre, lors d'une visite en Angleterre au cours de l'été 1916, le ministre de la Milice engageait le Canada à mobiliser une cinquième division et parlait même de la possibilité d'en mettre sur pied une sixième.

Hughes s'était tellement laissé emporter par la perspective d'obtenir un demi-million d'hommes, qu'il câblait à Borden le 15 août, afin d'insister dans ce sens pour lui affirmer qu'étant donné les cinq divisions que maintenait l'Australie en France, tout en disposant d'assez de troupes en Angleterre et en Égypte pour en constituer quatre autres (à ce qu'on lui disait), «nous pourrions, sans doute, vu les troupes que nous possédons, mettre sur pied au moins de 8 à 10 divisions de campagne»[78]. Dans une autre dépêche expédiée le même jour, il demandait qu'on lui envoyât immédiatement «de soixante à quatre-vingt mille hommes>; il resterait encore ainsi au Canada «un contingent de plus de 100,000 hommes»[79]. Mais le premier ministre répondait promptement à sir Sam de ne prendre aucune disposition immédiate, laissant entendre, à juste titre, qu'il avait surestimé l'effectif des troupes australiennes ainsi que celui des troupes au Canada «qui comptaient, à ce moment-là, environ 120,000 hommes»[80].

L'annonce faite par Borden à l'occasion du Nouvel An stimula tout de suite le recrutement. Les engagements volontaires s'élevèrent en janvier 1916 à 29,295, ce qui représentait un accroissement de près de 5,600 en comparaison du mois précédent. En mars, 34,913 hommes s'engageaient, chiffre qui ne devait être dépassé qu'en mai 1918, quand la mise en vigueur de la loi sur le service militaire se traduisit par un total de 38,789. A la fin mai 1916, l'effectif autorisé de 250,000, convenu au mois d'octobre précédent, était atteint. Mais il fallait encore 200,000

hommes pour répondre au nouvel objectif. Après l'élan encourageant du, début, les engagements commençaient à fléchir. Si le chiffre du mois de mai était encore de 15,359, il ne s'élevait plus qu'à 10,619 en juin, pour tomber à 8,389 en juillet. En décembre 1916, 5,279 hommes seulement s'enrôlaient, soit le plus petit nombre depuis le début de la guerre[81].

Les offres bien intentionnées ne manquaient pas. Elles arrivaient des quatre coins du pays. En mars 1916, un habitant de la Colombie-Britannique signalait, dans une lettre adressée au ministre de la Milice «l'existence d'un domaine de recrutement jusque-là inexploité», c'est-à-dire les Indiens des réserves situées dans les quatre provinces de l'Ouest. Il en estimait le potentiel à 12,000 hommes valides, «sans compter les Indiens de la côte, canoteurs aux épaules larges et aux jambes grêles, dont il faut attribuer le physique à l'usage excessif du canot et à la posture assise que doivent adopter ceux qui s'en servent». Puis, il vantait les qualités guerrières des Indiens, «habitués à tuer tous les jours s'ils ne voulaient pas souffrir de la faim ... Le spectacle, le bruit et l'odeur de la tuerie, au lieu d'affaiblir, stimule, -au contraire, chez eux, l'instinct primitif»[82]. D'autres propositions parmi celles qui affluaient de toutes parts, comprenaient «l'offre, émanant de Vancouver, de constituer un bataillon complet de Japonais naturalisés, tous sujets britanniques»[83]; la proposition de former un régiment d'hommes de couleur des provinces Maritimes et de l'Ouest de l'Ontario[84]; et celle de mobiliser un bataillon polonais[85].

Échec du régime des engagements volontaires

Une des omissions les plus graves qu'il y ait lieu de relever dans les calculs auxquels put se livrer sir Robert Borden, avant de faire son importante déclaration, consistait à n'avoir pas tenu compte comme il fallait des conséquences défavorables qu'elle pourrait avoir pour ce qui était des besoins de l'industrie et de l'agriculture. Dix-sept mois de guerre avaient suscité d'immenses changements dans l'économie canadienne. La stagnation des affaires et le chômage, qui existaient au moment où se déclenchaient les hostilités, se dissipaient rapidement au cours de 1915. Il n'était pas difficile de prévoir, comme il aurait fallu le faire, l'expansion rapide et constante des fabriques de munitions et autres industries de guerre, ainsi que de la production agricole, et d'escompter l'essor qui accroîtrait constamment la demande de main-d'oeuvre au Canada. Les salaires devaient nécessairement monter à la suite des efforts déployés par les employeurs pour garder leurs employés et augmenter leurs effectifs ouvriers. Dans ces circonstances, on devait s'attendre qu'un grand nombre d'hommes, que leur état physique rendait aptes au service militaire, se souviennent des périodes de chômage qu'ils avaient connues et se dépêchent d'accepter un emploi dont la rémunération était plus avantageuse que celle que pouvait leur offrir l'armée.

Au début de l'été 1916, cette omission qui consistait à ne pas tenir compte des besoins de l'industrie et de l'agriculture suscitait des critiques à l'adresse du régime de recrutement volontaire. On prétendait qu'en recrutant sans discernement on privait l'industrie de travailleurs essentiels, alors que ceux qui exécutaient

un travail moins important, même s'ils avaient l'âge voulu et entraient dans la catégorie médicale requise, esquivaient leur devoir en ne s'engageant pas. Au mois d'avril, une délégation de représentants des organisations civiles de recrutement de quatre provinces déclarait au premier ministre que les dispositions en vigueur concernant le recrutement étaient «coûteuses, peu pratiques» et peu fiables[86]. Un éditorial, paru dans la *Manitoba Free Press,* condamnait les méthodes confuses qui avaient «fait entrer dans les bataillons bien des gens qui n'auraient pas dû y être», et insistait sur la nécessité d'instituer une autorité consultante qui protégerait les candidats dépourvus des aptitudes requises contre le sentiment que «le devoir les appelait sur les champs de bataille des Flandres»[87]. Le 12 avril, l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick adoptait une résolution recommandant qu'«afin de pouvoir rapidement mobiliser les 500,000 hommes que le Canada avait promis à l'Empire>, le gouvernement du Dominion applique une mesure législative appelant sous les drapeaux tous les hommes en âge de servir, en vertu d'un programme de mobilisation qui tiendrait compte des nécessités de l'agriculture et de l'industrie[88]. Le 9 juin, sir Thomas White, ministre des Finances, faisait part au premier ministre du sentiment marqué qu'il avait constaté à Toronto en faveur d'un régime d'enregistrement sur le plan national, ou de service obligatoire. Les employeurs torontois avaient en effet l'impression que l'Ontario, où un grand nombre d'ouvriers qualifiés et spécialisés s'enrôlaient dans l'armée, souffrait plus que les autres provinces, où le recrutement avait, pour ainsi dire, atteint le point mort[89].

Le gouvernement avait d'ailleurs fait quelques tentatives en vue de redresser la situation, mais en recourant à des procédés «officieux» plutôt qu'à l'adoption d'une mesure législative précise et détaillée. Le personnel chargé du recrutement avait reçu instructions d'empêcher les hommes employés dans certaines catégories de travail de s'engager. Les soldats qui souhaitaient aider les cultivateurs pendant les saisons de grande activité avaient bénéficié d'un congé spécial[90]. Mais ces mesures étaient insuffisantes et peu utiles. Le pays apprenait, à l'école pénible et laborieuse de l'expérience, qu'une guerre majeure exige l'emploi total et judicieux de son effectif humain, et il attendait du gouvernement qu'il lui donne l'orientation et les directives qui s'imposaient.

Quand sir Thomas White lui exposa ses doléances, le premier ministre était déjà à étudier la possibilité d'un enregistrement général de l'effectif humain du Canada. Le 16 août fut marqué par l'adoption du premier de toute une série de décrets du conseil, qui instituait un office du service national. Cet organisme civil, auquel étaient préposés un directeur général, siégeant à Ottawa, et les directeurs du service national dans les diverses régions militaires, reçut pour tâche de maintenir, d'une part, l'industrie en bonne marche, et de fournir, d'autre part, des hommes aux armées. C'est à cette fin qu'il devait dresser l'inventaire de la main-d'oeuvre du Dominion, dont les données pourraient également servir à réorienter l'industrie après la guerre. Le premier directeur général des Services nationaux fut sir Thomas Tait, président de la Ligue de recrutement des citoyens

de langue anglaise de Montréal, qui démissionna le 12 octobre, quand le premier ministre refusa d'approuver le choix du secrétaire de l'organisme. Son successeur fut M. R. B. Bennett.

Au début de 1917, pour faire l'inventaire de, l'effectif humain du pays, l'Office du service national se servit de fiches*—distribuées par tous les bureaux de poste du Canada. Le gouvernement s'opposant à ce que l'Office rende obligatoire le retour des fiches remplies, on entreprit une campagne intense de publicité «afin de créer le climat propice qui induirait le public à remplir et à signer de son plein gré les fiches en question»[91]. Sur les 1,549,360 fiches renvoyées, 206,605 n'avaient pas été remplies du tout, ou seulement en partie. D'après les calculs du secrétaire de l'Office du service national, le cinquième de tous les hommes âgés de 18 à 65 ans au Canada ne retournèrent pas leur fiche. Compte tenu de celles des soldats de l'active, des ressortissants non britanniques, des inaptes physiques, de ceux qui avaient plus de trois personnes à leur charge et de tous les autres qu'on jugeait impropres au service, l'Office réduisit le chiffre indiqué plus haut des militaires possibles à 470,703, dont 286,976 n'étaient pas occupés à des travaux indispensables[92]. En s'inspirant des fiches relatives à cette dernière catégorie, l'Office du service national adressa les listes des recrues possibles au quartier général de la Milice, qui les transmit aux officiers des bureaux de recrutement régionaux.

Mais le nombre des recrues qu'on put obtenir à l'aide de ces listes fut insignifiant. La région militaire n° 10, dont le quartier général se trouvait à Winnipeg, pressentit 1,767 hommes figurant sur les siennes, sans obtenir une seule recrue; 4,497 noms vérifiés dans la région militaire n° 5 (Québec) ne donnèrent que quatre enrôlements[93]. Selon le rapport du commandant de la région militaire n° 12 à Regina, la principale objection des candidats possibles était la suivante: «J'attends d'abord ce que l'Office du Service national me dira de faire»; alors que le commandant de la région militaire n° 4 de Montréal déclarait: «Ayant rempli les fiches du service national, ils prétendent maintenant que l'engagement qu'ils ont pris envers le gouvernement de servir dans l'industrie n'importe où au Canada les dispense du service militaire outre-mer»[94].

L'effort qu'on fit dans la province de Québec pour stimuler le recrutement en rappelant de France un officier canadien-français de renom n'eut que peu de résultats. Ce qui devait être un bataillon canadien-français complet (le 258e) partit de Montréal avec un effectif qui ne comprenait que 15 officiers et 221 hommes. Henri Bourassa et d'autres nationalistes menaient dans Québec une violente campagne contre la participation du Canada à la guerre et, bien que ne recevant que peu d'appui des dirigeants dans la vie. publique, leur influence indéniable sur les masses a grandement nui à l'enrôlement. Les critiques de Bourassa n'étaient pas uniquement dirigées contre le gouvernement Borden. Il était

* Les questions figurant sur les fiches portaient sur les points suivants: nom; âge; lieu de naissance; parents et nationalité; santé; état physique; vue; ouïe; etc.; métier, profession, occupation au moment de l'enquête; intention du particulier en cause de faire du service national, soit en s'engageant dans le corps expéditionnaire du Canada, soit en prenant un emploi désigné.

particulièrement violent à l'égard de Laurier à qui il reprochait de pousser le pays vers la conscription par suite de ses tendances impérialistes. «Sir Wilfrid Laurier, disait-il, est l'homme le plus néfaste de la province de Québec, de tout le Canada[95]».

Les autorités militaires ont fait preuve d'un grand manque de jugement. dans la façon de procéder au recrutement dans Québec. Lorsqu'il fut décidé, en août 1916, de nommer un directeur du recrutement dans chaque district militaire, le commandant du district militaire n° 4 (Q.G. à Montréal) choisissait le major honoraire le Rév. C. A. Williams, pasteur de l'Église méthodiste Saint-Jacques de Montréal. Coïncidence curieuse, celui qui fut nommé directeur du recrutement pour le district militaire n° 2 (Toronto) et chef du recrutement pour tout le Canada s'appelait aussi Williams et était également pasteur méthodiste. La nomination d'un protestant de langue anglaise dans une région en grande majorité canadiennefrançaise était un choix malheureux, bien que l'on sache maintenant que le commandant, le major-général E. W. Wilson a été blamé outre mesure. Dans une lettre qu'il adressait à sir Edward Kemp le 31 mai 1917, le général Wilson parle des difficultés qu'il avait éprouvées lorsqu'il avait tenté d'organiser une association canadienne-française de recrutement. (Un organisme de langue anglaise avait été formé à Montréal peu après le départ du premier contingent pour l'Angleterre. Ce groupe avait recueilli plus de $25,000 et avait donné des «résultats fort satisfaisants.) Wilson avait sollicité l'appui de plusieurs citoyens éminents, mais sans succès*. «J'ai eu plusieurs entretiens, écrit-il, avec le sénateur Dandurand, le général Labelle et le colonel Ostell à qui j'ai demandé de me recommander quelqu'un qui pourrait être le chef actif du recrutement, de préférence un prêtre; mais je regrette de vous dire qu'il leur a été impossible de me fournir le nom d'un prêtre qui serait prêt à assumer ces fonctions.» Il ajoutait que ceux qu'il avait approchés n'avaient pas pu prélever des fonds comme l'avait fait l'association anglaise de recrutement et que, par la suite, cette association *avait rendu quelques services financiers aux bataillons canadiens-français»[96]. II convient d'ajouter que la nomination de Williams avait été fortement critiquée à la Chambre, en juin, de même qu'à plusieurs reprises dans les journaux de langue française dont quelques-uns ont manqué de discernement en confondant l'identité de ces homonymes, aggravant ainsi un grief plutôt imaginaire.

Le recrutement, d'un bout à l'autre du pays, accusait un fléchissement croissant. Le chiffre global des engagements en avril 1917 n'était que de 4,761. Or, c'était le mois de la bataille de la crête de Vimy, au cours de laquelle les pertes du Canada s'élevèrent en six jours à 10,602 hommes (voir ci-dessous, p. 288). Les nouvelles relatives à la diminution des engagements volontaires s'étaient déjà répandues dans les tranchées. En décembre 1916, le commandant ,de la 1- division écrivait à un officier du ministère de la Milice: «D'après les renseignements qui nous parviennent de temps à autre, le Canada pourra difficilement mobiliser le demi-million d'hommes promis. Il semble qu'il y aurait lieu d'instituer le service obligatoire»[97]. Peu de jours avant Noël, une lettre rédigée par

* Wilson mentionne les noms du sénateur Raoul Dandurand, du sénateur F: L. Nique, de air Alexandre Lacoste, du brig.-gén. A: E. Labelle, du mai. Zéphirin Hébert, du lieut.-col. J. T. Ostell.

l'état-major général, que le ministre devait faire parvenir à sir Robert Borden, déclarait que le régime de l'enrôlement volontaire semblait flancher et que «tenter de mettre sur pied une 5e division pour le service en campagne semble une entreprise risquée»[98].

Devant l'hésitation du gouvernement à instituer le service obligatoire, le ministère de la Milice mit au point le procédé qui consistait à prélever, sur les 50,000 membres que comptait la milice, des volontaires pour la défense du pays, libérant ainsi l'effectif correspondant du corps expéditionnaire qui se trouvait alors au Canada. On espérait trouver, parmi les recrues ainsi obtenues, des volontaires pour outre-mer. Les officiers supérieurs avec qui on discute de la proposition, considéraient les perspectives de réussite du projet avec peu d'enthousiasme. Cependant, un décret du conseil, promulgué le 16 mars 1917, instituait une force de défense du Canada de quarante-sept bataillons. Les quartiers généraux des régions militaires reçurent instructions de mobiliser sans délai certains régiments de la milice. Mais le projet aboutit à un lamentable échec. Le 30 avril, le dernier télégramme de la décourageante série de communications par laquelle le ministre de la Milice, devenu sir Edward Kemp (voir ci-dessus, p. 228) avait tenu sir Robert Borden au courant des événements, faisait savoir au premier ministre que «les engagements volontaires pour les forces de défense du pays sont insignifiants. Le régime du volontariat a, pour ainsi dire, épuisé tous ses moyens. Le sentiment en faveur d'un régime obligatoire prend de l'importance»[99]. A la fin de juin, on avait obtenu 1,858 recrues. Sur ce nombre, 1,293 avaient rejoint le corps expéditionnaire. Le 31 juillet, ordre fut donné de démobiliser la force de défense du Canada[100].

Le gouvernement avait dû reconnaître que le volontariat avait enfin atteint ses limites. Afin d'arriver au but envisagé avec tant d'optimisme par sir Robert Borden dans son message du Nouvel An, le Canada devait désormais recourir à la conscription.

Effectifs de renfort outre-mer

Les moyens adoptés par le Canada pour établir le service obligatoire feront l'objet d'un chapitre ultérieur. Pour l'instant, il sera peut-être utile d'examiner brièvement les dispositions prises au sujet des renforts canadiens en Angleterre et en France.

On se souviendra que, lors de l'arrivée en Angleterre du premier contingent canadien, dont le nombre des bataillons dépassait l'effectif requis pour les trois brigades de la 1er division, une de ces unités supplémentaires fut transformée en régiment de cavalerie, alors que les quatre autres devenaient bataillons de renfort (voir ci-dessus, p. 42). En même temps, les effectifs devenus excédentaires par suite de la réorganisation des brigades d'artillerie de campagne étaient constitués en batteries de dépôt de brigade, pour fournir des renforts à l'artillerie, tandis que ceux dont auraient besoin les autres corps étaient prévus par la formation de dépôts ou d'unités spéciales (p. ex. la 2e section vétérinaire101). Étant donné que

les quartiers des bases britanniques en France étaient limités, les 10 p. 100 de renforts de la division canadienne restèrent d'abord en Angleterre, pour être placés dans les dépôts de base généraux et de l'infanterie, établis à Tidworth en janvier 1915. Ceux-ci, venant s'ajouter à d'autres unités de renfort, firent plus tard partie du dépôt canadien d'instruction, commandé par le colonel W. R. W. James (voir ci-dessus, p. 219). La nomination du brigadier-général MacDougall aux fonctions de commandant de toutes les troupes canadiennes en Grande-Bretagne, coïncida avec la décision de faire passer la majorité des unités canadiennes à la région de Shorncliffe. Le dépôt d'instruction canadien, le dépôt général de base et le dépôt de base de l'infanterie furent abolis, et l'effectif commandé par MacDougall reçut la désignation de division d'instruction canadienne, pour la distinguer de la 2e division canadienne, en voie de formation à Shorncliffe[102].

Pendant le mois de mars 1915, les quatre bataillons d'infanterie désignés pour former des unités de renfort s'en virent adjoindre trois autres, auxquelles on avait assigné le même rôle à leur arrivée du Canada à Shorncliffe. Six de ces bataillons de «réserve> (comme on devait les désigner désormais) étaient affiliés à des formations de campagne (deux à chaque brigade) et, pendant une brève période de temps, le septième fit fonction de dépôt de renforts pour le Princess Patricia's Canadian Light Infantry (qui, on s'en souviendra, servait dans une division britannique). Lors de la formation de la 2e division, six nouvelles unités furent désignées pour fournir des renforts et, vers la fin de septembre 1915, les douze bataillons de réserve étaient remaniés de façon à former quatre brigades de réservé[103].

Afin de répondre aux besoins de renforts de la 1re division, dont les lourdes pertes subies dans la bataille d'Ypres avaient beaucoup accru l'urgence, le War Office demandait, en avril 1915, d'envoyer tous les trois mois en Angleterre un contingent d'infanterie de 6,000 hommes'". On fit donc immédiatement appel à tous les bataillons des troupes expéditionnaires du Canada qui se trouvaient encore au pays, leur demandant de fournir chacun un détachement de cinq officiers et 250 hommes[105]. Au cours du deuxième semestre de 1915, trentecinq bataillons d'infanterie en poste au Canada envoyaient les contingents requis. Certains les fournirent plus d'une fois. Une des unités en cause (le 79e bataillon, de Brandon) détacha 1,020 officiers et hommes de troupe avant de traverser lui-même l'Atlantique après avoir reconstitué cinq fois ses effectifs[106].

Bien que les prélèvements ainsi effectués eussent retardé leur propre mouvement à destination d'outre-mer, ces bataillons arrivèrent, l'un après l'autre, en Angleterre, avec des effectifs complets d'hommes et d'officiers. Comme nous l'avons vu, certains devinrent des bataillons de réserve; d'autres, désignés bataillons de «dépôt», furent attachés à certaines brigades de réserve pour servir à reconstituer les bataillons de réserve qui envoyaient des renforts en France. A mesure que ces bataillons de «dépôt» voyaient leurs rangs s'éclaircir, ils étaient absorbés dans les bataillons de réserve, perdant ainsi leur identité. Un meilleur sort était, toutefois, dévolu à certains d'entre eux qui se rendirent au front en tant qu'unités complètes pour faire partie de nouvelles divisions.

On avait opté pour le prélèvement et l'envoi au complet des bataillons stationnés au Canada qui avaient ainsi mobilisé des détachements, de préférence au projet formulé au début de la guerre par le colonel Gwatkin, chef de l'étatmajor général, qui avait recommandé d'organiser au Canada des dépôts pour recevoir et former les recrues avant leur envoi outre-mer à titre de contingents de renfort. Malheureusement, la méthode adoptée eut pour conséquence une surabondance en Angleterre d'officiers supérieurs qu'il était impossible d'utiliser convenablement quand leurs unités, ayant perdu un certain nombre d'officiers subalternes et hommes de troupe, étaient absorbées dans les bataillons de réserve. Cependant, les autorités au Canada hésitaient à abandonner cette méthode. En effet, comme le faisait remarquer, en juin 1916, le chef de l'état-major général canadien: «Pour des raisons d'ordre administratif et financier, la préférence doit aller aux détachements; mais l'envoi de bataillons entiers plairait aux officiers supérieurs et répondrait davantage au sentiment régional[107]. Ce ne fut donc qu'en mai 1917 que fut adopté le principe exigeant des officiers d'un grade supérieur à celui de lieutenant, qui étaient en surnombre, soit de redevenir lieutenants dans les troupes de renfort, soit de rentrer au Canada[108]. A la suite de cette décision, les officiers qui accompagnaient les bataillons envoyés du Canada étaient regardés comme préposés aux détachements, sans qu'il soit tenu compte de leur grade. Es pouvaient alors rester en Angleterre ou rentrer, selon ce qu'en déciderait le quartier général des troupes canadiennes d'outre-mer.

Comme nous l'avons vu ci-dessus (p. 221), l'espace limité dont on disposait à Shorncliffe eut pour résultat que les unités complètes qui arrivaient du Canada après le mois d'octobre 1915 étaient envoyées au nouveau camp de Bramshott. Ce camp devint le dépôt de base des réserves qui devaient fournir aux bataillons de réserve en poste à Shorncliffe les remplacements nécessaires aux renforts qu'ils envoyaient en France. En décembre, les bataillons de Bramshott furent organisés en quatre brigades, dont trois devaient servir à former la 4" division, au mois de mai suivant. Quand la division partit pour la France et la Somme en août 1916, elle fut remplacée à Bramshott par une nouvelle «division canadienne d'instruction» sous le commandement du brigadier-général F. S. Meighen. A la fin d'avril 1916, toutes les brigades de réserve canadiennes en Angleterre furent désignées «brigades d'instruction»[109].

A la fin décembre 1916, il y avait 7,240 officiers et 128,980 hommes du corps expéditionnaire canadien au Royaume-Uni (en comparaison de 2,467 officiers et 49,379 hommes un an auparavant). A la même époque, le relevé des effectifs indiquait la présence en France de 2,526 officiers et 105,640 hommes. Afin de trouver les quartiers nécessaires à ce nombre toujours croissant de Canadiens en Grande-Bretagne, le War Office mit, vers la fin de l'automne 1916, de nouveaux camps à la disposition des Canadiens, soit'ceux de New Shoreham, Crowborough, Seaford et Hastings, dans le Sussex. Pour en faciliter la direction, les nouveaux camps étaient administrés par le Q.G. qu'avait institué, à titre provisoire, le major-général MacDougall à Brighton (voir ci-dessus, page 229). Lorsque celui-ci fut dissous le 5 janvier 1917, le Q.G. des troupes canadiennes d'outre-mer assuma ses fonctions[110].

Un des premiers soucis du nouveau quartier général des troupes canadiennes d'outre-mer fut de mettre au point les dispositions prises à l'égard des renforts canadiens au Royaume-Uni. Une enquête révéla aussitôt qu'une réorganisation complète s'imposait, surtout en ce qui concernait l'infanterie (qui formait le gros des troupes de renfort), car la «situation y était de beaucoup la moins satisfaisante de toutes les armes. Il y avait, en Angleterre, quelque soixante-dix bataillons d'infanterie (non compris les unités rayées des contrôles), dont la force variait d'un simple cadre à l'effectif complet. «En tant que rouage utile pour assurer le renfort des bataillons au front, déclarait le rapport officiel qui terminait l'enquête, l'organisation existante était absolument inappropriée et insuffisante,. Par suite des mesures qu'on prit alors immédiatement, les renforts de l'infanterie furent réorganisés de façon à obtenir un lien territorial plus étroit entre les provinces du Canada et les unités en campagne. Cinquante-sept bataillons furent absorbés par vingt-six bataillons de réserve, groupés, à leur tour, en six brigades de réserve. Les bataillons non absorbés furent affectés au service de campagne dans le cadre des divisions qu'il fallait encore mettre sur pied[111].

Le régime territorial pour la formation des régiments prenait naissance en mars 1917. Les bataillons de réserve au Royaume-Uni furent groupés avec leurs bataillons affiliés en poste en France de façon à former des régiments territoriaux dont la désignation tenait compte de la province. Plus tard, pendant l'été, on appliquait la même méthode aux unités en poste au Canada. Après la fin de 1916, aucun bataillon pour outre-mer ne fut plus mobilisé au Canada. Mais, en août 1917, un «bataillon de dépôt»*, ou même plusieurs, furent formés dans chacune des provinces et intégrés dans les régiments territoriaux qui convenaient. Chaque régiment territorial comprenait alors des bataillons de dépôt servant au Canada, des bataillons de réserve en Angleterre et des bataillons en France. En novembre 1918, la composition de ces régiments était celle qu'on relève dans le tableau qui figure aux pages 246-247.

On avait déjà pris les mesures nécessaires pour que l'importance de la représentation provinciale dans les bataillons au front répondît à sa capacité de maintenir le niveau des effectifs. La province de Québec et la Colombie-Britannique furent les premières atteintes. En décembre 1916 le général Turner recommandait qu'afin de remédier à une certaine disproportion entre les bataillons du front en provenance des diverses régions du Canada, deux bataillons de Montréal et deux de Colombie-Britannique fussent absorbés dans d'autres bataillons provenant du même secteur du pays. Ainsi, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario pourraient augmenter leur représentation en France. En février 1917, le 83e bataillon, recruté en NouvelleÉcosse et le 116e bataillon, venant de l'Ontario, passaient en France afin d'y remplacer deux bataillons montréalais (le 60e et le 73e) qui disparurent en fin de compte, leur personnel une fois réparti entre d'aures bataillons de campagnes[112].

La représentation de la Colombie-Britannique au front fut remaniée de façon

* Ne pas confondre avec les bataillons de dép8t expédiés antérieurement au Royaume-Uni (voir ci-dessus, P. 242).

différente. En août 1917, deux bataillons, recrutés à l'origine dans cette province (le 54e et le 102e), mais dont l'effectif était maintenu par des renforts en provenance de l'Ontario, passaient du régiment de la Colombie-Britannique (British Columbia Regiment) au 2e Régiment de l'Ontario central[113] (2nd Central Ontario Regiment). Si cette façon de procéder a pu blesser l'amour-propre des province en question, il n'est guère douteux que le personnel des bataillons en cause ait jugé cette mutation sur papier, qui ne portait pas atteinte à la composition de leur unité, de beaucoup préférable à la séparation de leurs camarades qui aurait resulté de la dissolution de leur bataillon et de sa répartition entre d'autres unités[114]. Rappelant «les regrets cuisants qu'avait entraînés le printemps précédent la dislocation complète de leurs bataillons», le lieutenant-général Currie, lui-même originaire de la Colombie-Britannique, se déclarait convaincu que la décision de muter ainsi des bataillons entiers était judicieuse. «Nous avons atteint, cette fois encore, le même but, mais sans dissoudre de bataillons»[115].

Les compagnies et bataillons universitaires

Les compagnies universitaires recrutées afin de renforcer le Princess Patricia's Canadian Light Infantry constituaient un contingent spécial de remplacement pour l'infanterie, qui se rendit outre-mer en 1915 et 1916. La première d'entre elles était, à l'origine, destinée à jouer un rôle différent. En janvier 1915, le ministère de la Milice et de la Défense avait autorisé l'université McGill à mettre sur pied une compagnie complète, pour outre-mer, qui serait affectée au 38e bataillon des troupes expéditionnaires du Canada, qu'on mobilisait à la même époque à Ottawa. La date de mobilisation de la compagnie fut établie de façon à permettre aux étudiants qui préparaient leur diplôme d'achever le trimestre qui se terminait le 1er mai. Au début de mai, la compagnie se rendit à Niagara-on-the-Lake pour y participer à l'instruction d'été des contingents de McGill et de Toronto du corpsécole d'officiers canadiens[116].

Pendant que le 38° bataillon était encore en voie de formation, le War Office, que préoccupait le manque de candidats aptes à devenir officiers dans ses propres troupes, fit des démarches auprès du gouvernement canadien pour obtenir qu'on organise la compagnie de McGill en tant que compagnie de formation pour officiers, plutôt que de l'intégrer dans un bataillon d'infanterie117. La proposition anglaise parvint au gouverneur général en juin, époque à laquelle le gouvernement canadien avait déjà trouvé un nouveau rôle pour la compagnie de McGill, mais non celui que recommandait le War Office. Comme on devait le faire savoir plus tard aux autorités du Royaume-Uni, le ministère de la Milice n'éprouvait aucune difficulté à se procurer des officiers pour le corps expéditionnaire canadien118. Mais il fallait donner suite à la demande urgente formulée à la fin d'avril en vue d'obtenir des renforts pour l'infanterie (voir ci-dessus, p. 242). Le 29 mai, la compagnie de McGill, qui portait la nouvelle désignation de «compagnie universitaire n° 1», et dont l'effectif était de six officiers et 250 hommes, s'embarquait pour outre-mer

INSERT TABLE

COMPOSITION DES RÉGIMENTS TERRITORIAUX CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN-NOVEMBRE 1918

DÉSIGNATION DES BATAILLONS DES RÉGIMENTS TERRITORIAUX

DÉSIGNATION DES RÉGIMENTS (par ordre alphabétique)	ZONES DE RECRUTEMENT
ALBERTA REGIMENT (Q.G.-Calgary Alb.)	Région militaire n° 13 ter bu de dépôt, *Alberta Regiment* 21e bn de réserve (absorba le 109, 310, 490 et 500 9^{0} bn de rés. en octobre bataillons 1917)
BRITISH COLUMBIA REGIMENT (Q.G:Victoria C: B.)	Région militaire n° 11 bn de dépôt, *B.C. Regiment* 1e- bn de réserve (absorba le 7^{0}, 29e et 72e batail 240 bn de rés. en mai 1917 Ions 2e bn de dépôt, *B.C. Regiment* et le 16e bn de rés. en fé vrier 1918)
MANITOBA REGIMENT ..... (Q.G.-Winnipeg, Man.)	Région militaire n° 10 1^{0}* bn de dépôt, *Manitoba Regiment* 11e bn de rés. (absorba le 141, 16e, 27° et 430 batail 18^{0} bn de rés.
NEW BRUNSWICK REGIMENT ..... G: Halifax, N.-É.)	Région militaire n° 7 (Q. 1e- bn de dépôt, *N.B. Regiment* ..... 13e bn de rés.
NovA SCOTIA REGIMENT ..... G: Halifax, N.-É.)	Région militaire n° 6, (Q. 1B° bu de dépôt, *N.S. Regiment* .....17e bn de rés. (absorba le 26e 25°, 85^{0} bataillons;
1st CENTRAL ONTARIO REGIMENT.. G: Toronto, Ont.)	Région militaire n° 2 (Q. 1- bn de *dépôt, lst Central Ontario* 3° bn de réserve *Regiment* 2e bn de dépôt, *Ist Central Ontario* 12e bn de réserve (absorba le 30, 15°, 20^{0} et 75^{0} *Regiment* 5° bn de rés. en février bataillons 1918)
2ND CENTRAL ONTARIO REGIMENT G: Toronto, Ont.) 20 bn de dépôt, *2nd Central Ont. Regiment*	Région militaire n° 2 (Q. 1°" bn de dépôt, *2nd Central Ont.* 8e bn de réserve (absorba le 54^{0}, 58°, 102^{0} et 116° *Regiment* 2° bn de rés. en février bataillons 1918)

INSERT TABLE

EASTERN ONTARIO REGIMENT ..... Région militaire n° 3 (Q. [Jet] bn de dépôt *Eastern Ontario*..... 6e bn de rés. (absorba le 7e 2° 21° et 38° batail G.-Kingston, Ont.)

2e bn de dépôt *Eastern Ontario*

Regiment
WESTERN ONTARIO REGIMENT Région militaire n° 1 (Q. ter bn de dépôt *Western Ontario 4*° bn de rés. (absorba le 25° 1°!, 18° et 47°
G: London, Ont.) *Regiment* bn de rés. en février 1918) bataillons
1ER RÉGIMENT DU QUÉBEC*
G: Montréal, P.Q.) 23° bn de rés. (absorba le 22° 14°, 24°, 87° bat.; 5° bn de rés. en mai 1917) du C. M. R.
2E RÉGIMENT DU QUÉBEC*
Région militaire n° 4 (Q. 2° bn de dépôt, 2° Réa. de Québec 10° bn de réserve G.-Montréal, P.Q.)
SASKATCHEWAN REGIMENT Région militaire n° 12 (Q. 1°t bn de dépôt, *Saskatchewan* 15° bn de rés. (absorba le 19° 5°, 28°, 46e bat.; 1°T
G: Regina, Sask.)

* En mars 1918, le quartier général des forces militaires canadiennes d'outre-mer amalgama ces deux régiments en un seul, ale Régiment du Québec». Une proposition tendant à absorber le let bataillon de réserve dans le 20e bataillon de réserve et à répartir les renforts canadiens-français entre les 20e et 23e bataillons de réserve fut abandonnée, et le 10e bataillon de réserve conserva toute son identité dans le cadre du Régiment du Québec nouvellement constitué. Le bataillon devint l'unité de renfort du 22e bataillon. La réorganisation des deux régiments fut maintenue au Canada. Cependant, le 2e Régiment du Québec out pour tâche de s'occuper des renforts canadiens-français.

à titre de contingent de renfort du P.P.C.L.I.[119]. Le 38e bataillon (comme on l'a vu en page 26) devait servir aux Bermudes, en Angleterre et en France.

Cinq autres compagnies universitaires furent mobilisées à titre de renforts pour le régiment des «Patricias». Mobilisées à McGill, ces compagnies groupaient également les recrues d'un certain nombre d'autres universités canadiennes. Elles se composaient de «diplômés ou d'étudiants de ces universités, ainsi que de leurs amis»[120]. Les compagnies universitaires 2 à 5 traversèrent l'océan à intervalles échelonnés entre juin 1915 et avril 1916. Les quatre premières compagnies rejoignirent ainsi le P.P.C.L.I. en France avant les violents combats de juin 1916. «Elles sauvèrent le régiment de l'annihilation complète, écrit l'historien officiel du régiment des «Patricias» et ce sont eux qui ont battu les Wurtembergeois dans le bois du Sanctuaire ...» La compagnie universitaire n° 5 se joignit au P.P.C.L.I. après cette bataille, juste à temps pour reconstituer les effectifs du bataillon, qui avait subi des pertes écrasantes[121]. La compagnie universitaire n° 6 ne s'est jamais entièrement constituée. Son personnel se rendit outre-mer par petits contingents successifs[122].

On mobilisa, outre ces compagnies universitaires, deux bataillons du corps expéditionnaire canadien, à qui on permit d'inclure dans leurs désignations le nom de leur université. Il s'agit du 196e bataillon (universités de l'Ouest) et du 253e bataillon de Highlanders (université Queen's). Les recrues du premier venaient en majeure partie des universités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, ainsi que du collège de Brandon. Cependant, le 253e bataillon n'avait que peu de liens avec Queen's, à part son nom, et recrutait ses effectifs dans le grand public. Le 196e bataillon arrivait en Angleterre en novembre 1916 et le 253e, au mois de mai suivant. Tous deux furent dissous au RoyaumeUni et absorbés dans les bataillons de réserve.

Il n'était vraiment pas judicieux d'employer de cette manière des hommes susceptibles de devenir de bons officiers*. Le War Office s'en était déjà rendu compte, mais ce n'est que plus tard qu'on s'est aperçu des répercussions qu'entraîna la pénurie des candidats aptes à devenir officiers dans les cadres du corps expéditionnaire. Les commandants d'unités avaient beaucoup de difficulté à convaincre les membres instruits d'aspirer au grade d'officier, car la grande majorité préféraient rester dans les rangs avec leurs camarades.

Unités de la base canadienne en France

La première unité administrative du Canada établie en France fut la section canadienne du G.Q.G., 3e échelon, qui commençait à fonctionner en mars 1915 en tant que section du bureau du sous-adjudant général à la base de Rouen. Il lui incombait de préparer la partie II des ordres de service courant des unités, lesquels énuméraient chaque circonstance du service ou la solde des officiers et des hommes servant en campagne. Faisant suite aux rapports que lui envoyaient les diverses unités, la section canadienne exigea, par les voies d'usage, de l'armée anglaise,

*Cette erreur ne fut pas répétée lors de la seconde guerre mondiale.

des renforts prélevés sur les divisions canadiennes d'instruction qui se trouvaient au Royaume-Uni.

Étant donné, comme on l'a déjà noté, qu'aucun dépôt de base canadien n'avait été établi en France quand la ber division eut traversé la Manche, les renforts canadiens devaient passer par le dépôt de base n° 3 de l'armée anglaise à Harfieur (Le Havre) lorsqu'ils allaient rejoindre les unités en campagne. Ces dispositions durèrent jusqu'au 27 septembre 1915, date de l'absorption du dépôt anglais dans le dépôt de base canadien. Celui-ci, bien que son personnel fût canadien, relevait toujours des Anglais et, jusqu'en 1917, son commandant n'eut aucune communication directe avec les autorités canadiennes au Royaume-Uni ou au Canada. Même la section canadienne du G.O.G., 3e échelon, à Rouen, ne pouvait se mettre en rapport avec le dépôt de base canadien qu'en passant par le commandant des renforts, au Havre, qui était nommé par les Anglais.

A la fin d'août 1916, le dépôt de base canadien s'occupait des renforts pour la brigade canadienne de cavalerie, les quatre divisions d'infanterie, les troupes de corps d'armée et les unités de la zone des étapes. Ce mois-là, il reçut un renfort de 8,962 hommes venant du Royaume-Uni et en expédia 7,567 aux unités en campagne[123]. Le mois de mai suivant, le dépôt passait du Havre à Étaples (sur la côte de la Manche, à quinze milles au sud de Boulogne). Pour améliorer la direction et le ravitaillement des troupes, et parce que les quartiers existant à Étaples convenaient à ces dispositions, le dépôt de base canadien fut réorganisé et divisé en cinq dépôts indépendants, soit le dépôt de base général canadien (qui devait s'occuper de tous les renforts, sauf de ceux de l'infanterie) et les dépôts de base canadiens d'infanterie n°s 1, 2, 3 et 4. L'été de 1917 fut marqué par l'institution du Camp pour les renforts du corps canadien*, qui devait recevoir près du front des renforts dont le nombre pourrait aller jusqu'à cent hommes par bataillon d'infanterie, et un dixième pour les autres armes[124]. Sa présence a considérablement réduit le nombre des renforts retenus à la base. Il fut, par conséquent, possible de fusionner les divers dépôts de base de l'infanterie en un seul en avril 1918, soit le dépôt de base de l'infanterie canadienne, alors que le dépôt général de base canadien continuait à s'occuper des renforts destinés à d'autres armes que l'infanterie[125].

La 5e division canadienne

Un des éléments qui compliquaient l'organisation des renforts était l'affectation de certains bataillons au Royaume-Uni à une 5e et, éventuellement, à une 68 divisions canadiennes, dont la création faisait l'objet d'un engagement pris par le ministre de la Milice au nom du Canada au cours de l'été 1916 (voir ci-dessus,

* Le camp pour les renforts du corps canadien remplaçait ainsi le groupe de retranchement canadien, dont les quatre bataillons avaient été maintenus dans la zone avancée afin d'y aménager ou réparer des routes, des lignes de tramways, de chemin de fer, les positions d'artillerie, les abris souterrains, et exécuter d'autres tâches de même nature, ainsi que de fournir des contingents à l'infanterie et aux unités de sapeurs et du génie qui se trouvaient en campagne. Les deux aspects de cette double fonction se révélant incompatibles, les bataillons furent dissous un an après avoir été formés.

p. 236). A l'automne de cette année-là, la plupart des bataillons d'infanterie devant former ces deux divisions avaient déjà été choisis parmi les unités en poste en Angleterre et l'on songeait à la nomination des commandants de division et de brigade[126]. Toutefois, comme nous avons pu le constater, les lourdes pertes essuyées en octobre dans la bataille de la Somme avaient décidé le sous-conseiller suppléant de la Milice à recommander de fournir, à titre de renfort, tout l'effectif de ces bataillons, sauf leurs quartiers généraux, pour les remplacer par les contingents qui arriveraient du Canada par la suite[127]. Mais le souci de sir Sam Hughes était de mobiliser de nouvelles divisions plutôt que de renforcer celles qui existaient déjà. «Tenez bon! dit-il au général Carson. Qu'on laisse nos divisions se reposer. Je ne puis comprendre qu'on envoie des troupes à travers des barbelés non détruits. Byng ne va pas sans doute répéter le 3 juin* tous les mois ou tous les deux mois».

Les choses en restèrent là jusqu'au 27 octobre, date à laquelle le chef de l'état-major impérial, remarquant qu'il pouvait disposer des bataillons qu'il fallait, demandait au gouvernement canadien d'autoriser le sous-conseil de la Milice à procéder à la mobilisation de la 5e division. Mais le cabinet s'abstint de l'approuver, le premier ministre du Canada ayant été avisé par sir George Perley que le Canada pourrait difficilement renforcer cinq divisions[128].

Le chef de l'état-major impérial continuait à insister. Dans une lettre adressée à Perley le premier de l'An 1917, il écrivait: «Ce serait grand dommage que cette division reste à ne rien faire ici alors que des batailles défensives se déroulent en France». Une conférence qui eut lieu au War Office le 12 janvier aboutit enfin à un compromis. La 5e division canadienne n'irait pas en France, mais son effectif serait complété de façon à lui permettre de jouer un rôle dans la défense de la métropole, au Royaume-Uni. Le War Office demandait qu'aucun autre contingent ne soit prélevé sur cette division, si d'autres troupes suffisamment formées étaient disponibles[129].

La nouvelle division se concentrait à Witley, dans le Surrey, où, le 13 février 1917, le major-général Garnet B. Hughes (promu à ce poste après avoir commandé la ber brigade canadienne en France) en assumait le commandement. Au début, les éléments d'infanterie qui la composaient étaient les suivants: 13° brigade, 128e, 134e, 160e et 202e bataillons; 14e brigade, 125e, 150e, 156e et 161° bataillons; 15e brigade, 104e, 119e, 185e et 199e bataillons. Au mois d'août, l'artillerie divisionnaire (les 13e et 14e brigades de campagne et quatre batteries de mortiers) se rendait en France, où elle servait jusqu'à la fin de la guerre en tant qu'artillerie divisionnaire de supplément dans le cadre du corps d'armée canadien. Les compagnies de mitrailleuses (les 17e, 18e et 19e) servirent ensuite en France, tout comme les 13e, 14e et 15e compagnies du génie divisionnaire. Le 9 février 1918, le quartier général des troupes canadiennes d'outre-mer donnait l'ordre de dissoudre ce qui restait de la division, afin de fournir de nouvelles troupes aux unités de campagne (voir ci-dessous, p. 252)[130].

* Allusion à la bataille du Mont Sorrel.

Après le mois d'octobre 1916, on renonça à l'idée de former une 6e division en Angleterre. L'hésitation du cabinet canadien, à l'égard de l'envoi même d'une seule autre division sur le continent, freina toute initiative tendant à mobiliser de nouvelles divisions de campagne. Cependant, la possibilité de maintenir six divisions canadiennes en France fut brièvement examinée au début de 1918, mais dans des circonstances toutes différentes de celles dont on vient de faire l'exposé. En janvier, la grave pénurie de renforts qu'on avait pu constater à la suite des lourdes pertes subies à Passchendaele, incitait le cabinet de guerre à ordonner de réduire à trois le nombre des bataillons de chaque brigade d'infanterie anglaise. Les effectifs du bataillon en surnombre servirent alors à reconstituer ceux des trois autres[131]. La proposition faite par le chef de l'état-major impérial de réorganiser le corps canadien de façon analogue en vue de former deux autres divisions se heurta à l'opposition énergique du commandant du corps d'armée.

Dans une lettre adressée au ministre canadien des Affaires d'outre-mer, le lieutenant-général Currie signalait que la situation qui rendait ce changement nécessaire pour les formations anglaises n'existait pas dans les quatre divisions canadiennes, dont l'effectif était au complet et qui disposaient, autant qu'on pouvait le prévoir, de renforts suffisants pour quelque temps encore. Il était donc nullement nécessaire de dissoudre des unités existantes. Une réorganisation calquée sur celle de l'armée anglaise donnerait vingt bataillons en surnombre. S'il était vrai qu'en' y ajoutant six bataillons expédiés d'Angleterre, il serait possible de former deux nouvelles divisions, les six divisions dont on disposerait en conséquence dépasseraient le contingent dont un seul Q.G. de corps d'armée pourrait se charger. Il faudrait, dans ce cas, réorganiser celui-ci en le divisant en deux corps de trois divisions chacun, «et accompagner ce procédé de l'institution d'un état-major des troupes, qui les commanderait et les administrerait»[132]. Currie dut admettre que, non seulement on détruirait ainsi un instrument de combat qui aurait déjà fait ses preuves, mais qu'une telle réorganisation entraînerait la création de six nouveaux états-majors de brigade, ainsi que la constitution d'un personnel de Q,G. pour deux nouvelles divisions, un nouveau corps d'armée et une armée canadienne. Tout cela, insistait le commandant, se traduirait par «l'augmentation hors de toute proportion des frais généraux» et il annotait la proposition en la qualifiant de «peu pratique», vu surtout que cet accroissement considérable du nombre des officiers d'état-major ne renforcerait la puissance de choc des Canadiens que de six nouveaux bataillons venant d'Angleterre, dont l'effectif de combat ne se composait effectivement que de 3,600 hommes*.

Au lieu de procéder à une réorganisation selon le principe anglais, Currie recommandait que chacun des 48 bataillons d'infanterie du corps d'armée canadien fût autorisé à relever de cent le nombre de ses troupes constituant l'effectif régulier. Cette disposition, affirmait-il, ajouterait 1,200 hommes à la force de combat du corps d'armée sans augmenter le personnel d'état-major, ni celui des groupes de

* Currie estimait que, sur l'effectif global des six bataillons, soit environ 6,000 hommes, 400 ne seraient pas disponibles pour le front dans chaque unité, parce qu'ils seraient affectés à des tâches régimentaires et autres.

commandement de bataillon ou des transports. Currie terminait ses observations à sir Edward Kemp en se déclarant fermement convaincu qu'il n'y avait aucune raison probante d'ordre pratique ni «aucune bonne raison de nature militaire» de procéder à la réorganisation proposée par les Anglais[133].

Le ministre d'outre-mer et le général Turner approuvèrent ce que proposait Currie et le Q.G. de sir Douglas Haig donnait son assentiment au projet qui consistait à permettre à chaque bataillon d'infanterie du corps d'armée canadien de dépasser de cent hommes son effectif. Le 9 février, onze bataillons de la 5e division canadienne recevaient l'ordre de fournir chacun un contingent de cent hommes aux unités de campagne[134]. La dissolution de la division s'ensuivit*. La méthode des affectations excédentaires devait se maintenir jusqu'au milieu de la deuxième bataille d'Arras (du 26 août au 3 septembre). Même sans recourir à ce procédé, les divisions canadiennes devaient conserver une supériorité marquée en effectifs par rapport aux formations anglaises correspondantes. En chiffres ronds, leurs forces relatives, y compris les troupes divisionnaires, étaient de 15,000 pour la division d'infanterie anglaise, en comparaison de 21,000 pour la division canadienne (les divisions américaines ayant un effectif de 28,000 hommes[136]).

Ce qui importait le plus, c'était que les décisions prises en février, qui conservaient l'intégrité du corps d'armée canadien, permettaient également de maintenir l'excellent esprit de corps qui en faisait une magnifique équipe de combat, capable de mener ses opérations avec une grande compétence dans les batailles décisives qui marquèrent la dernière année de la guerre.

* Cependant, le War Office tenta de nouveau, vers le milieu de l'année 1918, d'obtenir une cinquième division canadienne en France. Le 21 juin, le ministre canadien d'outre-mer répondit par la négative à la proposition anglaise tendant à substituer un bataillon américain à un bataillon canadien dans chaque brigade. Les effectifs d'infanterie canadienne qui devenaient ainsi excédentaires, et les hommes de la catégorie «A» prélevés sur les troupes ferroviaires ou forestières, devaient former une nouvelle division[135].

C H A P I T R E V I I I

LA BATAILLE DE LA CRÊTE DE VIMY, DU 9 AU 14 AVRIL 1917

(Voir carte 7 et croquis 37 à 39)

Après la Somme

PENDANT l'hiver de 1916-1917, le corps d'armée canadien ne participa à aucune opération d'envergure. On l'invita à consacrer cette période à la récupération de ses forces, à l'instruction militaire et à l'affermissement de ses défenses, tout en continuant à tenir la ligne.

Après avoir été relevé sur la Somme, il se rendit en Artois, au nord, pour remplacer le 4e corps d'armée anglais dans le secteur droit du front de la Première armée. Dès le matin du 28 octobre, le général Byng tenait un secteur de dix milles, s'étendant d'un point situé à deux milles au nord d'Arras jusqu'à une même distance au nord-ouest de Lens. Comme la 4e division était demeurée sur la Somme, sir Julian fut obligé de garder en ligne les trois divisions qui lui restaient[1]. Jusqu'à ce que leur artillerie revînt de la Somme, vers la fin de novembre, on affecta aux Canadiens les batteries lourdes du 17e corps d'armée anglais et l'artillerie de campagne de la division du Lahore et des 24e et 60e divisions[2].

Il s'établit bientôt un mouvement courant d'hostilités limitées, qui devait se maintenir, en général tout l'hiver, contre les fortifications ennemies faisant face aux Canadiens, c'est-à-dire la 6e division bavaroise de réserve et la 12e division de réserve: duel périodique de tir de mortiers, patrouilles fréquentes et, occasionnellement, incursions dans les tranchées ennemies. Des détachements du 1er régiment canadien de fusiliers montés (lst Canadian Mounted Rifles), comprenant 400 hommes en tout, effectuèrent un coup de main particulièrement heureux, le 20 décembre, près de la démarcation droite du corps. S'étant lancés à l'assaut à partir de galeries spécialement aménagées à cette fin et conduisant à des cratères en zone neutre, les Canadiens détruisirent 26 abris ennemis et un emplacement de mitrailleuses, et firent une soixantaine de prisonniers[3].

Le plus considérable d'une série de coups de main, montés en janvier 1917, fut celui qu'effectuèrent les 20e et 21e bataillons de la 4e brigade, le 17. Ces unités étaient représentées par environ 860 hommes de tous grades, spécialement entraînés à cette fin, appuyés par des sapeurs de la 4e compagnie de campagne. Ce coup de main avait pour but d'infliger des pertes à l'ennemi, de faire des

prisonniers et de prendre du butin, ainsi que de détruire des abris ennemis à trois milles à l'est de Lens, dans la région de la voie ferrée Lens-Béthune. Des détachements des 18e et 19e bataillons se livrèrent à des manifestations d'hostilité sur le flanc, dès le déclenchement de l'assaut à 7h.45 du matin, à un moment où l'ennemi avait l'habitude de se relâcher de sa vigilance après la garde descendante du matin. L'artillerie de corps d'armée et de division assura un soutien suffisant, auquel participèrent des unités canadiennes de mitrailleuses, tandis que des unités spéciales du Génie royal étendaient un rideau de fumée[4]. En une heure, les assaillants, manœuvrant sur un front de 850 verges, démolissaient plus d'une quarantaine d'abris, faisaient sauter trois dépôts de munitions, s'emparaient de deux mitrailleuses et de deux mortiers de tranchée, en détruisant plusieurs autres, et capturaient cent prisonniers appartenant à la 11e division de réserve. Les pertes canadiennes s'élevaient à une quarantaine de tués et à 135 blessés. L'ennemi, rendant compte qu'il avait repoussé «une entreprise extraordinairement vigoureuse», rapportait avoir perdu 18 tués, 51 blessés et 61 disparus[5].

Le 13 février, la 10e brigade effectuait une opération analogue contre la 5e division bavaroise de réserve qui faisait face au centre du front canadien. Chacun des quatre bataillons (44e, 46e, 47e et 50e) fournit une compagnie de 200 hommes, la 10e compagnie de campagne et le 67e bataillon de pionniers fournissant ensemble 70 autres hommes. Les assaillants infligèrent près de 160 pertes à l'ennemi (y compris plus de 50 prisonniers) et détruisirent des abris, des puits de mine et des fils barbelés; leurs propres pertes s'élevèrent au total à environ 150[6].

Mais le raid canadien le mieux préparé de l'hiver fut une attaque effectuée dans la nuit du 28 février au 1°r mars par environ 1,700 membres de la 4° division (de gauche à droite, le 73e, le 72°, le 75e et le 54° bataillon) en vue de reconnaître et d'endommager les défenses allemandes de la cote 145 (voir ci-dessous, p. 281). Pour surprendre l'ennemi, on décida de supprimer tout bombardement préliminaire et de ne pas couper les barbelés. Afin d'aider les assaillants, des cylindres de gaz lacrymogène et de chlore avaient été installés sur toute l'étendue du front divisionnaire; mais la première décharge de gaz lacrymogène ne fit qu'alerter l'ennemi (troupes de la 16° division bavaroise d'infanterie et de la 79° division de réserve) et, le vent ayant tourné, on ne put utiliser le chlore meurtrier; en fait, les assaillants eux-mêmes subirent des pertes lorsque des obus allemands firent éclater quelques-uns des cylindres. L'entreprise fut un échec presque complet. Alors que les équipes de la 12e brigade, à gauche, atteignaient la plupart de ses objectifs, l'ennemi repérait les détachements de la 11e brigade avant qu'ils eurent franchi leurs propres barbelés, et les soumit à un feu foudroyant. Les deux commandants furent tués. Les Canadiens firent 37 prisonniers; leurs propres pertes s'élevèrent à 687. Les deux jours suivants, les Allemands aidaient même nos troupes à ramener les morts[7].

A compter du 20 mars, en guise de préparation à leur prochaine opération d'envergure (crête de Vimy, le 9 avril), les Canadiens se livraient chaque soir à des coups de main dans les lignes ennemies. Ce furent des opérations coûteuses, entraînant près de 1,400 pertes en deux semaines. Mais ces pertes étaient compensées dans une certaine mesure par la connaissance qu'ils acquirent des points

LE FRONT DES BALKANS 1916



forts et des points faibles de l'ennemi, connaissance qui permit aux Canadiens d'atteindre leurs objectifs au prix de pertes inférieures à ce qu'elles eussent été autrement.

Plans alliés pour 1917

L'année 1916 avait été coûteuse pour les deux camps, mais pour l'Entente la chance commençait à tourner. L'entreprise ennemie à Verdun avait échoué et, sur la Somme, les forces anglo-françaises avaient porté à l'armée allemande un coup dont elle n'allait pas pouvoir se relever. De l'autre côté de l'Europe, les Russes avaient ajouté au triomphe de l'offensive de Broussilov en écrasant une tentative d'invasion du Caucase par les Turcs et en pénétrant à 150 milles à l'intérieur de l'Asie mineure. La Révolution, qui éclatait le 12 mars 1917, n'écartait

pas immédiatement la Russie de la guerre; au contraire, les Russes devaient encore lancer une nouvelle offensive à l'été. A la fin de 1916, l'armée italienne clouait sur place 35 des 65 divisions autrichiennes, après avoir réalisé quelques petits gains territoriaux à la suite des batailles de l'été sur l'Isonzo (les 6, 7 et 8 août). En Égypte—théâtre de guerre déclaré défensif pendant toute l'année 1916 par le War Office—la défaite en juillet d'une force armée turque à Romani, à 25 milles à l'est du canal de Suez, préludait à une action offensive contre la Palestine en 1917. Le Cameroun et deux ports de l'Afrique orientale allemande se trouvaient désormais aux mains des Alliés.

En Mésopotamie, cependant, Kut était tombée aux mains des Turcs (quoique reprise en février 1917), et il y avait eu des revers dans les Balkans. Du «camp retranché» allié, aux environs de Salonique, le général Sarrail avait lancé, en Macédoine occidentale une offensive franco-serbe qui, bien qu'ayant assuré la reprise de Monastir, n'avait pas atteint ses principaux objectifs. La Roumanie avait été rapidement renversée par les forces combinées des quatre puissances ennemies. Comme nous l'avons déjà noté, la Marine allemande, après la bataille du Jutland, s'était surtout appliquée à intensifier sa campagne sous-marine. A la fin du dernier trimestre de 1916, les sous-marins allemands avaient coulé, en moyenne, plus de 50,000 tonnes de marchandises alliées par mois dans la Manche, sans compter les pertes causées par les mines mouillées par ces sous-marins.

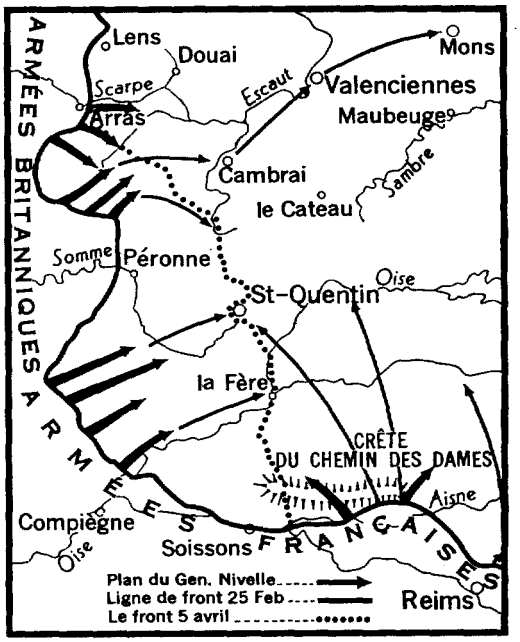
Cette activité sous-marine devait s'accroître. Le grand état-major allemand était désormais convaincu que la guerre dans l'ouest ne pouvait se gagner sur terre; les conseillers navals du Kaiser avaient depuis longtemps renoncé à l'espoir de la gagner sur mer, à moins de recourir à une offensive sous-marine sans restriction. En conséquence, au début de février 1917, toutes les voies d'accès aux îles Britanniques, aux côtes françaises et à la Méditerranée furent déclarées en état de blocus: tout navire dans ces eaux risquait donc de se faire couler à vue, quelle que fût sa catégorie ou sa nationalité. L'Allemagne espérait ainsi paralyser, avant la prochaine récolte—à cinq ou six mois de là—la volonté de la Grande-Bretagne de poursuivre la lutte.

Les 15 et 16 novembre, les commandants alliés se réunissaient à Chantilly pour approuver un plan d'action visant '«à conférer aux campagnes de 1917 un caractère décisi»[8]". Il fut décidé que les armées de la coalition entreprendraient sur chaque front toutes opérations que les conditions météorologiques pourraient permettre, et qu'elles se tiendraient prêtes, dès la première semaine de février 1917, à lancer des offensives générales coordonnées «avec tous les moyens à leur dispositions. La conférence reconnut que la France et la Belgique constituaient «le front principal». Les opérations sur ce front consisteraient en attaques simultanées de la part des Français et des Britanniques, entre Lens et l'Oise et seraient suivies d'une offensive française secondaire sur l'Aisne. En réalité, tout ce projet ne constituait qu'une reprise de la bataille de la Somme sur un front plus étendu. Mais, un mois ne s'était pas encore écoulé depuis la conférence, que le principal auteur de ces plans, le général Joffre, était supplanté. En qualité de commandant en chef des armées françaises, il avait servi de cible aux critiques que les parle-

CROQUIS 38

LE PLAN DE NIVELLE ET LE RETRAIT ALLEMAND

PRINTEMPS 1917





mentaires avaient formulées à propos des revers alliés (le manque de préparatifs en vue de la défense de Verdun, les pertes sur la Somme et même la défaite de la Roumanie). Le 13 décembre, le président du conseil Briand le nommait «conseiller technique auprès du gouvernement et, à sa place, le général Robert Nivelle, qui avait commandé la Deuxième armée française avec un succès éclatant à Verdun, était promu (sans égard au passe-droit ainsi créé envers Pétain et Foch) général en chefs des armées françaises du nord et du nord-este[9].

Nivelle soumit aussitôt un nouveau plan qui, au lieu d'une guerre d'usure, exigeait la destruction complète des forces ennemies. Les offensives britanniques et françaises qu'on avait déjà proposé de lancer entre l'Oise et Lens, ne seraient plus que des opérations préliminaires destinées à clouer sur place le plus grand nombre d'Allemands possible. Les Français lanceraient ensuite une attaquesurprise le long de l'Aisne, en vue d'une percée entre Reims et Soissons. On obtiendrait cette rupture soudaine des défenses ennemies au moyen de la même tactique de choc (quoique sur une plus vaste échelle) que Nivelle avait employée pour s'emparer du fort de Douaumont à Verdun, exploit qui lui avait valu son rapide avancement. Nivelle prévoyait que, par la suite, se déroulerait une bataille décisive au cours de laquelle une masse de manoeuvre" (ou force principale de frappe) alliée détruirait tà coup sûr» toutes les réserves que l'ennemi pourrait assembler. Les armées françaises et britanniques collaboreraient alors à cure exploitation extrêmement vigoureuse avec toutes les ressources à leur disposition. Nivelle fixait l'effectif de sa masse de manoeuvre à trois armées, comprenant au total 27 divisions. Afin de lui permettre d'effectuer une concentration d'une telle

envergure, il demandait aux Britanniques d'étendre leur front de vingt milles, vers le sud, jusqu'à la route Amiens-Roye, ce qui permettrait ainsi de libérer de sept à huit divisions françaises[10].

De façon générale, Haig endossa ce plan, qui représentait un changement radical de ce qui avait été convenu à. Chantilly. Jusqu'à ce qu'il pût être certain que le War Office lui fournirait toutes les troupes supplémentaires nécessaires, il ne s'engageait à étendre son front que jusqu'à la route Amiens-Saint-Quentin, soit à douze milles en deçà de ce qu'avait demandé Nivelle. Il posait une autre condition. L'Amirauté anglaise recommandait depuis longtemps avec insistance la prise d'Ostende et de Zeebrugge, d'où sous-marins et destroyers allemands pourchassaient les navires alliés dans le Pas-de-Calais; et, après la conférence de Chantilly, Haig avait rallié Joffre à l'idée que les principales offensives alliées soient suivies d'une avance franco-belge à partir du saillant d'Ypres, afin de nettoyer tout le littoral belge[11]. Or, Haig posait comme condition que, si les plans d'opérations de Nivelle ne réussissaient pas à forcer l'ennemi à abandonner la côte belge, il demanderait le retour des divisions britanniques qu'il fournirait à la gauche des Français, afin de pouvoir entreprendre son offensive dans le nord[12].

Il est fort révélateur des pouvoirs de persuasion du général Nivelle qu'il parvint à rallier l'appui de M. Lloyd George qui, le 6 décembre, avait succédé à M. Asquith au poste de premier ministre. Au cours de la longue controverse sur la question de savoir où l'on devait attaquer l'ennemi, l'ancien secrétaire d'État à la Guerre s'était toujours révélé un «oriental» résolu et, par conséquent, vigoureusement opposé aux plans de Haig. Lors d'une conférence interalliée, tenue à Rome au début de janvier 1917, sans consulter ses chefs militaires, il avait préconisé une énergique offensive du printemps sur le front autrichien, pour laquelle le gouvernement anglais prêterait de 250 à 300 canons lourds aux Italiens, les Français devant être invités à fournir un appui analogue[13]. Mais l'initiative du premier ministre d'Angleterre dans le domaine de la stratégie alliée ne ralliait guère l'appui du général Cadorna et suscitait une vive opposition de la part de la délégation française, qui appuyait ardemment le plan de Nivelle. Sur l'invitation de Lloyd George, Nivelle se rendit à Londres à la mi-janvier, et rallia l'appui sans réserve du comité de guerre à l'égard de son projet. L'attaque serait déclenchée au plus tard le les avril et le maréchal Haig* reçut instructions de relever les troupes françaises jusqu'à la route Amiens-Roye avant le mars[15].

Bien que Haig ait consigné dans son journal la réflexion suivante: « ... nous avons raison de nous conformer à la demande françaises, il ne put s'empêcher de noter que les conclusions soumises par Nivelle à la conférence pour fins d'approbation, ne furent que «hâtivement étudiées par le comité de guerre»16. Ni Haig, ni sir William Robertson chef d'état-major impérial n'avaient une très haute opinion de «notre comité de guerre civil». Six semaines plus tard, l'épisode de la conférence de Calais ne faisait que confirmer la méfiance que Haig nourrissait à l'égard du premier ministre d'Angleterre et altérait gravement les relations entre les quar-

* La promotion de Haig au maréchalat avait été accordée par le roi «en guise de cadeau du Nouvel An, de ma part et de la part du pays tout entier[14]».

tiers généraux britannique et français. La réunion tenue à Calais le 26 février avait visiblement pour objet de traiter de la nécessité urgente d'améliorer les services ferroviaires sur le front britannique. Mais on écartait rapidement la discussion des problèmes de transport pour pouvoir étudier une proposition—formulée par Nivelle, Briand et Lloyd George (celui-ci n'en ayant soufflé mot ni à Robertson ni à Haig—visant l'organisation d'un G.Q.G. allié en France, commandé par un généralissime français (Nivelle). Un chef d'état-major britannique à ce quartier général assurerait la liaison avec le comité de guerre anglais, et transmettrait les ordres d'opérations du généralissime au commandant en chef britannique, dont les fonctions seraient virtuellement réduites à celles d'un adjudant-général chargé, selon le mot de Haig, «d'administrer la discipline et de voir aux renforts»[17].

Cette proposition consterna Robertson et Haig, qui se dirent «complètement dégoûtés de notre gouvernement et des politiciens». Ils affirmèrent privément qu'ils `préféraient passer en conseil de guerre plutôt que de trahir l'armée en acceptant de la soumettre au commandement des Français»[18]. Après un entretien, le 27, avec le ministre français de la guerre (le général Lyautey) et Nivelle on en arriva à un compromis. Haig ne serait subordonné à Nivelle que pour la durée de la prochaine offensive et il aurait le droit d'en appeler au cabinet anglais contre tout ordre qu'il jugerait de nature à compromettre la sécurité de ses troupes. En signant l'accord de Calais», le 27 février, sir Douglas inscrivait en marge de son exemplaire la réserve suivante: «En signant ce document, j'en reconnais l'authenticité, mais n'approuve pas les dispositions qu'il représente.»

S'étant entendu avec les Anglais, le général Nivelle devait ensuite se heurter à des difficultés inattendues dans son pays. Après la chute du cabinet Briand, le nouveau ministre de la Guerre, Paul Painlevé, était hostile à Nivelle et à son projet. La date prévue pour le déclenchement des opérations étant constamment reportée à plus tard, le maréchal Haig en fut atterré, lui qui ne considérait l'offensive imminente sur l'Aisne que comme un prélude au projet qu'il caressait depuis longtemps, c'est-à-dire une troisième bataille d'Ypres, qu'il fallait lancer au début de l'été avant que les pluies transforment en boue la plaine des Flandres.

Entre-temps, l'ennemi avait fait ses propres préparatifs.

La nouvelle tactique défensive de l'ennemi

L'expérience des Allemands sur la Somme leur avait indiqué qu'on ne pouvait plus se fier au principe de la défense rigide d'une ligne fixe, car l'artillerie ennemie pouvait, non seulement anéantir les tranchées avant, mais neutraliser toute la zone avancée jusqu'à une profondeur d'un mille ou plus. Pendant les batailles de 1916, comme nous l'avons vu, le chef d'état-major de la Première armée allemande, le colonel von Lossberg, avait commencé à faire avancer les troupes de première ligne jusqu'en zone neutre afin d'éviter le barrage initial qui était presque invariablement dirigé contre les tranchées avant. Déjà, il songeait à une autre solution que celle qui consistait à combattre dans la première ligne ou en avant, solution qui, dit-on, s'inspirait d'une instruction de la Cinquième armée française (instruction

qui avait été capturée à l'été de 1915) et qui consistait à livrer la principale bataille défensive à quelque distance à l'arrière[19].

En décembre 1916, on initiait les troupes allemandes à une nouvelle méthode de défense, exposée dans une brochure intitulée *Principes de la conduite des opérations en bataille défensive dans une guerre de positions,* et rédigée en grande partie par deux officiers de l'état-major du général Ludendorff[20]. Dans cette brochure, on renonçait à la doctrine inflexible selon laquelle il ne fallait jamais céder un pouce de terrain. Contrairement à la forme de défense employée jusque-là, déclarait plus tard Ludendorff,

> …on mit au point un nouveau système qui, au moyen d'une distribution en profondeur et de l'adoption d'une formation desserrée, permettait de maintenir une défense plus active[21].

Au lieu d'assurer une défense statique au moyen d'une série de tranchées, l'infanterie attaquée assurerait une défense élastique dans une série de zones. Le dispositif de défense devait comporter une zone d'avant-postes, établis à l'avant de la tranchée de première ligne ou principale ligne de résistance, derrière laquelle devait s'étendre une zone de combat de 1,500 à 2,500 verges, jusqu'à une seconde ligne ou position de «protection contre l'artillerie». Moins le terrain était défendable, ou moins forts étaient les défenseurs, plus la zone des avant-postes devait être profonde, afin que la tranchée de première ligne et la zone de combat fussent hors de portée efficace des batteries de campagne des assaillants. Chaque zone disposerait de nombreux points fortifiés, un bataillon d'infanterie étant responsable de sa part du secteur régimentaire jusqu'à la seconde ligne. Les contre-attaques dans la zone de combat seraient lancées par des bataillons cantonnés à trois ou quatre milles à l'arrière, en réserve régimentaire. En cas d'échec, les bataillons de tête des divisions de contre-attaque, gardés en réserve d'armée, seraient engagés à partir de l'arrière de la zone de combat. Normalement, ces divisions seraient stationnées à plusieurs milles à l'arrière du front, mais la nouvelle doctrine prévoyait qu'avant une offensive leurs unités de tête fussent assemblées «immédiatement à l'arrière de la seconde ligne»[22].

Les petites garnisons établies dans la région fortifiée étant trop dispersées pour que les commandants de bataillon ou même de compagnie puissent assurer un contrôle efficace, la responsabilité était reportée au chef du «groupe», qui (comme la section d'infanterie britannique) se composait de onze hommes commandés par un sous-officier. Ce devait donc être là l'unité tactique de l'infanterie et son chef avait le droit «dans certaines limites, de se replier dans n'importe quelle direction devant un feu violent de l'ennemi». Jamais plus, comme Ludendorff le signalait dans l'introduction de son manuel, le fantassin de l'avant n'aurait à se dire: «C'est ici que je dois tenir ou mourir.» En défensive, la première ligne tiendrait ferme à certains endroits et céderait à d'autres, privant ainsi l'ennemi de l'avantage d'une progression uniforme, grâce à un soutien constant d'artillerie. L'assaillant ne pourrait ainsi exploiter des succès locaux qu'en continuant d'avancer sans l'aide de son artillerie et à flancs découverts. Le combat principal suivrait,

alors que les contre-attaques se livreraient sur le sol choisi par les défenseurs, hors de portée et de vue de l'artillerie des assaillants.

En étudiant ces principes de défense, certains officiers supérieurs craignirent que les jeunes recrues à moitié formées qui comblaient alors les, lourdes pertes subies sur la Somme et à Verdun pussent trouver prétexte à abandonner leurs postes trop facilement. Dans un mémoire intitulé *Expérience de la Première armée dans les batailles de la Somme,* paru à la fin de janvier 1917, le colonel von Losberg soulignait la nécessité d'une ferme résistance dans chaque avant-poste et point fortifié de la zone avancée[23]. Bien que ce document mît en doute maintes conceptions tactiques du général Ludendorff, celui-ci en autorisa la diffusion et l'incorpora dans un nouveau *Manuel d'instruction de l'infanterie,* qui «complétait», disait-il, son propre manuel[24]. Certaines divergences de vues, quant aux détails, persistèrent, mais dans l'ensemble l'armée allemande devait adopter le principe consistant à livrer une bataille défensive élastique en profondeur plutôt qu'à tenir rigidement des lignes successives de tranchées.

Pendant que la nouvelle doctrine de défense faisait l'objet de démonstrations dans des écoles spéciales pour officiers d'état-major et commandants allemands, jusqu'au niveau du bataillon, s'achevait l'aménagement de la première de cinq puissantes positions d'arrière, autorisées l'automne précédent par Hindenburg et Ludendorff. Il s'agissait de la Siegfried-Stellung, qui s'étendait _vers le sud-est à partir d'Arras, et traversait Saint-Quentin pour croiser l'Aisne à l'est de Soissons. Elle formait la corde du vaste arc de cercle dessiné par le saillant de Noyon et, une fois occupée sur toute l'étendue de ses 90 milles, elle devait raccourcir le front entre Arras et l'Aisne de près de 25 milles. Un repli allemand sur cette nouvelle ligne entraînerait donc une économie considérable d'effectifs, mais Ludendorff se donnait beaucoup de peine pour souligner qu'aucun repli immédiat n'était envisagé. Comme il l'expliquait dans son instruction de novembre: «Tout comme en temps de paix nous construisons des forteresses, nous construisons présentement des défenses à l'arrière. Tout comme nous nous sommes abstenus d'occuper nos forteresses, nous allons nous tenir à distance de ces défenses de l'arrière»[25]. Il s'opposait aux propositions de repli du kronprinz Rupprecht, dont le groupe d'armées (6e, 1re, 2e et 7e) tenait les 170 milles de front s'étendant de la Lys à la région de Reims, et comprenant tout le secteur en question.

A partir de la fin de septembre, plus de 65,000 hommes (y compris 50,000 prisonniers de guerre, russes pour la plupart) travaillèrent à l'aménagement de la position Siegfried, ou ligne Hindenburg comme on l'appelait plus généralement, tant chez les Allemands que chez les Alliés. Cette ligne était constituée de deux tranchées, séparées par une distance de 200 verges environ, celle d'avant étant destinée aux petites garnisons de sentinelles, l'autre devant servir de principale ligne de défense. Au début de février, une inspection du secteur de la première armée (ayant pour centre Cambrai) révéla de graves défauts de localisation, et le commandant d'armée, général Fritz von Below, et son chef d'état-major, colonel von Losberg, obtinrent la permission de construire des défenses supplémentaires,

conformément à la doctrine de la défense en profondeur du général Ludendorff. Une nouvelle ligne double de tranchées, séparées par une distance de 200 verges, autant que possible situées en flanc de colline pour les masquer des canons ennemis, fut établie à une distance de 2,000 à 3,000 verges en avant de la ligne primitive, qui devint la position de soutien ou de «protection contre l'artillerie> et qui fut appelée, par la suite, deuxième ligne Hindenburg. Plus au nord, cependant, le Q.G. de la sixième armée ne prit pas les mêmes précautions[26].

Repli sur la ligne Hindenburg

Entre le 10 janvier et le 22 février, la Cinquième armée britannique, dans une série d'engagements mineurs mais non moins violemment contestés, préludant à des opérations de plus grande envergure, fit reculer l'ennemi de cinq milles dans la vallée de l'Ancre, sur un front de quatre milles; et, dans la nuit du 22 au 23 février, les Allemands reculèrent de trois autres milles sur un front de quinze milles. Ses effectifs étant incapables, de leurs positions, de résister à la pression britannique, le kronprinz Rupprecht y vit un nouvel argument en faveur d'un repli général sur la ligne Hindenburg, le plus tôt possible. Le 30 janvier, Ludendorff se rangeait à cet avis, non seulement parce que le raccourcissement du front qui en résulterait libérerait treize, divisions et nombre d'unités d'artillerie qu'on pourrait affecter à l'offensive projetée en Italie, mais aussi parce qu'on pouvait s'attendre qu'un repli général dérangerait les plans de campagne français et britanniques. Il était dans l'intérêt des Allemands de retarder aussi longtemps que possible toute lutte sur le front occidental, afin que la campagne sans restrictions, commencée le 1E° février par les sous-marins et les croiseurs, ait eu tout le temps de manifester ses résultats. L'élément décisif, cependant, semble avoir été le délai dont l'ennemi avait besoin pour se réapprovisionner en canons et en obus, dont la livraison avait été loin de répondre aux ordres et à l'attente de von Hindenburg[27].

Le 4 février, le haut commandement émettait un ordre signé du Kaiser, visant le repli de l'aile droite de la Septième armée, des Deuxième et Première armées, et de l'aile gauche de la Sixième armée, sur la ligne Hindenburg, entre le 15 et le 18 mars. Cette opération reçut le nom-code fort approprié d'«Alberich>, d'après le nain malicieux de la légende des Nibelungen[28], vu qu'elle comportait l'ordre de dévaster toute la région à abandonner, soit près de cent milles de front entre Soissons et Arras, d'une moyenne de presque vingt milles de profondeur. D'après cette directive de la «terre brûlée>, toutes les installations militaires et tout le matériel de guerre utilisable furent retirés de la zone avancée, citadins et villageois furent évacués, et leurs localités rasées; les bestiaux furent transportés ailleurs ou tués, et tous les puits furent ou emplis ou pollués. Afin de retarder toute avance alliée, les Allemands en retraite bloquaient les routes en y faisant tomber des arbres, creusaient de vastes cratères à la dynamite aux principales intersections et partout jalonnaient la route des poursuivants de mines-pièges ingénieusement installées. Des arrière-gardes bien organisées couvraient le repli allemand, mais avec ordre de ne pas contre-attaquer. L'habileté des Allemands à masquer leurs plans aux Alliés

et le succès de leur tactique de retardement contribuèrent à empêcher toute poursuite efficace. Au matin du 19 mars, 29 divisions s'étaient repliées, sans presque aucune intervention de la part des Alliés[29]. Quatre armées alliées se trouvaient ainsi hors de contact avec l'ennemi,—du nord au sud, l'aile droite de la Troisième armée britannique aux environs d'Arras, les Cinquième et Quatrième armées jusqu'au delà de la vallée de la Somme, et l'aile gauche des Français entre Roye et l'Aisne. Ce n'est que le 5 avril que les Alliés purent s'installer dans les avant-postes allemands et établir une nouvelle ligne face à la position Hindenburg.*

Le retrait de l'ennemi n'influa guère sur le plan de l'offensive principale de Nivelle, qui devait se dérouler à l'est de Soissons. Mais il dérangea gravement l'offensive préliminaire dans le nord, car les Allemands dans le saillant, que les poussées convergentes anglaises et françaises devaient pincer, avaient échappé à cette manoeuvre d'encerclement. Le temps manquait pour établir de nouvelles communications dans la région dévastée, notamment sur la gauche française, où la retraite avait été poussée le plus loin. En conséquence, l'attaque du côté nord devint une opération entièrement anglaise, son principal objet étant de déborder la ligne Hindenburg et d'avancer sur Cambrai. Painlevé, Pétain et d'autres officiers supérieurs français firent observer sans détours au général Nivelle, que son projet n'était plus réalisable. Les commandants de groupe d'armées s'y opposèrent, vu que, selon eux, il représentait un retour au principe discrédité d'avant-guerre et de 1914, qui consistait à insister sur l'action offensive à tout prix. Des objections stratégiques et politiques s'y opposaient également. Ni les Russes ni les Italiens n'eussent été capables de lancer des offensives à temps pour aider; et la perspective de l'entrée imminente des États-Unis dans la guerre semblait une autre bonne raison pour remettre à plus tard une offensive française de grand style. A un moment donné, Nivelle offrit sa démission; mais comme elle lui fut refusée, il poursuivit ses préparatifs. Après divers délais, il fut ordonné que l'assaut sur l'Aisne se déclencherait le 16 avril et l'offensive britannique une semaine plus tôt.

Échec de l'offensive de Nivelle

Bien que l'offensive de Nivelle (ou seconde bataille de l'Aisne, comme on l'a appelée) ait commencé après l'effort britannique, elle prit fin plus tôt; et, comme c'était le principal effort allié et que son dénouement influa sensiblement sur les opérations britanniques, nous allons la relater en premier.

Comme nous l'avons vu, Joffre s'était proposé de lancer son offensive à la mi-février. Deux délais consécutifs au changement de commandement et à l'adoption d'un nouveau plan, aggravés par un temps exceptionnellement froid et une crise ferroviaire, entraînèrent des conséquences malheureuses. Nivelle rata l'excellente occasion qui s'offrait de prendre les Allemands au dépourvu pendant leur repli

* La brigade de cavalerie canadienne participa à l'avance de la Quatrième Armée. Le 27 mars, le lieutenant F. M. W. Harvey, du Lord Strathcona's Horse, sauta dans une tranchée protégée par ides barbelés pour s'emparer d'une mitrailleuse. Ce coup audacieux lui valut la Croix de Victoria.

sur la ligne Hindenburg; et lorsqu'il porta effectivement son coup, l'élément surprise lui manquait. Non seulement l'ennemi avait observé les indices habituels d'une attaque imminente, mais il était entré en possession, à la mi-février, du plan en esquisse de l'offensive et, au début d'avril, avait capturé un ordre d'opérations d'une division française. Même le sachant, Nivelle persistait dans son plan; les seuls changements qui y furent apportés furent deux nouveaux délais de 24 et de 48 heures respectivement, à cause du mauvais temps.

Au moment où s'ouvrait l'offensive, le 16 avril, l'ennemi avait porté ses effectifs dans la région de 18 à 42 divisions, dont quatorze étaient devenues disponibles par suite du rétrécissement du front. Les Français avaient également bénéficié du repli allemand, qui avait permis à Nivelle d'ajouter onze divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie à sa réserve. Disposant de 550 canons lourds de plus, il comptait au total 3,800 canons contre les 2,450 de l'ennemi. En outre, il pouvait désormais attaquer les Allemands au nord de l'Aisne, de flanc aussi bien que de front, et prendre leurs positions d'enfilade au moyen de son artillerie[30].

La seconde bataille de l'Aisne ne rapporta aux Français que des succès limités. Nivelle avait espéré enfoncer les défenses allemandes le long de la crête du chemin des Dames*, dans les deux premiers jours, puis détruire les réserves ennemies en rase campagne. Ce qui supposait une avance de plus de dix milles au centre, où les défenses étaient les moins profondes. Mais il devint bientôt évident que la préparation d'artillerie n'avait pas réussi à écraser la résistance allemande, car l'ennemi, au courant des plans français, avait évacué la zone avancée, évitant ainsi le bombardement. Il y eut de puissantes contre-attaques et, après un mois de combat, les éléments français les plus avancés n'avaient pas progressé de plus de quatre milles au delà de la première ligne ennemie, alors que, sur une étendue de douze milles au nord et à l'est de Reims, le front demeurait presque inchangé[31]. Les pertes françaises furent énormes; pour les dix premiers jours de combat, Nivelle signalait 96,125 pertes, chiffre que les sources françaises officielles portèrent plus tard à 134,000[32]. Les Allemands, pour leur part, établissaient officiellement leurs pertes, pour toute la durée du combat, à 163,000[33]. Pourtant, comme le signale, le général Edmonds, si les Allemands cavaient gagné autant de terrain que les armées de Nivelle... ils auraient qualifié ce combat, aux yeux du monde entier, de victoire colossale»[34]. Mais le gouvernement français, déçu de n'avoir pu opérer une percée importante et mécontent du commandant en chef, n'amoindrit pas la gravité de ce qu'il considérait comme une défaite et autorisa même la presse à exagérer les pertes. Le 15 mai 1917, Nivelle était muté en Afrique du Nord et remplacé par le général Pétain.

A ce même moment, les forces françaises, démoralisées par leurs lourdes pertes, par une propagande défaitiste et par une administration déplorablement mauvaise, étaient presque sur le point de se mutiner. Pendant l'été, notamment en mai et en juin, plus d'une centaine de ce que l'histoire officielle française

* Cette crête historique, où s'étaient livrés de nombreux combats depuis l'époque de Jules César, tirait son nom de la route où passaient les dames de la noblesse et les religieuses de l'abbaye de Soissons.

qualifie d'«actes d'indiscipline collective» se produisirent dans 54 divisions: unités d'infanterie refusant d'entrer en ligne, manifestations contre la poursuite de la guerre et actes de sabotage et de violence. Devant des conseils de guerre, 23,385 hommes furent trouvés coupables, mais sur 412 condamnés à mort, 55 seulement firent face au peloton d'exécution. Le nouveau commandant en chef s'appliqua aussitôt à redresser les griefs des soldats et, en juillet, la situation était en grande partie rétablie[35]. Entre-temps, grâce aux efforts de formations d'infanterie plus stables et grâce à l'artillerie—dont le feu ne ralentit jamais—l'ennemi ignora tout de ce qui se passait. Quand des prisonniers allemands évadés parlaient des mutineries françaises, on ne les croyait tout simplement pas. Si le haut commandement allemand s'était rendu compte de la gravité des troubles, il semble probable qu'en mars 1918 Hindenburg aurait attaqué les Français plutôt que les Anglais.

Offensive de Haig dans le nord

Dans l'intervalle, les Première et Troisième armées britanniques avaient presque complété leur offensive autour d'Arras. Bien que ces opérations eussent été ordonnées par le général Nivelle en tant que diversion à son propre effort, de nouvelles circonstances devaient les priver de toute signification stratégique. Désormais, leur seule importance était liée au degré où elles pouvaient assujétir l'ennemi à un combat d'usure.

Les opérations britanniques, qui commençaient le 9 avril 1917, sont connues sous le nom collectif de `batailles d'Arras». La phase initiale (du 9 au 14 avril) consista en la première bataille de la Scarpe—attaque lancée de part et d'autre de cette rivière par la Troisième armée, sur un front de dix-huit milles—et en la bataille de la crête de Vimy, attaque simultanée sur les quatre milles de front adjacents par le corps d'armée canadien et certaines formations de la Première armée.

Bien que la tâche du corps d'armée canadien consistât surtout à constituer un flanc défensif puissant, pour soutenir l'effort de la Troisième armée[36], l'opération de Vimy, en soi, avait son importance. Le terrain élevé entre la Scarpe et la Souchez—rivière plus petite—dont la crête était l'aspect dominant, formait une barrière de neuf milles à travers l'arête ouest de la plaine de Douai. Surplombant Lens au nord, Douai à l'est, et Arras au sud, la crête de Vimy constituait, du point de vue tactique, l'un des éléments les plus importants du front Ouest. Selon un observateur canadien, de l'éperon de Lorette au nord de la Souchez, «on pouvait voir le déroulement de la guerre beaucoup mieux que de n'importe où ailleurs en France»[37]. La crête était le pivot des défenses reliant la nouvelle ligne Hindenburg aux principales lignes allemandes allant vers le nord, de la cote 70 au littoral belge. Cinq milles à l'est, l'aménagement de la nouvelle Wotan-Stellung (que les Britanniques appelaient «ligne Drocourt-Quéanb) n'était pas encore terminé. La crête de Vimy constituait donc une position que le haut commandement allemand n'abandonnerait pas vraisemblablement sans livrer un combat acharné.

En même temps que l'éperon de Lorette, au nord de la Souchet, la crête était tombée aux mains des Allemands en octobre 1914, ce qui leur assurait une mainmise solide sur la région industrielle de Lille et sur le bassin houiller de Lens. Pendant la «course vers la mers, le front de Vimy se stabilisa, mais, en 1915, les troupes françaises reprirent la plus grande partie de l'éperon de Lorette et prirent pied, provisoirement, dans un petit secteur de la crête de Vimy. Dans l'ensemble, toutefois, non seulement l'ennemi maintenait sa position mais il l'améliorait, de sorte que de là ses sapeurs pouvaient miner sur toute leur étendue les positions françaises au pied des pentes occidentales. Lorsque les troupes britanniques occupèrent le secteur de Vimy en mars 1916, des compagnies de sapeurs-mineurs du Génie royal forcèrent les Allemands à abandonner leurs opérations de sape. Mais, à la surface, l'ennemi était encore maître de la situation et vers la fin de mai il s'emparait de 1,500 verges du front et de la tranchée de soutien des Britanniques[38].

La crête allait changer de mains pour la dernière fois.

A la suite d'une conférence des commandants de corps d'armée, tenue au quartier général de la Première armée le 21 novembre, le corps canadien dressa des plans en vue d'une opération comportant deux. corps d'armée et destinée à reprendre toute la position ennemie, de la route Arras-Lens à la Souchez[39]. On présumait alors—c'était en décembre 1916—que les Canadiens seraient chargés de l'assaut sur la gauche, en direction nord à partir du village de Vimy[40]. Cependant, le 19 janvier 1917, la Première armée informait le général Byng qu'il serait chargé de s'emparer de toute la crête principale. Ses objectifs ne comprendraient pas une hauteur distincte de 120 mètres à l'extrémité nord de la crête, connue sous le nom de `Bourgeon», qui, avec le Bois-en-Hache traversant la Souchez, serait assailli plus tard par un autre corps d'armée. On procéda activement aux préparatifs de l'attaque au sud, que le général Byng devait lancer avec ses quatre divisions canadiennes, appuyées par la 5e division du corps d'armée anglais et par l'artillerie lourde anglaise et canadienne.

Tout le long de la première ligne allemande, il eût été difficile de trouver un terrain mieux approprié à la défensive, les avantages de l'observation et de la dissimulation s'y trouvant réunis. La ligne de la crête était formée de deux hauteurs, la cote 135 (mesurée en mètres), immédiatement au nord du village de Thélus, et la cote 145, à deux milles au nord-ouest. Les pentes occidentales faisant face aux lignes alliées s'élevaient graduellement au-dessus d'un terrain découvert qui offrait d'excellents champs de tir pour la mousqueterie et l'artillerie. (Les historiens allemands se plaignent, cependant, que leurs positions sur la pente avancée étroite de la crête étaient parfaitement visibles des Canadiens[41].) La pente arrière s'incurvait brusquement dans la plaine de Douai, ses bois touffus assurant un abri suffisant aux canons ennemis. Face à la droite des Canadiens, la cote 135 descendait graduellement vers les affluents de la Scarpe, au nord-ouest d'Arras, alors que quelques villages et taillis seulement ponctuaient la vaste étendue des champs découverts. A son autre extrémité, la crête s'étendait au delà de la cote 145

jusqu'au «Bourgeon», à l'ouest de Givenchy*, pour de là s'incurver brusquement vers la vallée de la Souchez.

La largeur du front assignée aux Canadiens était déterminée par les objectifs dont la capture immédiate s'imposait. De la cote 135 et de Thélus, l'ennemi pouvait observer sans restriction toute la région s'étendant vers le sud, où devait attaquer la Troisième armée. Mais les abords de ces objectifs étaient, de leur côté, surplombés par la cote 145 et, au sud-est de celle-ci, par la ferme de La Folie, toutes deux devant être capturées en premier lieu. L'attaque canadienne allait donc s'effectuer sur un-front de 7,000 verges, le centre de ce front se trouvant face au village de Vimy, situé du côté est de la crête. Afin de permettre au général Byng de concentrer ses troupes en vue de cette tâche, au début de mars la 24e division du ter corps d'armée se chargea de sa gauche, de Givenchy-en-Gohelle jusqu'à Loos, libérant ainsi les ber et 2e divisions canadiennes.

Pendant près de deux ans, les défenseurs s'étaient appliqués à construire des fortifications pour consolider la défense naturelle qu'offrait la crête. Ces fortifications avaient été conçues selon la vieille doctrine de la défense rigide et bien qu'à la fin de 1916 on eût mis au point des plans de reconstruction conformes aux principes énoncés dans le manuel du général Ludendorff, en avril 1917 on n'avait encore rien fait pour assurer la nouvelle défense en profondeur[42]. Trois lignes défensives principales faisaient face au corps d'armée canadien. Les fortifications de campagne avancées, de cinq à sept cents verges de profondeur, consistaient en trois lignes de tranchées, munies d'abris profonds destinés aux garnisons de première ligne. Cette zone avancée était parsemée d'emplacements bétonnés de mitrailleuses, entremêlés de barbelés, le tout étant relié par un réseau de tranchées de communication et de tunnels de raccordement.

La seconde ligne allemande s'étendait à l'est de la crête. Sur la gauche des Canadiens, elle se trouvait à un mille à l'arrière, mais comme les lignes de front opposées s'étendaient presque en direction nord-sud, alors que la crête faisait angle en direction sud-est, il y avait écart de deux milles sur la droite. Mais cette ligne était également bien protégée par d'épaisses ceintures de barbelés. Ses abris étaient de vastes salles souterraines fortifiées, certains pouvant protéger des bataillons entiers contre les obus hostiles. De cette deuxième position, une seule ligne intermédiaire de tranchée (Zwischen-Stellung) s'étendait vers le sud, à partir du village de Vimy, traversait l'extrémité ouest de Thélus, et longeait parallèlement la route Arras-Lens. Une extension de cette ligne, que les Allemands appelaient Vimy-Riegel, et que nous appelions «ligne Vimy-Lens», s'étendait vers le nord à partir de Vimy, pour couvrir le côté ouest de Lens. Encore plus à l'est, la troisième ligne serpentait vers le sud, traversant la plaine à partir de Lens, passait devant les villages de Méricourt et d'Oppy, pour se raccorder avec la MonchyRiegel à l'est d'Arras. Entre la première et la troisième lignes qui, à leurs points de séparation les plus éloignés, se trouvaient à plus de cinq milles de distance, les Allemands disposaient de nombreuses positions puissamment fortifiées, comme

* Givenchy-en-Gohelle, qu'il ne faut pas confondre avec Givenchy au nord du canal de la Bassée, où se battit la ire division canadienne en juin 1915.

celles qui se trouvaient à Farbus, du côté est de la crête (à 2,000 verges au sud de Vimy), et, sur la pente ouest, à Thélus, à la ferme de La Folie (à mi-chemin entre les cotes 135 et 145) et à l'École communale adjacente. Enfin, comme nous l'avons signalé plus haut, une quatrième position—la ligne Drocourt-Quéant, partiellement construite—était destinée à contenir toute progression alliée dans la région Vimy-Lens[43].

Au début d'avril 1917, le front qui s'étendait du nord de Cambrai au nord de Lille relevait de la Sixième armée du général von Falkenhausen, qui disposait de vingt divisions à l'avant et de l'équivalent de six à huit divisions en réserve. Dans le secteur faisant face au corps d'armée canadien se trouvaient la 1re division bavaroise de réserve, tenant Thélus et Bailleul, la 79e division de réserve, chargée du secteur de Vimy, et la 16e division bavaroise d'infanterie, en face de la Souchez[44]. Sauf une brève participation aux batailles de la Somme, la ire division bavaroise de réserve s'était trouvée dans le secteur d'Arras depuis octobre 1914. La 79e division de réserve, levée en Prusse pendant le premier hiver de la guerre, avait combattu pendant deux ans sur le front russe; elle passait au front Ouest, à la fin de 1916, et faisait son apparition dans le secteur de Vimy, à la fin de février. La 16e division bavaroise d'infanterie, formée en janvier 1917 au moyen des formations bavaroises existantes, avait fait face jusque-là à des troupes canadiennes seulement, dont elle avait connu les incursions coûteuses en février et en mars[45].

Ces divisions ne comptaient, dans leur ensemble, que cinq régiments sur la crête; et nombre de leurs compagnies de fusiliers ne comptaient plus qu'environ 75 hommes chacune. Chaque régiment tenait son secteur des première et deuxième lignes avec ses bataillons avancés et avait un deuxième bataillon en troisième ligne, ou immédiatement en arrière pour assurer un soutien immédiat; les troisièmes bataillons étaient cantonnés dans des villages de l'arrière, à environ deux heures de marche du champ de bataille. Les cinq divisions de réserve du général von Falkenhausen se trouvaient de dix à vingt-cinq milles derrière le front; comme nous le verrons, trop loin pour pouvoir s'acquitter de leur rôle de contreattaque. En tout et partout, sept divisions allemandes de première ligne faisaient face aux Première et Troisième armées, qui se préparaient à attaquer avec, au total, quatorze divisions avancées et cinq en réserve immédiate[46].

Plans et préparatifs canadiens

Le 5 mars, sir Julian Byng envoyait au général sir Henry Home une copie de son «Plan d'opérations» qui, après avoir subi certaines modifications d'après les instructions du commandant d'armée, devint le plan d'attaque du corps canadien. L'opération devait se dérouler en quatre phases, déterminées par les zones défensives allemandes, les objectifs de chacune étant indiqués par une ligne colorée sur la carte. Chaque phase devait se synchroniser avec une progression correspondante du 17e corps de la Troisième armée, qui devait attaquer à la droite des Canadiens.

Atteindre le premier objectif, la ligne Noire, à environ 750 verges des tranchées avancées canadiennes, entraînerait la capture de la zone défensive allemande d'avant. La ligne Rouge se dirigeait vers le nord le long de la Zwischen-Stellung sur la droite des Canadiens, puis tournait vers le nord-ouest pour se rendre au delà de la ligne de la crête et englober la ferme de La Folie et la cote 145. Cela constituait l'objectif final des formations qui devaient attaquer sur la gauche du corps. Sur la droite, cependant, deux bonds de plus étaient nécessaires. Le premier devait porter les assaillants jusqu'à la ligne Bleue, qui comprenait Thélus, la cote 135 et les bois (bois de Bonval et bois du Comte) surplombant le village de Vimy. Le dernier objectif, c'est-à-dire la ligne Brune, couvrait la deuxième ligne allemande, qui passait à travers le bois de Farbus, le bois de la Ville et la partie sud du bois de Bonval.

Un horaire rigide devait présider à chaque phase de la progression. Les quatre divisions du corps d'armée canadien, disposées par ordre numérique de droite à gauche, devaient se porter à l'assaut simultanément à 5h.30 du matin, avec deux brigades chacune. On leur accordait 35 minutes pour atteindre la ligne Noire, avance qui, sur le flanc nord, devait porter la 4e division canadienne au sommet de la cote 145. Il devait se produire ensuite une pause de 40 minutes pour permettre aux troupes de se reformer, car le commandant d'armée voulait «éviter la possibilité que le barrage s'éloigne de l'infanterie[47]. Un autre délai de 20 minutes était prévu pour permettre aux troupes d'atteindre la ligne Rouge, dernier objectif des 3e et 4e divisions, dont les unités d'assaut se trouveraient ainsi en position de l'autre côté de la crête, au plus tard à 7h.05. Les 1- et 2e divisions, aidées de la 13e brigade d'infanterie anglaise, amenée sur la gauche, lanceraient alors leurs brigades de réserve contre les derniers objectifs. Après une pause de deux heures et demie sur la ligne Rouge, elles avanceraient d'environ 1,200 verges pour atteindre la ligne Bleue, s'emparant ainsi de la position ennemie intermédiaire et du village de Thélus, et perçant ses défenses de deuxième ligne. Enfin, après une nouvelle halte de 96 minutes, les mêmes brigades reprendraient leur avance au delà de la crête pour atteindre leurs derniers objectifs sur la ligne Brune.

Si l'on pouvait s'en tenir à ces prévisions, tout l'escarpement oriental serait entre les mains des Canadiens au plus tard à lh.18 de l'après-midi, après une pénétration de 4,000 verges dans les défenses allemandes48. Pendant que des patrouilles avanceraient de 500 autres verges ou plus vers le remblai de la voie ferrée Lens-Arras, la position finale tout le long du front du corps d'armée se trouverait consolidée de façon à résister à toute contre-attaque en installant une ligne de postes de mitrailleuses dans les bois de la pente orientale. A cette fin, on fournirait à chaque bataillon d'assaut deux mitrailleuses dont les servants, commandés par un officier mitrailleur, se tiendraient prêts à avancer pour participer à la défense d'objectifs successifs. La dernière ligne d'avant-postes serait appuyée par une ligne de soutien, établie juste à l'est de la crête, et par une ligne principale de résistance, munie d'abris profonds, à cent verges du sommet de la pente occi-

dentale[49]. Le plan d'opérations prévoyait l'affectation de huit chars au soutien de l'assaut de la 2e division sur Thélus et sur ses objectifs ultérieurs. On n'attendait guère de résultat de l'utilisation de ce nouvel engin de combat; aussi, les dispositions prises par l'infanterie et l'artillerie n'en tenaient-elles aucun compte. Il était préférable qu'il en fût ainsi, car une fois engagés dans le combat les chars ne purent disputer le sol violemment pilonné par l'artillerie, et aucun ne se rendit au delà des tranchées allemandes de soutien.

Avant que l'infanterie attaquât, il fallait que les défenses allemandes fussent détruites par un bombardement soigneusement dirigé. Les batailles de la Somme avaient révélé la nécessité de préparatifs minutieux de tir contre les positions fortifiées et l'on estimait particulièrement important, dans le cas des positions jusque-là inexpugnables de la crête de Vimy, ce principe général selon lequel «l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe>. A cette fin, la Première armée renforça sensiblement son artillerie lourde, mettant à la disposition du corps d'armée canadien (outre les 1e[r] et 2e groupes canadiens d'artillerie lourde) neuf groupes anglais d'artillerie lourde[50]. Au total, 245 canons et obusiers lourds se trouvaient concentrés en vue de l'opération. L'artillerie de campagne de soutien, qui comprenait sept groupes d'artillerie divisionnaire et huit brigades indépendantes d'artillerie de campagne, comptait 480 canons à obus de 18 livres et 138 obusiers de 4.5 pouces. Les Canadiens pouvaient compter également sur l'appui de 132 autres canons lourds et 102 canons de campagne, bien que ces pièces fussent à la disposition du ler corps d'armée anglais. En outre, quelques canons lourds relevaient du commandement de la Première armée[51]. Toute cette puissance de feu assurait une densité de l'ordre d'un canon lourd par vingt verges de front et d'un canon de campagne par dix verges de front*.

La préparation et l'appui d'artillerie étaient sous la direction du brig.-gén. E. W. B. Morrison, commandant de l'Artillerie royale du corps d'armée. Le bombardement préliminaire devait durer deux semaines. Pendant le jour, le programme prévoyait un tir observé sur les tranchées, abris, emplacements bétonnés de mitrailleuses et autres points fortifiés ennemis, ainsi que sur ses dépôts de munitions et d'approvisionnements, sur les jonctions de routes et autres points stratégiques de ses communications. Jour et nuit, on prévoyait un feu de harcèlement sur toutes les voies d'accès connues; et les mitrailleuses devaient battre ensuite les cibles déjà atteintes par l'artillerie afin d'empêcher ou gêner toute reconstruction. On s'appliquait tout particulièrement à couper les barbelés allemands dans les zones avancées; à cette fin, on utilisait avec beaucoup de succès une nouvelle amorce (n° 106), spécialement conçue pour faire exploser des obus brisants au-dessus du sol[52]. Le jour de l'attaque, des canons de campagne devaient établir un barrage roulant, en avant de l'infanterie, s'allongeant par bonds de cent verges en moyenne, alors qu'au delà une série de barrages fixes seraient établis sur des réseaux défensifs connus par des canons à projectiles de 18 livres et des obusiers moyens et lourds. La dota

* Lors de la préparation d'artillerie sur la Somme, la proportion avait été d'un canon lourd par 57 verges, et d'un canon de campagne par vingt verges.

tion de munitions d'artillerie pour chacun des deux corps d'armée (le Canadien d'assaut, et le let de soutien) s'élevait à plus de 42,500 tonnes «en vrac», outre un contingentement quotidien de près de 2,500 tonnes[53].

Un certain nombre de canons lourds devant servir au tir de contre-batterie riposteraient aux principales batteries ennemies. Dans l'armée anglaise, le principe de contre-batterie avait été emprunté des Français et fut adopté d'abord sur la Somme par le 5e corps d'armée britannique et le corps d'armée canadien imita cet exemple. Le but était de protéger l'infanterie contre l'artillerie ennemie durant les périodes critiques en concentrant des tirs précis et efficaces sur les batteries de l'adversaire. Même dans des conditions atmosphériques parfaites, cette tâche était assez difficile, car elle exigeait un haut degré d'efficacité technique, de bonnes liaisons entre l'artilllerie et les troupes assaillantes et des renseignements précis sur l'ennemi. Par temps défovorable, chacune de ces conditions devenait particulièrement importante. Le service des renseignements organisé par l'artillerie canadienne, compliqué et fort efficace, était susceptible de bien fonctionner en toute circonstance. Il utilisait les observations et les photographies aériennes, les observateurs terrestres, les sections des levés et du repérage par le son, ainsi que les officiers de liaison. Les interceptions de la t.s.f., les documents saisis et l'interrogatoire des prisonniers de guerre étaient d'une grande utilité. Les renseignements obtenus de ces sources étaient rapidement comparés et transmis aussitôt aux emplacements de canons grâce à un réseau de communications compliqué[54].

Entre autres nombreuses préoccupations, les sapeurs anglais et canadiens devaient songer à aménager des dépôts pour entreposer ces munitions et trouver les routes pour les transporter, ainsi que d'autre matériel. Dans le secteur canadien avancé, il fallut réparer et entretenir plus de 25 milles de route; l'aménagement de nouvelles routes comprenait trois milles de voie planchéiée. Un réseau de vingt milles de voie de tramway, dans la zone du corps d'armée, fut remis en état et prolongé. Sur ces rails, des trains légers, mus par des moteurs à essence, ou le plus souvent tirés par des mules, transportaient à l'avant chaque jour 800 tonnes ou plus de munitions, de vivres et de matériel du Génie; il y avait en outre quelque 300 voitures à bras pour l'évacuation des blessés. La concentration soudaine de 50,000 chevaux dans une zone restreinte, où il y avait très peu d'eau, nécessita la construction de nombreux réservoirs, des pompes et 45 milles de conduites d'eau pour répondre à la demande quotidienne de 600,000 gallons. Afin d'assurer de bonnes communications dans la zone canadienne, des signaleurs installèrent un câble de 21 milles aux circuits déjà existants, l'enfouissant à sept pieds de profondeur dans le sol pour qu'il échappe à l'artillerie ennemie, et ils posèrent 66 milles de fil non enfoui. Comme la région était complètement à la vue de l'ennemi, la plus grande partie de ce travail devait se faire la nuit.

Les tunnels de protection aménagés en prévision des batailles d'Arras, et notamment de celle de la crête de Vimy, représentent l'une des grandes réalisations du Génie pendant la guerre. Des compagnies de sapeurs-mineurs creusèrent ou agrandirent onze passages souterrains d'une longueur totale de presque quatre milles, conduisant à la première ligne des Canadiens. Dans ces passages souterrains

éclairés à l'électricité, enfouis à 25 pieds ou plus dans le sol, les fils téléphoniques et les conduites d'eau étaient protégés contre les obus ennemis. Ces passages assuraient une voie d'accès couverte aux troupes montant à l'assaut ou à la relève, et permettaient d'évacuer sûrement et rapidement les blessés. Des pièces creusées dans leurs murs abritaient des Q.G. de brigade et de bataillon, ainsi que des dépôts de munitions et des postes de secours; dans ce réseau souterrain se trouvaient également plusieurs cavernes profondes, vestiges d'anciens travaux d'exploitation de carrières, dont la plus vaste—la cave Zivy,—pouvait loger un bataillon tout entier[55].

Nullement gênés par aucune fausse notion de sécurité,—seul. le moment de l'attaque restait secret,—les commandants canadiens à tous les niveaux donnaient librement leurs instructions à leurs subordonnés et les exerçaient à leur rôle prochain. Sous la direction personnelle du général Byng, une réplique complète de la zone du combat fut reproduite dans un champ à l'arrière, aménagée et mise à jour au moyen de photos aériennes, complétées par des rapports d'observateurs aériens. Les tranchées allemandes étaient représentées par de larges galons blancs, et des drapeaux de diverses couleurs marquaient les emplacements fortifiés et autres ouvrages spéciaux. Quand des unités et des formations se trouvaient en réserve, elles répétaient sans relâche leur rôle, en s'inspirant de ce modèle, du niveau du peloton à celui de la division, prenant bien soin d'entourer leurs exercices de tout le réalisme possible. Un barrage roulant fut simulé par des officiers montés à cheval et munis d'un drapeau, qui avançaient au rythme approprié. Officiers et hommes de troupe portaient sur eux exactement ce qu'ils allaient porter pendant l'attaque et, ainsi chargés, s'exerçaient à sortir rapidement de tranchées de départ, à avancer sur un terrain accidenté et à faire face à toutes formes de résistance ennemie. Le jour de l'attaque, chacun savait exactement jusqu'où il devait se rendre et ce qu'il devait faire une fois rendu là[56].

Cette insistance sur les répétitions en détail et, d'ailleurs, toute la tactique qu'on devait appliquer à Vimy, reflètent l'influence de l'offensive que le général Nivelle avait livrée avec succès près de Verdun en décembre 1916. C'est là que huit divisions françaises, lancées en deux vagues à l'assaut d'un front de six milles, avaient, appuyées par un très fort' barrage d'artillerie, reconquis le terrain perdu lors des attaques précédentes de l'ennemi, en infligeant de très lourdes pertes à cinq divisions allemandes. Afin de préparer l'attaque de Vimy et d'Arras, un groupe d'officiers britanniques s'était rendu au début de janvier à Verdun pour y étudier les opérations françaises. Le général Currie, qui faisait partie du groupe fit, à son retour au quartier général du corps d'armée et de sa division, une série de conférences fort utiles sur les leçons qu'il était possible de tirer de Verdun[57].

Le bombardement préalable commençait le 20 mars. Mais, les treize premiers jours, la moitié environ des batteries gardèrent le silence, afin de dissimuler l'envergure de l'appui qu'allait donner l'artillerie à l'action projetée. L'artillerie du 1e1 corps d'armée adjacent à l'aile gauche, et le 17e corps à droite, firent leur part en se chargeant de certains objectifs sur les flancs des troupes canadiennes. Puis, le 2 avril, s'amorçait la phase intense, c'est-à-dire le bombardement écrasant des posi-

tions allemandes par l'artillerie lourde disposée de façon à former un grand arc s'étendant d'un point situé à 22,000 verges de Bully-Grenay (au nord-ouest de Lens) jusqu'à la banlieue d'Arras. Un observateur canadien note que les obus se déversaient «chaque jour par milliers, par-dessus nos têtes, comme l'eau d'une pompe d'incendie[58]. L'ennemi appela, à juste titre, cette période «la semaine de souffrance»[59]. Plus d'un million de salves d'artillerie lourde et légère, d'un poids global de 50,000 tonnes, s'abattirent sur le secteur limité qui ne fut bientôt plus qu'un désert criblé de cratères remplis de boue. Les villages de Thélus, de Farbus et de Givenchy furent systématiquement détruits pour, en priver l'ennemi. Les tranchées étaient, à bien des points, complètement dévastées. Les équipes de ravitaillement allemandes, qui atteignaient généralement la première ligne en quinze minutes, mettaient alors souvent six heures pour avancer parmi les tranchées de communication détruites et mitraillées. Les rations arrivaient froides et gâtées, et bon nombre de compagnies de première ligne devaient souvent se passer d'aliments frais pendant deux ou trois jours d'affilée. Les comptes rendus allemands ont vu plus tard, dans cette interruption du ravitaillement, l'une des principales causes de faiblesse dans la défense[60].

Afin de se procurer des renseignements exacts sur les changements éventuels des dispositions allemandes, des raids avaient lieu chaque nuit dans les lignes enne mies pendant le bombardement. Ces incursions variaient des petites patrouilles jusqu'à celle de six cents hommes de tous grades faite, le 31 mars, par la 10e brigade d'infanterie canadienne, afin de vérifier les positions de défense aux abords du Bourgeon[61]. L'artillerie comptait de plus en plus sur le R.F.C. pour repérer les positions d'artillerie de l'adversaire et permettre ainsi à nos batteries de régler leur tir. La 16e escadrille qui, rattachée au corps d'armée canadien, était chargée de cette tâche, ne devait pas seulement faire face à l'opposition acharnée des pilotes de chasse allemands, mais aussi à de mauvaises conditions atmosphériques. Même sans avoir l'avantage du nombre sur le front de Vimy-Arras, l'ennemi avait celui de la rapidité et de la puissance de tir*. En dépit de lourdes pertes, le R.F.C. pour suivait son programme de reconnaissance et exécutait des opérations de bombarde ment limitées contre les champs d'aviation allemands et les installations ferroviaires. Quatre-vingt-trois pour cent des 212 batteries qui faisaient face au corps d'armée canadien, furent repérées par divers moyens, y compris la reconnaissance aérienne[63].

Alors qu'une grande partie des combats aériens importants qui se déroulèrent en mars et avril se livraient derrière les lignes ennemies, les troupes canadiennes finirent par remarquer le lieutenant baron Manfred von Richthofen et admirer son adresse et son audace[64]. A l'automne de 1916, Richthofen fit peindre son avion en rouge, couleur qu'adopta plus tard toute son escadrille[65]. Au printemps de 1917 les escadrilles de chasse allemandes adoptaient presque toutes des couleurs voyantes[66].

On s'était rendu compte que la principale force défensive de l'ennemi sur la

* Le biplan de chasse allemand *Albatros,* dont la vitesse était de 115 milles à l'heure, était doté de deux mitrailleuses. D'une façon générale, les avions de combat britanniques et français, bien que plus faciles à manouvrer, lui étaient, à l'époque, inférieurs d'environ 15 milles à l'heure, et leur armement se bornait à une seule mitrailleuse Vickers ou Lewis[62].

crête de Vimy tenait à l'immunité contre le feu d'artillerie de ses abris de première ligne qui étaient cependant conçus et disposés selon des principes déjà désuets. Les attaques françaises de 1915 avaient échoué en partie à cause de la rapidité avec laquelle les Allemands sortaient de ces abris après l'ouverture du feu. C'était là que les Canadiens s'attendaient à la plus forte résistance. Les collaborateurs du général Byng cherchaient donc, en établissant leurs plans, à recourir dans une certaine mesure à la tactique de la surprise. Compte tenu des circonstances, ils ne pouvaient y recourir qu'en maintenant l'ennemi dans l'incertitude sur l'heure de l'attaque. Par conséquent, à mesure qu'approchait l'heure «H», l'artillerie ralentissait le tir. Elle se dispensa même du bombardement final d'usage avant l'assaut.

Six mois auparavant, le général Foch avait déclaré qu'il fallait recourir à une «préparation suffisante et assez précise par l'artillerie» pour s'emparer de la crête. Le 8 avril au soir, c'est-à-dire le dimanche de Pâques, cette condition semblait avoir été remplie. A mesure que le tir ralentissait, les canonniers prenaient les dispositions définitives pour le lendemain. Les munitions étaient empilées avec soin, on amorçait les obus, et des barils d'eau étaient préparés à tous les endroits disponibles pour refroidir les canons surchauffés. Les 15,000 Canadiens* qui attendaient de passer à l'assaut, se sentaient pleins de confiance à l'idée que tout avait été fait pour assurer la réussite de l'entreprise.

Pour une fois, le temps était propice. La journée était belle et le temps clair. Mais, à la tombée de la nuit, le baromètre descendit et il commença à faire beaucoup plus froid.

L'attaque du 9 avril

A mesure que l'obscurité s'étendait sur le théâtre des opérations, les bataillons d'infanterie avançaient vers leurs divers points de ralliement, guidés par des jalons marqués à la peinture lumineuse. Certains empruntaient de nouveaux passages souterrains pour atteindre les premières lignes; d'autres, obligés de traverser un terrain découvert, subirent des pertes infligées par le feu de harcèlement habituel des mitrailleuses et des canons ennemis. La nuit fut d'abord claire, la phase de la pleine lune était à peine dépassée. Puis, le ciel se couvrit de nuages dissimulant les mouvements des troupes qui se rassemblaient. Par les couloirs taillés dans les barbelés canadiens, les premières compagnies pénétraient dans la zone disputée, afin d'y occuper les trous d'obus et les tranchées étroites d'où ils se lanceraient à l'assaut. On avait enjoint à tous de garder un silence absolu, et le ralliement s'acheva dans certains cas à moins de cent mètres des postes avancés de l'ennemi, sans provoquer autre chose que des alertes localisées. Au cours de la dernière phase du bombardement préliminaire, on visait surtout les centres de transmissions

* Le rattachement de la 5e division anglaise (en réserve de corps d'armée) ainsi que de l'artillerie, certaines unités du Génie et des équipes de travailleurs britanniques, avait porté l'effectif du corps canadien à environ 170,000 hommes de tous grades, parmi lesquels se trouvaient 97,184 Canadiens[67].

de l'ennemi entre le front et l'arrière. La destruction par l'artillerie des communications téléphoniques allemandes exigea l'emploi de coureurs pour relayer les nouvelles de cette nature, mais aucun d'eux ne put atteindre l'arrière à temps pour faire donner l'alerte générale. Toutes les unités se trouvaient donc en position dès 4 h. du matin, chaque homme ayant reçu une ration de rhum et un repas chaud[68].

Peu avant l'aube, la température tombait à nouveau, alors qu'un grand vent du nord-ouest balayait la campagne couverte de neige et de verglas. Il fallut donc abandonner le programme de bombardement du R.F.C. Si la tempête incommodait les troupes en attente, elle leur offrait l'avantage de se lancer à l'assaut avec le vent dans le dos, alors que les défenseurs le recevaient en pleine figure. Elle eut aussi pour résultat de prolonger l'obscurité après l'heure cH>, qui devait coïncider avec l'aube. Mais les assaillants avaient si bien répété leur rôle que l'obscurité persistante ne leur causa aucun inconvénient grave.

Dès 5h.30 du matin, ce lundi de Pâques 9 avril, l'assaut sur la crête de Vimy se déclenche, accompagné du tonnerre des 983 canons et mortiers qui appuient l'attaque des Canadiens. Le principal barrage d'artillerie provient de pièces disposées à 25 verges d'intervalle tout le long du front d'attaque. Ouvrant le feu à l'heure EHa, ces canons tirent pendant trois minutes sur les premières tranchées ennemies, au rythme de trois obus chacun par minute, pour bondir ensuite, toutes les trois minutes, cent verges plus loin, tout en ralentissant le feu à deux obus chacun par minute. L'opération est appuyée par le feu de barrage de canons fixes à obus de 18 livres et de concentrations d'obusiers de 4.5 pouces, ainsi que par le tir combiné de canons lourds et d'obusiers, et celui, incessant, de 150 mitrailleuses*, ce qui crée, devant les assaillants, une zone de 400 verges balayée par.la mitraille. L'emploi des mitrailleuses pour le feu de barrage et de soutien atteignit, ce jour-là, une envergure sans précédent dans l'histoire. D'autres canons et mortiers établissaient un écran de fumée devant Thélus et la cote 135. Ce feu de grande envergure fit taire la majeure partie des canons ennemis et la réaction du reste aux fusées d'alarme que lançaient frénétiquement les premières lignes allemandes était faible et ne servait plus à rien. En outre, le contre-barrage, mal dirigé, ne portait pas assez loin au delà des assaillants.

Le terrain sur lequel devait avancer les Canadiens était particulièrement difficile. L'infanterie, lourdement chargée, devait se frayer un passage entre les profonds trous d'obus, s'enfiler dans un labyrinthe de tranchées défoncées et franchir l'enchevêtrement des barbelés. A certains endroits, de vastes cratères de mines, résultat d'opérations antérieures, constituaient des obstacles insurmontables qu'il fallait contourner et, partout, le bombardement continuel avait pulvérisé le sol qui formait de larges flaques de boue gluante. Néanmoins, la longue

* Le nombre des mitrailleuses dont disposait le corps d'armée canadien pour l'opération n'était, en tout, que de 358. Chacune des seize compagnies canadiennes de mitrailleuses, et les quatre compagnies de la 5° division anglaise, étaient équipées de 16 Vickers, alors que la 1re brigade canadienne de mitrailleuses motorisée en avait 38. Ces chiffres ne comprennent pas 'le nombre considérable de mitrailleuses Lewis• dont disposaient les bataillons d'infanterie[69].

file des vingt-deux bataillons, qui tenait bien le coup sous le barrage, s'avançait en bon ordre. A droite, la 1" division, sous le commandement du major-général Currie, attaquait sur un front de plus d'un mille de long avec trois bataillons d'assaut. Il s'agissait, si on les énumère de droite à gauche, des 5e, 7e et 10e bataillons de la 28 brigade (brigadier F. O. W. Loomis), et des 15e, 14e et 160 bataillons de la 3e brigade (brigadier G. S. Tuxford). Après avoir traversé la zone disputée, les compagnies d'avant-garde atteignaient ce qui restait de la première tranchée, alors que la plupart des défenseurs survivants étaient encore dans leurs profonds abris souterrains. Les sentinelles une fois subjuguées, les troupes de tête laissaient les issues de casemates-abris et des tunnels sous la garde de quelques hommes jusqu'à l'arrivée de la vague de nettoyage. Même dans la deuxième tranchée, une partie des occupants furent pris alors qu'ils étaient encore sous terre. A mesure que les Canadiens avançaient, ils devaient engager des combats d'homme à homme. Mais la plus âpre opposition venait des tireurs embusqués qui faisaient feu à bout portant, et d'équipes de mitrailleurs résolus qui servaient leurs pièces jusqu'au dernier moment. A cent verges environ de la route d'Arras à Lens, alors méconnaissable, se trouvait le Zwblfer-Graben, qui marquait l'extrémité sud de l'objectif de la ligne Noire, dans le secteur canadien. C'est là que les deux brigades essuyèrent de lourdes pertes en pénétrant dans le rayon de tir de mitrailleuses bien placées. On attaqua les positions fortifiées de l'ennemi une à une, à la grenade ou à la baïonnette, et les mitrailleuses se turent[70]. Parmi les hauts faits accomplis ce jour-là, il y a lieu de relever l'exploit héroïque du soldat W. J. Milne, du 16• bataillon, qui, sa compagnie étant arrêtée par le feu des mitrailleuses, rampa sur les mains et les genoux pour dépasser la ligne de tir frappée par les obus. Puis, ayant mis l'équipe hors de combat, il réussit à s'emparer du canon. Il fut décoré de la Croix Victoria, mais à titre posthume. En effet, il fut tué le même jour[71].

A droite du centre d'attaque du corps d'armée, la 2e division du majorgénéral Burstall, avançant sur un front de 1,400 verges de long avec quatre bataillons (les 18e et 19e bataillons de la 48 brigade (brigadier R. Rennie) et les 24e et 261' bataillons de la 5e brigade (brigadier A. H. Macdonnell)), eut à peu près le même sort. Marchant, courant et bondissant parfois pour franchir la zone disputée, les hommes suivaient de près les petits nuages gris blancs qui marquaient l'éclatement des shrapnels du barrage. Les avions qui soutenaient l'action plongeaient très bas en faisant hurler leurs sirènes pour essayer de repérer l'avance des troupes dans la tempête de neige. On sait déjà que les huit chars attachés à la division n'avaient pu avancer dans la boue qui ne leur donnait aucune prise, ni franchir les vastes cratères d'obus, et qu'on les avait laissés à l'arrière dès le début[72]. L'opposition se raidit sur la deuxième ligne allemande et, comme dans d'autres secteurs du front, l'avance ne se poursuivit que grâce à l'audace opportune et à l'esprit d'initiative de certains hommes.

On peut citer, à titre d'exemple, l'exploit du sergent suppléant E. W. Sifton, du 188 bataillon. Ayant repéré une mitrailleuse bien dissimulée, qui infligeait des pertes à son bataillon, il sauta dans la tranchée allemande, renversa la mitrailleuse

et tua chacun de ses servants à la baïonnette. Puis, comme un groupe d'Allemands, débouchant de la tranchée, fonçaient sur lui, il les tint à distance avec sa baïonnette et la crosse de son fusil, jusqu'à ce que l'arrivée de ses camarades mit fin à ce combat inégal. Sifton fut décoré lui aussi de la Croix Victoria mais, comme le soldat Milne, il ne le sut jamais. En effet un des Allemands qu'il avait blessés l'atteignit mortellement[73].

La 1re et la 2° divisions touchaient la ligne Noire avant 6 h. 15, soit 45 minutes après l'heure H[74]. L'avance de la 3° division ne se heurtait qu'à une opposition légère au cours de la première phase de l'attaque, car l'artillerie lourde avait complètement détruit les défenses de l'ennemi. Le major-général Lipsett attaquait à droite, en face du bois de La Folie, de concert avec la 8° brigade du brigadier-général J. H. Elmsley (1°°, 2° et 4° C.M.R.); à gauche, pointant vers l'École Communale, se trouvaient les bataillons d'assaut de la 7° brigade (brigadier-général A. C. Macdonnell), le Royal Canadian Regiment, le P.P.C.L.I., et le 42° bataillon. Le premier lot important de prisonniers doit être porté au crédit du 2° C.M.R. qui, surgissant d'un tunnel derrière la seconde ligne de tranchées, capturait par surprise 150 Saxons appartenant à un bataillon du 263e régiment de réserve (79° division de réserve)[75]. Les tranchées allemandes ayant été oblitérées, les troupes qui ne purent, dans certains cas, reconnaître les points de repère, se lancèrent contre leur propre barrage. Mais, d'une façon générale, l'attaque se déroula avec précision et, à 6 h. 25, la capture de la ligne Noire par les deux brigades était confirmée[76]. Comme on le verra, la 4° division se heurtait à certaines difficultés et ne put compléter la première phase de son attaque que quelques heures plus tard.

Après la pause prévue, pendant laquelle elle put consolider son premier objectif, la 1re division poursuivait, à 6h. 45, son avance, pendant laquelle les compagnies, qui formaient d'abord l'arrière des bataillons de tête, prirent les devants. Il faisait maintenant assez clair pour voir l'objectif, c'est-à-dire la ligne intermédiaire de l'ennemi, qui s'étendait à 700 verges de là, le long du bord opposé d'une vaste dépression de terrain en forme de soucoupe. Le vent avait tourné et il soufflait la neige vers le front, tout en emportant la fumée de Thélus vers le sud. Ainsi, les Bavarois ne pouvaient distinguer les assaillants qui avançaient, avant de se heurter, pour ainsi dire, à leurs colonnes. Ceux qui ne furent pas faits prisonniers s'enfuirent aussi vite que possible dans la boue où ils s'embourbaient. Au cours des cinq premières minutes, on aperçut ce qui semblait être un bataillon tout entier en retraite à l'horizon vers le bois de Farbus[77]. Peu après 7 h., la division avait pris le côté gauche de la Ligne Rouge, qui constituait son deuxième objectif et coïncidait avec la *Zwischen-Stellung—ou position* intermédiaire—à 500 verges à peu près à droite, où les tranchées allemandes obliquaient subitement vers le sud-est. Pour s'emparer de celles-ci, la 1re brigade, prélevée sur les réserves (brigadier W. A. Griesbach) devait livrer une seconde attaque.

Dans le secteur de la 2e division, la ligne Rouge allait juste à l'est de la route de, Lens, immédiatement à l'ouest de Thélus. Les bataillons de soutien des 4° et 5° brigades s'étaient avancés, le 21e bataillon pour attaquer par Les

Tilleuls, et le 25° pour occuper le *Turko-Graben, qui* s'étendait vers le nord au delà de la route. En se dirigeant vers son objectif, le 21° bataillon trouva, dans une vaste caverne aménagée sous les ruines du village bombardé, deux P.C. de bataillons allemands et put envoyer 106 prisonniers à l'arrière. A cette étape de l'avance, ses propres pertes s'élevaient à 215 hommes[78]. Le 25e bataillon s'empara rapidement du Turko-Graben, en capturant deux canons de 77mm. et huit mitrailleuses, et, avec l'aide des unités de nettoyage du 22° bataillon, fit près de 400 prisonniers. Ses pertes, évaluées à 250 hommes, prouvent combien l'opposition à laquelle il se heurta était acharnée[79]. A huit heures, les 1re et 2° divisions atteignaient, selon les dernières nouvelles, la ligne Rouge, c'est-à-dire qu'elles étaient à mi-chemin de leur avance vers le haut de la crête qui leur était assigne[80].

Entre-temps, la 3e division avait atteint le sommet à 7h.30 et occupé l'orée ouest du bois de la Folie. On avait donc ainsi pleinement démontré combien il avait été utile d'équiper les bataillons d'assaut de mitrailleuses Vickers. A droite du front de la division, deux détachements de la 8° compagnie de mitrailleuses avaient atteint la route qui menait d'Arras à Lens, précédant ainsi l'infanterie, (le 1°2 C.M.R.), à laquelle ils donnaient leur appui. A eux deux, ils infligèrent, avec leurs mitrailleuses, environ cent pertes à l'ennemi. Un détachement capture le P.C. du bataillon ennemi, qui battait en retraite, vers le bois de Bonval. Sous le feu de cette agaçante mitrailleuse qui les poursuivait, rapporte un compte rendu allemand, le commandant du bataillon, son état-major et vingt hommes rebroussèrent chemin le long de la tranchée de communication, s'enfonçant jusqu'aux genoux dans la boue, pour atteindre les positions de deuxième ligne. Mais presque tout l'état-major et tous les hommes de troupe furent tués ou blessés avant de l'atteindre[81]. Pendant ce temps, le bataillon qui formait le centre de la 8° brigade, c'est-à-dire toujours le 2° C.M.R., avait trouvé la ferme de La Folie en ruines et put s'en emparer sans rencontrer d'opposition. Dans les vergers situés au nord, la 7° brigade dut livrer de durs engagements: l'ennemi n'y sortit de ses abris souterrains et des tranchées interrompues et brisées que pour lancer, sans grand résultat, quelques contre-attaques sur le Royal Canadian Regiment et son point de jonction avec le 4° C.M.R. La consolidation commençait du côté est de la crête, dès l'arrivée de détachements du Génie amenant des unités prélevées sur le bataillon de réserve de chaque brigade et apportant des outils et du fil barbelé. Vers 9 h., quand on apprit que la 4° division sur la gauche ne s'était pas encore emparée de la cote 145, la 7° brigade fut chargée d'établir un flanc de défense allant du bois de la Folie, par l'ancienne troisième tranchée allemande, jusqu'à l'ancienne ligne du front. Quant au P.P.C.L.L, il se chargeait d'une partie du front du 42° bataillon, qui, à son tour, s'étendait vers la gauche pour couvrir le nouveau flanc. Le reste de la journée, les deux unités subirent, du haut de la côte, le feu de harcèlement des armes portatives[82].

Laissons maintenant la 3e division à son deuxième et dernier objectif, pour retracer, avant de passer aux opérations de la 4° division sur le flanc gauche, ce qu'il était advenu des 1re et 2° divisions en train de compléter les tâches qui leur avaient été dévolues sur la droite du corps d'armée canadien.

L'avance vers les lignes Bleue et Brune

A 9h.30, les brigades de réserve avaient pris position sur la ligne Rouge, prêtes à avancer sur l'objectif que constituait la ligne Bleue. Dans le secteur du général Currie, la lie brigade avait déployé ses 1er, 3e et 4e bataillons. Étant donné que le front de la 2e division s'étirait constamment, la 13e brigade (de la 5e division anglaise) fut placée à gauche de la 6e brigade du brigadier Ketchen, qui lança ses 3le, 28e et 29e bataillons à l'attaque.

A l'extrême droite, le ter bataillon dut faire face à une résistance énergique à la *Zwischen-Stellung* (position intermédiaire) avant de l'enlever en faisant 125 prisonniers. Ailleurs, les premières vagues avançant comme à un défilé, ne rencontraient qu'une opposition remarquablement faible, et il y a surtout lieu d'attribuer leurs pertes aux obus. La prise de la ligne Bleue fut signalée par la 1- division peu après 11h. et, un peu plus tard, par la 2e division. Pendant que le 29e bataillon envahissait la tranchée de Thélus, au nord du village, et s'emparait du sud de la cote 135, les 28e et 31e bataillons, exécutant l'attaque «exactement comme on l'avait conçue et mise au point sur le champ de manœuvre», franchissaient les ruines de Thélus et s'avançaient sur le terrain surélevé au delà du village détruit[83]. Sur le flanc gauche de la division, deux bataillons de la brigade anglaise avançaient en contournant les pentes nord de la cote 135, pour occuper le Bois du Comte, le Bois de Bonval et le Bois du Goulot[84].

Comme les hommes de la 1re et de la 2e divisions approchaient de leur troisième objectif, une éclaircie inattendue, dissipant les nuages de tempête, permit à un soleil printanier d'inonder la campagne. L'ennemi aperçut soudain le plateau de Thélus couvert de troupes canadiennes, dont certaines progressaient constamment par la crête, alors que d'autres s'occupaient méthodiquement à consolider leurs positions. «II fut ainsi possible de concevoir, pendant un instant fugitif, quelle serait l'issue de la journée: les Allemands virent que la crête était perdue, alors que les Canadiens la savaient conquise»[85]. Puis le temps tourna. Au début de l'aprèsmidi, le verglas commençait de nouveau à se former et la journée finit par des rafales de neige poussées par le vent d'ouest.

Après une halte de quatre-vingt-dix minutes, pendant laquelle on fit avancer les mitrailleuses, les deux divisions commençaient à progresser vers leur objectif définitif, le brigadier Griesbach maintenant l'avance de ses 3e et 4e bataillons, tandis que la 6e brigade employait le 27e bataillon ainsi qu'une compagnie du 29e. Ainsi qu'on l'a vu, la ligne Brune s'identifiait avec la seconde position allemande sur la pente ouest de la crête, et le fait qu'elle l'orientait, dans l'ensemble, vers le sud-est, indiquait que la 1re division avait encore 3,000 verges à franchir sur le flanc droit, bien qu'en face de la 13e brigade, sur la gauche, cette distance se réduisît à rien. Alors que la brigade anglaise s'apprêtait à s'engager vers le sud-est par le secteur des bois non encore conquis qui s'étendait au nord, les 17e et 6e brigades canadiennes commençaient à tourner vers la gauche, afin d'attaquer leurs objectifs de front. Les batteries de l'arrière se trouvant hors de portée, le seul appui que pouvait donner l'artillerie à l'attaque des Canadiens était celui des pièces mobiles de cam-

pagne. En ouvrant un feu de barrage, par vagues successives de droite à gauche, celles-ci assurèrent aux troupes de droite le temps supplémentaire qu'il leur fallait pour atteindre le secteur des barbelés allemands qui leur était dévolu[86]. Les hommes du 27e bataillon s'assurèrent, comme de juste, d'obtenir le crédit qui leur était dû pour la capture des prisonniers allemands envoyés à l'arrière, en leur traçant sur le dos, l'insigne de leur unité à la peinture verte[87].

Comme il avait été prévu que le feu de l'artillerie ne réduirait pas suffisamment les barbelés sur la droite, chaque compagnie de tête des 1 er et 3e bataillons avait reçu 24 paires de cisailles et un certain nombre de coupe-fils qui s'attachaient aux fusils. C'est ainsi que les hommes de la 17e brigade purent franchir les deux ceintures de barbelés sans perdre l'appui du barrage. Au delà de la crête, ils eurent une excellente vue de la pleine de Douai et les mitrailleurs de la brigade, qui occupaient une position élevée au delà du bois de Farbus, purent utilement tirer sur les colonnes de transport ennemies sur la route de Willerval à Vimy. Dévalant rapidement par la pente opposée, les Canadiens chargèrent et capturèrent les batteries allemandes, dont les servants avaient vite battu en retraite. Des patrouilles, qui avaient franchi la tranchée formant la deuxième ligne ennemie, établirent des postes d'observation à l'orée opposée du bois. Au milieu de l'après-midi, Griesbach reçut pour directive de replier son flanc droit de façon à maintenir le contact avec la 51e division dont l'attaque n'avait réussi qu'en partie à gauche du front de la Troisième armée.

Vers le nord, au bois de la Ville, l'ennemi opposait une certaine résistance à la 6e brigade en utilisant des mitrailleuses et des canons de campagne qui tiraient à bout portant. Mais les troupes d'assaut firent sauter les mitrailleuses à coup de grenades à fusils, alors que les hommes des deux bataillons dévalaient en flanc de colline pour charger à la baïonnette les trous de canons et les tranchées des Allemands[88]. Parmi les 250 prisonniers faits alors, se trouvaient le commandant du 3e régiment bavarois de réserve et son état-major. Entre-temps, la 13e brigade anglaise avait nettoyé le bois du Goulot, du nord au sud. Ayant capturé neuf canons et obusiers, cette brigade portait à 31 1e nombre des pièces prises par les 1er et 2e divisions canadiennes au cours des combats de la journée.

Au début de l'après-midi, à 2 h. 40, dès que la prise de la ligne Brune avait semblé assurée, le général Byng avait téléphoné à la Première armée afin de signaler la possibilité d'employer un régiment de cavalerie pour exploiter le succès de ses deux divisions de droite89. L'emploi de la tee division de cavalerie pour pousser l'attaque et s'assurer d'importants passages ferroviaires et fluviaux dans la plaine de Douai avait été inclus dans les prévisions établies par le général Home douze jours avant la bataille90. Cependant, en dépit de la prédilection bien connue du commandant en chef pour les opérations de cavalerie, on avait souligné qu'il fallait traiter la crête de Vimy comme un objectif limité, et l'horaire rigide qu'il avait fallu établir pour coordonner avec succès l'action de l'artillerie avec celle de l'infanterie au cours de l'attaque avait eu pour résultat d'exclure toute participation de la cavalerie au programme prévu pour le corps d'armée canadien et au plan établi pour l'artillerie de la Première armée91. Le 5 avril, l'ordre qui plaçait la 1re division

de cavalerie sous le commandement du général Home était annulé[92], de sorte que l'après-midi de la bataille, il fallut obtenir la permission du G.Q.G. pour donner suite à la demande du général Byng[93]. La réponse tarda à venir; mais en tout cas, l'occasion était manquée. En effet, comme le signale l'historien officiel anglais, rce n'est qu'en exploitant immédiatement la situation sur la crête, à 7 h. 15 du matin, que pareil engagement de la cavalerie aurait été possible[94]. Vers la fin de l'après-midi, la 9e brigade de cavalerie était mise à la disposition de la Première armée, alors que l'un de ses escadrons était détaché en renfort au Canadian Light Horse, qui était déjà entré en action[9].

Bientôt après 2 h., le commandant du corps d'armée avait donné ordre à un escadron canadien de «faire une poussée sur Willervale. A 4 h. 20 de l'apês-midi, deux patrouilles montées, comprenant au total vingt hommes, quittaient Farbus pour se rendre à Willerval, qui se trouvait à un mille à peine à l'est. Une patrouille fit dix prisonniers allemands dans le village, mais fut, à son tour, l'objet d'une attaque à la mitrailleuse, et perdit la moitié de ses hommes et de ses chevaux[96]. L'autre fut presque entièrement annihilée par une fusillade. Le noyau de l'escadron servit de cible aux obus qui tuèrent la moitié de ses chevaux'. Si l'action avait été onéreuse, sans être couronnée de succès, elle ne fut pas sans tirer à conséquence chez l'ennemi: des comptes rendus allemands ayant fait savoir «que d'importants effectifs de cavalerie anglaise avaient effectué une percée à Willerval», ordre fut donné à trois bataillons de lancer une contre-attaque sur ce village[97]. A peine les restes des patrouilles du Canadien Light Horse étaient-ils rentrés, que les observateurs postés sur la crête signalaient que «l'ennemi avançait en trois vagues> sur Farbus[98]. Les contre-attaques étant menacées elles ne furent pas mises à exécution*.

La ligne Brune une fois prise, les trois divisions sur le flanc droit du corps d'armée canadien avaient donc atteint leurs objectifs selon le programme et l'horaire établis. Il serait maintenant opportun de revenir à l'heure H pour voir ce qui s'était passé dans le secteur de la 4e division sur le flanc gauche du corps d'armée.

Le combat pour la cote 145, les 9 et 10 avril

La cote 145, principal objectif de la division, était le point le plus élevé et aussi le plus important de la crête de Vimy. Tant qu'il restait aux mains des Allemands, les observateurs ennemis pouvaient apercevoir tout mouvement dans la vallée de la Souchez et son prolongement vers le sud, la vallée du Zouave, qui s'étendait derrière le front de la 4e division. Une fois prise, la cote 145 assurerait à ses occupants une position dominante leur permettant de voir les défenses arrière des Allemands dans la plaine de Douai et sur la crête,elle-même. C'était donc un enjeu de grande valeur, même si la tâche de s'en emparer était formidable.

* Il s'agissait des troupes de trois bataillons de réserve rappelés en hâte de M e afin de renforcer la 1re division bavaroise de réserve avec l'ordre de reprendre la moitié sud de la cote 135, alors que la 79 division de réserve contre-attaquerait par le nord. Mais, si l'on en croit ces sources allemandes, les commandants des régiments, qui ignoraient ces instructions, retinrent les nouveaux arrivants afin de combler les lacunes que présentaient leurs positions de défense[99].

Comme on pouvait s'y attendre, les défenses de la cote 145 étaient particulièrement solides. La première ligne allemande y était composée de deux tranchées tandis que le sommet arrondi de la cote elle-même en comptait deux autres rangées. Celles-ci avaient gravement souffert du bombardement préalable. Mais, la garnison était relativement invulnérable dans les ouvrages souterrains qu'on y avait aménagés. Sur la pente opposée, un réseau d'abris souterrains profonds (dit Hangstellung) logeaient les compagnies de réserve. Le major-général Watson espérait enlever par surprise les premières positions situées sur la pente, en enrayant toute contre-attaque en provenance de la Hangstellung ou de Givenchy par des barrages d'artillerie ou de mitrailleuses pendant qu'il consoliderait ses positions. Mais, étant donné que l'ennemi scrutait tout mouvement, il était plus difficile de recourir à la surprise qu'à n'importe quel autre point du front de Vimy. Les tranchées de rassemblement, par exemple, devaient être creusées bien en avant afin de raccourcir la distance d'assaut. Or, toute activité dans la vallée du Zouave provoquait un barrage intense. Heureusement, l'ennemi trouvait plus intéressant de dissimuler certaines intentions d'offensive qu'il avait. On apprit plus tard, en effet, que la 16e division bavaroise avait projeté une attaque en vue de prendre une partie des tranchées de première ligne de la 4e division canadienne, pour pouvoir dominer la vallée du Zouave. Cependant, cette opération s'appuyait sur l'emploi d'obus gazogènes et le vent ainsi que d'autres éléments défavorables à l'ennemi le forcèrent à remettre l'entreprise à plus tard[100]. Ce fut donc avec moins d'interventions ennemies qu'on aurait pu s'y attendre qu'on creusa six passages souterrains d'une profondeur de huit à dix pieds, menant des tranchées de communication aux pentes *de* la vallée du Zouave. Par ces tunnels, les troupes pourraient atteindre les tranchées de rassemblement à moins de 150 verges de la première ligne allemande[101].

Le général Watson livra avec la 11e brigade (commandée par le brigadier V. W. Odlum) sur le flanc droit, l'assaut dirigé contre la cote 145; sur la gauche, la 12e brigade (sous le commandement du brigadier J. M. MacBrien) devait saisir le secteur des positions allemandes de première ligne qui lui était dévolu, puis couvrir le flanc nord. Chaque brigade était renforcée d'un bataillon de la l0e brigade (les 47e et 46e bataillons respectivement) et la 11e brigade avait aussi en réserve le 85e bataillon, arrivé en France deux mois plus tôt pour remplacer le 73e bataillon de la 12e brigade (voir ci-dessus, page 244).

L'attaque de la 11e brigade fut, au début, couronnée de succès sur la droite: le 102e bataillon s'emparait de sa moitié du premier pan, le 54e ayant traversé ses rangs pour consolider ses positions au sommet. Vers le nord les choses allaient moins bien, cependant. Une partie de la tranchée allemande avait été épargnée par l'artillerie à la demande du commandant du bataillon qui livrait l'assaut sur le flanc gauche (le 87e), dans l'idée qu'il pourrait s'en servir à bon escient, ces positions une fois tombées entre ses mains102. C'est justement de ce point-là que les mitrailleuses fauchèrent la moitié de la vague de tête du 87e, immobilisant le flanc droit du 75e bataillon d'appui dans ses tranchées de rassemblement. Ceux qui le pouvaient exécutaient une poussée en avant, bien que harcelés au flanc et à l'arrière par le feu des mitrailleuses en provenance du secteur non conquis, et de



A LA SORTIE DES TRANCHÉES

Rapportant divers objets comme souvenirs, les Canadiens qui ont combattu à Courcelette montent sur un camion qui doit les ramener au cantonnement de repos, derrière les lignes.



SUR LA CRÊTE DE VIMY

Dans cette photographie saisissante prise au cours du combat le 9 avril 1917, un détachement d'Allemands qui a été surpris dans la première attaque lancée par les Canadiens contre la crête, se rend aux éléments de poursuite.



UNE ACCALMIE SUR LE CHAMP DE BATAILLE

Photographie de la crête de Vimy, prise probablement le 9 avril 1917. Tandis que les réserves avancent vers de nouveaux objectifs, des fantassins canadiens s'abritent dans un poste de mitrailleuses, dont ils viennent de s'emparer.



LA CAVALERIE CANADIENNE SUR LA CRÊTE DE VIMY

Une patrouille du Canadian Light Horse se met en route pour Willerval, le premier après-midi de la bataille.

certains Allemands surgissant des puits de mines et des abris souterrains après le passage des assaillants. Puis, un feu meurtrier partit de la deuxième tranchée, dont la garnison avait eu amplement le temps d'occuper les positions. Toute l'aile gauche de la 118 brigade s'effondra, et le 54e bataillon, dont le flanc découvert s'offrait à une contre-attaque, fut obligé de battre en retraite. Ainsi, la brigade resta pendant un certain temps avec le seul 1021, bataillon sur son objectif, c'est-àdire le pan sud-ouest de la côte. La présence de cette unité empêcha tout bombardement par l'artillerie de la tranchée occupée par les Allemands. Mais, à 1 h., des équipes de bombardement du 87e bataillon, appuyées par des mortiers Stokes et des mitrailleuses, attaquaient avec succès la position récalcitrante. Avant la tombée de la nuit, deux compagnies du 85e bataillon envahissaient le reste des tranchées du côté ouest du sommet, faisant taire le feu de harcèlement que l'ennemi faisait partir de la côte[103].

Une tentative de contre-attaque allemande eut aussi peu de succès que celle qui n'avait pu aboutir au sud. Ce matin-là, von Falkenhausen, commandant de la Sixième armée, qui ne se rendait pas compte de l'étendue du succès remporté par le corps d'armée canadien, considérait toujours ses divisions de réserve comme des unités de secours devant rester intactes pour n'entrer en jeu que dans une bataille défensive prolongée, et non comme des forces de contre-attaque. En conséquence, il donnait d'abord la directive aux bataillons au repos des divisions de tête d'avancer jusqu'à la zone de combat et d'y livrer des contre-attaques localisées[104]. A 6 h. du soir, un bataillon de réserve de la 16e division bavaroise d'infanterie reçut l'ordre de reprendre la pente nord de la cote 145. Ce n'est qu'à minuit que les troupes purent atteindre le Bourgeon, d'où devait partir l'attaque. Dans l'obscurité, bon nombre d'hommes se perdirent en chenün, certains abandonnant dans la boue leurs bottes de campagne à tige courte. Ceux qui finirent par s'approcher très près de l'objectif furent dispersés par le feu d'une seule mitrailleuse. La tentative effectuée avant l'aube, pour reprendre la première tranchée à l'est du sommet, que les Allemands avaient abandonnée pendant la nuit, fut enrayée par des détachements des 75e et 85e bataillons[105].

Entre-temps, la 120 brigade, qui se trouvait sur le flanc gauche de la division, s'était, après des débuts encourageants, heurtée à certaines difficultés. Trois bataillons—de droite à gauche: le 38e, le 72e et le 73e—se lancèrent à l'assaut. Deux mines sautèrent à l'heure H, tuant une bonne partie de la garnison qui faisait face au 73e bataillon. Les survivants s'enfuirent à l'approche des Canadiens. Les trois bataillons occupèrent rapidement la première tranchée allemande. Le 730 y consolida ses positions de façon à renforcer le flanc gauche. Les deux autres unités la bombardaient de côté, l'attaque frontale ayant échoué. Le terrain que devait traverser le 38e était si ravagé que les hommes ne purent tenir le coup sous le barrage; certains blessés tombèrent dans les trous d'obus remplis d'eau et s'y noyèrent. Surgissant d'abris souterrains en des endroits inattendus, les défenseurs résistèrent courageusement, bien que les Allemands durent, eux aussi, accepter leur part de surprises. Quelque 75 occupants d'un abri souterrain, juste au delà de la crête, se trouvaient tout à coup face à face avec le capitaine T. W. MacDowell,

officier du 38e bataillon, qui les sommait de se rendre, en leur donnant l'impression qu'il avait derrière lui, de nombreux effectifs. Il les fit sortir par groupes de douze qui constatèrent que aces nombreux effectifs» se réduisaient à deux hommes. Pour cet exploit intrépide qui facilita, dans une large mesure, la prise de l'objectif par son bataillon, MacDowell (qui s'était déjà vu décerner le' D.S.O. à la Somme) fut décoré de la Croix Victoria[106].

Jusqu'à ce moment-là,' un écran de fumée qui se mêlait à la tempête de neige avait utilement dissimulé aux observateurs postés sur le Bourgeon les opérations qui se déroulèrent sur le flanc gauche. Mais, la fumée commençait à se dissiper, le feu acharné des mitrailleuses en provenance de la position allemande empêcha tout nouveau progrès. Les survivants du 72e bataillon, qui avait essuyé de lourdes pertes, purent tout juste prendre pied dans la troisième tranchée allemande. Le revers qu'avait, au début, subi la 11e brigade nuisait aux mouvements du 12e bataillon sur la droite. Traversant les rangs du 38e bataillon, comme il était prévu, le 78e bataillon s'était buté au tir en provenance de la cote 145, et perdu son barrage d'appui. A 8h.30 environ, c'est-à-dire au moment où ils approchaient de leur dernier objectif aux abords de Givenchy, les quelques hommes qui restaient des compagnies de tête subirent la contreattaque d'environ 200 Allemands qui les subjuguèrent. Mais cette tentative de l'ennemi, qui avait pour but de reprendre sa deuxième tranchée, fut refoulée par le feu de mitrailleuses Lewis et des fusils. Plus tard, au cours de la même après̀midi, lorsque le 85e bataillon déclencha son attaque pour le compte de la 11e brigade (voir ci-dessus, p. 283), deux compagnies du 46e, prêtées par la 10e brigade, avancèrent pour prendre un certain nombre de cratères au delà de la deuxième tranchée encore disputée. A la tombée de la nuit, les principaux objectifs n'étaient pas encore conquis[107].

Étant donné que la 12e brigade ne pouvait achever sa tâche avant que la possession de toute la cote 145 fût assurée, le général Watson fit appel, le 9 avril à 6 h. du soir, à la 10e brigade (brigadier E. Hilliam) qui se tenait prête à se lancer à l'assaut du Bourgeon, lui enjoignant de se charger du dernier objectif de la 11e brigade épuisée, c'est-à-dire la ligne Rouge. L'après-midi suivante, à 3h. 15, les deux bataillons non engagés du brigadier étaient en position sur la cote 145. Le barrage déclenché contre la Hangstellung la veille se répéta et, à mesure qu'il se ralentissait, les vagues d'assaut chargeaient en dévalant la pente est: le 44e bataillon se trouvait à droite et le 50e à gauche. L'opération fut couronnée de succès, bien que le 50e bataillon perdît près de 240 hommes. Le nettoyage rapide des abris souterrains de l'ennemi rapportait 150 prisonniers non blessés, ainsi qu'un certain nombre de mitrailleuses. Peinant aux confins nord du bois de la Folie, des contingents du 44e bataillon rejoignaient le flanc gauche de la 3e division[108]. Sur la gauche, tous les bataillons de tête de la 12e brigade amélioraient leurs positions le lendemain matin, alors que le feu de l'artillerie allemande diminuait. Vers le milieu de l'après-midi, quand la cote 145 fut entièrement aux mains des Canadiens, ceux-ci occupèrent assez facilement l'objectif ultime de la brigade, c'est-à-dire «la ligne de Givenchy»[109].

C'est ainsi que se terminait l'opération Sud. Toute la partie principale de la crête de Vimy, sur une longueur de 7,000 verges et une profondeur maximum de 4,000 verges, était aux mains de nos troupes. A droite, la 51e division anglaise, qui progressait vers ses objectifs, était entrée en contact avec le flanc canadien sur la ligne Brune. Alors que les nouvelles positions étaient définitivement consolidées, l'artillerie s'occupait d'enrayer toute contre-offensive possible, tout en préparant la voie à une autre avance. Les pertes canadiennes au cours de ces deux jours de combat se chiffrèrent par 7,707, dont 2,967 morts. Il y a lieu d'y ajouter la perte d'environ 380 hommes par la 13e brigade, le lundi de Pâques. Les 9 et 10 avril, on avait compté, jusqu'à minuit le deuxième jour, environ 3,400 prisonniers allemands. Mais d'autres continuaient à arriver[110].

Le Bourgeon, 12 avril

Il fallait encore s'emparer de la pointe nord de la crête de Vimy et de l'éperon de Lorette à l'ouest de la Souchez. L'objectif le plus important était le Bourgeon, qui dominait tout le défilé de la Souchez. Cette position fortifiée des Allemands avait résisté à tous les raids alliés. Un labyrinthe de tranchées sillonnait sa surface, et les Allemands y avaient creusé, en outre, de profonds abris souterrains et des tunnels protégés par tous les moyens que leur inspirait leur ingéniosité. Même si l'on n'avait pas eu, à l'origine, l'intention de confier aux Canadiens la tâche de s'emparer du Bourgeon (voir ci-dessus, p. 266), les plans remaniés de la Première armée répartissaient les différentes phases de l'opération Nord entre le corps d'armée canadien et le ter corps d'armée anglais.

L'attaque devait se déclencher dans les 24 heures qui suivraient la mise en voie de l'opération «Sud»[111]. Alors que la 24e division (1er corps d'armée anglais) livrerait assaut au bois en Hache, sur les pentes est de la crête de Lorette, la 4e division canadienne enverrait la l0e brigade à l'attaque du Bourgeon, si toutefois la situation générale, constatée l'après-midi du 9 avril, n'exigeait pas qu'on l'utilise ailleurs[112]. Mais, comme nous l'avons vu, le général Watson avait été forcé d'engager la 10e brigade pour réduire la cote 145, et il fallait aux unités participantes un certain temps pour se remettre, tout souhaitable qu'il eût été de frapper tant que l'ennemi était encore désorganisé. L'attaque au nord fut donc remise à 48 heures plus tard. Entre-temps, le général von Falkenhausen avait tardivement donné -à certains régiments de ses divisions «de contre-attaque» l'ordre d'occuper la ligne formant le nouveau front allemand*. L'attaque canadienne devait surtout porter sur un nouveau bataillon du 5e régiment de grenadiers de la garde, rapidement envoyé du nord pour prendre position devant Givenchy, afin d'y arrêter l'attaque qui ne manquerait certainement pas de se déclencher[114].

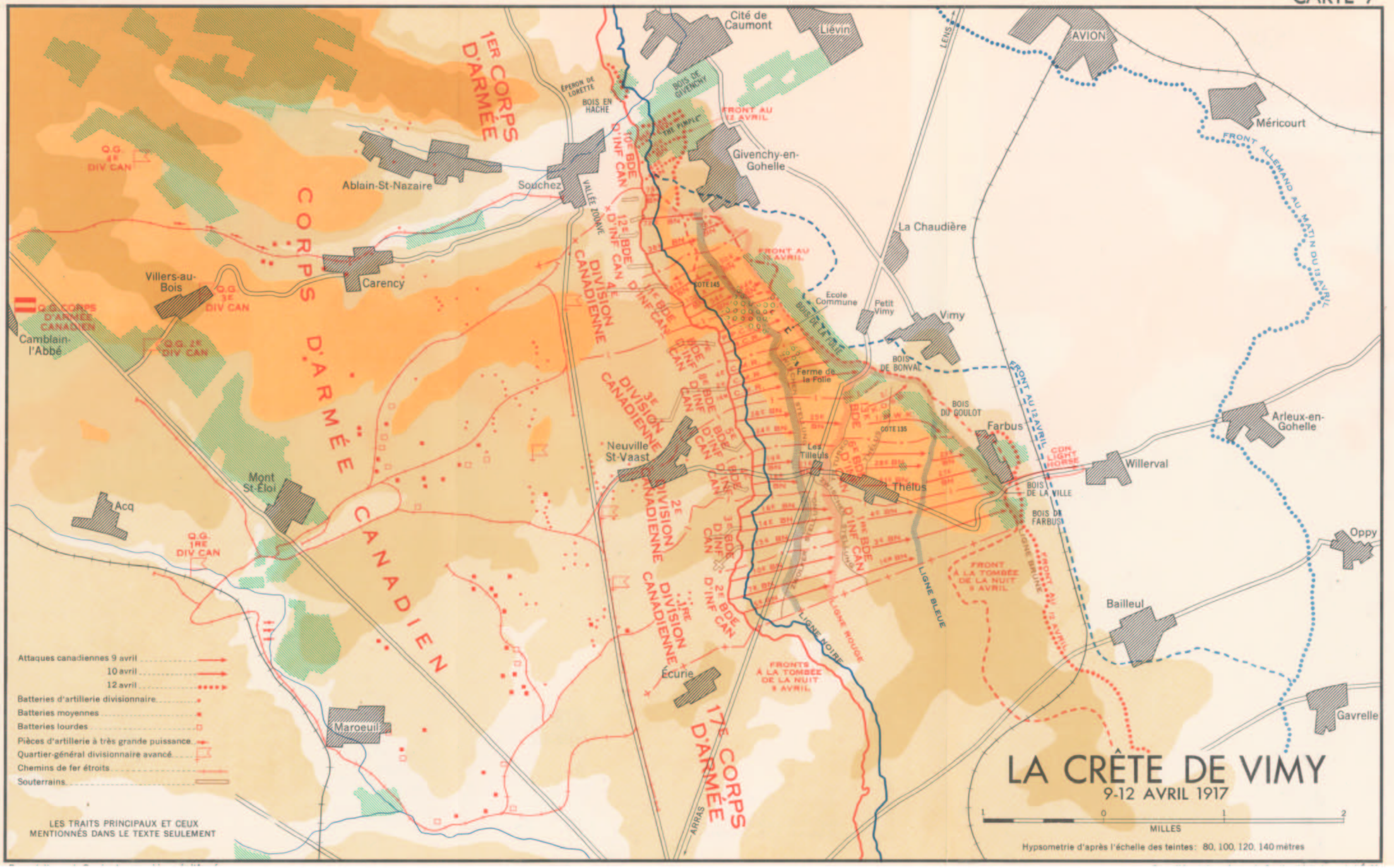
* Les unités occupant le secteur situé entre Méricourt et Oppy étaient du nord au sud, la 16e division bavaroise d'infanterie, qui avait mis en ligne deux bataillons de la 4e division de gardes à pied, ainsi que la 111e et la 17e divisions d'infanterie[113].

Le 11 avril, le temps se gâtait rapidement et, dès les premières heures du 12, alors que les Canadiens avançaient, après avoir quitté la zone de repos derrière la vallée du Zouave, une violente tempête éclatait, poussée par un vent d'ouest qui soufflait du grésil et de la neige en direction des positions ennemies. Trois bataillons se partageaient le front d'attaque de mille verges de la 10e brigade, soit, de droite à gauche, les 44e, 50° et 46e bataillons[115]. Le groupe n° 4 (doublé) d'artillerie lourde, ainsi que cinq batteries de siège du ter corps d'artillerie et de l'artillerie divisionnaire de réserve (laquelle, ayant, comme l'artillerie divisionnaire du Lahore, plus d'une fois appuyé l'action des Canadiens, prenait alors la place de la 4e artillerie divisionnaire canadienne qui n'existait pas encore à l'époque) assurèrent un soutien d'artillerie puissant[116]. La veille de l'attaque, des obusiers lourds et moyens avaient attaqué les tranchées de communication ennemies ainsi que les zones arrière de Givenchy. Une compagnie spéciale du Génie royal canadien avait tiré plus de quarante barils de gaz* sur Givenchy même, tuant ainsi un certain nombre d'Allemands qui se trouvaient dans les caves[118]

Dès 5 h. du matin, alors que près de cent canons de campagne ouvraient le feu sur la première tranchée allemande, l'infanterie se mit en marche. L'avantage que présentaient le vent, qu'elle avait dans le dos, et les rafales de neige qui aveuglaient les mitrailleurs ennemis, était contrebalancé par la boue épaisse qui empêchait les hommes de suivre le rythme du barrage. Néanmoins, l'attaque était si inattendue par un temps pareil que les 44e et 50e bataillons emportèrent les deux premières tranchées, qui avaient été pour ainsi dire oblitérées, sans se heurter à une grande opposition. A l'extrême gauche, cependant, le 46e fut, presque dès le début, l'objet d'une fusillade nourrie et perdit 108 hommes, soit près de la moitié de l'effectif des compagnies assaillantes. Les troupes canadiennes, composées d'hommes de l'ouest du Canada, qui poussaient l'attaque, furent ellesmêmes assaillies par de petits détachements de gardes, qui surgissaient des trous d'obus et des quelques abris souterrains encore utilisables. Il y eut de rudes corps à corps. Mais à 6 h., les bataillons de droite et du centre avaient occupé leurs objectifs. Sur le Bourgeon se trouvait la 44e, dont les mitrailleuses Lewis avaient abattu cent ennemis qui tâchaient de s'enfuir vers Givenchy en dévalant la colline. A 500 verges au nord, le 50e bataillon tenait les souches fracassées du bois de Givenchy et, deux heures plus tard, le 46e était en mesure de signaler que son flanc gauche était en sûreté, des mitrailleuses étant mises en position sur la rive sud de la Souchez[119] Le ciel s'éclaircit au point du jour, et les Canadiens purent alors dominer la plaine de Douai et la banlieue sud-ouest de Lens. Seule, une petite poche ennemie restait sur la crête, chevauchant la route de Givenchy à Souchez, entre le 44e et le 73° bataillons. Mais elle se retira de cette position au cours des 24 heures suivantes. Entre-temps, la 73e brigade anglaise, ayant attaqué le Bois en Hache avec succès, avait chassé les Allemands aux abords de l'éperon de Lorette.

* C'était la première fois qu'on employait, au cours d'une opération canadienne, les projecteurs Livens, capables de lancer un baril de 50 livres renfermant 30 livres d'ypérite à une distance de 500 à 1,300 verges[117].

CARTE 7



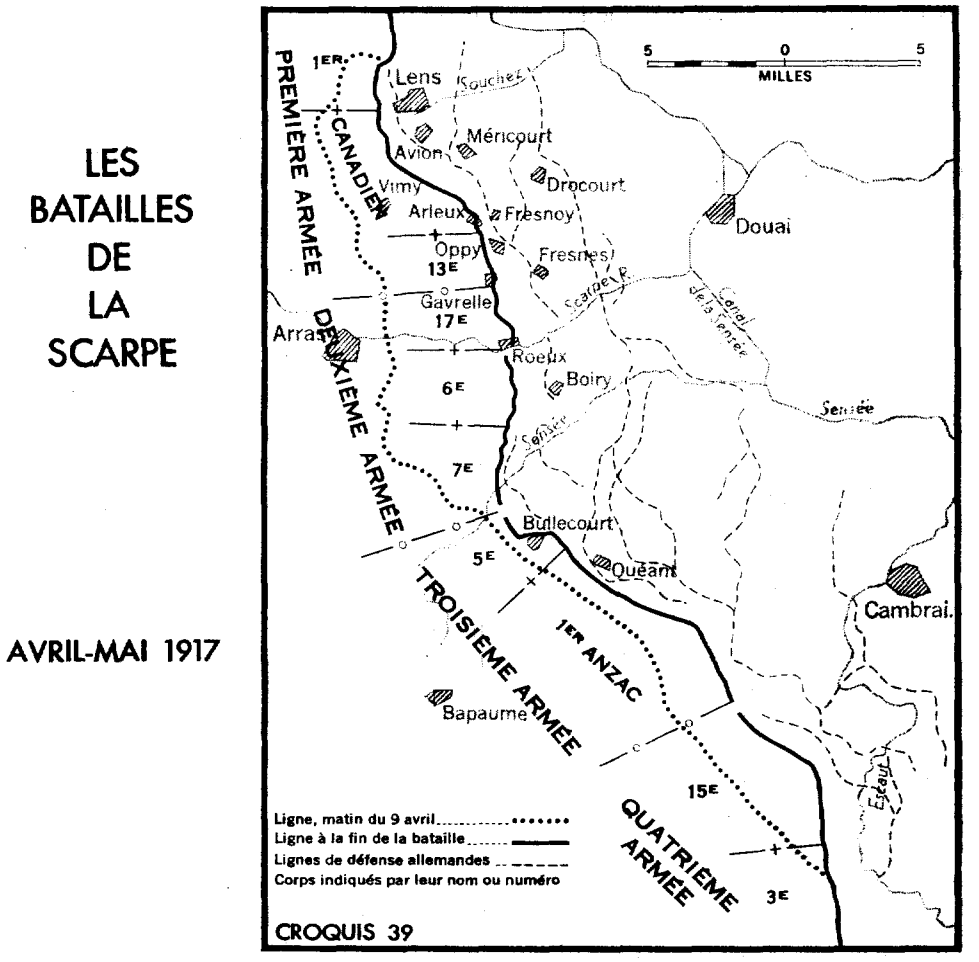
LA CRÊTE DE VIMY

9-12 AVRIL 1917

1 0 1 2

MILLES

Hypsometrie d'après l'échelle des teintes : 80, 100, 120, 140 mètres



Le 10 avril, le kronprinz Rupprecht écrivait dans son journal: *Personne n'aurait pu prévoir que l'offensive attendue gagnerait si vite du terrain»120. Le lendemain, se résignant à la perte définitive de la crête de Vimy, il ordonnait un repli sur la troisième position allemande qui s'étendait face aux Canadiens en suivant la ligne Oppy-Méricourt et le tournant &avion encerclant la banlieue de Lens. Tous les civils avaient été évacués des villages avoisinants et, si l'on fait abstraction d'une petite arrière-garde et de suffisamment de pièces d'artillerie pour simuler une activité normale, les Allemands complétaient cette manoeuvre pendant la nuit du 12 au 13 avril. Les positions se trouvaient assez loin dans la plaine pour que les Canadiens occupant la crête ne fussent plus en mesure d'observer utilement l'ennemi, c'est-à-dire que, du point de vue du terrain, les défenseurs et les assaillants avaient désormais des chances égales. Les nouvelles tranchées, bien que peu profondes, étaient bien protégées par des barbelés et étaient occupées par des troupes fraîches. Toute attaque sur des positions aussi fortes qui n'eût été pré-

cédée par un barrage d'artillerie intense eût équivalu à un suicide. Mais il fallait, en l'occurrence, attendre que les routes pour ainsi dire oblitérées fussent reconstruites k le manière à permettre à l'artillerie lourde et aux munitions d'avancer. Même si ;5,000 hommes y travaillaient, les troupes canadiennes et anglaises ne pouvaient que maintenir le contact avec l'ennemi en retraite. C'est ce qu'elles firent en recourant à un patrouillage énergique, qui leur permit de réaliser quelques avances limitées et de consolider ainsi le terrain nouvellement conquis[121].

L'avance du corps d'armée canadien jusqu'à la voie ferrée menant de Lens à Arras, dont l'ordre avait été donné au début par la Première armée, pour être différée ensuite de façon à coïncider avec les attaques des corps d'armée qui le flanquaient, fut exécutée par les 1- et 2e divisions le 13 au soir. Une avance analogue se déroulait sur chaque flanc: la 3e division atteignit la ligne Vimy-Petit Vimy—La Chaudière; la 4e occupa Givenchy, et des unités du 1er corps d'armée, à gauche du corps canadien, ainsi que la 17e à droite, arrivaient à Angres et Bailleul respectivement. Le lendemain, la Première armée avançait de mille autres verges sur un front de neuf milles, sans rencontrer d'autre opposition que celle de petits effectifs d'arrière-garde. Pendant sa retraite (beaucoup plus précipitée que celle qu'il avait effectuée antérieurement avec délibération jusqu'à la ligne Hindenburg), l'ennemi abandonnait beaucoup de pièces d'artillerie et de munitions. Pendant l'hiver, on avait appris aux canonniers canadiens à se servir des canons allemands, et, alors qu'ils ne pouvaient faire avancer leur propre artillerie, ils mirent rapidement en service les armées de-l'adversaire, avec d'excellents résultats. Le 14 avril au soir, neuf pièces d'artillerie prises à l'ennemi, dont le calibre variait d'obusiers de huit -pouces à des canons de 77mm, ouvraient le feu sur les tranchées et les batteries allemandes, bombardant l'ennemi à Avion et à Méricourt avec ses propres obus à gaz[122]. Cet après-midi-là, les patrouilles ayant confirmé que l'ennemi occupait ses nouvelles positions, le général Byng ordonnait au corps d'armée canadien d'établir une ligne principale de résistance dont le tracé passerait par Willerval et La Chaudière jusqu'au bois de l'Hirondelle (sur la rive sud de la Souchez)[123]. Le corps d'armée devait virtuellement tenir cette ligne sans la modifier jusqu'à l'automme 1918, c'est-à-dire jusqu'au moment de l'avance définitive des Alliés qui mit fin à- la guerre.

C'est avec l'exploitation limitée du succès remporté que se termina la bataille de la crête de Vimy. En six jours, le corps d'armée canadien avait avancé de quelque 4,500 verges et saisi 54 canons, 104 mortiers de tranchées et 124 mitrailleuses. Il avait infligé à l'ennemi de lourdes pertes, tout en faisant plus de 4,000 prisonniers. La victoire avait été remportée au prix de la perte, du côté canadien (pour la période du 9 au 14 avril), de 10,602 hommes, dont 3,600 tués. George V envoya à sir Douglas Haig un message de félicitations ainsi conçu: «Le Canada sera fier de savoir que la conquête de la crête convoitée de Vimy a été dévolue à ses troupes».

Les journaux français qui faisaient l'éloge de l'exploit canadien appelèrent la crête le «cadeau de Pâques du Canada à la France>. De même que ceux qui avaient conçu les plans de l'opération avaient approfondi les leçons que leur avait enseignées Verdun, le personnel de l'état-major général a plus tard visité à nouveau les champs

de bataille de la crête qu'ils connaissaient déjà, afin d retracer en détail l'action des Canadiens.

La première bataille de la Scarpe, du 9 au 14 avril

La participation de la Troisième armée à l'offensive d'Arras,—c'est-à-dire la première bataille de la Scarpe,—avait eu pour résultat des gains de terrain égalant à peu près ceux de la Première armée. Le lundi de Pâques fut marqué par des avances de 2,000 à 6,000 verges, et la ligne Bleue fut atteinte sur un certain nombre de points. Ce soir-là, le général Allenby signalait la capture de 5,600 prisonniers et de 36 pièces d'artillerie[124]. L'élément surprise jouait davantage qu'à la crête de Vimy. Le 7 avril, von Falkenhausen avait, en effet, réitéré l'avis qu'aucune attaque britannique n'aurait lieu dans le secteur de la Sixième armée allemande avant la grande offensive française en Champagne qui, selon les aveux de certains prisonniers français, devait s'ouvrir aux environs du 16 avril[125]. Les mauvaises nouvelles de la journée gâtèrent le cinquante-deuxième anniversaire de Ludendorff. «Ayant attendu l'offensive prévue avec confiance, écrivait-il alors, je me trouvais profondément déprimé»[126].

Le 10, la résistance allemande commençait à se raidir et la fougue de l'attaque faiblissait en proportion. La chose était due, en partie,' à l'arrivée de, certains bataillons de réserve ennemis et au fait que les assaillants avaient dépassé le rayon d'action de l'artillerie. Néanmoins, des deux côtés de la Scarpe, les Britanniques exécutèrent d'autres avances allant jusqu'à un mille, en ajoutant d'autres prisonniers à leur «tableau de chasse»[127].

Le troisième jour, qui fut aussi le jour critique de la bataille, fut marqué par la tentative futile de la Cinquième armée du général Gough,—qui se trouvait sur . le flanc droit de la Troisième armée,—visant à se frayer un passage à travers la ligne Hindenburg, juste à l'ouest de son point de jonction avec l'embranchement Drocourt-Quéant (ou *Wotan-Stellung).* En dressant les plans d'une pointe ainsi poussée, afin d'épauler l'offensive du général Allenby, le maréchal Haig. avait donné l'ordre de tenir la 4e division de cavalerie prête à exploiter la situation en direction nord-est, de façon à se joindre au gros du corps de cavalerie, qui devait traverser les rangs de la Troisième armée, puis avancer sur Cambrai[128]. L'attaque déclenchée à Bullecourt (à huit milles au sud-est d'Arras) par la 4e division australienne aboutit à un échec. Les chars auxquels on avait recouru pour remplacer le barrage d'artillerie et frayer la voie à travers les larges zones de barbelés, où la préparation insuffisante par l'artillerie n'avait fait aucune brèche, échouèrent dans leur tentative et, bien que l'héroïsme de l'infanterie lui eût permis de prendre pied dans les tranchées Hindenburg, elle dut battre en retraite, et une de ses brigades était presque entièrement annihilée[129]. La cavalerie, que le commandant de l'armée avait engagée à la suite de fausses nouvelles sur les progrès de l'infanterie, fut arrêtée presque dès le début par le feu de l'artillerie[130].

Dans le secteur de la Troisième armée, et bien que le général Allenby eût assuré à' ses troupes qu'elles «poursuivaient un ennemi vaincu», le seul avantage

réalisé le 11 fut la prise de Monchy-le-Preux, juste au nord de la route menant d'Arras à Cambrai. La 3e division de cavalerie prit une part importante au nettoyage du village qu'elle aida à garder. Mais elle ne put jouer le rôle qu'on lui destinait et qui consistait à exploiter la situation. Le même soir, le général Allenby, qui avait dû se rendre à l'évidence, retirait du combat ses trois divisions de cavalerie. Les trois jours suivants, on ne fit que peu de progrès et, le 15 avril, Haig, passant outre au désir d'Allenby de continuer l'offensive, interrompait les opérations pour avoir le temps de procéder à la réorganisation qui s'imposait et, surtout, de restaurer les communications, avant de lancer une attaque coordonnée sur une plus grande échelle. Les combats des trois premiers jours avaient coûté à la Troisième armée 8,238 pertes, soit environ 700 de moins que celles du corps d'armée canadien pendant la même période. L'armée avait fait plus de 7,000 prisonniers et pris 112 pièces d'artillerie[131].

Du côté allemand, le 11 avril fut marqué par la destitution du chef d'état-major de la Sixième armée, jugé responsable de «cette cuisante défaite»[132]. Il fut remplacé par le colonel von Losberg, qui se mit immédiatement à réorganiser les défenses d'une nouvelle position à six milles environ à l'est d'Arras, et à peu près à la même distance de la ligne Drocourt-Quéant[133]. Au sud de la Scarpe, la nouvelle ligne remplaçait l'embranchement perdu de Mouchy en prolongeant la ligne Méricourt-Oppy. Pour s'assurer qu'on tiendrait la nouvelle position avec ténacité, le quartier général du prince Rupprecht prit des dispositions pour obtenir, tous les quinze jours, la relève des dix ou onze divisions occupant la ligne, en les échangeant contre des divisions qui se trouvaient dans les secteurs plus tranquilles du groupe d'armées[134].

La crête de Vimy en rétrospective

Même si l'avance des Canadiens à Vimy et les succès de la Troisième armée n'avaient pas apporté aux Alliés les résultats attendus, ils représentaient une grande victoire tactique. Les opérations avaient entraîné la conquête de plus de terrain et la capture d'un plus grand nombre de prisonniers et de pièces d'artillerie que pendant toutes les offensives britanniques précédentes sur le front occidental. L'emploi compétent de l'artillerie, avec une intensité sans précédent, et les quantités suffisantes de munitions dont elle disposait, ainsi que l'avantage de la surprise stratégique, avaient donné d'excellents résultats. L'exploit canadien qui avait consisté à prendre, au prix de pertes relativement légères, une position que les Allemands estimaient inexpugnable, fut, à juste titre, attribué par le commandant de la Première armée «à une planification sensée, et tant à la méticulosité de la préparation qu'à l'élan audacieux, à la détermination, et au dévouement dans l'accomplissement du devoir de tous les participants»[135]

L'opération de Vimy constitue, et restera toujours, un exemple classique d'une attaque délibérée contre de solides positions bien préparées. En outre, il y a lieu de noter que les assaillants réussirent à conserver le territoire conquis, en repoussant les contre-attaques ennemies dans des secteurs où les canons des Canadiens

avaient la suprématie. Au cours de certaines opérations antérieures, des objectifs enlevés à l'ennemi au prix de grands sacrifices avaient été perdus à nouveau, parce qu'on n'avait pas suffisamment consolidé les positions conquises en prévision d'une contre-attaque ennemie. Vimy établit de nouvelles normes. Enfin, une formation alliée avait prouvé qu'elle était capable de passer «aisément de l'assaut rapide et soutenu à la défense agressive et concertée[136].

Pour le Canada, la bataille était très importante du point de vue national. Elle avait prouvé quelle arme puissante et efficace constituait désormais le corps d'armée canadien. Pour la première fois, les quatre divisions canadiennes avaient attaqué ensemble. Leurs bataillons se composaient de soldats originaires de toutes les régions du Canada et qui combattaient côte à côte. Le souvenir d'aucune autre opération au cours de la première Guerre mondiale ne devait évoquer chez les Canadiens autant de fierté, fierté d'avoir accompli quelque chose par un effort dévoué et commun. L'hommage le plus frappant que le Canada ait rendu à ses fils a trouvé son expression concrète sur la cote 145 elle-même. C'est là, sur un terrain dont la France a fait don au peuple canadien, en 1922, que s'élève le plus important de tous les monuments que le Canada ait *érigés* en Europe à la mémoire de ses soldats morts au champ d'honneur. Deux pylônes blancs et majestueux, représentant le Canada et la France, se dressent sur le sommet pour lequel tant de soldats alliés ont combattue ont donné leur vie. Gravés sur les parois du socle, figurent les noms de plus de 10,000 Canadiens qui ont fait le sacrifice de leur vie pendant la première Guerre mondiale et dont la tombe est inconnue. La principale inscription, gravée dans la pierre, est ainsi conçue: «Le peuple du Canada a érigé ce monument en hommage à la vaillance de ses compatriotes, et à la mémoire de ses soixante mille morts>.

Cependant, sans vouloir amoindrir le mérite qui revient aux vainqueurs pour le succès qu'ils ont remporté, il faut attribuer en grande partie à l'incompétence de l'ennemi la perte de la crête de Vimy et de tant de terrain important au sud. Le haut commandement allemand s'est efforcé de déterminer les causes de la défaite. Le commandant de la Sixième armée et son état-major ont été blâmés d'avoir mal jugé la puissance de l'attaque attendue, ainsi que la longueur du front sur lequel elle aurait lieu, et d'avoir négligé de prendre les mesures requises pour l'enrayer. On a constaté que l'opposition de l'artillerie allemande avait été aussi lente qu'insuffisante à l'étape préparatoire, les batteries lourdes dont elle disposait à Douai n'ayant pas été engagées contre les canons qui couvraient l'attaque. La rupture des communications et du ravitaillement qui en était résultée avait causé à certains endroits une pénurie d'obus et de munitions pour les mitrailleuses137. Et surtout, la Sixième armée, ne tenant aucun compte de la nouvelle théorie de Ludendorff d'après laquelle ses divisions de contre-attaque devaient se rassembler immédiatement derrière la deuxième ligne, les avaient gardées à quinze milles ou plus du champ de bataille pour éviter qu'elles fussent bombardées138. Dans l'appréciation qu'il avait faite peu avant la bataille, von Falkenhausen s'était déclaré convaincu que ses divisions de tête ne seraient pas subjuguées et il projetait d'engager, s'il le fallait,

ses formations de contre-attaque, à titre de relève, «le soir du deuxième jour de la bataille»[139].

Tant Ludendorff que le kronprinz Rupprecht (qui ne se faisaient aucune illusion sur les intentions des Alliés) avaient insisté pour que ces réserves soient rapprochées du champ de bataille[140]. Mais ni l'un ni l'autre n'avaient jugé bon de donner un ordre précis au commandant de l'armée. Même une fois la bataille déclenchée, von Falkenhausen ne mit, comme nous l'avons déjà dit, aucune hâte à engager ces divisions, dont deux, retenues ainsi près de Douai, auraient pu atteindre la crête de Vimy par rail au cours des quatre premières heures. Il a ainsi laissé passer l'occasion propice que lui offrait l'horaire rigide prescrivant aux Canadiens d'atteindre leurs objectifs ultimes en six heures.

L'examen minutieux de tous les témoignages prouve, cependant, que, dans une certaine mesure au moins, les critiques formulées contre la Sixième armée dépassent les limites de l'équité. Une semaine après avoir été nommé chef d'étatmajor de cette armée, le colonel von Losberg, dans un rapport officiel aussi franc que bien fondé, rejetait carrément sur le groupe d'armées la responsabilité de l'échec initial de Vimy[141] Néanmoins, le commandant de l'armée n'a pas attendu longtemps avant de subir le sort de son ancien chef d'état-major. Une quinzaine ne s'était pas écoulée qu'il était nommé gouverneur général de la Belgique, poste dans lequel, dit Ludendorff, il «gardait toute notre confiance»[142]. Son successeur était le général Otto von Below, ancien commandant du groupe d'armées de Macédoine'.

CHAPITRE IX

LA PRISE DE LA COTE 70, 1917

(Voir carte 8 et croquis 40 à 42)

La deuxième bataille de la Scarpe et l'attaque de la boucle d'Arleux, 23-28 avril 1917

LE maréchal Haig reprit ses attaques sur la Scarpe au matin du 23 avril, une semaine après le déclenchement de l'offensive de Nivelle. Son but était de prendre un autre tronçon des positions Hindenburg et de refouler les Allemands jusqu'à la ligne Drocourt-Quéant* et, par une telle pression sur l'ennemi, aider les Français sur l'Aisne.

La principale attaque anglaise s'effectua en un terrain accidenté et difficile au sud de la Scarpe. Six divisions de la Troisième armée avançaient sur un front de 11,000 verges. Ce front se prolongeait encore de 5,000 verges du nord de la rivière jusqu'à la route d'Arras à Douai où se trouvaient deux autres divisions de la Troisième armée et une de la Première. Il ne se produisit aucune action sur le front du corps canadien contre la ligne Oppy-Méricourt, car le mauvais temps avait empêché une préparation efficace de la part de l'artillerie; mais, sur la gauche des Canadiens, la 5e division anglaise, sous le commandement du général Byng, devait se joindre à la 46e division du le[r] corps d'armée pour une attaque locale chevauchant la rivière Souchez, dont le but était de prendre la partie de la ligne Vimy-Lens (voir ci-dessus, p. 267) entre la voie ferrée VimyLens et la cote 65, hauteur éminente au nord de la rivière qui dominait la partie ouest de Lens[1]. Il en devait résulter une brèche dans le saillant occupé par l'ennemi au sud-ouest et au sud de Lens et forcerait un recul allemand jusqu'à l'embranchement de l'Avion passant derrière la partie nord de la ligne OppyMéricourt[2].

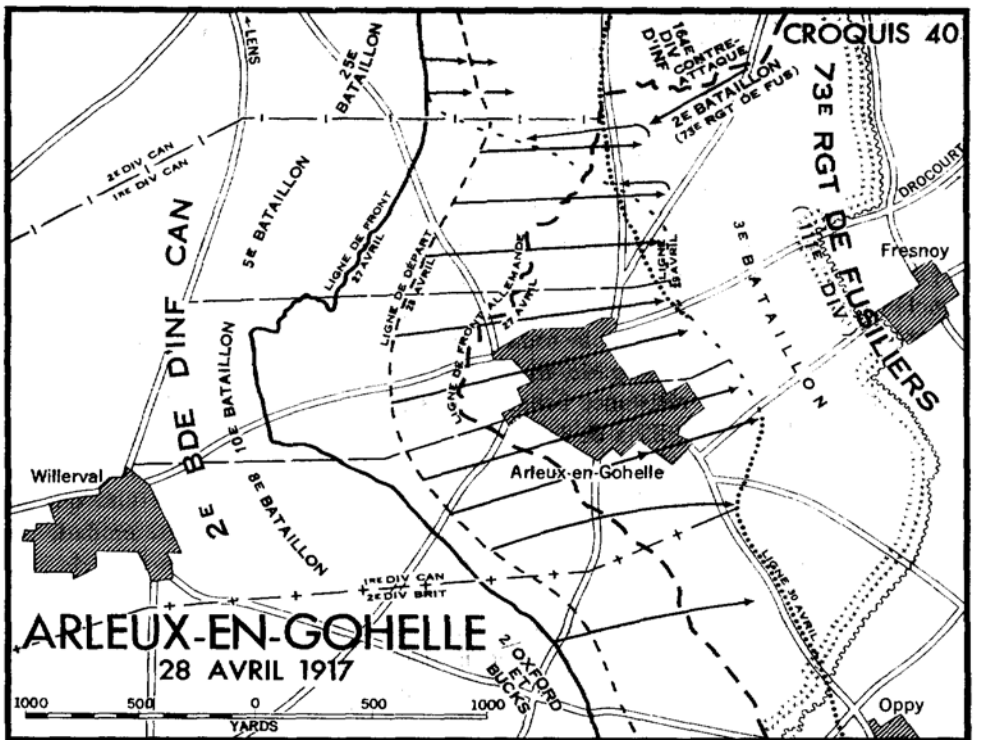
Dans certains de ses combats les plus rudes de la guerre jusque-là, la Troisième armée gagna jusqu'à un mille et demi; et, au nord de la rivière, où les attaques avaient l'appui d'un tir observé de la crête de Vimy, la Première armée s'empara de Gavrelle sur la route de Douai. Mais l'opération Avion échoua, surtout à cause de barbelés non coupés et, le soir venu, les deux divisions étaient retombées sur leurs premières positions. Le lendemain, les Allemands déclenchaient

* Cette ligne se dirigeait vers le sud, à travers Drocourt (à cinq mâles au sud-est de Lens) pour rejoindre la ligne Hindenburg à Quéant (à douze milles au sud-est d'Arras).

une série de contre-attaques contre l'aile droite de la Troisième armée. Avant qu'elles puissent se développer, elles furent brisées par le feu de l'artillerie excepté une, qui fut refoulée dans un corps-à-corps. Dans cette deuxième bataille de la Scarpe, les Britanniques avaient perdu 10,000 hommes, tout en ayant fait 2,500 prisonniers[3].

L'offensive reprenait cinq jours plus tard, période pendant laquelle les Allemands renforcèrent leurs nouvelles défenses; de fait, la «guerre de positions avait repris. En plus du saillant à l'embranchement Avion, la première ligne ennemie faisait saillie vers l'ouest à la boucle d'Arleux pour couvrir le village d'Arleux-en-Gohelle, qui se trouvait au bout d'un contrebas s'étendant jusque dans la plaine tenant de la crête de Vimy. Plus loin à l'est et se prolongeant au sud à travers la Scarpe, se trouvait le nouvel embranchement Fresnes-Boiry, à un peu plus de deux milles à l'avant de la ligne Drocourt-Quéant. Cet embranchement devint l'objectif principal suivant des Britanniques. Au matin du 28 avril, Haig déclenchait une offensive préliminaire en vue d'éliminer la boucle d'Arleux et de réunir les deux saillants qui s'étaient formés le 23 par suite des avances au nord et au sud de la Scarpe. Trois divisions de la Troisième armée attaquèrent des deux côtés de la rivière; la 2e division anglaise (Première année) livrait l'assaut en face d'Oppy; sur sa gauche, la 1re division canadienne s'emparait de la boucle d'Arleux. Les six milles du front étaient entre les mains de quatre divisions allemandes: la 111e division d'infanterie se trouvait vis-à-vis des Canadiens[4].

Le refoulement presque général de l'attaque alliée fut un signe de bon augure pour le général Otto von Below qui venait de prendre le jour même, 28 avril, le commandement de la Sixième armée. Dans l'ensemble, les attaques échouèrent par suite de mauvaises tactiques. Le plan d'action de la Troisième armée suivait le mode sans imagination des avances vers des lignes successives tracées sur une carte, compte non tenu de l'usage que ferait l'ennemi de contre-pentes et d'autres particularités topographiques favorables à la défensive. Comme d'habitude, le bombardement préliminaire se concentrait sur la première tranchée, qui n'était que légèrement gardée. Une deuxième tranchée à l'arrière (généralement derrière une crête), dotée d'abris pour la plus grande partie de la garnison d'avant-garde, fut à peine touchée[5]. Ainsi, le gros de la 12e division anglaise, attaquant au sud et chevauchant un peu la Scarpe, fut immédiatement arrêté et subit des pertes sérieuses. Sur la rive nord, les Allemands laissèrent avancer deux bataillons pardessus une contre-pente juste au delà du village de Rœux où ils étaient hors de la vue des observateurs de l'artillerie anglaise; ils furent balayés par le feu des mitrailleuses et ensuite contre-attaqués; un grand nombre d'hommes furent tués et 350 faits prisonniers. A l'est de Gavrelle,' des éléments de la 37e division réussirent à prendre un terrain élevé et par conséquent important. Mais ils n'étaient ni soutenus ni renforcés suffisamment pour pouvoir faire face à la contre-attaque inévitable; bientôt les Allemands reprenaient le terrain et faisaient 125 prisonniers. Entretemps, dans le secteur d'Oppy, la 2e division anglaise avait subi à peu près le même sort que la 12e division à Rœux[6].



L'attaque canadienne de la boucle d'Arleux aboutit, selon l'historien officiel anglais, au «seul succès tangible de toute l'opération[7]. Elle fut exécutée par la 2e brigade canadienne, soutenue par la 1 - brigade et un bataillon de la 2e division canadienne allant de l'avant pour couvrir le flanc gauche. Elle fut bien aidée par le feu de l'artillerie de la 1" division et un certain nombre de pièces lourdes. Nul ne se faisait d'illusions quant aux difficultés de la tâche. Le 27 avril, des patrouilles d'avant-garde avaient signalé que les barbelés allemands n'avaient été qu'à moitié détruits par notre artillerie et c'était également un fait connu que l'ennemi avait dune quantité exceptionnelle de mitrailleuses» et construisait une ligne d'appui derrière la boucle. Le 73e régiment de fusiliers de la 111e division défendait la boucle d'Arleux[8]. Les récentes opérations avaient révélé la tactique allemande des contre-attaques de grande envergure peu après l'arrivée des troupes d'assaut à leur objectif. On organisa en conséquence les barrages d'artillerie pour faire face à une telle contre-attaque et la 1" brigade d'infanterie canadienne, qui se trouvait en réserve, reçut l'ordre de faire une reconnaissance des voies d'accès camouflées permettant d'amener des renforts. Des patrouilles spéciales de l'escadrille no 16 du R.F.C. devaient guetter tout indice d'un contre-choc. Le 28, à 4h.25 du matin, trois bataillons canadiens attaquaient sur un front de plus de 2,600 verges: le 8e sur la droite, le 10e au centre, et le 5e sur la gauche.

Le 8e bataillon, attaquant par-dessus une légère montée dans Arleux, fut

sévèrement atteint par le feu *des* mitrailleuses venant du village et des bois situés au sud. Quoique la compagnie du centre fût retardée par les barbelés et eût perdu tous ses officiers, celles de gauche et de droite atteignirent leurs objectifs ainsi qu'il était prévu, soit une ligne à mi-chemin entre Arleux et Fresnoy (village situé à mille verges vers l'est). Après de multiples efforts pour avancer, la compagnie du centre, renforcée par des officiers et des hommes de la réserve du bataillon, parvint à dégager le village. On établit un point fortifié sur le flanc droit à temps pour briser la menace d'une contre-attaque contre la gauche de la 2° division anglaise. Le 10° bataillon, avançant à travers la banlieue nord d'Arleux qui chevauchait la route vers Drocourt, bien qu'ayant été retardé sur la droite par le tir en provenance du village, refoula toute opposition et atteignit son but en temps voulu. Sur la gauche de la brigade, trois compagnies du 5° bataillon fortement engagées maîtrisèrent une résistance acharnée et s'unirent aux autres bataillons. Malheureusement, le 25° bataillon de la 2° division canadienne, avançant sur le flanc nord, avait fait halte devant une route encaissée à 300 verges seulement de la ligne de départ, la méprenant pour un objectif plus lointain; il en résulta que la compagnie de gauche du 5e bataillon se trouva prise dans une sérieuse enfilade de feu de mitrailleuse et fut obligée de constituer un flanc de défense en-deçà de son objectif.

A part ce contretemps, à 6 heures du matin, la 2° brigade avait atteint tous ses objectifs. Pendant l'après-midi, les éléments des bataillons de soutien amenèrent des renforts en vue de la possibilité d'une contre-attaque. Les mouvements de l'ennemi étaient en pleine vue des observateurs de notre artillerie et deux tentatives tendant à déloger les Canadiens furent brisées par bombardements et fusillades. Décidant qu'il serait forcé d'abandonner le saillant exposé d'Arleux, le commandant de la 111° division allemande annula toute nouvelle contre-attaque et replia ses troupes sur la ligne Oppy-Méricourt en face de Fresnoys[9]. Sur la gauche, le 25° bataillon compléta son avance. Mettant à profit un terrain plus propice à une attaque que celui du front anglais, les Canadiens avaient transformé la boucle d'Arleux en un petit saillant faisant face à l'est, à quelque 400 verges de la ligne suivante de résistance de l'ennemi. Dans cette opération, les pertes canadiennes s'élevèrent à presque mille hommes; 450 Allemands furent faits prisonniers[10].

La troisième bataille de la Scarpe, 3 et 4 mai 1917

Durant la dernière semaine d'avril, le commandant en chef britannique avait lieu de s'attendre que l'offensive française sur l'Aisne soit abandonnée. Si cela se produisait, il lui serait inutile et même dangereux de continuer son avance avec un flanc droit à découvert. Cependant, Haig n'avait pas encore atteint une «bonne ligne de défense»11, et si toute activité cessait sur le front ouest, les plans d'offensive de la Russie et de l'Italie s'en trouveraient gravement atteints. La rupture attendue du front ennemi ayant échoué, il fallait retourner à la tactique d'épuisement. Haig décida de maintenir une pression limitée jusqu'à peu près la mi-mai. Qu'il reprenne

plus tard l'offensive sur une plus grande échelle* ou qu'il en déclenche une nouvelle en Flandre dépendrait du résultat des opérations françaises. Toutefois, dans une lettre adressée le 1er mai au général Robertson, sir Douglas déclarait son intention de diminuer ses efforts pendant les quelques semaines à venir, préalablement au début des opérations préliminaires en Flandre[13].

Comme nous l'avons vu, l'offensive Nivelle sur l'Aisne continua jusqu'à la deuxième semaine de mai. Le 3 mai, les , Britanniques reprirent leurs attaques chevauchant la Scarpe, non seulement pour soutenir les Français, mais aussi parce qu'ils ne pouvaient pas maintenir leur position avec sécurité ou économiquement. L'envergure de la nouvelle opération (soit une attaque par trois armées sur un front de quatorze milles) semble singulièrement en désaccord avec l'intention annoncée par le commandement en chef de limiter ses efforts. Les commandants d'armée furent informés que leur avance jusqu'à «la bonne ligne de défenses qui était le but de leur objectif devrait être bien calculée, et que la consolidation devait se terminer le 15 mai. La réalisation de ce but nécessiterait la prise de Lens et des villes et villages sur lesquels étaient axées les positions Oppy-Méricourt et Fresnes-Boyry. Pour l'attaque d'ouverture, la Première armée avait pour objectifs Fresnoy et Oppy; la ligne devait être prise par la Troisième et la Cinquième armées, ce qui nécessiterait des avances jusqu'à un mille de leurs positions.

Les opérations de la Première et de la Troisième armées, connues sous le nom de Troisième bataille de la Scarpe, se terminaient en 24 heures; celles de la Cinquième armée, dans la bataille de Bullecourt, durèrent deux semaines. Les résultats furent décevants et les pertes sérieuses. Comme d'habitude, la surprise était impossible à part de pouvoir dissimuler le moment précis de l'attaque; et l'ennemi était constamment sur le qui-vive. La préparation de l'artillerie ainsi que le plan d'attaque suivirent des directives habituelles, compte non tenu des leçons des récents combats et des exemplaires des manuels de Ludendorff et de von Losbergpréconisant la défense d'une zone profonde plutôt qu'une ligne de tranchée qui étaient entre les mains des Britanniques depuis un certains temps[14]. Dans un effort malheureux pour transiger entre son Armée et les commandants de corps d'armée, dont certains voulaient attaquer dans la nuit du 3 au 4 mai, d'autres à l'aube, Haig fixa l'heure de l'attaque pour le 3 à 3h. 45 du matin, trop tard pour bénéficier des avantages d'une opération nocturne et trop tôt pour une attaque appropriée en plein jour[15]. Une presque pleine lune venait d'apparaître il y avait seulement seize minutes, silhouettant les troupes qui se rassemblaient. Ainsi prévenu, l'ennemi réagit par un feu intense qui causa de grosses pertes et beaucoup de confusion avant le début même de l'attaque. Lorsque l'infanterie traversait la zone neutre, elle affronta des contre-barrages qui désorganisèrent ses mouvements, infligèrent des pertes considérables et détachèrent les unités d'assaut de troupes de soutien. Les troupes de l'avant furent prises en enfilade par le feu des mitrailleuses et des fusils entre les lignes de tranchées, de sorte que même celles qui atteignirent leurs objec-

* Les commandants de la Quatrième et de la Cinquième armées étaient chantés de préparer des plans pour une grande attaque vers Cambrai, genèse de l'offensive déclenchée sept mois plus tard par la Troisième armée (voir ci-dessous, p. 362)[12].

tifs en force suffisante pour les arracher à l'ennemi, étaient souvent trop affaiblies et sans renforts pour les tenir contre des contre-attaques locales[16].

Excepté sur les flancs des armées attaquantes, l'offensive était, de fait, un échec complet. Sur l'extrême droite, le ler corps d'armée Anzac (Cinquième armée) fit une petite brèche dans la ligne Hindenburg à l'est de Bullecourt, en quatre jours de combat, l'agrandissant de 550 verges en profondeur et 4,000 verges en largeur. Les Australiens mirent en déroute une série de contre-attaques acharnées, et brisèrent la dernière et la plus importante dans la journée du 15. Ayant failli à reprendre aucun du terrain perdu, les Allemands laissèrent Bullecourt même entre les mains alliées. Entre-temps, le seul gain de la Troisième armée était une avance le 3 mai de 500 verges par une brigade sur un front de mille verges directement au sud de la Scarpe. Au nord de la rivière, le 13e corps d'armée (Première armée) saisit et tint une bande étroite de terrain tout au long de son front, et le corps d'armée canadien prit Fresnoy, «le seul aspect encourageant selon l'historien officiel anglais, d'une journée que nombre de témoins considèrent comme la plus sombre de la guerre»[17].

La période entière de mars-avril 1917 avait été mauvaise pour le Royal Flying Corps, mais au mois de mai la situation aérienne s'améliora de beaucoup. La plupart des auteurs essayent d'attribuer ce changement à l'équipement, soit à l'arrivée de nouveaux avions de chasse comparables sinon supérieurs à l'Albatros allemand. Cependant seulement quelques-uns de ces appareils arrivaient au front avant le milieu de l'été et, au début ils n'impressionnèrent ni leurs équipages ni l'ennemi. L'amélioration tenait en partie à ce que les nouveaux pilotes qui avaient survécu à leur premier engagement avec l'Albatros avaient appris à manier leurs appareils modèle 1916 au maximum d'efficacité et avaient ainsi pris confiance en eux. De plus, après la fin d'avril, l'ennemi commençait à improviser des fonctions en masse d'au moins vingt avions de chasse, ce qui lui permettait de localiser son effort. La réplique immédiate à ces «cirques», ainsi qu'étaient appelées ces grandes formations aux couleurs brillantes, consistait à maintenir dans les airs un nombre croissant de groupes de cinq hommes. On constata que les groupes successifs de cette importance pouvaient exercer plus d'influence sur une «mêlée> que le même nombre au total engagé séparément; ils étaient plus maniables et leur puissance d'attaque augmentait tandis que celle des cirques avait tendance à diminue[18].

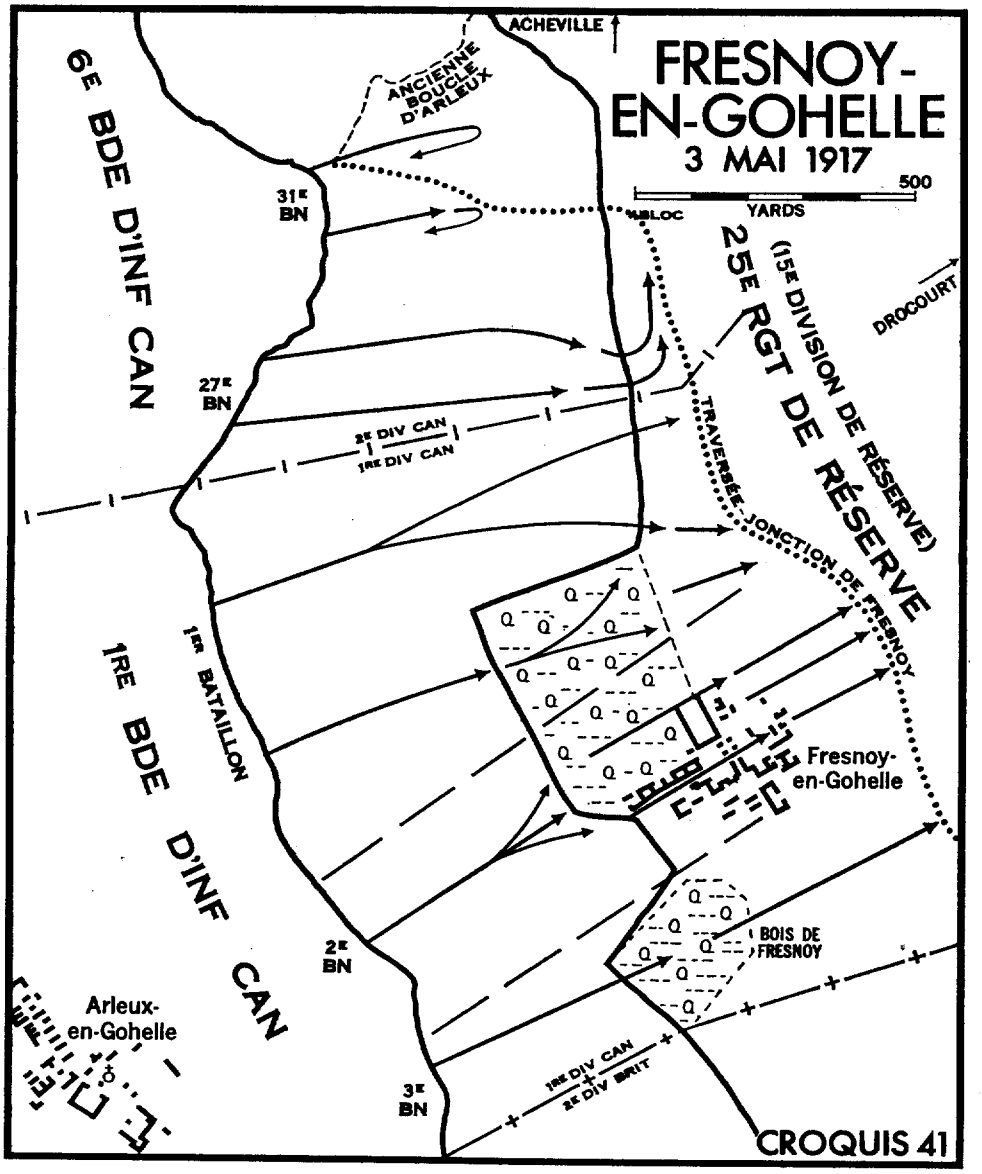
Les combats à Fresnoy, 3-8 mai

L'attaque canadienne du 3 mai était de fait la continuation de l'assaut couronné de succès sur la boucle d'Arleux cinq jours auparavant. La cible principale était le hameau de Fresnoy, situé, avec ses maisons aux toits rouges peu endommagés par la guerre, dans un léger creux aux côtés de la route de Drocourt. Les tranchées bien barbelées de la ligne Oppy-Méricourt passaient le long des approches de Fresnoy, incorporant dans les défenses un nombre de points fortifiés à la

bordure du village et dans les bois au nord et au sud. Un bataillon du 25e régiment de réserve les occupait. Trois bataillons de la ire brigade prirent part à l'opération. Pendant que le 2e attaquait le village même, le ter et le 3e bataillons s'en prenaient respectivement aux bois sur la gauche et la droite. Vers le nord, dans le secteur de la 2e division vis-à-vis d'Acheville, la 6e brigade devait protéger le flanc gauche pour les attaques de la Première armée en établissant un front solide face au nord-est. Le 27e bataillon devait s'emparer de la jonction de l'extrémité nord de l'ancienne boucle d'Arleux avec la ligne principale Oppy-Méricourt (à 500 verges au sud d'Acheville), pendant que le 31e protégerait son flanc gauche. Les plans exigeaient un généreux appui d'artillerie au moyen des pièces des 1re, 2e et 3e artilleries divisionnaires, l'artillerie divisionnaire de réserve (autrefois Lahore), et un certain nombre de groupes de convois lourds anglais[19].

La perte d'Arleux avait alerté les Allemands quant à la probabilité d'une autre attaque. Au clair de lune ils discernèrent les Canadiens s'approchant à travers la plaine d'Arleux et commencèrent à bombarder les zones de rassemblement des deux brigades. Malgré quelque confusion et certaines pertes, l'attaque se déclencha selon les prévisions lorsque les batteries tassées aux environs de la voie ferrée Arras-Lens déclenchèrent un puissant barrage qui balaya la zone neutre et déferla sur la tranchée allemande d'avant. Presque immédiatement l'ennemi ouvrait un feu de riposte qui harcela les vagues arrière de la 1-brigade, tandis que les Canadiens les plus avancés étaient pris dans un feu croisé des mitrailleuses ennemies. Quoique les barbelés en face de Fresnoy eussent été bien coupés, les trouées étaient difficiles à trouver dans l'obscurité; heureusement le manque de visibilité rendait le feu des armes portatives inefficace[20].

Une fois passé les barbelés, les unités de la Ire brigade firent des progrès satisfaisants. Le 3e bataillon fouilla le bois au sud de Fresnoy comme des rabatteurs dans une chasse au faisan et poussèrent jusqu'à la tranchée allemande d'appui à 500 verges au delà. Cette position, c'est-à-dire l'embranchement de Fresnoy, capitulait juste avant la levée du soleil, mais non pas avant qu'une des compagnies d'assaut fût réduite à 25 hommes. Entre-temps, la compagnie de tête du 2e bataillon prenait d'assaut la première tranchée allemande et démolissait trois mitrailleuses à la bordure ouest de Fresnoy. Le bataillon avait répété avec soin sur des tranchées tracées sur son terrain d'exercice sur la côte ouest de la crête de Vimy une préparation qui donna de bons résultats. Affrontant une fusillade en provenance de maisons éloignées, deux compagnies de plus passèrent au travers pour se frayer un chemin dans le village. Déblayant de petites poches de résistance dans les maisons et les abris, elles atteignaient l'objectif final à 250 verges à l'est de Fresnoy vers six heures. Lorsqu'elles se mirent au travail avec pioche et pelle afin de consolider leur position, elles furent ralliées par la quatrième compagnie, qui avait été retenue dans la zone de rassemblement de brigade avec ordre de foncer tout droit jusqu'au but final. Les prisonniers allemands commencèrent à ramener les blessés par-dessus la crête de Vimy21. Entre-temps, le ter bataillon, s'avançant sur la route de Drocourt, avait atteint son but sans rencontrer de sérieuse opposition. Bien retranchés, les bataillons autour de Fresnoy s'accrochaient à leurs gains sous



un lourd bombardement allemand qui continua toute la journée.*

L'attaque de la 6e brigade eut moins, de succès. Le 31e bataillon rencontra de nouveaux barbelés à seulement 300 verges, à mi-chemin des premiers postes

* Depuis le début des batailles d'Arras le 9 avril, la proportion de l'artillerie allemande par rapport à celle des Anglais avait augmenté considérablement. Le nombre total de pièces appuyant la Sixième armée allemande ainsi que la Première et la Troisième armée anglaise à trois dates significatives s'établit comme il suit: 9 avril, Allemands 1,016, Anglais, 2,817; 23 avril, Allemands 1,329, Anglais, 2,685; 3 mai, Allemands 1,421, Anglais 2,685[22].

de défense occupés, ce, qui, s'ajoutant à un fort tir d'enfilade provenant de la jonction des tranchées divisa l'attaque,., un groupe tentant de contourner l'objectif tandis que l'autre avançait de front. Lis deux tentatives échouèrent. Le bataillon ne put qu'occuper une tranchée allemande creusée récemment juste à l'est des barbelés et d'établir un bloc où cette tranchée rejoignait l'ancienne boucle d'Arleux[23].

Mais les choses s'amélioraient à la droite de la brigade. Malgré le contrebarrage et les barbelés non coupés, la compagnie d'avant gauche du 27e bataillon atteignait et prenait son premier objectif, c'est-à-dire la tranchée allemande de première ligne. Toutefois, l'équipe de déblayage perdit son chemin de sorte qu'il n'y avait pas de troupes de renfort pour s'occuper du grand nombre d'Allemands qui sortaient de leurs abris. Avec l'ennemi derrière lui et les deux flancs à découvert—car ni le 31e bataillon ni la compagnie d'assaut du 27e sur la droite n'avaient pu conserver l'allure—le commandant de la compagnie fit faire demi-tour à ses sections et attaqua la garnison de front par l'arrière, poussant les Allemands vers les lignes canadiennes. Il en résulta trente prisonniers allemands, mais, lorsque la compagnie se retrancha, elle n'avait pas atteint même son premier objectif[24].

Parmi la compagnie d'avant droite, arrêtée à 500 verges de la première tranchée par le barrage ennemi, seulement une poignée d'hommes sous le commandement d'un officier—le lieutenant R. G. Combe—était parvenue à atteindre l'objectif. Employant des grenades allemandes une fois leur provision épuisée, ils prirent plus de 250 verges de tranchée, renvoyant de quatre-vingts à cent prisonniers et se reliant avec la gauche du 1er bataillon. Mais, juste à l'arrivée des réserves, Combe fut tué. Il reçut la Croix de Victoria à titre posthume[25]. La compagnie de réserve continua à déblayer 150 verges de plus de tranchée et à consolider la position, montant une mitrailleuse Lewis dans la tranchée d'appui allemande, qui se trouvait inoccupée. La nuit venue, avec l'aide d'un détachement du 29e bataillon, le 27e, dont les pertes ce jour-là s'élevaient à 267, prolongea la position sur la tranchée de soutien. La *6*1' brigade n'avait pas réussi à s'emparer de la jonction de tranchées qu'on lui avait affectée, mais elle avait pris 400 verges de la ligne Oppy-Méricourt contiguës aux gains de la 1re brigade[26].

Les Allemands firent deux tentatives acharnées le 3 mai pour reconquérir -ce qu'ils avaient perdu. Vers le milieu de la matinée, une contre-attaque par des unités de la 15e division de réserve avançant sur Fresnoy à partir du nord-est fut brisée par notre artillerie en attente et par le feu de mitrailleuses et de fusils de la nouvelle ligne de front canadienne. Un plus grand effort eut lieu dans l'après̀midi, à l'aide d'unités supplémentaires rappelées de la 4e division de la garde qui était voisine et de la 1851' division d'infanterie qui était sur le point de venir du secteur de Vimy. Mais, une fois de plus, les vagues d'assaut de l'infanterie ne purent survivre au feu de notre artillerie et de nos armes portatives, en même temps qu'un détachement de bombardement allemand, essayant d'avancer vers le sud de la jonction de tranchées qu'on se disputait, était arrêté à la barricade du 27e bataillon par le feu des mortiers Stokes et des mitrailleuses Lewis[27]. D'après leurs propres comptes rendus, les pertes les plus sévères sur tout le front le 3 mai se produisirent à Fresnoy. Un des régiments de la 15e division de réserve avoua

650 pertes; l'autre régiment qui avait placé une garnison au village de Fresnoy dut en subir beaucoup plus. Le corps d'armée canadien avait fait près de 500 prisonniers allemands; sur ses propres pertes de 1,259 de tous grades, probablement qu'un bon millier se produisait à la 1re et à la 6e brigades.

Dans les airs, certains indices faisaient prévoir que l'ennemi ne jouirait pas de sa supériorité beaucoup plus longtemps. La veille, les avions de combat du Royal Flying Corps avaient détruit ou endommagé huit ballons d'observation devant le front de la Première armée.* Si, pendant l'opération, le travail des patrouilles de contact était gêné par le bombardement continuel et la confusion des attaques et contre-attaques, les observateurs aériens attachés au 13e corps d'armée purent signaler des préparatifs de contre-attaque au sud d'Oppy. Ailleurs, les bombardiers attaquèrent des dépôts de munitions, des embranchements de voie ferrée et des ponts bien au delà des lignes ennemies. Pendant ce temps, des avions d'observation pour l'Artillerie allemande survolaient la région de l'attaque canadienne sans être molesté[28].

Au matin du 5 mai, la Première armée avait regroupé ses forces et établi de nouvelles lignes. La 5e division anglaise, passée sous le commandement du 131' corps d'armée, releva dans le secteur de Fresnoy, la 1- division canadienne qui passa à la réserve de corps d'armée. La 2e division canadienne restait en position au nord du villages[29]. On ne s'attendait pas à ce que l'ennemi accepte la perte de Fresnoy sans un effort résolu pour le reprendre. Sa capture avait, selon un historien régimentaire allemand, abattu une pierre <du mur de défense allemand qui dut être remplacée sans retard»[30]. L'arc-boutant qui se terminait à Fresnoy donnait à ses occupants une vue bien trop dominante sur des sections de flanc de la ligne Oppy-Méricourt et sur une bonne partie des défenses Wotan à l'est.

L'ordre de reprendre Fresnoy parvenait le 5 mai à la 5e division bavaroise, à Douai. Une activité exceptionnelle de l'artillerie—bien plus de 100,000 coups, du 6 mai au soir jusqu'au matin du 8—faisait prévoir une contre-attaque imminente. D'autres indices se produisaient peu avant 4 heures du matin le 8, lorsque des troupes allemandes d'avant-garde, se heurtant aux lignes de la 21, division canadienne, interrompirent la relève de la 6e brigade par la 4e; le 19e bataillon qui rentrait et le 29e qui sortait s'unirent pour refouler vivement les intrus31. L'attaque principale, entre la route de Drocourt et Gavrelle, se déclenchait deux heures plus tard par les soins des trois régiments (le 7e, le 19e et le 21e bavarois) de la 5e division bavaroise, appuyés par 17 batteries de pièces lourdes et 27 batteries de campagne, en plus de l'artillerie des divisions voisines. Le feu de défense anglais était absolument insuffisant pour repousser l'attaque, pourtant attendue. Certaines des pièces avaient été endommagées par le tir; les servants d'autres pièces ressentaient les effets des obus à gaz; une brume épaisse empêchait de reconnaître les signaux de fusées de l'infanterie allemande. Le bataillon qui tenait

* La présence de ces ballons dans le ciel, au-dessus des lignes a été un des aspects distinctifs du front depuis la bataille de la Somme jusqu'à la fin de la guerre. Retenu par un treuil à moteur, le ballon pouvait transporter ses observateurs (ordinairement au nombre de deux) à une hauteur de 3,000 pieds, avec pour mission de repérer les cibles et diriger le feu de l'artillerie.

le village fut presque anéanti lorsqu'il essaya de se retirer. La nuit venue, tout le saillant de Fresnoy, ainsi que le flanc droit de la 2e division canadienne, avaient été refoulés presque en ligne avec Arleux[32].

Il semble certain qu'une contre-attaque anglaise immédiate aurait réussi. Il se trouvait que la plupart des fusils et des mitrailleuses de l'armée allemande étaient alors tellement obstrués par la boue qu'il aurait été impossible de les faire partir. Mais on laissa s'écouler 24 heures et la tentative ne fut exécutée qu'à 2h.30 du matin le 9, trop tard pour qu'une contre-attaque immédiate soit efficace, et cependant trop tôt pour une opération bien préparée. L'effort principal et une avance parallèle de la 4e brigade canadienne afin de protéger le flanc gauche anglais échoua, à cause d'une mauvaise liaison dans l'obscurité et le sérieux bombardement soutenu que l'ennemi dirigeait directement sur l'arrière des formations d'attaque. Un bataillon anglais entra brièvement dans Fresnoy mais dut se retirer; et peu après une heure de l'après-midi on abandonnait la tentative et on établissait une nouvelle ligne à mi-chemin entre Arleux et Fresnoy. La perte de Fresnoy, après son occupation pendant plus de trois jours, représentait un revers sérieux, non seulement parce qu'une position avantageuse durement acquise avait été sacrifiée mais aussi à cause du choc qu'il en résultait pour le moral des troupes britanniques[33].

Des engagements locaux prolongèrent les batailles d'Arras 1917 jusqu'à la mi-août; mais, en tant qu'offensive générale, elles se terminèrent à la troisième bataille de la Scarpe et à la bataille de Bullecourt. En effet, les deuxième et troisième jours de ces opérations les dirigeants politiques et militaires français et anglais s'étaient réunis à Paris afin d'envisager une nouvelle stratégie pour le front ouest. On continuerait de recourir à la guerre d'usure. Lors d'une conférence à Doullens le 7 mai, le maréchal Haig informait ses commandants d'armée que le but des français et des anglais consisterait à «user et épuiser la résistance de l'ennemi en l'attaquant systématiquement par surprise». Cette fin accomplie, le prochain «coup principal» partirait du front d'Ypres—à commencer par une attaque sur la crête de Messines au début de juin—«et il aurait pour but éventuel de prendre la côte belge et d'établir le contact avec la frontière hollandaise»[34]. D'autres opérations dans la région d'Arras ne seraient que d'ordre secondaire, afin d'épuiser l'ennemi, de l'induire en erreur sur les intentions des Britanniques au nord et de retenir son attention loin du front français. Le principal de ces efforts consisterait en menaces sur Lille et Lens par suite d'attaques montées vers la fin du mois de juin.

L'intérêt qu'on portait à la côte belge provenait en particulier des bombardements de l'ennemi contre le Royaume-Uni. Au début de 1917, les Allemands renonçaient petit à petit au dirigeable Zeppelin pour le remplacer par l'avion Gotha «G. IV» plus efficace. Le Gotha avait deux moteurs de 260 c.v. avec lesquels il pouvait atteindre une vitesse de 80 milles à l'heure. Chargé de six bombes de 50 kilos ou l'équivalent, il pouvait atteindre de jour une altitude de près de 16,000 pieds, tandis que de nuit, alors qu'un plafond de 10,000 pieds suffisait, il pouvait porter une charge de 500 kilos. Le 25 mai, une escadrille de

21 Gothas accomplirent un raid de jour au-dessus de la région de FolkestoneShorneliffe qui fit près de 300 victimes. Dix-sept des tués et 93 des blessés étaient des soldats canadiens. Le 13 juin, Londres subit son premier raid de jour, au cours duquel 162 personnes furent tuées et 432, blessées: cela représentait les plus lourdes pertes infligées par un seul raid sur l'Angleterre au cours de toute la guerre[35]. La prise de possession de la côte belge jusqu'à la Hollande était l'une des contre-mesures recommandées par le commandant en chef du Royal Flying Corps (le major-général H. M. Trenchard). Par cette conquête, les avions allemands seraient forcés d'avoir des terrains d'atterrissage beaucoup plus éloignés de l'Angleterre et la route qu'ils devraient suivre passerait au-dessus des lignes alliées ou d'un pays neutre[36]. Parmi les autres représailles proposées était une riposte du même genre. La puissance aérienne étant ainsi reconnue comme étant un moyen de participer indépendamment à la guerre, le R.F.C. et le Royal Naval Air Service élargirent leurs cadres pour devenir éventuellement, comme nous l'avons vu (voir ci-dessus, p. 143), un seul corps, celui de la Royal Air Force[37].

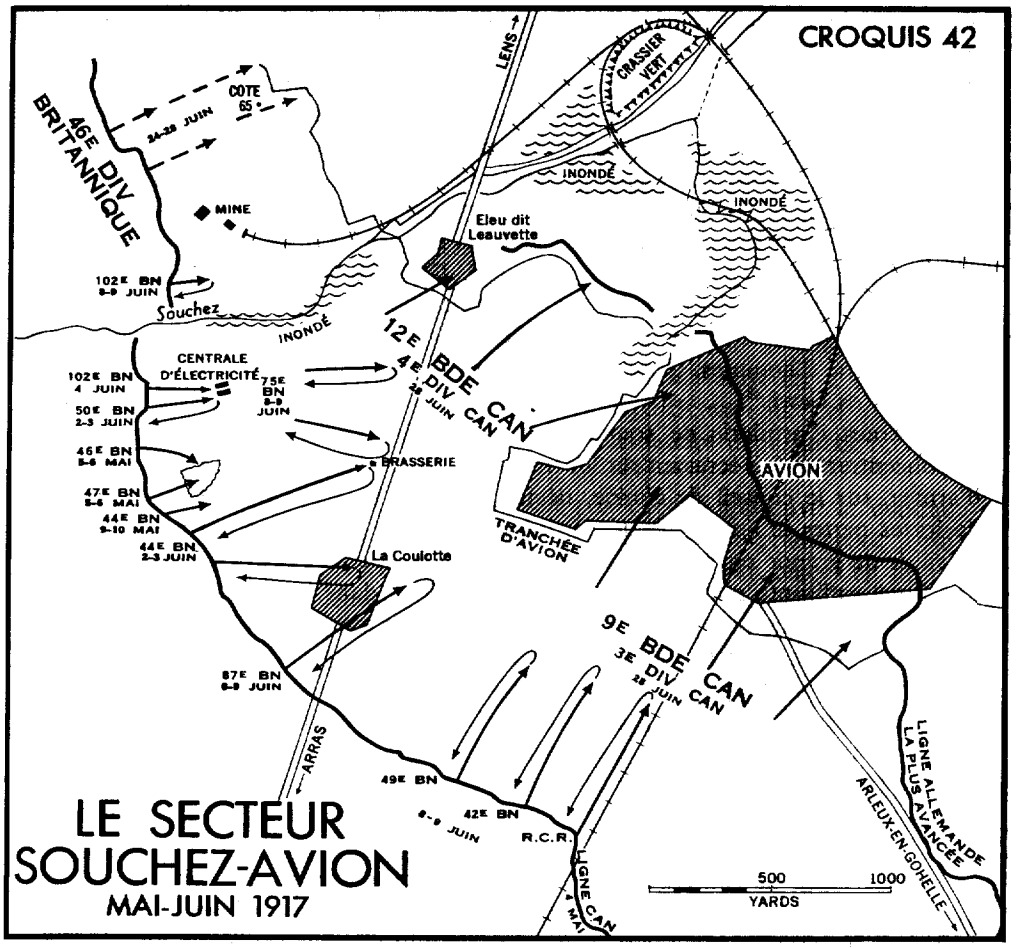
Raids le long de la Souchez, mai-juin 1917

L'opération de la division contre Lille ne s'est pas réalisée, parce que la Deuxième armée, qui devait attaquer à partir du nord, avait besoin de tous ses effectifs pour l'effort principal. Le général Home envisageait la menace de la Première armée contre Lens comme une avance par trois corps d'armée sur un front de quatorze milles de Gavrelle à la cote 70, dans les approches au nord de Lens. Mais ce plan, comme le projet contre Lille, souffrit des besoins futurs du maréchal Haig plus près de la cote. Ayant à faire passer une certaine quantité d'artillerie lourde en Flandre*, Home dut réduire l'envergure de l'effort de son armée. L'attaque de la cote 70 (assignée au Ver corps d'armée anglais) fut remise à plus tard. Au centre les divisions intérieures du corps canadien et le [let] corps d'armée attaqueraient à travers la Souchez pour essayer de pénétrer dans le saillant allemand entre Avion et les approches à l'ouest de Lens[39].

Les objectifs préliminaires des Canadiens avaient été énumérés dans un ordre de corps d'armée donné le 17 mai. La 4e division, occupant le secteur gauche du front du corps d'armée, devait ouvrir une brèche dans la vieille ligne Vimy-Lens et s'emparer de positions fortifiées entre Avion et Souchez, notamment le hameau de La Coulotte sur la route d'Arras-Lens à quelque mille verges à l'ouest d'Avion, une brasserie à 500 verges sur la route de Lens, et une centrale électrique qui se trouvait entre la brasserie et la Souchez. A la rivière, la division se joindrait au let corps d'armée anglais qui avait reçu l'ordre de s'emparer de la cote 65[40]. On remarquera que ces objectifs étaient sensiblement les mêmes que ceux de l'attaque non réussie du 23 avril des 5e et 46e divisions anglaises (voir ci-dessus, p. 293).

Les opérations préparatoires avaient déjà commencé dans la zone canadienne.

* Pendant la dernière partie de mai, le corps d'armée canadien abandonna à la Deuxième armée cinq groupes hors-cadres d'artillerie lourde, deux batteries lourdes, dix batteries de siège et cinq brigades d'artillerie de campagne[38].



Au cours de la nuit du 5-6 mai, les 46e et 47e bataillons de la 10e brigade d'infanterie prenaient d'assaut un triangle de tranchées allemandes à trois quarts de mille au nord-ouest de La Coulotte; quatre nuits plus tard, le 44e bataillon s'emparait de 300 verges de la première ligne et de la tranchée d'appui de la ligne VimyLens directement au sud du triangle. Ces opérations, destinées surtout à mettre en mouvement les réserves allemandes afin de permettre à l'artillerie du corps d'armée de connaître leurs routes menant au front, furent couronnées de succès. Des contre-attaques allemandes répétées furent brisées par le feu de l'artillerie et des armes portatives, mais à 3h.30 du matin le 11, de forts éléments de la 80e division de réserve employant des lance-flammes regagnèrent la plupart du terrain perdu. Toutefois, ce revers ne fut que temporaire: tard cet après-midi-là, le 44e bataillon ripostait sans préparation d'artillerie et reprenait la position[41].

A minuit, le 2-3 juin, après un fructueux bombardement aux gaz des positions allemandes par plus de 600 projecteurs, la 10e brigade montait une attaque pour

s'emparer des objectifs assignés à la 4e division. Le 44e bataillon sur la droite attaquait La Coulotte et la brasserie au nord; la tâche principale du 50e bataillon consistait à s'emparer de la centrale électrique. Les deux bataillons, fortement engagés, atteignirent leurs objectifs mais ne purent pas les tenir. Avant l'aube le 3, le 44e bataillon avait été refoulé à la ligne de départ. Le 50e bataillon tint bon toute la journée sous un bombardement d'une précision fort désagréable, mais dut se retirer de bonne heure le soir devant une forte contre-attaque. La brigade fit cent prisonniers de la l le division de réserve et de la 56e division. Les pertes s'élevèrent à plus de 550 hommes[42]. Chose assez singulière, l'ennemi ne réoccupait pas la centrale électrique en grand nombre. Lors d'une attaque deux jours plus tard, le 102e bataillon (l le brigade) la trouva gardée seulement par une vingtaine d'hommes, qui s'enfuirent mais furent presque tous anéantis par nos mitrailleuses Lewis[43].

A court d'artillerie de soutien, les Canadiens ne purent empêcher l'ennemi de concentrer un feu écrasant sur les tranchées récemment acquises. Le commandant d'armée, sur le conseil de Currie, décida donc de ne pas tenter de tenir au prix de fortes pertes le terrain gagné. Il ordonna que les opérations prennent la forme de raids de grande envergure dans lesquels les troupes d'assaut attaqueraient avec une force suffisante pour être certaines de pénétrer dans les tranchées allemandes. Après avoir vaincu la garnison ennemie et infligé le maximum de dégâts à sa position, elles se replieraient sous le couvert d'une arrière-garde[44]. Un tel raid fut exécuté le 8-9 juin par des groupes puissants des 3e et 4e divisions sur un front de deux milles se prolongeant du talus de la voie ferrée jusqu'au nord de la Souchez. A l'attaque dans le secteur de la 7e brigade sur la droite, se trouvaient le R.C.R. (qui, attaquant à travers la voie ferrée, soutint les combats les plus rudes de la brigade) et les 42e et 49e bataillons. Sur la gauche, la 11e brigade employait les 87e, 75e et 102e bataillons.

Ayant été soigneusement répété sur un terrain mesuré au cordeau, le raid s'accomplit selon les prévisions. Le compte rendu des deux bridages mentionnait 150 abris bombardés et un certain nombre de mitrailleuses capturées ou détruites. Une section du 102e bataillon s'emparait brillamment d'un emplacement bétonné de mitrailleuses de l'autre côté de la Souchez, et le cédait à des troupes de flanc de la 46e division. Lorsque les assaillants se retirèrent avec quelque 136 prisonniers, ils laissaient derrière eux des pertes allemandes estimées à plus de sept cents, principalement de la 11e division de réserve et de la 56e division[45]. Les pertes canadiennes étaient relativement faibles: la 7e brigade, dont la prétention d'avoir tué 560 allemands semble excessive, déclarait que ses pertes s'élevaient à 335 dont 38 morts[46]. La 11e brigade en subit 374 dont 62 tués.

A vingt-cinq milles au nord, l'assaut de la Deuxième armée sur la crête de Messines débutait favorablement le 7 juin par la capture de tous les objectifs du premier jour. Ce fut un triomphe pour les sapeurs et les canonniers qui employèrent des tactiques bien établies en guerre de siège. L'explosion bien réussie de dix-neuf mines énormes bien espacées le long de la crête avec un total de près d'un million de livres d'explosifs brisants, suivie d'un barrage d'artillerie formidable, avait

complètement démoralisé les défenseurs. Du général Plumer parvint un message reconnaissant l'assistance de la Première armée pour avoir détourné l'attention de l'ennemi.* «Espère que vous ferez savoir aux troupes intéressées combien j'apprécie leurs efforts. Vos raids d'hier soir ont dû être splendides»[48].

La bataille de Messines, première phase des opérations projetées par sir Douglas Haig pour déblayer la côte belge, se terminait le 14 juin. La plénitude et la rapidité de la victoire surpassaient celles de toute importante opération antérieure du Corps expéditionnaire britannique. On n'y peut comparer que la capture par les Canadiens de la crête de Vimy, opération de moindre importance que la Deuxième armée prit pour modèle. En avançant par-dessus la crête de Messines à une profondeur de deux milles et demi, les troupes de Plumer avaient redressé la ligne de front entre Ploegsteert et Mont Sorrel, mettant ainsi fin à la position dominante des Allemands sur le saillant d'Ypres à partir du sud. Les pertes anglaises s'élevaient à moins de 25,000; les pertes allemandes dépassaient probablement ce total[49].

Le ministère de la Guerre anglais n'avait pas encore approuvé la continuation de l'offensive en Flandre, mais le commandant en chef poursuivait assidûment les préparatifs en vue de la prochaine phase, qu'il espérait lancer en juillet[50]. Il ordonna à la Première armée de «maintenir l'ennemi en place et de l'empêcher de déplacer ses troupes>, et de donner l'impression que l'offensive continuait sur ce front[51]. A cette fin, le général Horne ordonnait une avance à travers la ligne Oppy-Méricourt et la prise de Lens. Les opérations préliminaires devaient commencer le 25 juin, de telle façon qu'elles feraient croire que la totalité du ler et du 13e corps ainsi que tout le corps canadien attaquaient[52].

La nuit du 24-25 juin, les troupes ennemies chevauchant la Souchez commençaient à reculer devant les attaques de la 46e division anglaise. Afin de maintenir le contact, le 1" corps d'armée avança immédiatement; les 3e et 4e divisions canadiennes firent de même. L'opération principale commençait à 2h.30 du matin le 28, alors que le le" corps et le corps canadien attaquaient respectivement au nord et au sud de la Souchez. Au matin, les 3e et 4e divisions canadiennes s'étaient emparé d'une ligne continue à la tranchée d'Avion qui formait l'angle au sud-est de la rivière jusqu'aux abords d'Avion. Une patrouille du 85e bataillon avait atteint Eleu dit Leauvette, hameau au carrefour des routes d'Arras et de Givenchy[53].

La deuxième phase débutait par un gros orage à 7h.10 le même soir, après un bombardement intense qui utilisait l'artillerie pendant sa poussée au nord vers la Flandre. Les Allemands furent complètement surpris et les objectifs tombaient rapidement. Au nord de la rivière, la 46e division occupa toute la cote 65; du côté canadien, la 4e division s'empara d'Eleu et de la plus grande partie du

* Toutefois, les rapports de l'ennemi n'admettent pas que les raids aient dérangé les dispositions des troupes allemandes. On s'était très bien rendu compte pendant le mois de mai de la probabilité et ensuite de la certitude d'une sérieuse attaque contre la Quatrième armée. Un nombre sans cesse croissant de divisions et de troupes auxiliaires avaient été placées derrière la Quatrième armée ou près de la ligne de démarcation des armées pour qu'elles interviennent au besoin. D'autre part, l'ampleur des préparatifs souterrains des Anglais ne fut pas appréciée et la Quatrième armée repoussa l'idée d'un repli des lignes avancées sous prétexte qu'il n'offrirait aucun avantage tactique[47].

village d'Avion, tandis que la 3e division tenait un flanc droit défensif le long de la route d'Avion à Arleux. Il y eut peu d'exploitation au delà des objectifs du corps d'armée, car la pluie abondante avait mis la Souchez en crue et l'ennemi se remettant de sa surprise risposta férocement. A la droite de la Première armée, deux brigades du 13e corps d'armée livrèrent un assaut au nord de Gavrelle en face d'Oppy. Là, il n'y eut pas de surprise et, même si l'on se disputait chaudement les objectifs, ils furent tous pris avec relativement peu de pertes chez les assaillants. La nouvelle ligne représentait une avance d'à peu près un demimille, elle établissait les troupes anglaises dans la banlieue ouest d'Oppy[54].

Pour compléter l'encerclement de Lens, la Première armée avait encore à prendre la cote 70. Cependant, jusqu'à ce que les canons lourds dont disposait le général Home pussent être regroupés, il fallait retarder les opérations contre la cote, où de fortes défenses en béton et d'épaisses ceintures de barbelés nécessiteraient une préparation d'artillerie considérable. Le mauvais temps causa un autre retard, et on arriva à la mi-août avant que le corps d'armée canadien pût déclencher l'attaque.

Un commandant de corps d'armée canadien

Le corps d'armée se trouvait sous le commandement du lieutenant-général sir Arthur Currie. Dans l'après-midi du 6 juin, convoqué au quartier général du corps d'armée canadien, il recevait l'ordre d'en assumer le commandement, car le lieutenant-général sir Julian Byng relevait le général Allenby à la Troisième armée anglaise[55]. Le même jour, le commandant en chef sir Douglas Haig avertissait le War Office du nouvel emploi de Byng et d& Tarait que Currie avait reçu instructions «de prendre la siute du commandement du corps d'armée canadien». Cette dernière déclaration allait causer une certaine inquiétude parmi les autorités canadiennes en Grande-Bretagne[56].

A Londres, le ministre canadien d'outre-mer, sir George Perley, ne fut pas consulté immédiatement. Le 9 juin, ayant été informé à titre officieux de la vacance causée par la promotion de Byng, il câblait à sir Robert Borden qu'il avait l'intention «d'insister sur la nomination d'un Canadien». Il exposait les aptitudes relatives de Currie et du major-général Turner pour le commandement du corps d'armée canadien, faisant ressortir que «les deux officiers avaient de puissants amis»*. II exprimait l'avis que «la ligne de conduite la plus sage et celle qui causerait le moins de désaccords et de difficultés» consisterait à nommer Currie au commandement du corps d'armée tout en retenant Turner à titre d'officier général commandant les Canadiens chargé d'une certaine mesure d'autorité à l'égard des questions administratives au front. Il s'efforcerait d'obtenir du ministère de la Guerre la promotion des deux officiers au rang de lieutenant-général, pour maintenir l'ancienneté de Turner[57].

* On se rappellera que Turner avait prévu cette situation, en acceptant sa nomination à titre d'officier général commandant les Canadiens en novembre 1916, il avait fait valoir ses titres à la nomination future au commandement de corps d'armée (voir ci-dessus, p. 229).

Le premier ministre du Canada, occupé à la rédaction du projet *de loi* sur le service militaire qu'il devait présenter à la Chambre des Communes le 11 juin, ne répondit le 13 qu'à la suite d'un message d'urgence de la part de Perley. Il donnait alors instruction au ministre d'outre-mer d'agir à sa guise et de suivre les avis du commandement supérieur à moins qu'il n'eût de fort bonnes raisons à y opposer[58]. Deux jours plus tard, Perley put rendre compte que les autorités militaires anglaises recommanderaient Currie pour commander le corps d'armée canadien et qu'il était arrivé à «une entente des plus agréables» avec Currie et Turner[59]. Il avait reçu une copie de la lettre de Haig, du 6 juin, adressée au ministère de la Guerre. En accusant réception de cette communication, il fit remarquer: «J'aurais dû élever de sérieuses objections contre cette lettre qui avait l'air de dire que le major-général Currie avait déjà été autorisé à commander le corps d'armée canadien. Mais le major-général Peyton (secrétaire militaire de Haig) m'a expliqué que le mot «temporairement» aurait dû être inséré dans la dernière phrase ainsi qu'on en avait l'intention et ce qui du reste a été fait». Le War Office était arrivé, de son côté, à la conclusion (clairement énoncée par sir George lui-même) qu'il serait bon d'accorder l'avancement à Turner aussi bien qu'à Currie et il exprimait l'avis qu'il importait d'y songer. Sir George trouvait cette proposition «des plus acceptables». Il terminait sa lettre en rappelant discrètement la bonne façon dont le War Office devait procéder: «Le gouvernement canadien est disposé à approuver, à titre de commandant du corps d'armée canadien, celui de ces deux officiers que sir Douglais Haig considère comme étant le plus qualifié pour ce poste, et je serai par conséquent disposé à approuver sa recommandation quand elle me sera soumise»[60].

L'avancement de Currie et de Turner entrait en vigueur le 9 juin 1917, et c'est à cette date que le premier prit officiellement commandement du corps d'armée canadien[61]. Le commandement de la 1- division passait au majorgénéral A. C. Macdonell, commandant de la 7e brigade d'infanterie. Sir Robert Borden saisit cette occasion pour essayer d'obtenir un appui public supplémentaire en faveur de l'adoption du projet de loi sur le service militaire. «Dès la nomination de Currie, câblait-il à Perley, je lui enverrai un message de félicitations. Il serait bon que, dans sa réponse, il précise le besoin de renforts afin de maintenir le corps d'armée canadien à son plein effectif. Les journaux libéraux de Québec affirment avec véhémence qu'on n'a pas besoin de renforts supplémentaires»[62]. Currie répondit en exprimant la confiance des troupes en campagne qu'on n'empêcherait pas leur sacrifice «de donner tous ses fruits». «II est d'une nécessité impérieuse et urgente, conclut sa déclaration, qu'on prenne des mesures immédiates pour assurer l'envoi du Canada de contingents suffisants d'officiers et d'hommes pour maintenir le corps d'armée à son plein effectif»[63].

L'assaut contre la cote 70, 15 août

Le 7 juillet, la Première armée prévenait le corps d'armée canadien qu'elle avait reçu ordre de sir Douglas Haig de prendre Lens en vue de menacer d'une

avance sur Lille venant du sud[64]. Centre de la région houillère la plus peuplée de France, Lens avait été très éprouvée par le feu de l'artillerie. Elle se trouvait presque en ruines et encerclée par une couronne de bouches de puits de mines démolies.

Le général Currie reçut instruction de prendre ses dispositions pour enfoncer la tranchée de Méricourt au sud de Lens et avancer jusqu'à la ligne de la voie ferrée au delà, puis tenir cette ligne à partir de Méricourt, à travers la ville, aussi loin que la route de Lens à Béthune. Le regroupement en vue de ces opérations débutait le 10 juillet, alors que le général Home donnait ordre à Currie de relever le 1" corps d'armée en face de Lens et la cote 70. Au 16 juillet, les 1" et 2• divisions canadiennes avaient pris plus de trois milles de ligne de la Souchet, vers le nord jusqu'à un point situé en face du Bois Hugo occupé par les Allemands, bois criblé d'obus à un mille au nord-est de Loos[65]. Au sud de la Souchez, le flanc droit du corps d'armée canadien, couvrant le secteur Avion-Méricourt, était tenu par la 3e division.

Le général Currie n'était pas satisfait des objectifs que lui assignait la Première armée. Lens était dominée au nord par la cote 70 et au sud-est par la cote de Sallaumines. Au point de vue tactique, il considérait ces hauteurs comme étant plus importantes que la ville même. Occuper seulement la ville pendant que l'ennemi détenait les hauteurs mettrait les assaillants dans une position plus basse et plus exposée que le lieu où les Anglais venaient de prendre pied dans la banlieue au sud-ouest de Lens. En outre, le déploiement de l'artillerie dans la plaine présentait de graves difficultés. L'ordre exigeait une attaque de front, éliminant par conséquent les deux cotes en tant qu'objectifs intermédiaires. A une conférence de commandants de corps d'armée, le 10, Currie persuadait le commandant d'armée de désigner la cote 70 comme «objectif principal immédiat»[66]. Il espérait pouvoir exécuter l'opération le 30 juillet. La possession de la cote par les Canadiens, permettant d'observer bien loin les lignes allemandes, deviendrait tellement intolérable à l'ennemi qu'il serait contraint de tenter de la reprendre, mais alors l'artillerie pourrait repousser efficacement toute contre-attaque. Entretemps, des opérations d'ordre secondaire se poursuivraient de façon à ce que l'ennemi croie à une attaque prochaine sur tout le front de la Première armée au sud du canal de La Passée. En exécution partielle de ce programme le commandant de la 3e division canadienne, le major-général Lipsett, reçut ordre de déclencher un assaut à travers la tranchée de Méricourt pendant la nuit du 22-23, afin de détruire les abris et les emplacements de mortiers de tranchée allemands derrière le remblai de la voie ferrées[67].

Constatant que cette opération préliminaire devait prendre la forme d'un raid à un seul bataillon, le quartier général de la Première armée attira l'attention sur l'ordre récent du commandant en chef d'après lequel, afin d'augmenter la pression sur Lens, «tout terrain devait être tenu même au moyen du fusil et de la baïonnette si on ne peut obtenir aucune aide d'autres armes»68. En réponse, le général Currie soulignait la fausseté tactique qu'il y avait à vouloir occuper d'une façon permanente la ligne du remblai de la voie ferrée, qui était dominée

par le terrain élevé en avant et en enfilade sur les deux flancs. Il donnait définitivement ordre à la 3e division d'attaquer puis de se replier[69].

L'assaut fut livre, à une heure du matin le 23 juillet par le 116e bataillon (de la 9e brigade d'infanterie). Malgré une attaque au gaz déclenchée par l'ennemi juste au moment où nos troupes se groupaient, l'opération, grâce à un appui suffisant de l'artillerie divisionnaire, réussit complètement. Le 116e bataillon s'empara rapidement de la tranchée qui était le but de son premier objectif, et tua beaucoup d'Allemands. Les compagnies attaquantes fortement engagées en corpsà-corps atteignirent le remblai de la voie ferrée, firent sauter un certain nombre d'abris et un tunnel. Au bout de 35 minutes, le gros du bataillon retournait à sa position d'origine, comme il avait été prévu, laissant des avant-postes qui se trouvèrent plus tard sous le coup d'une forte contre-attaque et durent se replier. Le bataillon canadien, dont les pertes s'élevèrent à 74, ramenait 53 prisonniers de la 36e division de réserve, une des nombreuses formations qui étaient arrivées du front oriental au début de l'été[70].

Nous avons signalé que le mauvais temps devait remettre l'attaque sur la cote 70 jusqu'à la mi-août. Dans l'intervalle, l'infanterie canadienne limitait ses opérations à des raids. L'artillerie mit à exécution un programme régulier (coupage de barbelés, travail de contre-batterie et bombardement aux gaz) auquel des compagnies spéciales des Royal Engineers ajoutèrent_ le lancement de barils de gaz sur Lens*. Le 15 du mois, plus de 3,500 barils et 900 obus à gaz avaient été projetés dans la ville, et l'artillerie avait détruit une quarantaine de batteries sur 102. Sur la droite du corps d'armée, la 4e division avait relevé la 3e division le 26 juillet. Dans la zone de réserve des troupes, les 1re et 2e divisions recevaient une instruction particulière en vue du rôle qu'elles allaient jouer dans l'entreprise à venir[72]. Ces préliminaires évidents d'une attaque rendaient impossible de dissimuler l'intention générale de la Première armée et même, comme il arriva, la date de l'assaut. On ne put, tout au plus, qu'essayer d'induire l'ennemi en erreur quant à l'heure exacte et au lieu. A cette fin, le 14 août, le 1f2 corps d'armée organisait des attaques de démonstration à l'aide de faux chars directement à l'ouest de Lens[73].

La cote 70, pente crayeuse et dénudée à l'extrémité d'un des nombreux contreforts qui s'étendaient vers le nord-ouest du plateau d'Artois, dominait Lens et commandait la vue de la plaine de Douai au delà. En septembre 1915, comme nous l'avons vu (voir ci-dessus, p. 131), les Anglais avaient pris la cote d'assaut, mais n'avaient pu la tenir. La grand route de Lens à La Bassée montait en pente douce du côté ouest, presque au sommet aride. Au nord, la colline descendait vers la vallée de Loos; la descente du côté sud était coupée par le contrefort des «Cités», au-dessus duquel s'étendaient les faubourgs du nord de Lens: cité Saint-Édouard, cité Saint-Laurent, cité Saint-Émile et cité Sainte-Elisabeth. Il s'agissait de corons construits en brique par les Sociétés et dont la plupart avaient été réduits par des mois de bombardement à un enchevêtrement fantas

* Pendant cette préparation d'artillerie, on repérait pour la première fois les canons canadiens au moyen de la T.S.F. avec l'aide d'observateurs terrestres[71].

tique de ruines à travers lesquelles serpentaient des tranchées. A l'est de la cote, entre les routes de La Bassée et de Lille, s'étendait la cité Saint Auguste. Quoique la plus grande partie de cette vaste agglomération, flanquant à l'est et au sud la cote 70, fût en ruines, l'abri qu'elle offrait aux défenseurs allait présenter une difficulté toute particulière à l'artillerie.

L'objectif final des Canadiens était une série d'anciennes tranchées allemandes qui formaient un arc autour de la pente inférieure est de la cote 70, s'étendant sur deux milles, de la cité Sainte Élisabeth au Bois Hugo. Cette ligne, et deux autres lignes de tranchées avancées sur la cote, dotées d'abris profonds de style ancien, servaient à l'ennemi uniquement en guise d'abris contre les bombardements et la pluie; mais, aux yeux des commandants canadiens, la position était assez loin à l'est pour protéger les postes d'observation de l'artillerie qu'ils se proposaient d'installer au sommet. Le sous-sol crayeux et dur, dans lequel les hommes pourraient rapidement creuser des tranchées utilisables, se prêterait à une consolidation hâtive contre la contre-attaque inévitable qui doit être faite sous observation étroite et à laquelle l'artillerie canadienne serait bien préparée.

On s'attendait que les Allemands acceptent la perte de leur position avancée peu gardée et que la bataille défensive s'oriente vers les postes de mitrailleuses et les trous d'obus immédiatement à l'arrière, et qu'ils contre-attaquent avec de nouvelles troupes venant *des* zones de rassemblement de la cité Saint Auguste et des environs. Afin de faire face à cette dernière menace, l'artillerie lourde ainsi que celle de la division bombarderaient les lignes d'avance probables venant de ces zones, pendant que les observateurs de l'aviation guetteraient les concentrations de troupes allemandes vers l'arrière.*Autant que possible <la cote 70 serait un massacre d'artillerie»[75]. L'assaut serait appuyé par neuf brigades d'artillerie de campagne, dont cinq avec la 1re division sur la gauche et quatre avec la 2e division. Leur barrage aurait un supplément de tir de 160 mitrailleuses. Les répétitions en vue de l'attaque, effectuées sur un terrain ressemblant à celui même du champ de bataille, reprenaient la tactique couronnée de succès à Fresnoy. On insistait sur un déblayage immédiat de la zone capturée et l'avance de mitrailleuses (48 avec chaque brigade d'attaque) dès la capture de l'objectif. Chaque position de mitrailleuses deviendrait alors le centre d'un point fortifié de peloton, tenu par au moins 25 fantassins[76].

Les deux divisions d'assaut avaient chacune deux brigades à l'avant (du nord au sud, les 3e, 2e, 5e et 4e brigades), soit au total dix bataillons. Leur objectif était déterminé en profondeur en trois étapes. Les bataillons d'assaut s'empareraient des premières tranchées ennemies dans leur première enjambée. La ligne bleue longeait la deuxième position allemande, au sommet de la cote. La ligne verte, soit l'objectif final, marquait la troisième ligne de l'ennemi, sur la contrepente inférieure, à quelque 1,500 verges de la position de départ. Du nord au sud, elle suivait successivement les tranchées «Hugo» et «Norman» et d'Allée de la Nonne»; leur parcours crayeux ressortait en blanc vif sur les photographies

* Éventuellement, la 43e escadrille du R.F.C. devait repérer les batteries actives, rapporter le mouvement des troupes allemandes et mitrailler .un grand nombre de cibles de toutes sortes., tandis que la 16° escadrille coopérait .très eficacement» avec l'artillerie[74].

aériennes. En face du flanc droit de la 2e division, la ligne verte s'inclinait au sudouest le long de la tramhée «Commotion», pour se courber brusquement à l'ouest le long de «Chicorée.. Au centre où la 2e brigade avait la plus grande distance à parcourir, la ligne rouge intermédiaire formait une *corde* jusqu'à la courbe *de* l'objectif final[77].

L'assaut débutait à 4h.25 le 15 août au matin, juste à l'éclosion du jour. Des compagnies spécialisées des Royal Engineers commencèrent à lancer des barils d'huile en flammes dans la Cité Sainte-Élisabeth et sur d'autres cibles choisies afin de renforcer le feu de l'artillerie et d'élever un rideau *de fumée.* Les pièces de 18 livres, au nombre de 102 pour chaque division, établirent leur barrage roulant «avec une précision admirables. A quatre cents verges à l'avant, des obusiers de 4.5 et de 6 pouces effectuèrent un barrage de «franchissements, tandis qu'encore plus à l'avant des obusiers* de gros calibre faisaient sauter des points fortifiés ennemis connus[79].

Les Allemands qui détenaient la cote 70 étaient les 26e et 165e régiments de la 7e division d'infanterie. La nuit précédente, prévoyant l'attaque canadienne, ils avaient déplacé leurs bataillons de réserve vers le «Bois des Mortiers. (à 600 verges au nord-est de la Cité Saint-Auguste) et vers la briqueterie au coin sudouest de la Cité. Ils avaient repéré le rassemblement de nos troupes à 3 heures du matin et, trois minutes après l'heure H, leur artillerie lançait un feu défensif sur des points très éparpillés. Nos contre-batteries étaient prêtes, cependant, et réduisirent les canons allemands au silence. Sous le couvert du barrage et de l'épaisse fumée d'huile, les Canadiens avançaient rapidement, écrasant les garnisons de tranchée sur leur chemin. Dans le secteur plus difficile de la droite, la 2e division du major-général Burstall se frayait un passage à travers les débris de la Cité Saint-Édouard et la Cité Saint-Laurent sans perdre l'allure. En vingt minutes, les deux divisions se trouvaient sur la ligne bleue, ayant parcouru une distance de 600 verges. Il s'écoula encore vingt minutes tandis que les 18e et 21e bataillons transformaient la tranchée Chicorée en un flanc défensif faisant face à la bordure nord de Lens; le 20e bataillon reprit alors son avance à travers les ruines de la Cité Sainte-Élisabeth pour s'emparer du reste de la tranchée Commotion. A la droite du centre, la 5e brigade dépassait les 24e et 268 bataillons à travers le 258 et le 228 pour envahir la Cité Saint-Émile et prendre l'Allée de la Nonne. Malgré un sérieux feu de mitrailleuses venu de la Cité Saint-Auguste et de la briqueterie contiguë, la 2e brigade tombait sur la ligne rouge, le 7e bataillon sur la gauche et le 8e sur la droite. La 3e brigade continua son avance vers la tranchée Hugo avec ses trois bataillons d'assaut du début, les 15e, 13e et 16e bataillons restant en avant[80].

* Le commandant de l'Artillerie royale du corps canadien, le brigadier-général E. W. B. Morrison était fort inquiet de l'insuffisance ainsi que de l'état d'usure de au pièces lourdes. Beaucoup de batteries avaient été retirées en vue de l'offensive dans le nord; B ne restait que 164 pièces lourdes de différents calibres. Avant l'opération, le commandant du corps d'armée obtint de la Première armée la promesse de conserver les trois quarts de ces pièces en action. Les vieux canons n'étaient utilisés que lorsqu'il fallait faire des volées de tir très intense, mais sans trop de précision, contre les unités allemandes qui avançaient en profondeur[78].

Le soin qui avait présidé à l'élaboration des plans se,, révélait encore au cours de la deuxième phase, qui ne rencontra guère plus d'opposition que la première. Les bataillons du brigadier-général Tuxford subirent certaines pertes sous le feu des mitrailleuses dans le Bois Hugo avant que les bombardiers les prennent de flanc. Un mortier moyen de tranchée avec pointage en toutes directions .tomba entre les mains du 15° bataillon; 500 cartouches qui se trouvaient à côté furent tirées sur l'extrémité nord-est du Bois Hugo. A 6 heures du matin, la 2° brigade arrivait à la ligne intermédiaire rouge; dans les autres secteurs de brigade, la ligne verte se trouvait aux mains des Canadiens[81].

Dans le secteur du major-général Macdonell, la 2° brigade devait encore avancer vers son objectif de la ligne verte, qui comprenait la tranchée Norman et une importante carrière de craie, de front avec la banlieue nord de la Cité Saint-Auguste. Après une halte de vingt minutes prescrite par l'horaire de l'artillerie, le brigadier-général Loomis envoyait de l'avant les 7° et 8° bataillons pour cette phase finale. Malheureusement pendant ce délai, le rideau de fumée d'huile s'était bien dissipé et l'ennemi avait pu regrouper le reste de sa garnison. Le feu des mitrailleuses et des fusils balaya la pente est de la cote 70, retardant l'avance des poussées <individuelles de trou d'obus à trou d'obus» où se perdait tout l'avantage du barrage. Seules les compagnies de flanc des deux bataillons atteignirent leurs objectifs. Le 7° bataillon, sur la gauche, trouva la carrière fortement occupée et bien couverte par des mitrailleuses en enfilade. Des fusiliers-grenadiers d'une des compagnies d'attaque détruisirent un bastion occupé par trente Allemands et ensuite couvrirent un deuxième assaut de la compagnie du flanc nord. Mettant hors de combat un poste de mitrailleuses à l'entrée, ils foncèrent dans la carrière et firent près de cinquante prisonniers, établissant des postes qu'ils purent maintenir jusqu'au début de l'après-midi. Le reste du bataillon dut se retirer en montant la pente jusqu'à la ligne rouge, et il fut rejoint sur la droite de la brigade par le 8° bataillon, dont l'attaque avait perdu son élan et s'épuisait dan% les trous d'obus[82].

Sur le flanc droit du général Currie une opération de diversion préparée par la 4° division canadienne à Lens s'était révélée utile. Au début de l'attaque principale, 200 obus à gaz furent lancés sur les bastions et les abris ennemis en face d'Avion tandis que l'artillerie et les mitrailleuses qui n'étaient pas engagées à la cote 70 déclenchaient le barrage ordinaire. L'attaque simulée de la 12° brigade sur la droite de la division attira un feu de représailles plus important que celui de l'opération principale. Quatre heures plus tard, directement à la droite de la 2° division, la 11° brigade poussa de fortes patrouilles de combat vers le centre de Lens, se préparant à renforcer son succès et à l'exploiter au cas où l'ennemi relâcherait son emprise sur la ville. Mais les Allemands n'étaient pas prêts à abandonner Lens, et une reprise de contre-attaques locales à travers le front de la 4° division repoussa les patrouilles canadiennes dans les faubourgs de la ville[83].

Contre-attaques allemandes

Sur le front principal, les Canadiens ne perdaient pas de temps pour construire des bastions tout le long de la ligne Bleue et pour installer des mitrailleuses Vickers comme on l'avait prévu. Ainsi, ils étaient prêts lorsque, entre sept et neuf heures du matin, le 15, l'ennemi, employant ses réserves immédiates, organisait des attaques locales à quatre points dans la partie capturée de la ligne Verte. Grâce au bon travail de nos observateurs d'artillerie sur le sommet, qui pouvaient dorénavant surveiller les préparatifs allemands, chaque tentative fut brisée avant qu'elle fût bien en cours. Des efforts renouvelés plus tard dans la matinée avec des unités tirées des régiments de flanc subirent le même sort. Un officier allemand fait prisonnier déclara que son régiment en marche vers l'avant, pris dans des concentrations successives, était complètement épuisé avant de subir l'assaut de l'infanterie canadienne. Il reconnaissait ainsi hautement la valeur du principe, confirmé depuis Vimy et voulant que l'artillerie cherche *à paralyser* l'ennemi, permettant ainsi à l'infanterie de les serrer de près[84]. L'ennemi se renforça rapidement. A mesure que la journée avançait, les huit bataillons en face des deux divisions canadiennes furent rejoints par sept autres appartenant à la 4e division de la garde et la 185[e85].

Des comptes rendus de l'ennemi indiquent que le plan de défense allemand n'avait été prévu que pour des contre-coups, afin d'attraper les Canadiens avant qu'ils eussent le temps de se consolider. Les troupes supplémentaires qui se rassemblèrent rapidement en face de la cote 70 reçurent ordre de déclencher leurs contreattaques à 11 heures du matin mais elles furent retardées jusqu'au début de l'aprèsmidi. Au lieu d'une opération bien coordonnée, on n'assista qu'à la reprise sur une grande échelle des efforts du matin, soit une série d'assauts locaux désorganisés. Quatre vagues d'infanterie marchant en rase campagne <à travers des fontaines de terre lancées en l'air par les gros obus> et ensuite <à travers une grêle de shrapnels et de balles de mitrailleuses» furent presque complètement anéanties[86]. Une attaque de front contre la 2e brigade à partir de la Cité Saint-Auguste échoua également. Sur le flanc droit de la 21' division, l'ennemi parvint à rentrer dans la tranchée Chicorée; mais à 6h.40 nous avions repris la position.

Entre-temps, à peu près à une heure et demie, le brigadier général Loomis avait donné ordre aux 7e et 8e bataillons, appuyés par les l!e et 2e artilleries divisionnaires de prendre d'assaut la section de 800 verges de la ligne verte qui n'était pas encore prise. Mais la force combattante combinée de ces unités se trouvait réduite à peu près à 200 hommes, ce qui faisait douter du succès sur un front si étendu. Un regroupement nécessaire retarda l'opération, qui aurait dû commencer à 4 heures de l'après-midi; et, après deux ajournements successifs, on l'annulait. Cependant, le barrage se déclenchait à 6 heures du soir selon le plan. Il eut pour effet de rompre une autre forte contre-attaque qui menaçait. Alors qu'ils prenaient la fuite, un grand nombre d'Allemands furent abattus par le feu des mitrailleuses Lewis et des fusils de l'infanterie87. Pendant toute la soirée les Allemands persistèrent à contre-attaquer, mais chaque fois notre artillerie les refoula. A un certain

moment, tous les canons du corps d'armée canadien et du 1er corps d'armée anglais tiraient un feu de défense le long des trois divisions canadiennes. Les pertes des deux côtés furent lourdes. Les opérations du jour avaient coûté aux Canadiens 1,056 morts, 2,432 blessés et 39 prisonniers. (Au 7e bataillon, un grand nombre de vies furent sauvées grâce aux efforts infatigables et héroïques d'un des brancardiers régimentaires, le soldat M. J. O'Rourke dont <la bravoure insigne et le dévouement au devoirs lui valurent la Croix de Victoria[88].) Le nombre d'ennemis morts et blessés n'est pas connu, mais, le 15, à 9 heures du soir, on avait compté quelque 350 prisonniers allemands: 24 heures plus tard le nombre pris pendant les jours de combat s'établissait à 970[89].

Le deuxième matin de la bataille, le 16 août, fut relativement tranquille, marqué seulement de quelques tentatives par de petits groupes ennemis pour s'approcher de nos lignes. A quatre heures de l'après-midi, la 2e brigade lançait son attaque remise, les troupes plus fraîches des 5e et 10e bataillons remplaçant les 7e et 8e bataillons. Malgré une résistance allemande acharnée, à peine en un peu plus d'une heure la ligne verte tout entière tombait aux mains des Canadiens. Dans la carrière de craie, le 10e bataillon tua cent hommes de l'ennemi et fit 130 prisonniers, tandis que, dans la tranchée Norman, le 5e bataillon s'emparait de cinquante prisonniers et de huit mitrailleuses. A 5 heures de demie, ce dernier bataillon avait épuisé toutes ses munitions et ses grenades et ses deux compagnies d'assaut se trouvaient réduites à moins de dix hommes. Forcé de se replier sur la ligne rouge, le bataillon réoccupa en partie son objectif mais ne put rétablir le contact avec le flanc gauche de la 2e division. Le 10e bataillon, malgré un flanc droit provisoirement à découvert, s'accrocha avec acharnement à son terrain en dépit de contre-attaques répétées.

Alors eut lieu un des nombreux actes d'héroïsme qui illuminent les sombres pages de la guerre. Tous les fils étant coupés, les communications entre la compagnie du 10e bataillon et le P.C. de bataillon ne pouvaient se maintenir que par estafette. Pour s'assurer de la livraison d'un message urgent, deux estafettes devaient se risquer à revenir à travers un barrage intense. L'un fut tué; mais l'autre, le soldat Harry Brown, le bras fracassé, persista avec ténacité pour accomplir sa mission avant de s'effondrer évanoui sur les marches de l'abri. Il mourut de ses blessures et reçut à titre posthume la Croix Victoria[90]. Cette nuit-là, la ire brigade relevait la 3e brigade sur la gauche de la division. La nuit suivante, elle prenait également la suite du secteur de la 2e brigade[91].

Des actions canadiennes de moindre importance, le 17, remportèrent des succès variés. A la ligne de démarcation entre les 2e et 4e divisions, une tentative matinale par les 4e et lle brigades pour éliminer un saillant ennemi entre la Cité Sainte-Élisabeth et Lens échoua; mais le soir des détachements munis de grenades de la 5e brigade occupaient une section de la tranchée Norman dont l'occupation persistante par les Allemands avait laissé un vide entre les flancs contigus de la 1re et de la 2e division[92].

Comme on l'avait prévu, les Allemands continuaient résolument leurs contreattaques. La nuit du 17-18 vit le commencement d'une série de contre-attaques,

dirigées principalement contre la carrière de craie. L'ennemi essayait d'épuiser nos ressources d'artillerie en projetant de faux signaux de secours (S.O.S.) ou en incitant notre infanterie à réclamer un tir inutile[93]. En même temps les Allemands bombardaient des batteries de 1 re et 2e brigades de campagne au moyen de la «Croix jaune», c'est-à-dire un gaz à base de moutarde qu'ils venaient d'adopter; c'était un liquide vésicant qui formait des ampoules et qui avait été d'abord employé en Flandre en juillet[94]. Les canonniers canadiens en souffrirent beaucoup. Lorsque les gouttelettes de gaz brouillaient les lunettes de leurs respirateurs, ceux qui enlevaient leurs masques afin de maintenir un tir précis en devenaient victimes. Beaucoup d'entre eux furent mis hors de combat pendant qu'ils se réapprovisionnaient de munitions. Dans certains cas, des hommes dont les vêtements étaient aspergés du liquide nuisible en contaminaient d'autres dans les abris à l'épreuve des gaz. Dans d'autres cas, il se passait un jour ou plus avant que le gaz fasse son effet: mais à midi, le 21 août, les deux brigades d'artillerie comptaient 183 victimes de ce bombardement[95]. Ironiquement, les 5e et 10e bataillons, se retirant vers les cantonnements aux «Brebis» pour un repos dont ils avaient grand besoin, furent pris dans le bombardement et plusieurs d'entre eux devinrent victimes des gaz[96].

La pression de l'ennemi persistait. A 1 lh.30 du soir (le 17) un grand nombre d'Allemands qui avançaient vers la carrière de craie furent arrêtés à quelque cent verges par les mitrailleuses Lewis et les fusils du 4e bataillon. Une autre forte attaque, trois heures plus tard, subit le même sort, de même qu'une troisième tentative le 18 août à 4h.15 du matin[97]. Cette dernière attaque coïncidait avec une autre contre la tranchée Chicorée sur le flanc droit de la 2e division par les éléments du 55e régiment d'infanterie de réserve (prêté à la 11e division de réserve[98]). Une seule compagnie réussit à se rapprocher des défenses et elle fut vivement refoulée. Le sergent Frederick Hobson du 20e bataillon, vétéran de la guerre sud-africaine, joua un rôle des plus importants dans le refoulement d'un détachement allemand. Saisissant une mitrailleuse Lewis dont l'équipe avait été mise hors de combat, il engagea avec l'ennemi un combat à courte portée. Lorsque son arme se coinça, Hobson, qui n'était pas un mitrailleur Lewis, ordonna à un des survivants parmi les servants de la pièce de rémédier à ce blocage et, quoique blessé, attaqua l'ennemi tout seul à la baïonnette et à la crosse de son fusil. Un coup de fusil l'abattit mais la mitrailleuse Lewis recommençait à fonctionner et des renforts arrivaient. L'acte héroïque de Hobson lui valut la Croix de Victoria à titre posthume[99].

Une autre attaque eut lieu à 5 heures du matin (le 18), cette fois-ci au nord de la carrière de craie. Elle tomba surtout sur deux compagnies du 2e bataillon chevauchant le Bois Hugo. Des bombardiers allemands, avec d'autres hommes utilisant des lance-flammes, pénétrèrent dans la position par le nord mais furent bientôt expulsés. Ailleurs, l'ennemi était pilonné par l'artillerie, haché par le feu des mitrailleuses et des fusils à portée- plus courte et finalement arrêté sur le parapet même par des grenades. Les deux commandants de compagnie furent tués; l'un d'eux, le major O. M. Learmonth (de la compagnie au sud du bois) se vit accorder la Croix de Victoria. Quoique sérieusement blessé, il se tint sur le parapet pour diriger la défense et lancer des grenades sur les Allemands qui s'approchaient. Plu-

sieurs fois, il attrapa des bombes ennemies et les rejeta avec un effet mortel. Quand il ne put plus se battre à cause de ses blessures, il continua à donner ses instructions à ses officiers subalternes sur la conduite de la bataille. Une défense aussi animée de la part du 2° bataillon refoula l'ennemi et la position demeura intacte; d'autres menaces d'attaques furent dispersées par le feu de l'artillerie[100].

«Ce fut en somme la bataille la plus dure à laquelle le corps d'armée ait participé», écrivit le général Currie sur les événements du 15-18 août, dans son journal particulier.

> Il se produisait non moins de vingt et une contre-attaques, dont beaucoup par des forces très importantes et toutes avec une grande détermination et de l'élan.. . On a reconnu quatre divisions allemandes: la 7e, la 8e, la 11e et quatre de la réserve de la Garde (sic.)* Nos pertes jusqu'à présent, environ 5,600, mais à mon avis les pertes ennemies doivent approcher de 20,000. Nos artilleurs, mitrailleurs, et fantassins n'ont jamais eu de telles cibles. Les officiers observateurs d'artillerie ne pouvaient obtenir assez de canons pour toutes les cibles qu'ils apercevaient . . . Ce fut une grande et magnifique victoire. Le G.Q.G. la considère comme un des plus beaux exploits de la guerre ...

Après le premier jour de la bataille, le rythme des pertes canadiennes avait diminué considérablement. Du 16 au 18 août, les chiffres véritables indiquaient 449 tués (y compris 7 par les gaz), 1,378 blessés par le tir des armes à feu, 487 gazés non fatalement, et deux prisonniers.

Les attaques contre Lens, le 21 août

Les deux jours suivants, après que l'ennemi eut déclenché une attaque finale sans succès contre la carrière, le calme revenait le long du front canadien. La brèche entre la 1r° et la 2° division avait été comblée, mais la position canadienne n'était pas trop ferme. En conséquence on décida d'abandonner la tranchée <Nor-man», pour ramener la première ligne de 300 verges à la tranchée cNoggina, à michemin entre les premières lignes rouge et verte. Entre-temps, la 4° division avançait un peu ses postes dans les faubourgs de Lens et prolongeait son front vers le nord pour inclure la route de Béthune.

Le général Currie avait décidé, le 18, de mettre au clair la situation en face de Lens, au pied du versant sud de la côte, en utilisant les 2° et 4° divisions. L'objectif de la 2° division comprenait, de gauche à droite, la section de 500 verges de l'Allée de la Nonne entre la tranchée Commotion et l'allée Nabob; la tranchée .Cinnabar», une position bien creusée juste à l'ouest de la route principale conduisant à la Cité Saint-Auguste; et la tranchée «Combat. qui faisait angle en arrière au sud-ouest jusqu'à la fourche des routes de Béthune et de La Bassée. A la droite de la route de Béthune, la 4° division allait attaquer au sud-est dans Lens dans la direction de la route d'Arras, qui était gardée par la ligne des tranchées <Aloofa, <Aconite> et «Alpaca>. En tout 3,000 verges du front de

Les rapporta allemands indiquent qu'effectivement les éléments de cinq divisions allemandes étaient engagés: les 7°, 185e et 220e divisions, la 4e division de la Garde et la Il division de reserve[101].

l'ennemi seraient occupées, soit d'Eleu dit Leauvette à un point à l'est de la Cité Saint-Émile. L'opération était prévue pour le matin du 21 août, les tâches principales au nord et à l'ouest de Lens étant réparties entre la 6e brigade, sur la gauche, et la 10e brigade, sur la droite. Pour tenir la ligne ennemie du nord au sud se trouvaient deux bataillons de la 4e division de la Garde, deux bataillons de la 220e division et un bataillon et demi de la 1re division de la réserve de la Garde qui était en train de relever la lle division de réserve. Six bataillons allemands supplémentaires, ou leur équivalent, assuraient le soutien[102].

Il n'y aurait pas de pénurie de canons de soutien. On affectait au brigadiergénéral Ketchen la 2e artillerie divisionnaire, assistée des canons de la 1!e division: le brigadier-général Hilliam avait l'appui de la 4e artillerie divisionnaire augmentée de quatre batteries anglaises et de l'Artillerie royale canadienne à cheval. (La brigade de la R.C.H.A. avait été prêtée à la 1re division par la brigade de cavalerie qui se trouvait avec le Corps de cavalerie anglais en Flandre.) Avant l'attaque, l'artillerie lourde du corps d'armée canadien—le 1er groupe canadien et deux groupes anglais d'artillerie lourde—déchargèrent des salves destructives sur les tranchées au nord de Uns et vers le centre de la ville, dont la plus grande partie était déjà en ruines. Pendant l'opération, les «lourds» et les «super-obusiers» bombardaient Lens sans arrêt, infligeant de lourdes pertes à l'infanterie allemande entassée dans les caves et les bâtiments en ruine de la ville. Afin de tromper l'ennemi, la 1re artillerie divisionnaire et l'un des groupes anglais de pièces lourdes établirent également un barrage de feinte au nord de l'objectif projeté[103].

L'heure H devait se produire à 4h.35, pendant qu'il ferait encore nuit, mais soit par hasard ou à dessein, l'ennemi prévint l'assaut. A peu. près à quatre heures, il commençait à bombarder les positions canadiennes et, juste avant l'heure H, il attaquait le flanc gauche de la 6e brigade avec un bataillon de la Garde. Les deux groupes se rencontrèrent entre leurs objectifs respectifs et il s'ensuivit un combat désespéré à la baïonnette[104]. La pointe avancée du choc s'abattit sur la compagnie de gauche du 29e bataillon à l'extrémité nord du secteur d'assaut, mais fut refoulé dans un combat acharné. Entre-temps, la compagnie de droite du bataillon canadien poussait de l'avant jusqu'à la tranchée Cinnabar, subissant des pertes paralysantes en traversant les champs découverts. Tous les officiers furent tués ou blessés, sur quoi le sergent-major de la compagnie, le sous-officier breveté de 2e classe Robert Hanna, prit le commandement et mena un détachement contre un bastion allemand que trois assauts n'avaient pu capturer. Il tua quatre des défenseurs lui-même, s'empara de la position et arrêta les mitrailleuses. Ensuite il s'assura d'une partie de la tranchée Cinnabar et la tint contre des contre-attaques répétées. Une telle ardeur au commandement et son audace valurent à Hanna la Croix de Victoria[105].

Quoique le 29e bataillon ait pu refouler la contre-attaque du bataillon de gardes, il ne gagna pas tous ses objectifs. Avec l'aide du 28e bataillon d'appui, il déblayait et consolidait la plus grande partie de l'Allée de la Nonne et l'extrémité nord-est de la tranchée Cinnabar, mais à midi l'ennemi détenait toujours quatre

ou cinq cents verges de Cinnabar; et sa présence persistante dans plusieurs petites tranchées donnant sur l'Allée Nabob rendait les positions canadiennes très précaires autour de la jonction de Nabob, de Cinnabar et de l'Allée de la Nonne[106].

A la droite du brigadier-général Ketchen, le 27e bataillon, attaquant à la bordure nord-ouest de Lens, avait ses propres difficultés. Le bataillon devait traverser quelque 500 verges de terrain à découvert, au delà duquel la 4e division de la Garde détenait des positions de grande force. Les défenseurs avaient l'avantage de caves profondes, à l'abri de tous tirs excepté celui de l'artillerie lourde, et de tranchées de communication cachées pour amener des renforts et le ravitaillement. Lorsque le feu des mitrailleuses arrêta l'avance, la difficulté du creusage dans la blocaille empêchait virtuellement les Canadiens de consolider leurs gains. Pour mettre les choses au , pire, le 50e bataillon de la 101' brigade, sur la droite, ne put pas se maintenir en ligne et assurer la protection sur laquelle on comptait de sa part. Néanmoins, le 27e bataillon parvint à prendre tout son objectif à l'exception de la partie centrale, soit 500 verges de la tranchée Cinnabar directement au sud-ouest de sa jonction avec les tranchées Combat et Conductor[107].

La 10e brigade devait également signaler une réalisation restreinte. Pendant qu'il se rassemblait pour l'attaque, le 50e bataillon sur le flanc gauche avait perdu plus de cent hommes par suite du bombardement. Il fallut donc effectuer un changement à la dernière minute dans les compagnies d'assaut. Une fausse attaque, la veille, contre la tranchée <Aloof», à mi-chemin de l'objectif, avait mis l'ennemi dans ce secteur sur le qui-vive et, le 21, lorsque les compagnies avancées du 500 bataillon s'approchèrent de la ligne allemande, elles furent reçues par le feu d'artillerie et de mitrailleuses le plus intense. Seuls trois petits détachements, dont le plus fort ne comptait pas plus de vingt hommes, atteignirent leur but, c'est-à-dire la croisée des routes de Béthune et de La Bassée. Ce qui restait du reliquat du bataillon rentrait à la position de départ en quatre-vingt-dix minutes. En fin de compte, les groupes à l'objectif, incapables de se joindre les uns aux autres ou avec l'un des bataillons de flanc, durent également se replier. Peu d'entre eux retournèrent en vie[108].

Le 46e bataillon, livrant l'assaut au centre, avait été sérieusement bombardé pendant toute la nuit précédente. Dans une compagnie de l'avant tous les officiers furent atteints et durent être remplacés. En dépit de ce contretemps et du revers qu'avait essuyé le 50e bataillon sur la gauche, le 46e bataillon atteginit son but109. A la droite de la brigade, le 47e bataillon échappait au bombardement, mais il dut livrer une lutte acharnée toute la journée, au cours de laquelle les mitrailleuses allemandes firent de sérieux dégâts. Au soir, une compagnie avait gagné la route d'Arras et, plus tard cette nuit-là le bataillon possédait tous ses objectifs. Dans le courant des combats de la journée, un ancien instructeur du combat à la baïonnette de l'armée russe, le caporal Filip Konowal du 47e bataillon, attaquait une mitrailleuse particulièrement gênante, tuait les servants et s'emparait de la mitrailleuse. Dans le même engagement, ce soldat intrépide se lançait seul dans deux

autres attaques et tuait plusieurs Allemands. Le lendemain, au cours d'une opération d'importance secondaire il détruisait une autre mitrailleuse. «Pour bravoure et exemple insignes», Konowal recevait la Croix de Victoria, la sixième remportée pendant les combats de la cote 70—Lens[110].

A mesure que le jour s'écoulait, la situation au nord et au nord-est de la route de Béthune empirait. Les communications entre les unités avancées de la 68 brigade et le Q.G. du général Ketchen, détraquées au début de l'attaque, ne pouvaient pas être rétablies; les zones intermédiaires étaient sérieusement bombardées, et il était pour ainsi dire impossible de coordonner les mouvements à venir des deux bataillons et de l'artillerie. Néanmoins, les «lourds» produisaient leur effet sur les défenses allemandes et le 29e bataillon reçut l'ordre d'attaquer la portion non capturée de la tranchée Cinnabar avec l'appui de mortiers de tranchée. L'heure H devait se produire à 2h.30 de l'après-midi; mais, avant ce moment, la 4e division de la Garde, renforcée par un bataillon de la 220e division, avait repris ses contre-attaques avec une nouvelle vigueur. Au lieu d'exécuter l'attaque prévue, le 29e bataillon ainsi que le 27e durent se replier tard l'après-midi sur leur ancienne ligne, laissant des avant-postes accrochés désespérément à des positions peu sûres dans l'Allée Nabob et les tranchées Conductor et Combat[111].

Ce fut un jour difficile et coûteux. Les forces assaillantes avaient avancé au delà du terrain qui leur offrait le plus d'avantages. Les pertes canadiennes, le 21 août, s'élevaient à 1,154, soit 346 tués ou blessés mortellement, 728 blessés par le tir, 74 par les gaz, et 6 prisonniers. Du côté de l'ennemi, la vue d'un grand nombre de morts allemands indiquait qu'il avait subi de lourdes pertes. Du 20 août au midi à la matinée du 22, 200 Allemands faits prisonniers passèrent par le poste d'évacuation des blessés[112].

Le Crassier Vert et la tranchée Aloof, 21-25 août

Les efforts de la 4e division continuèrent. L'occupation par l'ennemi de la tranchée Aloof formait un saillant dangereux dans la ligne du brigadier-général Watson et le 21 août au soir, le 50e bataillon attaqua encore, dont trois groupes essayaient de bombarder de flanc la position. Seul le groupe pénétrant par le sud obtint quelque succès. Une autre attaque prévue pour le 22 n'aboutit pas «à cause d'un malentendu» selon le rapport du bataillon. Néanmoins, cette nuit-là, un plan convenu d'avance pour tirer parti de l'avantage que la 10e brigade avait déjà obtenu, fut mis à exécution. Cette tâche revenait au 44e bataillon, retenu jusque-là en réserve de brigade[113]. Cette tâche allait être coûteuse et sans profit.

Le 44e bataillon avait pour objectif un gros tas de rebuts de mine connu sous le nom de Crassier Vert qui se trouvait entre la gare de chemin de fer et le canal de Lens à peu près à mille verges à l'est de la route Lens-Arras et à quelque 350 verges au delà de la droite de la position de la 10e brigade. Sa prise avancerait la première ligne canadienne de sorte qu'elle encerclerait Lens de trois côtés. Une telle menace aiderait peut-être à précipiter un retrait allemand de la ville, mais il semble qu'on ne s'était pas suffisamment rendu compte que, si l'on effectuait

ainsi une brèche étroite dans les positions ennemies, on laisserait les flancs du 441' bataillon dangereusement exposés.

La route assignée au bataillon était dominée sur la gauche par la Fosse SaintLouis. C'était l'une des installations de carreaux de mines qui abondaient dans la région. Contrairement à un rapport d'après lequel la position était libre d'ennemis, les bâtiments en ruine étaient bondés d'Allemands, qui étaient renforcés par voie de grands tunnels au fur et à mesure que le combat se poursuivait. L'ennemi tenait la Fosse Saint-Louis et le Crassier Vert avec le 641' régiment d'infanterie de réserve (1re division de réserve de la Garde)[114]. Quand il découvrit la vraie situation, le commandant du 44e bataillon dut partager ses forces, envoyant deux détachements pour attaquer la Fosse et une compagnie contre le Crassier. Puisque l'effort principal serait effectué en profondeur et sur un front étroit, le commandant affecta une compagnie et demie à l'appel et au travail de déblayage, car le succès dépendrait d'une consolidation appropriée et de l'arrivée immédiate du ravitaillement et de renforts[115]. (La 4e compagnie, dont l'aide eût - été la bienvenue, avait été prêtée au 46e bataillon et ne put être rappelée à temps.)

L'heure H était fixée à 3 heures du matin, le 23, et la ligne de départ se trouverait à la route de Lens à Arras. Les assaillants suivirent le barrage en bon ordre, et en une demi-heure la compagnie de tête avait franchi les fortes pentes des flancs du Crassier et pris position parmi les débris brisés des chariots de déversement et des rails arrachés qui couvraient le plateau. Mais les détachements attaquant la Fosse Saint-Louis essuyaient un feu continu de mitrailleuses et ce n'est qu'à 8 heures et demie, après un combat acharné, qu'ils prirent pied dans les bâtiments. Ce ne fut que temporaire et la Fosse changea de mains plusieurs fois cette journée-là. Une fois, les Canadiens subirent de fortes pertes lorsque les défenseurs, se retirant dans les tunnels, déclenchèrent un sérieux feu d'artillerie sur toute la zone. Lorsque toutes les réserves du 64e régiment d'infanterie de réserve eurent été engagées contre les Canadiens, les Allemands employèrent une compagnie du ter régiment de réserve de la Garde et un bataillon du 190e régiment d'infanterie (de la 220e division d'infanterie)[116]. A la fin, la position chaudement disputée restait aux mains de l'ennemi[117].

A la venue du jour, le 24, les Canadiens se trouvaient isolés sur le Crassier, car quoique la compagnie de soutien eût pris la tranchée Alpaca qui permettait de communiquer vers l'avant à partir de la route d'Arras, cette route se terminait un peu avant le Crassier et le feu violent de l'artillerie ennemie empêchait de traverser cette trouée. A mesure que la matinée passait, de forts contingents ennemis, appuyés par le feu de l'artillerie, des mortiers de tranchées et des mitrailleuses contre-attaquaient le Crassier, de tous côtés. Les Canadiens ripostaient avec acharnement à partir de trous d'obus et de tranchées creusées à la hâte dans le poussier de charbon, mais à la fin ils manquaient de bombes et les munitions s'épuisaient. A la fin de l'après-midi, les derniers hommes du 44e bataillon encore sur le Crassier avaient été tués ou faits prisonniers et les Allemands étaient entièrement maîtres de la position. Dans ses efforts héroïques mais vains le bataillon

CARTE 8

COTE 70 ET LENS

15-25 AOÛT 1917

500 0 500 YARDS



LÉGENDE

- Attaques 15-16 août
- 21 août
- 23 août
- 25 août
- Front canadien au 16 août
- 19 août
- 21 août
- 25 août

Reproduite par le Service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'

avait subi 257 pertes, soit 23 tués et 118 disparus dont 70 faits prisonniers au Crassier Vert et dix-sept à la Fosse Saint-Louis[118]. Aucune autre attaque n'eut lieu contre la Fosse et le Crassier, mais ces places fortes restèrent entre les mains de l'ennemi jusqu'à sa retraite générale à la fin de la guerre.

Le lendemain, 25 août, un effort des Canadiens obtint plus de succès. Pour tenter d'améliorer sa position sur la gauche de la l0e brigade, le 50e bataillon déclencha finalement son attaque contre la moitié nord de la tranchée Aloof à 2 heures du matin. Après un bombardement du premier groupe canadien d'artillerie lourde et du 63e groupe anglais, le barrage ordinaire de l'artillerie de campagne fut remplacé avec succès par les mortiers Stokes et un grand nombre de grenades à fusil. Cette méthode abattit efficacement toute opposition à l'exception du tir de quelques mitrailleuses. Au prix de seulement une demi-douzaine de blessés, le 50e bataillon prit et consolida la tranchée Aloof et, pendant la journée, lança des patrouilles vers l'est presque jusqu'aux objectifs prévus pour l'assaut du 21 août[119].

Cet épilogue satisfaisant mit à peu près fin aux opérations canadiennes à Lens. Déjà, le 23 août au matin, la 3e division avait relevé les 1re et 2e divisions sur la cote 70; et au cours de la nuit du 24-25 la lle brigade avait remplacé la 10e brigade à Lens. Les quelques derniers jours d'août, le mois de septembre et le début d'octobre, furent relativement calmes, et ce temps fut employé principalement aux préparatifs d'une autre offensive. Le général Home désirait achever la prise de Lens et bloquer la retraite de ses défenseurs grâce à des avances au sud-est de la cote 70 et au nord-est d'Eleu vers le terrain élevé de Sallaumines. Ces opérations furent confiées à la 4e division canadienne mais n'aboutirent pas. Quoiqu'il fût désirable de distraire l'attention de l'ennemi de la Flandre en y maintenant une pression, la Première armée manquait de ressources pour cette besogne.

Cependant, la prise de la cote 70 et les attaques subsidiaires sur Lens, quelque coûteuses qu'elles fussent, avaient largement répondu au but, quoiqu'une grande partie de la ville fût encore entre les mains ennemies. Les combats du 15 au 25 août avaient coûté aux Canadiens 9,198 pertes. Mais l'effort canadien avait contribué à épuiser l'ennemi. Les troupes du général Currie avaient rudement malmené cinq divisions allemandes[120]. Le prince héritier Rupprecht se vit en face de graves problèmes de renforts par suite du succès des Canadiens. La possibilité d'une nouvelle bataille sur quelque autre point du front occupé par son groupe d'armée nuisait à son projet de remplacer par des divisions fraîches les formations épuisées dans les Flandres. Un historien militaire allemand s'est montré très perspicace en résumant ainsi la situation:

> Bien que nous ayons réussi assez tôt à sceller la pénétration à Lens, les Canadiens avaient atteint leurs fins. Le combat à Lens nous avait coûté un nombre considérable de troupes qu'il fallait remplacer. Tout le plan conçu en vue de la relève des troupes dans les Flandres avait été renversé. Il fallait s'attendre à une continuation de l'attaque par les divisions canadiennes. Le prince Rupprecht s'abstint donc de tenter immédiatement de reprendre le terrain perdu à Lens, ce qui aurait nécessité de gros renforts et aurait précisément favorisé les intentions de l'adversaire[121].

Topographiquement, la cote 70 n'était pas une crête de Vimy. Cepeildant elle ne changea plus de mains pendant la guerre. L'avantage tactique pour les Alliés de l'avoir en leur possession a bien pu la mettre à l'abri d'une attaque pendant l'offensive allemande de 1918.

Les retards des Canadiens devaient dorénavant s'orienter vers le nord, où, dans quelques semaines, ils devaient combattre sur un autre champ de bataille, familier à beaucoup d'entre eux depuis les jours qui avaient précédé la formation du corps d'armée.

CHAPITRE X

PASSCHENDAELE, OCTOBRE-NOVEMBRE 1917

(Voir carte 9 et croquis 43 à 45)

La genèse de la troisième bataille d'Ypres

PASSCHENDAELE, exemple caractéristique du village de carrefour flamand, a donné son nom à toute une campagne; même s'il ne s'applique officiellement qu'aux deux dernières des huit batailles qui constituent la campagne d'Ypres de 1917, ou troisième campagne d'Ypres. Dans cette série d'opérations, qui a débuté à la fin de juillet, le Corps d'armée canadien s'est livré à des manoeuvres de diversion dans la région de Lens, déjà décrites, et a lancé les quatre assauts qui, entre le 26 octobre et le 10 novembre, ont constitué la deuxième bataille de Passchendaele[1]. Ces batailles ont suscité une controverse si longue et si amère qu'il convient d'en examiner minutieusement la genèse.

Lors d'un entretien des généraux français et britanniques à Paris, la veille de la conférence interalliée des 4 et 5 mai (voir ci-dessus, p. 303), le maréchal Haig et le général Pétain, chef du grand état-major français, ont reconnu que les Alliés ne peuvent espérer percer le front de l'Ouest tant que les Allemands n'auront pas été plus affaiblis. Les Français doivent donc poursuivre leur offensive dans l'Aisne, s'ils le peuvent, tandis que les Britanniques (qui livrent alors la troisième bataille de la Scarpe) se préparent à attaquer en direction de Cambrai. S'il ne lui reste plus assez de soldats pour continuer l'offensive, Pétain s'efforcera de contenir l'ennemi en attaquant ailleurs sur un front plus restreint et Haig attaquera «au nord». De toute manière, les Français relèveront six divisions britanniques. Cependant, le même soir, Lloyd George signale à Haig qu'il doute que les Français puissent déployer un effort sérieux; en effet, dès la première séance officielle du lendemain, le chef d'état-major français révèle que l'armée semble perdre confiance en ses chefs et envers le gouvernement. La déclaration de Pétain a nui aux délibérations beaucoup plus qu'on ne s'en est rendu compte sur le moment[2].

La situation stratégique manque passablement de clarté. L'Entente a perdu un petit allié en décembre 1916 par suite de l'écrasement de la Roumanie. Il est vrai que le 6 avril les États-Unis se sont engagés dans la guerre, provoqués par les attaques sous-marines impitoyables auxquelles les Allemands ont décidé de se livrer. Mais malgré l'arrivée de destroyers américains dans les eaux européennes, on ne peut guère s'attendre à une intervention militaire efficace avant l'année 1918.

La révolution russe, au milieu de mars, crée une complication supplémentaire. Bien que le nouveau gouvernement socialiste ait annoncé sa volonté de poursuivre la lutte, le Service anglais de renseignements prévoit que les Russes se dissocieront probablement de la guerres[3]. Redoutant une attaque allemande sur le front de l'Est pour profiter de la désorganisation russe, les Alliés occidentaux se sentent contraints de maintenir leur front en état d'activité. Cette activité sur le front de l'Ouest devrait de plus encourager les Italiens à attaquer les Autrichiens, déjouant ainsi une contreoffensive austro-allemande. Enfin, il est de la plus haute importance d'interdire une contre-offensive allemande sur le front de l'Ouest. En somme, il faut empêcher l'ennemi de faire reposer ses armées ou de remporter une victoire terrestre pendant qu'il attend les résultats de son offensive sous-marine.

Au terme de la conférence de Paris, les Alliés reconnaissent à l'unanimité qu'ils ne pourront pas terminer la guerre en 1917. Ils pensent toutefois pouvoir contrecarrer tout essai de contre-offensive allemande décisive en lançant une série d'attaques à objectifs restreints. De tels efforts pourront être protégés par un puissant barrage d'artillerie, tactique énergiquement préconisée par Pétain à la suite de la débâcle de Nivelle. Les Alliés conserveront ainsi leurs forces en vue d'une offensive massive qui sera lancée avec l'aide des Américains en 1918[4]. Cependant, à titre individuel, la plupart des délégués sont portés à interpréter à leur idée la nouvelle ligne de conduite. Les Français hésitent beaucoup à faire du harcèlement qui risque de les affaiblir davantage. Le premier ministre d'Angleterre, ignorant la grave faiblesse de l'armée française, affirme qu'il ne sert à rien de lancer toutes les forces britanniques dans la bataille «si les Français n'en font pas autant>[5].

Lord Jellicoe, premier Lord de la mer, ne rêve que de détruire, au cours de l'été, les bases sous-marines de l'ennemi sur la côte belge. Bien qu'il n'ait été question que d'attaques restreintes, le projet de Jellicoe s'empare bientôt de l'imagination de Haig, avant même la fin de l'offensive de Nivelle. Le 5 mai, priant instamment les Français de se charger d'une partie du front qu'il occupe, sir Douglas écrit à Nivelle: «Je suis sûr que vous comprenez combien il serait utile à tous les Alliés d'entreprendre un grand effort en vue de dégager la côte belge cet été.' Faisant bon marché des sombres revers du 3 mai, Haig expose son projet de poursuivre le harcèlement de l'ennemi sur le front Arras-Vimy en lançant des attaques locales. Ces efforts préluderaient à un assaut bien préparé lancé par seize divisions, bien appuyées par l'artillerie, contre la crête Messines-Wytschaete au début de juin. La prise de ces hauteurs assurerait le flanc droit et ouvrirait la voie «à de plus vastes opérations visant ultérieurement à dégager la côte belge[6].

Nous avons vu qu'au milieu de mai les Français ont mis fin à leur offensive dans l'Est. Mais les batailles d'Arras, qui ne devaient servir qu'à appuyer l'offensive de Nivelle, ont dû se poursuivre, par suite des décisions de Paris, au moins jusqu'à ce que les Britanniques se lancent à l'assaut de la crête de Messines. On se rappelle cependant (voir ci-dessus, p. 264) qu'il ne fallait plus trop compter sur les troupes françaises, minées par une mutinerie latente. Les Allemands ignorent heureusement cet état de choses et laissent ainsi passer l'occasion de profiter de la faiblesse des Français en lançant une forte contre-attaque pour franchir l'Aisne

en direction de Paris*. Le Kronprinz a proposé une telle initiative, mais le haut commandement allemand a jugé qu'une telle attaque exigerait trente divisions, alors qu'il n'y en avait que vingt-trois. Huit d'entre elles étaient même en route vers les Flandres, où l'on s'attendait déjà à une offensive britannique[9].

Le premier plan de Haig

Malgré tous les efforts des chefs militaires français et britanniques pour cacher l'état des troupes françaises, il semble bien que le Comité de guerre du Cabinet anglais soit, dès le 12 mai, au courant de certaines mutineries. C'est pourquoi Lloyd George se hâte de rappeler à Haig que le Comité de guerre n'appuie sa ligne de conduite «qu'à la condition expresse que les Français assument pleinement le rôle dont ils se sont chargés à notre conférence»[10]. Mais sir Douglas, absorbé par les préparatifs de son offensive au nord, qui lui tient à coeur depuis si longtemps, semble ne s'être guère préoccupé des possibilités des Français. Lors d'un entretien privé avec Haig à Amiens, le 18 mai, le général Pétain s'oppose aux visées lointaines du plan britannique comme étant contraires au projet d'attaques portant sur des objectifs limités. Le commandant en chef de l'armée anglaise réaffirme alors son intention de procéder à des attaques successives limitées, en ajoutant que «à mesure que la guerre d'usure se continue, les avant-gardes et la cavalerie pourront progresser sur de plus longues distances en profitant de la démoralisation de l'ennemi jusqu'à ce qu'on obtienne une décision réelle»[11].

Pétain ne partage pas l'optimisme de Haigt. Il aurait préféré que les Anglais étendent leur front, mais il reconnaissait que sir Douglas était libre de décider -de quelle façon recourir aux objectifs limités, à condition que cela n'entraîne pas le prolongement du front française[13]. Il refuse d'étendre ce front jusqu'à dixhuit milles au sud-est d'Arras. Par contre, six divisions françaises participeraient à la principale offensive avec les troupes anglaises et belges, tandis que les Français lanceraient des attaques de diversion à Malmaison (en Champagne), à Verdun et ailleurs. Le soir même, sir Douglas télégraphie au Comité de guerre qu'il est assuré de l'appui français dont il a besoin[14].

Depuis janvier 1916, date où sir Douglas a donné ses premiers ordres de préparatifs d'opérations visant à dégager la côte flamande, son projet d'offensive au nord de la Lys a subi bien des révisions. La version officiellement adoptée et

* Le ministre de la guerre de France, Paul Painlevé, a révélé plus tard que pendant quelque temps il n'y avait plus entre Soissons (sur l'Aisne) et Paris que deux divisions jugées sûres[7]. Painlevé, chargé de maintenir l'ordre dans la capitale, avait *sans* doute pensé qu'il pourrait avoir besoin de deux divisions de cavalerie postées au nord-est de la ville. Elles n'avaient pas pris part à l'offensive du 16 avril et leur moral était à peu près intact[8].

† Deux jours plus tard, Pétain exprimait l'opinion au général sir Henry Wilson, officier de liaison britannique à son quartier général, que .l'attaque de Haig en direction d'Ostende était vouée à un échec.. Le 2 juin, le général Foch, qui succède à Pétain au poste de chef de l'état-major général, demande à Wilson qui a eu l'idée d'engager Haig dans .une marche de canard au milieu du terrain inondé vers Ostende et Zeebrugge., plan qu'il qualifie de .futile, fantastique et dangereux.. Sir Henry note dans son journal: «Ainsi donc Foch est absolument opposé à cette entreprise, quoiqu'en pense Jellicoe.[12].

appliquée jusqu'à la première semaine de mai 1917 pour le détail des préparatifs remonte au mois de février de cette année-là. La nature du terrain exige que l'effort principal se déploie en direction nord-est, à partir de la région d'Ypres; en effet, au sud d'une bande de dunes de sable de deux milles de large longeant la côte, la voie est fermée par une région inondée s'étendant sur le cours inférieur de l'Yser de Nieuport à Steenstraat, oeuvre du Génie belge qui a laissé l'eau de mer envahir les terres pour essayer d'enrayer l'avance allemande de 1914. Il faut donc chasser les Allemands en poste depuis si longtemps sur la crête qui, partant de Gheluvelt passe ensuite par Passchendaele en direction du nord et atteint Staden (sur la ligne de chemin de fer Elverdinge-Thourout). Une fois cette crête reprise, Haig prévoit «la possibilité de lancer des charges massives de cavalerie»[15].

Pour se lancer à la poursuite de l'ennemi chassé des hauteurs situées à l'est d'Ypres, il faut toutefois capturer l'éperon situé plus au sud, c'est-à-dire la crête Messines-Wytschaete. A l'origine, Haig prévoit donc un assaut initial lancé contre cette crête par la Deuxième armée sur un front d'une dizaine de milles allant de Saint-Yves (près du bois de Ploogsteert) au Mont Sorrel; simultanément, la Deuxième et la Cinquième armées attaqueront à l'est et au nord-est sur le front Mont-Sorrel-Steenstraat, dans le sens des lignes de chemin de fer Ypres-Roulers et Elverdinge-Thourout. Pour éviter la dispersion de l'artillerie sur un front si large, la capture des hauteurs situées juste en face d'Ypres sera confiée à une concentration de blindés, attaquant sans appui d'artillerie. Après une progression d'une dizaine de milles (ou plus tôt, si l'ennemi est démoralisé), un corps de la Quatrième armée lancera une attaque le long de la côte à partir de Nieuport, appuyé par le débarquement, en trois points de la région de Middlekerke, d'une division spécialement entraînée embarquée à Dunkerque.

Les décisions prises à Paris les 4 et 5 mai modifient ces plans. Le 7, Haig annonce à ses commandants d'armée que l'opération se déroulera en deux phases. L'attaque de la crête Messines-Wytschaete aura lieu à la fin de la bataille d'Arras, vers le 7 juin, et, «l'opération du nord» pour dégager la côte belge, quelques semaines plus tard[16].

Le pilonnage préliminaire de Messines commence le 21 mai*. Le 2 juin, cinq jours avant l'attaque, Haig reçoit d'un agent de liaison français, le premier avertissement clair des mutineries françaises. Compte tenu de ces perturbations et des permissions, attendues depuis trop longtemps, qu'il est nécessaire d'accorder pour rétablir l'ordre et relever le moral, les troupes de Pétain ne pourront attaquer que plus tard ou en nombre inférieur à ce qui a été promis. Redoutant que le Comité de guerre ne s'oppose à ses plans dans ces circonstances, Haig décide de traiter l'affaire comme un secret militaire et d'engager au moins l'opération de Messines sans consulter Londres davantage[18].

* Le général von Kuhl, chef d'état-major du Kronprinz Rupprecht, recommande fermement que les Allemands évacuent leurs positions exposées sur le coteau avant et se replient sur une ligne plus facile à défendre, derrière la crête, mais Rupprecht préfère se rallier à l'avis contraire unanime des commandants locaux. Le général von Kubl a affirmé plus tard que Rupprecht, en respectant la coutume militaire au lieu d'ordonner un repli, a commis une erreur qui le rend responsable de l'une des pires tragédies que les armées allemandes aient connues[17].

La bataille débute à 3h. 10 du matin le 7 juin par l'explosion de dix-neuf grosses mines (voir ci-dessus, p. 306) sur un front d'environ huit milles et demi*. Ces mines-environ 465 tonnes d'explosifs[20]—ont été placées sous les lignes allemandes par les sapeurs de Grande-Bretagne et du Dominion, surtout au cours de l'année 1916. Alors que la crête se couronne d'explosions, neuf divisions de la Deuxième armée se lancent à l'assaut, appuyées par un puissant barrage auquel participent tous les canons de campagne et les canons moyens de l'armée. Démoralisés par la longue préparation d'artillerie, abasourdis par les explosions de mines et secoués encore davantage par le barrage, les survivants allemands sont d'abord désemparés. A neuf heures du matin les Britanniques ont enlevé la quasi totalité de la crête. L'ennemi se regroupe alors, mais ne parvient pas à reprendre le terrain perdu. A 5h. 30 du matin, le 11, la Deuxième armée a atteint tous ses objectifs sauf un[21].

L'heureuse issue de la bataille, le 14 juin, fait ressortir l'urgence de décider de l'opération qui doit suivre. La Deuxième armée, sous les ordres du général Plumer, occupe maintenant une position qui domine l'extrémité sud de la crête de Passchendaele, tenue par les Allemands et dominant le terrain sur lequel Haig compte lancer son offensive principale. Plumer veut exploiter son récent succès en lançant immédiatement deux corps d'armée à l'assaut du plateau de Gheluvelt. Mais le général Gough, dont la Cinquième armée a été chargée par Haig du rôle principal dans l'offensive prochaine, déconseille cette opération préliminaire, préférant se la réserver. Haig approuve ensuite cet ajournement de l'attaque et fait passer les deux corps sous le commandement de Gough. C'est ainsi que se perd une excellente occasion d'exploiter un succès; si on l'avait saisie, on aurait ainsi évité les misères indescriptibles de Passchendaele.

Après Messines, les vues du Comité de guerre et du grand quartier général de campagne divergent constamment. L'heureuse issue de la bataille encourage Haig à insister en faveur de «l'opération du nord». Dans un avis adressé au Comité de guerre le 12 juin, il le met en garde contre le découragement que tout relâchement des efforts provoquerait chez les Français qui «comptent beaucoup pour l'instant sur de nouveaux succès britanniques». II affirme que le mécontentement allemand «prend déjà des proportions formidables» et s'aggravera lorsque l'ennemi comprendra que sa campagne sous-marine a échoué.. Si le Comité de guerre lui fournit des «effectifs suffisants» (ce qui signifie pour Haig porter et maintenir à leur effectif régulier les divisions dont il dispose alors) et si les Allemands ne ramènent pas trop de troupes du front russe, il lui paraît possible que la côte belge soit dégagée dès cet été et «que les défaites ainsi subies par les troupes allemandes contribuent peut-être à leur effondrement»[22].

En annexe à cet avis, Haig produit une évaluation des ressources allemandes préparée par le service de renseignement du GOG (dont le chef, le brigadiergénéral John Charteris, a tendance à sous-estimer les forces et à surestimer les

* La première Compagnie canadienne de Sapeurs a fait sauter une mine, et la troisième Compagnie en a fait sauter quatre[19]. Le chapitre XVI relate plus en détail les opérations des Sapeurs canadiens.

pertes de l'ennemi[23]). Les 400,000 hommes que l'ennemi aurait perdus sur le front de l'Ouest en avril et mai* auraient réduit de 40 p. 100 en moyenne la force des 104e et 157e divisions allemandes sur ce théâtre d'opérations. Même si les Russes s'effondraient, on estime que les Allemands ne pourraient guère ramener plus de vingt divisions vers l'Ouest. De tels «faits indéniables» permettent de prévoir que, «si les circonstances actuelles et si les efforts des Alliés se maintiennent», l'Allemagne pourrait fort bien être contrainte de conclure la paix en se soumettant aux conditions des Alliés avant la fin de 1917[25].

Le directeur du service des renseignements, au War Office, le brigadiergénéral G. M. W. Macdonogh, est moins optimiste; il affirme que les divisions de l'ennemi n'ont subi aucune diminution grave de leur puissance de combat et que la sécession des Russes permettrait certainement aux Allemands de surpasser la puissance de feu des Alliés sur le front de l'Ouest. S'appuyant sur ces données, le chef de l'État-major général de l'Empire déclare au Comité de guerre: «Les opérations offensives sur notre front n'auraient aucune chance de succès; notre meilleure ligne de conduite serait de rester sur la défensive, de renforcer nos positions, d'économiser nos réserves en hommes et en matériel et d'espérer que l'équilibre se rétablira grâce à l'aide américaine»[26].

Le 19 juin, Haig, accompagné du général Robertson, chef de l'État-major général de l'Empire présente sa thèse devant un comité ministériel de haute politique que le premier ministre a spécialement créé le 8 juin$. A l'aide d'une grande carte en relief, il démontre qu'une avance de 25 milles le long de la côte suffirait à la capture d'Ostende et de Zeebrugge. Quand les troupes britanniques auront atteint Scholdt, il n'est pas impossible que les Pays-Bas s'engagent dans la guerre et se joignent à une offensive vers l'Est pour chasser les Allemands de Belgique. Mais Lloyd George, constatant avec inquiétude que les Britanniques combattraient pour ainsi dire seuls au début, n'envisage avec pessimisme qu'un faible succès initial. A son avis l'objectif immédiat est simplement d'occuper l'ennemi pendant que les Alliés préparent une offensive victorieuse pour 1918. A titre de «partisan de l'Est» il n'envisage que deux solutions: soit une série d'attaques locales de harcèlement sur le front de l'Ouest, soit une vive offensive sur le front italien en vue d'anéantir l'Autriche[27].

La discussion reprend le 20. L'amiral Jellicoe, invité à donner son avis, fait sensation en déclarant que, par suite des pertes de navires marchands infligées par les sous-marins ennemis‡, la Grande-Bretagne doit s'emparer de Zeebrugge avant la fin de l'année ou s'avouer vaincue!29 Haig ne peut guère se montrer très étonné. A son retour de France le 17 juin il a voyagé en compagnie du commandant de la patrouille anti-sous-marine de Douvres, le vice-amiral sir Reginald Bacon, qui lui

* L'histoire officielle allemande signale la perte de 384,000 hommes sur le front de l'Ouest (non compris les blessés légers) au cours des mois d'avril, mai et juin 1917[24].

† Il comprenait le premier ministre, lord Curzon (président du Conseil), lord Milner (ministre sans portefeuille), M. Bonar Law (chancelier de l'Échiquier) et le général Smuts. Son secrétaire était le colonel Hankey, secrétaire du comité de guerre du Cabinet.

‡ Au cours des cinq premiers mois de 1917, la marine marchande britannique a perdu 572 navires représentant un total de 1,718,201 tonneaux[28].

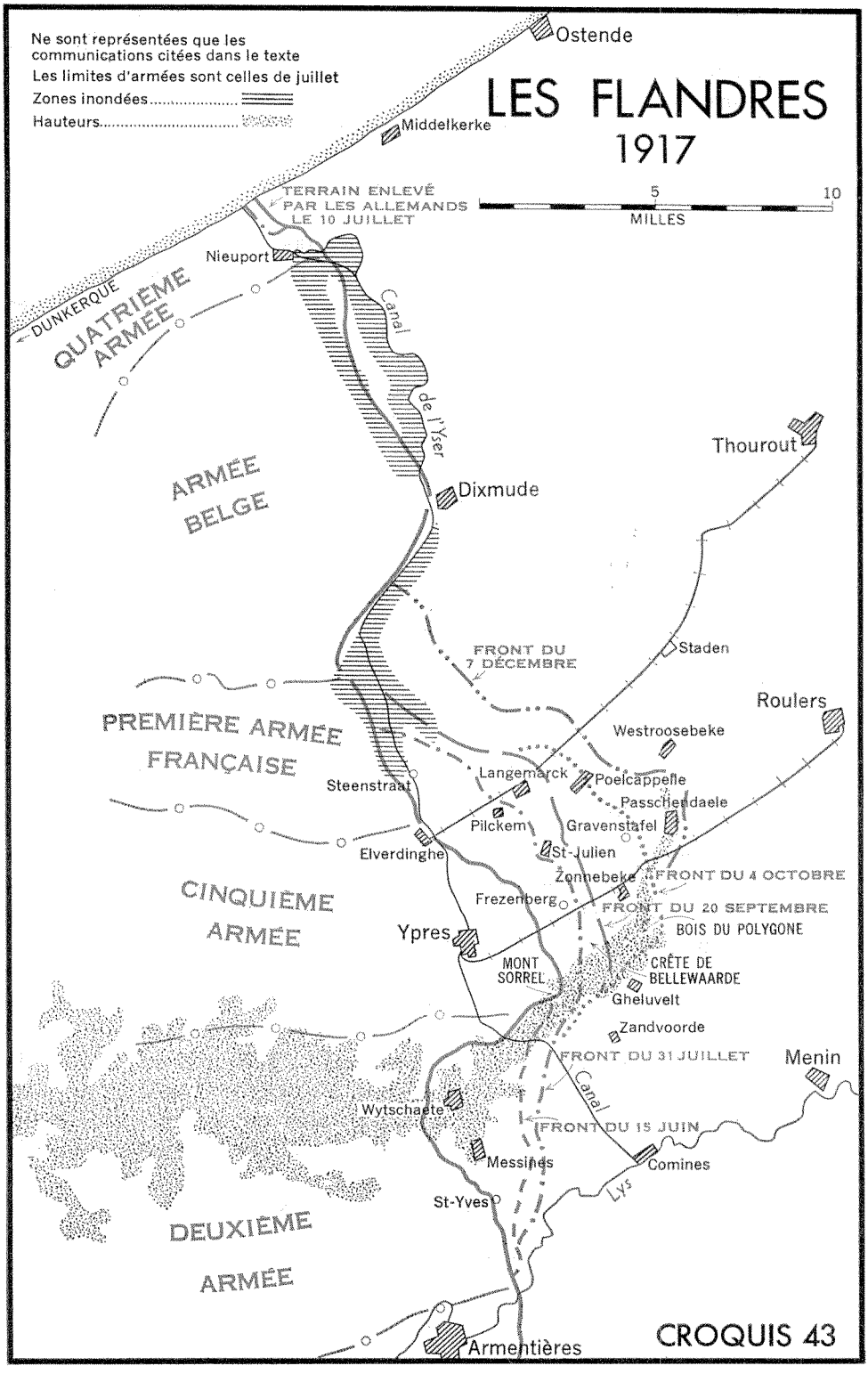
a paru «entièrement de son avis', et qui a «écrit à l'Amirauté pour lui faire comprendre qu'il est absolument nécessaire de dégager la côte belge avant l'hiver»[30]. Sir Douglas remarque «qu'aucun des assistants ne partage le point de vue de Jellicoe, et que tous semblent estimer que les réserves de vivres en Grande-Bretagne sont suffisantes»[31]. Néanmoins, les déclarations du chef de i'Armirauté ont eu une influence considérable, mais sans raison car la méthode du convoi adoptée tardivement par l'Amirauté va bientôt réduire considérablement les pertes de navires marchands alliés.

Le 21, le premier ministre lit un exposé de 5,000 mots sur l'attitude prise par le Comité de guerre au sujet des projets de Haig. Dans son journal de ce jourlà, Haig signale «qu'il voulait nous persuader, Robertson et moi-même, d'envoyer une expédition pour aider les Italiens. On eût dit un bon avocat qui cherchait à nous faire prendre du noir pour du blanc!' Haig et Robertson répondent par un mémoire détaillé réfutant point par point les arguments du premier ministre. En fin de compte, le Comité de guerre prend une décision partielle. Bien que Lloyd George, Bonar Law et lord Milner demeurent hostiles au projet, le *Comité* hésite à donner tort aux généraux sur une question de stratégie. Le premier ministre fait part des réserves du Comité, mais permet la poursuite des préparatifs de l'offensive[32].

Ce n'est que le 21 juillet, alors que la préparation d'artillerie de «l'opération du Nord' dure depuis cinq jours, que le Comité de guerre autorise officiellement le commandant en chef à exécuter le plan qu'il a présenté au comité de la politique de guerre. Une réserve stipule toutefois que si l'offensive flamande échoue, Haig doit être prêt à expédier des canons et des troupes en Italie en vue d'une offensive contre l'Autriche[33]. Haig proteste contre la défiance manifestée par cette approbation conditionnelle et le 25 juillet le Comité de guerre l'assure «de son appui le plus sincère"[34].

Opérations d'été dans les Flandres

Le délai considérable qui s'écoule entre le succès de Messines et le début de l'offensive des Flandres résulte principalement de la décision de Haig de donner le rôle principal à la Cinquième armée. Au cours de l'année 1916 et au début de 1917, les préparatifs de l'opération avait été confiés au général sir Henry Rawlinson, commandant de la Quatrième armée, et au général Plumer, dont la Deuxième armée défendait le saillant d'Ypres depuis deux ans et demi. Mais nous avons vu qu'à la fin d'avril Haig confie le commandement de l'offensive du Nord, y compris les troupes de débarquement, au général sir Hubert Gough, officier de cavalerie dans l'âme et partisan de la progression à tout prix. Il préférait donc les méthodes tactiques du commandant en chef à celles des autres commandants d'armée qui n'envisagent une telle offensive que sous la forme d'une succession de combats d'infanterie. Malheureusement ce changement oblige à se passer des services de Plumer qui possède pourtant une connaissance parfaite du secteur d'Ypres, et à perdre un temps précieux pendant que Gough se met au courant de la situation et refait les plans de l'entreprise.


Ne sont représentées que les communications citées dans le texte
Les limites d'armées sont celles de juillet
Zones inondées
Hauteurs
LES FLANDRES
1917
TERRAIN ENLEVÉ PAR LES ALLEMANDS LE 10 JUILLET
5
10
MILLES
Ostende
Middelkerke
Nieuport
DUNKERQUE
QUATRIÈME ARMÉE
Canal de l'Yser
ARMÉE BELGE
Dixmude
Thourout
FRONT DU 7 DÉCEMBRE
Staden
Roulers
Westroosebeke
PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
Steenstraat
Langemarck
Poelcappelle
Passchendaele
Pilckem
Gravenstafel
Elverdinghe
St-Julien
Zonnebeke
FRONT DU 4 OCTOBRE
CINQUIÈME ARMÉE
Frezenberg
FRONT DU 20 SEPTEMBRE
BOIS DU POLYGONE
Ypres
MONT SORREL
CRÊTE DE BELLEWAARDE
Gheluvelt
Zandvoorde
FRONT DU 31 JUILLET
Menin
Canal
Wytschaete
FRONT DU 15 JUIN
Messines
Comines
Lys
St-Yves
DEUXIÈME ARMÉE
Armentières
CROQUIS 43

Le programme minutieux de regroupement et de concentration. en vue de l'offensive commence à la fin de mai, alors que le général Gough laisse à la Troisième armée le secteur de Bullecourt, au sud d'Arras, et remonte au nord pour occuper un front de six milles et demi englobant Boesinghe au nord et le Mont Sorrel au sud. Par suite du passage des deux corps de la gauche de la Deuxième armée (le 2e et le 8e) la Cinquième année, sous les ordres de Cloue, comprend, à la fin de juillet, six corps d'armée de dix-sept divisions. Toute l'artillerie est en branle-bas car, sur tout le front britannique, on cherche des canons pour la Cinquième armée. La Deuxième armée se défait de plus de la moitié de ses obusiers lourds et concentre presque la moitié des pièces qui lui restent sur son flanc nord en vue d'appuyer l'aile droite de l'offensive principale. Gough reçoit trois brigades de chars de 72 unités chacune et peut compter, avec la Deuxième armée, sur l'appui aérien de 406 avions et de 18 sections de ballons captifs. Sur l'aile gauche de la Cinquième armée entre Boesinghe et Nieuport, l'offensive sera protégée (du sud au nord) par la Première armée française avec six divisions, et six divisions belges sous les ordres du roi Albert. Bien qu'à l'origine Gough eût été chargé des opérations le long de la côte, une modification apportée au plan confie ce secteur, entre Nieuport et la mer, à la Quatrième armée du général Rawlïnson, qui doit monter son offensive avec le 15e Corps d'armée constitué de cinq divisions[35].

La concentration dans les Flandres affaiblit considérablement le reste du front britannique, les autres armées cédant plusieurs de leurs formations à la Cinquième armée. A la fin de juillet, la Deuxième armée, à la droite de Gough, ne compte plus que douze divisions; la Première armée, sous les ordres du général sir Henry Home, n'en a pas davantage pour tenir un front de 34 milles de la Lys à la Scarpe; et dans le secteur sud, la Troisième armée, sous les ordres du général sir Julian Byng, n'a que quinze divisions (y compris deux dans la réserve du GQG) pour surveiller trente-sept milles de front[36].

Cet affaiblissement de nos forces ailleurs que dans les Flandres est toutefois compensé par une diminution générale des forces adverses. Les préparatifs délibérés des Alliés montrent clairement à l'ennemi que des opérations de grande envergure se préparent. Depuis la fin de mai le groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht se rend compte qu'au lieu de se borner à une attaque secondaire dans la région d'Ypres-Wytschaete ces opérations pourraient bien être une grande offensive sur tout le front des Flandres[37]. Comme nous l'avons signalé (voir ci-dessus, p. 307), les fausses attaques en direction de Lens et de Lille n'ont pas réussi à détourner l'attention de l'ennemi de ce qui se passe au nord. La Quatrième armée allemande des Flandres est renforcée, la Sixième armée lui envoyant dix divisions dès le mois de juin. Cinq jours après la bataille de Messines, le colonel von Lossberg, maintenant reconnu comme le grand spécialiste de la bataille défensive, est nommé chef d'état-major de la Quatrième armée. Il apporte son système de défense en profondeur, qui abandonne les gros terrassements au profit de contre-attaques lancées par des divisions spéciales dites «d'intervention> *(Eingreif Divisionen),* échelonnées vers l'arrière de deux à quatre mille verges les unes des autres, prêtes <à fondre sur l'ennemi au milieu de son assaut>[38].

Deux fois en juillet Haig est contraint, bien à contrecaeur, de retarder de trois jours le déclenchement de l'offensive: d'abord à la requête du général Gough, parce qu'il a perdu des canons et que l'artillerie lourde est arrivée en retard, puis à la demande du général Anthoine, commandant de la Première armée française, qui demande le temps de terminer ses préparatifs de contre-batterie. En plus de donner à l'ennemi le temps de se renforcer davantage et de consolider ses positions, ce retard prolonge le bombardement qui a commencé le 16 juillet. Le sol est donc trop criblé d'entonnoirs, qui gêneront considérablement les chars et, plus tard, quand il aura commencé à pleuvoir, le sol pulvérisé se transformera plus facilement en boue.

L'assaut annoncé depuis si longtemps se déclenche enfin à l'aurore du 31 juillet. La Cinquième armée lance neuf divisions, appuyées par deux divisions françaises à gauche, et cinq divisions de la Deuxième armée à droite. Tout va bien au début et à 13 heures les formations attaquant entre les voies ferrées ont progressé d'environ deux milles sur la crête de Pilckem et repris la plus grande partie du terrain perdu au printemps de 1915, y compris les ruines de Frezenberg et de Saint-Julien, noms qui laissent une marque profonde dans l'histoire militaire canadienne. Mais après s'être emparé assez facilement de la zone d'avant-garde allemande, faisant plus de 6,000 prisonniers, les divisions d'assaut sont clouées sur place par un feu nourri et bien dirigé d'artillerie et de mitrailleuses. Les pertes en hommes montent régulièrement et les contre-attaques allemandes dans l'aprèsmidi font reculer le centre de 2,000 verges. Sur la droite, le 2e Corps qui progresse de chaque côté de la route de Menin en direction du plateau de Gheluvelt, solidement défendu, atteint la crête de Bellewaarde, mais ne parvient même pas, partout ailleurs, à atteindre son premier objectif[39].

Une pluie violente qui commence à tomber le soir du 31 continue pendant quatre jours et paralyse les opérations. Le 2 août, la bataille de la crête de Pilckem est terminée. Dans son rapport au Comité de guerre, sir Douglas Haig parle d'un combat extrêmement satisfaisant», et de pertes légères pour une si grande batailles, se fondant sur la bataille de la Somme plutôt que sur celles de Vimy ou de Messines. C'est au prix de 31,850 hommes que le front a pu avancer de 3,000 verges au maximum. Les neuf divisions d'assaut, le soir du 31, et même pas à mi-chemin des objectifs de la première journée, ont perdu de 30 à 60 p. 100 de leur puissance de combat et ne sont pas en mesure de poursuivre l'avance prévue en direction de la crête de Passchendaele[40]. On comptait beaucoup sur les chars, intervenant pour la première fois depuis leur organisation en corps de blindés*. De petits détachements ont appuyé efficacement l'infanterie, mais bien avant que se présente l'occasion de leur faire jouer leur rôle principal pour percer le front ennemi en direction du plateau de Gheluvelt, près de la moitié des chars disponibles ont été mis hors de combat ou ont culbuté dans des fossés.

La bataille de la crête de Pilckem est suivie, du 16 au 18 août, de la bataille de Langemarck, qui permet de réaliser de légers gains de terrain au nord de Saint

* Le Corps de mitrailleuses lourdes est devenu le Corps de blindés le 27 juillet 1917.



L'ÉVACUATION EN TRAMWAY

Des prisonniers allemands se voient obligés de prêter main-forte pour ramener en tramway les soldats canadiens blessés sur la crête de Vimy. Chacun des chariots transporte quatre civières.



LE RAVITAILLEMENT

Après la prise de Vimy, les véhicules lourds avancent sur des chemins de planches que les soldats canadiens ont aménagés derrière leurs lignes.



UNE VISITE DU ROI

Le roi George V visite le champ de bataille de Vimy en juillet 1917. Sa Majesté est accompagnée du général Horne, commandant de la Première armée, et (au centre) du lieutenant-général sir Arthur Currie, qui vient d'être nommé commandant du corps d'armée canadien.



LE CRASSIER VERT

Prise au printemps de 1919, cette photo montre le théâtre de l'attaque lancée par le 44e bataillon les 23 et 24 août 1917, dans une héroïque mais vaine tentative pour enlever l'énorme amoncellement de déchets miniers, situé au sud de Lens et transformé en forteresse redoutable par deux bataillons allemands. A droite, les pentes escarpées du Crassier Vert et les débris des installations autour des carreaux de mine. Au centre, les ruines de la Fosse Saint-Louis.

Julien, mais qui ne donne pour ainsi dire aucun résultat dans le secteur essentiel, au centre. C'est la première fois depuis quatre ans qu'il pleut tant au mois d'août. A la fin du mois, sir Douglas peut annoncer des avances allant jusqu'à trois milles. «Je suis persuadé ...» écrit-il au Comité de guerre le 21, «que les gains de terrain auraient été beaucoup plus considérables si le temps n'avait pas été *si* désastreux. Néanmoins, l'ennemi s'affaiblit et le commandant en chef réussit à attirer d'importantes forces allemandes sur le front des Flandres. On peut se rendre compte du grand nombre de divisions ainsi attirées vers le front des Flandres par le fait qu'au cours des trois premières semaines de la bataille (31 juillet au 20 août) 17 divisions allemandes ont été anéanties[41]. Ludendorff devait écrire plus tard: «Nos pertes ont été si lourdes qu'elles nous inquiètent sérieusement; elles ont dépassé toutes nos prévisions>[42]. Au début de septembre, Haig consigne avec satisfaction dans son journal que la pression exercée à Ypres a eu le résultat manifeste d'affaiblir les efforts allemands au Chemin des Dames et explique le peu de résistance rencontrée par les français à Verdun vers la fin du mois d'août. «L'armée française a donc pu bénéficier du répit souhaité par le général Pétain pour lui permettre de se remettre de l'offensive de Nivelles[43].

Haig modifie son plan

La situation est cependant loin d'être aussi satisfaisante que les rapports rassurants de Haig voudraient le faire croire. Les quatre premières semaines de l'offensive ont coûté 68,000 hommes aux Britanniques, dont plus de 3,400 officiers. Par opposition au rapport du commandant en chef sur l'excellent esprit de ses troupes[44], il convient de citer l'historien officiel britannique qui écrit: «En plus des pertes réelles, le manque total de confort dans les zones avancées et la fatigue d'un combat sans grand succès, avaient épuisé et découragé les hommes de tous grades plus que toute autre opération depuis le début de la guerre ... le mécontentement était général»[45]. La Cinquième armée n'ayant guère avancé, Haig décide le 25 août de relâcher son effort vers les bas terrains peu profitables de la gauche pour le faire porter sur les crêtes bordant le saillant du sud-est. Pour cela il faut confier l'offensive principale à la Deuxième armée et redonner au général Plumer le commandement du secteur tenu par le 21' Corps d'armée entre la voie ferrée YpresRoulers et le canal Ypres-Comines. En partant de ce front, la Deuxième armée, renonçant à tenter de percer le front ennemi, lancera une série d'attaques à objectifs restreints, en vue de s'emparer de la moitié sud de la crête de Passchendaele. Plumer aura trois semaines pour faire ses préparatifs[46]. L'opération côtière*, d'abord renvoyée aux marées plus propices d'octobre, sera finalement abandonnée[48].

La campagne des Flandres dans laquelle Haig avait mis tant d'espoir, ne sera plus qu'un «pas à pas».

* Le 10 juillet, une 'furieuse attaques de la 3e division allemande de fusiliers marins entre Nieuport et la mer a anéanti la petite tête de pont britannique sur l'Yser. C'est la première fois que l'ennemi lance des obus chargés de gaz moutarde (sulfure d'éthyle bichloré)[47].

L'accalmie des hostilités et l'insuccès flagrant de la campagne, jusqu'à présent du moins, offrent au Comité ministériel l'occasion de revoir la situation. Convoqué à Londres le 4 septembre, sir Douglas Haig se fait proposer par le premier ministre de restreindre les opérations sur le front de l'Ouest pour le reste de l'année 1917 et d'appuyer l'offensive italienne contre l'Autriche, offensive qui, selon le général Cadorna, chef du grand état-major italien, ne peut se poursuivre sans un renfort d'artillerie lourde. Plus tôt dans l'année, les Italiens ont déjà reçu treize batteries britanniques et douze batteries françaises d'artillerie lourde[49]. Venu à Londres négocier l'expédition de cent canons lourds français à l'Italie, le général Foch aurait dit, selon Haig: «L'effet *politique* d'un succès sur ce théâtre serait plus grand que celui d'un succès dans les Flandres»[50].

Haig tient à avoir suffisamment d'artillerie française sur son aile au cours des prochaines opérations, mais le 7 septembre il s'entend avec Pétain pour envoyer immédiatement une centaine de canons en Italie et les remplacer par d'autres canons français à temps pour l'offensive de Plumer, prévue pour le 20 septembre[51]. La veille de cette attaque, sir Douglas consigne dans son journal: «Non seulement l'armée française n'est plus à même de déclencher une offensive de grande envergure, mais encore, selon Pétain lui-même, sa discipline est si mauvaise qu'elle ne pourrait pas résister à une offensive allemande décidée»[52]. Cette affirmation, prise en dehors du contexte, portait à croire que le général Pétain était venu prier Haig de poursuivre l'offensive des Flandres*. L'unique visite rapportée dans le journal de Haig est celle de lord Derby, secrétaire d'État britannique à la guerre, qui lui signale une résurgence de l'idée d'un quartier général allié en France (voir ci-dessus, p. 259). Le commandant en chef britannique note que «cela ressemble à une manoeuvre des Français pour conserver la haute main sur les opérations>. D continue en parlant de l'état des forces françaises.

Aucun document ne confirme toutefois cette visite de Pétain. Le journal de Haig ne signale plus nulle part, après le 7 juin 1917, que les Français lui aient demandé de poursuivre l'offensive des Flandres. Il est vrai que le 30 juin 1917, le général Anthoine, commandant de la Première armée française, avait apporté à Haig un message de Pétain dans lequel ce dernier déclarait que «les facteurs moraux du moment actuels rendaient impérieux que l'offensive des Flandres soit assurée d'un succès complet et Anthoine avait réitéré ce point quand Haig lui rendit visite le 2 juillet54. La considération tellement importante pour le moral des Français n'était pas tant qu'il y ait une offensive (que ce soit pour l'avantage que cela comporterait ou pour empêcher une offensive allemande), mais que l'attaque proposée, si elle est organisée, réussisse. A vrai dire, ce que Pétain a écrit à Haig (et il avait certainement raison de le faire, à la suite de l'échec des offensives des Français) était un appel à la prudence et non à l'action. Le lendemain de la livraison de sa lettre à Haig, Pétain, comme le note le com-

* L'historien officiel britannique *écrit* lui-même: .Le 19 septembre, le commandant en chef français supplie de nouveau que l'offensive des Flandres soit reprise sans retard. Au cours de cette visite spéciale au quartier général britannique, il affirme à sir Douglas Haig qu'il n'a plus un homme sur lequel il puisse compter ....»[53]

mandant en chef britannique dans son journal du 1er juillet, «a dit à Robertson qu'il était pleinement d'accord avec moi au sujet des opérations que je projetais en France et en Belgique»[55]. II est plutôt plausible de croire que si, le 30 juin, Pétain avait cru bon d'exhorter Haig à l'action, il n'aurait pas dit le lendemain qu'il était «pleinement d'accord» avec lui.

Pétain lui-même a nié avoir fait une telle demande en septembre[56] et les sources historiques officielles françaises ne conservent aucune trace d'une telle initiative[57]. Il n'était d'ailleurs plus nécessaire que Pétain exhorte les Britanniques à reprendre l'offensive, car Haig lui avait dit le 7 septembre que la bataille reprendrait le 20[58]. L'armée française s'est relevée de la crise morale qui l'a frappée à la fin de mai et au début de juin. Elle a attaqué brillamment à Verdun le 20 août, infligeant aux Allemands ce que leur histoire officielle appelle un «très grave revers>[59]. Elle prépare maintenant une deuxième offensive à Malmaison pour acquérir de meilleures positions sur le Chemin des Dames et nous verrons que cet effort sera lui aussi couronné de succès.

Pétain ne reverra Haig que le 6 octobre*. Le surlendemain, dans une longue analyse adressée au chef de l'état-major général de l'Empire quant au rôle futur des Britanniques, sir Douglas parle avec confiance de ce qu'on peut attendre des troupes françaises. «Malgré l'inactivité relative des Français, écrit-il, l'ennemi n'a pas encore jugé qu'il peut se permettre de s'affaiblir considérablement en leur présence». Haig estime que les cent divisions françaises qui seront prêtes au printemps, seront «parfaitement à la hauteur d'un nombre équivalent de divisions allemandes». Les formations françaises actuelles se défendent vaillamment et lancent d'utiles offensives locales, bien que, selon Haig, «elles ne pourraient faire plus»[61]. Cette analyse signale que l'Allemagne et ses alliés comptent «entièrement sur l'invincibilité des armées allemandes pour obtenir des conditions de paix favorables». Elle rejette donc l'idée de vaincre l'Allemagne en lançant des opérations contre ses alliés sur d'autres théâtres et conclut en recommandant «sans hésitation, la poursuite de l'offensive sur le front de l'Ouest, avec tous nos moyens; tel doit être le rôle des troupes britanniques»[62].

II y a en septembre une période de ciel serein et, sur les hauteurs, la boue de la fin août fait place à la poussière. Mais le général Plumer est occupé à regrouper ses forces et perd ainsi trois semaines de beau temps. L'offensive reprend le 20, la Deuxième armée se lançant à l'assaut du plateau de Gheluvelt et la Cinquième armée avançant sur la gauche. Le plan bien préparé de Plumer repose essentiellement sur la concentration. Après une préparation d'artillerie de sept jours exceptionnellement intense, deux divisions australiennes et deux divisions anglaises progressent de chaque côté de la route de Ménin, derrière un barrage infernal, chacune sur un front étroit de mille verges. L'objectif n'était qu'à 1,500 verges et, la profondeur des réserves donnant à l'attaque deux fois plus de poids que celui

* Un mémoire rédigé par l'État-major français pour le ministère de la guerre concernant la condition de l'armée française à la fin de septembre 1917, exprime la crainte qu'une attitude de réserve provoque de nouveau la crise dangereuse que vient de traverser l'Armée en mai et juin[60]. Aucun document ne prouve que Haig a été informé du contenu de ce mémoire.

de la Deuxième armée le 31 juillet, la bataille de la crête de la route de Ménin, comme on l'appellera plus tard, réussit totalement. Elle sera suivie du succès des attaques au bois du Polygone (à mi-chemin entre Zonnebeke et Gheluvelt), lancées le 26 septembre* et de Broodseinde (à un demi-mille à l'est de Zonnebeke), le 4 octobre. Cette dernière attaque, triomphe pour les troupes australiennes et néo-zélandaises, permet la capture de la crête de Gravenstafel, où les Canadiens ont combattu en avril 1915. Une avance de 4,000 verges en deux semaines donne ainsi un saillant qui s'avance à 10,000 verges à l'Est d'Ypres. Mais la Deuxième armée n'est encore qu'à sept milles de Roulers et la Cinquième à plus de onze milles de Thourout.

Les objectifs qui devaient tomber le 31 juillet, jour initial de l'offensive, sont encore en terrain ennemi. L'une des divisions du général Gough a pris position à Poelcappelle, au pied de la crête, mais le village de Passchendaele, sur la cime, est encore à un mille des éléments les plus avancés des troupes de Plumer. La pluie commence à tomber le soir du 4 octobre et continue par intermittence pendant trois jours. Dans les terrains bas à l'ouest de la crête de Passchendaele, trois mois de canonnade constante ont bloqué les voies normales d'écoulement des eaux et des milliers d'entonnoirs retiennent l'eau comme les pores d'une éponge gigantesque. La traversée de la vallée du haut Steenbeek et de ses affluents revient à franchir «une marmelade de boue>[64].

Les plans de Haig prévoyaient trois autres coups de main successifs, qui devaient débuter le 10 octobre, mais le 7 au soir ses deux commandants d'armée lui conseillent, en raison du mauvais temps, de mettre fin à la campagne. Le commandant en chef estime toutefois qu'il est très important de s'emparer du secteur Passchendaele-Westroosebeke de la crête principale pour que ses troupes puissent hiverner sur un terrain élevé plus facile à drainer; il est d'autant plus déterminé à s'emparer de ces positions qu'il semble convaincu de la nécessité de détourner du front français, russe et italien les réserves allemandes[65]. La lutte se poursuit donc sur un terrain aussi déplorable que celui des batailles de la Somme. L'attaque du 9 octobre (à Poelcappelle) ne fait gagner pour ainsi dire pas de terrain et coûte pourtant aux trois divisions d'assaut (la 2e Australienne, la 66e et la 49e) près de 7,000 hommes[66]. Le général Plumer croit cependant que les combats de la journée lui ont fourni un tremplin suffisant pour lancer une attaque victorieuse sur Passchendaele à l'issue de laquelle la crête serait confiée au corps d'armée canadien, qui doit arriver du secteur de Lens.

L'assaut en terrain boueux est lancé le 12 octobre par le 2e Corps Anzac. Des réseaux de barbelés jusque-là inconnus et découverts trop tard pour que l'artillerie les détruise constituent pour les assaillants un obstacle formidable. Sous une pluie battante («notre meilleure alliée», note lé Kronprinz Rupprecht dans son journal67) la 3e division australienne et la division néo-zélandaise progressent très peu

* Au cours de cette bataille, un Canadien, le lieutenant-colonel P. E. Bent, DSO, qui s'était engagé dans l'armée anglaise en 1914, est tombé en conduisant ses hommes du 9e Leicestershire dans une contre-attaque près du bois du Polygone, le 1er octobre: Il *a été* décoré de la Croix de Victoria à titre posthume[63].

au prix de lourdes pertes pour s'arrêter à 2,500 verges de Passchendaele. Un groupe australien isolé, qui s'est replié par la suite, a même atteint ce qui reste du village et l'a trouvé provisoirement abandonné[68].

La première bataille de Passchendaele s'est donc enlisée dans la boue. Le lendemain une conférence du GQG, à Cassel, décide de suspendre toute nouvelle attaque jusqu'à ce que l'amélioration du temps permette d'aménager des chemins pour faire avancer l'artillerie en vue d'un pilonnage prolongé.

Les Canadiens à Passchendaele

Sur les soixante divisions anglaises et des Dominions qui se trouvent sur le front de l'Ouest à la fin d'octobre, toutes sauf neuf seront tôt ou tard engagées dans l'offensive des Flandres[69]. Ce n'est que le 2 octobre 1917, alors que le maréchal Haig ordonne à la Première armée de faire passer deux divisions canadiennes à la réserve du GQG, qu'il commence apparemment à être question d'y engager les troupes canadiennes[70]; le lendemain, le général Currie consigne dans son journal que les deux divisions qui viennent d'être retirées du front «pourraient bien monter au nord». Le 5 octobre, le commandant en chef décide finalement d'utiliser les quatre divisions du corps d'armée canadien; le 9 il en ordonne le passage de la Première à la Deuxième armée[71].

Un extrait du journal de Haig permet de penser qu'il envisageait d'abord d'affecter le Corps à la Cinquième armée, mais qu'il a finalement opté pour la Deuxième armée sur le conseil de son chef d'état-major, le lieutenant-général Kiggell, «parce que les Canadiens ne sont pas en très bons termes» avec le général Gough[72]. En réalité, Currie avait exprimé l'espoir que son Corps ne serait pas obligé de combattre avec la Cinquième armée. Il a relaté plus tard avoir déclaré au général Horne que plusieurs des commandants de divisions de Gough lui avaient fait part de leur mécontentement quant à la façon dont leur commandant d'armée avait dirigé la troisième bataille d'Ypres jusqu'à ce jour, et que sa propre défiance provenait de ses contacts avec Gough* dans la Somme en 1916[74]. Contrairement à l'impression donnée par le général Currie, l'affectation du Corps à la Deuxième armée n'a pas posé de problème de ligne de démarcation[75]. On se souvient (voir ci-dessus, p. 335) que la ligne de démarcation entre armées a été décalée vers le nord à la fin d'août quand le général Plumer s'est chargé des opérations principales de l'offensive. Le 2e Corps Anzac, relevé par Currie, se trouvait déjà dans le secteur de la Deuxième armée, ayant livré toutes ses batailles d'octobre sous le commandement du général Plumer.

Le 13 octobre, le commandement de la Deuxième armée ordonne au général commandant le corps d'armée canadien «de soumettre des plans en vue de la capture de Passchendaele le plus tôt possible»[76]. Le général Currie ne se sent guère enclin à engager ses troupes dans une bataille au goût de réchauffé[77]. II ne reste

* Plus tard dans l'année Haig devait signaler à Gough le nombre de divisions qui avaient espéré ne pas être appelées à combattre dans les rangs de la Cinquième armée». Haig imputait toutefois cette réaction à l'état-major de Gough plutôt qu'au commandant d'armée lui-même[73].

alors que trois raisons relativement valables de continuer l'offensive: appuyer indirectement l'attaque imminente des Français en Champagne, occuper l'ennemi pendant les préparatifs de l'attaque de Cambrai (voir ci-dessous, p. 362), établir des positions d'hiver appropriées sur la crête de Passchendaele-Westroosebeke, haute de 165 pieds.

Le front que les Canadiens occupent à la place du 2° Corps Anzac, le 18 octobre, longe la vallée du Stroombeek entre la crête de Gravenstafel et les hauteurs voisines de Passchendaele. C'était pratiquement le même front qu'ils avaient occupé en avril 1915 avant les attaques aux gaz. La limite de droite est la ligne de chemin de fer Ypres-Roulers, d'où le front s'incline vers le nord-ouest pendant 3,000 verges, traversant la route principale Ypres-Zonnebeke-Passchendaele à environ un mille au sud-ouest de Passchendaele. Cette route, et celle qui lui est parallèle plus au nord, passant par Gravenstafel, sont les seuls points de repère que peuvent retrouver, en assurant la relève, les Canadiens qui ont combattu à Ypres en 1015. Il ne reste que des vestiges des villages de Saint-Jean, Wieltje et Fortuin; la disparition des bois et des fermes dont ils ont gardé le souvenir a réduit le paysage à un désert méconnaissable de crêtes et de creux. En face de la moitié de gauche du secteur occupé par le Corps, une hauteur en éperon partant de la crête principale vers le sud-est en passant par le hameau de Bellevue, sert de chemin entre Gravenstafel et Mosselmarkt (à 1,000 verges au nord-ouest de Passchendaele). Ce chemin et celui de Zonnebeke, qui suit le sommet de la crête principale, sont les seules voies d'accès praticables à Passchendaele; entre ces deux voies, le front canadien est coupé par la vallée du Ravebeek, qui part des faubourgs de Passchendaele pour aller se jeter dans le Stroombeek. Labouré par la canonnade, ce n'est plus qu'un bourbier, large d'un demi-mille par endroits et infranchissable sans pont, même pour l'infanterie. Près de la moitié du secteur situé devant Passchendaele est recouvert d'eau ou de boue épaisse. La canonnade continuelle de part et d'autre empêche l'enlèvement des débris que les récentes opérations sont venues ajouter aux dégâts de trois années de guerre. Le 17, le général Currie note dans son journal: «Le terrain est dans un état déplorable; aucun nettoyage n'a été fait et très peu de morts sont enterrés'.

Il y a beaucoup à faire, sir Douglas Haig ayant dit clairement au commandant de la Deuxième armée, que l'attaque ne commencera que lorsque le général Currie se sera déclaré prêt78. L'artillerie pose un problème très grave. Le commandant de l'artillerie royale relevant de Currie, le brigadier-général E. W. B. Morrison, «a dû opérer un brutal retour à la réalité» quand un examen personnel de la situation, avant de prendre position, lui a révélé une grave pénurie de canons. Sur les 250 pièces lourdes que les Australiens devaient lui remettre sur place, il n'a pu en trouver que 227, dont 89 sont inutilisables79. L'artillerie de campagne est dans un état encore plus désastreux. Moins de la moitié des 306 canons à obus de 18 livres inscrits sur les rôles sont en état de servir, et beaucoup «sont dispersés dans la boue, immobilisés à l'endroit où ils se sont embourbés». Les canons, sans doute parce qu'il est si difficile de les mouvoir, sont mal groupés, situés principalement en deux troupeaux de canons lourds et deux de canons à obus de 18 livres, consti-

tuant pour l'ennemi des cibles irrésistibles. Les Australiens n'ont pas -non plus réussi à envoyer leurs pièces détériorées à la réparation, car leur police militaire avait interdit aux canons d'emprunter les chemins de peur de bloquer la circulation. Morrison voudrait disposer trois brigades d'artillerie de campagne en avant de la ligne Zonnebeke-Saint-Julien et amener des obusiers de six pouces et des canons à obus de 60 livres pour des opérations de contre-batterie contre les canons allemands les plus éloignés qui pour l'instant sont hors de portée. Il voudrait également faire avancer des canons lourds, y compris quelques obusiers de très gros calibre «qui ne servent à rien à l'arrière près d'Ypres»[80].

Ces manoeuvres exigent de grands travaux de voirie. Le sol détrempé est une mauvaise base pour les chemins, les fortifications ou les plateformes à canons. Haig a noté dans son journal le 13 octobre que des locomotives légères sur les voies de 60 centimètres s'étaient enfoncées dans la boue jusqu'à la moitié de leur chaudière, les rails ayant complètement disparu. A partir du 17 octobre, les Sapeurs canadiens et les quatre bataillons de Pionniers canadiens arrivés en France (le 2e, le 107e, le 123e et le 124e) se joignent aux Royal Engineers de la Deuxième armée. Dès lors, une moyenne de dix compagnies de campagne, sept compagnies de sapeurs et quatre compagnies de combattants, aidées de deux bataillons d'infanterie et de sept bataillons de pionniers, travaillent chaque jour à l'aménagement de positions de batterie et à la réparation et à l'allongement des chemins de planches* devant servir à déplacer les canons et à ravitailler les batteries et les dépôts de munitions[82]. Pendant ces travaux, le brigadier-général Morrison a obtenu la permission d'utiliser les chemins de l'arrière pour envoyer ses canons détériorés à la réparation[83]. Une amélioration du temps facilite les travaux mais permet à l'ennemi de ralentir les progrès en bombardant et mitraillant la nuit, lançant entre autres des cartouches chargées de gaz moutarde «Croix jaune» (voir ci-haut page 335), et de gaz sternutatoire «Croix bleue» diphenyl-chlorarsinee[84]. Ce dernier traversait les masques à gaz, que les éternuements et les vomissements obligeaient les hommes à enlever, les exposant ainsi au vésicant plus nocif.

Selon les plans de Haig, le Corps canadien doit s'emparer des environs du village de Passchendaele par trois attaques à objectif restreint, lancées à intervalles de trois jours ou plus. La Cinquième armée se livrera à des manoeuvres auxiliaires à la gauche du général Currie, tandis que le 1" Corps Anzac avancera pour protéger le flanc droit des Canadiens. Lorsqu'il soumet son projet de plan le 16 octobre, Currie pense que les préparatifs nécessaires de génie et d'artillerie seront terminés à temps pour que la première attaque ait lieu le 24; mais le lendemain, se rendant compte qu'il lui faudrait plus de temps pour amener assez d'artillerie sur le front, il recommande qu'elle soit remise au 29. Mais le commandant en chef tient à éviter

* Entre deux fossés d'écoulement, des planches d'orme ou de hêtre de neuf pieds de long, d'un pied de large et de deux pouces et demi d'épaisseur, sont disposées en travers de 'longerons» (quatre ou cinq planches disposées en longueur pour constituer la base de la voie) et maintenues par des clous, avec un rebord de protection en billes de pin semi-cyclindriques. De mi-octobre à minovembre, un total de deux milles de chemin en planches doubles et plus de 4,000 verges de voies renforcées ont été construits dans le secteur du Corps canadien, au prix de plus de 1,500 tués et blessée[81].

tout retard inutile, surtout du fait que l'offensive française, à Malmaison doit commencer le 23. Après un nouvel examen de la situation avec Currie, l'attaque initiale des Canadiens est finalement fixée au 26, la Première armée française et la Cinquième armée britannique devant se livrer à des manoeuvres préalables pour appuyer l'offensive française. Les étapes ultérieures sont prévues provisoirement pour le 30 octobre et le 6 novembre[85].

La diligence et le bon ordre avec lesquels les préparatifs de l'assaut canadien ont été exécutés donnent une haute idée de la compétence et de l'énergie du général Currie, ainsi que de l'efficacité de son état-major bien organisé. Les opérations nécessaires de liaison et de reconnaissance ont été bien menées par les représentants canadiens auprès du Corps australien et du quartier général de division, ainsi que par les avant-gardes de la brigade canadienne et du P.C. de bataillon. Dès le 17, les unités d'assaut étaient au courant de tous les détails disponibles sur les défenses allemandes. A mesure que les officiers de renseignement et les observateurs de l'infanterie et de l'artillerie, travaillant de concert dans des postes d'observation communs, signalent de nouveaux ouvrages ennemis, ou des ouvrages qui n'ont pas encore été repérés, les artilleurs exécutent les tirs de destruction requis. Dans son rapport sur l'opération, le général Currie souligne: « ... Je suis convaincu que ces opérations de reconnaissance et une liaison étroite entre les unités d'artillerie et d'infanterie et l'état-major sont indispensables au succès de n'importe quelle opération»[86].

Les prochaines opérations du Corps canadien démontreront justement de façon éclatante l'emploi efficace qu'il a toujours fait de l'artillerie depuis Vimy pour donner à l'infanterie l'appui massif dont elle a besoin, à l'offensive comme à la défensive, pour remporter la victoire et éviter des pertes excessives. En septembre 1917, l'arrivée de la 5• division d'artillerie canadienne en France a porté les moyens du Corps d'artillerie canadienne à un total d'environ 350 canons de campagne et canons lourds, et environ 20,000 hommes. Tous ne devaient pas servir à Passchendaele. L'artillerie de la 5e division reçut son baptême du feu dans la région de Lens en prêtant main-forte à l'artillerie des divisions britanniques.

L'emploi de cette formidable puissance de feu ainsi mise à la disposition du commandant de Corps atteint maintenant un degré d'efficacité élevé; c'est pourquoi, dans les grandes offensives confiées aux Canadiens au cours des deux dernières années de la guerre, le travail de l'artillerie sera l'armature des préparatifs de chaque bataille. L'objectif primordial des artilleurs sera en tout temps d'aider l'infanterie et les chars de combat à progresser. En plus des tirs de barrages exécutés à cette fin, l'artillerie doit détruire les barbelés ennemis, harceler ses défenses et neutraliser son tir d'artillerie par un programme efficace de contrebatterie. Dans toutes ces opérations, l'artillerie britannique a sur l'ennemi une nette supériorité d'organisation: l'artillerie britannique est constituée en corps, tandis que l'artillerie allemande est organisée en divisions. Cette centralisation du commandement à un niveau plus élevé donne beaucoup plus de souplesse et permet de concentrer le feu sur un secteur du front, puis de le reporter rapidement sur un autre secteur, selon les besoins[87].

Les plans de l'artillerie prévoient son intervention constante à l'appui. de l'infanterie pendant toute l'opération. Pour le barrage initial, il est d'usage que toutes les batteries de campagne et une partie des batteries lourdes exécutent leur tir conformément à un plan fixé par le général de l'artillerie royale (le plus haut officier d'artillerie au sein du Corps) et coordonné avec le feu des corps adjacents. Il faut aussi des plans de détail et une liaison étroite entre l'artillerie et l'infanterie pour que les lignes de barrage soient levées successivement juste en avant des troupes d'assaut. L'artillerie lourde qui ne participe pas à cette tâche se charge habituellement de harceler les lignes de retraite de l'ennemi, ses réserves et d'autres cibles choisies par le service de renseignement du Q.G. de l'artillerie lourde. Lorsque l'assaut est parvenu à la dernière ligne du barrage, il est d'usage qu'une partie de l'artillerie de campagne retombe sous le commandement de la division et suive la progression de son infanterie pour l'appuyer. Le reste de l'artillerie de campagne s'incorpore aux unités de réserve, tandis que les pièces lourdes qui ont participé au barrage progressent également pour s'installer sur des positions d'où elles peuvent riposter au tir ennemi dès qu'il reprend[89].

Le mode d'emploi de l'artillerie évoluant constamment, le principe de son emploi massif pour appuyer l'infanterie en étroite coordination représente l'objectif constant du général Currie qui, selon un commandant subséquent du Corps canadien d'artillerie lourde, « a toujours voulu remporter ses victoires au prix de cartouches plutôt qu'au prix de vies humaines»[89].

Nouvelle tactique de l'adversaire

Les Canadiens font face à trois régiments de la 11e division bavaroise du «Groupe Ypres». Chaque régiment a un bataillon en première ligne, un second pour l'appuyer et un troisième en réserve[90]. Ce dispositif correspond à un mode de défense tout nouveau chez l'ennemi.

On se souvient que l'intensité du feu d'artillerie allié sur les premières lignes allemandes, dans la Somme en 1916, a contraint l'ennemi à renoncer à la défense sur un front fixe et à adopter une tactique plus élastique (voir ci-dessus, p. 259). Suivant cette nouvelle formule, la première ligne et toute la zone située en avant de la ligne principale de résistance sont occupées de façon assez clairsemée par des groupes indépendants et des mitrailleuses disposées en quinconce. Ils doivent normalement survivre aux bombardements les plus intenses et jouer ultérieurement un rôle décisif en clouant sur place ou en paralysant l'attaque à son moment critique. De plus, tant que les Alliés concentrent leur feu d'artillerie lourde sur la zone avancée, les éléments allemands d'appui et les réserves peuvent monter à l'attaque presque intacts et opérer une contre-attaque efficace[91].

Cependant, en septembre 1917, les Britanniques ont trouvé les moyens de déjouer cette tactique. Leurs grandes offensives ne devront plus se dérouler en un seul élan continu vers un objectif lointain, mais plutôt en une succession rapide d'avances restreintes, suivies d'une consolidation immédiate tandis que des troupes fraîches se lancent à l'assaut de l'objectif suivant. En même temps, le feu d'artille-

rie arrose la zone allemande d'approche de sorte que les éléments d'appui ne peuvent plus porter leurs coups au moment où les troupes d'assaut sont encore en déséquilibre. Les réserves allemandes sont aussi mises dans l'impossibilité d'arriver à temps pour être efficaces, car elles ne peuvent plus organiser leur assaut sous le bombardement sans subir de graves pertes. Les succès remportés de cette façon par les Britanniques à la crête du chemin de Ménin et au bois du Polygone en septembre ont convaincu l'ennemi qu'il doit de nouveau changer de tactique.

Les 27 et 29 septembre, les Allemands décident en grand conseil de guerre, d'en revenir à une occupation plus dense et à une défense plus énergique de la zone avancée, et de maintenir les divisions de réserve à l'arrière en vue d'une contre-attaque bien organisée le deuxième ou le troisième jour. Les mitrailleuses des bataillons d'appui et de réserve sont disposées dans la zone avant et groupées en batteries de quatre et de huit, afin d'étouffer l'attaque ennemie le plus tôt possible. Les bataillons d'appui et de réserve sont rapprochés du front pour accélérer leur intervention, et pour libérer un plus grand nombre d'hommes pour le combat dans la zone avant, la protection des positions d'artillerie de chaque régiment en ligne est assumée par un bataillon d'infanterie amené de la division de réserve. Ces changements reviennent essentiellement à modifier les moments d'intervention, la première contre-attaque se trouvant avancée et la contre-attaque organisée se trouvant reculée. Dans la confusion de l'heure, les Allemands ne remarquent pas que ces modifications ne sont guère qu'un retour à la tactique qui a échoué dans la Somme.

Plusieurs commandants de divisions protestent en vain contre cette concentration de troupes dans la zone avancée, et les résultats désastreux de la bataille de Broodseinde, le 4 octobre, prouvent qu'ils avaient raison. Leurs meilleures armes ainsi déployées se trouvant rapidement détruites dans la zone avancée, les éléments d'appui n'ont pas pu combattre efficacement, et se trouvant maintenant plus près du front, ils ont subi les coups très durs de l'artillerie britannique. De plus, il n'a pas été possible de conserver les divisions de réserve qu'il a bien fallu engager prématurément et par petits groupes.

Il faut trouver une nouvelle tactique. Dès juin 1917, alors qu'il devient de plus en plus difficile de remplacer les pertes subies au cours des grandes batailles, le général Ludendorff propose l'adoption d'un «avant-terrain». Ce n'est toutefois que le 7 octobre que la Quatrième armée donne des ordres dans ce sens. Dès lors, la ligne d'entonnoirs la plus avancée ne sera couverte que d'avant-postes épars et de quelques mitrailleuses légères. De 500 à 1,000 mètres vers l'arrière, suivant la nature du terrain, se trouvera la limite avancée de la principale ligne de résistance*. Les canons allemands seront pointés sur la toute première ligne d'entonnoirs; et lorsqu'une attaque de grande envergure sera imminente, les avant

* Appelée par les Allemands .la ligne des Flandres n° I., elle va, presque dans le sens nord-sud, de Broodseinde à Staden. Le secteur au sud du Ravebeek a été entamé par l'attaque australienne du 4 octobre, mais en face de la gauche canadienne, il est encore occupé par les Allemands, reliant les points fortifiés de Laamkeek, de Bellevue et du bosquet Wolf.

postes pourront être retirés, permettant au tir d'artillerie d'avancer ou de reculer, suivant les mouvements des forces d'assaut.

Tel est le dispositif de défense qui attend l'attaque canadienne. Les Allemands sont convaincus que «l'avant-terrain» résout leurs problèmes de défense[92]. Les opérations ultérieures sembleront prouver que, faute d'attaquer, c'est encore la meilleure méthode de défense, qu'ils ne modifieront plus guère.

A Passchendaele, la plupart des mitrailleurs allemands installés sur «l'avantterrain» ont disposé leurs armes dans de courtes tranchées abritées des intempéries par des bâches ou de la tôle ondulée, et les portent à l'entonnoir le plus près pour tirer; d'autres se trouvent dans des casemates circulaires de béton armé s'appuyant mutuellement et pouvant chacune abriter trente hommes. Le sol détrempé interdisant tout ouvrage souterrain, ces abris ont été construits sur le sol. Leur aspect, après que la canonnade les eut dépouillés de leur camouflage de terre ou eut détruit les bâtiments de ferme à l'intérieur desquels ils ont été construits, les a fait surnommer «boîtes à pilules». De leur front, les Canadiens peuvent en voir par douzaines, disséminés dans les terrains boueux ou sur le sommet des crêtes. La canonnade en avait retourné quelques-uns et en avait déséquilibré d'autres, mais seul l'impact direct d'un obus de huit pouces pouvait crever leur paroi de cinq pieds d'épaisseur[93]. Derrière la ligne principale de résistance les bataillons et régiments de réserve n'avaient pour ainsi dire aucun abri; mais plus à l'arrière, les divisions de contre-attaque, à raison d'une derrière chaque division sur le front, avec laquelle elle permutait tous les quatre ou six jours, avaient la chance de trouver à se loger dans des abris en tôle ou en béton[94].

La modification du dispositif de défense allemand pose des problèmes spéciaux à l'artillerie qui appuie les assaillants. Le bombardement préliminaire classique serait d'une part très peu rentable et mettrait le terrain dans un état encore plus déplorable et, d'autre part, sacrifiant l'effet de surprise, provoquerait des représailles. Et pourtant, la réduction du tir préparatoire profiterait plus à l'ennemi qu'aux troupes d'assaut. L'expérience de la Deuxième armée a finalement fait opter pour un compromis. Il a été décidé de soumettre la totalité du front à un tir de harcèlement accompagné de faux barrages, tout en s'occupant spécialement des blockhaus et des barbelés repérés. Comme toutes les formules de compromis, celle-là a ses inconvénients, mais elle sera suivie à quelques nuances près, pour le reste de l'offensive[95].

L'attaque du 26 octobre

La présence du marécage du Ravebeek oblige le général Currie à organiser son attaque du 26 octobre en deux colonnes. II confie à la troisième division canadienne le secteur plus large de la gauche, qui comprend la rude ascension de l'éperon de Bellevue. Le principal objectif, appelé «Ligne rouge», est situé à 1,200 verges en avant. De Friesland, au bord du marécage, elle file presque en direction nord jusqu'à la ferme Vapour à la ligne de démarcation du Corps. Les

troupes d'assaut s'arrêteraient une heure à une ligne intermédiaire appelée tic pointillé rouge>. Pour occuper cette ligne, il faudra enlever plusieurs blockhaus allemands autour de Bellevue,. sur la cime de l'éperon. La 3e division avancera sur un front de deux brigades, les bataillons d'assaut étant le 4e C.M.R. de la 8e brigade, et les 43e et 58e bataillons de la 9e brigade. Sur le terrain plus étroit au sud du Ravebeek, la 4e division attaquera avec le 46e bataillon de la 10e brigade et, en occupant des positions avancées avant le déclenchement de l'offensive, aura moins de 600 verges à conquérir sur l'ennemi pour atteindre son secteur de la Ligne rouge. Son principal objectif initial est le bosquet *Decline,* de part et d'autre de la voie ferrée Ypres-Roulers. Cet enchevêtrement de troncs d'arbes déchiquetés est solidement tenu par les Bavarois qui sont bien protégés par des abris et des souterrains dans le profond défilé où passe la voie[96].

Le général Currie a assuré à l'attaque du Corps suffisamment de profondeur en donnant un rôle d'appui aux unités restantes des 8e, 9e et 10e brigades, tandis que les 7e et 11e brigades sont affectées à la réserve de division et la 12e à la réserve de corps d'armée. La 1re et la 2e division sont affectées à la réserve d'armée. L'arrivée des unités divisionnaires d'artillerie canadienne améliore considérablement la situation pour le brigadier-général Morrison. Il se trouve maintenant à la tête de 210 canons à obus de 18 livres, de 190 obusiers et de 26 canons de gros calibre. Ces pièces appartiennent aux 3e, 4e, 9e et 10e brigades de l'artillerie de campagne canadienne, aux 17e et 2e batteries canadiennes d'artillerie lourde, ainsi qu'aux 2e, 5e et 9e batteries de siège canadiennes. Il a aussi deux brigades de campagne néo-zélandaises; ses neuf autres brigades de campagne et 47 batteries de pièces lourdes ou de siège sont anglaises[97].

Le simple fait de masser les troupes d'assaut sur le front constitue déjà une tâche épuisante. Aucune tranchée de communication ne peut franchir le terrain marécageux, et les seules voies d'accès au delà des chemins et des petites voies ferrées sont des sentiers étroits qui serpentent entre les entonnoirs et qui par endroits obligent à passer dans la boue jusqu'aux genoux. Les hommes et bêtes de somme qui glissent de ces sentiers risquent de se noyer[98]. Une telle randonnée étant si pénible, il est nécessaire, pour permettre aux soldats de rester aussi dispos que possible pour l'attaque et aux officiers de se familiariser un peu avec le théâtre de l'attaque, que les bataillons de tête s'installent sur la ligne d'appui quatre jours avant la bataille; les unités de la 3e division passeront la moitié de ce temps en première ligne. Le 15, le beau temps fait une apparition inattendue, mais les seuls refuges confortables sont les quelques blockhaus pris à l'ennemi. La plupart des soldats se terrent dans les entonnoirs, recouverts de leur tapis de sol en caoutchouc.

Avec l'espoir d'affaiblir l'ennemi et de lui cacher le moment exact de l'attaque imminente, le front ennemi est balayé le matin et l'après-midi, pendant quatre jours, par un plein barrage utilisant les canons de tous calibres, des canons à obus de 18 livres jusqu'aux obusiers de 9.2 pouces99. Puis, au cours de la nuit du 25 au 26 octobre, le 46e bataillon s'avance en rampant jusqu'à une zone de rassemblement située immédiatement derrière les avant-postes du 50e bataillon, qui occupe la droite du front du Corps. Au nord du Ravebeek, les trois bataillons de

la 3e division se préparent à attaquer à partir des positions où ils se trouvent[100].

Dans la nuit, le temps se gâte. L'attaque se déclenche à 5h. 40 du matin sous une bruine qui se transforme en pluie pour le reste de la journée. Le barrage, progressant par bonds de 50 verges toutes les quatre minutes, se déplace assez lentement pour que l'infanterie puisse le suivre sans difficulté malgré la boue dans laquelle elle doit patauger. Au sud du Ravebeek, le 46e bataillon, attaquant de chaque côté du chemin de Passchendaele, s'empare de tous ses objectifs sur la crête principale, et le bataillon australien sur sa droite en fait autant. Entre le chemin et la voie ferrée, l'une des compagnies canadiennes dépasse même son objectif de 250 verges[101]. Cependant, de l'autre côté' du Ravebeek, la 3e division est moins heureuse. Sur la droite du général Lipsett les deux bataillons de la 9e brigade constatent que les barbelés allemands ont été bien coupés par le bombardement préliminaire et en moins d'une heure ils nettoient les blockhaus de Bellevue, envoyant vers l'arrière un défilé constant de prisonniers. Mais à la ligne pointillée rouge, ils se heurtent à l'intense feu d'artillerie dont l'ennemi arrose les positions qu'il a abandonnées, et à 9 heures l'ensemble de la brigade doit se replier vers sa ligne de départ[102].

La situation n'est cependant pas complètement perdue. Lorsque l'échec général au centre du front du Corps entraîne un repli partiel sur les deux ailes, le lieutenant Robert Shankland, DCM, du 43e bataillon, qui a renforcé son peloton avec les éléments de deux autres compagnies et deux détachements de la 9e compagnie de mitrailleuses, réussit à s'accrocher sur un secteur petit mais important de l'éperon de Bellevue, juste au nord du chemin de Mosselmarkt. A droite, le 46e bataillon doit rappeler ses avant-postes et se constituer un flanc gauche défensif jusqu'au bord du Ravebeek; à l'extrême gauche le 4° C.M.R., qui a capturé le bosquet Wolf au prix de durs combats et pris solidement position sur le secteur de la ligne pointillée rouge affecté à la 8e brigade, se replie de 300 verges pour s'aligner sur la 63e division (Royal Naval), formation de droite de la Cinquième armée.

Le groupe de Shankland s'accrochant farouchement aux blockhaus et aux entonnoirs capturés, le général Hill se prépare à relancer sa 9e brigade à l'attaque. Vers midi une compagnie du 52e bataillon, chargée. d'un rôle d'appui, comble le vide entre son petit groupe et le gros de la formation, tandis que d'autres compagnies vont ensuite achever la capture de l'éperon de Bellevue. Descendant ensuite vers le sud, elles réussissent à capturer les blockhaus les uns après les autres. Des sections d'infanterie ont fait diversion avec des grenades tirées au fusil et des mitrailleuses Lewis, permettant à de petits groupes de s'avancer du côté aveugle du blockhaus et de lancer leurs grenades à main. C'est ainsi que les défenses de la ligne des Flandres n° I, qui avaient arrêté le 2e Corps Anzac les 5 et 12 octobre, sont finalement abattues. Au milieu de l'après-midi, le 52e a pris possession de Bellevue et de Laamkeek, prenant ainsi fermement position sur l'objectif intermédiaire; à 6h. 20 le lendemain matin, la 9° brigade avait consolidé ses gains de terrain et établi des avant-postes à tout juste 300 verges en deçà de la ligne rouge. Des trois Croix Victoria méritées par la 3e division ce jour-là, la première est allée

au lieutenant Shankland. Les deux autres ont été gagnées par le capitaine C. P. J. O'Kelly, MC, qui, à la tête de sa compagnie du 52e bataillon a capturé six blockhaus allemands et cent prisonniers, et au soldat T. W. Holmes du 4e C.M.R., qui, à lui seul, a mis deux mitrailleuses hors de combat, capturé un blockhaus et fait 19 prisonniers[103].

A l'aile droite canadienne, par suite d'une série de malentendus et sous la pression de l'ennemi (il faut dire qu'il y a eu des contre-attaques des deux côtés du Ravebeek et que les positions du 46e bataillon étaient prises en enfilade sous le feu constant des Allemands accrochés à Laamkeek) le bosquet *Decline,* objectif commun de la 4e division canadienne et de la 1!e division australienne, est graduellement abandonné. L'erreur a été en effet de ne pas assigner la capture du bosquet à une seule formation. Les avant-postes, puis les compagnies se replient pour former des flancs défensifs et, lorsque les compagnies de relève commettent l'erreur de ne pas occuper toutes les positions qui leur ont été prescrites, les Allemands s'empressent de les reprendre. Il a fallu l'intervention du 44e bataillon, attaquant de chaque côté de la ligne de chemin de fer sous un feu nourri de mitrailleuses, pour rétablir la situation dans la nuit du 27 au 28 octobre. Le lendemain soir, une cinquantaine ou une centaine d'hommes de la 238e division ennemie (qui a relevé les Bavarois) pénètrent dans le bosquet, mais des éléments des 44e et 85e bataillons s'unissent rapidement pour repousser les Allemands à la grenade et à la baionnette[104].

C'est un début satisfaisant mais coûteux. Les 26, 27 et 28 octobre, les Canadiens ont perdu 2,481 hommes, dont 585 tués, 965 blessés et 8 hommes faits prisonniers le premier jour. Ils ont tué beaucoup d'Allemands et en ont capturé 370. Sans avoir pleinement réussi, l'opération a amené les assaillants sur un terrain plus élevé et plus sec et en bonne position tactique pour porter le coup suivant. Mais il y a d'abord un grand ménage à faire. Pour assurer la livraison des munitions, des vivres et des autres approvisionnements aux troupes de première ligne, sapeurs et pionniers construisent dans chaque secteur de brigade une piste de planches, rondins et fascines à l'intention des trains de mules, à raison de 250 par brigade. S'exposant considérablement le jour et s'épuisant littéralement la nuit, ils terminent ces préparatifs à temps pour que le coup suivant puisse être porté le 30.

L'attaque reprend, le 30 octobre

Par cette nouvelle étape (la septième depuis le 20 septembre) le maréchal Haig espère prendre position sur la ligne rouge et s'assurer un tremplin pour l'assaut final sur Passchendaele, objectif de la ligne bleue, à 600 ou 700 verges à l'est de la ligne rouge. Pour y parvenir il faudrait s'emparer de la ferme de la crête fortement défendue, juste au nord du chemin de Passchendaele et, dans le secteur nord, du hameau de Meetcheele au sommet de l'éperon de Bellevue, ainsi que de la zone de Goudberg entre le chemin de Mosselmarkt et la ligne de démarcation à la gauche du Corps. C'est à la ferme Vapour que le Corps doit faire la soudure

avec la Cinquième armée, qui avancera avec les 63e et 58e divisions de chaque côté des marécages du Lekkerboterbeek; sur l'aile droite, la soudure se fera avec le ter Corps Anzac, à la voie ferrée au sud de la villa Vienna[105].

L'attaque débute à 5h.50 du matin le 30 octobre, par un temps clair mais très froid et sous des rafales de vent qui apporteront de la pluie dans l'après-midi, Comme le 26, quelque 420 canons et obusiers appuient à grand vacarme le Corps canadien. Sur la droite, la 4e division, amenant des renforts pour son front qui s'élargit, se lance à l'assaut avec trois bataillons de la 12e brigade du brigadier-général MacBrien, les 85e, 78e et 72e. La 3e division lance ses 7e et 8e brigades, les unités d'assaut, de droite à gauche, étant le PPCLI, le 49e bataillon et le 5e C.M.R.[106].

Ce n'est qu'au bout de huit minutes que l'ennemi riposte par un feu nourri d'artillerie lourde et de mitrailleuses et les Canadiens sont déjà bien lancés. Sur la droite du général Watson (où, cette fois, la ligne de chemin de fer est comprise dans le secteur canadien)[107], le 85e bataillon, bien que perdant la moitié de ses hommes, réduit tous les points de résistance qu'il trouve sur son passage, retournant le feu des mitrailleuses capturées contre les Allemands en fuite[108]. Le 78e bataillon parvient rapidement à son objectif à l'est de la route de Passchendaele et s'arrête pour soumettre à un tir de précision efficace de petits groupes d'Allemands cherchant à réorganiser une ligne d'entonnoirs défendus. Sur la gauche de la division, le 72e bataillon s'empare de la ferme de la crête puis envoie des patrouilles au delà de la ligne bleue jusqu'à Passchendaele où elles trouvent les Allemands en train d'évacuer. Elles sont rappelées plus tard pour faciliter la réorganisation. A 8h.30 du matin, le général Watson peut annoncer la prise de tous les objectifs entre *la* voie ferrée et le Ravebeek, bien qu'au nord-ouest de la ferme de la crête la ligne bleue soit si inondée que la consolidation des positions doit se faire en deçà du but initial. L'aile droite de la 3e division n'ayant pas cependant réussi à suivre au même niveau, le 72e bataillon doit replier son flanc gauche le long du Ravebeek[109].

Au nord du Ravebeek, l'attaque de la 3e division a bien débuté. Au cours *de* la nuit, avant le déclenchement de l'attaque principale, le PPCLI s'est emparé du «Snipe Hall», un blockhaus particulièrement fâcheux au bord du marécage, qui a fait échec à la 9e brigade le 26 octobre. De là, ses compagnies d'assaut ont poursuivi péniblement leur avance en terrain détrempé pour s'emparer de *Duck Lodge,* objectif intermédiaire du bataillon. Le tir infernal auquel les postes ennemis, plus haut dans la vallée, ont soumis le Patricia» lui a infligé de lourdes pertes. Au bout d'une heure il a perdu presque tous ses jeunes officiers. Sur la gauche de la route principale le 49e bataillon, frappé encore plus durement, s'est maintenu à la hauteur des autres en s'emparant de la ferme Furst, à 600 verges à l'ouest du carrefour de Meetcheele. Il semble qu'au cours de l'avance il y ait eu fort peu de combats à la baïonnette, mais ce fut un grand jour pour les tireurs d'élite. Les tireurs allemands sont responsables d'un grand nombre des pertes canadiennes, mais le succès de la journée est en grande partie attribuable à l'adresse des tireurs canadiens qui couvraient l'avance de leurs camarades contre les nids de mitrailleuses allemandes et les blockhaus[110].

Sur le front de la 8e brigade, les meilleurs progrès ont été réalisés par les com-

pagaies de l'aile gauche du 5e C.M.R. C'est avec difficulté que le régiment a traversé le terrain marécageux de la plantation Woodland, au nord de la crête de Bellevue, mais à' sept heures les observateurs de la brigade ont pu repérer des groupes ennemis en retraite se joignant à beaucoup d'autres qu'on a pu voir se replier en désordre et sans matériel vers le nord le long des chemins partant de la ferme de la crête et de Mosselmarkt[111].

Au milieu de l'après-midi du 30, la 3e division était bien installée sur la ligne bleue à l'extrême gauche, mais sur le flanc droit le 465e régiment d'infanterie de réserve tenait encore un petit saillant autour de la maison Graf*. Le PPCLI s'était principalement distingué par la capture fulgurante des positions fortifiées gardant le carrefour de Meetcheele, exploit en grande partie attribuable au suprême héroïsme de deux hommes. Les compagnies de la gauche du bataillon se trouvant arrêtées dans leur ascension de la crête par le feu d'une mitrailleuse installée dans un blockhaus à côté du chemin principal, le lieutenant Hugh Mackenzie, DCM (officier du P.P.C.L.I. qui faisait partie de la 7e compagnie de mitrailleuses) et le sergent G. H. Mullin, MM, tireur d'élite du régiment, se sont attaqués à cette position. Mackenzie s'est fait tuer en attirant sur lui le feu de l'ennemi, mais Mullin a achevé la capture du blockhaus à lui seul, tuant les deux mitrailleurs avec son revolver et contraignant la garnison de dix hommes à se rendre. Ils ont tous deux été décorés de la Croix Victoria[114].

A la gauche du Corps canadien, les 63e (R.N.) et 58e divisions, progressant en terrain plus bas et plus boueux, ne réalisent que de faibles progrès. Pendant quelque temps la 8e brigade canadienne a ses deux flancs -à découvert, mais l'emploi opportun de réserves du 5e C.M.R. et de compagnies du 2e C.M.R., permet au brigadiergénéral Elmsley de rétablir le contact en ne perdant que très peu de terrain. Le succès des fusiliers montés est attribuable en grande partie aux grandes qualités de chef d'un commandant de compagnie, le major G. R. Pearkes, qui s'est emparé de la ferme Vapour et de la ferme de la Source et s'y est maintenu malgré une série de contre-attaques locales, tenant le quartier général de bataillon du 5e C.M.R. au courant de la situation à l'aide de pigeons voyageurs. Il était vraiment difficile de renforcer ces positions importantes de chaque côté de la ligne de démarcation entre deux corps d'armée et isolées par la source marécageuse d'un ruisseau qui, partant en direction nord-ouest, va se jeter dans le Lekkerboterbeek[115].

Lorsque, tard dans l'après-midi, l'avance canadienne semble avoir atteint ses limites et que des rapports signalant qu'un grand nombre d'Allemands se rassemblent au nord de Mosselmarkt font prévoir une importante contre-attaque, le général Currie donne ordre au major-général Lipsett de consolider avec sa 3e division le terrain qu'il a conquis, en établissant des avant-postes si possible, et de patrouiller plutôt que d'essayer d'occuper le marécage qui sépare la 7e brigade de la 8e. On se demande s'il est possible de conserver les positions du major

* Le 30 octobre faisaient face aux Canadiens, du nord au sud, les 465e, 464e et 463e régiments de réserve de la 238e division d'infanterie[112]. La division d'intervention était la 39e division d'infanterie, venue l'après-midi précédent remplacer dans ce rôle la 11e division d'infanterie bavaroise à bout de forces[113].

Pearkes, car la division navale n'a pas réussi à atteindre son objectif à la ferme de la Source. Se disant toutefois qu'il faudrait reprendre tout ce terrain avant l'assaut contre Passchendaele, Currie, avec l'accord du général Plumer, décrète à sept heures du soir qu'il faut tout mettre en oeuvre pour maintenir les positions acquises. Ce soir-là, le 2e Canadian Mounted Rifles, renforcé d'une compagnie du ter, vient prendre position sur le terrain conquis par le 5e régiment. La nuit s'écoule sans nouvelle contre-attaque*. Pour son grand courage et ses qualités de chef, le major Pearkes, déjà titulaire de la Croix du mérite et futur membre de l'Ordre du service distingué, est décoré de la Croix Victoria, la troisième gagnée ce jour-là par la 3e division canadienne[117].

La bataille par étapes obtient graduellement les résultats escomptés. Au cours de cette seconde attaque fort coûteuse en direction de Passchendaele, le corps d'armée canadien réalise des gains allant jusqu'à mille verges sur un front de 2,800 verges"'. Les pertes sont presque aussi élevées que celles de l'assaut précédent qui avait duré trois jours: 884 tués, 1,429 blessés (y compris 130 gazés) et huit hommes faits prisonniers.

La prise de Passchendaele, le 6 novembre

Dès le 18 octobre, le général Currie a obtenu du général Plumer l'autorisation de faire une pause de sept jours à la ligne bleue, pour permettre les relèves entre divisions et pour s'assurer que lors de la reprise des opérations la Cinquième armée prête son concours en avançant sur la totalité de son front au lieu de ne constituer qu'un flanc de protection pour l'attaque canadienne"'. Ce dernier motif se trouve toutefois annulé le 31 octobre lorsque le GQG ordonne à la Deuxième armée de se charger du secteur du front du général Gough adjacent au front canadien, afin que la bataille se poursuive sous un commandement unique. Le 2 novembre, Plumer fait relever le 18e corps d'armée par le 2e, nies lors de la reprise de la bataille ce dernier se contentera d'appuyer les Canadiens de son artillerie. Sur la droite du corps canadien le 1er corps Anzac, le 9e corps et le 8e, tous placés sous le commandement de Plumer, devront simuler des attaques sur un front de quatre milles s'étendant vers le sud jusqu'à Zandvoorde (qui se trouve à mi-chemin entre la route de Ménin et lie le canal Ypres-Comines)[120].

Les premiers jours de novembre, les ire et 2e divisions montent au front en chemin de fer depuis leur cantonnement de réserve à l'est de Cassel pour se charger des positions des 3e et 4e divisions respectivement. Après trois heures de train sans le moindre confort, ils arrivent à la gare en ruine d'Ypres d'où ils se rendent à pied jusqu'aux secteurs de bataillons dans le saillant désolé. Ces relèves se terminent le 5 novembre au matin. Dans la nuit du 5 au 6, les unités d'assaut viennent s'installer sur les positions d'où elles monteront à l'attaque. Toutes sont en place à quatre heures du matin.

* Le service de renseignements du Corps d'Armée a compté quatre contre-attaques de bataillons sur le front canadien pendant la matinée du 30. Dans l'ensemble, elles ont toutes été désorganisées par le feu de l'artillerie et des mitrailleuses à une bonne distance des positions canadiennes[116] .

Le plan du général Currie prévoit une attaque en deux étapes (la huitième et la neuvième de la bataille d'automne), la première pour s'emparer du village de Passchendaele et la deuxième, quatre jours plus tard, pour occuper la cime de la crête principale à l'est. Les objectifs du Corps pour le 6 novembre jalonnent la ligne verte, vague demi-cercle de mille verges de rayon centré sur la Graf House. En plus de Passchendaele, cette ligne englobe les hameaux de Mosselmarkt et Goudberg au nord-ouest. Sur la droite, la 2e division doit envoyer trois bataillons de la 6e brigade (brigadier-général Ketchen)—les 27e, 31e et 28e bataillons d'infanterie—à l'assaut de Passchendaele, tandis que, dans le secteur de la 1re division, les let et 2e bataillons avanceront de chaque côté de la route MeetcheeleMosselmarkt. Ces unités de la Ire brigade auront le plus long trajet à parcourir, soit environ trois quarts de mille. La couverture de la droite du Corps sera assurée par le 26e bataillon (5e brigade), attaquant Passchendaele par le sud. Sur le flanc gauche, le 3e bataillon est chargé d'une opération auxiliaire contre les villas des Vignes, point fortifié que les Allemands occupent à 350 verges au sud est de la ferme Vapour[121].

La ligne de départ traverse de grandes zones de terrain marécageux ou inondé, surtout dans le secteur du major-général Macdonnell, où le seul terrain ferme se trouve sur l'éperon étroit de Bellevue-Meetcheele. Cependant, vers l'avant, le terrain est dans l'ensemble plus élevé et plus sec que celui que les Canadiens ont parcouru lors de leurs attaques antérieures. Sur la droite, ils devront faire face à de nouveaux adversaires. La 11e division allemande n'est arrivée de Champagne que le 3 novembre pour relever la 39e division entre le chemin de fer YpresRoulers et le chemin de Mosselmarkt. Face à la gauche de la Ire division canadienne, se trouve un bataillon de la 4e division[122].

Le 6, à six heures du matin, un puissant barrage, très réconfortant pour l'infanterie d'assaut, éclate d'un bout à l'autre du front et l'assaut se déclenche sous un ciel clair qui se couvrira plus tard, mais sans déverser de fortes pluies. Les compagnies d'assaut se sont si rapidement élancées de leurs positions de départ que la riposte de l'ennemi, ouvrant le feu quelques minutes plus tard, tombe principalement sur les arrières des assaillants. Des prisonniers ont signalé plus tard que l'infanterie suivait le barrage de si près que dans la plupart des cas les Allemands étaient débordés par les assaillants avant d'avoir eu le temps de mettre leurs mitrailleuses en batterie[123]. L'attaque s'est bien déroulée presque partout. La 2e division ne rencontre guère de résistance que de la part des blockhaus de l'extrémité nord de Passchendaele et, moins de trois heures après l'heure «H>, le village qui depuis si longtemps est l'objectif des Alliés est solidement occupé par les Canadiens.

C'est le 28e bataillon, sur la gauche, qui a été le plus éprouvé. Il s'est trouvé exposé à un feu nourri de mitrailleuses au début de l'attaque, alors qu'il sortait péniblement de la vallée du Ravebeek, les hommes avançant, selon le rapport de la 6e brigade, «dans la boue et dans l'eau jusqu'aux genoux, et par endroits jusqu'à la ceinture>. Un autre ennui fâcheux était le vol en rase-mottes des avions ennemis. Le temps couvert empêchant de prendre de l'altitude, les pilotes s'amusaient à mitrailler l'infanterie du camp adverse. Une cible qui reçut le plus

d'attention durant l'attaque fut la première ligne du 31e bataillon où les aviateurs allemands prirent une rangée de tuniques pour des troupes[124].

Ce fut un jour satisfaisant pour la 6e brigade. A l'honneur d'être le premier à entrer dans Passchendaele, le 27e bataillon, sur la droite de la brigade, a pu ajouter les lauriers remportés par l'un de ses hommes, le soldat J. P. Robertson. La bravoure avec laquelle il a anéanti un poste ennemi a ouvert la voie à sa section et lui a fait mériter la Croix Victoria à titre posthume[125].

Sur le front de la Ire division, ce n'est pas l'assaut principal, mais l'opération secondaire sur le flanc gauche qui provoque les plus durs combats. Une compagnie du 3e bataillon, qui s'y trouve isolée par un marécage du reste de la brigade du brigadier-général Griesbach, doit livrer une lutte acharnée aux défenseurs des villas des Vignes. Dans cette opération un membre du bataillon, le caporal C. F. Barron, a gagné la Croix Victoria pour s'être rué sur trois postes de mitrailleuses ennemis et s'en être emparé, retournant l'une des mitrailleuses contre les ennemis en retraite[126]. Les mitrailleuses capturées et 40 prisonniers, en plus des nombreux Allemands morts et blessés, ont témoigné de l'âpreté de la résistance.

Ailleurs, les troupes du général Macdonell n'ont éprouvé que peu de difficulté. Mosselmarkt s'est laissé surprendre et de ses grands blockhaus sont sortis en vaincus quatre officiers et cinquante hommes. Les garnisons des entonnoirs bien camouflés des alentours ont résisté davantage, mais à huit heures la 1re brigade atteignait et consolidait la ligne verte. Sur sa droite, la 2e division repousse la seule contre-attaque sérieuse de la journée. Le chiffre de «moins de 700 hommes», représentant les pertes de la journée inscrites avec enthousiasme par sir Douglas Haig dans l'extrait de son journal relatif à l'opération, ne doit représenter que le nombre de tués qu'on lui avait alors signalé. Le total des pertes canadiennes pendant l'assaut et le bombardement le même jour s'est élevé à 2,238 hommes, dont 734 ont été tués ou sont morts de leurs blessures. Un total de 464 Allemands faits prisonniers ont été admis dans la cage du Corps ou dans les postes de tri des blessés le 6 novembre et le lendemain[127].

Le corps d'armée canadien se montre très satisfait d'avoir remporté cette victoire dans des circonstances très difficiles*. Comparant cette réussite à la victoire de la crête de Vimy, le commandant en chef déclare dans sa dépêche «qu'elle est le deuxième exemple, depuis le début de l'année, d'une série ininterrompue de succès remportés par les troupes canadiennes».

Le lendemain de la prise de Passchendaele, le général Currie ordonne la neuvième et dernière étape de la bataille pour le 10 novembre[129]. Il s'agit de s'emparer de ce qui reste des terrains élevés au nord du village, à proximité du carrefour de Vindictive et de la cote 52. Le carrefour est à mille verges au nord de Passchendaele sur la route de Westroosebeek; la cote 52, à un demi-mille au delà du carre-

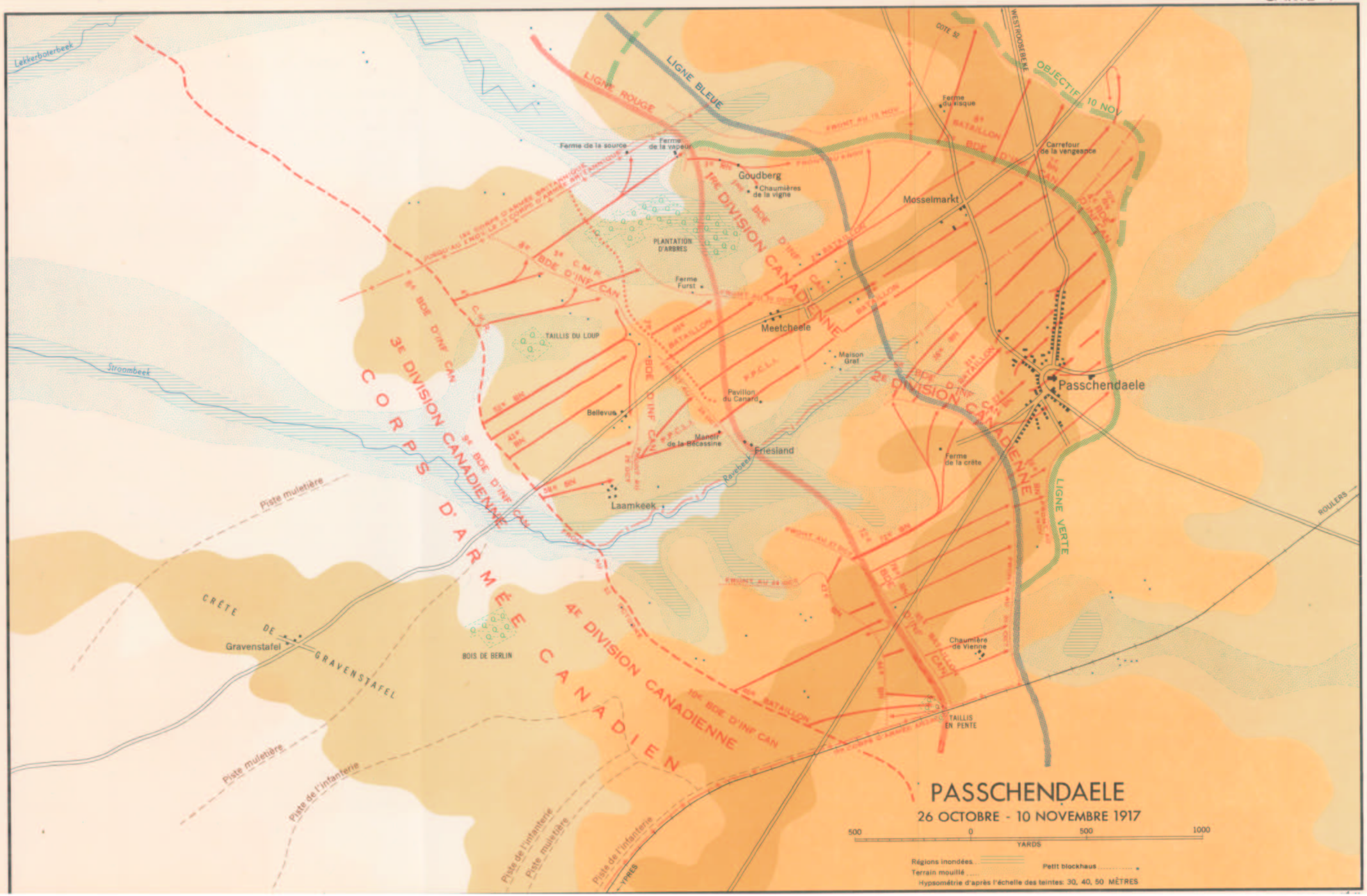
* Des postes de radio à ondes continues ont été expérimentés pour la première fois en combat au cours de cette attaque et ont donné entière satisfaction. Les commandants avaient jusqu'alors hésité à se fier à cette méthode d'émettre les messages, mais à partir de ce jour-là ils se sont déclarés .disposés à considérer la radio comme faisant intégralement partie du dispositif général de communications»[128].

four, est le point culminant de l'extrémité nord de la crête de Passchendaele. Devenus maîtres de ces objectifs, les Canadiens pourront observer toutes les positions allemandes au nord-est. Le front de l'attaque canadienne s'est considérablement rétréci car le 2[1,] corps d'armée, à la gauche, se charge d'occuper l'éperon de Goudberg. Currie confie l'assaut princial à la 2e brigade canadienne (brigadier-général Loomis), appuyée à droite par un bataillon de la 4e brigade (brigadier-général Rennie).

Les Allemands ont opéré de nouvelles relèves depuis les combats du 6 novembre. Des prisonniers ont raconté plus tard que leurs unités s'étaient désorganisées et entremêlées au cours des récents combats, à tel point qu'elles ne reconnaissaient plus les secteurs du front qu'elles occupaient. Les Canadiens ont maintenant devant eux, du nord au sud, des éléments de trois régiments de la 4e division et un régiment de la 44e division de réserve, qui a remplacé la 111[,] division le 9 novembre[130]. A en juger par le manque d'organisation de sa défense et par l'indifférence de plusieurs des Allemands qui ont déjà été faits prisonniers, l'ennemi ne semble pas accorder une grande importance aux positions attaquées. Cette hypothèse sera confirmée plus tard par le peu de résistance qu'il offrira en général à l'attaque. Les officiers d'un groupe de onze hommes faits prisonniers dans un abri souterrain se sont montrés manifestement embarrassés lorsqu'on les a interrogés sur la façon dont ils ont été capturés.

Il pleut abondamment lorsque les 7e et 8e bataillons s'élancent de leur point de départ au nord et au nord-est de Mossehnarkt le 10 novembre, un peu après six heures. A 7h.30 du matin, les deux unités ont atteint leur premier objectif qui n'était qu'à 500 verges; mais, pour atteindre son but, le 7e bataillon, sur la droite, doit parcourir 300 verges de plus pour annihiler des mitrailleuses allemandes gênantes d'une tranchée voisine. A ce moment, le 109 bataillon venu de la réserve de la brigade, occupe tout le front de la 2e brigade et avance la ligne jusqu'à l'objectif final. A la gauche des Canadiens, l'avance de la 1- division anglaise se heurte à une contre-attaque allemande qui réussit à s'insérer entre deux bataillons divergents. Leurs flancs intérieurs ainsi exposés au feu de l'ennemi, les deux unités subissent de lourdes pertes et doivent se replier. Il en résulte que le 8e bataillon canadien, qui s'est emparé de la ferme Aventure, capturant quatre canons de 77 mm., doit combler le vide en repliant son aile gauche[131].

Le front de l'attaque anglo-canadienne, déjà étroit au départ et réduit des trois cinquièmes par suite de l'échec sur la gauche, permet à l'ennemi de concentrer un peu d'artillerie exceptionnellement dense sur la nouvelle ligne. C'est aux contrebatteries de cinq corps d'armée allemands que se trouve exposé le front canadien"132. Un Australien notera dans son journal: c... presque aussi infernal qu'à Pozières ...'. II ajoute: «La nuit est une vraie malédiction et la journée ne lui cède en rien ... Si les Canadiens tiennent le coup, ce sont des soldats extraordinaires»133. Le bombardement est particulièrement intense de neuf heures à la fin de l'après‌midi; beaucoup de prisonniers allemands, en route vers le parc canadien, sont tués par leurs propres canons. La mauvaise visibilité gêne les opérations de contrebatterie et les avions d'observation, sans pourtant empêcher les chasseurs ennemis


Lekkerboterbeek
Stroombeek
LIGNE ROUGE
LIGNE BLEUE
OBJECTIF 10 NOV
LIGNE VERTE
Ferme de la source
Ferme de la vapeur
Goudberg
Chaumières de la vigne
Ferme du risque
Carrefour de la vengeance
Mosselmarkt
PLANTATION D'ARBRES
Ferme Furst
TAILLIS DU LOUP
Meetcheele
Maison Graf
Pavillon du Canard
Bellevue
Manoir de la Bécassine
Friesland
Ferme de la crête
Passchendaele
Laamkeek
Roezebeek
ROULERS
CORPS D'ARMÉE CANADIEN
3E DIVISION CANADIENNE
1RE DIVISION CANADIENNE
2E DIVISION CANADIENNE
4E DIVISION CANADIENNE
CRÊTE DE GRAVENSTAFEL
GRAVENSTAFEL
BOIS DE BERLIN
Chaumière de Vienne
TAILLIS EN PENTE
Piste muletière
Piste de l'infanterie
YPRES
PASSCHENDAELE
26 OCTOBRE - 10 NOVEMBRE 1917
500 0 500 1000
YARDS
Régions inondées
Terrain mouillé
Petit blockhaus
Hypsométrie d'après l'échelle des teintes: 30, 40, 50 MÈTRES

de bombarder et de mitrailler les soldats canadiens qui consolident leurs positions ou apportent du ravitaillement. Dans le courant de l'après-midi, le feu des armes portatives du 20e bataillon suffit à repousser une contre-attaque allemande; une autre contre-attaque sera disloquée par l'artillerie. Les Canadiens s'accrochent donc farouchement. Pour mieux protéger le saillant qu'ils viennent de conquérir, ils envoient des avant-postes dans des entonnoirs et des tronçons de tranchées assez loin en contrebas sur le versant est de la crête. Les combats de la journée ont coûté aux Canadiens 1,094 hommes, dont 420 tués.

Cette attaque du 10 novembre met fin à la troisième bataille d'Ypres, en cours depuis si longtemps. Haig avait espéré installer ses positions d'hiver sur la totalité de la crête de Passchendaele-Westroosebeke, mais le front est encore à un demimille du village de Westroosebeke. Cependant, l'opération de Cambrai doit commencer dans dix jours. Cinq divisions britanniques sont allées ou sont sur le point d'aller en Italie (malgré les protestations véhémentes du commandant en chef) et trois autres devront peut-être s'y rendre. Le prolongement du front de l'autre côté de la Somme, comme le demandent les Français, réduirait encore de quatre divisions les moyens d'offensive des Britanniques. C'est pourquoi, le 15 novembre, le commandant en chef décide que «l'offensive sur le front des Flandres doit être suspendue immédiatement, bien qu'il soit important que cette décision demeure secrète aussi longtemps que possible»[134]. Le 13 novembre commence la relève graduelle des divisions canadiennes et, le 20, le général Currie reprend le commandement de l'ancien front Lens-Vimy. Pendant son séjour dans le nord, le corps d'armée canadien a perdu 15,654 hommes au combat.

Passchendaele vu en rétrospective

Quel jugement peut-on porter sur la bataille de Passchendaele? La tentative de percée a échoué et Haig doit se contenter d'une avance de quatre milles et demi. L'ennemi occupe toujours les ports belges et cinq mois plus tard il reprendra, avec intérêts, tout le terrain qu'il vient de perdre. Est-il donc possible de considérer la campagne des Flandres de 1917 comme un sucès au moins partiel?

Dans l'ensemble, le public a répondu par la négative. Dans les années d'aprèsguerre, le haut commandement britannique, et Haig en particulier, reçoivent des reproches violents de personnalités telles que David Lloyd George et Winston Churchill, et divers historiens militaires ne tardent pas à faire chorus. «Sauvage, vaine et sanglante», tels sont les adjectifs dont le premier ministre d'Angleterre des années de guerre qualifie la troisième bataille d'Ypres[135]. Churchill y va lui aussi de son compliment: «Cette aventure fut un gaspillage pitoyable et sans précédent de bravoure et de vies humaines»[136].

Les principales erreurs de Haig sont d'avoir préparé son offensive sur un terrainnque le mauvais temps rendait impraticable et d'avoir persisté dans son effort coûteux alors que tout espoir raisonnable de succès avait disparu depuis longtemps. Les partisans de Haig prétendent cependant que la campagne était nécessaire pour soulager les Français et qu'elle était motivée en tant qu'opération de harcèlement,

car, affirment-ils, les Allemands ont subi des pertes beaucoup plus lourdes que celles des Alliés.

Si les sombres pronostics de lord Jellicoe (voir ci-dessus, p. 330) ont vraiment incité le Comité de guerre du Cabinet à autoriser Haig à tenter sa «marche de canards» d'Ostende à Zeebrugge, il convient d'examiner la mesure dans laquelle l'Amirauté est responsable de la troisième bataille d'Ypres. Il semble bien que la campagne sous-marine de 1917 ait influé beaucoup trop sur la conduite des opérations terrestres. Il est vrai qu'au cours des quatre premiers mois de destruction à volonté, les flottilles de sous-marins ayant leurs bases dans les Flandres ont pu compter à leur actif près du tiers du tonnage coulé. Il est cependant fort probable que, si Ostende et Zeebrugge avaient été capturées, les sous-marins qui y avaient leur base auraient continué leur activité à partir de ports allemands; aucune opération terrestre ne pouvait mettre fin à la destruction des navires marchands. Le plus grand responsable du succès de la campagne sous-marine est certainement l'Amirauté qui s'opposait obstinément à la méthode du convoi* adoptée finalement à grande échelle en juillet, après que Lloyd George eut rendu personnellement visite à l'Amirauté pour donner des ordres péremptoires»[138]. Il en est immédiatement résulté une réduction des pertes maritimes beaucoup plus considérable que n'aurait pu le faire la capture des bases des Fiandres[139].

Nous avons déjà abordé la question de la responsabilité de Pétain. C'est au début de l'été, immédiatement après les mutineries françaises (voir ci-dessus, p. 264), qu'il avait demandé à Haig d'intensifier son activité pour soulager les Français. Rappelons qu'aucun texte contemporain ne confirme cette demande. Et pourtant la conviction que la faiblesse de l'armée française avait incité Pétain à formuler cette demande allait jouir d'un certain crédit après la guerre, lorsque Haig a essuyé les reproches de ceux qui affirmaient que cette campagne coûteuse avait été inutilement prolongée. Le maréchal a déclaré à plusieurs personnes qu'il avait été contraint de lancer et de continuer l'offensive dans les Flandres pour prévenir une offensive allemande irrésistible contre les troupes françaises démoralisées. En 1930, sir Arthur Currie, en réponse à un correspondant qui lui signalait un article du journal français *Le Temps*† au sujet des combats de Passchendaele, rappela qu'au moment de la Conférence de la paix, en 1919, Haig

* Les objections de l'Amirauté étaient la difficulté de rassembler un nombre suffisant de navires d'escorte, la conviction que les capitaines de navires marchands n'avaient pas la compétence ou les aides à la navigation nécessaires pour manoevrer et garder leur place en convoi, la réduction du potentiel de transport des cargos en convois par suite de la réduction du nombre d'allers et retours possibles en un an, et surtout la cible beaucoup plus vaste que la concentration d'un grand nombre de cargos offrirait aux sous-marins ennemis, surtout au moment vulnérable de la dispersion du convoi[137] .

† Cet article, paru le 7 février 1930, avait été inspiré par le compte rendu rédigé, à l'occasion de l'anniversaire de l'Armistice, par un commandant de division du Canada qui avait combattu à Passchendaele. En voici un extrait:

> «La guerre des Flandres ... fut une bataille anglaise dont Passchendaele fut le dernier événement. Elle n'avait rien à faire avec le moral français. Le rôle joué dans cette bataille par la Première armée française démontre, en outre, que le moral des soldats français était loin d'être, à ce moment-là, ce que certains généraux canadiens décrivent dans leurs discours et leurs articles...

lui avait raconté «pourquoi il fallait s'emparer de Passchendaele». Le premier motif de Haig était la nécessité d'empêcher les Allemands d'attaquer les Français, très démoralisés par les mutineries dans leurs rangs. II voulait aussi s'emparer des bases de sous-marins de la côte belge. Puis, parlant de l'existence d'un parti de la paix en France et en Angleterre, ainsi que des combats très durs que l'armée anglaise avait dû livrer, Haig a rappelé qu'il était déterminé à relever le moral des troupes françaises et des troupes anglaises en achevant les combats de 1917 sur une victoire[140]. En mars 1927, il avait écrit par exemple au brigadier-général Charteris, ancien chef de son service de renseignement: «...le danger d'un effondrement de l'armée française en 1917 *nous a contraints à poursuivre l'offensive.* Il m'était impossible de quitter Ypres plus tôt pour me tourner vers Cambrai sans que Pétain vienne insister pour que je ne laisse aucun répit aux Allemands pendant une semaine, par suite de l'état *désastreux* des troupes françaises»[141].

Mais des explications fournies plus de dix ans après ne peuvent contredire ce que Haig avait noté dans son journal à l'époque de cette bataille. Si, en effet, le commandant en chef, à l'automne de 1917, avait cru que les Français le pressaient de poursuivre l'offensive dans les Flandres, la conversation qu'il avait eue avec le président Poincaré à Lillers, à la veille de l'attaque des Australiens à Passchendaele, avait dû l'éclairer. Il écrit dans son journal que Poincaré l'avait abasourdi lorsqu'il lui avait demandé: «Quand arrêterez-vous l'opération! II tenait à le savoir parce que nous étendions notre front»[142].

Voyons maintenant le revers de la médaille. L'analyse des chiffres des pertes, de part et d'autre, devrait aider à déterminer si les Alliés ont réussi ou échoué. Malheureusement, bien que les deux adversaires aient publié de nombreux états de leurs propres pertes et des évaluations des pertes de l'autre, il n'a pas été possible de trouver de termes communs pour une comparaison exacte*. L'historien officiel anglais, citant les chiffres fournis au conseil de guerre suprême en février 1918, donne comme total des pertes britanniques, du 31 juillet au 12 novembre, 244,897 hommes tués, blessés, faits prisonniers et disparus[143]. Il a retouché (avec une libéralité difficile à justifier) le chiffre officiel allemand de 217,000 hommes perdus par la Quatrième armée (21 juillet-31 décembre) pour conclure: «Que les Allemands ont probablement perdu environ 400,000 hommes»[146].

II est difficile d'accepter ces chiffres, contraires à la normale en ce qu'ils attribuent des pertes beaucoup plus élevées aux défenseurs qu'aux assaillants. Un décompte officiel publié par le War Office en 1922 a inversé les facteurs, apportant une confirmation opportune aux détracteurs de Haig. D'après ce rapport, le total des pertes sur la totalité du front de l'ouest au cours des six derniers mois de 1917

* La statistique, fournie en général par les armées, ne correspond pas exactement au front de la bataille ni à la durée précise de la campagne. De plus, les rapports britanniques et allemands diffèrent dans leur façon de compter les blessés.

† Edmonds ajoute environ 30 p. 100 pour les blessés légers (bien que tout semble prouver qu'ils étaient déjà compris dans le chiffre allemand"[144]) et augmente encore le total pour tenir compte de «plusieurs divisions qui ont remis leurs rapports après avoir quitté la Quatrième armée- et d'autres troupes non précisées, étrangères à cette armée[145].

s'est élevé à 448,614 Britanniques et 270,710 Allemands. D'après la même source, les pertes britanniques du 31 juillet au 19 novembre se sont élevées à 324,140 hommes[147]. Si l'on réduit encore ces chiffres pour éliminer les pertes des secteurs dits «calmes», *non compris* dans le front de la bataille principale, nous arrivons approximativement au total publié par le conseil de guerre suprême en 1918. L'addition de quelque 15,000 hommes, pour tenir compte des dix jours de bombardement préliminaire (à partir du 21 juillet) porterait ce chiffre à environ 260,000. Des chiffres comparables pour la Quatrième armée allemande, du 21 juillet au 10 novembre, publiés par le Quartier général suprême, fixent les pertes allemandes à 202,000 hommes[148]. Ces deux totaux semblent donner une idée aussi exacte que possible de l'étendue des pertes des deux adversaires.

Mais, pour mieux mesurer l'affaiblissement subi, il faut déterminer auquel des deux adversaires ces pertes coûtent le plus cher. Dans cette perspective, ce sont les Allemands qui ont le plus souffert. Leur histoire officielle reconnaît que «la bataille a entraîné une usure excessive des forces allemandes. Les pertes étaient si lourdes qu'il n'était plus possible de les combler, et la puissance de combat des bataillons, déjà réduite, a de nouveau nettement baissé»[149]. C'est là que nous pouvons trouver la vraie raison de la persévérance de Haig. Mal renseigné par les évaluations excessives des pertes allemandes que lui communique son service de renseignements (tout en minimisant d'ailleurs ses propres pertes), Haig est convaincu que le moral des Allemands, tant civils que militaires, est sur le point de s'effondrer. En juin, il avait demandé à ses commandants d'armée «une autre grande victoire> qui pourrait «faire pencher définitivement la balance>[150]. En août, (assurant au chef de l'État-major général de l'Empire qu'un «simple regard sur les rapports quotidiens de nos services de renseignements convaincrait le plus sceptique de la véracité de ce que j'écris») il compare «le triste état des troupes allemandes à l'excellente forme de nos hommes»[151]. A la fin de septembre, il estime «que l'ennemi chancelle»[152]. Finalement en octobre, lorsque le chef de son service de renseignements, le brigadier-général Charteris, habituellement trop optimiste, consigne dans son journal (le 10) «qu'il n'est plus possible maintenant de remporter ici un succès complet cette année»[153], le commandant en chef est contraint de viser un peu moins haut. Lorsque les Canadiens interviennent dans la bataille, l'objectif s'est restreint considérablement: la capture de la crête de Passchendaele, ou (ce but n'étant pas encore atteint à la fin du mois) d'un secteur suffisant de la crête pour y établir des positions défendables pendant l'hiver. A ce moment, le *nom* même de Passchendaele constituait un objectif. Mais Haig ne devait même pas parvenir à ces fins, si modestes fussent-elles, car les exigences du front italien l'obligent à abandonner l'offensive.

Le débat sur Passchendaele n'est pas près d'être clos. Vue sous son jour le plus favorable, l'offensive des Flandres de Haig doit être considérée comme une étape particulièrement intense de la lutte continue que les Alliés ont livrée aux Allemands sur le front Ouest du début de la guerre de tranchées à la fin du conflit. Cependant, bien que la campagne de 1917 renversât les plans stratégiquès de Haig et dégénéra en lutte d'usure, cet affaiblissement a eu d'importants résultats.

La Somme, si coûteuse pour les Alliés, a pourtant marqué le début de la destruction de l'armée allemande. Passchendaele lui a porté un second coup encore plus dévastateur.

Le conseil suprême de guerre

Bien que Lloyd George ait pu imposer à l'Amirauté la volonté du cabinet sur la façon de combattre l'ennemi en mer (voir ci-dessus, p. 356), il a été singulièrement impuissant à se faire obéir du haut commandement au sujet des opérations terrestres. Aux yeux du premier ministre d'Angleterre, la cause principale des échecs des trois dernières années provenait du refus des «partisans de l'Ouest» de considérer tous les théâtres de guerre comme un vaste champ dé bataille présentant un front unique contre lequel, au moment opportun, des efforts coordonnés pouvaient être concentrés sur le point qui offrait alors les meilleures chances à l'Alliance. Il était bien difficile d'espérer l'adoption d'un tel point de vue tant que le commandant en chef en campagne, imbu de l'importance de son propre secteur, avait assez d'influence pour l'emporter sur les gens du ministère de la Guerre qui recommandaient une stratégie contraire à la sienne. II semblait que la solution fût de former un organe interallié doté d'un personnel et d'un service de renseignements qui, «travaillant en collaboration» étudieraient l'ensemble du front et choisiraient le secteur sur lequel une action concentrée aurait les meilleures chances de réussir»[154]. Le Comité de guerre ne serait plus ainsi obligé de se contenter des conseils de ces «Occidentaux» convaincus: Haig et Robertson. Vers la fin de juillet 1917, le général Foch, en déterminant les mesures à prendre si la Russie se désistait, comme on le craignait, avait préconisé l'unité d'action obtenue «au moyen d'un organe militaire interallié permanent, qui pourrait faciliter le déplacement rapide des troupes d'un théâtre à un autre[155]. Lors de sa visite à Lloyd George, à Londres en octobre 1917, le premier ministre de France, M. Painlevé, a accepté de soumettre un tel projet à l'Italie et aux États-Unie[156].

La situation sur le front italien à la fin de l'été et à l'automne est venue confirmer l'à-propos de créer un commandement central allié. Rappelons qu'en approuvant l'offensive des Flandres le cabinet anglais avait stipulé qu'en cas d'échec Haig expédierait des canons et des hommes en Italie. A l'aide des batteries que lui avaient envoyées la Grande-Bretagne et la France au début de l'été, si modeste que fût cette contribution, le général Cadorna avait déclenché ses offensives d'avril et d'août (la dernière s'appelant la Onzième bataille de l'Isonzo). Ces deux offensives ont fini en queue de poisson, surtout faute de canons et de munitions lourdes en quantité suffisante. Puis, le 24 octobre, après avoir renforcé le secteur italien au moyen d'une armée allemande de six divisions (dont quatre venaient du front de l'est), les puissances centrales ont lancé une vigoureuse offensive pour franchir le cours supérieur de l'Isonzo. Se servant d'obus à gaz contre lesquels les masques italiens étaient inefficaces, le général Otto von Below et sa Quatorzième armée, flanquée au sud de deux armées autrichiennes, a bousculé les défenses italiennes en une bataille brillante qui devait porter le nom du bourg

voisin de Caporetto. Son flanc gauche étant complètement débordé, Cadorna a ordonné un repli jusqu'au Tagliamento, cours d'eau situé à quarante milles en arrière. Mais la poursuite des Italiens en déroute a continué jusqu'à la ligne du Piave, où les troupes de Below ont fait halte au bout d'une avance de 80 milles depuis l'Isonzo. Ils avaient capturé quelque 265,000 prisonniers et un butin comprenant plus de 3,000 canons[157]. Ludendorff devait écrire dans ses mémoires: <Le commandement allemand et ses troupes venaient de se couronner de nouveaux lauriers dans la campagne d'Italie et avaient accompli tout ce qu'on pouvait en attendre»[158].

A la suite des rapports alarmants sur le désastre de Caporetto les Italiens reçoivent un secours prompt mais tardif. Cinq divisions britanniques et six divisions françaises et autres troupes de renfort arrivent en Italie du nord entre le 10 novembre et le 12 décembre. Le mouvement se déroule rapidement et avec efficacité, grâce aux excellents préparatifs administratifs du général Foch, qui avait été dépêché en Italie en avril pour préparer les plans d'intervention en cas d'une situation aussi grave. C'est encore Foch qui arrête prudemment les premiers renforts suffisamment à l'arrière pour éviter qu'ils soient sacrifiés dans des engagements fragmentaires au milieu de la mêlée générale[159].

Le désastre de Caporetto ne pouvait pas mieux tomber pour servir les desseins de Lloyd George. Le 5 novembre, des représentants des gouvernements anglais, français et italien se réunissent à Rapallo, près de la frontière française, officiellement pour étudier l'envoi d'une aide supplémentaire à l'Italie[160]. Les Italiens demandent tout particulièrement l'examen de la politique stratégique à l'échelon inter-allié. Le 7*, la conférence crée au scrutin le conseil de guerre suprême. Il tient sa première séance à Rapallo, puis les réunions suivantes à Versailles.

A l'origine, le conseil se composait des chefs des gouvernements anglais, français et italien, ou leurs représentants et d'un officier général pour chaque puissance à titre de représentant militaire permanent. Sur les instances de Lloyd George, qui voulait à tout prix que le nouveau conseil se sente l'entière liberté de formuler des recommandations sur la stratégie alliée, aucun pays n'avait le droit de nommer son chef d'état-major à titre de représentant militaire. Pour représenter la Grande-Bretagne, il a choisi le général sir Henry Wilson, un partisan du front de l'Est. Foch se trouvant ainsi exclu du conseil, c'est le général Weygand qui est devenu le représentant de la France. En décembre, le conseil décidait d'accueillir des représentants politiques et militaires américains. Bien que le conseil de guerre suprême ait résolu certains problèmes d'autorité du premier ministre d'Angleterre, il s'en fallait de beaucoup qu'il représente pour les Alliés l'autorité efficace dont ils avaient besoin pour agir rapidement et avec décision en cas d'urgence. Le conseil était tout au plus un organe de consultation et de délibération. Il faudra un tragique revers sur le front de l'Ouest l'année suivante pour obliger les Alliés à s'entendre sur la création d'un commandement suprême.

* Dans l'intervalle, la Russie avait presque cessé de participer à la guerre. Le 8 novembre, les bolchevistes s'emparaient de la capitale, Petrograd, et deux semaines plus tard, Lénine demandait aux allemands de conclure un armistice.

LE FRONT ITALIEN
1917
10 20 30 40 50
MILLES
AUTRICHE
ITALIE
ALPES CARNIQUES
Klagenfurt
Drave
Ljubljana
Save
Fiume
Trieste
Caporetto
Udine
Gorizia
Isonzo
Tagliamento
Piave
Venise
MER ADRIATIQUE
AU 10 NOV 1917
CROQUIS 44

La cavalerie canadienne à Cambrai

Du front italien qui vient de s'effondrer, nous retournons au front occidental. La possibilité d'entreprendre des opérations sur le front de Cambrai avait été envisagée en avril 1917, lorsque le commandant en chef britannique avait ordonné à la Quatrième et à la Cinquième armées de préparer des plans en vue d'une attaque dans ce secteur (voir ci-dessus, p. 297). La relève ultérieure de ces armées par la Troisième armée avait transmis au général Byng la responsabilité d'une telle entreprise. Elle demeure en suspens pendant la longue offensive des Flandres, mais au milieu d'octobre Haig permet d'entreprendre les préparatifs et d'affecter les troupes nécessaires à un entraînement préparatoire à une offensive *prévue* pour le 20 novembre[161].

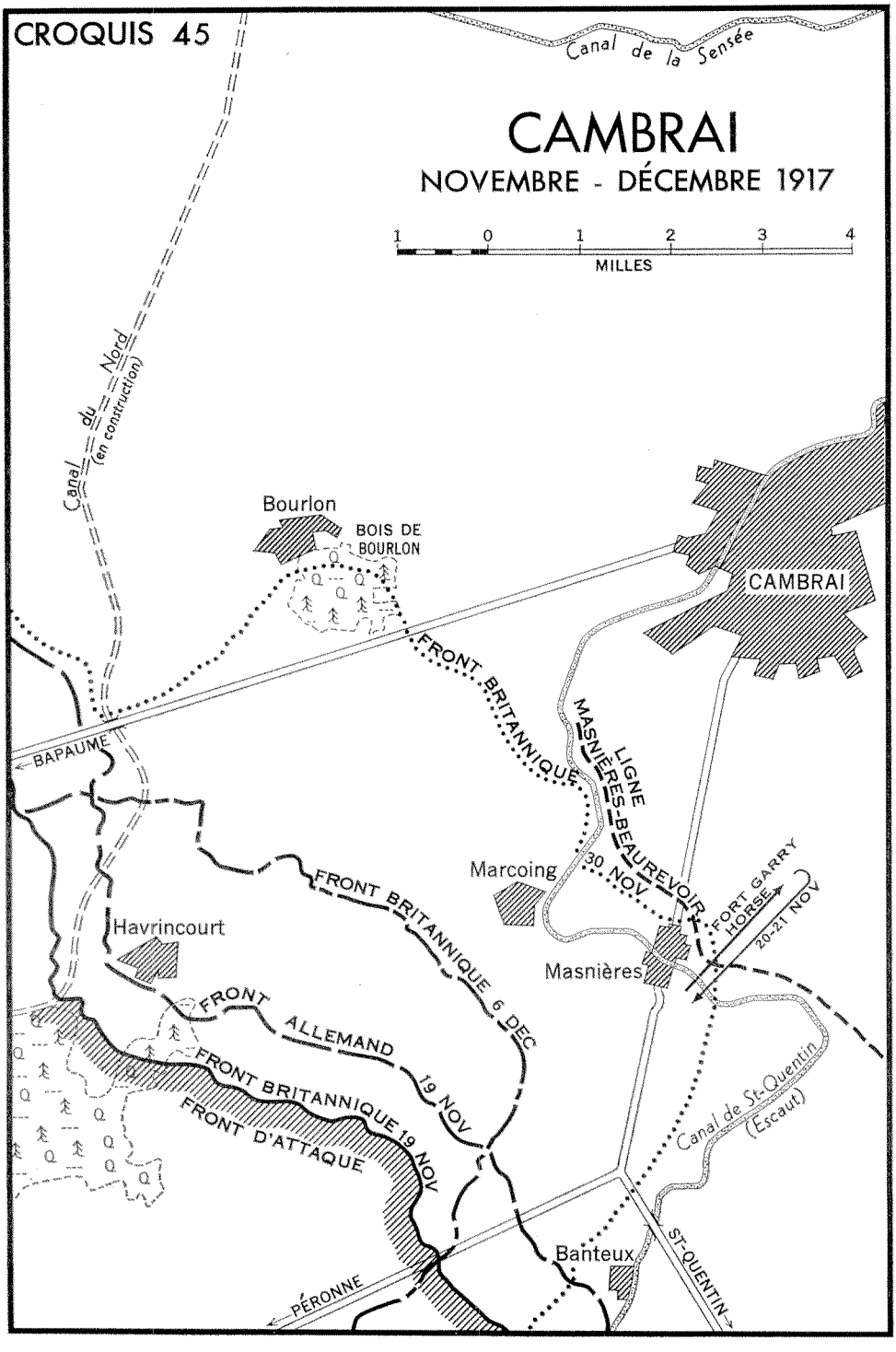
Le projet est ambitieux puisqu'il s'agit, s'il réussit pleinement, *de* disloquer le front allemand de Saint-Quentin, à 17 milles au sud de Cambrai, à la partie canalisée de la Sensée, à cinq miles au nord de la ville. Byng a l'intention de s'emparer du secteur situé entre le canal du Nord et le canal de Saint-Quentin' et délimité au nord par la Sensée. L'extrémité sud est fermée par la ligne Hindenburg, formée de puissants réseaux de barbelés à 500 verges au plus l'un de l'autre, qui obliquent vers le nord-ouest sur un parcours de sept milles, de Banteux à Havrincourt: c'est là que Byng compte faire sa percée. S'il réussit, toutes les lignes allemandes à l'ouest du canal du Nord seront mises en danger[162].

Ce secteur en terrain découvert et préservé a été choisi parce qu'il convenait aux blindés qui, pour la première fois depuis le début de la guerre, n'auraient plus à se contenter d'une intervention symbolique. Le commandant de l'armée compte utiliser 300 chars et cinq divisions d'infanterie pour enfoncer la ligne Hindenburg entre les canaux, et pour s'emparer des ponts du méandre est du canal de Saint-Quentin à Marcoing et à Massières. Dès que les défenses arrières de l'ennemi à l'est de ces localités (la ligne Masnières-Beaurevoir) seront disloquées, le Corps de cavalerie, revenant à son rôle normal†, chargera vers le nord pour isoler Cambrai par l'est et s'emparer des points de traversée de la Sensée. Pendant ce temps, les réserves d'infanterie prendront le bois de Bourlon, sur un éperon important au nord de la route Bapaume-Cambrai, et occuperont la ville de Cambrai. La jonction avec la cavalerie à la Sensée couperait les troupes des premières lignes allemandes à l'ouest et les exposerait à se faire attaquer à revers.

La «grande expérience» de Haig à Cambrai est évidemment l'emploi massif des blindés pour percer les défenses ennemies, mais ce ne sera pas la seule innovation tactique de la bataille. Les blindés devant se charger d'aplatir les barbelés ennemis, il est possible de profiter de la surprise en s'abstenant de l'habituel bombardement préliminaire. L'ennemi n'aura même pas l'avertissement normal que lui donnent les tirs de réglage de l'artillerie; les canons tireront d'après la

* Le canal de Saint-Quentin suit le cours de l'Escaut (Scheldt) et porte aussi le nom de canal de l'Escaut.

† Vers la fin de mai 1917, les 2e, 3e 4e et 5e (ancienne 2e division de l'Inde) divisions de cavalerie avaient été démontrées pour défendre la ligne au nord de la Somme. C'est là que vingt-sept membres du Fort Garry and Lord Strathcona's Horse furent décorés à la suite d'une incursion de 150 hommes, dans la nuit du 8 au 9 juillet[163].


CROQUIS 45
Canal de la Sensée
CAMBRAI
NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1917
1 0 1 2 3 4
MILLES
Canal du Nord (en construction)
Bourlon
BOIS DE BOURLON
CAMBRAI
FRONT BRITANNIQUE
LIGNE MASNIÈRES-BEAUREVOIR
BAPAUME
Marcoing
30 NOV.
FORT GARRY HORSE
20-21 NOV
Havrincourt
FRONT BRITANNIQUE 6 DÉC
Masnières
FRONT ALLEMAND 19 NOV
FRONT BRITANNIQUE 19 NOV
FRONT D'ATTAQUE
Canal de St-Quentin (Escaut)
Banteux
ST-QUENTIN
PÉRONNE

carte, profitant des progrès de la topographie et des méthodes de régimage[164].

Cambrai se trouve sur l'aile gauche du groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht, dans le secteur de la Deuxième armée du général de cavalerie von der Marwitz. Les formations allemandes qui recevront l'assaut britannique sont l'aile gauche de la 20e division Landwehr, toute la 54e division, et l'aile droite de la 9e division de réserve[166]. Ces divisions sont toutefois plus près de leurs renforts que les troupes d'assaut. Les Allemands ne s'attendent guère à une offensive dans ce secteur du front, que les soldats fatigués, ramenés de Passchendaele, appellent le «sanatorium des Flandres». Les historiens des régiments allemands signalent tous que des mesures avaient été prises pour repousser des attaques locales attendues le 20 ou le 21 novembre. Mais l'ampleur de l'assaut sera une surprise stratégique complète lorsqu'il se déclenchera à l'aube du 20 novembre[166].

Les blindés britanniques se sont assemblés dans le plus grand secret sur la ligne de bataille, à mille verges au moins des avant-postes ennemis. Il y a d'abord le vacarme des avions britanniques volant très bas au-dessus des positions allemandes, puis la vision et le bruit terrifiants et sans précédent d'un long cordon de chars s'ébranlant vers l'avant. Au même moment, mille canons déclenchent le tonnerre de leur feu, tandis que l'infanterie avance par vagues dans le sillage des chars pour franchir le terrain neutre. A quelques exceptions près, les défenseurs de la zone d'avant-postes se rendent ou s'enfuient. Plus loin, les assaillants se heurtent à des batteries de campagne isolées qui tirent sur les chars et l'infanterie est exposée au tir des postes de mitrailleuses dépassés par les blindés. Mais à la fin de la journée, la Troisième armée a fait une brèche dans les deux réseaux de la ligne Hindenburg*, ayant progressé de trois à quatre milles sur un front de six milles. Les canons allemands ont mis 65 chars hors de combat, tandis que 114 sont tombés en panne ou ont culbuté. Les assaillants ont perdu environ 4,000 hommes[168].

En cette première journée, les cinq divisions du Corps de cavalerie sont à peine intervenues. Le village de Marcoing a été dégagé par l'infanterie peu après midi, mais à Masnières, à 3,000 verges à l'est sur l'autre rive, l'ennemi a réussi à empêcher la 88e brigade d'établir une tête de pont. Deux compagnies ont traversé à l'est du village mais ont été presque immédiatement clouées sur place par un feu très intense. Sur la gauche de la brigade, le régiment de Terre-Neuve est parvenu à traverser le cours d'eau de haute lutte à l'extrimité ouest de Masnières, mais sans l'appui de l'artillerie ou des blindés il n'a pas réussi à percer la ligne bien défendue de Masnières-Beaurevoir, et a dû se retrancher.

Derrière les blindés et l'infanterie, des chars tirant les barbelés et des groupes de pionniers ont rapidement dégagé un passage pour la cavalerie. A 11 h.40 du matin, la 5e division de cavalerie, la brigade de cavalerie canadienne en tête, commence à se diriger vers le canal. Des renseignements inexacts ont fait croire

* Pour leur permettre de traverser les tranchées de douze pieds de la ligne Hindenburg, les chars avaient emporté de longues fascines de fagots solidement ficelées. Pour les fabriquer, des ouvriers chinois avaient utilisé 400 tonnes de broussailles et 12,000 pieds de chaînes, ces dernières provenant de tous les coins de l'Angleterre[167].

au commandant canadien, le brigadier-général J. E. B. Seely, que la 88e brigade a atteint son objectif à l'est du canal et c'est pourquoi vers deux heures il lance le régiment Fort-Garry à l'attaque. Le pont-route de Masnières s'était effondré sous un char qui avait tenté de le traverser, mais, avec l'aide de la population du lieu, un passage convenant à la cavalerie a pu être aménagé à une écluse à 300 verges au sud-est du village. A quatre heures, l'escadron «B» commençait à se diriger vers une crête dominante à deux milles au nord-est de Masnières. Mais le crépuscule de novembre tombait déjà, supprimant tout espoir de faire traverser un grand nombre de cavaliers à l'écluse utilisée par les Canadiens*. Seely a enfin reçu l'ordre d'arrêter le régiment Fort-Garry dans sa traversée du canal et de rappeler les hommes qui se trouvaient déjà sur la rive nord.

Cependant, l'escadron «B» était trop loin et livrait bataille tout seul. Un peu au delà de Masnières, le commandant d'escadron était tué par une mitrailleuse. Sous les ordres *du* lieutenant Harcus Strachan, les Canadiens ont poursuivi leur avance, maîtrisant une batterie allemande et mitraillant des groupes désorganisés de l'infanterie ennemie. Au crépuscule, l'escadron qui ne compte plus que_ 40 hommes de tous grades, prend position sur une route en contrebas à un peu plus d'un mille du canal, et repousse des patrouilles allemandes. Strachan lance ensuite ses chevaux en débandade pour détourner l'attention de l'ennemi et ramène ses hommes à pied. Au cours d'escarmouches avec des groupes ennemis pendant leur retour, ils font seize prisonniers. Le lieutenant Strachan, déjà titulaire de la Croix de guerre, est décoré de la Croix Victoria[169]. Les seules autres unités de cavalerie qui aient pris contact avec l'ennemi sont quelques escadrons de la 1- division de cavalerie, chargés de dégager la rive ouest du canal au nord de Marcoing.

A partir du deuxième jour, la bataille n'est plus qu'une course contre la montre pour gagner du temps sur les renforts allemands que le haut commandement et le Kronprinz Rupprecht envoient en toute hâte de la Quatrième armée des Flandres[170]. La cavalerie canadienne n'a pas eu à intervenir avec ses montures, mais le Royal Canadian Dragoons et le Lord Strathcona's Horse ont occupé des positions défensives à l'ouest *du* canal. L'attaque britannique atteint la limite de son succès (soit une avance maximum de cinq milles) le 23, par la prise du bois de Bourlon. Mais l'élan est rompu et l'inaptitude de la Troisième armée britannique, faute de réserves suffisantes, à gagner du terrain vers le nord condamne l'entreprise à l'échec. Le 27, l'ennemi reprend le bois. Trois jours plus tard, la Deuxième armée allemande lance une puissante contre-attaque avec la ferme intention de couper le profond saillant britannique. Appuyés par des avions volant très bas et exceptionnellement nombreux,† les Allemands repoussent l'aile

* Selon l'histoire officielle anglaise, la Troisième armée n'avait donné, avant la bataille, aucun détail sur les moyens de traverser le canal à l'est de Masnières. C'est pourquoi la cavalerie n'a pas profité d'un pont-route encore intact à moins d'un mille du village.

† Toutes les unités de chasseurs allemands se trouvant dans le secteur ont été mises provisoirement sous le commandement de von Richthofen, qui avait été promu au grade de Rittmeister (capitaine de cavalerie) et commandait habituellement l'escadrille de chasse (Jadgeschwader) n° 1, ce qui représentait un total de quatre escadrilles, y compris l'ancienne unité du baron, *Jagdstaffel* n° 11. L'un des rôles du .Grand cirque. était de protéger les unités de mitraillage[171].

droite britannique de près de trois milles. Toutes les réserves étant alors nécessaires, les trois régiments de cavalerie canadienne sont de nouveau appelés pour contenir l'ennemi". Les combats s'évanouissent enfin au milieu d'une chute de neige dans la première semaine de décembre. Alors que Rupprecht donne ordre à la Deuxième armée de consolider ses positions «en maintenant l'activité», Haig ordonne un nouveau rétrécissement du saillant trop coûteux à défendre. Ce repli se déroule dans la nuit du 4 au 5, les Britanniques conservant une bonne partie du terrain gagné le 20 novembre, mais abandonnant aux Allemands cinq milles de leur ligne originale au sud de la route Cambrai-Péronne. En deux semaines de combat, les Britanniques ont perdu plus de 44,000 hommes; les Allemands déclarent en avoir perdu 41,000[173].

Les résultats de la bataille de Cambrai sont loin d'être aussi concluants que les carillons victorieux des églises anglaises peuvent l'avoir fait croire. Le terrain gagné par les Britanniques sur l'aile gauche n'est guère plus vaste que celui qu'ils ont dû céder à l'ennemi sur l'aile sud. Une enquête officielle a attribué l'échec au manque d'expérience et d'instruction de l'infanterie britannique, et l'historien officiel anglais reproche aux officiers supérieurs de n'avoir pas su saisir les occasions favorables d'exploiter l'avantage initial[174]. Les Allemands ont, eux aussi, raté une belle occasion d'anéantir l'aile droite britannique. Rupprecht en impute la responsabilité à la Deuxième armée qui a manqué ses objectifs essentiels en faisant porter le poids de son assaut trop au nord"[175]. Néanmoins la bataille de Cambrai, par son emploi massif de blindés, a inauguré un nouveau mode de combat dont l'influence, loin de s'arrêter en 1918, s'exercera jusque sur les opérations de la seconde Guerre mondiale.

Le premier jour de la bataille, le Fort Garry Horse perd quatre-vingts hommes dont un certain nombre de disparus qui ont dû revenir plus tard. Fin novembre, durant la contre-attaque principale, l'ennemi tire à la mitrailleuse sur un train et bombarde les lignes du 4• bataillon canadien chargé de l'entretien des voies ferrées, lui infligeant quarante-cinq pertes (des 27 manquant à l'appel, le rédacteur du journal de l'unité s'attend que la majorité d'entre eux «reviendront dans quelques jours»)[176]. Le Strathcona subit plus de cinquante pertes durant le deuxième jour de la contre-attaque. Péndant que. les Allemands avançaient, le brigadier-général Seely recevait un héliogramme «d'opération» qu'il attendait avec impatience: «Au sujet des élections générales du Canada actuellement en cours, veuillez noter que vos Signaleurs voteront en tant qu'unité et non pas avec les Royal Canadian Dragoons»![177]

L'hiver 1917-1918

Les élections générales font parler d'elles depuis quelque temps déjà (voir ci-dessous, chapitre XI). La veille de la dernière attaque de Passchendaele, le commandant en chef reçoit du secrétaire d'État à la Guerre la requête suivante:

> «... sir George Perley est venu me parler des Canadiens. Vous savez qu'il doit se tenir des élections générales au Canada, que la question principale en sera la conscription, et que l'existence des divisions canadiennes dépend en fait de la victoire de sir Robert



UN CHAR ABANDONNÉ DANS LA BOUE DES FLANDRES

Lorsque cette photo a été prise, en novembre 1917, l'état du terrain empêchait les Canadiens d'utiliser des chars à Passchendaele, bien qu'on s'en fût servi en septembre, pour y appuyer les troupes britanniques. Des rails tordus aboutissant à un entonnoir inondé ajoutent à la désolation du paysage. Au fond, un obus allemand qui éclate.



L'ÉPERON DE BELLEVUE

Un emplacement fortifié, que les Allemands occupaient sur l'éperon de Bellevue, a été enlevé par la 9e brigade le 26 octobre 1917, premier jour de l'attaque initiale lancée par les Canadiens à Passchendaele. La photo, prise quelque dix-huit mois plus tard, nous montre les croix dressées sur les tombes provisoires des Canadiens tués dans l'assaut de l'éperon.



MITRAILLEUSES EMBOURBÉES, NOVEMBRE 1917

Pendant la bataille de Passchendaele, des membres de la 16e compagnie canadienne de mitrailleuses (4e division) se postent dans des trous que les obus viennent de creuser. Il semble inévitable que ces entonnoirs seront bientôt inondés, comme ceux qu'on aperçoit au premier plan.



LA CAVALERIE CANADIENNE À CAMBRAI

L'escadron «B» du Fort Garry Horse est de retour, après avoir participé avec la Troisième armée à l'attaque massive lancée par les chars le 20 novembre 1917. A la tête de l'escadron, le lieutenant Harcus Strachan qui a mérité la Croix de Victoria au cours de l'engagement.

Borden. Sir George sait que les divisions canadiennes doivent encore demeurer en action pendant une dizaine de jours, mais il demande s'il serait possible de leur promettre, à moins d'exigences militaires imprévues, un repos à l'arrière des lignes. Cela leur donnerait le temps de se remettre et permettrait de leur rendre visite et de recueillir leurs suffrages. Si une telle promesse vous paraît possible, sir George Perley tient à rendre personnellement visite au commandant du Corps pour la lui annoncer, car il pense que cela réconforterait les hommes et servirait la cause de la conscription; il pourra aussi informer le Canada de votre décision, dont les effets lui paraissent de la plus grande importance.[178].

II n'y a aucun moyen de savoir si cette demande a le moindrement incité Haig à mettre fin à l'offensive de Passchendaele, mais cette décision a entraîné automatiquement la relève du corps d'armée canadien.

En rejoignant la Première armée le 20 novembre, dans le secteur relativement calme de Lens, ce corps d'armée avait deux divisions sur le front, la première à Lens et la deuxième à Méricourt, chacune ayant quatre bataillons en première ligne"[179]. En face, sur la droite allemande, se trouvait la 1- division de réserve de la Garde, et, sur la gauche, la 17e division. Les relèves de divisions se succédaient à intervalles réguliers. La tactique des deux adversaires s'inspirait d'une défense active, ce qui signifiait, de la part des Allemands, l'exécution de raids presque toutes les nuits. C'était de nouveau la tactique habituelle des hivers précédents. Dans la nuit du let au 2 janvier, trois groupes de la 17e division, de presque cent hommes, ont exécuté un raid contre les positions du 54e bataillon. Ils ont fait quatre prisonniers et ont laissé trois de leurs hommes entre nos mains. Une quinzaine de jours plus tard, au cours d'un raid de 26 hommes près de Lens, le 58e bataillon a fait onze prisonniers sans perdre un seul des siens. Les captifs appartenaient à la 220e division, qui avait relevé la 1- division de réserve de la Garde la veille du jour de l'An[180].

Le 4 mars au matin, l'ennemi a attaqué la tranchée Aloof, objectif que le 50e bataillon avait emporté de haute lutte le mois d'août précédent (voir cidessus, p. 323), maintenant défendu par le 21e bataillon. Les Allemands, au nombre de 240 à 280 de la 220e division, et un bataillon d'assaut bavarois des troupes de la Sixième armée, se sont emparés d'un petit point d'appui mais ont été vite refoulés par une contre-attaque qui leur a coûté de nombreux tués. Parmi les quelques raids exécutés par les Canadiens ce mois-là, le plus réussi a été celui de la nuit du 14 au 15 effectué par 156 hommes du 5e C.M.R., contre les positions allemandes à environ deux milles au sud-ouest de Méricourt. Perdant eux-mêmes 32 hommes, ils ont tué quelque 35 Allemands (12e division de réserve) et ont fait 19 prisonniers)[181].

Ces opérations d'hiver, dont chacune était de faible ampleur, ont encore coûté assez cher. Du let décembre 1917 au 21 mars 1918, le corps expéditionnaire canadien a perdu 3,552 hommes, dont 684 tués.

C H A P I T R E X I

LA CONSCRIPTION

Le cabinet de guerre impérial

«A MON retour d'Angleterre le 15 mai 1917, je me suis bientôt trouvé sur une mer politique extrêmement agitée, balayée de temps à autre par des vents plus ou moins violents venant de divers côtés.» C'est par ces mots que sir Robert Borden commence le chapitre de ses *Memoirs* intitulé «La conscription». Tel est le sujet que nous devons maintenant étudier.

Le premier ministre du Canada s'était rendu en Angleterre à l'invitation du gouvernement anglais afin d'assister «à une série ininterrompue de réunions extraordinaires du Cabinet de guerre consacrées à l'étude de questions urgentes visant la poursuite de la guerre, les conditions auxquelles d'accord avec nos alliés nous pourrions consentir à la cessation du conflit et les problèmes qui surgiraient immédiatement par la suite»[1]. Pour ces réunions, M. Borden et les autres premiers ministres des Dominions devaient faire partie du Cabinet de guerre qui, à l'époque, comprenait le premier ministre (M. David Lloyd George) et quatre de ses collègues*. Le Cabinet ainsi agrandi prit le nom de Cabinet de guerre impérial. Une conférence impériale de guerre devait avoir lieu en même temps. Bien qu'il fût au pouvoir depuis plus de cinq ans, sir Robert n'avait encore jamais assisté à une conférence impériale, celle qui avait été annoncée pour 1915 ayant dû être remise à plus tard. Comme il avait reproché aux «hommes d'État des Iles britanniques» de s'arroger le droit de conduire la guerre sans consulter les Dominions ni même leur communiquer les renseignements pertinents, c'est avec joie qu'il accueillit cette occasion de se rendre à Londres. Afin de lui permettre de faire le voyage, les Communes canadiennes suspendirent leur session de 1917 du 7 février au 19 avril[2].

Au Royaume-Uni, on dut différer les séances parce que le premier ministre d'Australie était retenu dans son pays par les difficultés d'une campagne électorale en temps de guerre. La première séance du nouveau Cabinet de guerre impérial n'eut lieu que le 20 mars. Le lendemain s'ouvrait la Conférence impériale de guerre, puis les deux organes ont continué de siéger, en général tous les deux jours, jusqu'au 2 mai. A la Conférence, il ne fut guère question de la conduite des hostilités, qu'on laissait au Cabinet de guerre3. La campagne électorale australienne ne se termina que le 5 mai 1917, de sorte que ce Dominion ne put être

* Les membres du Cabinet de guerre étaient, outre M. Lloyd George, M. Bonar Law (chancelier de l'Échiquier), le comte Curzon (lord-président du Conseil), le vicomte Milner et M. Arthur Henderson.

représenté. Toutefois, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, Terre-Neuve et l'Inde avaient des représentants. «Lloyd George, écrit Borden dans ses *Memoirs,* avait à peu près accepté les conditions posées par sir Wilfrid Laurier en 1897: «Si vous voulez notre aide, invitez-nous à vos conseils». Il ajoute qu'au Cabinet de guerre impérial «la Grande-Bretagne présidait mais les Dominions traitaient avec elle sur un pied d'égalité». D se dit heureux de ce que presque toutes les questions relatives à la poursuite de la guerre aient été étudiées par les Dominions. «On nous a remis les rapports confidentiels et secrets de l'état major impérial, des commandants en chef des divers théâtres d'opérations, ainsi que des conseillers navals de l'Amirauté»[4]. Les délibérations avaient aussi donné aux représentants des autorités anglaises une idée plus juste de l'effort de guerre des Dominions que n'auraient pu le faire tous les télégrammes et toutes les dépêches imaginables. Ainsi, le secrétaire du Cabinet de guerre impérial a pu résumer la situation par ces mots: «La dépense de temps et d'énergie de la part des ministres anglais, les inconvénients d'absences prolongées de leurs pays, de la part des représentants d'outre-mer, ainsi que les dangers courus par ces représentants en voyageant sur des mers infestées de sous-marins semblent avoir été amplement compensés»[5].

Le retard apporté à l'ouverture des conférences permit à Borden de visiter tous les grands camps canadiens d'Angleterre. Il eut également tout le temps voulu pour s'entretenir avec sir George Perley des questions touchant le Corps expéditionnaire canadien. Le 8 mars, en compagnie de M. Perley, il se rendait en France où, avant son retour en Angleterre quatre jours plus tard, il eut des conversations avec Currie, Haig et Nivelle à leurs quartiers généraux respectifs.

En France, sir Robert fut impressionné par l'esprit admirable que manifestaient les troupes. Haig et son état-major, dit-il, «lui avaient de toutes façons facilité la tâche». Le compte rendu n'indique aucune promesse d'établir la conscription et il semble qu'à cette époque-là il gardait encore l'espoir d'obtenir toutes les recrues nécessaires au moyen du volontariat. A son retour à Londres, le 12 mars, il envoyait à Kemp le câblogramme suivant: «J'exprime les sentiments des combattants en demandant à la population canadienne d'appuyer par les efforts les plus sincères les propositions que vous faites pour stimuler et favoriser le recrutement. Seule une réponse empressée à ces propositions nous permettra de jeter dans la mêlée, dans le plus bref délai possible, toutes les forces de notre Dominion, aux côtés de celles de l'Empire tout entier»[6].

Borden s'était tenu en communications fréquentes avec le Canada, surtout au sujet du recrutement. Ainsi que nous l'avons noté plus haut (p. 236), sir Sam Hughes avait, avant sa démission, engagé le Canada à fournir une cinquième division et avait même parlé d'en lever une sixième, alors que Borden lui-même avait promis un demi-million d'hommes. Après le mois d'octobre 1916, il ne fut plus question de cette sixième division (voir ci-dessus, p. 251). En janvier 1917, le War Office avait demandé des engagements précis au sujet de la cinquième division mais, par suite de la difficulté de pourvoir de renforts cinq divisions, cette dernière formation était restée en Angleterre affectée au service territorial. Les télégrammes du ministre de la Milice, dont la série se termine par celui du

30 avril (voir ci-dessus, p. 241), avaient appris à sir Robert les maigres résultats obtenus au moyen des listes du service national et la faillite du projet de garde territoriale. Borden se voyait donc forcé de conclure: «Tout autre effort en vue d'obtenir des engagements volontaires donnerait ... des résultats nettement insuffisants»[7].

Le 3 mai, George V reçut les membres de la Conférence à Windsor et, parlant de la Conférence, dit qu'elle avait marqué «un pas de géant dans la voie du progrès et du développement de l'Empire». Le surlendemain, le groupe canadien reprenait la route du retour. Walter Long (secrétaire aux Colonies) accompagnait Borden jusqu'à la gare de Paddington pour lui dire au revoir et lui exposer qu'à son avis il ne devrait pas se produire d'élections générales ni en Grande-Bretagne ni au Canada pendant la guerre. Le premier ministre du Canada répondit qu'il lui était impossible de prolonger la durée de la législature «sans un consentement à peu près unanime» et que, pour cette raison, il se verrait peut-être «réduit à tenir des élections»[8].

Décision de Sir Robert Borden

Le 16 mai, sir Robert était de retour à la Chambre des communes canadienne. Il apportait une masse en or, don du lord-maire de Londres, pour remplacer celle qui avait été détruite au cours de l'incendie qui avait consumé les deux Chambres et la tour du Parlement. Le 18 mai, il présentait aux Communes un compte rendu de son voyage et terminait par un exposé de la situation militaire qui, dit-il, lui avait semblé d'une «extrême gravité». «Le volontariat, ajoutait-il, ne saurait maintenant donner des résultats très appréciables» et, pour cette raison, «des propositions vous seront bientôt soumises ... afin d'assurer, par un régime sélectif d'enrôlement militaire obligatoire, les renforts nécessaires pour permettre à l'armée canadienne aujourd'hui sur les champs de bataille de demeurer l'une des meilleures unités combattantes de l'Empire. Le nombre d'hommes requis sera d'au moins 50,000 et atteindra probablement 100,000»[9].

Ici, il y a lieu de chercher les raisons qui ont provoqué chez sir Robert ce changement apparent d'attitude. Il a lui-même nié catégoriquement qu'il agissait à l'instigation des autorités de Grande-Bretagne. «Certaines personnes affligées d'une imagination maladive ont prétendu que j'ai pris cette décision à la demande ou sous la dictée du gouvernement anglais. .. Jamais le sujet n'a été discuté entre moi et un membre quelconque du gouvernement anglais»10. Rien dans les dossiers n'indique le contraire. Une lettre qu'il adressait à l'archevêque de Montréal en réponse à des protestations contre la conscription est assez révé- latrice. Tout en rappelant un texte publié, dans lequel il avait déclaré aux délégués ouvriers au mois de décembre précédent qu'il ne pouvait pas garantir qu'il n'y aurait pas de conscription si la mesure devenait nécessaire, il dit qu'il croyait en effet qu'il n'y aurait pas de nécessité de recourir à la contrainte. Il gardait encore cette conviction lors de son voyage en Angleterre mais là ses yeux s'étaient ouverts. «Ce que j'ai vu et appris m'a fait comprendre combien plus grave est la

situation des Alliés et combien plus incertaine l'issue de cet immense conflit ...n En France, il avait eu «le privilège de regarder dans les yeux des dizaines de milliers de combattants qui attendent de nous l'effort nécessaire pour que leurs sacrifices servent effectivement la grande cause pour laquelle ils ont été con- sentis»[11].

Une chose semble à peu près certaine et c'est que Borden voyait dans un véritable effort de guerre un moyen pour le Canada d'accéder au rang de nation. Grâce à lui, la cause de l'autonomie du pays au sein du Commonwealth* avait été bien servie et le dernier pas devait être franchi sur les champs de bataille. Sa visite en Angleterre lui avait sûrement fait mieux sentir le besoin d'hommes chez les Alliés et, avant son retour au Canada, il était convaincu que le volontariat ne fournirait pas les renforts requis. Le Canada se devait de fournir ces hommes, sinon, sa conduite aurait été incompatible avec sa détermination de jouer pleinement son rôle dans la guerre et dans la paix qui suivrait. C'est ainsi que, bien à contre-coeur, il est revenu au Canada décidé à faire la lutte- en faveur de la conscription pour le service militaire.

D'autres éléments entraient aussi en ligne de compte. En proportion de sa population, le Canada avait envoyé au combat moins d'hommes que l'Angleterre, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Angleterre et la Nouvelle-Zélande avaient déjà imposé la conscription, alors que l'Australie s'y était opposée lors d'un référendum tenu, en 1916. Au Canada, Bordel, qui avait parcouru tout le pays au mois de décembre précédent afin de stimuler le recrutement, connaissait très bien les ressentiments des Canadiens de langue anglaise à l'égard de ce qui était généralement reconnu comme la piètre réponse de leurs concitoyens de langue française du point de vue de l'enrôlement†. Plus tard, dans ses *Mémoirs,* sir Robert devait tenter de justifier cette attitude du Canadien d'origine française qui, `parfaitement dévoué à ses concitoyens et à sa province et profondément attaché à sa famille, à ses amis et à ses voisins», avait des horizons bornés qui parfois «ne dépassaient pas de beaucoup les limites de sa paroisse». Contrairement à ce qu'on avait prévu, le paysan québecois restait assez froid au sort de la population de France dont les souffrances, lui disait-on, étaient «le juste châtiment de la spoliation sacrilège et de l'humiliation de l'Église de France»[14].

Avant d'établir le service militaire obligatoire, le premier ministre désirait

* Le terme .Commonwealth» a été officiellement employé pour la première fois au lieu d'«Em-pire» au cours de la Conférence impériale de guerre, dans un projet de résolution de M. Borden réclamant .la pleine reconnaissance des Dominions en tant que nations autonomes d'un Commonwealth impérial»[12.]

† ll est impossible d'établir l'authenticité des diverses .statistiques. lancées dans les journaux et sur les tribunes publiques pendant cette période et par la suite au sujet de l'enrôlement des Canadiens français. Dans les registres militaires officiels, tous les Canadiens de naissance étaient sur un pied d'égalité et considérés simplement comme des 'Canadiens'. Lorsqu'un homme s'enrôlait dans le Corps expéditionnaire, on lui demandait, non pas quelle était son origine ethnique mais uniquement quel était son pays de naissance. La seule question sur la formule d'engagement ayant trait à ce sujet se lisait ainsi qu'il suit: «Dans quelle ville, township ou paroisse et dans quel pays êtes-vous né?. Ainsi, il y a lieu de se demander à quel point sir Robert était bien renseigné lorsqu'il présentait à la Chambre des communes des chiffres .que m'a remis le ministère de la Milice et de la Défense indiquant que, le 31 mars 1918, 147,505 Canadiens de «descendance britannique» et 16,268 Canadiens de .descendance française avaient été envoyés outre-mer[13].

former un gouvernement de coalition qui reconnaîtrait la conscription en tant que mesure de nécessité nationale. La prorogation du mandat du gouvernement par un vote majoritaire du parti, auquel le gouvernement anglais s'était engagé à donner suite en soumettant la modification nécessaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique au Parlement, ne semblait pas opportune à sir Robert. Il y voyait le danger de saper ou de détruire «l'autorité morale du gouvernement». Le 6 juin 1917, le chef de l'opposition, sir Wilfrid Laurier, lui faisait savoir qu'il ne pouvait pas accepter la conscription et donc qu'il ne ferait pas partie d'un gouvernement de coalition qui adopterait une telle mesure[15].

Loi du service obligatoire

Le 11 juin, sir Robert déposait son bill sur le service militaire et expliquait que, selon un article de la Loi de 1868 sur la milice (retenu dans la Loi de 1904), le service militaire obligatoire pouvait être imposé aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du Dominion dans le cas de besoin national. Tous les sujets britanniques de sexe masculin, de 18 à 60 ans, étaient soumis au service dans la Milice qui, par décret du gouverneur en conseil, pouvait être mise en service actif «partout au Canada, ainsi qu'en dehors du Canada, pour la défense du Canada». Si la loi, sous sa forme existante, accordait les pouvoirs de coercition nécessaires, elle ne permettait que le tirage au sort, régime de recrutement sans discernement qui aurait privé les industries et l'agriculture de leurs ouvriers spécialisés. Borden demandait que l'armée fût renforcée au moyen d'un procédé de sélection «fondé sur une étude réfléchie des besoins et de la situation du pays». II insistait sur le° besoin de renforts. En avril et mai, 11,790 hommes s'étaient engagés alors que les pertes canadiennes s'étaient établies à 23,939. Au cours des sept prochains mois, il faudrait au moins 70,000 hommes pour assurer les renforts nécessaires aux quatre divisions qui combattaient sur le champ de bataille. Le projet de loi tendait à lever au plus 100,000 hommes de 20 à 45 ans[16.]

Au moment de la deuxième lecture, Laurier proposait un référendum. La motion mise aux voix fut rejetée, le gouvernement ayant reçu l'appui de plusieurs libéraux mais perdu celui des conservateurs de langue française. Après la troisième lecture et l'adoption au Sénat, le bill obtint force de loi le 29 aout[17]. Il y a lieu de noter que, pendant le débat sur la mesure à la Chambre, sir Robert profita de la nomination de Currie à titre de commandant du Corps expéditionnaire pour rallier davantage la population à la cause du bill. «Dès que Currie sera nommé, écrivit-il à Perley le 18 juin, je lui enverrai un message de félicitations. Il serait bon que dans sa réponse il insiste sur le besoin de renforts pour maintenir l'effectif du Corps canadien. La presse libérale du Québec proclame à grand bruit que d'autres renforts ne sont pas nécessaires.»[18] Currie répondit en exprimant au nom des combattants l'espoir que rien n'empêcherait «leurs sacrifices de porter tous leurs fruits». Il terminait en disant: «II est absolument nécessaire et urgent que des mesures soient prises afin d'assurer l'envoi du Canada d'un nombre suffisant d'officiers et d'hommes de troupe pour maintenir un plein effectif.'

Inutile d'ajouter que ce message a fait l'objet d'une grande publicité au Canada[19].

Les dispositions de la Loi sur le service militaire s'appliquaient à tous les sujets britanniques du sexe masculin au Canada, figés de 20 à 45 ans, pour la durée de la guerre et la période de démobilisation. Les hommes soumis à l'appel furent d'abord répartis en dix classes qui furent ensuite réduites à six. Le premier groupe comprenait les célibataires ou veufs sans enfants, de 20 à 34 ans, et le dernier, les hommes mariés de 40 à 44 ans, ainsi que les veufs des mêmes âges pères d'un ou de plusieurs enfants. Ces diverses classes devaient être appelées de temps à autre par proclamation du gouverneur en conseil. Des tribunaux devaient être établis pour étudier les demandes individuelles d'exemption et entendre les appels. Les motifs d'exemption étaient larges et libéraux, et visaient les ouvriers employés à des travaux de guerre essentiels, certaines catégories d'ouvriers spécialisés, les personnes dont l'enrôlement serait une source de graves difficultés en raison «d'obligations financières ou commerciales ou de leur situation familiale, d'un mauvais état de santé ou d'infirmités», ainsi que les objecteurs de conscience. Parmi les classes spécialement exemptées du service militaire se trouvaient tous *les* membres du clergé et les membres des *collectivités de* mennonites et de doukhobors qui avaient été relevés de l'obligation de porter les armes en vertu de décrets ministériels adoptés en 1873- et 1898[20].

Le 17 juillet, Borden présentait, comme il l'avait laissé entendre au début de la session, une résolution tendant à proroger d'un an le mandat de la législature. Il n'avait aucun espoir d'obtenir un consentement unanime et la majorité qu'il a obtenue pour son parti ne lui était d'aucune utilité à cette fin. Des élections générales devenaient donc inévitables.

Les élections générales de 1917

Le gouvernement présenta une mesure de nature exceptionnelle, le Bill sur les élections en temps de guerre, qui, ajoutée au projet de loi sur *le vote* militaire, préparait la voie aux élections devenues imminentes. La mesure visant *le* vote des militaires, adoptée le 31 août, reconnaissait en qualité de *votants, à* titre de militaires, tous les sujets britanniques des deux sexes et de *tout âge,* ordinairement résidents du Canada ou non, qui étaient en activité de service dans les troupes du Canada, ainsi que les nouveaux habitants. du Canada en service dans les armées de l'Angleterre ou de l'un quelconque de ses alliés, Quant à, la Loi sur les élections en temps de guerre, adoptée le 14 septembre après l'imposition *du bâillon,* elle accordait, pour la durée de la guerre et de la période de démobilisation,, le droit de vote aux femmes parentes* de personnes des deux sexes, vivantes ou décédées, faisant ou ayant fait du service hors du Canada dans les troupes canadiennes ou anglaises. Par contre, elle privait de ce droit ,tous les objecteurs de conscience ainsi que tous les citoyens canadiens, de naissance ou d'extraction ennemie, naturalisés au Canada après 1902[22].

Ces deux, mesures furent vertement critiquées par l'opposition. Selon une

* Épouses, veuves, mères, soeurs et filles.

déclaration catégorique de sir Wilfrid Laurier, admettre à voter les seules femmes qui avaient des parents parmi les militaires, c'était établir une distinction injuste alors que priver du droit de vote d'anciens ressortissants étrangers devenus Canadiens par naturalisation équivalait à un acte rétrograde, digne des Allemands[23]. Sir Wilfrid accusait le gouvernement d'avoir créé «un électorat spécial en prévision des prochaines élections»[24]. Borden rétorqua que si, à cause de leur origine, de leurs liens de parenté et de leurs sympathies naturelles, des citoyens ne pouvaient pas être envoyés au combat, ces mêmes citoyens ne devaient pas «être appelés à se prononcer sur les questions en jeu ... dans les prochaines élections»[25].

En août, Borden avait déjà pris la décision de se présenter à la population à titre de chef d'un gouvernement d'Union. En proposant la formation d'un gouvernement de coalition groupant un nombre égal de représentants des deux partis, il ouvrait la porte au groupe des libéraux qui avaient appuyé le service militaire obligatoire. Cependant, des libéraux de premier plan se déclaraient en faveur d'un gouvernement national et de la création d'un conseil de guerre mais ajoutaient qu'un changement de chef s'imposait. Au cours d'un «caucus» conservateur, tenu le 29 août, le premier ministre offrait de se retirer complètement ou de servir sous la direction de. sir George Foster ou de tout autre chef qui parviendrait à former un gouvernement d'Union, mais, à la suite de Foster, les membres présents promirent à sir Robert un appui indéfectible. Devant cette solidarité des conservateurs, les libéraux se rallièrent. Le Parlement fut dissous le 6 octobre et cinq jours plus tard était constitué un gouvernement d'Union composé d'un cabinet puissant recruté parmi les membres des deux partis. A l'approche des élections générales, le nouveau gouvernement lançait un appel énergique aux membres du Corps expéditionnaire canadien et les assura que la Loi sur le service militaire serait appliquée «avec vigueur et promptitude».

Borden dut interrompre sa propre campagne électorale dans les provinces Maritimes le 6 décembre lorsqu'un transport français de munitions, entrant en collision avec un navire norvégien, faisait sauter le port d'Halifax. De grands secteurs d'Halifax et de Darthmouth furent rasés et les pertes de vie dépassèrent 1,630. Consterné par l'ampleur du désastre qui venait de frapper une ville où il avait passé plus de la moitié de sa vie, il décommanda ses réunions publiques et accourut sur les lieux du sinistre. Les Canadiens se rendirent aux bureaux de scrutin le 17 décembre et dès le lendemain le résultat du vote civil était annoncé. Déjà il était manifeste que le gouvernement serait maintenu au pouvoir par une écrasante majorité.

Outre-mer, les bureaux de scrutin demeurèrent ouverts du 1- au 17 décembre. Nous avons vu (p. 367) que, dans ses efforts pour s'assurer tous les votes favorables, le gouvernement était allé jusqu'à s'adresser indirectement au commandant en chef pendant le cours d'une grande bataille. Comme on peut le supposer, il n'a pas manqué de solliciter l'aide du commandant du Corps canadien. Cependant, le général Currie ne voyait pas d'un très bon oeil ses troupes «ennuyées par des élections» et il lui répugnait d'envoyer un autre message à la population canadienne insistant sur la conscription (voir ci-dessus, p. 309)27. Dans une lettre

du 10 décembre à sir George Perley, il déclare qu'il a toujours tenté de se tenir en dehors de la politique mais que «les deux côtés semblent décidés à m'y entrainer*. Je ne trouve pas juste que mon' nom occupe une telle place dans la pro
pagande du Gouvernement» [29].

Les résultats du vote outre-mer ne furent complètement connus et officiellement publiés qu'en mars 1918. Plus des neuf dixièmes des soldats en service actif s'étaient prononcés en faveur du gouvernement d'Union et de la conscription, portant ainsi à 71 la majorité de Borden à la Chambre des communes. Les libéraux avaient obtenu 82 sièges, dont 62 dans la province de Québec qui avait également élu trois unionistes[30].

Lors de l'ouverture de la nouvelle législature le 18 mars 1918, on avait établi,. sous l'autorité du ministère de la Justice, tout le mécanisme nécessaire à l'application de la Loi sur le service militaire. Un sous-comité du service militaire, représentant le ministère de la Milice, était dirigé par le chef de l'état-major, le major-gnéral W. G. Gwatkin. Le 3 septembre, on créait un ; Conseil du service militaire relevant directement du ministre de la Justice et chargé «de donner des conseils et de fournir de l'aide en ce qui a trait à l'application et à la mise à exécution» de la Loi. Le 15 juin 1918, les fonctions de cet organe passaient à la Division du service militaire (du ministère de la Justice), sous la direction du lieutenant-colonel H. A. C. Machin. Le Conseil nomma qui= registraires et sous-registraires dans les diverses régions du Canada. Afin de donner à chacun la possibilité de demander l'exemption du service militaire obligatoire, on établit aussi 1,387 tribunaux locaux composés chacun de deux membres dont un était désigné par une Commission parlementaire de sélection et l'autre par un juge de comté ou de district. Les décisions de ces tribunaux pouvaient être .soumises à l'un des 195 tribunaux d'appel comprenant chacun un juge généralement désigné par le juge en chef de la province. Enfin, on pouvait en appeler des décisions de ces derniers tribunaux au juge central des appels dont la décision était définitive[31].

Le ministère de la Milice demanda d'abord 25,000 hommes, nombre qu'il «pouvait le plus facilement absorber», et 10,(100 par ",par]a suite. Le 13 octobre 1917, tous les hommes de la classe 1 reçurent, par proclamation royale, instructions *de* s'inscrire. Le 10 novembre 1917, date limite pour l'inscription et pour les demandes d'exemption, 21,568 hommes s'étaient présentés et 310,376 avaient demandé l'exemption. Dans la province de Québec où, selon Borden, il semblait y avoir «exemptions en masse», le malaise causé par la conscription n'avait cessé de s'accroître pendant tout l'été. Le 2 juin, Mgr Bruchési avait de nouveau écrit au premier ministre l'avertissant qu'il se produirait *des* désordres dans la province si l'on persistait à imposer la conscription. En août, il ajoutait: «Nous approchons d'une guerre raciale et religieuse»[33]. Cependant, le premier ministre demeurait inébranlable. «J'arrive difficilement à comprendre, écrivait-il, comment il se fait que les passions soient soulevées dans la province de Québec par une loi qui ne s'en prend pas particulièrement à cette province mais s'applique

* Le général Currie était aussi fortement ennuyé par les déclarations' de l'opposîtion alléguant qu'il avait été relevé du commandement du Corps canadien .pour cause d'incompétence et par suite du nombre excessif des victimes à Passchendaele»[28].

également à toutes *les* provinces du Canada ... Je *ne saurais* demeurer à la direction du gouvernement tout en retardant l'application de cette lois Peu de temps auparavant, 5,500 Canadiens étaient tombés en quatre jours dans le voisinage de Lens. «Je sentirais le sang de ces hommes et de tous les autres qui ont combattu retomber sur ma tête si je permettais que les dispositions de cette loi demeurent lettre morte»[34].

Application de la loi sur le service militaire

Il n'y eut aucun désordre grave avant le mois de mars 1918, alors que les conséquences de l'application de la Loi commençaient à se faire sentir dans le Québec. L'entrée des États-Unis dans le conflit en avril 1917 avait fermé la porte aux fuyards qui cherchaient un asile au delà de la frontière. Aux termes d'une entente signée par le Canada, l'Angleterre et les États-Unis, tous les hommes d'âge militaire tombaient sous le coup de la loi de conscription du pays où ils habitaient.

Alors, les troubles éclatèrent. Le 28 mars, des fonctionnaires fédéraux chargés d'appliquer la Loi sur le service militaire dans la ville de Québec étaient attaqués par un groupe qui libéra un jeune homme arrêté la veille pour n'avoir pas eu sur lui son certificat d'exemption. Les émeutes se poursuivaient le lendemain, Vendredi Saint, alors que le bureau d'inscription du service militaire était incendié, ainsi que tous les dossiers qui s'y trouvaient. Vers midi le 30 mars, l'officier général commandant le district militaire n° 5 envoyait au chef d'état-major général un message déclarant que la situation s'aggravait et que pour y faire face il lui fallait mille hommes en plus des 890 dont il disposait à Québec. Le Cabinet donna immédiatement instructions au chef d'état-major général d'envoyer le nombre d'hommes requis de Toronto à Québec. Un groupe mixte de 700 militaires (tirés du ter régiment de l'Ontario central) fut dépêché à Québec, alors qu'on prenait des dispositions pour, en faire venir 3,000 autres de l'Ouest. Le contingent de Toronto commençait à arriver par train dans l'après-midi du samedi 31. La veille on avait demandé au major-général Lessard (inspecteur général pour l'Est du Canada) de se rendre d'Halifax à Québec. Le chef d'état-major général avait mandé au ministre de la Milice (alors en visite aux États-Unis) que le brigadier-général Landry, officier général commandant la région, «faisait du bon travail mais Lessard reçut quand même l'ordre de se rendre à Québec à cause de ses connaissances de la situation locale». Ce dernier arrivait à Québec le 31 mars pour prendre le commandement[35].

Il se produisait d'autres désordres le samedi soir ainsi que le jour de Pâques, mais moins graves qu'on ne l'avait prévu. La foule fit irruption dans des quincailleries à la recherche d'armes à feu; des soldats furent assaillis à coups de boules de neige et de morceaux de glace; des patrouilles militaires furent attaquées et on tira des coups de révolver contre un tramway. Il répugnait aux autorités civiles de recourir à la loi contre les attroupements mais, dès l'arrivée du général Lessard des avis furent affichés, mettant la population en garde contre les

attroupements illégaux. La situation atteignait son point culminant dans la soirée du 1e' avril. Des militaires qui patrouillaient les rues afin de briser les rassemblements de civils devinrent la cible de morceaux de glace, de briques et d'autres projectiles. Certains émeutiers allèrent même jusqu'à ouvrir le feu. Les soldats avaient fait preuve de beaucoup de calme et de patience, même sous le coup de graves provocations, mais, après que plusieurs d'entre eux eurent été blessés, ils reçurent ordre de riposter au moyen de fusils et de mitrailleuses. Quatre membres de la foule furent tués et plusieurs autres blessés. On procéda à 58 arrestations. Vers une heure du matin, l'ordre était rétabli et, au lever du jour, les soldats avaient réintégré leur caserne[36]. Le 4 avril, le gouverneur en conseil adoptait un décret accordant aux autorités militaires de nouveaux pouvoirs pour mettre fin à la situation et à tous autres désordres du même genre qui pourraient éclater à l'avenir. Heureusement, il n'y eut pas d'autres incidents.

Les troubles de Québec furent l'objet d'un long débat au Parlement. Les membres de l'opposition reprochaient au gouvernement de recourir à l'arrêté en conseil pour arriver à ses fins et, des deux côtés de la Chambre, on blâmait la manière dont la Loi sur le service militaire était appliquée. Il semble bien qu'en général les émeutes de la fin de semaine de Pâques aient été bien plus un soulèvement provoqué par un manque de tact dans l'application de la loi qu'une révolte préméditée contre le pouvoir établi. Les autorités civiles et religieuses de Québec s'empressèrent de démontrer la futilité et le danger de toute autre démonstration et bientôt les émeutes de Québec passaient à l'histoire.

Entre-temps, la guerre continuait de l'autre côté de l'Atlantique et le ministre canadien outre-mer (Kemp) commençait à s'inquiéter du fléchissement du nombre des renforts arrivant du Canada. Le 27 mars, il envoyait au ministre de la Milice (Menburn) une dépêche disant- que 15,000 hommes de renfort pour l'infanterie et 200 pour la cavalerie devraient s'embarquer pour l'Angletetre avant la fin d'avril. Or la Loi sur le service militaire n'assurait pas de recrues en nombre suffisant pour satisfaire cette demande et le 8 avril Mewburn se voyait forcé d'admettre que les «troubles de Québec avaient quelque peu faussé ses plans». Il devait se contenter «d'espérer» que 4,900 hommes (y compris les 1,740 envoyés le 25 mars) arriveraient au Royaume-Uni en avril ou au début de mai. Il était facile de prévoir quels seraient les sentiments de Kemp en recevant cette nouvelle; aussi ne manquait-il pas dans sa réponse du 12 avril au premier ministre à l'adresse du ministre de la Milice et de la Défense de manifester son mécontentement et son inquiétude:

> A titre de renseignement, voici quelle est la situation du point de vue des renforts:
>
> | | | |
> |---|---|---|
> | En France: | 9,000 | |
> | En Angleterre: | 4,100 | en avril |
> | | 10,400 | en mai |
> | | 3,300 | en juin |
>
> Il faudra donc envoyer outre-mer des hommes n'ayant reçu que huit semaines d'instruction (au heu de la période habituelle de douze à quinze semaines), ce qui n'est pas du tout satisfaisant. A moins que 15,000 renforts d'infanterie 'n'arrivent avant le 1- mai, notre réserve de renforts formés pour l'infanterie sera à peu près épuisée le

1er juillet. On prévoit prochainement de lourdes pertes et il y a lieu de se demander si le nombre sur lequel on peut actuellement compter sera suffisant pour maintenir l'effectif du Corps après le 1er juin[37].

Le même jour, Borden recevait de Kemp un autre message disant que de l'avis de lord Derby, secrétaire d'État à la guerre, la situation militaire en général était «très grave mais non critique». Telle était la réponse de Kemp à la demande que Borden lui avait adressée le 11 avril de chercher à obtenir «des renseignements sur la situation et les perspectives» parce que «nous sommes extrêmement bouleversés et déprimés par les succès incessants de la campagne allemande»[38].

Ces messages ainsi que les renseignements qu'il obtenait de rapports secrets produisirent chez Borden la conviction que le moment était venu de signaler avec force à la population canadienne la gravité de la situation. C'est pourquoi le 12 avril (dans un message envoyé par l'entremise du gouverneur général) il informait Lloyd George que celui-ci lui rendrait service en lui envoyant un message qu'il pourrait soumettre à la Chambre des communes au cours d'une séance à huis clos qui devait se tenir dans une semaine. Le 15 avril, Borden annonçait à Kemp que cette séance aurait lieu le 17 et lui demandait un exposé détaillé de la situation du point de vue des renforts. Kemp répondait le jour même et le 16 il envoyait à Borden un autre message dans lequel il disait que Currie était «très inquiet au sujet de la situation ... On prévoit que l'ennemi lancera de fortes attaques au sud-est d'Arras dans un effort pour isoler le Corps canadien». Après avoir indiqué la disposition des divisions canadiennes en France, il ajoutait: «Il vous faudra probablement décider s'il y a lieu de permettre aux Américains de monopoliser l'espace pour le transport de leurs troupes ou si vous devez accélérer l'enrôlement de la prochaine classe sous le régime de la Loi dans le cas où vous seriez incapable d'obtenir suffisamment de renforts de la classe déjà appelée.» Le 16 également, Lloyd George envoyait à Borden un exposé détaillé de la situation britannique et alliée. Muni de tous ces documents, le premier ministre du Canada fit aux députés réunis à huis clos un exposé long et frappant des conditions existant outre-mer. Après avoir démontré que, du point de vue des renforts, la situation allait en s'aggravant, il annonçait que, pour maintenir l'efficacité du Corps canadien en tant que force combattante, le gouvernement jugeait nécessaire de recourir à de nouvelles mesures. Une des premières de ces mesures consistait à annuler toutes les exemptions accordées sous le régime de la Loi sur le service militaire[39].

Borden avait pensé que le «seul fait» de tenir une séance à huis clos «éveillerait notre population» mais il semble qu'en général le grand public n'ait pas été très impressionné avant le 19 avril lorsque le, premier ministre abordait de nouveau la question mais cette fois en séance publique40. Ce jour-là, il déposait à la Chambre un arrêté en conseil «projeté» ou il était déclaré que, «étant donné le besoin immédiat et urgent de renforts pour le Corps expéditionnaire canadien et l'urgence de ces renforts», on avait l'intention d'annuler toutes les exemptions accordées sous le régime de la Loi sur la service militaire et de reduire l'age de l'appel de 20 a 19 ans. Dans son discours a la Chambre, le premier ministre exposait les graves difficultes des Allies et donnait des precisions sur l'apport du Royaume-Uni et des Do-

minions à l'effort de guerre. Il parlait longuement du rôle du Canada et citait des chiffres quant au nombre des recrues obtenues et envoyées outre-mer, et des pertes subies par le Corps expéditionnaire.

Ensuite, sir Robert en arrivait à l'arrêté en conseil. Tout en reconnaissant que la Loi sur le service militaire admettait le principe de l'exemption par les tribunaux, il signalait que, puisqu'il avait été nécessaire de former ces tribunaux au moyen d'hommes n'ayant c aucune expérience antérieure de ce genre de travail ... naturellement et inévitablement de grandes inégalités et parfois même de très graves injustices se glissaient dans les décisions des divers tribunaux»*. A cause de ces exemptions massives, la Loi n'avait pas donné les résultats qu'on en attendait. Au sujet des renforts, il déclarait (en s'inspirant du message de Kemp) : «Le besoin est urgent, si urgent que, sans cet arrêté en conseil, je crois qu'il nous sera impossible de fournir les renforts requis après le 1- juillet prochain et si l'attaque se produit d'ici deux semaines, ce qui est très possible, nous nous trouverons peut-être sans renforts dès le 1er juin»[42].

Modifier la Loi sur le service militaire selon les voies législatives ordinaires aurait entraîné des délais que l'urgence de la situation ne permettait pas. Cependant, lorsque le premier ministre invita la Chambre des communes à approuver par résolution l'arrêté en conseil projeté, il eut à faire face à l'opposition de sir Wilfrid Laurier qui, dans une déclaration acerbe, affirma que la résolution portait une grave atteinte au «principe du gouvernement constitutionnel» et contestait l'autorité du «gouverneur en conseil de modifier une' loi du Parlements. Néanmoins, la résolution fut approuvée par la Chambre le jour même et dans la soirée le Sénat en adoptait une semblable[43]. Ainsi approuvé par une résolution des deux Chambres, l'arrêté en conseil, qui reçut la date du 20 avril, entrait en vigueur. Le 28 juin 1918, la Cour supreme de l'Alberta déclarait l'arrete en conseil invalide. Le 5 juillet, un autre arrêté en conseil fut adopté statuant que l'arrêté du 20 avril devait être observé en dépit des décisions contraires de tout tribunal[44]. Lors d'un appel interjeté auprès de la Cour suprême du Canada afin de déterminer la validité de la mesure, quatre juges sur six se prononcèrent en faveur du gouvernement[45]. Le véritable effet hommesdeurën%`ôrtbiment ne se fit sentir qu'en juin 1918. Ce mois-là, 10,290 partaient pour outre-mer, au regard de 5,202 en mai. Ce nombre passait à 11,158 en juillet et à 13,977 en août[46].

Il convient ici de rappeler de quelle façon le G.Q.G., le Q.G. des forces armées du Canada outre-mer et celui de la Milice à Ottawa calculaient le nombre des conscrits, car ils n'étaient pas toujours d'accord au sujet de la distinction à faire entre conscrits et volontaires.

En octobre 1917, l'officier qui avait le soin des dossiers outre-mer conseillait d'envoyer au Canada un message où il serait- proposé de placer une lettre ou une série de chiffres distinctifs devant le numéro matricule des conscrits. L'adjudant-général des forces armées du Canada outre-mer trouva

* Le rapport de la Division du service militaire révèle que, pour l'ensemble du pays, les demandes d'exemption représentaient 93.7 p. 100 des inscriptions et que ces demandes étaient agréées par les bureaux locaux dans plus de 84 p. 100 des cas[41].

l'idée bonne, mais le commandant de l'Armée canadienne la rejeta en ces termes: «Non approuvée; ligne de conduite non judicieuse». Le général Turner était résolu à repousser toute autre tentative de faire une distinction entre volontaires et conscrits et, en janvier 1918, une lettre circulaire fut envoyée à tous les commandants au Royaume-Uni leur ordonnant ce qui suit: «Étant donné que' les renforts qui arriveront bientôt du Canada seront des hommes qui ont été enrôlés en vertu de la nouvelle Loi concernant le service militaire, l'officier général commandant tient à ce que vous agissiez de manière que tous les militaires relevant de votre commandement accordent à ces renforts le même traitement et le même accueil sympathique que ceux qui ont été accordés à ceux qui se sont enrôlés volontairement. Tous ceux qui traiteront ces futurs renforts de manière à susciter des animosités seront réprimandés sévèrement.»[47]

On procédait autrement au Canada. Le Q.G. de la Milice décidait qu'il valait mieux, du point de vue administratif, d'établir une distinction entre volontaires et conscrits. On décidait, en janvier 1918, de continuer à faire signer aux volontaires la formule ordinaire d'engagement (M.F.W. 23) et aux conscrits une nouvelle formule intitulée «Renseignements sur la recrue conscrite en vertu de la Loi de 1917 (M.F.W. 133) sur le service militaire». En même temps, les unités recevaient l'ordre de diviser leurs rapports bimensuels et mensuels sur les hommes portés à l'effectif (ou licenciés) en deux rubriques: «enrôlements volontaires» et «hommes obtenus en vertu de la Loi sur le service militaire»[48].

Bien qu'aucune tranche de chiffres n'eut été réservée pour les conscrits, la majorité d'entre eux reçurent des numéros matricules se plaçant entre 3,000,000 et 4,000,000, tranche qui avait été allouée aux bataillons de dépôt formés après l'adoption de la Loi sur le service militaire pour recevoir les recrues et les conscrits de l'infanterie. Mais cette tranche ne fut pas exclusivement réservée aux conscrits; quelques-uns des numéros furent donnés aux volontaires portés à l'effectif des bataillons de dépôt. En même temps, quelques conscrits recevaient des numéros matricules d'autres tranches*. Tout cela donna lieu à des complications qui poussèrent le Q.G. de la Milice à ordonner que «dans toute correspondance relative aux conscrits, le numéro matricule soit précédé de la lettre D»[50]. Mésinterprétant cet ordre, quelques officiers chargés des dossiers des conscrits apposèrent ce préfixe devant le numéro matricule. En mai 1918, cependant, le Q.G. des forces armées du Canada s'était plaint que cela était contraire à la décision prise outre-mer de traiter tous les soldats sur un pied d'égalité, le Q.G. de la Milice mit fin à cette pratique non autorisée[51].

Une des principales difficultés éprouvées dans l'application de la Loi sur le service militaire consistait à atteindre le grand nombre des délinquants. Ceux-ci comprenaient les hommes qui ne s'étaient pas inscrits ou qui, après l'inscription, avaient refusé de se présenter à l'examen médical ou au service militaire, ainsi

* Le 2e bataillon de dépôt (le régiment de la Colombie-Britannique), par exemple, ne reçut pas des numéros de la tranche entre trois et quatre millions, mais reçut l'ordre de donner aux conscrits les numéros non utilisés d'une tranche qui avait été allouée tout d'abord aux recrues de renfort (levées par le 30e régiment de cavalerie de C: B. et les 50e, 88e et 102e régiments) qui avaient été absorbées par le bataillon de dépôt en 1917[49].

que les déserteurs. Près de 28,000 hommes de la classe 1 se trouvaient dans ces diverses catégories[52]. Le corps de police existant était absolument incapable de rechercher et d'appréhender un aussi grand nombre de personnes. C'est pourquoi, en janvier 1918, on a autorisé l'agrandissement provisoire des cadres de la Police fédérale afin de faire place à un service spécial de gendarmes en civil[53]. En juin, ce service spécial passait sous l'autorité du ministère de la Milice et de la Défense pour devenir la Division civile du Corps de la police militaire canadienne. La tâche à remplir était extrêmement difficile. Pour trouver les hommes qui ne s'étaient pas inscrits, il fallait aller à la recherche de personnes dont on ne connaissait même pas les noms. Beaucoup de violateurs de la Loi étaient rendus dans les régions isolées du nord de l'Ontario ou dans les forêts du Québec et de la côte du Pacifique, où les recherches devenaient longues et coûteuses. Des rumeurs alarmantes ayant circulé au sujet de la situation existant dans la province de Québec, le directeur de la Division du service militaire prit bien soin de dire que, si les registraires de la province avaient reçu de nombreuses lettres de personnes qui prétendaient fournir des renseignements au sujet d'hommes non inscrits, des enquêtes n'avaient pas réussi à établir un seul cas réel de refus d'inscription[54].

Partant du principe que les délinquants avaient surtout agi par ignorance ou sur les conseils de personnes mal intentionnées, le 2 août 1918, le gouvernement accordait l'amnistie à tous les violateurs et déserteurs qui se présenteraient de leur propre chef au plus tard le 24 août[55]. Au. total, 5,477 hommes répondirent à cet appel mais à la fin des hostilités il y avait encore 20,000 membres de la classe 1 qui ne s'étaient pas présentés et n'avaient pas été appréhendés[56]. Le 22 décembre 1919, lorsque fut proclamée une amnistie générale en faveur de tous les violateurs de la Loi sur le service militaire, environ 15,000 d'entre eux restaient en liberté et à peu près autant purgeaient des sentences en prison[57].

Il nous incombe maintenant d'examiner les résultats obtenus par la Loi sur le service militaire ou de répondre à la question si souvent posée: «Combien d'hommes cette loi a-t-elle permis de recruter pour le service militaire?» Les chiffres fournis par les deux ministères les plus directement intéressés à l'application de la loi ne concordent pas tout à fait et les interprétations qui en ont été données de temps à autre tendent à réduire outre mesure le nombre des hommes placés dans les cadres du Corps expéditionnaire canadien sous le régime de cette loi.

Le tableau figurant à l'appendice «E» au présent volume permet de comparer la statistique du ministère de la Justice et celle du ministère de la Milice et de la Défense. Ce tableau se fonde sur le rapport du chef de la Direction du service militaire, le lieutenant-colonel Machin, au ministre de la Justice et sur une série de mémoires publiés par le ministère de la Milice. Il est soigneusement documenté et pour ce qui est des chiffres non tirés de documents publiés, on trouvera des explications sur la manière dont on les a établis.

La classe 1, la seule qui ait été appelée, a fourni 401,882* inscriptions mais

* Pour la source de ce chiffre et des autres chiffres cités, voir les .Références et envois se rapportant au tableau de l'appendice .E. (p. 598).

il faut faire toute une série de réductions avant d'en arriver au chiffre net. D'après le rapport du colonel Machin, plus de la moitié des inscrits, soit 221,949 hommes, ont obtenu des exemptions pour diverses raisons; en outre, 24,139 ont refusé de se présenter et n'ont pas été appréhendés et, enfin, 26,225, tenus par la Division du service militaire du ministère de la Justice pour rappelables à tout instant» n'avaient effectivement pas été appelés lors. de la fin des hostilités le 11 novembre 1918. On en arrive ainsi au total de 129,569 qui se sont présentés au service militaire mais, sur ce nombre, 8,445 ont reçu la permission de s'engager dans l'armée anglaise, ce qui laisse un chiffre net de 121,124 hommes ajoutés au Corps expéditionnaire canadien. (Le ministère de la Milice et de la défense donne le chiffre de 124,588.)

Cependant, ces hommes n'ont pas tous fait du service. Environ 16,000 ont été rayés des cadres pour des raisons d'ordre médical ou parce qu'ils avaient autrement droit à l'exemption. Ces hommes étaient «réinscrits aux dossiers du registraire» de façon à pouvoir être appelés de nouveau au cas où la situation finirait par l'exiger. Leur départ a laissé 108,288 hommes disponibles pour le service dans les unités du Corps expéditionnaire. Le 11 novembre, 8,637 de ceux-ci avaient dû être licenciés pour des causes normales qui se seraient tout aussi bien appliquées à des volontaires, de sorte que le Corps expéditionnaire comptait dans ses effectifs à la fin de la guerre 99,651 hommes appelés sous l'empire de la Loi sur le service militaire. Ce dernier chiffre comprenait 16,296 militaires qui avaient obtenu, pour les moissons ou pour des motifs de commisération, des congés sans solde qui n'étaient pas encore expirés. Toutefois, il va de soi qu'il y a lieu de compter ces hommes dans le nombre de recrues mises en disponibilité sous le régime de la loi puisque tous pouvaient être rappelés si le besoin de renforts outre-mer l'exigeait.

On se rappelle que l'objectif établi lors de l'adoption de la Loi sur le service militaire était de 100,000 hommes de renfort. Dans un arrêté en conseil du 10 août 1918, les autorités avaient pris bien soin de préciser que le terme «renfort» désignait «des hommes définitivement choisis et réellement envoyés en vue du service outre-mer>. L'arrêté ajoutait que la loi demeurerait en vigueur tant qu'on n'aurait pas obtenu et *envoyé* du Canada «au moins cent mille soldats propres au service outre-mer[58]. D'après la statistique du ministère de la Milice et de la Défense, 47,509 recrues ont été envoyées outre-mer, dont 24,132 s'ajoutaient aux effectifs des unités en service en France. Il ne fait guère de doute que si le besoin s'était maintenu on en serait arrivé à l'objectif de 100,000 recrues parvenues outre-mer. Cependant, en 1918, les pertes subies par les Canadiens n'avaient pas été aussi fortes qu'on l'avait prévu, au point qu'en août il fut même possible d'ordonner aux registraires de tous les districts hors de la province de Québec de cesser provisoirement les appels afin de permettre à cette province de reprendre le temps perdu. En octobre, alors que les appels allaient de nouveau commencer, l'épidémie de grippe vint interrompre le travail dans la plupart des régions[59].

Il faut conclure que s'il y a eu souvent de l'inefficacité et beaucoup de négli-

gence notoire dans l'application de la Loi sur le service militaire, la loi -elle-même n'a été ni insuffisante ni inefficace. La statistique démontre qu'elle a effectivement produit les résultats militaires auxquels elle était destinée.

Changements administratifs outre-mer

Traversons de nouveau l'Atlantique afin d'examiner les changements qui se sont produits dans l'administration des troupes canadiennes outre-mer au cours des deux dernières années de la guerre. Nous avons, dans un chapitre précédent, exposé l'organisation du quartier général des forces militaires du Canada outre-mer à la fin de 1916 et mentionné la nomination de sir George Perley au poste de ministre (voir ci-dessus, p. 227). Voyons d'abord le choix d'un nouveau ministre d'outre-mer et la création d'un Conseil militaire d'outre-mer.

Avant les élections générales de 1917, sir George Perley avait à plusieurs reprises insisté auprès de Borden pour faire enlever de son titre le qualificatif abhorré de «suppléant». «Je me dévoue depuis si longtemps sous le titre peu compris de «haut commissaire suppléant», écrivait-il au premier ministre en juin, que je devrais être nommé à ce poste avant mon départ ... Dans le cas d'élections générales, je devrai décider si je dois retourner au pays afin de me faire réélire; si j'ai été utile ici, peut-être désirerez-vous me confirmer dans mon poste ou prendre des mesures afin que je n'aie pas à m'occuper d'une circonscription . ...»*[60]

Borden, aux prises avec la plus grave crise politique de sa carrière et inquiet de sont état de santé, ne répondit qu'au cours de la première semaine d'août. Il avertissait sir George qu'aucun changement ne pouvait se produire dans le gouvernement avant la prorogation[61]. Perley, qui lui-même travaillait sous une forte tension et n'était pas en excellente santé, ne semble pas avoir saisi les difficultés auxquelles Borden et les unionistes devaient faire face. En septembre, il avait décidé de ne pas revenir au Canada afin de se faire réélire. 11 déclarait à sir Robert que ses fonctions supplémentaires de ministre outre-mer étaient trop lourdes et que la solution consisterait à le «nommer haut commissaire (et) à désigner un autre ministre d'outre mer»[62]. Cependant, le 9 octobre, après un congé dont il avait un grand besoin, il envoyait à Borden un câblogramme dans lequel il offrait de continuer à remplir les fonctions de ministre outre-mer de crainte qu'un changement «n'ait de mauvaises répercussions sur le *vote des* soldats»[63].

Le câblogramme arrivait quatre jours trop tard. Le 5 octobre, sir Robert avait pris les dispositions nécessaires pour confier le poste de ministre d'outre-mer à sir Edward Kemp et celui de ministre de la Milice et de la Défense à Ottawa au major-général S. C. Mewburn. Ainsi, Perley devint haut commissaire. Même si on

* Sir George craignait des difficultés à se faire réélire sur une question de conscription dans sa circonscription d'Argenteuil où presque la moitié des électeurs étaient de langue française. Il avait proposé à titre de solution d'être nommé .à l'un des sièges de l'Ontario actuellement vacants au Sénat.

lui avait dit qu'il oserait peut-être nécessaire d'ici six mois. ou_ un an. de prendre de nouvelles dispositions», il occupa son poste jusqu'en 1922[64].

La nomination d'un nouveau ministre outre-mer fournit l'occasion de faire les changements d'organisation qu'on projetait depuis quelque temps. Un des principaux de ces changements fut l'établissement, en mai 1918, d'un Conseil militaire d'outre-mer afin «d'assurer une coordination plus complète de l'administration de toutes les parties de l'armée canadienne»[65]. Ce nouveau conseil présentait, au double point de vue de la composition et du fonctionnement, peu de ressemblance avec le Conseil suppléant de la milice établi par sir Sam Hughes en 1916 (voir ci-dessus, p. 225). Le nouvel organe formé «selon le même principe et chargé des mêmes fonctions que le Conseil de la Milice à Ottawa» avait pour rôle principal de conseiller le ministre d'outre-mer[66]. Il se composait d'un président, d'un vice-président, de quatre membres et de deux membres associés, nommés à l'entière discrétion du ministre d'outre-mer»*[68]. Cette composition n'a guère changé, sauf pour l'addition de deux autres membres, le lieutenant-général sir Arthur Currie et le lieutenant-colonel T. Gibson, sous-ministre adjoint pour les forces militaires du Canada outre-mer, en avril 1919†[70].

Les sujets dont le Conseil militaire d'outre-mer devait s'occuper étaient si disparates «qu'ils se prêtent difficilement à un classement». Un rapport sur l'activité de cet organe mentionne en effet des questions très variées: «organisation et ligne de conduite, dispositions d'ordre financier et autres avec le gouvernement anglais, dépenses de nature exceptionnelle, radiation aux livres ou imputation à des particuliers des pertes de biens publics, soldes et allocations, effectifs de toutes les unités et formations, confirmation de tous les avancements et de toutes les nominations au sein des forces militaires du Canada outre-mer»[71].

L'établissement du Conseil militaire d'outre-mer apportait un changement au titre de sir Richard Turner. On se rappelle qu'en 1916 Turner avait été nommé «officier général commandant les Canadiens» au Royaume-Uni. Toutefois, ses fonctions comprenaient plus que l'administration des troupes canadiennes dans les tes britanniques. Le ministre d'outre-mer demanda «non seulement un conseiller militaire mais un officier d'administration» pouvant donner suite à toute ligne de conduite approuvée par le ministre[72]. Au début de mai, après avoir examiné les titres «Officier général préposé à l'administration des troupes du Canada outre-mer» (proposé par le sous-ministre) et «chef d'état major» (que Turner préférait), Kemp optait pour «chef de l'état-major général» et le War Office fut avisé de cette désignation[73].

* Le Conseil a d'abord été composé de sir Edward Kemp, ministre des forces militaires d'outremer, président, du colonel Walter Gow, sous-ministre pour les forces militaires d'outre-mer, vice-président, et du lieutenant-colonel sir Richard Turner, chef d'état-major, du major-général P. E. Thacker, adjudant général, du brigadier-général D. M. Hogarth, quartier-maître général, et du colonel W. R Ward, comptable général. Les membres associés étaient le major-général G. L. Foster, directeur général des services médicaux, et le brigadier-général J. G. Ross, trésorier payeur général. Le major G. S. Harrington remplissait les fonctions de secrétaire[67].

† Le 18 octobre 1918, le colonel Gow a donné sa démission du poste de sous-ministre et a été remplacé par le colonel G. S. Harrington qui a lui-même été remplacé au poste de secrétaire par le capitaine L. P. Sherwood[69].

Section canadienne du grand quartier général

Entre-temps, une autre importante question d'ordre administratif était à l'étude, soit l'établissement d'une section canadienne au. GQG en France. Cette mesure devait avoir une double importance. La nouvelle section devait établir une étroite liaison entre les troupes du Canada outre-mer et le quartier général anglais chargé de l'emploi tactique des troupes canadiennes et devenir un pas important vers l'acquisition par le Canada de l'autorité sur ses propres troupes.

Le Canada avait un représentant au GQG depuis janvier 1915, alors que sir Max Aitken avait été chargé de tenir «des archives se rapportant de façon générale aux forces expéditionnaires du Canada outre-mer et en particulier de signaler toutes les pertes qui se produiraient»[74]. En septembere 1915, Aitken, tout en gardant sensiblement les mêmes fonctions, obtenait le titre officiel de «représentant général du Canada au front». Selon sir Robert Borden, le rôle d'Aitken consisterait à donner «à la population du Canada un compte rendu de la conduite des troupes canadiennes»[75]. Lui-même se nommait le «témoin oculaire du Canada» et, pendant la période subséquente au mois de septembre 1915, «officier des archives». Lorsqu'il fut créé Baron Beaverbrook en -janvier 1917, il abandonna le poste de représentant général. En plus de s'acquitter de ses fonctions régulières, il s'occupait d'établir le Bureau des archives militaires canadiennes et participait à la fondation de la Caisse canadienne des monuments commémoratifs de guerre, deux institutions qui, méritent des mentions spéciales.

Le Bureau des archives militaires canadiennes était fondé en janvier 1916, quand le premier ministre, sir Robert Borden, autorisait sir Max Aitken à em- ployer à cette fin $25,000[76]. Alors que le Bureau des archives canadiennes avait pour fonction «d'enregistrer les faits de la carrière civile et militaire de chaque soldat», cette nouvelle institution devait «conserver les annales de guerre du Canada». Pendant que le premier recueillait la statistique et d'autres documents, et s'occupait de l'enregistrement des emplacements des tombes, le second se chargeait de la garde des documents formant «l'histoire de ce -que l'armée a accompli»[77].

Parmi les diverses sections dont se composait le Bureau des archives militaires canadiennes, une des principales était la section historique. En plus de recueillir, de classer tous les documents d'ordre historique et d'y indiquer les renvois nécessaires, cette section fournissait un compte rendu courant de l'effort de guerre du Canada. Sir Max se chargeait personnellement de la rédaction et de la publication des deux premiers volumes de *Canada in Flanders,* parus en 1916 et 1917*. Au nombre des autres publications, mentionnons *Canada in Khaki* et *Canadian War Pictorial.* Aitken se disait que toute. «inexactitude» imputable au caractère contemporain de ces écrits serait compensée par «la vivacité» de l'exposé. L'entreprise de guerre qui a connu le plus de vogue a sans doute été le *Canadian Daily Record,* journal quotidien destiné aux troupes sur les champs de bataille. En août 1917, le tirage de ce journal dépassait 12,500 exemplaires[78].

* Un troisième volume dû à la plume de Charles G. D. Roberts, paraissait en 1918.

En janvier 1917, le lieutenant-colonel R. F. M. Sims succédait à lord Beaverbrook à titre de représentant général. Selon un exposé de ses fonctions, il représentait à tous égards le ministre d'outre-mer auprès du GQG britannique en France, remplissait les fonctions d'officier de liaison entre le ministre, le War Office et le Corps canadien et assurait un moyen de communication directe pour toute question d'ordre domestique entre le ministre canadien d'outre-mer à Londres, et le Corps d'armée canadien[79]. Pour l'aider dans cette tâche, il avait un personnel de trois officiers et de 22 sous-officiers et soldats. A cause de la nécessité où il se trouvait d'assurer des moyens de transport aux nombreux hauts personnages canadiens qui allaient visiter les troupes en France, il avait aussi à sa disposition trois chevaux et huit véhicules à moteur[80].

Vers la fin de 1917, le ministère d'outre-mer prenait l'initiative qui devait assurer au Canada une autorité plus directe sur l'administration de ses troupes. Un mémoire envoyé au War Office en novembre exprimait le désir qu'à l'avenir «toutes les questions relatives aux nominations ... à l'avancement, aux mutations, aux échanges, aux rappels et aux demandes d'officiers visant les troupes canadiennes en campagne soient envoyées directement par l'officier supérieur de la formation canadienne en cause au représentant canadien au GQG pour être transmises au ministre des forces militaires du Canada outre-mer ... et non par les commandants anglais sous les ordres de qui les formations canadiennes sont en service». Selon les autorités canadiennes, les décisions du ministre d'outre-mer «devaient être considérées comme tout aussi importantes à l'égard des troupes canadiennes que les communications de même nature du War Office à l'égard des troupes anglaises»[81]. Le War Office répondait en proposant une conférence afin de régler les détails; sir Douglas Haig recommandait au ministre des Forces militaires du Canada outremer de se rendre en France afin d'étudier la question[82].

La conférence et la visite en France furent retardées pendant que les chefs canadiens cherchaient «une conclusion précise ... quant au régime qui répondrait le mieux aux besoins de la situation du point de vue canadien»83. A une réunion des chefs de divers services des Forces militaires du Canada outre-mer, tenue à Argyll House le mardi 19 mars 1918, il fut décidé que le mieux était d'établir une section canadienne 'au GQG; le 2 avril, sir Edward Kemp et ses principaux officiers d'administration eurent avec des représentants du War Office un entretien au cours duquel on en arrivait à un accord général. La solution, fondée sur trois grands principes, fut exposée dans une lettre à sir Douglas Haig. Les autorités canadiennes précisaient qu'elles ne voulaient pas s'ingérer dans les opérations miiltaires et que les changements proposés ne visaient que l'organisation et l'administration des troupes canadiennes. En tout ce qui aurait trait aux opérations militaires, y compris la répartition des renforts, des effectifs et des postes supérieurs, les Canadiens seraient heureux de recevoir des recommandations du grand quartier général. Enfin, les fonctions du représentant canadien au GQG devaient être assumées par l'officier préposé à la section canadienne84. L'établissement de la nouvelle organisation fut annoncée en juin 1918 et elle entrait en vigueur en juillet. Elle se composait de représentants de l'adjudant général, du quartier-maître général, du secrétaire mili-

taire et des services médicaux, des services d'aumôniers et de la solde. Le poste d'officier principal fut confié au brigadier-général J. F. L. Embury.

Le court espace de temps qui se passa entre son établissement et l'armistice n'a pas pu permettre à la section canadienne de révéler sa valeur. Elle avait fourni un moyen de communication directe entre le ministère des Forces militaires du Canada outre-mer et le GQG, ainsi qu'un lien entre ces organes et les chefs des formations canadiennes en campagne. Sous la direction du ministère des Forces militaires du Canada outre-mer, elle était chargée de surveiller les divers services administratifs en campagne; elle avait le droit de prendre des mesures exécutives et administratives visant à la direction du personnel des forces canadiennes en campagne. La section n'a pas cessé de fonctionner avec l'armistice. Elle a une fois de plus démontré son utilité lorsqu'il s'est agi de régler les problèmes complexes de la démobilisation[85].

La caisse des monuments de guerre

La Caisse des monuments de guerre canadiens était étroitement reliée au Bureau des archives militaires canadiennes, sans toutefois en faire directement partie. Lord Beaverbrook fondait cette caisse à la fin de 1916 avec l'approbation de sir George Perley et du premier ministre du Canada.

Le comité chargé de l'administration de la caisse comprenait, outre six Max, deux éminents propriétaires de journaux anglais, lord Rothermere et sir Bertram Lima. Lady Perley et sir Edmund Walker (président de la Banque canadienne de commerce) furent plus tard admis à titre de membres de ce comité. Les fondateurs de la caisse espéraient former une collection de peintures, de photographies et de films cinématographiques qui donneraient «une impression plus vive, plus véridique et plus permanente que ne peuvent le faire même des écrits» au sujet des efforts déployés par les Canadiens au cours de la guerre[86]. Une section photographique avait été constituée au bureau des archives militaires en avril 1916 lors de la nomination du premier photographe officiel appelé à servir dans le Corps d'armée canadien en France. Une section cinématographique devait prendre naissance quelques mois plus tard.

Le comité de lord Beaverbrook s'est immédiatement efforcé de placer la Caisse des monuments de guerre canadiens en une bonne posture financière. Il emprunta au Bureau des archives militaires du Canada un grand nombre de photographies dont il fit tirer à grand prix de forts agrandissements et organisa aux galeries Grafton de Londres une exposition qui fut annoncée à grand renfort de publicité dans les journaux dirigés par les lords Beaverbrook, Rothermere et Northcliffe, et sir Bertram Lima. L'initiative fut couronnée d'un immense succès qui permit non seulement d'acquitter les frais des agrandissements et de la présentation de l'exposition, mais de réaliser un bénéfice net considérable. Le comité se servit de cet argent pour acheter des peintures portant sur la participation du Canada à la guerre, puis exposa de nouveau ces dernières afin d'ajouter à ses fonds. Il obtint aussi certaines sommes de la vente de Canada in Khaki ainsi que des deux premiers volu-

mes de *Canada in Flanders* (dont lord Beaverbrook avait acquitté personnellement les frais d'impression et de publication). La vente de photographies officielles aux soldats canadiens permit également de réaliser certains bénéfices mais la vente de
ces photographies aux journaux des pays alliés se révéla assez rémunératrice. En-, fin, on reçut des dons de la part de particuliers intéressés[87].

Au nom de la Caisse des monuments de guerre canadiens, lord Beaverbrook obtint du ministre d'outre-mer la permission de nommer des artistes de guerre et de leur conférer des grades honorifiques (ne dépassant pas celui de major). Au nombre des artistes choisis se trouvaient deux personnes qui devaient plus tard devenir membres du «Groupe des sept» du Canada, MM. A. Y. Jackson et F. H. Varley. La collection de la Caisse finit par comprendre les ouvres de 108 artistes. Au nombre des principales acquisitions se trouvaient quatre «anciens chefsd'oeuvre»: *La mort de Wolfe* de Benjamin West, présenté par son propriétaire le duc de Westminster *Thayeadanegea* (Joseph Brant) de Romney; *Sir Alexander Mackenzie* de sir Thomas Lawrence; et *Lord Amherst* de Reynolds. Après l'armistice, les oeuvres appartenant à la Caisse et que sir Edward Kemp appelait «la plus belle collection de peintures de guerre et de photographies de tous les pays alliés» furent envoyées à Ottawa[88].

Ententes financières avec lé War Office

Pour terminer le présent chapitre, voyons brièvement dans quelle mesure le Canada a contribué au maintien de ses troupes outre-mer.

Lorsque, le ter août 1914, le Canada a officieusement offert de fournir un contingent outre-mer en cas de guerre, le gouvernement proposait de «prendre toutes les dispositions financières nécessaires» en vue de «l'équipement, la solde et le maintien» d'une telle force[89]. Le gouvernement anglais approuva cette proposition et, en novembre 1914, le War Office publiait des instructions provisoires visant au recouvrement des frais encourus pour répondre aux besoins des troupes canadiennes pendant leur séjour au Royaume-Uni mais il ne mentionnait que les frais directs tels que le prix des effets d'habillement, du matériel, des chevaux, de l'hospitalisation et du cantonnement. On ne prévoyait rien pour le logement (sauf le cantonnement), les articles de caserne, les fournitures d'hôpitaux ni pour le transport des troupes par terre ou par mer après leur arrivée en Grande-Bretagne[90].

En mars 1915, des pourparlers officiels débutaient entre les deux gouvernements et les Canadiens insistaient pour acquitter «sous tous rapports, le coût intégral du maintien de leurs propres contingents»91. Il fallut au haut commissaire suppléant, sir George Perley, le reste de 1915 et presque toute l'année 1916 pour arriver avec le War Office à une entente qui était finalement approuvée le 24 janvier 191792. Le Canada se chargeait de la solde, des allocations et de la pension de ses militaires ainsi que de leur transport et de celui de leur équipement jusqu'au Royaume-Uni. Deux importantes modifications intervenaient à l'entente de novembre 1914. En plus de payer les frais réels de toutes les fournitures et de tous les approvisionnements livrés en Grande-Bretagne, le Canada acceptait de

rembourser au gouvernement anglais les frais du transport des troupes et du matériel canadiens par les chemins de fer du Royaume-Uni. A l'égard des logements (dans les baraquements ou des cantonnements), ainsi que des articles de caserne et des fournitures d'hôpitaux, le gouvernement anglais décidait de s'en tenir aux dispositions antérieures.

En même temps, une autre question se présentait, celle de l'entretien des troupes canadiennes en France. Dès que les troupes traversaient la Manche, le calcul des frais n'était plus aussi simple et, il ne pouvait se faire avec la même exactitude que lorsque ces troupes se trouvaient dans les Îles britanniques puisqu'il était manifestement à peu près impossible de tenir compte de tous les articles remis aux Canadiens par chacun des nombreux dépôts anglais sur le Continent. On décida de recourir à une taxe par tête. Le War Office proposait un montant de six shillings par personne et par jour. Cinq shillings étaient considérés comme le coût moyen (à l'exclusion de la solde,, des allocations et de la pension) de l'entretien d'un soldat anglais en campagne. Cette somme comprenait les vivres, le fourrage, le combustible, les vêtements et le matériel de toutes sortes, toutes les munitions sauf celles de l'artillerie, le remplacement des armes portatives, des chevaux, des mulets, des véhicules de transport motorisés et des wagons ainsi que le transport des troupes entre l'Angleterre et la France et les déplacements par chemin de fer sur le Continent. L'autre ,shilling devait' acquitter le coût des munitions d'artillerie employées par les troupes canadiennes (sauf les munitions des batteries de siège manoeuvrées par des soldats canadiens fournis à la demande du War Office).

A cette dernière entente, une réserve était prévue: le montant de six shillings serait maintenu «sauf si des changements dans les conditions le rendent manifestement injuste soit pour le gouvernement impérial soit pour le gouvernement du Dominion»[93]. Le gouvernement anglais ne tardait pas à juger nécessaire de demander une revision. Le 2 mars 1917, le War Office informait le haut commissaire du Canada que le montant d'un shilling pour les munitions d'artillerie (fondé sur le coût moyen des cartouches jusqu'à la fin de mars 1916) ne correspondait plus à la réalité[94]. La consommation des unités canadiennes d'artillerie était passée d'un shilling par jour à 6s.7d. pour la période de trois mois du er juillet au 30 septembre 1916 (pendant laquelle avait eu lieu la bataille de la Somme où le feu d'artillerie avait été exceptionnel). Après avoir signalé à sir George Perley que l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient accepté une modification, on lui demandait, non seulement que le Canada relève le montant de la taxe par soldat mais accepte de payer la nouvelle taxe à compter du 4 novembre 1916 (date de la lettre du War Office qui accompagnait le mémoire soumis au Canada le 20 du même mois).

Il y eut de longues négociations entre les deux gouvernements avant d'en arriver à une entente sur ces deux points. Les autorités anglaises proposaient de maintenir la taxe de cinq shillings et d'adopter, à l'égard des munitions de fusils et d'obusiers, un montant variable fondé sur la consommation canadienne moyenne indiquée dans les rapports trimestriels95. Sir Robert fit remarquer que cette solution ajouterait sensiblement aux dépenses canadiennes mais, comme

l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient accepté la nouvelle proposition, il jugeait qu'on ne pouvait pas refuse?'. A la mi-juillet 1917, sir George Perley estimait que «le seul point en litige, restait à savoir si la nouvelle taxe devait être rétroactive au mois de novembre précédente[97]; toutefois, ce n'est qu'en mars 1919 que le Canada consentit formellement à l'augmentation. A propos de l'entrée en vigueur, Borden s'opposait nettement à la proposition anglaise d'après laquelle que ce soit le 4 novembre 1916. Il insistait pour que cette date soit le 2 mars 1917, c'est-à-dire celle où le War Office «a donné avis de l'existence de nouvelles conditions»[98]. Les négociateurs anglais ne voyaient pas la chose du même oeil. Le 29 juin 1917, le secrétaire financier adjoint du War Office signalait à sir George Perley que «la proportion de sa part que le Canada ne paierait pas représenterait environ trois millions de livres jusqu'en décembre dernier et un autre million de livres jusqu'en mars dernier»[99].

On ne parvenait pas à sortir de l'impasse. Au Royaume-Uni, le soin d'exprimer le point de vue du Canada au sujet de ces questions passait du haut commissaire suppléant au ministre d'outre-mer (voir ci-dessus, p. 384. Au cours des mois suivants, il y eut de fréquents entretiens à Londres et des échanges intermittents de câblogrammes avec Ottawa. Entretemps, le War Office continuait de soumettre au gouvernement canadien des rapports périodiques sur la consommation canadienne de munitions d'artillerie et, en janvier 1919, le gouvernement du Canada nommait un comité de comptables chargé de vérifier l'exactitude de ces rapports. Le comité attesta l'exactitude des chiffres britanniques et le 15 août 1919 le War Office reçut avis que le Canada acceptait ces comptes pour sa «part du coût des munitions employées en France du 2 mars 1917 au 11 novembre 1918,[100]. Le War Office déplorait le refus des autorités canadiennes d'accepter la révision de la taxe à compter de novembre 1916. Le lev août 1919, le secrétaire financier adjoint écrivait: «Lors de notre premier règlement dé la taxe, le gouvernement impérial a perdu une somme très considérable du fait de notre retard à demander une révision du montant jusqu'à bien après que ce montant se soit révélé manifestement insuffisant.»[101]

La taxe quotidienne prélevée au sujet des munitions d'artillerie varia d'un shilling par jour (de février 1915 au ter mars 1917) à un maximum de 4s.4 3/4d. (avril à septembre 1918)[102]. Une tentative du War Office en vue de relever à compter du let juillet 1918 la taxe de cinq shillings par jour pour l'entretien général n'eut pas de succès[103] Les autorités canadiennes rétorquaient qu'une augmentation pour les quatre derniers mois de la guerre serait annulée par une réduction entre le 11 novembre 1918 et la date du départ des troupes canadiennes du sol français. Même si le War Office déclarait que le gouvernement anglais perdrait «près d'un million» de livres[104], le montant demeura à cinq shillings. Le Dominion accepta de verser des sommes supplémentaires en règlement de certaines réclamations spéciales rattachées au, tarif de la taxe.

Le montant global versé par le Canada au gouvernement anglais pour l'entretien de ses troupes (y compris le montant destiné au paiement des munitions d'artillerie) s'établit à $252,567,942.03[105].

CE LIVRE APPARTIENT À
JEAN-PIERRE GAGNON

CHAPITRE XII

LES OFFENSIVES ALLEMANDES DE 1918

(Voir carte 10 et croquis 46)

Puissances relatives des armées opposées

AU DÉBUT DE 1918, les membres de l'Entente se rendaient compte qu'une crise approchait rapidement dans la poursuite de la guerre. Bien sûr, de bonnes nouvelles provenant des théâtres de guerre extérieurs compensaient la déception de Cambrai. En Palestine, le général Allenby avait plus que vengé l'humiliation des premières défaites de sir Archibald Murray à Gaza, par la brillante campagne qui, -en six semaines, avait conduit son armée depuis Bersabée jusqu'à Jérusalem. Le 11 décembre, il était entré à pied, humblement, dans la ville sainte. En Mésopotamie, où le général sir Stanley Maude avait capturé Bagdad le 11 mars 1917, l'armée britannique avait fait d'autres avances à la fin de l'année, mais elle n'avait pas, tant s'en fallait, profité pleinement des possibilités offertes par la préoccupation des Turcs au sujet des opérations du général Allenby en Palestine.

Cependant, les perspectives étaient moins encourageantes en Europe. Plus tôt durant l'hiver, la «Révolution d'octobre» avait porté les bolchéviks au pouvoir sous Lénine et Trotsky. Un armistice germano-russe, signé à Brest-Litovsk le 16 décembre, était confirmé en mars 1918 par un traité de paix. Au début de 1917, les Alliés avaient la supériorité numérique sur les Puissances centrales mais, alors, la situation se trouvait renversée après les lourdes pertes de l'été et de l'automne et la retraite de la Russie, les États-Unis n'étant pas encore effectivement dans la guerre. Ce ne sera pas avant le milieu de 1918 que les divisions américaines seront arrivées en assez grand nombre pour faire pencher de nouveau la balance du côté des Alliés*.

Durant tout l'hiver, les Allemands n'avaient cessé de faire venir des troupes d'Italie et de l'Est; à la mi-février, ils comptaient 178 divisions sur le front Ouest, soit deux de plus que le nombre des divisions alliées un an plus tôt. Les Alliés n'avaient plus que l'équivalent de 173 divisions. Cependant, la puissance globale des Alliés était plus grande parce que, malgré la réduction récente de l'effectif des brigades d'infanterie anglaises, de quatre à trois bataillons (voir p. 251), les divisions alliées étaient en règle générale plus considérables que celles de l'ennemi.

* A la fin d'avril, il y avait en France neuf divisions de combat américaines. Les trois mois suivants en virent arriver vingt autres. A la fin d'octobre, la totalité des arrivages atteignait 42 divisions[1].

Les forces ennemies en France et en Belgique comprenaient quelque 1,232,000 fusils, 24,000 sabres, 5,500 pièces d'artillerie lourde et 8,800 pièces d'artillerie de campagne, par comparaison avec 1,480,000 soldats d'infanterie alliés, 74,000 soldats de cavalerie, 6,800 pièces d'artillerie lourde et 8,900 pièces d'artillerie de campagne[2]. Pour ce qui est d'autres armes d'infanterie, les Allemands avaient un avantage marqué. Chaque division ennemie possédait 50 mortiers de tranchée contre 36 pour une division britannique, et 350 mitrailleuses lourdes ou moyennes contre 64 pour la division britannique, et avait une très grande supériorité au chapitre des mitrailleuses légères[3]. Quant à la puissance aérienne, si l'on tient compte de tout le front Ouest, les Alliés étaient supérieurs à l'ennemi au rapport de près de trois contre un (dans le secteur britannique, 1,255 avions contre 1,020 pour les Allemands; dans le secteur français, environ 2,000 contre 470). Toutefois, dans la zone même de l'offensive, la concentration aérienne des Allemands assurait à l'ennemi une supériorité nominale de près de trente pour cent[4].

C'est en janvier qu'avait été prise la décision de réduire de douze à neuf le nombre de bataillons d'une division d'infanterie anglaise, sur la recommandation du Comité ministériel de la main-d'oeuvre qui se rendait compte de la nécessité de subordonner les exigences de l'Armée aux exigences des forces navales et aériennes, de la construction de navires, d'avions et de chars, et de la production de vivres et de bois d'oeuvre. Les divisions britanniques des théâtres de guerre moins importants (cinq en Italie, quatre dans les Balkans et quatorze,—y compris six divisions indiennes,—au Moyen-Orient) conservaient pour le moment la brigade de quatre bataillons, de même que les divisions des dominions* (encore qu'en septembre l'Australie eût commencé à réduire ses brigades à trois bataillons). La réorganisation anglaise avait eu pour résultat d'accroître la proportion de l'artillerie et des mitrailleuses par rapport à l'infanterie, mais des retards imprévus dans l'exécution du changement firent que, lorsque les Allemands frappèrent en mars, certains commandants de brigade ne s'étaient pas encore faits au maniement de trois bataillons seulement[6].

En janvier, ainsi qu'il avait été convenu entre les gouvernements anglais et français et approuvé par le Conseil suprême de la guerre, la ligne britannique du front Ouest avait été prolongée de 25 milles jusqu'à un point situé à cinq milles au sud de l'Oise. Il s'ensuivait qu'en mars les armées britanniques (du sud au nord: les Cinquième, Troisième, Première et Deuxième) occupaient un front de 126 milles comportant au total 59 divisions (y compris des réserves et deux divisions portugaises) appuyées par 1,640 pièces d'artillerie lourde et 432 chars. Le front français, alors long de 300 milles, était occupé par 97 divisions. Les Belges avaient dix divisions en ligne et les Américains, cinq[7]. Au début de décembre, Haig avait dit à ses commandants d'armée: «Nous devons être prêts à affronter une offensive puissante et prolongée de l'ennemi.» Comment y parvenir?

Les hommes d'État alliés, qui se rappelaient les offensives ratées alors que le rapport des forces en présence était de trois contre deux en leur faveur, n'admet

* Ainsi qu'on l'a déjà signalé (voir p. 252), les divisions canadiennes en France comptaient dans chaque bataillon cent hommes de plus que l'effectif prévu.

taient pas volontiers la possibilité d'une trouée allemande là où le rapport était moindre. Toutefois, les militaires au Conseil suprême de la guerre, alarmés par la pauvreté des réserves britanniques et françaises,—ces dernières représentant de 33 à 35 divisions,—préconisaient la création d'une plus grande force internationale d'urgence. Une commission composée des quatre représentants militaires demanda aux commandants en chef français, anglais et italien de constituer une réserve générale de trente divisions pour les fronts de l'Ouest et d'Italie qui seraient considérés comme un seul théâtre. L'Italie offrait six divisions mais, pour le front de l'Ouest, Pétain et Haig préféraient en réalité constituer une réserve franco-britannique distincte. Advenant une attaque contre l'un, l'autre s'engageait à lui porter secours dans les douze heures. Au début, M. Lloyd George s'opposait à ces dispositions, qui contrecarraient son intérêt dans le théâtre d'Italie, mais, le 14 mars, «étant donné l'imminence apparente d'une grande attaque[8], il s'y rangeait à contre-coeur. Simple organe consultatif, le Conseil suprême de la guerre ne pouvait que suivre son exemple[9].

Le premier ministre d'Angleterre s'était finalement débarrassé du général sir William Robertson, avec qui il ne s'entendait pas. Le nouveau Chef de l'état-major impérial (à compter du 16 février) était le général sir Henry Wilson, qui avait été remplacé à titre de représentant militaire de l'Angleterre à Versailles par le général sir Henry Rawlinson, auparavant commandant de la Quatrième armée.

L'offensive en Picardie 21 mars—5 avril

Le plan original de l'offensive allemande avait été préparé l'hiver précédent, lorsque, le 11 novembre,—date significative,—le général Ludendorff, chef d'état-major du feld-maréchal von Hindenburg, se rencontrait à Mons avec les chefs d'état-major des deux groupes d'armées en cause. Ni von Hindenburg ni quelque autre commandant n'étaient présents et il est évident que le chef du grand état-major allemand était satisfait de laisser le plus gros des préparatifs et de la conduite de la bataille aux soins de Ludendorff[10]. Ludendorff se rendait compte que la situation en Russie et en Italie «permettrait, dans la mesure où on pouvait le prévoir, de porter un coup sur le front Ouest durant cette nouvelle année». Tout serait lancé dans cette seule tentative; il rejetait la possibilité d'une grande offensive simultanée pour faire diversion. Si possible, l'opération se déclencherait à la fin de février ou au début de mars, afin que les britanniques puissent être défaits avant que de nombreuses forces américaines arrivent pour faire pencher la balance de leur côté[11].

Ludendorff ne prenait finalement sa décision que le 21 janvier 1918, mais les préparatifs en vue d'attaques séparées près de Saint-Quentin, Arras, Armentières et Ypres débutaient sans délaie[12]. Durant l'hiver, les divisions allemandes reçurent une instruction spéciale en vue de l'offensive. L'accent sur le maintien de l'élan primait tout. Les troupes de choc,—des bataillons entiers ou des groupes moindres,—devaient contourner l'opposition là où ils ne pouvaient pas l'écraser, acceptant ainsi

de prêter le flanc à la contre-attaque. Les réserves de régiment ou de bataillon devaient s'occuper des îlots de résistance et l'artillerie, à l'arrière, devait repousser les contre-attaques de chars. Cette tactique, à laquelle on n'avait donné à l'époque aucune désignation particulière, en vint plus tard à être connue sous la désignation «d'infiltrations.

Sous la forme adoptée le 21 janvier, le plan allemand prévoyait une première trouée jusqu'à la Somme de part et d'autre de Péronne; l'aile droite allemande devait pivoter ensuite vers le Nord, se rabattant sur le flanc britannique. L'attaque, chiffrée «Michaels», devait se déclencher sur un front de 50 milles par les soins de la Dix-huitième armée du groupe d'armées du Kronprinz Wilhelm dans le secteur s'étendant depuis l'Oise, à la Fère, jusqu'au nord immédiat de Saint-Quentin, et de là jusqu'à la Scarpe par les Deuxième et Dix-septième armées du groupe du Kronprinz Rupprecht. Ces armées devaient employer 71 divisions, dont l'effectif, dès la troisième semaine de mars, passait à 850 hommes par bataillon*, grâce à un impitoyable renforcement tiré d'autres divisions, ces dernières ayant perdu ainsi de leur puissance et de leur mobilité[14]. L'assaut même devait être exécuté par 32 divisions, avec l'appui de quelque 2,500 canons. Ludendorff projetait, après la réussite de l'opération «Michael», de lancer l'opération «Georges dans la région d'Armentières.

Ces deux coups projetés devaient porter contre les armées britanniques. «Point n'est besoin de prévoir que les Français vont se précipiter au secours de leurs camarades de l'Ententes, écrivait le chef d'état-major de la Dix-huitième armée à la mi-janvier[15]. Des démonstrations visant à tenir les Français dans l'attente d'une attaque au sud de l'Oise avaient été confiées au groupe du kronprinz Wilhelm. La plus grande partie du front contre lequel les Dix-huitième et Deuxième armées allemandes devaient porter leur attaque était faiblement occupée par la Cinquième armée du général Gough qui, par suite d'engagements plus considérables envers le général Pétain, n'avait que douze divisions pour tenir un front de 42 milles s'étendant depuis le point de contact avec la Sixième armée française vers le Nord jusqu'à la route de Péronne-Cambrai. Devant la Dix-septième armée allemande et l'aile droite de la Seconde armée, la Troisième armée du général Byng comptait quatorze divisions pour défendre un font de 28 milles.

On avait songé à renforcer les défenses britanniques, et le travail à ces défenses dut se faire durant l'hiver au rythme que permettait la pénurie de main-J'ouvre. On avait converti les tranchées du front, d'appui et de réserve au modèle allemand de la «zone avancées, où les troupes étaient placées en groupes avancés et en postes d'appui orientés de façon à couvrir le terrain intermédiaire du feu des fusils et des mitrailleuses. Derrière cette zone avancée, qui était destinée à retarder l'avance de l'ennemi et à le forcer à déployer ses forces, se trouvait une «zone de combats formée d'une série de centres de ré

* En outre, chaque bataillon comptait 130 hommes dans sa compagnie de mitrailleurs. Exception faite de ces hommes, l'effectif d'infanterie d'une division allemande était de 7,650, son effectif total en fusils étant sensiblement moindre[13].

sistance plutôt que de lignes continues de tranchées. C'est là que devait se produire le gros de la défense. Ce qui devait être une «zone de l'arrière» ne s'était concrétisé en rien de plus qu'une ligne projetée, marquée en certains cas par rien d'autre *que* l'enlèvement du gazon de façon à en indiquer la position projetée[16].

Le plan de défense britannique se fondait sur le rapport d'un comité de majors-généraux chargé d'étudier les méthodes allemandes décrites dans des manuels d'instruction qu'on avait capturés. Le comité avait, malheureusement, mal interprété le mode de défense de l'ennemi. Alors que les Allemands assuraient la mobilité de leurs bataillons de l'avant en n'assignant que le tiers de leurs bataillons à l'occupation des points forts, laissant les deux autres tiers en réserve dans les abris pour les lancer au besoin dans des contre-attaques immédiates, les Britanniques avaient immobilisé les deux tiers de leurs effectifs ou davantage dans les localités défendues. Le résultat, c'est qu'ils manquaient de la protection de l'infanterie pour couvrir les vides intermédiaires ou pour lancer des contreattaques. De là, une défense aussi rigide que l'ancien mode d'occupation de lignes de tranchées continues et l'absence presque totale d'une solide force de contre-attaque[17].

Privé d'effectifs suffisants, sir Douglas Haig répartit ses forces selon l'importance stratégique relative des secteurs dont il avait la charge. Sur le front de la Deuxième armée, dans le nord, où la perte de terrain obligerait le Corps expéditionnaire anglais à se replier vers la côte du Pas-de-Calais, chaque division (non compris les réserves) occupait à peu près 3,555 verges du front. La longueur de ce front de bandière augmentait graduellement vers le sud, à tel point que dans la Cinquième armée, où les gains allemands pouvaient être considérés comme moins nuisibles, une division avait 6,555 verges à défendre[18].

Le 10 mars, les Allemands bombardaient lourdement les défenses françaises en Champagne et montaient des attaques feintes contre Verdun et Reims. Le même jour, les observateurs aériens britanniques faisaient rapport de grands mouvements de troupes par route et par rail vers le secteur opposé aux Cinquième et Troisième armées, et le Service des renseignements du GQG remarquait que les déclarations des déserteurs et l'édification de grands dépôts de munitions confirmaient l'imminence d'une offensive dans la région d'Arras-Saint-Quentin. Le 19, il devenait évident que les préparatifs de l'ennemi étaient à peu près terminés, et le commandant de la Cinquième armée écrivait à Londres pour dire que l'attaque se déclencherait probablement le 21[19].

Le jour prévu, l'ennemi s'élance au lever du jour. A 4h.40 du matin, à travers un brouillard épais, les obus brisants et à gaz des Allemands commencent à pleuvoir tout le long des fronts des Cinquième et Troisième armées. Le bombardement porte aussi sur une partie du front de la Première armée pour déturner l'attention mais, de façon générale, le secteur Lens-Méricourt occupé par les Canadiens n'est pas touché. Toutefois, l'ennemi lance un raid exceptionnellement massif contre la cote 70, laissant derrière une vingtaine d'Allemands morts ou blessés. Le bombar-

dement principal dure six longues heures et sème la confusion dans les localités défendues par les Britanniques, ainsi que dans les postes de commandement et les communications des formations. Lorsque vient l'assaut, de puissants groupes de combat pénètrent profondément par les vides faiblement protégés et, se dispersant, encerclent les points forts qui résistent encore. La «défense élastique» se révèle aussi étrangère à la nature britannique qu'elle s'est révélée étrangère à la nature allemande un an plus tôt. A certain endroits, des éléments de fusiliers et de mitrailleurs qui tâchent vaillamment de tenir bon sont écrasés; en d'autres endroits, de petits groupes d'Allemands précipitent des retraits d'envergure. A la fin de la première journée, l'ennemi est en possession de toute la zone avancée et d'une partie de la zone de combat, ayant pénétré à une profondeur moyenne de trois milles entre l'Oise et la Sensée. Au sud de Saint-Quentin, il a même traversé la zone de combat[20].

Ludendorff a donné ordre d'exploiter les succès tactiques. Ainsi qu'il le disait au kronprinz Rupprecht: «On se taille un trou et le reste suit. C'est ainsi que nous avons fait en Russie»[21]. Dans les trois premiers jours, la Dix-huitième armée, sur la gauche allemande, face à l'élément le plus faible du front britannique, non seulement atteint la Somme et le canal de Crozat (qui reliait la Somme à l'Oise au sudouest de Saint-Quentin), mais pousse au delà de ces objectifs. Cependant, les deux autres armées ont progressé plus lentement et ne sont pas en position pour se rabattre sur le flanc britannique. Au lieu d'exploiter le succès là où il en remporte, acceptant l'échec ailleurs, Ludendorff commet l'erreur d'employer trop de troupes de ses réserves à racheter des revers essuyés dans le secteur du centre et sur la droite. Il fixe ensuite un nouvel objectif, double celui-là; diviser les forces britanniques et françaises et repousser les Britanniques jusqu'à la mers[22].

Le 23 mars, encouragé par les succès de la Dix-huitième armée et par les rapports erronés d'événements favorables près de Bapaume, Ludendorff commence à changer le mode de toute l'opération. Dans le Sud, la Dix-huitième armée, qui avait pour tâche principale jusqu'à ce moment-là de couvrir le flanc des deux armées de Rupprecht lancées à l'attaque, obtient le champ libre et se lance sur la région de Chaulnes-Noyon. Dans le nord, la Dix-septième armée se portera vers Saint-Pol et Doullens; dans le centre, la Seconde armée, en appuyant sur sa gauche, continuera de progresser vers Amiens de façon à séparer les Britanniques et les Français[28].

Pendant les trois jours qui suivent, l'avance allemande progresse rapidement sur presque tout le front d'attaque. L'aile sud de Haig semble battue; la séparation des Britanniques et des Français paraît imminente. En conséquence, tard le 26 mars, les ordres du Haut Commandement signifient un autre élargissement des objectifs d'opération. On prête plus d'importance à l'offensive contre les Français, où les Seconde et Dix-huitième armées pivoteront sur la gauche vers le sud-ouest. A l'autre extrémité de l'opération, dont le champ s'étend, la Dix-septième armée doit se disperser au nord de la Somme et, pendant que la Sixième armée se prépare à attaquer, la Quatrième doit ranger ses forces contre les Belges[24]. Les Alliés pourront-ils arrêter ces assauts qui menacent?

CARTE 10



LES OFFENSIVES ALLEMANDES
MARS-JUILLET 1918

Reproduite par le Service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'É.-M.

Blank page

Unité de commandement chez les Alliés

Devant les forces de beaucoup supérieures que les Allemands déployaient contre les leurs, les commandants alliés cherchaient désespérément des renforts. En réponse à des demandes répétées d'aide française de la pais de sir Douglas Haig, Pétain ordonna à neuf divisions de se porter sur le front britannique entre le deuxième et le quatrième jour de l'offensive. Haig avait demandé la concentration de vingt divisions françaises autour d'Amiens mais, le 24 mars au soir, Pétain lui dit qu'il ne pouvait lui en envoyer davantage. Du nord-ouest de Crépy, près de Laon, les Allemands avaient commencé à bombarder la capitale de la France à l'aide d'un énorme canon de siège d'une portée de 75 milles, portant la guerre dangereusement près des Parisiens[25]. Convaincu que le coup principal était encore à venir (en Champagne) et ayant reçu de son gouvernement l'ordre de «couvrir Paris à tout prix», le commandant en chef français était prêt à accepter un vide entre ses propres forces et les Britanniques. Cependant, Haig était convaincu que le maintien d'un front continu était et devait rester un principe fondamental de la stratégie franco-britannique. Le Conseil suprême de la guerre était impuissant à régler l'impasse, parce que ni les Français ni les Britanniques ne voulaient lui remettre les réserves qu'il exigeait. Dans cette crise, Haig pria le chef de l'état major impérial et le secrétaire d'État à la guerre (lord Milner) de venir en France[26].

Dans le particulier à sir Henry Wilson et ouvertement à la conférence des chefs politiques et militaires français et anglais tenue à Doullens le 26, Haig fit savoir qu'il favorisait désormais la nomination du général Foch au poste de com mandant suprême en France. M. Georges Clemenceau, président du Conseil, pro posa alors de charger Foch de «la coordination de l'action des armées britanniques et françaises devant Amiens»[27]. Toutefois, Haig se rendait compte de la nécessité de donner à Foch l'entière autorité sur toutes les opérations dans l'Ouest. Avec l'approbation de Pétain, les termes pertinents furent modifiés pour se lire: «Armées alliées du front *de* l'Ouest»*. Huit jours plus tard, *une* conférence interalliée, con voquée pour mieux définir les pouvoirs de Foch, lui confiait «la direction straté gique des opérations militaires», chaque commandant en chef conservant «l'en tière maîtrise de l'emploi tactique de ses propres armées». Ainsi se réalisait enfin l'unité de commandement, du moins sur le principal théâtre de guerre. Peu après, Foch assumait le titre de «Commandant en chef des armées alliées en France»[29].

Le 25 mars, à titre de précaution immédiate en prévision d'une brèche entre les forces britanniques et françaises, Haig plaçait sous commandement fran çais la Cinquième armée, qui se trouvait au sud de la Somme. C'était, depuis le 23 mars, l'intention des Allemands de forcer une trouée, encore que le change ment imminent de direction ne fût pas immédiatement sensible. Les effets de la

*La veille de cette conférence, le général John Pershing commandant de l'Armée des EtatsUnis, avait offert à Pétain, à titre de réserve, quatre divisions américaines «égales en puissance à huit divisions françaises ou britanniques». Lorsque Pétain fit remarquer que les troupes américaines n'étaient pas assez rompues à la guerre pour former un corps d'armée américain, deux divisions (la 26e et la 42e) furent envoyées pour relever des divisions françaises dans des secteurs calmes de la ligne[28].

«diminution normale de puissance de l'offensives étaient_ plus évidents. En six jours, l'ennemi avait réalisé un saillant de 25 milles de profondeur sur 50 milles de largeur à sa base; dans les dix jours qui suivirent, ce saillant ne s'approfondit que de treize milles sur un front qui ne cessait de se rétrécir. Cependant, de côté et d'autre de la Scarpe, les Troisième et Première armées britanniques, par une défense résolue et adroitement dirigée, avaient arrêté les Allemands le 28 mars. Ludendorff échouait complètement dans sa tentative en vue d'enfoncer la ligne britannique à Arras et de reprendre la crête de Vimy, encore qu'il attaquât avec 29 divisions contre huit. (Les forces relatives sur la ligne de front étaient de 13 divisions allemandes contre 6 britanniques.) Les autorités allemandes tendent à atattribuer l'échec final de leur offensive à l'emploi de troupes insuffisamment formées et disciplinées. Certains auteurs ont reproché à Ludendorff de ne s'en être pas tenu à son plan primitif et de n'avoir pas appliqué, avec logique, sa doctrine de l'infiltration. Toutefois, d'après von Kuhl, ce n'est ni au QG de l'armée particulière ni, dans l'ensemble, aux troupes, qu'on peut attribuer l'échec. Les causes réelles étaient, semble-t-il, les événements eux-mêmes qui avaient obligé à s'écarter du plan primitif et à déplacer le centre de gravité vers l'ouest et le sud-ouest. Étant donné qu'il n'y avait rien de changé aux objectifs de l'aile droite (qui exigeaient de longues avances vers le nord-ouest), l'attaque commençait à se disperser en trois directions différentes, entraînant une dissipation des forces[30]. Si près que les Allemands vinrent d'atteindre leur but, il n'en faut pas moins conclure que leur plan primitif était trop ambitieux et tenait trop peu compte de la capacité de défense *de* leur ennemies[31].

Les opérations en Picardie, appelées diversement l'Offensive de mars ou les Premières batailles de la Somme de 1918, consistaient en un certain nombre de grandes batailles dont la dernière se terminait le 5 avril. A ce moment-là, les Allemands avaient déferlé devant eux depuis la ligne de La Fère-Saint-Quentin jusqu'à une nouvelle ligne s'étendant en direction sud-ouest, de Lens jusqu'à un point situé à 40 milles à l'ouest de La Fère. Péronne, Bapaume, Albert, Montdidier et Noyon avaient tous été envahis, et le déferlement jusqu'aux limites de Villers-Bretonneux, au sud de la Somme, voulait dire qu'Amiens, important centre de communications qui se trouvait auparavant à près de 40 milles à l'intérieur du territoire britannique, ne se trouvait qu'à moins de dix milles derrière le front. Les pertes s'élevaient à 163,500 pour les Britanniques, à 77,000[32] pour les Français et à 239,000 pour les Allemands*. Les pertes britanniques comprennent les pertes canadiennes: 618 dans les trois régiments de cavalerie, 144 dans la première brigade de mitrailleurs motorisés et 34 chez les troupes ferroviaires.

Combats d'attente des Canadiens

Ainsi que nous l'avons signalé, le secteur de la Première armée, où se trouvait le corps d'armée canadien, s'étendait en dehors du champ de l'attaque alle

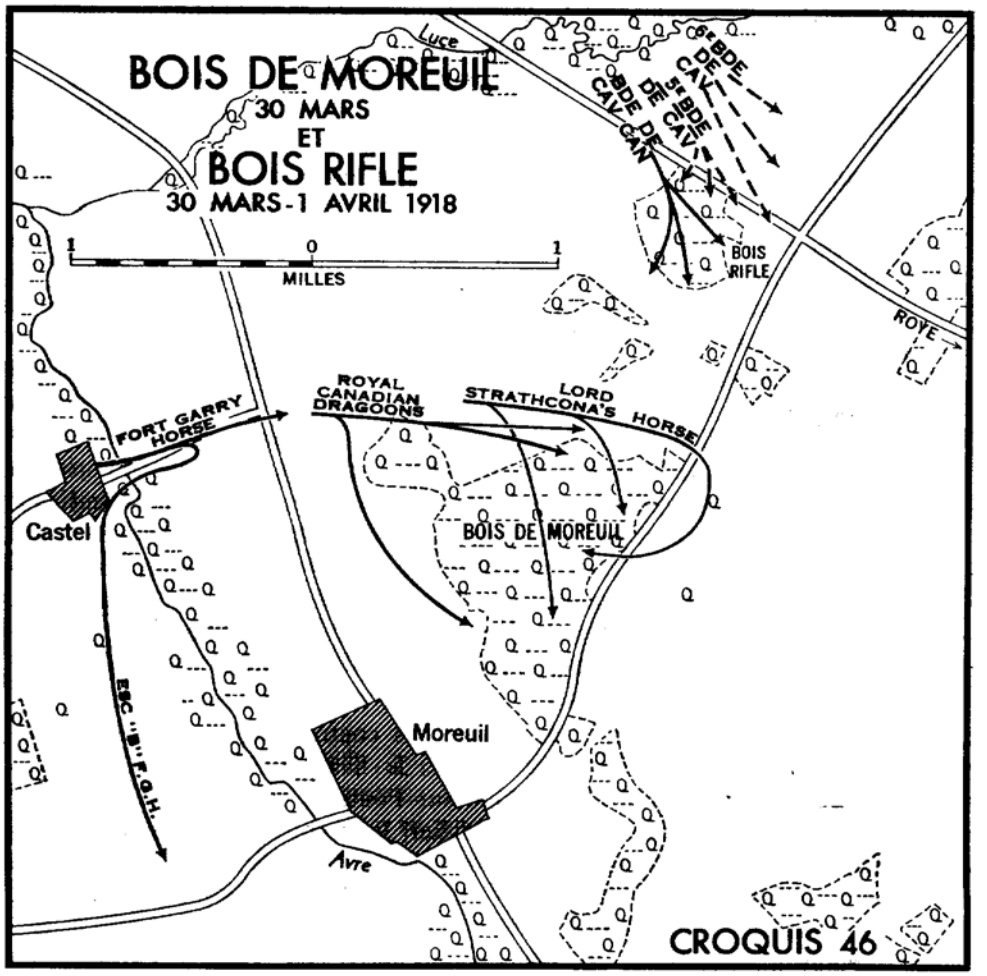
* La statistique allemande couvre la période écoulée du 21 mars au 10 avril et comprend les pertes subies durant les cinq jours de calme qui ont suivi la fa de la bataille[33].

mande. Toutefois, la cavalerie et les mitrailleurs du Canada furent engagés dans le combat. Le deuxième jour de l'offensive, alors que la Cinquième armée subissait de fortes poussées, les divisions de cavalerie britanniques avaient' improvisé des éléments à pied pour renforcer l'infanterie du général Gough; la brigade de cavalerie canadienne avait fourni une brigade à pied de 800 hommes[34]. Les Canadiens étaient employés dans la région du canal de Crozat, entre la Somme et l'Oise, où, le 23 mars, ils aidèrent à couvrir la retraite de la 18e division britannique de l'autre côté du canal[35]. En se repliant sur Noyon, la brigade à pied eut brièvement à appuyer le 6e corps d'armée français à l'ouest de Chauny.

A mesure que les Alliés continuaient de se replier, on avait toujours le plus grand besoin de la cavalerie pour couvrir la retraite et combler des vides importants dans la ligne. En conséquence, le 23 mars, un détachement à cheval fort de 500 hommes était formé de ce qui restait de la 3e division de cavalerie. Les deux brigades britanniques fournirent chacune 150 hommes; l'apport canadien se composait de l'état-major de 200 «cavaliers« de la brigade du général Seely. Durant les quatre jours qui suivirent, les trois escadrons se dépensèrent dans la moitié nord du triangle formé par le canal de Crozat, l'Oise et le canal du Nord, aidant à reformer les lignes d'infanterie qui s'étaient rompues et déclenchant de petites contre-attaques contre les positions avancées des Allemands[36].

Le 27 mars au soir, la brigade canadienne se rassemblait à Arsy, à l'ouest de Compiègne, se trouvant assignée à la 2e division de cavalerie. Le lendemain, la cavalerie anglo-canadienne passait sous le commandement de la Première armée française qui venait de réussir des contre-attaques locales et pouvait, en conséquence, faire la jonction avec le flanc droit britannique. Dans une autre avance d'une facilité inattendue sur Fontaine, village situé à dix-huit milles au sud-est d'Amiens, près de Montdidier, les troupes françaises prirent un certain nombre de «prisonniers vêtus comme des Canadiens». Il se trouva qu'un des «captifs» était le lieutenant Harvey, Croix de Victoria, (voir ci-dessus, p. 263), du Strathcona! Envoyés à l'avant en reconnaissance à cheval quelque temps auparavant, Harvey et dix h avaient pénétre dans le village et en avaient chassé des troupes allemandes de beaucoup plus nombreuses qu'eux[37].

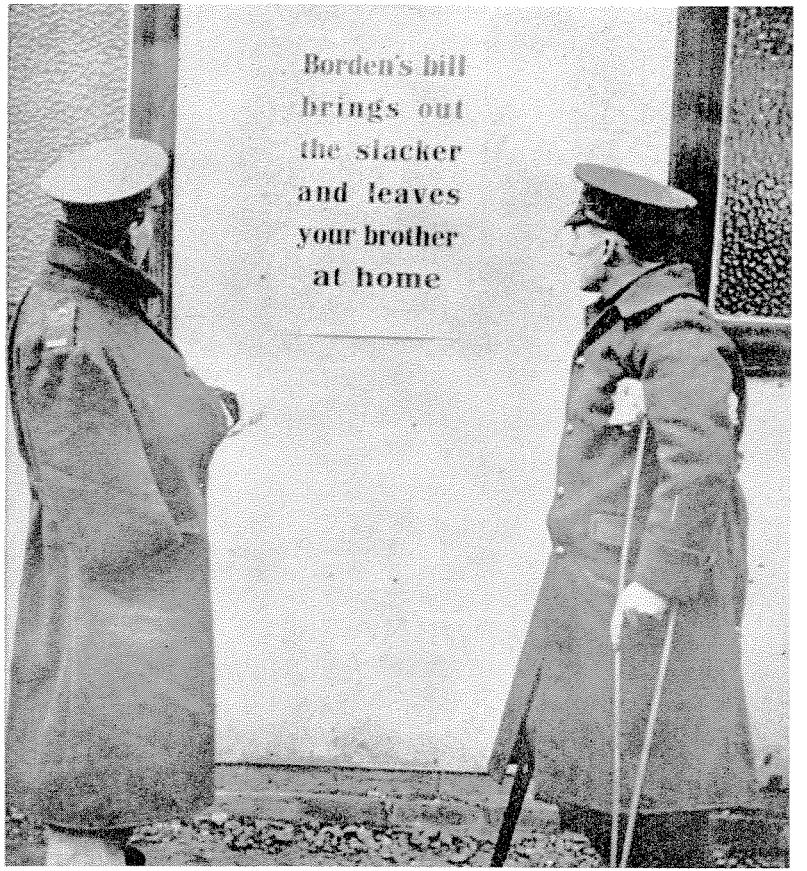
La poussée allemande se maintenant en direction d'Amiens, la' 2e division de cavalerie passe de nouveau sous commandement britannique le 29 mars, dans le secteur voisin de la gauche française. Lorsque, tôt le lendemain matin, des bataillons de la 2436 division allemande commencent à occuper le bois de Moreuil, position dominante sur la rive droite de l'Avre à douze milles seulement au sud-est d'Amiens, la 3e brigade et la brigade de cavalerie canadienne sont immédiatement dépêchées pour reprendre le bois. Les troupes françaises se sont déjà repliées de l'autre côté de l'Avre. Long d'un mille et quart du Sud au Nord et s'évasant jusqu'à une largeur de près d'un mille à son extrémité nord, le bois se compose surtout de frênes. Ces arbres ne sont pas encore en feuilles, mais d e jeunes plants poussant rapprochés les uns près des autres et des broussailles épaisses y rendent la course à cheval excessivement difficile[38]. La brigade canadienne arrive la première sur les lieux et se porte à Passait en poussées convergentes de trois



escadrons montés des Royal Canadian Dragoons, suivis d'attaques, à cheval et à pied, de la part du Lord Strathcona's Horse*. L'infanterie allemande résiste vaillement mais, à onze heures du matin, après de nombreux corps-à-corps, la partie nord du bois est aux mains des Canadiens. Pendant qu'un escadron du Fort Garry Horse retraverse l'Avre pour balayer l'ennemi d'un feu d'enfilade, un autre escadron se joint aux autres pour une avance à pied à travers le reste du bois. A midi, les Allemands ont été chassés du bois[40].

L'ennemi ne tarde pas à contre-attaquer. Renforcés par des éléments à pied de la 3e brigade de cavalerie et par une compagnie d'infanterie britannique, les Canadiens luttent pour maintenir leur position, encore que certaines parties du bois changent d'occupants plus d'une fois et qu'on ne reprend pas une partie du

* Le lieutenant G. M. Flowerdew, blessé mortellement alors qu'il commandait un escadron à cheval du Strathcona dans une charge d'éclat, fut décoré de la Croix de Victoria à titre posthume[39].



LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1917

Une affiche invite les militaires soignés dans un hôpital canadien en Angleterre à se prononcer en faveur du gouvernement d'Union,—et de la conscription.



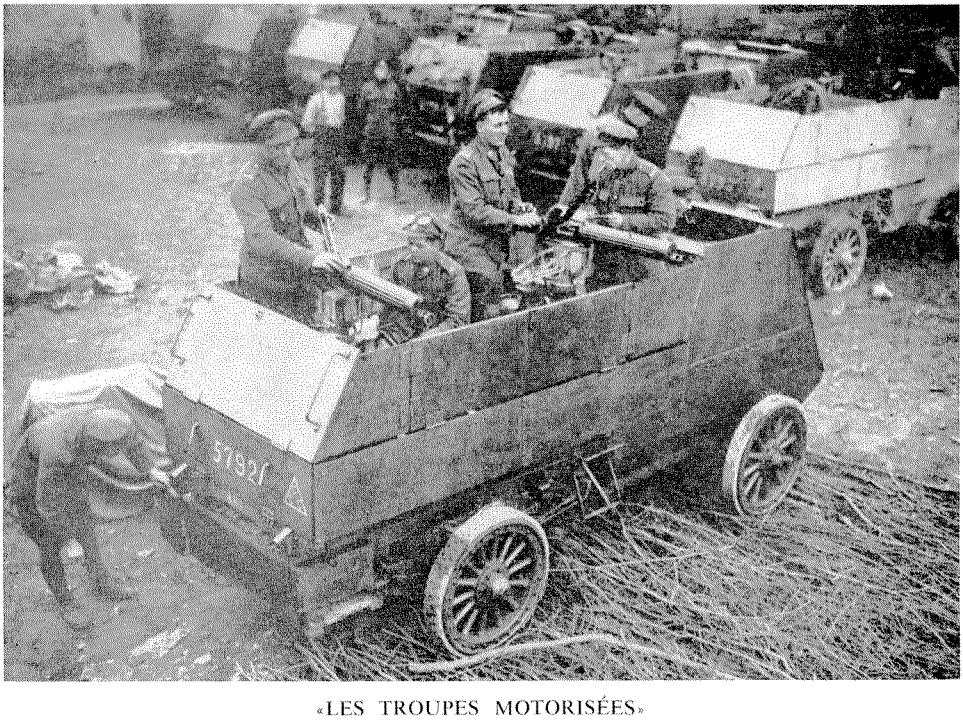
LE FRONT CANADIEN EN HIVER

Dans cette photographie, prise près de Lens en février 1918, le givre fait ressortir les épais réseaux de barbelés défensifs.



LE SERVICE DE TRANCHÉE

Cette photo, prise en février 1918, représente un endroit tranquille dans les lignes du secteur canadien. Un officier fait le guet pendant la relève de la sentinelle. Celui qui sort de faction nettoie son fusil avant de partir.



«LES TROUPES MOTORISÉES»

Quand les Allemands ont déclenché leur offensive en Picardie au printemps de 1918, la 1re brigade canadienne de mitrailleurs motorisés a donné un appui précieux à la Cinquième armée britannique dans le secteur d'Amiens. On voit ici des membres de la brigade occupés à l'entretien de leurs mitrailleuses Vickers et de leurs autos blindées.

terrain perdu. Cette nuit-là, la cavalerie, qui a subi de fortes pertes, est relevée par trois bataillons improvisés de la 8e division anglaise. Le 31, l'ennemi recommence ses attaques, reprend la plus grande partie du bois de Moreuil et occupe le bois Rifle, plus petit, qui se trouve à un mille au nord, à côté de la route AmiensRoye. Durant l'après-midi, ce dernier bois est repris mais pour peu de temps. Une autre attaque lancée ce soir-là, dont l'appui d'artillerie comprend deux batteries de la R.C.H.A., rétablit partiellement la situation mais laisse le bois Rifle et tout le bois de Moreuil, sauf le coin nord-ouest, entre les mains des Allemands. Le er avril au matin, des éléments à pied de la 2e division de cavalerie se lancent à l'attaque du bois Rifle, en trois vagues successives. Ce n'est que la troisième vague, composée de 488 soldats de tous grades de la brigade de cavalerie canadienne, qui réussit à pénétrer dans le bois et à en chasser l'ennemi[41].

Les mitrailleurs et les sapeurs de chemins de fer se trouvent parmi les autres troupes canadiennes qui vont être engagées activement dans cette première offensive allemande. La 12e brigade canadienne de mitrailleurs motorisés a reçu l'ordre de laisser ses positions à la crête de Vimy pour rallier la région de la Cinquième armée, le deuxième jour de la première bataille. Elle se rend sans délai à VillersBretonneux (à dix milles à l'est d'Amiens), d'où ses cinq batteries (voir cidessus p. 185) sont réparties entre trois corps britanniques pour aider à enrayer l'avance de l'ennemi et à combler des vides dangereux dans le front de l'armée[42]. La Cinquième armée reste pour bien dire sans appui ou réserve et une forte proportion de son artillerie et de ses mitrailleuses a été mise hors de combat ou capturée. Dans ces circonstances, l'arrivée des batteries canadiennes avec leurs 40 mitrailleuses tombe on ne peut plus à point, d'autant plus que la mobilité assurée par leurs huit voitures blindées rend leur puissance de feu beaucoup plus efficace[43].

On trouve un exemple typique de ce que les éléments de mitrailleurs ont accompli dans l'action des batteries «C» (Borden) et «B», employées avec le 7e corps derrière le canal du Nord, au nord-ouest de Péronne. Tôt le 24, les deux batteries ouvraient le feu aux environs de Cléry, sur la rive nord de la Somme et, pendant huit heures, jouaient un rôle de premier plan pour retenir l'avance allemande le long de la route de Péronne-Albert. Lorsqu'elles se replièrent ce soir-là, couvrant la retraite de l'infanterie, les deux batteries n'avaient plus que deux mitrailleuses en action, maniées par un officier et une petite poignée d'hommes. Leurs pertes pour la journée s'élevaient à 47 soldats de tous grades[44].

Durant la nuit du 25 au 26 mars, alors que la menace se faisait de plus en plus grande pour Amiens le général Gough ordonnait la remise en état et l'occupation par toutes les troupes disponibles de la ligne abandonnée de défense d'Amiens*, à l'est de Villers-Bretonneux. A cette fin, on rassemblait une force de quelque 3,000 hommes. Composée surtout de troupes du génie anglais, elle com-

* Cette position, s'étendant vers le Sud, de la Somme à la Luce, consistait en deux lignes d'environ huit milles de long aménagées par les Français en 1915. La ligne intérieure avait 11 milles et la ligne extérieure (dont il s'agissait habituellement quand le nom en était cité) couvrait 15 milles devant Amiens. Au cours de 1917, afin de permettre la culture du sol, on avait enlevé lés barbelés et rempli quelques-unes des tranchées[45].

prenait aussi 500 sapeurs ferroviaires américains, 400 officiers et soldats du 2e bataillon canadien de sapeurs ferroviaires et une batterie de dix mitrailleuses formée de renforts qui venaient d'arriver pour la 1T8 brigade canadienne de mitrailleurs motorisés. La «Force de Carey», ainsi nommée d'après le nom du commandant de division qui en prit le commandement le 20, a été d'un précieux secours pour établir et tenir sa ligne de résistance jusqu'à la nuit du 30 au 31 mars, alors que des troupes australiennes venaient la relever. Le nombre des mitrailleuses armées par les Canadiens atteignait alors 32, leur commandant «en ayant trouvé seize autres chez des traînards et dans l'infanterie»[46]. Encore que la Ligne de défense d'Amiens n'eût jamais été attaquée par une force nombreuse, les sapeurs de chemin de fer furent engagés légèrement et essuyèrent beaucoup de feu d'artillerie[47].

Toute la brigade canadienne de mitrailleurs motorisés finit par être engagée dans les opérations au sud de la Somme. Le 26 mars, les batteries «A» et «Bi arrivaient à Villers-Bretonneux où leurs voitures blindées, équipées chacune de deux mitrailleuses Vickers accomplirent un précieux travail de patrouille le long des grand routes et des routes secondaires. Leur rôle était précis: «prendre contact avec l'ennemi, en tuer le plus grand nombre possible et retarder son avance»[48]. Le 29, la batterie «C» et les batteries Eaton et Yukon («Dm et «Es) avaient remplacé le premier détachement de mitrailleurs canadiens à faire partie de la Force de Carey. Le 6 avril, les nouveaux venus appuyaient les troupes australiennes dans une attaque réussie au sud-est de Villers-Bretonneux, attaque qui aboutit à la reprise d'une certaine étendue de terrain et à la capture de 200 Allemands[49]. Ainsi prenait fin l'engagement canadien dans la Cinquième armée. L'aide apportée par la brigade de mitrailleurs motorisés aux divisions épuisées et désorganisées du général Gough avait été hors de proportion avec l'importance relative d'une si petite unité. Ses officiers et ses hommes avaient été formés à user de leur propre initiative au combat et cela avait donné de bons résultats lorsque les ordres ne leur parvenaient pas et que les - Q.G. de divisions et de brigades d'infanterie, continuellement en mouvement, restaient introuvables[50].

La bataille dans les Flandres, 9-29 avril

Le 5 avril au soir, Ludendorff «était forcé d'abandonner pour de bon l'attaque contre Amiens>51. Et pourtant, il ne fut pas immédiatement évident pour les Alliés qu'Amiens n'était plus menacé ni où porterait le prochain coup. Il se pouvait bien, pensait-on, que le surcroît de circulation vers le Nord qu'on avait remarqué même avant le 21 mars, fût une feinte. Toutefois, dès la seconde semaine d'avril, les Allemands paraissaient être en mesure de frapper n'importe où au nord de la Scarpe. De fait, Ludendorff avait l'intention d'attaquer avec sa Sixième armée dans la plaine de la Lys, entre Armentières et La Bassée, pour ainsi attirer les réserves britanniques vers le Sud et les éloigner des Flandres, et ensuite porter un coup avec la Quatrième armée contre le secteur nord ainsi affaibli. Les exigences des batailles de mars vers le Sud avaient déjà épuisé les Première et Deuxième

armées britanniques qui tenaient la ligne avec peu de réserves. Haig demandait instamment de l'aide française, mais Foch refusait d'envoyer des renforts vers le Nord avant le début de la bataille et que les Allemands eussent montré leur jeu[52].

Les Allemands frappaient le 9 avril. Quatorze divisions se lançaient à l'attaque sur un front de douze milles entre Armentières et le canal de La Bassée. C'était le premier anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et les premiers rapports rendaient l'anniversaire de Ludendorff plus plaisant que celui de l'année précédente. L'ennemi avançait d'environ trois milles et demi, toute pénétration plus profonde étant empêchée par la difficulté qu'il éprouvait à tenir à portée son artillerie d'appui et par ce que le kronprinz Rupprecht appelait la «résistance acharnées d'une division anglaise «particulièrement bonne» (la 55e)[53], à Givenchy. Cependant, à côté de la 55e division, un contingent portugais, dont les quatre brigades fatiguées auraient dû être relevées longtemps auparavant, reculait devant la marée de quatre divisions allemandes. L'attaque de la Quatrième armée, déclenchée le lendemain, étendait le front de la bataille vers le Nord jusqu'au canal d'Ypres-Comines. Le lendemain matin, Armentières et Messines étaient aux mains de l'ennemi. Alors Foch ordonnait le rassemblement derrière Amiens d'une force de relève française composée de quatre divisions d'infanterie et de trois divisions de cavalerie (qu'on devait appeler la Dixième armée); cependant, il refusait encore de prendre en charge une partie du front britannique ou d'envoyer des formations françaises vers le Nord. Rappelant la résistance opposée déjà par les Britanniques devant Ypres, il déclarait à Haig—qui le jugeait «très égoïste et entêté»—que les Britanniques pouvaient et devaient «tenir bon là où ils se trouvaient»[54]. Les événements devaient justifier le refus du généralissime de se laisser persuader d'engager des réserves dans une bataille en mouvement.

L'avance allemande se poursuivait de façon inégale: l'attaque de la Quatrième armée prenait de l'élan tandis que celle de la Sixième en perdait. Le 11, une forte poussée amenait des troupes à moins de cinq milles d'Hazebrouck; ce soir-là, Haig publiait son célèbre ordre du jour: «Acculé au mur et croyant à la justice de notre cause, chacun de nous doit combattre jusqu'à la fins! Le 12 avril, les Allemands se contentaient d'attaques locales, cherchant à étendre, leurs gains en largeur plutôt qu'en profondeur et, à compter de ce jour, l'offensive traînait nettement. Ypres étant menacé, le général Plumer se mit à organiser une ligne principale de résistance sur le versant ouest, plus facile à défendre, de la longue crête de Passchendaele. Le 17, le versant est de la crête et une bonne partie de la pente extérieure descendant vers Ypres, qui avaient antérieurement été achetés au prix de tant de sang, avaient été abandonnés aux mains de l'ennemi[55]. Ce jour-là fut marqué par une coûteuse défaite des forces allemandes qui tentaient de capturer le mont Kemmel (à cinq milles au sud d'Ypres), la plus éloignée à l'est de la suite de hauteurs dominantes qui remontent jusqu'à Cassel. Au nord d'Ypres, les Belges pour qui c'était la première grande bataille depuis 1914[56], arrêtaient net une attaque de la Quatrième armée du général Sixt von Armin.

Après l'échec allemand, il se produisit une brève accalmie de la bataille sur le terrain, mais non dans les airs. C'est durant cette période que le capitaine von

Richthofen compta sa soixante-dix-neuvième et sa quatre-vingtième victoire et perdit son dernier combat[57]. Son avion fut descendu et l'as allemand fut tué dans des circonstances qui demeurent encore un mystère.

Le 19 avril, les troupes françaises d'un nouveau Détachement d'armée du Nord avaient commencé à relever un corps britannique dans le secteur du mont Kemmel. Cinq jours plus tard, Ludendorff portait provisoirement son attention vers la Somme. Un assaut de six divisions de la Deuxième armée contre les troupes qui couvraient Amiens entraînait la capture de Villers-Bretonneux des mains des Britanniques et de Moreuil des mains des Français. Dans la première de ces opérations, les Allemands employèrent avec de bons résultats treize chars de combat; c'était la première fois qu'ils employaient des blindés, à part l'emploi de quelques chars dans du nettoyage le 21 mars. Par la suite, des chars anglais engagèrent le combat avec eux et, dans le seul combat de blindés qui eut quelque importance au cours de toute la guerre, mirent un char allemand hors de combat et en repoussèrent deux[58]. Villers-Bretonneux fut repris le lendemain dans une contre-attaque de troupes anglaises et australiennes.

C'est dans la dernière semaine d'avril que les Allemands reprenaient l'offensive des Flandres (appelée parfois Batailles de la Lys), où ils concentraient leurs efforts contre la ligne de hauteurs au sud d'Ypres. Le 25, ils se lançaient à l'assaut du mont Kemmel suivant un bombardement particulièrement lourd et venaient vite à bout de la résistance qu'y opposaient les Français. L'effort final se produisait quatre jours plus tard, alors que sept divisions de la Quatrième armée attaquaient sur un front de dix milles depuis Ypres jusqu'à la Douve. Foch avait porté à sept divisions les effectifs du secteur occupé par les Français, en plus de leur assurer de puissantes réserves d'artillerie. Cette fois, sauf deux petites trouées, les Alliés tinrent bon. Ses Quatrième et Sixième armées étant épuisées au point d'être extrêmement vulnérables aux contre-attaques, Ludendorff mit fin à l'offensive. Une fois de plus, on avait arrêté une avance allemande devant Ypres. Une fois de plus, les ports de la Manche étaient sauvés.

L'offensive avait fait couler beaucoup de sang. Les pertes allemandes en Picardie et dans les Flandres (les chiffres sur les deux offensives n'ont pas été divulgués séparément) atteignaient 348,300. Les pertes alliées pour la même période s'établissaient à 330,000, la campagne du Nord ayant entraîné 76,300 pertes britanniques et 35,000 pertes françaises. Le gros de la bataille avait porté contre les troupes durement frappées de Haig; par suite de combats ininterrompus, sur les 61 divisions britanniques qui se trouvaient en France (deux étaient arrivées depuis peu de Palestine), 48 seulement étaient en état de combattre. Huit avaient été réduites à de simples cadres; certaines ne seraient même jamais plus reconstituées au complet59. Les troupes du général Pétain étaient en meilleur état. Aux premiers jours de mai, les Français comptaient encore 103 divisions, toutes renforcées à la totalité de leurs effectifs, soit 63 en ligne, y compris quatre dans les Flandres, et quarante en réserve. Se trouvaient aussi sous le commandement de Pétain, deux divisions italiennes (arrivées durant la dernière moitié d'avril) et trois divisions américaines. Le nombre des divisions allemandes sur le front de

l'Ouest avait été porté à 204, grâce à de nouveaux renforts arrivés de Russie[60], mais Ludendorff était très préoccupé par le manque de recrues pour remplacer ses pertes. Avec colère, il déplorait que le gouvernement ne libérât pas les hommes exemptés du service militaire et ne prît pas «de mesures énergiques contre les déserteurs et les embusqués>[61].

L'ennemi conservait l'initiative. Le vaste saillant des gains allemands formait un angle droit dont un côté faisait face aux Britanniques à l'ouest et l'autre, aux Français à l'est, de sorte que Ludendorff pouvait également bien porter ses coups dans les deux directions. Les Allemands escomptaient toujours la victoire finale et l'Entente était encore en danger de perdre la guerre.

L'avance allemande jusqu'à la Marne, 27 mai—6 juin

Avant que les combats dans les Flandres et en Picardie aient ralenti jusqu'au point mort, Ludendorff avait déjà mis en branle les plans de ce qu'on a appelé plus tard «la seconde grande attaque allemande en France»[62]. Avant de reprendre les opérations dans le Nord, il décidait, vers la fin de mai, de porter un grand coup de diversion au delà de l'Aisne, afin d'obliger les Français à ramener leurs renforts des Flandres. Ce coup devait être suivi vers la mi-juin d'une nouvelle attaque contre les armées britanniques du Nord qui seraient alors privées de leurs réserves françaises; et pendant ce temps-là, immédiatement après le coup de diversion en Champagne, l'armée austro-hongroise déclencherait une offensive contre le front d'Italie[63].

Au cours du mois de mai, la Septième armée allemande, qui se trouvait en face de la Sixième armée française le long de l'historique Chemin des Dames, avait secrètement accru ses effectifs de 30 divisions et de plus de mille batteries d'artillerie tirées de ce qui restait du groupe d'armées du kronprinz. Le matin du 27 mai 1918, l'extrême gauche de la Dix-huitième armée allemande, la totalité de la Septième armée et l'aile droite de la Première armée, soit en tout 38 divisions, étaient déployées en trois échelons sur un front de 60 milles s'étendant depuis le sud-est de Noyon jusqu'au sud-est de Reims[64]. Les Allemands avaient concentré dix divisions le long de la douzaine de milles du Chemin des Dames, entre Pinon et Craonne. Devant elles, occupant la ligne opposée, se trouvaient une division anglaise affaiblie et deux divisions françaises. La grande faiblesse tactique de la position de la Sixième armée française, dictée jusqu'à un certain point par la valeur morale qu'on prêtait au Chemin des Darnes, consistait à avoir placé près de la moitié des forces de défense disponibles dans une position fort avancée sur la crête où elles avaient derrière elles l'Aisne et la Vesle, impassables à gué. Pour tout son front, le commandant de l'armée française n'avait 'que quatre divisions en réserve, sur les seize qu'il commandait (onze françaises et cinq britanniques)[65].

L'ennemi se lançait à l'attaque aux premières heures du 27 mai, après un bombardement dont l'intensité surpassait de beaucoup celle de tout autre bombardement précédent de la part des Allemands, cette année-là, plus de 40 batteries par mille de front y ayant servi. Mal renseignée par ses services, l'armée française

fut prise à l'improviste. En se lançant à l'assaut du Chemin des Dames, cinq des dix divisions allemandes déferlaient sur le centre de la ligne et détruisaient d'un seul coup une division française et la division anglaise. Rien ne pouvait arrêter la marée allemande qui, à la tombée de la nuit, avait porté le centre de la Septième armée à la Vesle sur un front de neuf milles. Cette avance de dix milles en un seul jour était sans précédent dans l'histoire de la guerre de tranchées[66]. A la fin de la seconde journée, Soissons était tombée et les Allemands occupaient un saillant de quinze milles de profondeur sur quarante milles de largeur à sa base. En moins d'une semaine, ils avaient atteint la Marne à Château-Thierry, encore que, sur la gauche allemande, Reims restât aux mains des Alliés. Ludendorff avait vraiment exploité ses succès tactiques, quoiqu'il admît par la suite que l'attaque n'avait pas été brisée assez tôt à tous les point[67]. L'avance, qui devait s'arrêter à la Vesle, avait été poussée au delà pour former un saillant gonflé de trente milles de profondeur sur une largeur moyenne aussi grande. Et pourtant, sur le plan de la stratégie, la diversion avait échoué. S'étant éventuellement rangé à l'avis de Haig, d'après qui le danger réel se présentait encore dans le nord, le général Foch n'avait pas affaibli sa réserve stratégique dans les Flandres pour relever le défi allemand dans le Sud. Au total, vingt-cinq divisions françaises et deux divisions américaines avaient été entraînées dans la bataille entre le 28 mai et le 3 juin, mais toutes venaient des réserves de Pétain. Aussi bien à la Somme que dans les Flandres, les Alliés avaient conservé et même accru leurs effectifs[68].

Pour sa tentative suivante, Ludendorff voulait étendre vers l'ouest la diversion amorcée en Champagne, par une attaque de la Dix-huitième armée entre Montdidier et Noyon. Après deux délais attribuables au progrès imprévu de la diversion principale, l'opération était lancée le 9 juin, onze divisions allemandes attaquant à l'ouest de l'Oise et par-dessus son affluent, la Matz. Le premier jour, les Allemands firent une percée jusqu'à six milles de profondeur mais, par la suite, ils furent limités à des gains de peu d'importance par la Troisième armée française qui, avec neuf divisions à l'avant, toutes bien préparées à un assaut allemand, était moins désavantagée que l'armée française du Chemin des Dames. Le général Foch répondit promptement à la demande de réserves de la part de Pétain et, le 11, une force de trois divisions françaises et de deux divisions américaines, solidement appuyées par des chars et des avions, frappait au flanc droit allemand. La contre-attaque fit reprendre peu de terrain mais elle arrêta réellement l'avance ennemie. Le 17 au soir, Ludendorff contremandait l'attaque de la Dix-huitième armée, transmettant des ordres semblables à la Septième armée allemande, qui avait fait peu de progrès dans une attaque d'appui lancée ce matin-là au sud-ouest de Soissons[69].

La dernière offensive allemande, 15 juillet—6 août

«Nous revenions sans cesse à l'idée d'une offensive dans les Flandres», devait écrire Ludendorff sur l'été de 1918[70]. Comme cela ressemblait aux sentiments de Haig à la fin de 1916 et au début de 1917! Cependant, le haut-commandement

allemand ne se faisait pas d'illusions sur la puissance des Alliés dans ce secteur et, avec l'espoir d'écarter quelques réserves du front britannique, il ordonnait une attaque de part et d'autre de Reims pour la mi-juillet. Cette partie du front, depuis Château-Thierry vers l'est jusqu'à Verdun, avait été laissée relativement peu défendue lorsque Pétain, sous la pression de l'opinion publique qui exigeait qu'on gardât Paris, massa le gros de ses réserves le long de l'arc avancé du saillant allemand. L'objectif premier consisterait à passer la Marne. Ce gain réalisé, d'équipage de sièges de l'artillerie lourde et des mortiers de tranchées passerait immédiatement au nord pour une offensive dans les Flandres (Opération «Hagens»), qui devait commencer au début d'août[71]. Ludendorff rejetait toute idée de se remettre sur la défensive parce que l'adoption d'une telle ligne de conduite faciliterait aux Alliés la concentration sur un seul champ de bataille de leurs ressources supérieures en matériel de guerre[72].

Cependant, le général Foch préparait, lui aussi, une offensive. Au cours de juin, les attaques alliées, portées à l'échelle d'une division ou deux, avaient révélé des signes de faiblesse dans la résistance de l'ennemi. L'épidémie d'influenza qui s'étendait sur le monde avait atteint le front de l'Ouest. Cette épidémie, qui avait duré jusqu'à la fin de juillet et était réapparue en octobre, devait coûter aux forces britanniques 16 p. 100 de leurs pertes. Ce sont les Allemands qui en ont souffert le plus, leur résistance ayant diminué faute d'un régime alimentaire suffisant. Les rapports mentionnaient de 1,000 à 2,000 cas par division, et l'épidémie menaçait de retarder les opérations dans les Flandres[73]. Encouragés par leurs premiers succès, les Français commencèrent les préparatifs d'une grande contreoffensive qui serait déclenchée le 18 juillet contre les deux flancs du saillant allemand[74].

A la mi-juillet, cinquante divisions* du groupe d'armées du kronprinz allemand, comptant sur l'appui de 6,353 bouches à feu, se tenaient prêtes à attaquer sur le front de 75 milles, depuis l'Argonne jusqu'à Château-Thierry, tandis que neuf ou dix divisions épuisées relevant du Q.G. de la Neuvième armée (qui avaient été ramenées de Roumanie) faisaient face à l'ouest entre l'Oise et la Marne. Occupant les lignes devant cette puissante force, ou se préparant à lancer des contreattaques convergentes de l'ouest et du sud-est, se trouvaient 70 divisions réparties en quatre armées françaises (les Quatrième, Cinquième, Sixième et Dixième), y compris sept divisions américaines, quatre britanniques et deux italiennes[76]. De même que dans leurs offensives antérieures, les Allemands avaient une énorme supériorité d'artillerie, soit 1,047 batteries de campagne et 609 pièces lourdes, par comparaison à 360 batteries de campagne et 408 pièces lourdes pour les Alliés.

En septembre 1914, la première bataille de la Marne avait anéanti les espoirs allemands d'une fin rapide de la guerre. Quatre ans plus tard, la même rivière allait marquer de nouveau le point culminant de la marche de l'ennemi vers Paris et la

* Douze divisions se trouvaient en première ligne à l'ouest de Reims et quinze à l'est de Reims. Deux autres restaient à Reims, attendant de se joindre plus tard à l'attaque, et 21 divisions étaient prêtes aux second et troisième échelons[75].

bataille qui allait se dérouler sur ses rives allait être la dernière où les forces allemandes auraient l'initiative.

La seconde bataille de la Marne débutait le matin du 15 juillet par le lourd bombardement habituel, qui perdait beaucoup de son efficacité parce que les Français, prévenus par des Allemands capturés, avaient éclairci leur position au front et pouvaient riposter rapidement aux batteries de l'ennemi. A l'est de Reims, les assaillants subirent une écrasante défaite aux mains de la Quatrième armée française. Le moment était grave pour le haut commandement allemand, conscient qu'il était des répercussions profondes que pouvait avoir ce revers. Toutefois, à l'ouest, six divisions de la Septième armée allemande passèrent la Marne entre Château-Thierry et Épernay, capturant une tête de pont de huit milles de large et profonde de quatre milles[77]. Un combat acharné s'ensuivait et le général Pétain ordonnait de suspendre les préparatifs de la contre-offensive afin de pouvoir tirer des renforts pour son front menacé parmi les troupes qui se rassemblaient. Cependant, le général Foch décidait à l'encontre de cet ordre; il croyait fermement que la tête de pont allemande, qui était la cible d'un bombardement intense et constant de la part de l'aviation et de l'artillerie, serait liquidée[78].

Aux premières heures du 18 juillet, les Sixième et Dixième armées françaises lancent à l'attaque les vingt-quatre divisions qu'elles ont massées entre ChâteauThierry et l'Aisne, surprenant complètement l'ennemi. Dès le milieu de l'aprèsmidi, ces troupes, qui comptent quatre divisions américaines complètes, ont repoussé de quatre milles le flanc ouest du saillant, et le kronprinz a ordonné l'évacuation de la tête de pont de la Marne. Ludendorff fut mis au courant de l'attaque française au Q.G. du groupe d'armée de Rupprecht où les chefs d'état-major de la Quatrième et de la Sixième armée lui faisaient part des préparatifs en vue de l'offensive dans les Flandres.

Ayant appris par les messages subséquents que la situation se gâtait de façon dangereuse, Ludendorff retourna à son Q.G. d'Avesnes et, dans la soirée, il priait le général von Lossberg, chef d'état-major de la Quatrième armée, de l'y rejoindre. Le lendemain matin, Lossberg examina les renseignements parvenus à Ludendorff à qui il conseilla de retirer graduellement des premières lignes les armées qui avaient participé à l'offensive du printemps. Selon Lossberg, le feld-maréchal admit que l'idée était bonne, mais soutint que, pour des motifs politiques, un tel retrait était impossible[79]. On verra plus loin (p. 441) qu'il fallait un second grand échec pour que Ludendorff reconnaisse la véritable nature de la situation et ses graves conséquences.

Le 20 juillet, les Cinquième et Neuvième armées françaises commencent à attaquer à l'ouest de Reims. L'offensive de diversion de Ludendorff devient, soudain, pour les Allemands, une bataille acharnée sur la défensive. L'expédition de leur artillerie lourde vers le Nord a débuté le 18. Cependant, ces canons ne seront plus nécessaires pour l'offensive des Flandres du kronprinz Rupprecht. Ludendorff, qui n'a pas la moindre idée «de la façon, s'il en était, qui nous permettrait de reprendre l'initiatives, contremande l'opération «Hagen»80. La seconde bataille de la Marne traîne, sanglante, durant près de trois semaines, pendant que de part et d'autre on

renforce sans arrêt les effectifs. Les Allemands, combattant avec acharnement, sont lentement repoussés. Le 7 août, lorsque la bataille prend fin, ils ont été repoussés de l'autre côté de la Vesle où ils se trouvent provisoirement à l'abri de la poussée française. Ils ont perdu 29,000 hommes faits prisonniers et la totalité de leurs pertes s'évalue à 168,000[81].

Le grand coup de dé des offensives de Ludendorff avait échoué. Depuis le 21 mars, les Allemands avaient subi un million de pertes,—pertes dont les remplacements n'arrivaient pas,—et ces pertes avaient affaibli leurs armées au moment où ils devaient bientôt subir leur plus dure épreuve. Sur les 201 divisions d'infanterie allemandes (ou l'équivalent) qui se trouvaient au front de l'Ouest au début d'août, 106 n'étaient pas aptes au combat et dix devaient bientôt être démembrées[82]. D'autre part, l'Entente était non seulement un peu supérieure en nombre à l'ennemi (130 divisions d'infanterie au front et 76 divisions en réserve), mais elle était plus que l'égale de l'ennemi par la qualité de ses formations. Le secteur britannique était en bien meilleur état avec ses cinquante-trois divisions qu'il n'avait été pendant plusieurs mois, la plupart de ses troupes s'étant bien reposées durant l'été. Trente-six de ces divisions étaient au front. Les réserves de Haig comptaient une division portugaise et quatre divisions américaines. Sur le front français, il y avait 84 divisions en ligne (dont sept américaines et trois britanniques), et 39 en réserve (y compris sept américaines, une britannique et deux italiennes)[83].

Le Corps canadien à la défense et en réserve, 21 mars—30 juillet

Mises à part les divisions américaines et belges, plus nombreuses et dans l'ensemble non éprouvées, les divisions les plus fortes de tout le théâtre de guerre durant l'été de 1918 étaient celles du corps canadien. Occupant un secteur de sept milles de long centré sur Lens, à droite de la ligne de la Première armée, les Canadiens n'avaient pas participé aux intenses combats de mars et d'avril. Au moment de la première offensive allemande, le corps avait trois divisions en ligne, du Nord au Sud: la 1- division devant la cote 70, la 4e devant Lens et la 3e dans le secteur d'Avion-Méricourt. La 2e division se trouvait dans la zone d'instruction du corps, à Auchel, à huit milles à l'ouest de Béthune[84].

Le terrain occupé par les Canadiens était important parce que, derrière Lens et la crête de Vimy, se trouvaient les seules houillères qui restaient accessibles dans le Nord de la France et bien des centres-clés de communications qu'il fallait refuser à l'ennemi. C'est pourquoi on y aménagea de nombreux ouvrages de défense durant les premiers mois de 1918. Un temps exceptionnellement beau permit de compléter de vastes ouvrages derrière le réseau du front principal, soit 250 milles de tranchées, 300 milles de réseaux de barbelés et 200 nids de mitrailleuses reliés par des tunnels. On avait apporté un soin particulier à l'emplacement de l'artillerie: sur la seule crête de Vimy, 72 nouvelles positions de batteries avaient été aménagées et les munitions empilées à côté. Les Français en étaient bien contents: ayant de bonnes raisons de prêter beaucoup d'importance

à ce secteur en particulier, ils avaient envoyé un ancien ministre de la Guerre en inspecter les défenses[85].

Les Allemands avaient à peine attaqué qu'on demandait au général Currie de mettre les formations canadiennes en disponibilité à titre de réserves pour le corps d'armée anglais assiégé. Le 23 mars, la 2e division canadienne recevait ordre de se placer en réserve du GQG dans la région du mont Saint-Éloi, et la 1re division, retirée de la ligne, passait à la réserve de la Première armée. Pendant que la 4e division étirait sa gauche pour couvrir la cote 70, à l'autre extrémité du front du corps, la 31' division devait relever une division anglaise en occupant 3,000 autres verges du front dans le secteur d'Acheville-Arleux. Le 25 mars, le corps occupait avec deux divisions seulement un front de 17,000 verges. Le lendemain, après une conférence du comte de Haig et de ses commandants d'armées, à Doullens, le général Currie recevait du général Home des ordres qui lui enlevaient le commandement des deux divisions canadiennes qu'il avait encore et envoyaient en réserve son Q.G. de corps. Haig était pénétré de la nécessité de tenir afin de gagner du temps pour permettre aux Français de venir l'appuyer. Il espérait que le centre de son front pourrait résister à la pression de l'ennemi qui tendait à faire saillir sa ligne de défense, «étendant ainsi le front au point de le faire céder. J'ai donc ordonné à Home, écrivait-il dans son journal, de retirer trois divisions de Canadiens et de les placer quelque part devant le centre de la ligne de Byng»[86]. Le secteur canadien devait être pris en charge par les deux corps d'armée anglais voisins.

Sur la droite, le 13e corps d'armée (le corps de droite de la Première armée) prenait le commandement de la 3e division canadienne à midi, le 27, pendant que, au nord de la Souchet, la 46e division du 1er corps recevait ordre de relever la 4e division canadienne qui, alors, devait passer à la réserve du GQG[87]. En même temps, les 1- et 2e divisions canadiennes passaient à la Troisième armée du général Byng, au sud d'Arras; celle-là avec le 17e corps de côté et d'autre de la route d'Arras-Cambrai, celle-ci immédiatement à sa droite dans le secteur de NeuvilleVitasse du front du 6e corps[88].

Étant donné l'état d'urgence causé par l'offensive allemande, sir Arthur avait accepté qu'on employât les divisions canadiennes sous commandement anglais «au besoin»[89], mais il protestait contre les ordres qui lui enlevaient la maîtrise des quatre divisions. «Je fis des propositions, déclare-t-il, qui, à mon avis, conciliaient mes exigences (du point de vue de la politique canadienne) et les exigences tactiques et administratives du moment»[90] (voir ci-dessous, p. 412). Par suite de l'argumentation de Currie, son quartier général fut moins de vingt-quatre heures sans commandement au front. Il était 10h. 15 du matin, le 29, lorsque le 1e[1] corps prit en charge ce qui restait du front du corps canadien. Cependant, le commandant d'armée avait déjà ordonné que la 56e division, gravement affaiblie par les durs combats du 28 avril, fût relevée dans le secteur d'Oppy-Gavrelle par la 4e division canadienne qui passerait alors, avec la 3e division canadienne à sa gauche, sous le commandement de Currie, le 13e corps d'armée étant retiré de la ligne[91]. Ces relèves furent exécutées rapidement et, à 6h. 45 le 30 au matin, le corps canadien

reprenait le commandement de deux de ses divisions[92].

Sir Arthur avait proposé, entre autres choses, à la Première armée que la 1re division (avec la Troisième armée depuis le 27 mars) relevât la 4e division anglaise qui se trouvait de chaque côté de la Scarpe, la limite inter-armées étant déplacée en conséquence vers le sud. Ce changement, complété le 8 avril, laissait un front d'environ 16,000 verges occupé par trois divisions du corps d'armée canadien. Currie avait aussi proposé que la 2e division canadienne, qui occupait alors quelque 6,000 verges du front de la Troisième armée revînt sous son commandement en qualité de réserve. Toutefois, on renonça à ce changement à cause du fardeau supplémentaire imposé soudainement aux troupes anglaises, par la seconde offensive allemande; de fait, la 2e division ne devait pas rejoindre le corps avant le 1er juillet. La bataille de la Lys se poursuivant, le général Currie, qui ne disposait que de trois divisions, dut étendre son front vers le nord pour libérer la 46e division dans le secteur de Lens—cote 70. Ainsi, à la mi-avril, le corps d'armée canadien occupait un front de plus de 29,000 verges[93].

Les protestations de Currie avaient créé une malheureuse impression qui persista longtemps: quatre fortes divisions qui se voyaient refuser un rôle dans les grandes batailles défensives de mars et d'avril parce qu'il insistait pour qu'elles fussent engagées en tant que corps seulement. La critique du comportement de quelques formations anglaises formulée par le commandant canadien ne devait pas améliorer la situation. Le 14 avril, il notait dans son journal: «Visite du commandant d'armée cet après-midi. Il n'a prisé aucune des observations sur l'aptitude au combat des divisions anglaises*. De fait, le général Home (ainsi qu'on peut le voir dans le journal du Commandant en chef) alla même jusqu'à dire à sir Douglas Haig que Currie était «rempli de lui-même»[96]. A la page du 18 avril, Haig fait une comparaison désobligeante entre la politique australienne et celle qu'énonçait Currie :

> Il veut que les Canadiens se battent en un seul corps et que le représentant du Canada à Londres me presse de prendre des dispositions à cette fin. Il en résulte que les Canadiens sont ensemble, occupant un front étendu près d'Arras, mais *ils n'ont pas encoreparticipé à la bataille!* D'autre part, les Australiens ont été employés à l'échelle de la division et sont maintenant dispersés depuis Albert jusqu'à Amiens, et une de leurs divisions se trouve devant Hazebrouck[97].

Haig devait, trois mois plus tard, rappeler au ministre de la Défense du Canada (le major-général S. C. Mewburn) que «l'armée anglaise seule, sans l'aide des troupes canadiennes, avait encaissé le premier coup terrible porté par 80

* De toute évidence, Currie n'avait pas réservé ses critiques pour son journal où, par exemple. il notait, le 11 avril: Nombre de soldats anglais ne se battent pas bien.. Le général Pershing, qui avait rendu visite au quartier général du corps d'armée canadien le 20 avril, avait note qu'à cette occasion-là .le général Currie a déploré de voir que les Anglais, avaient renoncé si facilement à la crête de Passchendaele qu'il fallait, lui avait-on dit l'année précédente, prendre à tout prix et qui avait coûté aux Canadiens l'énorme sacrifice de 16,000 soldats»[94].

Lorsqu'il avait exprimé ses critiques Currie n'avait pu examiner avec soin tous les éléments qui avaient nui à la tenue des Anglais durant la première offensive allemande. L'historien officiel de l'Armée anglaise avait exposé ces faits dans une analyse critique de la situation, entre autres la supériorité insurmontable des Allemands qui faisaient face à la Cinquième armée britannique, la réduction récente à neuf bataillons dans chaque division, l'affaiblissement qui avait résulté du prolongement forcé du front jadis occupé par les Français et l'absence d'une réserve générale[95].

divisions allemandes le 21 mars, jusqu'au 27 mai», et qu'il avait été «sur le point d'employer des divisions canadiennes dans la bataille» mais avait dû les renvoyer à l'arrière après avoir reçu «un télégramme ... du *War Office* signalant instamment le désir du gouvernement du Canada de voir les Canadiens combattre ensemble»[98].

On a fait si grand état de cette affaire qu'il est peut-être bon de repasser, d'après les documents pertinents, la suite des événements tels qu'ils se sont déroulés. Le 27 mars 1918, après avoir reçu les ordres du général Home, Currie présentait ses instances officielles au GQG dans une lettre adressée au lieutenant général, sir H. A. Lawrence, chef de l'état-major général de Haig. Affirmant qu'il ne voulait «faire aucune proposition qui pût le moins du monde embarrasser le chef (Haig), Currie exposait clairement et de façon raisonnable le désir des éléments du corps canadien de combattre côte à côte, désir qui était aussi celui de la population du Canada; il soutenait que, ses divisions étant dispersées «une ici, une autre là», le corps ne pouvait pas donner le meilleur de lui-même. Il concluait:

> La nature et la constitution mêmes de l'organisation ne permettent pas qu'existe dans un corps d'armée anglais la même liaison que dans un corps d'armée canadien. Mon état-major et moi-même ne pouvons pas, attachés à un corps d'armée anglais, donner le même rendement dans cette bataille qu'avec le corps canadien, et l'état-major de quelque autre corps ne peut pas, non plus, donner le même rendement que le mien avec la division canadienne.
>
> Je sais que la nécessité ne connaît pas de loi et que le Chef fera ce qu'il jugera bon mais, pour la victoire qu'il nous faut remporter, de grâce réunissez-nous aussitôt que possible[99].

Currie envoya copie de sa lettre à sir Edward Kemp, qui lui répondit le 30 mars: «Je prends acte de ce que vous écrivez à propos du démembrement du corps. Le Vendredi Saint (29 mars), toutefois, j'ai pris la liberté de rendre visite à lord Derby et de lui remettre une lettre, dont je vous annexe copie sous le sceau de la confidence, à titre de renseignement personnel.»'°° Kemp, dans sa communication au secrétaire d'État à la Guerre, «sans d'aucune façon prétendre intervenir dans la conduite des opérations en France», signalait que la valeur du corps canadien et son solide moral tenaient «sans aucun doute à ce qu'il avait été gardé uni sous le commandement du lieutenant-général sir Arthur Currie, en qui les troupes avaient une confiance illimitée». S'il était possible de garder cette ligne de conduite, ajoutait-il, on croit que les résultats seraient meilleurs que si le corps était démembré pour combattre en éléments plus petits à différents endroits et sous un nouveau commandement. Kemp priait lord Derby de communiquer cette opinion à Haig aussitôt que possible[101], ce que lord Derby fit dans le télégramme du *War Office* dont il a déjà été question.

Afin de tenir Ottawa au courant, le 2 avril, Kemp envoyait à sir Robert Borden copie de la lettre qu'il avait adressée à Derby, de même que copie de la lettre que Currie avait adressée au général Lawrence102. La réponse se fit attendre un mois. Le 3 mai, un câblogramme de Borden prévenait Kemp plutôt brusquement que «toute proposition tendant à démembrer le corps d'armée canadien serait très mal vue au Canada et aurait l'effet le plus déplorable sur l'opinion

publique». Le câblogramme avait été inspiré, semble-t-il, par une. question que sir Sam Hughes avait posée à la Chambre des communes au sujet de la rumeur d'une telle proposition[103]. Sir Edward Kemp, qui était sur le point de partir pour le front, répondit immédiatement à Borden, par câble, pour dissiper ses craintes, affirmant qu'il n'avait entendu parler d'aucune intention, de démembrer le
corps[104].

En France, Kemp trouva le corps canadien «en bon état». La 2° division devait bientôt y reprendre sa place. Il déjeuna avec Haig, qui nota dans son journal, d'après certaines observations que le ministre aux Affaires d'outre-mer avait laissé échapper par inadvertance: «Je n'ai pu m'empêcher de penser que certains au Canada se considèrent plutôt comme des *alliés* que comme des concitoyens au sein de l'Empire.»[105]

La dernière assurance fut donnée dans une lettre que Kemp reçut de lord Mimer qui avait succédé à lord Derby, à la mi-avril, au poste de secrétaire d'État à la guerre. Mimer avait reçu copie du câblogramme envoyé par sir Robert Borden et il réaffirmait qu'on n'avait nullement l'intention de démembrer le corps d'armée canadien. Le maintien du corps dans son intégrité avait donné des résultats si satisfaisants que «même pour des motifs purement militaires et mises à part les considérations de sentiment national», c'eut été la plus grande erreur que d'adopter toute autre ligne de conduite. II promettait que si, pour quelque raison d'ordre militaire, le corps ' se trouvait divisé, il serait réuni de nouveau aussitôt que l'état d'urgence serait passé[106].

Une fois durant cette période, les Canadiens avaient eu la perspective d'être lancés à l'offensive. Vers la fin d'avril, le commandant de la Première armée avait songé à les employer dans une contre-attaque locale destinée à prévenir une reprise de l'offensive ennemie sur le front de Bailleul-Ypres. L'opération projetée, qui devait être lancée sur un front de dix milles entre Festubert et Robecq, était une poussée vers le Nord contre la gauche du saillant ennemi de la Lys, Merville et Estaires étant les objectifs finals[107]. Les préparatifs de l'opération, chiffrée «Delta», étaient déjà bien avancés lorsque, le 3 mai, le général Foch proposa l'emploi du corps canadien de la façon même qu'avait envisagée le général Home. Cependant, l'incertitude de la situation de part et d'autre du secteur de la Première armée rendait impossible l'envoi de troupes pour relever le corps canadien et le libérer pour «Delta». Le 8 mai, les préparatifs de l'opération furent suspendus[108]. Si «Delta» fut par la suite contremandée, les préparatifs en vue de l'attaque projetée avaient constitué un exercice utile pour toutes les armes et services canadiens, suscitant, ainsi que le disait le général Currie, «une influence des plus exaltantes sur l'instruction du corps canadien»[109].

Il ne faut pas atténuer le rôle joué par le corps canadien durant ces semaines critiques. «Nous occupons un front de dix milles avec deux divisions, notait Currie le dernier jour de mars, ce qui est vraiment trop, mais étant donné l'insuffisance des effectifs de l'armée anglaise, on n'y peut rien. On me dit que nous avons 430,000 hommes en Mésopotamie. Quel endroit splendide pour une réserve!»110 Son front allongé presque au point de rupture et sous la menace cons-

tante d'une attaque écrasante, le corps se prépara résolument à faire face à l'assaut allemand. A mesure que la bataille de la Lys progressait, les Canadiens se trouvaient dans un saillant qui s'approfondissait dangereusement. Afin de tromper l'ennemi sur l'insuffisance de leurs dispositions, ils «adoptèrent une attitude très combatives[111]. L'artillerie harassa l'ennemi d'un feu vigoureux, doublé du lancement d'obus à gaz, tandis que l'infanterie exécutait de nombreux raids et patrouilles*. Afin de satisfaire au besoin criant d'un supplément d'infanterie, on forma deux brigades provisoires d'infanterie fortes de 8,900 hommes provenant des quatre groupes divisionnaires du camp de renforts du corps d'armée canadien, de la 1- compagnie de sapeurs-mineurs, des compagnies de campagne de la 5e division et de certains autres éléments des génies canadien et anglais[113].

Le général Currie était extrêmement préoccupé par l'insuffisance de ses mitrailleuses, celles qu'il avait, étant loin d'être assez nombreuses, pour lui assurer la défense en profondeur qu'il fallait pour tenir devant un assaut. Il forma des détachements provisoires de Lewis et de Hotchkiss avec des troupes du Canadian Light Horse et du bataillon de cyclistes du corps canadien. L'arrivée en France des trois compagnies de mitrailleurs primitivement destinées à la 5e division canadienne et leur affectation, à la fin de mars, à des positions sur la crête de Vimy avaient sensiblement amélioré la situation[114]. En mars, le corps canadien des mitrailleurs avait été réorganisé; il groupait dorénavant les compagnies de mitrailleurs qui existaient depuis novembre 1915 (quatre dans chaque division) en quatre bataillons de deux compagnies, un dans chaque division d'infanterie. En avril, le commandant du corps ajoutait à chaque bataillon de mitrailleurs une troisième compagnie de quatre batteries, les formant des cinquante «meilleurs et plus brillants soldats» de chaque division d'infanterie. Ce supplément de cinquante pour cent de leur effectif en hommes et en mitrailleuses donnait aux bataillons de mitrailleurs canadiens l'organisation qu'ils avaient lorsque la guerre prit fin. Ce nouvel effectif de 96 mitrailleuses Vickers rétablissait dans la division canadienne le même rapport mitrailleuses-fusils que dans les divisions anglaises où la puissance relative des mitrailleuses avait été accrue par la réduction récente du nombre de bataillons d'infanterie†.

Cependant, ce qui importait le plus dans les nouveaux bataillons de mitrailleurs, c'est qu'on plaçait l'accent sur leur emploi en tant qu'éléments tactiques. Un mémoire rédigé par le brigadier-général Brutinel, commandant du corps canadien de mitrailleurs, et distribué par le corps d'armée canadien à la fin d'avril, exposait la ligne de conduite du corps relativement aux mitrailleurs. Le service des mitrailleurs devait être considéré comme une arme distincte, intermédiaire entre l'infanterie et l'artillerie, ayant sa tactique propre. Encore qu'en certaines

* Dans un grand raid exécuté la nuit du 27 au 28 avril près de Gavrelle dans le secteur de la 1re division, le lieutenant G. B. McKean du 14e bataillon abattit lui-même huit Allemands dans la capture de deux blocs de tranchées et la destruction d'un abri ennemi. McKean fut décoré de la Croix de Victoria et, le mois de septembre suivant, de la Croix militaire[112].

† Dans une division anglaise de neuf bataillons (9,000 fusils) et de 64 mitrailleuses Vickers, le rapport était d'une mitrailleuse pour 141 fusils. Une division canadienne de douze bataillons grossis (voir ci-dessus, p. 252) comptait dès lors 96 Vickers pour 13,200 fusils, soit une mitrailleuse pour 138 fusils[115].

occasions, les compagnies ou les batteries de mitrailleuses pussent être provisoirement attachées à des brigades ou à des bataillons d'infanterie, les bataillons de mitrailleurs étaient des troupes divisionnaires, sous le commandement et la maîtrise tactique du commandant divisionnaire des mitrailleurs, poste très analogue à celui de commandant de l'artillerie royale d'une division pour ce qui est de l'artillerie[116]. Cette ligne de conduite devançait de beaucoup *celle qui* existait au GQG et qui rendait chaque commandant de bataillon de mitrailleurs comptable au commandant en chef de la division pour ce qui était de la discipline, de l'administration et de l'instruction de son bataillon, mais ne lui accordait pas encore la maîtrise tactique. Ce n'est qu'au début de novembre qu'une directive du GQG aux cinq armées britanniques du front de l'ouest autorisait l'adoption des principes du commandement et de la manoeuvre tactique *qui* ont régi l'activité du corps de mitrailleurs canadiens durant les six derniers mois de la guerre[117].

Durant la première semaine de mai, *le* corps d'armée canadien (Ire, 3e et 4e divisions) fut relevé par cinq divisions des 17e et 18e corps d'armée anglais. La période qui suivit dans la réserve permit au général Currie de réorganiser le génie canadien, réorganisation dont l'autorisation lui était parvenue le jour où les Allemands lançaient leur offensive de mars. Conformément au régime en vigueur en campagne, c'est l'infanterie qui fournissait presque toute la main-d'oeuvre pour le petit groupe de `spécialistes» du Génie, ce *qui* avait fait naître le dicton: «le Génie responsable de la *qualité* et l'infanterie, de la *quantité »*[118]. Malheureusement pour la qualité aussi bien que pour la quantité, les ingénieurs avaient peu de maîtrise sur les équipes de travail fournies par l'infanterie et étaient eux-mêmes assujétis à un double commandement. Si en principe le commandant de compagnie de campagne était comptable au commandant du génie royal pour la tâche assignée dans un secteur de brigade donné, dans la pratique il tombait davantage sous les ordres des brigadiers successifs d'infanterie, chacun ayant sa propre idée du travail à accomplir. Il en résultait «confusion, perte d'efficacité, de main-d'oeuvre et de matériel»[119].

Afin de remédier à cet état de choses, sir Arthur Currie avait constitué les trois compagnies de campagne alors attachées à chaque. division en une brigade du génie, composée d'un groupe de commandement, de trois bataillons de Génie de mille hommes chacun et d'un élément d'installation et de transport de ponts de bateaux. Il trouva le supplément d'hommes nécessaires en démembrant les quatre bataillons canadiens de pionniers, les 1re et 2e compagnies de sapeursmineurs, et les trois compagnies de campagne de la 5e division canadienne du Génie. A la fin de juillet, l'organisation des nouveaux éléments était à peu près terminée et tous étaient prêts à l'action lorsque vint la grande offensive[120]. «Je suis d'avis, écrivait plus tard Currie, que le succès du Corps, d'armée canadien durant les cent derniers jours a tenu pour une bonne part à ce qu'il a eu un nombre suffisant d'ingénieurs pour exécuter le travail et que, dans ces dernières batailles,, nous n'avons pas employé l'infanterie à ce genre de travail. Nous avions formé l'infanterie au combat et ne l'avons employée que pour le combat. »[121]

Le temps passé en réserve procura au corps l'occasion d'étendre davantage l'organisation des mitrailleurs canadiens en réorganisant son élément motorisé.

Les éléments de mitrailleurs motorisés qui existaient alors furent absorbés, de même que les ;trois compagnies de mitrailleurs de la 5e division, pour former deux brigades motorisées de mitrailleurs*, chacune comptant 8 batteries de mitrailleuses[122]. On assura une plus grande mobilité aux nouvelles brigades en établissant une compagnie du transport mécanique du corps canadien de mitrailleurs pour l'administration et l'entretien de ses véhicules. La réorganisation en mai de l'aile des mitrailleurs à l'école du corps canadien, à Aubin-Saint-Vaast, en une école de mitrailleurs du corps d'armée canadien et la formation en juin d'une aile des mitrailleurs au camp des renforts du corps canadien complétèrent les changements d'organisation du corps de mitrailleurs. A la fin de la guerre, son effectif autorisé avait atteint 8,771 soldats de tous grades[123].

Le Jour du Dominion apporta un répit agréable dans l'instruction. Depuis leur arrivée en France, les Canadiens avaient toujours fait de cette fête un des jours marquants de l'année, et la célébration de ce congé en 1918 surpassa toutes les précédentes. La 2e division canadienne avait une raison particulière de se réjouir parce qu'elle venait d'être relevée par la 3e division après 92 jours sans interruption dans les tranchées. Près de cinquante mille soldats canadiens de tous grades se réunirent sous un ciel parfait à Tincques, village situé à quatorze milles à l'ouest d'Arras, comme spectateurs ou concurrents dans la plus grande journée de sport qu'ait connue le corps. Pendant que les musiques jouaient et que des avions volaient au-dessus du terrain pour le protéger, la grande masse des spectateurs vêtus de kaki applaudissait aux exploits des concurrents d'un programme complet d'athlétisme et de sport. Parmi les hôtes distingués du général Currie se trouvaient Son Altesse royale le duc de Connaught, sir Robert Borden et des membres de son cabinet, et le général John J. Pershing, commandant en chef des armées des États-Unis. La 1N division canadienne remporta les premiers honneurs des épreuves d'athlétisme et de sport, et le 44e bataillon remporta le championnat de soccer du corps d'armée, écrasant les ingénieurs dans le dernier match au compte non équivoque de 75 contre 8[124]. Toutefois, le 7e bataillon des sapeurs remporta le championnat de baseball. Pour terminer ce jour mémorable, les «Volatiles», groupe de concert de la Ire division, présentèrent leur toute dernière revue intitulée *Risquez votre chance.*

Le lendemain, le premier ministre passait en revue les troupes des 1- et 4e divisions et le samedi suivant, 6 juillet, la 3e brigade, qui comprenait deux bataillons écossais (13e et 15e), recevait à une fête écossaise, à Tincques, les régiments écossais de l'armée anglaise. Tous les bataillons écossais du corps d'armée canadien y étaient représentés, de même que la plupart des bataillons de la 15e division (écossaise), de la 51e (Highland) et de la 52e (Lowland). Cette journée de jeux écossais eut son point culminant dans l'exécution de la «Retraite» par les musiques de cornemuses de la 3e brigade et des unités invitées, les 284 cornemusiers et 164 tambours en marche présentant un spectacle émouvant[125.]

* La nouvelle 1re brigade canadienne de mitrailleurs motorisés avait été formée des batteries «A» et «B» (de la brigade primitive de mitrailleurs motorisés), de la batterie Borden de mitrailleurs motorisés et de la 18e compagnie canadienne de mitrailleurs (de la 5e division); la 2e brigade canadienne de mitrailleurs motorisés comprenait les batteries Eaton et Yukon de mitrailleurs motorisés, et les 17° et 19° compagnies canadiennes de mitrailleurs (5e division).

La longue période de repos et d'instruction du corps canadien prit fin le 15 juillet, lorsqu'il releva le 17e corps d'armée au front. Le 18, le jour même où Ludendorff commençait à renvoyer son artillerie lourde du front de la Marne vers le nord, la 2e division canadienne était placée en réserve au GQG, prête pour l'attaque qui menaçait la Deuxième armée dans les Flandres. La menace passa avec la révocation de l'opération «Hagen» mais, le 20 juillet, le général Currie était informé d'un nouveau rôle auquel songeait le commandant en chef pour le corps canadien. Le 27, la 3e division fut replacée sous le commandement de Currie et, trois jours plus tard, le corps canadien était une fois de plus confié à la charge du 17e corps[126].

Depuis le début de l'offensive allemande de mars, les Canadiens avaient subi plus de 9,000 pertes. Sur ce nombre, 5,690 avaient été subies jusqu'au jour où le corps fut placé en réserve (le 7 mai) et comprenaient les pertes de la brigade de cavalerie, de la 2e division et des autres troupes combattant dans des formations anglaises. On compta 3,998 pertes entre le 8 mai et le 7 août inclusivement. C'est à la 2e division que revint l'honneur d'une autre Croix de Victoria, décernée au caporal Joseph Kaeble du 22e bataillon, qui avait repoussé presque à lui seul un raid ennemi*.

Le 22 juillet 1918, le général Currie convoquait une réunion des commandants de division afin de compléter les plans d'une attaque des Canadiens contre la cote Orange, à l'est d'Arras. Seuls le commandant du Corps d'armée et quelques membres de son état-major savaient qu'une telle opération n'aurait *pas* lieu et que le plan devait servir d'écran en vue d'une attaque à un autre endroit du front. Les discussions furent conduites avec le plus grand sérieux et donnèrent même lieu à une violente prise de bec entre le général Currie et le commandant de la 1!e division (qui n'était pas dans le secret) au sujet de l'attribution à ce dernier de chars purement imaginaires.

La semaine suivante, le général Currie informait lui-même ses commandants de division de l'offensive prochaine que devait entreprendre le corps canadien sur le front de la Quatrième armée. Le lendemain, le corps commençait son déplacement dans le plus grand secret vers une zone de concentration à l'ouest d'Amiens.

* Le soir du 8 juin, lorsque l'ennemi lança un fort raid près de Neuville-Vitasse, le caporal Kaeble, seul survivant d'une section de mitrailleuses Lewis dans les tranchées de la ligne de front, sauta par-dessus le parapet et arrosa les assaillants de son feu. Il arrêta l'avance d'environ 50 Allemands contre son poste et, quoique mortellement blessé, continua à tirer dessus pendant qu'ils se retiraient[127].

CHAPITRE XIII

AMIENS, DU 8 AU 11 AOÛT 1918

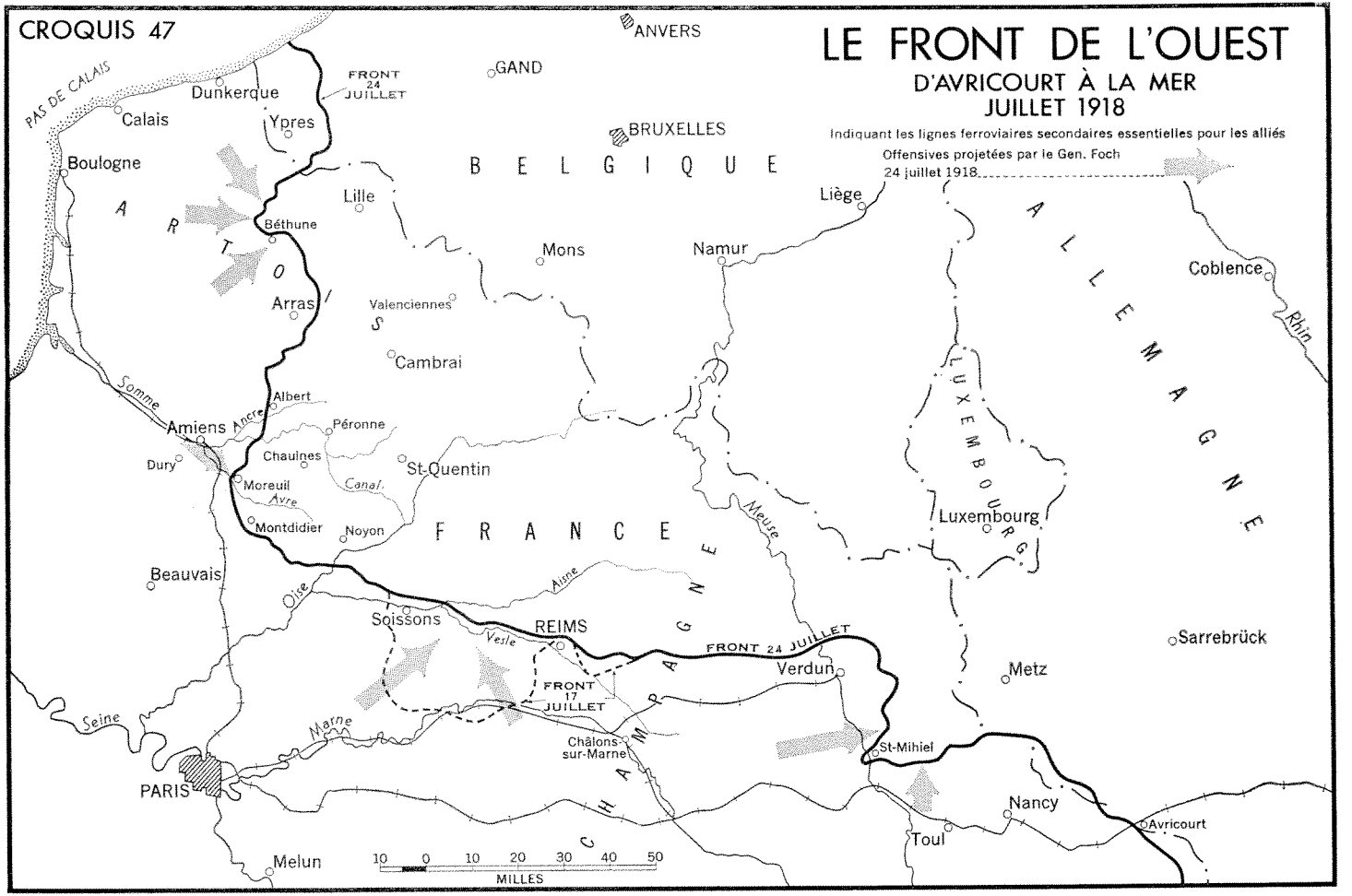
(Voir carte 11 et croquis 47 à 49)

Prélude à l'offensive

LE 24 juillet, septième jour des contre-attaques françaises sur la Marne, le général Foch conférait avec les commandants en chef alliés près de Melun, à vingt-cinq milles au sud-est de Paris. On avait lieu d'être satisfait de la situation générale sur le front de l'Ouest. Non seulement l'offensive allemande à l'est et à l'ouest de Reims avait-elle été enrayée mais cet échec avait dégénéré en une coûteuse défaite. Pour la première fois depuis mars 1918, la supériorité générale passait aux Alliés dans l'Ouest; chaque mois, un quart de million d'Américains venaient grossir leurs rangs.

Le moment était venu pour les Alliés de saisir et de conserver l'initiative en passant de la défensive à l'offensive. Afin de préparer la voie à des opérations ultérieures tout en améliorant la situation économique de la France, Foch proposa à Haig trois offensives d'envergure limitée pour libérer les voies essentielles de communication, opérations qui seraient suivies de deux autres offensives pour dégager les charbonnages du Nord et pour chasser les Allemands du voisinage de Calais et de Dunkerque. Le généralissime manifestait un optimisme prudent quant à leurs résultats possibles: «Nous ne savons pas pour le moment combien de temps dureront ces opérations ni où elles nous mèneront, écrivait-il dans le mémoire présenté à la conférence. Néanmoins, si les résultats envisagés sont atteints avant que l'année soit trop avancée, nous pourrons songer pour la fin de l'été ou pour l'automne à une offensive d'une telle ampleur qu'elle accroîtra notre supériorité et ne laissera plus aucun répit à l'ennemi. »[1].

On projetait, en guise de première opération, de poursuivre les attaques alors en cours et d'enfoncer plus profondément l'ennemi derrière la ligne ferroviaire Paris-Châlons-Tours-Avricourt, importante voie latérale menant à Strasbourg. La deuxième opération, prévue pour le 10 août mais bientôt avancée au 8, aurait pour théâtre la région d'Amiens et viserait à dissiper le danger que représentait le saillant Montdidier-Moreuil pour le chemin de fer Paris-Amiens, autre voie latérale d'une importance capitale. La troisième offensive, dirigée contre le saillant de SaintMihiel, devait libérer le secteur oriental de la ligne Paris-Avricourt. Foch soulignait que ces deux opérations et les deux offensives dans le Nord devaient se suivre


CROQUIS 47
LE FRONT DE L'OUEST
D'AVRICOURT À LA MER
JUILLET 1918
Indiquant les lignes ferroviaires secondaires essentielles pour les alliés
Offensives projetées par le Gen. Foch
24 juillet 1918
ANVERS
GAND
BRUXELLES
B E L G I Q U E
FRONT 24 JUILLET
PAS DE CALAIS
Dunkerque
Calais
Ypres
Boulogne
Lille
Béthune
A R T O I S
Arras
Valenciennes
Cambrai
Mons
Namur
Liège
Coblence
Rhin
A L L E M A G N E
LUXEMBOURG
Luxembourg
Somme
Ancre
Albert
Amiens
Péronne
Chaulnes
Dury
Moreuil
Avre
Canal
St-Quentin
Montdidier
Noyon
Meuse
F R A N C E
Beauvais
Oise
Aisne
Soissons
REIMS
Vesle
FRONT 24 JUILLET
Verdun
Metz
Sarrebrück
FRONT 17 JUILLET
Seine
Marne
Châlons-sur-Marne
St-Mihiel
PARIS
C H A M P A G N E
Nancy
Toul
Avricourt
Melun
10 0 10 20 30 40 50
MILLES

de près pour désorganiser l'emploi de réserves par 'l'ennemi et pour ne lui laisser aucun temps pour regrouper ses forces[2].

La contre-attaque de la Marne fut une simple promenade, l'ennemi s'étant replié de son propre gré. Il n'opposa aucune résistance qui vaille, abandonna Soissons et s'installa dans une nouvelle position sur la rive nord de la Vesle, satisfait de ménager ses forces afin de pouvoir bientôt. reprendre les opérations ailleurs, en particulier contre les Britanniques dans les Flandres et contre les Français à l'est et au sud-est de Reims. Le haut commandement allemand prévoyait la reprise prochaine de l'offensive française, alors à peu près terminée, suivie de poussées dans les Flandres, entre la Somme et l'Oise, 'à l'est de Reims, contre le saillant de SaintMihiel, et plus au sud sur le front de Lorraine. Ludendorff supposait que ces efforts alliés prendraient la forme d'attaques locales isolées par des troupes qui «à tout prendre, sont aussi fatiguées que les nôtres»[3]. Il ne comprit pas que les attaques en cours allaient bientôt se transformer en une gigantesque bataille sur la totalité du front.

C'est le 28 juillet que le général Foch communiquait l'ordre officiel qui précédait l'opération d'Amiens. L'Offensive qui devait «être poussée aussi loin que possible dans la direction de Roye» devait être menée par la Quatrième armée britannique et par la Première armée française, sous le commandement de Haig[4]. La Quatrième armée (général Rawlinson), reconstituée vers la fin de la première offensive allemande, était, de fait, l'ancienne Cinquième armée. Une nouvelle Cinquième armée (général sir William Birdwood) avait été mise sur pied le 23 mai[5]. Pour grossir ses forces (corps australien et 3e corps), Rawlinson devait recevoir en renforts le corps canadien, alors attaché à la réserve de la Première armée.

Au début d'août, pour préparer la voie à l'attaque et en même temps pour donner l'impression qu'on voulait libérer des troupes françaises pour des opérations ailleurs, on déplaçait la limite entre la Quatrième armée et la Première armée française, du chemin de fer Amiens-Villers-Bretonneux-Chaulnes à 7,000 verges au sud de la route Amiens-Roye-Noyon. Le changement se fit sans l'introduction de nouvelles formations sur la ligne de front, le 3e corps d'armée anglais, commandé par le lieutenant-général sir R. H. K. Butler, occupant toutes les positions australiennes au nord de la Somme et le corps australien (lieutenant-général sir John Monash) se déployant jusqu'à la nouvelle limite entre les deux armées. L'ennemi ne voyait dans cet affaiblissement apparent du front aucun signe d'une attaque prochaine. Il ne savait pas que les Australiens servaient de paravent pour masquer la concentration du corps d'armée canadien appelé à jouer un grand rôle dans l'offensive projetée. Dès le 20 juillet, le général Currie avait été mis au courant du projet du commandant en chef d'utiliser le corps canadien dans une attaque menée par la Quatrième armée pour libérer le chemin de fer Paris-Amiens; le 26, il apprenait que le général Foch avait modifié ces plans et se proposait d'inclure la Première armée française sur le flanc droit[6]. L'ordre de bataille avant l'attaque comprendrait donc, de droite à gauche: deux corps d'armée français entre l'Avre et la route Amiens-Roye, le corps canadien entre cette même route et le chemin de fer Amiens-Chaulnes, le corps australien entre le chemin de fer et la Somme, et le 3e corps entre la Somme et l'Ancre. Déplacer les Canadiens—du secteur de la

Première à celui de la Quatrième armée et de là vers leurs postes de combat dans la moitié droite du nouveau secteur australien—sans éveiller les soupçons de l'ennemi, posait des problèmes majeurs de sécurité et d'administration.

«Il est de première importance, soulignait le 0G dans ses explications sur les ordres du généralissime en vue de l'offensive d'Amiens, que le secret soit observé afin que l'ennemi soit pris par surprise.»[7] Les instructions sur le «secret», communiquées par la Quatrième armée, portaient qu'à partir du 1°e août tous les mouvements de troupes et de matériel en direction de l'Est auraient lieu de nuit, dans les secteurs de l'arrière comme dans ceux de l'avant, sauf lorsqu'il fallait absolument voyager de jour. La RAF devait survoler le secteur de l'armée et signaler tout signe d'activité militaire anormale. Pour tromper l'ennemi quant aux intentions alliées, les travaux de construction et d'entretien des lignes secondaires de défense devaient se continuer. Le corps canadien, dans sa marche vers le sud, et les divisions de réserve du 3e corps, devaient attendre l'heure H pour ouvrir leurs postes de TSF[8]. Le repérage des positions allemandes était rigoureusement limité: «Rien n'attire autant l'attention qu'un groupe d'officiers qui, cartes en main, regardent par-dessus le parapet ou fréquentent les postes d'observation. »[9] Un groupe d'officiers d'état-major du corps d'armée canadien fut attaché au corps d'armée australien afin de permettre l'examen personnel du nouveau secteur. Comme il était impossible de cacher les préparatifs aux troupes qui devaient participer à l'attaque, on ordonna l'affichage d'autres instructions sécuritaires dans chaque livret individuel de service et dans le carnet de solde. Sous le titre catégorique «SILENCE ABSOLU», on mettait les troupes en garde contre les propos indiscrets avant l'offensive; quiconque aurait la mauvaise fortune d'être fait prisonnier ne devait donner pour tout renseignement que son nom et son grade. Même si l'ennemi a recours aux menaces, cil vous respectera si vous faites preuve de courage, de patriotisme et de sang-froid»[11].*

L'attaque locale contre la colline d'Orange, à l'est d'Arras en face de l'ancien secteur canadien, fut contremandée mais, sur la proposition du général Currie, les préparatifs en furent continués avec l'espoir de tromper l'ennemi[12]. Le 27 juillet, pour attirer l'attention des Allemands sur les Flandres, on donnait ordre à la RAF d'occuper d'autres aérodromes dans le secteur de la Deuxième armée et d'accroître son activité sur ce front jusqu'au 6 août[13]. A cette fin, le 4e Canadian Mounted Rifles et le 27e bataillon, de même que certaines unités des services de transmission et de santé, furent acheminés vers les Flandres le 29, censément en tant qu'avant-garde du corps canadien. Les signaleurs installèrent leurs postes et se mirent à diffuser toute une série de messages factices pour contribuer à tromper l'ennemi[14]. (Ces unités ralliaient le gros des troupes dans leurs nouvelles positions deux jours avant l'attaque[15].)

Ces stratagèmes ne réussirent pas complètement. Le service allemand de renseignements remarquait la présence d'unités canadiennes aux côtés de la Deuxième

* Un cas d'espèce avait été signalé quelques semaines plus têt par la RAF. Le commandant d'un bataillon allemand avait engagé ses hommes à imiter l'exemple du pilote d'un monoplace britannique forcé d'atterrir derrière les lignes ennemies. Menacé d'être fusillé, il avait quand même refusé de répondre. On tenait ce renseignement d'un prisonnier allemand[10].

armée mais, de toute évidence, il n'en tirait pas la conclusion voulue. Des prisonniers capturés pendant cette période signalaient que l'ennemi s'attendait à une attaque de part et d'autre de la Scarpe plutôt que dans les Flandres"[16]. Le 4 août, le haut commandement allemand, en informant la Deuxième armée du général von der Marwitz de la disparition de deux divisions canadiennes, déclarait qu'elles étaient probablement passées au secteur de la Troisième ou de la Quatrième armée britannique[17]. Pourtant, si l'ennemi n'était pas complètement berné, il était au moins dérouté. Un officier allemand d'état-major divisionnaire capturé par la 2e division canadienne le premier jour de la bataille déclara que, bien que l'activité aérienne britannique fît croire à une attaque, on ne la jugeait pas imminente[18].

A partir du 30 juillet, le gros du corps d'armée canadien était acheminé par train et par autobus, du secteur d'Arras vers la zone de concentration au sud-ouest d'Amiens. Les rigoureuses mesures de sécurité restaient en vigueur. Même le principal officier d'état-major de la direction de l'adjudant et du quartier-maître ne fut informé de la destination que le 29. Les commandants divisionnaires étaient, comme d'habitude, mis au courant à la même date mais on les engageait à n'en pas discuter avec des subalternes. Les troupes crurent d'abord qu'elles étaient dirigées vers le front d'Ypres «où la Deuxième armée s'attendait à une attaque allemande», rumeur que des ordres fictifs avaient davantage accréditée[19]. Pendant que le mouvement du corps canadien et d'autres renforts destinés à la Quatrième armée s'effectuait dans le plus grand secret,—tous les trains étaient chargés et déchargés à la faveur de l'obscurité,—on simulait durant le jour des déplacements accompagnés de tumulte, de poussière et de messages fictifs de TSF dirigés vers un prétendu secteur de concentration à une vingtaine de milles au nord-ouest d'Arras[20]. Lorsqu'il ne fut plus possible de cacher aux troupes elles-mêmes la direction générale de leur marche, on les «informa officiellement» que le corps d'armée canadien était versé à la réserve du GQG et qu'il pourrait être appelé à aider les troupes françaises sur le front Reims-Soissons ou à soutenir soit la Première armée française soit la Quatrième armée britannique*.

Durant la première semaine d'août, les unités canadiennes quittèrent leurs cantonnements dans la zone de concentration pour se diriger de nuit vers leurs postes de rassemblement. La marche était d'autant plus difficile que les nuits étaient très noires et que les abords du front se trouvaient en terrain mal connu, le long de routes très étroites. La circulation, limitée principalement aux routes AmiensRoye et Amiens-Saint-Quentin (cette dernière empruntée aussi par le corps australien), donnait lieu à de graves embouteillages. Les maux de tête administratifs se compliquaient de problèmes de ravitaillement.

Le secteur où les Australiens venaient d'arriver,—les Canadiens devaient en prendre possession à brève échéance,—restait intact comme s'il était encore occupé

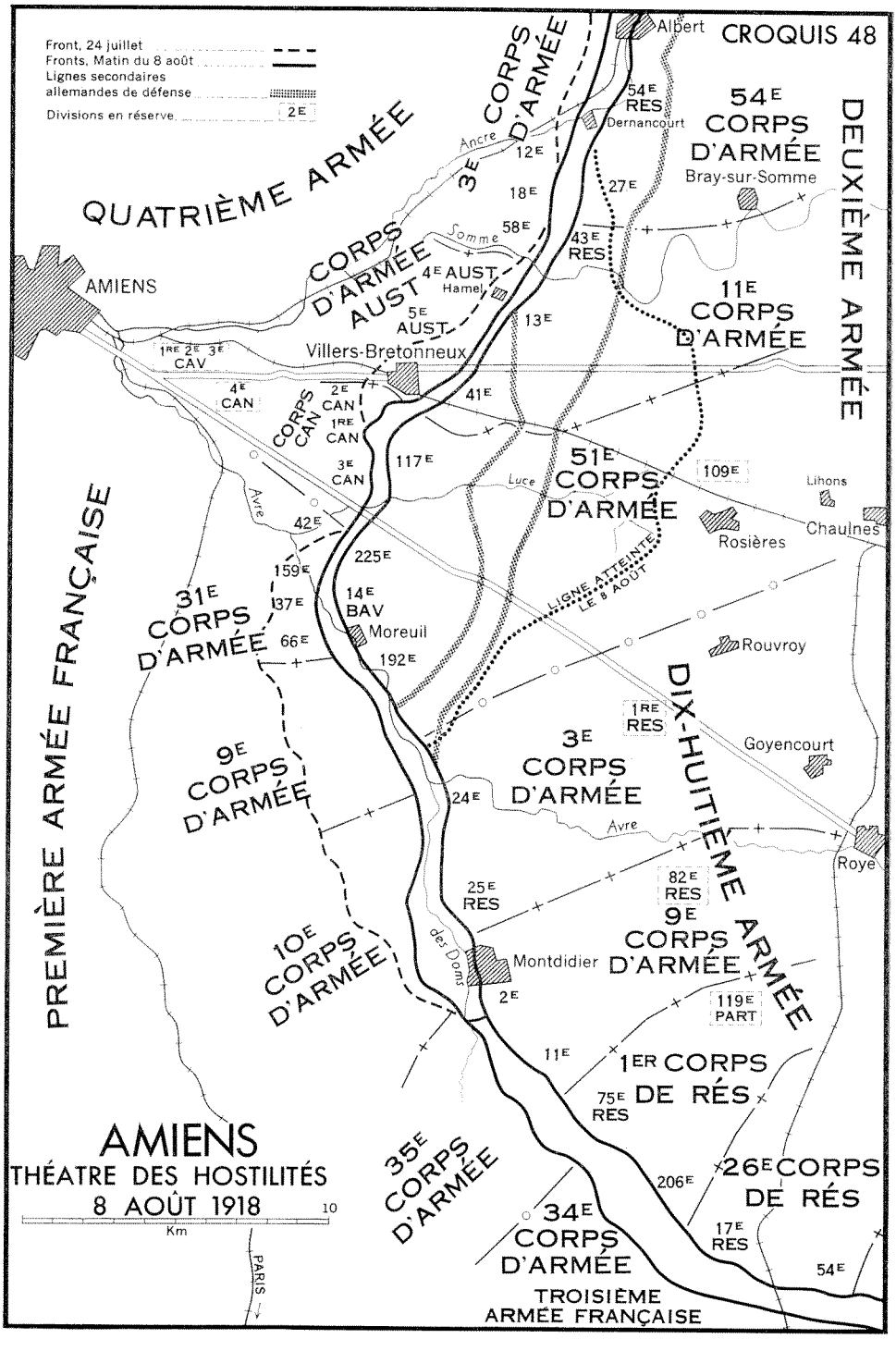
* Comme il arrive fréquemment, le fait d'insister sur le secret fut critiqué. Le commandant d'une brigade canadienne, mécontent de ce qu'on n'avait pas jugé bon de renseigner les officiers chargés des plans, demanda instamment qu'à l'avenir, dans des circonstances analogues, les commandants de bataillon et de compagnie aient plus de temps pour dresser leurs plans et pour étudier leurs. cartes. Un officier à qui on ne peut confier un secret, disait-Il, n'est pas digne de commander un bataillon ou une compagnie[21].

par les Français, les ordres étant *de n'y rien faire qui pût éveiller les soupçons de l'ennemie[22]. (On semble avoir été mal inspiré en insistant trop sur le- secret car, comme nous l'avons déjà dit, on ne se proposait pas de dissimuler le remplacement des Français par des Australiens.) Le stockage de munitions à des postes avancés de ravitaillement ne pouvait commencer tout de bon avant le 3 août et le dépôt de munitions le plus rapproché de la Quatrième armée se trouvait si loin que les camions ne pouvaient y faire plus d'un voyage par jour. Jusqu'au 5 ou au 6, avant l'arrivée du gros des véhicules de transport de l'artillerie lourde, on manquait de camions; plus tard, ce fut l'essence qui fit défaut. Heureusement, le temps empêchait les observateurs aériens ennemis de remarquer l'accroissement anormal de la circulation sur les routes avoisinant le front tout en permettant à nos bombardiers de survoler le secteur et d'étouffer le bruit de nos chars en route pour leurs postes de combat. Vu la somme énorme de travail à accomplir en si peu de temps et étant donné les restrictions imposées par la sécurité, on peut dire que les préparatifs administratifs allaient remarquablement bon train. Il fallut se faire à une légère pénurie de grenades et de munitions d'armes portatives. Certaines unités, ne pouvant obtenir de grenades britanniques, s'approvisionnèrent chez les Français[23].

Aux petites heures le 4 août, l'ennemi attaquait les postes occupés par la 4e division australienne de part et d'autre de la route Amiens-Roye et se retirait avec cinq prisonniers. Grâce aux mesures de sécurité prises par le corps d'armée australien et les états-majors divisionnaires, ces prisonniers ne révélèrent aucun renseignement. La moindre allusion faite à ce moment-là aurait transformé l'opération d'Amiens en un désastre. Il s'agissait du futur secteur canadien où la substitution projetée devait commencer ce soir-là pour se terminer dans la nuit du 6 au 7. Il fallut en retarder le moment à la suite de cet incident, de crainte qu'un deuxième raid ne révèle la présence de Canadiens dans ce secteur. En fin de compte, la relève des troupes de première ligne n'eut lieu que le 8, quelques heures à peine avant l'heure H[24].

Les forces en présence

A la suite du raid du 4 et d'autres incidents survenus pendant les quatre jours qui précédèrent l'offensive, on en vint à se demander avec inquiétude dans quelle mesure l'ennemi était au courant des plans alliés. Dans l'après-midi du 4, les troupes allemandes postées devant la gauche du 3e corps britannique abandonnaient leur tête de pont à l'ouest de l'Ancre; sur le front de la Première armée française, entre Montdidier et Moreuil, l'ennemi opérait aussi des retraits analogues, repassant l'Avre et la rivière des Doms. Dans les Flandres, durant les trois jours suivants, il reculait de 1,500 verges sur un front de dix milles. En même temps, le 6 au matin, il attaquait sur un front de deux milles et demi entre la Somme et l'Ancre inférieure, et réussissait par endroits à avancer de 800 verges et à capturer quelque 235 prisonniers britanniques. Son but,—on put le constater par la suite,—était de raccourcir le front et d'éliminer certains saillants. Aucune de ces


CROQUIS 48
Front, 24 juillet
Fronts, Matin du 8 août
Lignes secondaires allemandes de défense
Divisions en réserve 2E
QUATRIÈME ARMÉE
DEUXIÈME ARMÉE
PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
DIX-HUITIÈME ARMÉE
TROISIÈME ARMÉE FRANÇAISE
AMIENS
Albert
Dernancourt
Bray-sur-Somme
Hamel
Villers-Bretonneux
Moreuil
Montdidier
Rosières
Chaulnes
Lihons
Rouvroy
Goyencourt
Roye
Ancre
Somme
Avre
Luce
der Doms
LIGNE ATTEINTE LE 8 AOÛT
3E CORPS D'ARMÉE
54E CORPS D'ARMÉE
11E CORPS D'ARMÉE
CORPS D'ARMÉE AUST
4E AUST
5E AUST
1RE 2E 3E CAV
4E CAN
CORPS CAN
2E CAN
1RE CAN
3E CAN
51E CORPS D'ARMÉE
31E CORPS D'ARMÉE
14E BAV
9E CORPS D'ARMÉE
10E CORPS D'ARMÉE
1RE RES
3E CORPS D'ARMÉE
82E RES
9E CORPS D'ARMÉE
119E PART
25E RES
1ER CORPS DE RÉS
75E RES
35E CORPS D'ARMÉE
34E CORPS D'ARMÉE
26E CORPS DE RÉS
17E RES
54E RES
43E RES
109E
12E
18E
27E
58E
13E
41E
117E
42E
159E
225E
137E
66E
192E
24E
206E
11E
2E
AMIENS
THÉATRE DES HOSTILITÉS
8 AOÛT 1918
10
Km
PARIS

attaques n'était liée à l'opération franco-britannique imminente; d'après les Allemands eux-mêmes, aucun des prisonniers capturés le 6 ne fit la moindre allusion à une offensive prochaine. Cependant, à la suite de l'attaque allemande contre la gauche de la Quatrième armée, il fallut modifier la ligne de départ et les plans britanniques de feu. Des troupes qui devaient reprendre le combat revinrent fatiguées d'une contre-attaque menée le 7; bien qu'on eût repris une partie du terrain perdu, l'ennemi se trouvait beaucoup plus sur ses gardes[25]. Pourtant, il ne pouvait rien apprendre, sur le front d'Amiens, de ses observations aériennes. Quand le temps n'était pas favorable, les aviateurs allemands se butaient à la supériorité aérienne alliée[26].

A la droite de la Quatrième armée, la Première armée française, commandée par le général Debeney, comptait sept divisions qui devaient être engagées dès le premier jour le long d'un front de huit milles axé sur les environs de Moreuil. Au fur et à mesure de la bataille, de nouvelles formations devaient passer au flanc droit. Les plans de Foch prévoyaient que la Troisième armée française (général Humbert) qui occupait le côté sud du saillant allemand, prendrait éventuellement part à l'attaque. Sur le front du général Rawlinson, trois divisions canadiennes devaient s'échelonner depuis le sud immédiat de la route de Roye jusqu'au nord immédiat du chemin de fer de Chaumes, tandis que deux divisions du corps d'armée australien et trois du 3e corps anglais occuperaient l'espace entre la voie ferrée et l'Ancre. La réserve immédiate devait comprendre trois divisions françaises, une canadienne et deux australiennes. En tout, vingt et une divisions alliées s'opposaient donc aux quatorze divisions de von der Marwitz.

Les assaillants alliés étaient soutenus par une très puissante artillerie. Les Français disposaient de 780 pièces de campagne et de 826 canons lourds ou superlourds, soit une pièce de campagne par quarante-cinq verges de front et une pièce lourde par quarante-deux verges. La Quatrième armée pouvait compter sur 1,386 canons et obusiers, soit une pièce par vingt-neuf verges de front,—et sur 684 pièces lourdes, soit une par cinquante-neuf verges[27]. Tandis que les Allemands n'avaient que peu ou pas de chars en face d'Amiens,* les Alliés en avaient 604 de toutes catégories. La Quatrième armée devait engager ses 324 chars lourds et ses 96 chars moyens ou «Whippets». (Le modèle courant était alors le Mark V qui, en dépit d'un blindage plus épais que celui des modèles précédents, était néanmoins plus rapide,—4.6 milles à l'heure contre 3.7,—et plus maniable. Le Whippet, qui pesait quatorze tonnes, n'était armé que de mitrailleuses légères et sa vitesse moyenne était de cinq milles à l'heure.) On avait attribué soixante-douze Whippets aux troupes françaises de poursuite[29].

Dans les airs, les Allemands étaient nettement inférieurs en nombre. La Quatrième armée britannique disposait de 800 appareils (239 bombardiers lourds (jour et nuit), 376 chasseurs et 185 avions ou chasseurs de reconnaissance) et la Première armée française de 1,349 appareils au total. Le gros de son aviation étant en Champagne, l'ennemi n'avait que 365 appareils de toutes catégories

* Ils avaient en tout 40 chars, 15 de fabrication allemande et 25 pris aux Alliés[28].

en face d'Amiens. Cette inégalité se trouva sensiblement réduite par l'arrivée de renforts aériens allemands le premier jour de l'opération[30].

Le front d'attaque de la Quatrième armée britannique coïncidait exactement avec le secteur occupé par la Deuxième armée allemande (général von der Marwitz) à l'extrême gauche du groupe d'armées du kronprinz Rupprecht. A sa gauche se tenait la Dix-huitième armée qui formait, avec la Neuvième, le groupe d'armées du kronprinz Guillaume. En prévision d'une reprise de l'activité alliée dans le secteur occupé par ces trois armées, on avait décidé de les grouper sous un nouveau QG de groupe d'armées, sous le commandement du général von Boehn (ancien commandant de la Septième armée) dont le général von Lossberg était le chef d'état-major. Ce remaniement se fit à compter du 12 août. Ludendorff avait espéré remettre à von Boehn un front solidement établi. «Malheureusement, écrit-il, les événements m'ont donné tort.»[31] La Deuxième armée comptait dix divisions en première ligne et quatre en réserve. De plus, la limite entre la Deuxième et la Dix-huitième armée (général von Hutier) s'étendant vers le nord-est jusqu'à l'autre côté de la route Amiens-Roye, deux des divisions de réserve (les lie et 119e) de la Dix-huitième se trouvaient sur l'arrière de l'objectif allié[32].

Le général von der Marwitz estimait que deux seulement de ses divisions étaient «parfaitement aptes au combat» mais un officier d'état-major envoyé par Ludendorff pour discuter avec la Deuxième armée de mesures défensives sur le front Albert-Moreuil (le secteur où porta effectivement l'attaque du 8 août) signalait qu'il suffirait de relever deux divisions, fatiguées par un long séjour au front[33]. Le secteur où les Canadiens devaient attaquer était défendu par trois divisions que le commandant d'armée qualifiait de «moyennes». C'étaient, du sud au nord: les 225e et 117e et une partie de la 41e. Au moment de l'attaque, la 117e avait à peine terminé la relève de la 109e, unité de même calibre qu'elle, usée par la bataille[34].

Ludendorff semble avoir été convaincu que les défenses de la Deuxième armée étaient en assez bon état bien qu'il ait noté que l'armée de von der Marwitz retardait sur la Dix-huitième pour la construction d'ouvrages de campagne. Par ailleurs, les leçons dégagées des revers du 18 juillet avaient porté fruit: «Les fronts divisionnaires étaient étroits, l'artillerie nombreuse et le réseau de tranchées organisé en profondeur.»[35] Le propre QG de Marwitz s'attendait simplement à de fortes attaques locales. Les rapports sur les rassemblements de chars britanniques (que le programme de feinte le plus parfait n'aurait pu cacher complètement) étaient mis sur le compte «des divagations de l'imagination ou de la nervosité»[36]. Le 4 août, Ludendorff, plus inquiet du moral de ses propres soldats (dont plusieurs étaient «dans l'abattement le plus profond») que de la possibilité d'une attaque-surprise, chercha, dans un ordre du jour, à dissiper le sentiment d'appréhension avec lequel beaucoup, disait-on, envisageaient la perspective d'une offensive alliée. Il déclarait que les Français devaient à leurs chars le succès de leur contre-offensive du 18 juillet et que leurs gains n'auraient pas été aussi

impressionnants si l'infanterie allemande ne s'était pas laissée surprendre et si l'artillerie avait été assez bien disposée en profondeur. Cette lacune avait été comblée, sur le front de la Deuxième armée, par une organisation judicieuse, en profondeur, de l'infanterie et de l'artillerie.

> Dorénavant, ajoutait-il avec la plus grande assurance, nous pouvons attendre en toute confiance les attaques ennemies d'où qu'elles viennent. Je l'ai déjà dit, nous ne demandons pas mieux que de voir l'ennemi lancer une offensive; elle ne pourrait que hâter la désintégration de ses forces ...[37].

Le plan de bataille

Les plans de l'offensive d'Amiens avaient été dressés à Cambrai au mois de novembre précédent. Depuis ce temps, les avantages de l'emploi rationnel des chars pour une attaque avaient été démontrés de façon concluante le 4 juillet au cours d'une opération de moindre envergure et parfaitement réussie, alors que dix bataillons de la 4e division australienne, combinés à 60 chars anglais, avaient enlevé la ville d'Hamel, entre Villers-Bretonneux et la Somme[38]. Dans l'ensemble, le secteur de la bataille projetée se prêtait bien à l'emploi des blindés. Plateau ondulé, sans trop de relief dans le secteur français, le terrain était labouré dans le nord par les vallées des affluents de la Somme et de l'Avre. Un de ces affluents, la Luce, avait percé une longue tranchée de près de 200 pieds de profondeur à travers le secteur canadien d'attaque. La Luce coulait à peu près dans l'axe de la ligne occupée par la 1- division canadienne, ses bras coupant le trajet prévu de la division. L'aile droite de la 3e division canadienne devait passer la rivière avant la bataille. Deux endroits seulement s'y prêtaient derrière la ligne de départ; en aménageant d'autres ponts ou chaussées, on aurait risqué de trahir les intentions alliées.

A part quelques bois et quelques villages entourés de vergers et offrant des possibilités évidentes de défense, les positions allemandes au sud de la Somme se limitaient à peu près à trois lignes de tranchées, sans abris et mal protégées par une armature de barbelés laissant beaucoup à désirer. Derrière le front, dans le voisinage de la zone neutre, au lieu des secteurs habituels de première et de deuxième ligne, l'ennemi comptait sur les anciennes défenses françaises d'Amiens (voir ci-dessus, p. 401). La ligne intérieure, à l'ouest, qui traversait le front et passait par Marcelcave, Demuin et Mézières, se composait d'une série de postes détachés datant de 1915; la ligne intérieure, qui passait à l'est d'Harbonnières, de Caix et d'Hangest, était munie d'une bonne armature de barbelés, surtout du côté oriental. Entre ces lignes, l'ennemi avait aménagé une tranchée en mars 1918. Les opérations démontrèrent par la suite que les nombreuses mitrailleuses dissimulées ici et là sur une grande profondeur à travers le front constituaient son arme défensive principale[39].

Les ordres communiqués à la Quatrième armée par le général Rawlinson le 6 août allaient beaucoup plus loin que le projet initial qui consistait à libérer le chemin de fer Paris-Amiens. A une conférence le 5 août, sir Douglas Haig

avait fait comprendre à ses commandants d'armée et de corps d'armée que la bataille prendrait beaucoup d'ampleur, le général Foch se proposant d'engager la Troisième armée française dans la bataille. On insisterait plutôt sur l'exploitation que sur la consolidation. Une leçon se dégageait de l'opération de Cambrai: la nécessité de conserver de fortes réserves d'infanterie pour exploiter les succès des chars. A cette fin, trois divisions anglaises furent rattachées au GQG à titre de réserve et postées à l'arrière à proximité du front, prêtes «à continuer le combat et à exploiter à fond le moindre succès»[40]. La ligne défensive extérieure d'Amiens, à sept milles de distance, n'était plus maintenant que l'objectif initial. Le rôle de la Quatrième armée consisterait à se porter aussi rapidement que possible à huit milles plus loin jusqu'à la ligne Roye-Chaulnes, ligne qui coincidait à peu près avec l'ancien front britannique du printemps de 1917, avant que les Allemands se replient derrière la ligne Hindenburg. Si l'ennemi pouvait être repoussé vers Ham (à treize milles au delà de Chaumes), les opérations des Français en direction du nord-est, à partir de la ligne Noyon-Montdidier, en seraient grandement facilitées[41].

C'est au corps d'armée canadien que fut confié le soin de porter le coup principal à la droite de la Quatrième armée. Partant du point de contact avec le secteur de la Première armée française, la ligne de départ du corps canadien coupait la route Amiens-Roye à Hourges, village situé à neuf milles environ d'Amiens, s'orientait vers le nord-est sur une distance d'un demi-mille jusqu'à la Luce, remontait à 4,500 verges vers le Nord et s'inclinait de nouveau vers l'Est, traversant la ligne de chemin de fer Amiens-Chaulnes à un mille au delà de VillersBretonneux. Le premier jour, le corps devait atteindre un objectif intermédiaire (la ligne verte), puis enlever et retenir la cligne rouge» allant de Mézières, au sud de la route de Roye, en direction nord-est jusqu'à l'ouest immédiat d'Harbonnières (au nord du chemin de fer). Le corps australien devait attaquer à la gauche des Canadiens pendant qu'au nord de la Somme le 3e corps, sa gauche axée sur l'Ancre, occuperait l'extrémité nord de l'ancienne ligne d'Amiens et la consoliderait à titre de flanc défensif pour protéger l'avance des forces principales plus au Sud. La 2e division canadienne, sur le flanc gauche du général Currie, avait en plus pour objectif la cligne bleue> qui coupait la ligne rouge et continuait vers l'avant en direction du village d'Harbonnières (dans le secteur australien)[42].

L'infanterie s'étant acquittée de sa tâche, le corps de cavalerie devait dépasser la ligne rouge pour capturer les défenses extérieures d'Amiens, représentées, sur la carte des opérations, par la cligne bleue pointillée». A cette fin, la 3e division de cavalerie (qui comprenait la brigade canadienne de cavalerie) fut placée directement sous le commandement du général Currie. On avait pris des dispositions spéciales pour renforcer la droite du corps canadien parce qu'on prévoyait que la résistance y serait plus vive (voir ci-dessous, p. 438). La 4e division canadienne, quittant la réserve à l'heure H derrière les deux divisions d'infanterie attaquant sur la droite, devait dépasser la ligne rouge et, soit relever la 3e division de cavalerie à la ligne bleue pointillée, entre la route de Roye et Caix, soit aider à enlever cet objectif. La cavalerie pousserait ensuite jusqu'à la ligne Roye-Chaul-

nes. Pendant ce temps, au sud de la route Amiens-R$_o$ye, l'attaque française se déploierait de gauche à droite pendant l'avance des Canadiens, le 31e corps se dirigeant sur Hangest et le 9e gardant le contact du côté droit. L'aile droite du général Debeney, au sud de Montdidier, ne devait se porter à l'attaque que le 9 août[43].

L'heure de l'assaut par les corps canadien et australien avait été fixée à 4h.20 du matin. Pour mieux surprendre l'ennemi, aucun bombardement ne devait précéder l'attaque, l'infanterie comptant sur le feu de barrage et sur les chars pour démolir les barbelés et les nids de mitrailleuses. Les Français, cependant, qui avaient perdu le gros de leurs chars lourds sur le front de la Marne en juillet, n'avaient qu'un petit nombre de chars légers pour cette opération. En conséquence, sur leur front, l'élément surprise était sacrifié en faveur d'un bombardement d'artillerie de quarante-cinq minutes qui commencerait en même temps que le barrage de la Quatrième armée à l'heure H. L'assaut était prévu pour 5h.05[44].

Les Canadiens ayant à pénétrer profondément derrière les lignes ennemies, il fallait prendre des dispositions particulières pour assurer l'appui nécessaire de la part de l'artillerie. Pour les deux premiers milles ou plus, les bataillons d'assaut pourraient profiter pleinement du feu de barrage; par la suite, l'artillerie lourde étendrait sa protection aussi loin que possible et serait renforcée par les batteries de l'artillerie de campagne (une brigade pour chaque division d'infanterie) qui, procédant à saute-mouton, irait s'installer dans de nouvelles positions en territoire envahi pour avoir en tout temps l'ennemi à sa portée. Au total, le général Currie avait à sa disposition dix-sept brigades d'artillerie de campagne, neuf brigades d'artillerie lourde, trois batteries de pièces de 6 po. et une batterie d'obusiers de 12 po., en tout 646 pièces, soit toutes les unités canadiennes d'artillerie cantonnées en France à l'exception des lie et 2e brigades de l'artillerie de garnison, encore attachées à la Première armée. L'Artillerie royale fournirait de son côté une unité d'artillerie divisionnaire participant au feu de barrage, deux brigades d'artillerie lourde affectées à diverses tâches de bombardement, six brigades lourdes pour le tir de contre-batterie et quatre batteries lourdes pour le feu de harcèlement à longue portée[45].

On avait rattaché à chacune des trois divisions canadiennes d'assaut un bataillon de 42 chars de la 4e brigade anglaise de chars. (A la 4e division, tenue en réserve, on avait attribué un bataillon de 36 chars.) Ces véhicules étaient répartis parmi les brigades d'infanterie, pour assurer un appui continu de blindés; on en retint un certain nombre pour les engager après la capture des deux premiers objectifs. Les chars furent attachés aux bataillons par groupe de trois et, pour chaque char, on désigna un fantassin chargé d'y monter et de maintenir la liaison entre le commandant du char et l'infanterie[46]. Chaque division d'infanterie avait aussi à sa disposition, en moyenne, six chars de ravitaillement Mark IV pour la livraison, aux unités de tête, de munitions pour mortiers de tranchée et armes portatives, d'eau potable, de barbelés, de pieux, de pics et de pelles. Chaque bataillon de chars comptait six chars de ravitaillement pour le transport à l'avant de l'essence; l'ingénieur en chef du corps, de son côté, en avait six pour le transport

de l'équipement supplémentaire et des approvisionnements vers l'objectif final. Bien que de nombreuses pannes eussent causé de graves retards aux étapes initiales de l'opération, les chars de ravitaillement contribuèrent largement par la suite au maintien de l'avance[47].

Dans les airs, les Canadiens comptaient sur la collaboration et sur l'appui de l'escadrille n° 5 de la RAF (reconnaissance de corps) attachée au corps canadien de juillet 1918 à la fin de la guerre. Cette unité et d'autres formations analogues avaient pour tâche principale, le 8 août, de protéger par des écrans de fumée les endroits trop éloignés de l'artillerie et de renforcer les écrans de fumée de l'artillerie par des bombes au phosphore de 40 livres. (L'artillerie manquait d'obus fumigènes de 60 livres.) En réalité, ce matin-là, une épaisse brume recouvrit tout le secteur de l'attaque, de sorte que les écrans de fumée n'étaient pas indispensables. Par contre, le soutien aérien sous toutes ses formes s'en trouvait gêné. Des bombes fumigènes furent néanmoins jetées aux endroits propices sur les fronts canadien et australien et ne furent pas inutiles; comme le brouillard se dissipait durant la matinée, des patrouilles de l'escadrille n° 5 survolèrent le champ de bataille, suivant de leur mieux le contour sans cesse changeant et toujours imprécis de la ligne de front où les troupes de tête étaient aux prises avec l'ennemi[48].

En prévision de l'assaut, le général Currie plaçait la 1re division canadienne au centre, la 2e à gauche et la 3e à droite. Le rôle de la 3e division, postée de part et d'autre de la route Amiens-Roye, était particulièrement difficile, non seulement à cause des obstacles que lui opposait la vallée de la Luce mais parce que le général Lipsett devait protéger l'aile droite canadienne jusqu'à ce qu'elle soit rattrapée par les Français dont le départ était fixé à 5h.05. En conséquence, on attribuait à la 3e division un front d'attaque plus étroit; pour son feu de barrage, elle pouvait compter sur six brigades d'artillerie de campagne contre quatre pour chacune des autres divisions d'infanterie[49]. Une force internationale spéciale était mise sur pied pour assurer la liaison avec les Français; elle se composait d'un peloton du 43e bataillon et d'un détachement d'une trentaine d'hommes, muni d'une mitrailleuse, de la 42e division française[50].

Une fois la ligne rouge atteinte par la 3e division, le soin de protéger le flanc droit de la cavalerie et d'assurer la liaison entre la cavalerie et l'infanterie était dévolu à la «Force canadienne autonome» composée des 1re et 2e brigades de mitrailleuses motorisées, de neuf détachements du bataillon de cyclistes du corps canadien et d'une section de deux mortiers de tranchée de 6 po. montés sur camions. La Force, commandée par le brigadier-général Brutinel, devait dégager la route Amiens-Roye entre les deuxième et' troisième objectifs et se tenir prête à exploiter d'autres succès[51].

8 août, la bataille s'engage—La 3e division se porte à l'assaut

Ce fut une belle nuit sans lune que celle du 7 au 8 août. Une atmosphère de tension et d'expectative régnait pendant que les troupes désignées pour l'assaut

s'acheminaient sous le couvert de l'obscurité vers leur zone de concentration*. A la droite du corps canadien, la 3e division releva une brigade australienne à 2h. du matin; ce n'est qu'à 4h., seulement 20 minutes avant l'heure H, que les dernières unités d'attaque du général Lipsett rallièrent leur poste. A ce moment-là, un brouillard épais enveloppait les vallées; il gêna la visibilité, même après le lever du soleil. Douze minutes seulement avant l'heure H, les chars d'appui quittèrent leurs positions à mille verges derrière le front. Pour assourdir le bruit des blindés—roulant aussi doucement que possible en deuxième vitesse-l'artillerie maintenait un feu normal de harcèlement et un gros avion de bombardement, qui montait et descendait au-dessus des tranchées de première ligne, faisait vrombir bruyamment son moteur. A 4h.20 exactement, un bruit de tonnerre marqua l'ouverture du feu de barrage de plus de 900 pièces. Immédiatement, l'infanterie d'assaut s'ébranla[54]. Dans la vallée de la Luce, où le brouillard était particulièrement épais, les Canadiens avaient peine à maintenir leur allure et à s'orienter. L'ennemi ouvrit un feu de barrage quelques minutes à peine après l'heure H mais, grâce à l'excellent travail de contre-batterie des canons britanniques, le tir allemand ne fut qu'intermittent et peu incommodant.

La l18 et la 2e divisions attaquaient toutes deux sur un front d'une seule brigade, utilisant une brigade fraîche à chaque étape. Cependant, parce que la Luce divisait en deux le front de la 3e division, le général Lipsett engagea deux brigades à l'étape intiale. Il entassa trois bataillons de la 9e brigade et une compagnie du 5e bataillon de chars dans la tête de pont étroite des environs d'Hourges au sud de la rivière, pendant que sur son flanc gauche la 8e brigade n'envoyait qu'un seul bataillon dans la mêlée.

Pour ne pas offrir une trop bonne cible au feu ennemi, les bataillons de tête avancent bien déployés. Règle générale, chacun s'échelonne sur cinq vagues à intervalles de cent verges. Des tirailleurs, disposés sur deux lignes à trente verges de distance dans la vague de tête, aident à guider les chars. Les trois vagues suivantes se composent de colonnes de section bien dispersées et marchant à la file; des équipes de transport ferment la marche. L'infanterie est moins lourdement chargée que pour les opérations antérieures car, en prévision d'une avance prolongée et pourtant rapide, l'état-major du général Rawlinson prépare un «ordre de bataille† modifié, éliminant un certain poids inutile et répartissant plus uniformément le reste[55].

Le succès ne se fait pas attendre pour la 9e brigade du brigadier-général D. M. Ormond. Pris complètement par surprise, les Allemands se laissent déborder dans leurs positions, beaucoup se rendant sans coup férir. En un peu plus d'une

* C'est par les mots symboliques «Llandovery Castle» que chaque division signalait au QG du corps que son rassemblement était terminé. Les instructions tactiques communiquées par le QG du corps canadien portaient les initiales «L.C.»[52]. Le *Llandovery Castle, cargo* britannique transformé en navire-hôpital canadien, avait été torpillé le 27 juin 1918 pendant son voyage de retour d'Halifax vers l'Angleterre. Des 258 membres canadiens de l'équipage et du personnel de santé, 24 seulement furent rescapés. Des 14 infirmières canadiennes à bord, aucune ne survécut[53].

† Comprenant un havresac, 250 cartouches (100 dans les bandoulières), un masque à gaz, une gourde, des vivres de réserve (boeuf en conserve et biscuits), une bêche, deux bombes Mills et deux sacs de sable.

heure, des hommes du 43e bataillon, sur la droite, ont *pénétré* dans le' bois Rifle (ou «Dodo) juste au sud de la route principale, mais ce n'est qu'à 7h.30, après que le 116e bataillon eut raison de la résistance allemande au nord de la route et que des chars se soient frayé un chemin vers le sud parmi les souches déchiquetées pour atteindre les nids de mitrailleuses, qu'on peut dire que le bois est vraiment libéré. Des rapports régimentaires parlent de la prise de plus de 40 mitrailleuses et de 250 prisonniers". Les chars n'ont pas eu la tâche facile. Aucune reconnaissance détaillée du sol n'ayant été faite (dans l'intérêt de la sécurité) ils sont aveuglés par la brume épaisse et gênés dans leurs mouvements par un sol marécageux. Beaucoup prennent le départ en retard; pour tous, il est à peu près impossible de s'orienter et de garder le contact avec les fantassins, de sorte que la cohésion entre les blindés et l'infanterie fait presque totalement défaut[57].

A 7h.30, la 9e brigade a atteint la ligne verte. Le 116e bataillon, au prix d'assez lourdes pertes, a enlevé le bois d'Hamon entre la Luce et la route de Roye. A la gauche de la division, le 58° bataillon, en étroite collaboration avec ses chars, s'est frayé un chemin jusqu'à l'intérieur du village de Demuin sur la rive sud de la rivière*. Il poussait ensuite jusqu'à Courcelles, juste en avant de la ligne verte, pour occuper le village[59]. Au nord de la Luce, dans le secteur étroit du brigadier-général D. C. Draper, le 1°r Canadian Mounted Rifles avait pris une forte avance sur ses chars dans le brouillard matinal; en quarante minutes, il avait enlevé sans aide son premier objectif, c'est-à-dire le bosquet du Cimetière. Les chars arrivèrent à temps pour aider au nettoyage du village voisin d'Hangar et pour établir ensuite une tête de pont sur la Luce à Demuin. Le 2° C.M.R. la franchit ensuite pour compléter la tâche assignée à la 8e brigade pour la première étape[60].

Ces succès étaient sans doute réconfortants mais, pour conserver à l'attaque son élan, il n'y avait pas une minute à perdre. Pendant que les unités de la 3° division s'étaient frayé un chemin jusqu'à la ligne verte, les bataillons d'infanterie de réserve de la 7e brigade, s'avançant derrière elles suivant un horaire rigoureux, avaient enjambé la Luce sur des ponts de madriers, mis en train dans leur marche en avant par la rencontre de prisonniers allemands de plus en plus nombreux qu'on acheminait vers l'arrière. Ils traversèrent les rangs des 8e et 9° brigades et, après avoir franchi les tranchées à la lisière du bois d'Hamon, ils se tinrent prêts pour la phase suivante de l'opération.

L'attaque était reprise allègrement à 8h.20. Le brigadier-général Dyer avait placé le 49e bataillon à gauche, le 42° au centre et le R.C.R. à droite de part et d'autre de la route de Roye. L'avance fut rapide. Le 49° bataillon ne fut pas trop incommodé dans sa marche à travers des champs non clôturés de céréales sur pied. Il atteignait la ligne rouge à 10 heures. Au centre, le 42 après avoir réduit au silence deux batteries allemandes qui tiraient sur lui à bout portant, traversa le plateau de la cote 102 et, accompagné de quatre chars d'appui, atteignait son objectif à 10h.20. La dernière étape, écrit le chroniqueur régimentaire, «fut en

* Pendant l'attaque, un sous-officier du 58e bataillon, le caporal H.G.B. Miner, fit irruption dans trois postes ennemis-sans aide, dans deux cas—et, armé d'une mitrailleuse capturée, décima les rangs des défenseurs. Mortellement blessé au cours de son troisième raid, il reçut la Croix de Victoria à titre posthume[58].

quelque sorte une promenade agrémentée par le spectacle d'un ennemi pris de panique et fuyant dans toutes les directions»[61].

Pendant ce temps, le R.C.R., procédant «avec cette précision de mouvement d'horlogerie qui caractérise une manoeuvre soigneusement préparées, avait déjà touché le but, après avoir dégagé deux taillis avec l'aide des quelques chars qui restaient[62]. Sur la droite du corps canadien, le détachement franco-canadien de liaison, tout en assurant le contact entre la 3e division canadienne et la 42e division française, avait réussi à nettoyer un petit bosquet au sud du bois Rifle, capturant trente prisonniers et une douzaine de mitrailleuses. En arrivant à la ligne verte, le contingent canadien initial' rallia son unité-mère (le 43e bataillon) et fut relevé par un peloton du R.C.R.

La 3e division avait accompli sa tâche mais il ne lui restait que huit de ses 42 chars. L'étape finale de l'infanterie jusqu'à la ligne bleue pointillée, sur cette partie du front, devait être franchie par la 4e division canadienne.

Aux yeux des Allemands, la perte du secteur méridional de la ligne rouge avait réglé le sort de la 225e division, sauf à Mézières, au delà' de l'aile droite canadienne. Aux termes du communiqué officiel allemand, les positions d'artillerie étaient à jamais perdues et les troupes de première ligne et leurs bataillons d'appui à peu près anéantis. Les bataillons de réserve de la division, engagés par groupes épars, Lavaient été repoussés ou n'avaient pas pris part à l'action du tout»[63]. Vers 10h. du matin, la 225e division, fortement ébranlée, apprenait que le 376e régiment de la 109e division, acheminé sur Cayeux, passait sous son commandement. Elle pourrait aussi compter sur le régiment Bellman, composé des trois bataillons au repos de la 192e division, qu'on regroupait dans la région boisée au sud-est de Beaucourt. De plus, la 1!e division de réserve du corps avoisinant de la Dix-huitième armée s'avançait de part et d'autre de la route Amiens-Roye, chargée d'enrayer toute attaque canadienne dans le secteur Beaucourt-Fresnoye[64].

L'avance à la gauche du Corps

Il nous faut maintenant revenir en arrière pour suivre les opérations des autres divisions d'assaut du général Currie. La 1- division canadienne, au centre du corps, avait pour tâche de pénétrer dans la région boisée au nord de la Luce et de se frayer un chemin à partir du bois d'Hangar sur un front qui allait s'amenuisant jusqu'à la ligne de défense extérieure d'Amiens au delà de Caix. Aux dernières étapes, les troupes du général Macdonnell avaient à traverser la vallée de la Luce, bordée de nombreux ravins boisés qui 'offraient tous les avantages possibles aux défenseurs.

La phase initiale fut exécutée par la 3e brigade (brigadier-général Tuxford), c'est-à-dire, de droite à gauche, les 16e,, 13e et 14e bataillons. Le brouillard épais, qui gênait la collaboration entre l'infanterie et les chars, avait néanmoins l'avantage de cacher les assaillants aux Allemands et de nuire sensiblement à l'efficacité du feu ennemi. Oubliant les menaces contre leur flanc et leur arrière, les Canadiens poussaient rapidement de l'avant. De petits détachements, engagés dans des com-

bats locaux, laissent le soin du nettoyage aux formations qui viennent derrière eux. La poussée est tellement rapide que les 3e et 5e bataillons qui, en principe, ne devaient pas participer à cette phase de l'attaque* doivent livrer de furieux combats à des groupes d'Allemands que les premières vagues ont contournés. A 2,500 verges du point de départ, la lutte fait rage tout le long des tranchées qui forment la ligne principale de résistance de l'ennemi en avant de ses positions d'artillerie[65]. C'est là que le soldat J. B. Croak mérite la première de deux Croix de Victoria décernées ce jour-là à des membres du 13e bataillon. Ayant attaqué et capturé sans aide un nid de mitrailleuses, Croak, bien que gravement blessé, se porte plus tard à l'attaque d'un autre point fortifié. Secondé par des membres de son peloton, il réduit au silence trois mitrailleuses, capturant leurs équipes ou les passant à la baïonnette. Blessé une deuxième fois, il succombe quelques instants après que l'ennemi a cessé toute résistance[66]. Le caporal H. J. Good fait, lui aussi, preuve d'un grand courage en mettant trois mitrailleuses et leurs équipes hors de combat. Aidé de trois camarades, il prend d'assaut une batterie allemande de pièces de 5.9 po. et capture toute l'équipe[67].

Au delà d'Aubercourt, point de pénétration de la division dans la vallée de la Luce, l'allure de l'avance s'accélère car, le brouillard se dissipant, la 3e brigade peut engager ses chars d'appui (ceux du 4e bataillon de chars) pour réduire au silence d'importunes mitrailleuses. Dans une carrière, sur le rivage, à l'est du village, une équipe du 16e bataillon, aidée d'un char, met en fuite le commandant régimentaire et l'état-major du Q.G. du 157e régiment (117e division)[68]. Le bataillon traverse la Luce et, de front avec les 13e et 14e bataillons, atteint la ligne verte à 8h.15 du matin. Presque immédiatement, les bataillons d'attaque de la ire brigade (brigadier-général Griesbach) dépassent les unités de la 3e brigade, en route pour la ligne rouge[69].

A cette deuxième étape, l'avance des trois bataillons suit le même cours. En plusieurs occasions, ils sont retenus par le feu des mitrailleuses allemandes avantageusement postées sur des hauteurs ou dissimulées dans les bosquets dispersés parmi les champs de céréales. Avant que ses chars la rattrapent, l'infanterie n'a pour tout appui que ses mitrailleuses Lewis†. Les pertes canadiennes sont légères, attribuables pour la plupart au feu d'artillerie. A 11 heures, le 2e bataillon, au sud de la Luce, a atteint son objectif et établi des avant-postes sur une éminence à l'est de Cayeux. Au centre, le 4e bataillon, s'avançant de part et d'autre du lit de la rivière, nettoie Cayeux sans rencontrer beaucoup de résistance pendant qu'à la gauche de la brigade le 3e bataillon, gêné par les ravins profonds qui débouchent du nord dans la vallée de la Luce, atteint son secteur de la ligne rouge à 11h.30[71].

Pendant ce temps, le front du général Macdonnell s'était sensiblement rétréci, ce qui permit à la 2e brigade (brigadier-général Loomis) d'avancer jusqu'à

* Le 3e bataillon devait participer à l'avance de la ligne verte à la ligne rouge et le 5e avait été prêté à la 3e brigade en qualité d'unité de réserve.

† L'avance avait été tellement rapide que la 2e brigade canadienne d'artillerie de campagne, chargée d'assurer un appui mobile à la 1re division, ne pouvait garder l'ennemi à sa portée. Durant la matinée, ses canons tonnaient à l'est du bois de Morgemont et, tard dans l'après-midi, ses batteries furent installées le long de la Luce, à la ligne rouge[70].

la ligne bleue pointillée en n'engageant que deux bataillons, chacun marchant sur un front de deux compagnies. Le 7e bataillon, retardé par l'absence de ponts sur la Luce et par un encombrement que causaient *les* longues colonnes *de* cavalerie dirigées vers l'avant, traversait l'aile droite de la 1- brigade avec *une* heure et demie de retard. Toute résistance organisée avait cessé mais *les com*pagnies d'assaut étaient encore exposées au feu de mitrailleuses et de francstireurs, les éléments les plus opiniâtres d'une armée ennemie en pleine retraite n'ayant pas encore abandonné la partie[72]. A 1h.30, le 10° bataillon, attaquant au nord de la Luce, avait traversé le village de Caix et atteint ses derniers objectifs le long de l'ancienne ligne extérieure de défense d'Amiens. Une heure plus tard, l'arrivée du 7e bataillon à la ligne bleue pointillée complétait la tâche
de la 1re division[73].

Les pertes allemandes- avaient été onéreuses. Grâce au bon travail de l'artillerie lourde à l'appui de l'attaque canadienne, de nombreuses troupes de la 117e division avaient été emprisonnées dans leurs abris avant d'être débordées. Les bataillons au repos, lancés dans la mêlée par petits groupes, avaient lourdement écopé en tentant de résister et plus encore par la suite pendant leur retraite. Après la bataille, on constata que la destruction des batteries allemandes avait été très efficace. Les Canadiens s'emparèrent de plusieurs canons qui n'avaient pu être utilisés, bien que dans quelques cas, les canonniers allemands avaient tiré jusqu'au dernier obus avant *de* démolir leurs pièces au moyen de grenades à main. D'après des sources allemandes officielles, la 117e division fut à peu près anéantie[74]. Dans un effort pour raviver la résistance face au centre du front canadien, la Deuxième armée allemande engagea la 119e division, empruntée, comme la 11e division de réserve, à la Dix-huitième armée voisine. Vers le nord, les troupes épuisées de la 109e division (relevée peu de temps auparavant, soit le 8 au matin, par la 117°), retirées de la réserve du corps d'armée à Harbonnières, étaient jetées dans la mêlée, face à la gauche canadienne. La 119° division n'arriva que le soir mais à 8h.40 elle avait, signalait-elle, refermé la dernière brèche sur le front de la Deuxième armée, dans le secteur Caix-Beaucourt[75].

L'avance de la 2e division canadienne, sur la gauche, le 8 août, avait eu lieu en un terrain plus favorable que celui qu'avait à couvrir le reste du corps d'armée. Le plateau ondulé, en grande partie recouvert de champs cultivés,-dans certains cas, la récolte était déjà faite,—n'assurait qu'une piètre protection à l'ennemi, sauf dans les villages et aux endroits où quelque ravin boisé débouchait de la Luce. Parmi ces villages, c'était celui de Marcelcave, à proximité du chemin de fer Amiens-Chaulmes, juste en avant de la ligne verte, qu'on avait le plus raison de redouter. Marcelcave étant hors de portée du gros de l'artillerie de campagne, on eut recours à un bombardement de quarante-cinq minutes par les pièces lourdes pendant que l'infanterie contournait le village sur ses deux flancs[76]. Le commandant divisionnaire, le major-général *air Henry Burstall, se* proposait d'engager successivement les 4e, 5e et *6*° brigades au cours des diverses phases de l'avance vers la ligne bleue pointillée.

Au moment de l'assaut à 4h.20 du matin, le 18° bataillon occupait la

droite et le 190 était posté près du chemin de fer. Comme c'était le cas dans d'autres secteurs, la brume empêchait les chars (du 14e bataillon de chars) d'assurer un appui immédiat. En moins d'une demi-heure cependant, ils étaient déjà en marche et contribuaient largement à la destruction des mitrailleuses ennemies. A la droite de la 4e brigade, une compagnie du 18e bataillon (l'appui des chars, signalait-elle, fut «un des faits saillants de la journée») fut bientôt en mesure d'aider le 14e bataillon (de la 1re division) à enlever le bois de Morgemont, au sud de la limite entre les divisions. Plusieurs mitrailleuses tombèrent aux mains des Canadiens et, avant d'atteindre la ligne verte, le 18e bataillon avait démoli une batterie d'obusiers de 5.9 po. et une autre de pièces *de* 7.7mm[77].

Pendant ce temps, la marche du 19e bataillon s'accélère grâce à l'avance parallèle, le long du chemin de fer, de deux compagnies du 21e bataillon australien dont les mitrailleuses Lewis ont eu raison de la résistance allemande face aux Canadiens[78]. «Nous n'aurions pu espérer mieux» disait un rapport de la 2e division canadienne à propos du concours apporté par les Australiens[79]. L'entrée dans Marcelcave après le bombardement est relativement facile malgré des combats acharnés auxquels est mêlé le 21e bataillon canadien, jouant le rôle de soutien, avant que le village soit définitivement libéré. Plus loin, le long du chemin de fer, les villages de Wiencourt et de Guillaucourt se trouvent dans le secteur du 148e régiment (aile gauche de la 41e division); à 8h.20 du matin, la 5e brigade (brigadier-général J. M. Ross) prend les devants pour s'attaquer à ces localités au cours de la deuxième phase de l'opération[80].

La principale résistance opposée au 24e bataillon, sur la gauche de la brigade, et au 26e sur la droite, vient encore des nids de mitrailleuses disséminés dont les positions ne peuvent être repérées avec assez d'exactitude pour que l'artillerie s'y attaque. Les chars ne peuvent guère non plus intervenir car le brouillard s'est dissipé et le combat se déroule au delà des écrans de fumée. Les batteries allemandes, tirant à vue, font subir des pertes coûteuses aux unités de chars; ceux qui cherchent à s'esquiver en errant dans le pays ne tardent pas à manquer d'essence. On met plus de temps pour nettoyer le bois de Pieuret et le taillis Snipe, à l'est et au sudest de Marcelcave, que pour enlever Wiencourt, le premier de deux villages sur la route de la 5e brigade. A un mille à l'est, un combat assez acharné se déroule dans Guillaucourt et aux alentours. Les canons de 18 livres de la 5e brigade canadienne d'artillerie de campagne, qui ont avancé jusqu'à Marcelcave, sont d'un grand secours, aidés de cinq pièces de campagne capturées dans le bois de Pieuret[81].

C'est vers 2h.15 de l'après-midi que la 5e brigade atteint la ligne rouge. A 2h.30, deux des trois batteries de la 5e brigade canadienne d'artillerie de campagne se trouvent installées immédiatement à l'ouest de Guillaucourt, prêtes à soutenir la 6e brigade d'infanterie dans sa dernière étape. (Avant la fin du jour, toutes les batteries de la brigade d'artillerie ont occupé de nouvelles positions au moins cinq fois pour appuyer l'infanterie dans sa foudroyante avance82.) Des unités anglaises de la 1re division de cavalerie ont pris les devants et, à la suite du 29e bataillon (à gauche) et du 31e, traversent la ligne rouge à 4h.30 du soir. La résistance de l'ennemi se limite à quelques obus. L'infanterie canadienne traverse les rangs



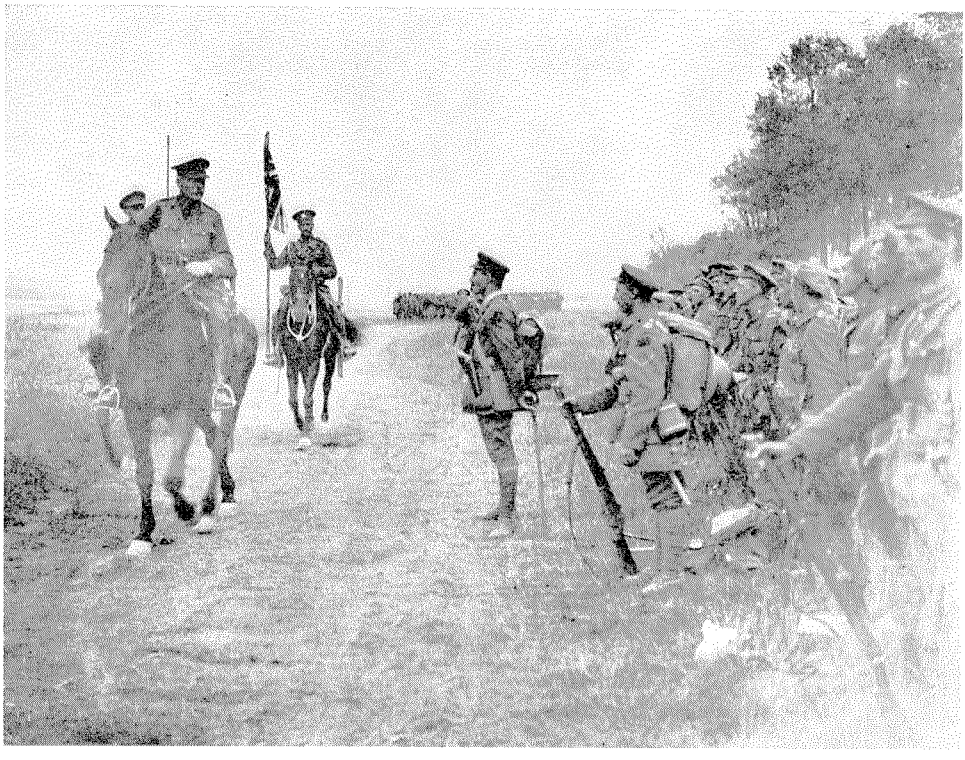
AU DÉBUT DES «CENT JOURS»

Les chars britanniques Mark V, accompagnant l'infanterie de la 3e division canadienne, avancent dans Hourges le 8 août 1918 et croisent des blessés canadiens et des prisonniers allemands qui sont évacués.



APRÈS AMIENS

Canons allemands saisis par la Quatrième armée dans la bataille d'Amiens. Ceux qu'on voit au premier plan ont été pris par la 2e division canadienne et le 3e bataillon de chars britanniques.



HAIG FÉLICITE LES CANADIENS

Sans doute à la demande du maréchal, les membres du 85e bataillon se tiennent à la position «repos» pendant que sir Douglas les félicite pour les exploits qu'ils ont accomplis dans la bataille d'Amiens.



LA CAVALERIE ATTEND LA PERCÉE

Sur le front d'Arras, un escadron du Royal Canadian Dragoons croise des blessés allemands au cours des combats de septembre.

d'un régiment anglais de cavalerie à mille verges en avant des défenses extérieures d'Amiens et, au début de la soirée, elle se trouve solidement installée sur la ligne bleue pointillée. Au nord du chemin de fer cependant, la 15e brigade australienne n'a pas atteint son objectif; il reste une petite poche de résistance face à la gauche des Canadiens. Durant la soirée, une patrouille du 29e bataillon nettoie les lieux et s'empare de quatre mitrailleuses. Le contact avec les Australiens se rétablit le lendemain matin[83].

Pour les Allemands qui faisaient face à ce secteur du corps canadien, les opérations du 8 août avaient été aussi coûteuses que pour leurs camarades combattant vers le sud. La 41e division, opposée à la 2e division canadienne: et à la 2° division australienne de part et d'autre du chemin de fer, avait sacrifié, d'après les rapports officiels, la totalité de ses bataillons de tête et d'appui «aussi bien que toute son artillerie dont il ne restait que des débris» (de fait, trois canons seulement). Les unités de réserve avaient été réduites à sept compagnies d'infanterie et à trois compagnies de mitrailleurs[84].

Notre compte rendu des opérations menées par les 1re et 2e divisions nous a conduits, sur la gauche et au centre, jusqu'à la ligne extérieure de défense d'Amiens. Nous avons laissé la 3e division à la ligne rouge, au point où l'assaut, sur la droite du corps d'armée, devait être donné par la cavalerie et par la 4° division canadienne.

Au moment où la 7° brigade se retranchait sur la ligne rouge dans la matinée du 8 août, ses troupes pouvaient assister au spectacle inusité mais très réconfortant d'un rassemblement de cavalerie en prévision d'une attaque. Les premiers éléments du corps de cavalerie (sous le commandement du lieutenant-général sir Charles Kavanagh) avaient quitté leur point de concentration au sud-ouest de Villers-Bretonneux vers 7h. ce matin-là, la 1re division de cavalerie occupant la gauche derrière les 2es divisions canadienne et australienne, et la 3° division de cavalerie (ayant à sa tête la brigade canadienne de cavalerie) se tenant sur les talons des 11e et 3e divisions canadiennes[85]. La brigade canadienne de cavalerie, commandée par le brigadier-général R. W. Paterson, était accompagnée de deux compagnies de «Whippets» comptant 32 chars en tout. Elle traversa du côté sud de la Luce à Ignaucourt et son aile droite atteignit la route de Roye peu après 10h.30 du matin et établit le contact' avec les blindés de Brutinel. Le Lord Strathcona Horse se mit ensuite en marche de part et d'autre de la route de Roye, ayant à sa gauche le Royal Canadian Dragoons. Sur la route des Canadiens se trouvaient les villages de Beaucourt-en-Santerre et du Quesnel, à environ un tiers et deux tiers respectivement de la distance les séparant de la ligne bleue pointillée; la 7° brigade de cavalerie, remontant la vallée de)a Luce, devait passer par Cayeux et par Caix.

Traversant la limite entre armées, un escadron avancé du Strathcona enveloppe Fresnoy-en-Chaussée et y prend 125 prisonniers, Peu de temps après cependant, l'ennemi reprit le village. Beaucourt, que les Allemands étaient déjà en train d'évacuer, fut enlevé sans difficulté et donna 300 prisonniers.. A l'est cependant, les Français n'ayant pas encore occupé Fresnoy, la résistance du régiment

Bellman, posté dans le bois, était facilitée par le feu de mitrailleuses installées sur la route de Roye. En conséquence, le bois de Beaucourt restait pour l'instant aux mains des Allemands[86]. A un mille au nord, la cavalerie britannique eut plus de succès, s'emparant du bois de Cayeux après un lutte aussi brève que vive[87].

Pendant ce temps, la 4e division canadienne commençait de traverser les rangs de la 3e à 12h.40, deux heures environ après la cavalerie. A droite, près de la route Amiens-Roye, la 11e brigade (brigadier-général Odlum) se dirigeait sur Le Quesnel et la 12e brigade (brigadier-général MacBrien) la suivait à sa gauche. A un mille environ à l'est de la ligne rouge, les bataillons de tête de la 11e brigade rejoignaient les unités montées dans le voisinage de Beaucourt[88]. Chacun des chars d'appui (1er bataillon de chars) de la division,—des nouveaux Mark V Star pouvant loger une vingtaine d'hommes en plus de l'équipe,—transportait un officier d'infanterie, un éclaireur et trois détachements de mitrailleurs (2 Lewis: 3 hommes chacune et une Vickers: 5 hommes), soit 13 hommes en tout en plus de l'équipage[89]. Les chars devaient se diriger directement sur la ligne bleue pointillée et y déposer leurs passagers. La moitié resteraient sur les lieux pendant que les autres reviendraient en arrière pour prêter main-forte au gros de l'infanterie[90].

Ce plan de transport des fantassins dans des chars n'a pas donné de très bons résultats cependant. Entassés et fortement ballotés, les hommes souffrirent énormément de la chaleur et des émanations de moteur auxquelles ils n'étaient . pas habitués. Beaucoup furent malades et quelques-uns s'évanouirent. Plus de la moitié des fantassins, en quête d'air frais, durent suivre les chars à pied[91]. Mais leurs difficultés ne se bornaient pas au manque d'air frais. Une batterie allemande, dissimulée à mille verges au sud de Beaucourt, abattait à elle seule dix chars. Onze autres atteignaient l'objectif mais, à cause de la vigueur inattendue de la résistance allemande au nord et à l'est du Quesnel, sept chars rembarquaient leurs fantassins et se repliaient d'environ 1,500 verges[92].

Au nord de la Luce, la cavalerie britannique avait atteint son dernier objectif à 1h. Les progrès les plus marqués avaient été réalisés au centre, où la 6e brigade de cavalerie, suivie de la 2e, profitait de l'abri que lui assuraient les vallées de la Luce et d'un de ses affluents pour se rendre jusqu'à la ligne bleue pointillée. Le nettoyage de la rive sud était à peu près terminé à 2h.30, une heure avant l'arrivée des éléments combinés d'infanterie et de chars de la 4e division[93]. Sur la droite, dans le secteur du 31e corps français, grâce notamment aux efforts d'un peloton du Royal Canadian Regiment et à des contingents de la Force autonome, le village de Mézières (à un` mille au sud-est de Beaucourt) était tombé aux mains des Français. Mais l'aile droite du général Watson n'était pas au bout de ses difficultés car, par suite de la reprise de Fresnoy par les Allemands, les défenses du Quesnel s'étendaient désormais sur une profondeur de plus d'un mille à l'ouest, au sud et à l'es[94].

Plus tôt ce jour-là, les mitrailleuses allemandes, dans le bois de Beaucourt, avaient démontré leur supériorité sur les baïonnettes canadiennes; ces mêmes armes bloquaient l'avance de la 11e brigade et de l'aile droite de la 12e. Trois chars détachés pour aider le 54e bataillon de la 11e brigade s'embourbèrent ou

furent brûlés. Sans attendre plus longtemps l'artillerie ni d'autres secours, le commandant du bataillon dirigeait personnellement deux pelotons dans une coûteuse attaque contre le bois qui réussit partiellement. Aidé par cette manœuvre tentée sur son flanc droit, le 1021e bataillon se portait résolument à l'attaque et, après une lutte acharnée, il avait nettoyé le bois à 4h.30, capturant 160 prisonniers. Le 751e bataillon avait traversé les rangs du 541e environ une heure auparavant. Cependant, le feu nourri de mitrailleuses dont les Allemands, retranchés dans Le Quesnel et Fresnoy, inondaient le terrain plat, forçait le commandant à renoncer à une attaque de front sur l'objectif. En conséquence, à la tombée de la nuit, la brigade se retranchait à un mille au nord-ouest du Quesnel. On constatait par la suite que ce secteur était le seul, sur tout le front du corps, où l'objectif du premier jour n'avait pas été atteint le 8[95].

Devant une résistance beaucoup moins vive, les unités du brigadier-général MacBrien avaient eu plus de succès sur un terrain dont la plus grande partie avait été balayée par la cavalerie. Au début, le 781e bataillon avait essuyé le feu nourri de mitrailleuses installées à la lisière du bois de Beaucourt mais s'était tiré d'embarras avec l'aide des chars et de l'artillerie. Son succès était largement attribuable au comportement de la compagnie 4C., commandée par le lieutenant J. E. Tait, C.M. Inspirés par son initiative et par le courage qu'il avait manifesté en démolissant à lui seul un nid de mitrailleuses, ses hommes capturaient une douzaine de ces engins en même temps qu'une vingtaine de prisonniers. (Tait, qui fut tué trois jours plus tard, reçut la Croix de Victoria à titre posthume[96].) A mille verges de l'objectif final, le 72e bataillon traversa les rangs du 781e et poussant de l'avant par petites vagues de pelotons et de sections atteignit la ligne bleue pointillée à 6h.15. A gauche, le 381e bataillon avança si rapidement que le 851e, qui prit les devants pour les dernières étapes, toucha le but à 4h.30[97].

La 4e division relevait promptement la cavalerie pendant que l'infanterie consolidait les gains de la journée. La 111e brigade remplaçait la brigade canadienne de cavalerie vers 5 heures; une heure plus tard, la 7e brigade de cavalerie se retirait des positions qu'elle occupait conjointement avec la 121e brigade d'infanterie le long de la ligne bleue pointillée, au sud de la Luce[98]. Dans sa nouvelle position, l'infanterie du major-général Watson était protégée par sa propre artillerie de campagne. Après avoir complété sa tâche au cours du barrage initial, la 3e brigade de l'artillerie canadienne de campagne s'était portée jusqu'à la ligne rouge durant l'après-midi; à 8h. ce soir-là, ses batteries se déployaient aux environs de Beaucourt, prêtes à ouvrir un feu de barrage sur Le Quesnel. Les plans d'une attaque matinale contre ce village offraient d'excellentes perspectives de succès car la menace d'un feu de flanc venant de l'autre côté de la ligne de contact avec l'armée française avait été dissipée tard dans, l'après-midi lorsque des troupes du 31e corps, soutenues par des chars légers, avaient capturé Fresnoy[99].

A la gauche du général Currie, vers la Somme, les Australiens avaient atteint la plupart de leurs objectifs à 1h.30 de l'après-midi mais les progrès, à l'extrémité de leur aile droite, avaient été gravement gênés par des revers anglais au nord de la rivière. La lutte acharnée à laquelle toutes les divisions du 3e corps avaient été mêlées depuis le début de l'offensive allemande en mars avait coûté cher; on

manquait d'officiers et de sous-officiers expérimentés pour diriger les jeunes recrues qui venaient compléter les rangs des unités affaiblies de l'infanterie. De plus, l'attaque allemande du 6 août et la contre-attaque du 7 avaient entraîné d'autres pertes et désorganisé les effectifs. En conséquence, le 3e corps, opérant dans un des secteurs les plus accidentés du `front de la Quatrième armée, ne put guère dépasser son premier objectif et dut s'arrêter à un mille du but final. Pour cette raison, la 4e division australienne, placée à la gauche du corps, après avoir occupé les tranchées d'Amiens, dut abandonner ses positions du côté nord à 500 verges environ de son dernier objectif[100].

La négligence à recourir à la cavalerie pour exploiter le succès général eut des répercussions beaucoup plus profondes que les revers subis sur les flancs de la Quatrième armée. Parce qu'il était difficile de transmettre les ordres* et qu'apparemment le QG du corps de cavalerie hésitait à agir sans instructions de la part de la Quatrième armée, on rata une magnifique occasion. Précédant l'infanterie dans les phases finales, la cavalerie (sauf à l'extrême droite, à l'est du Quesnel) avait pris pied, de bonne heure dans l'après-midi du 8 août, dans la ligne de défense extérieure d'Amiens, sur toute la largeur du front du corps d'armée canadien. Mais l'avance s'était arrêtée là. Pendant ce temps, à 12h. 30, le major-général représentant le général Rawlinson à l'état-major général avait adressé des instructions au commandant du corps de cavalerie, lui signifiant qu'il ne devait pas s'arrêter à la ligne bleue pointillée mais continuer vers l'est en direction de la ligne générale Chaulnes-Roye. Mais ce n'est qu'à 4h. 15 de l'aprèsmidi que ces ordres, relayés par le QG du corps de cavalerie, parvinrent au QG, fréquemment déménagé, de la 1re division de cavalerie. Tard dans l'aprèsmidi, on tenta en vain de pousser des patrouilles en direction de Chaumes; les Allemands s'étaient solidement retranchés le long de la ligne Rosières-Vrély, à environ 2,000 verges à l'est de la ligne bleue pointillée. Nous l'avons vu, la 3e division de cavalerie avait été arrêtée en face du Quesnel. La 7e brigade de cavalerie, sur la gauche divisionnaire, cependant, avait atteint la ligne bleue pointillée avant 3 heures; mais une tentative de la 2e division de cavalerie pour dépasser la ligne et pousser vers l'est échoua. A 5h. 20 du soir, le général Kavanagh avait ordonné à sa 3e division de rester sur ses positions en attendant l'arrivée de l'infanterie[101].

Même si les opérations de la journée furent loin d'être un succès complet pour la Quatrième armée et pour la Première armée française, l'ennemi venait de subir sa pire défaite depuis le début de la guerre102. Du nord de la Somme au sud de Moreuil, la ligne allemande avait été enfoncée par endroits de huit milles dans le secteur canadien et de sept milles sur le front australien. Sur les flancs, les Français avaient avancé de cinq milles au maximum, les Britanniques de deux. Tous ces gains avaient été remarquablement peu coûteux. Les pertes de la Quatrième armée s'établissaient à 8,800 hommes environ, sans compter

* Il avait été impossible aux poseurs de câbles de suivre la rapide avance des deux divisions de tête de la cavalerie. Même le QG du corps de cavalerie avait dépassé la distance où la transmission de la voix par câble reste possible. Pour communiquer avec la Quatrième armée et avec les corps canadien et australien, il fallait se rabattre sur le téléphone et la T.S.F.

les blindés et l'aviation. Les Canadiens avaient perdu au total 3,868 hommes, soit 1,036 tués, 2,803 blessés et 29 prisonniers. L'ennemi reconnut que ses divisions de tête, entre l'Avre et la Somme, avaient été *pour ainsi dire anéanties» pendant qu'au nord de la Somme, ses troupes avaient «lourdement écopé». D'après. les chiffres officiels allemands, les pertes de la Deuxième armée étaient de *650 à 700 officiers et de 26,000 à 27,000 hommes... Plus des deux tiers s'étaient rendus»*. Les troupes alliées avaient détruit ou saisi plus de 400 canons, de nombreux mortiers de tranchée et *un nombre fabuleux de mitrailleuses»[104]. Quant au corps d'armée canadien, il avait capturé 5,033 prisonniers et 161 canons[105].

«Le 8 août, devait écrire Ludendorff, fut le jour le plus sombre de la guerre pour l'armée allemande.»[106] Le moral allemand y reçut un coup fatal. *Après mes avertissements répétés, tout ce que je redoutais, déclarait le chef de l'état-major allemand, s'est concrétisé ici d'un seul coup». Il lui fallait maintenant renoncer à toute idée d'offensive; aucun expédient stratégique ne permettrait plus aux troupes allemandes de reprendre le dessus. Même le Kaiser était désormais convaincu qu'à la suite de l'échec de l'offensive allemande en juillet et de la défaite du 8 août, l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre[107]. De fait, le 10 août, lorsque Ludendorff le mit au courant du désastre, le Kaiser répondit: «Nous sommes à bout. II faut mettre, fin à la guerre.»[108]

9 août—L'avance ralentit

«Après avoir capturé l'ancienne ligne de défense d'Amiens, la Quatrième armée reprendra demain sa marche en avant pour s'installer sur la ligne générale Roye—Chaulnes—Bray-sur-Somme—Dernancourt.»[109] C'est par ces mots que débutait l'ordre de combat du GQG britannique pour le 9 août. Cette ligne pointait directement vers le nord en face du secteur canadien puis s'inclinait vers le nordouest en traversant les fronts australien et anglais. Pour l'atteindre, il fallait avancer de neuf milles sur la droite de l'armée mais d'un mille à peine à l'extrême nord. A droite, les Français devaient continuer leur poussée vers l'est en direction de Roye, étendant en même temps leur secteur d'opérations à leur droite en attaquant sur un front de seize milles depuis Montdidier vers le sud-est jusqu'à Autheil. La cavalerie britannique devait conserver sa position sur le flanc droit de la Quatrième armée afin de seconder les Français dans leur avance et, pour reprendre les termes qu'employait le général Rawlinson dans son ordre du jour du 8 (ne portant pas d'heure mais probablement communiqué tard le soir), «d'atteindre les objectifs assignés au corps canadien», c'est-à-dire la ligne Roye-Hattencourt-Hallu. Les limites droite et gauche demeuraient pour les Canadiens la route de Roye et le chemin de fer Amiens-Chaulnes. Le général Currie et le général Butler (commandant du 3e corps) devaient choisir leur propre heure H et le corps australien, entre les deux, inclinerait ses deux ailes vers l'avant compte tenu des horaires fixée[110].

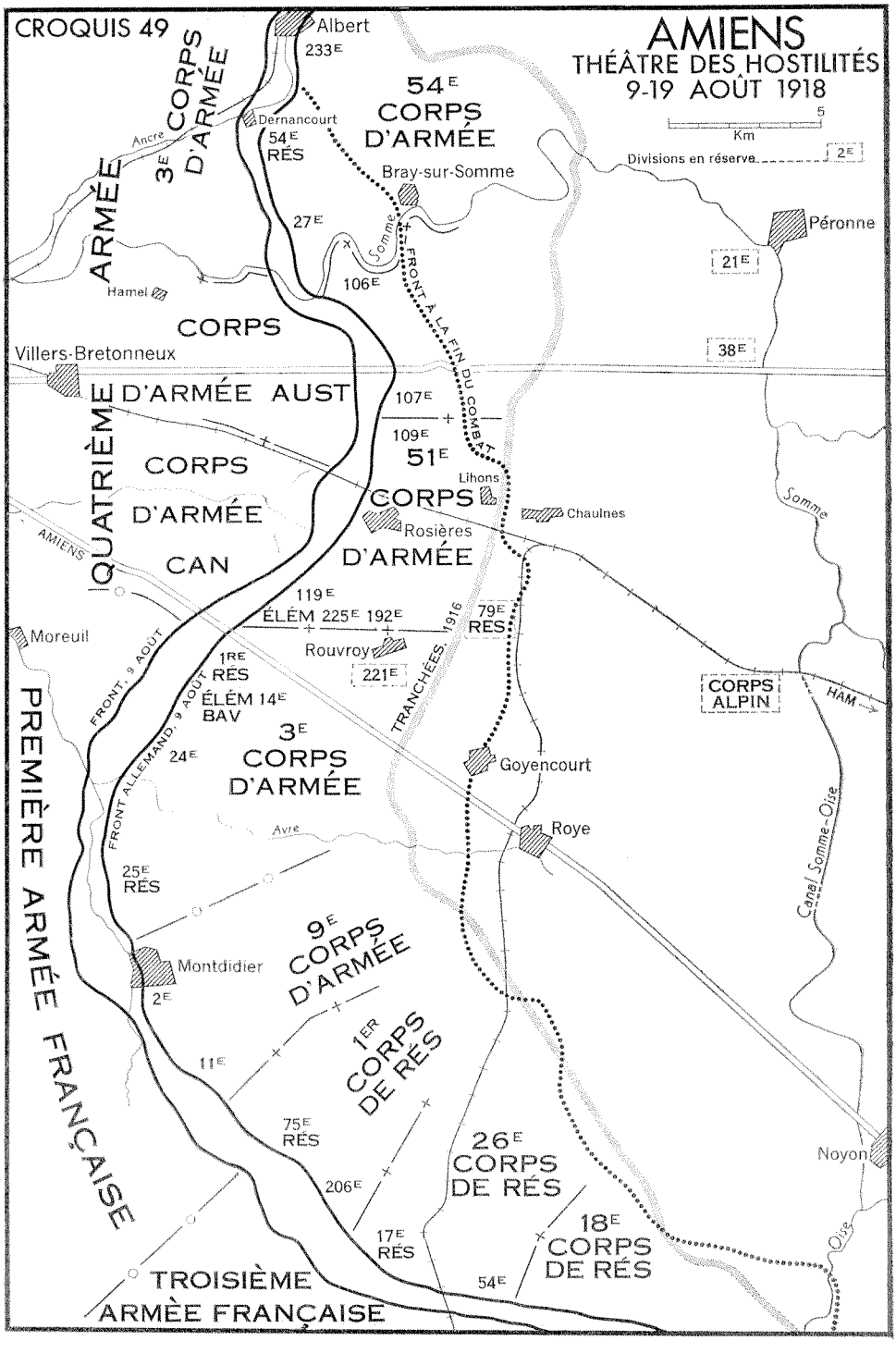
* Les dossiers anglais indiquent que le total des prisonniers allemands fut d'environ 15,000; t'est donc moins, et non plus, des deux tiers des pertes totales de la Deuxième armée[103].

Évidemment, il n'était pas question *de* surprise. Durant la bataille du 8 août et pendant toute la nuit suivante, les Allemands, réagissant rapidement, avaient jeté dans la mêlée sept divisions puisées à la réserve. Les éléments de trois de ces divisions s'opposaient aux troupes canadiennes, soit: du nord au sud, la 119e à Rosières et Vrély, la 1- de réserve derrière Le Quesnel et la 820 de réserve à la limite entre Français et Canadiens. D'autres formations étaient en route. Le 2610 régiment de réserve (790 division de réserve) arrivait à Beaufort dans l'après-midi du 9; le lendemain, la 2210 division s'installait de part et d'autre de la route de Roye, à l'arrière des *1L0* et 820 divisions de réserve. Bien que déjà le service anglais de renseignements eût qualifié de «médiocres> deux de ces divisions, toutes les cinq étaient désormais jugées de calibre moyen[111].

Un regrettable changement d'attitude au QG de la Quatrième armée devait bouleverser les plans canadiens aux échelons du corps d'armée et des divisions en jetant de nouveau dans la mêlée des troupes exténuées qui avaient joué un grand rôle le premier jour de la bataille et, ce qui était plus grave encore, en retardant l'attaque le 9 août pendant plus de cinq heures, ce qui donnait d'autant plus de temps à l'ennemi pour organiser sa résistance. A 4h.30 du soir, le 9, le général Rawlinson se rendait au QG avancé du général Currie à Gentelles (à trois milles au sud-ouest de Villers-Bretonneux). Currie était parti pour le QG divisionnaire mais le commandant d'armée informait le brigadier d'état-major général canadien, le brigadier-général N. W. Webber, officier anglais, qu'il détachait la 32e division de la réserve pour qu'elle se joigne le lendemain au corps canadien. Sur la foi de cette décision, on complétait les plans d'une attaque par les 1re et 2e divisions canadiennes. L'assaut serait donné à 5h. du matin sur un front d'une brigade par division, pendant qu'à la droite du corps, après que la 4e division aurait nettoyé le secteur avoisinant la route de Roye, la division anglaise traverserait les rangs des assaillants pour avancer sur un front de deux brigades.

Cependant, l'état-major du général Rawlinson estimait apparemment que la situation était trop satisfaisante pour qu'on engage si tôt les divisions de deuxième ligne[112]. A 6h.30 du soir, le brigadier-général Webber reçut un télégramme du major-général d'état-major général (officier exécutif en chef du commandant d'armée) contremandant l'ordre relatif à la 320 division et l'enjoignant de revenir à Dury pour y recevoir d'autres instructions par téléphone. Les routes étant bloquées, Webber n'arriva à Dury qu'à 8h.30; il y apprit que le major-général d'étatmajor général était «très irrité contre le commandant d'armée qui avait consenti à céder la 32e division et contre moi-même (Webber) pour ma complicité dans cette affaire»[113]. Cette annulation de l'ordre signifiait que la 3*1,* division, qui n'avait été relevée que durant l'après-midi du même jour, devait de nouveau monter en ligne pour assumer le rôle qu'on projetait de confier à la 320 division. Le QG de Currie travailla toute la nuit à la préparation de nouveaux ordres qu'il fallut expédier par estafette ou par véhicule motorisé, les communications télégraphiques vers l'avant étant peu sûres. Les divisions ne reçurent ces ordres que vers 4h. ou 5h. du matin mais, à ce moment-là, l'heure H avait été reportée à 10h. du matin le 9.

La tâche immédiate prévue pour la 40 division dans les nouveaux ordres du


CROQUIS 49
AMIENS
THÉÂTRE DES HOSTILITÉS
9-19 AOÛT 1918
5
Km
Divisions en réserve 2E
Albert
233E
3E CORPS D'ARMÉE
ARMÉE
Ancre
Dernancourt
54E RÉS
54E CORPS D'ARMÉE
Bray-sur-Somme
27E
Somme
106E
FRONT À LA FIN DU COMBAT
Hamel
Péronne
21E
38E
CORPS
Villers-Bretonneux
IIE D'ARMÉE AUST
107E
109E
51E
CORPS
Lihons
QUATRIÈME
CORPS
D'ARMÉE
CAN
CORPS
D'ARMÉE
Rosières
Chaulnes
Somme
AMIENS
119E
ÉLÉM 225E 192E
79E RÉS
Moreuil
Rouvroy
221E
1916
TRANCHÉES
1RE RÉS
ÉLÉM 14E BAV
FRONT ALLEMAND 9 AOÛT
FRONT 9 AOÛT
CORPS ALPIN
HAM
PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
3E CORPS D'ARMÉE
24E
Goyencourt
Roye
Avre
Canal Somme-Oise
25E RÉS
9E CORPS D'ARMÉE
Montdidier
2E
1ER CORPS DE RÉS
11E
75E RÉS
26E CORPS DE RÉS
Noyon
206E
17E RÉS
18E CORPS DE RÉS
Oise
54E
TROISIÈME ARMÉE FRANÇAISE

général Currie consistait à s'emparer du Quesnel et de l'extrémité sud de la ligne bleue pointillée, après quoi les trois autres divisions canadiennes continueraient leurs attaques[114]. Dans son avance, la 3e division devait côtoyer la route de Roye et rester en contact avec les Français à sa droite; son secteur comprenait les villages de Folies et de Bouchoir. La 1- division, au centre du corps d'armée, était dirigée sur Beaufort, Warvilliers et Rouvroy; à sa gauche, la 2e division devait enlever Rosières et Vrély, avant de pousser vers Méharicourt et Chilly[115]. Dans le secteur de la 4e division, le 75e bataillon se portait à l'attaque vers 4h.30 du matin. Pendant un certain temps, le feu des mitrailleuses installées au Quesnel et sur une éminence, du côté sud, l'empêchaient de progresser mais, en moins d'une heure, le bataillon était parvenu à enlever d'assaut ces positions et à chasser les Allemands du village. Le combat fut plus acharné dans le bois avoisinant Le Quesnel; à midi, l'extrême droite de l'objectif, le long de la route de Roye, était encore aux mains des Allemands. Plus au nord, avant 11h. du matin, des équipes de bombardement et des chars avaient réduit une poche ennemie entre le 75e bataillon et le 87e (qui venait de faire son apparition à gauche) et avaient comblé d'autres brèches dans la ligne, y laissant cependant deux de leurs cinq chars de soutien, démolis par un canon antichars[116].

Les ordres revisés, communiqués pour les opérations de la journée par le QG avancé du général Currie une demi-heure avant l'attaque de la 4e division, confirmaient que les objectifs canadiens s'arrêteraient passablement en deçà de la ligne de Roye (à quatre milles en deçà du côté droit). L'heure H modifiée de 10h. du matin dut être retardée pour plusieurs raisons[117]. Les arrière-gardes ennemies occupaient encore la ligne extérieure de défense d'Amiens où la 3e division devait -dépasser la 4e. La 3e division étant fatiguée, son front fut rétréci aux dimensions d'une seule brigade et les 1!e et 2e divisions durent s'étendre vers la droite pour élargir leurs fronts. Ce rajustement fut gêné par le feu de pièces lourdes allemandes. Ni l'une ni l'autre des deux divisions ne put installer ses troupes dans leurs nouvelles positions avant 11 heures. Un deuxième retard, pour permettre à l'artillerie de se regrouper, fut suivi d'un troisième et d'un quatrième, à cause de la nécessité de remanier à la hâte le plan initial. Il y eut de semblables retards sur tout le front de l'armée; de tout le corps canadien, seule la 6e brigade, à la gauche, put partir à 11 heures, sans ses chars d'appui. La plupart des brigades canadiennes ne purent se mettre en branle avant 1 heure, la 3e division, dont seule la 8e brigade était lancée à l'attaque, ne reprit son activité qu'à 2 heures de l'après-midi[118]. A ce moment-là, les Français, au sud de la route de Roye, avaient dépassé Le Quesnel, assurant à ce flanc une meilleure protection[119].

Sur la gauche du corps d'armée, la 6e brigade avait raison de s'attendre à une résistance opiniâtre. Comme les 29e et 31e bataillons remontaient côte à côte la longue pente menant à Rosières, des mitrailleuses installées dans le village et le long de la route Rosières-Vrély firent pleuvoir sur eux une pluie de balles. L'artillerie ennemie leur opposait de plus un contre-barrage de shrapnels et de hauts explosifs pendant que, du côté de ses flancs découverts, tout le front de la brigade essuyait un feu d'enfilade. Une heure interminable devait se passer avant

que cinq chars fassent leur apparition; sans brouillard pour les protéger, ils offrirent une excellente cible aux canons et aux fusils antichars de l'ennemi qui eut tôt fait de les démolir. Après un arrêt forcé, l'infanterie se remit résolument en marche, cette fois avec plus de succès, grâce à l'aide qui lui vint sur chacun de ses flanes[120]. A midi, la 5e brigade avait lancé son attaque à la droite du général Burstall tandis qu'une avance des Australiens, le long du chemin de fer, réduisait la pression du côté nord[121]. Les chars restants, aidés de détachements de mortiers de tranchée, démolirent successivement plusieurs nids de mitrailleuses ce qui permit au 318 bataillon, à la droite de la brigade, de contourner le côté sud de Rosières. L'aide ne fit pas défaut non plus du haut des airs, les avions anglais bombardant et mitraillant les positions allemandes. A 1h.15 de l'après-midi, le bataillon aidé du dernier char qui restait (il participa à la bataille jusqu'à ce qu'il fat, lui aussi, démoli) avait nettoyé sa moitié du village pendant que le 29e bataillon faisait le nettoyage à gauche[122].

La 5e brigade, jetant dans la mêlée les 22e et 25e bataillons, ne tardait pas à se rendre compte qu'une rumeur répandue par une patrouille de contact de la RAF et suivant laquelle les Allemands se retiraient en désordre de Vrély était prématurée. Une grêle de balles venant des abords du village rendait impossible toute avance en terrain découvert. On eut donc recours à de petits groupes d'éclaireurs suivis de mitrailleuses Lewis qui se frayaient un chemin le long de fossés et de routes enfoncées pour déborder les postes ennemis et les prendre en enfilade. Grâce à cette tactique, Vrély tombait et, peu après 3 heures, la 5e brigade, enfin rattrapée par ses chars, continuait vers l'est en direction de Méharicourt[123]. Vers le même temps, un coup direct d'un obus ennemi sur le QG de la brigade tuait le major de la brigade et l'officier de liaison de la division, et blessait gravement le brigadier-général Ross. Le lieutenant-colonel Tremblay, commandant du 22e bataillon, assumait le commandement de la brigade[124].

Au nord de Rosières, une avance correspondante des Australiens permit à la 6e brigade de reprendre son attaque. En moins d'une heure, le 290 bataillon chassait les Allemands d'une raffinerie de sucre à mille verges à l'est. Les 27e et 28e bataillons prennent alors les devants. Aidés par ses chars, la 5e brigade accélère son allure. Peu avant 5h., la capture de Méharicourt par le 228 bataillon met fin à une rude journée qui vaut à' l'unité canadienne-française sa deuxième Croix de Victoria de la guerre.- Le matin du 8 août, pendant que le bataillon était occupé à des opérations de nettoyage à l'ouest de Wiencourt, le lieutenant Jean Brillant, C.M., avait pris d'assaut un nid de mitrailleuses qui importunait ses camarades. Bien que blessé, il resta sur la brèche et, durant l'attaque contre Vrély le lendemain, il dirigea un groupe de deux pelotons au cours d'une attaque qui aboutit à la capture de quinze mitrailleuses et de 150 prisonniers. Blessé une deuxième fois, il refusa de quitter sa compagnie; peu de temps après, il menait une charge contre un canon allemand de 4 po. qui tirait sur le bataillon en terrain découvert. Il fut atteint de nouveau, cette fois mortellement. Dans les termes mêmes de la citation qui accompagnait la remise de la Croix de Victoria à Brillant, son magnifique exemple avait, toute la journée durant, «inspiré à ses hommes un enthou-

siasme et un élan qui ont contribué largement au succès des opérations»[125].

La 1re division atteignit ses objectifs réduits sant trop de difficulté. La 2e brigade, opérant à la droite de la 5e, dut se ranger de côté sur une distance de 2,500 verges vers le sud avant de prendre le départ. Elle dut s'avancer à peu près sans appui de la part des chars et de l'artillerie. La plus vive résistance opposée au 8e bataillon lui vint de mitrailleuses installées dans le bois de la Hachette et, plus loin, dans de petits bosquets. A sa droite, le 5e bataillon constatait que le terrain, très plat et masqué par des récoltes sur pied, se prêtait aux sorties de sections couvertes par le feu des mitrailleuses. Durant l'avance de la journée, la Croix de Victoria fut décernée à trois vaillants sous-officiers de la brigade: le sergent R. L. Zengel, M.M., du 5e bataillon, le caporal F. C. Coppins et le caporal suppléant Alexander Brereton, du 8e. Pour mériter cet insigne honneur, chacun des trois, au risque de sa vie, s'était attaqué résolument à un ou à plusieurs nids de mitrailleuses, les réduisant au silence et épargnant ainsi la vie de nombreux camarades[126]. Dans le village de Warvilliers, à la droite du secteur de la brigade, l'ennemi n'opposait guère de résistance. Peu avant le crépuscule, lorsque les bataillons d'assaut s'approchèrent de la route Méharicourt Rouvroy, ils furent secondés activement, bien que tardivement, par les chars du 4e bataillon de chars et par les «whippets» prêtés par la 1re division de cavalerie[127].

Dans la moitié sud du secteur du général Macdonnell, la 1re brigade se portait à l'attaque à 1h.15 de l'après-midi le 9 août; le 1er bataillon (à droite) traversait la gauche de la 11e brigade au nord-ouest du Quesnel. Pendant toute l'opération, la brigade du brigadier-général Griesbach reçut l'aide de trois batteries de Vickers relevant du 1er bataillon du corps canadien de mitrailleuses; ce jour-là cependant, tout comme le 8 août, l'avance fut trop rapide pour que les mitrailleuses puissent suivre les troupes de près et leur apporter un concours efficace, ce qui ne veut pas dire que l'avance de la brigade ne fut marquée d'aucun retard ni d'aucun détour. A la gauche, le 2e bataillon fut maintes fois exposé au feu des anciennes tranchées britanniques, de part et d'autre de Beaufort. Une fois que les chars de soutien eurent triomphé de cette résistance, l'infanterie eut tôt fait de nettoyer le village. Pour sa propre sécurité, le 1er bataillon dut s'emparer de Folies, au sud de la limite divisionnaire, et y maintenir un petit contingent en attendant l'arrivée de la 3e division. Le 4e bataillon prit alors les devants et, à 5h.30, la brigade occupait la plus grande partie de la route Rouvroy-Folies. Un quartier de Rouvroy, village où le 2e et le 4e bataillons avaient tous deux pris pied, restait aux mains des Allemands. Le brigadier-général Griesbach enjoignit alors au contingent de réserve qui lui restait (3e bataillon) de se porter à l'attaque pendant la soirée; à 9h.20, les Allemands avaient déguerpi. La ire et la 2e divisions, qui s'étaient arrêtées à 500 verges à l'est de Méharicourt, établirent des postes assez avancés durant la nuit[128].

A l'extrême droite du général Currie, les bataillons d'avant-garde de la 8e brigade traversaient les rangs de la 11e peu avant 2 heures de l'après-midi. Ayant à sa tête trois chars du 5e bataillon de chars, le 4e Canadian Mounted Rifles partait du Quesnel pour marcher vers le sud-est en direction de Folies; de

brèves sorties par groupes de sections donnaient d'excellents résultats[129]. Cin-quante minutes plus tard, le 5e C.M.R., posté près de la route Amiens-Roye, se mettait en branle avec quatre chars en direction du village de Bouchoir, à trois milles plus loin sur la route. A 4h.15, le 4e C.M.R. avait établi le contact avec la 1re division dans Folies et, au dire de blessés revenus vers l'arrière, (il ne rencontrait que peu de résistance ... et avançait rapidement». Mais les progrès du 5e C.M.R étaient retardés par des mitrailleuses ennemies qui continuaient de balayer la route de Roye immédiatement au sud-est du Quesnel. Au sud de la route, les troupes françaises se trouvaient retenues à Arvillers; le 5e C.M.R., de son côté, organisait un flanc défensif avec un détachement de la Force autonome de Brutinel, avant de s'attaquer à la ville. Une betteraverie à la jonction de la route secondaire menant à Arvillers fut le théâtre d'un combat acharné avant qu'une attaque combinée de chars et de l'infanterie n'oblige l'ennemi à se retirer. Les fourniments complets, y compris les capotes roulées, trouvés le long de la route de Roye auprès de cadavres de soldats allemands attestaient de l'arrivée récente de renforts[130].

Bouchoir tombait aux mains du 5e C.M.R. à 5 heures; peu de temps après, on apprenait que les Allemands évacuaient Arvillers. Un peloton de fusiliers montés pénétrait par le nord pour occuper le village jusqu'à l'arrivée des Français vers 7 heures. Pendant ce temps, le 4e C.M.R. avait atteint une ancienne tranchée britannique allant de Bouchoir par Rouvroy jusqu'à Méharicourt[131]. Elle marquait la limite de la zone de défense occupée avant les batailles de la Somme en 1916. Bien que les tranchées fussent assez délabrées, il restait assez de barbelés pour permettre aux Allemands d'y installer de formidables nids de mitrailleuses. A l'est d'Arvillers, une brèche entre le corps canadien et la Première armée française fut refermée par la cavalerie et les chars légers britanniques combinés à des éléments de la Force canadienne autonome[132]. L'offensive de la Première armée française, le 9, n'avait donné que de bien piètres résultats; plus d'une fois, le maréchal Foch avait engagé le général Debeney à accélérer son allure et à lancer le 31e corps «sur Roye, tambour battants[133]. Ce soir-là, les Français reprenaient leur avance pour établir un solide contact avec le flanc droit canadien en face de Bouchoir.

Bien que l'élan du premier jour n'eût pas été maintenu, les Canadiens, en ce deuxième jour de la bataille, avaient avancé par endroits jusqu'à quatre milles, leurs voisins français progressant un peu moins. L'avance moyenne pour la Quatrième armée fut de trois milles, soit environ la moitié de la distance entre Roye et Chaumes, objectifs fixés à l'origine pour le deuxième jour. La précision de mouvement d'horlogerie qui avait caractérisé l'avance du premier jour avait fait défaut ce jour-là. Trop d'ordres avaient été contremandés; dans la désorganisation qui s'ensuivit, les brigades s'étaient portées à l'attaque à des moments différents et dans des circonstances différentes. Heureusement, la défense fut elle aussi inégale et l'ennemi ne tenta pas de contre-attaque vraiment dangereuse. Néanmoins, la résistance avait été plus tenace qu'on ne l'avait prévu et elle allait s'affermissant. Les pertes canadiennes, le 9 août, s'établirent à 2,574, soit environ les deux tiers du total de la veille. D'autre part, le corps australien, entre le chemin de fer

Amiens-Chaulnes et la Somme, plus lourdement engagé que le jour d'ouverture de l'offensive, avait perdu deux fois plus d'hommes, soit 1,310[134].

A mesure que les réserves allemandes arrivaient par train, par autobus et par camion pour être jetées par petits groupes dans la mêlée, les débris des formations décimées par les attaques alliées,—sur le front canadien, les 41e, 117e et 225e divisions,—étaient graduellement retirés. A la suite de ces remaniements, les treize divisions de la Quatrième armée britannique avaient en face d'elles, dans l'après-midi du 9 août, treize divisions allemandes et une partie d'une quatorzième, c'est-à-dire les restes des huit divisions qui avaient combattu en première ligne le 8 août et cinq divisions nouvellement engagées, dont deux, déjà épuisées, attendaient la relève[135].

Les Allemands craignaient que la Dix-huitième armée, face aux Français, ne fût débordée par la pénétration de la Quatrième armée britannique sur le front de la Deuxième armée. En conséquence, tard le 9, après une longue conversation téléphonique avec Ludendorff, le groupe d'armée Rupprecht enjoignait au commandant de la Dix-huitième armée de se replier d'une demi-douzaine de milles[136]. Le communiqué du 9 août annonçant que «l'ennemi avait enfoncé les lignes sur un vaste front au sud de la Somme» semait la panique chez le peuple allemand et ses alliés. De Vienne, le principal représentant allemand au QG austro-hongrois suppliait Ludendorff d'atténuer dorénavant ses aveux de défaite «sinon pour ménager le peuple allemand, du moins pour rassurer nos alliés»[137].

10—11 août—Fin de la bataille

On ne pouvait guère s'attendre à de nouveaux progrès foudroyants pour le 10 août, troisième jour de bataille, bien que les ordres du maréchal Haig à ses armées eussent fixé pour ce jour-là les objectifs manqués la veille, soit la ligne Roye-Chaulnes-Bray-Dernancourt. Sur le front ennemi, les renforts continuaient d'arriver. Durant la journée, quatre divisions fraîches faisaient leur apparition en face du corps canadien: la 221e, de part et d'autre de la route Amiens-Roye; la 121*, entre cet endroit et Hattencourt; le corps alpin*, entre Hattencourt et Hallu; et la 38e dans le voisinage de Chaulnes[139].

Ces formations qui arrivaient si précipitamment sur le théâtre des hostilités ne venaient pas s'installer, comme c'était l'habitude, dans des positions bien défendues. Pourtant, elles eurent la bonne fortune de tomber en un terrain qui, en soi, opposait un obstacle physique à toute avance rapide de l'adversaire. Une ceinture de trois milles de largeur, parsemée de trous d'obus et parcourue dans tous les sens par un enchevêtrement de barbelés ou par les restes d'anciennes tranchées masquées par une végétation touffue, marquait la position qu'occupaient les anciennes lignes alliées et allemandes avant le repli des Allemands derrière la ligne Hindenburg au printemps de 1917. Les nouveaux arrivés s'y installaient avec leurs mitrailleuses, prêts à opposer une résistance farouche aux assaillants qui ne s'étaient pas encore pleinement rendu compte que soudainement la situa-

* L'effectif du corps alpin ne se composait effectivement que d'une seule division[138].

tion s'était transformée et qu'au lieu de poursuivre des fuyards il leur fallait revenir en quelque sorte à l'ancienne guerre de tranchées*.

Les ordres du général Currie au corps canadien fixaient à 8 heures du matin la reprise de l'offensive. La 4e division devait relever les 1re et 2e dans la moitié gauche du secteur du corps d'armée réparti en deux zones divisionnaires seulement. A droite, la 3e division devait être remplacée par la 32e division anglaise, finalement mise à la disposition de Currie dans l'après-midi du 9[141].

Avant la relève de la 3e division, la 8e brigade mit la dernière main à des travaux inachevés la veille, c'est-à-dire à une attaque sur le Quesnoy, petit hameau situé à 2,000 verges à l'est de Bouchoir. Vers minuit, trois compagnies du 2e C.M.R. furent transportées par camions par la Force autonome à un lieu de rassemblement près de Bouchoir et l'attaque commençait à 4h.20 du matin. A 6h.30, les Canadiens avaient pris le village mais ils eurent bientôt à repousser plusieurs contre-attaques d'envergure locale[142]. Durant la matinée, le 1er C.M.R., entrant derrière le 2e dans le Quesnoy, occupait d'anciennes tranchées britanniques du côté du nord-est. Pendant ce temps, la Première armée française, sur les pas de la Dix-huitième armée allemande en retraite, avait trouvé Montdidier en ruines. Des troupes, occupant la gauche du 31e corps, pénétrèrent dans Erches en même temps que les Canadiens[143].

Le corps d'armée canadien reprenait son avance à 9h.30 le 10, la 32e division anglaise (major-général T. S. Lambert) traversant les rangs des 1re et 3e divisions, ses deux brigades d'assaut dirigées sur Parvillers et Damery. En attendant l'arrivée de sa propre artillerie,—retardée jusqu'à 10h.30 par des bombardements de nuit,—la division anglaise était soutenue par la 5e brigade canadienne d'artillerie divisionnaire. A sa gauche, la 4e division, après avoir relevé les 1re et 2e (passées à la réserve du corps) se mit en marche à 10h.15. Sur l'aile droite du général Watson, l'objectif immédiat de la 10e brigade, commandé par le brigadiergénéral R. J. F. Hayter, officier anglais, était le village de Fouquescourt; la 12e brigade devait enlever Maucourt et Chilly[144].

On ne tarda pas à constater que la Deuxième armée allemande n'avait pas suivi l'exemple de la Dix-huitième qui s'était repliée dans le secteur français. Des prisonniers capturés par la 3e division canadienne durant la matinée du 10 parlaient d'ordre enjoignant aux troupes de défendre à tout prix une ligne (celle des anciennes positions qui avaient précédé la ligne Hindenburg) passant par les abords occidentaux d'Andechy (secteur français), de Damery, de Parvillers et de Fouquescourt. Un ordre ultérieur communiqué à 8h.15 du matin par le 51e corps d'armée en vue du retrait des 221e, 79e (réserve) et 119e divisions, vers des positions échelonnées de part et d'autre d'Hattencourt, était contremandé à 10h.30 par le général van der Marwitz, au moment de l'arrivée de troupes fraiches. Il semble que, durant la nuit du 9 au 10 août, la Deuxième armée ait présenté un rapport pessimiste. Le lendemain matin, cependant, un nouveau chef d'étatmajor de l'armée fit son apparition et, en conformité des vues du haut comman

* Les assaillants ne connaissaient pas l'emplacement de ces tranchées; les cartes à grande échelle, indiquant les réseaux de tranchées dans la zone située au delà de la ligne bleue pointillée, ne furent pas distribuées à temps[140].

dement, donnait des ordres en vue d'une contre-attaque immédiate, suivie d'une poursuite déterminée, sur toute l'étendue du front de l'armée[145].

Les Allemands réussirent à tenir le coup sur la plus grande partie de cette ligne pendant toute la journée. A midi, ils avaient enrayé l'avance alliée sur la totalité du secteur, retenant la 32e division et l'aile droite de la 4e division canadienne sur l'ancien front et sur les anciennes lignes secondaires britanniques. Au sud de la route de Roye, des unités de la Première armée française avaient été immobilisées à Andechy[146]. Durant l'après-midi, un escadron du Fort Garry Horse capturait le village pour le remettre aux mains des Français[147] mais ces derniers furent incapables d'aller beaucoup plus loin. Comme on aurait pu s'y attendre en envoyant la cavalerie à l'assaut de retranchements défendus, d'autres tentatives de poussées par la cavalerie ne rapportèrent guère autre chose que des pertes[148]. Le Fort Garry perdit ce jour-là 45 hommes de tous rangs et 112 chevaux.

Durant la matinée, la brigade de droite de la 32e division capturait La Cambuse, sur la route principale, et le bois Carré (à un demi-mille à l'ouest de Parvillers). L'aile gauche se rendait jusqu'à un demi-mille environ à l'ouest de Fou quescourt. Pendant la journée, les unités britanniques repoussèrent de violentes contre-attaques mais furent incapables de pousser plus loin. Un combat particulièrement acharné se déroulait dans le Bois-en-Equerre, d'où toutes les tentatives pour atteindre Damery, à mule verges à l'est, étaient repoussées. Ordonnant à ses troupes de consolider leurs positions, le général Lambert fit part au QG du corps canadien du besoin de troupes fraîches et de soigneux préparatifs d'artillerie avant de tenter une nouvelle poussée[149].

Les troupes de la 10e brigade canadienne d'infanterie ne firent que peu de progrès à travers les barbelés et les tranchées des vieilles lignes défensives de la Somme, à l'est de la route Mahéricourt-Rouvroy. Peu après midi, comme elles approchaient de la route latérale qui relie Maucourt et Fouquescourt, un feu nourri des mitrailleuses postées dans les deux villages enrayait la marche du 44e bataillon à droite et du 46e à gauche. En même temps, le 720 bataillon de la 120 brigade se heurtait à la résistance d'ennemis retranchés dans Maucourt, tandis qu'à la gauche du brigadier-général MacBrien, le 85e bataillon essuyait le feu d'ennemis postés au nord du chemin de fer où les Australiens n'avaient pas encore pris Linons. Le 72e chassait les Allemands de Maucourt vers le village voisin de Chilly sans trop de difficulté mais une lutte opiniâtre s'engageait dans ce dernier village avant qu'il tombe finalement aux mains des Canadiens peu après midi et demi[150].

Maîtresse de Maucourt, la 100 brigade put établir une ligne à l'est de la route de Fouquescourt tôt dans l'après-midi, bien que le village lui-même fût encore âprement défendu. Le général Watson s'inquiétait de son aile droite où des tranchées bien défendues et des barbelés intacts opposaient un sérieux obstacle aux assaillants. En conséquence, les canons de la 3e brigade de l'artillerie canadienne de campagne et l'artillerie de campagne de la 179e brigade australienne étaient chargés de s'attaquer aux défenses allemandes. Grâce à cet appui, le 44e bataillon, attaquant en un terrain découvert balayé par le feu des mitrailleuses, se

frayait un chemin jusque dans Fouquescourt et, après un furieux combat, en chassait l'ennemi. A 6 heures, le bataillon s'était retranché immédiatement à l'est du village, pendant que le 47e avançait pour élargir la ligne du coté gauche[151]. En même temps, dans le secteur de la 12e brigade, le 78e bataillon avait traversé les rangs du 72e pour retenir provisoirement Hallu; cependant, à proximité du chemin de fer, le 38e bataillon, exposé au feu de Lihons sur son flanc gauche découvert, n'était parvenu que jusqu'à la route Chilly-Lihons. Durant la soirée, on faisait appel au 72e bataillon pour repousser une sérieuse contre-attaque allemande sur Chilly, en provenance du nord-est. L'ennemi avait énergiquement résisté aux assauts des Australiens contre Lihons et, à la fin de la journée, la droite du général Monash se trouvait à près de trois milles derrière l'aile gauche canadienne dont les troupes échelonnées sur toute cette distance maintenaient le contact. On avait eu plus de succès au nord de la Somme où l'ancienne ligne de défense d'Amiens fut atteinte sur un large front et où un régiment américain, combattant avec le 3e corps d'armée anglais, s'était rendu jusqu'aux abords de Bray[152.]

Le 10 août au soir, les généraux Rawlinson et Debeney communiquaient à leurs armées respectives les ordres du GQG en vue d'une reprise de l'offensive le lendemain. Ces ordres paraissaient très optimistes car la résistance ennemie allait s'affermissant. Les Français devaient attaquer à l'aube; leur objectif était la ligne du canal Somme-Oise allant de Noyon vers le nord et passant à huit milles à l'est de Roye[153] . La tâche de la Quatrième armée consistait à pousser de l'avant jusqu'au long coude de la Somme en direction du sud, entre Ham et Péronne, et à établir des têtes de pont sur la rive opposée. L'objectif du corps d'armée canadien était la partie de la rivière entre Offroy (à trois milles à l'ouest de Ham) et Saint-Christ, à huit milles en aval[154]. Lorsque le corps de cavalerie reçut l'ordre de prendre la tête des unités canadiennes d'assaut, le brigadier d'état-major général se rendit en toute hâte au QG de l'armée pour faire observer que l'ennemi résistait avec acharnement et qu'il serait tout à fait impossible à la cavalerie de traverser en nombre le terrain où devait se dérouler l'opération projetée[155].

Des témoignages attestent qu'une divergence d'opinion allait s'accentuant entre sir Douglas Haig et le maréchal Foch quant à l'opportunité de poursuivre l'offensive d'Amiens mais ce conflit d'opinion ne fut connu que quelques jours plus tard. Néanmoins, une résistance passive aux ordres du généralissime commençait de se manifester le 11. Au cours de la matinée, le général Rawlinson téléphonait au général Currie, lui disant qu'il ne désirait pas que l'attaque de la 32e division fût menée à fond de train, si l'opération risquait de coûter trop cher. Currie, reconnaissant qu'il était téméraire de vouloir avancer en recourant surtout à l'infanterie, recommanda de ralentir les opérations afin d'avoir le temps d'organiser une attaque bien ordonnée sur un vaste front. En conséquence, peu après midi, Currie contremandait une attaque projetée pour la 4e division[156]. Avant la fin de la journée, Rawlinson, après avoir conféré avec sir Douglas Haig à Villers-Bretonneux, informait ses commandants de corps que le commandant en chef avait approuvé l'arrêt, pour le moment, de l'offensive de la Quatrième armée. Elle ne devait être reprise que lorsqu'on pourrait compter sur l'appui de

toute l'artillerie disponible et sur un plus grand nombre de chars[157]. Rawlinson s'en remettait aux commandants de corps à l'égard des améliorations qu'il y avait lieu d'apporter aux positions alors détenues[158]. La bataille d'Amiens perdait son caractère d'offensive générale le 11 août. Les opérations des trois jours suivants furent d'ordre purement local et servirent de préparatifs à la reprise projetée d'attaques de grande envergure par les Britanniques et les Français le 15 et le 16. Pour des raisons nue nous exposerons dans un instant (voir ci-dessous, p. 456), ces projets ne devaient pas se concrétiser.

On apportait des remaniements au front canadien. Hallu, point le plus à l'est qu'une formation de la Quatrième armée eût atteint, fut évacué. Le matin du 11 et la nuit précédente, la 4e division canadienne avait repoussé trois contreattaques du corps alpin contre ce village[159]; une nouvelle offensive ayant été contremandée, il n'était pas pratique de demeurer dans une position aussi exposée. Le 78e bataillon fut retiré; la 41' division canadienne de même que la 320 division britannique consolidèrent leurs positions sur une ligne longeant les abords ouest de Damery et de Parvillers et passant à l'est de Chilly[160]. Durant la nuit du 11 au 12 août, les deux formations étaient relevées par les 2e et 3e divisions canadiennes respectivement.

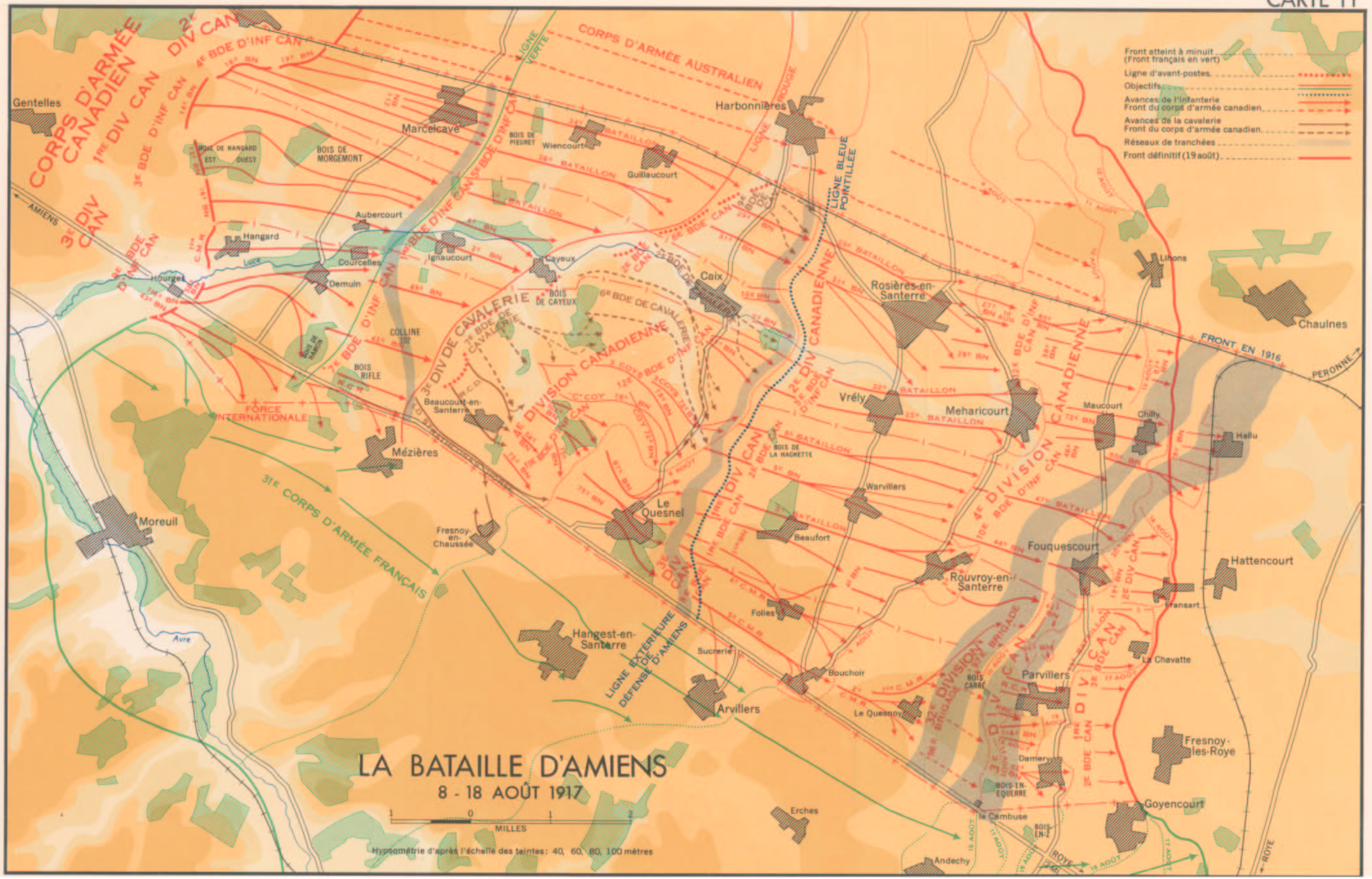
Accalmie

Aucun combat de grande envergure ne fut livré sur le front allié pendant les huit jours suivants. Les 12, 13 et 14, la 3e division canadienne, placée à la droite du corps, déblayait le fouillis de tranchées ennemies entre Fouquescourt et Parvillers. Sauf le saillant découpé au sud-ouest de Damery par la pénétration de la 320 division le 11 août, les Allemands détenaient encore la totalité de leur ancien réseau de tranchées entre la route de Roye et Fouquescourt. A la suite d'escarmouches entre patrouilles et de combats locaux de tranchées, des unités de la 7e brigade, travaillant en étroite collaboration avec la 9[1,] brigade à leur droite, poussaient lentement de l'avant pour se rapprocher de Parvillers des deux côtés*. Le 14, le P.P.C.L.I. finit par y pénétrer mais ne put occuper le village à cause d'une violente résistance de l'ennemi[162]. Parvillers tombait finalement le 15; une contre-attaque fut ensuite repoussée par le RCR et le 1161' bataillon (alors commandé par le lieutenant-colonel G. R. Pearkes, CV)[163].

Le même jour, le 52e bataillon pénétrait dans Damery, principal centre de résistance face à la 9e brigade. La rapidité avec laquelle le village fut enlevé fit croire à une ruse possible des Allemands, ruse qui se révélait dans l'après-midi lorsque deux bataillons du 60e régiment de la 121e division, après un violent bombardement de Damery, se portaient à l'attaque. De positions où elles s'étaient

* Au cours de ces opérations, deux membres de la 7* brigade se méritèrent la Croix de Victoria. Le sergent Robert Spall, du P.P.C.L.I., reçut cette décoration à titre posthume. Armé d'une mitrailleuse Lewis, il avait héroïquement contenu une contre-attaque allemande à l'extérieur de Parvillers le 13 août, permettant à son peloton de se retirer sain et sauf d'une position isolée. Le soldat Thomas Dinesen (42* bataillon) se vit décerner cette décoration tant recherchée pour son courage inébranlable et pour l'esprit d'initiative dont il fit preuve le 12 août pendant dix heures d'un combat corps à corps qui aboutit à la prise d'un mille de tranchées ennemies au nord de Parvillers[161].

CARTE 11



LA BATAILLE D'AMIENS
8 - 18 AOÛT 1917
Front atteint à minuit (Front français en vert)
Ligne d'avant-postes
Objectifs
Avances de l'infanterie
Front du corps d'armée canadien
Avances de la cavalerie
Front du corps d'armée canadien
Réseaux de tranchées
Front définitif (19 août)
CORPS D'ARMÉE CANADIEN
CORPS D'ARMÉE AUSTRALIEN
31E CORPS D'ARMÉE FRANÇAIS
FORCE INTERNATIONALE
LIGNE EXTÉRIEURE DE DÉFENSE D'AMIENS
LIGNE BLEUE POINTILLÉE
FRONT EN 1916
AMIENS
PERONNE
ROYE
Gentelles
Marcelcave
Harbonnières
Wiencourt
Guillaucourt
Aubercourt
Hangard
Courcelles
Ignaucourt
Cayeux
Demuin
Hourges
Caix
Rosières-en-Santerre
Lihons
Chaulnes
Vrély
Meharicourt
Maucourt
Chilly
Hallu
Beaucourt-en-Santerre
Mézières
Moreuil
Fresnoy-en-Chaussée
Le Quesnel
Warvillers
Beaufort
Fouquescourt
Hattencourt
Rouvroy-en-Santerre
Fransart
Folies
Hangest-en-Santerre
Sucrerie
Bouchoir
Arvillers
Le Quesnoy
Parvillers
La Chavatte
Fresnoy-les-Roye
Damery
Goyencourt
Erches
la Cambuse
Andechy
BOIS DE MORGEMONT
BOIS DE PIEURET
BOIS DE CAYEUX
BOIS RIFLE
COLLINE 102
BOIS DE LA HACHETTE
BOIS CARRÉ
BOIS-EN-EQUERRE
BOIS-EN-Z
Luce
Avre
Hypsométrie d'après l'échelle des teintes: 40, 60, 80, 100 mètres
MILLES

provisoirement retirées à l'est du village, des compagnies du 52e bataillon brisaient l'élan des vagues d'assaillants, fauchant de nombreux ennemis qui avançaient en rangs serrés. Les Allemands durent se retirer en désordre laissant derrière eux environ 200 prisonniers et un grand nombre de morts et de blessés[164].

Chassé de Damery, l'ennemi jugea intenable sa position dans le Bois-en-Z au nord de la route de Roye; le bois fut occupé peu de temps après par des troupes françaises. La 3e division fut alors remplacée par la 1re et passa à la réserve, le général Macdonell assumant le commandement du secteur à midi le 16. L'amélioration de la position française amenait une nouvelle avance de l'aile gauche du 31e corps, opération à laquelle le corps canadien collabora. Le 16 août, comme les Français lançaient une attaque sur Goyencourt, à deux milles seulement de Roye, le. général Currie ordonnait à la 1re division canadienne de se porter parallèlement sur Fresnoy et La Chavatte, la 2e division (qui avait relevé la 4e les 12 et 13) lui prêtant main-forte sur la gauche. D'autre part, ce même aprèsmidi, sur le front du général Burstall, le 19e bataillon, renforcé par des compagnies des 18e et 20e, occupait Fransart, entre Fouquescourt et Hattencourt[165]. Mais, dans le secteur de la re division, trois *tentatives* du 13e bataillon pour pénétrer dans La Chavatte échouaient, en dépit d'un solide appui de l'artillerie. De fortes patrouilles ne purent pas non plus entrer dans Fresnoy-lès-Roye, les deux endroits se trouvant assez enfoncés -à l'intérieur de la position principale de l'ennemi. Ce n'est que le 17 au matin, après que des patrouilles de la 4e brigade eurent nettoyé d'importunes tranchées au nord de La Chavatte, que le 13e bataillon put s'emparer de ce village[166]. On renonça aux tentatives de pénétration dans Fresnoy. Le 19, la 4e division, qui avait remplacé la 2e sur la gauche du corps d'armée, améliora sa situation par une opération mineure au nord de Chilly. Durant l'après-midi, le 87e bataillon reprit une partie du terrain perdu plus tôt par la division à l'est de la route Chilly-Lihons et repoussa quatre contre-attaques ce soir-là[167].

Ainsi se terminait, à toutes fins pratiques, l'activité du corps canadien à l'est d'Amiens. Ce n'est que huit jours plus tard que Roye et Chaumes, objectifs de la Quatrième armée depuis le début de l'offensive le 8 août, devaient tomber aux mains des Français. En se portant vers de nouveaux champs d'action, les formations du général Currie pouvaient envisager avec satisfaction leur passé immédiat. Entre le 8 et le 13 août, le corps s'était mesuré avec succès à des éléments de guinze divisions allemandes, en mettant quatre en complète déroute. Le 20, il avait avancé par endroits jusqu'à quatorze milles sur un front qui s'était élargi de 7,500 à 10,000 verges et couvrait une superficie de 67 milles carrés; il avait libéré vingt-sept villages et capturé plus de 9,000 prisonniers, près de 200 canons de divers calibres et plus d'un millier de mitrailleuses et de mortiers de tranchée[168]. «Cette magnifique victoire a été possible, disait le général Currie à son corps d'armée dans un ordre spécial du 13 août, parce que vous avez été bien formés, bien disciplinés et bien dirigés.» En même temps, il remerciait chaleureusement les états-majors et les unités et services de soutien de «leur magnifique appui et de leur collaboration». Ces succès avaient occasionné la perte de

11,822 Canadiens (entre le 8 et le 20 août), dont 9,074 au cours des quatre premiers jours de l'offensive et 3,868 le 8 août.

Appui des chars et de l'aviation—8 au 11 août

Quelques auteurs allemands, peut-être pour sauver l'honneur de leurs propres troupes, ont eu tendance à attribuer surtout aux chars les succès alliés du 8 août. Pourtant, loin d'être «une attaque massive> de chars (l'emploi généralisé des blindés n'avait pas été prévu) l'opération dut son succès principalement à l'infanterie et aux mitrailleurs, vaillamment secondés par l'artillerie qui, pendant toute la durée de la bataille, réussit à maintenir «une supériorité décisive sur les batteries ennemies»[169].

II n'en reste pas moins que la présence des blindés permit d'avancer plus rapidement qu'on n'aurait pu le faire autrement. Il est permis de supposer que les chars, gênés au début par le brouillard et par la fumée de la bataille, auraient peutêtre donné un meilleur rendement si on les avait retenus jusque tard dans la journée; pourtant, il est certain que leur intervention aux étapes initiales a réduit les pertes chez les fantassins de la Quatrième armée car ces pertes ont augmenté appréciablement à mesure que le nombre de chars d'appui diminuait. Les Français, qui attaquaient sans chars, perdirent proportionnellement beaucoup plus d'hommes[170].

Règle générale, on jetait dans la mêlée de petits groupes de blindés ou des chars isolés chargés de s'attaquer à des nids de mitrailleuses ou à d'autres obstacles qui gênaient l'avance de l'infanterie. L'innovation de la 4e division canadienne, qui se servit de chars pour transporter vers l'avant des équipes de mitrailleurs, ne semble guère avoir influé sur l'issue de la bataille; la malheureuse aventure de leurs passagers devait rendre à jamais répugnante à tout fantassin l'idée d'une «infanterie blindée»[171]. La combinaison des chars moyens et de la cavalerie n'a pas ouvert non plus de grandes perspectives. Leur vitesse moyenne de 8.3 milles à l'heure, réduite de plus de la moitié à cause de l'état du terrain, les «Whippets» attachés à la cavalerie ne purent suivre l'allure des chevaux quand ceux-ci n'étaient pas exposés au feu. Sous le feu ennemi, c'est la cavalerie qui ne pouvait suivre les chars. Dans des cas isolés cependant, les chars moyens et les blindés s'acquittaient avec grand succès de tâches offensives secondaires[173].* Ce n'est que si l'élan de l'avance s'était maintenu que cette alliance boiteuse entre la cavalerie et les whippets aurait offert quelque chance d'atteindre la ligne bleue pointillée et d'exploiter ce succès au delà de la ligne; or cet espoir, nous l'avons vu, fut anéanti par le malentendu survenu au QG du corps de cavalerie le premier jour de l'offensive (voir ci-dessus, p. 440).

Entre le 8 et le 15 août, le corps de cavalerie perdit 887 hommes et 1,800 chevaux[174]. La brigade canadienne de cavalerie signalait la perte de 12 officiers et de 233 hommes pour les quatre premiers jours de l'offensive[175]. Les pertes des

* Des blindés, exploitant les succès remportés sur le front australien, firent irruption dans le QG avancé d'un corps d'armée et en rapportèrent le plan de défense allemand pour un secteur de 25 milles de la ligne Hindenburg. Bien que préparé de toute évidence au début de 1917 et bien que n'ayant pas été tenu à jour, le document servit plus tard à diriger les bombardements contre cette position et contre des centres vitaux de défense[172].

unités blindées étaient vraiment onéreuses: 145 chars seulement étaient encore en état de combattre le lendemain. A partir du deuxième jour de l'offensive, la plupart des pertes ont été attribuables à des coups directs des canons allemands. Trenteneuf machines furent démolies le 9 août et trente autres le lendemain[176]. Sur 99 chars perdus entre le 8 et le 13 par la 4e brigade de chars (qui soutenait le corps canadien), 80 furent démolis par le feu ennemi et 19 seulement restèrent en panne ou prirent le fossé [177].

Le premier jour de la bataille, le rôle de la RAF consistait à prévenir toute intervention ennemie en s'attaquant tôt le matin aux aérodromes sur le front de la Quatrième armée et en bombardant durant la soirée et la nuit les gares de chemin de fer de Péronne et de Chaulnes[178]. Mais les ponts de la Somme offraient une cible plus attrayante et plus profitable, de sorte qu'aucun bombardement sérieux des communications ferroviaires n'eut lieu avant le 10 au matin. On espérait que si les ponts, qui servaient à la circulation en provenance ou en direction du champ de bataille, étaient démolis, les Allemands se trouvant à l'ouest de la Somme seraient isolés. En tout, le 8 août, la RAF fit 205 envolées de bombardement et jeta douze tonnes de bombes, dans un vain effort pour détruire les ponts de la Somme. Quarante-cinq appareils britanniques furent abattus et 52 autres mis hors de combat. Mais les ponts étaient intacts[179].

Les attaques contre les ponts continuèrent de plus belle, sans interruption, jusqu'à la nuit du 13 au 14 août et reprirent ensuite par intermittence. Les chasseurs allemands opposant de plus en plus de résistance, il fallut affecter les appareils de chasse de la RAF à l'escorte des bombardiers lourds plutôt qu'au transport de bombes. Après 700 bombardements aériens, les ponts étaient encore parfaitement utilisables. Il semble peu douteux qu'une stricte adhésion au plan initial, qui prévoyait des attaques contre les centres ferroviaires, aurait donné de meilleurs résultats. Pourtant, même si la RAF n'avait pas atteint son but, on peut dire à sa décharge qu'elle avait forcé l'aviation allemande à combattre dans des conditions qu'elle n'avait pas choisies; on peut se consoler à l'idée que les pertes d'équipages alliés furent compensées par la perte pour l'Allemagne de quelques-uns de ses meilleurs pilotes[180]. Le 10 août, le lieutenant Erich Loewenhardt (53 victoires), le meilleur pilote allemand, entrait en collision avec un camarade. Trois jours plus tard, le lieutenant baron Lothar von Richtofen* (40 victoires) était blessé et mis hors de combat pour le reste de la guerre[182].

L'aviation allemande, bien qu'inférieure en nombre au début, avait réagi promptement devant l'attaque alliée. Lorsque le brouillard se dissipa le matin du 8 août, les escadrilles allemandes de chasse reçurent l'ordre de renoncer à leur tactique défensive habituelle de vol à haute altitude pour protéger autant que possible les observateurs de l'artillerie et les patrouilles de contact. Lorsqu'elles eurent à livrer combat aux bombardiers et chasseurs britanniques (portant des bombes de 25 livres), leur rôle principal devint bientôt la protection des ponts de la Somme. D'autres unités de chasseurs, y compris des éléments de l'escadrille Richtofen,

* Frère cadet de feu le capitaine Manfred von Richtofen et commandant suppléant de l'escadrille n° 1 de chasseurs. Le deuxième commandant régulier fut le capitaine Wilhelm Reinhard (tué accidentellement au début de' juillet) et le troisième et dernier, le lieutenant Hermann Göring[181].

furent amenées sur les lieux et toutes furent maintenues dans l'air le plus longtemps possible'. Le nouveau biplan allemand, le Fokker D VII, d'une vitesse de 125 milles à l'heure, était une arme magnifique sans laquelle, au dire d'un auteur allemand, «la résistance tenace et efficace opposée (dans les airs) à l'ennemi durant les derniers mois de la guerre aurait été impossible»[184].

Après Amiens

Même si, le 13 août, l'offensive alliée avait été définitivement enrayée, les chefs allemands ne pouvaient plus douter que l'initiative leur avait échappé. Ce jour-là, à Spa, à une conférence à laquelle assistaient le feld-maréchal von Hindenburg, de même que le comte von Hertling, chancelier du Reich et l'amiral von Hintze, secrétaire aux Affaires étrangères, Ludendorff, bien que s'opposant à toute cession de terrain*, reconnut que l'Allemagne ne pouvait plus, «par une offensive, forcer l'ennemi à demander la paix». Puisqu'il n'était guère possible d'y parvenir en restant sur la défensive, il fallait recourir aux voies diplomatiques pour mettre fin au conflit[185]. Hindenburg, de son côté, se réconfortait à l'idée que «l'ennemi, une fois de plus, n'avait pas su exploiter au maximum ses grands succès initiaux» et que les armées allemandes «se trouvaient encore profondément en territoire ennemi»[186]. Le lendemain, à une réunion du conseil impérial présidée par le Kaiser, Sa Majesté ordonnait que des négociations de paix soient amorcées par l'entremise du roi d'Espagne ou de la reine des Pays-Bas[187]. C'est vers ce moment-là également qu'étaient contremandés les ordres prévoyant des attaques aériennes de grande envergure contre les capitales anglaise et française sur lesquelles des bombardiers allemands devaient déverser des milliers de bombes incendiaires d'un kilo. On proclama à la face du monde que ces villes étaient épargnées pour des motifs humanitaires mais il est assez clair que la défaite allemande, désormais inévitable, était la raison principale de l'annulation de ces ordres. Pendant toute la durée de la guerre, les avions britanniques et français déversèrent 14,000 bombes en chiffres ronds sur le territoire allemand. Un plan britannique d'attaque contre Berlin ne se réalisa pas cependant, le nombre des appareils qu'on pouvait affecter à cette mission étant insuffisant[188].

Pendant ce temps, on remaniait les plans alliés pour le front de l'Ouest. Dès le 11 août au soir, au moment où la résistance allemande s'affermissait, le maréchal Foch s'était montré disposé à modifier ses objectifs et à substituer des solutions de rechange à la reprise d'une offensive sur le front d'Amiens. A ce moment-là, de grandes opérations étaient prévues pour le 15. Le 13 cependant, le général Debeney demandait et obtenait que l'offensive de son armée fût retardée d'un jour. Le lendemain matin, on accordait au général Rawlinson ce même supplément de temps pour qu'il complète ses préparatifs189. Sir Douglas Haig a révélé dans son

* Le général von Lossberg, promu à ce moment-là chef d'état-major du général von Boechn (commandant des Neuvième, Dix-huitième et Deuxième armées), malgré des tentatives répétées, n'avait pas réussi à amener Lundendorff à mettre immédiatement au travail toutes les réserves disponibles pour réparer la ligne Hindenburg en prévision d'un retrait derrière cette position.

Journal qu'il éprouvait les mêmes appréhensions que Rawlinson au sujet de l'attaque contre les solides défenses de Roye-Chaulnes et qu'il était fermement d'avis que la Première armée française et la Quatrième britannique devaient se contenter «de faire pression sur ce front» afin de retenir l'attention de l'ennemi pendant qu'on se préparait à frapper ailleurs avec les Première et Troisième armées britnnniques[190].

On peut supposer que Rawlinson était fortement influencé par les observations que lui fit le général Currie sur l'état des troupes sur qui devait retomber une large part du fardeau, advenant une nouvelle offensive. A une réunion tenue le 14 août au matin, le commandant d'armée montrait à Haig une lettre (accompagnée de photographies aériennes, prises la veille, des positions allemandes) où Currie exposait ses arguments contre la reprise d'une opération qui «coûterait très cher en hommes, sans apporter de compensation. Selon lui, si l'attaque était jugée absolument nécessaire, il fallait la retarder jusqu'à ce que, avec le temps, «la surprise redevienne possibles. Une solution de rechange, plus avantageuse à ses yeux, consisterait à retirer le corps canadien du front et, après lui avoir accordé un repos de quelques jours, à l'employer dans la région d'Arras, pour une attaque surprise en direction de Bapaume. Une avance dans ce secteur, combinée à une attaque par les Français à partir de leurs positions, pourrait forcer l'ennemi à se retirer de l'ouest de la Somme sans qu'il soit nécessaire de recourir à une attaque de front[191].

Cette dernière proposition cadrait avec les opinions de Haig. Un échange de lettres avec Foch le 14 n'aboutit à aucun accord quant à l'opportunité de retarder les opérations sur la Somme[192]; dans un télégramme, ce soir-là, le généralissime demandait à Haig «encore une fois de s'en tenir à la date déjà fixée»[193]. Le maréchal, cependant, avait décidé de restreindre l'attaque de la Somme à une série d'étapes délimitées d'avance; durant l'après-midi du 15, il exposait ses arguments au QG avancé de Foch à Sarcus (à vingt milles au sud-est d'Amiens). «J'ai parlé bien franchement à Foch, écrit-il dans son Journal, lui rappelant que *je* suis *responsable envers mon gouvernement et mes concitoyens de la direction des troupes britanniques.»*[194] La résistance de Foch avait fléchi ce matin-là lorsqu'il avait appris du général Debeney que l'attaque contre Roye «serait certes difficile» et que, même si on l'engageait, les troupes françaises seraient trop faibles pour la maintenir. «Je me ralliai nettement à l'opinion du maréchal sir Douglas Haig», écrit-il dans ses *Mémoires.* Il convint qu'il ne fallait pas insister sur l'offensive d'Amiens[195].

De nouvelles instructions d'ordre tactique communiquées par le GQG britannique enjoignaient à la Troisième armée, qui occupait un front de dix-huit milles au nord d'Albert, de «refouler énergiquement et sans retard l'ennemi en direction de Bapaume»; la Quatrième armée, tout en continuant ses préparatifs, se tiendrait prête à exploiter tout repli allemand vers la Somme. Vers le nord, la Première armée profiterait de tout retrait ennemi pour exercer une pression en direction du sud-est à partir du secteur d'Arras. Dans des conditions favorables, elle s'attaquerait à Monchy-le-Preux et à la colline d'Orange. Ce dernier endroit,

on s'en souvient, était la cible projetée de l'attaque canadienne contremandée à la fin de juillet (voir ci-dessus, p. 421)[196].

Dans une lettre confirmant qu'il acceptait les propositions de Haig, le maréchal Foch indiquait clairement qu'il escomptait que les opérations britanniques prendraient avec le temps un élan suffisant pour qu'on reprenne la poussée au sud de la Somme. Il remerciait ensuite sir Douglas de sa collaboration qui avait permis la libération complète du secteur d'Amiens et du chemin de fer Paris-Amiens. En vue d'une offensive au nord de l'Aisne (voir ci-dessous, p. 459), il entendait faire passer la Première armée française du commandement de Haig au groupe d'armées de Pétain[197]. En conséquence, la limite franco-britannique fut déplacée vers le nord jusqu'au chemin de fer Amiens-Chaulnes et la relève du corps canadien par des troupes françaises commençait le 19 août[198].

Dans la nuit du 19 au 20 août, la 2° division canadienne se mettait en route vers le nord par camion et par train pour y rallier la Première armée française dans le secteur d'Arras. Elle était suivie la nuit suivante de la 3° division. Plusieurs jours devaient s'écouler avant que les 1- et 4° divisions partent à leur tour. Le général Currie ferma son QG de Dury le 22. Pendant la journée, il rendit visite à plusieurs officiers supérieurs et il eut la satisfaction d'apprendre du général Byng que les exploits des Canadiens à Amiens constituaient «la plus belle opération de la guerre»[199].

CHAPITRE XIV

A TRAVERS LA LIGNE HINDENBURG JUSQU'À CAMBRAI

(Voir cartes 12 et 13 et croquis 50 et 51)

L'offensive alliée s'intensifie

LE 21 AOÛT, sir Douglas Haig reçoit la visite du ministre anglais des Munitions, M. Winston Churchill, qui lui assure qu'on accélère sensiblement l'approvisionnement en gaz, en obus de gros calibre et en chars pour les armées en France. C'est une nouvelle encourageante; mais, lorsque Churchill révèle que l'état-major général, à Londres, entrevoit que le mois de juillet suivant sera la période décisive de la guerre, le commandant en chef lui dit qu'il faudra nécessairement tenter, par tous les moyens, d'obtenir une décision dès l'automne qui vient. Les Allemands sont débordés et essuient des défaites. «Si nous accordons à l'ennemi une période de répit, de dire sir Douglas, il retrouvera son aplomb et il faudra recommencer la tactique d'usure.»[1]

Le succès de l'offensive d'Amiens a convaincu Haig qu'il est temps de lancer une attaque globale contre l'ennemi qui «sent approcher la fin»[2]. Selon le commandant en chef, la prudence peu entreprenante doit céder la place à l'action téméraire. Il avertit ses commandants d`armée de bien faire comprendre à leurs subalterns les conditions différentes dans lesquelles ils dovient désormais combattre. Il n'est plus nécessaire «d'avancer pas à pas, en lignes régulières, comme dans les batailles de 1916-1917. Toutes les unites doivent s'élancer vers leurs objectifs tandis que les unites de reserve devraient entre lancées à l'attaque lorsque nous gagnons du terrain»[3].

C'est le 20 août, sur le flanc gauche, que se produit le premier mouvement amorçant le programme des Alliés en vue d'étendre, sur les deux ailes, l'offensive paralysée d'Amiens, lorsque la Dixième armée française du général Magnan s'élançait à l'attaque vers le nord, depuis l'Aisne, entre Compiègne et Soissons, avec douze divisions. Grâce à une avance de presque cinq milles en deux jours, on était prêt à l'assaut de l'Oise, entre Noyon et Chauny. Le 21, la Troisième armée française (général Humbert), à la gauche de Mangin, rentre en action avec quelques succès, tandis que, le même jour, au nord d'Albert, la Troisième armée britannique marque les débuts de l'action de sir Douglas Haig dans cette offensive renouvelée. Les troupes du général Byng portent un coup significatif le 23, lorsqu'une avance de deux milles vers Bapaume leur permet de s'emparer de 5,000 hommes

de la Dix-septième armée fortement ébranlée du général Otto von Below. Le flanc droit de Haig connaît un aussi grand succès: la Quatrième armée a engagé la bataille des deux côtés de la Somme et la 1!e division australienne a écrasé deux divisions allemandes sur la rive sud[4]. Les deux jours suivants, il y eut peu de progrès sur les fronts de la Troisième et de la Quatrième armées et, le 26 août, la bataille s'étant étendue jusque dans le secteur de la Première armée, le corps d'armée canadien entre encore une fois en action.

Les Canadiens n'ont pas eu la chance de bénéficier de la période de repos et de réparation qui, normalement, devrait suivre la participation à des opérations aussi étendues que la bataille d'Amiens; en effet, durant ces cent derniers jours de la guerre, les offensives importantes se succédaient si rapidement qu'on taxait comme jamais auparavant l'énergie des troupes utilisées. De nouveau sous le commandement du général Home, dans la position qu'il occupait antérieurement à l'est d'Arras, le corps d'armée canadien se trouve face à une série de positions défensives formidables que l'ennemi occupe en nombre. Immédiatement en avant des Canadiens, près de Monchy-le- Preux, il y avait les vieilles tranchées britanniques perdues au cours de l'offensive allemande de mars 1918, à l'est desquelles se trouvait l'ancienne ligne de front de l'ennemi. Celle-ci était appuyée, à deux milles à l'est de Monchy, par la ligne dite Fresnes-Rouvroy, qui était en réalité un prolongement, au sud de la Scarpe, de la ligne primitive reliant Rouvroy (au sud-est de Lens) à Fresnes (au nord-est d'Arras). A un mille plus loin vers l'est, les abords de Cambrai étaient bloqués par la plus forte position de toutes: la ligne Drocourt-Quéant (la partie la plus méridionale de la *Wotan I-Stellung)* qui, s'étendant, vers le nord, de la ligne Hindenburg *(Siegfried-Stellung)* jusqu'à Quéant, avait été érigée par les Allemands afin d'empêcher les Alliés d'avancer dans la plaine de Douai. Encore plus à l'est, traversé par la route principale à Marquion, il y avait le canal du Nord non terminé, reliant le canal de la Somme au canal de la Sensée. Bien que pas tellement fortifiée, cette ligne formait, avec les marais de la Sensée, un obstacle important.

Le 22 août, le général Currie expose à ses commandants de division ses plans en vue d'une attaque vers l'est des deux côtés de la route Arras-Cambrai. Le corps canadien se voit confier la tâche de forcer la ligne Drocourt-Quéant, au sud de la Scarpe, et d'avancer jusqu'à la ligne du canal du Nord. Après avoir ainsi brisé l'axe du dispositif Hindenburg, le corps canadien devait obliquer vers le sud et tout balayer derrière cette position formidable afin d'empêcher les Allemands de fermer l'accès d'un terrain de rassemblement à la Troisième armée[5]. A la droite de Currie, le 17e corps, manoeuvrant sur le flanc nord de la Troisième armée, avait l'ordre de collaborer avec le corps canadien, en attaquant vers le sud, des deux côtés de la position Hindenburg[6].

La mission du général Currie était importante et difficile. Les principales positions défensives de l'ennemi, renforcées par divers postes mobiles et emplacements fortifiés secondaires, comptaient parmi les plus fortes du front occidental. Le terrain portait encore les cicatrices de 1917 et du début de 1918, et les ingénieurs allemands avaient trouvé, dans le fouillis des vieilles tranchées et fortifications, des

positions toutes prêtes qu'ils avaient considérablement renforcées. Bien plus, la topographie jouait en faveur des Allemands. La zone de bataille s'étendait au delà des pentes nord-est des collines de l'Artois dont les sommets, aux environs de Monchy, s'élevaient à au delà de trois cents pieds au-dessus des vallées de la Scarpe et de la Sensée. Cette dernière, dont le cours s'orientait généralement vers l'est, avait, avec ses tributaires, miné les collines en de nombreuses vallées profondes. Quant aux arêtes et aux crêtes ainsi formées, qui souvent faisaient appui réciproque, l'ennemi les avait fortifiées avec une habileté démontrant qu'il était passé maître en génie militaire.

Le plan de défense général des Allemands consistait, pour l'instant, à céder du terrain dans la région des saillants de la Lys et d'Ypres et à lutter fermement à l'arrière-garde dans la région de la Somme. Ludendorff avait rejeté les vues des états-majors (dont celui du kronprinz Guillaume) qui étaient en faveur d'une grande retraite volontaire sur la position d'Hindenburg et les installations de défense adjacentes[7]. Il voulait ainsi, en retraitant graduellement tout en luttant, épuiser les forces alliées avant qu'elles atteignent le réseau Hindenburg, pour ainsi gagner du temps et se réorganiser derrière cette ligne formidable de défense. Les défenses autour de la route Arras-Cambrai, dans la région de Monchy, formeraient le pivot de toute retraite allemande au sud de la Scarpe, sans oublier que la sécurité des armées du nord du prince Rupprecht dépendait également de leur protection.

Ces positions devinrent donc l'objectif initial des Canadiens. Comme l'ennemi s'attendait à une attaque, sans pourtant connaître l'heure exacte de l'assaut, il était évidemment impossible de le surprendre. Il s'agirait donc de lancer des attaques successives de front, des attaques épuisantes contre des lignes bien fortifiées défendues par des troupes tenaces et vigilantes.

La bataille de la Scarpe, 26-30 août 1918

Le front dont s'étaient chargées les 2e et 3e divisions canadiennes en arrivant dans le secteur d'Arras s'étendait de Neuville-Vitasse, vers le nord, jusqu'à la rivière Scarpe, à un mille à l'ouest de Fampoux. Trois collines élevées, toutes occupées par les Allemands, dominaient le paysage à l'est. A trois milles de là, Monchy-le-Preux, pour lequel on s'était battu avec tant d'acharnement dans les rencontres précédentes, dominait la colline au nord de la route de Cambrai, tandis qu'en face, rangées comme des bastions jumeaux, il y avait, chacune de son côté de la grand route, la longue crête de la colline Orange s'élançant vers la Scarpe et la colline de la Chapelle.

Les 17C et 4e divisions canadiennes n'arrivaient de la Quatrième armée que les 25 et 28 août respectivement; entre-temps, la 51e division *(Highland)* formait une partie du corps d'armée canadien, offrant une protection de flanc au nord de la rivière. Selon le plan conçu par le général Currie pour la première phase de l'offensive, des attaques simultanées devaient être menées par la division anglaise sur la gauche, par la 3e division canadienne entre la Scarpe et la route de Cambrai,

et par la 2e division, sur la droite, qui couvrait jusqu'à la frontière inter-armées, laquelle s'étendait vers l'est depuis Neuville-Vitasse. Ces formations devaient s'emparer d'une ligne nord-sud, jusqu'à l'ouest de Monchy-le-Preux, et en profiter ensuite pour aller aussi loin que possible vers l'est. La 51e division, à laquelle on n'avait fixé aucun objectif précis, devait profiter de tout succès qui pouvait être remporté au sud de la Scarpe en faisant avancer ses troupes le long de la rive septentrionale. Pour ce qui est du tir d'appui, le général Currie pouvait faire appel à quatorze brigades d'artillerie* de campagne et neuf d'artillerie lourde. Neuf engins de la 3e brigade de chars de combat étaient assignés à chacune des divisions canadiennes, mais, par suite des pertes subies par les blindés à Amiens, on ne devait pas s'en servir en avant de l'infanterie à moins qu'une véritable résistance n'exige d'y recourir»[9]. La ligne entre les deux divisions canadiennes était formée par la route de Cambray presque jusqu'à la colline de la Chapelle, d'où elle obliquait vers l'est, de sorte que la colline se trouvait dans le secteur d'opérations de la 21e division. Le lundi 26 août avait été choisi comme jour de l'attaque et l'heure H, qui coïncidait à l'origine avec l'aurore, avait été avancée à 3h. du matin avec l'espoir de tromper l'ennemi[10].

Il s'agissait là de manoeuvres préliminaires effectuées le long de la frontière méridionale du corps d'armée, parallèlement aux avances de la Troisième armée. A l'occasion d'un coup de main effectué en plein jour, le 23 août, le 31e bataillon s'empare d'une sucrerie au sud de Neuville-Vitasse et, le lendemain soir, réussit à maîtriser partiellement la ville qui était encore aux mains des Allemands[11]. Des sources allemandes de renseignements nous révèlent que Neuville-Vitasse était évacuée aux petites heures du 24 août. On rapporte que la 39e division d'infanterie allemande avait décidé de ne pas organiser une défense prolongée parce que d'unité s'était aperçue qu'elle avait affaire aux Canadiens, les meilleures troupes britanniques»[12]. A cause de nuits brillamment éclairées par la lune, qui avaient précédé le 26 août, et de prévisions atmosphériques favorables, on avait compté, mais en vain, sur une bonne température. Durant toute la nuit du 25 au 26, il y eut de fortes averses, si bien que le général Currie avait noté dans son journal que «ce n'était pas trop prometteur à l'heure H»[13].

Afin de faire face à une attaque alliée, au cas où les opérations de la Somme se seraient étendues vers le nord, les Allemands avaient concentré trois divisions de chaque côté de la Scarpe. En face du corps d'armée canadien se trouvaient, le 26 août, la 48e division de réserve, au nord de la Scarpe, la 214e division, de la rivière jusqu'au sud de la route Arras-Cambrai, et la 39e division dans le secteur de Neuville-Vitasse. Ces unités étaient prêtes à entrer en action. Leur artillerie était disposée de façon à rétorquer dans le cas d'un assaut, et leurs bataillons alors au repos, avaient été ramenés à l'avant à leur position de bataille[14].

L'attaque débutait à l'heure prévue. On dit que le tir de barrage d'ouverture de l'artillerie et des mitrailleuses était admirable. La 2e division, attaquant au sud de la route, avançait bien. Au début, les Allemands, surpris par l'heure hâtive de

* Outre l'artillerie des 2e et 3e divisions canadiennes, ces unités comprenaient l'artillerie des 15e, 16e et 39e divisions et trois brigades d'armées[8].

l'assaut, offraient peu de résistance, de sorte que l'infanterie progressante n'avait pas à demander l'aide des blindés. Tandis que la 6° brigade, sous le commandement du brig.-gén. A. H. Bell, se déployait en flanc défensif à la droite du corps d'armée et nettoyait la région de Neuville-Vitasse, la 4e brigade (brig.-gén. R. Rennis) menant l'attaque principale, traversait rapidement la zone des postes avancés de l'ennemi, rencontrant très peu de résistance. Peu après 6h. du matin, le 20° bataillon s'emparait de la colline de la Chapelle, à 2,500 verges à l'ouest de Monchy. Pendant ce temps, le jour était venu, ce qui permettait plus facilement aux chars d'appuyer de près l'infanterie. De ce fait, également, l'observation devenait facile pour l'ennemi, des hauteurs environnant Monchy, et son artillerie de campagne mit hors de service un certain nombre de chars. A 7h.30, le 21e bataillon approchait déjà des abords de Guémappe, où il essuyait un feu nourri venant de Monchy, à un mille au nord.

Une modification de la délimitation des zones d'action, à l'avant, entre la Première et la Troisième armées, effectuée vers le milieu de la matinée (afin d'aider en partie la Quatrième armée en exerçant une plus forte pression dans une direction sud-est) eut des répercussions sur le front canadien. La 2° division, qui jusque-là avait attaqué en direction de l'est, reçut l'ordre d'obliquer son axe d'avance vers le sud-est et de s'emparer des hauteurs de l'autre côté de la Cojeul, au sud-est de Wancourt. Le général Burstall confia cette tâche à la 6e brigade, lui assignant comme objectif les ruines de la tour de Wancourt, à 1,200 verges au sud de Guémappe. A 4h.40 de l'après-midi, les 27e et 28° bataillons traversaient la rivière à pied sec pour attaquer la crête, appuyés par un tir de barrage efficace des 5° et 6e brigades de l'artillerie canadienne de campagne, qui s'étaient avancées de Neuville-Vitasse[15]. Les attaquants furent durement frappés lorsqu'ils atteignirent l'élévation qui partait de la vallée de Cojeul. Le sommet de l'arête était abondamment protégé par du fil de fer non coupé et balayé par le feu des mitrailleuses des avant-postes de la ligne Hindenburg, un peu à droite, que la 52° division anglaise, menant une attaque parallèle sur le flanc gauche de la Troisième armée, n'avait pas encore atteints. Les deux bataillons furent forcés de se retrancher, à la tombée du jour, sans avoir atteint leur objectif final; mais tôt, le lendemain matin, grâce à une attaque silencieuse, ils s'emparaient de la tranchée Egret sur la pente extérieure allemande, s'assurant ainsi une bonne ligne de départ pour les opérations du 27[16].

Entre-temps, sur la gauche du corps d'armée, où la voie d'accès de la 3° division était dominée par la colline Orange, qui s'élevait à soixante pieds audessus de la campagne environnante, le général Lipsett avait conçu le plan de contourner la position, en attaquant le long de la rive sud de la Scarpe. La 8e brigade (brig. gén. D. C. Draper), utilisant pour l'attaque trois bataillons des Canadian Mounted Rifles, recontrait de la part des Allemands une opposition moins forte qu'elle n'avait espéré. Le 4e bataillon du CMR, avançant le long de la rivière, prenait en flanc la colline Orange. II était suivi par le 2° bataillon du CMR qui, virant nettement vers la droite, s'emparait de la colline du côté nord. Alors le 1- et le 5° bataillons du CMR passaient à gauche et à droite, respec-

tivement, pour attaquer Monchy par le nord et par l'ouest; à 7h.40, le 'village tombait aux mains des Canadiens*. Peu après, la 7e brigade (brig.-gén. H. M. Dyer) s'élançait en avant pour attaquer, avec le Royal Canadian Regiment et le PPCLI, un certain nombre de terrains boisés détenus par l'ennemi à l'est de Monchy[18]. La modification de l'axe de la 2e division avait entraîné la retraite de la 4e brigade au sud de la route d'Arras-Cambrai. A titre de mesure provisoire, on envoyait deux batteries de mitrailleurs de la Force indépendante canadienne du général Brutinel le long de la route pour combler le vide[19]. L'ancien front du 20e bataillon fut alors confié au 42e bataillon, qui chassa l'ennemi de ses tranchées bien protégées par le barbelé, au sud de Monchy[20].

Au nord de la Scarpe, la 5l e division des Highlands avait suivi l'avance avec peu de *difficulté,* progressant toujours pour s'emparer de l'usine de produits chimiques au nord de Roeux afin de lancer des patrouilles du côté ouest de Gavrelle[21]. A la tombée du jour, la ligne canadienne s'étendait profondément à l'intérieur du réseau de tranchées de l'ancien front allemand, depuis l'ouest de Pelves, sur la rive sud de la rivière, passant à mille verges à l'est de Monchyle-Preux, pour inclure Guémappe et la tour de Wancourt[22]. De puissantes contreattaques furent lancées à partir du bois du Vert et du bois Jigsaw que l'ennemi tenait comme avant-postes de sa ligne Fresnes-Rouvroy. Ces attaques venaient de deux régiments de la 35e division allemande qui avançaient de la ligne Drocourt-Quéant avec l'ordre de reprendre Monchy. L'effort allemand fut réduit à néant, mais il avait réussi à empêcher toute autre avance des Canadiens le 26[23].

Dans ses ordres pour le lendemain, le général Currie ordonnait aux deux divisions canadiennes d'attaquer en deux étapes pour enfoncer la ligne FresnesRouvroy. La 51e division continuerait à avancer le long de la rive nord de la Scarpe. A la première étape, la 3e division devait maîtriser les ennuyeux bois du Vert et bois du Sart, et établir une ligne à travers Boiry-Notre-Dame. En même temps, la 2e division devait prendre le terrain qui s'étendait en avant de son front, entre la Cojeul et la Sensée, à deux milles plus loin et, après avoir capturé les villages de Chérisy et de Vis-en-Artois dans la vallée de la Sensée, avancer sa ligne de 2,000 verges vers l'est. La 3e division s'était vu attribuer pour objectifs subséquents Étaing et Dury, et la 2e division le village de Cagnicourt. Pour réussir, il fallait avancer d'environ cinq milles à travers des positions fortement défendues. Currie avait songé, avant le début de l'offensive, le 26 août, à lancer à l'assaut une seule brigade par jour sur chaque front divisionnaire, pour que les divisions puissent demeurer à l'action durant trois jours sans être relevées. Mais la vigueur de la résistance allemande avait anéanti ses plans et il avait dû prévenir la lie division canadienne et la 4e division anglaise de se tenir prêtes à relever les 2e et 3e divisions canadiennes le 27 au soir[24].

* Ce rapide succès, la 8e brigade ne l'obtint pas sans quelques combats difficiles, au cours desquels le lieut. C. S. Rutherford, M.C.., M.M., du 5e bataillon du CMR, mérita la Croix de Victoria pour 'une bravoure, une initiative et un dévouement au devoir des plus remarquables». Au cours de l'avance, Rutherford captura à lui seul, quelque 70 prisonniers et réduisit au silence plusieurs mitrailleuses ennemies[17].

Il plut abondamment pendant la nuit du 26 au 27 et le terrain glissant vint ajouter aux difficultés du rassemblement. Il pleuvait encore lorsque la 9e brigade, qui n'avait pas encore pris part à la bataille, attaquait à 4h.55 du matin en traversant les lignes du 42e bataillon au nord de la route de Cambrai. Le 52° bataillon nettoya le bois du Vert et le 58e le bois du Sart; mais le 116° bataillon, avançant à travers les lignes du 52° bataillon contre Boiry-Notre-Dame, fut arrêté par le feu nourri des mitrailleuses depuis la colline de l'artillerie et le bois Jigsaw au nord[25]. La 35e division d'infanterie allemande, nouvellement arrivée, défendait la région de Boiry avec l'aide, du sud au nord, des 61°, 176e et 141e régiments d'infanterie[26]. Sur la gauche, Pelves n'était pas encore pris et la seule autre avance qui fut effectuée ce jour-là, sur le front de la division, se produisit sur le flanc sud où le 43° bataillon participait à l'attaque de la 4e brigade sur Vis-en-Artois.

En raison de l'arrivée tardive de la 5e brigade qui venait de l'arrière, la 2e division ne put entreprendre les manoeuvres du jour avant dix heures. Sur la gauche, la 4e brigade avançait le long de la vallée de la Cojeul, parallèlement à la route d'Arras-Cambrai. Le 18° bataillon, avec l'aide du 43e bataillon au nord de la route, occupait Vis-en-Artois sans trop de difficulté, mais avait à essuyer le feu ravageur de l'ennemi à la Sensée. Il fallut se battre sans arrêt tout l'après-midi pour s'assurer une petite tête de pont sur l'étroit cours d'eaun[27]. Vers le Sud, la 5e brigade, avançant le long de la pente occidentale de l'arête de la tour de Wancourt, reçut l'aide précieuse du tir d'appui des chars et des batteries du 2e bataillon canadien de mitrailleuses au cours de son attaque contre les positions ennemies. Sur la droite, le 26e bataillon avait déjà traversé la Sensée à midi et, peu de temps après, les 24e et 22e bataillons, après avoir capturé Chérisy, traversaient en amont et en aval du village. Ils se butaient à une forte résistance de l'autre côté et, conformément aux directives du QG du corps d'armée qui ne voulait pas trop risquer en face d'une solide opposition, le général Burstall ordonnait à la 2e division de fortifier sa ligne le long de la rive orientale de la Sensée et de s'emparer du pont sur la route Arras-Cambrai[28]. La résistance accrue que les Allemands offraient au delà de Chérisy était l'oeuvre d'unités de la 26° division de réserve qui, au tout début de l'après-midi du 27 août, avaient maîtrisé la région de Rémy. Sur sa gauche, la 21° division de réserve résistait à l'extrême droite du corps d'armée canadien[29]. Sur la droite dé Burstall, la 52e division n'avait pas ralenti et avait capturé Fontaine-les-Croisilles à l'est de la Sensée. Au nord de la Scarpe, la 51° division annonçait qu'elle s'était emparée de la colline Greenland, position de commande en face de Pelves, mais elle essuyait une contre-attaque l'après-midi et, à la tombée du jour, la ligne de l'unité était encore à l'ouest de l'élévation. On dut remettre à plus tard la relève envisagée des 2e et 3e divisions canadiennes et ces deux groupes reçurent l'ordre de continuer leur avance le 28 août pour tenter de briser la ligne Fresnes-Rouvroy et de s'emparer de Cagnicourt, Dury et Étaing[30].

Le 28, journée chaude et ensoleillée qui succédait à une nuit de pluies abondantes, la bataille fut extrêmement dure et occasionna de fortes pertes. L'après-midi précédent, le général Lipsett avait réorganisé son front, d'une part afin de dépar-

gager les unités qui s'étaient mêlées les unes aux autres dans le combat serré du 26 et du 27 et, d'autre part, parce qu'il voulait attaquer la ligne Fresnes-Rouvroy en force, ses trois brigades attaquant à la fois. Il plaça la 8e brigade entre la route Arras-Cambrai et la Cojeul, la 9e au nord-ouest du bois du Sart, et la 7e était déployée de là jusqu'à la Scarpe. Il songeait à étouffer les nids de mitrailleuses allemandes grâce à un tir d'artillerie extrêmement concentré, méthode qui se révéla très profitable.

A onze heures, la 9e brigade du brig.-gén. Ormond attaquait sur un front de mille verges avec quatre bataillons* couverts par toute l'artillerie de la 3e division. Les trois unités de tête réussirent à se frayer un chemin à travers FresnesRouvroy, entre Boiry et la rivière Cojeul; puis, les 52e et 58e bataillons obliquèrent vers le Nord pour s'emparer de Boiry et, au delà, de la côte de l'Artillerie. Alors que les canons de la division tournaient ensuite vers les positions ennemies en face de la 8e brigade, le 43e bataillon et le 5e CMR balayaient l'élévation entre la Cojeul et la Sensée, désignée par l'expression «Crête soixante-dix». Ils s'emparaient de cette crête et du bois de Rémy, au delà, mais ne réussissaient pas à prendre le village de Haucourt, juste de l'autre côté de la Sensée. Dans le secteur de la 7e brigade, le Princess Patricia's Canadian Light Infantry et le 42e bataillon chassaient vaillamment du bois Jigsaw les Allemands du 141e régiment qui leur résistaient et, sur le flanc d'extrême gauche, le 49e bataillon occupait Pelves que l'ennemi avait évacué durant la nuit[31].

La 2e division canadienne, qui avait fait un aussi bel effort dans la direction générale de Cagnicourt, connut moins de succès. L'attaque débutait à midi et demi, derrière un feu roulant d'artillerie de campagne qui faisait suite au bombardement de la matinée par l'artillerie lourde. La 5e brigade, se servant des trois mêmes bataillons que la veille, effectuait la plus grande partie des manoeuvres. Sur la gauche, la 4e brigade, exténuée par deux jours de combats extrêmement acharnés, n'avait pu grouper, de ses quatre bataillons, que l'équivalent d'un bataillon mixte, la réserve étant formée surtout des cadres, des ordonnances et des cuisiniers du groupe de commandement. En dépit de la détermination de tous de s'emparer de la ligne dite Fresnes-Rouvroy, l'obstacle que constituaient les barbelés intacts, protégés par le feu intense des mitrailleuses, se révélait insurmontable pour les troupes épuisées mentalement et physiquement, non seulement par le combat mais par un dangereux manque de sommeil durant les huit jours précédents[32]. Les 22e et 24e bataillons réussirent bien à pénétrer dans la ligne du front allemand, au cours de l'après-midi, mais une contre-attaque lancée à 9h. du soir les forçait à revenir presque à leur point de départ.

Ce jour-là, les pertes furent grandes et portèrent le total déclaré par les 2e et 3e divisions, dans cette bataille de trois jours, à 254 officiers et 5,547 soldats[33]. Le 22e bataillon avait perdu tous ses officiers et le 24e bataillon était, lui aussi, durement frappé. Le major Georges Vanier (qui devait plus tard devenir gouverneur général du Canada), qui avait pris, la veille, le commandement du 22e bataillon décimé,

* Les 52e, 58e et 116e bataillons, et le 4e CMR Cette dernière unité était provisoirement détachée de la 8e brigade en échange du 43e bataillon qui ne pouvait pas être libéré.

perdait la jambe droite au cours de l'action[34]. Le lieut.-col. W. H. Clark-Kennedy, commandant du 24e bataillon, rassembla les restes des deux bataillons et, en dépit d'une grave blessure, continua à diriger ses troupes contre les lignes allemandes. Son initiative héroïque et vaillante de ce jour et de la veille lui mérita la Croix de Victoria[35]. Le haut commandement allemand avait surveillé avec inquiétude ce secteur de la Dix-septième armée, entre Bapaume et la Scarpe, où les divisions du 2e corps de Bavière étaient soumises à une pression critique. C'est ainsi que, bien que des hauts faits passent souvent inaperçus dans la triste atmosphère d'une défaite imminente, le communiqué allemand du 29 août ne manquait pas de louer la vaillante opposition offerte par les régiments du Württemberger, des deux côtés de la route Arras-Cambrai, le 28 août[36].

Les 2e et 3e divisions canadiennes se trouvaient bien fatiguées. Au cours de la nuit du 28 au 29 août, la 2e division fut relevée par la ire et la 3e par la 4e division anglaise qui avait été placée sous le commandement du général Currie, en attendant l'arrivée de la 4e division canadienne du front d'Amiens. Afin de mieux protéger son flanc gauche, qu'il jugeait particulièrement exposé autour de Pelves, en raison du retard de l'avance au nord de la Scarpe, le général Currie plaçait le brig-gén. Brutinel à la tête d'une brigade mixte*, comptant un grand nombre de mitrailleurs, qu'il assigna à la 4e division anglaise afin d'assurer la protection contre les contreattaques qui pourraient venir d'Hamblain[38].

En se repliant vers des endroits à l'ouest d'Arras pour une bien trop brève période de repos, les formations qui avaient été relevées pouvaient se montrer fières d'avoir amorcé de façon excellente l'opération du corps d'armée. Pendant trois jours de combats des plus acharnés, en terrain difficile brisé et sillonné par un labyrinthe de tranchées défendues vaillamment, les deux divisions canadiennes avaient avancé de plus de cinq milles sur un front qui s'élargissait toujours de plus en plus, et s'étaient emparées d'une partie importante du puissant dispositif de défense de l'ennemi, à Fresnes-Rouvroy, capturant plus de 3,300 prisonniers et une grande quantité de butin qui comprenait 53 canons et 519 mitrailleuses[39].

Mais une plus grande tâche encore les attendait: la conquête de ligne Drocourt-Quéant (que nous appellerons dorénavant la ligne D-0). Pendant l'aprèsmidi du 28, le général Currie avertit le général Horne que, en raison du revers essuyé ce jour-là à la ligne Fresnes-Rouvroy, il ne serait pas possible d'attaquer le dispositif de défense suivant, avant le 31 août au plus tôt[40].

Plans d'attaque de la Ligne D-Q

II fallait tout d'abord et avant tout s'assurer une ferme ligne de départ. A cette fin, il fallait achever la capture de la ligne Fresnes-Rouvroy et de l'embranchement de Vis-en-Artois (lequel, à partir de Vis-en-Artois, obliquait vers le Sud-Est pour rejoindre la ligne D-Q, à un mille à l'ouest de Cagnicourt), en plus de s'emparer

* La brigade de Brutinel, comme on l'appelait, comprenait la 11e brigade canadienne de mitrailleuses motorisées, le 101e bataillon de mitrailleuses (moins une compagnie) et le bataillon canadien de cyclistes[37].

d'autres localités fortement défendues. Tandis que l'artillerie lourde s'occupait de couper le barbelé ennemi en avant de la ligne D-Q et que les ingénieurs assemblaient les matériaux de construction de ponts qui seraient nécessaires pour traverser la Sensée et le canal du Nord, le corps d'armée canadien effectuait, le 29 août, un certain nombre d'opérations secondaires qui amélioraient sensiblement la position canadienne. Dans le secteur nord, la brigade de Brutinel, encore sous les ordres de la 4e division anglaise, poussait la ligne de presque mille verges vers l'avant, en s'emparant de la ferme Bench et du taillis Victoria, au nord de BoiryNotre-Dame, tandis que le bataillon de cyclistes du corps d'armée canadien établissait des positions jusqu'à la Scarpe. Le reste de la division s'emparait de Rémy et Haucourt, et occupait le réseau de tranchées de Fresnes-Rouvroy, vers le sud, jusqu'à la Sensée. Le front canadien se trouvait sensiblement réduit du fait que le commandement de la 511, division des Highlands et de la 11[1,] division (qui avait relevé la brigade de Brutinel durant la journée), était passé au 22e corps d'armée. Pour l'instant du moins, le général Currie n'aurait plus à s'inquiéter d'un long flanquement au nord[41].

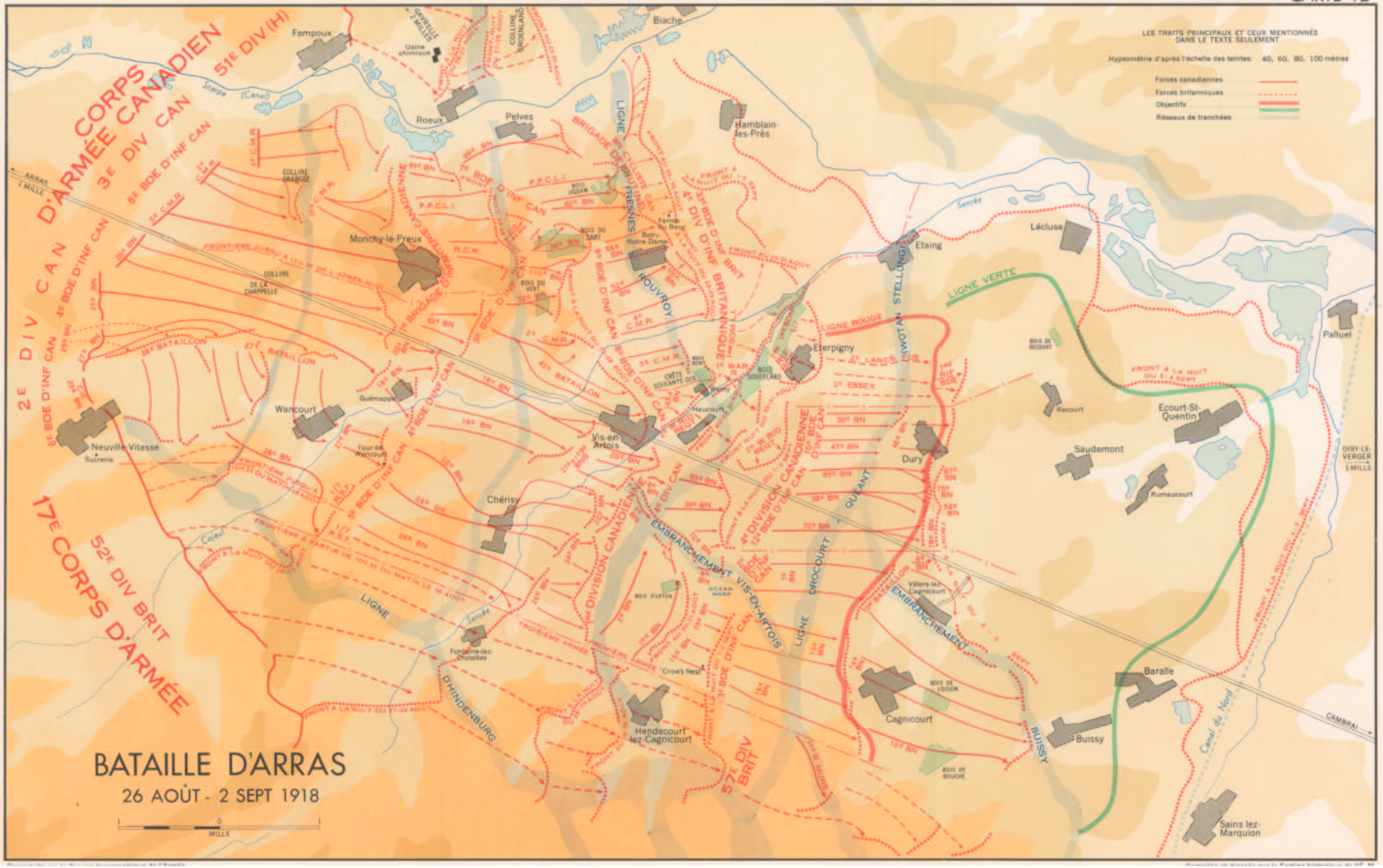
On fit d'autres progrès le 30, les principaux gains résultant d'une opération soigneusement conçue et effectuée avec audace par la ire brigade canadienne. Profitant de ce que le 17e corps d'armée avait capturé Hendecourt, qui se trouve au delà de la ligne Fresnes-Rouvroy, le général Macdonell élaborait avec le brig.-gén. Griesbach, commandant de la 1re brigade, un plan en vue de contourner le flanc de la position ennemie en attaquant vers le Nord, depuis le territoire de la Troisième armée. Après avoir atteint leur lieu de rassemblement à la suite d'une marche de nuit, les er et 2e bataillons se lançaient à l'assaut, à 4h. 40 du matin, derrière un ingénieux barrage qui se déplaçait de droite à gauche à travers le front de la division. Ils prirent la garnison tout à fait par surprise et eurent tôt fait de nettoyer la ligne vers le nord*. En même temps, le 3e bataillon attaquait de front, à un mille au sud de Vis-en-Artois et, au moyen des bombes et des baïonnettes, commençait à vider les tranchées allemandes vers le Sud. Dès 7h. du matin, le bataillon entrait en contact avec les autres bataillons de son groupe, dans le voisinage du bois Upton, qui se trouvait dans l'angle entre deux embranchements allemands. A cet endroit, les Canadiens surent tenir le coup toute la journée sous un tir bien nourri. Ils repoussèrent une contre-attaque allemande et, après la tombée de la nuit, le er bataillon nettoya le bois Upton, faisant 50 prisonniers et s'emparant de cinq mitrailleuses[43].

Au nord de la route de Cambrai, la 4e division anglaise, menant une attaque cet après-midi-là de l'autre côté de la Sensée, s'avançait à milles verges à l'est de Rémy, à travers le bois Soufflard, et réussissait à faire pénétrer des troupesdans Éterpigny[44].

Au cours d'une conférence entre les généraux Home et Currie, le 30 août,

* D'après un compte rendu allemand, les 1°" et 2° bataillons du 121e régiment de réserve furent anéantis. Seulement 50 hommes réussirent à s'échapper, le reste des survivants, y compris les PC des deux bataillons, furent faits prisonniers. La formation jumelle, c'est-à-dire la 26e division de réserve, complètement exténuée, était retirée le jour suivant[42].

CARTE 12



LES TRAITS PRINCIPAUX ET CEUX MENTIONNÉS DANS LE TEXTE SEULEMENT
Hypsométrie d'après l'échelle des teintes: 40, 60, 80, 100 mètres
Forces canadiennes
Forces britanniques
Objectifs
Réseaux de tranchées
CORPS D'ARMÉE CANADIEN
51E DIV (H)
3E DIV CAN
2E DIV CAN
17E CORPS D'ARMÉE
52E DIV BRIT
57E DIV BRIT
Fampoux
Roeux
Pelves
Biache
Hamblain-les-Près
Monchy-le-Preux
Wancourt
Guémappe
Neuville-Vitasse
Sucrerie
Chérisy
Vis-en-Artois
Haucourt
Eterpigny
Etaing
Lécluse
Palluel
Recourt
Ecourt-St-Quentin
Saudemont
Rumaucourt
Dury
Villers-lez-Cagnicourt
Cagnicourt
Baralle
Buissy
Sains lez-Marquion
Hendecourt-lez-Cagnicourt
Fontaine-lez-Croisilles
Crow's Nest
Scarpe (Canal)
Sensée
Canal du Nord
LIGNE D'HINDENBURG
LIGNE ROUVROY
LIGNE FRESNES
LIGNE VERTE
LIGNE ROUGE
LIGNE DROCOURT - QUÉANT
EMBRANCHEMENT VIS-EN-ARTOIS
EMBRANCHEMENT BUISSY
DIVISION CANADIENNE
4E DIVISION CANADIENNE
BRIGADE DE BRUINE
BRIGADE D'INFANTERIE CANADIENNE
4E DIV D'INF BRITANNIQUE
COLLINE ORANGÉE
COLLINE DE LA CHAPPELLE
COLLINE GROENLAND
BOIS JIGSAW
BOIS DU SART
BOIS DU VERT
BOIS REMY
BOIS SOUFFLARD
CRÊTE SOIXANTE-DIX
Remy
Tour de Wancourt
Cojeul
OCEAN WORK
BOIS D'UPTON
BOIS DE LOISON
BOIS DE BOUCHE
BOIS DE RECOURT
OISY-LE-VERGER
1 MILLE
CAMBRAI
ARRAS
1 MILLE
BATAILLE D'ARRAS
26 AOÛT - 2 SEPT 1918
MILLE

la date de l'attaque sur la ligne Drocourt-Quéant fut de nouveau remise. Les deux commandants admettaient que cette ligne était le pivot de la résistance ennemie et il leur semblait sage «de ne pas l'attaquer avant d'être prêts et, alors, de donner un effort suprême». Le lendemain, la Première armée ordonnait au corps canadien d'attaquer la position, le 2 septembre, et d'avancer rapidement en vue de s'emparer des points de passage du canal du Nord, sur un front de cinq milles, entre Sainslez-Marquion et Palluel, et d'occuper les terrains élevés au delà du canal. La 3e brigade de chars, un bataillon d'engins blindés et un régiment de cavalerie étaient assignés au général Currie en vue de cette tâche[45].

Tandis qu'on dressait ces plans et qu'on s'affairait à cette tâche énorme que représentaient la réparation et le prolongement de routes et de lignes de chemin de fer locales en arrière du front, la 1- division canadienne et la 4e division anglaise continuaient à améliorer leurs positions. Les obusiers de six pouces de l'artillerie lourde du corps d'armée maintenaient leur tir régulier sur les barbelés des défenses de la ligne D-Q. Dans une attaque surprise, à l'aurore du 31, le 8e bataillon s'emparait de *l'Ocean Work,* emplacement fortifié des tranchées allemandes, au sud d'Haucourt, qui avait résisté la veille[46]. La division anglaise, s'étant emparée d'Éterpigny, avançait au niveau des Canadiens. La bataille continua durant toute la nuit, tandis que la 4e division canadienne plaçait la 12e brigade sur la ligne de front, entre la 1I1 division canadienne et la 4e division anglaise.

Grâce à ces succès, on s'était assuré que, lorsque l'assaut principal s'amorcerait, il ne se produirait pas de délais coûteux à supprimer des obstacles intermédiaires. Pourtant, on fit une autre tentative, le le septembre au matin, afin de s'assurer une bonne ligne de départ, alors que les 2e et 3e brigades s'emparaient du Nid-de-Corbeau, lieu fortifié de l'ennemi sur un escarpement élevé qui dominait un large secteur des défenses D-Q. L'attaque effectuée par le 5e bataillon, appuyé sur la droite par le 14e et, sur la gauche, par le 72e bataillon de la 12e brigade, débutait à 4h.50 du matin et réussissait rapidement. On s'aperçut cependant qu'il était plus difficile de garder la position quand il fallut repousser trois contreattaques opiniâtres, vaines et coûteuses qui furent lancées durant la journée. Les Canadiens firent 200 prisonniers, l'ennemi laissant en arrière plus de 140 morts, sans compter neuf mortiers légers de tranchée et au moins 80 mitrailleuses[47].

La ligne Drocourt-Quéant était un des dispositifs de défense les plus puissants et les mieux organisés des Allemands. Elle se composait d'une ligne de front et d'une ligne d'appui, les deux abondamment pourvues d'abris de béton et de nids de mitrailleuses, et protégées par un épais enchevêtrement de barbelés. L'embranchement de Buissy, reliant la ligne D-Q au réseau d'appui Hindenburg, était aménagé selon les mêmes principes solides. Les deux lignes se rejoignaient le long de la pente antérieure du mont Dury (qui remplissait l'espace entre Dury et la route de Cambrai), l'embranchement obliquant vers le sud-est pour passer en avant de Villers-lez-Cagnicourt et Buissy. De façon générale, la ligne de front

D-Q était aménagée ou bien sur une crête ou sur une pente descendant vers l'avant, afin d'assurer un bon champ de tir, le réseau d'appui se trouvant sur une pente contraire[48]. A part le problème que présentait la capture du village de Dury, qui faisait partie de la ligne D-Q elle-même, une des tâches les plus difficiles pour les attaquants était la traversée obligatoire du mont Dury. L'infanterie progressante se trouverait exposée au feu des mitrailleuses installées sur les pentes descendantes du mont, tandis que des canons bien diposés en profondeur couvraient la crête et la pente arrière, sans compter, plus loin en arrière, les batteries avancées de l'artillerie de campagne des Allemands.

On a la preuve que le cabinet de guerre, à Londres, connaissait très bien la nature formidable de la position qui devait être attaquée, dans un télégramme personnel que le chef d'état-major impérial faisait parvenir à sir Douglas Haig le 29 août. Associant la ligne D-Q à la ligne Hindenburg, le général Wilson avertissait le commandant en chef que «le cabinet de guerre n'aimerait pas que nous subissions de lourdes pertes par suite d'une attaque sans succès contre la ligne Hindenburg .. Sir Douglas gardait pour lui cette dépêche décourageante; ses plans et ses ordres demeuraient inchangée[49].

Le général Currie songeait à mener son attaque principale avec la 1n division canadienne, sur la droite, sur deux brigades de front, la 4e au centre sur un seul front de brigade et, sur le flanc gauche-le long des marécages de la Sensée-la 4e division anglaise formant un front de 2,500 verges. Vers la fin de l'après-midi du 31 août, cependant, l'officier général commandant anglais (major-général T. G. Matheson) dit au commandant du corps d'armée que, par suite des lourdes pertes subies au cours de la bataille préliminaire, il ne pourrait lancer à l'attaque qu'une seule brigade. En conséquence, la 4e division anglaise se chargeait, à la dernière minute, de plus de la moitié du front de la division anglaise[50].

Le général Currie se proposait de briser la ligne allemande au point probablement le plus critique, soit la route d'Arras-Cambrai, pour ensuite se déployer et rabattre le flanc des défenses allemandes au nord et au sud. Il avait désigné ses objectifs par quatre lignes de progression successives. En capturant les deux premiers, les attaquants se trouveraient à portée du canal du Nord. C'étaient la ligne Rouge, passant à l'est de Dury et Cagnicourt, juste en arrière de la .ligne D-Q, et la ligne Verte qui suivait le terrain élevé à environ 1,200 verges à l'ouest du canal du Nord. Les autres objectifs se trouvaient en terrain élevé à l'est du canal51. Le corps d'armée avait en réserve, pour l'opération, la ire division anglaise et le groupe mobile du brig.-gén. Brutinel, reconstitué pour former désormais la Force indépendante canadienne (la brigade de Brutinel ayant été dissoute le 31 août). Six compagnies de chars Mark V étaient assignées à raison de deux compagnies par division d'attaque. S'il y avait lieu, les chars devaient avancer avant L'heure. H de façon à s'assurer que le nombre maximum atteindrait la ligne des barbelés avant l'infanterie. Pour couvrir le bruit des moteurs de chars, on avait pris des dispositions avec la 11Q brigade de la RAF afin que des bimoteurs viennent



LES SIGNALEURS CANADIENS PRÈS DE DURY

Des estaffettes de la section de transmissions de la 12e brigade d'infanterie prennent un moment de repos derrière les lignes. Sur cette photo prise en septembre 1918, on voit en haut à gauche les chevaux des cavaliers qui ont été affectés à la section pour la livraison des dépêches aux endroits où les routes sont détruites.



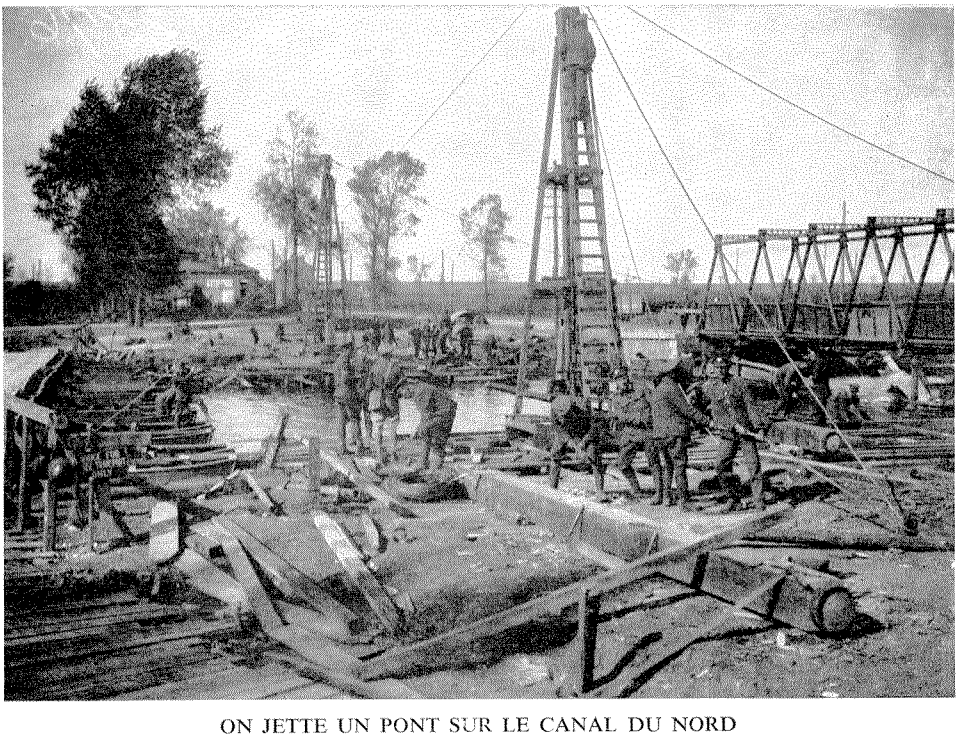
L'ARTILLERIE EST EN MARCHE

Une brigade de campagne canadienne fait avancer ses canons à obus de 18 livres, le 26 septembre 1918, pour appuyer l'attaque sur le bois de Bourlon. Au premier plan, des ingénieurs de la 4e division canadienne, ainsi que des blessés britanniques et allemands.



LA TRAVERSÉE DU CANAL DU NORD

Cette photo du canal inachevé a été prise près de Mœuvres le 27 septembre 1918, pendant les opérations du bois de Bourlon. Les fantassins qui avancent appartiennent à une unité de la 4e division canadienne.



ON JETTE UN PONT SUR LE CANAL DU NORD

Des membres du Génie canadien construisent un pont Inglis sur une section inondée du canal du Nord, près de Marquion. A droite, une travée provisoire remplace le pont démoli tandis que le pont flottant, à gauche, est réservé au passage des chevaux.

survoler la région juste avant l'attaque. Grâce à un fort barrage d'artillerie, l'infanterie pourrait atteindre son premier objectif en trois poussées[52].

Au sud de la route d'Arras-Gambrai, la ire division, aux côtés de la 57e division anglaise de la Troisième armée, se préparait à attaquer avec la 3e brigade à sa droite et la 2e à sa gauche. Une fois Cagnicourt pris, la 1- brigade, gardée en réserve durant l'attaque initiale, devait dépasser les deux brigades de tête, immédiatement à l'est de l'embranchement de Buissy, pour s'emparer des villages de Buissy et Baralle[53]. Le général Macdonell verrait son flanc droit provisoirement exposé, car la 57e division, n'ayant pas de chars d'offensive, ne devait pas faire l'attaque de front. Elle devait plutôt placer ses brigades d'attaque derrière la 3e brigade canadienne, prêtes à passer à travers ses rangs et à obliquer vers la droite une fois que les Canadiens auraient brisé la ligne D-Q[54]. La 4e division canadienne, au centre, dut changer ses plans d'attaque, comme nous l'avons vu, en allongeant son front vers le nord. Cette nécessité imposait une tâche difficile à la 10e brigade qui dut marcher dix milles dans la nouvelle zone, relever une brigade anglaise et prendre ses positions de rassemblement, toujours durant la nuit précédant l'attaque. Sur la droite du front du général Watson, la 12e brigade devait avancer par-delà le mont Dury afin d'atteindre le premier objectif où la 11e brigade passerait. Sur la gauche, la 10e brigade reçut l'ordre de capturer Dury et d'avancer vers l'est[55].

Sur la gauche du corps d'armée, la 4e division anglaise ne s'était vu attribuer que trois objectifs successifs. Dans son avance, aux étapes initiales, elle devait passer à côté d'Étaing, sur la gauche. Étaing même ne figurait que sur la ligne de phase finale de la division, qui s'étendait le long de la rive sud de la Sensée jusqu'à Oisy-le-Verger[56]. La Force indépendante avait pour rôle, dès que la ligne Rouge aurait été atteinte, d'avancer rapidement le long de la route Arras-Cambrai pour tenter de maîtriser des passages sur le canal du Nord[57].

Tout le long du front, le corps avait continué à se battre, presque jusqu'à l'heure H, en vue de s'assurer des lignes avantageuses de départ pour l'attaque. Pressentant l'offensive prochaine, l'ennemi lançait de violentes contre-attaques pendant tout l'après-midi et la soirée du 1er septembre, surtout afin d'empêcher les deux divisions canadiennes de se rejoindre. Les Allemands cherchaient sans cesse à pousser toujours plus loin de leurs tranchées principales la pointe antérieure de leur zone d'avant-postes qui, à certains endroits, atteignait jusqu'à un mille de profondeur. La 12e brigade d'infanterie, de chaque côté de la route de Cambrai, se trouvait en mauvaise posture et ses 72e et 85e bataillons durent lutter vigoureusement pour conserver leurs positions en vue de l'opération principale[58].

Attaque et capture, 2—3 septembre

L'attaque fut précédée d'une nuit noire, sans pluie. Il était passé minuit quand tous les commandants de bataillon eurent fini de transmettre les ordres d'opération. Lorsque toutes les troupes de choc eurent rejoint leurs tranchées de rassemblement, l'aurore n'était déjà plus loin. Elle coïncidait, comme on l'avait prévu, avec

l'heure H, et sa naissance fut accompagnée du fracas épouvantable qui marquait l'ouverture du tir de barrage.

Sur le flanc sud du corps, trois bataillons mènent l'attaque de la ire division: les 16e et 13e bataillons sur la droite, en face de Cagnicourt, et le 7e bataillon de la 2e brigade à leur gauche. Les deux unités de la 3e brigade avancent rapidement vers les barbelés ennemis le long de la pente prolongée. Elles rencontrent peu de résistance au début, les Allemands se rendant en grand nombre. A 7h.30 du matin déjà, le 13e bataillon a capturé son secteur de la ligne d'appui D-Q. Peu de temps après, le 14e bataillon passe à travers ses lignes pour s'emparer de Cagnicourt où il surprend et capture, dans les caves du village, assez d'Allemands pour constituer un bataillon complet[59]. Puis le 141' bataillon s'empare du bois de Loison à l'est du village et, à la suite d'un élan rapide à travers 2,000 verges de terrain découvert, atteint son objectif final: l'embranchement de Buissy, immédiatement en face du village du même nom.

Sur la droite du brig.-gén. Tuxford, les progrès sont plus lents. Le 16e bataillon dûrement atteint par le tir des mitrailleuses balayant son flanc exposé du côté sud, est privé de l'appui du tir de barrage et doit se lancer à l'assaut des postes de tirailleurs que l'ennemi ne perd pas de temps à regarnir sur la ligne de front. Parmi les nombreux actes de bravoure dont on est témoin ce jour-là, il y en a deux qui retiennent l'attention à cette étape des opérations. Le caporal-suppléant W. H. Metcalf, M.M., Américain affecté au 16e bataillon, traverse avec calme le terrain balayé par les balles, guidant un char de combat et dirigeant son tir contre les emplacements fortifiés des Allemands qui retardent l'avance de l'infanterie. Plus tard, une fois que le bataillon a percé la position principale D-Q, pour se voir immédiatement immobilisé en face de la ligne d'appui, le commandant, le lieut.-col. Cyrus W. Peck, s'avance à travers une pluie d'éclats d'obus et un feu foudroyant de mitrailleuses pour faire une reconnaissance personnelle et forcer les chars, qui vont de part et d'autre, à protéger son flanc découvert. Il réorganise ensuite son bataillon et le mène vers son objectif. Metcalf et Peck reçoivent tous deux la Croix de Victoria*; c'est une des rares fois, au cours de la guerre, qu'un bataillon gagne deux fois le même jour cette récompense convoitée[61]. Se glissant à travers les rangs du 16e bataillon, à la ligne Rouge, le 15e bataillon, subissant des pertes accablantes, se fraie lentement un chemin jusqu'au bois de Bouche, à quelque 3,000 verges de l'embranchement de Buissy qui, à ce point, oblique abruptement vers le sud-est. C'est là que les survivants, rassemblés pour former le 3e bataillon, reviennent, de leur position de réserve, à l'action. A 6h. du soir, l'infanterie anglaise arrive finalement pour fermer le flanc ouvert qui a coûté si cher aux Canadiens[62].

Sur le front de la 2e brigade, le 5e bataillon était encore engagé dans un combat corps à corps afin de s'assurer une ligne de départ d'attaque, lorsque le 7e bataillon s'élança à l'assaut à travers ses rangs. Grandement aidé par le tir de

* On peut se faire une idée de l'acharnement de la bataille, des deux côtés, quand on sait que les Canadiens ne méritèrent pas moins de sept Croix de Victoria ce jour-là. Les autres qui reçurent cette récompense suprême pour leur courage sont le capitaine B. S. Hutcheson, CAMC (affecté au 75e bataillon); le sergent A. G. Knight, 10e bataillon; le soldat C. J. P. Nunney, D.C.M., M. M., 38e bataillon; le soldat W. L. Rayfield, 7e bataillon; le soldat J. F. Young, 87e bataillon[60].

barrage de shrapnels, et l'appui des chars, le 7e bataillon eut peu de difficulté à capturer et à nettoyer la ligne D-Q dans son secteur. A 8 heures, le 10e bataillon prenait les devants à la ligne Rouge. Jusque-là, les chars s'étaient bien tenus à l'avant, réduisant au silence les unes après les autres les positions ennemies. A l'est de la ligne D-Q cependant, ils commençaient à tomber sous le feu de l'artillerie allemande. Bientôt, le 10e bataillon était arrêté par le tir intense des mitrailleuses et des mortiers de tranchées installés à l'embranchement de Buissy, en face de Villers-lez-Cagnicourt. Après une lutte tenace, le bataillon avait réussi à établir, vers la fin de l'après-midi, une ligne à l'est du village. Mais il restait encore un effort à faire. Un tir de barrage d'artillerie qu'on avait demandé, à 6h. du soir, contre les positions allemandes facilita les choses et les Canadiens fatigués s'élancèrent de nouveau à l'avant pour s'emparer de l'embranchement de Buissy vers 11h. du soir.

Entre-temps, la 4e division canadienne livrait, elle aussi, un combat acharné. Au début, la 12e brigade, sur la droite, dut faire face à une poche d'ennemis le long de la route d'Arras à Cambrai, et les chars qui l'appuyaient arrivèrent trop tard pour l'aider cette fois. Les bataillons de tête (de droite à gauche, le 72e, le 38e et le 85e) s'aperçurent, comme ils s'y attendaient, que les tranchées de la ligne D-Q étaient fortement barbelées et bien fortifiées. Néanmoins, on atteignait, à l'heure prévue, la ligne Rouge, à l'este de la ligne de support. Mais, en traversant la longue arête exposée du mont Dury, les 72e et 38e bataillons subissaient toute la force du feu des mitrailleuses allemandes. Retranchés sur l'objectif, soit une route encaissée reliant Dury à la route de Cambrai, les renforts allemands criblaient de balles les pentes dénudées de cette montagne, tandis que, sur la droite, le 72e bataillon se voyait également pris dans un tir d'enfilade venant de la direction de Villers-lez-Cagnicourt[63]. En dépit de leurs pertes croissantes, les Canadiens, grâce au bon travail des chars, continuaient à avancer avec peine et, vers le milieu de la matinée, avaient, réussi à capturer et à nettoyer la route encaissée.

Ce sont les 47e et 50e bataillons qui menaient l'assaut initial de la 10e brigade, sur la gauche de la division. Les barbelés, en grande partie intacts, occasionnaient de sérieux retards, car il fallait les couper à la main. Les deux bataillons occupèrent les tranchées principales de la ligne, permettant au 46e bataillon de les dépasser et d'avancer jusqu'à la ligne de support qui passait par le centre de Dury. La bataille pour la prise du village fut particulièrement acharnée; c'est seulement après qu'une manoeuvre de flanquement, effectuée par le 46e bataillon, eut permis de renverser une position fortifiée aux abords sud du village que l'unité réussit à s'emparer du village, faisant quelque 120 prisonniers et s'emparant de neuf mitrailleuses[64]. Grâce à la chute de Dury, on réussit, vers 7h.30 du matin, à s'assurer la maîtrise de la ligne que la brigade s'était fixée pour objectif à la route encaissée.

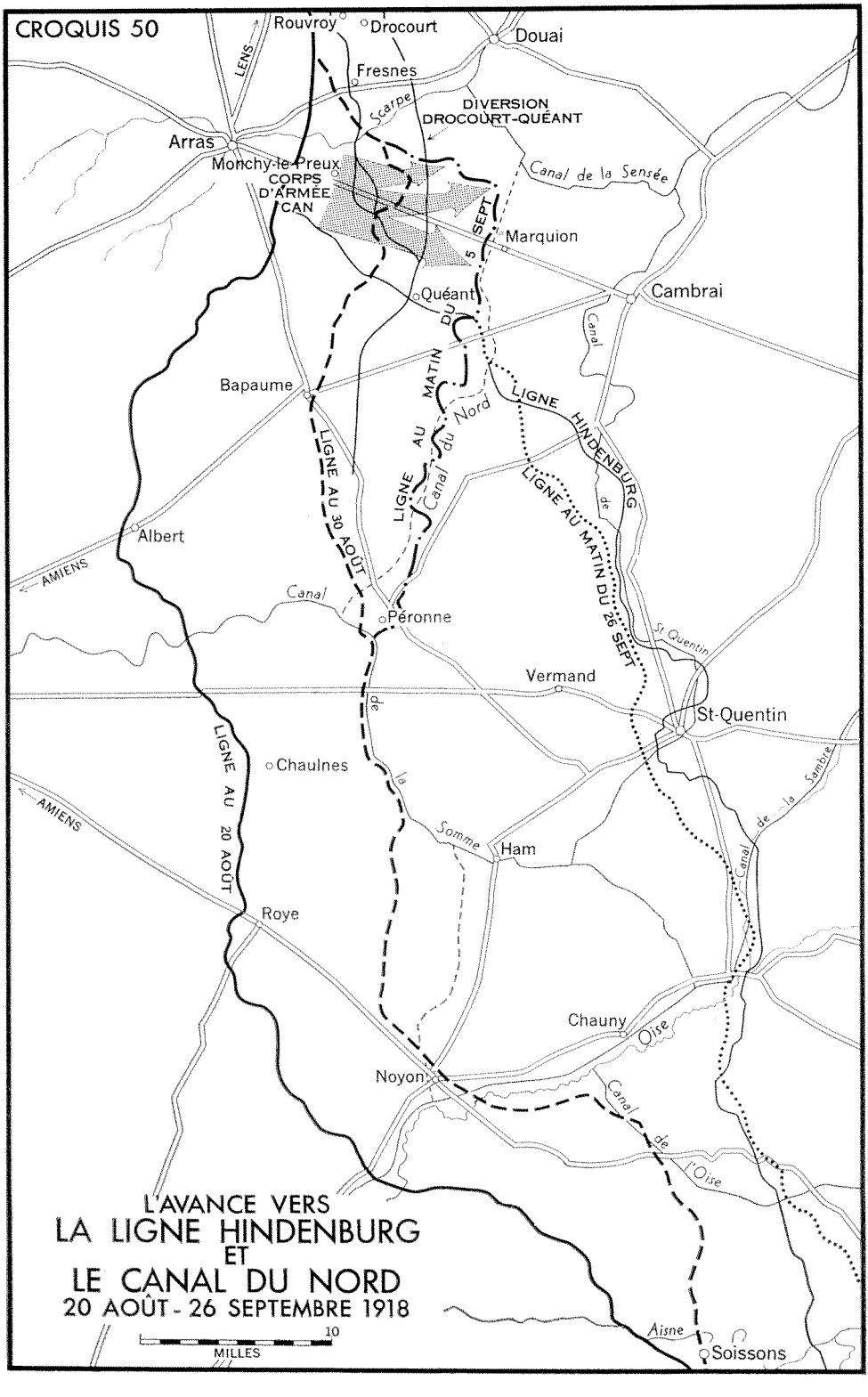
La seconde phase de l'attaque débutait peu après huit heures, lorsque le 78e bataillon, gardé en réserve, tentait d'avancer sur la droite de la 10e brigade. Mais ses progrès furent minimes devant la pluie de balles de mitrailleuses qui venait de Villers-lez-Cagnicourt et d'une usine de transformation de betteraves sucrières, à la croisée des chemins au nord-est du village. A un mille à l'est de la

route encaissée, installés sur une crête qui s'étendait de Buissy à Saudemont, les artilleurs allemands tiraient à vue. A neuf heures, le 78° bataillon se trouvait déjà bloqué à 200 verges à l'est de la route encaissée. Les tentatives faites par la 11e brigade en vue de profiter des gains de la 12e brigade, à l'est du mont Dury, furent également infructueuses. Vers le milieu de l'après-midi, toutes les brigades du front de la division signalaient que leur avance était paralysée. Des autos blindées de la Force indépendante essayèrent à plusieurs reprises, mais sans succès, d'atteindre la route latérale de Villers-Saudemont*; la Force dut se contenter de charger des détachements de mitrailleurs, postés de chaque côté de la route principale de Cambrai, de tirer sur les positions ennemies[66]. Sur la gauche des Canadiens, la 4e division anglaise réussit à s'emparer de son secteur du réseau D-Q, mais ne put prendre Étaing avant le lendemain matin.

Bien que le corps d'armée canadien n'eût pas atteint tous les objectifs fixés (avec beaucoup d'optimisme) pour l'attaque, il faut dire que les résultats du 2 septembre n'en furent pas moins éminemment satisfaisants. On avait attaqué et enfoncé la ligne Drocourt-Quéant sur une longueur de 7,000 verges. En outre, la 1 re division s'était emparée de l'embranchement de Buissy et des villages de Villerslez-Cagnicourt et de Cagnicourt. Certaines formations allemandes, sur la ligne d'avant, avaient cédé rapidement le 2 septembre, mais les Canadiens s'étaient butés à une opposition déterminée de la part de régiments des Ire et 2e divisions de réserve de la Garde et de la 3e division de réserve[67].

Ce soir-là, le général Currie faisait parvenir ses ordres aux trois divisions relevant de son commandement, leur intimant de poursuivre leur avance le 3 afin d'observer directement tous les ponts enjambant la Sensée et le canal du Nord[68]. Durant la nuit, cependant, l'ennemi se retirait sur un large front. Les patrouilles aériennes, volant au-dessus des lignes ennemies le 3 septembre au matin, n'aperçurent aucun Allemand entre la crête Cagnicourt-Dury et le canal du Nord. En même temps, la Troisième armée signalait qu'elle avait occupé Quéant et Pronville sans livrer de combat et que, partout, l'ennemi se repliait. Vers midi, tout le front du corps d'armée canadien était en mouvement alors qu'une avance générale vers la ligne Verte s'amorçait. A l'exception du tir de l'artillerie, la résistance était pour ainsi dire nulle. Lorsque vint le soir, la 1!e division, après avoir occupé Buissy et Baralle, avait traversé les terrains à découvert sur la rive occidentale du canal du Nord. La 4e division canadienne progressait rapidement, libérant les villages de Rumancourt, Écourt-Saint-Quentin, Saudemont et Récourt. La division fit savoir que la rive orientale du canal était fortement défendue et que tous les ponts avaient été détruits. La 4e division anglaise nettoya tout le long du canal de la Sensée, occupant le village de Lécluse. A la tombée de la nuit, le corps d'armée canadien avait la maîtrise de tout le terrain à l'ouest du canal du Nord, entre Sains-lez-Marquion et la Sensée. Les formations qui avaient défoncé la position

* Malheureusement, les prétendus succès étaient sans fondement. C'est pourquoi l'artillerie ne put reprendre son tir neutralisant sur une largeur d'environ 1,000 verges en travers de la route Arras-Cambrai, car elle avait reçu l'ordre de l'interrompre afin de permettre à une force indépendante d'avancer. Cela eut pour grave conséquence de soumettre à un tir violent et sans riposte les Canadiens qui attaquaient en dévalant les versants des premières lignes en avant de Dury[65].


CROQUIS 50
Rouvroy
Drocourt
Douai
Fresnes
LENS
Scarpe
DIVERSION DROCOURT-QUÉANT
Arras
Monchy-le-Preux
CORPS D'ARMÉE CAN
Canal de la Sensée
5 SEPT
Marquion
Quéant
Cambrai
DU
Canal
Bapaume
MATIN
LIGNE HINDENBURG
LIGNE AU 30 AOÛT
LIGNE AU
du Nord
Canal
de
LIGNE AU MATIN DU 26 SEPT
Albert
AMIENS
Canal
Péronne
St Quentin
Vermand
St-Quentin
LIGNE AU 20 AOÛT
Chaulnes
la
Somme
Ham
Canal de la Sambre
Roye
Chauny
Oise
Noyon
Canal de l'Oise
Aisne
Soissons
L'AVANCE VERS
LA LIGNE HINDENBURG
ET
LE CANAL DU NORD
20 AOÛT - 26 SEPTEMBRE 1918
10
MILLES

D-Q avaient mérité un repos et, durant la nuit, la 1re division anglaise et les 3e et 2e divisions canadiennes se chargeaient de la nouvelle ligne, du nord au sud[69].

Parlant des succès du corps d'année, le général Currie faisait spécialement l'éloge de la lie division canadienne. Dans son journal, il qualifiait «d'une des plus belles réussites de toute la guerres ce qu'elle avait fait en attaquant et en capturant les deux lignes de Fresnes-Rouvroy et de Drocourt-Quéant, ce qui représentait une pénétration de presque cinq milles. «C'est à se demander, écrivait-il le 3 septembre, quelle victoire est la plus grande, celle d'hier ou celle du 8 août, mais je suis porté à croire que c'est celle d'hier qui est la plus grande.»[70] Rares sont ceux qui ne partageront pas l'avis de sir Arthur. En réussissant à détruire le pivot du réseau de défense des Allemands, non seulement le corps d'armée avait permis à la Troisième armée d'avancer, mais sur tout le front, d'Ypres à l'Oise, on devait en ressentir les effets.

La retraite allemande avait fait suite à ce que von Hindenburg a appelé une des «décisions désagréables» imposée au haut commandement durant la première semaine de septembre[71]. Le 2, vers le milieu du jour, il avait ordonné à la Dixseptième armée de se retirer ce soir-là en deçà de la Sensée et du canal du Nord, tandis que, sur sa gauche, la Deuxième armée devait se replier sur la position Hindenburg le lendemain soir. Vers le sud, les Dix-huitième et Neuvième armées devaient suivre l'une après l'autre, ce qui signifiait que, le 9 septembre, toute la saillie gagnée dans les combats du mois de mars, serait abandonnée. Dans le nord, les Sixième et Quatrième armées se repliaient entre Lens et Ypres, cédant sans le moindre combat la saillie de Lys saisie au cours d'avril précédent[72].

Tout cela résultait de la défaite des Allemands. Le haut commandement avait tenté par tous les moyens de repousser les forces attaquantes, plaçant sept divisions en face du corps canadien et sur la gauche de la Troisième armée. Sur ces divisions, le corps d'armée captura environ 6,000 prisonniers non blessés, entre le 1er et le 4 septembre[73]. Ces succès remportés entre le 1er et le 3 septembre coûtèrent aux Canadiens 297 officiers et 5,325 soldats.

Puis ce fut une accalmie pour les Canadiens. Par suite de l'avance, le flanc gauche du corps d'armée s'étendait encore une fois sur une grande distance; en conséquence, à minuit, dans la nuit du 4 au 5 septembre, le commandement de la ire division anglaise et de son secteur fut confié au commandant du 22e corps d'armée. Au sud, la Troisième armée cherchait encore à se frayer un chemin à travers les défenses de la ligne Hindenburg.

Préparation du coup suivant

A un mille au sud-est de Dury, au point le plus élevé où le réseau Drocourt Quéant croise la route Arras-Cambrai, s'élève le monument canadien aux soldats qui ont défoncé cette fameuse ligne de défense. Au centre d'un petit parc entouré d'une haie de houx et d'érables, un simple quadrilatère de pierre porte l'inscription commençant par les mots: «Le corps d'armée canadien, comptant 100,000

hommes. ..' De là, regardant vers l'ouest, en direction d'Arras, on peut voir le terrain que les divisions canadiennes ont capturé en se battant si vaillamment. Vers le sud-est, s'étendent d'autres champs de bataille. A sept milles de là, à la droite de la route rectiligne qui va jusqu'à Cambrai, l'observateur peut discerner, par temps clair, le champignon élevé que forme la silhouette du bois de Bourlon découpée sur le ciel. Pour les Canadiens qui étaient retranchés sur la crête du mont Dury, en septembre 1918, c'était un endroit significatif, car ils savaient que, entre eux et le bois, se trouvait le prochain obstacle important sur leur chemin: le canal du Nord.

Toute manoeuvre visant à permettre de franchir un obstacle aussi formidable que le canal du Nord exigeait une planification et une préparation très soignées. Pour le général Currie, une attaque de front, à partir *de* ses positions, semblait impensable. Il n'y avait pas que le canal à faire obstacle; sur la rive opposée, les marécages s'étendaient au nord et au sud de la route Arras-Cambrai, et l'ennemi pouvait les couvrir du feu de ses mitrailleuses installées dans les réseaux de tranchées à l'arrière. En outre, le terrain élevé, à l'est, permettait aux Allemands de maîtriser complètement les abords du canal. Ce n'était pas une perspective encourageante[74]. Entre-temps, il fallait tenir ce qu'on avait pris. Cela ne posait pas de grave problème, car l'ennemi, ayant inondé les marécages de la Sensée et détruit les ponts du canal, s'était ainsi interdit lui-même toute manoeuvre efficace d'offensive contre les Canadiens. Conformément aux ordres de Currie, on réorienta les tranchées capturées, on reconstitua les barbelés pour faire de ces tranchées un avant-poste de résistance, une zone de bataille et une zone d'arrière, sans toutefois établir de grandes fortifications. Jusqu'à la reprise du combat, les Canadiens en profitèrent le plus possible pour «réorganiser, réparer et se reposer»[75].

En dehors d'accrochages de patrouille et de combats d'avant-poste, le front canadien connut une période de tranquillité jusqu'au 27 septembre. L'expression est relative seulement: il y eut peu de jours où le nombre des pertes subies au cours d'engagements était inférieur à cent. Vu les pertes subies par les troupes qui tenaient la rive du canal, Currie ordonnait, le 16, de reculer la ligne du front assez loin pour se mettre à l'abri des mitrailleuses dominantes de l'ennemi, tout en gardant la maîtrise des abords du canal grâce au tir des Canadiens[76]. Durant cette période, le corps d'armée perdit les services du major-général Lipsett qui commandait la 3e division depuis 1916. Son successeur fut le major-général F. O. W. Loomis, ancien commandant de la 2e brigade. Le 1er octobre, le général Lipsett, officier anglais qui avait été un des instructeurs de Currie avant la guerre, se voyait confier le commandement de la 4e division anglaise; mais il fut tué peu de temps après au cours d'une reconnaissance. La promotion du général Loomis entraîna plusieurs changements à la tête des brigades d'infanterie. Le brig.-gén. R. P. Clark fut nommé commandant de la 2e brigade, le brig. gén. G. E. McCuaig, commandant de la 4e, le brig. gén. A. Ross, de la 6e, et le brig.-gén. J. A. Clark, de la 7e.

Alors que, sur un vaste front s'étendant de la Scarpe à l'Aisne, les Allemands

se repliaient sur la ligne Hindenburg, les stratèges alliés faisaient les préparatifs en vue d'un assaut sur cette position, la plus formidable de tous lés dispositifs de l'ennemi. Afin de ne pas courir le risque de voir toute la réserve allemande se masser pour faire échec à l'attaque alliée, le général Foch insistait pour allonger le front et étendre la portée de l'offensive. Il révélait, dans sa directive du 3 septembre, comment la campagne allait se dérouler à l'avenir. Il devait se produire une offensive générale sur tout le front, de la Meuse à la Manche, quatre grands coups devant être portés aux points stratégiques. Les armées britanniques devaient attaquer dans la direction de Cambrai et de Saint-Quentin; l'aile française du centre devait continuer à repousser l'ennemi au delà de l'Aisne; au sud, l'armée américaine devait rentrer la saillie embarrassante de Saint-Mihiel pour ensuite se joindre à la Quatrième armée française dans une poussée vers Mézières, tandis que, sur le flanc nord, le roi Albert de Belgique devait diriger une force combinée au cours d'une offensive, en Flandre, contre Gand et Bruges[77]. Les chefs alliés ne cherchaient plus à battre l'ennemi en faisant des trouées à ses points les plus forts; ces tentatives lui coûtaient des pertes énormes. Les grands coups émoussés qu'avait fait pleuvoir sur l'ennemi, de 1915 à 1917, le léthargique lutteur poids-lourd «qui attaquait tête basse». faisaient place aux coups rusés portés par un boxeur habile, insaisissable et prudent, qui pourtant poussait son ennemi vers la défaite. Les attaques successives (qui prenaient fin aussi subitement qu'elles avaient débuté) portées à différents endroits néanmoins étroitement reliés, caractérisaient cette stratégie que Foch a résumée en donnant l'ordre suivant: «Tout le monde à la Bataille»[78].

Sir Douglas Haig se rencontrait avec les commandants des Première, Deuxième et Troisième armées, le 15 septembre, au quartier général du général Byng. Il expliquait son intention de confier aux Première et Troisième armées une opération conjointe sur Cambrai. Le général Home devait s'emparer du bois de Bourlon et couvrir la gauche de la Troisième armée, en avançant sur Cambrai, pour ensuite étendre cette manoeuvre de protection le long de la Scarpe et de l'Escaut jusqu'à Valenciennes. La capture du bois de Bourlon était confiée au corps d'armée canadien, qui devait ensuite former un flanc défensif pour les opérations qui devaient se dérouler vers le sud, en établissant un front général depuis les abords nord-est de Cambrai jusqu'à Aubencheul-au-Bac, sur le canal de la Sensée; pour cette manoeuvre, Currie devait avoir sous son commandement la 11e division anglaise[79].

Mais il fallait tout d'abord surmonter l'obstacle du canal du Nord. Devant les ponts brisés et les marécages inondés, la 2e division, après avoir effectué une reconnaissance bien minutieuse, signalait que le canal était «presque infranchissable pour toute unité plus nombreuse qu'un peloton, à moins de préparatifs considérables»[80].

Toute construction avait cessé sur le canal du Nord au début de la guerre; les travaux, plus ou moins avancés, avaient été laissés en plan. La région naturellement marécageuse que les Allemands avaient inondée s'étendait de Sains-lezMarquion vers le nord au delà de la route Arras-Cambrai, tandis que, vers le sud, sur une distance de 4,000 verges, entre Sains-lez-Marquion et Moeuvres, le terrain

était solide et le canal même était à sec. La rive opposée était fortement défendue par des mitrailleuses et, immédiatement à l'est, l'ennemi avait aménagé sa «ligne de défense du canal du Nord». Les photographies aériennes révélaient que c'est sa barricade de barbelés serrés qui en faisait la principale force; on ne pensait pas que les tranchées pussent offrir une grande protection contre un lourd bombardement. A un mille plus loin, à l'est, et à peu près parallèlement au canal, il y avait la ligne Marquion bien protégée par les barbelés, qui s'étendait de la banlieue orientale de Marquion sur une distance de quatre milles vers le sud pour rejoindre la ligne du canal, à la route Cambrai-Bapaume. On pouvait difficilement, à l'aide des photographies aériennes, se faire une idée du bois de Bourlon qui recouvrait la colline élevée, à un mille par-delà la ligne Marquion, et qui était flanquée au nord-ouest par la ville de Bourlon et au sud-est par Fontaine-Notre-Dame, parce que ses chênes magnifiques avaient encore toutes leurs feuilles. C'étaient quelques-uns des rares bois du nord de la France que les obus n'avaient pas encore fait voler en éclats. Mais le terrain qui s'étendait entre le bois et la ligne Marquion était criblé de vieilles excavations et cagnas et de vieux abris, dont chacun pouvait cacher un nid de mitrailleuses. Les farouches combats du mois de novembre précédent rappelaient qu'on pouvait y éprouver de sérieuses difficultés. Le dernier dispositif de défense avant Cambrai était le réseau de défense Marcoing, adossé dans presque toute sa longueur au canal de l'Escaut, passant à l'est de Fontaine pour croiser la route d'Arras à Raillencourt[81].

Le général Currie avait pensé à exécuter en deux phases la tâche qui lui avait été assignée. Tout d'abord, le passage du canal et la prise du bois de Bourlon et des terres élevées, au nord, aux environs du Repos du pèlerin et de la Maison Neuve (ferme près de la route Arras-Cambrai). Au cours de la seconde phase, le corps devait s'emparer des ponts sur le canal de l'Escaut, au nord-est de Cambrai, et établir une ligne ferme jusqu'au canal de la Sensée[82]. Parce que le canal du Nord était infranchissable dans le secteur nord du front canadien, sur la recommandation de Currie la délimitation de la zone d'action du corps canadien fut prolongée de 2,600 verges vers le sud pour inclure la partie ferme en face d'Inchy-en-Artois. Ce changement, tout en permettant le passage à travers une région non inondée, engendra le difficile problème du déplacement de tout le corps à travers un défilé étroit avant de se déployer sur un front de bataille qui devait s'étendre rapidement sur une longueur de 9,700 verges[83].

La première phase devait comprendre un assaut partiel déterminé, entre Sains-lez-Marquion et la zone d'action de l'armée, la 1er division étant disposée sur la gauche sur un front de deux brigades, et la 4e avec une seule brigade sur la droite. Dans la seconde phase, le front devait s'élargir, alors que la 11 e division anglaise avancerait à la droite de la 17Q division et que la 3e division canadienne prendrait la droite de la 4e. Selon les possibilités qui s'offriraient alors, les quatre divisions devaient s'élancer résolument à l'avant, la 3e demeurant en contact avec le flanc gauche de la Troisième armée. La 2e division devait constituer la réserve du corps durant toute l'opérations[84].

Les lignes familières «Rouge», `Verte» et «Bleue» indiquaient trois objectifs

intermédiaires pour la première phase. A l'extrémité nord de Sains-lez-Marquion, la ligne Rouge obliquait vers le sud-est pour suivre la ligne de défense Marquion à travers le front canadien. La ligne Verte, à environ 1,500 verges à l'est, comprenait Marquion, le village de Bourlon et la lisière occidentale du bois de Bourlon. A 2,000 verges à l'est, la ligne Bleue traversait la route de Cambrai près de la Maison Neuve, pour passer derrière le Repos du pèlerin sur la crête de la colline pour ensuite suivre la lisière orientale du bois de Bourlon jusqu'à la limite de l'armée, en face de Fontaine-Notre-Dame. Il fallait à tout prix atteindre la ligne Bleue pour assurer le succès de l'opération, car le bois de Bourlon était comme la clef de la prise de Cambrai. C'était une tâche remplie de difficultés*.

L'inclinaison du terrain de chaque côte du canal, qui permettait à l'ennemi d'observer facilement tout le front canadien, rendait difficile la concentration des troupes en vue de l'attaque. Le 23 septembre, le général Currie ordonnait que tous les déplacements, à l'est d'une ligne passant à travers Neuville-Vitasse, s'effectuent à la faveur de la nuit. Mais vu les préparatifs d'envergure que requérait l'offensive, certains déplacements par la route devaient inévitablement se produire de jour, et les avions de reconnaissance ennemis ne pouvaient manquer de constater l'augmentation du nombre des chevaux, des parcs de véhicules et des camps de toutes sortes, lesquels, comme la 2e division l'a raconté plus tard, avaient transformé la région dénudée et sans arbre, derrière les lignes du front, en un parc <<aussi encombré que Coney Island, le 4 juillet»[86].

La modification du front du corps d'armée et la pénétration que devait permettre l'attaque, du moins on l'espérait, posaient des problèmes particuliers pour l'artillerie. Vu l'exiguïté de la région de l'attaque, il fallait, pour laisser à l'infanterie assez de place pour se rassembler, garder les batteries bien en arrière et installées en profondeur. Au cours de la première phase, la 4e division aurait à avancer plus de 4,000 verges pour atteindre son objectif final dont la prise, comme d'ailleurs le succès de la seconde phase, dépendait d'une avance rapide de l'artillerie. On trouva une solution en vue d'assurer l'appui, en tout temps, sur le front mobile. Six des dix brigades d'artillerie de campagne secondant la 4e division d'infanterie se chargeaient du tir de barrage à la ligne Rouge. A l'heure H, les quatre autres brigades amèneraient les avant-trains et suivraient de près l'infanterie lancée dans son attaque sur le canal, arrivant juste à temps pour participer au tir de barrage de la ligne Verte. Quand les brigades de l'arrière, dépassées en portée, cesseraient de participer au tir de barrage, deux brigades s'élanceraient vers le canal pour ajouter leur tir au barrage dirigé vers l'objectif final, tandis que deux autres fourniraient un tir de barrage continu sur le côté occidental du bois de Bourlon. Les autres s'avanceraient alors pour traverser le canal que les ingénieurs avaient déjà réussi à rendre infranchissable (heure H plus quatre). Ce plan se révéla très satisfaisant, l'infanterie déclarant que le

* Le général Currie révèle que le général Byng, commandant la Troisième. armée, vint le voir quelques jours avant l'attaque pour prendre connaissance des plans tracés par l'état-major du corps d'armée canadien. Byng jugeait que les plans étaient les meilleurs dans les circonstances, mais il n'en demandait pas moins à Currie: .Mon vieux, croyez-vous pouvoir réussir?»[85]

barrage avait été «très bon»"[87]. Dans le cas de Sains-lez-Marquion, qu'on devait contourner et attaquer par derrière, il fallait un tir de barrage spécialement ordonné. Lorsque le village fut attaqué, le tir de support devait monter vers l'arrière en direction du canal[88].

Le support d'artillerie qu'on avait prévu présentait un aspect unique: on avait préparé ce qui était en pratique une table de tir de barrage roulant d'artillerie lourde. Les lignes et le réglage du barrage suivaient le principe d'un barrage roulant de pièces de campagne, sauf que les allongements successifs du tir variaient de 500 à 1,500 verges à divers endroits, selon la vitesse à laquelle l'infanterie était censée avancer. On fit imprimer un grand nombre de cartes de barrage à l'échelle 1:40,000, qui furent distribuées tant à l'artillerie lourde qu'à l'infanterie attaquante[89]. On s'arrangea également pour avoir un barrage complet de tir de mitrailleuses. Toutes les ressources du Génie, y compris les sapeurs et les pionniers de la 11e division anglaise, furent mises à la disposition du chef de ce corps, le major-général W. B. Lindsay, tandis qu'on prenait des dispositions particulières en vue de jeter en toute hâte sur le canal, immédiatement après le déclenchement de l'attaque, des ponts d'une importance primordiale[90]. L'accomplissement de ces tâches permit au nouveau chef de prouver la valeur de la réorganisation du Génie (voir ci-dessus, page 415).

Tandis que les préparatifs en vue de l'offensive progressaient dans le secteur de la Première armée, d'autres armées alliées, vers le sud, se rapprochaient de la principale position Hindenburg. Le 12 septembre, débutaient deux semaines de combats acharnés au cours desquels la Première armée française et les Troisième et Quatrième armées britanniques délogeaient l'ennemi des anciennes fortifications alliées que les Allemands avaient transformées en ouvrages extérieurs de leur principale ligne de défense*. La Deuxième armée allemande n'ayant pu bloquer l'avance de la Quatrième armée, le général von der Marwitz fut relevé de son commandement[91]. Entretemps, les 12 et 13 septembre, à Saint-Mihiel, entre la Meuse et la Moselle, les troupes américaines démontraient que le général Pershing avait eu raison d'exiger à maintes reprises qu'on permette aux Américains de participer au combat en tant qu'armée nationale. En quelques heures, les divisions américaines, sans expérience mais remplies d'ardeur, faisaient disparaître une saillie d'une profondeur de seize milles qui avait été, durant quatre ans, un ennui pour la ligne alliée[92].

La résistance entêtée de l'ennemi, au cours des combats de septembre, fut la cause de pertes énormes des deux côtés et, le 21 septembre, le ministre de la Guerre avertissait Haig de nouveau que, vu les résultats peu satisfaisants du recrutement au Royaume-Uni, il fallait, de toute nécessité, éviter de gaspiller les forces des armées britanniques en France. Le commandant en chef savait très bien ce qu'il pourrait lui en coûter s'il attaquait la ligne formidable d'Hindenburg, comme il connaissait les répercussions politiques qu'un échec pourrait avoir tant en

* Dans la région qui se trouve entre Saint-Quentin et la route Bapaume-Cambrai, la Troisième armée livrait la bataille d'Havrincourt (12-18 septembre), et la Quatrième armée la bataille d'Épehy (17-18 septembre).

Angleterre qu'en Allemagne. Mais après avoir soigneusement *pesé* ces considérations au regard des avantages qu'on pouvait gagner grâce aux opérations proposées, Haig fut convaincu «que l'attaque britannique était la partie essentielle du programme général et que le moment était favorable. En conséquence, écrit-il dans une dépêche subséquente, J'ai décidé de déclencher l'attaque»[93].

Le Canal du Nord et le Bois de Bourlon, 27 septembre

Dans la nuit du 26 au 27 septembre, partout se faisait sentir la tension de l'attente. Il n'y eut pas de tir de barrage préliminaire; tout était calme. Dans les zones de rassemblement surpeuplées, l'infanterie était étroitement entassée avec l'artillerie et les mitrailleuses, qu'on avait fait avancer jusque là afin qu'elles soient prêtes pour une avance rapide. Redoutant toujours une riposte de l'artillerie allemande contre elles, dangereusement placées à cause de leur grand nombre, les troupes attendaient impatiemment l'heure H. La pluie commençait à tomber et la terre froide devenait boueuse et glissante, inconvénients qui s'ajoutaient aux difficultés auxquelles on s'attendait durant l'attaque prochaine. Le jour se levait, nuageux et sombre, mais la pluie avait cessé[94]. Soudainement, à 5h.20 du matin, on aperçut les lueurs des canons suivies de l'éclatement des obus au-dessus des positions ennemies.

Sur la droite du corps d'armée, les troupes de la 10e brigade, se gardant bien de s'éloigner du couvert que leur offre l'artillerie, traversent promptement le canal*, à deux bataillons de front, entre Inchy et Moeuvres. Elles paralysent la résistance venant de la ligne du canal du Nord pour s'établir elles-mêmes sur la ligne Rouge, suivant le programme tracé. Les 11e et 12e brigades, menant l'attaque de la 4e division, sur la droite et sur la gauche respectivement, poussent leur avance, mais se butent presque immédiatement à des difficultés au sud. Les formations du général Watson se voient barrer la route par la 187e division d'infanterie allemande, dont le 188e régiment d'infanterie se trouve directement à l'ouest du bois de Bourdon, et qui est flanquée au nord et au sud respectivement, par les 186e et 187e régimentst. Plus au sud se trouve la 7e division de cavalerie lancée à pied dans l'action; non habituée qu'elle est à la tactique de l'infanterie, elle est promptement défaite[97]. La 52e division attaquant sur le flanc de la Troisième armée, n'a pas connu les mêmes succès du début que la 4e division; de ce fait, l'aile droite canadienne perd bien des hommes sous le tir d'enfilade.

Dans un combat serré, le 87e bataillon réussit à entrer dans la partie méridionale du village de Bourlon, à 9h.45 du matin, et le 54e bataillon passe tout droit pour contourner la lisière septentrionale du bois de Bourlon et atteindre le côté opposé. L'avance plus lente des troupes 'anglaises au sud force le 102e bataillon à

* Cette section du canal du Nord n'était que partiellement creusée. La berge n'avait que de 10 à 12 pieds de haut du côté ouest, et de 4 à 5 pieds du côté est. Le canal avait une largeur d'environ 40 verges[95].

† Le 188e régiment d'infanterie déclara que le 27 septembre fut .le jour le plus sombre du régiment ... il ne restait plus, à la fin du jour, qu'une poignée d'hommes ... ce jour-là, tous nos espoirs de victoire s'évanouirent[96].»

établir un flanc de défense le long de la route de Bapaume, et empêche de se réaliser le plan d'encerclement du bois par le sud. Le 54e bataillon se trouve à former ainsi une saillie très avancée et il subit des pertes élevées. Le bataillon continue à pousser vers Fontaine-Notre-Dame, pour enfin s'arrêter, vers 7h. du soir, juste à l'ouest du village, tandis que les 75e et 87e bataillons avancent sur sa gauche. Vers le nord, la 12e brigade connaît une longue journée de durs combats. Les 85e et 38e bataillons, durement frappés par les obus et le feu de mitrailleuses, durant leur avance, nettoyaient leur partie du réseau de tranchées de Marquion, ce qui permit aux 78e et 72e bataillons d'atteindre tout l'objectif, sauf l'extrême droite de la ligne Bleue. Il fallut que le 78e bataillon lance une nouvelle attaque à 8h. du soir, pour paralyser la dernière poche de résistance[98].

Au cours des opérations de la 4e division, le 27 septembre, deux officiers subalternes avaient mérité la Croix de Victoria. Le lieutenant G. T. Lyall, du 102e bataillon, et le lieutenant S. L. Honey, D.C.M., M.M., du 78e bataillon, qui avaient contribué pour beaucoup à la prise du bois de Bourlon grâce à l'initiative habile et au courage dont ils firent preuve dans l'attaque contre les fortifications allemandes. Le lieutenant Honey, comme bien d'autres dont les hauts faits ont été reconnus durant la guerre, reçut sa décoration à titre posthume[99].

Sur la gauche du corps d'armée, les succès de la 1 le division résultaient de plans bien préparés et d'une exécution déterminée et bien dirigée. La 14e brigade connut de bons débuts, grâce aux canons de la 1re batterie d'artillerie canadienne de campagne qu'on avait amenés en face d'Inchy-en-Artois et qui tiraient à vue dans les positions ennemies le long du canal. Ainsi aidé, le 4e bataillon, après avoir traversé sans peine le lit desséché, put s'élancer vers le nord-est pour s'emparer de la ligne Marquion qui lui avait été assignée. Le 1er bataillon se glissa à cet endroit, comme on l'avait prévu, pour s'installer en peu de temps à la ligne Verte. Les 2e et 3e bataillons prenaient dès lors la tête, pour se voir arrêter immédiatement par un tir nourri venant de la voie ferrée remblayée, qui faisait une courbe au nord de Bourlon. Grâce à une attaque de flanquement menée bien à point par le 72e bataillon, les 2e et 3e bataillons réduisaient cette résistance et balayaient tout sur leur passage jusqu'à la ligne Bleue[100]. Le geste du commandant de la compagnie de support de gauche du 3e bataillon, le lieutenant G. F. Kerr, M.C., M.M., qui s'élançait seul à l'attaque d'un emplacement fortifié allemand près de la route d'Arras à Cambrai, joua un rôle important dans l'avance de la 1re brigade. Kerr, qui s'empara de quatre mitrailleuses et fit 31 prisonniers, reçut la Croix de Victoria[101].

La 2e brigade avait pour mission de suivre la ire jusqu'à la ligne Marquion, pour ensuite se déployer vers la gauche et s'emparer de la partie centrale de la ligne Bleue, sur le front de la division. A deux heures, le 7e bataillon tenait déjà fermement son objectif, à mi-chemin entre Marquion et Haynecourt. Durant l'aprèsmidi, le 5e bataillon occupait Haynecourt tandis que ses patrouilles se rendaient presque jusqu'à la route principale Cambrai-Douai. Sur la gauche, des unités de la 11e division anglaise passaient par là, en direction d'Épinoy. Vers la fin du jour (27 septembre), des patrouilles du 10e bataillon, qui s'étaient glissées vers

les lignes du 5e, jusqu'à l'est d'Haynecourt, approchaient de la ligne Marcoing; mais leur route se trouvait barrée par une ceinture de barbelés non coupés, couverte par le feu des mitrailleuses ennemies. Voyant monter le nombre de ses pertes, l'infanterie coupa les fils de fer et s'élança en avant mais comme elle se trouvait bloquée par une seconde barrière de barbelés, qui marquait la ligne même, et comme l'obscurité approchait, le bataillon se retrancha du côté est de la route DouaiCambrai[102].

Sur la gauche du général Macdonnell, la 3e brigade s'était vu confier la mission importante de pousser son avance vers le nord, au delà du canal du Nord, et de s'emparer successivement des villages de Sains-lez-Marquion et de Marquion, libérant ainsi la berge orientale du canal pour permettre à la 11e division de le traverser. Menant l'avance de la 3e brigade, le 14e bataillon traversait au sud de Sains-lez-Marquion et, obliquant vers le nord en arrière du village, s'emparait rapidement de sa partie de la ligne Rouge. Quatre chars d'appui rendaient de grands services en écrasant les barricades de fil de fer et en balayant le village, mais des difficultés mécaniques les empêchèrent de dépasser la ligne Rouge[103]. Du Coin-dela-Chapelle, au sud-est de Marquion, l'opposition allemande qui avait vacillé avant l'attaque initiale du 14, se raffermit grâce à un tir nourri pour arrêter le 13e bataillon qui avançait tout de suite après l'attaque initiale. Il fallut que les 13e et 15e bataillons, aidés de chars, joignent leurs efforts pour nettoyer Marquion. Le 15e bataillon continua sa marche vers le nord, à travers la route d'Arras, pour nettoyer la région à l'est du canal. A 2h. de l'après-midi, il était fermement établi à la ligne Bleue, immédiatement au sud de Sauchy-Lestrée[104].

Les deux divisions canadiennes avaient reçu l'appui précieux des chars, chaque division étant supportée par une compagnie (huit chars) du 7e bataillon de chars. Les quatre engins assignés à chaque brigade d'attaque réussirent à traverser le canal à gué sous le couvert d'un écran de fumée lancé par l'artillerie. Plus tard, ces mêmes chars purent se camoufler eux-mêmes en utilisant des générateurs fumigènes branchés à leurs tuyaux d'échappement. Durant le jour, ils rendaient de grands services en écrasant les fils de fer enchevêtrés et en réduisant au silence, par leur tir, les nids de mitrailleuses. Sur les seize engins engagés dans la première phase de l'opération, cinq furent victimes du tir allemand[105].

Vers le milieu du jour, lorsque la 30 brigade d'infanterie eut rempli la mission qui lui avait été assignée de nettoyer la berge orientale du canal, des unités de la 11e division traversaient à quatre endroits, entre Sains-lez-Marquion et la grand route, pour avancer facilement en place sur la gauche de la 1- division afin d'aborder la seconde phase de l'attaque. L'avance vers le nord et le nord-est se poursuivait sans délai sérieux et, à la tombée du jour, Épinoy et Oisy-le-Verger se trouvaient aux mains des Britanniques[106].

Dans l'ensemble, tout s'était très bien passé ce jour-là. Le soir, le général Currie écrivait dans son journal: «Après les succès d'aujourd'hui, l'ennemi est en danger de perdre la haute main sur le dispositif Quéant-Drocourt, au nord de la Scarpe, et on peut s'attendre qu'il se replie vers Douai.» Une fois franchi l'obstacle du canal du Nord, on pouvait espérer que Cambrai tomberait bientôt et que

la chute de Douai suivrait de près[107]. Mais les gains avaient été limités sur la droite du corps d'armée, où la 4e division canadienne, affaiblie par un flanc demeuré ouvert par suite des progrès lents des formations anglaises vers le sud, n'avait pas pu amorcer la seconde phase de l'opération. Durant la nuit du 27 au 28 septembre, cependant, les Allemands reculaient. Voyant ses divisions chassées de leurs lignes, sans protection dans les champs découverts, d'Épinoy à Ribécourt, le général von Below ordonnait aux troupes de se retirer du côté opposé de la Sensée, entre Arleux et Aubigny, et jusqu'à la position «Hagen» qui s'étendait vers le sud à partir d'Aubigny et à travers Marcoing[108].

La Ligne Marcoing et l'attaque vers Cambrai, 28 septembre-1er octobre

Le 27 au soir, le général Currie ordonnait de continuer l'avance durant toute la nuit et le lendemain en vue de se frayer un chemin vers le nord de Cambrai et d'empêcher l'ennemi d'aménager une ligne de défense à l'ouest de la ville. La 3e division recevait l'ordre de relever toutes les troupes de la 4e division, dans la zone d'action qui lui était assignée pour la seconde phase, et de s'emparer de Fontaine-Notre-Dame aussitôt que possible. En outre, la brigade de Brutinel* était avertie de se tenir prête à tirer profit des succès, et la 2e division, servant de réserve au corps d'armée, était prête à une prompte avance[110].

Il était impossible, en fait, pour la 3e division de s'emparer de sa partie de la ligne tant que Fontaine-Notre-Dame demeurait la cible du tir ennemi. En conséquence, aux dernières heures du 27 septembre, on décidait que les brigades du général Loomis, au lieu de relever la 11e brigade, se serviraient de ses positions en guise de ligne de départ en vue d'attaquer Fontaine et forcer la ligne Marcoing111. Les deux brigades, sur la gauche de la 7e (commandée par le brig.-gén. J. A. Clark, qui avait succédé au brig.-gén. Dyer, le 12 septembre) et la 9e brigade, sur la droite, amorçaient leur attaque à 6h. du matin, le 28. Ayant à sa tête le Royal Canadian Regiment, la 7e brigade connut de bons débuts, puisqu'elle pouvait signaler, à 8h.50 du matin, qu'elle s'était emparée de la ligne de front de Marcoing[111]. Mais par la suite, la marche ralentit, car le RCR rencontrait une résistance obstinée dans la ligne de support Marcoing, où les Allemands étaient décidés à retarder la prise de Cambrai et le passage du canal de l'Escaut. C'est la 26e division de réserve (Württemberg) et quelques unités de la Garde qui offraient la plus forte résistance. C'était la même division qui, un mois plus tôt, avait retardé la marche des Canadiens, au nord et au sud de la route de Cambrai (voir ci-dessus, p. 465). Entre-temps, cette division, réorganisée, s'était reposée et avait reçu la visite du feld-maréchal von Hindenburg dans les diverses zones de bivouac[112].

* La Force indépendante canadienne avait été retirée de la ligne, le 4 septembre au soir, pour être dissoute peu après. Cependant, la brigade de Brutinel était reconstituée, le 19 septembre, de façon semi-permanente[109].

Au milieu de la matinée, le Royal Canadian Regiment était paralysé par un tir nourri venant du front et de Sailly, sur le flanc gauche. Le PPCLI fut lancé dans l'action et, au début de l'après-midi, les deux bataillons avaient réussi à s'emparer de la position Marcoing, entre les routes d'Arras et de Bapaume[113]. L'action du RCR avait été marquée par l'héroïsme d'un officier, le lieutenant Milton F. Gregg, M.C.*, qui mérita la Croix de Victoria. Comme l'avance des troupes était arrêtée par des fils de fer abondants et non coupés, il s'avança seul en rampant afin de procéder à une reconnaissance, pour ensuite mener ses hommes à travers une étroite brèche et s'infiltrer dans la tranchée allemande. L'ennemi contre-attaqua en force et, comme ses troupes manquaient de bombes, Gregg, quoique blessé, retourna seul sous le tir épouvantable chercher d'autres munitions. Blessé une deuxième fois, il regroupa ses troupes réduites et les mena à l'attaque pour nettoyer les tranchées ennemies[114].

Pendant ce temps, la 9e brigade avait connu des succès limités. Tandis que le 102e bataillon (prêté par la 4e division) couvrait le flanc droit ouvert, par son tir depuis la lisière méridionale du bois de Bourlon, le 3e bataillon pénétrait dans Fontaine et s'en emparait; à 9h. du matin, il était déjà rendu à un demi-mille au sud-est du village. Comme la ligne Marcoing continuait à offrir de la résistance, il fallut lancer les deux brigades dans une nouvelle attaque dans l'angle formé par les routes Arras-Cambrai et Bapaume-Cambrai. Mais il se produisit certains délais avant qu'on pût mettre au point les plans d'un barrage d'artillerie et apporter les munitions, de sorte qu'il fallut remettre la manoeuvre de 3h. à 7h. du soir.

Le brig.-gén. Clark avait reçu pour mission de s'emparer de la route Cambrai-Douai et du chemin de fer qui passait au delà. Ce fut une mission coûteuse. Sur la gauche de la brigade, le Princess Patricia's Canadian Light Infantry avança de 2,000 verges vers le nord-est pour se trouver dans les fils de fer non indiqués sur la carte, en avant de la route de Douai. Du haut du remblai de chemin de fer et du terrain élevé au nord de Tilloy, le tir allemand balayait les Patriacias pris dans les barbelés, les forçant à se retirer un peu et leur causant de lourdes pertes[115]. Sur la droite, le 49e bataillon, lui aussi aux prises avec une résistance solide, ne peut se rendre qu'aux abords de Sainte-Olle, du côté nord, banlieue sise sur la route d'Arras. Sur le front de la 9e brigade, le 58e bataillon se frayait un passage à travers les défenses ennemies, ce qui permit au 116e bataillon de se rendre aux abords de Sainte-Olle, tard ce soir-là[116].

Au nord de la grand route, la 2e brigade avait effectué la plupart des manoeuvres de la 4e division, le 28 septembre. Les 47e et 50e bataillons attaquaient à 6h. du matin, l'avance étant assez facile jusqu'aux abords de Raillencourt, où la ligne Marcoing traversait la route Arras-Cambrai. Les troupes étaient nombreuses tant dans le village que dans les tranchées, les réserves allemandes se tenant prêtes, dans Cambrai, à résister à toute tentative d'encerclement de la ville par le nord. Raillencourt tombait après un combat acharné; ensuite les 44e et 46e

* Devenu plus tard brigadier et qui, de 1947 à 1957, fut successivement ministre fédéral des Pêcheries, des Affaires des anciens combattants et du Travail.

bataillons passaient, ainsi qu'on l'avait prévu, le premier nettoyant le village voisin de Sailly. Mais la pluie d'obus les empêchait de se rendre jusqu'à la route de Douai. Durant toute la journée, le 44e bataillon, dont les rangs étaient décimés par les pertes nombreuses subies le 27 dans l'attaque sur le canal du Nord, dut repousser une série de contre-attaques acharnées, avec l'appui solide des mitrailleuses Vickers du 2e bataillon de mitrailleuses. Le bataillon n'en fut pas moins forcé de se replier sur le chemin de fer d'intérêt local, à l'est de Sailly[117].

Comme nous l'avons signalé, les succès de la 1re division, le 27 septembre, lui avaient permis de prendre une bonne avance sur les 3e et 4e divisions. Selon son plan d'attaque du 28 septembre, la 2e brigade devait continuer l'avance de la division vers le nord-est. A la demande de la 2e brigade, l'heure H fut reportée de 6h. à 9h. du matin afin de permettre aux troupes de rejoindre la lie division. Mais le délai ne donna rien. Lorsque le 108 bataillon attaqua à partir de la route de Douai, la 4e division traînait encore de l'arrière. Le bataillon se butait à des ceintures serrées de fils de fer non coupés, couvertes par le tir ennemi; il fut presque immobilisé sur place. Toutes les tentatives faites pendant la journée par l'artillerie lourde en vue de couper les barbelés échouèrent. L'avance de l'infanterie fut à peu près nulle à cet endroit[118], et le corps canadien, sur le flanc nord de la 11e division anglaise avait, lui aussi, peu de succès à signaler.

Le 29 fut une autre journée de durs combats où l'on gagna peu de terrain. Sur la droite du corps, toutes les brigades de la 3e division étaient engagées dans des combats serrés. La 9e brigade dépêchait son 58e bataillon à travers la zone d'action de l'armée en vue d'aider les unités de la 57e division anglaise à nettoyer la ligne Marcoing vers le canal de l'Escaut. Le 116e bataillon lutta d'arrache-pied toute la matinée pour entrer dans Sainte-Olle. Grâce à un bombardement fourni par une batterie de campagne qui le supportait, le 116e bataillon s'empara vers midi, de la banlieue qui avait été une cause d'ennui, et fit avancer une compagnie vers la jonction des routes d'Arras et de Bapaume[119]. Dans le centre, la 8e brigade, qui avait l'ordre d'établir des têtes de pont sur le canal dans le nord de la ville, fit peu de progrès au début, les 1er et 28 Canadian Mounted Rifles se trouvant arrêtés par le tir venu de Sainte-Olle qu'on n'avait pas encore réussi à prendre. Une fois la localité prise, les deux bataillons du CMR purent se frayer un chemin, en se battant*, jusqu'aux abords de Neuville-Saint-Rémy, banlieue sur la route de Douai, à l'ouest du canal. Sur la gauche de la division, l'attaque de la 78 brigade, aidée des 49e et 42e bataillons, se poursuivait jusqu'à la route de Douai-Cambrai, en face de Tilloy, mais y était arrêtée par le feu des mitrailleuses[121].

Les choses n'allaient guère mieux sur le front de la 4e division. Le général Watson continuait l'attaque avec l'aide de la 12e brigade, la dirigeant vers Sancourt et Blécourt au nord-est. Sur la droite, le 388 bataillon traversait la route de Cambrai-Douai, pour se voir immédiatement arrêté par le tir de l'ennemi, depuis le rem-

* Durant cette action, dont l'historien régimentaire du 2e CMR, a écrit que ce fut l'engagement où notre bataillon s'est battu le plus désespérément de toute la guerre., un des commandants de compagnie, John McGregor, M.C., D.C.M., mérita la Croix de Victoria. A lui seul, il réduisit au silence un nid de mitrailleuses allemandes qui retardaient l'avance de sa compagnie, tuant quatre des mitrailleurs et faisant huit prisonniers[120].

blai du chemin de fer. Le 781' bataillon s'infiltrait au cours de .l'après-midi, mais était arrêté lui aussi. Plus au nord, le 72e bataillon eut plus de chance. Après avoir fait 250 prisonniers et s'être emparé de 20 mitrailleuses à Sancourt, il réussissait à prendre pied sur la voie ferrée. Une petite troupe atteignit Blécourt et, faisant preuve d'une grande audace, après avoir installé une mitrailleuse Lewis sur la place du village, commençait à cueillir les prisonniers dans les immeubles avoisinants, pour se retirer ensuite jusqu'au chemin de fer avec quelque quatre-vingts d'entre eux. Mais l'avance n'avait pas été aussi bonne sur les flancs et, devant le tir nourri de l'artillerie, le 72e bataillon, menacé de contre-attaques, dut se replier presque jusqu'à la route de Cambrai-Douai[122]. Au nord, ni la Ire division canadienne ni la 11e division anglaise n'avaient connu de succès appréciables. Le général Macdonnell gardait encore à peu près les mêmes positions que ses troupes avaient prises le 27 septembre; il serait difficile d'avancer davantage avant que les troupes anglaises se soient emparées du terrain dominant au nord-est d'Épinoy[123].

Ce dimanche-là, le combat avait été excessivement acharné et avait coûté 2,089 hommes aux Canadiens*; les résultats furent décevants parce que l'ennemi se défendait avec détermination. Le général Currie était convaincu, cependant, que l'attaque menée chaque jour par le corps canadien prévenait une contre-attaque de la part des Allemands; il ordonnait donc de continuer la bataille le 30[125]. La nouvelle opération devait s'effectuer en deux phases. Sur la droite du corps, les 3e et 4e divisions devaient se lancer à l'attaque, à 6h. du matin, pour s'emparer des têtes de pont sur le canal de l'Escaut, à Ramillies et Eswars respectivement, au nord-est de Cambrai. Cette besogne accomplie, la Ire division canadienne et la 11e division anglaise se dirigeraient vers le nord-est, la 1re devant s'emparer du village d'Abancourt, à l'est du chemin de fer de Douai, et l'autre s'acheminant vers Fressies, au canal de la Sensée[126].

Dès le début, la 4e division éprouva des difficultés. On avait prévu que l'attaque serait amorcée sous le couvert d'un barrage d'artillerie lourde, lequel comprendrait un écran de fumée le long du canal de l'Escaut et du «ravin de Batigny»†, qui s'étendait vers le nord-est, de Sancourt à la Sensée. (C'était en réalité une vallée ou pente douce, dans laquelle s'élevaient les villages de Sancourt, Blécourt et Bantigny. A Bantigny, la vallée avait une largeur de mille verges et une profondeur approximative de 40 pieds.) Mais l'écran de fumée promis ne vint pas, et la 11e brigade dut attaquer alors qu'elle offrait une cible ouverte pour les

*Parmi les blessés, se trouvait le lieut: col. honoraire F.G. Scott, principal aumônier protestant de la are division, de service depuis plus de trois ans et demi sur le front occidental. Ce qu'il a fait pour le bien-être des troupes offre un exemple typique des services dévoués rendus par les *padres* aux armées en activité de service. «Les hommes l'aimaient, devait écrire un commandant de brigade,….. car, dans les heures sombres, cette âme intrépide ne ménageait pas ses secours ni ses consolations.»[124] Qu'il fût au mess des officiers, ou dans une tranchée à distribuer des bonbons ou des cigarettes, ou qu'il officiât à des funérailles derrière les lignes, le chanoine Scott était toujours à l'aise. Bien qu'on lui eût, à maintes reprises, conseillé, voire même ordonné, d'éviter les endroits dangereux, il tenait toujours à partager les risques et les misères de ses soldats qu'il appelait ses .enfants..

† Ainsi épelé sur les cartes contemporaines, bien que ce ravin passe à travers le village de Bantigny.

canons de l'ennemi installés sur les terrains élevés au sud d'Abancourt. Le 75e bataillon, qui menait l'attaque, perdit la majorité de ses officiers et de ses sous-officiers brevetés. Avec les 54e et 87e bataillons, qui avaient eux aussi éprouvé de grandes pertes, il se replia sur la ligne de chemin de fer; c'est tout ce qu'avait gagné la division ce jour-là[127]. Au début, la 3e division, attaquant avec la 7e brigade, connut un meilleur sort. Le PPCLI se fraya rapidement un chemin à travers Tilloy, tandis que, sur sa gauche, le RCR atteignait la chapelle, à mi-chemin le long de la route Blécourt-Tilloy. Mais le tir des mitrailleuses qui, de Blécourt, leur apportait une pluie de balles sur leur flanc nord ouvert, les obligea à se retirer presque jusqu'au chemin de fer, bien que les Patricias aient pu garder la maîtrise de Tiloy[128]. La première phase s'étant soldée par un échec, la 1re division canadienne et la 11e division anglaise n'entrèrent pas en action. Après les insuccès de la journée, le passage du canal de l'Escaut était aussi éloigné que jamais.

Cet après-midi-là (30 septembre), le commandant du corps tenait une conférence au quartier général du major-général Watson et ordonnait, pour le 1er octobre, une attaque à laquelle prendraient part les quatre divisions formant une ligne sur tout le front. Les objectifs de la division demeuraient essentiellement les mêmes que pour le 30: la 2e division et la brigade Brutinel devaient cependant se tenir prêtes à se déplacer à travers les rangs de la 3e division pour traverser le canal, profitant des succès remportés au nord-est de Cambrai. Durant la nuit du 30 septembre au let octobre, la 56e division du 22e corps se chargeait du secteur septentrional du front de la 11e division anglaise[129].

La pluie commençait à tomber durant la nuit et les estafettes, en raison de l'état glissant des routes, furent retardées dans la distribution des cartes de barrage et des ordres à toutes les batteries le long du front du corps d'armée. Néanmoins, à 5h. précises du matin, sous la direction du corps d'armée, un barrage roulant et nourri, s'étendant de Neuville-Saint-Rémy jusqu'au nord d'Épinoy, déclenchait l'attaque. C'était le début d'une journée d'activité intense pour l'artillerie, journée où les canons appuyant le corps canadien devaient tirer 7,000 tonnes de munitions[130]. Même après avoir connu des succès au début de la manoeuvre, la 1re division, plus tard au cours de la journée, essuya le plus grand revers qu'aient connu les divisions lancées à l'attaque sous le commandement du général Currie. Les let 3e brigades commençaient l'attaque, toutes deux ayant été gardées en réserve depuis le début de la bataille, le 27 septembre. Sur la droite, la 3e brigade, dont le 13e bataillon avait pris la tête, passait rapidement à travers Sancourt pour s'emparer de Blécourt, malgré le tir de plus en plus intense des mitrailleuses venant de la direction d'Abancourt. Les 16e et 14e bataillons dépassaient le 13e, à l'est de Blécourt, pour occuper Cuvillers et Bantigny, et envoyer ensuite des patrouilles vers l'avant. Mais comme le tir d'enfilade, venant du flanc gauche, s'intensifiait, on se rendit compte que ces positions étaient intenables: trois fois, l'ennemi contre-attaqua le 14e bataillon dans Bantigny, et les deux unités durent se retirer. Le 13e bataillon ne put pas non plus tenir Blécourt, malgré les efforts faits par le 15e bataillon pour le renforcer. Comme la nuit approchait, la brigade dut se retirer à l'ouest du village, après avoir perdu 29 officiers et 618 soldats[131].

La résistance allemande était venue surtout du flanc gauche, où la 1- brigade, retardée elle-même par l'avance négligeable de la 11e division vers le nord, n'avait pas pu suivre la marche de la 3e. Attaquant au nord du ravin de Bantigny, les 1er et 4e bataillons avaient vu leurs tentatives pour libérer Abancourt* déjouées par le tir nourri prenant de face la division anglaise. Cette formation, qui avait pour mission de protéger la gauche de la 1re division, avait été arrêtée par un enchevêtrement de fils de fer non coupés, presque avant même de commencer à avancer. Les deux bataillons canadiens furent immobilisés toute la journée à la ligne du chemin de fer. Les 388 pertes de vies de la brigade portèrent à plus de mille les pertes subies par la 1re division, le le* octobre[133].

L'impossibilité dans laquelle s'était trouvée la 17e division de s'emparer de ses objectifs, même en se battant bien, eut de sérieuses répercussions sur les opérations des 4e et 3e divisions, au sud. La 11e brigade menait encore une fois l'attaque de la 4e division, ayant pour objectif les passages du canal à Eswars. Le 102e bataillon avançait, d'une ligne de départ juste au sud de Sancourt, jusqu'à la route reliant Ramillies et Cuvillers. Prenant la relève sur la droite, le 87e bataillon envoyait des patrouilles vers l'est en direction d'Eswars. Les prisonniers venaient nombreux et, d'après le grand nombre de régiments et de bataillons identifiés, on comprit que l'ennemi avait lancé dans la bataille de fortes réserves afin de résister aux Canadiens. Mais déjà, la 1"e division avait commencé sa retraite et il semblait aussi que la 3e division, sur la droite, ne pourrait pas s'emparer de Ramillies f . Avec l'approbation du général Watson, le brig.-gén. Odlum renonçait à l'idée de s'emparer d'Eswars, afin de garder le terrain gagné. Avec l'appui du 85e bataillon de la 12e brigade, il réussit à maintenir une saillie au sud et à l'est de Cuvillers[134].

Sur l'extrême droite, le major-général Loomis avait songé à confier à la 9e brigade l'exécution, en deux phases, des opérations de la 3e division: elle devait tout d'abord s'emparer des terrains élevés à quelques milles à l'est de Tilloy, pour ensuite virer à droite et s'emparer des têtes de pont sur le canal à Ramillies, et du pont d'Aire plus près. Les 43e et 52e bataillons s'emparaient de l'arête sans trop de dommages, faisant quelque 350 prisonniers. Mais quand ils changèrent de direction pour descendre vers le canal, les deux bataillons furent reçus par le feu foudroyant des mitrailleuses, venant des bois de l'autre rive, en face de Morenchies. On tenta de maintenir l'avance en faisant passer les 58e et 116e bataillons, mais ce fut un échec, les deux unités ayant été forcées de se retrancher à mi-chemin dans la pente de la colline. En outre, le flanc gauche de la division se trouvait exposé vu que la 4e division avait été arrêtée. Cette unité fut secourue par le 27e bataillon (2e division), qui fut amené de la réserve à une position sur l'embranchement au nord-est de Tilloy. Bien que les fortes contre-attaques allemandes, effectuées vers la fin du jour, de la direction du Pont d'Aire, eussent réussi à enfoncer les positions avancées de la 9e brigade, la ligne principale réussit à tenir bon. Sur le flanc droit du général Loomis, la 8e brigade avait établi des positions le long de la berge du canal,

*Au cours de la bataille d'Abancourt, le sergent W. Merrifield, du 4e bataillon, nettoya à lui seul deux nids de mitrailleuses ennemies, ce qui lui valut la Croix de Victoria[132].

†Il ne s'agit pas de Ramillies des campagnes de Marlborough qui se trouvait à dix milles au nord de Namur.

à partir de la limitation dé la zone d'action de l'armée jusqu'aux abords septentrionaux de Neuville-Saint-Rémy[135].

Les gains du jour, quoique bien en-deça de ce qu'on avait espéré, représentaient une avance d'environ un mille. Le seul véritable succès qu'on remporta fut la prise des terrains élevés à l'est de Tilloy, qui permettaient d'observer la vallée de l'Escaut et la ville de Cambrai. Les unités canadiennes, dont un bon nombre se battaient sans arrêt depuis le 27 septembre, étaient extrêmement fatiguées. Dans ces circonstances, persister à lutter contre une si forte opposition, c'était courir à l'échec et, l'après-midi du let octobre, le général Home ordonnait à Currie de «maintenir et consolider les positions gagnées à la suite des combats de la journée puis de reformer ses troupes en profondeur»[136]. Ce soir-là, la 2e division prenait à sa charge le front, entre le chemin de fer Cambrai-Arras et les abords de Blécourt, du côté nord, relevant ainsi la 4e division, la plus grande partie de la 3e et quelques unités de la are.

Durant les cinq jours de combat qui venaient de se terminer, le corps canadien s'était acquitté de sa tâche, qui consistait à protéger le flanc des Troisième et Quatrième armées. Au cours de l'action, le corps canadien avait infligé de fortes pertes aux formations allemandes qui lui faisaient face, capturant plus de 7,000 prisonniers et 205 armes. Outre ces pertes infligées à l'ennemi, le corps avait brisé le dernier dispositif de défense organisé avant Cambrai et s'était assuré une position à partir de laquelle il était possible de lancer un assaut sur les passages du canal, avec de bonnes perspectives de succès[137]. Mais presque une semaine devait s'écouler avant la libération de Cambrai.

L'ennemi s'était montré assez bien disposé à céder les abords de Cambrai sans une trop grande résistance. On a des preuves que certaines unités se battirent avec énergie et habileté jusqu'à ce qu'elles fussent réduites à des poignées d'hommes exténués. D'après les rapports du service canadien de renseignements et un très grand nombre d'histoires de régiments allemands, les Allemands lançaient à l'assaut dans le secteur du corps canadien, au cours des quatre derniers jours de septembre, neuf divisions complètes et des unités de trois autres. L'assaut initial du 27 septembre frappait, du nord au sud, les 12e et 187e divisions ainsique la 7e division de cavalerie (à pied). Le même jour, trois autres divisions étaient partiellement engagées dans des contre-attaques ou des actions retardatrices infructueuses; il s'agit des 22e et 207e divisions et de la ire division de réserve de la Garde. Mais le 28, elles étaient toutes pleinement engagées, car une division «d'intervention», la solide 26e division de réserve, fut envoyée à l'attaque par petits paquets à divers endroits où l'on se butait à des difficultés. Le 29 septembre, alors que les Canadiens tentaient d'avancer davantage au nord de Cambrai, la 234e division apparaissait en ligne et, le 30, la 220e division était lancée dans la bataille. Un peu partout autour d'Abancourt, la résistance ennemie avait été renforcée le 29 septembre par l'arrivée du 141e régiment de la 351' division. On vit également apparaître dans ce secteur certains éléments peu nombreux de la 49e division de réserve et de la 18e division de réserve.

Comme les coups successifs des Alliés frappaient les Allemands de Verdun jusqu'à la mer, le haut commandement déplaçait désespérément ses troupes d'un endroit à l'autre où les choses allaient mal. Dès la fin de la première semaine d'octobre, toutes, sauf trois de ces quelque douze divisions, avaient été retirées du combat, plus exténuées les unes que les autres, et de nouvelles formations pénétraient dans la zone de combat.

Dans d'autres secteurs du front occidental, l'offensive quadripartite amorcée par le maréchal Foch avait bien débuté, bien que, de façon générale, la vigoureuse résistance de l'ennemi eût réduit le rythme désiré de l'avance alliée. Le premier coup avait été porté sur la droite, le 26 septembre, lorsque la Première armée américaine et la Quatrième armée française attaquaient la grande saillie allemande, sur son flanc méridional, entre Reims et Verdun. En dépit des difficultés qu'éprouvaient les Américains à pénétrer dans les forêts du terrain accidenté de l'Argonne, le 3 octobre, les deux armées avaient réussi à repousser l'ennemi sur une distance de sept milles, tandis que les renforts allemands se dirigeaient en toute hâte vers la région[138]. Lancée à l'attaque le 27 et couverte, comme nous l'avons vu, par les opérations du corps canadien formant l'aile droite de la Première armée, la Troisième armée avait défoncé la ligne Hindenburg, au sudouest de Cambrai, pour atteindre le canal de Saint-Quentin et arriver au même niveau que la Quatrième armée, vers le sud. Il s'agissait là de mouvements préliminaires à l'attaque du général Rawlinson, en vue de laquelle on avait assigné à sa Quatrième armée l'ensemble des chars disponibles et une bonne partie de l'artillerie de support. De bonne heure le 29, la Quatrième armée, qui comprenait deux divisions américaines, se joignait à l'attaque et, à la tombée de la nuit, avait déjà pénétré de trois milles dans les défenses principales d'Hindenburg, au nord de Saint-Quentin[139].

Entre-temps, l'offensive menée par l'armée belge et la Deuxième armée britannique, en Flandre, avait débuté de façon encourageante le 28 septembre. Malgré la pluie abondante, les combats des deux premiers jours permirent de reprendre toute l'arête Messines-Passchendaele, pour laquelle on avait versé tant de sang au cours des combats antérieurs. En face d'Ypres, l'avance était de plus de neuf milles. Les troupes anglaises et belges, ayant derrière elles les anciens champs de bataille crevassés, semblaient bien en position pour accélérer leur avance et contourner le flanc nord de l'ennemi. Mais les manoeuvres s'y arrêtèrent, car les états-majors qui n'étaient pas habitués à la guerre de mouvement, ne pouvaient pas surmonter les difficultés que posait le ravitaillement des troupes attaquantes, à travers le terrain boueux[140]. Vers le flanc sud de l'offensive alliée, on apprenait également que le blocage des communications retardait l'offensive américaine à l'ouest de la Meuse. Dans un geste d'impatience, Haig écrivait dans son journal, le let octobre: «Que de jours précieux nous perdons! Tout cela, par suite de l'inexpérience et de l'ignorance des états-majors belges et américains* relativement aux besoins d'une force moderne d'attaque.»[141]

* Le même reproche a pu être adressé alors aux états-majors de toutes les armées alliées (voir ci-dessous, page 507).

La prise de Cambrai, 8—9 octobre

Entre le 2 et le 8 octobre, ce fut assez tranquille dans le secteur du corps d'année canadien. Le reste des Ire et 4e divisions fut ramené à la réserve, laissant le front, du nord au sud, à la garde de la 11e division anglaise et des 2e et 3e divisions canadiennes. Le 6 octobre, les plans prévoyant la relève d'autres unités étaient subitement contremandés quand l'ordre arriva de tenter une autre fois de s'emparer de Cambrai, en collaboration avec la Troisième armée qui avait réussi à traverser le canal de l'Escaut, au sud de la ville, entre Proville et Crèveoeur, à cinq milles au sud[142].

Le mouvement devait s'effectuer en deux phases. Au cours de la première, le 17e corps de la Troisième armée, venant du sud, devait prendre l'arête Niergnies Awoingt, immédiatement au sud-est de Cambrai, tandis que le corps d'armée canadien organiserait un barrage d'artillerie. Cette phase complétée, la 2e division canadienne devait se frayer un passage sur le canal, entre Morenchies et Ramillies, puis établir une ligne sur le terrain élevé derrière Escaudoeuvres, pour rallier le corps d'armée anglais. Ensuite, la 3e division, sur la droite de la 2e, devait traverser le canal et établir des têtes de pont dans Cambrai, tandis que la brigade de Brutinel saisirait la moindre occasion de progresser vers l'est[143].

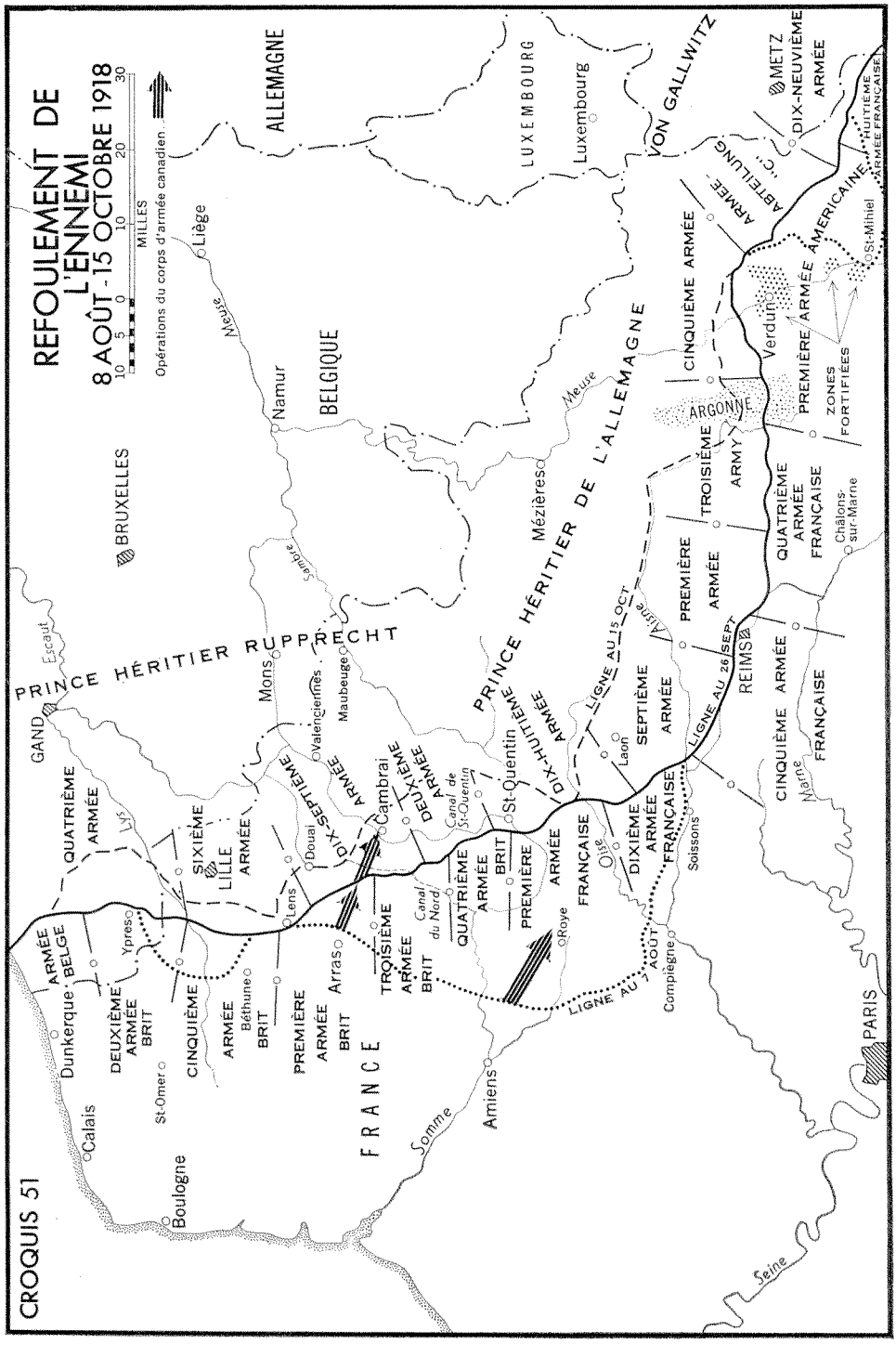
Pour la 2e division se posait le problème de se lancer à l'attaque en descendant les mêmes pentes exposées sur lesquelles la 3e avait subi de fortes pertes une semaine auparavant. Devant un terrain ainsi découvert, il était clair qu'il fallait attaquer de nuit; l'assaut devait se lancer à 9h.30 du soir, le jour même où le 17e corps atteignait son objectif, Awoingt. Selon les plans du major-général Burstall, la 6e brigade amorcerait la manoeuvre en s'emparant de Ramillies. Pour le reste de l'opération, elle formerait une garde de flanquement sur la gauche jusqu'au ravin de Bantigny. La 5e brigade devait prendre les ponts de Morenchies et de Pont d'Aire, ainsi qu'un pont tournant, au rentrant du canal, juste au sud de Ramillies, et établir une bonne tête de pont aux environs d'Escaudouvres sur la rive orientale. Alors, la 4e brigade passerait à travers les rangs de la 5e afin d'établir le contact avec le 17e corps d'armée. Toutes les précautions furent prises en vue de fermer le flanc gauche à toute attaque de la part des Allemands. La I- brigade motorisée de mitrailleuses, sous le commandement de la 4e division, se voyait confier la tâche d'aider la 6e brigade à maintenir ses positions de protection. Au cours de la nuit du 7 au 8 octobre, les troupes du Génie britannique jetaient mille barils de gaz mortels (phosgène et chloropicrine) dans le ravin de Bantigny afin d'empêcher l'ennemi d'en faire une zone de rassemblement[144]. Des unités de la 6e brigade aménageraient un écran de positions entre Blécourt et Cuvillers[145].

La Troisième armée se lance à l'attaque le matin du 8 octobre. Les premiers rapports de l'engagement sont encourageants, mais on se rend bientôt compte que le 17e corps d'armée ne progresse pas comme on l'avait espéré. A 5 heures du soir, la 2e division apprend qu'il faudra peut-être s'emparer du canal ce soir-là, peu importe qu'Awoingt ait été capturé ou non. Lorsqu'arrivent, trois heures plus tard, les ordres confirmant le préavis, le général Burstall décide de s'en tenir à la première phase de la manoeuvre: la prise de la tête de pont à Escaudoeuvres.

La nuit est très noire et entrecoupée de froides averses et de rafales. Les troupes de la 2e division, portant des brassards d'identification de calicot blanc, attaquent à une heure et demie du matin. L'ennemi qui se prépare à se retirer est complètement pris par surprise[146]. C'est en effet le début d'une grande retraite sur tout le front, de l'Oise à la Scarpe, car les Dix-huitième, Deuxième et Dixseptième armées allemandes commencent à se replier sur la ligne Hermann[147]. On avait ordonné, le 6 septembre, de fortifier cette position en arrière des deux groupes d'armées du nord, après la première grande offensive alliée, mais la main-d'oeuvre requise ne fut pas disponible avant les derniers jours de septembre. La ligne Hermann bifurquait à partir de la ligne II de Flandre (qui s'étendait du littoral de la Belgique, à Nieuport, jusqu'à l'est de Roulers). Elle passait immédiatement à l'ouest de Tournai, Valenciennes et Le Cateau, suivant successivement des sections de l'Escaut, de son tributaire la Selle et de l'Oise supérieure, avant de rejoindre la position Hunding-Brunhild, aménagée en 1917[148]. Des prisonniers capturés par les Canadiens aux premières heures du 9 octobre confirmaient que la Dix-septième armée s'était tout d'abord repliée sur une ligne à mi-chemin entre Cambrai et Valenciennes, qui s'étendait à l'est du canal de l'Escaut à partir d'Iwuy, vers le sud, et traversait les villages de Naves et Cagnoncles[149].

Le 27e bataillon mit peu de temps à prendre Ramillies. Les patrouilles matinales des 29e et 31e bataillons trouvent Blécourt, Bantigny et Cuvillers inoccupés. Dès le milieu de la matinée, les Canadiens occupent de pied ferme les trois localités[150]. Entretemps, les troupes de tête de la 5e brigade, avec l'aide de détachements du Génie qui leur ont été assignés, ont pris d'assaut les ponts à Pont d'Aire, où le canal se divise en plusieurs embranchements. On avait confié à un détachement du 4e bataillon du Génie canadien, dirigé par le capitaine C. N. Mitchell, le soin d'empêcher la destruction du pont principal à cet endroit. Tandis que les Canadiens s'affairent à désamorcer les charges d'explosifs attachées à l'ossature du pont, Mitchell tient en respect un détachement ennemi qui tente de s'élancer à l'assaut du pont, du côté opposé; Mitchell tue trois ennemis et fait douze prisonniers. Par cet acte héroïque, qui sauvait de la destruction ce pont de toute première importance, Mitchell reçut la Croix de Victoria[151]. Il faisait encore nuit lorsque l'infanterie traversa le canal sur deux passerelles jetées à la hâte sur des flotteurs de liège et établit une solide tête de pont sur la rive opposée. Le 24e bataillon s'empara d'Escaudoeuvres et, avec l'aide des 22e et 26e bataillons, commença à nettoyer les abords nord-est de Cambrai[152].

Sur le flanc droit des Canadiens, les 4e et 5e bataillons du CMR, menant l'attaque de la 3e division, avaient passsé à travers Neuville-Saint-Rémy et traversé le canal, sur des ponts partiellement démolis, pour pénétrer dans Cambrai même. L'opposition provenait surtout de bombardements spasmodiques de l'ennemi; si l'on fait exception d'arrière-gardes allemandes peu nombreuses, les Canadiens trouvaient la ville désertée. Sans perdre un instant, des détachements du 4e bataillon du Génie canadien entreprenaient la construction de nouveaux ponts pour permettre aux véhicules et aux canons d'avancer, et nettoyaient les rues des pièges et des mines. A mesure qu'ils avançaient, les Canadiens voyaient les traces du pillage

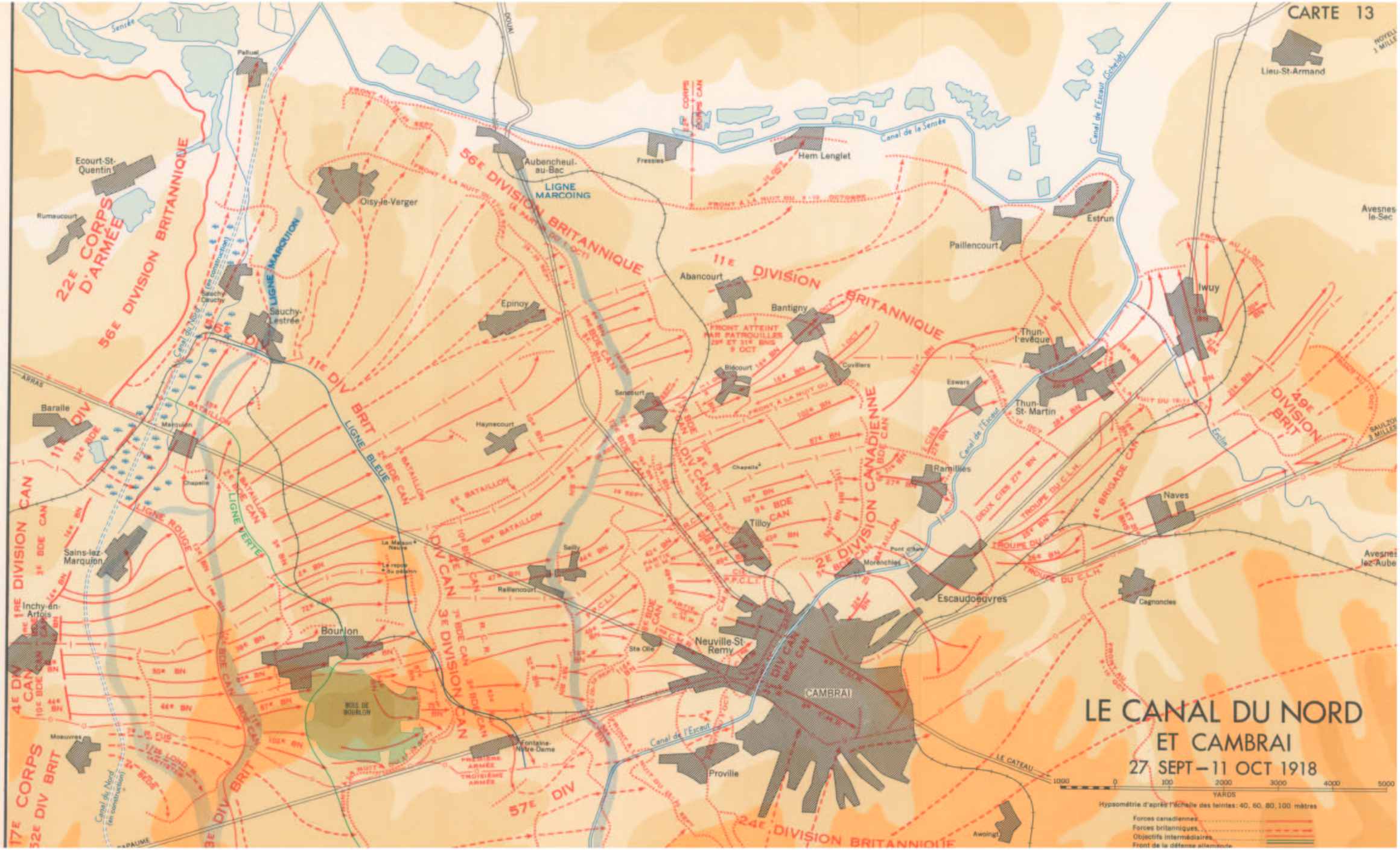

REFOULEMENT DE L'ENNEMI
8 AOÛT - 15 OCTOBRE 1918
10 5 0 10 20 30
MILLES
Opérations du corps d'armée canadien
CROQUIS 51
ALLEMAGNE
LUXEMBOURG
Luxembourg
VON GALLWITZ
METZ
DIX-NEUVIÈME ARMÉE
HUITIÈME ARMÉE FRANÇAISE
ARMÉE "C"
ABTEILUNG
AMÉRICAINE
St-Mihiel
Verdun
PREMIÈRE ARMÉE
ZONES FORTIFIÉES
CINQUIÈME ARMÉE
ARGONNE
TROISIÈME ARMY
QUATRIÈME ARMÉE FRANÇAISE
Châlons-sur-Marne
PREMIÈRE ARMÉE
REIMS
CINQUIÈME ARMÉE FRANÇAISE
Marne
Aisne
LIGNE AU 15 OCT
LIGNE AU 26 SEPT
SEPTIÈME ARMÉE
Laon
DIXIÈME ARMÉE FRANÇAISE
Soissons
Oise
Compiègne
LIGNE AU 7 AOÛT
PARIS
Seine
Meuse
Liège
Namur
BELGIQUE
BRUXELLES
Mézières
PRINCE HÉRITIER DE L'ALLEMAGNE
PRINCE HÉRITIER RUPPRECHT
Escaut
GAND
Lys
Mons
Sambre
Valenciennes
Maubeuge
Douai
Lens
Cambrai
Canal de St-Quentin
St-Quentin
DIX-HUITIÈME ARMÉE
DIX-SEPTIÈME ARMÉE
DEUXIÈME ARMÉE
QUATRIÈME ARMÉE
SIXIÈME ARMÉE
LILLE
Canal du Nord
QUATRIÈME ARMÉE BRIT
PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
Roye
TROISIÈME ARMÉE BRIT
Arras
PREMIÈRE ARMÉE BRIT
Béthune
CINQUIÈME ARMÉE BRIT
DEUXIÈME ARMÉE BRIT
Ypres
ARMÉE BELGE
Dunkerque
St-Omer
Calais
Boulogne
FRANCE
Somme
Amiens

et de la cruelle destruction auxquels s'étaient livrés les Allemands en retraite. Depuis quelques jours déjà, les Canadiens voyaient des colonnes de fumée s'élever de Cambrai; il devenait évident que l'ennemi avait décidé de détruire la ville en y allumant des incendies. Toutefois, l'avance rapide des Canadiens avait déjoué ces plans. On trouva des amas de matières inflammables auxquels l'ennemi n'avait pas mis le feu, et des détachements du Génie éteignirent les incendies qui faisaient rage dans bien des secteurs. Le général Loomis faisait son entrée officielle dans Cambrai à 11 heures du matin; vers le milieu du jour, la 3e division avait établi une ligne de positions le long des abords est de la ville. Dans la soirée, des troupes de la 24e division anglaise, venant du sud, rejoignaient la 2e division. Le front de la 3e division fut réduit, ce qui permit à ses unités de se retirer pour prendre un repos bien mérité après douze jours de combats continus[153]. Sur le flanc nord du corps d'armée canadien, la 11e division anglaise, après avoir été retenue à Abancourt, réussissait, avant la nuit, à atteindre et à occuper Paillencourt, à 5,000 verges au nord-est.

Une reconnaissance aérienne effectuée de bonne heure le 9 révélait que les Allemands s'étaient retirés de l'angle formé par les canaux de la Sensée et de l'Escaut, faisant sauter les ponts derrière eux. Tout d'abord, à part un bombardement intermittent, il n'y avait pas grand-chose pour empêcher l'avance de la 2e division qui nettoyait les deux côtés du canal de l'Escaut en direction nord-est. Sur la droite, la 5e brigade avançait vers Naves, tandis que la 6e en faisait autant sur la rive occidentale du canal. C'était une des rares occasions où semble-t-il, les circonstances permettaient d'utiliser avec profit les troupes mobiles. La brigade de Brutinel reçut l'ordre d'avancer; quant à l'unité du Canadian Light Horse, elle avait pour directives d'aller de l'avant pour s'emparer d'une série d'objectifs en terrain élevé, au nord-ouest de Naves et de l'autre côté de la Selle.

La participation de la cavalerie à l'opération fut de courte durée. L'escadron de tête, suivant la route de Cambrai-Iwuy, atteignit le premier objectif mais y fut immobilisé par le tir convergent des mitrailleuses, venant d'Iwuy et de Naves. On abandonna toute tentative pour traverser la Selle et on retira la cavalerie qui avait perdu une douzaine d'hommes et 47 chevaux[154]. A la fin du jour, la 6e brigade avait occupé Eswars et s'était rendue jusqu'à Thun-l'Évêque un peu plus loin; mais ce dernier village était toujours en mains ennemies. A la tombée du jour, le 26e bataillon essuyait un feu nourri de mitrailleuses installées derrière de fortes positions de défense de barbelés, à l'ouest de Naves, et les unités de la 5e brigade durent se retrancher pour la nuit[155].

Selon les ordres du général Home pour le 10 octobre, le corps d'armée canadien devait continuer le nettoyage entre les canaux et couvrir le flanc gauche de la Troisième armée. A en juger par l'opposition à laquelle se butèrent les Canadiens, il était évident que les Allemands étaient décidés à tenir aussi longtemps que possible leur ligne de communication entre la Selle et l'Escaut. Durant la matinée, le 3j e bataillon réussit à occuper le village de Thun-l'Évêque. Sur l'autre rive du canal, d'autres unités de la 6e brigade s'emparaient de Thun-Saint-Martin, mais ne pouvaient pousser plus loin en direction d'Iwuy. Sur la droite de la division, la 4e brigade n'eut pas de difficulté à nettoyer Naves, et le 19e bataillon se lançait à


CARTE 13
LE CANAL DU NORD
ET CAMBRAI
27 SEPT – 11 OCT 1918
YARDS
Hypsométrie d'après l'échelle des teintes: 40, 60, 80, 100 mètres
Forces canadiennes
Forces britanniques
Objectifs intermédiaires
Front de la défense allemande
22E CORPS D'ARMÉE
56E DIVISION BRITANNIQUE
56E DIVISION BRITANNIQUE
11E DIVISION BRITANNIQUE
11E DIV BRIT
49E DIVISION BRIT
2E DIVISION CANADIENNE
1RE DIVISION CAN
3E DIVISION CAN
4E DIV CAN
57E DIV
24E DIVISION BRITANNIQUE
17E CORPS
52E DIV BRIT
LIGNE MARCOING
LIGNE MARQUION
LIGNE BLEUE
LIGNE ROUGE
LIGNE VERTE
CAMBRAI
Neuville-St-Remy
Bourlon
BOIS DE BOURLON
Escaudoeuvres
Proville
Fontaine-Notre-Dame
Raillencourt
Sailly
Tilloy
Sains-lez-Marquion
Inchy-en-Artois
Baralle
Marquion
Sauchy-Lestrée
Sauchy-Cauchy
Epinoy
Haynecourt
Sancourt
Blécourt
Cuvillers
Bantigny
Abancourt
Paillencourt
Estrun
Thun-St-Martin
Thun-l'evêque
Iwuy
Naves
Ramillies
Eswars
Cagnoncles
Aubencheul-au-Bac
Oisy-le-Verger
Ecourt-St-Quentin
Rumaucourt
Pallual
Fressies
Hem Lenglet
Lieu-St-Armand
Avesnes-le-Sec
Avesnes-lez-Aubert
Moeuvres
Awoingt
Canal de la Sensée
Canal de l'Escaut
Canal du Nord (en construction)
Sensée
Erclin
ARRAS
DOUAI
LE CATEAU
SAULZOIR 3 MILLES
NOYELLES 1 MILLE

l'attaque à travers le lit desséché de l'Erclin, juste au sud d'Iwuy. La traversée s'effectuait sous le couvert du tir du 2e bataillon du CMGC. Sur le flanc nord du général Currie, la 11e division nettoyait Estrun, à la jonction des canaux. Vers l'ouest, le long de la Sensée, des patrouilles atteignaient les abords de Hem Lenglet, et le village tombait aux mains des Alliés plus tard ce soir-là[156].

La fin de la bataille

La relève du corps d'armée canadien a commencé durant la soirée du 10 octobre, lorsque la 49e division prit à sa charge la partie méridionale du front de la 2e division. Cependant, avant de quitter cette partie de la ligne, les Canadiens allaient porter un autre coup à l'ennemi. Selon le plan hardi d'opérations prévu pour le 11, les troupes devaient avancer de quelque 6,000 verges. Sur la droite du général Currie, la 49e division reçut l'ordre d'établir une tête de pont sur la Selle, à Saulzoir. Quant à la 2e division, elle devait s'emparer d'Iwuy et s'avancer sur les villages d'Avesnes-le-Sec et Lieu-Saint-Armand, érigés sur l'arête dominant la rivière. La 4e brigade, sur la droite, continuerait alors en direction nord-est jusqu'à Noyelles et traverserait la Selle dans cette région. La 11e division anglaise, sur le flanc gauche, recevait l'ordre de nettoyer le terrain entre la ligne de chemin de fer Iwuy-Denain et le canal de l'Escaut, jusqu'à Bouchain vers le nord[157].

Lorsque les 4e et 6e brigades canadiennes attaquaient, à 9 heures du matin, le 11, la réponse du feu nourri de l'artillerie et des mitrailleuses ennemies leur faisait comprendre qu'elles passeraient une journée de durs combats. La 6e brigade essuyait une résistance particulièrement forte à Iwuy, occupé par des unités de la 10e division Ersatz, et l'après-midi était déjà entamé lorsque le 28e bataillon, aidé du 31e, réussissait finalement à nettoyer le village étendu. C'est au cours de cette opération que le lieutenant W. L, Algie, jeune officier du 20e bataillon qui subissait des pertes nombreuses sur le flanc gauche non protégé de la 4e brigade, conduisit un petit groupe de volontaires à travers la ligne de démarcation de la zone de la brigade pour réduire au silence deux mitrailleuses allemandes et nettoyer le secteur est du village. Il fut tué alors qu'il amenait des renforts; il reçut la Croix de Victoria à titre posthume[158]. Vers le milieu de la matinée, alors que la 4e brigade, avançant en ligne avec les brigades anglaises sur sa droite, atteignit l'élévation au sud-ouest d'Avesnes-le-Sec, les Allemands contre-attaquèrent avec l'appui d'une demi-douzaine de chars accompagnés par l'infanterie. Les troupes anglaises et canadiennes furent repoussées, dans certains cas jusqu'à un mille. On envoya alors à l'avant une batterie d'artillerie de campagne s'occuper des chars de combat, tandis que les mitrailleuses de la 2e brigade du CMMG, déjà rendues en ligne, arrêtaient l'infanterie allemande grâce à un barrage de balles tirées à des distances de moins de 400 verges. Au cours de l'après-midi, les deux divisions lançaient une seconde attaque qui leur permit de regagner une bonne partie du terrain perdu. Vers la fin du jour, la 2e division était bien installée sur le versant antérieur de l'embranchement d'Iwuy. Cependant, les défenses de l'ennemi le long de la Selle, demeuraient intactes[159].

A 5 heures de l'après-midi, le 11 octobre, le général Currie remettait le commandement du front du corps d'armée à l'officier général commandant le 22e corps. Pour les Canadiens, c'était la fin de la bataille d'Arras-Cambrai. Les succès qu'ils avaient remportés du 26 août au 11 octobre étaient imposants. En 47 jours, le corps d'armée avait avancé de 23 milles en se battant contre une très forte opposition. Les forces de résistance, avait-on calculé, appartenaient à au moins 31 divisions allemandes, bien que bon nombre de ces formations fussent déjà bien décimées. Sous le commandement de Currie, le corps d'armée avait manoeuvré avec efficacité et souplesse; ses pertes étaient nombreuses, mais non excessives par rapport à la mission qui lui avait été confiée, si l'on en juge d'après la moyenne au cours de la première Grande guerre. Selon les rapports officiels, le nombre global des militaires tués, blessés ou portés disparus, entre le 22 août et le 11 octobre, comprenait 1,544 officiers et 29,262 soldats. Dans sa victoire, le corps d'armée avait capturé 18,585 prisonniers, de même que 371 canons et presque 2,000 mitrailleuses. En plus de priver l'ennemi du centre important de distribution de Cambrai, les Canadiens avaient libéré 54 villes et villages répartis sur une superficie de plus de 116 milles carrés en territoire français[160].

A tout prendre, c'était une preuve impressionnante de la valeur professionnelle du soldat canadien et de ses chefs.

CHAPITRE XV

LA DERNIÈRE ÉTAPE, DU 12 OCTOBRE AU 11 NOVEMBRE

(Voir cartes 14 et 15 et croquis 52 et 53)

L'ennemi acculé à la défaite

LES victoires que les Alliés avaient remportées en septembre et au début d'octobre avaient fort ébranlé l'ennemi. Celui-ci avait presque en vain tenté de camoufler ces défaites sérieuses. Fatiguée de la guerre, la population d'Allemagne apprenait avec ahurissement que ses alliés étaient faibles au point d'en devenir inutiles, que les réserves en hommes étaient épuisées et que ses armées venaient de subir une série d'échecs sur le front occidental, ce qui cadrait mal avec les promesses de son état-major.

Le haut commandement allemand ne pouvait pas, non plus, s'encourager à la pensée de succès remportés sur d'autres théâtres de guerre. Le 29 septembre, soit le jour même où la Quatrième Armée britannique avait enfoncé le centre de la ligne Hindenburg, n'avait-il pas appris que la Bulgarie, son armée de Macédoine battue deux semaines auparavant par les troupes franco-serbes du général d'Esperey, avait signé un armistice avec les puissances alliées? La Turquie restait ainsi abandonnée à son sort et assaillie de toutes parts par l'ennemi. Pendant que la cavalerie d'Allenby poursuivait les Turcs en déroute à travers la Syrie jusqu'à Alep, l'armée de Salonique les menaçait depuis la Macédoine. Le 30 octobre, le nouveau gouvernement turc acceptait les conditions d'armistice. Au même moment, l'allié le plus puissant et le plus dévoué de l'Allemagne, c'est-à-dire l'Autriche-Hongrie, donnait d'inquiétants signes de faiblesse. La Diète hongroise avait, le 16 octobre, exigé le retrait de l'armée hongroise du front d'Italie, demande superflue après la victoire que les Italiens remportaient à Vittoria-Veneto le 24 octobre.

A l'intérieur comme à l'extérieur de l'Allemagne, une suite de crises dégénère en une kyrielle de désastres. A un conseil de guerre qui a lieu à Spa le 29 septembre, Ludendorff et von Hindenburg réclament un armistice immédiat1. D'autres mauvaises nouvelles arrivées du front ouest au cours des deux jours suivants précipitent les choses, si bien que le 2 octobre l'officier de liaison du haut commandement auprès du Reichstag déclare aux dirigeants du parti: «Nous ne pouvons gagner la guerres»2. Des notes allemandes et autrichiennes sont envoyées au prési-

dent Wilson le 4 octobre pour demander un armistice. Ludendorff et von Hindenburg insistent pour dire que les quatorze points du président Wilson doivent servir de fondement à la discussion des conditions de paix, mais ne doivent pas être considérés comme des conditions que l'ennemi leur imposerait[3]. C'était trop espérer. Il devint bientôt clair que les exigences des Alliés étaient rien moins que la reddition sans condition, ce que Ludendorff refusa.

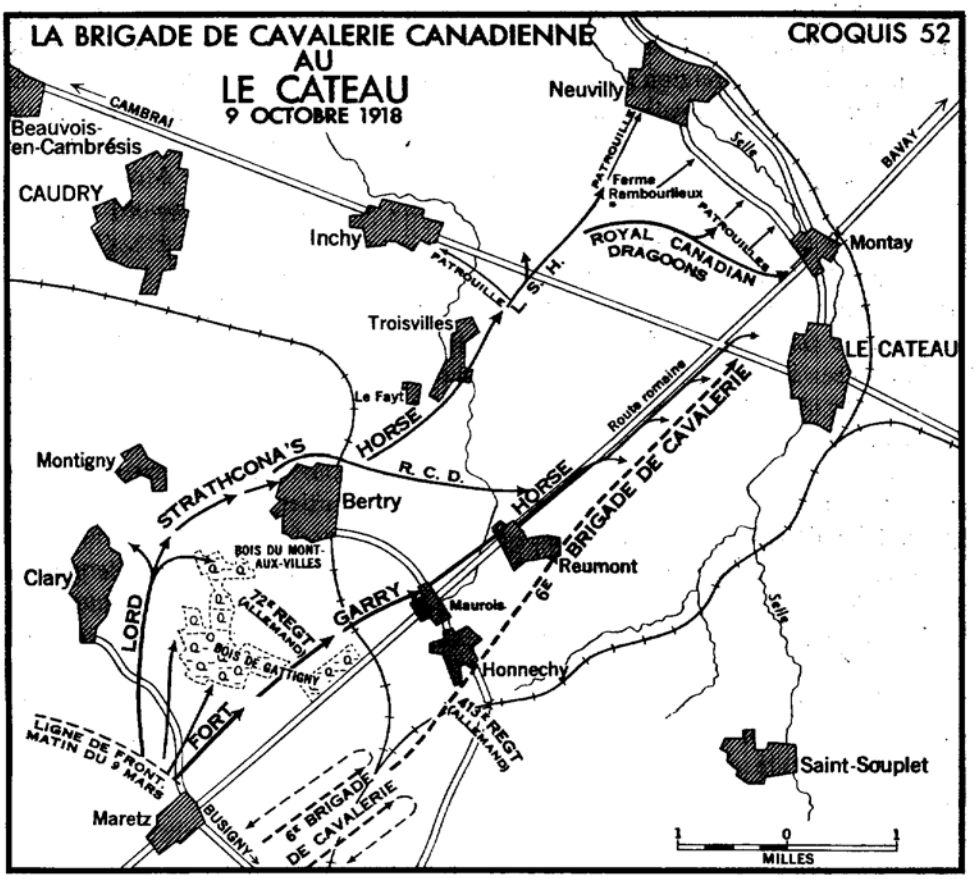
Entre-temps, le 13 octobre, le général sir Henry Wilson avait averti le commandant en chef britannique que les quatorze points du président Wilson ne pouvaient d'aucune façon constituer les conditions d'un armistice. En conséquence, tant que celles-ci n'auraient pas été imposées et agréées par l'ennemi, les opérations en cours devaient continuer avec toute la vigueur tenue pour sûre et possible[4]. Ainsi, pendant que les négociations se poursuivaient, les Alliés maintenaient leur forte poussée sur le front occidental. Et si, d'une part, on était décidé à ne pas relâcher la pression, d'autre part on était non moins décidé à éviter tout ce qui aurait pu paraître un fléchissement de la résistance. Hindenburg avertit les groupes d'armées le 12 octobre que les conditions de l'armistice leur seront d'autant plus favorables qu'ils sauront mieux maintenir la cohésion des troupes, rester en possession du territoire conquis et infliger des pertes à l'ennemi[5].

Dernière intervention de la cavalerie

Avant d'accompagner le corps canadien dans ses dernières opérations de la guerre, revenons brièvement en, arrière pour voir la cavalerie canadienne à l'oeuvre pour la dernière fois. La brigade de cavalerie canadienne participait alors, avec la Quatrième armée du général Rawlinson, à la marche jusqu'à la Selle. Le combat se déroulait au sud-ouest du Cateau le jour où le corps canadien s'emparait de Cambrai, soit le 9 octobre.

Comme nous l'avons signalé, la poussée de plus en plus forte des Alliés avait obligé les Allemands à se retirer à la position Hermann qui, dans le secteur qui se trouvait devant les Troisième et Quatrième armées, s'étendait vers le sud de Valenciennes au Cateau. En se repliant, l'ennemi laissait une ligne d'arrière-garde à quelque trois milles à l'est de ses anciennes positions. Lorsque l'infanterie britannique arriva à cette ligne dans les premières heures du 9 octobre, elle rencontra une série de postes sans grande importance mais offrant beaucoup de résistance et qui réussirent si bien à retarder l'avance des Britanniques qu'ils permirent aux Allemands de se replier à peu près sans encombre[6].

Dans l'après-midi du 8 octobre, le général Rawlinson avait ordonné à la cavalerie de se tenir prête à tirer parti de la moindre trouée dans la défense ennemie7. N'ayant pas pris part au combat depuis la bataille d'Amiens, la brigade de cavalerie canadienne se trouvait concentrée, avec le reste de la 3e division de cavalerie, à quelque sept milles au nord de Saint-Quentin, sur le flanc gauche de la Quatrième armée. Dans la matinée du 9, la 66e division, dont l'activité se déroulait près de la ligne de démarcation entre les Quatrième et Troisième armées, devait s'emparer successivement du village de Maretz, à deux milles de distance,



puis de la route qui reliait Bertry et Maurois, à environ trois milles plus loin et à la même distance en deçà de la Selle. Se frayant un chemin dans une brume épaisse, l'infanterie ne rencontra aucune résistance avant d'arriver aux abords de Maretz du côté de l'est. Elle essuya alors le feu de mitrailleurs allemands d'arrièregarde postés dans le bois de Gattigny et dans Clary, c'est-à-dire sur le territoire de la Troisième armée. Les défenseurs appartenaient au 72e régiment (8e division) et au 413e régiment (204e division)[8].

On décida alors de se lancer dans une attaque systématique à laquelle la 3e division de cavalerie reçut ordre de participer. Son commandant, le majorgénéral A.E.W. Harman, envisageait d'avancer de part et d'autre de l'ancienne voie romaine qui, droite comme une flèche, suivait une direction nord-est de Maretz à Bavai. Il disposa la 6e brigade de cavalerie à droite de la route et la brigade canadienne à gauche. Le Fort Garry Horse, armé de quatre mitrailleuses et d'une batterie du R.C.H.A., ouvrait la marche des Canadiens. Le Lord Strathcona avait pour tâche de couvrir le flanc gauche et de procéder à des reconnaissances jusqu'à la ligne Montigny-Inchy-Neuvilly[9].

La brigade de cavalerie, commandée par le brigadier-général R.W. Paterson, prend le départ à 9h. 30 du matin. Les deux régiments ont à peine franchi la route latérale de Clary-Maretz qu'ils se heurtent au feu de mitrailleuses des mêmes post tions allemandes qui avaient arrêté l'infanterie[10]. Franchissant 1,500 verges de :terrain découvert, le bataillon du Lord Strathcona balaie l'arrière-garde postée près de Clary. Puis le feu d'artillerie et des mitrailleuses venant de Montigny, sur gauche, l'oblige à contourner le bois du Mont-aux-Villes, qui prolonge le bois Gattigny vers le nord[11].

Dans l'intervalle, le Fort Garry Horse, appuyé par le R.C.H.A. a attaqué le bois de Gattigny. Pendant qu'une troupe du régiment réussit à prendre d'assaut les nids de mitrailleuses dans la moitié sud du bois,-en y laissant plus de la moitié de ses hommes, il est vrai,-un escadron prend le même objectif de flanc en profitant d'une trouée entre la moitié nord et la moitié sud du bois. L'infanterie la brigade sud-africaine (66e division) ayant pris part au nettoyage, le bois de Gattigny passe aux mains des nôtres peu après 11 heures le même matin. La victoire se solda par environ 200 prisonniers, un obusier de 5.9 pouces et une quarantaine de mitrailleuses[12].

Le succès du bois de Gattigny et du bois du Mont-aux-Villes pousse le général Harman à songer à Maurois, sur la route romaine et au village voisin, Honnechy, à mille verges vers le sud, en tant que prochains objectifs. Il compte encercler ce dernier village d'un mouvement enveloppant de la 6e brigade de cavalerie, tandis que la brigade canadienne descendra sur Maurois, venant du nord. Mais, lorsque le brigadier-général Paterson s'amène pour transmettre ces ordres au Fort Garry Morse, il constate que ce dernier a déjà pris Maurois. Sur le flanc gauche des Canadiens, les Strathcona se sont introduits dans Bertry[13].

A 1h. de l'après-midi, la 6e brigade de cavalerie fait connaître qu'elle n'a pu pousser son avance au delà de la route de Busigny-Maretz. Le progrès du Fort Carry est en même temps bloqué sur le chemin latéral de Maurois-Bertry. Le village suivant sur la route romaine, Reumont, n'est qu'à trois milles du Cateau et de la Selle. Paterson enjoint alors à un escadron des Royal Canadian Dragoons de contourner Bertry en s'en écartant sur la gauche pour s'emparer des hauteurs au nord de Reumont. Serrant le village de plus près, l'escadron de réserve du Fort Garry doit pénétrer dans Reumont au nord-ouest. Le Strathcona doit encore une fois, assurer, la protection du flanc en poussant vers le nord-est de Bertry à Troisvilles. Toutes les pièces de la brigade du R.C.H.A., y compris une batterie d'obusiers de 4.5 pouces qui est venue s'y joindre, se trouvent massés dans une vallée à mille verges à l'ouest de Maurois pour couvrir la cavalerie.

Adroitement organisée, la petite opération réussit pleinement. Après être descendus de leur monture, les cavaliers se frayent un chemin jusque dans Reumont et les Dragoons atteignent leur objectif à temps pour couper la route à un détachement ennemi en retraite. Sur la gauche, les Strathconas dépassent Troisvilles peu après 4 heures. Au cours de l'après-midi, canons et véhicules ennemis avancent le long de la route de Cambrai-Le Cateau qui coupe le parcours des Canadiens à environ un mille au delà de Troisvilles. Le Fort Garry Horse passe

à la réserve, tandis que les Dragoons et les Strathconas reçoivent l'ordre de couper la ligne de retraite le plus tôt possibles[14].

A la tombée du jour, les Dragoons s'avancent jusqu'à Montay, à moins d'un mille du Cateau, et certains de leurs éléments passent la nuit à patrouiller la route de Montay-Neuvilly, sur la rive gauche de la Selle[15]. Sur la gauche, les Strathconas envoient des patrouilles dans Inchy, sur la route de Cambrai. D'autres patrouilles se heurtent à des troupes allemandes encore solidement ancrées à Neuvilly, à l'est de la rivière. Entre-temps, pendant qu'un bataillon de cyclistes vient relever la 6e brigade de cavalerie, le flanc droit des Canadiens reste découvert de Reumont au Cateau, jusqu'à ce que deux escadrons du Fort Garry Horse arrivent pour combler le vide. Les obus ennemis infligent d'assez lourdes pertes au Fort Garry et au Strathcona au cours de la nuit, mais, le jour venu, l'opération des Canadiens prend fin. Ils sont relevés par la 7e brigade de cavalerie et se retirent à l'ouest de Troisvilles[16].

Dans leur avance sur une distance d'à peu près huit milles, sur un front de trois milles de largeur, les Canadiens s'étaient emparés de plus de 400 prisonniers et d'une grande quantité d'armes et, en empêchant l'ennemi de tout détruire sur son passage, ils avaient sensiblement favorisé les progrès de l'infanterie. La brigade était tronquée de 168 hommes tués, blessés ou manquant à l'appel, et avait perdu 171 chevaux[17].

Il était consolant de voir que, dans cette dernière intervention, la cavalerie canadienne avait connu le succès, car au cours de la guerre les cavaliers avaient récolté plus que leur part d'échecs. L'adoption de la mitrailleuse et du char de combat avait, en effet, rendu leur arme peu efficace à l'attaque. C'était tout particulièrement vrai sur le front occidental, où les concentrations de mitrailleuses et de fusils étaient beaucoup plus denses que sur les autres théâtres de guerre. Néanmoins nombre de commandants alliés ne surent pas voir cette tendance nouvelle ou refusèrent d'y croire. A maintes et maintes reprises, on massa des effectifs de cavalerie avec l'espoir de leur faire effectuer des percées qui ratèrent toujours. Les quelques fois où l'on s'en servit avec un succès relatif, l'opération pécha par manque de direction. Les barbelés blessaient les bêtes, tandis quo les sabres des cavaliers se révélaient bien. impuissants contre les balles de l'ennemi. En tenant compte du travail de la cavalerie, il faut reconnaître que ceux qui ont le plus aidé furent ces escadrons qui sont descendus de cheval pour se battre dans les tranchées.

Poussée depuis la Sensée

Lorsque le corps d'armée canadien changea de place avec le 22e corps, plus frais et dispos, au cours de la deuxième semaine d'octobre, il se trouva au centre de la Première armée du général Horse, flanqué à gauche du 7e corps, au nord de la Scarpe. Il faisait face à la Dix-septième armée allemande qui, avec la Deuxième armée à sa gauche, formait l'aile gauche du groupe d'armées du prince Rupprecht. Par suite du rétrécissement du front, le quartier général du groupe d'armées de Boehn était devenu inutile18. Le 9 septembre, la Neuvième armée re-

tombait sous le commandement du groupe d'armées de Wilhelm[19], et on dispersait le groupe -d'armées de von Boehn le 8 octobre. Le lendemain, le commandement de la Deuxième armée était rattaché au groupe d'armées de Rupprecht[20].

La 1re division relevait du commandement tactique du 22e corps, dans ce secteur, depuis le 7 octobre, et occupait des positions derrière le ruisseau Trinquis (qui part de Biache-Saint-Vaast pour se jeter dans la Sensée en aval d'Étaing) et par delà la Sensée, sur trois milles à l'est d'Étaing. Le 11, la division avait réussi à traverser les deux rivières. Elle constituait la gauche des troupes dont le général Currie prenait la direction à compter de cette date. L'ensemble du front s'étendait dans une direction sud-est, depuis la Scarpe, à l'est de Vitry-en Artois, jusqu'à Palluel. Il longeait ensuite la rive sud du canal de Sensée jusqu'à la jonction de celui-ci avec le canal de l'Escaut, s'inclinait vers le sud et continuait dans cette direction jusqu'à un point situé sur l'Escaut au nord-ouest d'Iwuy. Dans le centre, postées pour la plus grande partie devant l'obstacle que constituait la Sensée, les 561' et 11e divisions anglaises étaient restées relativement stationnaires pendant que la 1e division avançait. La 2e division canadienne avait, sur la droite, continué les attaques lancées le 9 octobre, mais sur un front un peu moins étende[21].

Des unités de la 1!e division avaient tenté à plusieurs reprises de franchir la Trinquis et la Sensée pendant que les 3e et 4e divisions canadiennes étaient occupées aux alentours de Cambrai. On parvint le 8 octobre, par le truchement d'une attaque simulée*, à élargir une tête de pont établie par delà la Trinquis, près de Sailly-en-Ostrevent. Cette fausse attaque avait pour but de constater la réaction probable de l'ennemi à un assaut véritable. Dans les premières heures du 10 octobre, des patrouilles de la 31' brigade, qui tenait la gauche, sondèrent la possibilité d'enfoncer les positions que l'ennemi occupait encore au nord de la Sensée. Des membres du 131' bataillon franchissent la Trinquis et pénètrent loin au nord de Sailly avant de rebrousser chemin après avoir subi une soixantaine de pertes[23]. Des patrouilles de la 2e brigade ne réussissent pas aussi bien au sudest d'Étaing. Le lendemain, le 8e corps ayant lancé sur la gauche des Canadiens, une attaque qui met l'ennemi en retraite, les deux brigades font immédiatement une nouvelle tentative en vue de s'assurer quelque progrès au delà des deux rivières. Les hommes traversent les cours d'eau sur des passerelles et continuent d'avancer, ne rencontrant qu'une faible résistance de postes de mitrailleuses isolés. Ils dépassent Vitry-en-Artois et, au crépuscule, la nouvelle ligne va d'un point de la Scarpe situé à quelque mille verges à l'ouest de Brébières, et court vers le sud jusqu'à Noyelle, Estrées et Hamel. Le 12, les brigades continuent d'avancer sans rencontrer de résistance; le soir de ce même jour, la 11" division a pivoté sur son flanc droit et le front s'étend sur toute sa longueur face au canal de la Sensée. En deux jours, les nôtres ont avancé de plus de cinq milles le long de la rive sud de la Scarpe[24].

Comme nous l'avons rappelé dans le chapitre précédent, le 11 octobre

* L'opération consistait à faire des préparatifs d'attaque évidents, pour finalement déclencher un bombardement roulant contre les positions ennemies, depuis la ligne d'avant-postes[22].



L'ENTRÉE DANS CAMBRAI

Une patrouille de la 3e division canadienne traverse la place dévastée de Cambrai, le 8 octobre 1918. Avant leur retraite, les Allemands ont incendié de nombreux secteurs de la ville.



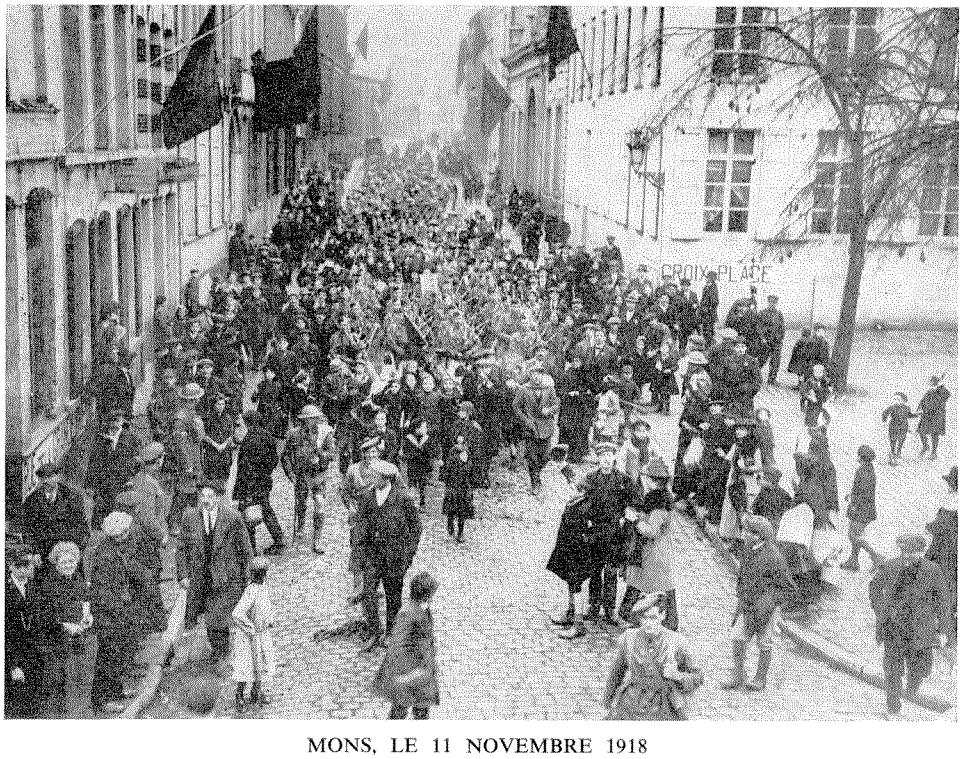
LA MARCHE DE LA LIBÉRATION

Une cérémonie d'actions de grâces marque la délivrance de Denain par la 4e division canadienne, le 19 octobre 1918. On voit ici, de chaque côté du prince de Galles, sir Arthur Currie et le brigadier-général Morrison, son commandant d'artillerie et, à droite, le major-général David Watson, commandant de la division.



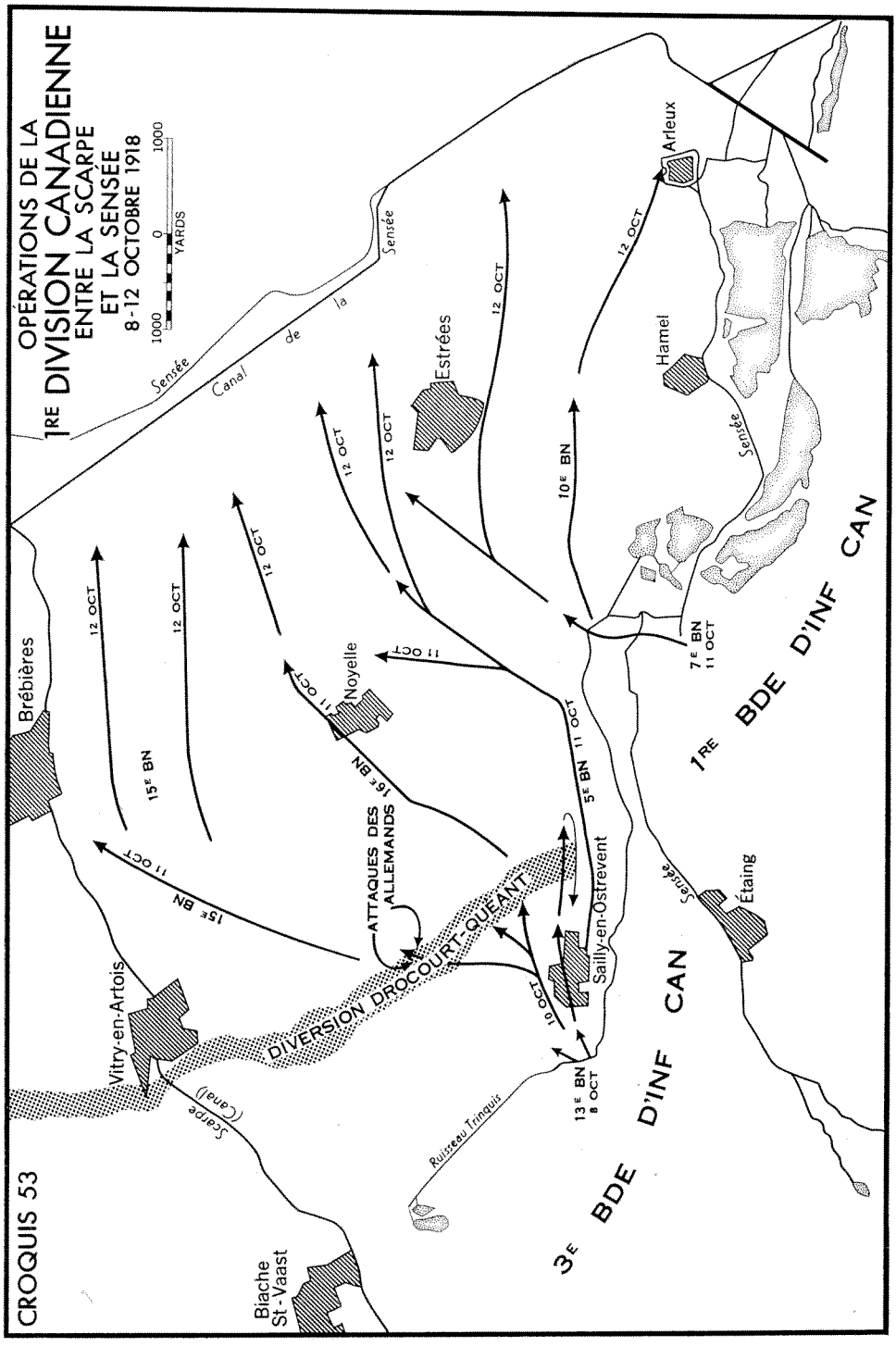
L'ARRIVÉE À VALENCIENNES

Cette photographie, prise sous le feu de l'artillerie, nous montre la 10e brigade pénétrant dans la banlieue ouest de Valenciennes, le 1er novembre 1918.



MONS, LE 11 NOVEMBRE 1918

La 7e brigade canadienne a libéré la ville des derniers Allemands, et les cornemusiers du 2e bataillon défilent dans les rues pavoisées.


CROQUIS 53
OPÉRATIONS DE LA
1RE DIVISION CANADIENNE
ENTRE LA SCARPE
ET LA SENSÉE
8-12 OCTOBRE 1918
1000 0 1000
YARDS
Sensée
Canal de la Sensée
Brébières
Vitry-en-Artois
Scarpe (Canal)
Biache St-Vaast
DIVERSION DROCOURT-QUÉANT
ATTAQUES DES ALLEMANDS
15E BN
11 OCT
12 OCT
Noyelle
16E BN
Ruisseau Trinquis
13E BN 8 OCT
10 OCT
Sailly-en-Ostrevent
5E BN 11 OCT
Estrées
Hamel
Arleux
10E BN
7E BN 11 OCT
Étaing
3E BDE D'INF CAN
1RE BDE D'INF CAN

au soir, la 2e division canadienne formait le flanc droit du général Currie aux alentours d'Iwuy (voir ci-dessus, p. 497). Au cours de la nuit, les Allemands bombardaient le village sans relâche, pendant qu'on prenait les dernières dispositions en vue de remplacer les Canadiens par la 51e division vers l'ouest jusqu'à la voie ferrée d'Iwuy-Denain. Le lendemain matin, la 5e brigade canadienne se joint à l'attaque de la division anglaise. Vers le milieu de l'après-midi, le 24e bataillon dépasse Hordain et des patrouilles avancent jusqu'à Bouchain. Au cours de la soirée du 12, le général Burstall élargit son front vers l'ouest jusqu'aux abords d'Aubencheul-au-Bac et s'empare de la région que détenait auparavant la 11e division anglaise[25]. C'est donc la are division canadienne, la 560 division anglaise et la 2e division canadienne qui désormais tiennent la ligne de front.

Ce front était fermé sur toute sa longueur par une étendue d'eau, en grande partie marécageuse et infranchissable. Le général Home avait donné ordre de rester en rapport étroit avec l'ennemi et de traverser le marécage si on en trouvait le moyen. En attendant, toutes les formations devaient s'appliquer à se réorganiser, à rétablir les communications et à parfaire les mesures de ravitaillement. L'activité de combat devait se limiter à des patrouilles, à des raids et à du tir de barrage d'essai[26].

Dans la nuit du 12 au 13 octobre, la 56e division construisit un pont flottant sur le canal de la Sensée, à Aubencheul et, le matin du 13, elle attaquait Aubigny-au-Bac, sur la rive nord*. Les troupes britanniques prirent le village et en même temps plus de 200 prisonniers de la 234e division d'infanterie. Étant donné la menace de fortes contre-attaques ennemies à partir d'Arleux, à trois milles à l'ouest, on estimait qu'il serait peu avantageux de pousser plus avant. Au crépuscule, les nôtres abandonnaient donc la tête de pont et couvraient de leur feu le pont lui-même, resté en place[28]. Le 14, des patrouilles de la 1re division traversaient le canal près de Férin, mais les représailles de l'ennemi restaient trop fortes pour qu'il fût possible d'établir une tête de pont permanente[29].

Les renseignements obtenus des prisonniers révélaient que les Allemands se préparaient à une retraite massive. La poussée alliée dans les Flandres avait fait reculer la Quatrième armée allemande au delà de la Lys, le 15 octobre et le lendemain, le haut commandement ordonnait à la Sixième et à la Dix-septième armées de reculer, elles aussi, derrière la ligne Hermann[30]. Entre-temps, le 16 octobre, la 4e division canadienne relevait la 56e division anglaise, dont l'activité ininterrompue avait laissé les soldats trop faibles pour poursuivre l'ennemi avec vigueur. Trois divisions canadiennes tenaient ainsi vingt milles de front et le programme du général Currie, qui visait à garder deux divisions en activité et deux au repos, prenait fin[31]. Le lendemain, les Allemands commençaient à se retirer.

La 1re division avait pour pratique de tirer tous les matins un barrage d'artillerie le long de son front pour se rendre compte de la présence de l'ennemi. Le 17

* C'était refaire en sens inverse la fameuse traversée des marais de Sensée que le duc de Marlborough effectua le 5 août 1711, lorsqu'il mena son armée, sur une étroite chaussée, d'Aubigny à Aubencheul, pour percer les lignes françaises dites imprenables[27].

octobre, elle n'obtenait pas la rétorsion habituelle. Des patrouilles se préparaient à une reconnaissance, lorsque la Cinquième armée, au nord, fit savoir que les Allemands battaient en retraite tout le long du front. Les 1" et 2e bridgades traversaient immédiatement le canal de la Sensée et partaient en vitesse vers le nord-est. Au crépuscule, la lre division était établie bien au delà de la route Douai-Cambrai et avait envoyé des patrouilles dans la banlieue de Sin-le-Noble et dans les villages de Dechy et de Roucourt. On trouva Douai abandonné par l'ennemi[32]. Au sud et à l'est, où la retraite allemande devait être beaucoup plus délibérée, les 4e et 2e divisions rencontraient un feu de mitrailleuse nourri au bord du canal. Les soldats de la 4e division ne purent prendre pied à Aubigny-au-Bac, d'où l'avance pourrait ensuite se poursuivre, que lorsque le 87e bataillon de la 4e division eût franchi le canal dans le secteur de la are division et effectué un dégagement vers l'est. le long de la rive opposée[33]. L'artillerie ennemie harassait le front de la 2e division d'un feu plus nourri que d'habitude, mais, la nuit venue, des patrouilles de la 6e brigade passaient la Sensée au Pont Rade (au coude du canal, au nord de Paillencourt). Peu après minuit, les ingénieurs avaient jeté des ponts sur le canal à Pont Rade et à Hem-Lenglet et, à l'aurore du 18, la 2e division avait établi une bonne tête de pont pour les protéger[34].

Afin d'accélérer la vitesse de la poursuite, les 1re et 4e divisions reçurent chacune un escadron canadien de cavalerie légère, une compagnie du bataillon canadien de cyclistes, deux batteries moyennes de mitrailleuses et deux engins blindés[35]. Il importait au plus haut point d'avancer assez rapidement pour rester en contact avec les Allemands en retraite, mais il devenait presque aussi difficile de suivre l'ennemi que de le combattre. Dans les jours qui suivirent, le ravitaillement devint un grand problème. Au fur et à mesure que les Allemands se retiraient, leur génie détruisait systématiquement les ponts, minait les routes et les voies ferrées et ainsi compliquait énormément la tâche déjà difficile qu'imposait le maintien du ravitaillement sur des distances de plus en plus grandes. Le grand nombre de civils libérés mais affamés, qu'il fallait nourrir, accentuait encore les difficultés. Le 20, le général Currie devait noter dans son journal: «L'autorité supérieure ne semble pas assez bien organisée pour déménager les gares de ravitaillement vers l'avant aussi rapidement qu'il le faudrait.» Et pourtant, après trois ans de siège, on ne pouvait guère s'attendre que les états-majors puissent être vraiment prêts à diriger une guerre de mouvement. Les longues marches par un temps froid et humide ajoutaient à la fatigue des soldats, qui avaient peu d'instants de repos.

Nous continuions pourtant d'avancer. Contrairement aux agglomérations où les ravages de la guerre avaient semé la désolation, les villes et les villages abandonnés par les Allemands avaient été peu endommagés. Les Canadiens se trouvent tout à coup dans le nouveau rôle de libérateurs. Lorsque, le 18 octobre, la 12° division entre à Pecquencourt, à six milles à l'est de Douai, elle est accueillie par 2,000 civils que l'ennemi en retraite a laissés sans nourriture. Avant de partir, les Allemands ont même vidé la campagne avoisinante de tous ses bestiaux, moutons, porcs et volailles. C'est le début d'une étape de la libération qui, avant d'atteindre Valenciennes, portera à 70,000 le nombre de personnes soustraites au joug alle-

mand[36]. 'Il faut dire que les problèmes d'ordre administratif qui surgissaient de toutes parts étaient en grande partie contrebalancés par la chaleur de l'accueil que la -population faisait aux Canadiens. Tirés comme par magie de la cachette où ils dormaient depuis longtemps, les drapeaux tricolores flottaient le long des routes, et nos soldats étaient acclamés, embrassés, au cri de «Vive la France!». «C'était la première fois, relatait un historien de régiment, qu'ils se sentaient vraiment des héros, des sauveurs de là démocratie, comme on se plaisait à décrire, dans le style fleuri de l'époque, ces guerriers durs et désabusés[37].»

Pecquencourt n'était qu'une des douze localités que les Canadiens occupèrent en ce 18 octobre. Ils devaient en prendre près d'une quarantaine d'autres le 19, y compris la grande ville industrielle de Denain, sur la rive nord du canal de l'Escaut[38]. Le progrès de ce jour-là, soit 12,000 verges, fut l'étape la plus longue franchie en un jour par les Canadiens au cours de la guerre. Leur front se rétrécissait, puisque la ligne de démarcation entre leur territoire et celui du 22e corps d'armée filait presque franc nord sur Bouchain avant de tourner vers le nord-est. Du reste, dans la nuit du 19 au 20 octobre, la 4e division canadienne et la 51e division anglaise se rejoignirent un peu à l'ouest de Denain et prirent la place de la 2e division, qui passait à la réserve du corps d'armée[39].

Nos soldats rencontraient encore, ici ou là, une vive résistance. Le 20, par exemple, la [ire] division occupait Wallers, dernière collectivité de quelque importance -avant la grande forêt de Vicoigne. A un bataillon, tout au moins, les mitrailleuses et l'artillerie des Allemands infligèrent les dernières pertes fatales de la guerre[40]. La division avait conquis, avant la tombée de la nuit, une ligne qui longeait la forêt de Vicoigne du côté ouest, le lendemain, les ire et 3e brigades délogeaient l'ennemi de la forêt même. Au matin du 21 octobre,, les soldats du général Macdonell, qui n'avaient eu aucun répit depuis la bataille du canal du Nord, débouchaient sur la Toute de Saint-Armand-Valenciennes. La 3e division fut alors rappelée de la région de Quéant où elle était en réserve. C'est là que, le 15 octobre, en présence de S.A.R. le prince de Galles, de Sir Arthur Currie, commandant de la Première armée et d'autres officiers supérieurs, elle avait eu la douleur d'ensevelir son ancien commandant, le major-général L. J. Lipsett (voir ci-dessus, p. 477). La relève parachevée, le 22 octobre, la [ire] division quittait la ligne de feu pour la dernière fois de la guerre[41].

Sur la droite, la 4e division n'avait pas traîné de l'arrière. Il avait fallu, ici et là, déloger d'ennuyeuses arrière-gardes, qui se faisaient de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que les Canadiens approchaient du tournant du canal de l'Escaut, où le passage jusqu'à Valenciennes leur était fermé. Arrivé au canal, le corps fit halte. Au nord s'étendait la forêt de Raismes, superficie d'environ quatre milles carrés maigrement peuplée d'essences feuillues et de quelques conifères. La 3e division eut pour première tâche d'en chasser l'ennemi, ce dont elle s'acquitta en grande partie dès le 22 octobre, grâce à l'excellent travail de la 7e et de la 9e brigade qui, en 15 heures, avaient traversé les quelque-7,000 verges de forêt42. Le soir venu, 'le 23 octobre, la ligne de front des Canadiens touchait sur une distance de huit milles le canal de l'Escaut, soit de la limite sud du secteur confié au corps d'armée,

jusqu'à Fresnes. Elle s'infléchissait à partir de là pour passer' par le village •d'Odmez que les Allemands tenaient encore et où l'aile droite du' 8° corps d'armée anglais ralliait le canal du Jard[43].

L'obstacle de l'Escaut

La ligne canadienne ne devait pas bouger de plusieurs jours, pendant qu'on se' préparait à prendre Valenciennes. Les deux formations qui flanquaient la Prémière Armée, soit le 8e corps au nord et le 221, au sud, restaient loin derrière les Canadiens, le premier ayant été retardé par des difficultés de ravitaillement et par la destruction que les Allemands avaient semée sur leur passage; le second ayant: rencontré de la résistance le long de l'Écaillon, qui se jette dans l'Escaut à quatre milles au sud-ouest de Valenciennes[44].

Le 21 octobre, le général Home ordonnait d'établir le plus possible de têtes de pont au delà de l'Escaut, mais il ne fallait pas tenter de franchir le canal en force[45]'. La période de repos qui s'ensuivit n'était pas à dédaigner. En èffet, le brusque passage de la guerre statique des tranchées à la guerre de mouvement des mois de septembre et octobre avait taxé à leur limite les ressources en hommes et en matériel. Les longues marches forcées et les très longues heures de veille avaient épuisé les hommes. Le ravitaillement continuait de poser un problème d'importance, malgré les efforts soutenus du' Génie, secondé par des équipes de fantassins déjà exténués qui se morfondaient pour réparer routes et ponts[46]. Une grande partie' des moyens de transport était d'ailleurs accaparée par la distribution des vivres dé l'armée à la population affamée. Les services médicaux eurent la tâche particulièrement difficile durant cette dernière phase de la guerre. En plus d'avoir à régler les problèmes inusités que leur suscitait la guerre de mouvement, ils devaient soigner une multitude de civils malades ou blessés. Ils établirent, pour les recevoir, des hôpitaux canadiens à Auberchicourt, à Somain et à Denain, tandis que dans les centres de moindre importance des postes de secours étaient réservés aux civils[47].

Au cours de cette période, la 4e division fit plusieurs tentatives pour faire traverser l'Escaut à des patrouilles en bateau, sur des passerelles et sur les débris des ponts qu'on avait détruits. Comme nos soldats avaient reçu ordre de ne pas bombarder Valenciennes même, étant donné le grand nombre de civils français qui s'y trouvaient, il leur était extrêmement difficile de déloger les mitrailleurs et les canardeurs cachés dans les maisons qui dominaient le canal[48]. Les quelques incursions que des patrouilles pouvaient accomplir et les aveux obtenus de prisonniers indiquaient que l'ennemi entendait résister ferme à Valenciennes. Ce n'était pas au hasard que les Allemands avaient choisi cette ville pour position-clé de la ligne Hermann. Le canal de l'Escaut constituait, en effet, un excellent obstacle à toute incursion qui pouvait venir de l'ouest ou du nord. En plus de fortifier la rive est au moyen d'un réseau de tranchées bien conçu, l'ennemi avait érigé un véritable barrage de barbelés sur l'une et l'autre rives. Percés de meurtrières, les murs des maisons et des usines avaient été armés de postes de mitrailleuses. En pratiquant

des ouvertures dans les digues du canal et en ouvrant les écluses, les Allemands avaient inondé la campagne de part et d'autre de l'Escaut. A l'ouest et au sud-ouest de Valenciennes, la région submergée atteignait plusieurs centaines de verges de largeur. Au nord, dans le triangle délimité par le canal de l'Escaut et celui de Condé-Mons, l'eau recouvrait des milles carrés de terrain[49].

Les obstacles naturels favorisaient encore les Allemands en rendant Valenciennes imprenable par le sud. L'éminence boisée du mont Houy, à l'est du coude de l'Escaut, dominait absolument les abords sud de la ville d'une hauteur de 150 pieds. Derrière, une longue arête commandait la vallée de la Rhonelle et s'étirait jusqu'à Valenciennes vers le nord. L'ennemi avait du reste renforcé cette forteresse naturelle d'une ligne de barbelés et de tranchées. Et derrière cette première ligne, une seconde ligne de tranchées moins bien organisées courait en direction sud-est à partir d'Aulnoy, village sis à 2,500 verges au sud de Valenciennes, touchait Préseau et couronnait les hautes terres à l'est de Rhonelle[50].

Parfaitement éveillés aux possibilités qu'offrait Valenciennes pour arrêter la marche des Alliés, la Dix-septième armée allemande occupait cette position de la ligne Hermann avec cinq divisions, à vrai dire nettement réduites en nombre. Le 1e° novembre, l'étendue inondée à laquelle les Canadiens faisaient face sur la gauche était défendue par la 234e division entre Condé et Bruay, tandis que la 220e (sur le point d'être relevée par la 25e) tenait la plus grande partie du secteur de Valenciennes qui s'étendait vers le nord jusqu'à Bruay. L'ennemi avait massé le plus clair de ses troupes aux alentours du mont Houy, où trois divisions d'infanterie, soit la 6e, la 35e et la 214e, montaient la garde entre les abords sud de la ville et Aulnoy[51].

Prise du mont Houy—Libération de Valenciennes

Le 22e corps d'armée continuait d'éprouver de la résistance au sud de l'Escaut en cherchant à rejoindre les Canadiens. Dans la soirée du 26 octobre, après avoir traversé l'Écaillon, la 510 division parvenait à une ligne aux abords de Famars, d'où les Highlanders dominaient la vallée profonde de la Rhonelle. Malgré leurs efforts, ils ne peuvent, toutefois, pousser plus loin: ils sont arrêtés par un tir intense qui leur arrive du mont Houy et par le feu des batteries allemandes placées près de Saultain, sur le haut plateau du sud-est de Valenciennes[52].

Le 27 octobre, le général Home convoque sir Arthur Currie et le commandant du 22e corps à son QG avancé d'Auberchicourt pour discuter des moyens de prendre Valenciennes. L'attaque de front et tout mouvement enveloppant par le nord étant écartés, le mont Houy reste sans contredit le moyen d'atteindre la ville. Les opérations vont se dérouler en trois étapes. De l'autre côté du canal de l'Escaut, la 51e division du 22e corps d'armée attaquera vers le nord-est le 28 octobre pour s'emparer du mont Houy. Elle poussera jusqu'au chemin en déblai (compris dans l'objectif de la ligne «rouge») qui relie la gare du Poirier (sur le canal) et Aulnoy. La 4e division canadienne dépassera ensuite la 51e division et poursuivra l'attaque entre l'Escaut et la Rhonelle, pour atteindre la ligne «bleue»

allant de Préseau à la banlieue sud de Valenciennes. Enfin, le 1- novembre, la 4e division prendra les hauteurs sises à l'est de Valenciennes, de façon à tourner la ville et ainsi permettre au reste du corps canadien de traverser l'Escaut en venant de l'ouest. Il s'agit, dans ce dernier cas, de gagner la ligne «Vertes qui, du nord-est de Valenciennes, s'incline vers le sud pour passer derrière l'arête de Saultain[53].

A 5h.15 du matin, le 28, un bataillon de la 51e division attaque le mont Houy, appuyé par neuf brigades anglaises d'artillerie de campagne, cinq obusiers de 6 pouces et neuf batteries à obus de 60 livres[54]. Malgré une forte opposition, les Highlanders s'emparent de la colline, mais sont incapables de s'y tenir. Bien décidés à rester maîtres d'un poste d'observation si bien placé, les Allemands déclenchent au début de l'après-midi une contre-attaque qui repousse le bataillon britannique du sommet du mont Houy. A la tombée de la nuit, la 154e brigade de la 51e division est en possession de la majeure partie du versant sud de la colline, ainsi que de la gare du Poirier et du village de Famars, sur chacun des flancs[55]. C'est encore bien en-deçà de la ligne Rouge, où la 10e brigade canadienne devait relever la brigade anglaise dans la nuit du 28 au 29 octobre[56].

Au cours de la nuit, la 3e division canadienne prend à sa charge une partie du front de la 4e division, mais le général Currie recommande qu'on attende 24 heures avant de relever la 51e division, bien que le général Watson, commandant de la 4e division, soit prêt à effectuer le changement. Toutefois, à 5h. du soir le 28, le général Horne ordonne que le corps canadien prenne la relève suivant les ordres antérieurs, à condition que la 51e division tienne le mont Houy. Il laisse aux commandants des effectifs qui se trouvent sur les lieux le soin de prendre la décision[57]. A la tombée de la nuit le même jour, il ne fait pas de doute que la plus grande partie de la colline est encore aux mains des Allemands; par conséquent, le remplacement est remis à plus tard*. Tout au cours de lu journée du 29, les Highlanders fatigués doivent repousser de nombreuses contre-attaques. Au cours de la nuit, la droite de la 51e division est relevée par la 49e, tandis que, sur la gauche, de Famars à la gare du Poirier, c'est la 10e brigade d'infanterie canadienne qui assure la relève.

On a modifié le plan tendant à la prise du mont Houy et de Valenciennes. Les ordres du GQG enjoignent à la Quatrième, à la Troisième et à la Première armées

* Par la suite, le major-général de l'état-major général de la Première armée reprocha au général Home d'avoir insisté pour que la 51[0] division ne soit pas remplacée avant d'avoir atteint l'objectif que le plan de l'armée lui avait catégoriquement imposé. Il mit aussi en doute l'interprétation rigoureuse que le corps d'armée canadien avait donnée aux ordres, en laissant entendre que, vu son épuisement, la division anglaise aurait du être relevée avant même qu'on déclenche l'attaque, afin que l'assaut. pût être appuyé par l'artillerie canadienne à l'ouest de l'Escaut. Si, d'ajouter le major-général, le commandement anglais et le commandement canadien s'étaient mieux adaptés aux changements survenus dans la situation, .nous aurions pu épargner 24 heures»[58].

La souplesse d'action que proposait celui qui a formulé cette critique aurait pu être précisément ce qu'exigeait cette phase de la guerre, mais ce blâme devait être contesté quelques années plus tard par l'ancien commandant du corps canadien d'artillerie lourde. Le général McNaughton défendit le refus des Canadiens d'effectuer un remplacement prématuré et il compara la situation du 28 octobre à celle qui avait existé en juin 1916 aux cratères de Saint-Éloi (alors que le corps canadien avait rencontré le désastre en remplaçant le 5e corps en pleine bataille). L'ajournement de l'assaut contre le mont Houy, déclara-t-il, donna à notre artillerie lourde 'tout le temps de s'acquitter de sa tâche et lui épargna l'énervement d'une attaque improvisée.[59.]

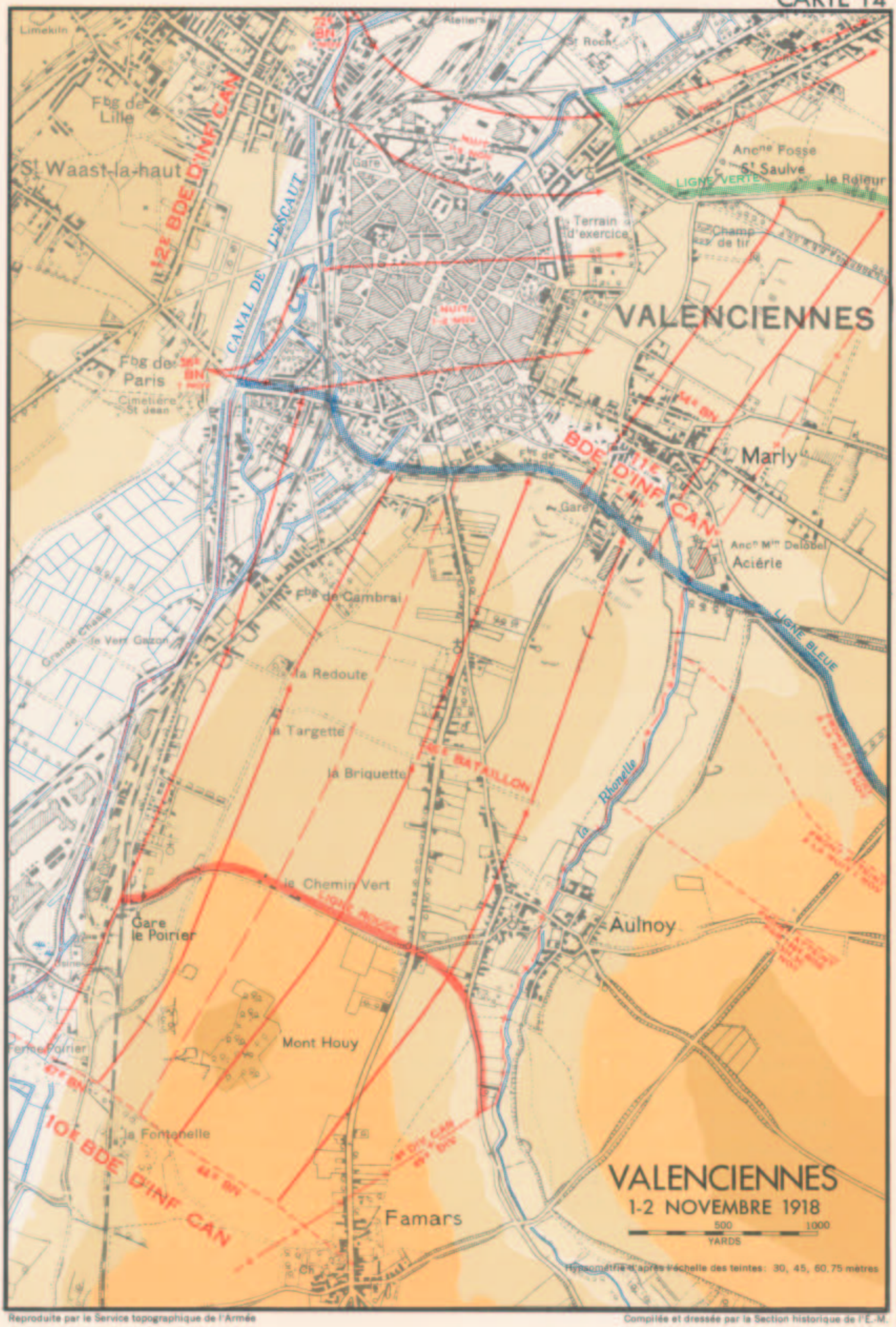
de se tenir prêtes à reprendre, le 3 novembre, avec la Première armée française, l'offensive principale. II faut s'emparer de Valenciennes au plus tôt, afin d'assurer le flanc gauche de cette grande opération[60]. L'avance jusqu'à la ligne Bleue et, ensuite, la poussée jusqu'à la ligne Verte constitueront désormais une seule et même opération, solidement appuyée par l'artillerie, et la 10e brigade canadienne travaillera de concert avec la 49e division sur la droite. Pendant que la 106 brigade (commandée depuis le 28 octobre par le brigadier-général J. M. Ross) se porte à l'assaut de Valenciennes à partir du sud et enveloppe la ville du côté est, la 12e doit établir des têtes de pont au delà de l'Escaut du côté ouest pour procéder ensuite au nettoyage de la ville. Un peu plus au nord, la 3e division se prépare à passer le canal au même moment. Le nouveau plan prévoit une attaque aux premières heures du 1er novembre[61].

Les préparatifs de l'assaut étaient compliqués du fait des nombreux civils qui se trouvaient encore dans Valenciennes. Afin que la ville souffre le moins possible du feu de l'artillerie lourde, on ne bombarda que les places défendues, comme le centre industriel et l'aciérie de Marly, qu'on savait remplies de soldats ennemis. Du fait que son aile gauche, qui avançait du côté ouest du canal de l'Escaut, était parvenue à une position si avancée, le corps canadien put établir un barrage d'artillerie assez exceptionnel du haut de la position qu'il occupait sur le mont Houy. Huit brigades d'artillerie de campagne et six brigades d'artillerie lourde secondaient l'attaque de la 10e brigade d'infanterie. Trois brigades de campagne, postées au sud de l'Escaut, près de Maing, assuraient le barrage rampant de front: l'une entretenait un tir oblique depuis la rive gauche, non loin de Trith-Saint-Léger, tandis que les deux autres, placées près de La Sentinelle, à l'ouest de la route de CambraiValenciennes, tiraient en enfilade. N'ayant pu, faute de ponts, franchir l'Escaut, l'artillerie lourde restait sur la rive gauche en position d'assurer un tir oblique, un tir d'enfilade et même un tir de revers (pour l'effet moral) sur l'objectif. Environ trois brigades et demie furent utilisées pour effectuer le travail de contre-batterie et les autres bombardaient les maisons qui pouvaient cacher des nids de mitrailleuses[62]. Trois batteries d'obusiers de 4.5 pouces servirent à dresser un dense écran de fumée destiné à camoufler l'attaque. Au barrage général venait s'ajouter le feu de douze batteries des ter et 4e bataillons canadiens de mitrailleurs, qui maintenaient un tir de soutien rapproché ou tiraient en enfilade depuis le côté nord du canal[63]. De toute la guerre, jamais une seule brigade d'infanterie n'avait été soutenue par une telle intensité de tir.

Le temps, qui, semblait sans cesse contrecarrer les plans des Canadiens, ne se démentait pas. Durant toute la nuit précédente et la journée de l'attaque, de fréquentes ondées venaient ajouter à l'inconfort des soldats. Il n'y eut pas de bombardement préparatoire le let novembre au matin. Dès 5h.15, l'infanterie de la 10e brigade montait à l'assaut derrière une pluie de shrapnels, de balles de mitrailleuse et d'obus brisants, qui s'abattaient sur l'ennemi de tous les côtés à la fois. L'artillerie allemande ne fut pas lente à riposter, mais son feu fut bientôt étouffé par le contre-bombardement précis des canons canadiens.

Le 44e bataillon franchit sans peine le mont Houy tandis que, sur la gauche,

CARTE 14



Reproduite par le Service topographique de l'Armée

Compilée et dressée par la Section historique de l'E.-M.

Blank page

le 47e s'empare de la gare du Poirier. L'objectif Rouge est atteint au moment prévu et, à 6h.30, le bataillon de droite passe devant Aulnoy. Ébranlés par la puissance du tir, les soldats allemands des 35e et 214e divisions se rendent en grand nombre. Sur la droite de la brigade, le 46e bataillon dépasse le 44e comme il a été prévu et, avec le 47e, atteint la ligne Bleue à 10h.20. Au moment où l'infanterie pénètre dans la banlieue de Valenciennes, une vive résistance s'amorce au flanc droit et sur le front de la 146e brigade (49e division). Un intense feu de mitrailleuse monte des abords sud de la ville et la garnison de l'aciérie, près de Marly, composée de soldats expérimentés de la 6e division allemande, se défend vigoureusement. Au cours de l'après-midi, le commandant de brigade, le brigadiergénéral J. M. Ross, fait avancer le 50e bataillon pour renforcer le 46e et soutenir le flanc droit de la brigade. Six batteries de mitrailleuses du 4e bataillon du CMGC pointent maintenant vers l'est, mais le feu en provenance de Marly reste intense[64].

La dernière Croix de Victoria décernée à un Canadien fut méritée par le sergent Hugh Cairns, D.C.M., du 46e bataillon pour la bravoure remarquable qu'il afficha au cours de la journée. Lorsqu'une mitrailleuse ennemie ouvrit soudain le feu sur son peloton, Cairns empoigna une mitrailleuse Lewis et, ne faisant aucun cas des balles allemandes, fondit seul sur le poste, en tua les cinq mitrailleurs et s'empara de la mitrailleuse. Il répéta son acte de bravoure un peu plus tard, délogeant 30 autres Allemands et deux mitrailleuses. Une troisième fois, bien que blessé, il entraîna à sa suite un petit détachement qui tourna un nid de mitrailleuses et des canons de campagne allemands qui retardaient la marche des nôtres, et il s'en empara. Ses exploits prirent fin au cours du nettoyage de Marly. Il fut gravement atteint en désarmant un groupe de soldats allemands que sa patrouille avait obligés à se rendre. Tout au cours de l'opération il témoigna de la plus grande bravoure et se montra un chef des plus audacieux. Il mourait le lendemain des suites de ses blessures[65.]

On continuait d'encercler Valenciennes et de pénétrer à l'intérieur de la ville. Au cours de la matinée du let novembre, la 12e brigade et la 3e division avaient toutes deux réussi à établir des têtes de pont au delà de l'Escaut, que l'infanterie avait passé dans des canots pliants et au moyen de ponts flottant sur du liège. A midi, la 12e brigade, qui suivait la 10e de près sur la gauche, avait fait passer la plus grande partie des 38e et 72e bataillons du côté est du canal et des patrouilles avaient pénétré loin à l'intérieur de la ville[66]. Un détachement du 4e CMR fut le premier groupe de la 3e division à franchir le canal, dans la région industrielle de Denain-Anzin, juste au nord de Valenciennes. Un long tronçon du canal étant surveillé par l'ennemi du haut d'un tas de déblais de mines des environs de Thiers, le bataillon dut attendre la nuit pour s'assurer des passages à l'est de Bruay, devant Thiers[67].

Le 2 novembre, le général Currie écrivait dans son journal: «L'opération d'hier a été l'une des mieux réussies que le corps ait accomplies.» La prise du mont Houy et la marche sur Valenciennes avaient été habilement organisées et bien exécutées. L'ennemi, il est vrai, se cramponnait encore à la ville et tenait bon près de Marly, mais pour lui la journée avait été désastreuse. Les Canadiens avaient

pris environ 1,800 prisonniers et on avait compté plus de 800 Allemands restés sur le champ de bataille. Les nôtres s'étaient fait tuer 80 hommes et comptaient 300 blessés. Une soigneuse coordination dans l'emploi d'une masse énorme d'artillerie* pour appuyer le plus étroitement possible un nombre minimum de soldats d'infanterie avait permis d'obtenir la victoire à très peu de frais.

Le tir de barrage avait infligé à l'ennemi la majeure partie de ses pertes. Quant aux autres, elles auraient probablement été moins nombreuses et le nombre de prisonniers plus élevé, si les circonstances avaient été différentes. Les récits historiques des régiments et diverses sources officielles ou officieuses révèlent que, dans la dernière partie de la guerre, les Canadiens se montraient plus hostiles à l'égard des Allemands après avoir constaté combien les civils qu'ils libéraient avaient été opprimés aux mains de l'ennemi. Un bataillon notait, presque à regret, qu'il lui avait été impossible de ne pas en capturer un si grand nombre, puisqu'ils se rendaient par groupes de 20 à 50 à la fois[69]. Dans la fièvre du combat des troupes canadiennes auraient fait plus de morts qu'il ne le fallait; ce qui était regrettable, mais compréhensible jusqu'à un certain degré. En apprenant que le sol était littéralement jonché d'Allemands morts, le général Currie écrivait dans son journal: «Je sais que nos hommes ne se proposaient pas de prendre un bien grand nombre de prisonniers allemands, car, depuis qu'ils ont vécu parmi les Français et qu'ils se sont entretenus avec eux, ils sont devenus de plus en plus implacables à l'endroit des Boches.»[70]

Au cours de la nuit du 1er au 2 novembre, la 11e brigade relevait la 10e. S'étant porté à l'attaque de Marly avant l'aurore, le 54e bataillon découvrait que la plupart des Allemands s'en étaient retirés[71]. Pendant la nuit, les deux bataillons de la 12e brigade, qui s'étaient heurtés à une vive opposition au cours de l'après-midi, purent traverser Valenciennes sans grande difficulté comme les Allemands la quittaient. Les deux unités se présentèrent aux abords est de la ville avant 8h.30 du matin. A la tombée de la nuit, le 2, la brigade s'était emparée de Saint-Saulvé, situé à un mille plus loin sur la route de Mons[72]. Sur la droite des Canadiens, une garnison allemande, qui entendait ne pas abandonner l'aciérie, tint tête à la 49e division jusqu'au milieu de l'après-midi du 2, alors qu'un bataillon de la 148e brigade réussissait à prendre la position d'assaut. Un tir intense venant de la direction de Saultain empêchait les Britanniques d'avancer au delà de la route de Préseau-Marly[73].

Pendant ce temps, la 3e division se frayait à grand peine un passage à travers la région inondée du nord de Valenciennes. En maints endroits, elle ne pouvait avancer qu'en empruntant un remblai de voie ferrée ou une arête détrempée, que les Allemands balayaient du feu de leurs mitrailleuses et faisaient surveiller par des canardeurs. Malgré tout, la 8e brigade réussit, avant la tombée de la nuit, le 2 novembre, à se hisser à la hauteur de la 12e, sur sa droite. Étant donné la longueur du front qu'il avait à défendre dans des conditions si difficiles, le général

* Le commandant du corps canadien d'artillerie lourde opposait par la suite les 2,149 tonnes d'obus qui avaient été dépensés de midi le 31 octobre à midi le 2 novembre aux 2,800 tonnes lancées de part et d'autre durant toute la guerre sud-africaine[68].

Loomis cédait volontiers à la 52e division anglaise, dans la nuit du 2 novembre, la partie de sa ligne qui se trouvait au nord de Fresnes[74].

Sir Douglas Haig avait différé d'une journée l'ordre d'attaque concertée que les quatre armées alliées avaient reçu pour le 3 novembre, puis le 3 au matin il contremandait toute l'offensive, lorsqu'il devint évident que l'ennemi s'était retiré de l'Escaut en n'y laissant que de faibles arrière-gardes. Il ordonnait plutôt une poursuite générale et, abandonnant les divisions à leur propre initiative, leur enjoignait de ne rien ménager pour empêcher les Allemands de se fixer quelque part. Le 22e corps se voyait assigner un premier objectif à dix milles de distance, tandis que le corps canadien recevait l'ordre de couvrir la gauche des Anglais. Au soir du 3 novembre, des patrouilles canadiennes de la 4e division avaient avancé jusqu'à la route d'Estreux-Onnaing, à trois milles à l'est de Valenciennes, sans entrer en contact avec l'ennemi[75].

La marche sur Mons

La bataille de Valenciennes est la dernière grande attaque concertée à laquelle le Corps canadien ait participé. Il ne devait pas se produire d'engagement d'envergure pendant la semaine de campagne qui restait, car l'ennemi était constamment forcé de se déplacer. Deux fois seulement, l'avance quotidienne a été de moins d'un mille.

Durant ces derniers jours de la guerre, les Canadiens ont eu à affronter une nouvelle sorte de combat. Il fallait avant tout maintenir la mobilité, mais les accidents de terrain de la région rendaient cette tâche difficile. Depuis que la poursuite était déclenchée, soit depuis la mi-octobre, les opérations s'étaient déroulées, la plupart du temps, en terrain plat ou peu accidenté, coupé par de nombreux cours d'eau. Ensuite, les cours d'eau devenaient aussi nombreux qu'auparavant, mais le courant était plus fort et les vallées plus profondes. La campagne était parsemée d'une multitude de villages et d'agglomérations isolées, encore plus nombreux au delà de la frontière belge. A la forêt dense s'ajoutaient les petites plantations et les haies. Dans l'ensemble, c'était le genre de terrain où un ennemi déterminé, pourvu qu'il ait le temps de préparer sa défense, aurait pu tenir le coup longtemps, au grand détriment de l'attaquant. Mais de Verdun jusqu'à la mer, les Allemands se repliaient sous la pression des Alliés, et ce n'était pas tellement la force de résistance de l'ennemi qui réglait la vitesse de poursuite des Canadiens que la capacité de ces derniers à maintenir le rythme de leur avance. Conformément aux directives de la Première armée, chaque division exerçait son action plus indépendamment du quartier général du corps d'armée auquel elle appartenait, cherchant elle-même à atteindre ses objectifs généraux tout en collaborant avec les unités de flanc[76].

La plupart des routes se trouvaient dans un état pitoyable, et celles qui étaient pavées étaient tout juste assez larges pour permettre la circulation à sens unique des camions. Comme les Canadiens cherchaient à rester en contact avec l'ennemi, l'artillerie lourde pouvait difficilement appuyer les brigades d'infanterie dans leur

avance. Les patrouilles de reconnaissance qui sortaient de Valenciennes trouvèrent des chemins contournant des jonctions de routes défoncées et au besoin les ingénieurs de l'artillerie comblaient les cratères pour faciliter le passage des canons lourds. De cette façon, l'artillerie lourde put garder au front trois brigades en contact constant avec l'infanterie qui attaquait.

Le problème du maintien de la poursuite, déjà compliqué par les démolitions auxquelles se livraient les Allemands, par l'allongement constant des lignes de ravitaillement et par le manque de moyens de communication, s'aggravait par le mauvais temps. Il pleuvait constamment. Il n'y eut qu'un seul jour, entre le let le 11 novembre, où, sur quelque secteur du front du corps canadien, on n'eut pas à signaler de précipitations[77]. Les routes boueuses ralentissaient le déplacement des cyclistes et des estafettes, et on ne pouvait pas transmettre de signaux par fanions ou par hélio en raison de la mauvaise visibilité. Pour ajouter aux difficultés de communication, les civils, redoutant les mines ennemies, prenaient, semble-t-il, tous les fils qu'ils voyaient le long de la route pour des fils de détonateurs à démolition et coupaient sans cesse les lignes téléphoniques des Canadiens[78]. A mesure que l'avance continuait et que les villes étaient libérées les unes après les autres on se transmettait sans arrêt des rumeurs d'un cessez-le-feu. Depuis quatre longues années déjà les hommes attendaient fébrilement la fin des hostilités et il semblait bien que la fin approchait réellement. Selon des rapports de la Première Armée, le moral n'avait jamais été «aussi bon».

Forcé de se retirer devant la 4e division, durant la nuit du 3 au 4 novembre, l'ennemi se retrouva au delà de la rivière Aunelle; il commença sans délai à creuser des tranchées à l'est de ce cours d'eau qui constituait, sur la route des Canadiens, la frontière entre la France et la Belgique. On conclut des rapports du service de renseignements et des photographies aériennes des nouveaux travaux de campagne, que les Allemands avaient l'intention d'offrir une résistance à cet endroit. En conséquence, l'action des Canadiens le 4 novembre se limita à un tir de barrage répété de l'artillerie sur les lignes ennemies pendant qu'on préparait les plans d'attaque de la 44 division pour le lendemain. De concert avec les unités de flanc, soit la 3e division canadienne et la 561' division anglaise, on espérait s'assurer la traversée de l'Aunelle et de la Grande-Honnelle, à environ 500 verges vers l'est. L'ennemi avait tant et si bien déplacé ses unités décimées que la 187e division se trouva face aux Canadiens. Le 5 novembre, après une lutte assez acharnée, la 12e brigade s'emparait du village de Quarouble, avec l'aide du 78e bataillon, mais le 85e bataillon se voyait barrer la route par le 188e régiment allemand qui défendait une grande masse de déchets de mines (près de la fosse n° 2) à l'ouest de l'Aunelle. Sur la droite, le 87e bataillon (de la 11e brigade) s'emparait de Rombies et traversait la rivière, pour être repoussé, immédiatement par une contre-attaque des Allemands[79].

Le 6 novembre, on tente encore une fois d'atteindre la Grande-Honnelle, cette fois avec succès. Le 85e bataillon s'empare de la fosse n° 2 tandis que Quievrechain ne peut résister à une attaque concertée du 78e bataillon et du 2e bataillon du CMR. Le 102e bataillon s'empare de Marchipont et profite de sa victoire pour

s'avancer sur Baisieux. A la tombée de la nuit, la division maîtrisait la Petite et la Grande-Honnelle sur toute la longueur du front. C'était la dernière apparition de la 4e division sur la première ligne. Durant la nuit du 6 au 7 novembre, elle était remplacée par la 2e division, ce qui devait être le dernier effort des Canadiens[80].

Entre-temps, la 3e division, au nord, avait réussi à pousser son avance à travers la région presque tout inondée au nord de la route de Valenciennes à Mons, en suivant la 8e brigade qui lui ouvrait la voie. Un combat sanglant eut lieu, le 4 novembre, devant la ville minière de Vicq. L'ennemi utilisait en guise de poste d'observation un gros amas de déblais d'une mine à l'ouest de la ville. Protégé au nord par les inondations, et à l'ouest et au sud par des barbelés et des nids de mitrailleuses, cet emplacement fortifié fut un dur obstacle à renverser. Vicq était défendue par deux bataillons du 115e régiment de la 25e division, une des rares divisions allemandes considérées encore comme de première valeur en 1918[81]. Le 5e bataillon du CMR, qui s'était lancé à l'assaut à travers des champs nus et plats, subit bien des pertes avant de pouvoir atteindre l'amas de déblais; il en fut aussitôt repoussé par le feu incessant des mitrailleuses et de l'artillerie allemandes. Ce soir-là, l'avance des Canadiens et des Anglais, vers le sud, força l'ennemi à se retirer de Vicq; aux premières heures du 5 novembre, le Se bataillon du CMR pénétrait dans la ville. Le 6, la 8e brigade attaquait de nouveau, s'emparait de Crespin et aménageait des passages sur l'Aunelle et l'Honnelle. Sur le flanc nord, toutefois, l'ennemi occupait en force Condé et le canal Condé-Mons. Afin d'assurer la sécurité du corps d'armée, à gauche, la 3e division recevait l'ordre de pousser son attaque vers le nord. A cette fin, la 8e brigade était relevée partiellement le 7 novembre. Le front, en travers de la route de Mons, passait à la 7e brigade, tandis que la 8e poursuivait, pendant un certain temps, ses opérations avec deux bataillons sur le flanc nord[82].

Les Canadiens se trouvaient dorénavant en territoire belge. Dès qu'elles eurent passé la frontière internationale, les troupes furent immédiatement frappées du changement des conditions qui s'offraient à leur vue. Du côté français de la frontière, nombre de villages que les troupes avaient traversés avaient été gravement avariés durant la guerre, et quatre années d'occupation par l'ennemi n'avait pas été sans laisser leur triste marque sur les habitants sous-alimentés. Par contraste, à peu de distance de la frontière, en Belgique, où l'animosité des Allemands s'était moins fait sentir, les immeubles étaient peu endommagés, les boutiques avaient en étalage un plus grand choix de marchandises et un plus grand nombre d'hommes bien portants circulaient dans les rues. Les civils belges accordaient aux Canadiens un accueil aussi chaleureux que celui dont ils avaient été l'objet en France. Dans une atmosphère de gaieté et de fête on les acclamait en libérateurs par des cris de joie, des poignées de main, des baisers et on leur offrait du café, du vin et de la bière.

Lorsque les Quatrième, Troisième et Première armées britanniques recommencèrent à avancer, ce fut le début d'une poussée sans arrêt, sur un vaste front, vers la frontière allemande. Le 4 novembre, la Quatrième armée se lançait à l'assaut du canal Sambre-Oise, à l'est du Cateau, tandis que, sur sa gauche, la Troisième armée s'emparait du Quesnoy. Au nord du secteur du corps d'armée canadien, l'aile

gauche de la Première armée avançait plus lentement parce que la campagne était inondée aux environs du canal Mons-Condé. Encore plus au nord, les Cinquième et Deuxième armées avançaient peu; elles se trouvaient encore à l'ouest de l'Escaut, arrêtées par la position Hermann de l'ennemi. Au sud, c'est la Première armée américaine' qui avançait surtout; assistée, sur sa gauche, par la Quatrième armée française, elle avançait vers le nord-est sur la rive occidentale de la Meuse en vue de prendre en flanc les positions allemandes entre l'Aisne et la Meuse[83]. Le 6 novembre déjà, les troupes américaines étaient en vue de Sedan[84].

Les chefs allemands ne savaient plus où donner de la tête. Les négociations en vue d'un armistice duraient depuis quelque temps et, afin de prolonger les négociations, le haut commandement tenait à éviter les retraites en masse. Le 24 octobre, dans un ordre à l'intention de l'armée allemande (que le gouvernement a toutefois empêché de promulguer), von Hindenburg interprétait le geste des Alliés, qui exigeaient la reddition sans condition, comme «un défi qui doit nous stimuler à poursuivre notre résistance de toutes nos forces»[85]. Mais une autre défaite importante en campagne aurait été encore plus désastreuse. En conséquence, l'après‌midi du 4 novembre, le haut commandement allemand, bien à contrecoeur, ordonnait aux troupes de se replier sur la position Meuse-Anvers, qui s'étendait de Verdun et Sedan vers le nord, à travers Charleroi, jusqu'à la frontière hollandaise à l'ouest d'Anvers[86].

Dans le centre du front de la Première armée, l'avance des Canadiens prenait une allure plus vive. Le 7 novembre au matin, la 8e brigade occupait La Croix et Hensies, au nord de la route principale, endroits que les Allemands avaient abandonnés la veille au soir. La 52e division anglaise s'empara de Condé pendant la nuit du 7 au 8 et, le lendemain, les 2e et 5e bataillons du CMR libéraient complètement Thivencelle et Saint-Aybert. Ce soir-là, le 5e bataillon du CMR traversait le canal de Condé à la faveur de la nuit pour y prendre pied sur la rive nord. L'unité . continuait sa route vers le nord et, dès le milieu de l'après-midi du 9, rejoignait la 52e division anglaise au sud-est de Bernissart. Entre-.temps, le PPCLI, battant la marche entre le canal et la route de Mons, avançait à toute vitesse, prenant successivement les villages de Thulin, Hamin et Boussu. Afin de protéger le flanc gauche exposé, le 49e bataillon effectuait une longue marche forcée et traversait le canal, l'après-midi du 9. Obliquant vers l'est, à travers Tertre, le bataillon lançait un essaim de patrouilles vers le nord dans le Bois-deBaudour jusqu'à Ghlin, à deux milles à peine au nord-est de Mons. Il y établit des postes qui furent confiés le 10 novembre à des unités de la 52e division[87].

Dans l'intervalle, la 7e brigade se rapprochait de Mons. Le 9 novembre au soir, les Patricias, «exténués» par leur marche continue, avaient atteint la banlieue de Jemappes, où ils furent remplacés par- le RCR qui se voyait confier tout le front de la 7e brigade. Le RCR avait pensé lancer des groupes distincts de compagnie qui attaqueraient Mons à la fois par le nord, par l'ouest et par le sud, mais le régiment eut tôt fait de constater, au matin du 10, qu'il ne pourrait pas

* Une Deuxième armée américaine avait été formée le 12 octobre et lancée à l'action à la droite de la Première, entre la Meuse et la Moselle.

exécuter ce plan sans aide, en raison de l'épais brouillard, de la pauvreté des communications et du feu serré de l'ennemi[88]. A 8h.30 du matin, le brigadiergénéral Clark ordonnait au 42e bataillon d'assurer le flanc droit de la brigade au sud du canal de Condé. Toute la journée, deux compagnies du 42e bataillon tentèrent à maintes reprises, mais sans succès, d'entrer dans la ville[89].

Il faut maintenant revenir sur ce qui s'était passé dans le secteur méridional du front du corps canadien. Lorsque la 2e division vint relever la 4e, le majorgénéral Burstall plaça la 5e brigade en avant, lui ordonnant d'agir avec la plus grande hardiesse. L'infanterie du brigadier-général Tremblay était appuyée par deux compagnies de mitrailleurs et par des batteries de la 2e artillerie divisionnaire canadienne, ainsi que par une brigade anglaise d'artillerie de campagne. Pour assurer la souplesse de la poursuite, Burstall forma une force séparée, prête à se frayer un chemin à travers l'infanterie si l'occasion s'en présentait; cette force comprenait la 2e brigade du CMMG, une compagnie du corps canadien de cyclistes et deux escadrons du Canadian Light Horse. Faisant preuve de prévoyance, on avait ajouté à cette force deux sous-sections d'ingénieurs du 6e bataillon du Génie canadien, qui transportaient avec elles, dans des camions, environ sept tonnes de bois d'oeuvre pour la réparation des routes et des ponts[90]. Il se produisit un délai à l'Honnelle, que les pluies torrentielles avaient rendue non guéable, mais le 7 au soir, la 5e brigade avait avancé déjà de trois milles jusqu'à Élouges, que le 25e bataillon finit par occuper après tes émotions fort diverses que provoquèrent d'abord les combats de rue contre des ennemis attardés et décidés à vendre chèrement leur peau, et ensuite l'accueil chaleureux des civils de l'endroit. Le jour suivant, le 24e bataillon s'emparait de Dour, mais, comme d'autres unités de la brigade, il s'embarrassa dans un labyrinthe de déblais de mine, au nord-est de la ville. Des ponts démolis et des cratères de mines qui coupaient les routes empêchèrent la force Indépendante de faire des progrès utiles[91].

La 2e division devait passer à travers une région minière à population dense, où chaque village touchait le voisin. Mais la dernière retraite des Allemands avait laissé ces villages sans défense et, lorsque la 4e brigade eut traversé les lignes de la 5e le 9 novembre au matin, son avance jusqu'à Frameries, ville située à trois milles au sud-ouest de Mons, fut presque une marche au pas de route. Puis, devant le tir des mitrailleuses venant de front et de droite, l'unité dut se déployer. A la nuit, toutefois, la brigade avait atteint une ligne qui, à partir du village de Bougnies, à quatre milles au sud de Mons, obliquait vers le nord-ouest jusqu'à la frontière, la 3e division se trouvant sur la route de Frameries à Mons[92].

Ce soir-là, le corps d'armée canadien donnait l'ordre de capturer Mons le lendemain.

La prise de Mons

L'ancienne ville frontalière de Mons, dont l'origine remonte à l'époque des Romains, avait connu bien des sièges durant son histoire mouvementée. La dernière fois qu'elle avait été témoin d'une bataille, c'était en août 1914, lorsque le petit corps expéditionnaire britannique avait affronté l'aile droite allemande qui

avançait, et lui avait livré un combat d'une journée sur le canal de Condé avant de se replier sur Paris et sur la Marne. Mons est restée quatre ans aux mains des Allemands. C'était un atout important pour l'ennemi, car il trouvait le meilleur charbon de la Belgique dans les mines avoisinantes qui, à l'encontre de celles qui avaient été détruites ou inondées par les Allemands du côté français de la frontière, continuaient d'être exploitées activement. Cette fois, il ne devait pas se produire de siège; il fallait épargner Mons autant que possible. Le général Currie songeait à s'emparer de la ville grâce à une manœuvre d'encerclement. Il ordonna donc à la 2e division, qui contournait la ville par le côté sud, d'occuper les terrains élevés à l'est, tandis que la 3e division s'emparait de la banlieue septentrionale de Nimy et s'infiltrait jusqu'au cœur de la ville[93].

Les combats du 9 novembre avaient apporté des gains minimes en comparaison des progrès des jours précédents. A mesure que les Canadiens complétaient l'occupation d'un village, l'entrée du suivant leur était fermée par le feu des mitrailleuses. En se retirant, pendant la nuit du 6 au 7, les Allemands s'étaient repliés sur une ligne s'étendant du nord au sud à travers Mons et, lorsque la 2e division canadienne, le 10 novembre, tenta de se frayer un chemin par l'extrémité sud de la ville, elle se fit rappeler vivement que l'ennemi était encore là. Les principaux centres de résistance se trouvaient dans le Bois-là-Haut—colline boisée à quelque 2,000 verges au sud-est de Mons, qui s'élevait abruptement à plus de 350 pieds au-dessus de la campagne environnante—et le village d'Hyon, immédiatement à l'ouest de cette élévation[94]. De fortes arrière-gardes y protégeaient la retraite prévue de la ligne Anvers-Meuse, qui commençait au début de l'après-midi. En dépit des révélations des prisonniers qui avaient permis de prévoir cette retraite, les mitrailleuses étaient encore actives dans Mons et dans les villages avoisinants. A dix heures du soir, le corps d'armée canadien fit savoir, dans ses ordres, que les objectifs du 11 novembre demeuraient les mêmes que ceux du 10[95].

Durant la nuit, le 19e bataillon occupait Hyon, mais l'ennemi tint bon jusqu'à 3h.15 du matin dans le Bois-là-Haut. La 3e division avait déjà pénétré bien avant dans Mons (voir ci-dessous, p. 521) et le feu de l'ennemi perdait rapidement de son intensité. A 8 heures du matin, la 4e brigade avait réussi à traverser la route de Mons à Givry et était rendue au village de Saint-Symphorien, sur la route principale qui mène de Mons à Charleroi[96].

La ville de Mons se trouvait au complet dans le secteur de la 3e division et c'est la 7e brigade qui se vit confier le soin d'y pénétrer. La difficulté pour le RCR et le 42e bataillon, c'était d'arriver à traverser la ceinture d'eau presque continue que le canal du Centre et la dérivation de la Trouille formaient autour de Mons, ces cours d'eau qui autrefois constituaient les douves de l'ancienne forteresse. Les mitrailleuses ennemies installées dans les maisons de la périphérie couvraient tous les abords et rendaient presque impossible tout assaut de jour, car, selon les ordres émanant du quartier général du corps d'armée, il était expressément interdit de bombarder Mons et même les nids de mitrailleuses des Allemands. Juste au sud du canal de Condé, se trouvait une interruption de la ceinture d'eau, et c'est là que le commandant du 42e bataillon décida de tenter un passage. Il avait songé

à faire passer ses troupes à travers la ville pour ainsi réduire au silence les mitrailleuses dangereuses, dont la majorité était concentrée sur son flanc droit[97].

Il était environ 11 heures du soir, le 10 novembre, lorsque des pelotons du 42e bataillon, , traversant les cours de triage sous le feu protecteur des mitrailleuses Lewis, entraient dans la ville et commençaient à libérer la voie vers l'est. Lorsque les mitrailleurs allemands, installés sur le flanc gauche de Mons, se retirèrent, une deuxième compagnie du 42e bataillon, avec l'aide d'une compagnie détachée du RCR, traversa le canal de dérivation sur un pont de madriers improvisé à la hâte et s'avança dans la ville vers le nord. La troisième infiltration de la nuit s'effectua à 2 heures du matin* par les soins d'une compagnie du RCR à l'extrémité nordouest de Mons. Plus au nord encore, le bataillon laissa une autre compagnie du RCR, après avoir nettoyé le village de Ghlin et un dépôt de déblais de mines embarrassant situé tout près, et traversa le canal du centre pour s'emparer des banlieues de Nimy et de Petit-Nimy[99].

Quelles furent les dernières troupes allemandes à résister aux Canadiens? Durant les quelques derniers jours de la campagne, les restes des divisions allemandes, dans l'ensemble, se repliaient vers la ligne Anvers-Meuse, dans une direction oblique par rapport à l'axe d'avance des Canadiens. Comme les directions suivies ne correspondaient pas et que l'ennemi avait adopté pour tactique de faire retraiter ses divisions les unes à travers les autres, les unités canadiennes de tête devaient faire face à une succession d'arrière-gardes de plusieurs formations allemandes. Au début du mois, ce qui se passait chez l'ennemi était encore assez simple. Durant la période du 1er au 8 novembre, on admit une moyenne de 250 prisonniers de chacune des sept divisions allemandes dans le parc de prisonniers de guerre du corps d'armée canadien. Mais à mesure que l'heure de l'armistice approchait et que les combats perdaient de l'intensité, le nombre des prisonniers amenés à l'enclos tombait à une moyenne de moins de sept traînards de chacune des quinze divisions[100].

D'après les maigres renseignements qu'on a pu obtenir de sources allemandes relativement à cette période, et après avoir éliminé un certain nombre de divisions qui avaient quitté le secteur, il semble certain que ce sont les arrière-gardes de la 206e division d'infanterie allemande qui ont offert de la résistance, au sud de Mons dans la région de Hyon-Bois-là-Haut101. Les derniers coups tirés au nord de Mons provenaient probablement d'éléments soit de la 28e division de réserve soit de la 4e division Ersatz. Les 62e et 63e régiments de la 12e division d'infanterie se retirèrent directement à travers la ville. Dès les premières heures du 10, ces troupes se réduisaient à l'équivalent d'un bataillon, soit le 2e bataillon du 62e régiment qui prenait charge du secteur de son régiment. A minuit, ce bataillon se

* Plus tard, le RCR et le 42e bataillon se sont engagés dans une controverse animée pour savoir lequel des deux avait atteint le centre de Mons le premier. Dans le Livre d'or de la ville, la signature du lient. W. M. King (officier de la compagnie du RCR rattachée au 42e bataillon) figure avant celles des lieutenants L. H. Biggar et J. W. Cave du 42e bataillon. Toutefois, Biggar n'accepta pas cette preuve, en affirmant qu'il avait apposé sa signature plutôt vers le bas de la page afin qu'il fût possible, plus tard, d'insérer une inscription au-dessus. Le témoignage du bourgmestre de Mons et des membres de son conseil favorise la thèse du RCR[98].

retirait également, laissant en arrière la 8e compagnie qui demeurait dans la partie occidentale de Mons jusqu'à l'aube du 11 novembre[102].

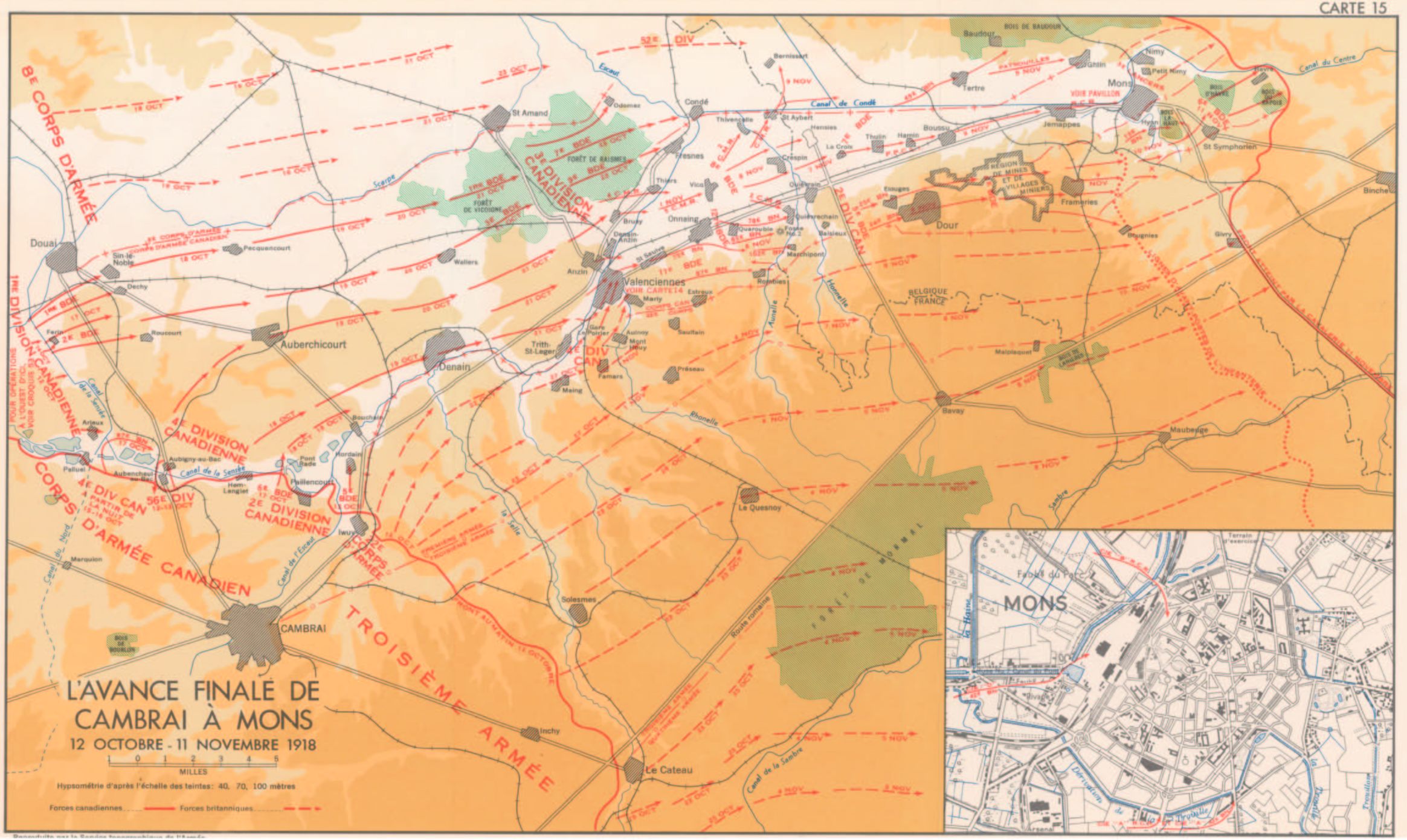
Au lever du jour, les troupes des deux bataillons de la 7e brigade avaient libéré Mons des derniers Allemands. Vers sept heures, les cornemusiers du 420 bataillon pénétraient dans la ville au son de la musique et, d'après le journal de guerre de l'unité, soulevaient un immense enthousiasme. A onze heures ce matin-là, la poursuite s'étendit à quelque cinq milles au nord-est. Dans le secteur de la 3e division, le 5e régiment des Lancers-régiment qui avait combattu à Mons en 1914—atteignait Saint-Denis, tandis que sur la droite, l'infanterie de la 2e division entrait à Havré et libérait le Bois-du-Rapois[103].

Tout le long du front occidental, toutes les armées alliées avançaient, les unes au rythme de la progression de la Première armée, les autres la devançant. Les quelques derniers jours, seules l'artillerie et les mitrailleuses, en général, offraient de la résistance du côté des Allemands. Il était rare qu'une division en retraite fût représentée par plus d'un bataillon d'infanterie, accompagné peut-être d'un escadron de cavalerie et de quelques cyclistes. Dans le nord, les forces alliées étaient enfin sorties de leur longue immobilité. La nuit du 10 novembre, l'armée belge avait déjà libéré Gand. La Sixième armée française et les Première et Cinquième armées britanniques avaient traversé l'Escaut. Sur la droite du général Home, la Troisième armée avait capturé Maubeuge, tandis que la Quatrième armée avançait à la même vitesse. Les Américains avaient atteint une ligne de chemin de fer d'importance vitale à Mézières. En Lorraine, deux armées françaises, comptant 31 divisions, étaient prêtes pour une attaque en masse qui devait être lancée le 14[104]. Comme un raz de marée irrésistible, les forces alliées s'élançaient en avant, repoussant tout ce qu'elles rencontraient.

Le 11, à 6h. 30 du matin, un message parvenait au QG du corps d'armée canadien, annonçant que les hostilités prendraient fin à 11h. ce matin-là[105]. Le renseignement fut transmis le plus tôt possible aux formations et aux unités inférieures, mais, dans certains cas, il ne put atteindre les troupes sur la ligne de front avant 9h. du matin[106]. Ce retard dans la transmission du message était sans importance, parce que les combats avaient presque cessé depuis la libération de Mons.

Compte tenu de la résistance offerte par les mitrailleurs allemands, on peut dire que la ville a été prise avec bien peu de pertes. La 3e division a signalé que ses pertes globales, pour les 10 et 11 novembre, se résumaient à 9 officiers et 107 hommes tués, blessés ou portés disparus[107]. La 2e division avait perdu, pour la période du 7 au 11 novembre inclusivement, 22 officiers et 343 sous-officiers et soldats[108]. D'après les calculs officiels faits après la guerre, le nombre global des Canadiens tués, blessés et portés disparus, y, compris les gazés, a été de 18 officiers et 262 sous-officiers et soldats pour les deux derniers jours d'action. A la suite de recherches minutieuses effectuées à la demande du général Currie, on a découvert que, le 11 novembre même il n'y eut qu'un mort et 15 blessés*.

* Neuf ans après la guerre, la question des pertes subies par le corps d'armée canadien lors 3e 1a prise de Mons a fait l'objet d'une grande publicité, alors que, à la suite de la publication d'un éditorial dans un journal ontarien, selon lequel la prise de la ville avait été sua gaspillage



Reproduite par la Section topographique de l'Armée

L'armistice

Durant la deuxième moitié d'octobre et le début de novembre, les négociations en vue de la suspension des hostilités s'étaient rapprochées rapidement du dénouement. Le 16 octobre, les Allemands apprenaient avec consternation que le président Wilson allait confier aux spécialistes militaires et navals le soin de fixer les conditions d'un armistice. La veille de la démission de Ludendorff, le maréchal Foch demandait à ses commandants en chef quelles conditions, selon eux, devaient être imposées. Haig se montrait modéré et était prêt à accorder à l'Allemagne des conditions qu'elle pouvait accepter. Chose étonnante, l'américain Pershing exigeait qu'on imposât à l'Allemagne le même traitement sévère que réclamait Pétain, dont le pays avait le plus souffert aux mains des Allemands. Les conditions établies par Foch étaient de la dernière rigueur et différaient peu de celles qu'exigeait Pershing[110]. Ludendorff et von Hindenburg comprirent alors que le rêve qu'ils avaient caressé d'une «paix dans la justice» allait être en fait «une paix dans la violence»[111]. Une opinion aussi exagérée ne saurait s'expliquer qu'en cherchant à oublier commodément les conditions impitoyables imposées à la France en 1871 à la conclusion de la guerre franco-prussienne.

Entre-temps, la situation devenait de plus en plus confuse en Allemagne. Le 29 octobre, deux jours après que le gouvernement allemand eut accédé aux dernières exigences du président Wilson, l'amirauté allemande, dans un geste désespéré ;pour éviter l'humiliation, ordonnait à la flotte de prendre la mer. La mutinerie éclata parmi les matelots tandis que la révolution se répandait rapidement dans toute la Rhénanie. Le 9 novembre, le Kaiser abdiquait et se réfugiait en Hollande. L'Allemagne devenait république.

Foch reçut la commission allemande d'armistice le 8 novembre, dans un des wagons de son train particulier garé sur une voie d'évitement dans la forêt de Compiègne. Les plénipotentiaires allemands avaient à leur tête un civil, Mathias Erzberger, député du Reichstag qui avait joué un rôle de premier plan au cours des négociations de paix entre l'Allemagne et la Russie. L'état-major général avait rappelé son représentant au dernier moment pour montrer qu'il déclinait toute responsabilité quant à l'acceptation des dures conditions d'armistice. Foch était assisté de son chef d'état-major, le général Maxime Weygand, et par le représentant de l'Angleterre, l'amiral sir Rosslyn Wemyss. Sur un ton intransigeant, Weygand fit la lecture des conditions des Alliés, qui étonnèrent par leur rigueur la délégation allemande. Profitant du délai de 72 heures qui leur était donné pour accepter les conditions, les Allemands firent des efforts infructueux en vue d'obtenir un adoucissement de ces conditions, mais ne purent gagner que quelques con-

délibéré et inutile de vies humaines., sir Arthur Currie intenta une poursuite en diffamation contre le rédacteur et l'éditeur. Au cours du procès, des témoins sérieux et renseignés démontrèrent que l'attaque de Mons était à la fois justifiée et nécessaire, le commandant du corps d'armée ayant pour tâche de serrer l'ennemi autant qu'il le pouvait et tant qu'il ne recevait pas l'ordre d'arrêter. On a prouvé, avec l'aide de documents, que Mons était complètement libérée à six heures, quelque temps avant qu'arrive l'ordre du cessez-le-feu. En outre, il a été établi que le général Currie avait explicitement ordonné de s'abstenir de toute attaque d'envergure, et d'éviter autant que possible la perte d'hommes et de matériel. Sir Arthur obtint gain de cause et les défendeurs, en plus de payer les frais, durent lui verser des dommages-intérêts[109].

cessions sans importance. A 5 heures le matin du 11, les délégués apposaient leur signature. Six heures plus tard, toutes les hostilités cessaient[112].

L'Allemagne s'engageait à évacuer le territoire qu'elle avait envahi, ainsi que les provinces d'Alsace et de Lorraine prises à la France en 1871. Elle consentait à rapatrier les citoyens des nations alliées et tous les prisonniers de guerre alliés, sans réciprocité immédiate, et à livrer de vastes stocks de matériel de guerre, y compris 5,000 canons et 25,000 mitrailleuses. Sa marine devait livrer tous ses sous-marins, et tous les navires de surface que les Alliés décideraient d'immobiliser. Enfin, l'Allemagne devait évacuer la rive gauche du Rhin et abandonner les têtes de pont où les troupes d'occupation des Alliés devaient demeurer tant qu'elle n'aurait pas rempli les conditions de paix[113].

Une fois passé l'enthousiasme du moment, les soldats canadiens, qui avaient lutté si fort et si longtemps pour mettre fin à la guerre, acceptaient la nouvelle de l'armistice avec ce silence impassible et indifférent en apparence, qui traduit des sentiments profonds ou un épuisement émotif. Les auteurs de journaux de bataillons signalent qu'un calme tout à fait inusité régnait par toute la France et toute la Belgique ravagées par la guerre. Les anciens combattants qui se souvenaient d'Ypres, de Vimy et des horreurs de Passchendaele avaient peine à croire qu'il n'y avait plus rien à redouter. Peu à peu on se remettait à penser à son foyer et à la vie civile, ce à quoi on n'avait pas osé songer jusque-là, vu l'inquiétude que cela leur causait.

Les forces alliées étaient revenues à Mous. C'était la fin de la grande aventure.

CHAPITRE XVI

EN DEHORS DU CORPS D'ARMÉE

(Voir croquis 54 et 55)

LE COMPTE RENDU de la participation du Canada à la première Guerre mondiale, tout en étant surtout le récit du corps d'armée canadien au front de l'Ouest, ne serait pas complet sans une mention du rôle qu'ont joué d'autres parties constituantes des troupes de notre pays. Sur les 150,000 hommes de troupe canadiens qui se trouvaient en France et en Belgique au moment de l'Armistice, près de 40,000 restaient en dehors des formations assujetties au commandement du général Currie. D'autres Canadiens servaient ou avaient servi ailleurs dans des rôles divers, dans l'Armée de terre, de mer et de l'air. Nous avons indiqué, par exemple, que la future province de Terre-Neuve se trouvait représentée à Gallipoli et, par la suite, dans le principal théâtre d'opérations au front occidental.

Nous avons déjà rendu compte de certains de ces apports canadiens. Dans des chapitres antérieurs, nous avons traité de sujets tels que l'envoi de garnisons aux Antilles et des opérations de la cavalerie canadienne rattachée à des formations anglaises. Certaines allusions, dispersées dans notre récit, au rôle que les services aériens ont joué au cours d'opérations particulières formeront le fondement d'une partie du présent chapitre consacré aux Canadiens qui se sont battus dans les airs. D'autres parties auront trait à l'activité de groupes de Canadiens qui ont reçu des emplois particuliers dans diverses parties du Canada. Tous ont apporté des contributions utiles.

Les troupes ferroviaires au front de l'Ouest

Il était naturel que le Canada où, dans l'avant-guerre immédiat, on avait aménagé plus de lignes ferroviaires que partout ailleurs dans l'empire britannique, eût à jouer un rôle de premier plan quant à l'envoi de troupes pour l'aménagement et le fonctionnement de voies ferrées dans les théâtres d'opérations. L'effectif des troupes ferroviaires du Canada qui ont servi en France et en Belgique formait le groupe de Canadiens le plus considérable au front de l'Ouest qui ne relevait pas du commandement du corps d'armée canadien composé pour la plupart d'hommes ayant dépassé l'âge de servir, ces bataillons ne manquaient pas de pittoresque.

Au cours des discussions qui avaient eu lieu avant la guerre entre les états-majors militaires anglais et français, les Français s'étaient engagés à constituer et diriger l'effectif du service ferroviaire tout entier. Ils devaient se charger des «tra-

vaux de construction, de réparation, d'entretien, de direction de la circulation et de protection, non seulement en territoire français mais au delà de la frontière»[1]. Au début de la guerre, il semblait d'abord que ces dispositions donneraient satisfaction, parce que la France paraissait disposer d'un nombre suffisant de troupes ferroviaires et d'un plan bien conçu pour les employer. Une compagnie ferroviaire anglaise qui débarquait au Havre à la mi-août 1914 restait sans emploi. On proposait bientôt d'y prendre des hommes qui n'appartenaient pas aux métiers ferroviaires pour combler les pertes des unités de campagne[2].

Vint ensuite la bataille de la Marne et la marche qui s'ensuivit vers l'Aisne. Les troupes françaises et anglaises se trouvèrent jusqu'à 80 milles au delà des terminus ferroviaires, écart que les unités ferroviaires françaises essayaient en vain de combler, tandis que, bien involontairement, les ateliers anglais de réparation chômaient. En fin de compte, le 17 septembre 1914, le gouvernement français acceptait l'aide des Anglais, mais avec certaines réserves. L'état-major français disposait encore de certaines unités ferroviaires et elles espéraient en assurer le service en utilisant en qualité de journaliers des prisonniers de guerre et des Belges ou des Italiens. A cette étape de la guerre, il paraissait se préoccuper de garder bien précises ses dispositions relatives à la réparation des voies ferrées en évitant les complications qui pourraient résulter de l'acceptation de l'aide anglaise[3].

Au début d'octobre 1914, le War Office demandait de nouvelles troupes ferroviaires*. Les Canadiens qu'intéressait cette question, l'ayant appris par leurs journaux, offrirent leurs services à leur gouvernement. Ottawa demanda aux autorités anglaises de corroborer la nouvelle parue dans les journaux et affirma que ale Canada pouvait répondre à cet appel probablement mieux que tout autre pays». Tout en exprimant sa gratitude à l'égard de cette offre, le conseil de l'armée ne se montrait pas disposé à y recourir à ce moment-là. «Quand on l'acceptera, ajoutaiton dans la réponse anglaise, il faudra organiser ce corps ferroviaire d'après les normes militaires (par opposition aux équipes civiles) par l'entremise des principaux chemins de fer canadiens»[5]. Enfin, le 21 janvier 1915, le Conseil de l'armée faisait connaître qu'il serait heureux de voir former un corps de cheminots canadiens. «Il faut des hommes expérimentés dans le domaine de la construction ... Veuillez télégraphier le nombre que vous pouvez fournir et à quelles conditions»[6].

Le 2 février, le gouvernement canadien répondait qu'il pouvait fournir à ses propres frais un corps d'au moins 500 cheminots pour les travaux de construction. Les dirigeants du Pacifique-Canadien devaient collaborer à l'organisation de cette unité[7]. La mobilisation du Corps canadien de construction ferroviaire d'outre-mer, soit deux compagnies et un groupe de commandement régimentaire, débutait à Saint-Jean du Nouveau-Brunswick. Le recrutement était terminé le 15 mai, après avoir libéré 100 hommes sur les 670 admis et en avoir placé le dixième dans la

* En octroi, lord Kitchener envoyait en France le brigadier-général sir Percy Girouard pour étudier la situation ferroviaire. Sir Percy, officier distingué du Génie royal, de aisance canadienne, avait contribué de façon remarquable à l'aménagement de voies ferrées à des fins militaires au cours des campagnes du Soudan et de l'Afrique du sud. Ses conclusions donnèrent naissance à une Commission internationale des chemins de fer où se trouvaient représentés les GQG français, anglais et belge. Cet organe devait surtout assurer et maintenir le transport ferroviaire en territoire belge[4].

réserve. Ces hommes étaient tous des ouvriers expérimentés dans le domaine de la construction, employés par le Pacifique-Canadien, et chacun devait subir une épreuve quant à son habileté technique. Cette unité s'embarquait pour l'Angleterre le 14 juin et y arrivait le 25. Exactement deux mois plus tard, elle débarquait en France[8].

Depuis la dernière semaine d'août jusqu'au début d'octobre 1915, ce corps a servi parmi les troupes belges afin de poser des voies légères destinées à des tramways de 60 centimètres. E travaillait aussi à des emplacements de canons de siège et de mitrailleuses pour les fusiliers marin?. Ce travail cessait brusquement le 5 octobre, alors qu'on rappelait cette unité canadienne en Angleterre pour la faire passer à Salonique. Cependant, ce mouvement ne s'est pas réalisé. Rentrés en France le 2 novembre, les Canadiens étaient affectés à la zone des étapes de la Deuxième armée anglaise en vue de travailler dans la région de Reninghelst au sud de Poperinghe. Ils y aménagèrent des voies d'évitement et se livrèrent à des travaux d'entretien de la voie à écartement régulier qu'avait aménagée les troupes ferroviaires anglaises[10].

Dans la plupart des secteurs du front virtuellement immobilisé, les terminus ferroviaires existants se trouvaient à une douzaine de milles au moins à l'arrière de la ligne de feu. A l'ordinaire, on transportait les munitions, le ravitaillement et le matériel du Génie à travers cet intervalle en camions jusqu'à un point de transbordement et de là par voiture à cheval. Le volume de la circulation routière était immense. On a calculé que, lors de la bataille de la Somme, il fallait transporter chaque jour une moyenne de 1,934 tonnes à partir des terminus ferroviaires pour chaque mille du front de la Quatrième armée. Les routes souffraient énormément de cette circulation, surtout par temps humide, et les dégâts causés par les bombardements accroissaient les problèmes que posait leur entretien. On pouvait y remédier grâce à un moindre emploi du transport routier mécanisé, en établissant des terminus ferroviaires à portée du transport hippomobile[11]. On en faisait l'expérience en janvier 1916, alors qu'on rapprochait les terminus ferroviaires à quelque trois milles du front[12].

Mais il restait un autre problème. Quand, à cause du mauvais état des routes et des bombardements, les véhicules à chevaux ne pouvaient parvenir jusqu'aux troupes dans les tranchées, la dernière étape du transport des approvisionnements à partir des terminus ferroviaires devait se faire à dos d'homme ou au moyen d'animaux de bât. Pour y remédier, au début de 1916, on autorisait, dans les cas d'extrême nécessité, l'établissement de lignes de tramways à 60 centimètres pour relier les voies ferrées à écartement régulier avec les tranchées. L'avantage des tramways à trolley, qui étaient ordinairement poussés à la main, parfois tirés par des mulets mais rarement par de petites locomotives, était reconnu plutôt par les Canadiens que par les troupes anglaises. Dans le corps d'armée canadien, deux compagnies de tramways composées d'ingénieurs, sous les ordres du Corps de génie, ont vu à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des tramways jusqu'à la fin de la guerre. Cependant, on n'avait pas adopté partout ce moyen de transport, parce que, s'il convenait évidemment fort bien au ravitaillement d'un

front stable, il ne recevait que peu d'attention de la part du GQG, qui croyait qu'on retournerait bientôt à la guerre de mouvement. En 1917, on avait la conviction qu'il fallait consacrer toutes les ressources ferroviaires aux lignes à écartement régulier dont on aurait besoin quand débuterait l'avance générale attendue[13].

Afin de prolonger vers l'avant et d'entretenir les communications ferroviaires, il fallait des troupes ferroviaires de plus en plus nombreuses. La réponse à cet appel ne manquait pas au Canada, où des particuliers désireux de recruter des unités ferroviaires présentaient leurs offres au gouverneur général, au ministre de la Milice, au premier ministre, au premier ministre de la Colombie-Britannique et aux autorités anglaises elles-mêmes. L'expansion se produisait rapidement outremer. En mai 1916, le War Office demandait au Canada de fournir une nouvelle unité de construction ferroviaire forte d'environ mille hommes. Les recrues choisies parmi les cheminots expérimentés des diverses parties du pays furent organisées à titre de 239e Corps de construction ferroviaire d'outre-mer sous le commandement du lieutenant-colonel J. W. Stewart. Le chef de l'état-major impérial adressa des félicitations au ministère de la Milice pour la «promptitude avec laquelle le ministère avait formé le bataillon de construction ferroviaire de Jack Stewart», message dont la familiarité apparente s'inspirait sans doute de l'habitude qu'avait le général Sam Hughes de désigner les unités projetées par le nom des particuliers* qui les offraient ou les organisaient[15]. Cependant, avant l'embarquement de l'unité, le colonel Stewart passait en Angleterre à la demande du War Office pour être envoyé en France à titre de directeur adjoint des chemins de fer légers.

En avril 1917, on comptait cinq nouvelles unités ferroviaires canadiennes en France. Le premier bataillon canadien de construction (qui avait traversé la Manche en octobre 1916) et le 127e bataillon d'infanterie (qui passait de Bramshott en France en janvier 1917) furent réorganisés à titre de 1er et de 2e bataillons canadiens de troupes ferroviaires. Le 239e prit le nom de 3e bataillon de troupes ferroviaires et traversa du Canada en France au mois de mars. On forma les 4e et 5e bataillons au dépôt des troupes ferroviaires canadiennes de Purfleet dans l'Esssex et ils passaient en France en février.

C'est alors qu'on décida de porter à dix le nombre de ces bataillons. Dès que les unités arrivaient du Canada, on les dirigeait vers Purfleet. A la fin de juin, on avait formé à ce dépôt, les 6e, 7e, 8e et 10e bataillons. Le 9e bataillon prit naissance par suite de la réorganisation du 1er bataillon de pionniers, en France depuis mars 1916. En novembre, on formait les 11e et 12e bataillons parmi les bataillons canadiens de main-d'oeuvre qui se trouvaient en France et le 13° prit naissance à Purfleet en mars 1918. En avril 1917, arrivait en France la première de trois compagnies canadiennes spécialisées dans l'exploitation des chemins de fer. Une compagnie d'atelier ferroviaire formée. au dépôt de Purfleet en mars 1918 arrivait en France en avril†[16].

* Comme lorsque le haut-commissaire suppléant du Canada écrivait officiellement au premier ministre à propos d'un .régiment» offert par .Big Jim McDonald»[14].

† Ces quatre unités étaient la 13e compagnie d'exploitation des chemins de fer légers, la 58e compagnie d'exploitation des chemins à voie régulière, la 69e compagnie d'érection de wagons et la 85e compagnie d'équipages de locomotive.

A leur arrivée en France, les bataillons de troupes ferroviaires canadiennes passaient sous`le commandement du brigadier-général Stewart qui, au début de 1917, était nommé directeur général adjoint des transports pour le service de construction au GQG. En mars 1917, il établissait le quartier général administratif des troupes ferroviaires canadiennes au GQG des armées britanniques en France où il restait tout à fait à part du corps d'armée canadien. Au mois de mai suivant, se produisait une réorganisation à la suite de laquelle le corps de construction ferroviaire d'outre-mer et les quatre compagnies indépendantes se joignaient aux treize bataillons sous la direction du QG des troupes ferroviaires canadiennes: l'ensemble prenait le nouveau nom de Corps des troupes ferroviaires canadiennes et passait sous le commandement du brigadier-général Stewart[17]. Vers la fin du mois d'août, ainsi que nous allons le voir, on formait une compagnie de pontage rattachée à ce corps en vue du service au moyen Orient. Au moment de l'Armistice, l'effectif de ce corps, y compris 3,364 hommes de troupes ferroviaires en-poste au Royaume-Uni, était passé à 19,328[18].

Dès leur arrivée en France, les unités ferroviaires trouvaient largement à s'employer. La retraite des Allemands vers la ligne Hindenburg entraînait la nécessité de pousser les voies, régulières ou étroites, vers l'avant. Ce travail s'accomplit avec une rapidité remarquable, en dépit des obstacles qu'opposaient une température abominable et les démolitions causées par l'ennemi. En préparation de l'offensive vers Arras-Vimy au printemps de 1917, les unités ferroviaires canadiennes posaient des rails jusqu'aux tranchées avancées. A mesure que l'infanterie du corps canadien avançait sur la crête de Vimy on poussait les tramways sur leurs pas dans le terrain nouvellement consolidé. Plus tard la même année, les unités canadiennes de construction travaillaient dans les conditions épouvantables du saillant d'Ypres à Passchendaele, alors que, sur le front de la Deuxième et de la Cinquième armée seulement, il se produisait en moyenne par jour une centaine de coupures des lignes de chemins de fer légers par suite du feu de l'ennemi[19].

De 1917 à la fin de la guerre, les troupes canadiennes, aidées d'une main-d'oeuvre auxiliaire, se chargeaient de tous les travaux de construction et d'entretien des chemins de fer légers sur le front britannique. Au cours des offensives allemandes de 1918, les unités ferroviaires étaient affectées à la réorganisation nécessaire de la zone des étapes et à l'aménagement d'un dispositif de défense à l'arrière. On se rappellera que le 2e bataillon des troupes ferroviaires a alors rempli un rôle d'infanterie pour tenir les positions (voir ci-dessus, p. 402). La promptitude avec laquelle les troupes ferroviaires ont assumé ces fonctions démontrait que les autorités militaires canadiennes avaient eu raison de poser pour principe que tout Canadien occupé au front à des travaux d'ordre technique devait d'abord recevoir l'instruction à titre de soldat combattant. Toutes les troupes britanniques de chemins de fer, de main-d'oeuvre et autres assignées à la défense relevaient du général Stewart. A un certain point, on employait ainsi sept bataillons ferroviaires canadiens et soixante unités britanniques, soit un total de 22,400 hommes de tous grades[20]. Le 2e bataillon canadien, travaillant nuit et jour sous un lourd bombardement, maintenait les voies de liaison entre les dispositifs britanniques et français, ce qui a permis de déplacer

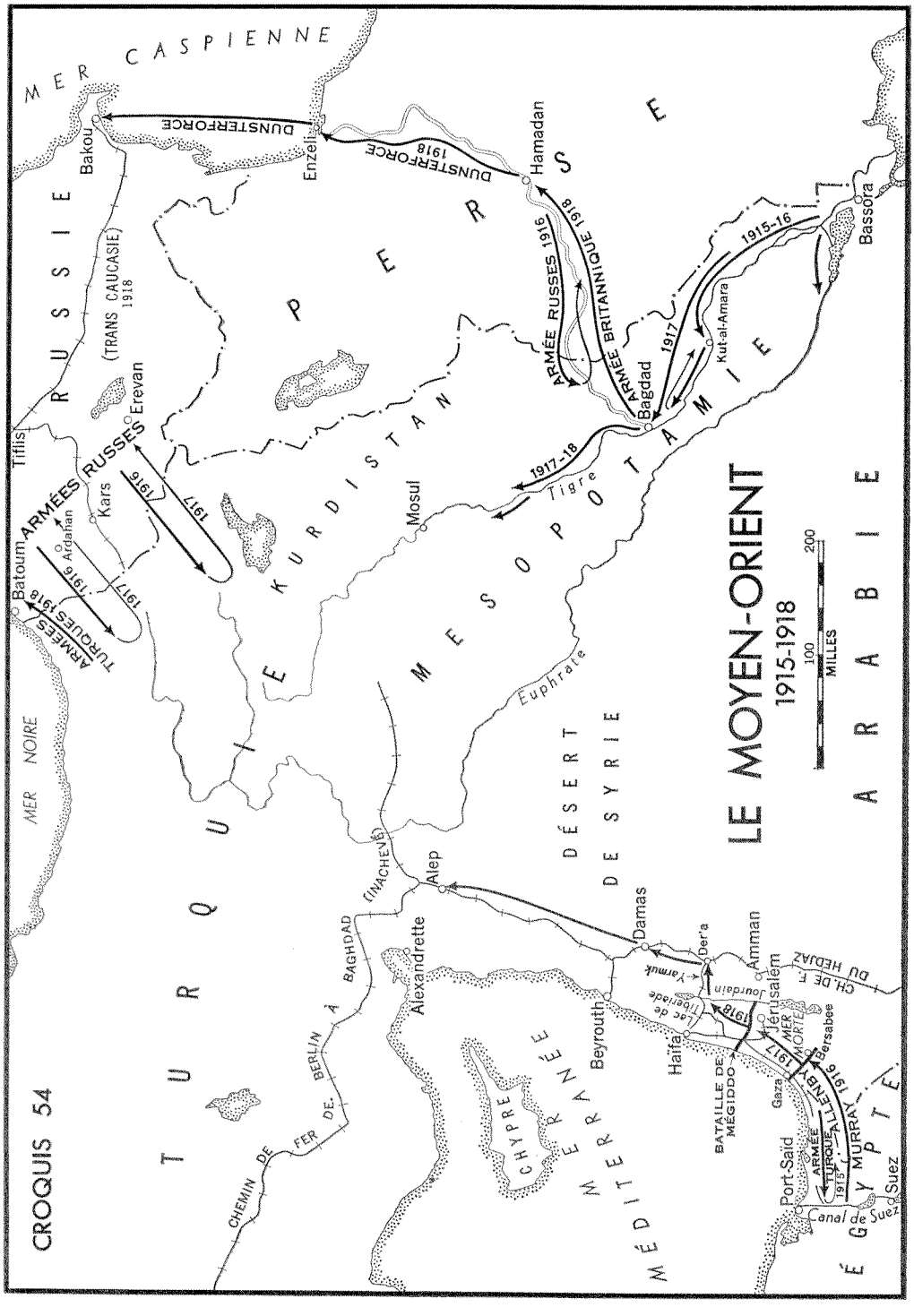
un matériel roulant considérable et précieux qu'il aurait fallu autrement détruire ou abandonner. Pour soustraire aux Allemands qui avançaient des accumulations précieuses de bois d'oeuvre, les Canadiens jetaient les billes dans les canaux pour les réunir en radeaux sur lesquels ils transportaient en lieu sûr de fortes quantités de rails d'acier, de poteaux de téléphone et de traverses de chemin de fer[21]. Vers la fin de l'été de 1918, les cheminots canadiens travaillaient ferme aux préparatifs de la grande offensive d'Amiens qui débutait le 8 août. Ils continuaient à jouer un rôle important au cours des opérations subséquentes qui finiraient par donner la victoire aux Alliés.

D'avril 1917 à la fin de 1918, les unités canadiennes ont posé 1,169 milles de lignes à grand écartement et 1,404 milles de voies légères. Au cours de la dernière année de la guerre, le nombre d'hommes employés à la construction ferroviaire atteignait en moyenne près de 8,000 par jour. En même temps, plus de 4,000 hommes en moyenne s'occupaient chaque jour à entretenir les lignes déjà aménagées. Nous avons noté que dans certains secteurs, les troupes ferroviaires ont été sous le feu pendant de longues périodes. Le 10e bataillon, par exemple, qui se trouvait dans le saillant d'Ypres n'a jamais été hors de la portée des obus à partir de l'engagement de Messines, en juin 1917, jusqu'à la fin de la bataille de Passchendaele. Du 1er avril 1917 à la fin de la guerre, le corps des troupes ferroviaires canadiennes a subi 1,977 pertes[22].

Réparation de ponts en Palestine

L'un des grands apports des unités ferroviaires canadiennes de France tenait à la formation d'une unité de pontage pour le service au moyen Orient. La are compagnie de pontage des troupes ferroviaires canadiennes était constituée en août 1918 pour répondre à la demande du général sir Edmund Allenby qui, on se le rappellera, avait abandonné le commandement de la Troisième armée en France pour commander le Corps expéditionnaire égyptien en Palestine[23].

Nous avons déjà parlé de l'offensive réussie contre les Turcs à la fin de 1917. Vers la fin de l'été de 1918, le corps expéditionnaire égyptien tenait un front allant du rivage de la Méditerranée jusqu'au Jourdain sur une ligne à dix milles au nord de Jaffa et de la mer Morte. Le général Allenby allait bientôt reprendre l'offensive et il paraissait certain que l'ennemi était prêt, au moyen de démolitions ferroviaires, à nuire à la poursuite en Syrie. Le rythme de l'avance future d'Allenby serait en grande partie fonction de la possibilité de recourir aux deux réseaux existants de chemins de fer. L'une de ces lignes se dirigeait vers le sud-est à partir d'Haifa, sur la côte de la Méditerranée, jusqu'à la mer de Galilée (lac de Tibériade). Dans l'est de la Palestine, la ligne du Hedjag à partir de Médine passait en général vers le nord à travers Der'a jusqu'à Damas et Alep. Les deux réseaux se trouvaient réunis à une ligne turque qui se dirigeait vers l'est jusqu'à Der'a à partir d'un tributaire du Jourdain, le Yarmuk. Les ponts de la vallée du Yarmuk se trouvaient particulièrement vulnérables, là où la voie ferrée turque traversait et retraversait cette gorge profonde sur des ponts si longs et d'un accès si difficile que les états-majors


LE MOYEN-ORIENT
1915-1918
100
200
MILLES
CROQUIS 54
MER CASPIENNE
MER NOIRE
RUSSIE
(TRANS CAUCASIE) 1918
Bakou
Enzeli
DUNSTERFORCE
DUNSTERFORCE 1918
Hamadan
PERSE
ARMÉE RUSSES 1916
ARMÉE BRITANNIQUE 1918
Bagdad
1917
1915-16
Kut-al-Amara
Bassora
Tiflis
Erevan
ARMÉES RUSSES
1916
1917
Kars
Ardahan
Batoum
ARMÉES TURQUES 1918
1916
1917
KURDISTAN
Mosul
1917-18
Tigre
MESOPOTAMIE
Euphrate
DÉSERT DE SYRIE
ARABIE
TURQUIE
Alep
(INACHEVÉ)
BAGHDAD
Alexandrette
CHEMIN DE FER DE BERLIN À
Damas
Der'a
Amman
Yarmuk
Jourdain
Lac de Tibériade
1918
Jérusalem
CH. DE F. DU HEDJAZ
Beyrouth
Haïfa
MER MORTE
Bersabee
BATAILLE DE MÉGIDDO
1917
Gaza
ALLENBY
1916
MURRAY
ARMÉE TURQUE
1915
Port-Saïd
Suez
Canal de Suez
ÉGYPTE
CHYPRE
MER MÉDITERRANÉE

anglais estimaient que la destruction d'un seul d'entre eux (alors que la ligne servait de voie de ravitaillement aux troupes turques en Palestine) isolerait l'ennemi de sa base pendant une quinzaine de jours[24]. C'est en prévision de la nécessité d'opérations de pontage à cet endroit qu'on avait fait appel aux Canadiens. On tira le personnel de la 1re compagnie de pontage, forte de 256 hommes de tous grades, surtout des bataillons ferroviaires canadiens en poste en France. La compagnie s'embarquait à Marseille le 20 septembre 1918 sous le commandement du major A. P. Linton[25].

La grande offensive pour laquelle Allenby s'était préparé tout au long de l'été 1918 débutait le 9 septembre. En moins d'une semaine, il infligeait une défaite écrasante à l'ennemi à Megiddo et les restes démoralisés des armées turques s'infiltraient vers le nord en Syrie. Le 27, le Corps expéditionnaire égyptien entamait la marche vers Damas, capitale de la Syrie. Un brillant travail de destruction sur le chemin de fer du Hedjaz auquel se livraient le lieutenant colonel T. E. Lawrence («Lawrence d'Arabie») et ses auxiliaires arabes retarda à tel point la retraite du gros de l'armée turque qu'elle n'eut pas le temps d'organiser la défense de Damas. Cette ville tombait le 1er octobre[26]. Alors, Allenby devait rétablir la liaison ferroviaire entre Jérusalen et Damas, ce pourquoi on expédiait promptement vers la vallée du Yarmuk la 1re compagnie de pontage qui arrivait en Palestine le 2 octobre. On s'aperçut que les Turcs au cours de leur retraite avaient démoli en partie les 2e et 3e ponts en amont du confluent avec le Jourdain. Le travail à ces deux ponts débutait le 7[27].

Les conditions de travail n'auraient guère pu se trouver plus désagréables. Les vallées du Jourdain et du Yarmuk comptaient parmi les lieux les plus malsains de Palestine. La température se maintenait au moins à 100° à l'ombre de semaine en semaine, montant parfois au-dessus de 120°. L'air y était lourd d'humidité à cause de la grande profondeur de ces vallées et de la quantité énorme d'évaporation de la mer Morte. Comme les murs élevés de ces vallées arrêtaient toute brise, l'atmosphère y était chaude et stagnante, ce qui causait chez les troupes qui y travaillaient une lassitude extraordinaire et les laissait désemparées. Le mouvement des transports soulevait la poussière du sol et des nuages brun foncé restaient suspendus dans l'air surchargé pendant de longues périodes. Les insectes hostiles ajoutaient à la nature pestilentielle de ce milieu. Les parties sèches étaient infestées de scorpions, de centipèdes de six pouces et d'araignées piquantes; dans les parties marécageuses, les moustiques abondaient[28]. La compagnie canadienne de pontage fut bientôt frappée par la malaria et d'autres maladies ambiantes. Certains de ses membres furent atteints par l'épidémie d'influenza qui balayait chaque théâtre d'opérations. Dans bien des cas, la pneumonie suivait. Pendant une semaine en octobre, six hommes au plus se trouvaient en état de travailler à un moment donné. Néanmoins, grâce à l'aide de 560 hommes du corps égyptien de main-d'oeuvre, l'unité put mener sa tâche à bonne fin; le 26 octobre, on pouvait expédier le ravitaillement par chemin de fer jusqu'à Damas[29].

Ce jour-là, les troupes britanniques pénétraient dans Alep et poussaient à

huit milles au delà vers Alexandrette. La campagne tirait vraiment à sa fin; quatre jours plus tard, la Turquie signait l'armistice. Alors, par suite de la nécessité de transporter les réfugiés et les prisonniers de guerre libérés et aussi d'alimenter des populations entières que menaçait la famine, il restait beaucoup de travail à faire pour remettre les ponts et les voies ferrées en bon état. La 1- compagnie de pontage passa à Hama au sud d'Alep, où elle poursuivit sa tâche du début de novembre 1918 à février 1919. En mars, elle s'embarquait pour l'Angleterre afin de rejoindre le dépôt des troupes ferroviaires canadiennes. Si la 1- compagnie de pontage n'avait pas subi le feu de l'ennemi au cours de son service au moyen Orient, elle avait souffert sept pertes fatales, soit cinq pour cause de maladie, et deux par suite d'accidents[30].

Le corps expéditionnaire de Mésopotamie

Pendant la première Grande Guerre environ 4,000 Canadiens ou sujets britanniques domiciliés au Canada qui avaient pris du service dans le Génie britannique (soit en s'y engageant, soit en y étant détachés) ont été employés sur les quais ou les voies fluviales intérieures. Au début de septembre 1916, une trentaine d'entre eux, tirés du Dépôt d'instruction` des pionniers, en Angleterre, et primitivement venus de la Colombie-Britannique où ils avaient acquis une certaine expérience des transports fluviaux, étaient rayés des contrôles du Corps expéditionnaire canadien et détachés auprès du corps expéditionnaire de Mésopotamie. Les uns restèrent au port intérieur de Bassora, au fond du golfe Persique, les autres à bord de péniches naviguant sur le Tigre ou l'Euphrate. Ils devaient s'y trouver encore à la fin de la guerre, voire quelque temps encore par la suite[31].

Un rôle plus guerrier devait être dévolu à un autre groupe de Canadiens en Mésopotamie. Mais pour comprendre leur apparition en ces lieux il faut se reporter à ce qu'était à l'époque la politique anglaise au moyen Orient. Depuis l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des Empires Centraux, la Grande-Bretagne s'était préoccupée d'interdire aux Allemands l'accès aux champs pétroliers de la Caspienne. Mais dans l'ordre stratégique elle voyait plus haut et plus loin encore, attachant une grande importance à la région tout entière, à la Perse, au Caucase ou à la Caspienne. Non seulement une avance ennemie dans ce secteur risquait-elle de compromettre l'issue de la campagne de Mésopotamie, mais encore pouvait-on craindre pour la sécurité même des régions limitrophes des Indes. En somme, l'ennemi avait tout avantage, pour gagner les Indes, à emprunter l'itinéraire Berlin-Batoum-Bakou de préférence à l'axe Berlin Bagdad. A la suite d'une conférence interalliée tenue à Paris en décembre 1917, au cours de laquelle il avait été résolu de nouer des relations officieuses avec les Bolchéviks, la Grande Bretagne s'était réservée, en tant que sphère d'influence, les territoires cosaques, l'Arménie, le Caucase et la région s'étendant à l'est de la Caspienne (un accord tacite y fit plus tard ajouter la Russie septentrionale[32]).

La mainmise politique de la Russie sur la Transcaucasie n'avait pas, pour lors, survécu à la révolution des Bolchéviks, pas plus que son autorité militaire qui

avait sombré dans l'anarchie où s'enfonçaient les troupes russes. Le plus évolué politiquement des peuples de la région, c'est-à-dire les Géorgiens, avait poussé à la formation d'une république indépendante de Transcaucasie. Celle-ci, constituée en novembre 1917, réunissait les peuples les plus divers: Géorgiens, Arméniens ou Tartares, que séparaient leurs convictions religieuses et certaines animosités traditionnelles. En mars 1918, était signé le traité de Brest-Litovsk aux termes duquel la Turquie obtenait les régions de Batoum, de Kars et d'Ardahan. Dès lors, certaines influences extérieures commencèrent à se faire jour. Passant outre au traité, les Turcs, pénétrant dans le pays, avaient commencé à occuper la région caucasienne tout entière. Ils se trouvèrent alors en butte aux prétentions des Allemands, bien résolus de leur côté à se saisir des puits de pétrole de Bakou. Écartelée entre les deux puissances, la nouvelle république de Transcaucasie s'effondra. Du morcellement qui s'ensuivit naquirent un certain nombre d'États nouveaux. Ainsi, sur le flanc ouest, à la base de l'isthme du Caucase, on vit apparaître une République indépendante arménienne d'Érivan, proclamée en mai sous le protectorat turc. Vers l'est, le même mois, surgit une République tartare, également soumise aux Turcs et devant, en principe, comprendre Bakou. Plus loin vers le nord les Géorgiens accueillaient chez eux un corps expéditionnaire allemand venu les défendre contre les entreprises des Turcs. Le 12 juin, les troupes allemandes occupaient Tiflis. La seule place qui resta entre les mains des Bolchéviks était Bakou vers laquelle, au défi des Allemand, les Turcs prononçaient leur avance[33].

Les troupes britanniques les plus proches se trouvaient en Perse,—quelques petits détachements,—et en Mésopotamie où il y avait une armée. Toutes avaient à résoudre des problèmes d'une extrême complexité. Elles devaient avant tout assurer la défense, contre les Turcs, de la route longue de 630 milles qui, partant de Bagdad, allait rejoindre Ramadan et Enzeli au nord-est, sur la Caspienne. Tâche assurément difficile, cette route traversant des régions dévastées, en proie à la famine, franchissant des chaînes de montagnes habitées par des tribus à l'attitude parfois menaçante ou, en tout cas, toujours imprévisible, comme, par exemple, les Djangalis du sud-ouest de la Caspienne.

Il importait au surplus d'enrayer l'avance des Bolchéviks (et des prisonniers autrichiens libérés par eux) dans la région à l'ouest de la mer de peur que, ralliant là-bas des élément hostiles, ils finissent par menacer sérieusement l'Afghanistan ou les Indes. L'éventuel rétablissement du front oriental, enfin, exigeait des Alliés qu'ils se rendissent maîtres de la Caspienne et de la navigation sur ses eaux. D'où la nécessité d'occuper Bakou et de la défendre contre les Turcs[34].

II était clair, au début de 1918, que les Anglais n'étaient plus en mesure de distraire des troupes d'autres théâtres d'opérations pour les envoyer dans ces régions. Force leur était donc de recruter sur place Géorgiens, Arméniens, Assyriens ou volontaires russes pour les employer à la défense du pays. Dans ce dessein, à la mi-janvier 1918, le War Office autorisait l'envoi d'une mission anglaise au Caucase. Elle en confia le commandement au major-général L. C. Dunsterville. Cet officier anglais qui avait de beaux états de service en extrême Orient unissait à ses talents de linguiste une vive amitié pour les Russes (c'est le «Stalky» de Kipling, immor-

talisé par lui dans ses récits des *public schools* d'Angleterre). Parti des -Indes, Dunsterville arrivait à Bagdad le 18 janvier. Son ordre de mission lui enjoignait de se rendre aussitôt à Tiflis y représenter le gouvernement anglais auprès de celui de la République de Transcaucasie. Il lui fallait pour cela, estimait-on, 150 officiers et 300 sous-officiers chargés de l'organisation des armées autochtones[35].

A la «Dunsterforce» (c'est ainsi qu'on l'appelait) furent affectés quinze officiers canadiens, dont un lieutenant-colonel, et 26 sous-officiers' d'un caractère énergique, animés de l'esprit d'aventure, d'une résistance physique peu commune, capables d'organiser, d'instruire et, éventuellement de commander au feu des troupes irrégulières»[36]. Tous furent tirés du corps d'armée canadien mais trois d'entre eux, jugés physiquement inaptes au service, furent remplacés avant le départ de l'Angleterre. Le 13 janvier, ils quittaient le front occidental pour la Grande-Bretagne. Les officiers d'un grade inférieur à celui de capitaine passèrent capitaines suppléants, caporaux et soldats étant, de leur côté, promus sergents suppléants. A Londres, ce contingent canadien se joignit à d'autres groupes venus des armées anglaise, australienne, néo-zélandaise ou sud-africaine. A ce bel échantillon des forces de l'Empire britannique vinrent s'ajouter une douzaine d'officiers russes et un Persan. Ils auraient pour mission, leur expliquait-on, non seulement d'encadrer et d'instruire les troupes qui leur seraient confiées, mais encore de protéger les puits de Bakou, d'opérer contre les Turcs à l'est et de «tenir la route Batoum-Tiflis-Bakou-Kras-novodskt vers l'Afghanistan» ... à tout prendre, un programme fort chargé[37].

Ce n'est que le 2 mars que le contingent venu du front occidental, dont les Canadiens qui en faisaient partie, put atteindre Bassora et entreprendre son long voyage vers Bagdad le long du Tigre. A la fin du mois tous ces détachements avaient été regroupés dans des camps installés au sud de la ville. Ce fut du reste pour les Canadiens un voyage non dépourvu d'agrément en ceci qu'il leur fournit l'occasion de se retrouver avec un certain nombre de leurs compatriotes, bon nombre des officiers ou mariniers des bâtiments sur lesquels on les avait embarqués étant, on l'a vu, de la Colombie-Britannique (voir ci-dessus, page 533). Ce fut l'occasion de reconnaissances nombreuses et émues[38].

Pendant ce temps, Dunsterville, accompagné d'un petit état-major, avait quitté Bagdad à la fin de janvier, comptant arriver quinze jours plus tard à Bakou, alors entre les mains du gouvernement de Transcaucasie. Mais à Hamadan, à 250 milles à l'est de Bagdad, il fut retardé par le mauvais temps, comme aussi par la nécessité de secourir les victimes de la famine dans la ville. L'évolution rapide des événements, précipitée par le traité de Brest-Litovsk, ne lui permit pas de quitter Ramadan, l'anarchie à laquelle était en proie le Caucase lui interdisant de poursuivre sa route vers Bakou et Tiflis. On lui enjoignit donc de rester en Perse où il s'occupa à encadrer et à instruire des troupes levées sur place, employant par ailleurs à des travaux de voirie les hommes inaptes au service armée39. La situation

* On trouvera dans un article du capitaine W. W. Murray la liste des officiers et sous-officiers canadiens ayant servi dans la *Dunsterforce.* Voir à ce sujet l'annexe à la première partie d'un article paru dans le *Canadian Defence Quarterly* de janvier 1931.

† Krasnovodsk, port important de la rive orientale de la Caspienne, en face de Bakou, était la tête de ligne du Transcaspien du côté ouest.

était loin d'être' rassurante. Dans les cols solitaires, des bandes de brigands assassinaient et détroussaient en toute tranquillité. Des Russes, démoralisés, erraient à leur guise dans le pays où sévissait la famine. Les Djangalis, formés par les Autrichiens et encadrés par les Allemands, avaient coupé la route d'Enzeli. Cent milles plus loin, dans les monts du Kurdistan, une armée turque menaçait ses arrières[40].

C'est dans ce tourbillon qu'allaient être jetés les Canadiens qu'avait ralliés Dunsterville au début de juillet. Dispersés sur le champ ils furent envoyés rejoindre d'autres éléments de la *Dunsterforce* occupés à rassurer et à apaiser les tribus lointaines, à instruire les recrues, à surveiller la réfection des routes et à faire la police de la route de Bagdad à Hamadan[41]. On était à constituer dans ce secteur une brigade formée à la fois de troupes recrutées sur place et de chrétiens assyriens qui s'y étaient réfugiés à la suite du massacre de plus de 40,000 personnes par les Kurdes et les Turcs au Kurdistan. Sept Canadiens faisaient partie d'une arrièregarde improvisée à la hâte avec des éléments de la Dunsterforce et chargée d'aider les Assyriens à rejoindre Hamadan[42].

Le 20 juillet, un parti de Djangalis, fort de 2,500 hommes, se heurtait près d'Enzeli à un détachement britannique de 300 hommes. Ceux-ci ayant repoussé les assaillants, les communications avec Enzeli ne furent plus menacées. Cinq jours plus tard, le général Bicharakoff, commandant les troupes rouges du Caucase et favorable à la cause alliée, réussissait, avec l'aide de quelques officiers et de quatre autos-mitrailleuses de la Dunsterforce, un coup d'État qui lui permit de créer, à Bakou, un nouveau gouvernement dit du Centre-Caspien. En ayant reçu le commandement suprême il s'empressa de réclamer l'aide des Britanniques et, à cette fin, envoya des transports à Enzeli pour charger les premières troupes qu'on lui envoyait. Six mille hommes levés sur place, Arméniens pour la plupart, tenaient devant Bakou un front long d'une douzaine de milles. Mal organisés, insuffisamment encadrés, totalement dépourvus de discipline, ils occupaient en outre des positions mal choisies. Pourtant, encouragés par la présence d'un détachement britannique venu d'Enzeli à Bakou par la mer le 4 août, ils parvenaient à repousser, dès le lendemain, une première attaque turque. D'autres renforts, destinés à Bakou, avaient dû être dépêchés sur un autre secteur pour parer à la menace que faisait peser sur les arrières d'Enzeli l'avance des Turcs partis du Kurdistan. Malgré tout, à la mi-août, on put porter à deux bataillons les effectifs britanniques engagés à Bakou. Le général Dunsterville lui-même, parti d'Enzeli, y arrivait le 18[43]. Cinq officiers canadiens de la Dunsterforce* allaient participer avec lui à la défense de la place[44].

Résolus à s'en rendre maîtres, les Turcs renouvelaient leur assaut le 26. A lui seul, un bataillon britannique repoussa quatre attaques. Cependant la défaillance des troupes locales l'obligea, une cinquième fois, à céder du terrain au prix de

* L'un d'entre eux fut à la fois officier payeur, comptable en campagne et .Chancelier de l'Échiquier de Bakou.. Le deuxième reçut le commandement de toutes les mitrailleuses du secteur. Le troisième eut en partage l'inspection de l'Infanterie. Le quatrième fut nommé au ravitaillement et le cinquième, ¨au commandement d'un bataillon arménien. Un sixième fut envoyé par mer en mission auprès d'un détachement britannique opérant sur la côte orientale de la Caspienne.

lourdes pertes. Seuls ou à peu près à résister aux Turcs pendant les deux derniers jours d'août, ils durent prononcer leur mouvement de repli[45]. C'est ainsi que le capitaine canadien qui commandait un des bataillons arméniens se retrouva brusquement seul en face de l'ennemi, ses troupes ayant pris la fuite à la vue de celui-ci![46] Le général Dunsterville n'avait donc plus maintenant, comme troupes sûres, que 900 Britanniques environ,—y compris une batterie de campagne,—et un millier de Russes. De leur côté, les Turcs disposaient de quelque 6,000 réguliers et 8,000 irréguliers, la ville étant elle-même pleine de leurs sympathisants ou de leurs agents[47].

La question de l'évacuation de Bakou s'était très sérieusement posée pendant tout le début de septembre. Le War Office avait même fait sien le vœu exprimé par le commandant en chef en Mésopotamie selon lequel il convenait d'en retirer d'ores et déjà les troupes britanniques. Néanmoins, encouragé par une certaine amélioration de la situation sur place, Dunsterville avait cru pouvoir promettre au gouvernement de Bakou qu'il resterait auprès de lui aussi longtemps que possible. Au 12 septembre, la garnison britannique comprenait trois bataillons. Les Russes, de leur côté, avaient reçu un renfort de 500 hommes et de dix mitrailleuses. Averti de l'imminence d'une attaque turque, Dunsterville avait activement poussé ses préparatifs, persuadé du reste qu'il pourrait tenir, mais à la condition que ses irréguliers veuillent bien se battre. Ses craintes n'étaient que trop fondées. Attaquant en force le 14 septembre, les Turcs franchirent de part en part son dispositif. Pourtant ce secteur, confié à un bataillon arménien, paraissait le plus facile à défendre. La situation du général anglais allait devenir rapidement intenable. Il fallut aux Britanniques, pour se dégager, les efforts de leur propre arrière-garde. Dans la nuit du 14 au 15, ils s'embarquaient sur deux navires armés, sous le canon même de la flotte rouge. L'un des transports essuya leur feu, mais le convoi put malgré tout rallier Enzeli sans que les Britanniques eussent perdu un seul homme. Trois jours plus tard, le général Dunsterville était rappelé et sa mission dissoute[48].

Il n'était parvenu, ni à rejoindre Tiflis, ni à créer les armées caucasiennes nécessaires à la défense de la ligne Batoum-Tiflis-Bakou. Les puits de Bakou, pourtant, n'étaient pas destinés pour autant à tomber au pouvoir des Allemands, car les Turcs, prévoyant la perte de leurs provinces arabes et cherchant des compensations au Caucase, les avaient occupés en septembre. Ils ne devaient cependant y rester que quelques semaines. Le 30 octobre l'armistice qui leur fut imposé par les Alliés autorisait ceux-ci à réoccuper Bakou. Le 17 novembre, une expédition britannique, venue du nord de la Perse, y pénétrait de nouveau. Les rumeurs fort exagérées au sujet de ses effectifs, avaient suffi à intimider les Turcs au point d'immobiliser leur armée du Kurdistan et de couvrir par là le flanc des armées britanniques de Mésopotamie en empêchant toute progression ennemie vers l'est. Sans doute la mission Dunsterville n'avait-elle pas réalisé tous les espoirs qu'on avait fondés sur elle. Pourtant, elle avait, en imposant certains retards à l'ennemi, obtenu quelques succès[49].

Les pertes canadiennes dans toutes ces opérations avaient été extrêmement

faibles: un blessé en tout et pour tout. La mission étant dissoute, les Canadiens purent opter entre le retour à leur corps d'origine et un engagement,-dans des conditions analogues à celles dans lesquelles ils venaient de servir,-en Mésopotamie, dans le nord de la Perse ou en Sibérie. Les deux tiers environ choisirent la première solution, les autres, la seconde[50].

La Méditerranée orientale

Bien qu'aucun élément canadien n'ait été appelé à combattre dans l'est de la Méditerranée (Terre-Neuve ne faisant pas, à l'époque, partie du Canada), cinq hôpitaux canadiens n'en furent pas moins dépêchés sur ce théâtre d'opérations pendant l'expédition de Gallipoli ou quelque temps après. Environ 450 officiers (y compris les infirmières) et mille hommes ont servi de 1915 à 1917[51]. Leur envoi dans ces régions tenait à une décision du major-général G. C. Jones, directeur du Service de santé de l'Armée canadienne, qui avait voulu répondre en cela aux demandes pressantes que lui avait adressées son homologue anglais.

Les premiers à partir furent les Hôpitaux fixes* n°s 1 et 3 ouverts dans l'ile de Lemnos en août 1915 et destinés à recevoir malades et blessés évacués des Dardanelles. Après le retrait des troupes alliées de Gallipoli, quatre mois plus tard, les deux hôpitaux quittèrent Lemnos à leur tour. Le n° 1 s'installa à Salonique en mars 1916. Il devait y rester jusqu'au mois d'août et septembre de l'année suivante, alors qu'il retourna en Angleterre. Le n° 3. passait en France en avril 1916. Dans l'intervalle, deux hôpitaux généraux s'étaient transportés directement à Salonique: le n° 4 (Université de Toronto) et le n° 5; le premier en novembre 1915, le second un mois plus tard. Tous deux rentrèrent en Angleterre à la fin de l'été de 1917. Un cinquième hôpital général canadien, le n° 7 (Université Queen's, dépêché primitivement sous l'appellation d'hôpital fixe n° 5) s'installait au Caire en août 1915, avec 400 lits. En janvier 1916 il devenait hôpital général à 1,040 lits. Trois mois plus tard, il quittait l'Égypte pour rouvrir en France en avril 1916[53].

C'est à Mudros, dans l'île de Lemnos, que furent éprouvées les pires difficultés. L'emplacement réservé aux deux hôpitaux avait été primitivement occupé par un camp d'ouvriers égyptiens. Les dispositions hygiéniques y étaient réduites à leur plus simple expression. Quant à l'alimentation en eau, elle y était des plus précaire. Partout, de la poussière et des mouches. La maigre nourriture «à peine convenable pour le personnel était, pour les malades, immangeable»[54]. Dès septembre, 95 p. 100 du personnel était atteint d'entérite aiguë, les salles étaient en outre encombrées de malades souffrant d'affections amibiennes contractées à Gallipoli. Les grosses pluies d'automne y provoquèrent des inondations d'autant plus fâcheuses

*Au début de la guerre la dotation normale d'une division d'infanterie était de deux hôpitaux généraux et de deux hôpitaux fixes. Ces derniers avaient pour fonction, en principe, «de fournir des gîtes d'étape aux blessés ou malades évacués vers la base.. Plus tard, par suite du raccourcissement des lignes de communication, ces hôpitaux fixes se transformèrent en petits hôpitaux généraux. Le nombre des lits y variait, l'hôpital général en ayant, en gros, deux fois plus que l'autre. L'hôpital fixe, moins important, était, malgré son nom, plus mobile que l'hôpital général[52].

qu'il fallut attendre le mois d'octobre pour remplacer les tentes par des baraquements. Le scorbut, attribuable à la pénurie de légumes frais, faisait son apparition le mois suivant. Le mois de novembre n'était pas achevé que sévissaient les engelures consécutives au froid intense. En huit jours, il fallut en hospitaliser 400 victimes[55]. Le déménagement à Salonique n'apporta aucun soulagement, le paludisme y atteignant les trois cinquièmes du personnel[56].

Dans ces conditions, le commandant de l'Hôpital fixe n° 1 crut devoir demander, en septembre 1916, le rappel de son unité en Angleterre. Il se trouva que sa lettre y parvint au moment même où le Service de santé était en butte aux violentes critiques du ministre de la Milice. Le 20 septembre, un inspecteur général (le Colonel H. A. Bruce), chargé en juillet 1916 par le ministre «d'une tournée d'inspection de tous les hôpitaux et autres établissements sanitaires canadiens que le gouvernement canadien n'aide aucunement», publiait un rapport dans lequel, prenant violemment à partie l'administration du major-général Jones, il proposait une réorganisation totale des services de santé[57].

L'un des voeux principaux du rapport Bruce visait à regrouper désormais tous les malades ou blessés canadiens dans des hôpitaux canadiens[58]. Il y était notamment fait état de «l'erreur de jugement commise lors de l'envoi de l'Hôpital général n° 4 en Méditerranée» alors qu'il aurait été préférable d'obtenir des bâtiments à Shorncliffe pour y installer le personnel de l'hôpital canadien. Bruce semblait ignorer le fait qu'au moment où les Anglais demandaient l'hôpital en question Jones avait pu emprunter l'hôpital militaire de Shorncliffe pour y installer un personnel canadien[59].

Déjà l'envoi d'unité du Service canadien dans des secteurs où les Canadiens n'étaient pas engagés avait suscité d'âpres controverses. Au moment où le majorgénéral Jones avait pris sur lui d'en expédier en Méditerranée, le général Carson avait été informé de ses intentions. Ce dernier, à son tour, en avait prévenu le ministre de la Milice. et de la Défense, ce qui n'empêchait pas celui-ci, en décembre 1915, de lui demander: «Comment se fait-il que Jones ait envoyé tant de médecins canadiens en Serbie?»[60] En outre, parlant à Toronto le 9 novembre 1916 deux jours seulement avant sa démission (voir ci-dessus, p. 228), le ministre déclarait que des «milliers de Canadiens avaient perdu des mois, voire parfois un an, dans des hôpitaux non canadiens alors qu'ils auraient dû être aux tranchées»[61].

Une lettre écrite en septembre 1916 par le Directeur général du Service de santé anglais au général Jones justifiait amplement le geste de ce dernier:

> Je ne disposais à ce moment-là d'aucun hôpital qui fût prêt et c'est pourquoi ï ai demandé votre aide. En la circonstance vous m'avez donné des hôpitaux. Ceux-ci ont sauvé la situation. C'était de bons hôpitaux avec de bons officiers ... Je vous serai toujours reconnaissant du concours que vous m'avez apporté à un moment où je me trouvais fort embarrassé ... Sans cela, il aurait fallu renvoyer les blessés à bord de navires de transport de troupes, au risque d'être coulés . . . Si vous m'aviez refusé l'aide que je demandais . Vous aviez parfaitement le droit de refuser l'envoi d'hôpitaux canadiens là où il n'y avait pas de troupes canadiennes ... Je vous suis très reconnaissant de n'en avoir rien fait[62].

En janvier 1917, le War Office, se conformant au voeu exprimé par le colonel Bruce (qui avait provisoirement succédé au major-général Jones à la direction du

Service de santé) ordonnait le retrait des hôpitaux en question[63]. Ils furent donc tous les trois ramenés en Angleterre en août et en septembre 1917, passant leur matériel aux unités anglaises qui les relevaient[64]. Celui de l'Hôpital général n° 4 fut plus tard payé par le gouvernement anglais à l'Université de Toronto à qui il appartenait[65].

En tout et pour tout, huit hôpitaux généraux canadiens et dix hôpitaux fixes (plus trois petits hôpitaux du Corps des forestiers) servirent outre-mer ailleurs qu'au Royaume-Uni pendant la première Grande Guerre. En novembre 1918, ils comptaient plus de 13,500 lits[66]. Reconnaissons qu'à cette oeuvre commune les cinq unités dont le sort avait voulu qu'elles soient envoyées en Méditerranée orientale avaient apporté une contribution qui était loin d'être négligeable.

Le Corps forestier canadien

On a pu écrire du Corps forestier canadien qu'il avait «plus fait pour triompher des sous-marins que toute une flotte de bateaux»[67]. C'est assurément là une prétention qu'on aurait du mal à prouver, bien qu'elle soit loin d'être complètement fausse.

Avant la guerre, l'Angleterre importait chaque année pour 40 millions de livres sterling de bois, surtout de la Russie, de la Scandinavie et de l'Amérique du Nord. Or si la guerre avait suscité à cet égard une demande plus forte, les cargos qu'il fallait pour assurer ces transports manquaient de plus en plus, à cause des attaques des sous-marins allemands. Cette insuffisance retardait l'envoi de munitions, de vivres, de fourrage et autres produits essentiels, de sorte que la GrandeBretagne ne pouvait plus importer suffisamment de bois canadien pour satisfaire aux exigences de la guerre. Il fallait donc mettre en coupe les forêts anglaises. En janvier 1916, la Grande-Bretagne demandait au Canada s'il ne lui serait pas possible de lui fournir des bûcherons expérimentés[68]. Un mois plus tard, le Secrétaire d'État aux Colonies priait instamment le gouverneur général d'envoyer 1,500 bûcherons. A cette fin, proposait le War Office, il y aurait peut-être avantage pour le Canada à affecter au C.E.C. un bataillon de bûcherons et à le dépêcher au Royaume-Uni par petites compagnies[69].

Répondant à cet appel, le ministre de la Milice autorisait la formation du 224e Bataillon forestier du C.E.C. A la fin de mai, près de 1,600 officiers, sous-officiers et soldats avaient déjà traversé l'Atlantique et commencé à exploiter les anciennes et célèbres forêts anglaises. Pourtant et même si de son côté la France avait mis à leur disposition certaines de ses forêts, la situation restait critique. La pénurie de navires se faisait toujours sentir avec acuité, ainsi que celle de la main-d'oeuvre spécialisée qu'il fallait pour produire tout le bois nécessaire. Une fois de plus, en mai, le gouvernement anglais se tournait vers le Canada. Il s'agissait de trouver cette fois «2,000 bûcherons avec leur matériel»[70]. En novembre 1916 l'Army Council en redemandait 5,000[71] et, avant la fin de l'année, un petit détachement forestier canadien était déjà rendu en France. Ce mouvement transatlantique d'excellents bûcherons canadiens allait se poursuivre jusqu'à la fin de la guerre.



L'AMÉNAGEMENT DES VOIES FERRÉES

Sous la direction des troupes ferroviaires canadiennes, des travailleurs chinois chargent de la terre sur un wagon en vue de la construction d'une voie à grand écartement dans le secteur d'Hazebrouck, en mars 1918.



Photo offerte par Mme Gerald Marryat, qui était alors l'imfirmière Helen Fowlds, 1er hôpital fixe.

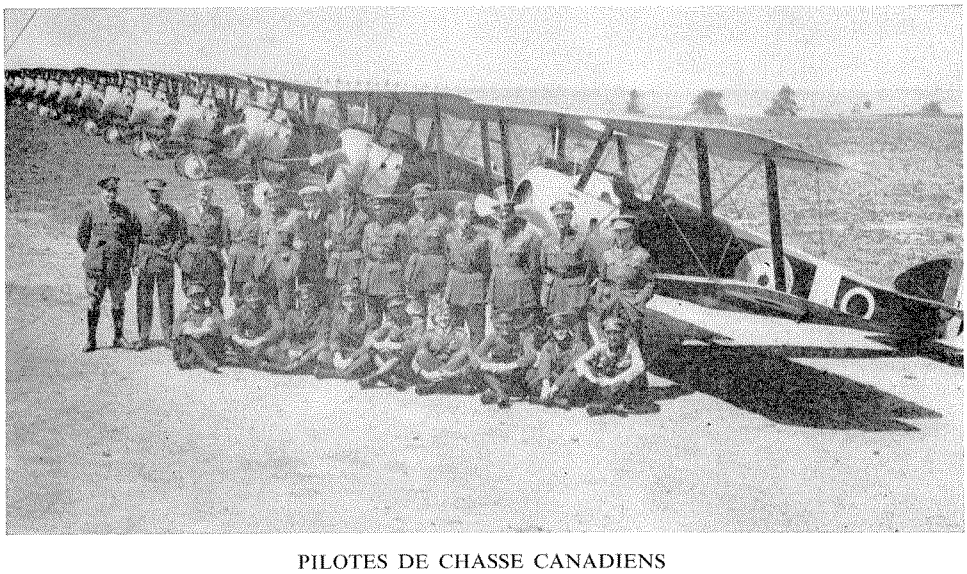
UN SHAMPOOING AU PÉTROLE

Des infirmières canadiennes du 1er hôpital fixe, au camp Lembet, à Salonique, se lavent les cheveux au pétrole pour se débarrasser des poux. On se rend compte des difficultés avec lesquelles les membres du service de santé étaient aux prises dans la Méditerranée orientale, en raison du manque de confort et d'hygiène.



BÛCHERONS CANADIENS

Des hommes du Corps forestier canadien chargent du bois dans une forêt d'Angleterre, sous les yeux d'un groupe de journalistes en tournée.



PILOTES DE CHASSE CANADIENS

Les membres d'une escadrille de la Royal Air Force, composée en grande partie de Canadiens, sont photographiés avec leurs appareils Sopwith Camel. Bien que la formation de la RAF date de quelques mois, le major Raymond Collishaw, chef de l'escadrille, porte encore l'uniforme de la Marine.

Au moment de l'Armistice il s'en trouvait 12,127 en France et 9,967 en Angleterre[72].

C'est le Canada qui avait fait les premiers frais de l'achat du matériel, et continué de payer soldes, allocations et prestations de retraite. 11 avait également pris à sa charge le transport des forestiers en Angleterre. La Grande-Bretagne, de son côté, avait payé logement, ravitaillement, entretien et achat, chez elle, du matériel ou des outils supplémentaires[73]. L'évolution de l'organisation suivit celle des opérations. Afin d'assurer la souplesse de l'administration, on eut l'idée de fractionner les bataillons en compagnies de six officiers et 164 sous-officiers et soldats. Le 7 novembre 1916, avait été autorisée la constitution d'un Corps forestier canadien, pourvu d'une direction générale en France, rattaché au GQG. Elle devait entrer effectivement en fonctions le 2 avril 1917[74]. Le commandement en chef fut confié au premier commandant du 224e bataillon, le brigadier-général Alexander McDougall. E assuma également la direction générale des travaux en forêts en Angleterre et en France avec le titre correspondant. Avant la fin de la guerre, ses chantiers, en France, s'étendaient de la Manche au Jura,—c'est-à-dire jusqu'à la Suisse,—et de la Belgique aux Pyrénées.

Dès septembre 1917, sir Douglas Haig pouvait annoncer que ses armées «se suffisaient à peu près pour ce qui était du bois» et que, cette année-là, de mai à octobre, ses compagnies forestières lui avaient fourni près de 7501000 tonnes de bois d'oeuvre[75]. C'est à cette époque qu'une scierie canadienne à la Joux établit un record qui, à-en croire le commandant du groupe du Jura du C.C.F., «ne pourrait même pas être battu par les plus anciennes entreprises civiles de la vallée de l'Ottawa», soit 160,494 pieds de planche en dix-neuf heures de travail[76]. Quant aux unités restées en Angleterre, elles étaient parvenues, le 20 mars 1918, à remplir une commande particulièrement importante onze jours avant l'expiration des délais prévus. Sur les 40,000 tonnes demandées, 34,000 avaient été fournies par les Forestiers canadiens[77].

L'aménagement de champs d'aviation pour le Royal Flying Corps figure parmi les autres tâches confiées aux unités forestières canadiennes à partir de l'automne de 1916. Neuf compagnies canadiennes, organisées à cette fin, préparèrent plus d'une centaine de terrains en France et en Angleterre. La construction de baraques Nissen et de hangars, et l'aménagement d'emplacements pour canons antiaériens en France, comptent parmi les travaux qu'elles ont exécutés[78].

Comme ce fut le cas pour les autres armes et services, l'offensive allemande de mars 1918 désorganisa les travaux des unités forestières canadiennes en France. On distribua des armes à tout personnel forestier, tant pour sa propre protection que pour l'instruction d'environ 800 de ses membres qu'on songeait à utiliser en tant que renforts d'infanterie. De ce nombre 500 . furent réaffectés au corps d'armée canadien au début d'octobre80. Plus tôt cette année-là, 314 Russo-Canadiens, jugés inaptes au combat par suite de l'effondrement de la Russie, furent rattachés au corps forestier canadien81. Dans toutes les tâches exécutées par les unités forestières canadiennes, la main-d'oeuvre auxiliaire joua un rôle important. De part et d'autre de la Manche, les compagnies avaient recours à la main-d'oeuvre anglaise et aux

prisonniers de guerre. Les compagnies cantonnées en France,—il y en avait 65 à la fin de la guerre,—ont même utilisé des travailleurs chinois. Un généreux apport de personnel finlandais et portugais fut recruté pour grossir les rangs des unités de service en Angleterre et en Écosse[82].

Au moment de l'armistice, 101 compagnies forestières canadiennes, d'un effectif global de 31,447 hommes (y compris le personnel détaché) étaient à l'ouvre en France et en Grande-Bretagne. L'activité forestière se continua en France. jusqu'à la mi-février 1919 et en Angleterre jusqu'au début de juillet *Le* corps forestier canadien avait à son actif la production de 70 p. 100 de tout le bois de charpente utilisé par les armées alliées sur le front de l'ouest. A cet égard, la statistique est impressionnante. Bien que les besoins du temps *de* guerre aient accru la consommation de bois de construction, les importations de bois de l'Angleterre ont baissé de 11,600,000 tonnes en 1913 à un peu plus de la moitié de ce chiffre en 1916. En 1918, elles n'étaient plus que de deux millions de tonnes. On a calculé que l'espace ainsi libéré dans les navires aurait permis *le* transport d'assez de vivres pour nourrir 15 millions de personnes[83].

Le corps forestier canadien avait contribué d'autant à la défaite de la campagne sous-marine.

Compagnies canadiennes de sapeurs-mineurs

Les officiers, sous-officiers et hommes de troupe des unités de sapeurs-mineurs du Génie canadien sont de ceux qui ont eu le moins souvent l'occasion durant la guerre de se retrouver en compagnie de leurs compatriotes. La demande qui aboutit à la mise sur pied de ce service mit du temps à se préciser. Durant les premiers mois de la guerre, alors que le front de l'ouest tendait à s'immobiliser, les deux côtés reprirent certains procédés de la guerre de siège, y compris l'expédient offensif des mines souterraines. On se rendait de plus en plus compte de la nécessité de démolir les tranchées ennemies avant de s'y attaquer ou de parsemer la zone neutre de cratères pouvant servir de postes avancés pour les mitrailleurs et les grenadiers afin de mieux surprendre l'ennemi. Les Allemands n'avaient pas tardé à prendre les devants. Après l'explosion de deux mines sous les tranchées anglaises vers la fin de 1914, les commandants britanniques réclamèrent des unités spéciales pour les opérations de minage et de contre-minage[84].

Au début, des sections de minage, groupant d'anciens mineurs de bouille et d'autres travailleurs du sous-sol, furent rattachées au Génie divisionnaire. Les premiers sapeurs-mineurs canadiens en France furent répartis en sections de brigade comprenant chacune un officier et trente hommes. On voulait ainsi alléger la tâche de deux compagnies de sapeurs-mineurs des Royal Engineers cantonnées sur le front canadien durant l'été de 1915. Durant l'hiver de 1915-1916, ces sections furent groupées en une seule unité, la 3e compagnie de sapeurs-mineurs du Génie canadien, qui, au milieu de janvier 1916, fut chargée de tous les travaux de mines dans le secteur du corps d'armée canadien au sud d'Ypres. Plus tard cette année-là, elle passait à la région de Lens où elle était affectée aux tunnels de

la cote 70, sous le commandement de la 4e division anglaise: Pendant ce temps, en réponse à une demande du gouvernement anglais, deux autres compagnies de sapeurs-mineurs avaient été recrutées au Canada. La 1re compagnie, groupant des mineurs du centre et de l'est du Canada, débarquait en France en février 1916; la 2e compagnie (recrutée en Alberta et en Colombie-Britannique) y arrivait en mars[85].

A l'automne de 1916, 33 compagnies de sapeurs-mineurs d'Angleterre et des dominions étaient à l'ouvre sur le front de l'ouest. Une quatrième compagnie canadienne avait été démembrée en Angleterre et ses effectifs répartis parmi les trois autres. A partir du début de 1916, un contrôleur des mines au GQG était chargé de coordonner toutes les opérations de minage. Les compagnies de sapeursmineurs, tant du Royaume-Uni que d'outre-mer, furent donc dissociées de leurs corps et assimilées aux effectifs d'armée[86]. Pour cette raison, il n'est guère facile de dresser un bilan de l'oeuvre accomplie, d'une part par les sapeurs-mineurs canadiens et, d'autre part, par les unités anglaises et australiennes correspondantes. De plus, la proportion des effectifs d'infanterie et de main-d'oeuvre tant militaire que civile rattachés aux compagnies de sapeurs-mineurs a varié sensiblement suivant les époques, de sorte qu'il est impossible de déterminer l'apport canadien d'après l'importance relative des effectifs engagés. Les hommes étaient parfois si éloignés de leurs propres unités, qu'il est arrivé plus d'une fois, dit-on, qu'un sapeur-mineur canadien, remontant à la surface après avoir été relevé, fût accueilli avec méfiance par les nouveaux occupants de la ligne qui le soupçonnaient d'être un déserteur quand on ne le prenait pas pour un espion!

Le travail ardu, l'isolement et l'incertitude caractérisaient la vie du sapeurmineur. D était exposé à tous les dangers qui guettent le mineur dans les houillères, à la plupart des risques de la guerre et à certains autres dangers particuliers au minage militaire; il pouvait, par exemple, déboucher dans une galerie ennemie, se trouver tout à coup face à face avec des sapeurs allemands (d'où échange de grenades, de coups de pistolet ou de coups de couteau), ou être mis en pièces par un camouflet ennemi faisant explosion sous son chantier. Souvent, il risquait d'être emprisonné dans son propre tunnel comme ce fut le cas à Mont Sorrel, le 2 juin 1916 (voir ci-dessus, p. 161) alors qu'une attaque allemande isolait des équipes de la 2e compagnie de sapeurs-mineurs du Génie canadien. Un grand nombre d'hommes furent tués ou capturés, les pertes totales signalées par la compagnie pour ce jour-là et pour le lendemain étant de 96 hommes de tous grades, 20 fantassins auxiliaires non compris[87]. Nous avons déjà rapporté (voir ci-dessus, p. 167) un cas plus réjouissant de collaboration étroite et profitable entre la Ire compagnie de sapeurs-mineurs et l'infanterie canadienne à Bluff, en juillet de cette année-là, alors que le 7e bataillon échappait de justesse à de lourdes pertes et que les assaillants allemands étaient pris à leur propre piège.

Vers la fin de 1916, l'activité minière ralentissait nettement de part et d'autre, à cause surtout du rappel, par l'industrie allemande, de 125,000 mineurs,—50,000 autres devaient partir en mai et juin 1917,—et des doutes de l'état-major anglais quant à l'opportunité d'employer autant d'hommes sous terre, A partir de ce

moment-là, la politique anglaise consista à n'employer les sapeurs que pour l'exécution «de mesures défensives absolument nécessaires», exception faite de certaines opérations offensives majeures alors en cours[88]. La nouvelle tactique défensive allemande (voir ci-dessus, p. 259), qui plaçait la plupart des nouvelles lignes principales de résistance hors du champ d'action de nos sapeurs-mineurs, limita davantage encore le rôle de ces compagnies. On mit en conséquence l'accent sur ce qu'on pourrait appeler le côté «administratif» des opérations minières, par exemple, la construction d'abris ou de galeries conduisant aux tranchées du front, par opposition au côté «militaire». A partir de l'été de 1917, on eut tendance à utiliser de plus en plus les sapeurs en surface pour les travaux de génie.

L'année par excellence pour les opérations minières fut 1916, alors que les Britanniques faisaient élater 750 mines sur le front de l'ouest et leurs ennemis, 696. Les chiffres correspondants pour 1917 sont de 117 et 106. Moins de deux mois après Messines, «la plus grande entreprise de minage de la guerre»*, on réduisait le nombre et les effectifs des compagnies britanniques de sapeurs-mineurs. Au moment de la première offensive allemande de 1918, 27 compagnies de sapeurs étaient affectées à la construction d'abris sur le front britannique[89].

Les deux brigades spéciales organisées par le lieutenant-général Currie au printemps de 1918 pour renforcer les défenses canadiennes de la crête de Vimy contre l'attaque allemande qu'on prévoyait comprenaient la 1- compagnie canadienne de sapeurs-mineurs de même que des unités au Génie anglais (voir ci-dessus, p. 414). Tous leurs membres profitèrent d'un cours de rafraîchissement sur la mousqueterie et les manoeuvres et furent affectés à la défense' de localités déterminées[90]. Nous l'avons vu, le secteur canadien ne fut pas touché par l'attaque allemande; les unités de sapeurs, occupées à préparer les démolitions et à établir de nouvelles lignes de défense, continuèrent leur travail. A certains moments, on leur demandait d'occuper des tranchées aux côtés de l'infanterie. En juin, devant une nouvelle menace allemande, le gros des effectifs de la 3e compagnie de sapeurs-mineurs, alors engagée à l'aménagement d'abris dans la région d'Hazebrouck, était acheminé vers les tranchées en prévision d'une attaque qui, elle non plus, ne se concrétisa pas[91].

Lorsque le général Currie réorganisa le service canadien du Génie à l'été de 1918 (voir ci-dessus, p. 415), les 1re et 2e compagnies de sapeurs-mineurs furent démembrées et leurs effectifs,—environ 1,100 hommes en tout,—répartis également entre les nouveaux bataillons du Génie92. La 3e compagnie, cependant, qui se trouvait à ce moment-là dans la région d'Ypres où elle soutenait le 16e corps de la Deuxième armée française, ne pouvait être libérée pour être rattachée au corps canadien. Jusqu'à la fin de la guerre et même plus tard, cette unité canadienne, véritable enfant abandonné, fut affectée à diverses tâches dans les Flandres et le nord de la France. En octobre 1918,, elle était occupée à la construction de ponts de chemin de fer en compagnie d'un bataillon canadien de sapeurs de chemin de fer à proximité de la frontière belge. Ce n'est que le 6 février 1919 que la 3e compagnie

* Comme nous l'avons vu (voir ci-dessus, p. 329), les 1re et 3e compagnies canadiennes de sapeurs-mineurs firent exploser un certain nombre des mines i1 Messines.

de sapeurs-mineurs, depuis longtemps égarée, repassa finalement sous le commandement canadien pour attendre son tour d'être rapatriée.

Les Canadiens dans les Services d'aviation

Au cours de deux grandes guerres, les aviateurs canadiens ont largement contribué à la victoire. Durant le conflit de 1914-1919, leurs exploits furent d'autant plus remarquables que notre armée de l'Air avait eu des débuts bien modestes. Même si, au moment où le conflit éclatait en août 1914, cinq années et demie s'étaient écoulées depuis le jour de février où J. A. D. McCurdy avait survolé, dans le «Silver Dart», les eaux glacées du lac Bras-d'Or à Baddeck-Bay, le Canada ne possédait pas encore de service organisé d'aviation militaire. Après cette envolée historique, le Conseil de la milice avait manifesté l'intention «de faire tout ce qu'il pouvait pour faciliter les expériences de navigation aérienne». Comme nous l'avons dit au Chapitre le (voir ci-dessus, p. 13), les membres du Conseil de la milice assistèrent à plusieurs envolées d'essai à Petawawa en août 1909 mais, en 1910, le Conseil du trésor rejetait une demande du ministère de la Milice et de la Défense en faveur d'une subvention de $10,000 (une demande ultérieure de $5,000 fut également rejetée) pour aider McCurdy et son associé, F. W. Baldwin « à poursuivre leurs études» en aviation et aussi à enseigner le vol à quelques b liciers choisis au sein de l'armée. Une recommandation visant à inclure des fonds à une fin analogue dans les crédits de 1911-1912 n'alla pas plus loin que le Conseil de la milice. Au début de 1912, le chef de l'état-major, alléguant qu'une organisation militaire «qui n'est pas au diapason des progrès scientifiques les plus nouveaux est désespérément en retard par rapport à celles qui comprennent cette nécessité», voulut obtenir l'autorisation de mettre en marche un modeste programme proposé par le War Office en réponse à une demande de conseil de la part du Canada. Mais le ministre ne voulait approuver aucune mesure en ce sens «ni pour la formation de pilotes ni pour l'achat d'aéroplanes»[93]. Jusqu'à la guerre, la politique du gouvernement resta la même: «Pas de fonds disponibles».

Le 25 août 1914, le colonel Sam Hughes, dans un câblogramme à lord Kitchener, offrait d'envoyer des aviateurs avec le premier contingent; Kitchener en demanda six mais on n'en trouva que deux. Ils formèrent à Valcartier le noyau d'un service provisoire et éphémère, «le Corps canadien d'aviation». Disposant d'un seul et unique appareil acheté aux États-Unis, ils accompagnèrent le premier contingent en Angleterre. Un des aviateurs retourna presque immédiatement à la vie civile au Canada. L'autre, le lieutenant W. F. Sharpe, suivit les cours d'instruction en France mais fut tué le 4 février 1915 en Angleterre; c'était la première fois qu'il volait seul. L'avion américain ne fut jamais utilisé[94]. En 1915, le Conseil de l'armée proposait la formation d'unités aériennes des dominions mais les autorités canadiennes estimaient qu'un programme distinct ne servirait pas l'intérêt bien entendu du Canada ou de l'Empire. Ce n'est qu'en 1918, après les pas de géant franchis par la navigation aérienne, qu'il devint évident qu'un service d'aviation serait essentiel à l'organisation militaire canadienne d'après-guerre et qu'il hâterait l'évolution de l'aviation commerciale. En conséquence, on prit des mesures pour

constituer une petite force aérienne pour outre-mer et un service d'aviation navale pour la défense du territoire mais ni l'un ni l'autre ne furent établis à temps pour prendre part au conflit[95].

Même si, durant la guerre, le Canada n'avait en activité aucun service aérien qui lui fût propre, il était représenté sur à peu près tous les théâtres d'opérations, jusqu'en Afrique orientale allemande, par des pilotes, des observateurs et des mécaniciens attachés à la Royal Air Force ou aux organismes navals et militaires qui l'ont précédée (voir ci-dessus, p. 143)[96]. Des officiers furent détachés du corps expéditionnaire canadien, des hommes libérés des troupes canadiennes et réengagés à titre d'aviateurs britanniques (comme cadets ou membres du personnel non navigant) et, dans bien des cas, des cadets furent enrôlés par les autorités anglaises au Canada aux mêmes conditions que s'ils s'étaient engagés au RoyaumeUni[97]. Par ces voies diverses, au moins 22,802 Canadiens sont entrés dans les services aériens anglais. Cependant, comme le nombre de Canadiens en service dans la R.A.F. en novembre 1918 n'était que de 500 de moins que ce chiffre et que les pertes, pour les seuls officiers, atteignaient presque le millier, il est clair que beaucoup d'autres y sont entrés d'autres façons, par exemple directement, en qualité de civils, au Royaume-Uni ou par leur invitation d'autres forces armées impériales [98].

Les aviateurs canadiens se sont distingués surtout en tant que pilotes de combat. Dix des 27 plus grands «as»* de la R.A.F. furent des Canadiens. Chacun d'eux se vit attribuer au moins 30 victoires, l'ensemble des Canadiens ayant abattu 238 appareils ennemis. De fait, on trouve des Canadiens, le major W. A. Bishop (72 victoires) et le major Raymond Collishaw (60 victoires), aux troisième et cinquième rangs[100]. Au premier rang se trouve le capitaine Manfred von Richthofen, 80 victoires; au deuxième, le lieutenant René Fonck (France), 75 victoires[101], et au quatrième, le lieutenant Ernst Udet (Allemagne), 62 victoires[102]. Un aviateur anglais, le major Edward Mannock, se voit le plus souvent attribuer 73 victoires bien que le chiffre mentionné dans la citation accompagnant la Croix de Victoria qui lui fut décernée à titre posthume soit de 50.

Bishop, d'abord officier de cavalerie dans la 2e division canadienne, commença sa carrière de pilote de combat en mars 1917[103]. Il remporta à peu près la moitié de ses vicoires dans un Nieuport, appareil français d'une vitesse maximum de moins de cent milles à l'heure et armé d'une unique mitrailleuse Lewis sur l'aile supérieure. Certains appareils anglais de la même époque pouvaient faire environ dix milles de plus à l'heure et étaient munis d'une Vickers synchronisée fixée plus commodément sur le capot. Les avions de chasse allemands de la même période portaient deux mitrailleuses sur le capot[104]. Le matin du 2 juin 1917, le capitaine Bishop s'attaquait sans aide à un aérodrome allemand près de Cambrai. Lorsque deux appareils se portèrent l'un après l'autre à sa rencontre, il en abattit un au sol et l'autre dans un arbre. Deux autres s'élevèrent ensemble. Le Canadien en démolit un et épuisa le reste de ses munitions sur l'autre puis revint à sa base. Pour cet acte intrépide, Bishop obtenait la Croix de Victoria, la première accordée à un aviateur canadien[105].

* Les Français désignaient comme «as» les aviateurs ayant remporté au moins cinq victoires[99].

L'habitude de l'ennemi de réunir des formations massives de chasseurs, inaugurée par von Richthofen à la fin d'avril, se continua pendant tout le printemps et le début de l'été de 1917 alors que certains groupements devinrent permanents. Pendant ce temps, d'autres unités que la *Jagdstaffel* 11 de Richthofen, dont le rouge était la couleur dominante, avaient adopté des dessins aux couleurs criardes[106]. Il en découlait des avantages évidents pour les deux camps. Parlant d'une rencontre avec l'escadrille des Richthofens, Bishop écrivait: «J'étais heureux que la couleur des Allemands fût le rouge écarlate et la nôtre argentée ... nous n'hésitions pas à tirer quand leur couleur nous passait sous le nez.» Quelques-uns des pilotes du R.F.C. voulaient peindre eux-mêmes leurs propres machines mais «les officiers supérieurs du corps n'ont guère prisé cette idée lumineuse»[107]. A cet égard, le Royal Naval Air Service semble avoir été plus indulgent. Lieutenant d'aviation dans une des nombreuses escadrilles navales alors attachées au Royal Flying Corps, Raymond Collishaw dirigea une formation entièrement canadienne composée de cinq triplans Sopwith peints en noir[108]. A partir de l'été de 1917, le Flying Corps, devenu plus tard la RAF, eut un faible pour les appareils kaki; les marques personnelles, «les couleurs trop voyantes sur les roues, le capot, etc.,» étaient interdites[109]. Cependant, les anciennes escadrilles navales de la RAF gardaient des traces de leur plumage étincelant. Un mois après la fusion, les appareils d'une de ces escadrilles avaient encore le nez peint en rouge[110].

Comme nous l'avons vu, les Britanniques avaient, décidé d'accroître le nombre de leur section afin de riposter au groupement des chasseurs allemands. Mais, tandis que l'ennemi apprenait à diriger des formations encore plus considérables, les Anglais éprouvaient quelque difficulté à diriger le nombre nécessaire de sections. C'est pourquoi, au début de 1918, les escadrilles de chasse furent graduellement transformées en unités tactiques n'ayant encore que trois sections de cinq à six avions, mais destinées à combattre en tant qu'escadrille, de concert avec les autres escadrilles[111]. En somme, la réplique finale au «Cirrus» était quelque chose de ressemblant. Bien que les chasseurs alliés de modèle 1916 fussent supérieurs aux Albatros du début de 1917 en maniabilité et en puissance ascensionnelle, il fallut attendre que les Scouts Experimental 5 (une mitrailleuse Vickers et une Lewis) et les Sopwith Camels (2 Vickers) fussent disponibles en assez grand nombre à la mi-été 1917 pour que les appareils anglais pussent rivaliser en vitesse et en puissance de tir avec les machines allemandes. C'est alors que l'ennemi négligea quelque peu l'Albatros D V, d'une vitesse de 125 milles à l'heure, pour accorder sa préférence au biplan Pfalz D III et au triplan Fokker, plus lents mais plus maniables[112]. Les premiers modèles du biplan Fokker de 1918 étaient à peine plus rapides que les chasseurs allemands du printemps précédent. C'est l'appareil d'où devait sortir plus tard le modèle standard D VII (voir ci-dessus, p. 456) qui incarna sans doute la combinaison la plus heureuse de vitesse et d'agilité, à laquelle s'ajoutaient une grande maniabilité, une puissance ascensionnelle extraordinaire et la capacité de «s'asseoir sur son hélice» pour mitrailler l'adversaire par-dessous[113]. Le Sopwith Snipe, son rival anglais pour ce qui est du rendement général, n'entrait en scène qu'au cours des dernières semaines de la guerre et, même alors, on ne disposait que d'un nombre limité de ces appareils[114].

C'est à bord d'un appareil Snipe que le major W. G. Barker, ancien mitrailleur du 1-bataillon canadien de fusiliers montés, livra une lutte héroïque, près de Valenciennes*, bien qu'il fût seul et littéralement écrasé sous le nombre. Le matin du 27 octobre 1918, il abattit un biplace ennemi (sa 47° victoire), à la hauteur inusitée de 21,000 pieds. C'est alors qu'il fut blessé par le feu d'un Fokker D VII «debout sur sa queue». Après avoir pirouetté, le major Barker se retrouva entouré de quinze Fokkers. Il en attaqua trois et en démolit au moins un. Blessé une deuxième fois, il perdit connaissance. Sa chute le ramena au milieu d'une autre formation ennemie où, reprenant ses sens, il atteignit un D VII qui s'écrasa en flammes. Blessé une troisième fois, il fut attaqué à une altitude de 12,000 pieds par deux autres Fokkers; il en abattit un qui s'était approché à moins de dix pieds de lui. Il alla finalement s'écraser derrière ses propres lignes et s'en tira avec un nez fracturé. Déjà décoré trois fois de la Croix militaire et deux fois de l'Ordre du Service distingué et de la Croix italienne de Bravoure, le major Barker mérita cette fois la plus haute décoration de l'Empire[116].

Fort à propos, l'autre aviateur canadien décoré de la Croix de Victoria, le sous-lieutenant A. A. McLeod, représentait les pilotes de biplaces à fins multiples qui faisaient beaucoup moins parler d'eux. Au cours d'une mission de bombardement et de mitraillade à l'est d'Albert, le 27 mars 1918, McLeod fut attaqué par huit triplans Fokker. Les habiles manoeuvres du pilote canadien permirent à son observateur d'écarter trois des triplans mais un quatrième Fokker mit feu à l'appareil britannique. Se hissant sur l'aile inférieure, le lieutenant McLeod parvint à garder la maîtrise de sa machine tout en se glissant sur l'aile pour empêcher les flammes de se propager pendant que son observateur continuait le combat. Les deux hommes furent plusieurs fois blessés avant que leur appareil s'écrase dans la zone neutre. McLeod tira son compagnon des débris fumants et, sous le feu ennemi et en dépit d'une sixième blessure, il parvint à le transporter en un lieu relativement sûr. L'observateur s'en tira avec la perte d'une jambe mais le lieutenant McLeod succomba à ses blessures[117].

Le major Collishaw est un autre as canadien de la RAF qui eut de nombreuses victoires à son crédit. Il fut chef d'escadrille dans l'escadrille navale n° 3, qui devint plus tard l'escadrille n° 203 de la RAFt, au moment de la fusion du Royal Naval Air Service et du Flying Corps au début d'avril 1918. Après la fin des hostilités dans l'Ouest, Collishaw prit la tête, dans le sud de la Russie, d'une formation d'avions éclaireurs et de bombardiers dépassant les cadres d'une escadrille ordinaire. Parmi ses 62 officiers d'aviation, 53 étaient des Canadiens. Il commanda par la suite un détachement de la RAF en Perse. Durant l'été de

* Le commandant du corps canadien d'artillerie lourde (le lt.-col. A. G. L. McNaughton), qui fut témoin de cet .incident encourageant» de son QG avancé entre Bellevue et Valenciennes, rapporta que cela eut un effet moral considérable sur les milliers de soldats anglais et canadiens qui assistèrent à ce spectacle de leurs positions dans les tranchées et les secteurs de soutien. Les cris et les clameurs prolongées qui saluèrent le triomphe du chasseur britannique (ce n'est que plus tard qu'on apprit qu'il s'agissait d'un Canadien) et qui retentirent sur tout le front ont donné lieu à une scène incomparable[115].»

† Les Canadiens y ont toujours été nombreux; à la fin de la guerre, tous les pilotes de l'escadrille venaient du Canada[118].

1918, Collishaw et Bishop, qui tous deux avaient le grade de lieutenant-colonel à la fin de la guerre, passaient à Londres pour y participer à l'organisation de la future aviation canadienne, travail auquel contribua largement le major W. G. Barker.

Sur les 290,000 hommes de tous rangs attachés à la RAF à la fin de la guerre, environ 24 p. 100 des officiers et 6 p. 100 des autres,—en tout 6,623 officiers et 15,679 cadets et hommes,—venaient du Canada[119]. Le Livre du Souvenir, dans la Tour de la Paix à Ottawa, mentionne les noms de 1,563 autres qui ont été tués au combat ou sont morts d'accidents ou d'autres causes. En plus des trois Croix de Victoria dont nous avons déjà parlé, plus de 800 décorations ont été décernées à des aviateurs canadiens.

Terre-Neuve et la guerre

Lorsque la première Grande Guerre éclata, Terre-Neuve, la plus ancienne colonie de l'Empire, ne tarda pas à répondre à l'appel aux armes. En moins d'une semaine, le recrutement commençait dans l'ile, tant pour le service à l'étranger que pour la défense territoriale. Naturellement, nombreux furent ceux qui s'offrirent pour servir en mer. Au début de septembre, cent réservistes de la Marine passaient à l'effectif du Niobe; en tout, 1,964 réservistes de la Marine furent recrutés à Terre-Neuve durant la guerre. Pour ce qui est de l'armée de terre, c'est à l'infanterie et aux unités forestières*' que l'ile fournit le plus d'hommes. A la fin de la guerre, près de 6,000 officiers et hommes étaient passés outre-mer ou étaient à l'instruction dans la colonie. D'autres Terre-Neuviens ont été attachés à divers services dans les forces anglaises ou canadiennes[120].

Un détachement terre-neuvien de deux compagnies d'infanterie, comptant 537 hommes de tous grades, partait pour le Royaume-Uni en octobre 1914 en même temps que le contingent canadien. Avant la fin de l'année, Terre-Neuve avait offert de fournir un bataillon entier. Entre février et avril 1915, trois levées d'environ 250 hommes chacune avaient complété les effectifs de l'unité qu'on achevait de mettre sur pied en mai et à laquelle on donnait le nom de contingent de Terre-Neuve. Laissant derrière lui une équipe qui devait être transformée en unité de recrutement, le bataillon S'embarquait en août pour Gallipoli, par voie de l'Égypte. Le 19 septembre, il débarquait à Suvla pour être rattaché à la 88e brigade de la 29e division anglaise[121]. Bien que les Terre-Neuviens n'aient participé à aucune opération majeure dans le secteur de Gallipoli, 87 d'entre eux furent tués ou blessés. Le commandant, le lieutenant-colonel R. de H. Burton, de l'armée régulière anglaise, était du nombre des blessés[122]. La 29e division retournait en Égypte en janvier 1916 et partait pour la France deux mois plus tard. C'est alors que le bataillon de Terre-Neuve prit le nom de 1st Newfoundland Regiment.

* En 1917, l'Association patriotique de Terre-Neuve levait un bataillon forestier de 500 hommes. Composée de bûcherons chevronnés, rejetés pour motifs médicaux ou trop âgés pour le service militaire, l'unité fut employée en Écosse jusqu'à la fin de la guerre à la coupe de bois sur le domaine du duc d'Atholl, près de Perth.

Le 1er juillet, premier jour de l'offensive de la Somme (voir ci-dessus, p. 176), la 29e division s'attaquait aux lignes allemandes sur un front de deux brigades près de Beaumont-Hamel, village situé à un mille environ au nord-ouest du coude de l'Ancre. La 86e brigade était bientôt mise en pièces par le feu des mitrailleuses mais on signalait que de forts contingents de la 87e, à sa gauche, s'avançaient jusqu'à la ligne de soutien ennemie. Induit en erreur par ces rapports, le -commandant de division engagea sa brigade de réserve, la 88e. Le lst Newfoundland Regiment devait attaquer de concert avec le 1e- bataillon du Essex Regiment sur la droite, mais «les tranchées étant complètement obstruées par les corps des morts et des mourants»[123], le bataillon britannique ne put avancer à temps. Les Terre-Neuviens reçoivent l'ordre de s'emparer de la première ligne de tranchées ennemies et, à 9h.05 du matin, se lancent seuls à l'assaut sur un front de 1,000 verges. Comme les barbelés n'ont que peu de trouées, il faut resserrer les formations. Or toutes les ouvertures sont gardées par des mitrailleuses que l'ennemi s'est empressé de regagner au premier fléchissement du barrage d'artillerie. Nos soldats tombent de toutes parts. Les survivants n'en continuent pas moins d'avancer vers des objectifs dont la distance varie de 650 à 900 verges. On rapporte que quelques-uns auraient même réussi à lancer leurs bombes dans les tranchées de l'ennemi, et même à y pénétrer eux-mêmes[124]. Peu après 10 heures du matin, et après que le bataillon d'Essex sur la droite eut attaqué sans plus de succès, le commandant de division contremandait toute nouvelle attaque. Le Newfoundland Regiment avait subi 684 pertes, dont 310 morts[125].

Vers la mi-octobre, le même régiment participait à la bataille des crêtes de Transloy (voir ci-dessus, p. 195). Le 12, avec les 385 hommes qu'il lui restait, il prenait d'assaut les retranchements allemands qui se trouvaient au nord de Gueudecourt et réussissait à s'y, tenir[126]. Après la bataille de la Somme, sa prochaine grande opération devait être celle de la Scarpe à laquelle il prenait part avec la Troisième armée, en avril 1917. Dans la nuit du 13 au 14, la 29e division relevait une autre formation anglaise qui chevauchait la route d'Arras-Cambrai, tandis que la 88e brigade recevait l'ordre de se porter à l'assaut à l'est de Monchy le-Preux qu'on avait arraché aux Allemands le 11 avril. Montant à l'assaut aux côtés du 1er bataillon du Essex Regiment, dans la matinée du 14, le Newfoundland Regiment s'emparait de son objectif, soit une colline sise à quelque 1,500 verges à l'est de Monchy. Mais, comme il n'y a pas eu d'avance sur les flancs, les deux bataillons sont bientôt en butte, de trois côtés à la fois, à une vive contre-attaque déclenchée par des unités de la 3e division bavaroise. Ils sont littéralement écrasés par des forces biens supérieures aux leurs, et seule une poignée d'hommes de chaque bataillon réussit à entrer à Monchy, où le groupe de commandement du bataillon de Terre-Neuve, dirigé par le commandant, le lieutenant-colonel J. Forbes-Robertson, résiste héroïquement à toutes les tentatives que font les Allemands pour s'emparer du village. Une fois de plus, le Newfoundland Regiment avait été presque anéanti. L'engagement lui avait coûté 17 officiers et 468 sous officiers et soldats[127].

Les Terre-Neuviens montent ensuite vers le nord jusqu'en Belgique, à la fin de juin 1917, pour participer à l'offensive de Haig. Dans la bataille de Langemarck (le 16 août), la 29e division participe à l'attaque sur le flanc gauche de la Cinquième armée, à côté de la Première armée française. Depuis la Steenbeek, la 88e brigade, postée au nord de la voie ferrée d'Ypres-Staden, avance d'environ mille verges et prend tous ses objectifs[128]. Le bataillon de Terre-Neuve fait un «grand nombre de morts chez les Allemands» et s'empare de quatre mitrailleuses, au prix de 103 de ses hommes. Il est moins heureux à Poelcappelle, le 9 octobre, où il subit deux fois plus de pertes et capture encore une fois tous ses objectifs de part et d'autre de la voie ferrée de Staden, mais où des contre-attaques viennent ensuite annuler la plupart des gains réalise[129].

Rentrant en France à la mi-octobre, les Terre-Neuviens rallièrent la Troisième armée du général Bing, en vue de l'offensive contre Cambrai. C'est la 88e brigade qui, le 20 novembre, s'empara de la tête de pont de Masnières dont la brigade de cavalerie canadienne tenta de prendre avantage (voir ci-dessus, p. 364). Arrêté par les puissantes fortifications de la ligne Masnières-Beaurevoir, le bataillon de Terre-Neuve se terra et subit 248 pertes au cours des deux premiers jours[130]. Durant onze jours, la 29e division resta maîtresse du saillant vulnérable qu'elle détenait près de Masnières, malgré de fréquentes contre-attaques allemandes. Elle reçut l'ordre de s'en retirer que le 4 décembre. La «magnifique détermination» dont les Terre-Neuviens avaient fait preuve en ces occasions devait être reconnue mois de février suivant, lorsque Sa Majesté le roi décerna le titre de «Royal» au Newfoundland Regiment. C'est la seule fois de la première guerre mondiale que cet honneur fut accordé avant la fin des hostilités[131]. Lors de la première offensive allemande de 1918, le lst Royal Newfoundland Regiment était cantonné dans les Flandres. S'il n'eut pas à subir d'attaque en mars, il fut mêlé à un dur combat défensif au cours des batailles de la Lys, à la mi-avril[132].

Au début de mai, les Terre-Neuviens, après avoir été longtemps rattachés à la 29e division, en furent séparés pour remplir, jusqu'à la mi-septembre, le rôle de troupes du GQG et fournir des gardes et des détachements de travail. Ils ne devaient pas revenir à la 88° brigade. Ils furent ensuite rattachés à la 280 brigade de la 9e division (écossaise) qui, le 20 septembre, prenait les tranchées devant Ypres. Le régiment comptait alors 650 soldats, dont la moitié consistait en recrues qui n'étaient pas encore allées au combat. Vers la fin du mois, la Deuxième armée britannique et les forces belges, sur la gauche, lançaient la première d'une série d'attaques en direction de la Lys[133]. En six jours, la 9e division enfonçait la position que les Allemands détenaient dans les Flandres et avançait de près de dix milles[134].

Après avoir été retardée par la réorganisation des services de ravitaillement, la Deuxième armée reprenait son avance le 14 octobre. Le même jour, les Terre-Neuviens prenaient 94 mitrailleuses et huit canons de campagne135, dont quatre capturés par le même peloton. Ce succès était en grande partie attribuable à l'héroïsme d'un soldat de première classe âgé de dix-sept ans, Thomas Ricketts qui, avec son commandant de section, contournait la batterie ennemie, bravant le feu intense des mitrailleuses, pour aller chercher de nouvelles munitions pour sa

mitrailleuse Lewis. Il fut *le plus* jeune soldat canadien à mériter la Croix de Victoria[136]. Ayant avancé de près de sept milles en *deux* jours, la 9e division atteignit la Lys au nord de Courtrai, et le 17 octobre, la 28e brigade traversait la rivière[137]. Le régiment resta en réserve pendant que s'effectuait la traversée, mais il connut de durs moments par la suite. Le 27 octobre, au moment où la Deuxième armée parvenait jusqu'à l'Escaut sur un front de plus en plus rétréci, la 9° division était relevée, et les Terre-Neuviens pouvaient prendre un repos bien mérité. Dans le journal de l'unité, en date du 11 novembre, on trouve l'inscription suivante: «pas de rassemblement: les Allemands signent l'armistice».

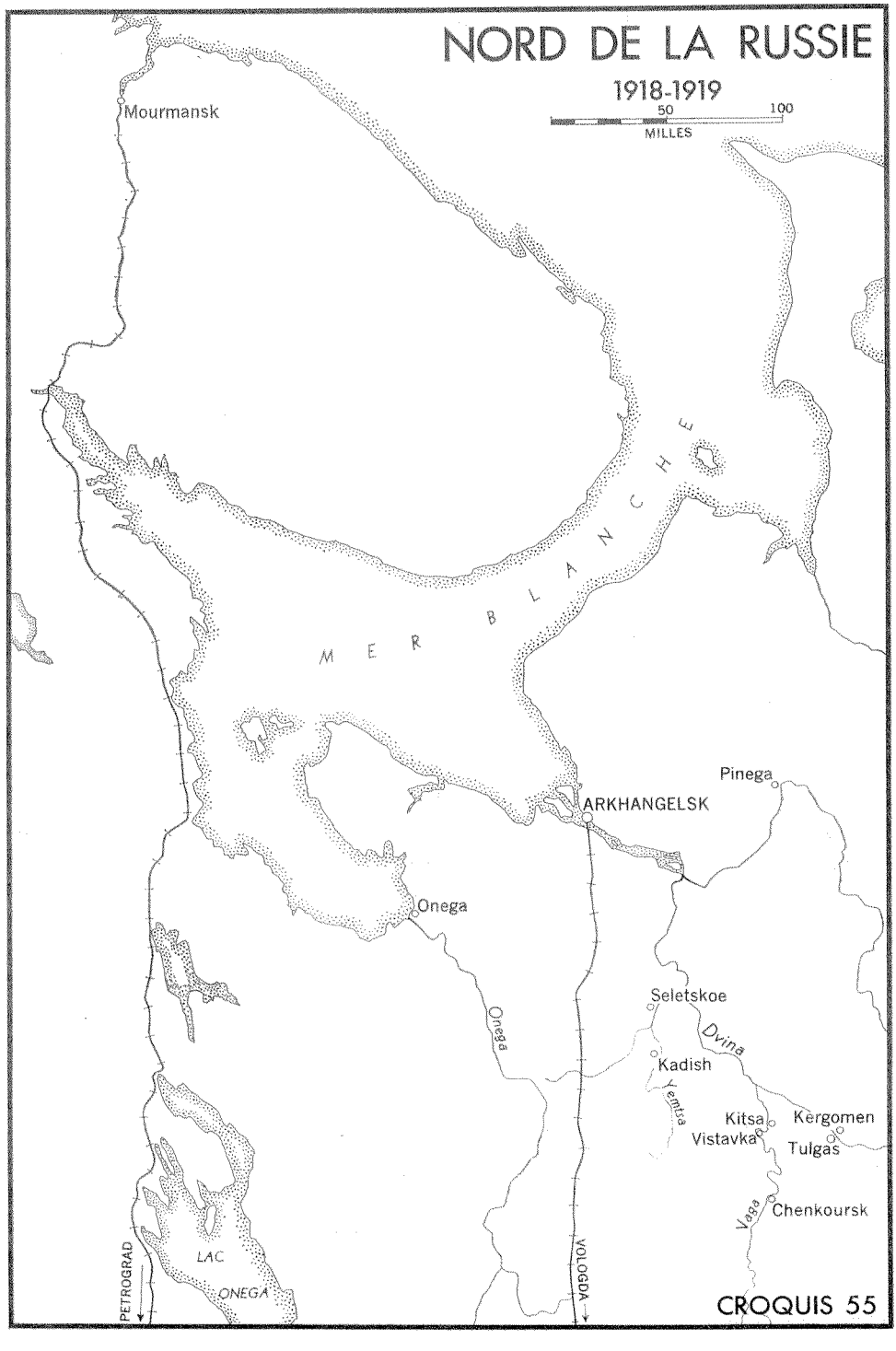
La longue période de service que les Terre-Neuviens avaient passée outre-mer leur avait coûté cher. Sur 6,000 hommes qui s'étaient inscrits au régiment ou avaient été de service dans d'autres unités britanniques, 3,720 avaient été tués, blessés ou prisonniers. De plus, 179 marins terre-neuviens avaient perdu la vie en mer. C'est là une participation à la victoire dont Terre-Neuve a tout lieu de s'enorgueillir.

Les Canadiens en Russie septentrionale

Les deux dernières sections du présent chapitre traitent de la participation des Canadiens à une activité militaire qui a continué bien après l'armistice.

Pendant que leurs camarades jouissaient, au Royaume-Uni, du dernier congé avant leur retour, quelques contingents canadiens restaient de service sur des théâtres de guerre fort éloignés les uns des autres, en Europe et en Asie. L'utilisation de ces troupes, que le gouvernement du Canada avait ratifiée, résultait de la situation qui découlait de la révolution russe. Comme nous allons le voir, l'intervention des Alliés dans le Nord de la Russie prit d'abord la forme de ce qu'on a appelé «une improvisation hâtive . . . tendant à empêcher les Allemands de gagner la guerre en France»[138]; par la suite, toutefois, après Brest-Litovsk, les opérations eurent pour objet de repousser les attaques des bolchevistes en attendant que les Russes blancs puissent se constituer des forces suffisantes pour se passer de l'aide extérieure.

Lors de la révolution russe, au début de 1917, et durant un certain temps par la suite, les Alliés occidentaux avaient nourri l'espoir que la Russie continuerait à participer à la guerre contre les Puissances centrales. Toutefois, vers la fin de l'année, cet espoir diminuait rapidement et disparaissait tout à fait le 3 mars 1918, lorsque les bolchevistes, qui avaient renversé le gouvernement socialiste de Kérensky au mois de novembre précédent, signaient le traité de paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne et l'Autriche. Leurs engagements dans l'Est se trouvant ainsi sensiblement réduits, les Allemands pouvaient déplacer d'importants contingents vers le front de l'ouest. En outre, une armée allemande de 55,000 hommes, commandée par le général von der Goltz, était postée en Finlande, manifestement pour neutraliser les forces bolcheviques qui avaient envahi ce pays en janvier 1918. Cette armée allemande semblait en mesure de


NORD DE LA RUSSIE
1918-1919
50
100
MILLES
Mourmansk
MER BLANCHE
Pinega
ARKHANGELSK
Onega
Seletskoe
Dvina
Kadish
Onega
Yemtsa
Kitsa
Kergomen
Vistavka
Tulgas
Vaga
Chenkoursk
PETROGRAD
LAC
ONEGA
VOLOGDA
CROQUIS 55

s'emparer du port de Mourmansk (dont les eaux ne gèlent pas), d'où une petite escadre britannique avait combattu les sous-marins ennemis en 1917. Si le port devenait une base pour les sous-marins allemands, la flotte britannique risquait d'avoir beaucoup à en souffrir[139].

C'est avant tout pour écarter cette possibilité que les Britanniques, à l'invitation du gouvernement soviétique, débarquaient une troupe de 150 soldats de l'infanterie de marine à Mourmansk en avril 1918 et une autre de 370 en mai. Entre-temps, la question de l'intervention dans le nord de la Russie avait été soumise au grand Conseil de guerre, à Versailles. Comme la situation politique et militaire à l'intérieur de la Russie restait chaotique, les puissances occidentales se demandaient toujours avec quelle faction elles devaient négocier. Un important corps de troupes tchèques avait alors franchi la moitié de la Sibérie et s'avançait petit à petit sur Vladivostok. Il comprenait des Tchèques de Russie ainsi que des déserteurs tchèques et slovaques des armées autrichiennes; c'était la seule des grandes formations militaires en Russie qui constituât encore une unité disciplinée. Elle comptait au début quelque 30,000 hommes et atteignit bientôt plus de deux fois ce nombre. Un débarquement dans le nord de la Russie encouragerait-il ce corps de troupes à rebrousser chemin afin de reprendre les hostilités sur le front oriental? Des stocks considérables de matériel militaire que les Alliés avaient fournis à la Russie lorsque celle-ci participait encore à la guerre étaient censés se trouver dans le port d'Arkhangelsk, sur la mer Blanche, où ils étaient gravement exposés à tomber entre les mains des Allemands. En conséquence, le 3 juin, le grand Conseil de guerre approuvait l'envoi d'expéditions, sous commandement britannique, à Mourmansk, et à 370 milles au sud-est, à Arkhangelsk[140].

Le corps de troupe de Mourmansk, nommé «Syren» et commandé par le major-général C. M. Maynard, comprenait 600 soldats d'infanterie britanniques, une compagnie de mitrailleurs et une demi-compagnie du Génie. A Arkhangelsk, il s'agissait de réunir les forces antibolcheviques en formations disciplinées, tâche à laquelle on assignait un détachement britannique (Elope), qui ne devait pas compter plus de 500 hommes, commandé par le major-général F. C. Poole. Les deux groupes atteignaient Mourmansk le 23 juin, escortés par une escadre navale alliée et, comme Arkhangelsk se trouvait alors aux mains des bolchevistes, «Elope» débarqua à Mourmansk en même temps que «Syren». Le 31 juillet, une force navale composée de Britanniques et de Français attaquait Arkhangelsk et, à la faveur d'un soulèvement antibolchevique, s'emparait de la ville. On put alors envoyer le détachement «Elope» à Arkhangelsk au mois d'août. En deux mois, une vaste région du nord de la Russie se trouvait libérée des bolchevistes et, grâce aux soldats du général Maynard postés le long de la voie ferrée de Mourmansk-Petrograd (qui devint ensuite, Leningrad), les communications par voie de terre furent rétablies. Les opérations militaires de Mourmansk et d'Arkhangelsk n'avaient entraîné que peu de pertes141. Mais à ce moment-là, à la suite du traité de Brest-Litovsk, la scène politique avait complètement changé d'aspect. Au début, les dures exigences du pacte avaient poussé les bolchevistes à rechercher l'aide des Alliés. Mais il ne leur en venait aucun appui réel, et les Rouges en

vinrent vite à redouter toute intervention qui eût risqué de précipiter de nouvelles incursions allemandes. En mai 1918, l'inauguration de relations officielles entre Allemands et Soviétiques écartait toute menace allemande à l'égard du nouveau régime russe. Les bolchevistes décidèrent alors de s'opposer à tout nouveau débarquement des Alliés et, après la prise d'Arkhangelsk, les relations officieuses qui avaient pu exister entre la Grande-Bretagne et le gouvernement soviétique prenaient brusquement fin[142].

A la mi-mai, au moment de former la mission «Elope», le War office avait demandé au Canada de fournir cinq officiers et onze sous-officiers, aucun ne devant nécessairement être apte au service général[143]. Le 27 mai, le ministre des Affaires d'outre-mer, sir Edward Kemp, signifiait l'accord du Canada. Les hommes, tirés des unités qui se trouvaient en Angleterre, partaient avec le contingent au mois de juin[144.]

Lorsque, en juillet 1918, il fut question de renforcer le contingent «Syren», on demanda au Canada de fournir un bataillon d'infanterie, étant donné qu'on y avait besoin de soldats habitués à un climat rigoureux. Contrairement à ce qui avait été le cas au sujet du contingent «Elope», il fallait, cette fois, des hommes aptes au service général. Toutefois, vu le pressant besoin de renforts canadiens qui se faisait sentir à ce moment-là sur le front occidental, le Canada ne put" se rendre' à cette invitation[145].

Le 30 juillet, le War Office adressait une nouvelle demande au Canada l'invitant à fournir 18 officiers et 70 sous-officiers destinés à une force mobile spéciale, en formation dans la région de Mourmansk, qui devait se composer de contingents alliés et de recrues enrôlées sur place. On avait besoin d'officiers et de sous-officiers d'infanterie, de mitrailleurs et d'artilleurs, qui devaient d'abord agir à titre d'instructeurs puis être versés dans les nouvelles unités pour y remplir des fonctions régimentaires ou administratives. Cette fois, le gouvernement canadien acquiesça. Le 17 septembre, 92 officiers et sous-officiers, tous volontaires, commandés par le lieutenant-colonel J. E. Leckie, s'embarquaient à Leith (Écosse) pour Mourmansk[146].

Le Canada fut invité encore une fois à fournir des soldats pour le nord de la Russie. Le 3 août, o n lui demandait de procurer deux batteries d'artillerie de campagne aux contingents alliés d'Arkhangelsk. Le gouvernement ayant accordé cette nouvelle demande, la 16e brigade d'artillerie canadienne de campagne, comprenant les 67e et 68e batteries commandées par le lieutenant-colonel C. H. L. Sharman et formées de volontaires de l'artillerie de réserve, quittait Dundee pour Arkhangelsk le 20 septembre. La brigade comprenait 18 officiers et. 469 sousofficiers et soldats qui avaient presque tous servi sur le front de l'ouest[147].

A Mourmansk aussi bien qu'à Arkhangelsk les forces alliées se trouvaient dorénavant composées d'éléments très divers, puisqu'elles réunissaient des contingents venus de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Italie, de France et du Canada. Dans les deux régions, elles étaient du reste grossies de Russes antibolcheviques. A Mourmansk, des Finlandais et des Caréliens collaboraient avec les Alliés, ainsi

qu'un groupe de Serbes qui s'étaient frayé un chemin vers le nord depuis Odessa*. L'importance du contingent russe recruté sur place subissait des fluctuations assez sensibles par suite de nombreuses défections, mais l'effectif global des Alliés à Mourmansk et à Arkhangelsk ne dépassa jamais 35,000. Au total, le Canada envoya environ 600 officiers et soldats à ce théâtre de guerre[149].

L'espace dont nous disposons ne nous permet pas de donner tous les détails des opérations de Mourmansk et d'Arkhangelsk. Comme il n'y avait qu'un petit nombre de Canadiens à Mourmansk, nous nous bornerons, pour le récit des opérations du nord de la Russie, au théâtre d'Arkhangelsk. La brigade de campagne y arrivait le 1er octobre et débarquait le surlendemain. Le major-général W. E. Ironside, qui devait succéder au général Poole, arrivait dans le même convoi. Il constata que la population de l'endroit se montrait apathique et ne faisait preuve d'aucun désir de se battre, mais que les soldats alliés, après avoir délogé les bolchevistes d'Arkhangelsk, les avaient poursuivis assez loin «pour dégager la région et ainsi permettre de recruter le plus grand nombre possible de Russes au cours de l'hiver». Comme les bolchevistes offraient de plus en plus de résistance, la troupe de Poole consolidait sa défense[150]. Cinq colonnes alliées s'étaient avancées à l'intérieur du pays. Une avait atteint un point situé à, cent milles d'Arkhangelsk sur la voie ferrée de Vologda qui filait droit vers le sud à partir de cette ville. Une autre avait remonté la Dvina et la Vaga à partir de leur confluent, au sud-est de la ville, et avait posté des détachements sur les deux cours d'eau. L'avance de cette dernière colonne, qui était parvenue à 260 milles d'Arkhangelsk, avait été facilitée par une vedette de la Marine royale. Malgré la distance de plus en plus grande qui les séparait, les deux principales colonnes (formées d'Anglais, de Français, d'Américains et de Russes) relevaient d'un seul officier anglais, le brigadier-général R. G. Finlayson. Deux petites colonnes protégaient les flancs de celle qui s'avançait le long de la voie ferrée, l'une postée sur la Yemtsa à l'est et l'autre à Onega sur la mer Blanche à l'ouest. Une cinquième petite colonne se trouvait à Pinega, à soixante milles à l'est d'Arkhangelsk[151].

Il n'y avait pas de front continu. La colonne qui suivait le chemin de fer de Vologda surveillait un front d'un peu plus de mille verges. Les communications entre les deux colonnes isolées étaient extrêmement difficiles, du fait que le terrain boisé devenait marécageux au début et à la fin de l'été, et se recouvrait d'une épaisse couche de neige en hiver. Sauf dans le cas de la colonne qui suivait la voie ferrée, tous les approvisionnements devaient être acheminés par voie d'eau ou transportés dans des fourgons. Les soldats, logés dans des fortins protégés par

* Le nombre de soldats des diverses nationalités s'établissait, en décembre 1918, à peu près comme il suit[148]:

	Mourmansk	Arkhangelsk
Anglais et Canadiens……	6832	6293
Américains……	……	5302
Français……	731	1686
Italiens……..	1251	……
Serbes……	1220	……
Russes et autres soldats recrutés, sur place……..	4441	2715
TOTAUX…….	14,475	15,996

des barbelés, vivaient dans l'inconfort et nul ne pouvait prévoir l'effet que l'hiver arctique imminent allait avoir sur les hommes et les armes. On était cependant sûr d'une chose: Arkhangelsk étant tout l'hiver coupé du reste de l'Europe et pris dans les glaces, la troupe devrait subsister durant plusieurs mois grâce à ce qu'elle aurait pu accumuler pendant que la navigation restait ouverte[152].

En prenant le commandement, le 14 octobre, le général Ironside confiait les deux colonnes principales à deux commandants distincts et se mettait en frais de recruter d'autres soldats sur place. Au cours du mois d'octobre, il rendait visite aux prisons d'Arkhangelsk dans le dessein d'enrôler d'autres Russes. Il entreprenait une compagnie de la Légion alliée' slavo-britannique commandée par le capitaine R. C. Dyer, un des instructeurs canadiens, pour la transformer en bataillon. L'unité devait par la suite s'appeler le «Bataillon Dyer» en l'honneur de son commandant qui mourut de froid sur le front de la Dvina[153.]

La 16e brigade d'artillerie de campagne fut temporairement divisée. Trois officiers et 26 soldats furent versés à la colonne du chemin de fer Vologda pour aller constituer le personnel d'un train blindé. Le reste de la brigade, formé de la 67e batterie et d'une partie de la 68e, remonta la Dvina sur des chalands jusqu'à son confluent avec la Vaga. Ayant abandonné les canons de l'une de ses sections à Dundee, la 68e batterie n'était pas complète.' Or 'on lui prit un détachement pour l'envoyer à Seletski appuyer l'infanterie américaine dont le secteur se trouvait sur la Yemtsa, entre la Dvina et le chemin de fer. Le détachement ne rallia pas la brigade avant le' mois de 'décembre, et-une section resta même dans la région de Seletski jusqu'au mois d'avril. On envola la 67e batterie sur la Dvina, et ce qu'il restait de la 68, gagna Shenkursk, l'agglomération qui se trouvait le plus au sud parmi celles qu'on défendait sur la Vaga. Le lieutenant-colonel Sharman devint commandant de l'artillerie du contingent de la Dvina, qui englobait des groupes postés sur les deux rivières[154].

Les effectifs de la Dvina et de la Vaga étaient beaucoup moins nombreux que ceux de l'ennemi. A la mi-octobre, la 67e batterie avait une section sur la rive gauche de la Dvina, dans le village de Tulgas, et une sur' la rive opposée, à Kergomen. L'effectif global du groupe auquel ils étaient rattachés se chiffrait par 900 ou mille hommes. Les artilleurs canadiens disposaient de six canons de campagne de 18 livres et d'un canon naval de 5.1 pouces monté sur une vieille péniche de fer. L'adversaire leur opposait au moins une vingtaine de bateaux armés, dont plusieurs canonnières armées de canons de 6 pouces et de 4.1 pouces, trois batteries de canons de campagne et quelque 3,500 soldats bolcheviques. L'infériorité numérique constituait, toutefois, un désavantage moindre que la portée nettement insuffisante de nos canons. Jusqu'au 20 octobre, le canon naval garda l'ennemi en respect, mais à ce moment-là la barge fut coulée par un canon naval des bolchevistes. Dès lors, les bateaux ennemis purent à loisir s'approcher et bombarder les nôtres tout en restant inaccessibles aux canons de 18 livres. Même les canons" de campagne des bolchevistes avaient une plus grande portée que les pièces des Canadiens. L'ennemi ayant d t retirer ses bateaux lorsque la rivière gela, le 24 octobre, il y eut un certain répit jusqu'au 10 novembre. Mais à ce

moment-là le temps doux permit aux canonnières de reprendre leur activité, en préparation de l'attaque que les bolchevistes devaient déclencher contre Tulgas le lendemain[155].

Même si le 11 novembre 1918 marquait la fin des hostilités sur le front occidental, pour les artilleurs canadiens de la Dvina, c'était le début d'une période d'âpres combats. Les bolchevistes attaquaient à l'aurore et enchaînaient, à 8 heures, en faisant attaquer l'infanterie de front. Les canons de la batterie de droite des Canadiens se portaient immédiatement à l'appui de l'infanterie. Mais une heure plus tard, environ 600 bolchevistes montaient à travers bois pour surprendre l'artillerie canadienne par l'arrière et ne furent découverts par les surveillants de la section qu'au moment où ils se trouvaient à 200 verges de distance. Après avoir temporairement enrayé l'avance en rétorquant au moyen de leurs fusils, les surveillants se replièrent dans les trous de tirailleurs. Leur intervention ayant alerté les servants des canons, ceux-ci sortirent une pièce des retranchements et la retournèrent sur l'ennemi. Un peloton des Royal Scots vint à la rescousse des artilleurs et tout au cours de la journée le petit groupe tint l'ennemi en respect. Vers la fin de l'après-midi, lorsque, à la faveur du crépuscule, une autre pièce put être retournée vers l'arrière, l'ennemi se perdit dans les bois laissant sur le champ 60 morts ou blessés. Deux Canadiens et dix soldats des Royal Scots avaient été tués.

La bravoure et l'esprit de décision dont les Canadiens ont fait preuve ce jour-là, quand il s'agissait d'épargner leurs canons, leur méritèrent une croix militaire, trois médailles pour faits d'armes (DCM) et trois médailles militaires. Ils tentèrent de prendre Tulgas jusqu'au 15 novembre, alors que l'ennemi, reconnaissant sa défaite, se repliait sur ses anciennes positions[156]. Après avoir protégé ses canons au moyen de barbelés, la batterie se cantonna pour l'hiver. Après l'arrivée d'une section d'obusiers de 4.5 pouces en janvier et de deux canons de 60 livres le 3 avril, il fut enfin possible d'atteindre les bolchevistes[157].

Entre-temps, le détachement Seletski de la 68e batterie avait été en activité constante, bien qu'il n'y eût pas eu de grande opération avant le 30 décembre. Ce jour-là, deux compagnies du 339e régiment américain d'infanterie, appuyé par une compagnie de la Légion étrangère française, repoussait les bolchevistes hors de Kadish, ville située sur la Yemtsa, à une vingtaine de milles en aval de Seletski. Lorsque les bolchevistes attaquèrent en force le lendemain, deux sections du détachement canadien contribuèrent à les repousser[158]. Au début de janvier, les artilleurs canadiens affectés au train blindé, pour venir en aide à la colonne qui suivait le chemin de fer de Vologda, gagnaient la Vaga pour rallier la 68e batterie à Shenkursk[159].

Décidés à chasser les Alliés d'Arkhangelsk, les bolchevistes déclenchaient une offensive générale et attaquaient les troupes américaines et russes à Shenkursk le 19 janvier. L'ennemi l'emportait nettement par le nombre. Aussi, le 25, lorsque la ville fut à peu près encerclée, la garnison se replia-t-elle sur une nouvelle position de défense, à Kitsa, à 30 milles au nord. La longue marche le long de la Vaga mit la batterie canadienne à rude épreuve, mais elle réussit néanmoins à sauvegarder ses pièces[160].

L'ennemi ne donna pas suite à la prise de Shenkursk. On peut affirmer que le succès remporté avait beaucoup contribué à son moral, tandis qu'il avait abaissé celui des Alliés[161]. La garnison de Kitsa n'avait pas tellement lieu de se réjouir. Il faisait grand froid et la longueur des nuits arctiques, qui duraient 20 heures sur 24, était déprimante. Par-dessus tout, les soldats étaient découragés par l'inutilité apparente de leur mission dans le nord de la Russie. Une fois l'armistice signé, le 11 novembre, le but premier de l'expédition avait disparu, les opérations des Alliés n'étant devenues qu'un épisode de la guerre civile russe. La presse anglaise réclamait à grands cris le retour des soldats. Cependant, à la mi-janvier, le général Ironside n'avait encore reçu aucun ordre précis[162]. Les puissances interventionnistes n'avaient aucune politique définie à l'égard de la guerre civile russe mais, le 4 mars, le cabinet de guerre anglais décidait d'exhorter les représentants alliés à convenir de l'évacuation prochaine de la Russie septentrionale[163]. Une revue générale de la situation, que le War *Office* adressait à Ironside, à la fin d'avril 1919, laissait encore ce dernier sans instructions définies, mais lui précisait que son principal objectif devait être d'aboutir à «une évacuation pacifique de toutes les forces alliées avant l'hiver prochain[164]».

Entre-temps, l'incertitude et la futilité de leur situation suscitaient du mécontentement au sein des troupes alliées. Le 26 février, un bataillon anglais, envoyé de Mourmansk pour renforcer les effectifs d'Ironside, refusait de monter au front. On supprimait rapidement ce malaise et le bataillon se mettait en route le même jour[165;] mais, au début de mars, une compagnie de troupes coloniales françaises opposait le même refus à un ordre militaire*. Un autre incident se produisit à la fin du mois, alors qu'une compagnie de troupes américaines refusait d'obéir à l'ordre de retourner à sa position d'avant[167].

En février, ni la 67e ni la 68e batterie ne participait à aucun engagement sérieux. Après la perte de Shenkursk, Kitsa était devenu le poste avancé des alliés sur la Vaga. Le 1er mars, la 68e s'acquittait bien de son rôle dans la défense de Vistavka, avant-poste de Kitsa et, le 9, cette même batterie aidait à repousser une attaque bolchevique encore plus puissante. Le détachement de Seletski fut de nouveau attaché à cette batterie en avril. En mars, la 671, batterie, toujours en position à Tulgas et à Kergomen sur la Dvina, passait le côté de Tulgas de la rivière à une batterie de Russes blancs qui s'était entraînée avec le corps expéditionnaire. Le 25 avril, cependant, l'infanterie russe défendant Tulgas se mutinait, tuait sept de ses officiers, et cédait ses positions aux bolchevistes. La 67e batterie eut la grande satisfaction de voir la batterie russe qu'elle avait en quelque sorte «sevrée», non pas se joindre aux mutins, mais se rallier aux Canadiens, apportant avec elle tous ses canons. Néanmoins, la perte de Tulgas, situé à 2,500 verges seulement et sur un terrain élevé, rendait des plus précaires la position des Canadiens à Kergomen. L'ennemi recourut à tous les moyens, y compris sa flottille de rivière, pour s'emparer de l'endroit, mais la disparition des glaces

* Dans une lettre au chef de l'état-major général, d'avril 1919, le colonel Sharman signalait qu'une section de la brigade canadienne d'artillerie avait, à un moment donné, refusé d'obéir aux ordres. Aucun détail n'était précisé: les journaux de guerre du QG de la brigade et des 67e et 68e batteries, pour cette période, manquent[166].

permit à deux canonnières anglaises armées de pièces de 6 po. de se rendre sur les lieux à partir d'Arkhangelsk. Grâce à des efforts conjugués, par terre et par mer, les bolchevistes durent se replier, et Tulgas était repris le 18 mai[168].

Ce même jour, sir Robert Borden, s'adressait au secrétaire d'État anglais à la Guerre, M. Winston Churchill, pour l'exhorter de faire retirer sans délai les Canadiens de la Russie septentrionale. A la suite de deux demandes précédentes, formulées en mars, on avait été informé que la chose ne serait pas possible avant le début de l'été, à cause de l'état des glaces. Dans sa lettre du 18 mai, le premier ministre du Canada signalait que le port d'Arkhangelsk était désormais ouvert à la navigation, et insistait sur le fait que «la démobilisation du corps d'armée canadien et le retrait des troupes canadiennes de la Sibérie (voir ci-dessous, p. 566) rendaient absolument impracticable le maintien de nos troups à Arkhangelsk[169]». Cette troisième demande du Canada ne tardait pas à donner des résultats. A la fin de mai et au début de juin, une force britannique de relève de deux brigades, chacune dotée d'une batterie d'obusiers, arrivait d'Angleterre. La 16e brigade de campagne organisait un rassemblement d'adieu à Arkhangelsk, le 11 juin, alors qu'un certain nombre de décorations militaires russes étaient décernées à des officiers et hommes de troupe; le même jour, elle s'embarquait pour l'Angleterre. Au mois de septembre 1919, tous les Canadiens qui restaient à Mourmansk et à Arkhangelsk avaient été évacués[170].

En quittant la Russie, les Canadiens recevaient du général Ironside cet hommage, à savoir «qu'à maintes reprises l'artillerie canadienne de campagne avait sauvé de la destruction le corps expéditionnaire.. Pendant la campagne, les pertes canadiennes avaient été relativement légères: huit tués et seize blessés[171]. Les forces d'intervention qui restaient ne tardèrent pas à quitter les lieux après le départ des Canadiens; en effet, dès le 12 octobre, toutes les troupes anglaises avaient quitté la Russie septentrionale[172].

Intervention en Sibérie

La région avoisinant la mer du Nord ne fut pas la seule sphère d'intervention alliée en Russie. Nous avons déjà noté, (voir ci-dessus, p. 534) le rôle que jouèrent les forces britanniques et d'autres dans la région transcaucasienne; en décembre 1918, des troupes françaises débarquaient à Odessa pour pénétrer en Crimée et en Ukraine[173]. Avant la fin de la guerre contre les puissances centrales, des contingents alliés étaient entrés en Sibérie. Plus de 4,000 Canadiens représentaient leur pays dans cette entreprise, qui les maintint en service actif jusqu'à l'été de 1919.

Pour expliquer la présence de Canadiens en Sibérie, il est nécessaire de retracer brièvement les événements qui ont suivi la révolution russe. La signature du traité de Brest-Litovsk qui suivit la suspension des hostilités entre la Russie et l'Allemagne eut pour résultat de livrer la Russie à la domination allemande. Le blé de l'Ukraine, le pétrole et les minéraux du Caucase et de la mer Caspienne se trouvaient désormais à la portée des Allemands. En pénétrant en Sibérie, ces derniers espéraient, grâce à ces ressources, circonvenir le blocus de leur pays. par les Alliés; en outre, en s'emparant du port de Vladivostok, ils auraient mis la main sur

des approvisionnements militaires très considérables que les Russes avaient accumulés là afin de pouvoir s'en servir contre les puissances centrales. C'était là des perspectives troublantes pour les Alliés qui devaient, avant tout, tenir compte du passage en masse de forces allemandes, du front est au front ouest, à un moment où le poids de l'entrée des États-Unis dans la guerre ne s'était pas encore fait sentir de façon appréciable[174].

D'autre part, les Alliés avaient quelque raison de se montrer optimistes à l'égard de la scène russe. La trêve et le traité de paix avaient provoqué une réaction défavorable dans toute la Russie; les cosaques du Don avaient soulevé l'étendard contre-révolutionnaire et la masse du peuple sibérien qui, de façon générale, s'était contentée de sa vie ordonnée sous l'ancien régime, n'était guère portée à favoriser le régime bolchevique. Comme nous l'avons vu, Mourmansk et Arkhangelsk étaient ouverts à la navigation alliée, et dans le Caucase, des mesures avaient été prises pour empêcher les puissances centrales d'atteindre la mer Caspienne. Enfin, le corps expéditionnaire tchèque pro-allié était dispersé le long de la Volga centrale et à Vladivostok, bien que le pays fût encore entre les mains des bolchevistes.

La principale tâche des Alliés était de reconstituer le front oriental et d'empêcher l'Allemagne de s'emparer des approvisionnements russes. Les représentants militaires du conseil supérieur de guerre recommandèrent donc, dès le 23 décembre 1917, d'appuyer pleinement toutes les troupes nationales en Russie qui étaient déterminées à continuer la guerre. Le Conseil supérieur de guerre disposait de deux voies d'approche pour aider les forces antibolcheviques en Russie: les ports septentrionaux de Russie en Europe et les frontières orientales de la Sibérie. Celles-ci semblaient être la voie préférable, vu notamment que le Japon, puissance alliée et la seule qui disposât de troupes pour intervenir en force, était tout proche et prêt à s'opposer à toute incursion des puissances centrales en Russie orientale. On courait le risque, toutefois, qu'une invasion japonaise pût unir la masse du peuple russe aux bolchevistes, liant ainsi ouvertement son sort à celui de l'ennemi[175]. Pour cette raison, on estimait essentiel que l'intervention s'effectue par plus d'une puissance alliée.

Lorsqu'en décembre 1917 on demandait au Japon et aux États-Unis de faire connaître leur point de vue, le Japon se prononçait en faveur d'une intervention (mais sans participation américaine). Le président Wilson s'opposait à toute action, soit de concert avec le Japon, soit par les Japonais seulement. La question restait en suspens pendant des mois, jusqu'à ce que les bolchevistes, à l'instigation des Allemands, cherchassent à désarmer les Tchèques en Russie. Ces derniers, à qui on avait garanti le passage en toute sécurité à travers la Russie, résistaient à cette tentative de trahison par de violentes contre-attaques. Le 6 juin 1918, ils étaient en possession du chemin de fer Transsibérien, à partir de cent milles à l'ouest des monts Ourals jusqu'à Krasnoyarsk dans l'est, en Sibérie centrale, soit une distance de plus de 1,500 milles. Le 28, un de leurs détachements s'emparait de Vladivostok et, le 13 juillet, la progression du gros de leurs forces vers le Pacifique avait atteint Irkoutsk, près du lac Baïkal[176]. Aucune liaison n'avait encore été établie entre Irkoutsk et Vladivostok.

Le 2 juillet 1918, le Conseil supérieur de guerre réussissait cette fois à faire fléchir le président Wilson. Celui-ci, craignant que les Tchèques victorieux ne fussent en danger imminent de se faire annihiler par des hordes d'anciens prisonniers de guerre allemands et autrichiens, libérés par les bolchevistes, proposait l'envoi d'une force internationale «pour restaurer et préserver les communications des Tchèques». Trois jours plus tard, les États-Unis annonçaient leur décision autorisant une intervention limitée en Sibérie. Il fut enfin convenu que la GrandeBretagne et les États-Unis envoient respectivement 7,000 hommes et que le Japon envoie une force* capable d'aider effectivement le corps expéditionnaire tchèque, alors à Irkoutsk[178].

Une semaine après la déclaration américaine, le War Office demandait au premier ministre du Canada si des troupes canadiennes pouvaient servir en Sibérie. Le War Office avait appris officieusement qu'on pouvait lever deux bataillons de soldats licenciés au Canada, procédé tout à fait conforme à la politique alliée qui consistait à ne prélever «aucun détachement appréciable de troupes sur le front ouest»[179]. Sir Robert Borden, à Londres à ce moment-là, étudia la proposition et, pour des raisons partiellement autres que militaires, se montrait favorablement disposé à l'envoi d'un petit contingent canadien en Sibérie. «Des relations étroites avec ce pays en voie de développement rapide, écrivait-il, seront très avantageuses au Canada à l'avenir. D'autres nations feront des efforts très vigoureux et très déterminés pour s'y implanter, de sorte qu'en nous y interposant avec une petite force militaire nous ferons en sorte d'attirer sur nous l'attention favorable des éléments les plus puissants de cette vaste collectivité[180].»

En conséquence, le 12 juillet, le chef de l'état-major général à Ottawa recevait instructions d'organiser un QG de brigade, deux bataillons d'infanterie, une batterie d'artillerie de campagne, une compagnie de mitrailleuses et d'autres troupes. En Sibérie, un bataillon devait se joindre à cette force et relever du commandement canadien[181]. Le contingent, y compris l'unité anglaise, devait s'appeler le Corps expéditionnaire canadien de Sibérie et représenter l'empire britannique au sein des expéditions militaires alliées en Sibérie[182]. Le cabinet ayant approuvé le projet en principe, le 12 août, une instruction[183] du conseil privé était signée pour autoriser l'envoi des troupes†. Le délai d'un mois qui s'était écoulé entre la demande anglaise et l'acceptation définitive du Canada avait impatienté le War Office; celui-ci ayant cherché à accélérer les choses par l'entremise du gouverneur général, Borden, vexé, avait câblé: «Aucune réponse ne sera envoyée au message du gouvernement anglais, sauf par moi[185].»

* En définitive, les Japonais expédièrent plus de 70,000 hommes. Ils justifiaient leur action en prétendant que les Américains avaient excédé d'environ 2,000 hommes, affectés à l'administration, le total qui leur avait été assigné[177].

† Le contingent approuvé, de près de 5,000 hommes, comprenait le quartier général du Corps expéditionnaire canadien de Sibérie, le QG de la 16e brigade d'infanterie, un quartier général de base, et les principales unités suivantes: escadron «B» de la Gendarmerie royale du Nord-Ouest canadien (cavalerie), 85e batterie de l'A.C.C., 16e compagnie de campagne du Génie, 6e compagnie des transmissions, 259° et 260e bataillons d'infanterie, 20e compagnie de mitrailleuses, 1re compagnie du train divisionnaire, 16e ambulance de campagne, 11e hopital de l'arrière, 9e détachement des magasins militaires[184].

On avait espéré de pouvoir lever suffisamment de troupes au moyen de l'enrôlement volontaire, mais, comme la chose se révélait impossible, il fallut recourir à certaines troupes déjà enrôlées aux termes de la loi sur le service militaire[186]. Vers la fin de l'été et le début de l'automme, la brigade canadienne se concentrait sur la côte ouest, prête à partir pour Vladivostok[187], mais ce n'est que le 11 octobre qu'une avant-garde de 680 hommes de tous grades s'embarquait à Vancouver, sous le commandement du major-général J. H. Elmsley, ancien commandant de la 8e brigade canadienne d'infanterie en France[188]. Les troupes canadiennes devaient relever du commandant en chef allié, le général japonais Otani. Cependant, le général Elmsley avait le droit d'en appeler au War Office si tout ordre, selon lui, devait compromettre la sécurité de ses troupes. Il était autorisé à correspondre directement avec le Canada, sans s'en rapporter au War Office ni à aucune autre autorité extérieure; on ne pouvait décider d'aucun appel contre lui sans l'approbation du gouvernement canadien[189].

Pendant que les Canadiens étaient en route vers la Sibérie, l'intervention alliée là-bas poursuivait activement son cours. Un bataillon anglais de Hong-Kong avait avancé à l'intérieur du territoire, avec des unités françaises et italiennes, jusqu'aux environs d'Omsk, où ces troupes servaient de contrepoids aux forces and-bolcheviques en Sibérie occidentale. Les Américains, arrivant des Philippines, restaient près de la côte, pour assurer la garde des magasins militaires et expédier des approvisionnements aux Tchèques. Les Japonais avaient progressé jusqu'au lac Baïkal, mais refusaient d'avoir quoi que ce fût à voir aux opérations se déroulant plus à l'ouest[190]. Que devait être le rôle des Canadiens? Borden soutenait, avec raison, que la disposition et l'emploi des troupes devaient rester à la discrétion d'Elmsley[191], mais le 11 novembre, avant qu'on pût expédier d'autres troupes canadiennes, l'armistice général était signé. Cet événement souleva d'un bout à l'autre du Canada une vague d'opposition à toute nouvelle participation aux affaires russes.

«Tous nos collègues, écrivait à Borden au Royaume-Uni sir Thomas White, premier ministre suppléant, sont d'avis que l'opinion publique ici va cesser de nous appuyer pour ce qui est de l'envoi de troupes, dont bon nombre sont des conscrits aux termes de la loi sur le service militaire et du décret du conseil, maintenant que la guerre est terminée». Sir Thomas insistait pour qu'on renvoie au Canada toutes les troupes canadiennes de Sibérie, dès que la situation le permettrait[192]. A vrai dire, par suite de l'effondrement de l'Allemagne, disparaissait tout argument en faveur d'une intervention militaire. Pourtant, face au bolchevisme militant, les armées anti-bolcheviques et les diverses administrations qui s'étaient constituées sous l'égide des forces alliées avaient besoin d'appui et de protection.

Borden répondait le 20 novembre. Il s'était d'abord assuré que le War Office n'avait pas l'intention d'engager des forces anglaises ou canadiennes dans une campagne offensive. Néanmoins, on estimait que leur présence en Sibérie exercerait une importante influence stabilisatrice et contribuerait à empêcher le pays de sombrer dans l'anarchie; pour cette raison, les Anglais fourniraient un second bataillon. En outre, ils aideraient à instruire les armées blanches du nouveau

gouvernement anti-bolchevique qui avait été établi à Omsk sous l'égide de l'amiral A. V. Kolchak. L'expérience semblait avoir démontré - que les troupes russes «fondraient» sans le soutien moral d'un contingent allié, tout modique qu'il fût19[3]. Borden se montrait donc favorable à ce que les troupes canadiennes restent en Sibérie jusqu'au printemps. Il recommandait en outre que «les forces supplémentaires primitivement prévues se rendent en Sibérie aux fins indiquées, ainsi que pour des considérations économiques qui sont manifestes»[194].

Mais le cabinet canadien élevait de nouvelles objections. Plusieurs de ses membres s'opposaient à toute poursuite de l'entreprise; et, de toute façon, prétendaient-ils, il n'était pas pratique de n'envoyer que des volontaires, vu qu'il faudrait ainsi démembrer des unités prêtes à s'embarquer[195]. Mais Borden, s'étant engagé définitivement envers le gouvernement britannique, déclarait que «la position et le prestige du Canada souffriraient singulièrement si nous nous dérobions de propos délibéré à un engagement définitif dans ces conditions». Néanmoins, il confia toute l'affaire au Jugement du Conseil qui l'étudia le 27[196]. Ce jour-là, Borden informait le premier ministre suppléant qu'il avait discuté toute la question au War Office. L'attitude britannique était raisonnable. Si les troupes devaient être retirées, on espérait que le général Elmsley, son état-major et cinquante ou cent instructeurs pourraient rester sur les lieux. C'était au Conseil à décider; ce qu'il fit en se prononçant en faveur de l'envoi d'une expédition, tel qu'il avait été convenu tout d'abord, sauf que les troupes pourraient retourner au Canada dans l'année qui suivrait la signature de l'armistice. White fit savoir à Borden que l'affaire était close[197].

Le cabinet revenait bientôt sur sa décision. Craignant la possibilité d'un conflit d'intérêts entre les Américains et les Japonais, qui aurait pu créer des ennuis, il prévoyait qu'en pareil cas le sentiment canadien s'alignerait presque certainement sur celui des États-Unis, alors que la Grande-Bretagne, alliée au Japon, se trouverait dans le camp opposé et pourrait demander au Canada de rester neutre. Le War Office fut donc informé que le gouvernement du Dominion ne permettrait pas à ses troupes «de s'engager dans des opérations militaires ni, sans son consentement exprès, d'avancer à l'intérieur du pays», tant que la politique anglaise ne se préciserait pas. A moins que leur mission fût définie, il faudrait peut-être retirer complètement les Canadiens[198]. Une telle indécision exaspéra Borden et non sans raison. Il expliqua à White que quelques jours auparavant les Anglais avaient donné à entendre que les Canadiens seraient rappelés, mais que le Conseil avait décidé de les envoyer. Il ajouta que le Conseil avait été mis au courant des détails concernant les conditions politiques et économiques et que, connaissant bien la situation militaire, c'était à lui de prendre une décision. Quant à Borden, il dit qu'il s'en lavait les mains[199]. Sur les entrefaites, le War Office, à bout de patience, avait adressé une réponse formelle au général Gwatkin, chef de l'état-major général. Vu les toutes récentes restrictions énoncées par le gouvernement canadien, le War Office s'estimait dans l'obligation de recommander au cabinet de guerre que les deux bataillons anglais se replient sur Vladivostok et que les Canadiens qui s'étaient déjà embarqués pour l'Extrême-Orient rentrent au Canada. On pourrait rappeler

par T.S.F. ceux qui étaient déjà en route et on ne devrait plus en envoyer d'autres[200]. Néanmoins, aucune mesure immédiate ne fut prise pour ramener les 1,100 Canadiens déjà rendus en Sibérie, pas plus qu'on ne rappela les navires transportant les 2,700 hommes, qui formaient le reste du corps expéditionnaire[201].

Les restrictions imposées par Ottawa plaçaient le major-général Elmsley dans une situation fort embarrassante. II protesta vigoureusement contre tout retrait des troupes canadiennes[202]. Limité dans ses mouvements comme il l'était, il ne pouvait faire grand-chose avec ses troupes, dont le sentiment souvent exprimé se résumait à cette alternative: «Chez nous ou au front!» Le chef de la mission militaire anglaise en Sibérie, le major-général Alfred Knox, désirait ardemment avoir les Canadiens à Omsk, où ils constitueraient «une force alliée tangible au front»[203]. Elmsley ne pouvait aucunement obtempérer à ce désir; et il y eut de violents échanges de communications entre les deux généraux. «Si les Canadiens, écrivait Knox le 27 décembre, ne songent qu'à s'observer en chiens de faïence comme le font les Américains et les Japonais en Extrême-Orient, je ne vois vraiment pas qu'il soit utile pour eux de venir du tout[204].»

C'est ainsi que le corps expéditionnaire canadien de Sibérie fut retenu à Vladivostok, où les officiers et les hommes de troupe furent cantonnés dans une caserne russe à environ douze milles du port. Un petit personnel de huit officiers et de 47 hommes fut envoyé à Omsk pour administrer les deux bataillons anglais qui s'y trouvaient[205]. Les troupes trouvaient le climat de Vladivostok assez agréable, ressemblant beaucoup à celui de l'Est du Canada. Mais la ville elle-même, avec sa population normale de 40,000 âmes, presque quadruplée par suite de l'afflux de réfugiés de nombreuses nationalités, était un centre de corruption et de vice. Il y avait très peu à faire, si ce n'est l'exercice de tous les jours; il faut dire toutefois que les services auxiliaires bénévoles, travaillant de concert avec la Croix-Rouge canadienne et la Y.M.C.A., assuraient certains agréments. Il y eut quelques joutes de football avec les équipages des navires de guerre anglais amarrés au port, ainsi que des joutes de baseball avec les Américains[206]. La seule tâche de combat confiée aux Canadiens survenait en avril 1919, alors que le général Otani demandait la formation d'une petite colonne alliée pour supprimer un groupe d'insurgés bolcheviques dans un village situé à une trentaine de milles au nord de Vladivostok. Le général Elmsley envoya une compagnie du 259e bataillon, à titre de contribution canadienne, mais au moment où la colonne était prête à attaquer, les bolchevistes s'étaient retirés. Lorsque les Canadiens furent de retour à Vladivostok, sans avoir tiré un seul coup de fusil, leur déception fut quelque peu atténuée lorsqu'on leur distribua, sur les instructions du général Otani, 96 bouteilles de vin, 18 bouteilles de whiskey et trois tonneaux de saké[207].

A la fin de 1918, sir Robert Borden s'était rendu compte qu'il était peu probable que le Canada retire des avantages économiques de son intervention en Sibérie. En conséquence, dans le dessein de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvaient les Alliés, il proposa, lors d'une réunion du cabinet impérial de guerre, le 30 décembre, qu'une conférence internationale ait lieu pour arbitrer la guerre civile en Russie[208]. Cette proposition resta lettre morte, vu que les Russes blancs, refusant

«de conférer sur un pied d'égalité avec des traîtres, des meurtriers et des voleurs»[209], rejetaient avec indignation l'invitation à assister à cette conférence. A la fin de janvier, le gouvernement canadien décidait de démobiliser les troupes qui étaient prêtes à s'embarquer en Colombie-Britannique et, au début de février, Borden informait Lloyd George de son intention de rappeler les Canadiens de Sibérie vers le mois d'avril. Il répétait qu'il était déterminé à agir de la sorte, lorsque la situation en Russie fut débattue à la conférence de la paix, entre le 13 et le 17 février, malgré les exhortations de lord Balfour et de M. Churchill, qui prévoyaient des conséquences désastreuses à tout retrait général allié[210]. Mais comme sir Robert ne bronchait pas, le gouvernement anglais n'eut d'autre choix que de se plier à la décision canadienne[211].

Le premier détachement canadien à quitter Vladivostok s'embarquait le 21 avril 1919, et le dernier le 5 juin[212]. Au moment où le gros des troupes se retirait, Churchill lançait un dernier appel aux volontaires canadiens, leur demandant «de collaborer avec les détachements volontaires qui composent nos diverses missions attachées aux armées russes loyales»[213]. Quelques volontaires des unités canadiennes en Sibérie demeurèrent effectivement avec les troupes anglaises mais, à l'automne de 1919, le contingent anglais de près de 2,000 hommes, ayant perdu l'appui administratif du Canada, était retiré[214].

Malgré l'intervention alliée, les opérations de combat en Russie furent laissées aux Russes eux-mêmes. Au printemps de 1919, les armées de la Russie blanche, commandées par l'amiral Kolchak et le général Denikin, remportaient une série de succès; en mai, Lénine était forcé d'avouer à son conseil militaire révolutionnaire: «Si nous ne faisons pas la conquête des Ourals avant l'hiver, je crois que la destruction de la révolution est inévitable[215].» A la fin de juin, moins d'un sixième de la Russie restait entre les mains des bolchevistes. Mais ce fut là l'apogée du succès *des* Russes blancs. En juillet, ils durent céder les Ourals aux bolchevistes, et en octobre une avance sur Moscou fut arrêtée à 250 milles de la capitale. Pendant l'hiver suivant, les bolchevistes délogèrent les forces de Kolchak d'un point fortifié à un autre. En mars 1920, les navires de guerre anglais couvrirent le repli des troupes vers la Crimée, seul territoire encore aux mains des Russes blancs. Comme il devenait évident que la cause anti-bolchevique était vouée à un échec, tous les contingents alliés se retirèrent de Sibérie sauf les Japonais, qui demeurèrent à Vladivostok et dans la région côtière adjacente pendant *deux* ans encore. Après avoir été évacués en toute sécurité, les Tchèques traversèrent le Canada pour se rendre en Europe en juin 1920[216].

En tant qu'entreprise agressive, l'intervention en Sibérie doit être considérée comme un échec complet. Aucune aide armée n'avait été assurée aux forces antibolcheviques; de fait, au moment, on les Russes blancs remportaient leurs succès les plus éclatants, le contingent canadien était retiré. La politique alliée manquait singulièrement d'efficacité et aucune mesure de coordination ne fut appliquée. Pourtant, on ne saurait passer sous silence certains résultats indirects de longue portée. Ainsi, l'intervention avait retardé de plusieurs mois la victoire définitive des bolchevistes. Ces derniers, étant occupés à cette lutte interne, ne purent

affecter des hommes et des munitions pour fomenter des désordres politiques, sociaux et économiques dans d'autres pays que la Russie. C'est ainsi que la Finlande, les États baltes et la Pologne purent établir leur indépendance. L'avance du bolchevisme vers l'ouest fut ainsi arrêtée jusqu'après la seconde guerre mondiale.

CHAPITRE XVII

APRÈS L'ARMISTICE

La marche vers le Rhin

BIEN que la signature de l'Armistice eût mis fin aux combats pour la plupart des Canadiens, de nouvelles tâches les attendaient. Plusieurs mois devaient s'écouler avant que la plus grande partie des troupes canadiennes d'outre-mer rentrent au pays. De fait, pour certains Canadiens, il se présentait des fonctions qui les retiendraient au service militaire dans des régions plus éloignées que toutes celles où les Canadiens avaient ainsi servi.

Immédiatement après la fin des hostilités, on prenait des mesures pour concentrer autant que possible les formations du corps d'armée canadien en prévision de la marche vers le Rhin. La 31e division se trouvait centrée sur Mons; la 2e à sa droite, à l'est de Frameries; la 1er et la 4e, à l'arrière, aux environs de Jemappes et des Pâturages, à l'ouest et au sud-ouest de Mons respectivement. Les Canadiens occupaient ainsi un secteur d'environ cinq milles de largeur[1]. Conformément aux conditions de l'Armistice, les troupes avancées restaient sur la dernière ligne à la cessation des hostilités; on installait des postes d'inspection sur toutes les routes pour restreindre le mouvement des civils d'est en ouest. On ne permettait ni fraternisation ni autres relations avec l'ennemi et l'on interdisait aux Allemands d'approcher des lignes canadiennes. «J'ordonne aux commandants d'apporter l'attention la plus stricte à la discipline et à la tenue, écrivait le général Currie, et tout particulièrement au bien-être de leurs hommes»[2].

L'Armistice prévoyait que les troupes alliées avanceraient jusqu'à la rive gauche du Rhin et occuperaient une série de têtes de pont sur la rive droite aux principaux passages du fleuve. Chaque tête de pont devait avoir un rayon de trente kilomètres[3]. Les troupes britanniques se voyaient octroyer une tête de pont axée sur Cologne, qui s'étendait le long du fleuve, de Dusseldorf au sud-est de Bonn. D'après le plan approuvé à l'origine, les Deuxième et Quatrième armées devaient occuper cette tête de pont britannique. Le corps d'armée canadien à la droite et le 2e corps d'armée anglais sur la gauche devaient mener l'avance de la Deuxième armée. La désignation de leur corps d'armée pour prendre part à l'occupation constituait une distinction que les Canadiens prisaient hautement[4]. La Ire et la 2e division (formations les plus anciennes du corps) formeraient l'avant-garde des troupes canadiennes, suivies plus tard par la 3e et la 4e division[5].

Le dimanche 17 novembre, jour d'action de grâces, des représentants des unités canadiennes assistaient à des cérémonies spéciales dans les églises de Mons. En l'honneur des troupes libératrices, le carillon de la ville jouait O Canada. A neuf heures le lendemain matin, les unités de tête de la 1- et de la 21' division canadienne traversaient les lignes d'avant-poste pour entreprendre la marche vers le Rhin. Chaque division avançait en trois colonnes de brigade sur des routes distinctes. Les colonnes de la 1" division, à gauche, se dirigeaient vers Cologne; la 2e division, à la droite, marchait vers Bonn. Un rideau de cavalerie avançait à une journée de marche devant l'infanterie de tête. Chaque colonne assurait sa propre protection rapprochée, aidée de la cavalerie et des cyclistes détachés des troupes de corps d'armée. Toute cette marche de 250 milles se produisait dans les conditions de l'activité de service et l'on prenait toutes les précautions militaires contre la surprise. Pour assurer la prise en charge harmonieuse des mains de l'ennemi, le pays avait été divisé en zones. Les Allemands avaient reçu l'ordre de déposer le matériel de guerre à des endroits désignés d'avance dans chaque zone et de se retirer de cette zone la veille de l'entrée des Alliés[6]. Cependant, avant que les 3e et 4e divisions pussent se mettre en marche, des difficultés de ravitaillement obligèrent à modifier le plan général de l'avance. La destruction à peu près complète de toutes les. voies ferrés et de toutes les routes dons les anciennes zones de bataille empêchait de maintenir deux armées en mouvement tout en assurant les services requis à la population civile. de Belgique. En conséquence, seule la deuxième armée alla de l'avant, Les troupes canadiennes d'occupation se bornèrent aux lie et 2e divisions accompagnées du QG du corps et de certaines troupes de corps d'armée déjà en marche. Les 3e et 4e divisions, ainsi que la 8e brigade d'armée canadienne de l'artillerie de campagne et les 1" et 3e brigades canadiennes d'artillerie de garnison, passaient au 4e corps de la Quatrième armée. Ces troupes restèrent cantonnées en Belgique jusqu'à leur retour en Angleterre, en route pour la démobilisation[7].

Dans l'entrefaite, les divisions en mouvement faisaient des haltes fréquentes pour permettre aux Allemands d'évacuer les diverses zones en conformité des plans préétablis. Elles ne rencontraient pas de troupes ennemies mais apercevaient des preuves abondantes de leur passage. Les débris d'un grand attirail de guerre se voyaient partout. Conformément aux conditions de l'Armistice, les Allemands avaient rassemblé, d'habitude dans les villages et les villes ou aux environs, d'immenses parcs de canons ou des dépôts de munitions et d'autre matériel de guerre. Ils avaient laissé, amarrées sur les canaux, des péniches chargées, sur une longueur de plusieurs milles, et les routes étaient parsemées de casques, d'uniformes abandonnés et même d'armes8. La marche à travers la Belgique prenait l'aspect d'une avance triomphale, surtout dans le cas des bataillons de tête. Les habitants des agglomérations que traversaient les Canadiens et qui avaient été occupées par les Allemands communiquaient une chaleur particulière à leur bienvenue et exprimaient leur gratitude de bien des façons. A d'autres endroits, la population était moins avenante, car elle ne voulait voir aucun soldat, de quelque nationalité qu'il fût. A Nivelles, ville située à vingt milles au nord-est

de Mons, que le 16° bataillon atteignait le 21 novembre, les soldats trouvèrent non seulement le luxe de cantonnements chauffés et de lits de plume mais aussi «8,000 bouteilles de vin déterrées dans le parc du château»[9]. Une fois qu'ils eurent traversé la frontière allemande, les Canadiens reçurent une réception marquée au coin de la froideur qui contrastait nettement avec l'autre. Les seuls spectateurs y étaient des enfants à la tête rasée qui regardaient avec curiosité, au bord de la route. Les adultes restaient discrètement cachés, jetant un coup d'oeil par l'entrebâillement des portes ou les volets des fenêtres, aux colonnes en marche[10].

Le temps se maintenait généralement au beau jusqu'au 25 novembre, jour où les troupes de tête parvenaient à la Meuse, à Namur. Par la suite, il se mit à pleuvoir chaque jour, ce qui, s'ajoutant à la forte circulation, endommageait rapidement les routes. Le 26, il n'y eut pas de mouvement. Le lendemain, comme on ne pouvait plus utiliser les chemins latéraux, chaque division dut s'avancer en deux colonnes. L'avance du corps d'armée, qui aurait dû se diriger à l'est de Namur, poursuivit plutôt sa route par le sud-est. On remania les limites qui séparaient les divisions pour que chacune eût à sa disposition une route de première classe. Laissant la Meuse à Andenne, la 2e division, affectée à Bonn, reçut instructions de se diriger vers le sud-est jusqu'à la frontière allemande, à Beho, village situé à environ six milles au sud-est de Vielsalm. La ire division à quelque dix milles vers le nord, suivait une route parallèle pour atteindre la frontière au Petit-Thier, soit à trois milles au nord-est de Vielsalm[11].

A cause du manque de cantonnements suffisants parmi les hauteurs peu peuplées des Ardennes et de la région d'Eifel, à partir du 28 novembre, chaque division se déplaça en une colonne unique. Les groupes de brigade, dont chacun couvrait de huit à dix milles de route, étaient séparés d'habitude par une journée de marche. Les longues heures de marche sur le pavé ou dans la boue épaisse prélevaient leur tribut d'ampoules aux pieds et la bruine continuelle s'ajoutait à cet effet déprimant. Les difficultés augmentaient pour acheminer le ravitaillement vers l'avant, car le terminus ferroviaire restait à l'ouest de Valenciennes, soit à plus de cent milles de là. Le 28 novembre les rations ne parvenaient pas à la 12° division avant le départ de certaines unités qui se mirent en marche sans déjeuner. Le 29, la répétition de cet état de choses fit annuler la marche de la Ire division ce jour-là. Ce n'est que grâce à l'emploi de camions supplémentaires et des véhicules du corps des mitrailleurs qu'on put remédier suffisamment à cet ennui pour que l'avance reprenne le 30 novembre[12].

Néanmoins, en dépit de la pluie, du pays montagneux et du ravitaillement incertain, le moral des troupes se maintenait fort bien. Un ordre du jour spécial publié par le général Currie demandait aux troupes de rester «une armée bien cohérente, prête à se battre» et de ne donner aux agents allemands dispersés dans tout le pays aucune occasion de signaler une faiblesse quelconque ou «des indices de désintégration de la puissance de combat». A cette fin, le commandant insistait sur le maintien de la norme la plus élevée de discipline en marche ou à la halte. «Bref, ajoutait l'ordre, vous devez rester, et paraître, cette puissante force de choc qui a attiré la crainte et le respect de vos ennemis, non moins que

l'admiration du monde»[13]. Les Canadiens répondaient magnifiquement à cet appel. Baïonnette au canon et drapeaux claquant au vent, les troupes de tête traversaient la frontière allemande à neuf heures du matin le 4 décembre, la 1re division au Petit-Thier et la 2e à Beho. Les autres unités pénétraient en Allemagne les jours suivants, au son bien de circonstance de *Blue Bonnets Over the Border,* que jouaient les cornemuses des bataillons écossais[14].

A partir de là la route, pour une grande part, traversait un pays fortement boisé qui offrait aux soldats en marche une succession de pentes raides et de vallées étroites. Bien des hommes avaient des ampoules aux pieds parce que leurs brodequins s'usaient rapidement; cependant, les unités continuaient à parcourir au moins vingt milles par jour sans laisser aucun retardataire[15].

On avait fixé au 13 décembre la traversée du. Rhin par les Alliés. On tenait cette occasion pour plus significative que la traversée de la frontière allemande. Pendant plusieurs jours avant cette date, les Canadiens se concentraient sur la rive gauche en face de Cologne et de Bonn autant que possible. Dans ces positions, toutes les unités se livraient avec ardeur au brossage et au frottage traditionnels pour que, les cuivres luisant et les vêtements dans le meilleur état possible, les hommes de tous grades présentent une apparence impeccable au cours de cette journée importante. Le 12, la Ire brigade de cavalerie britannique, qui était passée sous le commandement du général Currie le ter décembre, traversait à Bonn pour établir des postes de contrôle à l'intérieur de la tête de pont[16].

Le 13, le jour se leva sombre et humide; une pluie persistante tomba pendant toute la journée. La Ire division traversa le Rhin* sur le pont du sud à Cologne, pour défiler devant l'officier général commandant la deuxième armée, c'est-à-dire le général sir Herbert Plumer, tandis que des foules d'Allemands bordant les rues de la ville regardaient en silence les Canadiens coiffés du casque d'acier passer dans tout leur hanarchement de guerre. Au pont de Bonn, le général Currie, «après une nuit très confortable dans le lit de Sa Majesté»†, surveillait la traversée et recevait le salut de la 2e division qui défilait dans une colonne impressionnante s'étendant sur dix-huit milles. Les spectateurs civils y étaient encore moins nombreux et également froids. Cette journée mémorable pour les Canadiens ne pouvait qu'apporter l'humiliation à la population dont ils avaient contribué à vaincre les armées[18].

Une fois de l'autre côté du Rhin, les Canadiens enlevèrent les baïonnettes et marchèrent «à l'aise» vers les villes et les villages qui leur étaient assignés et où on leur avait préparé des cantonnements confortables chez l'habitant. Les deux divisions se trouvaient disposées en profondeur en vue de la défense du secteur méridional de la tête de pont Cologne-Bonn, où leur zone de responsabilité englobait le terrain situé à l'est du Rhin, c'est-à-dire la rive droite, y compris la ville de Bonn elle-même. Les unités s'employèrent à établir des postes de contrôle

* L'honneur de précéder la 1re division au delà du Rhin revient à la 3e brigade. Un coup de pile ou face conféra au 14e bataillon le privilège de conduite la colonne de, la brigade au delà du fleuve.

† A Bonn, sir Arthur occupait l'appartement du Kaiser au Palais de Schaumburg, résidence de la plus jeune sueur de l'empereur d'Allemagne[17].

sur les routes et les voies ferrées conduisant à la tête de pont, et à placer des sentinelles aux divers dépôts de matériel - allemand. En général, ces services n'étaient pas ardus: la principale difficulté consistait à faire observer le règlement militaire qui interdisait le déplacement des civils entre la zone occupée et le territoire relevant encore des autorités allemandes.

Par suite de la réduction au minimum du service proprement militaire, on s'efforçait de procurer à tous l'occasion de se livrer aux sports. On avait aussi le temps de commencer à préparer les hommes à leur retour à la vie civile. L'instruction d'ordre général, interrompue par la guerre dans nombre de cas, recevait une attention particulière. Chaque bataillon avait sa propre école, ayant trouvé des professeurs dans ses rangs pour enseigner aux hommes des sujets élémentaires. Ils avaient -à cet égard l'aide de manuels scolaires rédigés et imprimés sous les auspices de l'Universite Kaki. L'Université Kaki du Canada, fondée par le Comité national de la Y.M.C.A. canadienne[19], avait commencé à fonctionner en Angleterre et en France à l'automne de 1917, mais l'offensive allemande du printemps' suivant avait arrêté son travail en France. Au cours de l'année 1918, les collèges Kaki avaient pris naissance dans quatorze localités différentes du Royaume-Uni. Au mois de septembre de la même année, l'Université Kaki du Canada était officiellement établie à titre de direction de l'état-major général de l'O.M.F.C., et chargée de surveiller tous les établissements d'instruction outre-mer. Le collège central de l'Université Kaki, situé à Ripon dans le Yorkshire, offrait des cours d'immatriculation et les deux premières années du «cours des' arts», auxquels s'inscrivaient les étudiants militaires les plus avancés d'Angleterre et de France. En outre, environ 300 étudiants ayant reçu le baccalauréat ou se préparant au baccalauréat et ayant fait au moins deux années d'études secondaires au pays, furent dirigés vers diverses universités de Grande-Bretagne».[20] On les inscrivait pour deux termes scolaires commençant le ter octobre 1918 et le 1- février 1919[21].

Alors que les Canadiens se trouvaient encore en Allemagne, ils apprirent la réfutation officielle d'une rumeur d'après laquelle les bataillons du corps d'armée seraient dispersés et leurs membres ramenés au pays en vue de la démobilisation d'après un régime de priorité fondé sur la durée du service outre-mer et sur l'état civil. Le général Currie considérait important que les troupes rentrent au Canada en tant qu'unités, quelle qu'ait été l'opinion des soldats canadiens sur l'opportunité de renvoyer au pays d'abord ceux qui étaient arrivés outre-mer avant les autres. Comme il faisait partie de l'armée d'occupation, le corps d'armée devait fonctionner en tant que formation bien organisée. Le général craignait que le retrait des hommes à titre particulier n'entraîne la dislocation des services administratifs du corps d'armée. L'Armée ne pouvait se passer de ses commis et de ses cuisiniers. Pourtant, d'après ce mode de démobilisation, ceux qui avaient été les moins exposés et avaient subi moins de pertes que l'infanterie par exemple, auraient été les premiers à être rapatriés. Il fallait considérer par-dessus tout l'utilité de maintenir le moral en gardant les hommes aussi longtemps que possible dans les unités au sein desquelles ils avaient combattu. Le 11 novembre, le point de vue du général Currie avait été communiqué à Ottawa, en même temps qu'une forte recommandation

favorable de la part du ministre d'outre-mer, sir Edward Kemp[22]. Mais le Conseil privé avait rejeté cette proposition sous prétexte qu'elle aurait «entraîné de grands frais supplémentaires, disloqué les transports ferroviaires, dérangé les dispositions administratives et imposé aux ministères de la Milice, du Rétablissement et du Travail un fardeau intolérable de travaux et de responsabilités»[23]. Sir Robert Borden, qui se trouvait alors au Royaume-Uni, vint alors 'à la rescousse du général Currie pour demander au premier ministre suppléant, sir Thomas White, de reprendre l'examen de l'affaire[24].

Le Cabinet canadien n'était pas enclin à modifier sa décision. Le 23 novembre, sir Thomas réitérait son point de vue à sir Robert, exprimant l'avis que le général Currie trouverait ces raisons convaincantes[25]. Le même jour, le commandant du corps d'armée tenait à Mons une conférence, à laquelle assistaient tous les commandants de division et de brigade et les chefs de service et de direction disponibles. Une discussion libre au sujet de la démobilisation révéla que tous pensaient que, «à tous les points de vue, il serait bon de démobiliser le corps d'armée par unités plutôt que par catégories»[26]. Deux jours après, la réponse de Borden à Ottawa citait l'exemple de l'Australie qui rapatriait ses troupes par unités commandées par leurs propres officiers. Il mettait ses collègues du Cabinet en garde contre l'amer ressentiment qu'éprouveraient les soldats canadiens «si l'« mêlait en une seule masse pour les renvoyer au Canada les unités qui s'étaient si bien battues et avaient acquis une réputation mondiale dans une vive rivalité entre elles»[27]. A la réception de ce message, le Cabinet canadien se rendit à ses raisons. Le 29 novembre, le ministre de la Milice faisait savoir à Borden que, subordonnément à certaines conditions (par exemple, la restriction de cette décision aux unités combattantes du corps d'armée), le conseil se rendait au désir du général Currie[28].

Service de garnison en Belgique

Le rôle d'occupation que remplissaient les Canadiens en Allemagne se prolongeait bien avant dans la nouvelle année. Une chute de neige fort opportune, dans la nuit du 24 décembre, permit à toutes les unités de célébrer le «Noël blanc» auquel tant d'entre eux étaient habitués au pays. La dinde traditionnelle, accompagnée des garnitures habituelles, pouvaient manquer (renvoi arrivait trop tard), mais les officiers d'alimentation pleins de ressources, habilement appuyés par les cuisiniers experts des bataillons, firent en sorte que tous jouissent d'un dîner de Noël digne de ce nom.

Les 13e, 14e et 16e bataillons de la 1re Division, qui prenaient le train le 5 janvier 1919, furent les premiers à quitter la Belgique29. La 1re division terminait le mouvement le 18 janvier. Le lendemain, la relève de la 2° division commençait30. Les troupes de corps d'armée suivirent. Le retour en Belgique du bataillon cycliste du corps d'armée canadien le 6 février mettait le point final au retrait des Canadiens de l'armée d'occupation31. En Belgique, la 1re division occupait une zone axée sur Huy, à mi-chemin entre Namur et Liège, tandis que la 2e division s'en allait aux environs d'Auvelais, à dix milles à l'ouest de Namur32. Les autres

divisions du corps d'armée étaient déjà passées de la zone de Mons à d'autres régions de la Belgique. A la mi-décembre, la 4e division avait été cantonnée dans de petites villes et des villages de la région de Wavre-Jodoigne, à environ 25 milles au sud-est de Bruxelles. A la fin de l'année, la 3e division avait marché vers l'ouest à partir de Nivelles jusqu'à la zone de Tournai-Lille, où elle passa la plus grande partie de janvier[33].

En Belgique, comme en Allemagne, malgré l'impatience bien naturelle des officiers, gradés et hommes de troupe de rentrer chez eux, le temps passait rapidement parce que tous étaient tenus fort occupés. Les unités exécutaient leur programme d'instruction militaire, surtout pour maintenir l'aptitude physique; on donnait des cours d'instruction générale à ceux qui en avaient besoin et les hommes de tous grades prenaient part à diverses formes de sport. Les <<Dumbells>>, chanteurs populaires de la 3- division, contribuaient admirablement à maintenir le moral des troupes. On faisait passer de petits groupes d'une unité à une autre à l'avantage des hommes qui demeuraient au Canada à quelque distance de la zone de dispersement où le gros de leur unité devait aller (voir ci-dessous, p. 576). La tâche ardue de la documentation commençait, parce que les commandants de division devaient s'assurer que chaque soldat possède les documents nécessaires avant de s'embarquer en France.

Avant le début *de la* démobilisation, on s'attendait à Ottawa que les troupes canadiennes en poste sur le continent européen se dirigent directement d'un port français vers le Canada. Cette façon d'agir devait permettre aux autorités anglaises d'utiliser tous les moyens de transport en France et sur la Manche pour démobiliser les armées anglaises et rapatrier les prisonniers de guerre libérés, tout en continuant à ravitailler l'armée d'occupation en Allemagne. Mais la grande majorité des Canadiens avaient des parents ou des amis au Royaume-Uni qu'ils désiraient voir avant de rentrer au Canada. A cause de la situation difficile en matière de transport, il n'était guère possible de leur accorder des permissions pour les Îles britanniques, ce qui aurait entraîné le passage aller et retour afin que tous finissent par s'embarquer en France. En conséquence, le général Currie demanda avec instance que toutes les troupes canadiennes retournent en Angleterre pour s'y embarquer à destination du Canada. Ce n'est que le 23 janvier, après un voyage du commandant du corps à Londres pour exposer personnellement sa requête à l'adjudant général d'Angleterre et au secrétaire d'État à la guerre, que le point de vue canadien eut gain de cause[34].

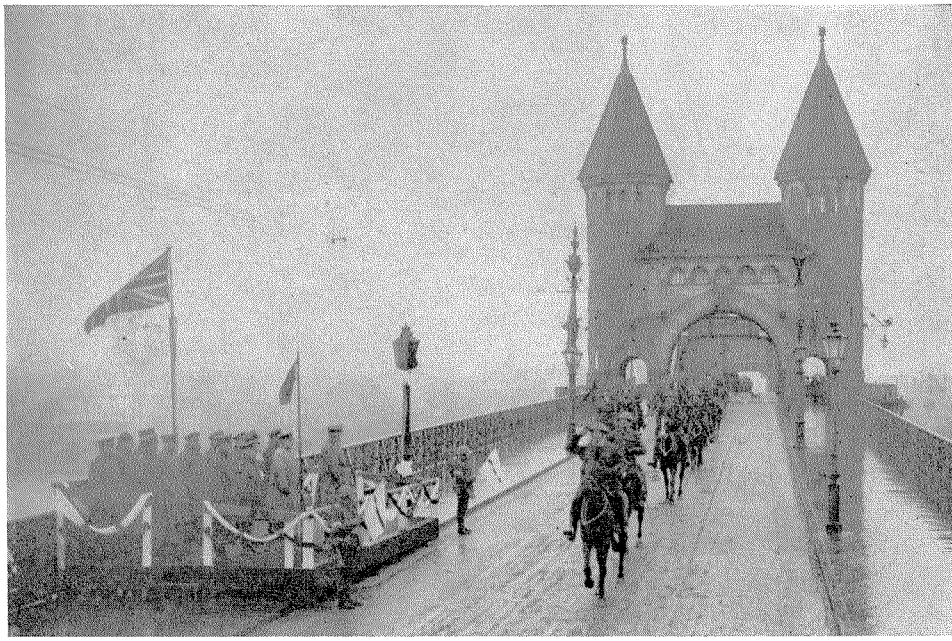
En janvier, on établissait au Havre un camp d'embarquement canadien qui pouvait recevoir 6,000 hommes et par lequel passaient toutes les unités et formations du corps d'armée canadien pour rentrer en Angleterre. Par suite de son ancienneté, la 1re division aurait dû être la première à partir mais, comme on ne

* La première troupe des Dumbells composée de soldats de la 3e division fut formée en 1916 par le capitaine Merton Plunket, chargé des amusements de la Y.M.C.A. Elle donna sa première représentation près de Poperinghe et continua d'amuser les troupes de la ligne du front canadien jusqu'en juin 1919. Son répertoire consistait en chansons populaires de music-hall, en danses, en imitations et en blagues sur la vie miliitaire.—Son entreprise la plus ambitieuse fut la présentation de l'opérette «H.M.S. Pinafore» qui fut jouée pendant 32 jours devant des salles combles à Mons, après l'armistice.



LES CANADIENS À VLADIVOSTOK

Pour marquer la signature de la paix, les membres de l'avant-garde canadienne en Sibérie défilent avec les troupes alliées dans Vladivostok, le 15 novembre 1918.



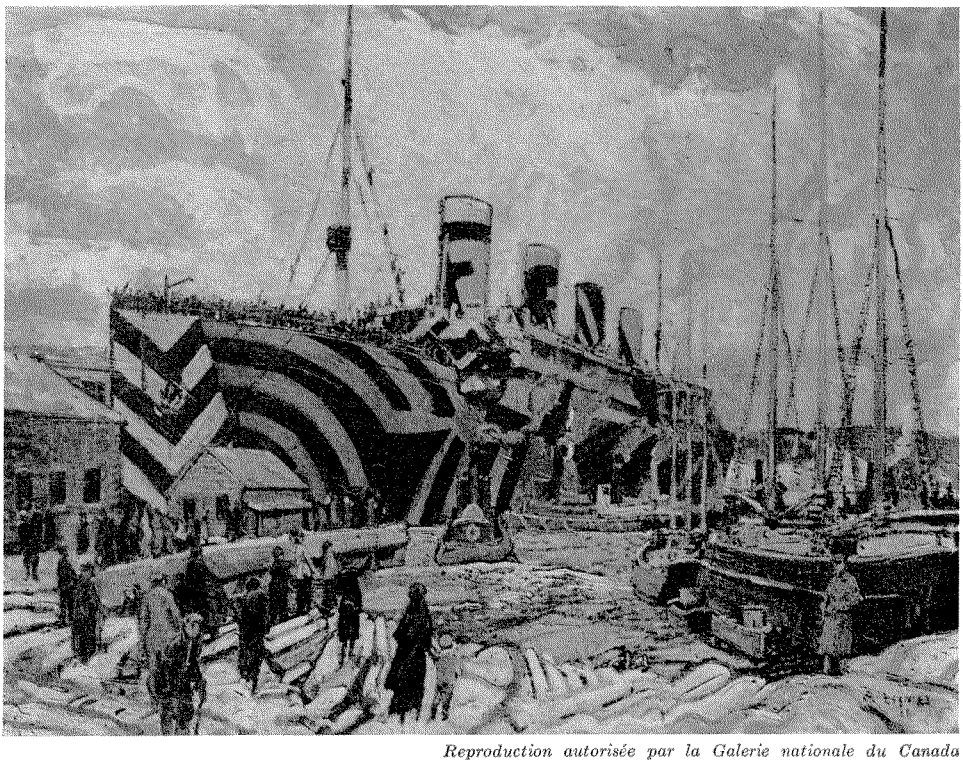
LA TRAVERSÉE DU RHIN

Sous une pluie torrentielle, l'état-major du Q.G. de la 2e division, précédé du major-général sir Henry Burstall, officier général commandant, défile sur le pont de Bonn où le général Sir Arthur Currie passe les troupes en revue, le 13 décembre 1918.



LES DUMBELLS

Composé uniquement de soldats, le groupe d'artistes de la 3e division a réussi admirablement à remonter le moral des troupes canadiennes dans les tranchées. Deuxième à gauche sur la photo, le capitaine Al Plunkett, frère du directeur de la troupe. Les deux comédiens déguisés en femmes sont, de gauche à droite, les soldats Alan Murray et Ross Hamilton.



Reproduction autorisée par la Galerie nationale du Canada

«L'*OLYMPIC* RAMENANT DES MILITAIRES»

A bord de l'*Olympic,* célèbre navire de transport de la première grande guerre, 70,000 soldats canadiens ont traversé l'Atlantique sans encombre, pour se rendre au Royaume-Uni. Sur cette toile, l'artiste a représenté le bâtiment abordant à Halifax au début de 1919. D'après une peinture d'Arthur Lismer, A.R.C.A.

pouvait la libérer, pas plus que la 2e division, du service d'occupation, le général Currie désigna la 3e division pour prendre la tête du déplacement[35]. Les unités de la division commençaient à arriver au Havre le 2 février: le P.P.C.L.I. et le R.C.R. formaient l'avant-garde. La libération se faisait avec rapidité et sans heurt[36]. La traversée de la Manche prenait environ dix heures. Les troupes, à raison d'un millier par jour, débarquaient à Weymouth dans le Dorset. Le passage de la 1re division commençait le 19 mars et le mouvement de la 2e et de la 4e division respectivement devait suivre.

Les dernières unités de la 4e division arrivaient en Angleterre à la mi-avril. Toutes les unités des quatre divisions se dirigeaient vers les camps de concentration de Bramshott ou de Witley. Les troupes de corps d'armée et les troupes non attachées au corps d'armée s'en allaient vers d'autres camps de concentration: à Seaford, Ripon, Shorncliffe, Purfleet et Sunningdale[37]. Les soldats dont les ayants droit devaient les accompagner au Canada se concentraient à Buxton. Kirkdale était le centre où les services de santé préparaient les invalides et les convalescents pour le voyage.

Démobilisation

On avait commencé à étudier vers la fin de 1916 la méthode à suivre pour la démobilisation. Jusqu'à la fin de la guerre, le ministère de la Milice, de la Défense et des Troupes canadiennes d'outre-mer, avait consacré deux ans à la préparation minutieuse de plans destinés à faire en sorte que, le moment venu, le retour au Canada se produise rapidement, que les moyens de transport disponibles soient le plus confortables possible et que les troupes soient traitées avec équité quant à la priorité de leur embarquement. Le Canada décidait de démobiliser ses troupes d'outre-mer dès la signature de l'Armistice et, une semaine plus tard, le Cabinet autorisait la démobilisation des unités du Corps expéditionnaire canadien alors au Canada[38].

On avait d'abord calculé qu'il faudrait au moins dix-huit mois pour ramener toutes les troupes d'outre-mer, mais ces calculs se révélèrent excessifs. Les deux tiers des troupes d'outre-mer revinrent au pays en moins de cinq mois et une année ne s'était pas écoulée que le rapatriement se trouvait pour ainsi dire terminé. Le 13 novembre 1918, le ministère anglais des Transports maritimes prévenait le gouvernement canadien qu'il pourrait disposer de navires pour le transport de 50,000 hommes chaque mois: en dépit de grèves qui forcèrent à annuler certains départs, le transport maritime ne posa jamais de problème réel. Mais, au cours de l'hiver 1918-1919, les chemins de fer canadiens ne pouvaient transporter que moins de 25,000 hommes par mois. Même quand le débarquement pouvait se produire dans des ports du Saint-Laurent, ce qui raccourcissait le transport par voie ferrée, la capacité des navires disponibles dépassait de beaucoup celle des trains de troupes. Avec sagesse, le ministère de la Milice demanda l'aide spécialisée du ministre des Chemins de fer et des présidents des trois grands réseaux ferroviaires. Les hauts fonctionnaires des chemins de fer formèrent un Comité

ferroviaire de la démobilisation qui pût porter à 45,000 hommes le nombre mensuel qu'on pouvait transporter[39].

A l'exception du corps d'armée canadien qui, comme nous l'avons vu, rentra par unités, on adopta *le* principe consistant à ramener d'abord ceux qui étaient partis d'abord. On divisa en dix-sept périodes de trois mois chacune la durée de la guerre, soit du 4 août 1914 à la fin de décembre 1918 et on assigna à chaque période deux groupes de militaires. Les dix-sept premiers groupes se composaient des hommes mariés et les dix-sept seconds groupes des célibataires; les groupes d'hommes mariés avaient la préférence par rapport aux célibataires. Ainsi donc, si le principe directeur de la libération se trouvait dans l'ordre de l'enrôlement, les hommes chargés *de familles* prenaient le pas sur les célibataires.

Chaque soldat avait le droit de choisir sa destination au Canada. Pour que chacun pût être *libéré* en un lieu situé près de cette destination, on établit au Canada vingt-deux zones de dispersement grâce à la subdivision des onze districts militaires. Aux camps de concentration établis en Angleterre, les troupes venues du continent européen, aussi bien que celles qui se trouvaient déjà en Angleterre, furent regroupées et réparties entre vingt-deux groupes dont chacun correspondait à une zone de dispersement du Canada. Les unités du corps d'armée canadien prenaient le train à ces camps pour se diriger vers le port d'embarquement, mais, pour les troupes restées en dehors du corps, on organisa un vaste camp d'étape à Kinmel Park, à trente milles de Liverpool[40]. Seule la 3e division (qui inaugura le mouvement du corps d'armée) et les troupes de corps ne furent pas regroupées mais rentrèrent au Canada dans les unités au sein desquelles elles avaient combattu.

Aux camps de concentration, on achevait la documentation relative au soldat qui recevait son certificat médical et dentaire définitif. On remplaçait les manques de son équipement, on mettait au point le compte de sa solde et il présentait sa demande en vue de la gratification pour service de guerre. Il recevait alors un congé de libération allant de huit jours à deux semaines. A son retour, il recevait son dernier certificat de solde et il était assigné à une compagnie d'embarquement pour attendre le départ du navire[41]. En tout, le soldat passait en moyenne environ un mois en Angleterre. Dans certains cas, pour des raisons de commisération, certains rentraient au pays avant le départ régulier. Par malheur, bien que ces cas fussent rares, ils causaient. du mécontentement parmi les soldats qui ne comprenaient pas les circonstances en cause. En outre, pour des raisons d'économie et pour bien remplir les navires, certains contingents qui n'avaient pas reçu toute l'instruction militaire rentraient au Canada peu après leur arrivée en Angleterre.

Ces modifications à la méthode du rapatriement d'après la longueur du séjour outre-mer, aggravées par la déception qui résultait de l'annulation de certains départs de navires, ont été la cause première de certaines émeutes qui se sont produites à plusieurs camps canadiens. On rapatriait les hommes aussi vite que les navires et les trains disponibles pouvaient les transporter, mais non pas avec la rapidité ni dans l'ordre que ces gens désiraient. Il se manifesta du ressentiment parce que la 3e division (qui comprenait plusieurs conscrits n'ayant que peu d'états de service) jouissait de la priorité par rapport aux autres divisions. Par malheur,

on ne semble pas s'être efforcé suffisamment d'expliquer les. raisons des délais, pour inévitables qu'ils fussent[42]. En tout, de novembre 1918 à juin 1919, on a compté. treize cas d'émeute ou d'agitation parmi les troupes canadiennes en Angleterre.

Le plus sérieux s'est produit à Kinmel les 4 et 5 mars 1919, jours ou le mécontement fomenté par le retard de l'embarquement précipitait une émeute parmi 800 soldats, laquelle a entraîné la mort de cinq hommes et des blessures à 23. On a arrêté 78 hommes, dont 25 ont été trouvés coupables de mutinerie et ont reçu des sentences allant de 90 jours de détention à dix ans de travaux forcés. A Witley, dans la nuit du 14 au 15 juin, un petit groupe de dissidents ont fomenté des troubles en cherchant à libérer des soldats arrêtés parce qu'ils persistaient à jouer au <<Crown and Anchor>> en dépit d'un article du règlement qui avait pour objet de freiner le jeu très répandu dans le camp. Le désordre se communiquait aux cantines et à la zone civile. Le lendemain soir, on brûlait le Garrison Theatre et on détruisait presque toutes les boutiques civiles de la région. De même, à Epsom le 17 juin, l'indiscipline d'un petit nombre d'hommes entraînait l'assaut contre un poste de police civil, au cours duquel un agent de police trouvait la mort et sept autres étaient blessés[43].

Le 20 juin 1919, le lieutenant-général sir R. E. W. Turner, V.C., chef de l'étatmajor général des troupes d'outre-mer, publiait un ordre du jour particulier pour prévenir toutes les troupes que chaque homme avait la responsabilité. d'étouffer de tels désordres. Il indiquait bien clairement que ces incidents constituaient des actes de mutinerie et que, rester spectateur passif dans une telle circonstance, c'était se ranger du côté des mutins[44]. Cet ordre paraît avoir eu un bon effet sur les troupes; en tout cas, il ne s'est plus produit de désordre par la suite. Ces incidents étaient regrettables, surtout parce qu'il semble exister peu de doute que le malaise qui les avait produits se serait bien atténué si l'on avait mieux exposé les raisons de modifications apportées aux plans de démobilisation.

Malgré les efforts du gouvernement canadien pour détourner les soldats de se faire libérer en Angleterre, 15,182 d'entre eux signèrent en vue d'abandonner leur droit au transport gratuit vers le pays et restèrent en Angleterre. Ce total, s'ajoutant aux 7,136 qui avaient déjà été libérés en Angleterre avant l'Armistice, portait à 22,000 en chiffres ronds le nombre des soldats canadiens qui rentraient dans la vie civile au Royaume-Uni[45].

Au Canada, la démobilisation allait, bon train. A l'arrivée d'un transport de troupes à un port de débarquement, les services de libération* accueillaient les soldats et les personnes à leur charge (on calculait que 54,000 parents accompagnaient les soldats de retour) et prenaient des dispositions., pour les faire transporter par voie de terre aux zones de dispersion. Les agents de l'immigration travaillaient en contact, étroit avec les autorités militaires, de sorte qu'un train moyen, transportant environ 500 hommes de troupe, pouvait être chargé en trente mi-

* Les services de libération, organisés en qualité de direction distincte en juillet X918, dirigeaient les dépôts de libération (qui avaient remplacé les dépôts de licenciement du début) à Halifax. Québec, Saint-Jean et Montréal[46].

mutes. L'enthousiasme régnait, alors que les trains se dirigeaient rapidement vers l'ouest. Ceux qui ne devaient passer qu'une nuit dans le train ne pouvaient guère dormir à la pensée d'arriver bientôt chez eux. La réception chaleureuse que leur accordaient les foules joyeuses sur le parcours du convoi se répétait dans toutes les villes du pays. Dans plusieurs cas, l'unité rapatriée se formait en rangs en dehors de la gare pour sa dernière marche militaire, puis défilait triomphalement à travers les rues encombrées de monde vers le lieu du congé final. Puis venait le dernier commandement de l'officier commandant: les hommes faisaient demi-tour à droite puis brisaient les rangs, et une autre unité du Corps expéditionnaire canadien passait à l'histoires[47].

Les dernières étapes de la démobilisation se produisirent rapidement. Chaque soldat remettait ses armes et son fourniment (mais il conservait son uniforme et son casque d'acier), faisait signer sa fiche médicale, puis recevait son insigne de guerre, son chèque et son certificat de libération. L'établissement des documents auquel on avait procédé avec soin en Angleterre et à bord des navires produisait ses fruits, alors que les hommes traversaient le poste de dispersion à raison d'environ six par minute[48]. Chaque soldat qui avait été outre-mer pendant six mois et quiconque avait servi au Canada pendant une année complète recevait une gratification calculée d'après ses états de service et la solde de son grade. (Pour le service outre-mer, les simples soldats recevaient des versements qui variaient de $420 pour au moins trois années de service, à $210 pour moins d'un an de service[49].)

Les anciens combattants qui voulaient s'établir sur la terre recevaient pour les y aider des prêts à longue échéance. De cette manière, l'Office d'établissement des soldats retira plus de 30,000 militaires du marché général de la main-d'oeuvre afin de les diriger vers l'agriculture. Aux invalides, on offrait des pensions, les soins médicaux et une formation professionnelle. A la fin de 1919, on avait accordé au total 91,521 pensions pour une somme globale de plus de 22 millions et demi par année. En outre, 8,000 soldats recevaient des soins médicaux et plus de 23,000 une formation professionnelle[50]. C'est de cette façon que la patrie reconnaissante s'efforçait de payer sa dette dans une certaine mesure à ceux qui, l'ayant servie, avaient survécu.

Conclusion

Nous nous sommes efforcés dans ces pages de raconter brièvement le rôle que les soldats canadiens ont joué dans le conflit auquel on a donné par la suite le titre de première des guerres globales. Notre récit s'en est tenu autant que possible aux faits réels, signalant sans embellissement ni détail excessif leurs réalisations et leurs déceptions. Pourtant, si le lecteur ne trouve rien qui puisse l'exalter dans cette histoire d'un groupe d'hommes aussi valeureux que quiconque ait jamais porté les armes au service de sa patrie, la faute n'en est qu'à l'auteur.

Au cours des quatre années qu'elles ont passées loin du pays, les troupes canadiennes se sont acquis la réputation de guerriers rudes et pleins de ressources, bien entraînés à leur rôle et bien commandés. Les grands commandants alliés n'ont

pas manqué de témoigner que, au cours de la dernière partie de la guerre, aucune autre formation sur le front occidental n'a surpassé le corps d'armée canadien en tant que superbe organisme de combat. «Chaque fois que les Allemands voyaient le corps d'armée canadien monter en ligne, a écrit Lloyd Cage dans ses mémoires de guerre, ils se préparaient au pire.»[51] Le corps d'armée canadien devait une bonne partie de son succès à ce que, si les quartiers généraux des autres corps d'armée britanniques voyaient souvent les divisions venir sous leur commandant puis le quitter, le corps d'armée canadien se trouvait dans la situation unique de pouvoir garder sa composition sans changement. Il en résultait plus qu'un *esprit* provenant d'un sentiment de fierté nationale. Les hommes qui formaient ses unités étaient réconfortés par la camaraderie qui vient de la vie partagée dans les difficultés et les dangers, que le résultat en soit la défaite ou le triomphe. Leur moral restait élevé. Ils subissaient les pires misères et les revers les plus amers avec un optimisme obstiné et une gaieté irrépressible. Ils se trouvaient encore affermis par la confiance qu'ils avaient dans leurs chefs, confiance qu'ils ne subiraient pas de sacrifices inutiles parce qu'on les aurait engagés dans des tactiques peu sûres que l'expérience aurait révélé mauvaises. A ces divers éléments, s'ajoutait une coordination soigneuse au niveau de l'état-major sous la direction personnelle du commandant du corps d'armée, d'où résultaient l'unité et une confiance mutuelle au sein du corps qui lui permettaient de fonctionner en qualité d'équipe efficace et bien équilibrée.

Le corps d'armée canadien avait de bons chefs. C'est à sir Julian Byng surtout qu'il faut accorder le mérite d'avoir inculqué à l'Armée son esprit de corps et son efficacité admirable au combat. Elle a atteint le sommet de son efficacité sous le commandement de sir Arthur Currie, dont le génie d'organisation et les efforts inlassables tendaient constamment à améliorer et maintenir le niveau du rendement de ses troupes. Le général Currie était particulièrement décidé à épargner aux Canadiens les pertes inutiles et il s'est toujours proposé d'exploiter la puissance de l'artillerie jusqu'à la limite afin de sauver les vies de fantassins52. Les combats de la Somme avaient fait comprendre à l'état-major anglais la nécessité de réorganiser l'artillerie des armées britanniques. Le travail qu'avait amorcé en ce sens le général Byng, alors commandant du corps d'armée canadien, avait été amplifié par son successeur. En 1917, l'organisation de l'artillerie du corps canadien et de ses services auxiliaires avait atteint une étape avancée que les artilleries des autres formations du Front occidental n'ont pu égaler avant la fin de la guerre. L'excommandant de l'artillerie lourde du corps accordait au général Currie une bonne partie du mérite à cet égard et il signalait l'attitude sympathique du commandant du corps d'armée envers les artilleurs canadiens à qui «il accordait les moyens et l'encouragement nécessaires pour surmonter les difficultés qui les confrontaient parfois»53. La collaboration la plus étroite s'établit entre l'artillerie et l'infanterie. Fidèles à leur devise d'après laquelle ils devaient tirer «le dernier coup de feu», les artilleurs canadiens ne ménageaient pas les munitions afin d'accorder une aide suffisante à l'infanterie d'assaut. «Je ne connais aucune organisation dans l'histoire de la guerre, écrivait le général McNaughton en 1929, qui pouvait fournir une

aussi haute proportion d'obus par rapport aux troupes, ni aucune où la rançon de la victoire coûta si peu d'hommes.»[54]

A mesure que la guerre se déroulait, le sens de l'unité nationale qui régnait dans le corps d'armée canadien devenait de plus en plus fort. Dans les unités régnait une forte solidarité: tous les membres, du même régiment étaient bien résolus à défendre son bataillon et à ne jamais trahir leurs camarades, ce qui contribuerait à l'efficacité au combat et à un haut degré de discipline au sein du corps d'armée. Plus fort que la fidélité étroite au régiment ou à la localité géographique, ce patriotisme plus vaste, engendré par la camaraderie, la confiance et la fierté de l'oeuvre accomplie, croissait avec chaque nouvel exploit des armes canadiennes. Les hommes des diverses unités de chaque province du Canada qui ont combattu à la crête de Vimy, à Passchendaele et au cours des batailles des Cent jours, ne se battaient pas, en tant qu'habitants des provinces Maritimes, de la Colombie-Britannique, du Québec, de l'Ontario ou des Prairies. Ils se battaient en tant que Canadiens et ceux qui sont rentrés au pays rapportaient une fierté nationale qu'ils ne connaissaient pas auparavant.

Quelle a été l'étendue de l'effort militaire de la nation et quelle a été la rançon de la réalisation canadienne? Les dossiers indiquent que 619,636 Canadiens, hommes et femmes, ont servi dans l'armée du Canada au cours de la Première guerre mondiale. (La Marine canadienne comptait environ 10,000 hommes; environ 24,000, dont un bon nombre venaient du Corps expéditionnaire canadien, ont combattu dans les rangs de l'Aviation militaire anglaise.) Le sacrifice était lourd en fait de vies humaines. Parmi ceux qui ne sont pas rentrés au pays, 51,748 soldats et infirmières militaires canadiens ont été tués' sur le champ de bataille ou sont morts de leurs blessures. Si l'on ajoute les 7,796 morts de maladies ou de blessures hors du champ de bataille, ou encore dans des accidents, on arrive au total de 59,544 militaires de tous grades morts pendant la guerre. En tout, le total a été de 60,661, soit 9.28 p. 100 de tous ceux qui se sont engagés dans l'armée*. Le nombre total des pertes de l'armée canadienne de toutes catégories dans tous les théâtres d'opérations a atteint 232,494 (voir l'appendice «C»).

A peu près le dixième des Canadiens qui ont pris part aux combats de la Première guerre mondiale ne sont pas rentrés au pays. Plus de 50,000 dorment de leur dernier sommeil dans les cimetières militaires de France et de Belgique. D'autres ont trouvé le lieu de leur dernier repos terrestre dans des tombes du Royaume-Uni, du Proche-Orient, de la Russie septentrionale et de la Sibérie, ou dans le sol natal du Canada. Certains se sont perdus en mer. Un petit nombre de membres du Corps expéditionnaire canadien étaient soldats de profession, mais le corps formait surtout une armée de soldats-citoyens. Ils venaient de toutes les catégories sociales pour offrir leurs services. et la perte de ceux qui ne sont pas revenus a appauvri leur pays.

Pourtant, l'apport de ces hommes et de ces femmes a été considérable, car ils ont donné ce qu'ils avaient de mieux—tout ce qu'ils possédaient. Depuis la fin

* Au cours de la Seconde guerre mondiale, le nombre des morts a atteint 41,992, soit 3.86 p. 100 du total des enrôlements.

de la guerre, le jour de novembre consacré à honorer leur mémoire, leurs frères d'armes (dont le nombre diminue à mesure que le temps passe) se réunissent dans les villes et villages du pays pour revivre ensemble les événements de ces jours pleins de risques dont le souvenir demeure et pour renouveler l'engagement solennel qu'ils ont pris envers leurs camarades tombés au champ d'honneur:

«Ils ne connaîtront pas ce que c'est que vieillir;
Ils ne porteront pas le lourd fardeau de l'âge.
Mais, quand le jour de gloire éclipsera l'orage,
En nous vivra leur souvenir.»

de la guerre, le jour de novembre consacré à honorer leur mémoire, leurs frères d'armes (dont le nombre diminue à mesure que le temps passe) se réunissent dans les villes et villages du pays pour revivre ensemble les événements de ces jours pleins de risques dont le souvenir demeure et pour renouveler l'engagement solennel qu'ils ont pris envers leurs camarades tombés au champ d'honneur:

«Ils ne connaîtront pas ce que c'est que vieillir;
Ils ne porteront pas le lourd fardeau de l'âge.
Mais, quand le jour de gloire éclipsera l'orage,
En nous vivra leur souvenir.»

APPENDICES

APPENDICE «A »

TITULAIRES DES PRINCIPAUX EMPLOIS

Le nom des officiers s'accompagne du grade et des décorations qu'ils détenaient le jour où ils ont abandonné les emplois en cause. Nous n'indiquons pas le nom des officiers titulaires d'emplois par intérim ou affectés provisoirement à un commandement à moins qu'ils n'aient été par la suite confirmés dans ces emplois ou qu'ils ne les aient détenus pendant au moins trente jours. Nous ne faisons pas la distinction entre les grades honoraires, provisoires ou permanents.

L'astérisque accompagne le nom des officiers de l'armée anglaise qui ont servi parmi les troupes canadiennes.

CANADA

Ministre de la Milice et de la Défense

Le lieut.-gén. l'hon. sir Sam Hughes, K.C.B.	10 oct. 11 - 14 nov. 16
L'hon. sir A. E. Kemp, K.C.M.G.	23 nov. 16 - 11 oct. 17
Le maj.-gén. l'hon. S. C. Mewburn, C.M.G	12 oct. 17 - 1er janv. 20

Sous-ministre de la Milice et de la Défense

Le maj.-gén. sir E. Fiset, K.C.M.G., D.S.O	22 déc. 06 - 31 mars 24

Chef de l'état-major général

*Le maj.-gén. W. G. Gwatkin, C.B., C.M.G	1ter nov. 13 - 14 nov. 19

Adjudant général

Le brig.-gén. V. A. S. Williams†	1er déc. 12 - 31 déc. 18
Le maj.-gén. W. E. Hodgins (par intérim)	1er janv. 15 - 7 sept. 17
Le maj. gén. S. C. Mewburn, C.M.G.. (par intérim)	8 sept. 15 - 11 oct. 17
Le maj. gén. R. J. Gwynne (par intérim)	17 oct. 17 - 31 déc. 17
Le maj.-gén. E. C. Ashton, C.M.G.. (par intérim jusqu'au 1er janv. 19)	1ter janv.18 - 17 août 20

Quartier-maître général

Le maj.-: gén. sir D. A. Macdonald, K.C.M.G., I.S.O	15 nov. 04 - 31 oct. 17
Le maj.-: gén. J. L. Biggar, C.M.G	1er nov. 17 - 30 juin 20

Maître général de l'Artillerie

Le mai: gén. T. Benson	1er mars 13 - 31 mars 16
*Le maj.-: gén. H. M. Elliot, C.M.G	1er avril 16 - 31 mars 20

Ministre des forces militaires du Canada outre-mer‡

L'hon. sir G. H. Perley, K.C.M.G	31 oct. 16 - 1 oct. 17
L'hon. sir A. E. Kemp, K.C.M.G	12 oct. 17 - 29 fév. 20§

† Bien qu'il n'ait pas été employé à ce titre à partir du 20 août 14, le général Williams a été titulaire de cet emploi jusqu'au 31 décembre 18.

‡L'indication des principaux emplois au Royaume-Uni avant le 31 octobre 1916 parait au chapitre VII.

§Le QG des forces militaires du Canada à Londres fermait à cette date.

Sous-ministre des forces militaires du Canada outre-mer

Le col. W. Gow	29 janv. 17	-	28 oct. 18
Le col. G. S. Harrington, V.D	29 oct. 18	-	29 fév. 20

Chef de l'état-major général†

Le lieut.-gén. sir R. E. W. Turner, V.C., K.C.B., K.C.M.G., D.S.O	5 déc. 16	-	31 juil. 19
Le maj.-: gén. J. H. MacBrien, C.B., C.M.G.., D.S.O	1- août 19	-	29 fév. 20

Adjudant général

Le maj.-gén. P. E. Thacker, C.B., C.M.G	5 déc. 16	-	15 août 19

Quartier-maître général

Le brig.-gén. A. D. MacRae, C.B	4 déc. 16	-	18 fév. 18
Le maj.-: gén. D. M. Hogarth	19 fév. 18	-	12 déc. 19

Directeur général des Services de santé

Le maj.-: gén. G. C. Jones, C.M.G	21 sept. 14	-	12 oct. 16
Le col. H. A. Bruce	13 oct. 16	-	30 déc. 16
Le maj.-: gén. G. C. Jones, C.M.G	31 déc. 16	-	8 fév. 17
Le maj.-: gén. G. La F. Foster, C.B	9 fév. 17	-	29 fév. 20

CORPS D'ARMÉE CANADIEN

Officier général commandant

*Le lieut.-gén. sir A. E. H. Alderson, K.C.B	13 sept. 15	-	28 mai 16
*Le lieut.-gén. Mon. sir J. H. G. Byng, K.C.B., K.C.M.G., M.V.O.	29 mai 16	-	8 juin 17
*Le lieut.-gén. sir A. W. Currie, G.C.M.G., K.C.B	9 juin 17	-	8 août 19

Brigadier général à l'état-major général

*Le brig.-gén. C. H. Harington, D.S.O	13 sept. 15	-	4 juin 16
*Le brig: gén. P. P. de B. Radcliffe, C.B., D.S.O	5 juin 16	-	7 avril 18
*Le brig: gén. N. W. Webber, C.M.G.., D.S.O	8 avril 18	-	27 oct. 18
*Le brig: gén. R. J. F. Hayter, C.B., C.M.G.., D.S.O	28 oct. 18	-	15 août 19

Sous-adjudant et Quartier-maître général

*Le brig: gén. T. B. Wood, C.M.G	14 sept. 15	-	15 juin 16
*Le brig.-gén. G. J. Farmar, C.B., C.M.G.	19 juin 16	-	26 fév. 19
Le brig: gén. E. de B. Panet, C.M.G.., D.S.O	27 fév. 19	-	11 juil. 19

Commandant de l'Artillerie royale

Le brig: gén. H. E. Burstall, C.B	13 sept. 15	-	14 déc. 16
Le maj.-: gén. sir E. W. B. Morrison, K.C.M.G., C.B., D.S.O	18 dec. 16	-	17 mai 19

Commandant du Génie

Le brig.-gén. C. J. Armstrong, C.M.G	13 sept. 15	-	6 mars 16
Le maj.-: gén. W. B. Lindsay, C.B., C.M.G.., D.S.O	7 mars 16	-	11 juil. 19

Commandant du corps des mitrailleuses

Le brig.-gén. R. Brutinel, C.B., C.M.G.., D.S.O	28 oct. 16	-	18 avril 19

Commandant de l'artillerie lourde

*Le brig.-gén. A. C. Currie, C.M.G	8 avril 16	-	22 janv. 17
*Le brig.-gén. R. H. Massie, C.B., C.M.G	23 janv. 17	-	21 oct. 18
Le brig: gén. A. G. L. McNaughton, C.M.G.., D.S.O	22 oct. 18	-	4 mai 19

†Officier général commandant les troupes canadiennes dans les Les britanniques» de décembre 1916 à avril 1918.

5e artillerie divisionnaire

Le brig.-gén. W. O. H. Dodds, C.M.G.	23 janv. 17	-	26 mai 17
Le lieut.-col. A. T. Ogilvie	27 mai 17	-	1e1 juil. 17
Le brig: gén. W. O. H. Dodds, C.M.G.., D.S.O	2 juil. 17	-	30 déc. 18
Le lieut.-col. A. T. Ogilvie, D.S.O	31 déc. 18	-	15 mars 19
Le brig: gén. G. H. Ralston, D.S.O	16 mars 19	-	10 juin 19

1re DIVISION CANADIENNE

Officier général commandant

*Le lieut: gén. E. A. H. Alderson, C.B	29 sept. 14	-	12 sept. 15
Le mai: gén. A. W. Currie, C.B	13 sept. 15	-	8 juin 17
Le maj.-gén. sir A. C. Macdonell, K.C.B., C.M.G.., D.S.O	9 juin 17	-	22 mai 19

1re brigade d'infanterie

Le brig: gén. M. S. Mercer, C.B	29 sept. 14	-	21 nov. 15
Le brig: gén. G. B. Hughes, C.M.G.., D.S.O	25 nov. 15	-	13 fév. 17
Le brig: gén. W. A. Greisbach, C.B., C.M.G.., D.S.O	14 fév. 17	-	25 fév. 19
Le brig.-gén. G. E. McCuaig, C.M.G.., D.S.O	26 fév. 19	-	14 avril 19

2e brigade d'infanterie

Le brig.-gén. A. W. Currie, C.B	29 sept. 14	-	12 sept. 15
*Le brig.-gén. L. J. Lipsett, C.M.G	14 sept. 15	-	15 juin 16
Le brig: gén. F. W. O. Loomis, C.M.G.., D.S.O	4 juil. 16	-	31 déc. 17
Le brig: gén. J. F. L. Embury, C.M.G.	les janv.18	-	15 mars 18
Le brig: gén. F. W. O. Loomis, C.B., C.M.G.., D.S.O	16 mars 18	-	12 sept. 18
Le brig: gén. R. P. Clark, C.M.G.., D.S.O., M.C.	6 oct. 18	-	12 mai 19

3e brigade d'infanterie

Le brig: gén. R. E. W. Turner, V.C., C.B., D.S.O	29 sept. 14	-	11 août 15
Le brig: gén. R. G. E. Leckie, C.M.G.	12 août 15	-	17 fév. 16
Le brig: gén. G. S. Tuxford, C.B., C.M.G.., D.S.O	13 mars 16	-	22 mai 19

1re artillerie divisionnaire

Le brig: gén. H. E. Burstall, C.B.	29 sept. 14	-	12 sept. 15
Le brig: gén. H. C. Thacker, C.B., C.M.G.., D.S.O	13 sept. 15	-	22 mai 19

2e DIVISION CANADIENNE

Officier général commandant

Le maj.-gén. S. B. Steele, C.B., M.V.O	5 mai 15	-	16 août 15
Le maj.-gén. R. E. W. Turner, V.C., C.B., D.S.O	17 août 15	-	26 nov. 16
Le maj.-: gén. sir H. E. Burstall, K.C.B., C.M.G	15 déc. 16	-	22 mai 19

4e brigade d'infanterie

*Le brig.-gén. L. G. F. M. lord Brooke, C.M.G.., M.V.O	25 juin 15	-	16 nov. 15
Le brig: gén. R. Rennie, C.B., C.M.G.., M.V.O., D.S.O	17 nov. 15	-	11 sept. 18
Le brig: gén. G. E. McCuaig, C.M.G.., D.S.O	14 sept. 18	-	25 fév. 19
Le brig: gén. R. Rennie, C.B., C.M.G.., M.V.O., D.S.O	26 fév. 19	-	12 mai 19

5e brigade d'infanterie

Le brig.-gén. D. Watson, C.B	les sept.15	-	21 avril 16
Le brig.-gén. A. H. Macdonnel, C.M.G.., D.S.O	22 mars 16	-	22 juil. 17
Le brig: gén. J. M. Ross, D.S.O	23 juil. 17	-	9 août 18
Le brig.-gén. T: L. Tremblay, C.M.G.., D.S.O	10 août 18	-	9 mai 19

6e brigade d'infanterie

Le brig: gén. H. D. B. Ketchen, C.M.G.	25 juin 15	-	20 avril 18
Le brig: gén. A. H. Bell, C.M.G.., D.S.O	21 avril 18	-	1re oct. 18
Le brig.-gén. A. Ross, C.M.G.., D.S.O	2 oct. 18	-	18 mai 19

28 artillerie divisionnaire

Le brig.-gén. H. C. Thacker	25 juin 15	-	27 sept. 15
Le brig.-gén. E W. B. Morrison, D.S.O	2 oct. 15	-	17 déc. 16
Le brig.-gén. H. A. Panet, C.B., C.M.B., D.S.O	18 déc. 16	-	25 juin 19

3e DIVISION CANADIENNE

Officier général commandant

Le maj.-: gén. M. S. Mercer, C.B.	24 déc. 15	-	2 juin 16
*Le maj.-gén. L. J. Lipsett, C.B., C.M.G.	16 juin 16	-	12 sept. 18
Le maj.-: gén. F. O. W. Loomis, C.B., C.M.G.., D.S.O	13 sept. 18	-	11 avril 19

76 brigade d'infanterie

Le brig: gén. A. C. Macdonell, C.M.G.., D.S.O	22 déc. 15	-	17 fév. 16
Le brig.-gén. F. O. W. Loomis, D.S.O	16 mars 16	-	5 mai 16
Le brig.-gén. A. C. Macdonell, C.B., C.M.G.., D.S.O	6 mai 16	-	8 juin 17
Le brig: gén. H. M. Dyer, C.M.G.., D.S.O	29 juin 17	-	11 sept. 18
Le brig: gén. J. A. Clark, C.M.G.., D.S.O	12 sept. 18	-	30 avril 19

88 brigade d'infanterie

Le brig.-gén. V. A. S. Williams	28 déc. 15	-	2 juin 16
Le brig: gén. J. H. Elmsley, C.M.G.., D.S.O	19 juin 16	-	25 mai 18
Le brig.-gén. D. C. Draper, C.M.G.., D.S.O	26 mai 18	-	11 avril 19

98 brigade d'infanterie

Le brig: gén. F. W. Hill, C.M.G.., D.S.O	7 janv. 16	-	25 mai 18
Le brig: gén. D. M. Ormond, C.M.G.., D.S.O	26 mai 18	-	19 fév. 19

38 artillerie divisionnaire

Le brig: gén. J. H. Mitchell, D.S.O	20 juin 16	-	18 nov. 17
Le lieut.-col. H. G. Carscallen, D.S.O	20 nov. 17	-	28 déc. 17
Le brig.-gén. J. S. Stewart, C.M.G.., D.S.O	29 déc. 17	-	5 janv. 19
Le brig.-gén. G.H. Ralston, D.S.O	6 janv. 19	-	11 mars 19

4e DIVISION CANADIENNE

Officier général commandant

Le maj.-: gén. sir D. Watson, K.C.B., C.M.G.	25 avril 1	6	-23 juin 19

10e brigade d'infanterie

Le brig.-gén. W. St. P. Hughes, D.S.O	16 juin 16	-	17 janv. 17
Le brig: gén. E. Hilliam, C.M.G.., D.S.O	18 janv. 17	-	11 nov. 17
*Le brig.-gén. R. J. F. Hayter, C.M.G.., D.S.O	4 déc. 17	-	27 oct. 18
Le brig.-gén. J. M. Ross, C.M.G.., D.S.O	28 oct. 18	-	23 janv. 19

11e brigade d'infanterie

Le brig.-gén. F. O. W. Loomis, D.S.O	16 mai 16-		3 juil. 16
Le brig.-gén. V. W. Odlum, C.B., C.M.G.., D.S.O	4 juil. 16	-	23 juin 19

12e, brigade d'infanterie

*Le brig.-gén. L. G. F. M. lord Brooke, C.M.G.., M.V.O	11 mai 16	-	11 sept. 16
Le brig: gén. J. H. MacBrien, C.M.G.., D.S.O	20 sept. 16	-	12 déc. 18
Le brig: gén. J. Kirkcaldy, C.M.G.., D.S.O	13 déc. 18	-	5 juin 19

4e artillerie divisionnaire

Le brig.-gén. C. H. Maclaren, D.S.O	20 juin 17	-	7 nov. 17
Le brig: gén. W. B. M. King, C.M.G.., D.S.O	27 nov. 17	-	2 juin 19

DE SERVICE EN DEHORS DU CORPS D'ARMÉE

La brigade de cavalerie

*Le brig: gén. le très hon. J. E. B. Seely, C.B., D.S.O	28 janv. 15	-	19 juin 17
Le lieut.-col. R. W. Paterson	23 juin 17	-	22 août 17
*Le brig.-gén. le très hon J. E. B. Seely, C.B., C.M.G.., D.S.O	23 août 17	-	20 mai 18
Le brig.-gén. R. W. Paterson, C.M.G.., D.S.O	21 mai 18	-	20 mai 19

APPENDICE «B»

ORDRE DE BATAILLE DU CORPS D'ARMÉE CANADIEN, NOVEMBRE 1918

(compilé d'après un ordre de bataille paru dans la lettre circulaire A.1 18-3 du QG du corps d'armée canadien en date du 22 novembre 1918)

Le rôle complet des unités énumérées dans l'ordre de bataille est trop long pour que nous le reproduisions ici. Nous avons dû omettre les groupes de commandement des formations et de nombreuses petites unités (par exemple, celles dont l'effectif autorisé n'atteignait pas cent hommes de tous grades), bien que tous les groupes aient contribué pour beaucoup à l'efficacité du corps d'armée canadien.

TROUPES D'ARMÉE, DE CORPS D'ARMÉE, ETC.-CAMPS DE RENFORTS-ÉCOLES D'INSTRUCTION

CORPS DE CAVALERIE
- Canadian Light Horse
- Gendarmerie royale du Nord-Ouest

CORPS D'ARTILLERIE LOURDE
- 1re brig. d'art. de garnison
  - 1re batterie de siège
  - 3e batterie de siège
  - 7e batterie de siège
  - 9e batterie de siège
- 2e brig. d'art. de garnison
  - 1re batterie lourde_
  - 2e batterie lourde
  - 2e batterie de siège
  - 4e batterie de siège
  - 5e batterie de siège
  - 6e batterie de siège
- 3e brig. d'art. de garnison
  - 8e batterie de siège
  - 10e batterie de siège
  - 1le batterie de siège
- 12e batterie de siège

BATTERIE CONTRE-AVIONS «E»

8e BRIG. D'ARMÉE D'ART. DE CAMP
- 24e batterie de campagne
- 30e batterie de campagne
- 32• batterie de campagne
- 43• batterie de campagne
- 8e colonne de munitions de brigade d'armée

5• ARTILLERIE DIVISIONNAIRE
- 13e brig. d'art. de campagne
  - 52e batterie de campagne
  - 53e batterie de campagne
  - 55e batterie de campagne
  - 51e batterie d'obusiers
- 14e brig. d'art. de campagne
  - 60e batterie de campagne
  - 61e batterie de campagne
  - 66e batterie de campagne
  - 58e batterie d'obusiers
- 5e colonne divis. de munitions

CORPS DU GÉNIE
- Section d'arpentage du corps
- 1re compagnie de tramways
- 2e compagnie de tramways
- Comp. De pontage sur pontons
- 3e comp. de sapeurs-mineurs
- 1re comp. de troupes d'armée
- 2e comp. de troupes d'armée
- 3e comp. de troupes d'armée
- 4e comp. de troupes d'armée
- 5e comp. de troupes d'armée
- Comp. de réflecteurs contre-avions

COMP. DE TRANSMISSIONS DU CORPS D'ARMÉE

BATAILLON DE CYCLISTES DU CORPS D'ARMÉE

CORPS DES MITRAILLEUSES
- 1re brig. de mitrail. Motorisées
- 2e brig. de mitrail. motorisées 9•

CORPS D'INF. DE L'ARMÉE CAN.
- Comp. de transp. motorisé des troupes de corps d'armée
- 1re comp. div. de T.M.
- 2e comp. div. de T.M.
- 3e comp. div. de T.M.
- 4e comp. div. de T. M.
- 5e détachement de T.M. de l'art. div.
- Comp. de T.M. du Génie
- Comp. de T.M. des mitrailleuses motorisées
- 5e détachement du train div.

CORPS DE SANTÉ DE L'ARMÉE CAN.
- Ambulance de campagne no 14
- Laboratoire dentaire du corps d'armé

CORPS DES MAGASINS MILITAIRES
- Atelier mobile no 8 (léger)
- Atelier mobile no 26 (léger)
- Atelier mobile no 8 (moyen

CORPS VÉTÉRINAIRE DE L'ARMÉE
- Poste d'évacuation vétérinaire du corps d'armée

MAIN-D'OUVRE
- 1re comp. de travaux d'infanterie
- 2e comp. de travaux d'infanterie
- 3e comp. de travaux d'infanterie
- 4e comp. de travaux d'infanterie
- 5e comp. de main-d'oeuvre de zone
- 6e comp. de main-d'oeuvre de zone
- 7e comp. de main-d'oeuvre de zone
- 8e comp. de main-d'oeuvre de zone
- 9e comp. de main-d'oeuvre de zone

CAMPS DE RENFORTS DU CORPS D'ARMÉE
- Camp d'étape
- Ire section divisionnaire
- 2e section divisionnaire
- 3e section divisionnaire
- 4e section divisionnaire
- Section du Génie
- Section des mitrailleuses
- Dépôt de renforts de l'art. de garnison
- Parc de l'art. de campagne
- 1re dépôt de renf. de l'art. div.
- 2e dépôt de renf de l'art. div.
- 3e dépôt de renf. de l'art. div.
- 4e dépôt de renf. de l'art. div.
- 5e dépôt de renf. de l'art. div
- 8e dépôt de renf. de l'art. div brigade d'armée
- Dépôt de renf. de la batterie < E» de DCA
- Dépôt de renf. des magasins mil.
- Dépôt de renf. de l'Intendance
- Dépôt de renf. du corps de santé
- Renforts de l'art. légère
- Renforts du bat. de cyclistes
- Renforts de la police mil.

ÉCOLES DU CORPS D'ARMÉE
- École d'infanterie
- École de mitrailleuse Lewis
- École des transmissions
- École des mitrailleuses
- École des gaz

PAGES 591 – 594 ARE CHARTS THAT NEED TO BE INSERTED AS PICTURES

APPENDICE «D»

BATAILLONS D'INFANTERIE QUI ONT SERVI DANS LE CORPS D'ARMÉE CANADIEN AVEC L'INDICATION DES TITRES SIJBSI DIAIRES LE CAS ÉCHÉANT ET DES LIEUX DE MOBILISA TION OU D'ORGANISATION

BATAILLON	TITRE SUBSIDIAIRE	LIEU DE MOBILISATION Ou D'ORGANISATION
1re	(Ontario-Ouest)	Camp de Valcartier (P.Q.)
2e	(Ontario-Est)	Camp de Valcartier (P.Q.)
3e	(Toronto Regiment)	Camp de Valcartier (P.Q.)
4e	(Ontario central)	Camp de Valcartier (P.Q.)
5e	(Cavalerie de l'Ouest)	Camp de Valcartier (P.Q.)
7e	(1re Régiment de la C: B.)	Camp de Valcartier (P.Q.)
8e	(90e fusiliers)	Camp de Valcartier (P.Q.)
10e	(Canadiens)	Camp de Valcartier (P.Q.)
13e	(The Royal Highlanders of Canada)	Camp de Valcartier (P.Q.)
14e	(Royal Montréal Regiment)	Camp de Valcartier (P.Q.)
15e	(48th Highlanders of Canada)	Camp de Valcartier (P.Q.)
16e	(The Canadian Scottish)	Camp de Valcartier (P.Q.)
18e	(Ontario ouest)	London (Ont.)
19e	(Ontario central)	Toronto (Ont.)
20e	(Ontario central)	Toronto (Ont.)
21e	(Ontario est)	Kingston (Ont.)
22e	(Canadien français)	Saint-Jean (P.Q.)
24e	(Victoria Rifles of Canada)	Montréal (P.Q.)
25e	(Nova Scotia Rifles)	Halifax (N: É.)
26e	(New Brunswick)	Saint-Jean (N: B.)
27e	(Winnipeg)	Winnipeg (Man.)
28e	(Nord-ouest)	Winnipeg (Man.)
29e	(Vancouver)	Vancouver (C: B.)
31e	(Alberta)	(Calgary (Alb.)
38e	(Ottawa)	Ottawa (Ont.)

BATAILLONS D'INFANTERIE QUI ONT SERVI DANS LE CORPS D'ARMÉE CANADIEN AVEC L'INDICATION DES TITRES SUBSI DIAIRES LE CAS ÉCHÉANT ET DES LIEUX DE MOBILISA TION OU D'ORGANISATION (fin)

BATAILLON	TITRE SUBSIDIAIRE	LIEU DE MOBILISATION Ou D'ORGANISATION
42e	(Royal Highlanders of Canada)	Montréal (P.Q.)
43e	(Cameron Highlanders of Canada)	Winnipeg (Man.)
44e	(Manitoba)[1]	Winnipeg (Man.)
46e	(Saskatchewan-sud)	Moose Jaw (Sask.)
47e	(Colombie-Britannique)[2]	New Westminster (C: B.)
49e	(Edmonton Regiment)	Edmonton (Alb.)
50e	(Calgary)	Calgary (Alb.)
52e	(Nouvel Ontario)	Port-Arthur (Ont.)
54e	(Kootenay)[3]	Vernon (C: B.)
58e	(Ontario central)	Niagara-sur-le-Lac (Ont.)
60e	(Victoria Rifles of Canada)[4]	Montréal (P.Q.)
72e	(Seaforth Highlanders of Canada)	Vancouver (C.-B.)
73e	(Royal Highlanders of Canada)[5]	Montréal (P.Q.)
75e	(Mississauga)	Toronto (Ont.)
78e	(Winnipeg Grenadiers)	Winnipeg (Man.)
85e	(Nova Scotia Highlanders)	Halifax (N: É.)
87e	(Canadian Grenadier Guards)	Montréal (P.Q.)
102e	(North British Columbians)[6]	Comox (C: B.)
116e	(Ontario County)	Uxbridge (Ont.)
The Royal Canadian Regiment		Halifax (N. É.)
Princess Patricia's Canadian Light Infantry		Ottawa (Ont.)
1re bataillon des Fusiliers à cheval 2e bataillon des Fusiliers à cheval 4e bataillon des Fusiliers à cheval 5e bataillon des Fusiliers à cheval		voir remarque [7]

Remarques: [1] Désigné par la suite sous le titre de «44th (New Brunswick) Battalion», août 1918.
[2] Désigné par la suite sous le titre de «47th (Western Ontario) Battalion», février 1918.
[3] Désigné par la suite sous le titre de «54th (Central Ontario) Battalion», août 1917.
[4] Remplacé par le 116° bataillon en avril 1917: les hommes du 60° bataillon sont passés à d'autres bataillons de campagne.
[5] Dissous en avril 1917 et remplacé par le 85[0] bataillon; les hommes du 730 bataillon sont passés à d'autres bataillons de campagne.
[6] Désigné par la suite sous le titre de «102nd (Central Ontario) Battalion», août 1917.
[7] 1re bataillon du C.M.R. organisé en France parmi le personnel du 1er et du 3[0] régiments du C.M.R. qui avaient été mobilisés à Brandon (Man.) et à Medicine-Hat (Alb.); 2e bataillon du C.M.R. organisé en France parmi le personnel du 2° et du 3e régiments du C.M.R. mobilisés à Victoria (C: B.) et à Medicine-Hat respectivement; 4e bataillon du C.M.R. organisé en France parmi le personnel du 4° et du 6° régiments du C.M.R. mobilisés à Toronto (Ont.) et à Amherst (N: É.) respectivement; 5e bataillon du C.M.R. organisé en France parmi le personnel du 5° et du 6° régiments du C.M.R. mobilisés à Sherbrooke (P.Q.) et Amherst respectivement.

APPENDICE «E»

RÉSULTATS DE LA LOI SUR LE SERVICE MILITAIRE
(Conciliation des données statistiques publiées par le ministère de la Justice et le ministère de la Milice et de la Défense)

Statut des hommes		Ministère de la Justice[1]	Ministère de la Milice et de la Défense[2]
Classe 1 Inscriptions		401,882 [3]	
Exemptés du service pour raisons agricoles, professionnelles, médicales, etc.		221,949	
Assujettis au service militaire		179,933[4]	Aucune statistique comparative, puisque les homes relevaient des autorités civiles jusqu'à leur inscription du contrôle du C.E.C.
Violateure non appréhendés	24,139[5]		
Disponibles le 11 nov. 1918 mais non appelés	26,225[6]		
	50,364	50,364	
Présentès au service militaire		129,569	
Ayant reçu permission de s'enrôler dans l'armée anglaise (R.A.F., Royal Engineers Inland Water Transport)		8,445[7]	
Portés sur les contrôlles du Corps expéditionnaire canadien		121,124	124,588[8]
N'ayant accompli aucun service militaire et rayés des cadres ("retournés aux dossiers du registraire") après avoir été declares physiquement inaptes, admissibles à l'exemption ou assujettis au service auxiliarire seulement		16,108[9]	16,300[10]
Disponibles pour le service dans les unites du C.E.C.		96,379	99,651[13]
Libérés avant le 11 nov. 1918 pour diverses raisons			
Envoyés outré-mer			47,509[14]
Portés aux contrô;es d'unités en France			24,132[15]

CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN

RÉFÉRENCES ET RENVOIS

La documentation détaillée qui suit indique la source des chiffres parus dans le tableau précédent et explique comment on en est venu à certaines conclusions.

---

1. Rapport du directeur de la division du Service militaire à l'hon. ministre de la Justice sur la mise en vigueur de la Loi de 1917 sur le Service militaire, en date du 1°' mars 1919. Documents Parlementaires, n• 246, 1919; désigné ci-après sous le titre de Rapport M.S.B.

2. Mémoire relatif au travail du ministère de la Milice et de la Défense, ne 5 du 1^ janvier 1918 au 31 octobre 1918; Mémoire relatif au travail du ministère de la Milice et de la Défense ne 6, du far novembre 1918 au 31 octobre 1919; désigné ci-après sous le titre abrégé de Mémoire n• 5, etc. Dossiers du ministère de la Milice et de la Défense maintenant aux Archives nationales du Canada.

3. Rapport M.S.B., p. 94 (1•' tableau, colonne 6).

4. Ibid., p. 3 (par. 2), 117 (tableau 21, colonne 2), 119 (tableau 23, colonne 3). 5. Ibid., p. 4 (par. 2), 38 (par. 2).

6. Ibid., p. 3 (par. 4), 117 (tableau 21, colonne 3).

7. Rapport M.S.B. (p. 117, tableau 21, colonne 9) où le nombre indiqué est de 7,673. Toutefois, à la suite de la publication du rapport en mars 1919, la division du Service militaire au ministère de la Justice en est venue à la conclusion qu'on avait permis à 8,445 hommes de s'engager dans des unités anglaises. Elle communiqua ce renseignement au ministère de la Milice
et de la Défense et une note relative au changement paraissait dans le mémoire n° 6 (p. 45), qui a été distribué quelques mois après le Rapport M.S.B.

8. État en date du 24 février 1942 (établi par l'officier préposé aux Archives, au QG de la Défense nationale, à l'intention du secrétaire particulier du ministre de la Défense nationale) dans H.Q. 64-1-24 (FI) 196), vol. 32.

9. Rapport M.S.B., p. 3 (par. 3), 117 (tableau 21, colonne 5). De plus amples détails paraissent à la note suivante (10).

10. Mémoire n° 5, p. 11, (par. 12b). La plupart de ces hommes ont été engagés en vertu de l'arrêté ministériel (C.P. 962) du 20 avril 1918, qui donnait instructions au ministre de la Milice et de la Défense d'ordonner à chaque homme de la l'• classe (ceux de 20 à 22 ans) de se présenter au service militaire même s'il avait obtenu ou demandé une exemption. En décembre 1918, un arrêté ministériel renfermait cette note: «Un nombre considérable d'hommes rangés dans la 1" classe sous le régime de la Loi sur le Service militaire, bien qu'ayant reçu l'ordre de se présenter au service, ne se sont pas présentés, mais ne pouvaient être employés utilement dans le corps expéditionnaire canadien, à cause de leur basse catégorie, de leurs inaptitudes au service combattant ou pour d'autres raisons; ces hommes ont été rayés des effectifs et renvoyés aux dossiers du registraire au lieu d'être libérés, afin que, si de nouvelles circonstances les rendaient utiles ils puissent recevoir de nouveau du registraire l'ordre de se présenter au service.. Le même arrêté ministériel (C.P. 3051), qui portait la date du 11 décembre 1918, ordonnait de libérer les hommes en cause à compter du jour où ils étaient rayés des contrôles.

11. Le chiffre du ministère de la Milice et de la Défense paraît ici pour maintenir la continuité.

12. Voici l'explication de ce chiffre qu'on ne trouvera pas dans les sources imprimées:

a) Le mémoire n° 5, (p. 11, par. 12) indique que 24,933 hommes étaient en congé sans solde «ou subséquemment libérés.. Vu que ce mémoire a trait à la période allant du 1°' janvier au 31 octobre 1918, il semble que ces «subséquemment libérés. aient été libérés le 31 octobre 1918.

b) Le mémoire n° 6, (p. 45, par. 3 de la «Section spéciale.) répète l'indication relative aux 24,933 conscrits et (au par. 7 de la «Section spéciale.) note: «Lors de la signature de l'Armistice, on comptait 10,296 hommes en congé de commisération et, aussi, environ 6,000 en congé de moisson..

c) Il est donc établi que quelque 16,296 hommes parmi les 24,933 se trouvaient en congé de commisération ou de moisson le 11 novembre 1918. Il paraît donc raisonnable de conclure que les autres 8,637 avaient été libérés avant la signature de l'Armistice et probablement avant la fin d'octobre 1918.

13. A cause de l'emploi généralisé d'un autre chiffre (83,355), l'apparition de 99,651 à cet endroit exige des explications.

a) Le chiffre de 83,355 a pour origine une affirmation du rapport final de la sous-section du Service militaire au ministère de la Milice et de la Défense (reproduit à la page 45 du Mémoire n° 6) d'après laquelle «le nombre d'hommes obtenus en vertu de la Loi sur le Service militaire a atteint 83,355. Un tableau à l'appui de ce chiffre indique les nombres obtenus de chaque province. Toutefois, on néglige ou laisse de côté, généralement, une indication qui suit ce tableau. Elle révèle que, en plus des 83,355, «on comptait, 24,933 hommes en congé sans solde sous le régime des arrêtés ministériels relatifs aux congés de commisération ou aux cas «pénibles», ou subséquemment libérés, ce qui porte le total à 108,288». Cette dernière donnée contredit nettement l'indication précédente d'après laquelle le nombre total qu'on a obtenu atteignait 83,355. b) Il est donc évident qu'on avait pris à l'effectif du Corps expéditionnaire un chiffre possible de 108,288 renforts. Sur ce nombre, 8,637 ont été libérés avant le 11 novembre 1918 (voir la note 12 ci-dessus) pour des motifs qui se seraient aussi bien appliqués à des volontaires. 16,296 autres se trouvaient en congé de commisération (10,296) et de moisson (6,000) sans solde à la fin de la guerre.

c) Il est difficile d'admettre que ces 16,296 conscrits aient obtenu un congé indéfini sans solde et qu'on ne pouvait les rappeler pour les ajouter à la masse des renforts. Les dossiers révèlent qu'ils n'avaient pas obtenu un congé indéfini. Ils avaient d'abord obtenu une permission de trente jours, permission qu'on avait prorogée à diverses reprises, selon que les exigences du service le permettaient. Le statut réel de ces hommes trouve sa meilleure explication à la page 3 (par. 4) du Mémoire n° 5, en ces termes:

> Au Canada, le 31 octobre 1918, on comptait dans les diverses unités de conscrits environ 20,000 hommes; en outre, un nombre considérable d'hommes appelés sous les drapeaux avaient obtenu un congé de moisson, de sorte que le nombre d'hommes disponibles pour les renforts aurait atteint près de 35,000, si le besoin de conscrits s'était maintenu et si la nécessité s'était fait sentir de rappeler les permissionnaires.

d) Toutefois, la nécessité de rappeler les permissionnaires ne s'est pas présentée et, parce que (selon le Mémoire n° 6, p. 45) «pour ainsi dire aucun d'eux n'avait servi que dans la mesure où ils avaient reçu l'appel en vertu de la Loi sur le Service militaire et qu'ils s'étaient présentés au service., on obtint l'autorisation de les libérer aussi vite et à aussi peu de frais que possible. En vertu de l'Ordre de service courant 1,357 du Corps expéditionnaire en date du 25 novembre 1918, on donnait à 16,296 hommes le choix entre se présenter à un bataillon de dépôt pour y être libérés de la façon ordinaire, et signer une formule de libération (pour se désister de tous droits à une compensation) et l'envoyer par la poste au bataillon de dépôt. Le Mémoire n• 6 (p. 37 et 39) indique que 85 p. 100 des conscrits ont eu recours à ce formulaire et, en retour, ont reçu une quittance qui équivalait à un certificat de libération.

14. Données tirées du dossier de la Milice et de la Défense H.Q. 1064-30-6, vol. 8.

15. H.Q. 683-1-12, vol. 13 (copie au dossier de la Section historique portant la désignation Hist. 5-2-1): renseignement fourni au directeur des services d'état-major' (à l'intention du ministre de la Défense nationale) par le directeur de la Section historique en novembre 1944. En 1927, on terminait l'établissement de la statistique relative au personnel et au service de santé au moyen du dispositif Hollerith (dossiers mécaniques) sans indiquer le nombre des conscrits passés d'Angleterre en France. On ne jugeait pas alors utile d'entreprendre la tâche formidable de reprendre l'examen de milliers de documents personnels pour se procurer ce simple renseignement. En 1944, alors qu'on avait besoin d'urgence d'un nombre estimatif à cet égard, on a décidé de se fier aux inscriptions parues à la Partie II des ordres des unités qui avaient servi en France. Heureusement, en 1923 et 1924, la Section historique, alors qu'elle s'occupait de la répartition des honneurs des batailles, avait entrepris un relevé minutieux de la Partie II des ordres et établi des listes indiquant le numéro matricule de chaque homme qui avait servi en France. Cette recherche a révélé que 24,132 des soldats qui avaient servi en campagne portaient des matricules de la série 3,000,000 ou de la série 4,000,000 des nombres. On a supposé que ces séries avaient été réservées à l'usage exclusif des conscrits.

Si l'on convient que ce chiffre de 24,132 représente l'indication la plus sûre possible du nombre de conscrits qui ont servi en campagne, il faut bien expliquer qu'il ne s'agit que d'un calcul approximatif. Ainsi que nous l'avons fait remarquer (Chap. XI, p. 380) certains volontaires ont reçu des numéros matricules de ces séries et certains conscrits ont reçu des matricules régimentaires d'autres séries. Ces exceptions peuvent s'annuler les unes les autres, de sorte qu'on peut supposer qu'il n'existerait qu'une différence étonnamment minime entre ce chiffre de 24,132 et celui que produirait l'examen de chaque document de service.

APPENDICE « F »

BATAILLES ET AUTRES ENGAGEMENTS AUXQUELS LES CANADIENS ONT PARTICIPÉ

FRANCE ET FLANDRES, 1915-1918

Nous indiquons les dates où les troupes canadiennes étaient présentes et non pas forcément celles de toute la durée de la bataille. Nous faisons précéder d'un astérisque les noms des batailles et actions au cours desquelles n'ont paru, parmi les troupes canadiennes, que des unités ou sous-unités détachées, par exemple, des batteries, compagnies de sapeursmineurs, etc. La liste se compose des noms officiels adoptés dans le rapport de la Commission de nomenclature des batailles paru en 1921.

I. GUERRE DE TRANCHÉES EN 1915

*BATAILLE DE NEUVE-CHAPELLE	10 mars
Action de Saint-Eloi	14-15 mars
LES BATAILLES D'YPRES DE 1915	
CRÊTE DE GRAVENSTAFEL (l'attaque au gaz)	22-23 avril
SAINT-JULIEN	24 avril-4 mai
CRÈTE DE FREZENBERG	8-13 mai
CRÊTE DE BELLEWAARDE	24-25 mai
*BATAILLE DE LA CRÈTE D'AUBERS	9 mai
BATAILLE DE FESTUBERT	17-25 mai
Deuxième action de Givenchy en 1915	15-16 juin
LA BATAILLE DE LOOS	25 sept. –8 oct.
*Action du Bois-Grenier	25 septembre
*'Actions de la redoute Hohenzollern	13-19 octobre

II. GUERRE DE TRANCHÉES EN 1916

Actions des cratères de Saint-Eloi	27 mars-16 avril
BATAILLE DU MONT-SORREL	2.13 juin

III. L'OFFENSIVE ALLIÉE DE 1916

LES BATAILLES DE LA SOMME EN 1916	
*ALBERT, 1916 (Capture de Montauban, Mametz, Fricourt, Contalmaison et la Boisselle)	1re-13 juillet
CRÈTE DE BAZENTIN	14-17 juillet
*Attaque â Fromelles	19 juillet
Attaques contre le Haut-Bois	20-25 juillet
CRÊTE DE POZIÈRES (Combats pour la capture de la ferme Mouquet)	1re-3 septembre
*GUILLEMONT	3-6 septembre
*GINCHY	9 septembre
FLERS-COURCELETTE	15-22 septembre
CRÈTE DE THIEPVAL	26-29 septembre
CRÊTES DE LE TRANSLOY (capture d'Eaucourt l'Abbaye)	1re-18 octobre
HAUTEURS D'ANCRE (capture de la tranchée Régina)	1re oct.-11 nov.
L'ANCRE, 1916 (capture de Beaumont-Hamel)	13 -18 nov.

IV. L'AVANCE SUR LA LIGNE HINDENBURG EN 1917

Retraite allemande vers la ligne Hindenburg ..... 24-29 mars

V. L'AVANCE ALLIÉE DE 1917

LES BATAILLES D'ARRAS EN 1917
- LA CRÊTE DE VIMY ..... 9-14 avril
- *PEMIÈRE BATAILLE DE LA SCARPE EN 1917.. 2-14 avril
- *DEUXIÈME BATAILLE DE LA SCARPE EN 1917 ..... 23-24 avril
  - Attaque contre la Coulotte ..... 23 avril
- ARLEUX ..... 28-29 avril
- TROISIÈME BATAILLE DE LA SCARPE EN 1917 (capture de Fresnoy) ..... 3-4 mai

Affaires au sud de la Souchez ..... 3-25 juin
Capture d'Avion ..... 26-29 juin
BATAILLE DE LA COTE 70 ..... 15-25 août
*BATAILLE DE MESSINES EN 1917 (capture de Wytschaete) ..... 7-14 juin
LES BATAILLES D'YPRES EN 1917
- *CRÊTE DE PILCKEM ..... 31 juil. 2 août
- *LANGEMARCK, 1917 ..... 16-18 août
- *CRÊTE DU CHEMIN DE MENIN ..... 20-25 septembre
- *BOIS DU POLYGONE ..... 26 sept. -3 oct.
- *BROODSEINDE ..... 4 octobre
- *POELCAPPELLE ..... 9 octobre
- PREMIÈRE BATAILLE DE PASSCHENDAELE ..... 12 octobre
- DEUXIÈME BATAILLE DE PASSCHENDAELE ..... 26 oct.-10 nov.

BATAILLE DE CAMBRAI, 1917
- L'attaque des chars ..... 20-21 novembre
- *Capture du bois de Bourlon ..... 23-28 novembre
- Les contre-attaques allemandes ..... 20 nov.-3 déc.

VI. LES OFFENSIVES ALLEMANDES DE 1918

LES PREMIÈRES BATAILLES DE LA SOMME DE 1918
- SAINT-QUENTIN ..... 21-23 mars
- 'Actions aux passages de la Somme ..... 24-25 mars
- *PREMIÈRE BATAILLE DE BAPAUME ..... 24-25 mars
- *ROSIÈRES ..... 26-27 mars
- *PREMIÈRE BATAILLE D'ARRAS EN 1918 ..... 28 mars
- *AVRE ..... 4 avril

*Capture d'Hamel ..... 4 juillet
LES BATAILLES DE LA LYS
- *ESTAIRES (première défense de Givenchy en 1918) ..... 9-11 avril
- *MESSINES EN 1918 (perte de la cote 63) ..... 10-11 avril
- *HAZEBROUCK ..... 12-15 avril
- *BAILLEUL (défense de Neuve-Église) ..... 13-15 avril
- *PREMIÈRE BATAILLE DE LA CRÊTE DE KEMMEL ..... 17-19 avril

'Action de la Becque ..... 28 juin

VII. L'AVANCE VERS LA VICTOIRE EN 1918

LA BATAILLE D'AMIENS	8-11 août
Actions autour de Damery	15-17 août
LES DEUXIÈMES BATAILLES DE LA SOMME EN 1918	
*ALBERT, 1918	21-23 août
*DEUXIÈME BATAILLE DE BAPAUME	31 août-3 sept.
LES DEUXIÈMES BATAILLES D'ARRAS EN 1918	
LA SCARPE, 1918 (capture de Monchy-le-Preux)	26-30 août
LE CANAL DE DROCOURT-QUÉANT	2-3 septembre
LES BATAILLES DE LA LIGNE HINDENBURG	
*HAVRINCOURT	12 septembre
*ÉPÉHY	18 septembre
LE CANAL DU NORD (capture du Bois de Bourlon)	27 sept. 1re oct.
LE CANAL DE SAINT-QUENTIN	29 sept. -2 oct.
LA LIGNE DE BEAUREVOIR	3-5 octobre
CAMBRAI, 1918 (capture de Cambrai)	8-9 octobre
*LA BATAILLE D'YPRES EN 1918	28 sept.-2 oct.
Poursuite vers la Selle	9-12 octobre
*BATAILLE DE COURTRAI	14-19 octobre
*BATAILLE DE LA SELLE	17-25 octobre
BATAILLE DE VALENCIENNES (capture du Mont-Houy)	1re-2 novembre
BATAILLE DE LA SAMBRE	4 novembre
Passage de la Grande-Honnelle	5-7 novembre
Capture de Mons	11 novembre

AUTRES THÉÂTRES DE GUERRE

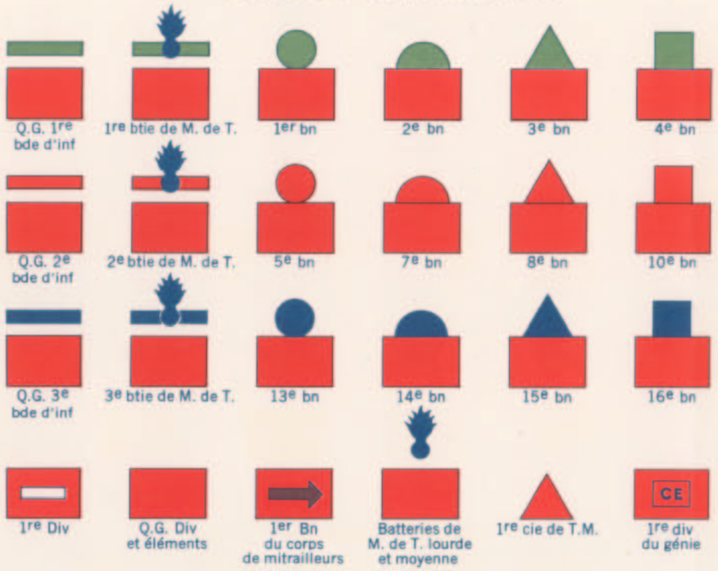
MACÉDOINE, 1915-1917 DARDANELLES, 1915-1916
ÉGYPTE ET PALESTINE, 1915-1916 ET 1918
NORD-OUEST DE LA PERSE ET MER CASPIENNE, 1918-1919
MOURMANSK, 1918-1919 ARCHANGEL, 1918-1919. SIBÉRIE, 1918-1919

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1914-19

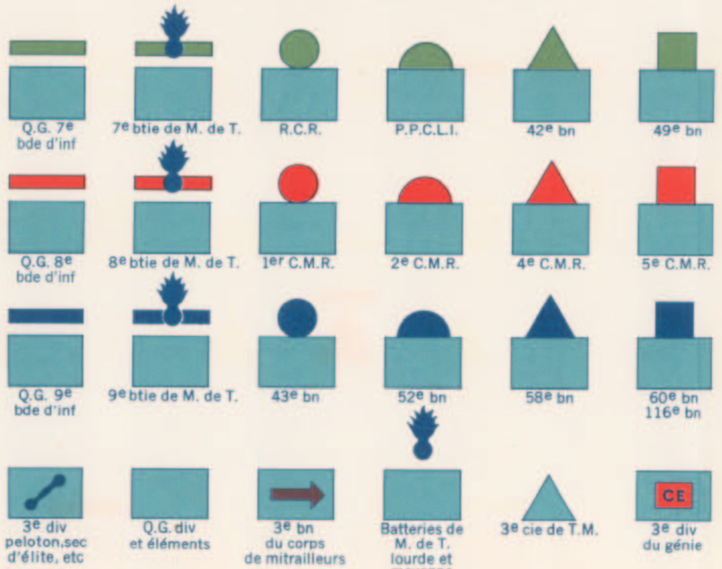
INSIGNES DISTINCTIFS DES UNITÉS CANADIENNES

EN CAMPAGNE

1re Division canadienne



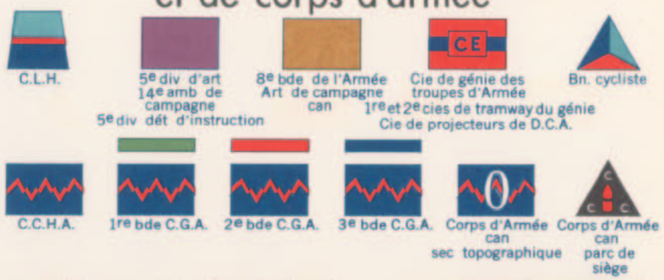
3e Division canadienne

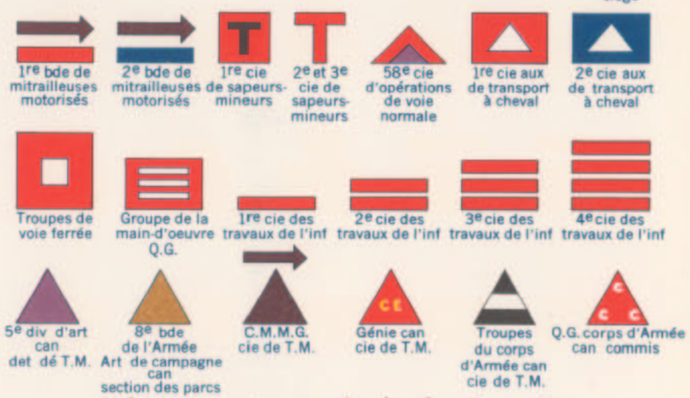


Brigade de Cavalerie canadienne

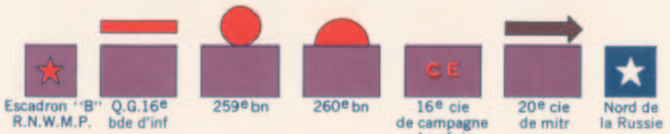


L. de C., Troupes d'armée et de corps d'armée

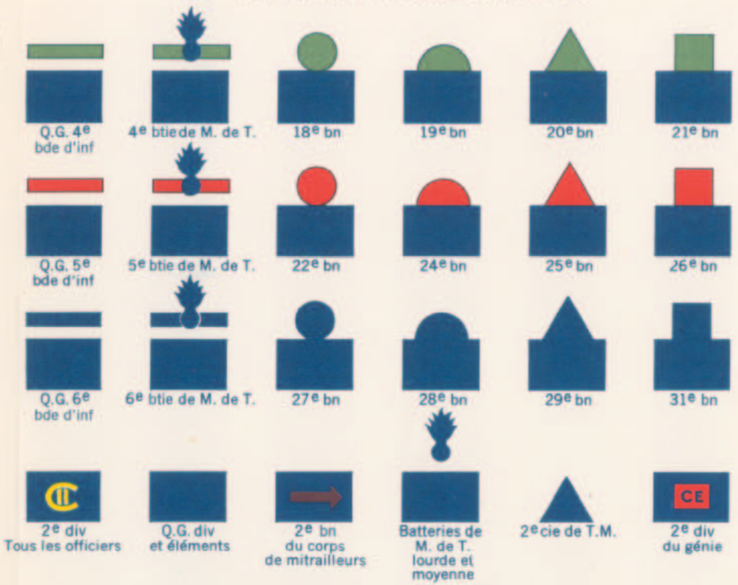




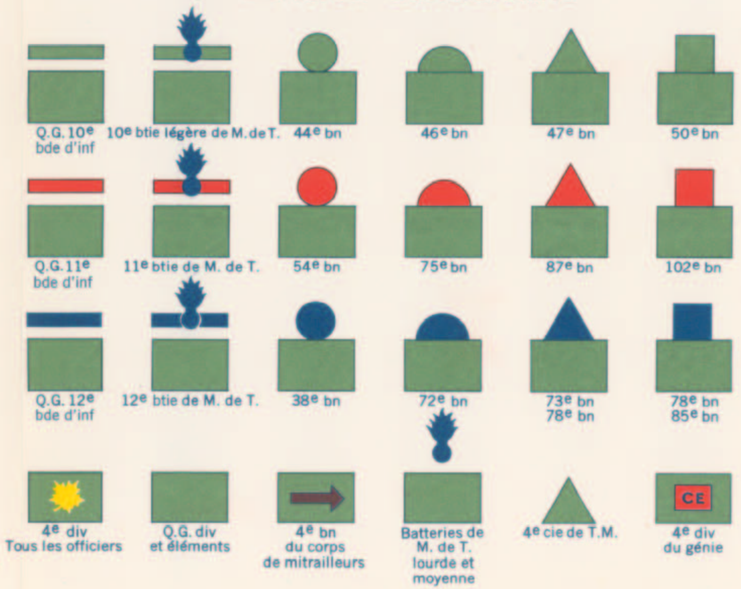
Sibérie et nord de la Russie



2e Division canadienne



4e Division canadienne



Reproduite par le service topographique de l'Armée G.R.C.

Compilée et dressée par la Section historique de l'É.-M.

ABRÉVIATIONS

A.A.	Anti-avions
A.A. & Q.M.G	Adjudant adjoint et quartier-maître général
A.C.C	Artillerie de campagne canadienne
A.D.	Arsenal du Dominion
A.G.	Adjudant général
A.G.C	Artillerie de garnison canadienne
A.L. du C.C.	Artillerie lourde du Corps d'armée canadien
Anzac	Corps d'armée d'Australie et de Nouvelle-Zélande
A.P.C.	Archives publiques du Canada
App.	Appendice(s)
A.R.	Artillerie royale
Art	Artillerie
Aux	Auxiliaire
B.A.G.C.	Bureau des archives de guerre du Canada
Bde	Brigade
B.E.-M.G.	Brigadier, État-major général
B.-G., É.-M.0	Brigadier-général, État-major général
Bn.	Bataillon
Brig-gén	Brigadier-général
Brit.	Britannique
Btie.	Batterie
Can.	Canadien
Cap	Capitaine
C.A.R.	Commandant de l'Artillerie royale
Cav.	Cavalerie
C.B	Compagnon de l'Ordre du Bain
C.C.C.F.	Corps canadien de construction ferroviaire outre-mer
C.E.B.	Corps expéditionnaire britannique
C.E.C	Corps expéditionnaire canadien
C.E.E.	Corps expéditionnaire égyptien
C.E.-M.G.	Chef d'état-major général
C. en C	Commandant en chef
C.E.N.R	Corps expéditionnaire du nord de la Russie
C.F.C.	Corps forestier canadien
C.G.	Commandant du génie
C.G.E.-M.1.	Chef du grand état-major impérial
C.M.C.	Corps de mitrailleuses canadien
C.M.G.	Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges
C.M.M.C.	Corps de mitrailleuses motorisé canadien
C.M.R	Canadian Mounted Rifles
Col	Colonel
Comm.	Commandant
C.P	Conseil privé
Cpl.	Caporal
Cpl. sup.	Caporal suppléant
C.S.A.C.	Corps de santé de l'Armée canadienne
D.A.S.S.	Directeur adjoint des services. de santé
D.C.A.	Défense contre avions
D.C.M.	Distinguished Conduct Medal
Div.	Division

D.L.I. ..... Durham Light Infantry
D.M. ..... District militaire
D.R.M. ..... Directeur des renseignements militaires
D.S. Hist. ..... Directeur de la Section historique
D.S.N. ..... Directeur du Service naval
D.S.O. ..... Distinguished Service Order
D.S.S. ..... Directeur des services de santé

E.M.G. ..... État-major général
Esc. ..... Escadron ou escadrille

F.A.C.O. ..... Forces armées du Canada outre-mer
F.G.H. ..... Fort Garry Horse
F.I.A. ..... Force impériale australienne

G.C.M.G. ..... Grand'croix de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges
Gén. ..... Général
Gouv-gén ..... Gouverneur général
G.Q.G. ..... Grand Quartier Général

H.M.C.S. ..... Navire canadien de Sa Majesté
H.M.S. ..... Navire de Sa Majesté
H.O.A. ..... Histoire officielle allemande
H.O.B. ..... Histoire officielle britannique
H.O.F. ..... Histoire officielle française

I.C. ..... Ingénieurs Canadiens
I.C.A. ..... Instruction du Conseil de l'Armée
Inf. ..... Infanterie
Ing. ..... Ingénieurs
Inst. ..... Instruction

I.S.O. ..... Imperial Service Order
J.G. ..... Journal de' guerre

K.C.B. ..... Chevalier commandeur de l'Ordre du Bain
K.C.M.G. ..... Chevalier commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges
L. de C ..... Ligne de communications
Lient. ..... Lieutenant
Ligne D-Q ..... Ligne Drocourt-Quéant
Lt-Col. ..... Lieutenant-colonel

M. ..... Mitrailleuse
Maj. ..... Major
Man. ..... Manuscrit
M.A.N.P. ..... Milice active non permanente
M.B. ..... Major de brigade
M.C. ..... Military Cross
M.D.N. ..... Ministère de la Défense nationale
M.G.A.R. ..... Major-général, Artillerie royale
M.G.,É.-M.G. ..... Major-général, État-major général
Mitr. ..... Mitrailleuse,
M.M. ..... Military Medal
M.O. ..... Ministre outre-mer
M.V.O. ..... Membre de l'Ordre royal de Victoria

Ob. ..... Obusier
O.C. ..... Officier commandant
O.C.D. ..... Officier commandant de district
Off. d'É.-M.G. I, II et III ..... Officer d'état-major, 1re, 2e ou 3e classe

Off. d'É.-M. de c-b .....Officier d'état major de contre-batterie
O.G. .....Ordre général
O.G.C. (en ch.) .....Officier général commandant (en chef)
O: M.....Outre-mer
O.O.A. .....Officier observateur d'artillerie
O.S.C. .....Ordre de service courant
Pap. .....Papeterie

P.M.N.-O. .....Police montée du Nord-Ouest
P.O. .....Poste d'observation
P.P.C.L.I. .....Princess Patricia's Canadian Light Infantry

Q.G. .....Quartier général
Q.G.A. .....Quartier général de l'Armée

R.A.F. .....Royal Air Force ,
R.C.A.F.....Royal Canadian Air Force
R.C.D. .....Royal Canadian Dragoons
R.C.H.A. .....Royal Canadian Horse Artillery
R.C.R. .....The Royal Canadian Regiment
R. des C .....Rayé des cadres
R.E. .....Royal Engineers
Renf. .....Renforts
R.F.A. .....Royal Field Artillery
R.F.C.....Royal Flying Corps
R.G.A.....Royal Garrison Artillery
R.H.C. .....Royal Highlanders of Canada
R.N.....Royal Navy
R.N.A.S. .....Royal Naval Air Service

S.A. & Q.M.G. ..... Sous-adjudant et quartier-maître général
S.C.N.G. ..... Section canadienne de narration de la guerre
S.-D..... Sous-directeur
Sdt..... Soldat
Sec ..... Secrétaire ou Section
Serg..... Sergent
S.M. ..... Sa Majesté
S: M ..... Sous-ministre
Sous-off ..... Sous-officier
S.S.M. ..... Section du service militaire

Tél..... Télégramme
T.F.C..... Troupes ferroviaires canadiennes
T.H..... Transport hippomobile
T.M. ..... Transport motorisé

U. de T ..... Université de Toronto

V.C..... Victoria Cross
V.D. ..... Décoration des officiers volontaires ou décoration des officiers des forces auxiliaires coloniales

W.O. .....War Office

Y.M.C.A. .....Young Mens Christian Association

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

(Sauf indication contraire, tous les dossiers cités sont ceux du ministère de la Défense nationale, dont les Archives publiques du Canada ont la garde. Toutes les formations et unités numérotées dont il est question sont canadiennes, à moins d'indication contraire.)

CHAPITRE I

Le Canada en guerre

1. Szogyeny à Berthold, 5 juif. 14, citation rapportée par S.B. Fay dans The Origins of the World War (New York, 1928), Il, 203-4.
2. G. N. Tucker, The Naval Service of Canada (Ottawa, 1952). 1, 398.
3. Fay, The Origins of the World War, Il, 529.
4. Winston S. Churchill, The World Crisis 1911-1918 (Londres, 1938),1,161.
5. The Origins of the World War, II, 545.
6. Col. C. P. Stacey, Six années de guerre (Ottawa, 1957), 48.
7. R. MacGregor Dawson, The Government of Canada (Toronto, 1947), 60.
8. Cette dépêche et les autres qui sont citées font partie de la collection des .Imprimés de la guerre européenne., conservée par la Section historique.
9. Débats de la Chambre des communes, 12 janv. 10.
10. Minutes of Proceedings of the Colonial Conférence, 1907 (Cd. 3523, Londres, 1907), 100.
11. J. Castel! Hopkins, The Canadian Annual Review of Public Affairs, 1914, 143.
12. Rapports annuels du Conseil de la milice, 1906-1913.
13. Regimental Establishments of the Canadian Permanent Force fo 1914-1915, 245.E thé
14. Department of Militia and Defence for the Dominion of Canada Report for the Year ended 31st December, 1898, 38.
15. Report of the Department of Militia and Defence for the Dominion of Canada for the Year ended December 1902, 6. Report of the Militia Council for the Dominion of Canada for the Fiscal Year ending March 31, 1916, 18.
16. Annexe A aux Regulations and Orders for the Militia of Canada, 1904, 205.
17. Ordre de l'Armée n° 41 de 1904.
18. Colonial Conference 1902. Minutes of proceedings and Papers laid before the Conférence, 210, 261.
19. Minutes of Proceedings of the Colonial Conférence, 1907 (Cd. 3523, Londres, 1907), vi.
20. Document parlementaire n° 29a-1910, 37.
21. Report on the Military Institutions of Canada by General Sir lan Hamilton, G.C.B., 67 D.S.O., Inspector-General of Me Overgeas Forces (Ottawa, 1913).
22. Débats de la Chambre des communes, 4 déc. 12.
23. Report of the Militia Council for the Dominion of Canada for the Fiscal Year ending March 31, 1915, 7.
24. Établi d'après .Regimental Establishments 1914-1915..
25. C. P. Stacey, The Military Problems of Canada (Toronto, 1940), 71.
26. Mémoire sur la situation générale de la Marine., 20 août 12, reproduit par Tucker dans The Naval Service of Canada, 1, appendice VIII.
27. Col. A. F. Duguid, Official History of the Canadian Forces in the Great War 19141919, General Serres, vol. I (Ottawa, 1938), appendice 11, .Note sur le plan de mobilisation pour le service outre-mer, 1911-1912..
28. «Rapport n° 1 de la Commission de défense du Canada, 1898: projet de défense; la Section historique en possède une copie sur microfilm.
29. «Commission de défense du Canada--recommandations--1898zzz; la Section histori que en possède une copie sur microfilm.
30. Le gouverneur général au ministère des Colonies, 18 avril 03, Archives publiques du Canada (désignées ci-après par l'abréviation A.P.C., ou P.A.C. (Public Archives of Canada)), G. 10, vol. 34.
31. Mémoire, le août 12, au dossier 1019-1-2 du min. du Service naval. Projet de mémoire de la Direction des rens.mil. (sans date), ibid.
32. A.P.C., papiers du maj.-gén. Gwatkin.
33. Stacey, Six années de guerre, 9.
34. Lettre de G. J. Desbarats à sir Joseph Pope, 9 déc. 13, au dossier 1019-1-2 du min. du Service naval.
35. A.P.C., papiers Borden, O.C. 208(1), 20967.
36. C.P. 2049, 4 août 14.
37. Tucker, The Naval Service of Canada, I. 241-2, 264-9.
38. Télégramme du secrétaire d'État aux Colonies au gouverneur général, 4 août 14, Imprimé de la guerre européenne n° 40.
39. Télégrammes du secrétaire d'État aux Colonies au gouverneur général, 6 et 7 août 14, ibid., n°' 84 et 121.

CHAPITRE II

Faconnage de l'arme

1. C.P. 2067, 6 août 14.
2. Débats de la Chambre des communes, 26 janv. 16.
3. L'AG au commandant de la 5° div. (Milice canadienne), 31 juil. 14. DM n° 5, dossier 5-D s/016.
4. Mémoire de l'AG, 13 août 14, dans H.Q. 593-1-5, vol. 3.
5. Le col. S. J. A. Denison, O.G.C. la 4° div., au secrétaire du Conseil de la milice, 20 août 14.
6. Débats de la Chambre des communes, 26 janv. 16.
7. Télégramme du secrétaire d'État aux Colonies au gouverneur général, 10 août 14, Imprimé de la guerre européenne n° 169.
8. A.P.C., papiers Borden, O.C. 208(1), 21131.
9. Ibid.
10. Télégramme du gouverneur général au secrétaire d'État aux Colonies, 17 août 14, Imprimé de la guerre européenne n° 282.
11. Débats de la Chambre des communes, 23 janv. 16.
12. Le gouverneur général au secrétaire d'État aux Colonies, 17 août 14, Imprimé de la guerre européenne n° 282.
13. Brig.-gén. C. F. Winter, Lieutenant-General The Bon. Sir Sam Hughes (Toronto, 1931), 53.
14. The Canadian Annual Review, 1914, 201.
15. Débats de la Chambre des communes, 26 janv. 16.
16. Duguid, 79.
17. Memoranda Respecting Work of the Department of Militia and Defence, European War, 1914-15, 55-7. Rapport du ministre suppléant de la Milice et de la Défense, 22 sept. 14.
18. Hughes au premier ministre, 13 mai 15, dans les Débats de la Chambre des communes, 30 janv. 17.
19. Témoignages recueillis par le Comité des comptes publics pendant la session de 1915, 433, reproduits dans l'ouvrage de Duguid, appendice 113.
20. Papiers dans H.Q. 593-2-6, vol. 1.
21. Duguid, 87.
22. Télégramme au représentant spécial du ministre de la Milice et de la Défense, 9 fév. 15, dossier Carson 410.14.
23. L'officier général commandant (en chef) les forces britanniques en France au War Office, 12 fév. 16, dans H.Q. 130-19-2-3.
24. Le Telegram de Toronto, 14 nov. 16.
25. Lettre de Carson au lieut.-col. F. A. Reid, 14 mai 15, dossier Carson 8-5-37.
26. Lettre de Perley à Kitchener, 29 août 14, A.P.C., papiers Perley, vol. 1.
27. Télégramme de Borden à Perley, 29 août 14, ibid.
28. Supplément du London Gazette, 27 oct. 14.
29. Rapport de l'officier principal préposé à l'embarquement au secrétaire du Conseil de la milice, 10 oct. 14, reproduit dans l'ouvrage de Duguid, appendice 131.
30. 4- J. Gorrie au lieut.-col. Price, 6 oct. 14, reproduit par Duguid, app. 130.
31. Royal Commission Concerning Purchase of War Supplies and Sale of Small Arms Ammunition, Evidence, vol. 1, 329.
32. Sir Julian Corbett, History of the Great War, Naval Operations (Londres, 1920), I, 204.
33. Churchill, The World Crisis 1911-1918, I, 258.
34. Sir Andrew Macphail, History of the Cana-dian Forces, 1914-1919--Medical Services (Ottawa, 1925), 26.
35. J. Castell Hopkins et le rév. I. Renison, Canada at War: A Record' of Heroism and Achievement, 1914-1918 (Toronto, 1919), 101.
36. C. D. Spittal à Carson, 3 oct. 14, dossier Carson 8-5-8.
37. Le War Office à l'officier général commandant la région méridionale, 27 nov. 14, (192).
38. Borden à Perley, message reçu le 9 oct. 14, A.P.C., papiers Perley, vol. 2.
39. Winter, Lieutenant-General The Hon. Sir Sam Hughes, 90.
40. O.G. 175, octobre 1914.
41. Duguid, 126-7.
42. A.P.C., papiers Borden, O.C. 183(1). 14752-3.
43. Ibid., 14775-6.
44. A.P.C., papiers Borden, O.C. 183(1), 14733, Carson à Hughes, 31 déc. 14; et 14789-90, Perley à Borden; 25 janv. 15.
45. Brig.-gén. sir J. E. Edmonds, Military Operations, France and Belgium, 1914 (volume II de British Official History of the Great War) (Londres, 1925), 3. (Désigné ci-après par l'abréviation B.O.H., ou H.O.B. (Histoire officielle britannique).)
46. Carson à Hughes, dossier Carson 8-5-8, vol. 2.
47. C. E. W. Bean, The Story of Anzac (volume I de The Official History of Australia in the War of 1914-1918) (Sydney, 1933), 110-11.
48. Hopkins et Renison, Canada at War, 117.
49. Documents dans les dossiers O.S. E-7-1 et E-36-1.
50. Ordres du premier contingent canadien n°' 924, 1103 et 1160, des 18 et 29 janv. et 2 fév. 15, respectivement.
51. Lettre de Borden à Perley, 6 fév. 15. A.P.C., papiers Perley, vol. 2.
52. H.O.B., 1914, I, 9.

53. Gerhard Ritter, Der Schlieffenplan--Kritik erres Mythos (Munich, 1956), 13.
54. Ibid., 145-60.
55. Reichsarchiv. Der Weltkieg 1914-1918 (Berlin, 1925-1944), 1, 55. (Désigné ciaprès par l'abréviation H.O.A. (Histoire officielle allemande), ou G.O.H. (German Officiai History).)
56. Ibid., 69.
57. Ritter, Der Schlieffenplan--Kritik Bines Mythos, 149.
58. H.O.A., I, 62.
59. Von Hindenburg, Oui of My Life (Londres. 1920), 81.
60. Brig: gén. E. L Spears, Liaison. 1914 (Londres, 1930), 267.
61. Sewell Tyng, The Campaign of the Marne 1914 (Londres, 1935), app. X.
62. État-major de l'Armée. Service historique, Les Armées françaises dans là Grande Guerre (Paris, 1922-1938), Tome II, Cartes, n' 26. (Désigné ci-après par l'abréviation H.O.F. (Histoire officielle française), ou F.O.H. (French Official History).)
63. Winston S. Churchill, The World Crisis, 1911-1918 (Londres, sans date). II, 462-3.
64. Ibid., 472.
65. Kitchener à sir John French, message cité dans H.O.B., 1915, I, 61.
66. Churchill, The World Crisis, II, 528.
67. Télégramme du Foreign Office, ibid., 529.
68. C. F. Aspinall-Oglander, Military Operations, Gallipoli (Londres, 1929), I, 68.
69. H.O.B., 1915, 1, 66.

CHAPITRE III
Les batailles d'Ypres, 1915

1. Dépêche au secrétaire d'État à la Guerre, 5 avril 15, The Despatches of Lord French (Londres, 1917), 249.
2. Mémoire de la 1" div. can., Principes de défense, 4 mars 15 (270). (Le numéro entre parenthèses, comme dans les autres références ci-après, désigne l'appendice à l'ouvrage de Duguid, Official History of the Canadian Forces in the Great War 19141919, où le texte est reproduit, en entier ou en partie.)
3. H.O.F., Tome II, Annexe 890 (279).
4. Ibid., Annexe 917 (280).
5. Ibid., Annexes 927, 979 et 1108 (281-3).
6. Ordre d'opérations n' 5 de la V' div. can., 9 mars 15 (285).
7. G. C. Wynne, If Germany Attacks, The Battle in Depth in the West (Londres, 1940), 30-1, 35.
8. Instructions du Q.G. de l'artillerie de la 1" div. can., 9 mars 15, annexe 4 au journal de guerre.
9. H.O.B., 1915, I, 149.
10. Ibid., 151-4.
11. Ibid., 159-60. H.O.F., Tome II, 691-3.
12. Ordre d'opérations n' 9 du 5' corps d'armée, 11 avril 15, annexe 6a au journal de guerre, É.-M.G. de la 1[1]" div. can., 1'r avril-4 mai 15, (309).
13. «Rapport sur l'état des tranchées., par le commandant de la 2' compagnie de campagne du Génie, 21 avril 15, dans l'annexe 1 au J.G. du Génie de la V' div. can., mai 1915, (334).
14. Plan de défense de la 11' div. can., 17 avril 15,annexe 14 au journal de l'état-major général, 1'• avril-4 mai 15, (330a).
15. J.G. de la 1" brigade d'inf., 20, 21 avril 15.
16. H.O.A., VIII, cartes 1 et 2.
17. Général Erich von Falkenhayn, General Headquarters 1914-1916 and its Critical Decisions (Londres, 1920 (?». 65.
18. Ibid., 84.
19. Compte rendu reproduit dans H.O.B., 1915, 1. 188-90.
20. Die deutsche Kriegführung und das Vôlkerrecht, ibid., 194.
21. H.O.A., VIII, 37.
22. Von Falkenhayn, 47.
23. V. Lefebvre, The Riddle of the Rhine: Chemical Strategy in Peace and War (New York, 1937), 36, 155-6. A. M. Prentiss, Chemicals in War (New York, 1937), 14850.
24. H.O.A., VIII, 38.
25. Ibid., VII, 63-4.
26. Général Ferry, «Ce qui s'est passé sur l'Yser. (Le Revue des Vivants, Paris, juillet 1930), 899-900, (318).
27. Sommaire d'information n' 45 du 5' corps d'armée, 15 avril 15, dossiers du Q.G. de la 1" div. can., chemise 11, dossier 3 (322).
28. H.O.F., tome II, annexe 1392.
29. Ferry, Ce qui s'est passé sur l'Yser, 899900.
30. Lettre du général Ilse (chef d'état-major général, Quatrième armée) à Reichsarchiv, 16 nov. 31, dans H.O.A., VIII, 39. H.O.A., VII, 64.
31. Message A.A. 645 de la 1l" div. can., 22 avril 15 (339).
32. Prentiss, Chemicals in War, 663. R. Hanslian, Der Chemische Krieg, 3e éd. rev. (Berlin, 1937), I, 77-8, 87.
33. Message B.M. 738 de la 3' brigade, 22 avril 15, dans les messages de campagne de la 1" div., annexe 34 au journal de l'étatmajor général, 1'* avril-4 mai 15 (324).

34. 11[0] div. cm., rapport mur les opérations. 22 avril-4 mai 15, annexe 1 au journal de l'état-major général.
35. Journal de guerre du 10e bn, 22 avril 15.
36. Message B.M. 741 de la 3e brigade, 22 avril 15 (351). Messages de la 1[10] div. eau. G. 522, G. 2, messages de campagne de la 1[1'] div. (358, 359).
37. Messages G.A. 16, 17 de la 1[10] div. can., ibid. (382, 385).
38. H.O.A., VIII, 40-1.
39. Ibid., 40.
40. Supplément du London Gazette, 22 juin 15.
41. Message de la 3e bde aux 10' et 16' bataillons et à la 3e bde de l'A.C.C., 10h.47 du soir. 22 avril 15, messages de camp. de la 1" div. (388).
42. Journaux de guerre des 10' et 16' bataillons, 22 avril 15.
43. Message G. 30 de la 1r' div. can., 23 avril 15 (404).
44. Message G.A. 21 de la 1[1,] div. can., 23 avril 15 (425).
45. Message de liaison à la 1[1,] div. can., G.B. 169, 23 avril 15 (442).
46. Message B.M. 806 de la 1" bde, 23 avril 15, message de camp. de la 1r' div. (460).
47. H.O.B., 1915, I, 198.
48. Ibid., 201.
49. Message G.A. 33 de la 1r' div. can., 23 avril 15 (486).
50. Ordres G.B. 175 de la 45' div. (française), 23 avril 15, messages de camp. de la 1r' div. (485).
51. Message B.M. 128 de la 13' bde, 23 avril 15, ibid. (497).
52. H.O.B., 1915, 1, 205-6.
53. H.O.F., tome II, annexe 1430, Putz à Foch, rapport du 23 avril.
54. Duguid, 284.
55. H.O.A., VIII, 42-3.
56. Ibid., 44.
57. H.O.B., 1915, 1, 216.
58. Journal de guerre du 8' bu, 24 avril 15.
59. Message de la 3' bde d'art. can. à la 3' bde d'inf., 24 avril 15, messages de camp. de la 3' bde d'inf., 21 avril-8 mai 15, papiers Turner (526).
60. Message B.M. 400 de la 3' bde, 24 avril 15, messages de camp. de la 1" div. (542).
61. H.O.B., 1915, 1, 219.
62. Supplément du London Gazette, 22 juin 15.
63. Message G. 80 de la Ire div. can., 24 avril 15 (557).
64. Message G. 369 de la 1r' div. can., 24 avril 15 (566).
65. Supplément du London Gazette, 13 mai 19,
66. Journal des opérations, 22 avril-5 mai 15, app. .A. au journal de guerre de la 3' bde d'inf., avril-mai 1915.
67. Message G.A. 50 de la 1r' div. can., 24 avril 15 (580).
68. Message 818 de la 3' bde, 24 avril 15, messages de campagne de la 3' bde d'inf. (586).
69. Message G.C. 2 de la 27' div., 24 avril 15, ibid. (600).
70. Message Z. 329 de la 3' bde, 24 avril 15, ibid. (631).
71. Lettre au Directeur de la Section historique, sans date, papiers Currie, tiroir J-1. Histoire officielle canadienne de la guerre..
72. Currie à la Il* div. cm., 3h.30 de l'après midi, 24 avril 15, H.Q.C. 4950.
73. Note 71, ci-dessus.
74. Message 53 de la 110 div. can., 4h.35 de l'après-midi, 24 avril 15 (612).
75. Message O.A. 959 du G.Q.G., 24 avril 15, app. 23, H.O.B., 1915, I .
76. Lettre au général Smith-Dorrien, ibid., 233.
77. Note du gén. Foch à sir John French, ibid., 233-4.
78. Message G.A. 416 du 5' corps d'armée, 24 avril 15, messages de camp. de la 114 div. (619).
79. Ordre d'opérations n° 10 de la Ire div. can., 24 avril 15, dossiers du Q.G. de la 1r' div. can., chemise 15, dossier 1 (627).
80. Message G.A. 417 du 5' corps d'armée, 24 avril 15, messages de camp. de la Ire div. (634).
81. Message G. 92 de la 110 div. can.. 25 avril 15 (640).
82. Message B.M. 1 de la 10' bde, 25 avril 15, messages de camp. de la 1r' div. (654).
83. H.O.A., VIII, 44.
84. Message G.A. 58 de la 1[1]0 div. can., 25 avril 15 (659).
85. Message de la 10' bde à la 2' bde, vers 3h.15 de l'après-midi, 25 avril 15, messages de campagne de la 2' bde d'inf., avril-mai 1915, papiers Urquhart (670a). Message G.R. 488 de la 27' div., 25 avril 15, messages de camp. de la 11[,] div. (670).
86. H.Q. 650-52-7, vol. 2, observations du Directeur de la Section historique sur H.O.B., 19 nov. 25.
87. Message G. 13 de la 110 div can., 25 avril 15 (674).
88. Supplément du London Gazette, 22 juin 15.
89. Ordre d'opérations n° 8 de la Deuxième armée, 26 avril 15, app. 26, H.O.B.. 1915, I.
90. Ordre d'opérations n' 12 de la div. can., 26 avril 15 (684).
91. H.O.B., 1915, 1, 261.
92. H.O.F., tome II, annexe 1461.
93. H.O.B., 1915, 1, 273.
94. Le chef d'état-major gén. à la Deuxième armée, 2h.15 de l'après-midi, 27 avril 15, app. 30, ibid.
95. Le gén. Smith-Dorrien au lt-gén. sir William R. Robertson, 27 avril 15, app. 29, ibid.
96. Message O.A. 976 du G.Q.G., 27 avril 15, app. 31, ibid.
97. Maréchal sir William Robertson. Soldiers and Statesmen 1914-1918 (Londres, 1926), I, 57.
98. H.O.F., tome II, annexe 1466.
99. Message G. 96 de la 1" div. can., 28 avril 15 (694).

100. J.G. du P.P.C.L.I., 28 fév. 15 et app. XIV.Ralph Hodder-Williams, Princes Patricia's Canadian Light Infantry 1914-1919 (Toronto, 1923), I, 30-4.
101. B , 1915, I, 310-11. H.O.A , Vue.47-8.
102. J.G. du P.P.C.L.I., 8 mai 15.
103. H.O.B., 1915, I, 317.
104. Ibid., 339-40.
105. Communiqué du War Office aux journaux, 24 avril 15 (701a).
106. H.O.B., 1915, I ,355.
107. Sauf indication contraire, tous les chiffres 47-8 des pertes ont été fournis par les Archives des services de guerre.

CHAPITRE IV
Festubert et Givenchy, 1915

1. H.O.F., tome III, 38-43. Brig.-gén. air J. E. Edmonds, A Short History of World War 1 (Oxford, 1951), 93-4.
2. H.O.B., 1915, II, 7-8, 11. 3. Ibid., 13.
4. Wynne, Il Germany Attacks, 43-6. 5. H.O.B., 1915, 11, 41.
6. Ibid.
7. Ibid., 29, 39.
8. Ibid., 43. H.O.A., VIII, 60.
9. Message O.A. 157 du G.Q.G., 13 mai 15, app. 10 au J.G., état-major gén. de la 1°° div. can., mai 1915.
10. Ordre d'opérations n° 83 du 1°° corps d'armée, 14 mai 15, app. 11, ibid.
11. Robert Blake (éd.), The Private Papers of Douglas Haig, 1914-1919 (Londres, 1952), 93.
12. Lettre du G.Q.G., 14 mai 15, citée dans H.O.B., 1915, II, 51.
13. App. 13 au J.G. de l'état-major gén. de la 1•° div. cari., mai 1915.
14. H.O.A., VIII, croquis 4 et 6.
15. Message G. 245 du 1°' corps armée, 17 mai 15, app. LXVI au J.G., état-major gén. du 1°• corps d'armée, mai 1915 (744).
16. H.O.B., 1915, II, 69.
17. Message G. 268 du 1°• corps d'armée, 18 mai 15, app. 14 au J.G., état-major gén. de la 1•° div. can., mai 1915.
18. Ordre d'opérations n° 13 de la 7° div., 18 mai 15 (749).
19. J.G. du 16° bn, 18 mai 15.
20. Extraits de journaux de guerre britanniques, «Artillerie-Festubertzzz, chemise 13, J.G. de la 12e bde, R.G.A., 18 mai 15. chemise d'art. 8, message de la 41° bde, R.F.A., 3h.38 de l'après-midi, 18 mai 15.
21. Message du 14° bn, 5h.15 de l'après-midi, 18 mai 15, dans les papiers Turner, .Festubert..
22. H. M. Urquhart, The History of the 16th Battalion (The Canadian Scottish) (Toronto, 1932), 75-7.
23. Historique du 57° régiment d'infanterie, 76 (782c).
24. Extraits de journaux de guerre britanniques, J .O., état'-major gén. de la Première armée, mai 1915, Rapport sur les opérations de la Première armée, 22-31 mai 15.
25. Lettre du It-col. G. W. Gordon Hall au Directeur de la Section historique, 20 mars 37, dans H.Q. 683-1-30.5, vol. 5.
26. H.O.A., VIII, 72.
27. Ordre d'opérations n° 16 de la 1re div. can., 20 mai 15, app. 9 au J.G. de la 2e bde d'inf., mai 1915 (769).
28. J.G. du 15° bu., 20 mai 15.
29. Copies de la carte des tranchées de Festubert dans l'app. 28 au J.G., état-major gén. de la 1*° div. cari., mai 1915.
30. J.G. du 10e bu, 20 mai 15. Le commandant du 10e bn à l'O.G.C. la 2e bde can., 10h. du soir, 20 mai 15 (774).
31. Historique du 91° régiment d'infanterie de réserve, 165-6 (782c).
32 J.G. du 10° bn, 22 mai 15.
33. Note 25, ci-dessus.
34. Extraits de journaux de guerre britanniques, état-major gén. de la Première armée, mai 1915, Rapport hebdomadaire sur les opérations de la Première armée, 22-31 mai 15.
35. J.G. de l'état-major gén. du 1°" corps d'armée, 23 mai 15.
36. J.G. du 3° bu, mai 1915, app. II. Message B.M. 154 de la 1'° bde can. à la 1- div. can., 25 mai 15 (784).
37. J.E.B. Seely, Adventure (Londres. 1931), 221.
38. H.O.B., 1915, II, 75.
39. Rapport hebdomadaire sur les opérations de la Première armée, 22-31 mai 15.
40. Récit des opérations des Royal Canadian Dragoons, 24-27 mai 15, app. 8 au J.G. du détachement de Seely, mai 1915. Le détachement de Seely à la 1re div. can., 27 mai 15, app. 22 au J.G., état-major gén. de la 1re div. can., mai 1915 (792).
41. Supplément du London Gazette, 10 juil. 15.
42. Extraits de journaux de guerre britanniques, É.-M.G. 91(a), Première armée au G.Q.G., 4 juin 15, app. °A* au J.G. de l'É.-M.G., Première armée, juin 1915.
43. H.O.B., 1915, II, 79.
44. Section canadienne des récits de guerre. «Divisions allemandes affrontées., 14. Historique du 134° régiment (saxon), 22.
45. Ordre d'opérations nooo 21 du 4e corps d'armée, 31 mai 15, app. 27 au J.O., É.-M.G. de la 1re div. can., mai 1915 (802).

46. Ordres d'opérations n°• 23 et 24 de la 1re div. can. (803 et 813).
47. Note du brig.-gén. Burstall sur le projet d'ordre d'opérations ne 23 de la 1'° div. can., app. 7 au J.G., état-major gén. de la 1r° div. can., juin 1915 (810).
48. Art. div. can. à la 1" div. can., 10 juin 15, app. 11, ibid., (811).
49. Art. div. can. à la 1r° div. can., 17 juin 15, app. 17, ibid., (821).
50. M.52, 1r• bde, A.C.C., à l'art. div. can., 15 juin 15, app. 15, ibid., (815).
51. Récit des opérations du 1°' bataillon, 15 juin 15, app. I au J.G. de l'unité, juin 1915.
52. Supplément du London Gazette, 23 août 15.
53. J.G. du 3' bataillon, 16 juin 15.
54. H.O.B., 1915, II, 97.
55. G1531, Instructions du Q.G. du 3' corps d'armée concernant les lignes de défense du front de Ploegsteert, 14 juin 15, (828).
56. G1740, le brig.-gén., E: M.G., 3° corps d'armée, à la div. can., 1°r juil. 15, app. 1 au J.G., É.-M.G. de la Ire div. can., juillet 1915, (829).
57. Journaux de guerre, 13' bataillon, 9 et 13 juil. 15, et 4' bataillon, 31 août 15.
58. J.G. 1r° bde can. de mitrailleuses motorisées, juillet 1915.
59. Journaux de guerre, art. de la 1" div. can., 7 août 15; P.P.C.L.I., 8 août 15; R.C.H.A., 8 août 15.
60. Imprimé de la guerre européenne n° 836.
61. Le gouverneur général au secrétaire d'État aux Colonies, 18 oct. 14, Imprimé de la guerre européenne n° 912 (157).
62. C.P. 2831, 7 nov. 14, le gouv. gén. au sec. d'État aux Colonies, 21 nov. 14, Imprimé de la guerre européenne n° 1217 (161).
63. Le secrétaire d'État aux Colonies au gouv. gén., 31 oct. 14, dossier 593-3-1 (159).
64. Correspondance dans H.Q. 593-3-12, vol. 1 et 2, H.Q. 32-1-210, octobre et novembre 1915.
65. L'adjudant général au commandant de la 5° div., Québec, 30 oct. 14, au dossier H.Q. 32-1-210.
66. Tableau des unités d'infanterie, de pionniers et de fusiliers montés du C.E.C. . . . autorisées avant le 15 sept. 15 (734).
67. J.G., É.-M.G. du corps d'armée can., 3 oct. 15.
68. Macphail, The Medical Services, 39.
69. Ordre de la milice n° 257 (715a).
70. qqqHistory of the Canadian Machine Gun Crops, C.E.F.zzz (manuscrit), par le maj. H. T. Logan et le cap. M. R. Levey, vol. I, , 13-17, 24-25, 31, 33.
71. Kitchener à Hughes, 11 mars 15, au dossier H.Q. 593-3-25, vol. 1, carton 339.
72. H.Q. 593-2-51, l'adjudant général au col. J. C. MacDougall, 9 fév. 15.
73. A.P.C., papiers Borden, O.C. 190, 15652-4.
74. Débats de la Chambre des communes, 30 janv. 17.
75. Papiers Perley, vol 4, Perley à Borden, 11 juin 15.
76. Ibid., 22 juin 15.
77. Ibid., Kitchener à Perley, 24 juin 15.
78. Hughes à Lougheed, 26 juil. 15, dossier Carson 6-T-4.
79. H.Q. 413-2-15, chemise concernant l'org. Et l'adm. de l'instruction, div. can.
80. Mémoire à toutes les unités de la 2° division, 10 sept. 15, app. .B» au journal de l'état-major gén., septembre 1915.
81. «Note sur le débarquement et l'avance de la 2° division canadienne., app. 20 à l'ouvrage de Duguid, II (projet).
82. Bean, The Story of Anzac, 117-19.
83. Dossier Carson, 8-5-8.
84. Citation dans le message de sir John French à Kitchener, 27 avril 15, papiers Perley, vol. 3.
85. Carrick au ministre de la Milice et de la Défense, 27 avr. 15, app. 4 à l'ouvrage de Duguid, II (projet).
86. Dossier Carson, 8-1-5.
87. Henry Borden (éd.), Sir Robert Laird Borden: His Memoirs (Macmillan, 1938), 1, 523.
88. Imprimés de la guerre européenne, vol. 3, n' 306.
89. L'expansion et la direction des forces militaires du Canada outre-mer. (8).
90. Ordres de service courant de la 1r° div.; 13 sept. 15, app. 13 au journal de l'état-major gén. J.G. de la 2° bde can., 20 sept. 15.
91, État mensuel des effectifs canadiens en France., dressé par le service de la Statistique, F.A.C.O.
92. J.G., état major gén. du corps d'armée can., octobre 1915, rapport spécial du service des renseignements, 7 oct. 15, Historique du 17° régiment bavarois, 34. Historique du 18• régiment bavarois. 99.
93. J.G., état-major gén. du corps d'armée can., octobre 1915. Ordre d'opérations n' 3, 23 sept. 15.
94. Aspinall-Oglander, Military Operations, Gallipoli, I, 58.
95. John F. O'Flaherty, qqqThe Royal Newfoundland Regiment. (la Section historique en possède le manuscrit).
96. Aspinall-Oglander, Gallipoli (Londres, 1932), II, 484.
97. H.O.B., 1915, 11, 128.
98. Ibid., 116-17.
99. Churchill, The World Crisis, III, 854-6.
100. H.O.B., 1915, II, 129.
101. Instructions générales du G.Q.G. aux commandants des armées et réserves générales d'armes et de services, 18 sept. 15, app. 15, H.O.B., 1915, II.
102. H.O.B., 1915, II, 267-70.
103. H.O.F., tome III, 459, 463.
104. H.O.B., 1915, II, 272-81, 299, 305.
105. J.G., état-major gén. du corps d'armée can., 25 sept. 15, et sommaire des opérations du corps d'armée, 22-30 sept. 15.

106. Rapport sur la fabrication des bombes fumigènes, par le cap. J. B. Dunbar, 13 oct. 15, état-major gén. du corps d'armée can., dossier ne 17, chemise' 86.
107. H.O.B., 1915, II, 392. H.O.A., IX. 98.
108. C.R.M.F. Cruttwell, A History of the Great War, 1914-1918 -(Oxford, 1936), 165.
109. H.O.B., 1915, 11, 393.
110. Ibid., 1916, 1, 156.
111. Mémoire du major-général d'état-major gén., Deuxième armée, 28 oct. 15, étatmajor gén. du corps d'armée can.. dossier n- 23, chemise 3.
112. H.O.B., 1915, 1, 31-4 et 1916, 1, 156.
113. «Organisation et exécution d'un raid», app. 6, H.O.B., 1916, I, 42-5.
114. Urquhart, The History of the 16th Battalion (The Canadian Scottish), 112.
115. Rapport du brig.-gén. Lipsett, 17 nov. 15, app. 17 au J.G., état-major gén. de la 1re div. car., novembre 1915.
116. Ibid. Histories of Two Hundred and FiftyOne Divisions of the German Army which Participated in the War 1914-1916 (Washington, 1920), 610.
117. Ordre d'opérations ne 32 de l'art. de la 1•• div., 14 nov. 15, app. 14 au journal de l'état-major gén., novembre 1915.
118. Rapports des 5- et 7- bataillons, app. 17 au J.G., É.-M.G. de la 1'• div., novembre 1915. H.O.B., 1916, 1, 156.
119. Sommaire des opérations offensives de petite envergure dans la nuit du 14 au 15 déc. 15.. dans l'app. III/2 au J.G., E.-M.G. du corps d'armée can., décembre 1915.
120. W. W. Murray, The History of the 2nd Canadien Battalion - in the Great War (Ottawa, 1947), 75.
121. J.G., div. de l'A.G. et du Q. -M.0, corps d'armée cari., 6 nov. 15.
122. Ordre général de service courant n' 1235, 29 oct. 15, app. 5 au J.G., sous-dir. du accu. de santé, corps d'armée car., octobre 1915.
123. Ibid., appendices 7 et 8, novembre 1915.
124. Macphail, The Medieal Services, 62-3, 88-9, 118-19.
125. Ibid., 269.
126. Ibid., 269-70. Dit. du service de santé (Londres), dossier 5-7-6, vol. 1, «Maladies diverses. .Rapport sur la gelure», 1-* hôpital de l'arrière car., 30 déc. 15, ibid.
127. W. A. Steel, .Service de T.S.F. du corps d'armée canadien en France. (Canadian Defence Quarterly, juillet 1929), 445.
128. J.G. de la 5' bde d'inf., 25 déc. 15.
129. Journaux de guerre de l'état-major gén. du corps d'armée car., 25 déc. 15, et de la 3' div., 22-28 déc. 15.
130. Papiers Perley, vol. 4, télégramme, Aitken à Hughes, 29 nov. 15.
131. Ibid., Hughes à Aitken, 30 nov. 15.
132. Ibid., vol. 5, Bennett à Border. 7 déc. 15.
133. Ibid., vol. 4. Borden à Perley, 2 déc. 15.
134. Ibid., Bonar Law à Perley, 31 déc. 15.
135. Ibid., vol. 5.
136. Ibid., Bennett à Borden, 7 déc. 15.

CHAPITRE V
Les cratères de Saint-Éloi et Mont-Sorrel, 1916

1. H.O.B., 1916, 1, 3.
2. Ibid., 4, 7.
3. Erich von Falkenhayn, Die Oberste Heeresleitung 1914-1916 (Berlin, 1920), 164-8.
4. H.O.A., X, 2, 9.
5. H.O.B., 1916, I, 55-6.
6. Ibid., 45-6.
7. Ibid., 242.
8. H. A. Jones, The War in the Air (Oxford, 1928), 11, 149-51.
9. Ibid., 156-7.
10. Ibid., 158-61. John R. Cuneo, The Air Weapon 1914-1916, vol. Il de Winged Mars (Harrisburg, 1947), 230-4.
11. H.O.B., 1916, I, 18-19, 23-4, 193.
12. 121/Overseas/720 (S.D. 2), 24 juin 15 (847).
13. Carson à Hughes, 26 nov. 15, au dossier Carson 8-5-8B.
14. Déclaration .A» annexée au mémoire du G.Q.G. à la Deuxième armée, 4 janv. 16, dossiers de l'état-major gén. du corps d'armée car., 99 (1).
15. C.P. 1593, 8 juil. 15.
16. L'expansion et la direction des forces militaires du Canada outre-mer. (8).
17. Notes sur le personnel de la 3' division canadienne, H.Q. 650-52-7, vol. 5.
18. Conférence canadienne, 28 avril 16, au dossier Carson 8-1-106A.
19. Dossiers de l'état-major gén. du corps d'armée car., 99 (1-a).
20. Registre des formations et unités», confié à la Section historique.
21. Canada in the Great World War, III (Toronto, 1919), 233.
22. Sommaire des opérations, 22-31 janv. 16, app. 111/2 au J.G., É.-M.G. du corps d'armée cari., janvier 1916.
23. Ibid.
24. Lord Beaverbrook, Canada in Flanders (Londres, 1917), II, 68.
25. H.O.B., 1916, I, 162-72. Historique du 1240 régiment, 44-7.
26. J.G., É: M.G. du corps d'armée car., 15-16 fév. 16.
27. Work of Royal Engineers in the European war, 1914-1919--Military Mining (Chatham, 1922), 24.

28. H.O.B., 1916, I, 177-9.
29. Ibid., 179, 185.
30. Canada in Flanders, II,
31 Historique du 213' régiment de réserve, 367-8.
32. H.O.B., 1916, I, 182-4.,
33. Ibid., 185, 192. Historique du 213' régiment de réserve, 366.
34. 27'bataillon, .Sommaire des opérations récentes., 12 avril 16, app. 3 au J.G. 27' bu, avril 1916.
35. Journaux de guerre des 27' et 31' bataillons, 4 avril 16.
36. «La lutte pour les cratères., compte rendu du lt-col. D. E. Macintyre, affecté aupa-ravant au 28' bataillon et capitaine d'état-major (service des renseignements) au Q.G.de la 6' bde d'inf. can., G.A.Q. 5-67.
37. Rapport sur les opérations de la 2' division canadienne à Saint-Éloi, 3-16 avril 1916,par. 10, app. .C. au journal de l'état major gén.
38. Ibid., paragraphes 10-11.
39. Ibid., par. 14.
40. Rapport du brig.-gén. H. D. B. Ketchen, du 125' app. 1 au rapport de la 2' div.
41. J.G. de la 6' bde d'inf., 6 avril 16. Rapport de la 2' div., paragraphes 16-23. «Le compte rendu du combat de Saint-Éloi donné par les Allemands.' H.O.B., 1916, I, 191-3. Historique du 214' régiment de réserve, 187-93.
42. Photographies-zone de Saint-Éloi. mars et avril 1916, G.A.Q. 13-10. Rapport de la 2' div., par. 27.
43. Rapport de la 6' bde d'inf., 12 avril 16. App. 1 au rapport de la 2' div.
44. Rapport de la 2' div., par. 31.
45. H.O.B., 1916, I, 189-90.
46. Directive de la 2' div. can. à la 4' bde d'inf. can., G. 571, 8 avril 16, app. 162 au J.G., É.-M.G. de la 2' div., avril 1916.
47. Rapport de la 2' div., paragraphes 32-42.
48. App. 182 au journal de l'état-major gén., avril 1916.
49. «Cratères de Saint-Éloi--Rapport des opé-rations., papiers du général Turner, G.A.Q. 13-10, chemise I, partie II, fol. 000747.
50. H.O.B., 1916, I, 191, 193.
51. Lettre de sir Richard Turner au col. A. F. Duguid, 7 août 30, H.Q. 650-52-7, vol. 5.
52. Aitken à Hughes, 26 avril 16. A.P.C., papiers Borden, O.C. 183(2), 14955-7. Journal de Haig, 21 avril 16.
53. Mémoire G. 685 de la 2' div. cas., 12 avril 16, dossiers du Q.G. de la 2' div. can., chemise 20, dossier 7.
54. H.O.B., 1916, I, 191.
55. Sommaire des opérations, app. 111/2 au J.G., É.-M.G. du corps d'armée can., avril- mai 1916.
56. Journal de Haig, 23 avril 16.
57. grandement. est remplacé par •nommé ment., et des divisions canadiennes. sont remplacées par .la division canadienne»), A.P.C., papiers Border. O.C. 183(2), 14955-7.
58. Hughes à Aitken, Borden à Aitken et Perler26 avril 16, A.P.C., papiers Borden. O.C. 183(2).
59. Éditorial, Canadien Defence Quarterly, du janvier 1928, 131-3.
60. Adolf Deutelmoser, The 27th Infantry Division in the World War 1914-18 (Stuttgart, 1925), 39. Historique du 120' régiment, 34.
61. H.O.B., 1916, i, 229-30. Compte rendu des opérations du corps d'armée canadien, 1" juin au 8 juin 1916, dossier 1-A-1, 16-6-13, vol. 2, 1-3.
62. Canada in Flanders, II, 173.
63. Historique du 120' régiment, 36.
64. S. G. Bennett, The 4th Canadian Mounted Rifles 1914-1919 (Toronto, 1926), 19-20.
65. Lt.-gén. air A. C. Macdonnell, qqqMont Sorrel et Hoogezzz, H.Q. 650-52-7, vol. 5.
66. Historique du 120' régiment, 36. Historique régiment, 118.
67. Maj.-gén. A. G. L. McNaughton, qqqL'évolu tion de l'artillerie au cours de la Grande janvier 1929), 171.
68. Historique du 125' régiment, 120.
69. J.G. du P.P.C.L.I., 2 juin 16. Hodder Williams, Princess Patricia's Canadien Light Infantry, 1914-1919, I, 123, 135-6.
70. The 27th Infantry Division in the World War 1914-18, 40.
71. Journaux de guerre des 10' et 52' bataillons. 3 juin 16.
72. Compte rendu des opérations du corps d'armée canadien, 12.
73. Ibid., 17-19.
74. The 27th Infantry Division in the World War 1914-18, 40.
75. Journaux de guerre des 28' et 31' bataillons. 6 juin 16.
76. Canada in Flanders, II, 219-20.
77. H.O.B., 1916, 1, 239.40.
78. Sommaire des opérations de la 1" div. can., 8-15 juin 16, app. 15 au journal de l'état major général.
79. H.O.B., 1916, I, 241.
80. J.G., div. de l'A.G. et du Q.-M.G., 1" div. , can., 17 juin 16. Sommaires des opérations du corps d'armée can., 2-14 juin 16, app. 111/2 au journal de l'état-major gén.
81. The 27th Infantry Division in the World War 1914-18, 40.
82. J.G., É.-M.G. du corps d'armée car., 18 août 16.
83. Ibid., 14, 18 août 16.
84. The War in the Air, II, 179-80.
85. Appendice 111/5 au J.G., É.-M.G. du corps d'armée can., août 1916

87. J.G., div. de l'A G. et du Q. -M.0, corps d'armée can., juin 191,6.
88. Le général A. G. L McNaughton au Directeur de la Section historique, 22 juin 61.
89. Alderson à Gwatkin. 6 fév. 16, app. 111 1 l'ouvrage de Duguid.
90. App. 111 à l'ouvrage de Duguid.
91. Le lt-col. S. S. Weatherbie au col. C. P. Stacey, 31 janv. 57.
92. Sans date ai adresse, dossier de la 1" div. 1-B-1.
93. Rapport de air John French, 23.
94. Le cor mandant en chef au War Office, 12 juin 15 (111).
95. Alderson à Gwatkin, 6 fév. 16, ibid.
96. Hughes à' Alderson, 7 mars 16, ibid.
97. «Le lieutenant-général air Edwin Alderson, K.C.B., courageux commandant qui a été sacrifié au fusil Rosszzz. (The Khaki Call, février 1928).
98. App. 111 à l'ouvrage de Duguid.
99. Mémoire 0. 654 du corps d'armée can., 2 mai 16, dossier Carson 4-5-13B, Ibid. 100. Haig au War Office, 28 mai 16, ibid.
101. Bonar Law au gouverneur général, 11 juil. 16, ibid.

CHAPITRE VIT
La bataille de la Somme de juillet à novembre 1916

1. Sommaire hebdomadaire de l'É.-M.G. britannique, 29 juin 16, cité dans l'ouvrage de Robertson, Soldiers and Statesmen, I, 268.
2. «Opérations de 1916., app. «A, aux papiers personnels de Haig.
3. H.O.B., 1916, 1, 31.
4. Papiers personnels de Haig, 145.
5. Edmonds, A Short History of World War I, 177-9.
6. Wynne, If Germany Attacks, 101-3.
7. Prince héritier Rupprecht von Bayern, Mein Kriegstagebuch, éd. Frauenholz (Mittler, Berlin, 1929), 3 volumes, I, 482.
8. H.O.A., X, 42, 348-9.
9. H.O.B., 1916, 1, 250, 268-9, 300-1.
10. Ibid., 483, 485-6, 488.
11. J.G. de la bde de cav. can., 14 juil. 16.
12. «Rapport spécial au chef de l'état-major gén. de l'Empire, 1'* août 16., H.O.B., 1916, II, 232.
13. Ibid., 230.
14. Hindenburg, Out of My Life, 123, 163. Général Ludenforff, My War Memories (Londres, sans date), 2' éd., I, 239. 15. H.O.A., X, 422.
16. Ibid., 675-6.
17. O.A.D. 116, «Plans du G.Q.G. concernant une attaque à la mi-septembre., app. 16, H.O.B., 1916, II.
18. C. E. W. Beau, The A.I.F. in France, 1916 (volume III, The Officiai History of Australia in the war of 1914-18), 853-61. J.G., É.-M.G. de la 1" div. can., 5-8 sept. 16.
19. Supplément du London Gazette, 26 oct. 16.
20. H.O.B., 1916, 1, 293.
21. O.A.D. 116, 19 août 16, «Plan du G.Q.G. concernant une attaque à la mi-septembre., app. 16, ibid., II.
22. Maj: gén. air E. D. Swinton, Eyewitness (Londres, 1932), 186-7.
23. H.O.B., 1916, II, 248-9.
24. Ibid., 296.
25. Ibid., I, 288.
26. «Instruction offensive des divisions., B mai 16, app. 17, ibid.
27. Ordre d'opérations n° 46 du corps d'armée can., 13 sept. 16, app. 11/10 au journal de l'état-major gén., septembre 1916. Sommaire des opérations, app. VI, ibid.
28. Sommaire du service des renseignements du corps d'armée can., 15 sept. 16, app. V, ibid.
29. Rapport sur les opérations des chars, 15.9. 16, app. VII, ibid.
30. Ibid. H.O.B., 1916, II, 364.
31. Churchill, The World Crisis, III, 1052.
32. Rapport sur les opérations des chars, 15.9.16.
33. J. H. Boraston (éd.), Sir Douglas Haig's Despatches (Londres, 1920), 42.
34. Col.-gén. Heinz Guderian, Die Panzerwaffe (Stuttgart, 1943), 2' éd., 53-4.
35. Sommaire des opérations, app. VI au J.O., É.-M.G. du corps d'armée can., septembre 1916.
36. Mémoire de la 5' bde d'inf. aux 22', 25' et 26' bataillons, 22 sept. 16, app. 28a au journal de la brigade.
37. Joseph Chaballe, Histoire du 22' Bataillon canadien-français, 1914-1919 (Montréal, 1952), 204. App. 28a au J.G. de la Se bde d'inf., septembre 1916.
38. Bennett, The 4th Canadian Mounted Rifles, 1914-1919, 32-4.
39. Historique du Corps canadien de mitrailleuses, C.E.C., I, 35.
40. H.O.B., 1916, II, 348.
41. Supplément du London Gazette, 26 oct. 16.
42. Sommaire des opérations du corps d'armée can., 15-22, 22-29 sept. 16. Journaux de guerre de l'état-major gén. de la 1" div. can et du 1'* bataillon, 22 sept. 16.
43. Dépêches de Haig, 42.
44. H.O.B., 1916, II, 392.
45. Ordre d'opérations n° 55 du corps d'armée can., 24 sept. 16, et message G. 277 de la même date.

46. Kim Beattie. 481h Highlanders of Canada, 1891-1938 (Toronto, 1932), 1$0.
47. R. C. Featherstonhaugh, The Royal Montreal Regiment, 14th Battalion' C.E.F., 1914 1925 (Montréal, 1927), 117.
48. H.O.B., 1916, 11, 395-8.
49. If Germany Attacks, 130.
50. J.G. du 14' ho, 26-27 sept. 16. Sommaire historique du C.E.C., 3- brigade d'infanterie.
51. Sommaire historique du C.E.C.; 2- brigade d'infanterie.
52. H.O.B., 1916, II, 399, 407-8.
53. J.G., É M.G. de la 2- div. can., 27 sept. 16.
54. J.G. de la 3' bde d'inf., 27 sept. 16.
55. Rapport des opérations de cavalerie dans la nuit du 27 au 28 septembre 1916, app. C-6 au J.G., régiment de cavalerie du corps d'armée can., septembre 1916.
56. J.G. du 19- bataillon, 28 sept. 16.
57. Journaux de guerre des 24- et 25' bataillons, 28 sept. 16.
58. H.O.B., 1916, II, 413, 420-1. J.G. de l'état major gén. de la 3- div. can., 29 sept. 16.
59. J.G. de la 7' bde d'inf., 30 sept. 16.
60. Dépêches de Haig, 45.
61. Lettre du 23 sept. 16, cité dans H.O.B., 1916, II, 392.
62. Ibid., 427.
63. J.G., É.-M.G. du corps d'armée can., 1-• oct. 16.
64. Rapport des opérations, 27 sept.-3 oct. 16. app. .A. au J.G. de la 8- bde d'im.. octobre 1916.
65. Ordre d'opérations n' 87 de la 5- brigade. 30 sept. 16.
66. qqqJ.A.H.zzz, Les Poilus canadiens, Le Roman du vingt-deuxième Bataillon canadien français (inédit, 1918), 30.
67. Le commandant du 22- bataillon au Q.G. de la 5- bde d'in!., app. 1 au journal de la brigade, octobre 1916.
68. Le commandant du 25- bataillon à l'O.G.C. la 5' bde d'inf. car., 5 oct. 16, ibid.
69. J.G. de la 5' bde d'inf. et de l'état-major gén. du corps d'armée can., 1-· oct. 16.
70. Sommaire des opérations de la 5' de d'inf., app. 5 au journal de la brigade, octobre 1916.
71. L'armée de réserve au corps d'armée car., 5 oct. 16, app. 1/12 au journal de l'étatmajor gén., octobre 1916.
72. H.O.B., 1916, II, 450-1.
73. Supplément du London Gazette, 22 oct. 18.
74. Résumé des événements, 9 oct. 16, app. 9 au J.G. de la 3- bde d'inf., octobre 1916.
75. Récit de l'attaque sur la tranchée Regina, app. .A. au J.G. de la 9' bde d'inf., octobre 1916.
76. App. 3 au J.G. du R.C.R., octobre 1916.
77. Rapport du It-col. W. A. Griesbach, commandant du 49- bataillon, 12 oct. 16, annexé au journal du bu, octobre 1916.
78. Journaux de guerre des 7e et 9e bdes d'inf.,8 oct. 16.
79. S.G. 66/43, 10 oct. 16, dossier 214 du bureau canadien, des archives de guerre, chemise 6.
80. H.O.B., .1916, II, 566.
81. Maj.-gén. A. G. L. McNaughton, .L'évolution de l'artillerie au cours de la Grande Guerre. (Canadian Defence Quarterly, janvier 1929). 163.
82. Instructions sur l'artillerie n' 38, 4 oct. 16, et n· 39, 5 oct. 16, : app. .A» au J.G., O.G.C. l'Artillerie ` royale, corps d'armée can., octobre 1916.
83. Instructions sur l'artillerie, O.G.C. l'A.R., corps d'armée can., 10 oct. 16, ibid.
84. J.G., Q.G. de l'art. lourde du corps d'armée can., 1-14 oct. 16.
85. Rapport à l'O.G.C. la 7' bde d'inf., 12 oct. 16, annexé au J.G. du 49' bn, octobre 1916.
86. Rapport de la 1*- div. can. au corps d'armée can., 12 oct. 16, dossier 214 du bureau can. des archives de guerre, chemise 3.
87. Ibid.
88. H.O.B., 1916, II, 453-4.
89. Rapport du commandant en chef au chef de l'É: M.G. de l'Empire, 7 oct. 16, ibid., 456-7.
90. Renseignements recueillis dans H.O.A., X et XI.
91. H.O.B., 1916, 11, 456-7.
92. Ibid., 458.
93. Ibid., 459.
94. Papiers personnels de Haig, 173.
95. J.G., É.-M.G. de la 4- div. can., 3 sept. 16. Sommaire des opérations de la Deuxième armée, 31 août-7 sept. et 14-21 sept. 16
96. J.G., É.-M.G. de la 4' div. can., 3, 5 sept. 16. Stuhmke, Historique de la 26' division d'infanterie, partie II, 36-9 et croquis 3. H.O.A., XI, carte 2. Histories of 251 Divisions of the German Army, 97.
97. J.G., É.-M.G. de la 4- div. can., 8, 16 sept. 16.
98. Bean, The A.I.F. in France, 1916, 882. Rapport sur les raids effectués par la 4 div· can., app. qqqAzzz au journal de l'E.-M.G., can., app. qqqAzzz au journal de l'É: M.G., septembre 1916.
99. J.G., É.-M.G. de la 4' div. can., 17 sept. 16.
100. Bernard McEvoy et cap. A. H. Finlay, History of the 72nd Battalion Seaforth Highlanders of Canada (Vancouver, 1920). 24-5.
101. Ordres d'opérations de la 4' div. can. n^ 8, 10 oct. 16, et n' 12, 15 oct. 16.
102. J.G., É.-M.G. de la 4' div. can., 13-20 oct. 16.
103. Rapport des opérations du 21-10-16, app. .K. au J.G. de la 11- bde d'inf., octobre 1916.
104. H.O.B., 1916, II, 463-4.
105. App. .C• au J.G. de la 10' bde d'in!., octobre 1916.
106. Rapport du service des renseignements, 26 oct. 16, app. qqqC3zzz, ibid.
107. J.G. du 44' bataillon, 25 oct. 16.
108. Lettre au ministre de la Milice outre-mer, 20 mars 17, dossier GAQ 13-7.

109. App. 1 au J.G. de la 10' bde, A.C.C., octobre 1916.
110. Journaux de guerre des 3', 10' et 12' brigades de l'A.C.C., octobre 1916.
111. Papiers personnels de Haig, 176.
112. Opérations effectuées dans la nuit du 10 au 11 novembre, app. qqqA» au J.G., É.-M.G. de la 4' div. can., novembre 1916.
113. J.G., Artillerie de la 3' div. can., 10 nov. 16.
114. Rapport des opérations, app. .C.-1 au J.G. de la 10' bde d'inf., novembre 1916. Historique du 106' régiment, 107. Historique du 107' régiment, 293-7. Historique du 2' régiment de réserve de la garde, 77.
115. App. 1 au J.G., Artillerie de la 3' div. can., novembre 1916.
116. E. S. Russenholt, Six Thousand Canadien Men-Seing the History of the 44th Battalion Canadian Infantry 1914-1919 (Winnipeg, 1932), 58.
117. H.O.B., 1916, Il, 478.
118. Ludendorff, My War Memories, I, 290.
119. H.O.B., 1916, 11. 510.
120. Ibid., 513.
121. Opérations de la 4' division canadienne, 18 novembre 1916, app. .C. au journal de l'état-major général, novembre 1916.
122. Ibid. Rapport des opérations dirigées par le brig.-gén. Odlum, commandant de la 11' bde d'inf., 18 nov. 16, app. 3 au journal de la brigade, novembre 1916.
123. H.O.B., 1916, 1I, 517-19.
124. Ibid., 515-16.
125. Rapport de la 4' div. (note 121 ci-dessus).
126. H.O.B., 1916, II, 536.
127. «Leçons à tirer des opérations sur la Sommes, 23 déc. 16, É.-M.G. du corps d'armée can., dossier 1, chemise 44.
128. Russenholt, Six Thousand Canadien Men, 46.
129. H.O.B., 1916, II, 529.
130. Lettre du col. Duguid au sénateur F. B. Black, 24 avril 34, H.Q. 54-21-1-208.
131. Dépêches de Haig, 51.
132. Papiers personnels de Haig, 152.
133. The. World Crisis, III, 1057.
134. War Memoirs of David Lloyd George, (Londres, 1936), VI, 3414.
135. H.O.A., XI, 41.
136. Ibid., X, app. 3, et XI, app. 4.
137. H.O.B., 1916, I, x.
138. Col. lord Sydenham of Combe, et autres, The World Crisis by Winston Churchill, A Criticism (Londres, sans date), 54-5.
139. H.O.B., 1916, II, xvi et 553.
140. H.O.A., XI, 103-4.
141. Ibid.
142. My War Memories, I, 304.
143. Jones, The War in the Air, II, 323. 144. Edmonds, Short History, 150. . 145. The War in the Air, II, 324.

CHAPITRE VII
L'arrière

1. Imprimé de la guerre européenne n' 2 (pièce 170).
2. Q.G. 593-2-51. Dossier Carson 6-Mc-153.
3. C.P. 107, 15 jan. 15.
4. Lettre à Perley, 21 jan. 15, A.P.C., papiers Borden. O.C. 225.
5. Dossier Carson, 8-5-10.
6. Carson au ministre, 23 fév. 15, dossier Carson 8-5-10.
7. Q.G. 593-2-51. Dossier Carson 8-5-10.
8. Dossier Carson 8-1-28, 2 juil. 15.
9. G.Q.G., section can., dossier 3' échelon 14-1-21.
10. Dossier Carson 8-1-28.
11. Q.G., dossier F.M.C.O. 10-8-22, copie d'un message de Hughes à Lougheed.
12. Hughes à Lougheed, 28 juil. 15, dossier Carson 8-5-10.
13. Dossier Carson 8-5-43.
14. Carson à Hughes, 15 nov. 15, dossier Carson 8-5-43.
15. Dossier Carson 8-5-10-B.
16. Carson à Hughes, 15 déc. 15, dossier Carson 8-1-55.
17. Lettre à Borden. 9 mai 15, A.P.C., papiers Perley, vol. 1.
18. A.P.C., papiers Borden, O.C. 183(2), 14863, 14868.
19. Ibid., O.C. 183(2), 14903.
20. Papiers lord Beaverbrook, copie en possession de la Section historique.
21. Mémoire au sous-ministre, 1" avril 16, Q.G.C., 54-21-5-7. vol. 2.
22. A.P.C., papiers sir Edward Kemp, ministre suppléant de la Milice, «Inventaire de l'habillement en Angleterre et au Canada.. Papiers Borden, O.C. 378(1), 35632-4.
23. Q.G., F.M.C.O. (Argyll House) dossier 0-153-33, vol. 1.
24. Papiers Borden, O.C., 183(3), 15044-6.
25. Débats de la Chambre des communes, 28 et 30 mars 16.
26. Papiers Borden, O.C. 318(1). 35679-80.
27. Mémoires de Borden, II, 563-4.
28. Papiers Borden, O.C. 318(1), 35721-3.
29. Gazette du Canada, 3 août 16, 430. Papiers Borden, O.C. 318(1), 35683.
30. Papiers Borden, O.C. 318(1), 35704; O.C. 190, 15821.
31 Correspondance dans papiers Borden, O.C. 318(1), 35725.
32. Dossier Carson, .Procès-verbaux du sous conseil suppléant de la Milice canadienne outre-mer, Londres. Angleterre: 5 septembre 1916 au 18 octobre 1916..
33. Papiers Borden, O.C. 318(1), 35727.

34. Ibid., O.C. 318(2). 35779.
35. Correspondance dans papiers Bordes, O.C. 318(2), 35785.
36. Dossier Canon 8-1-106.
37. Dossier Canon 8-1-106A.
38. Proces-verbaux du sous-conseil suppléant de la Milice.
39. Papiers Bordes, O.C. 318(2). 35810-13.
40. Ibid., O.C. 318(2), 35808-9.
41. Q.G. 54-21-1-64.
42. Papiers Border, O.C. 318(2), 35835-7.
43. Ibid., O.C. 318(2). 35838.
44. Copies d'une correspondance parue dans la Gazette de Montréal, 17 nov. 16.
45. Papiers Border, O.C. 318(2), 35852.
46. Ibid. O.C. 318(2), 35847.
47. Ibid, O.C. 318(2). 35868-9.
48. Ibid., O.C. 318(2). 35881.
49. Ibid., O.C. 318(2), 35884-5.
50. Ibid., O.C. 318(2), 35887.
51. Papiers Perley, vol. 7, lettre du 6 nov. 16.
52. A.P.C.. Section C.E.C., papiers Turner.
53. Q.G., F.M.C.O. 10.8-7, mémoire du 14 juin 17.
54. Adam Shortt, Early Economic Factors of the War Upon Canada, New-York, 1918, pp. 10-11.
55. Canadian Annual Review, 1914, 195-6.
56. C.P. 2831/1914; C.P. 1593/1915; C.P. 2559/1915.
57. Q.G. 1982-1-42, vol. 1.
58. Q.Q. 1982-1-46, vol. 5.
59. Papiers Borden, O.C. 313(l). 34611.
60. Q.G.C. 1591, vol. 2. Lettre au sous-secrétaire d'État aux Affaira extérieures, 25 nov. 15.
61. C.P. 36/1916.
62. Q.G. 54-21-1-20, vol. 2
63. Données statistiques de la Section Mécanique des archives, Direction de l'adju dant-général.
64. Papiers Currie, Currie à Mon. IL G Brewster, premier ministre de la Colombie Britannique. 27 jan. 18.
65. Papiers Perley, vol. 5, R. B. Bennett à Border. 7 déc. 15.
66. Mémoires de Borden, I, 529.
67. Débats de la Chambre des communes, 17 jan. 16.
68. Q.G. 1982-1-42, vol. 3.
69. Canadian Annual Review, 1916, 303.
70. Toronto Globe, 5 janv. 16. Winnipeg Free Press, 5 janv. 16.
71. Hughes à Borden, 5 juil. 16, cité dans les Débats de la Chambre des communes. 19 juin 17.
72. Mémoires de Borden, I, 494.
73. Débats de la Chambre des communes, 17 jan. 16.
74. White, The Story of Canada's War Finance, Montréal, 1921, pp. 30-31.
75. Hughes à Borden, 5 juif. 16, cité dans les Débats de la Chambre des communes, 19 juin 17.
76. Canadian Annual Review 1914, 217; 1915, 193.
77. Papiers Perley, vol. 5.
78. Papiers Borden, O.C.A. 149, 77912.
79. Ibid., O.C.A. 149, 77915.
80. Ibid., O.C. 318(1), 35703.
81. Données statistiques de la Section Mécanique des archives. Direction de l'adjudant-général.
82. Papiers Borden, O.C. 194, vol. 1. 16569.
83. Ibid., O.C. 194, 16573.
84. Ibid., O.C. 194, 16381.
85. Ibid., O.C. 194, 16618.
86. Q.G. 1982-1-42, vol. 3.
87. Manitoba Free Press, 17 avril 16.
88. Canadien Annual Review, 1916. 630.
89. Papiers Borden, R.F.B. 963(1).
90. Ordre ne 340 de la Milice, du 12 juif. 15 et ne 72 du 14 fév. 16.
91. Rapport de R. B. Bennett dans les Débats de la Chambre des communes, 20 sept. 17.
92. Débats de la Chambre des communes, 28 juin et 20 sept. 17.
93. Q.G. 1982-1-71, vol. 2.
94. Q.G. 54-21-8-41, adj.-gén. au directeur général du Service national, 21 mars 17.
95. O.D. Skelton, Lite and Letters of Sir Wilfrid Laurier (Toronto, 1921), 11, 462.
96. Dossier 4 D. 25-2-1 du Q.G. du D.M. 4, vol. 1.
97. Papiers Currie, dossier sur .les questions du corps d'année», Currie à McBain, 12 déc. 16.
98. H.Q.C. 1883, Kemp à Borden, 22 déc. 16.
99. Papiers Borden, O.C. 317(2).
100. Débats de la Chambre des communes, 3 mai 17.
101. Documents sur Q.G. 593-2-1, vol. 1, Q.G. 593-7-1 et Q.G. 593-7-2.
102. Dossier Carson 8-5-10.
103. Div. can. d'instruction, Shorncliffe, Ordre de service courant ne 2565/1915.
104. Q.G.C. 1591, Troopers au ministre de la Milice, 26 avril 15.
105. Ibid., adj: gén. aux officiers commandant les divisions et régions, 28 avril 15.
106. «Contingents envoyés outre-mer., app. 734 à Duguid.
107. Q.G.C. 1591, vol. 3, chef de l'É: M. général à l'adj.- gén.. 3 juin 16.
108. Ordre canadien de service courant ne 1533, 26 mai 17.
109. Dossier Carson 8-1-106.
110. Ordre canadien de service courant ne 163, 5 janv. 17.
111. Dossiers d'outre-mer du ministre, .Rapport de la Direction de l'adjudant-général, F.M.C.O., 20 fév. 17..
112. Dossier d'outre-mer du ministre 10-8-17. J.G. du 3• bataillon canadien de pionniers, mai 1917. Dossier général du corps d'armée canadien, .Organisation et effectif des bataillons de pionniers».
113. Dossier d'outre-mer du ministre 10-8-17.
114. L. M. Gould, From B.C. to Baisieux, Being the Narrative History ot the 102nd Canadien Infantry Battalion, Victoria, 1919, p. 63.
115. Dossier d'outre-mer du ministre 10-8-17.

116. Correspondance sur la région militaire n' 3, dossier 26-5-1, vol. 1.
117. War Office au Colonial Office, 28 mai 15, app. 848 à Duguid.
118. Sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures au secrétaire du Gouverneur général, 28 sept. 15, app. 848 à Duguid.
119. Région militaire n^ 3, dossier 26-5-1, vol. 1. R. C. Fetherstonhaugh, McGill University at War, 1914-1918, 1939-1945, Montréal, 1947. pp. 16-18.
120. Région militaire no 4, dossier 48-9-1, vol. 1.
121. R. Hodder-Williams, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, 1914-1919, Toronto, 1923, vol. 1, p. 83.
122. Région militaire n' 4, dossiers 48-6-1, 48-7 1, 48-8-1, 48-9-1.
123. État de situation du 31 août 16, dans dossier E-38-5, vol. 2, de la Section can. du G.Q.G.
124. Directive du corps canadien A-240-48, du 5 sept. 17, dans dossier GAQ 1-6.
125. Adj.-gén. du G.Q.G. au Q.G. du corps can., 5 déc. 17, dans dossier E-38-5, vol. 3, de la Section can. du G.Q.G.
126. Procès-verbaux du sous-conseil suppléant de la Milice, 13 oct. 16. dossier Carson 8-1-130.
127. Procès-verbaux du sous-conseil suppléant de la Milice, 13 et 18 oct. 16.
128. Lettre du 10 nov. 16, dans Q.G.C. 1883.
129. Q.G., F.M.C.O. (Argyll House) dossier 0-241-33, vol. 1.
130. Ibid., vol. 3.
131. Histoire officielle britannique, 1918, 1, 50-55.
132. Currie au ministre de la Milice outre-mer, 7 fév. 18, papiers Currie, dossier 7, tiroir 1801.
133. Ibid.
134. Q.G., F.M.C.O. (Argyll House) dossier 0-210-33.
135. Lettre de Kemp à Wilson, 21 juin 18, papiers Borden OC 494.
136. «Organisation du corps canadien en campagne., papiers Currie, chemise 2, tiroir 1801.

CHAPITRE VIII
La bataille de la crête de Vimy, du 9 au 14 avril 1917

1. J.G., É.-M.-G., corps can., 21-28 oct. 16.
2. J.G.. O.G.C., Art. royale, corps can., 26, 31 oct. 16.
3. Rapport sur les opérations, app. .B. au J.G., Q.G. 8' bde d'inf., déc. 16.
4. Rapport de la 4' brigade sur les opérations, 17 jan. 17, dossiers 4' bde, chemise 22, vol. 7.
5. Ibid., JxG., 20' et 21' bns, 4' cie de camp. du Génie, 17 jan. 17. Histoire officielle allemande, xi. croquis 15.
6. Rapport du It-col. R. D. Davies, 13 fév. 17, dans appendice «B.2» au J.G., 10' brigade d'inf.
7. JxG., 44' et 72' bus, 1, 2 mars 17.
8. «Résolutions de la Conférence de Chantilly, 16 nov. 15, app. 1 à l'Histoire officielle britannique, 1917, I.
9. Histoire officielle française, tome V, vol. 1, 151-2.
10. Nivelle à Haig, 21 déc. 16, Histoire officielle française, tome V, annexe 332.
11. Histoire officielle britannique, 1917, I, 20-1.
12. Lettre, O.A.D. 262, Haig à Nivelle, 6 jan. 17, app. 7 à l'Histoire officielle britannique, 1917, I.
13. War Memoirs of David Lloyd George, III, 1434-5.
14. Archives privées de Haig; 188.
15. App. 8 à l'Histoire officielle britannique, 1917, I.
16. Journal de Haig, inscriptions du 16 et du 18 jan. 17.
17. Archives privées de Haig, 200. App. 18 à l'Histoire 'officielle britannique, 1917, I.
18. Archives privées de Haig. 201.
19. Cinquième Armée française, É: M.G., 3' bureau, n' 2043-3, 30 avril 15, cité dans Wynne, If Germany Attacks, 148.
20. Histoire officielle allemande, xü, 38-9.
21. Général Ludendorff, My War Memories, 1914-1918 (Londres, s.d.), I, 386-7.
22. Wynne, If Germany Attacks, 156-7.
23. Fritz von Lossberg, My Service in the World War, 1914-1918, 277. Histoire officielle allemande, xi, 17.
24. Ludendorff. 1, 387.
25. Histoire officielle allemande, xii, 61-63.
26. Histoire officielle britannique, 1917, I, 91.
27. Ludendorff, II, 404-5.
28. Histoire officielle allemande, xi, 514-16; xii, 64.
29. Histoire officielle allemande, xii, 143-5, et carte 6.
30. Histoire officielle britannique, 1917, I, 486.
31. Histoire officielle allemande, xii, app. 18 (carte). Histoire officielle française, tome V, vol. i, cartes 35 et 60.
32. Histoire officielle française, tome V. vol. ii, annexes 1914 et 1917.
33. Histoire officielle allemande, xii, 410.
34. Edmonds, Short History, 222.
35. Histoire officielle française, tome V, vol. ii, 192-5, 206.
36. «Plan d'opérations du corps canadien en vue des batailles d'Arras., G. 266, 5 mars 17, dans dossier S. 156/31/1 du corps can.
37. Rapporté par le lieut: col. D. E. Macintyre, anciennement major de bde de la 4' bde can. d'inf.
38. Histoire officielle britannique, 1916, I, 2. 39. G. 295, corps can. aux divisions, 23 déc. 16, dans dossier S. 156/31/1, vol. 1. du corps can.

40. G. 208, Byng à la Première Armée, 19 déc. 16, dans ibid.
41. Histoire officielle allemande, xii, 211.
42. Wynne, 170-1.
43. Histoire officielle allemande, xii, app. 9 (carte): Reichsarchiv Die Schlacten des Weltkrieges, vol. 28, Die Osterschlact bei Arras 1917, 1, 22-6, 34-6, 40.
44. Histoire officielle allemande, xii, app. 8 (carte).
45. Histories of Two Hundred and Fifty-One Divisions of the German Army which Parlicipated in the War 1914-1916 (Washington, 1920) 43, 273, 538.
46. Histoire officielle britannique, 1917, 1, 317, et croquis 7, 11.
47. Première Armée n' É.-M.G. 529/12(a), Commentaires sur le plan d'opérations du corps car., 8 mars 17, dans dossier S. 156/31/1, vol. 1.
48. Rapport sur les opérations du corps canadien contre la crête de Vimy, dossiers du corps, chemise 51, vol. 5.
49. Commentaires sur le plan d'opérations du corps canadien.
50. CCHA B.M. 121/6, Disposition des groupes de contre-batterie et de siège., 7 avril 17. dans S. 340/3, vol. 2.
51. Rapport du corps d'armée sur les opérations. Histoire officielle britannique, 1917, 1, 306-7.
52. War Office, Text Book of Ammunition (Londres, 1936), 163-4.
53. Histoire officielle britannique. 1917, I, 307.
54. Maj.-gén. A. G. L. McNaughton. Counter Battery Work (Canadian Defence Quarterly, juillet 1926, 380-91. McNaughton, "The Development of Artillery in the Great War" (ibid., janvier 1929), 160, 171.
55. Journal du lieut.-col. D. E. Macintyre, major de brigade de la 4' bde can. d'inf., 19 fév. 17.
56. Corps car. G. 776, Instructions aux divisions, 22 mars 17, dans S. 156/31/1, vol. 1.
57. Wynne, 166-7. Urquhart, Arthur Currie, 141-3.
58. Journal du lieut.-col. Macintyre, 5 avril 17.
59. Die Osterschlact bei Arras 1917, i, 30.
60. Ibid., 29-32.
61. App. "B-I" au J.G., Q.G. 10' bde d'inf., mars 1917.
62. O. G. Thetford et E. J. Riding, Aircraft of the 1914-1918 War (Harleyford, 1954), 31, 74.
63. Jones, The War in the Air, III, 340-3.
64. Journal du lieut.-col. Macintyre, 17 mars 17.
65. Bruce Robertson, éd., Von Richthofen and the Flying Circus, (Letchworth, Hants, 1958), 44-5.
66. W. A. Bishop, Winged Warfare, (Londres, 1918), 126-7.
67. Col. A. F. Duguid, .Canada on Vimy Ridge» (The Canada Year Book 1936), 58.
68. Rapports des brigades sur les opérations.
69. Histoire du Corps canadien des mitrailleuses, F.E.C., 11, 12.
70. JxG. d'unités, notamment appendice au J.G., 14' bn, avril 17.
71. Supplément à The London Gazette, 8 juin 17.
72. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
73. Supplément à The London Gazette, 8 juin 17.
74. JxG., É: M.G., 2• div. car., et 2' et 3• bdes d'inf., 9 avril 17.
75. History of 263rd Rec. Inf. Regt., cité dans l'Histoire officielle britannique, 1917, I. 325.
76. Récit des opérations, app. 601 au J.G., É: M.G., 3' div. car., avril 1917.
77. J.G., É: M.G., corps car., message de la 1[1,] div. can., 7h.30 du matin, 9 avril 17.
78. J.G., 21' bn car., 9 avril 17.
79. J.G., 25' bn can., 9 avril 17.
80. J.G., É: M.G., corps cari., 9 avril 17.
81. Die Osterschlact bei Arras 1917, 40.
82. Rapport sur les opérations, 15 avril 17, app..D. au J.G., Q.G. 7' bde d'inf., avril 1917.
83. App. .D» au J.G., 28' bn, avril 1917.
84. Histoire officielle britannique, 1917, I, 335.
85. Duguid, .Canada on Vimy Ridge., 57.
86. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
87. Récit de l'offensive, app. au J.G., 27' bn. avril 1917.
88. Ibid.
89. J.G., É: M.G., corps can., 9 avril 17.
90. App. 29 à l'Histoire officielle britannique. 1917, I.
91. Histoire officielle britannique, 1917, I, 333.
92. Instructions du corps de cavalerie, 1[1,] avril 17 et modifications, app. 31 à ibid.
93. Messages de la Première Armée, 3h.50 de l'après-midi, J.G., É.M.G., corps can.. 9 avril 17.
94. Histoire officielle britannique, 1917, I, 333.
95. Messages de 4h.50 et 6h. de l'après-midi, dans J.G. du corps.
96. Rapport de l'O.C. Cdn. Light Horse, app. .C. au J.G. du Cdn. Light Horse, avril 1917.
97. Die Osterschlact bei Arras 1917, 64.
98. J.G., É: M.G., corps car., messages de la 2' div. car., 6h20 et 7h.15 de l'après-midi. 9 avril 17.
99. Histoire officielle britannique, 1917, I, 3545.
100. Ibid., 311, 328, 354. Histoire officielle allemande, xii, 198.
101. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
102. Rapport de la 4' div. sur les opérations, app. 'B. au J.G., avril 1917.
103. Comptes rendus des brigades et des unités sur les opérations.
104. Histoire officielle allemande, xii, 214-5, 236-8.
105. Rapport de la 4' div. sur les opérations.
106. Rapport de la 12' brigade sur les opérations. app. 5 au J.O., 12' bde d'inf., avril 1917.

Supplément à The London Gazette, 8 juin 17.
107. Rapport sur les opérations, 46' bn can. d'inf., 9 au 15 avril 17, annexé au J.G. de l'unité.
108. Rapport sur les opérations de la 10' bde can. d'inf. sur la crête de Vimy, app. .A-1. au J.G., 100 bde d'inf., avril 1917.
109. Rapport de la 12' brigade sur les opérations.
110. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
111. Ordre n• 103 de la Première Armée, 5 avril 17. J.O., É: M.G., corps can., avril 1917.
112. Ordre G. 165 du corps can., 2 avril 17, dans S. 156/31/1.
113. Die Osterchlacht bel Arras 1917, 142 B.
114 Ibid., 142. Histoire officielle allemande, xii, 231.
115. Rapport sur les opérations, app. «A-1» au J.G., 10' bde d'inf., avril 1917.
116. Histoire officielle britannique. 1917, I, 334 n.
117. Lettre O.A.D. 279 du G.Q.G., 15 jan. 17, dans dossier S. 156/31/5 du corps can. .Gaz et fumée.. Histoire officielle britannique, 1917, I, 345.
118. Histoire officielle britannique. 1917, 1, 345 n.
119. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
120. Rupprecht, 11, 138.
121. Histoire officielle britannique, 1917, I, 349. 352.
122. Rapport du corps d'armée sur les opérations.
123. Ordre d'opérations G. 589 du corps can., 14 avril 17.
124. Histoire officielle britannique, 1917, I, 236.
125. Wynne, 180. Histoire officielle allemande, xii, 203, 289.
126. My War Memories, 1914-1918, ii. 421.
127. Histoire officielle britannique, 1917. I, croquis 9 et 10.
128. Lettre O.A.D. 350 du G.Q.G., 26 mars 17, app. 26 à ibid.
129. C. E. W. Beau, The Official History o/ Australia in the War of 1914-1918, iv, 343.
130. Histoire officielle britannique, 1917, I, 368.
131. Ibid., 273, 378.
132. Histoire officielle allemande, xü, [229]
133. Ibid., app. 9 (carte). Lossberg, 280. 287.
134. Histoire officielle allemande, xii, 210, 220. 232, 244-5. et app. 27.
135. É.-M.G. de la Première Armée 557, 12 avril 17, app. VII au J.G., É.-M.G. du corps can., avril 1917.
136. «Canada on Vimy Ridge., 59.
137. Histoire officielle allemande, xii. 234.
138. Ibid.,' 237.
139. Ibid., 200-201.
140. Ibid., 202. General Hermann von Kuhl. Der Weitkrieg 1914-1918, 2 vol. (Weller.Berlin, 1930), ii, 85-6.
141. Lossberg, 288.
142. Ludendorff. II, 430.
143. Histoire officielle allemande, xii, 255.

CHAPITRE IX
La prise de la cote 70, 1917

1. Opération du corps canadien-Ordre n' 110, 21 avril 1917, Appendice 11/18 au journal de l'état-major, avril 1917.
2. Histoire officielle allemande, xii-carte 10.
3. Edmonds, Histoire abrégée, 2345-Histoire officielle allemande, xii, 251.
4. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 413-23. Histoire officielle allemande, xii, 248, Cartes 8, 11, 12.
5. Histoire officielle allemande, xii, 247.
6. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 425-6.
7. Ibid., 423.
8. «Consignes pour l'attaque sur Arleux, n' 2., 2' brigade. Rapport sur l'opérationAppendice 6 au journal du bataillon. Mai 1917.
9. Ibid.
10. Ibid. Wynne, 248-9. Résumé d'opérations, corps d'armée canadien, 26 avril-3 mai, appendice III/1 au journal de l'état-major, mai 1917.
I1. Histoire officielle anglaise, 1917, 1, 427.
12. Ibid., 1917, III, 4.
13. Ibid., 1917, I, 427, et appendice 51.
14. Ibid., 1917, I, 430-1. Wynne, 249.
15. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 431.
16. Ibid. 453-4. Wynne, 250.
17. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 440, 450.
18. Jones, La guerre dans les airs, II. 368-71.
19. Ordre de l'artillerie n' 23, 2 mai 1917, appendice I-6, journal de guerre, commandant de l'Artillerie royale, corps d'armée canadien, mai 1917.
20. Journal de guerre, 1l' brigade d'infanterie, 3 mai 1917.
21. Rapport, 2' bataillon, appendice 1/5 au journal de l'unité, mai 1917. W. W. Murray. L'histoire du 2' bataillon canadien dans la grande guerre, (Ottawa, 1917). 180.
22. Histoire officielle allemande, xii, appendice 28.
23. Rapport du 31' bataillon, appendice .B-4., au journal de l'unité, mai 1917.
24. Rapport du 27' bataillon, appendice .D. au journal de l'unité, mai 1917.
25. Supplément à la London Gazette, 27 juin 17.
26. Rapport du 27' bataillon.
27. Ibid. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 450-3. Histoire officielle allemande, xii, 257. 259, Carte 12.
28. Jones, La Guerre dans les airs, III, 371-4. Rapport de 1" et de la 6' brigade.
29. Journal de guerre, état-major, Corps d'armée canadien, 5 mai 17.

30. Histoire du 19' rés. bavarois, 281.
31. Journaux de guerre, 19' et 29' bataillons, 7 et 8 mai 1917.
32. Wynne, 252-3. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 521, 523, Histoire officielle allemande, xü, 260, 262.
33. Histoire officielle anglaise, 1917, I, 521. Journal de guerre, 4' brigade d'infanterie, 9 mai 1917.
34. O.A.D. 434, 7 mai 1917, cité dans l'Histoire officielle anglaise, 1917, II, 24-5.
35. Jones, La Guerre dans les airs, V, 19-27.
36. «Méthodes proposées pour empêcher les raids aériens dans le Royaume-Uni., 15 juin 1917. Appendice IV à ibid.
37. Edmonds, Histoire abrégée, 298.
38. Journal de guerre, Corps d'armée canadien 1917, appendice 1/4. «Retrait de l'artillerie de campagne et de l'artillerie lourde du corps d'armée canadien..
39. Ordre 122, 27 mai 17 Première armée, et état-major 604/14(A) Première armée, appendice 1/3 au Journal de guerre, étatmajor, corps d'armée canadien, juin 1917.
40. Ordre d'opération n' 119, corps d'armée canadien, appendice 11/15 au journal de l'état-major, mai 1917.
41. Journaux de guerre, état-major, corps d'armée canadien et 4' division canadienne. 10' brigade d'infanterie, 5-11 niai 1917.
42. Rapports de brigade et d'unité, appendice .C• au Journal de guerre, 10' brigade d'infanterie, juin 1917.
43. Résumé d'opérations, corps d'armée canadien, 31 mai-7 juin 1917, appendice III/1 au journal de l'état-major, juin 1917.
44. Ordre n' 125, Première armée, 5 juin 1917, appendice 1/3 au journal de guerre, étatmajor, corps d'armée canadien, juin 1917.
45. Résumé du corps d'armée canadien, service d'information, 9 et 10 juin 1917, appendice N au journal de l'état-major, juin 1917.
46. Rapports sur les opérations joints aux journaux de guerre, 7' et 11' brigades d'infanterie, juin 1917.
47. Histoire officielle allemande, xü. 267-70. Lossberg, 292-3.
48. Journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, 10 juin 1917.
49. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 87-8. Histoire officielle allemande, xii, 471-2.
50. «Mémorandum sur la situation actuelle et les projets futurs, pour le ministère de la guerre, par le commandant en chef, le 12 juin 1917.. Appendice MI à l'Histoire officielle anglaise, 1917, II.
51. Première armée, état-major 604/14(A), le 14 juin 1917, appendice 1/3 au journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, juin 1917.
52. Ibid.
53. Journal de guerre, état-major, 3' et 4' divisions canadiennes, 28 juin 1917. 3' division. Résumé du service d'information, 28-29 juin 1917, appendice 773 au journal de l'état-major, juin 1917.
54. Histoire officielle anglaise 1917, 11, 113-4 et croquis 8.
55. Documents Currie, inscription au journal. 6 juin 1917.
56. P.A.C., dossiers du ministre d'outre-mer, chemise 348. tiroir A38.
57. P.A.C., Documents Perley, volume 9.
58. Ibid.
59. P.A.C., Dossiers du ministre d'outre-mer.
60. Ibid.
61. Ordre courant canadien 1981, 13 juillet 1917.
62. P.A.C., Documents Perley, volume 9.
63. Débats, Chambre des communes, 26 juin 17. Gazette du Canada, 28 juin 1917, 290.
64. Première armée, ordre, état-major 658/1 (a), 7 juillet 1917, appendice I/1 au journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, juillet 1917.
65. Première armée, ordre n' 137, 10 juillet 1917, appendice 1/2, ibid, et inscription pour le 16 juillet 1917.
66. Première armée, état-major 658/4 (a), 10 juillet 1917. Journal Currie. 10 juillet 1917.
67. Corps d'armée canadien G. 39/25-15-1, 11 juillet 1917, appendice 11/3 au journal d'état-major, juillet 1917.
68. Première armée, état-major 658/13(A), 13 juillet 1917, appendice 1/4 au journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, juillet 1917.
69. Ordre d'opérations n• 139, 17 juillet 1917, corps d'armée canadien, appendice 11/10 au journal de l'état-major, juillet 1917.
70. Rapport du 116' bataillon, appendice 18 au journal de guerre, 9' brigade d'infanterie, juillet 1917, Histoire officielle allemande, xii, appendice 26.
71. W. A. Steel, .Télégraphie sans fil dans le corps d'armée canadien en France.. Canadian Dejence Quarterly (octobre 1928), 51,
72. Résumé d'opérations, corps d'armée canadien, 2, 9, 16 août 1917, appendices 111/1-3 au journal de l'état-major, août 1917.
73. Histoire officielle anglaise 1917. II, 222.
74. Rapp. 1" Armée. cité dans La guerre dans les Airs, IV, 170-2.
75. Commentaires par le général A. G. L. MçNaughton sur le projet Histoire officielle anglaise. 18 mai 1946, dossier Q.G. 650-527, volume 8.
76. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 220-2 Ordres d'opérations n' 140, 26 juillet 1917, et 141, 14 août 1917, corps d'armée canadien, appendice II, au journal de l'état-major, août 1917.
77. Ordre d'opération n' 140, corps d'armée canadien.
78. Brigadier-général sir Edward Morrison, Vimy et la cote 70.. (Toronto Star Weekly, 21 avril 1928).
79. Journaux de guerre, état-major, corps d'armée canadien, 2' et 3' brigades d'in fanterie, 15 août 1917. Morrison, .Vimy et la cote 70..
80. Ibid.

81. Ibid. 15' bataillon. Rapport sur les opérations, appendice .A. au journal de l'unité, août 1917.
82. 2' brigade. Rapport 14-17, appendice 10 au journal de brigade, août 1917.
83. Journal de guerre, état-major, 4' division canadienne, 15 août 17, appendice •A.,, Rapport sur l'opération; appendice .B., 4' division, ordre d'opération n' 49, 14 août 1917, Journaux de guerre, 11' et 12' brigades d'infanterie, 15 août 1917.
84. Morrison, •Vimy et la cote 70..
85. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 225. Jones, Le Guerre dans les airs. IV. 170.1.
86. Historie régimentaire.
87. Résumé d'opérations, corps d'armée canadien, 9-16 août 1917, appendice 111/3 au journal de l'état-major, août 1917. Rapport de la 2' brigade, 17, 19 .Prise de la cote 70.. 8, appendice 2 au journal de guerre, 1•' division d'artillerie, août 1917.
88. Supplément à la London Gazette, 6 novembre 1917.
89. Résumés du service d'information du corps d'armée canadien 15 et 16 août 1917, appendices IV-6 et 7 au journal de l'étatmajor, août 1917.
90. Journaux de guerre, état-major, corps d'armée canadien, et Ire division, 2' brigade d'infanterie, 5' et 10' bataillons, 16 août 1917. Supplément à la London Gazette, 17 octobre 1917.
91. Il* division canadienne. Rapport sur l'opération de la cote 70 et Puits 14 Bis, dossiers 1ᵒ' division, chemise 25, volume 2.
92. Journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, 17 août 1917, 1[1]' division, résumé d'opérations, appendice 15-a au journal de l'état-major, août 1917.
93. 1 r' division canadienne. Rapport sur l'opération de la cote 70 et Puits 14 Bis.
94. Histoire officielle anglaise, 1917, 11, 119.
95. «Prise de la cote 70.. 9-10.
96. 2' brigade. Rapport 27.
97. 4' battaillon- Rapport, appendice 2 au journal de l'unité, août 1917.
98. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 228 n.
99. 'Résumé d'information-Lens', 18 août 1917, appendice 18 au journal de guerre, 4' brigade d'infanterie, août 1917. Supplément à la London Gazette 17 octobre 1917.
100. Rapport du 2' bataillon, appendice 11/13 au journal de l'unité-Supplément à la London Gazette, 8 novembre 1917.
101. Die Schlachten und Gefechte des Grossen Kreiges (dressés par l'état-major allemand) (Berlin, 1919), 302. .Comptes rendus (feuilles matriculaires) sur 251 divisions de l'armée allemande'. 693.
102. Journal de guerre, état-major, 4' division canadienne, 21 août 1917. Ordre d'opérations de la 2' divisions n'. 146, 19 août 1917. Résumé des services d'information du corps d'armée
22 août 1917. Histoire du 64' régiment de réserve.
103. Ordre d'artillerie n' 65, 18 août . 1917, appendice 28, officier général commandant, Artillerie royale. Journal du corps d'armée canadien. Morrison, .Vimy et la cote 70..
104. Opérations de la 4' division canadienne, appendice 'A' au journal de l'état-major, août 1917. Résumé d'opérations de la 2' division, 19-22, août 1917, appendice 863 au journal de l'état-major, août 1917.
105. Récit de la 6' brigade, appendice 50 au journal de brigade, août 1917. Rapport du 29' bataillon, appendice 6 au journal de l'unité-Supplément à la London Gazette, 8 nov. 1917.
106. Récit de la 6' brigade.
107. Ibid. Journal de guerre, 27' bataillon, 21 août 1917.
108. Journal de guerre, 50' bataillon, 21 août 1917, et appendice 'J» rapport sur les opérations 17-26 août 1917. 10' brigade d'infanterie. Résumé des opérations, 17-18 au 25-26 août 1917, appendice C-3 au journal de brigade, août 1917.
109. Résumé des opérations, 21 août 1917, appendice n' 17 au journal de guerre, 46' bataillon, août 1917. 10' brigade. Résumé des opérations.
110. Journal de guerre, 47' bataillon 22-3 (devrait se lire 21-2) août 1917. Supplément à la London Gazette, 26 novembre 1917. (Chiffre exact des pertes selon les archives du service de guerre).
111. Journal de guerre, 6' brigade d'infanterie, 21 août 1917 et appendice 50. Récit de la brigade sur les opérations.
112. Résumé des services d'information de corps d'armée canadien, 22 août 1917, 2.
113. «Opérations de la 4' division canadienne., appendice .A. au journal de l'état-major, août 1917.
114. Rapport sur l'attaque du Crassier Vert par le 44' bataillon d'infanterie canadien, 23 août 1917, appendice C3 au journal de guerre, 6' brigade d'infanterie, août 1917.
115. Notes générales par le commandant du 44' bataillon, 26 août 1917, appendice .C» au journal de guerre, 10' brigade d'infanterie, août 1917.
116. Histoire du 64' régiment d'infanterie de réserve, 116.
117. 44' bataillon. Rapport sur l'attaque du Crassier Vert.
118. Journal de guerre, 44' bataillon, 24 août 1917. Russenholt, Six mille hommes canadiens (Winnipeg 1932), 112.
119. Journaux de guerre, 50' bataillon et C.C.H.A. (artillerie lourde du corps d'armée canadien), 25 août 1917. Rapport du 50' bataillon, appendice .J- au journal de l'unité, août 1917.
120. Histoire officielle anglaise, 1917, 11, 230.
121. Von Kuhl, Der Weltkrieg, 1914-1918, il, 123.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES-PAGES 325-339 CHAPITRE X
Passchendaele, octobre-novembre 1917

1. Rapport du comité sur la nomenclature des batailles, approuvé par le Conseil de l'armée (Londres, 1921), 20.
2. Histoire officielle anglaise, 1917, II. 22. Documents personnels de Haig, 226-227.
3. Histoire officielle anglaise, 1917, II. 98.
4. Histoire officielle française, Tome V, i, 787 et suivantes.
5. Mémoires de guerre de David Lloyd George, III, 1560-1561.
6. Documents personnels de Haig, 228-229.
7. Painlevé, Comment fui nommé Foch et Pétain, 143.
8. Chef du Service historique, Paris, à l'historien du ministère, 22 mai 1959.
9. Histoire officielle anglais.,, 1917, II, xvi, 25. Histoire officielle allemande, xü. 556-566.
10. Documents personnels de Haig, 230.
11. Ibid., 230-232, 234. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 26-28.
12. Callwell, Le maréchal sir Henry Wilson, i, 359.
13. Journal de Wilson.
14. H.O.B., 1917, II, 27.
15. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 131. 16. Ibid., 25.
17. Histoire officielle allemande, xii, 431-432. Von Kuhl, II, 113-114. Sendtner, Rupprecht von Wittelsback, Kronprinz von Bayern (Munich. 1954). 286-287.
18. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 29-30. Documents personnels de Haig, 234-235.
19. Journaux de guerre, 1" et 3• compagnies de sapeurs, Génie canadien, 7 juin 1917.
20. L'oeuvre du Génie royal dans la guerre européenne, 1914-1919, Mines militaires, Plaquette XVIII.
21. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 71-75, 86.
22. Appendice ne XII à l'Histoire officielle anglaise, 1917, Il.
23. Note sur la situation stratégique et surtout sur la situation actuelle des ressources allemandes et les opérations allemandes probables., 11 juin 1917, ibid.
24. Histoire officielle allemande, xiii, 22.
25. Voir note 23, ci-dessus.
26. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 98.
27. Mémoires de guerre de David Lloyd George, IV, 2151-2152. Journal de Haig, 19 juin 1917.
28. Histoire officielle de la Grande Guerre: La marine marchande, III. 379. 29. Mémoires de guerre de David Lloyd George, IV, 2162.
30. Journal de Haig, 17 juin 1917.
31. Ibid., 20 juin 1917.
32. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 103-104. Mémoires de guerre de David Lloyd George, IV, 2185.
33. Documents personnels de Haig. 246.
34. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 106. 35. Ibid., 108-110.
36. Ibid., 111.
37. Histoire officielle allemande, xii, 444.
38. Reichsarchiv, Schiacten des Weltkreiges, volume 27. Flandern 1917, 120.
39. Histoire officielle anglaise, 1917. II. 150 159, 170-173, Croquis 13-16.
40. Ibid., 179.
41. Von Kuhl, II, 130.
42. Ludendorff, Mes mémoires de guerre, 1914 1918, II, 480.
43. Documents personnels de Haig, 252.
44. Rapport de Haig du 2 septembre 1917. cité par Wolff, In Flanders Fields, 164.
45. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 209.
46. Ordre d'opération ne 4 de la Deuxième armée, 1-septembre 1917, appendice XXI au même document.
47. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 120 121. Histoire officielle allemande, xiii, 56-57.
48. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 209.
49. Edmonds, Opérations militaires, Italie 1915 1919, 31.
50. Documents personnels de Haig, 253.
51. Ibid.
52. Ibid., 255.
53. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 235.
54. H.O.F. Anthoine à Pétain.
55. Documents personnels de Haig, 242.
56. Correspondance fournie à l'historien du ministère par le capitaine B. H. Liddell Hart, 3 février 1960.
57. Chef du service historique à l'historien du ministère, 20 mai 1959.
58. Histoire officielle française, Tome V, volume 2, 689-690.
59. Histoire officielle allemande, xiii, 108.
60. Comment j'ai nommé Foch et Pétain., Painlevé, 215.
61. «Rôle des forces britanniques si la Russie abandonnait la guerre., 8 octobre 1917, appendice I à l'Histoire officielle anglaise, 1918, I.
62. Ibid.
63. Supplément à The London Gazette, 11 janvier 1918.
64. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 325. 65. Ibid.
66. Ibid., 334.
67. Rupprecht, Kronprinz von Bayern, Mein Kreigstagebuch (Munich, 1919). II, 271.
68. Histoire officielle australienne, IV, 917-918.
69. Histoire officielle britannique, 1917, II, 352, 386-387.
70. O.A.D. 646, 2 octobre 1917, dans le Journal de Haig.
71. Documents personnels de Haig, 257. O.A. 191/1, 9 octobre 1917, à l'appendice .A.

Journal de suture du GQG (É.-M.) octobre 1917.
72. Documents personnels de Haig, 257. 73. Ibid., 272.
74. Lettre de Currie à Livesay, 26 janvier 1933, Documents de Currie, Tiroir J-1.
75. Urquhart, Arthur Currie, Biographie d'un grand Canadien, 171-172.
76. G. 744, Appendice 1/7/0 au Journal de guerre, E: M., QG du corps d'armée octobre 1917.
77. QG 650-52-7, DRS au brigadier-général Edmonds, 15 mai 1957: Note sur la participation canadienne à Passchendaele comprenant les opinions du général McNaughton.
78. Histoire officielle anglaise, 1917, 11, 347.
79. Brigadier-général E. W. B. Morrison, « Opérations du corps d'armée en octobre 1917 »., dans les documents Morrison.
80. Ibid.
81.. Passchendaele-Causes des succès et des échecs., corps d'armée canadien, G. 724/27-3 à la Deuxième armée, 20 novembre 1917.
82. Histoire du Génie royal (Chatham, 1952), V. 313, 323.
83. Morrison: .Opérations du corps d'armée canadien..
84. H.O.B., 1917, II, 347.
85. Ordre d'opération n' 159 du corps d'armée canadien, 23 octobre 1917. Notes sur la conférence, 13-18 octobre 1917, corps d'armée canadien, É.-M., dossier S-2520-1, volume 1.
86.. Passchendaele--Causes des succès et des échecs..
87. Major-général A. G. L. McNaughton, .Les progrès de l'artillerie au cours de la Grande Guerre. (Canadian Defence Quarterly, janvier 1929), 162-163.
88. Ibid., 168.
89. McNaughton à l'historien du ministère, 25 avril 1961.
90. Histoire officielle allemande, xiii, 89. Histoire du 3' régiment bavarois, 114. Histoire du 22' régiment bavarois, 84.
91. Flandern 1917, 28.
92. Histoire officielle allemande, xiii, 88, 91, et al.
93. Morrison, .Opérations du corps d'armée canadien..
94. Histoire du 126' régiment d'infanterie, 257-259.
95. . Rapport d'artillerie du corps d'armée canadien sur les opérations de Passchendaele, 17 octobre au 18 novembre 1917., 4-5.
96. Ordre d'opération n' 159 du corps d'armée canadien, 23 octobre 1917, IV.
97. Ordre de bataille du corps d'armée canadien, 26 octobre 1917, É: M., dossier .Opérations: Passchendaele..
98. Russenholt, Six mille Canadiens, 118-119. 99. Journal de guerre, É-M., QG de la 3' division canadienne, octobre 1917, appendice 1 au G 532 de la 3' division canadienne:
*Instructions pour l'offensive n' .2., 20 octobre 1917.
100. Journal de guerre, É.-M., corps d'armée canadien, octobre 1917, appendice 11/14. Notes sur la conférence des commandants du Corps tenue au QG de la 4' division, 14 octobre 1917. Ibid., Appendice 11/28, memo BGGS, 23 octobre 1917.
101. Journal de guerre, É: M., QG de la 4' division canadienne, octobre 1917, Appendice .A.: .L'attaque de Passchendaele. Phase h.
102. Journal de guerre, É.-M., QG de la 3* division canadienne, octobre 1917, Appendice 971: .Historique de la première étape des opérations contre la crête de Passchendaele...
103. Supplément à The London Gazette, 18 décembre 1917, 11 janvier 1918.
104. Rapport de la 4' division sur Passchendaele (Phase 1). Appendice .A. au Journal d'État-major, octobre 1917. Histoire du 22' régiment bavarois, 84. Histoire du 464' régiment, 106.
105. Ordre d'opération n° 10 de la Deuxième armée, 27 octobre 1917. Appendice 1/20 au Journal du corps d'armée.
106. Rapport du corps d'armée canadien (Dossier d'état-major, non numéroté) volume 5, 30 octobre 1917.
107. Ordre d'opération n° 161 du corps d'armée canadien, 28 octobre 1917.
108. Joseph Hayes, Le quatre-vingt-cinquième en France et dans les Flandres (Halifax, 1920), 91.
109. Historique de la 4' division, appendice .B. au Journal d'état-major, octobre 1917. Journal de guerre, 12' brigade, 30 octobre 1917.
110. Williams, Le régiment canadien d'infanterie légère de la Princesse Patricia, 1914-1919, 260.
111. Historique des opérations de la 3' division, Appendice 938 au journal de guerre, Étatmajor, QG de la 3' division canadienne, octobre 1917.
112. Histoire du 464' régiment, 105-120.
113. Histoire du 126' régiment, 262.
114. Supplément à The London Gazette, 11 janvier et 13 février 1918.
115. Résumé des opérations du 5' Régiment canadien de fusiliers montés, appendice .G. au journal de guerre d'unité, octobre 1917.
116. Résumé des renseignements du corps d'armée canadien, 30 octobre 1917, appendice IV/12 au Journal d'état-major.
117. Supplément à The London Gazette, Il janvier 1918.
118. Carte S. 21, Rapport du corps d'armée canadien, volume 5.
119. La Deuxième armée au Corps canadien, G. 894, 16 octobre 1917, et G. 8, 18 octobre 1917, appendices 1/9 et I/11 au Journal du corps d'armée canadien, octobre 1917.

120. La Deuxième armée au Corps canadien, G. 771, 31 octobre 1917, appendice 1/25 au Journal du corps d'armée, canadien.
121. Ordre d'opération n' 160 e la 2' division canadienne, 7 novembre 1959. appendice 922 au journal de guerre, état-major. QG de la 2' division canadienne, novembre 1917. Rapport do la 1r' division canadienne sur les opérations de la crête de Passchendaele, 4-12 novembre 1917, appendice 10 au journal de guerre, état-major. QG de la I r« division canadienne, novembre 1917.
122. Rapport de la I[r]e division canadienne, 24. Histoire du 10' régiment de grenadiers, 213219. Histoire du 51' régiment, 204, 208. Histoire du 49' régiment, 235-241.
123. 2' division: .Résumé des opérations, six heures du matin le 2/11/17 à six heures du matin le 8/11/17..
124. Jones, The War in the Air.
125. Supplément à The London Gazette, 11 janvier 1918.
126. Ibid.
127. Résumé des renseignements du corps d'armée canadien. 6-7 novembre 1917.
128. W. H. Steel, .L'emploi de la télégraphie sans fil par le corps d'armée canadien en France., (Canadian Defence Quarterly, juillet 1930). 462.
129. Ordre d'opération n" 167 du corps d'armée canadien, 7 novembre 1917.
130. Rapport de la I r* division canadienne, 24, Flanders, 1917, 153. Histoire du 49' régiment, 243-245. Histoire du 208' régiment, 75-76.
131. Rapport de la 1[14] division canadienne.
132. QG 650-52-7, volume 8, Extraits de MSS par le brigadier-général E. W. B. Morrison. 133. Histoire officielle australienne, IV, 935. 134. Documents personnels de Haig, 267.
135.Mémoires de guerre de David Lloyd George, iv, 2110.
136. Churchill, La crise mondiale, 1911-1918, iv, 1177.
137. Newbolt, Opérations navales, V, 7, 8.
138. Mémoires de guerre de David Lloyd George, III, 1162-7.
139. Capitaine S. W. Roskill, marine royale: «La campagne sous-marine de 1917 et la troisième bataille d'Ypres. (Journal o/ the Royal United Service Institution, novembre 1959), 441.
140. Lettre non datée de Currie à D'Arcy McGreer, en réponse à une lettre du 8 février 1930. dans les documents Currie, tiroir J-1, (1809).
141. Cité par Dui Cooper. 142. Journal de Haig.
143. Histoire officielle anglaise, 1917, II, 361.
144. B. H. Liddell Hart- «Les vérités fondamentales de Passchendaele. (Journal of the Royal United Service Institution, novembre 1959), 436.
145. H.O.A., 1917.
146. Passchendaele, 437.
147. Statistique de l'effort militaire de rEmpire britannique pendant la Grande . Guerre, 1914-1920 (Londres, 1922). 361.
148. Voir note 144, ci-dessus.
149. Histoire officielle allemande, xiii, 97.
150. Circulaire aux Commandants d'armée, documents Haig, citée par Michael Howard dans le Journal of the Royal United Service Institution, février 1960, 108.
151. Haig à Robertson, 13 août 1917, citée dans le même document.
152. Journal de Haig, 28 septembre 1917, cité dans le mime document.
153. Charteris, Au GQG, 259.
154. Mémoires de guerre de David Lloyd George, IV, 2342-44.
155. T. Bentley Mott (traducteur) : Les mémoires du maréchal Foch (Londres, 1931). 257.
156. Histoire officielle anglaise, 1918, I, 29-30.
157. Histoire officielle anglaise, Italie 1915-1919, 58.Histoire officielle allemande, xiii. 226, 231 et appendice 28a.
158. Ludendorff, Mes mémoires de guerre, II, 502.
159. B. H. Liddell Hart, Foch, l'homme d'Orléans (Boston, 1932), 250.
160. Histoire officielle anglaise, 1918, I, 30-1.
161. Histoire officielle anglaise, 1917, III, 5-9.
162. Cambrai 1017, Le plan de la Troisième armée, 13 novembre 1917, appendice I à l'histoire officielle anglaise, 1917, III.
163. Ibid.
164. Histoire officielle anglaise, 1917, HI. 10-13.
165. Von Kuhl, II, 225, Histoire officielle allemande, xiii, appendices 10 et 11.
166. Von Kuhl, II, 227.
167. Histoire officielle anglaise, 1917, 111, 15.
168. Ibid., 90.
169. Supplément à The London Gazette, 18 décembre 1917. Journaux de guerre, QG de la brigade de cavalerie canadienne et du régiment Fort Garry, 20 novembre 1917.
170. Histoire officielle allemande, xiii, 129-136.
171. Jones, La guerre aérienne, IV, 245, Robertson, von Richthofen et le Grand cirque, 8687.
172. Journaux de guerre, QG de la brigade de cavalerie canadienne et ses unités. 30 novembre, 1" décembre 1917.
173. Histoire officielle anglaise, 1917, III, 273. Histoire officielle allemande, xiii, 143, 146.
174. Edmonds, Histoire abrégée, 272.
175. Rupprecht, Mein Kreigstagebuch, II, 297300.
176. Journal de Guerre, 4' battaillon des unités ferroviaires canadiennes, 30 novembre 1917.
177. Opérations détaillées de la brigade de cavalerie canadienne. GAQ, dossier 9-4, pages 4-5. Seely, Adventure, 283-284.
178. Documents personnels de Haig, 266-267.
179. Journal de guerre, état-major, corps d'armée canadien, 18-20 novembre 1917.
180. Ibid., 2, 14 janvier 1918. Résumé des opérations du corps d'armée canadien, semaine se terminant le 3 janvier. Histoire du 2'

régiment de réserve de la Garde, 188-189. Histoire de 251 divisions de l'armée allemande, 277, 694.
181. Journal de Guerre, état-major, corps d'armée canadien, mers 1918, appendice 111/1, résumé. des opérations 28 février-7 mars 1918. Histoire du 51[0] régiment de réserve, 226.

CHAPITRE XI
La conscription

1. The War Cabinet Report in the Year 1917 (Londres, 1918), 6.
2. Memoirs de Borden, 11, 662-4.
3. M. Ollivier, Colonial and Imperial Conferences (Ottawa, 1954), vol. 2, 171.
4. Memoirs de Borden, II, 666, 679.
5. Lord Hankey, The Supreme Command, 1914-1918 (Londres, 1961), vol. 2, 662-3.
6. P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, 1917-1918.
7. Memoirs de Borden, II, 698.
8. Ibid., 757.
9. Débats de la Chambre des communes, 18 mai 1917.
10. Ibid., 11 juin 1917.
11. Borden à Mgr Bruchési, 31 mai 1917, P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, 1917-1918.
12. The War Cabinet Report in the,Year 1x47, 9.
13. Débats de la Chambre des communes, 19 avril 1918.
14. Memoirs de Borden, II, 612-3.
15. P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, Borden au gouverneur général, 7 juin 1917, 2160-2161.
16. Débats de la Chambre des communes, 11 juin 1917.
17. Ibid., 18 juin, 5 et 24 juillet 1917.
18. P.A.C., Perley Papers, vol. 9.
19. Débats de la Chambre des communes, 26 juin 1917.
20. La Loi sur le service militaire, 1917, 7-8 George V, chap. 19.
21. Ibid., ch. 34.
22. Débats de la Chambre des communes, 6 sept. 1917.
23. Ibid., 10 sept. 1917.
24. Ibid., 19 mars 1918.
25. Memoirs de Borden, II, 711-712.
26. Lettre à Perley, 3 déc. 1917, Currie Papers, tiroir 1801.
27. Journal de Currie, 4 déc. 1917.
28. Lettre à Perley, 10 déc. 1917, Currie Papers, tiroir 1801.
29. Ibid.
30. P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, 1917-1918, 2219.
31. Rapport du Directeur de la Division du service militaire d l'honorable ministre de la Justice sur l'application de la Loi sur le service militaire, 1917 (Ottawa, 1919), 2, 5.
32. The Canadian Annual Review, 1917, 349351. Mémoire sans date, Dossier du Q.G. 1064-30-6 (1).
33. P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, 1917-1918, 2114.
34. Ibid., 2122-2124.
35. Q.G. 17-152-2, vol. 1 "Calling out Militia in Aid to Civil Power". Correspondance et rapports au sujet du G.Q.G., 2358, vol. 1.
36. G.Q.G 2358, vol. 1. P.A.C., Borden Papers, Memoir Notes, vol. V, 1917-1918, 2347, 2350-2351.
37. O.M. dossier 10-8-21.
38. P.A.C., Borden Papers, O.C. 516.
39. Ibid., RLB 2. Débats de la Chambre des communes, 17 avril 1918.
40. Memoirs de Borden, II, 789-90.
41. Rapport du Directeur de la Division du service militaire, 94, 96.
42. Débats de la Chambre des communes, 19 avril 1918.
43. Ibid.; Débats du Sénat, 19 avril 1918.
44. C.P. 1697, 5 juillet 1918.
45. C.P. 1795, 17 juillet 1918.
46. Q.G. 683-1-12, vol. 13, Statistique tirée par la section historique en novembre 1944 des archives inscrites à la machine.
47. Dossier E 12-33. 48. Ordre courant n° 46.
49. Notes sect. historique, 5-2-1.
50. Ordre courant n' 106.
51. Q.G. O.M. dossier E 12-33.
52. The Con. Annual Review.
53. C.P. 54, 8 janv. 1918.
54. Rapport du Directeur de la Division du service militaire, 23.
55. C. P. 1931, 1"7 août 1918.
56. Rapport du Directeur de la Division du service militaire, 24, 74.
57. The Canadian Annual Review, 1919, 25.
58. C. P. 1953, 10 août 1918.
59. Rapport du Directeur de la Division du service militaire. 3.
60. Perley à Borden, 24 juin 1917, Perley Papers, vol. 9, 261.
61. Borden à Perley, 7 août 1917, ibid., 267.
62. Periey à Borden, 14 sept. 1917, ibid., 274B.
63. Perley à Borden, 9 oct. 1917, ibid., 279A.
64. Borden à Perley, 13 oct. 1917, Perley Papers, vol. 9, 281A. « Short Biography of Perley », ibid.
65. Canadian Daily Record, n° 424, 28 mai 1918.
66. Débats de la Chambre des communes, 27 mai 1919.
67. "Report Covering the Constitution and Activities of the Overseas Military Counc l of Canada>, n.d., O.M. dossier 10-8-49.

68. C.P. 885, 11 avril 1918.
69. C.P. 878, 26 avril 1919.
70. C.P. 913, 1°r mai 1919.
71. V. note 67.
72. Mémoire, de Gow à Kemp, 14 mars 1918, Kemp Papers, vol. 162, T-7.
73. Turner à Kemp, 29 avril 1918, ibid. Kemp au maj: gén. Lynden-Bell, 9 mai 1918, ibid.
74. C.P. 29, 6 juin 1915.
75. Débats de la Chambre des communes, 20 mars 1918.
76. Rapport du B.A.M.C., 11 janvier 1917, O.M. dossier 10-8-11A.
77. Rapports-The Origin of Records 1915 to 1918, H.S. 40-1-6.
78. Rapports, B.A.M.C., 22 août 1917, H.S. 40-1-2.
79. Perley au War Office, 25 janvier 1917, O.M. dossier 10-8-1.
80. «Establishment Canadian Représentatives at G.H.Q., France, O.M. dossier 10-8-1.
81. Sous-ministre adjoint F.M.C.O. au War Office, 27 nov. 1917, O.M. dossier 10-8-7.
82. Haig au War Office, 26 jan. 1918, ibid.
83. Sous-ministre au War Office, 14 mars 1918, ibid.
84. War Office à Haig, 16 avril 1918, ibid.
85. <Canadian Section G.H.G.., Currie Papers, J-6, 2, pp. 8-9.
86. Rapport du B.A.M.C., 31 août 1919, App. 1, O.M. dossier 10-8-11A.
87. Rapport du maj. W. Watkins, secréta're de la Caisse au col. H. C. Osborne, 2 juil. 1919, D.H.S. 7-lA.
88. Débats de la Chambre des communes, 28 mai 1919.
89. Gouv. gén. au sec. d'État aux Colonies, 11· août 1914, European War Print No 1, Item 8.
90. Q.G. 5421-23-13, vol. 1.
91. Gouv.. gén. au sec. d'État aux Colonies, 26 avril 1915, Q.G. 54-21-23-13, vol. 2.
92. C.P. 40, 24 janvier 1917.
93. Q.G. 54-21-13, vol. 1.
94. Q.G., F.M.C.O., dossier 10-2-13, vol. 1.
95. Q.G. 54-21-23-13, vol. 2.
96. Borden à sir George Foster, 22 mars 1917, P.A.C., Borden Papers O.C. 415, 43605.
97. F.M.C.O. dossier 10-2-13, vol. 1.
98. Perley à Harris, 4 juin 1917.
99. Harris à Perley, 29 juin 1917.
100. W.D., département de l'auditeur général, F.M.C.O. (1°' jan. 1918 au 31 oct. 1919). Kemp à Harris, 15 août 1919, dossier du Q.G. du F.M.C.O. 10-2-13, vol. 5.
101. Harris à Kemp, Q.G., F.M.C.O. dossier 10-2-13, vol. 5.
102. Sous-ministre adjoint au Ministre, 20 mars 50, H.Q.C. 8215, F.D. 205.
103. B. B. Cubitt au secrétaire F.M.C.O., 26 juin 1918, Q.G. F.M.C.O. dossier 10-2-13, vol. 3.
104. Harris à Kemp, 1°r août 1919, Q.G. F.M.C.O. dossier 10-2-13, vol. 5.
105. Q.G. 54-21-23-13, vol. 2.

CHAPITRE XII
Les offensives allemandes de 1918

1. Edmonds, Short History, 278.
2. Cap. Peter E. Wright, At the Supreme War Council (Londres, 1921), 50. L. Gehre, Die Deutsche Krafteverteilung wahrend des Weltkrieg (Berlin, 1928).
3. Edmonds, Short History, 276.
4. Jones, The War in the Air, IV, Appendices XVI et XVII.
5. H.O.B., 1918, I, 54.
6. Ibid., 51-5. Lloyd George, War Memoirs, V, 2638-2639.
7. H.O.B., 1918, I, 114-116. Wright, 50.
8. Haig, Private Papers, 292.
9. Ibid., 289-292. H.O.B., 1918, I, 80-90.
10. Fritz von Lossberg, Meine Tâtigkeit im Weltkriege, 1914-1918 (Berlin, 1939), 315.
11. H.O.A., xiv, 53.
12. Ibid., 77.
13. Ibid., 27.
14. Ibid., 41-42, 516.
15. H.O.B., 1918, 1, 145-146.
16. Ibid., 123-125.
17. Cap. G. C. Wynne, .Pattern for Limited Nuclear War> (Journal of the Royal United Service Institution, février 1958), 41.
18. H.O.B., 1918, 1, 254-255.
19. Ibid., 110.
20. Wynne, 42. J. G., É: M., Q.G., corps canadien, 22 mars 1918. H.O.B., 1918, II, 479-484.
21. Rupprecht, II, 372n.
22. Von Kuhl, II, 330.
23. Ibid., H.O.A., xiv, 166.
24. H.O.A., xiv, 201-202.
25. Ibid., 160 et carte n° 6.
26. H.O.B., 1918, 11, 475. Haig, Private Papers, 297.
27. H.O.B., 1918 1. 542.
28. «Final Report of General John J. Pershing., dans United States Army in the World War 1917-1919, vol. 12, (Washington, 1948), 33. H.O.F., tome VI, annexe 668 an vol. 1, .Résumé de la rencontre entre le général Pershing et le général Pétain au G.Q.G. français, le 25 mars 1918..
29. H.O.B., 1918, 11, 114-115.
30. Von Kuhl, II, 340-341.
31. H.O.B., 1918, II, 462-463.
32. Edmonds, Short History, 297.
33. H.O.A., xiv, 255n.
34. J.G., Q.G., Bde de cavalerie cari., 22 mars 1918.

35. H.O.B., 1918, I, 333.
36. Appendice .F» au J.G., Q.G., Bde de cavalerie can. mars 1918, .Récit des opérations, Détachement de la 3' division de cavalerie..
37. Lieut.-col. C. E. Connolly, .The Action of the Canadian Cavalry Brigade at Moreuil Wood and Rifle Wood--March and April, 1918.. (Canadien Defence Quarterly, October 1925), 8-10.
38. H.O.B., 1918, II, 89.
39. Supplément, The London Gazette, 24 avril 1918.
40. Récit d'opérations, 2' div. de cav., 30 mars le· avril 1918. History of 122nd Fusilier Regiment, 239-242.
41. Connolly, .Moreuil and Rifle Wood., 10-15. H.O.B., 1918, II, 89-90. Récit de la 2' div. de cav. Zimmerman, Die Englische Kavallerie in Frankreich im Marz und April 1918 (Berlin, 1935), 52-54.
42. J.G., 1•• Bde can. de mûr. motorisés, 22-24 mars 1918.
43. Histoire du corps canadien de mitrailleurs, ii, 202.
44. Ibid., ii, 157-160. H.O.B., 1918, I, 414.
45. H.O.B., 1918, I, 506-507.
46. Appendice 23 au J.G. 1" Bde can. de mitr. motorisés, mars 1918.
47. H.O.B., 1918, I, 507; et II, 45, 95, 456. J.G., 2' bat. des sapeurs de chemin de fer can., 28-31 mars 1918. Résumé d'opérations, 1•' Bde. can. de mitr. motorisés, 22 mars10 avril 1918, Archives, Currie, Tiroir 1793 chemise 18.
48. Appendice 14 au J.G., 1*' Bde can. de mitr. motorisés, mars 1918.
49. Histoire du corps de mitrailleurs canadiens, ii, 204.
50. Résumé d'opérations, 1r' Bde can. de mitr. motorisés.
51. Ludendorff, My War Memories, ii, 600. H.O.A., xiv, 253-254.
52. H.O.B., 1918, 11, 154-155. H.O.F., Tome VI, vol. i, 434.
53. H.O.B., 1918, II, 192. Rupprecht, Mein Kriegstagebuch, 11, 375.
54. Haig, Private Papers, 302, H.O.F., Tome VI, vol. i, 441.
55. H.O.B., 1918, 11, 316, 337, Croquis 22-25.
56. Ibid., 355-356. Falls, The Great War, 339. H.O.A., xiv, 287.
57. J.G., Jagdgeschwader n° 1, 20-21 avril 1918.
58. H.O.B., 1918, II, 389-392. Liddell Hart, The Tanks, I, 167.
59. H.O.B., 1918, III. 25, 168-169. Kabisch, Ergünzungen Zu Streltfragen des Weltkrieges, 426, cité dans H.O.B.. 1918, II, 490.
60. H.O.B., 1918, III, 20 et 26. Von Kuhl, II, 298.
61. Ludendorff, My War Memories, ii, 611.
62. Ibid., 629.
63. Ibid. H.O.B., 1918, III, 27-28. Regele, Fieldmarshal Conrad, (Vienne. 1955). 399.
64. H.O.A., xiv, Appendice 38h et 18 (carte). Von Kuhl, II. 357.
65. H.O.B., 1918, III, 38 et Croquis n' 2.
66. Ibid., 48. Falls, The Great War, 344.
67. Ludendorff, My War Memorles, ii, 631.
68. Edmonds, Short History, 321-322.
69. H.O.B., 1918, III, 181-182. H.O.A., xiv, 393-411.: .
70. My War Memories, ii, 639.
71. Ibid. H.O.B., 1918, III, 214-215, 251-252. H.O.A., xiv, 446456.
72. My.War Memories, n, 640.
73. Rupprecht, II, 420.
74. H.O.B., 1918, II, 215.
75. H.0-à-, xiv, 447 et appendices 22 et 38i.
76. H.O.A., xiv, 447, 467, H.O.B., 1918, II, 330333.
77. Von Kuhl, II, 381. H.O.B., 1918, III, 233.
78. H.O.B., 1918, I11, 233.
79. Ibid., 241.
80. Ludendorff, My War Memories, 11, 675.
81. H.O.B., 1918, 11I, 305-306.
82. H.O.B., 1918, IV, 7.
83. Ibid., 6, et carte n° 2.
84. F.M.C.O., Rapport, .Rapport provisoire sur les opérations du corps canadien durant l'année 1918., 102.
85. Ibid., 107.
86. Journal de Haig, 26 mars 1918.
87. Ordre d'opération n° 187 du corps canadien, 27 mars 1918, Appendice 11/47 du Journal du corps.
88. . Rapport provisoire., croquis n' 5.
89. H.O.B., 1918, II, 30n. 2.
90. «Rapport provisoire., 112.
91. Corps canadien G. 170/19-14, 28 mars 1918, appendice 11/57 du J.G. du corps.
92. G. 203, 30 mars 1918, appendice 11/68 du J.G. du corps.
93. «Rapport provisoire., 112-114, 116.
94. John J. Pershing, My Experiences in the World War, (New-York, 1931) II, 3.
95. H.O.B., 1918, II, 456-88.
96. Haig, Private Papers, 303.
97. Ibid., 303-304.
98. Ibid., 319.
99. A.P.C., Documents Kemp, Forces militaires outre-mer, C. 25.
100. Kemp à Currie, 30 mars 1918, ibid.
101. Kemp au comte de Derby, 29 mars 1918, ibid.
102. Kemp à Borden, 2 avril 1918, ibid.
103. Memoirs de Borden, IV, 774. Débats de la Chambre des communes, 1" mai 1918.
104. Kemp à Borden, 3 mai 1918, A.P.C., Documents Kemp.
105. Câblogramme de Kemp à Borden, 7 mai 1918, ibid. Journal de Haig, 5 mai 1918.
106. Milner à Kemp, 6 mai 1918, A.P.C., Documents Kemp.
107. H.O.B., 1918, III, 18.
108. É: M. de la Première armée 1183/11, 8 mai 1918.
109. «Rapport provisoire., 124. 110. Currie, Journal, 31 mars 1918.

111. «Rapport provisoire., 116.
112. Supplément, The London Gazette, 28 juin 1918.
113. «Rapport provisoire., 118.
114. Ibid, 115.
115. Histoire du corps canadien de mitrailleurs, i, 150-151.
116. Ibid., 230, 232.
117. O.B./407, 2 novembre 1918, ibid.
118. Col. H. F. H. Hertzberg, The Reorganization of the Engineering Troops of a Canadian Division. (Canadian- Delence Quarterly, juillet 1924), 41. 119. Ibid.
120. Ibid.
121. Currie à M. McGillicuddy (le premier feuillet de sa loure manque), Archives Currie, Tiroir J-1, chemise, La Guerre-Commentaires de A.W.C.
122. Histoire du Corps canadien de mitrailleurs, i, 192, 203.
123. Ibid., 219.
124. E. S. Russenholt, Six Thousand Canadian Men (Winnipeg, 1932), 153.
125. H. M. Urquhart, The History of the 16th Battalion (The Canadian Scottish) (Toronto, 1932), 265.
126. «Rapport provisoire., 123-127, 130.
127. Supplément, The London (Gazette, 16 septembre 1918.

CHAPITRE XIII
Amiens, du 8 au I1 août 1918

1. «Mémoire lu par le général Foch à la conférence tenue par le commandant en chef des armées alliées, le 24 juillet 1918., Appendice ' XX, H.O.B., 1918, III.
2. H.O.B., 1918, IV, 2-4.
3. Ludendorff, My War Memories, u, 678.
4. H.O.B., 1918, IV, 3.
5. Ibid., III, 194. Ministère de la Guerre, Instructions tactiques, (Londres, 1945), partie 4, 105, 119.
6. «Rapport provisoire sur les opérations du corps canadien durant l'année 1.918', 129.
7. G.Q.G. Instructions tactiques, O.A.D. 900/3, 29 juil. 1918, App. II. B.O.H., 1918, IV.
8. Instructions de l'état-major de la Quatrième armée, 31 juif, 1'1 et 4 août 1918; Ibid, App. VI.
9. Ibid.
10. Communiqué n° 10, R.A.F., 3-9 juin 1918.
11. H.O.B., 1918, IV, 16.
12. «Rapport -provisoire., 128.
13. Jones, The War in the Air, VI, 433.
14. W. A. Steel, .Wireless Telegraphy in the Canadian Corps in France* (Canadian Defense Quarterly, octobre 1930), 84.
15. ' Rapport provisoire, 130.
16. H.O.B., 1918, IV, 27.
17. Reichsarchiv, Die Schlachten der Weltkrieges, Monographie n° 36, .Die Katastrophe des 8 August 1918', 19, 20.
18. Journal du com. du corps, 8 au 14 août 1918 (Archives Currie, Dossier 1802, Cahier 3b), 11).
19. «Rapport provisoire», 129-130.
20. Ibid., 131. H.O.B., 1918, IV, 21.
21. «Opérations de la 3' brig. d'inf., 8 et 9 août 1918». App. 10A au Journal du Q.G.
22. «Rapport provisoire», 131.
23. Ibid., 131-132.
24. Histoire officielle australienne, VI, 511-512. Rapport provisoire», 137.
25. H.O.B., 1918, IV, 27-28. 26. Ibid., 37.
27. Ibid., 22-23, 523-524.
28. C.W.N.S., <Renseignements, Fronts du corps canadien, du 8 août au 11 novembre 1918., 18.
29. Liddell Hart, The Tanks, I, 155-156, 177.
30. `The War in the Air, VI, 434-436, 442. H.O.F., VII, i, 180, 184 et Annexe 560.
31. `H.O.A., xiv, 571, App. 25 (carte), App. 36b. My War Memorles, ii, 678.
32. `H.O.A., xiv, 554 et App. 25 (carte). 33. My War Memories, ii, 679.
34. `Die Katastrophe, Cartes I et 2. History of 2nd Grenadier Regiment, 434. History of 11th Grenadier Régiment, 220-221.
35. `My War Memories, ii, 679.
36. `Die Katastrophe, 17-19.
37. H.O.B., 1918, IV, 38. H.O.A., xiv, 539.
38. H.O.B., 1918, 111, 198-208.
39. Ibid, IV, 10-12.
40. G.Q.G. Instructions tactiques du 5 août 1918, App. VIII à ibid.
41. Instructions tactiques de la Quatrième armée pour le 6 août 1918, App. IX à Ibid.
42. L.C. (Llandovery Castre) Instructions, n° 1, App. II-71 à Journal de l'é.m. du Corps, août 1918.
43. Ibid. H.O.F., VII, i, 176, 177, et Annexe 492.
44. Message du corps can., G. 275/2523-2524, 6 août 1918, App. II-20 à Journal de l'é: m. du Corps. H.O.F., VII, i, 176.
45. C.W.N.S., .Corps canadien d'art., 8 août 1918» (dans .Artillery-Amiens.); «The Battle of Amiens», V-ii, 1, V-i. 3.
46. L. C. Instructions n' 2, 4 août 1918, App. II-72 à Journal de l'é: m. du Corps.
47. Rapport du 4' bat. de chars, .Chars de ravitaillement..

48. The War in the Air, VI, 437-439. .5° esc. R.A.F. Récit des opérations, 8 août au 11 nov. 1918., 3-4.
49. L.C. Instructions, n° 1,6.
50. «Opérations de la 3° division canadienne entre l'Avre et la Somme, du 8 au 16 août 1918», App..C à Journal de l'é: m.
51. Résumé des opérations de la Force autonome canadienne, du 8 ' au 10 août 1918., i, App. VII à J.G. du commandant du Corps can. de mit., août 1918. L.C. Instructions Ne. 1, App. IV, 4.
52. Instructions tactiques n° 220, Corps canadien, 7 août 1918, App 11/22 à Journal de l'é: m.
53. MacPhail, The Medical Services, 241. Sir Archibald Hurd, The Merchant Navy (Londres, 1929), ii, 333.
54. H.O.B., 1918, IV, 43, 62,77. 55. Ibid., 18.
56. J.G., 43° bataillon, 8 août 1918 et App..A.. 57. H.O.B., 1918, IV, 45.
58. Supplément, The London Gazette, 28 oc t. 1918.
59. Rapport de la 3° div., 6. J. G. 9° brig. d'inf., 8 août 1918.
60. J.G., 8° brig. d'inf., 8 août 1918.
61. C. B. Topp, The 42nd Battalion, C.E.F. Royal Highlanders of Canada (Montréal, 1931), 213.
62. R C. Fetherstonhaugh, The Royal Canadian Regiment, 1883-1933 (Montréal, 1939), 330. .7° brig. can. d'inf. Opérations au sud-est d'Amiens, du 8 au 16 août 1918., App. 8 à Journal du Q.G.
63. Die Katastrophe, 147-155.
64. Ibid., 155, 184-185. History of 3rd Reserve Regiment, 162-165.
65. «Rapport de la 1'" div. can. sur les opérations d'Amiens, 8 au 12 août 1918.. II, 1-3, 6.
66. Supplément, The London Gazette, 27 sept. 1918.
67. Ibid. Fetberstonhaugh, The 13th Royal High landers of Canada, 1914-1919, 252-253.
68. Die Katastrophe, 141. History of 157th Regiment, 292.
69. Rapport de la 1- div., 11, 9, 10.
70. J.G., 2' brig. art. can. de camp., 8 août 1918. 71. Rapport de la 1'° div., 11, 1-5. 72. Ibid., 6.
73. J.G., 7' et 10' bataillons, 8 août 1918.
74. Die Katastrophe, 116-122, 147 et commentaires. H.O.B., 1918, IV, 89.
75. Die Katastrophe, 173, 191-194. History of 46th Regiment, 420. History of 58th Regiment, 233.
76.. 2' div. can., Récit des opérations, du 13 mars au 11 nov. 1918», 8.
77. J.G., 4' brig. d'inf. et 18' bataillon, 8 août 1918.
78. Histoire officielle australienne, VI, 533.
79. Récit de la 2' div., 9.
80.. « 4' brig. can. d'inf., Récit des opérations du 8 août 1918 ». App. 10 au Journal du Q.C. Die Katastrophe, Cartes 1 et 2, 116-124.
81. « 5e brig. can. d'inf., Récit des opérations, 8 au 10 aôut 1918 », App 4 au Journal du Q.G., 2-3.
82. K/G/. 5e brig. can. d'art. de camp., 8 août 1918.
83. « 6e brig. can. d'inf., Récit des opérations, 8 au 10 août 1918 », App. 18 au Journal du Q.G., 3-4. Récit de la 2e div., 11. Histoire officielle australienne, BI, 662.
84. Die Katastrophe, 122-123.
85. « Brig. can. de cav., Récit des opérations, 8 au 12 aôut 1918 », 1-2.
86. Brig. can. de cav., Récit des opérations, 8 au 11 août 1918 », App. « E » au Journal du Q.G. History of 183rd Regiment, 97-99. History of 192nd Regiment, 135-142.
87. Récit du corps de cavalerie, 2, et App..Bi .
88.. 11° brig. can. d'inf., Récit des opérations. 8 et 9 août 1918., App. 11 au Journal du Q.G.
89.. 4° div. can., Récit des opérations, Bataille d'Amiens, du 8 au 13 août 1918.,. App. 1 au Journal de P&-m., 19.
90. C.W.N.S. ++Récit' du l°' bataillon de chars. dans «Whippets and Tanks., Amiens-.
91. Récit de la 4° division.
92. Récit du 1°* bataillon de chars.
93. H.O.B., 1918,, IV, 54-56.
94. Ibid., 60. Rapport de la 7^{0} brig., 3. «Résumé des opérations, Force autonome canadienne, 8 au 10 août 1918., App. VII au J.G. du com. du corps de mit., 3.
95. Récit de la 4° div., 5-6. -Opérations du 54' bataillon, août 1918», App. 'Ne au Journal de l'unité. Rapport du commandant du 102° bataillon, 13 août 1918, App..B. au Journal de l'unité.
96. « Opérations du 78° bataillon, 8 au 12 août 1918», App. V au Journal de l'unité, 1. Supplément, The London Gazette, 24 sept. 1918.
97. « Rapport de la 12° brig. can. d'inf., Opération Llandovery Castie, 8 au 13 août 1918., App. 20 au Journal du Q.G. et rapports de l'unité.
98. C.W.N.S., Récit du corps de cavalerie, App. .B..
99. Carte •G, Barrage de l'artillerie de campagne, dans J.G., 3° brig. can. d'art, de camp., août 1918. H.O.B.,1918, IV, 60.
100. H.O.B., 1918, 1V, 73, 82. Histoire officielle australienne, VI, 594.
101. Récit du corps de cavalerie, 3.
102. Die Katastrophe. 196.
103. H.O.B., 1918, IV, 89, note 2.
104. Die Katastrophe, 196.197. Lossberg, 154.
105. H.O.B., 1918, IV, 58.
106. My War Memories, II, 679.
107. Ibid., 684-685.
108. Von Kuhl, Der Weltkrieg, 1914-1918, II, 409.
109. O.A.D. 900/20, App. X à H.O.B.. 1918, IV.
110. App. XI à ibid.
111. C.W.N.S., «Renseignements, Fronts du

corps canadien, du 8 août au 11 novembre 1918., Sec. I, 4.6. Die Kamstrophe, 171172, 183-184. History of 41st Regiment, 279-280. History of 60th Regiment, 170-173.
112. H.O.B., 1918, IV, 87.
113. Lettre du bris.-gén. Webber au brig.-gén. J. E. Edmonds, 8 mai 1939.
114. Instructions tactiques du corps canadien, 8h.55 du soir, 8 août 1918, Apt. 11/24 au Journal de lié.-m.
115. Instructions tactiques au corps canadien, G. 15, 10h.30 du soir, 8 août 1918, dans Récit des opérations de la 1*- division.
116. Récit de la 4° division, 8-9. Rapport de la 4' brig. de chars. 2. H.O.B., 1918, IV, 94.
117. App. II/27 au J. G. de lié.-m. du corps canadien, août 1918.
118. Récit de la 1°• division, IV, 1-4. Récit de la 2° division, 14. Récit de la 3- division, 8.
119. H.O.B., 1918, IV, 116.
120. H. C. Singer, History of the Thirty-First Battalion,C.E.F. (n. p. 1939), 359.
121. Récit de la 2° division, 14.
122. Récit des opérations de la 6- brigade, 6.
123. Récit de la 2° division, 15.
124. J. G., 5° brig. d'inf., 9 août 1918.
125. Supplément, The London Gazette, 27 septembre 1918.
126. Ibid.
127. Récit de la 11' division, IV, 4-5. H.O.B. 1918, IV, 99-100.
128. Récit de la 1" division, IV, 1-3. Récit de la 2- division. 16. App. V I/2 à J. G. de lié: m. du corps canadien, août 1918.
129. «Récit du 4° bataillon de fusiliers montés, 9 août 1918., App. 1 au journal de l'unité. S. G. Bennett, The 4th Canadien Mounted Rifles 1914-1919 (Toronto, 1926), 120-121.
130. «Résumé des opérations, 8 au 10 août 1918., App. 3 au J. G., 5' C.M.R., août 1918. Rapports de renseignements du capitaine d'é.m., J.G., 8' brig. d'inf., 9 août 1918.
131. J.G., 8' brig. d'inf., 9 août 1918. 5° C. M. R.. Résumé des opérations.
132. H.O.B., 1918, IV, 98.
133. H.O.F., Tome VII, i, 182. 134. H.O.B., 1918, IV, 158-159.
135. Ibid., 117, H.O.A., xiv, 554-556. Die Katastrophe, 171-191 et cartes 1 et 2.
136. Rupprecht, Mein Kreigstagebuch, II, 436.
137. Bloem, Der Weltkrieg, ii, 227-228, cité dans H.O.B., 1918, IV, 118.
138. H.O.A., viii, 18; ix, 238 et App. 2, note 2. 139. H.O.B., 1918, IV,
139. D'après les histoires des 41', 45°, 60 94° 95' régiments et des régiments Body et Bavarian Jaeger.
140. Rapport de la 12- brigade, 6.
141. H.O.B., 1918, IV, 120.
142. Rapport sur les opérations, 2' bataillon de fusiliers montés, 8 au 10 août 1918, App. .B» au journal de l'unité.
143. H.O.B., 1918, IV, 123, 138.
144. Ibid., 125. «Rapport provisoire., 139.
145. H.O.A., xiv, 560-561.
146. H.O.B., 1918. IV, 123, 125-126.
147. J.G., Fort Carry Rosse, 10 août 1918.
148. H.O.B., 1918, IV, 126.
149. Ibid, 124-125. Récit des opérations de le 32° div., 9 au 11 août 1918.
150. Récit de la 4- division, 11-12.
151. Ibid., 11.
152. H.O.B., 1918, IV, 130.
153. H.O.F., Tom VII, ii, Annexe 605. 154. App. XV à H.O.B., 1918, IV. 155. Récit du corps de cavalerie. 156. Récit de la 4- division, 13. 157. H.O.B., 1918, IV, 145-146, 152. 1$8 App. XVI à Ibid. 159. History of Body Regiment, 111.
160. Récit de la 4° division, 12-14. Message du corps canadien, midi le 11 août 1918. H.O.B., 1918, IV, 145.
161. Supplément, The London Gazette, 26 oct. 1918.
162. P.P.C.L.I., Récit des opérations, 11 au 15 août 1918, App. 1 au J.G. de l'unité. .Rapport provisoire., 140.
163. Messages en campagne, 11 au 28 août 1918. App. 2 au J.G. de la P.P.C.L.I., août 1918.
164. Opérations devant Damery et prise de Damery, 15 août 1918, App. 7 au J.G. du 52° bataillon, août 1918. History of 60th Regiment, 249.
165. Récit de la 4' brigade. 166. Rapport de la 3° brigade.
167. »Rapport provisoire, 140. J.G., 87' bataillon, 19 août 1918. History of 94th Regiment, 268.
168. Ordre spécial du lieutenant-général Currie, 13 août 1918, Archives Currie, 1793 (2). dernière page. «Rapport provisoire., 141.
169. H.O.B., 1918, IV, 156-157.
170. The Tanks, 1, 184-185.
171. Ibid., 180.
172. Ibid., 183. H.O.B., 1918, IV, 96.
173. The Tanks, 1, 181-184. Fuller, The Decisive Batties of the Western World, III, 287, 290292.
174. H.O.B., 1918, IV, 158.
175. Récit de la brigade canadienne de cavalerie, 6.
176. The Tanks, 1, 184.
177. Rapport de la 4° brigade de chars, 7. 178. H.O.B., 1918, IV, 34, 35.
179. The War in the Air, VI, 442,445.
180. Ibid., 446, 452-454, 457-458.
181. Bodenschatz, jagd In Flanderns Himmel, 112-113.
182. Ibid., 129-130. J.G., Jagdgeschwader n° 1, 10, 13 août 1918.
183. The War in the Air, VI, 442-443. J.G., Jagdschwader n° 1, 8 août 1918.
184. Martin Sommerfeldt, Hermann Gûring: Ein Lebensbild, 33, cité dans The War in the Air, VI, 445.
185. My War Memories, II, 686.
186. Hinderburg, Out of My Lite, 395-396.
187. My War Memoires, II, 689.
188. The War in the Air, VI, 152, 174, 455-456.

189. H.O.B., 1918, IV, 167-168. Télégramme de Foch à Haig, 14 août 1918, LOF., Tome VII, i, Annexe 657.
190. Private Papers de Rois, 323.
191. G. 153/2524-4, Q.G. du corps canadien à la Quatrième armée, 13 août 1918, Archives Currie.
192. Haig à Foch, août 1918, Annexe 658 à H.O.F., Tome VIIL i. Foch à Haig, 14 août 1918, Annexe 656 à ibid.
193. Annexe 657 à Ibid.
194. Private Papers de Haig, 323-324.
195. Mémoires du maréchal Foch, (Londres, 1931), 446-447.
196. O.A.D. 907/2, 15 août 1918, App. XIX à H.O.B., 1918, IV.
197. H.O.F., Tome VII, i, Annexe 672. 198. H.O.B., 1918, IV, 171. 199. Journal de Currie, 22 août 1918.

CHAPITRE XIV

A travers la ligne Hindenburg jusqu'à Cambrai

1. Documents personnels de Haig, 324.
2. Ibid.
3. Note aux commandants d'armée, 22 août 1918, citée dans le même ouvrage, 324.
4. Histoire officielle anglaise, 1918, IV, 232-5.
5. Journal de Currie, 19-22 août 1918. Quartier général du corps d'armée canadien, G 512/ 2525-4, «Orientation future des opérations., 25 août 1918, appendice II-50 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, août 1918.
6. Histoire officielle anglaise 1918, IV, 298.
7. Ibid., 311. Von Kuhl, Der Weltkrieg, 19141918, 11, 430.
8. Histoire officielle anglaise, 1918, IV, 306.
9. «Récit des opérations de la 2° division canadienne, du 13 mars au 11 novembre 1918», 23.
10. Ordre d'opération n° 228 du Corps d'Armée canadien, 24 août 1918, appendice II-46 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, août 1918.
11. Récit des opérations de la 2° division, 24.
12. Histoire du 132° régiment, 393-4.
13. Journal de Currie, 26 août 1918.
14. CWNS, «Service de renseignements, lignes d'action du corps d'armée canadien, période du 8 août au 11 novembre 1918., section 11, 2. Histoire du 221° régiment, 260. Histoire du 132° régiment, 388 et graphique 54.
15. Récit des opérations de la 2° division, 27.
16. Journal de guerre de la 6° brigade d'infanterie, 26-27 août 1918. Comptes rendus des opérations du bataillon figurant en appendices aux journaux des unités.
17. Supplément à la Gazette de Londres, 15 nov. 1918.
18. «Rapport des opérations de la 3° division canadienne, 26 août au 28 août 1918», appendice «C. au journal de l'état-major général, août 1918, 4.
19. «Sommaire des opérations de la force indpendante canadienne, 26-27 août 1918», appendice «A, au journal de guerre, officier général commandant le Corps des mitraiil leurs canadiens, août 1918.
20. Journal de guerre de la 7° brigade d'infanterie, 26 août 1918.
21. Première armée, «Rapport des opérations du 26 août au 11 novembre., 3.
22. Rapport de la 3° division, 5. Récit des opérations de la 2° division, 28.
23. Histoire du 176• régiment, 273-4, 282.
24. Appendice II-52 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, août 1918.
25. «Récit des opérations de la 9° brigade d'infanterie canadienne, 25-30 août 1918.; appendice 28 au journal de guerre de la 9° brigade d'infanterie, août 1918.
26. Histoire du 176° régiment, 274-1 et graphique 49.
27. Journaux de guerre des 18° et 43° bataillons, 27 août 1918.
28. Récit des opérations de la 2° division, 31-2.
29. Histoire de la 26° division de réserve, 62-3, 70-1 et graphique 11.
30. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 27 août 1918, appendice II-57.
31. Rapport de la 30 division, 6.
32. Récit des opérations de la 2° division, 33-5.
33. Ibid., 36. Rapport de la 3° division, 7.
34. Chaballe, Histoire du 22° Bataillon canadien-français, 376-7.
35. Supplément à la Gazette de Londres, 14 déc. 1918.
36. Histoire de la 26° division de réserve, 64. Histoire du 121° régiment de réserve, 75.
37. Ordre d'opérations G 642 du corps d'armée canadien, 27 août 1918, appendice II-57 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, août 1918.
38. Journal de Currie, 28 août 1918.
39. Récit des opérations de la 2° division et Rapport de la 3° division.
40. «Notes de la Première armée sur une conférence tenue au quartier général du corps d'armée canadien», 28 août 1918, dossiers D-136 du Corps expéditionnaire canadien, 1.
41. Rapport des opérations de la Première armée, 7. Journal de guerre de l'état-major

général du corps d'armée canadien, 29 août 1918.
42. Histoire du 121' régiment de réserve, 75-6.
43. «Rapport de la 1r' division canadienne sur les opérations d'Arras, ligne . DrocourtQuéant, 28 août- 4 sept. 1918., II, 1-2, appendice au journal de l'état-major général.
44. Rapport des opérations de la Première armée, 8.
45. Notes sur une conférence au corps d'armée canadien, quartier général de corps, 30 août 1918.. Ordre n' 262 de la Première Armée, appendice I-16 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, août 1918.
46. Journal de guerre de la 2' brigade d'infanterie canadienne, 31 août 1918.
47. Rapport de la 1" division, II, 5.
48. «Rapport des opérations Scarpe de la 4' division canadienne, 2-4 sept. 1918., appendice 1 au journal de guerre de l'étatmajor général, 4' division canadienne, septembre 1918. Histoire officielle britannique, 1918, IV, 396.
49. Haig's Private papers, 325.
50. Journal de Currie, 31 août 1918. Appendice 20 au journal de guerre de l'état-major général, 4' division britannique, septembre 1918.
51. Ordre d'opérations n' 234 du corps d'armée canadien, 31 août 1918, appendice II-1 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, septembre 1918.
52. Ibid.
53. Directives Drocourt-Quéant ne 1,, appendice .B» au rapport de la 1" division canadienne sur les opérations d'Arras.
54. Histoire officielle anglaise. 1918, IV, 404.
55. Rapport de la 4' division canadienne.
56. «Récit des opérations de la 4' division 26 août-4 sept. 1918., appendice 20 au journal de guerre de l'état-major, 4' division britannique, septembre 1918.
57. Ordre d'opérations n' 234 du corps d'armée canadien.
58. Rapport de la 12' brigade d'infanterie canadienne, opération Scarpe, appendice 14 au journal de guerre de la brigade, septembre 1918.
59. Fetherstonhaugh, 14' bataillon du Royal Montreal Regiment, Corps expéditionnaire canadien, 1914-1925, 241.
60. Supplément à la Gazette de Londres, 15 nov., 2 déc., 14 déc. 1918.
61. Ibid., 15 nov. 1918.
62. Rapport de la 1re division. Beattie, 48th Highlanders of Canada, 1891-1928, 364.
63. Journaux de guerre - des 72', 85' et 38' bataillons, 2 sept. 1918. Rapport de la 4' division.
64. Rapport des opérations du 46' bataillon, 2-4 sept. 1918, appendice 20 au journal de guerre de l'unité, septembre 1918.
65. Remarques du gén. McNaughton à l'auteur, 21 août 1961.
66. «Histoire du Corps des mitrailleurs canadiens,' Corps expéditionnaire canadien', iii, 590.
67. Histoire du 2- régiment de réserve de la Garde, 237-44. Histoire du 91- régiment de réserve, 424-9. Histoire du 2' régiment des grenadiers, 453-8.
68. G. 944 et G. 950, 2 sept. 1918, appendices II-15 et II-17 au journal de guerre de l'étatmajor général du corps d'armée canadien, septembre 1918.
69. Rapport des opérations de la Première armée. Rapports divisionnaires déjà cités. Journal de guerre de l'état-major du corps d'Armée canadien, 3-4 sept. 1918.
70. Journal de Currie, 3 sept. 1918.
71. Von Hindenburg, Out oJ My Lite, 398.
72. Rapport des opérations de la Première armée, 14. Histoire officielle anglaise, 1918, IV, 414. Der Weltkrieg, 1914-1918, 11, 430.
73. Journal de guerre de l'état-major du corps d'armée canadien, 4 sept. 1918.
74. Journal de Currie, 4 sept. 1918.
75. Plan de défense du corps d'armée canadien, 5 sept 1918, appendice II-37 au journal de guerre de l'état-major du corps d'armée canadien, septembre 1918.
76. Journal de guerre de l'état-major du corps d'armée canadien, 16 sept. 1918.
77. Histoire officielle française, tome VII, i, annexe 938.
78. Liddell Hart, Foch, l'Homme d'Orléans, 356.
79. Directives d'opérations n' G.S. 1427/1, Première armée, appendice I-13 au journal de guerre de l'état-major du corps d'armée canadien, septembre 1918.
80. «État-major général du corps d'armée canadien, Opérations., dossier 2526-4, tiroir C 11, chemise 76.
81. «Régiment royal d'artillerie du corps d'armée canadien, Opérations., dossier du Service des renseignements. I.G. 562, tiroir C-22, chemise 42.
82. Directives B.W. (Bois de Bourlon) n' 1, corps d'armée canadien, 23 sept 1918, appendice II-63 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien. septembre 1918.
83. Troupes canadiennes d'outre mer, .Rapport provisoire', 157.
84. Directives B.W. n' 1, corps d'armée canadien.
85. Lettre de air Arthur Currie à F. H. Underhill, 17 sept. 1920, dans les documents personnels de Currie, J-1, historique, la Guerre-commentaires de A.W.C.
86. «Récit des opérations de la 2- artillerie divisionnaire canadienne, 27 septal" oct. 1918., dans le dossier 8, tiroir C-27, chemise 42.
87. Maj: gén. E. W. B. Morrison, «Notes de l'Artillerie sur les opérations du corps d'armée canadien, 27 sept: 1'• oct. 1918..
88. «Régiment d'artillerie du corps d'armée canadien, Opérations., dans le dossier 11,

tiroir C-27, chemise 42. Ibid., dossier 10, tiroir C-27, chemise 48.
89. «Notes de l'artillerie sur les opérations du corps d'Armée canadien».
90. Directives B.W. a• 2, 25 sept. 1918, appendice II-73 au journal de guerre de l'étatmajor général du corps d'armée canadien, septembre 1918.
91. Histoire officielle anglaise, 1918, IV, 496. Histoire officielle allemande, XIV, 604.
92. Rapport final du général John 7. Pershing (1•' sept. 1919), Partie 11, 584-9.
93. Dépêches de Haig, 278.
94. Journal de Currie, 27 sept. 1918.
95. »Régiment royal d'artillerie du corps d'armée canadien, Opérations-, dans le dossier du Service des renseignements, I.G. 477, tiroir C-22, chemise 42.
96. Histoire du 188• régiment, 308-9.
97. Histoire du 2• régiment de réserve de la Garde, 251-2. Histoire du 26• régiment des Dragoons. 83-4.
98. CWNS «Rapport de la 4• division canadienne, opérations de Cambrai, 27 sept.-1•* oct. 1918•.
99. Supplément à la Gazette de Londres, 14 déc. 1918, 6 janv. 1919.
100. «Rapport du 2' bataillon sur les opérations du 26 au 28 sept. 1918», appendice 11/II au journal de guerre de l'unité, rapport de la l'• division canadienne sur le canal du Nord.
101. Supplément à la Gazette de Londres, 6 janv. 1919.
102. Journal de guerre du 10• bataillon, 27 sept. 1918.
103. «Récit du 14• bataillon des opérations du bois de Bourlon., appendice 13 au journal de guerre du 14' bataillon, septembre 1918.
104. Journal de guerre de la 3' brigade d'infanterie, 27 sept. 1918.
105. CWNS, .Rapport du 7• bataillon de blindés».
106. Journal de guerre de l'état-major général de la Il« division anglaise, 27 sept. 1918.
107. Journal de Currie, 27 sept. 1918.
108. Histoire officielle allemande, 3ŒV. 616-7.
109. «Histoire du Corps des mitrailleurs canadiens., iii, 590, 597.
110. Messages G 860 et 870 du corps d'armée canadien, 27 sept. 1918, appendices U-80, 81 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, septembre 1918.
111. CWNS, «Rapport de la 3' division canadienne sur la bataille de Cambrai, 27 sept. au 10 oct.», 5.
112. Histoire de la 26' division de réserve, 73-4, 83.
113. Journal de guerre de la 7• brigade d'infanterie, 28 sept. 1918.
114. Supplément à la Gazette de Londres, 6 janv. 1919.
115. «Opérations du PPCLI. 27 sept.l[re] ' oct. 1918., appendice •C• au journal de guerre du PPCLI, septembre 1918.
116. Rapport de la 3• division 6-7.
117. Rapport de la 4• division, 4• division, 8-9.
118. «Rapport de la 1'• division canadienne sur les opérations du canal du Nord, du bois de Bourlon et de Cambrai, 27 sept. -2 oct. 1918., appendice au journal de l'état-major général.
119. «Récit des opérations de la 9• brigade. d'infanterie canadienne., appendice 7 au journal de guerre de la 9• brigade, septembre 1918. Le 116• bataillon en France (Toronto, 1921), 83.
120. Supplément à la Gazette de Londres, 6 janv. 1919.
121. Rapport de la 3• division, 7,8.
122. Rapport de la 4' division, 10.
123. Journal de guerre de l'état-major général, 11e division anglaise, 29 sept. 1918. Rapport de la 1[re]division, III, 3-4.
124. Seely, Aventures, 234.
125. Journal de Currie, 30 sept., 1" oct. 1918.
126. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, septembre 1918, appendice II-87.
127. «Récit des opérations de la 11• brigade d'infanterie canadienne contre le bois de Bourlon», appendice 1 au journal de la brigade, février 1919.
128. Rapport de la 3• division, 9.
129. Message G. 669 de la Première armée, 30 sept. 1918, appendice I-2 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, octobre 1918.
130. «Notes de l'artillerie sur les opérations du corps d'armée canadien.. Currie au cap. Alistair Fraser, 7 déc. 1918, Documents personnels de Currie, tiroir J, .Historique, la Guerre, commentaires de A.W.C.».
131. Journal de guerre de la 3• brigade d'infanterie, 1•' oct. 1918. .Récit des événements, 30 sept.-2 oct. 1918., appendice 4 au même ouvrage.
132. Supplément à la Gazette de Londres, 6 janv. 1919.
133. Rapport de la l'• brigade d'infanterie canadienne, «L'attaque sur Abancourt». appendice 3 au journal de la brigade, octobre 1918.
134. « Récit des opérations de la 11• brigade d'infanterie canadienne contre le bois de Bourlon., appendice 1 au journal de la brigade.
135. Rapport de la 3• division, 9-11.
136. Message G: 690 de la Première armée, appendice I-5 au journal de guerre de l'étatmajor du corps d'armée canadien, octobre 1918.
137. Rapport de la Première armée sur les opérations, 35.
138. L'Armée des États-Unis dans la Guerre mondiale 1917-1919, IX, 186.
139. Histoire officielle anglaise, 1918, V, 46, 51, 111.

140. Ibid., 83.
141. Documents personnels de Haig, 329.
142. Ordre n' 275 de la Première armée, 6 oct. 1918, appendice I-14 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, octobre 1918.
143. Ordre d'opération n° 242 du corps d'armée canadien, 7 oct. 1918, appendice H-28 au même ouvrage.
144. »Opérations des compagnies spéciales du Génie royal», tiroir C-11, chemise 78.
145. Récit des opérations de la 2' division, 46-47.
146. Ibid., 47-48.
147. Histoire officielle allemande, XIV, 647.
148. Ibid., 592-3, 610 et appendice 27a.
149. Ibid., 647. .Services des renseignements, fronts d'action du corps d'armée canadien, 2-8 oct. 1918., sert. V, 2.
150. «Récit des opérations de la 6' brigade d'infanterie canadienne, bataille de Cambrai., appendice 25 au journal de guerre de la 6' brigade d'infanterie, octobre 1918. 151. Supplément à la Gazette de Londres, 31 janv. 1919.
152. Récit des opérations de la 2' division, 48-9. 153. Rapport de la 3' division, 12-13.
154. Appendice .D» au journal de guerre du Canadien Light Horse, octobre 1918.
155. «Histoire des opérations du 26' bataillon, 9 oct. 1918., appendice .B-5» au journal de l'unité. Récit des opérations de la 2e division, 50.
156. Récit des opérations de la 2' division, 51-52. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 10 oct. 1918.
157. Récit des opérations de la 2' division, 53.
158. Supplément à la Gazette de Londres, 31 janv. 1919.
159. Récit des opérations de la 2' division, 5455. Journal de guerre de l'état-major du corps d'armée canadien, 11 oct. 1918.
160. «Rapport provisoire., 168.

CHAPITRE XV

La dernière étape, 12 octobre-11 novembre 1918

1. Histoire officielle allemande, xiv, 632-3.
2. Ludendorff, Mes souvenirs de guerre, II, 725.
3. Ibid., 730.
4. Documents personnels de Haig, 331-2.
5. Dans l'Histoire officielle anglaise, 1918, V, 268.
6. Histoire officielle anglaise, 1918, V, 212. 7. Ibid., 213.
8. Historique du 41.3• Régiment, 40-1.
9. «Récit des opérations de la brigade canadienne de cavalerie, pour la période du 8 au 10 octobre 1918•, 1, appendice •Ds au journal de guerre de la brigade canadienne de cavalerie, octobre 1918.
10. «Récit des opération du Fort Garry Horse, 9-10-18•, appendice •A• au journal de guerre du FGH, octobre 1918.
Il. «Récit des opérations du Lord Strathcona's Horse (R.C.) 9/10/18•, appendice 1 au journal de guerre du LSH, octobre 1918.
12. «Récit des opérations du FGH», (.Récit des opérations de la brigade canadienne de cavalerie.), 2, appendice .D» au journal de guerre de la brigade canadienne de cavalerie, octobre 1918.
13. «Récit des opérations de la brigade canadienne de cavalerie, 3.
14. Ibid.
15. Journal de guerre du RCD, 9 oct. 1918.
16. «Récit des opérations de la brigade canadienne de cavalerie., 4.
17. Ibid.
18. Von Kuhl, Der Weltkrieg 1914-1918, 11, 474.
19. Histoire officielle allemande, XIV, 596.
20. Rupprecht, Mein Kreegstagebuch, II, 456.
21. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 11-12 oct. 1918.
22. »Directives à propos d'une attaque .à la chinoise., 7 oct. 1918., appendice 6 au journal de guerre de l'état-major général, 1' division canadienne, octobre 1918.
23. . Rapport des opérations à Sailly-enOstrevent, 10 oct. 1918., appendice G au journal de guerre du 13' bataillon.
24. WNS, «Rapport des opérations de la 3' brigade d'infanterie canadienne, de Sailly-enOstrevent au canal Sensée, 5 au 12 octobre 1918•. .Itinéraire de la I*' division canadienne, du 31 juillet au 23 octobre 1918., dans le journal de guerre de l'état-major général de la 11' division canadienne, octobre 1918.
25. «Récit des opérations de la 2' division canadienne, du 13 mars au 11 nov. 1918., 56-7.
26. Message 1447/8 de l'état-major général de la Première armée au corps d'armée canadien, 15 octobre 1918, appendice I-34 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, octobre 1918.
27. G.W.L. Nicholson, Marlborough and the War o/ the Spanish Succession (Ottawa, 1955), 146-9.
28. CWNS, •Opérations de la 56' division, du 10 au 16 octobre».
29. Journal de guerre de l'état-major général de la 1*' division canadienne, 14 oct. 1918.
30. Histoire officielle allemande, XIV, 653. Mein Krlegstagebuch, II, 461-3.
31. Journal de Currie, 10 oct. 1918. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, octobre 1918, appendice II-58.

32. Journal de guerre de l'état-major général de la 1'• division canadienne, 17 oct. 1918.
33. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'année canadien, 17 oct. 1918.
34. Récit des opérations de la 2' division.
35. Journal de guerre de l'officier général commandant, Corps canadien des mitrailleurs, 17-18 oct. 1918.
36. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 18 oct. 1918.
37. K. Beattie, 48th Highlanders of Canada 1891-1928 (Toronto, 1932), 388.
38. Troupes canadiennes d'outre mer, .Rapport provisoire 174.
39. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 20 oct. 1918.
40. 48th Highlanders of Canada 1891-1928, 390.
41. «Itinéraire de la 1*' division canadienne., 11. CWNS, .Rapport de la 3' division canadienne sur les opérations Forêt de RaismesMons, 22 oct. au 11 nov. 1918», 2.
42. Rapport de la 3' division, 3.
43. Journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, 23 oct. 1918.
44. Première armée, .Rapport des opérations du 26 août au 11 novembre 1918., V, 55.
45. Ordre n° 282 de la Première armée, 21 oct. 1918, appendice I-45 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, octobre 1918.
46. «Rapport des opérations de la 3' brigade du Génie canadien», dans le rapport de la 3' division.
47. A. E. Snell, The C.AM.C. With the Canadien Corps During the Last Hundred Days oJ the Great War (Ottawa, 1924), 207.
48. « Rapport de la 4' division canadienne, opérations de Valenciennes, du 27 oct. au 6 nov.», 4.
49. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 58.
50. Rapport de la 4' division, 4. Maj.-gén. sir W. H. Anderson, .Les opérations de la Première armée autour de Valenciennes, octobre-novembre 1918» (Canadian Defence Quarterly, avril 1925), 289-90.
51. CWNS, 'Service des renseignements, lignes de feu du corps d'armée canadien, 8 août-11 nov. 1918., sect. 7, carte 1 (confirmé par les historiques régimentaires allemands).
52. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 57.
53. . Notes sur la conférence des commandants de corps d'armée, tenue au quartier général de la Première armée, le 27 octobre 1918., appendice I-54 au journal de guerre de l'étatmajor général du corps d'armée canadien, octobre 1918.
54. Mai. gén. A. G. L. McNaughton, .The Capture of Valenciennes (Canadien Defence Quarterly, avril 1933), 281.
55. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 60.
56. Directives n° 1 de Valenciennes, 28 oct. 1918, appendices I et II au rapport de la 4' division.
57. Rapport de la Premiere armée sur les opérations, V, 60.
58. « Les opérations de la Première armée autour de Valenciennes, octobre-novembre 1918., 293.
59. « The Capture of Valenciennes», 281.
60. « Les opérations de la Première armée autour de Valenciennes., 293.
61. Rapport de la 4' division, appendice IV.
62. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 63. •The Capture of Valenciennes, 284-6.
63. Rapport de la 4' division, 5.
64. Ibid., 7. CWNS, .Récit des opérations de la 10' brigade d'infanterie canadienne, Deuxième bataille de Valenciennes., 9.
65. Supplément de la Gazette de Londres, 31 janv. 1919.
66. Rapport de la 4' division, 7.
67. Rapport de la 3' division, 5.
68.. The Capture of Valenciennes», 293.
69. «Rapport des opérations du 50' bataillon, 7 oct: 2 nov. 1917», appendice 30 au rapport de la 4' division.
70. Journal de Currie, 1" nov. 1918.
71. Journal de guerre de la 11' brigade d'infanterie, 2 nov. 1918.
72. « Rapport de la 12' brigade d'infanterie canadienne, Opérations de Valenciennes, 16 oct. 6 nov. 1918., appendice 18 au rapport de la 4' division.
73. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 64-5.
74. Rapport de la 3' division, appendice 1, .Photographies aériennes., 4-6.
75. Rapport de la Première armée sur les opérations, V, 65. Rapport de la 4' division, 9.
76. Rapport de la Première armée sur les opérations, VI, 67-8.
77. « Rapports météorologiques, 1917 et 1918».
78. Récit des opérations de la 2' division, 65.
79. Historique du 188' Régiment, 99.
80. Rapport de la 4' division, 9-10.
81. Historique du 115' Régiment, 210 et dessin 23. .Historique de 251 divisions allemandes., 354.
82. Rapport de la 3' division, 7.
83. Les mémoires du maréchal Foch (Londres, 1931), 514.
84. Falls, The Great War (New York, 1959), 415.
85. Histoire officielle allemande, XIV, 672-3.
86. Ibid., 699 et appendice 27a (carte).
87. Rapport de la 3' division, 8-9.
88. « Le Royal Canadian Regiment, Opérations des 9, 10 et 11 novembre 1918, appendice 2 au journal de guerre du RCR, novembre 1918.
89. »'Récit des opérations du 42' bataillon canadien, RHC, 9-11 novembre., appendice au journal, de guerre du 42' bataillon, novembre 1918.
90. Récit des opérations de la 2' division, 62.

91. «Récit des opérations de la 5' brigade d'infanterie canadienne, 5 nov. au 11 nov. 1918., appendice 28 au journal de guerre de la 5• brigade d'infanterie, novembre 1918.
92. Journal de guerre de la 4' brigade d'infanterie, 9 nov. 1918.
93. Ordre d'opération n° 254 du corps d'armée canadien, appendice H-27 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, novembre 1918.
94. Récit des opérations de la 2' division, 67-8.
95. Ibid.
96. Ibid., 68.
97. Appendice .A• au journal de guerre du 42e bataillon, novembre 1918.
98. «Correspondance relative au RCR, premier entré à Mons», GAQ, 5-34.
99. « Opérations du RCR, 9, 10 et 11 nov. 1918., appendice 2 au journal de guerre du RCR, novembre 1918.
100. CWNS, «Corps canadien des renseignements, Notes sur les divisions allemandes., périodes 1-8 nov. 1918 et 9-13 nov. 1918.
101. *Historique du 359' Régiment 79. Historique du 4' Régiment de réserve Ersatz*, 216-7.
102. *Historique du 23' Régiment, 285. Historique du 62' Régiment, 220.*
103. Rapport de la 3• division, 10. Récit des opérations de la 2' division, 69.
104. Histoire officielle anglaise, 1918, V. 539. Histoire officielle française, tome VII, vol. II, 336-7.
105. Message G. 121 du corps d'Armée canadien, 11 nov. 1918, appendice U-33 au journal de guerre de l'état-major général du corps d'armée canadien, novembre 1918.
106. Journaux de guerre du PPCLI et du RCR, 11 nov. 1918.
107. Rapport de la 3' division, détails des pertes.
108. Récit des opérations de la 2' division, 69.
109. Cour Supréme d'Ontario, «Procès de Currie contre Wilson et Preston., Documents personnels de Curie, L-9.
110. Documents` personnels de Haig, 336. United States Army in the World War 1917-1919, X, 20-24.
111. Mes souvenirs de guerre, II, 756.
112. Histoire officielle anglaise, 1918, VI, 567-8.
113. United States Army in the World War 19171919, X, 52-6.

CHAPITRE XVI
En dehors du corps d'armée

1. H.O.B., Transportation on the Western Front 1914-1918 (Londres, 1937), 13. 2. Ibid., 54.
3. Ibid., 56-7,
4. Ibid., 77-8, 94.
5. Télégramme du gouverneur général au secrétaire d'État aux colonies, 10 oct. 14 et réponse, 22 oct., European War Print n' 4.
6. QG dossier 600-10-18, vol. 1, fol. 87.
7. Ibid., fol. 93.
8.. Historical Record of C.O.R.C.C.., 1-2, dans GA.Q. dossier 8-37.
9. Ibid., 2-3. J. de G., C.O.R.C.C., 25 août 30 sept. 13.
10.. Historical Record., 3-4. J. de G., C.O.R.C.C., 31 oct.-30 nov. 15.
11. H.O,B, Transportation on the Western Front, 156-7.
12. ettre du 1.-col. C. W. P. Ramsey au 1.-col. F. L. Wanklyn, 23 janv. 16, Q.G. dossier 600-10-18, vol. 4, fol. 150.
13. H.O.B., Transportation on the Western Front, 160-1.
14. Perley au premier ministre, 1r mai 15, Q.G. dossier 600-10-12.
15. Télégramme, chef É: M. I. à milice, 2 juin 16, Q.G. dossier 600-10-36, vol. 1, fol. 16.
16.. Historical Sketch of the Formation of Canadian Railway Troops., 1-4 dans G.A.Q. dossier 8-38.
17. H.O.B., Transportation on the Western Front, 386.
18. O.M.F.C. Report, 360-1.
19. Ibid., 358.
20. Ibid., 357-9. H.O.B., Transportation on the Western Front, 386-7.
21. «Nouveaux renseignements sur les troupes ferroviaires., fournis par D.D., C.R.T. pour le ministère, O.M.F.C., 19 mai 19, G.A.Q. dossier 8-38.
22. J. de G., 2' bat. C.R.T., mars 1918. O.M.F.C. Report, 362. «Renseignements divers fournis par le Q.G. de C.R.T. pour le ministère, O.M.F.C., 15 fév: 19 mai 19., G.A.Q. dossier 8-38.
23. O.M.F.C. Report, 23.
24. H.O.B., Military Operations, Egypt and Palestine, II (Londres, 1930) 400, 439, 4616.
25.. 1re compagnie de pontage, troupes ferroviaires, au Corps expéditionnaire égyptien», H.S. 6-E-1-1 (Tiroir E-11, folio 101, dossier 12).
26. H.O.B., Military Operations, Egypt and Palestine, II, 468, 567, 588-9.
27. J. de G., 1l• compagnie de pontage, 2-7 oct. 18. Rapport du major A. P. Linton, 9 oct. 18, H.S. 6-E-1.
28. H.O.B., Military Operations, Egypt and Palestine, II, 422-3.
29. Ibid., 597, 600. .lst Bridging Company, C.R.T.», H.S. 6-E-1-1.
30. H.O.B., Military Operations, Egypt and Palestine, II, 616-17, 622. .lst Bridging Company, C.R.T.., H.S. 6-E-1-1.
31. Lettre du sous-ministre suppléant de la

Milice au secrétaire militaire du gouverneur général, 12 janv. 19. Mémo, E. Pye à E.O. Hist, 10 sept. 51; lettre, R W. Gornail à D.H.S., 17 mars 31; D.H.S. dossier D-427.
32. R. W. Sellen, .The British intervention in Russia 1917-1920. (The Dalhousie Review, automne 1960).
33. H.O.B., The Campaign in Mesopotamia 1914-1918, IV, 111, 171, 177. 34. Ibid., 105-6.
35. Ibid., 102-5.
36.. The Dunsterforce., dans G.A.Q., dossier 10-28 (2).
37. Ibid.
38. Ibid. Cap. W. W. Murray, .Canadiens in Dunsterforce., I, 214-15.
39. H.O.B., The Campaign in Mesopotamia, IV, 106-7, 116, 119.
40. Cap. W. W. Murray, .Canadians in Dunsterforce., I (Canadian Defence Quarterly, janvier 1931), 215-16.
41.. The Dunsterforce., dans G.A.Q. dossier 10-28(2).
42.. Canadians in Dunsterforce., II, (Canadian Defence Quarterly, avril 1931), 380-1. 43. H.O.B., The Campaign in . Mesopotamia, IV, 200-4, 210-21.
44.. Canadians in Dunsterforce., V, (Canadien Defence Quarterly, janvier 1932), 233.
45 H.O.B., The Campaign in Mesopotamia, IV, 223-9.
46.. Canadians in Dunsterforce., V, 235. 47. H.O.B., The Campaign in Mesopotamia, IV, 232.
48.. Canadians in Dunsterforce., V, 232-9, 243-9.
49. Ibid., 207-8, 323, 330.
50. . The Dunsterforce».
51. Macphail, The Medical Services (Ottawa, 1925), 295-8. Lettre D.M.S. à Carson, 21 déc. 15. Carson, dossier 8-4-26.
52. The Medical Services, 119-20.
53. O.M.F.C. Report, 396-7.
54. The Medical Services, 296. 55. Ibid., 297.
56. Lettre, commandant du 1•* hospital canadien à D.M.S. Salonique, 22 sept. 16. Carson, dossier 8-4-63.
57. Col. H. A. Bruce: Report on the Canadian Army Medical Service (Londres, 1916). 58. Ibid., 84.
59. Mémoire, A.D.M.S. Canadians, Londres, 4 oct. 16. Bruce Papers.
60. Lettre, Jones à Carson, 21 déc. 15, dossier Carson 8-4-26. Lettre, Jones à Carson, 9 nov. 15, 8-4-22. Télégramme, le ministre à Carson, 20 déc. 15, 8-4-26.
61. The Medical Services, 196.
62. Lettre, le directeur général des Services médicaux de l'Armée (sir Alfred Keogh) au directeur des Services médicaux des contingents canadiens, 14 sept. 16, dans le dossier D.M.S. (Londres), 30-3-1, vol. 2.
63. Lettre, le War Office au secrétaire du Q.G. du C.E.F., 7 janv. 17; lettre du D.S.M. (canadien) au War Office, 16 mai 17; le tout -dans le dossier du D.S.M. (Londres), 30-4-4, vol 1.
64. J. de G., HSp. no? 1, C.A.M.C., 16 août, 3 sept. 17.
65. Lettre du président de l'U. de T. au comptable en chat du ministère de la Milice, 24 déc. 18, Q.G. dossier 5421-15-86.
66. O.M.F.C. Report, 396-7.
67. L. Amy, The Camera with the Canadien Forestry Corps in Great Britain (Londres, sans date), 3.
68. Télégramme, Perley à Borden, 11 janv. 16, Q.G. dossier 54-21-23, vol. 1.
69. European War Prints, 22A, 15 fév. 16.
70. Lettre, Bonar L aw au gouverneur général, 19 mai 16, E.W.P. 27, 114B.
71. Lettre, le secrétaire du War Office à Perley, 30 nov. 16, dossier O.M. 8-1-134.
72. O.M.F.C. Report, 369-70.
73. A.C.I. 414, 8 mars 17, O.M. dossier 0-9-12.
74. Ordres du C.F.C., 14 nov. 16. Q.G., lettre canadienne, no A.G. 7-1-10, 7 nov. 16. W.D., Q.G. du corps forestier, 18 mars-2 avril 17.
75. Dépêches de Haig, 144.
76. Mémoires au sous-dir. des opérations forestières et de bois d'eauvre, 3 et 6 août 17.
77. Lettre, Derby à Kemp, 12 avr. 18, annexe 19 à Duguid, II, chap. XIII.
78. «Note sur les Compagnies d'aménagement d'aérodromes du corps forestier canadien., annexe 23 à Duguid, II chap. XIII.
79. Report of O.M.F.C., 368.
80. J. de G., H.Q., C.F.C., 2-3 oct. 18.
81. J. de G., A. e t Q. Corps can., 5 mars 18, J. de G., Q.G., C.F.C., mars-avr. 1918. 82. O.M.F.C., Report, 369-70.
83 . Le corps forestier canadien., dossier MacBrien, vol. 2.
84. The Institution of Royal Engineers, The Work of the Royal Engineers in the European War, 1914-19: Military Mining (Chatham, 1922), 1.
85. J. de G., 1' compagnie canadienne de sapeurs, février 1916. J. de G., 2• compagnie canadienne de sapeurs, avril' 1916.
86. Military Mining, 2-6.
87. Annexes 1 et 2 à J. de G., 2° compagnie de sapeurs, juin 1916.
88. Military Mining, 14-15.
89. Ibid., 17-19.
90. O.M.F.C. Report, 118.
91. J. de G., 3° compagnie de sapeurs, juin 1918.
92. J. de G., 1°" compagnie de sapeurs, 11 juil. 18; 2° compagnie de sapeurs, 7 juil. 18.
93. Documents au dossier, H.Q. 6978-4 vol. 1.
94. Duguid, I, 73.
95. Section historique de l'ARC, .Histoire de l'Aviation royale canadienne. (manuscrit), 2, 6, O.M.F.C. Report, 349.
96. «Histoire de l'ARC, •3..
97. 0-M.F.C. Report, 345-6.

98. Lettre, a,= de: la Milice au : maj. George W. Le Mar, 10 juin 29,. D.H.S. dossier 4-8, vol. 2. Officier de liaison de l'ARC au secrétaire du ministère. de la Défense nationale, 26 mars- 35, Q.A.G. dossier 1020J.
99.. F. M, Cutlack; The Australian-Flying Corps in the Western and Eastern Theatres of War 1914-1918, vol. VIII (Histoire officielle de l'Australie. dans la guerre du 1914-18), 445.
100. « Histoire de l'A.RC.., 3, 6.
101. Mémoire, chef du Service historique de l'armée de l'air au directeur de la Section historique, 10 août 60.
102. Bruce Robertson (éd.): Air Aces of the 1914-1918 War (Letchworth, Herta, 1959), 42, 84, 196.
103. W. A. Bishop: Winged Wartare (Londres, 1918), 1, 29.
104. A. J. L. Scott: Sixty Squadron R.A.F. (Londres, 1920), 27-9. J. M. Bruce, British Aeroplanes, 1914-18 (Londres, 1957), 55268.
105. Jones: The War in the Air, IV, 129.
106. Bruce Robertson (éd.): Von Richthofen and the Flying Circus (Letchworth, Herts, 1958), 58, 65.
107. Winged Wartare, 126, 151.
108. G. A. Drew: Canada's Fighting Airmen (Toronto, 1931), 76-7.
109. Lettre du R.F.C., 16930, 15 août 17.
110. British Aeroplanes, 578.
111. The War in the Air, IV, 286-7.
112. British Aeroplanes, 445-57, 573-93. 0. G. Thetford et E. J. Riding; Aircratt of the 1914-1918 War (Harleyford, 1954), 27, 32, 50, 61, 96. Slxty Squadron R.A.F., 27, 9, 43n.
113. Jones: The War in the Air, VI, .445. Aircraft - of the 1914-1918 War, 51.
114. British Aeroplanes, 607-14. Aircraft of the 1914-1918 War, 37.
115. Lettre, général A. G. L. McNaughton à l'auteur, 20 fév. 62.
116. Jones: The War in the Air, VI, 542-3. 117. Ibid., IV, 333-4.
118. «Histoire de l'ARC., 3-4.
119. L'officier de liaison de l'ARC au secre-taire du ministère de la Défense nationale, 26 mars 35. Section historique de l'air: R.C.A.F. Log book, A Chronological Outline of the Origin, Growth and Achievement of the Royal Canadian Air Force (Ottawa, 1949), 10.
120. P. T. McGrath et C. Lucas: .Newfoundland., in Lucas, The Empire at War, II, 299, 301, 311, 317-18.
121. J. F. O'Flaherty: .The Royal Newfoundland Regiment., 9-10.
122. J. de G., contingent de Terre-Neuve, 20 sept. 15-7 janv. 16. .Le Régiment royal de Terre-Neuve., 12.
123. H.O.B., 1916, 1, 436.
124. Ibid., J. de G., le· rég. de T: N., 1er juil. 16.
125. Inscription à la 8n du J. de G. du 1re rég. de T.-N., juiL 1916.
126. J. de G., 1" rég. de T: N., 12 oct. 16. 127. H.Q.B., 1917, 1, 291-2. 128. Ibid., II, 201 et esquisse 19.
129. Ibid., 336. J. de G., 1" rég. de TN., 16 août, 9 oct. 17.
130. J. de G., 1·1 rés. de T: N., 20-21 nov. 17.
131. Lettre, Haig à Woodruffe, 4 fév. 18.
132. Ibid., 21, mars, 13-14 avr. 18.
133. Ibid., 1-11 mai, 11-21 sept,, 28 sept. 18.
134. H.O.B., 1918, V, 66, 77 et esquisses 8 et 9.
135. J. de G. le- ré& de T: N., 14 oct. 18.
136. Supplément à la London Gazette, n' 31108, 6 janv. 19.
137. H.O.B., 1918, V, 275, 286, esquisses 22. J. de G., 1·1 rég. de T: N., 15, 20 oct. 18.
138. Edmund Itonside,, Archangel 1918.1919.
139. Ibid., 17.
140. Strakhovsky.
141. Ironside, Archangel, 17-21.
142. Sellen.
143. Procès-verbal de la conférence.
144. Le brig.-gén. McDonald au chef d'étatmajor gén.
145. Kemp à Borden. 146. Papiers de Borden.
147. Correspondance et rapport.
148. Tél. du War Office à Ottawa, 9 déc. 1918.
149. Directeur des Archives.
150. Archangel, 27.
151. Ibid.
152. Ibid., 29, 32.
153. Ibid.
154. N.R.E.F., 16' Brigade, 6-8, 30. 155. Ibid., 17.
156. Ibid., 19.
157. N.RB.F., 19, 21, 23.
158. Ibid., 34.
159. N.R.E.F., 49.
160. La Brigade d'artillerie, 140.
161. Archangel, 66, 86, 91. La Brigade d'artillerie, 141.
162. Archangel, 106.
163. Churchill, The Attermath, 248.
164. Archangel, 129.
165. Ibid., 112.
166. Col. Sharman au chef d'état-major gén, 13 avril 1919.
167. Intervention ai Archange!, 162.
168. N.R.E.F., 16' Brigade, 12, 23, 25.
169. Borden à Churchill et Lloyd George, 18 mai 1919.
170. G.Q.G.,'dossier, 10-28.
171. Renseignements du Directeur des archives.
172. Papiers de Borden.
173. Churchill, The Attermath, 168.
174. Mémoires de guerre de Lloyd George, VI, 3157.
175. Ibid. 176. Ibid.
177. Ibid.
178. The Attermath, 88.
179. Directeur des opérations (Maj: gén. P. de B. Radcliffe) au président du Conseil privé, 9 juil. 1918.

180. Borden à Newburn, 13 août 1918.
181. Ministre de la Milice et de la Défense au chef de l'état-major général, 12 juil. 1918.
182. Chef de l'état-major, impérial à Elmsley.
183. C. P. Instruction 1983. Ministre de la Justice au premier ministre.
184. Effectifs, Corps exp. can. en Sibérie.
185. Borden à White, 25 juif. 191&
186. Ministre de la Milice au premier ministre, 13 août 1918.
187. Chef de l'état-major général au commandant du 11• district militaire, 28 nov. 1918.
188. Comm. du 11• district militaire au Secrétaire du Conseil de la Milice, 11 oct. 1918.
189. Chef de l'état-major général impérial à Elmsley, 10 sept. 1918.
190. Papiers de Borden, 518(1).
191. Le premier ministre au ministre de la Milice, 13 août 1918.
192. White à Borden, 14 nov. 1918.
193. Borden à White, 20 nov. 1918.
194. Ibid.
195. White à Borden, 22 nov. 1918.
196. Borden à White, 24 nov. 1918.
197. White à Borden, 27 nov. 1918.
198. Chef de l'état-major général au War Office, 22 déc. 1918.
199. Réponse du War Office, 4 janv. 1919.
200. Borden à White, 9 déc. 1918.
201. War Office au chef de l'état-major général.
202. Réponse du chef de l'état-major général, 10 janv. 1919.
203. Knox à Ehnsley, 27 déc. 1918.
204. Ibid.
205. Q.G., C.E.C. (Sibérie), 8 déc. 1918.
206. C. F. Clingan.
207. Rapports de W. E. Playfair, correspondant officiel de guerre en Sibérie.
208. Procès-verbal, du cabinet impérial de guerre.
209. Chamberlin, The Russian Revolution (N.Y. 1935).
210. Borden à White, 17 fév. 1919.
211. Churchill à Borden, 17 mars 1919.
212. C.E.C. en Sibérie. Dossier 4-8 du Q.G.
213. Churchill à Borden, 1- mai 1919.
214. Chef de l'état-major gén. au War Office.
215. Chamberlin.
216. Ibid.

CHAPITRE XVII

Après l'Armistice

1. «Rapport intérimaire sur les opérations du corps d'armée canadien pendant l'année 1918., O.M.F.C. Report, 186.
2. Ibid., 185.
3. United States Army in the World War 19171919: The Armistice Agreement and Related Documents, Vol. 10, (Washington, 1948), 53.
4. Dossiers Currie, Currie au 1.-col. R. Watson, 10 déc., 18.
5. Journal de Cume, 16 nov. 18.
6. O.M.F.C. Report, 186.
7. Ibid., 189.
8. Ibid., 187. Singer: History of the 31st Canadian Infantry Battalion C.E.F., 436-7.
9. Urquhart: The History of the 16th Battalion (The Canadian Scottish), 325.
10. Fetherstonhaugh: The 13th Battalion Royal Highlanders of Canada, 308.
11. O.M.F.C. Report, 190.
12. Ibid., 190-1. Fetherstonhaugh: The 24th Battalion, C.EF., Victoria Rifles of Canada 1914-1919, 275.
13. «Ordre du jour spécial., 25 nov. 18, G.A.Q., dossier 4-15.
14. The 13th Battalion Royal Highlanders of Canada 1914-1918, 308. The History of the 16th Battalion (The Canadian Scottish), 327. 48th Highlanders of Canada, 18911928, 398.
15. History of the 31st Canadian Infantry Battalion C.E.F., 440.
16. O.M.F.C. Report, 192.
17. Journal de Currie, 12 déc. 18.
18. O.M.F.C. Report, 192.
19. C. W. Bishop: The Canadian Y.M.C.A. in the Great War (Toronto, 1924), 342-3.
20. O.M.F.C. Report, 478.
21. The Canadian Y.M.C.A. in the Great War, 343.
22. Kemp à Mewburn, 11 nov. 18, P.A.C. dossier M.G. 27, série 11, D 9, fol 137.
23. Mewburn à Kemp, 16 nov. 18, ibid.
24. Borden à White, 18 nov. 18, ibid.
25. White à Borden, 23 nov. 18, ibid.
26. O.M.F.C. Report, 189.
27. Borden à "te, 25 nov. 18, P.A.C. dossier M.G. 27.
28. Mewburn à Borden, 29 nov. 18, ibid.
29. J. de G., état-major du corps canadien, 5 janv. 19.
30. J. de G., état-major de la 2' div. cari., 19 janv. 19.
31. J. de G., état-major général, corps can., 6 fév. 19.
32. J. de G., état-major général, 1'• div. can., 12-13 janv. 19. J. de G., état-major général, 2' div. can., 26 janv. 19.
33. J. de G., état-major général, 3• div. can., 14 et 30 déc. 18.
34. Journal de Currie, 17 et 23 janv. 19.
35. Ibid., 13 déc. 18.
36. Ministère de la Milice et de la Défense: The Return of the Troops: A Plain Account of the Demobilization of the Canadian Expeditionary Force (Ottawa, 1920).

37. Ibid., 48.
38. The Return of the Troops (Ottawa, 1920), 11-12.
39. The Return of the Troops, 12-13.
40. Ibid., 18-19, 48. Sect. hist. .Demobiization C.E.F., 1919• (n.d.), 7-9.
41. The Return of the Troops, 19-20.
42. White à Kemp, 12 mars 19, dossiers Borden, P.A.C. dossier OC 567.
43. «Agitations dans les camps et zones canadiennes en Grande-Bretagne, 1918-1919», in brochure de la Sect hist.: Démobilisation générale.
44. Ibid., Ordre de service courant, O.M.F.C. (Londres, 1919). Ordre du jour spécial, 20 juin 1919.
45. The Return of the Troops, 24.
46. The Return of the Troops, 66.
47. Récits dans diverses histoires régimentaires. 48. The Return of the. Troops, 20. 49. Ibid., 29, 152.
50. Ibid., 29, 148-151.
51. Lloyd George; War Memoirs, vol. VI, 3367.
52. Major-gén. A. G. L. McNaughton: .The Development of Artillery in the Great War. (Canadien Defence Quarterly, janvier 1929), 164.
53. Ibid.
54. Ibid., 170.

INDEX-PARTIE I

GÉNÉRALITÉS

A

Abancourt: 489-491, 496.
Abbeville: 182.
Acheville: 299, 410.
Acte de l'Amérique du Nord britannique: 372.
Aisne, l': 49-50, 256-257, 261, 263-264, 296-297, 325, 405, 526.
Aitken, Sir Max: nominations aux postes d'étatmajor. 138-139; critiqué, 139 (renvoi); commandant à Saint-Éloi, 157; Alderson, 159; mont Sorrel, 161; participe à la direction des affaires du corps expéditionnaire canadien, 222; création d'un conseil .of cieux., 223; fait le rapport d'un échec, 224; agit en qualité de représentant militaire du Canada, 226 (renvoi); proposé comme ministre d'outre-mer, 226; nominations et devoirs, créé baron Beaverbrook, 161 (renvoi), 385; publications, 385; fonde la caisse des monuments de guerre, 387.
Albatros: 273 (renvoi), 298, 547.
« Alberich »., Opération, (allemande) : 262.
Albert: 214, 398, 401, 411, 426, 457, 459; les batailles d', 176, 181 (renvoi); (1916), 600; (1918), 602.
Albert 1re , roi des Belges 5, 47, 333, 478.
Alderson, le lt-gén. Sir E.A.H.: commande la 1re division canadienne, 32; commandant en Angleterre, 35, 36-38, 41-42, 218-219; prend le commandement d'un secteur du front en Fran. ce, 55; à Ypres (1915), 61-62, 68-70, 71-75, 78, 82, 83-88, 90-92, 96, 100; à Festubert (.Alderson's Force»), 108-111; à Givenchy, 115; commande le corps d'armée canadien, 124-126, 144, 146; à St Eloi, 150-151, 156-157; nommé inspecteur général des troupes canadiennes en Angleterre, 159-160; au sujet du fusil Ross, 170-172; autres réf., 36-38, 121, 160 (renvoi), 220, 586-587.
« Alderson's Force»: 108, 110-111. Alep: 499, 530, 532-533.
Algerine: 18.
Algie, le It W. L., V.C.: 497.
« Allée de la Nonne, 1'»: 312-313, 318-320.
Allenby, le gén. Sir E.: 175, 289-290, 308, 391, 499, 530-532.
Allison, le col. bon. J. W.: 224 (renvoi). .
« Aloof »., tranchée: 318, 320-321, 323, 367. .
« Alpaca »., tranchée: 318, 322.
Alsace: 46, 49, 109, 524.
Alsace-Lorraine: 46-47.
Amiens: 53, 327, 398, 401-404, 411, 418-420, 457-458.
Amiens, bataille d': 418, 427, 451, 453, 456, 458-459, 530, 602.
Amiens, Ligne de défense d': 402, 428, 433, 435. 440-441, 444, 451.
Amiens-Roye, route: 258, 420, 422, 429, 438, 447.
Amirauté, l': 34, 51-52, 258, 331, 356; premier lord de 1', 35, 52, 181.
Amorce d'artillerie n° 106: 270.
Ancre, l': 188, 202, 262, 420, 423, 425, 428, 600.
Ancre, bataille de la crête d': 195, 205, 209, 213, 600.
Andenne: 570.
Angres: 288.
Anthoine, gén.: 334, 336.
Antilles: 26 (renvoi), 525.
Anvers: 47, 50.
Anvers-Meuse, ligne: 518, 520-521. .
Anzac.: 127-128.
Ardahan: 534.
Ardennes: 46-47.
Argonne: 407, 492.
Argyll House: 229, 386.
Arkhangelsk: 554-558, 560-561, 602.
Arleux: 485, 506.
Arleux, la boucle d': voir Arleux-en-Gohelle.
Arleux-en-Gohelle: 294-296, 298-299, 410, 601.
Armagh, bois d': 160-161, 163, 167.
Armée allemande, 1': 13, 255, 261, 359, 441, 518.
Armée de la Russie blanche: 563, 566.
Armée française: 326, 335-336, 337 (renvoi), 356-357.
Armée italienne, l': 256.
Armée permanente: 7-8, 13, 24-26, 33, 123, 145, 219, 234 (renvoi).
Armée russe, 1': 51.
Armentières: 54, 114, 393-394, 402-403.
Armin, gén. Sixt von: 403.
Armistice, l': 523-525, 559, 563, 568-569, 598.
Germano-Russe: 391.
Armstrong, bdier-gén. CJ.: 125, 586.
Arras: les troupes françaises à, 50, 96, 131, 173; britanniques, 263, 398; canadiennes, 410-411,

422, 457-458, 461, 487; autres réf., 178, 267268, 393, 395; voir aussi Lens-Arras, le front de.
Arras, batailles d': .1917., 265, 300 (renvoi). 601; .deuxième., 252, 498, 602.
Arras-Cambrai, route: 461-462, 466-467, 470471, 473, 476-478, 550.
Arras-Douai, route: 293.
Arras-Lens, route: 266, 278, 318, 320, 322.
Arsenal fédéral: 169-170. Assy- 399.
Artois: 55, 100, 102, 118, 130-132.
Arvillers: 447.
Ashton, mai˙ gén. E. C.: 585.
Asquith, le très hon. H. H.: 139, 184 (renvoi), 258.
Association canadienne-française de recrutement: 240.
Association du contingent canadien de guerre, 1': 41.
Atlantique, patrouille de 1': 18.
Attaque simulée: 504.
Aubencheul-au-Bac: 478, 506.
Auberchicourt: 509-510.
Aubers, la crête d': 55-56, 102, 104-107, 110, 600.
Aubigny-au-Bac: 485, 506-507.
Aulnoy: 510, 513.
Aunelle, 1': 516-517.
Australie: 11, 13, 124, 371, 389-390, 392, 573.
Autriche-Hongrie: 3-5, 51, 499.
Auvelais: 573.
Aventure, ferme: 354.
Avesnes-le-Sec: 497.
Aviation canadienne: 549.
Avion: 307-308, 310, 314, 409, 601.
Avion, l'embranchement d': 287, 293.
Avonmouth: 43.
Avre, 1': 420, 423, 441.
Avre, bataille de l': 601.

B

Bacon, Vice-amiral, Sir R: 330.
Bagdad: 140, 391, 534-536.
Baillescourt, ferme de: 210, 213.
Bailleul, Sir Berthoult: 268, 288.
Bailleul. 105, 125, 146, 413, 601.
Baisieux: 517.
Bakou: 533-537.
Baldwin, F. W.: 545.
Balfour, le très hon. A. J.: 566.
Bantigny: 488-489, 494.
Bapaume: 181, 396, 398, 457, 467; batailles de, 601.
Baralle: 474.
Barker, le maj. W. G., V.C.: 548.
Barron, le caporal C. F., V.C.: 353.
Bassora: 533, 535.
Batailles et combats: 600-602.
.Bataillon Dyer.: 557.
.Batigny,le ravin de.: 488, 490, 493.
Batoum: 533-535, 537.
Baudour, le bois de: 518.
Bazentin., la bataille de l'.arête de»: 176, 600.
Beaucourt: 210, 213.
Beaucourt, le bois de. Voir Beaucourt-en-Santerre.
Beaucourt-en-Santerre: 433, 435, 437-439.
Beaufort: 442, 444, 446.
Beaumont-Hamel: 176, 195, 208-210, 550, 600.
Beaurevoir, ligne: 602.
Beaverbrook, le baron: voir Aitken, Sir Max.
« Bec de Canard ».: 114-117.
Beho: 571.
Belgique: 5, 140, 256, 478, 517, 569, 573-574.
Bel], le brigadier général A. H.: 463, 587.
Bellevue: 340, 344 (renvoi), 345-348, 352.
Bellew, le lient. E., V.C.: 82.
Bellewaarde, le lac: 98-99; la crête de, 97-99, 334, 600.
Below, le général Fritz von: 175, 178, 261.
Below, le général Otto von: 292, 294, 359, 460, 485.
Bench, la ferme: 468.
Bonnet, R. B.: 139, 227, 234, 239.
Besson, le mai: gén. T.: 585.
Bout, le 1t.-col. P. E., V.C.: 338 (renvoi). .
Berlin-Wood.: 90-91.
Bermudes: 26, 146.
Bermudian, le transport: 33.
Bethmann-Hollweg, Dr. T. von: 5.
Biggar, le mai.-gén J. L: 585.
Biggar, le leut. L. H.: 521 (renvoi).
Bill sur les élections en temps de guerre: 373.
Birchall, le IL-col. AL P.: 74.
Birdwood, le général Sir W.: 420.
Bishop, le IL-col. W. A., V.C.: 546-547, 549.
Blécourt: 487-489, 491, 493-494.
Boehn, le gén. von: 426, 456 (renvoi).
Boesinge: 63, 67, 76, 91, 333.
.Boetleer's Farm.: 63, 84-85, 89-90.
Boiry-Notre-Dame: 465-466.
Bois-du-Rapois: 522.
Bois-en-Équerre: 450.
Bois-en-Hache: 266, 285-286.
Bois-en-Z: 453.
Bois-là-Haut: 520-521.
Bolcheviks, Bolcheviste, Bolchevique: 533-534, 552, 554-563, 565-567; antibolchevique, 554555, 561, 563, 566; gouvernement, S64.
Bonn: 568-571.
Bonval, le bois de: 269, 278-279.
Borden, Sir Frederick; 6, 8, 13.
Borden, Sir Robert: politique navale, 14; et Hughes, 38, 125 (renvoi), 222-229, 234-237; et les autorités britanniques, 139, 144, 157-158, 235-236, 370; et Perley, 219, 222, (conseil d'outre-mer) 223, (ministère d'outre-mer) 227228, 235-236, 308-309, 383; et Currie, 308-309, 372, 374-375; visite le front, 118-119, 369, 416; visite le Royaume-Uni, 122, 125, (membre du cabinet de guerre impérial) 368-370; nouvel objectif: 500,000, 233-237; la conscription, 241, 309, 368-376, 377-379; et les élections géné-

raies (1917), 373-375; s'oppose au démembrement du corps d'armée canadien, 412-114; au sujet de l'intervention *en Sibérie,* 562-567; *autres réf.,* 6, 21, 38-39, 43, 159 *(renvoi),* 239, 241, 385, 389-390,,560.
Bott, le lt.-col. J. C. L: 162.
Bouchain- 497, 506, 508.
Bouche, le bois de: 472.
Bouchoir: 444, 447, 449.
Bougnies: 519.
Bourassa, Henri: 239, 448.
Bourgeon, le: 266-267, 273, 283-286.
Bourlon, le *bois* de: 362, 365, 477; la bataille du, 478-483, 486, 602.
Boussu: 518.
Bramshott: 146, 221-222, 243, 575.
Bray-sur-Somme: 441, 448, 451. .
Brebis., les: 317.
Brereton, le caporal suppléant A., V.C.: 446.
Brest-Litovsk, Traité de: 534-535, 552, 554, 560.
Briand, le président du conseil: 257, 259.
Brielen, le pont de: 74-75.
Brigades d'instruction: 243.
Brighton: 229, 243.
Brillant, le lieut. J., V.C.: 445.
Broodseinde: 89, 338, 344 *(renvoi);* bataille de, 344-345, 601.
Brooke, le brig.-gén. lord: 122, 146, 221-224, 226, 587-588.
Brown, le soldat H., V.C.: 316.
Bruay: 510, 513.
Bruce, le col. H. A.: 539, 586.
Bruchési. l'archevêque: 375.
Bruges: 478.
Brusilov, le gén. A. A.: 142.
Brusilov, l'offensive de: 177, 255.
Brutipel, le brig.-gén. R.: 29, 414, 437, 447, 464. 467, 470, 586.
Buissy: 469, 471-474.
Buissy, l'embranchement de: 469, 471-474.
Bulfn, le maj: gén. E. S.: 90-91.
Bulgarie: 52, 127, 140, 499.
Bullecourt: 289, 333; la bataille de, 297-298, 303.
Buller, le lt.-col. H. C.: 163.
Bully Grenay: 273.
Bülow, le gén. Karl von: 47-49.
Bureau des archives militaires canadiennes, le: 385, 387.
Burstall, le maj.-gen. Sir H. E.: commande l'artillerie divisionnaire, 25, 115; commande l'artillerie du Corps d'armée canadien, 125, 164, 166; commande la- 2' division, 276, 313, 435, 445, 453, 463, 465, 493, 506, 519; nominations, 586-587.
Burton, le It.-col. R de H.: 549.
Bush, le brie-gén. J. E.: 82, 84.
Bustard, camp de: 36.
Butler, le lt.-gén. Sir R. H. K.: 420, 441.
«Butte», la: 149-150, 155.
Buxton: 575.
Byng, le lt.-gén. l'hon. Sir J.: commande le corps d'armée canadien, 160, 579; au mont Sorrel, 163, 166, 250; sur la Somme, 179, 184, 192, 198; 4 Vimy, 266-268, 272, 274, 280, 288; commande la troisième armée, 308, 333, 362, 410, 459, 478; et Currie, 480 *(renvoi);* nominations, 586; *autres réf.,* 253, 293, 458.

C

Cabinet anglais, le: 5, 51, 129-130, 215 259, 359.
Cabinet canadien, le: 6, 28, 227. 250-251, 562, 564, 573, 575.
Cabinet de guerre (britannique): 251, 307, 327. 356, 368-369, 559, 564.
Cabinet de guerre impérial, le: 368, 565.
Cadorna, gén. Luigi: 171, 258, 336, 359-360.
Cagnicourt: 464-466, 470-472.
Cairns, serg. H., V.C.: 513.
Caisse des monuments de guerre canadiens, la: 385, 387-388.
Caix: 427-428, 435, 437; *voir aussi* Amiens, Ligne de défense extérieure.
Calais: 258-259, 418.
Calais, accord de: 259.
Cambrai: bataille de 1917, 297 *(renvoi),* 362366, 427-428; bataille de 1918, 493-496; les deux batailles, 601-602; *autres réf.,* 263, 289290, 478-479, 486, 498.
Cambrai-Douai, route: 483 ,486-488.
Campbell, lient. F. W., V.C.: 117.
Canada, force de défense du: 241. .
« Canada, témoin oculaire du»: 385.
Canada in Flanders: 385, 388.
Canada in Khaki: 385, 387.
Canadian Daily Record, le: 385.
Canadian War Pictorial: 385.
Caporetto : 360.
Carew, m.-g. Sir R. P.: 32. qqq
« Carey, la force de»: 402.
Carpathes, les: 128, 177, 204.
Carrick, IL-col. J. J.: 124.
Carscallen, IL-col. H. G.: 588.
Carson, col. J. W.: 38, 41, 124, 219-227, 229.
Caspienne, mer: 533-534, 536, 560-561, 602.
Casques d'acier: 152.
Cassel: 60, 124, 339, 351, 403.
Caucase, le: 52, 127, 255, 533-537, 560.
Cave, lieut. J. W.: 521 *(renvoi).*
Cayeux: 433-434, 437.
Cayeux, bois de: 438.
C.C. 1, H.M.C.S.: 18.
C.C. 2, H.M.C.S.: 18
Centre, canal du: 520-521
Centre-Caspien, gouvernement: 536.
Champagne: 50, 56, 130-132, 340, 395, 397, 405 406,425.
Champagne, l'offensive de: 131-132, 140.
Chantilly: 56, 141-142, 208, 258.
Chantilly, conférence de: voir Conférence militaire inter-alliée.
Chapelle, colline de la: 461-463.
Chapelle Saint-Roch: 111-112, 114.
Charleroi: 518, 520.

Chars: introduction, 173, 181-184; la Somme, 190; Vimy, 270, 276, 289; première utilisation par les Allemands, 404; Amiens, 425-434, 436439, 441, 444-447, 454-455; la Scarpe, 462463, 465; ligne D-Q, 470-473; canal du Nord, 484; emploi par les Allemands, 497; faux chars, 311; Mark 1, 181; Mark IV, 429; Mark V, 425, 438, 470; Whippet, 425, 437, 446, 454.
Charteris, brig.-gén. J.: 329, 357-358.
Château-Thierry: 406-408.
Chaulnes: 396, 455; chemin de fer Amiens-, 420, 425, 447-448, 458; -Roue, ligne, 440-441, 448, 453, 457.
Chauny: 399, 459.
Chef de l'état-major général: 241, 375-376, 545, 559 (renvoi), 562, 564, 585.
Chef de l'état-major impérial, le: 250-251, 258, 330, 337, 393, 397, 470, 500.
Chemin des Dames, le: 335, 337, 405-406; crête du: 264.
Chérisy: 465.
Chicorée., tranchée: 313, 315, 317.
Chilly: 444, 449-453.
Churchill, Winston L. S.: souhaite la bienvenue aux troupes canadiennes, 35; préconise la stratégie à l'Est (Gallipoli), 52; et la campagne de Gallipoli, 127; et l'exploitation des chars, 181; l'emploi en petit nombre des chars, 184 *(renvoi);* au sujet des pertes de la Somme, 215; au sujet de Pasachendaele, 355; au sujet de l'approvisionnement en munitions, 459; facilite le retrait des Canadiens de la Russie septentrionale, 560; recommande le maintien du Corps canadien en Sibérie, 566-567.
Cimetière, le bosquet du: 432.
« Cinnabar », la tranchée: 318-321.
« Circus »: 547.
Clark, brig.-gén. J. A.: 477, 485.486, 519, 588.
Clark, brig.-gén. R. P.: 477, 587.
Clarke, cpl L., V.C.: 180.
Clark-Kennedy, lt-col. W. H., V.C.: 467.
Clary: 501-502.
Clary-Maretz, route: 502.
Clemenceau, Georges: 397.
Cléry: 401.
Cohoe, lt-col. J. E.: 24.
Coin-de-la-Chapelle: 484.
Cojeul, la: 463-466.
Collège militaire royal: 10.
Colline de l'artillerie, la: 465-466.
Collishaw, It-col. R.: 546-549.
Cologne: 568, 571.
Colombie-Britannique: 244-245.
Colt, mitrailleuse: 28, 71, 169. .
Combat., tranchée: 318, 320-321.
Combe, lieut. R. G., V.C.: 301.
Combles: 181, 188, 195.
Comité canadien de défense, le: 16-17.
Comité de défense coloniale: 16.
Comité de défense du Cabinet: 16-17.
Comité de défense outre-mer, le: 17.
Comité de guerre (du Royaume-Uni): 144, 258, 331.
Comité des obus, le: 224-225.
Comité interdépartemental, le: 16.
Comité ministériel de haute politique: 331, 336.
Comité ministériel de la main-d'oeuvre: 392.
Comités civils de recrutement, les: 232.
Commandant suprême, Puissances centrales: 178.
Commandement suprême, le: 360.
Commandement turc: 126.
Commission allemande d'armistice, la: 523.
Commission canadienne du confort en campagne,la: 41.
Commission des achats de guerre: 227.
Commission internationale des chemins de fer,la: *526 (renvoi).*
Commotion., tranchée: 313, 318.
Compiègne: 399, 459; forêt de: 523.
Comte, bois du: 269, 279.
Condé: 510, 517-518.
Condé-Mons, canal: 510, 517-518, 520.
Conductor, tranchée: 320-321.
Conférence de la paix: 356, 566.
Conférence impériale de guerre: 368, 371 *(renvoi)*
Conférences: de Calais, 258; coloniale de 1902, 10, 14; de 1907, 6, 10; franco-britannique, 129; impériale sur la défense de 1909, 10-11; inter départementale, 17; militaire inter-alliée, 141 142, 208, 210, 258-259, 397; du GQG, à Cassel, 339; *(voir* aussi Chantilly, Paris, Rome, etc.).
Connaught, le field-maréchal S. A. R. le duc de: 5, 7, 416.
Conrad von Hotzendorf, field-maréchal Franz: 141.
Conscription, la: 241, 366-372, 374-376, 383 *(renvoi).*
Conseil de guerre (britannique): 51-53.
Conseil de guerre (canadien): 374.
Conseil de guerre suprême: 357-358, 360, 392 393, 397, 554, 561-562.
Conseil de la milice: 9, 13, 15, 171, 218-220, 384, 545; sous-conseil suppléant de la milice, 225-229, 250, 384.
Conseil de l'armée britannique, le: 19, 125, 169, 172, 218, 526, 540.
Conseil d'outre-mer, le: 223-226.
Conseil du service militaire: 375.
Conseil militaire d'outre-mer, le: 383-384.
Conseil militaire révolutionnaire: 566.
Conseil privé (Canada) : 16, 28, 227, 562, 564, 573.
Constantine, S. M. le roi de Grèce: 140.
Contalmaison: 600.
Contingent de Franks, le»: 204-205.
Contingent de la Nouvelle-Zélande: 41.
Contingent de Terre-Neuve: 34, 36, 43, 549.
Contingents, les: australien, 41; canadien, premier, mobilisation, recrutement et organisation,21-26; instruction et équipment, 26-31; traverse l'Atlantique, 31-36; en Angleterre, 36-42;traverse en France, 42-44; composition, 229230; deuxième, 119, 121, 123, 231; canadienfrançais, 120 *(renvoi);* de Terre-Neuve, 34, 36,43, 549; de la Nouvelle-Zélande, 41.
Convention anglo-française de 1904 (l'Entente cordiale), la: 4, 394.
Convention de La Haye: 105.
Coppins, cpl F. C., V.C.: 446.
Corps canadien d'aviation, le: 545.
Corps égyptien de main-d'ouvre: 532.

Corps expéditionnaire anglais: débarque en France, 47; se retire de Mons, 47, 519-520; le Cateau, 48; la Marne, 49; Ypres (1914), 50; reçoit des renforts, 50, 144; Neuve-Chapelle, 58; pertes à la cote 60 et à Ypres (1915), 101; offensive d'Artois (1915), 102, 105; emploie les gaz pour la première fois, 112; est réorganisé, 203; Messines, 306-307; front tenu en mars 1918, 394-396.
Corps expéditionnaire canadien: mobilisation et instruction, 11, 22-28; équipement et approvisionnement, 28-31, 219; embarquement, 3236; administration au R.-U., 218-230; recrutement et renfort, 230-248; 371 *(renvoi), 377*383; démobilisation, 575-578; totaux des victimes, 580; effectif, 593; statistiques, 597-599; *autres réf.,* 31, 82, 369, 374, 533, 540.
Corps expéditionnaire canadien de Sibérie, le: 562, 565.
Corps expéditionnaire de Mésopotamie, le: 533.
Corps expéditionnaire égyptien, le: 530-532.
Corps expéditionnaire indien, le: 140.
Cote 52: 353.
Cote 60: 64, 67-68, 75, 96, 98, 101, 160, 166-167.
Cote 61: 160.
Cote 62: 160.
Cote 63: 601.
Cote 65: 293, 304, 307.
Cote 70: 131, 265, 304, 395, 409-411, 543; bataille de la, 309-316, 323-324, 601.
Cote 85: 151, 154, 157.
Cote 102: 432.
Cote 135: 266-269, 275, 279, 281 *(renvoi).*
Cote 145: 254, 266-269, 278, 281-285, 291.
Courcelette: 181-190, 192-193, 600.
Courcelles: 432.
Courtrai: 552, 602.
Crassier Vert, le: 321-323.
Crespin- 517.
Crête, ferme de la: 348-350.
Crimée: 560, 566.
Croak, sdt J. B., V.C.: 434.
Croix-Rouge canadienne, la: 565.
Crozat, canal de: 396, 399.
Cuisiniers, bois des: 69-73, 75, 78, 82.83, 85, 88-89, 91-92.
Currie, brig.-gén. A. C.: 125, 586.
Currie, lt-gén. Sir A. W.: commandant de la 2• brigade, 24, 54; à Ypres (1915), 69, 73, 81, 85, 90, 100; à Festubert, 109-111;' commandant de la *11'* division, 122, 125; au mont Sorrel, 160, 166; à l'arête de Thiepval, 190; la tranchée Regina, 199, 202; à Vimy, 272, 276, 279; commandant du corps canadien, 308-309; à la cote 70, 310, 318; à Pasachendaele, 339; répugnance à combattre avec la Cinquième Armée, 339; relève le 2° Corps Anzac, 339; se prépare à l'attaque, 340-342; sa compétence et son énergie de chef, 342; son emploi de l'artillerie, 343; son plan d'attaque, 345-346; ordonne de maintenir les positions acquises, 351; relève les divisions, 351; plans subséquents, 352; loue les succès, 353; retourne an front Lens-Vimy, 355; à Amiens, premiers plans, 417, 420; et la façon de tromper les ennemis, 421; et l'appui de l'artillerie, 429; son plan d'attaque, 430; donne des ordre, 442-444, 453; recommande de ralentir les opérations, 451; donne des ordres spéciaux, 453-454; recommande le déplacement du Corps canadien au front d'Arras, 457; félicité, 458; à la Scarpe, 460-461, 464, 467; la Ligne D: Q., 467-468, 470, 474-476; le canal du Nord et Cambrai, 477-479, 484-485, 488, 491, 497-498, 504; Valenciennes, 510-511, 513-514; Mons, 520, 522; la marche vers le Rhin, 570-571; et la démobilisation, 572-575; appréciation de, 579; et le fusil Ross, 169; au sujet du recrutement, des renforts et de la conscription, 234, 309, 372-375, 378; et Haig, 340, 356, 411, 417, 457; et Borden, 369, 372373, 378, 412; s'oppose à la diminution du nombre de bataillons par brigade, 251-252; insiste pour que les Canadiens combattent comme un corps d'armée, 410-413; réorganise les mitrailleuses, 414-416; réorganise le génie, 415, 544; postes de commandement, 587; *autres réf.,* 245, 375 (renvoi), 413-414, 506-508, 544, 568.
Curzon of Kedleston, lord G. N.: 330 *(renvoi),* 368 *(renvoi).*
Cuvillers: 489-490, 493-494.

D

Damas: 530, 532.
Damery: 449-450, 452-453, 602.
Dandurand, le sénateur R.: 240.
Dardanelles: 52-53, 126-130, 140, 160, 602.
Dardanelles, comité des: 128.
Debeny, le gén.: 425, 429, 447, 451, 456-457.
Dechy: 507.
Decline, le bosquet: 346, 348.
Décrets du Conseil, les: fixe la puissance du premier contingent, 20; autorise l'expropriation de la Ross Rifle Company, 172; précise la position du col-Carson, 219; au sujet de l'organisation et de l'instruction du Corps expéditionnaire canadien au Royaume-Uni, 225-226; crée les Forces militaires du Canada outremer, 227; nomme Turner officier général commandant les Canadiens, 229; annule la nomination de Carson, 229; institue un office du service national, 238; institue une force de défense du Canada,, 241; exempte les mennonites et les doukhobors du service militaire, 373; au sujet des désordres des civils, 377; modifie la Loi sur le service militaire, 379; précise le sens du terme renfort, 382; *autres réf.,* app. .E'.
De Havilland « pusher »: 144.
Delta., opération: 413.
Démobilisation: 574-575.
Demain: 427, 432.
Denain: 508-509, 513.

D

Denikin, le gén.: 566.
Dépôts de licenciement: 577 (renvoi).
Der'a: 530.
Derby, lord E. G. V.: 336, 378, 412,413.
Dernancourt: 441, 448. .
« Desire »., la tranchée: 208, 210, 212-213.
D'Esperey, le gén.: 499. «
« Dessauer »: *Voir* la tranchée « Desire ».
Destremont, la ferme: 193, 195.
Devizes, Wilts.: 40, 42.
Dibgate: 123.
Dinesen, le soldat T., V. C.: 452 *(renvoi).*
Diphenyl-chlorarsine: *Voir* Gaz .Croix bleue..
Division du service militaire: 375, 379 *(renvoi),* 381-382, app. .E..
Dodds, le brig.-gén. W. O. H.: 587.
Dodo., le bois: *Voir* le bois Rifle.
Douai: 265, 291-292, 302, 483-485, 507.
Douai, plaine de: 55-56, 102, 265, 280-281, 286, 311.
Douaumont, le fort de: 257.
Doullens: 303, 396-397, 410.
Dour: 519.
Douve, la Petite: *Voir* la Petite Douve.
Douve, rivière: 50, 126, 133, 135-136, 148, 404.
Draper, le brig.-gén. D. C.: 432, 463, 588.
Drocourt: 293 (renvoi), 296, 298, 299, 302. «
Drooourt-Quéant », ligne: 265, 268, 293, 460, 467-476, 602. qqq
Duck Lodge »: 349.
Duguid, le col. A. F.: 12 (renvoi), 35 *(renvoi).*
« Dumbells », les: 147, 574.
Dundee: 555, 557.
Dundonald, lord: 8, 32.
Dunkerque: 172 (renvoi), 328, 418.
Dunsterville, le mai: gén. L. C.: 534-537.
D'Urbai, le gén.: 173.
Dury: 464465, 469-471, 473-474, 476-477.
Dury, mont: 469-471, 473-474.
Dvina, rivière: 556-559.
Dvina, les effectifs de la: 557.
Dyer, le brig.-gén. H. M.: 432, 464, 485, 588.
Dyer, le cap. R. C.: 557.

E

Eaucourt l'Abbaye: 600.
Écaillon, 1': 509-510.
École communale: 268, 277.
Écourt-Saint-Quentin: 474.
Edmonds, brig.-gén. Sir J. E.: 265, 357 *(renvoi).*
Egret, tranchée: 463.
Égypte: 41, 52, 120, 144-145, 256, 538, 549, 602.
Eingreif-Divisionen: 333.
Élections générale& canadiennes de 1917, les: 366, 373-374.
Eleu dit Leauvette: 307, 319, 323
Elliot, maj.-gén. H. M.: 585.
Elmsley, maj: gén. J. H.: 277, 350, 563-565, 588. qqqElopezzz (détachement britannique): 554-555.
Élouges: 519.
Embury, brig.-. gén. J. F. L.: 387, 587.
Entente cordiale: voir Convention anglo-française de 1904.
Enzeli: 534, 536-537.
Épéhy: 481 *(renvoi),* 602.
Épernay: 408.
Épinoy: 483-484, 488-489.
Erzberger, Mathias: 523.
Escaudoeuvres: 493-494.
Escaut, 1': 362 *(renvoi),* 504, 509-513, 515, 518.
Escaut, canal de 1': 362 *(renvoi),* 479, 485, 487489, 496-497, 508-510, 512.
Esquimalt, C: B.: 7, 17-18.
Estaires: 60, 413, 601. Estrées: 504.
Estreux: 515.
Estreux-Onnaing, route d': 515.
Eswars: 488, 490, 496.
Étaing: 464-465, 471, 474, 504.
Etaples: 249.
État-major général impérial: 10.11, 369.
États-Unis: 325, 376, 391, 555, 561-562..

F

Fabeck, tranchée: 179-180, 184-187.
Falaise., la: 148-149, 167.
Falkenhausen, le gén. Freiherr von: 268, 283, 285, 289, 291-292.
Falkenhayn, le gén. Erich von: 49, 65-67, 105, 128, 141-142, 174, 177-179, 204.
Famars: 510-511.
Farbus: 268, 273, 281.
Farbus, le bois de: 269, 277, 280.
Farmar, le brig.-. gén. G. J.: 125, 586.
Farquhar, le lt.-col. F. D.: 22.
Fayolle, le gén. M. E.: 175, 195.
Ferdinand, l'archiduc François 3. Ferin: 506.
Ferme du Bois: 106-107, 109, 111.
Festubert: 105-109, 112-113, 116, 170, 413, 600.
Finlande: 552, 567.
Finlayson, le brig.-: gén. R. G.: 556.
Fiset, le maj.-gén. Sir E.: 233, 585.
Fisher, le caporal suppléant F., V.C.: 71.
Flavelle, J. W.: 227.
Flers: 181-182, 186, 204, 600.
Fleurbaix: 55, 59, 63 *(renvoi).*
Flowerdew, le lieut. G. M., V.C.: 400 *(ren*voi).
Foch, maréchal de France Ferdinand: commande la neuvième armée, 49; commande le Groupe provisoire du Nord, 60; Ypres (1915), 75, 86, 95-96; l'offensive d'Artois, 100, 102, 113; son opinion au sujet de Vimy, 274; s'oppose

a la campagne des Flandres, 327 *(renvoi);* en Italie, 359-360; recommande un commandement central allié, 359; le Conseil suprême de guerre, 360; commandant suprême, 397; les offensives allemandes (1918), 404, 406, 408; les offensives alliées, 407-408, 418, 420, 425, 428, 447; sa stratégie (1918), 478, 492; modifie l'offensive d'Amiens, 451, 456458; et le corps d'armée canadien, 413; et l'armistice, 523.
Fokker, Anthony: 143.
Fokker, le monoplan: 143-144; DVII, 456, 547548; triplan, 547-548.
Folie, bois de la: 277-278, 284.
Folies: 444, 446-447.
Folkestone: 123-124, 304.
Fonck, le lient. René: 546.
Fontaine: 399.
Fontaine, les Groisilles: 465.
Fontaine-Notre-Dame: 479-480, 483, 485-486.
Forbes-Robertson, le lt.-col. J.: 550.
Forces militaires du Canada outre-mer, Quartier général: assume l'administration au Royaume-Uni, 229; et les préposés aux détachements, 243; et les camps, 243; et le fusionnement des régiments, 247 (renvoi); et la 5° division, 250; et les conscrits, 379-380; et le Conseil militaire d'outre-mer, 383-384; et la section canadienne du grand quartier général, 385; et la R.A.F., 546; et l'Université Kaki, 572; et la démobilisation, 575; principaux emplois, 585-586.
Fort-George: 43.
Fortuin: 83-85, 89-91, 340.
Fosse n° 2: 516.
Fosse Saint-Louis: 322-323.
Foster, Sir G.: 374.
Foster, le maj. gén. G. La F.: 384 *(renvoi),* 586.
Fouquescourt: 449-453.
Frameries: 519, 568.
Franks, le maj: gén. G. Mck.: 204. Fransart: 453.
French, le maréchal Sir John: visite le Canada, 11, 170; commandant en chef du Corps expéditionnaire anglais, 47; à Mous, 47; à Neuve-Chapelle, 58; à Ypres (1915), 75, 86, 91, 94-96, 100; l'offensive d'Artois, 105-107, 113, 118; préconise le principal effort allié à l'ouest, 53; et Joffre, 55-56, 105, 130; et Foch, 102; et Currie, 122; inspecte la 1" division, 54; et un corps d'armée canadien, 124; est remplacé comme commandant en chef, 132-133; *autres réj., 48,* 118, 131.
Fresnes: 460, 509, 515.
« Fresnes-Boiry », embranchement: 294, 297.
« Fresnes-Rouvroy », ligne: 460, 464, 466-468, 476.
Fresnoy: 296-303; 312, 601.
Fresnoy-en-Chaussée: 433, 437-439.
Fresnoy-lès-Rose: 453.
Fressie: 488.
Frezenberg: 96, 98, 334.
Frezenberg, crête de: 98-99, 102, 600.
Fricourt: 600.
Friesland: 345.
Fromelles: 104.
Front de l'Est, le: les Allemands affermissent, 48, 51, 66, 118; Allemands déplacés du, 311, 359; succès russes, 177; plans des Alliés pour restaurer, 534-535, 553, 561; *autres réf.,* 47, 128, 140-143, 326.
Front italien, le: 141, 330, 336, 358-359, 362, 393, 405, 499.
Front occidental: premières batailles, 44, 51; passage de troupes allemandes au front oriental, 51; opérations de diversion des Allemands, 53; politique des Alliés, 129-130, 303, 325326, 336-337, 358-360, 362, 562; guerre souterraine, 148, 342-544; puissances relatives, 391-395, 409, 418; pertes, 357, 404-405; au*tres réf., 53,* 105, 173, 330, 499-500.
Furst, ferme: 349.
Fusils: Lee-Enfield: 169-172, 205; Ross: 12, 27, 80, 116, 169-172; Mark II et Mark III, 12, 28.

G

Galicie: 65, 105, 128. 177-178.
Galilée, mer de: 530.
Galles, S.A.R. le prince de: 168, 508.
Gallipoli: 52-53, 56, 126-127, 129-130, 140, 538, 549.
Gallwitz, gén. von: 178.
Gand: 67, 478, 522.
Garde territoriale: 172 (renvoi), 241, 370.
Gaspé, port de: 34.
Gattigny, le bois de: 501-502.
Gault, maj. A. H.: 22, 98.
Gavrelle: 293-294, 302, 304, 308, 410, 414 *(ren*voi), 464.
Gaz: 65-71, 75-80; gaz au chlore, 65-66, 68, 79-80, 93, 99, 131, 254; ypérite (gaz moutarde), 286 *(renvoi),* 317, 335 *(renvoi); gaz* lacrymogène, 205, 254; .Croix bleue., 341; .Croix jaune., 335 *(renvoi),* 341.
Gaza: 391.
Geddes, col. A. D.: 74, 100.
Gentelles: 442.
George V, S. M. le roi: 43, 123, 168, 258 *(ren*voi), 288, 370, 551.
Géorgie: 534.
Gheluvelt: 328, 337-338; plateau de, 329, 334,337.
Ghlin: 518, 521.
Gibson, lt-col. T.: 384.
Ginchy: 174, 176-177, 600.
Girouard, brig.-gén. Sir E. P. C.: 526 *(renvoi).*
Givenchy-en-Gobelle: 267, 273, 284-286, 288.
Givenchy-let-la-Bassée: 50, 111, 113-114, 116, 149, 600.
Glory, H.M.S.: 34-35.
Goltz, gén. von der: 552.
Gommecourt: 174-175, 195.
Good, cpl H. J., V.C.: 434.
Goring, lient, Hermann: 455 *(renvoi).*

Gorizia, la: 177, 204.
Gorlice: 105, 128.
Gotha « G IV.: 303-304 »:
Goudberg: 348, 352, 354.
Gough, gén. Sir H.: commandant de l'armée de réserve, 179, 188, 193, 195; commande la Cinquième armée, 208, 210, 213, 289; à Passchendaele, 329, 332-334, 338-339, 351; l'offensive allemande (mars 1918), 399, 401402; et les Canadiens, 339; *autres réf.,* 192, 198.
Goulot, le bois de: 279-280.
Gouvernement allemand, le: 28, 215, 405, 518, 523.
Gouvernement britannique: crée une commission de défense pour le Canada, 15-16; ultimatum à l'Allemagne, 5; déclare la guerre, 5; accepte de procéder aux débarquements de Gallipoli, 126-127; requiert des Unités spéciales canadiennes, 540,. 542-543; et aide l'Italie, 258, 359-360; et Borden, 235-236, 370372, 564-566; et le ministère d'Outre-mer, 226-227, 384, 388-390; et le Cabinet de guerre impérial, 368-369; et le Conseil de guerre suprême, 360, 393; *autres réf.,* 258, 457, 539540.
Gouvernement canadien, le: et le fusil Ross, 12; et la défense, 15-16; acquiert des sous-marins, 18; fournit des contingents, 19, 34, 119-120; et le gouvernement britannique, 38-39, 171, 218, 226-227, 235-236, 245, 249, 388390; et la main-d'œuvre, 237-241; et la conscription, 241, 368-383; gouvernement de coalition (voir gouvernement d'Union); élections générales (1917), 373-375; et la 5• division, 249-250; et Haig, 309, 412-413; offre des troupes ferroviaires, 526; et des contingents pour la Russie, 552, , 555-556, 563-567; au*tres réf.,* 22, 31-32, 34, 159, 219, 230. 577.
Gouvernement de coalition: 372, 374.
Gouvernement français: 258-259, 264, 325, 360, 392, 397, 526.296-298
Gouverneur général de Belgique: 292.
Gouvernement italien, le: 360.
Gow, col. bon. W.: 384 *(renvoi),* 586.
Goyencourt: 453.
Graf, la maison: 350, 352.
Grandcourt: 195, 197, 209-213.
Grand état-major allemand, le: 256, 499, 523.
Grand quartier général: 75, 85-86, 104, 230, 385-387, 415; ordres. 179, 182, 203, 351, 421, 441, 451, 457; service de renseignement du, 329, 395; section canadienne du, 382, 386; 3• échelon, 248-249.
Grand quartier général allemand: 65.
G.Q.G., ligne du: 63, 69, 73, 80, 82-85, 88-89, 92-93, 95, 118; 2• ligne du, 55, 63 *(renvoi).*
«Grand cirque., le: 365 *(renvoi).*
Gratification pour service de guerre: 576.
Gravenstafel: 78, 90-91, 100, 340.
Gravenstafel, la crête de: 62-63, 69, 73, 80, 82, 84, 89-90, 338, 600.
Greenland, colline: 465.
Gregg, brig.-. M. F., V.C.: 486.
Grenier, le bois: 50, 131, 600.
Grey, Sir E.: 45.
Griesbach, brig.-gén. W. A.: 172 *(renvoi),* 202, 277, 279-280, 446, 468, 587.
Guémappe: 463-464.
Guerre chimique, la: 65, voir *aussi* Gaz. Guerre civile russe: 559, 565, *voir* aussi, Révolution russe.
Gueudecourt: 181, 186, 188, 203, 550. Guides, corps des: 13. Guillaucourt: 436.
Guillaume, le kronprinz: 408, 461.
Guillaume II, le kaiser: 3, 142, 256, 262, 441, 456, 523, 571 *(renvoi).*
Guillemont: 600. Guise: 48.
Gwatkin, maj.-gén. W. G.: 15, 17, 171, 222-223, 243, 375, 564, 585.
Gwynne, maj: gén. R. J.: 585.

H

H. 2 (point fortifié allemand): 115-116.
H. 3 (point fortifié allemand): 115-117.
Haanebeck: 85.
Hachette, bois de la: 446. qqq
Hagenzzz, opération: 407, 408, 417. qqq
Hagen», position: 485.
Haïfa: 530.
Haig, le maréchal Sir D.: commande la première armée, 50, 131; à Neuve-Chapelle, 56, 58-59; à la crête d'Aubers, 104-106; à Festubert, 106-108, 111; à Givenchy, 113-114, 118; à Loos, 132; promu commandant en chef, 132; au Mont Sorrel, 164166; la Somme, objectifs, 173, 175-176; tente d'exploiter le succès, 176177; Flers-Courcelette, 181; loue les résultats, 187; reprend l'offensive, 195, 205, 208, 210; arrête les combats, 213-214; justifie l'offensive, 214-215; Vimy, 280; première, deuxième et troisième bataille de la Scarpe, 289, 293-294, ; 293-294 les plans de l'offensive des Flandres, 303-304; Messines, 306-307, 328; Passchendaele, 326-331; charge la cinquième armée du rôle principal, 331; retarde l'attaque, 334; satisfait des premiers gains, 334-335; modifie son plan, 335, 338-339; utilise les Canadiens, 339-340, 341-342; reprend l'assaut, 348; fait l'éloge des Canadiens, 353; suspend l'offensive, 355; il est critiqué, 355-359; cote 70, 309-310; Cambrai, 362-364, 366; et l'offensive allemande, 392-398, 403-404, 409; Amiens, 417.420, 427-428, 448, 451-452, 456-458; la ligne Hindenburg, 469-470, 478, 481.482; et l'armistice, 499-500, 523; promu maréchal, 258 *(renvoi);* et Joffre, 142, 204, 258; et Nivelle, 257-259; et Pétain, 325, 327, 336-337, 393, 397; et Foch, 397, 403, 406, 418, 427-428, 451, 457458; et Currie, 308-309, 340-341, 356-357, 410-412; et Gough, 339; et Lloyd George,

H

258-259, 325, 327, 330-331, 336, 359-360, 393; et les Canadiens, 148, 157-160, 179-180, 353 367, 374, 386, 410-413; et le fusil Rose, 169172; 'assiste à des conférences, Chantilly, 210; Calais, 258-259; Doullens, 303, 410; Paris, 325; *autres réf.,* 220, 288-289, 353, 369, 459460, 541.
Haisnes: 113.
Halifax, N: É.: 17, 246, 374, 577 *(renvoi),* 595596.
Hall, le sergent-major de compagnie F. W., V. C.: 81.
Halles aux draps, les: 61.
Hallu: 441, 448, 451-452.
Ham: 428, 451.
Hama: 533.Ramadan: 534-536.
Hamblain: 467.
Hamel (Somme)- 427, 601.
Hamel (sur la rivière Sensée): 504.
Hamilton, Sir lan: 11, 127.
Hamin: 518.
Hamon, bois d': 432.
Hampshire Farmzzz: 69-70, 77, 96 *(renvoi).*
Hangard: 432.
Hangard, bois d': 433.
Hangest: 427, 429.
Hankey, le col. M. P. A.: 330 *(renvoi).*
Hanna, le sous-off. breveté de 2e classe: 319.
Harbonnières: 427-428, 435.
Harfleur: 249.
Harington, le brig.-: gén. C. H.: 125, 586.
Harman, le maj: gén. A. E. W.: 501, 502.
Harrington, le col. G. S.: 384 *(renvoi),* 586.
Harvey, le lient, F. M. W., V. C.: 263 *(renvoi),*399.
Hattencourt: 441, 448-449, 453.
Haucourt: 466, 468-469.
Hausen, le gén. von: 47.
Haut-Bois: 600.
Haut commandement allemand, le: et l'usage du gaz, 65 *(renvoi),* 66-67; et Ypres (1915), 77-78; renforce la ligne au nord de la Somme, 175; émet l'ordre du repli sur la ligne Hindenburg, 262; et les mutineries françaises, 265, 327; et Vimy, 265; et les offensives allemandes (1918), 396, 406-407; et les offensives des alliés, 420-422, 467, 476, 492, 506; et l'armistice, 518; *autres réf.,* 175 *(renvoi),* 365, 499.
Haute-Deule, canal de la: 102.
Havre, le: *voir* Le Havre.
Havre, Belgique: 522.
Havrincourt: 362, 481 *(renvoi),* 602.
Haynecourt: 483-484.
Hayter, le brig.-: gén. R. J. F.: 449, 586, 588.
Hazebrouck- 50, 70, 75, 124, 403, 411, 544.
Hedjaz: 530-532.
Helles. le cap: 127.
Hem-Lenglet: 497, 507.
Hendecourt: 468.
Henderson, le très lion. A.: 368 *(renvoi).*
Hensies: 518.
Herbert, le maj. Z.: 240 *(renvoi).*
Hermann, ligne: 494, 500, 506, 509, 518.
Hertling, chancelier du Reich le comte von: 456.
Hessian, tranchée: 188-190, 191-195.
Het-Sas: 67, 70, 77, 91, 95.
Hill, le brig.-gén. F. W.: 145, 186, 347, 588.
Hilliam, le brig.-gén. E.: 284, 319, 588.
Hill Top», crête dite: 74, 92-93.
Hindenburg, la ligne: repli sur, 262-264, 529; premières attaques entre, 289-290.-298, 362364; attaques contre, 469-471, 476,'478, 492; *autres réf.,* 293, 454 (renvoi), 460-461, 463, 481.
Hindenburg, le gén. Paul von: tiré de sa retraite, 48; nommé chef de l'état-major général, 178; autorise l'établissement de nouvelles positions à l'arrière, 260-262; et Ludendorff, 178, 393394; et Amiens, 456; et la retraite allemande, 476; et l'armistice, 499-500, 518, 523; *autres réf.,* 485.
Hintze, l'amiral von: 456.
Hirondelle, le bois de l': 288.
Histoire officielle allemande, r: 46 (renvoi), 65 *(renvoi),* 66, 71, 85, 215, 330 (renvoi), 337.
Histoire officielle britannique: 215-216, 295, 298, 335-336, 357, 366, 411 (renvoi).
Histoire officielle française: 264.
Historien officiel de la marine de guerre anglaise: 34.
Hoare-Naime, le brig.-gén. E. S.: 162.
Hobson, le sergent F., V.C.: 317.
Hodgins, le maj.-gén. W. E.: 585.
Hogarth, le mai: gén. ¯D. M.: 384 *(renvoi),* 586.
Holmes, le soldat T. W., V.C.: 348.
Honey, le lient. S. L., V.C.: 483.
Honnechy: 502
Honnelle, rivière: Grande, 516-517, 519, 602; Petite, 517.
Hooge: 95-97, 158, 163-166.
Hordain: 506.
Horne, le gén. Sir IL: et Vimy, 268, 280-281; et la cote 70. 304, 307-308, 310, 323; fournit des troupes pour l'offensive des Flandres, 333; retire le commandement de deux divisions canadiennes, 410; le canal du Nord, 478-479, 490-491, 496; et Currie, 339, 411-412, 467469, 510; et le corps d'armée canadien au cours de la dernière etape, 503, 506, 509-511, 522.
Hourges: 428, 431.
Houy, mont: 510-513, 602.
Hughes, le brig.-: gén. G. B.: 125, 166, 250, 587.
Hughes, le brig.-gén. W. St. P.: 146, 207, 588.
Hughes, Sir Sam: nommé ministre de la Milice, 8, 12; et l'organisation de la Milice, 12-13; et la sécurité, 17-18; et la mobilisation, 2021; premier contingent, Valcartier, 22-24; l'instruction, 25-27; l'équipement, 28-31; le voyage outre-mer, 32-35; la 2• division, 120122; la 3" division, 144-145; le corps d'armée canadien, 124-125, 139; promu maj. gén., 38, 118; nommé lieut: gén. honoraire, 226 *(ren*voi); fait chevalier-commandeur de l'Ordre du Bain, 138 *(renvoi);* visite l'Angieterre et la France, 38, 118-119, 124-125, 168, 223-225; et le commandant de la 1°• division, 31-32; et l'administration au Royaume-Uni, 218-224; et le fusil Ross, 169, 171-172; et le comité des obus, 225; son conseil .officieux., 223-225; et le sous-conseil suppléant de la Milice, 225-230,

384; et le Service de santé, 538-539; et Borden, 38-39, 124-125, 139, 219, 236; et Aiken, 138139, 157-159, 222-224, 226-228; et Kitchener. 38-39, 121-122; et Alderson, 32, 159-160, 171172; et Carton, 218-224, 227, 250; et Steele, 122, 220-222; et Curie, 122; et le recrutement, 232-237, 249-250, 369-370; démissionne de son poste de ministre de la Milice, 228; autres *réf.,* 125, 413, 528, 545.
Hugo, le bois: 310, 312, 314. 317.
Hugo, tranchée: 312-313.
Hull, le brig.-gén.. C. P. A.: 86-89, 100.
Humbert. le gén.: 425, 459.
Hutcheson, 1e capitaine B. S., V.C.: 472 (ren voi).
Hutier, le gén. von: 426.
Hutton, le maj.-gén. E. T. H.: 7-8.
Huy: 573.
Hyon: 520-521.
Hythe: 123.

I

Inchy: 501, 503.
Inchy-en-Artois: 479, 482-483.
Inde: 11, 369, 533-535.
Inspecteur des mines (britannique): 149.
Inspecteur général des troupes canadiennes au Royaume-Uni, l': 159, 221.
Inspecteur général pour l'Est du Canada, 1':376.
Irles: 195.
Ironside, maj.-gén. W. E.: 556-557, 559-560.
lslington, lord: 38.
Isonzo, 1': 129, 177, 256, 359-360.
lwuy: 496-497, 504, 506.

J

Jacob, le lt.-gén. C. W.: 188, 192, 202, 213.
James, le col. W. R. W.: 219-220, 242.
Japon: 561-562.
Jellicoe, Sir J.: 52, 326, 327 *(renvoi),* 330-331, 356.
Jemappes: 518, 568.
Jérusalem: 391, 532.
Jigsaw, bois de: 464-466.
Joffre, le général J. J.: chef de l'état-major général de France, 46; adopte le «Plan XVII », 46; abandonne le « Plan XVII », 47; attaque à la Marne, 49; appuie l'effort allié à l'ouest, 53, 130-131; prépare des plans pour l'année 1915, 55, 130-131; prépare des plans pour l'année 1916, 140-142; prépare des plans pour l'année 1917, 214, 256, 263-264; préconise la relève des Français dans le saillant d'Ypres, 59-60; suspend les offensives de Champagne et d'Artois, 132; et la Somme, 173-176, 195, 204; et Sir John French, 56, 105-106; et Haig, 60, 104-105, 142, 173-176, 195, 204, 256-258; et Foch, 95-96; et Kitchener, 129-130; est relevé de son commandement, 256-258; *autres réf.,* 47-48, 93.
Jones, le maj: gén. G. C.: 25, 538-539, 586.
Jutland, la bataille du: 177, 256.

K

K.5 (tranchée allemande) : 109-113.
Kaeble, cpl J., V.C.: 417.
Kaiser d'Allemagne, le: *voir* Guillaume II.
Kaki, université, du Canada: 572.
Kavanagh, lt-gén. Sir C.: 437, 440.
Keerselaere: 69, 71, 73, 78, 82.
Kemmel: 146, 168; crête de, 601.
Kemmel, mont: 403-404.
Kemp, l'hon. Sir A. E.: président de la Commission des achats de guerre, 227; succède à Hughes comme ministre de la milice, 228, 585; créé chevalier, 241; et la Cinquième division, 241; et le recrutement, 240, 369; et la conscription, 241; et la diminution du nombre de bataillons par brigade, 252; ministre d'outre-mer, 377-379. 383-384, 386, 388, 390, 412-413, 555, 573, 585.
Kenora, tranchée: 188, 190-192, 194, 197-201.
Kérensky, A. F.: 552.
Kergomen: 557, 559.
Kerr, lieut. G. F., V.C.: 483. Kerr, sdt J. C., V.C.: 186.
Ketchen, brig.-: gén. H. D. B.: 123, 147, 152-154, 157, 159, 319-321, 352, 587.
Kiggell, It-gén. S. E.: 339.
King, brig.-gen. W. B. M.: 588.
Kong, lient. W. M.: 521 *(renvoi).*
Kinmel Pack: 576-577.
Kirkcaldy, brig.-: gén. J.: 588.
Kirkdale: 575.
Kitchener, feld-maréchal comte H. H.: 31-32, 35, 38-39, 41, 43-44, 51-52, 95, 121-124, 128 130, 132.
Kits: 558-559.
Kluck, gén. von: 47-49.
Knight, st A. G., V.C.: 472 (renvoi).
Knox, maj: gén. A.: 565.
Kolchak, amiral A. V.: 564, 566.
Konowal, cpl F., V.C.: 320-321.
Krasnovodsk. 535.
Krasnoyarsk: 561.
Kuhl, gén. Herman von: 328 *(renvoi),* 398.
Kurdistan: 536-537.
Kut-el-Amara: 140, 256.
Kyte, G. W.: 224 (renvoi).

L

Laamkeek: 344 *(renvoi),* 347-348.
La Bassée: 56, 107, 109, 110, 113-114, 142, 402. La Bassée, canal de: 56, 102, 105, 111, 113-114,131, 267 *(renvoi).*
La Becque: 601.
Labelle, le brig.-gén. A. E.: 240 *(renvoi).*
La Boiselle: 600.
La Cambuse: 450.
La Chaudière: 288.
La Chavatte: 453.
Lacoste, Sir A.: 240 *(renvoi).*
La Coulotte: 304-306, 601.
La Croix: 518.
La Fère: 394, 398.
La Folie, bois de: 278.
La Folie, ferme: 267-269, 278.
La Joux: 541.
Lake, le maj: gén. P. H. N.: 9 (renvoi), 16.
La Maison Neuve: 479-480.
Lambert, le maj.-gén. T. S.: 449-450.
Lancaster, H.M.S.: 35.
Landry, le brig.-: gén. J. P.: 376.
Langemarck: 61, 67-68, 71, 76, 91, 93-94; bataille de, 334, 551, 601.
Lanrezac, le gén.: 47-48.
La Petite Douve: 134.
Larkhill: 39.
La Sentinelle: 512.
Laurier, Sir Wilfrid: 6, 12, 14, 234, 240, 369, 372, 374, 379.
Law, le très bon. A. B.: 139, 330-331, 368 *(renvoi).*
Lawrence, le lt: gén. l'hon. Sir H. A.: 412.
Lawrence, le lt.-col. T. E.: 532.
Learmonth, le maj. O. M.: 317.
Le Cateau: 48, 494, 500-503, 517.
Leckie, le brig.-: gén. R. G. E.: 122, 587.
Leckie, le lt: col. J. E.: 555.
Le Havre: 43, 124, 168, 249, 526, 574-575.
Leipzig (croiseur léger allemand): 18.
Leith (Écosse) : 555.
Lekkerboterbeek, rivière: 61, 68, 71, 349-350.
Lemberg: 177.
Lemnos, île de: 538.
Lénine, N.: 391, 566.
Lens, plans britanniques: 256, 297, 303-304, 307, 310; les attaques canadiennes, 313-314, 316, 318-323; *autres réf.,* 267-268, 311, 342, 355, 367, 476; *voir aussi* cote 70.
Lens-Arras, front: 56, 60, 102, 113, 202, 214, 253.
Lens-Arras, voie ferrée: 269, 288.
Lens-Méricourt, secteur: 395, 409-411.
Le Quesnel: 437-440, 442, 444, 446-447.
Le Quesnoy: 449, 517.
Le Sars: 192, 195, 199, 203, 205, 207, 210.
Lesbœufs: 181, 186, 188.
Lessard, le maj: gén. F. L.: 376.
Les Tilleuls: 277-278.
Le Transloy: 195, 203, 214.
Lewis, la mitrailleuse: 273 (renvoi), 275 *(renvoi),* 438, 546-547.
Liège: 47, 573
Lieu St-Armand: 497.
Ligues de recrutement des citoyens: 232, 238.
Lihons: 450451, 453.
Lille: 101, 266, 268, 281 *(renvoi),* 303-304, 310, 333, 574.
Lima, Sir Bertram: 387.
Lindsay, le maj.-gén. W. B.: 481, 586.
Linton, le mal. A. P.: 532.
Lipsett, le maj.-gén. L. J.: commande le 8• bataillon, 85; commande la 3• division, 162 (renvoi); au Mont Sorrel, 166; à Vimy, 277; à la cote 70, 310; à Passchendaele, 347, 350; à Amiens, 430-431; à la Scarpe, 463, 465; commande la 4• division britannique, 477; il est tué, 477; ses funérailles, *508; autres réf.,* 183, 200.
Livens, projecteurs: 286 *(renvoi).*
Lizerne: 78, 91, 95.
Llandovery Castle, navire-hopital: 431 *(renvoi).*
Lloyd George, le très hon. David: chancelier de l'Échiquier, 52; premier ministre, 258; préconise la stratégie du front oriental, 52, 258, 330; au sujet des victimes de la Somme, 215; au sujet de Passchendaele, 355; crée le comité ministériel de haute politique, 330; et le cabinet de guerre impérial, 368-369, 377-378; et l'Italie,. 258, 330, 359-360, 392393; et le commandement centralisé, 258259, 359-361; et le système d'escorte des navires, 356, 359; et les troupes canadiennes en Russie, 566; et le corps d'armée canadien, 579; et Haig, 258-259; 325, 327, 330, 355, 359; et Robertson, 258-259, 359, 393; et Nivelle, 258-259.
Localité •C•: 63, 69, 73, 80-81, 84-85, 89.
Loewenhardt, le lieut. Erich: 455.
Loi sur le service militaire: 236, 309, 372-373, 380-381, 563, app. .C. et •E..
Loi sur le service naval: 14.
Loison, le bois de: 472.
Long, Walter: 370.
Loomis, le maj.-gén. F. O. W.: commande le 13e bataillon, 69, 74; commande la 11e brigade, 588; commande la 2e brigade, 191, 587; à la cote 70, 314, 315; commande la 3• division, 477, 588; à Cambrai, 490, 496; au*tres réf.,* 276, 354, 434, 485, 515.
Loos: 113, 126, 131-132, 143-144, 267, 310-311, 600.
Lorette: 265-266, 285-286.
Lorraine: 46-47, 49, 420, 522, 524.
Lossberg, le gén. von: chef d'état-major, première armée allemande, 259; et les nouvelles méthodes de défense, 259-261, 297, 333; et la deuxième ligne Hindenburg, 261-262; nommé chef d'état-major de la sixième armée, 290; fait un rapport sur l'échec de Vimy, 292; nommé chef d'état-major de la quatrième armée, 333; et Ludendorff, 408, 456 *(renvoi);* nommé chef d'état-major du groupe d'armée allemand, 426; nommé général, 456 *(renvoi).*
Luce, rivière: 427, 430-434, 438.
Ludendorff, le gén. Erich: nommé premier quartier-maître, 178; et Hindenburg, 178, 393,

. 499-500; et les combats de la Somme, 210, 216; et Vimy, 289, 291; et la nouvelle tactique défensive de l'ennemi, 260-262, 267, 297, 344; se retire sur la ligne Hindenburg, 262; et Passchendaele, 335, 393-396, 402-403; échoue dans sa tentative d'enfoncer la ligne britannique, 398; se tourne vers la Somme, 404; attaque à la Marne, 405-407; ses offensives échouent, 408-409; et les offensives alliées, 420, 426-427; commente la défaite d'Amiens, 441; s'oppose au repli sur les positions de la ligne Hindenburg, 456 *(renvoi),* 461; au sujet des renforts, 404-405; et l'armistice, 456, 499-500; démissionne, 523; *autres réf.* 292, 402-403, 417, 448..
Lyall, le lient. G. T., V.C.: 483.
Lyautey, le gén.: 259.
Lydd: 123.
Lys, rivière: l'offensive allemande, 401, 601;. saillant de la, 461, 472; et l'offensive britannique, 506, 551-552; *autres réf.,* 261, 327, 333

M

M.10 (place forte allemande): 109-110, 112.
MacAdam, pelle: 29-30.
MacBrien, maj: gén. J. H.: 212, 282, 349, 438439, 450, 586, 588.
Macdonald, maj: gén. Sir D. A.: 585.
Macdonell, maj: gén. Sir A. C.: commande 7e brigade, 145, 588; commande la 1" division, 309, 587; à la cote 70, 314; à Passchendaele 352-353; à Amiens, 433-434, 446; la ligne D-Q, 468, 471; vers Cambrai, 488; *autres réf.,* 433, 508.
Macdonell, brig.-: gén. A. H.: 184, 197-198, 276, 587.
MacDougall, brig.-gén. J. C.: 122, 219-224, 229. 242-243.
MacDowell, cap. T. W., V.C.: 283-284.
Macédoine: 256, 292, 499, 602.
Machin, lt-col. H. A. C.: 375, 381-382.
Mackenzie, maj: gén. C. J.: 15.
Mackenzie, lient. H., V.C.: 350.
MacLaren, brig.-gén. C. H.: 588.
Macphail, Sir Andrew: 25 *(renvoi).*
Majestic, H.M.S.: 34-35.
Malmaison: 327, 337, 342.
Mametz: 600.
Manche, la: 35, 256, 258; les ports de, 101, 404.
Mangin, gén.: 459.
Manhattan, S.S.: 33.
Manly-Sims, lt-col. R: 226 *(renvoi).*
Mannock, maj. E., V.C.: 546.
Maple Copse: 162, 164.
Marcelcave: 427,435-436.
Marchipont: 516.
Marcoing: 362-365, 485-486.
Maretz: 500-502.
Maricourt: 174-175.
Marine royale: 14, 18, 169, 556; escadre nordaméricaine, 34-35; 12" escadre de croiseurs, 34..
Marine royale canadienne: 14.
Marly. 512-514.
Marne, la: 49, 51, 420, 429.
Marquion: 460, 479, 483-484.
Marquion, ligne: 479-480, 483.
Martinpuich: 183-184, 188.
Marwitz, gén. de cavalerie von der: 364, 422, 425-426, 449, 481.
Masnières: 362-365, 551.
Mason, brig.-. gén. l'hon. J.: 233.
Masque à gaz, nouveau: 205.
Masques à gaz en caoutchouc: 135.
Massie, brig.-: gén. R. H.: 586.
Masurie, les lacs de: 178.
Matheson, maj: gén. T. G.: 470.
Matz, la: 406.
Maucourt: 449-450.
Maude, gén. Sir S.: 391.
Maurois: 501-502.
Mauser, crête de: 69, 71, 74, 77, 93-94..
Maxim, mitrailleuse: 28.
Maynard, maj: gén. C. M.: 554.
McBride, Sir Richard: 18.
McCuaig, brig.-. gén. G. E.: 477, 587.
McCurdy, F. B.: 227.
McCurdy, J. A. D.: 545.
McDougall, brig.-: gén. A.: 541.
McGill, université: 245, 248.
McGregor, cap. J., V.C.: 487 *(renvoi).*
McKean, lieut. G. B., V.C.: *414 (renvoi).*
McLeod, sous-lieut. A. A., V.C.: 548
McNaughton, brig-gén. A. G. L.: 201, 511 *(renvoi),* 548 *(renvoi),* 579, 586.
McRae, brig.-: gén. A. D.: 229, 586.
Meetcheele: 348-350, 352.
Megiddo: 532.
Méharicourt: 444-447, 450.
Meighen, brig.-. gén. F. S.: 243.
Melun: 418.
Menin, route de: 97-98, 158, 160-161, 334, 337,.351; la crête de la: 338, 344, 601.
Mer Blanche: 554, 556.
Mercer, maj: gén. M. S.: 24, 54, 64, 75, 125, 145, 160-162, 588.
Méricourt: 267, 285 *(renvoi),* 288, 310, 367,. 395.
Merrifield, serg. W., V.C.: 490 *(renvoi).*
Merville: 413.
Mésopotamie: 256, 391, 413, 533-534, 537-538..
Messines: la bataille de, 307, 328-329, 601; la crête de Passchendaele, 61, 64, 126, 492; au*tres réf.,* 118, 403, 544.
Metcalf, cpl sup. W. H., V.C.: 472.
Metz: 46, 51.
Meuse, la: 46-47, 481, 492, 518.
Mewburn, maj.-gén. S. C.: 377, 383, 411, 585.
ézières: 55, 427-428, 433, 438, 478, 522.
Middlekerke: 328.
Milice, la: 7-15, 20-25, 27-29, 32, 41, 218-241, 372; active non permanente, 7, 13, 17, 24-26, 28, 234 *(renvoi);* active permanente, 13.
Milice, ministre de la: 6, 8-9, 12, 528, 545, 585; *voir aussi* Hughes, Kemp et Mewburn.
Milice. sous-ministre de la: 223, 233, 585.

Milice et de la Défense, ministère de la: divisions civile et militaire, 9; et les mesures défensives précédant la guerre, 16-17; et les contrats, 28; et l'enquête sur les chaussures, 31: et le premier contingent, 32; et le second contingent, 121, 123; offre des bataillons de fusiliers montés, 120; et l'administration au Royaume-Uni, 219, 222-223, 225-230; et le recrutement, 231-233, 240, 245, 371 *(renvoi);* et la conscription, 375, 381-382; et les Services d'aviation, 545; et la démobilisation, 573, 575.
Millar, cpl R.: 148.
Milne, sdt W. J., V.C.: 276-277.
Mimer, Lord A.: 330 *(renvoi),* 331, 368 *(ren*voi), 397, 413.
Miner, cpl H. G. B., V.C.: 432 *(renvoi).*
Ministère d'outre-mer, le: 226-230, 386-387.
Ministre des forces militaires du Canada an Royaume-Uni: nomination de Sir George Perley, 227; nomination de Sir Edward Kemp, 383; *voir aussi* Perley et Kemp.
Miraumont: 192, 195, 209, 212.
Mission militaire anglaise en Sibérie: 565.
Mitchell, cap. C. N., V.C.: 494.
Mitchelll, brig.-gén. J. H: 588
Moeuvres: 478, 482.
Moltke, gén. Helmuth von: 46-49, 178.
Monash, lt-gén. Sir J.: 420, 451.
Monastir: 256.
Monchy-le-Preux: 290, 457, 460-462, 464, 550, 602.
Monchy-Riegel (embranchement): 267, 290.
Mons: 47, 518-522, 568-569, 602.
Montauban: 176, 600.
Mont-aux-Villes, le bois du: 502.
Montdidier: 398-399, 406, 418, 423, 428-429, 441, 449.
Monténégro: 140.
Montigny: 502.
Morenchies: 490, 493.
Moreuil: 404, 418, 423-426, 440.
Moreuil, bois de: 399, 401.
Morgemont, bois de: 434 *(renvoi),* 436.
Morrison, maj: gén. Sir E. W. B.: 121, 270, 313 *(renvoi),* 340-341, 346, 586, 588.
Morte, mer: 530-532.
Morval: 174, 181, 186, 188-190, 195.
Moselle: 49, 481, 518 *(renvoi):*
Mosselmarkt: 340, 347-348, 350, 352-354.
Mouquet, la ferme: 184-186, 188, 600.
Mourmansk: 554-556, 560-561.
Mourmansk, péninsule de: 602.
« Mouse Trap Farm»: 69, 71, 75, 77, 88-89, 91, 96, 98-99.
Mudros: 538.
Mullin, serg. G. H.: 350.
Murphy, col. G.: 223-224.
Murray, Sir A.: 391.
Murray, cap. W. W.: 535. *(renvoi).*

N

Nabobzzz, allée: 318-320.
Nairne, le brig.-gén. H.: 163.
Namur: 130, 490 *(renvoi),* 570, 573.
Nancy: 55.
Naves: 494-496.
Neuve-Chapelle: 50, 55-57, 58, 102-103, 105, 600.
Neuve-Église: 601.
Neuville-Saint-Rémy: 487-491, 494.
Neuville-Vitasse: 410, 417 *(renvoi),* 461-463, 480.
Neuvilly: 501, 503.
New-Inn-Green: 123.
New Shorebam: 243.
Nicolas II, tsar de la Russie: 142.
Nicolas, le grand-duc: 52.
Nid-de-Corbeau: 469.
Niergnies-Awoingt, l'arête: 493.
Nieuport: 49-50, 328, 333, 335 *(renvoi), 494.*
Nieuport, patrouilleur: 144.
Nimy: 520-521.
Niobe, H.M.C.S.: 14, 18, 26, 34, 549.
« Nissen», baraques: 541.
Nivelle, le gén. R.: 257-259, 263-265, 272, 326, 369.
Nivelles: 569.
Nord, canal du: 362, 399, 460, 470-471, 474479; bataille, 482 485, 602.
Nord, ligne de défense du canal du: 479, 482. .
Nord., opération du: 285, 328-329, 331.
Nord, parapet: 107-109.
«Normanzzz, tranchée: 312, 314, 316, 318.
Northcliffe, lord: 387.
Noyelles: 497, 504.
Noyon: 130-132, 396, 398-399, 405-406, 459.
Nunney, le soldat C. J. P., V.C.: 472 *(renvoi).*

O

« Oblong Farm »: 73, 89.
Observatoire, l': 160-162, 164, 167.
Obus, comité des: 224-225.
Occupation, armée d': 572-574.
Ocean Work: 469.
Octobre, la révolution d': 326, 360 *(renvoi),* 391, 533, 552, 560.
Odessa: 556, 560.
Odlum, brig.-: gén. V. W.: 146, 205, 213, 282, 438, 490, 588
Offensive de Nivelle, l': *voir la* deuxième bataille de l'Aisne.
Office d'établissement des soldats: 578.
Office du service national: 227, 238-240.
Offoy: 451.
Ogilvie, lt-col. A. T.: 587.
Oise, l': 49, 256-257, 392, 406-407, 420, 459.
Oisy-le-Verger: 471, 484.

.

O'Kelly, cap. C. P. J., V.C.: 348.
Oliver, modèle, d'équipement de totem: 30.
Oman, Sir Charles: 216 (renvoi).
Omsk: 563-565.
Onega: 556.
Oppy: 267, 285 *(renvoi),* 294, 297, 302, 308.
Oppy-Méricourt, ligne: 287, 290, 293, 296-299, 302, 307
Orange, cote: 417, 457, 461, 463.
Ormond, bris.-S&. D. M.: 431, 466, 588.
O'Rourke, sdt M. J., V.C.: 316.
Ostell, It-col. -7. T.: 240.
Ostende: 258, 327 *(renvoi),* 330, 356.
Otani, gén.: 563, 566.
Otter, brig.-gén. W. D.: 9 (renvoi), 15.
Otterpool: 123..

P

Paillencourt: 496.
Painlevé, P.: 259, 263.
Palestine: 256, 391, 404, 532, 594, 602.
Palluel: 469, 504.
Panet, brig.-gén. E. de B.: 586.
Panet, brig.-: gén. H. A.: 588.
Paris: 397, 407.
Parvillers: 449-450, 452.
Passchendaele: première bataille de, 339-340, 601; deuxième, 325, 341-343, 345-355, :601; crête de, 328, 335, 358; abandonné, 403, 411 *(renvoi); voir aussi* Messines; *autres réf.,* 251, 340, 356, 375 *(renvoi),* 529.
Paterson, brig.-gén. R. W.: 437, 502, 589.
Patrouille de contact: 168. Pâturages: 568.
Pearkes, It-col. G. R., V.C.: 350-351, 452.
Peck, lt-col. C. W., V.C.: 472.
Pecquencourt: 508.
Pelves: 464-467.
Perley, Sir G. H.: haut commissaire suppléant du Canada, 21, 219 *(renvoi);* créé chevalier, 219 *(renvoi);* on propose de le nommer chef du conseil canadien d'outre-mer, 223; nommé ministre des forces militaires du Canada outremer, 227-229, 383; définit les attributions du ministère, 230; nommé haut commissaire, 383; au sujet de l'administration canadienne au Royaume-Uni, 222; et Borden, 21-22, 31, 3839, 139, 219, 229, 236; et Kitchener, 31-32, 38, 122, 139; et la nomination des Canadiens au commandement supérieur, 139; et la 5' division, 250; et le commandant du corps d'armée canadien, 308-309; s'oppose à la réduction du nombre de bataillons par brigade, 250-252; visite la France, 369; et les élections générales, 366-367, 375, 383; et la caisse des monuments de guerre canadiens, 387; et les ententes financière avec le War Office, 388; *autres réf., 227,* 585.
Péronne: 394, 398, 451, 455.
Pershing, gén. J. J.: 397 *(renvoi),* 411 *(renvoi),* 416, 481, 523.
Pétain, gén. Henri-Philippe: à Vimy, 102; et Nivelle, 257, 263; successeur de Nivelle comme commandant en chef 264; et la tactique, 326; et les mutineries françaises, 328, 335-336, 356-357; et l'offensive allemande (mars 1918), 394-397, 404; et Haig, 325, 327-328, 335-337, 356-358, 393, 397; et Foch, 406-408, 457-458; et l'armistice, 523.
Petite Douve Farm: *voir* La Petite Douve.
Petit Thier: 570.
Pewsey, Wiltshire: 40.
Peyton, mal: gén.: 309.
Pfalz D III, biplan: 547.
Piave, le: 360.
Picardie: 393,'398, 404-405.
Pied de tranchée: 137, 214.
Pieuret, bois de: 436.
Pilckem: 61, 67, 71, 74-76, 91.
Pilckem, crête de: 67, 70, 334, 601.
Pinega: 556.
Pinon: 405.
Plan XVII: 46-47.
Ploegsteert: 105, 118, 134, 136, 146; bois de, 126, 328.
Plumer, It-gén. Sir H. C. O.: commande le 5e corps d'armée, 60; et Ypres (1915), 70, 81, 83, 86, 90-91, 95-97, 100; commande la deuxiè-me armée, 126; à Saint-Éloi, 149-150, 156, 157, 159; et le mont Sorrel, 164; et Messines, 306-307, 329, 331; et Passchendaele, 331, 335339, 342, 351; abandonne Passchendaele pendant l'offensive allemande, 403; et la 1re division à Cologne, 571; *autre réf.,* 146.
Plunkett, cap. M. W.: 147, 574 *(renvoi).*
Plymouth: 35.
Poelkappelle: 66, 80, 338, 551.
Poincaré, le président: 357.
Poirier,' la gare du: 510-511, 513.
Police fédérale: 381.
Polygone, bois du: 97, 338, 344, 601.
Pond Farm: 69.
Pont d'Aire: 490, 493-494.
Pont Rade: 507.
Poole, maj: gén. F. C.: 554, 556.
Poperinge: 64, 77, 86, 95, 527.
Port Castries: 26.
Portugais, le contingent: 403, 409.
Positions défensives allemandes: deuxième, 174, 177, 179, 186, 188-189; troisième, 181, 186, 192, 199, 287; quatrième, 268; *voir aussi* les noms des positions.
Potijze: 86, 95.
Pozières: 176, 179, 183, 195, 354; l'arête de, 174, 176, 179, 600.
Prée, lt-col. H. D. de: 123.
Préseau: 510-511, 514.
Price, It-col. W.: 32-34.
Princess Royal, H.M.S.: 34-35.
Pripet, les marais de: 142, 177, 204.
Prittwitz, gén. von: 47-48.
Projet de loi sur le vote militaire: 373.
Proven: 64.

Puisieux: 212.
Puissances interventionnistes, les: 559. Pulteney, lt-gén. Sir W. P.: 118
Purfleet: 528, 575.

Quadrilatère, le: 199-202, 207-208, 210.
Quarouble: 516.
Quartier général de la milice, le: 15, 20, 222, 230, 232, 239, 379-380.
Quartier général suprême (allemand) : 358.
Quéant: 293 *(renvoi),* 460, 474, 508.

Radcliffe, brig.-gén. P. P. deB.: 125, 586.
Raillencourt: 479, 486.
Rainbow, H.M.C.S.: 14, 18.
Raismes, forêt de: 508.
Ralston, brig.-: gén. G. H.: 587.
Ramillies: 488, 490, 493-494.
Rapallo: 360.
Ravebeek: 340, 345-349.
Rawlinson, lt.-gén. Sir H. S.: commande le 4e corps, 55, 114; ordres à la 1re division à Givenchy, 114; commande la 4e armée, 175; à la Somme, 175-176, 181, 188, 195; et Passchendaele, 333; et Amiens, 420, 425, 441442, 451, 457; et Cambrai (1918), 492; *autres réf.,* 331, 500.
Rayfield, sdt W. L., V.C.: 472 *(renvoi).*
Récourt: 474.
Redan, l'arête de: 210.
Regina, tranchée: 188-203, 205-209, 213, 600.
Reich, cour suprême du: 66 *(renvoi).*
Reichstag: 499.
Reid, l'hon. J. D.: 235.
Reims: 46, 53, 257, 261, 395, 405-408, 492.
Reinhard, cap.: 455 *(renvoi).*
Rémy: 465, 468.
Reninghelst: 527.
Rennie, brig.-gén. R.: 156, 276, 354, 463, 587.
Repos du pèlerin, le: 479-480.
Représentant général du Canada au front, le: 157, 226 *(renvoi),* 385-386.
Réserve spéciale anglaise: 43.
Rétablissement, ministère du: 573.
Reumont: 502-503.
Révolution russe: 255, 326, 360 *(renvoi),* 391. 559, 566.
Rhin, le: 55, 524, 568-569, 571.
Rhonelle, la: 510.
Ribécourt: 485.
Richardson, cornemuseur J., V.C.: 200.
Richthofen, cap. de cavalerie Manfred baron von: 273, 365 *(renvoi),* 404, 455 *(renvoi).* 546-547.
Putz, gén.: 60, 91, 94-95.
Pys: 195, 206, 209.
.

Q

Québec: 17, 26, 32-33, 375-377, 577 *(renvoi).*
Québec, la province de: 120 (renvoi), 239, 244, 375-376, 382.
Quievrechain: 516.
Quinque Rue, la: 106-108.
Quiquandon, gén.: 75-76.

R

Richtofen, l'escadrille: 455.
Ricketts, sdt T., V.C.: 551.
Rifle, bois: 401, 432-433.
Ripon, Yorkshire: 572, 575.
Rivière des Doms: 423.
Robecq: 413.
Robertson, sdt J. P., V.C.: 353.
Robertson, gén. Sir William: 258-259, 297, 331, 359, 393.
Roeux: 294, 464.
Roman: 256.
Rombies: 516.
Rosières: 440, 442-445, 601.
Ross, brig.-gén. A.: 477, 587.
Ross, maj. J. A.: 156.
Ross, brig.-: gén. J. G.: 384, 445.
Ross, brig.-: gén. J. M.: 436, 512-513, 588.
Rothermere, Lord: 387.
Roucourt: 507.
Rouen: 248-249.
Roulers: 338, 494.
Roumanie: 177, 256-257.
Route en Remblai: 192.
Rouvroy: 444, 446-447, 450, 460.
Roye: 263, 420, 428, 441-442, 447-448, 453, 457.
Rue d'Ouvert: 110-111, 114.
Rumaucourt: 474.
Rupprecht, prince héritier de Bavière: commande la Sixième armée allemande, 50; prévoit l'offensive de la Somme, 175; commande le groupe d'armées, 175, 261; favorise le replisur la ligne Hindenburg, 262; et Vimy, 287, 292; et la situation allemande après la Cote 70, 323; suggère d'agir contre les Français, 327; et Passchendaele, 338; et Cambrai, 364-365; et les Offensives allemandes du printemps (1918), 396, 403, 408.
Rushall, Wiltshire: 40.
Russe, front: 53, 105, 130, 141, 268, 329.
Rutherford, lieut, C.S., V.C.: 464 *(renvoi).*

S

Sailly: 486-487.
Sailly-en-Ostrevent: 504.
Sains-les-Marquion: 469, 474, 478-481, 484.
Saint-Auguste, cité: 312-315, 318.
Saint-Aybert: 518.
Saint-Christ: 451.

Saint-Denis: 522.
Saint-Édouard, cité: 311, 313.
Sainte-Élisabeth, cité: 311-313, 316.
Saint-Éloi: les combats à, 151-152, 600; leçons apprises à, 157-158, 164, 171; activités subséquentes, 158-159, 167.
Saint-Éloi, mont: 410.
Sainte-Lucie: 26, 594.
Saint-Émile, cité: 311, 313, 319.
Sainte-Olle: 486-487.
Saint-Jean: 69-70, 83, 92, 340.
Saint-Julien: défense de, 63, 73-74, 78; but allemand, 69-71, 78; prise par les Allemands, 82-83; évacuation, 85; réoccupation, 88-89; contre-attaques britanniques, 88, 92; *autres réf.,* 61, 92, 96, 100, 334, 600.
Saint-Laurent, cité: 311, 313. Saint-Martin, plaine: 123. Saint-Mihiel: 420, 478, 481. Saint-Nazaire: 43.
Saint-Omer: 53, 124, 205.
Saint-Pierre-Divion: 210.
Saint-Pol: 396.
Saint-Quentin: 261, 362, 393-396, 398, 478, 481 *(renvoi),* 492, 500, 601; canal de, 362, 492, 602.
Saint-Saulvé: 514.
Saint-Symphorien: 520.
Saint-Yves: 328.
Salisbury, la plaine de: 32, 35-37, 39-43, 123.
Sallaumines, cote de: 310, 323.
Salonique: 52, 128, 140, 143, 204, 256, 499, 527, 538-539.
Sambre, la: 47, 602.
Sambre Oise, canal: 517.
Sancourt: 487-490.
Sanctuaire, bois du: 95-96, 160-161, 163, 165167, 248.
Sanders, gén. Liman von. 127.
Sandlings: 123.
Sarajevo: 3-4.
Sarrail, gén.: 204, 256.
Sari, le bois du: 464-466.
Sauchy-Lestrée: 484.
Saudemont: 474.
Saultain: 510-511, 514.
Saulzoir: 497.
Sausage, vallée de: 183.
Scarpe, la: première bataille de, 265, 289-290, 601; deuxième, 294, 601; troisième, 296-297, 303, 601;
Scarpe 1918, 461-462; *autres réf.,* 333, 394, 411, 461-462, 468, 478, 503-504.
Scheldt: 330, 362 (renvoi), 478, 494-496, 522, 552, *voir aussi* Escaut, 1'.
Scherpenberg, colline: 168.
Schlieffen, field-maréchal le comte Alfred von: 46.
Schlieffen, plan: 46-48.
Schwaben, redoute: 188, 193, 203, 210.
Scott, l'hon. lt-col. F. G.: 488 *(renvoi).*
Scout Experimental 5: 547.
Scrimger, cap. F. A. C., V.C.: 91 *(renvoi).*
Secrétaire d'Etat à la guerre, le: 9, 366, 397, 481, 560, 574, voir aussi Lord Derby et Lord Kitchener.
Secrétaire d'État aux colonies, le: 5, 119, 125, 139, 172, 218, 222-223, 540, *voir aussi* Long, Walter.
Section des Dominions de l'État-major impérial: 123.
Seely, le brig.-: gén. le très hon. J. E. B.: 43, 112, 125, 169, 219-220, 365-366, 399, 589.
Seletski: 557-559.
Selle, la: 494.497, 500-503, 602.
Sensée, canal de la: 479, 488, 496.
Sensée, la rivière et le canal: 362, 460-461, 464466, 468, 470-471, 474-479, 485, 504-507.
Serbe, armée: 140.
Serbie: 3, 5, 51, 129, 140, 178.
Serre: 176, 209-212.
Service naval, ministère du: 16-18.
Shankland, lieut. R., V.C.: 347-348.
Sharman, 1t-col. C. H. L.: 555, 557, 559 *(renvoi).*
Sharpe, lieut. W. F.: 545.
Shaughnessy, Lord: 234.
Shearwater, H.M.S.: 18.
Shenkursk: 557-559.
Sherwood, cap. L. P.: 384 *(renvoi).*
Shorncliffe: 122-123, 221-222, 242, 304, 539, 575.
Sibérie, théâtre de la: 560-567, 602, app. qqqC».
Sifton, serg. sup. E. W., V.C.: 276-277.
« Silver Dart »: 545.
Sims, lt-col. R. F. M.: 386.
Sin-le-Noble: 507.
Sling Plantation: 39.
Smith Dorrien, gén. Sir H.: 48, 50, 60 *(renvoi).* 70, 75, 86, 91-92, 94-96.
Smuts, gén. J.: 330 *(renvoi).*
Snider, lt-col. 1. R.: 154.
Snipe, taillis: 436. .
Snipe Hall»: 349.
Snow, maj.-gén. T. D'O.: 83, 85, 88, 100.
Soissons: 327 *(renvoi),* 406, 420, 459.
Somain: 509.
Somme, la: offensive de 1916, 157-158, 181 *(renvoi),* 182, 201-203, 270-271; tactique allemande, 189, 259-260; Nfld. Regt., 549-550; premiers engagements canadiens, 179-184; introduction des chars, 181-194; offensive de mars 1918, 396-402; terrain gagné en août 1918, 440, 447-448, 451-453, 460; la R.A.F. attaque les ponts, 455. La liste des batailles, app. « F»; voir *aussi* au nom de chaque bataille; *autres réf.,* 156, 164, 202-205, 213-217, 256-257, 527.
Sopwith Camels:.547.
Sopwith Snipe: 547.
Sopwith, triplans: 547.
Sorrel, mont: 160-163, 166-167, 307, 328, 333, 543, 600.
Souchez, la: 265-267, 286, 306-308, 601.
Source, ferme de la: 350.
Sous-marins allemands: 256, 262, 326, 329-330. 356-357, 524, 540, 554.
« South Zwaanhof Farm »: 77.
Souvenir, le Livre du: 549.
Soviétique, gouvernement: 554-555.
Spa: 456, 499.
Spall, serg. R., V.C.: 452 *(renvoi).*
Spanbroekmolen: 147-148.
Square, bois: 164, 450.
Staden: 328, 344.

V

Vaga, la: 556-559.
Vaicartier, camp: 22-26, 29, 32-33, 41, app. °D..
Valenciennes: 55, 478, 494, 500, 507-516, 548 *(renvoi),* 570, 602.
Vanier, le major Georges: 466.
Vapour, ferme: 345, 348, 350, 352.
Varsovie, Pologne: 128, 140.
Venizelos, le premier ministre de la Grèce: 140.
Vent, tes du: 26.
Verdun: offensive allemande, 142, 177; contreoffensive française, 272; attaque de diversion par les Français, 327, 335, 337; feinte allemande, 395; *autres réf.,* 49-50, 148, 156, 173174, 214, 492.
Verger canadien, le: 109-112.
Verlorenhoek: 98.
Versailles: 360, 393, 554.
Vert, le bois du: 464-465.
Vesle, la: 49, 405-406, 409, 420.
Vickers, mitrailleuses: 28, 169, 185, 275 *(renvoi),* 278, 414; sur les avions, 273 *(renvoi),* 546-547.
Vicoigne, forêt de: 508.
Vicq: 517.
Victoria, Croix de: Algie, le It W. L., 497; Barker, le maj. W. G., 548; Barron, le cpl C. F., 353; Bellew, le lt E., 82; Bent, le It-col. P.E., 338 *(renvoi);* Bishop, le lt-col. W. A., 546; Brereton, le cpl sup. A., 446; Brillant, le lt J., 445; Brown, le sdt H., 316; Cairns, le sgt H., 513; Campbell, le It F. W., 117; Clark-Kennedy, le It-col. W. H., 467; Clarke, le cpl L., 180; Combe, le lt R. G., 301; Coppins, le cpl F. C., 446; Croak, le sdt J. B., 434; Dinesen, It sdt T., 452 *(renvoi);* Fisher, le cpl sup. F., 71; Flowerdew, le lt G. M., 400 *(renvoi);* Good, le cpl H. J., 434; Gregg, le brig.-gén. M. F., 486; Hall, le sous-off. brev. de 2e cl. F. W., 81; Hanna, le sous-off. brev. de 2° cl. R., 319; Harvey, le lt F. M. W., 263 *(renvoi);* Hobson, le sgt F., 317; Holmes, le sdt T. W., 348; Honey, le lt S. L., 483; Hutcheson, le cap. B. S., 472 (renvoi); Kaeble, le cpl J., 417; Kerr, le lt G. F., 483; Kerr, le sdt J. C., 186; Knight, le sgt A. G., 472 *(renvoi);* Konowal, le cpl F., 321; Learmonth, le maj. O. M., 317; Lyall, le lt G. T., 483; MacDowell, le cap. T. W., 284; McGregor, le cap. J., 487 *(renvoi);* McKean, le It G. B., 414 *(renvoi);* Mackenzie, le lt H., 350; McLeod, le sous-lt A. A., 548; Mannock, le maj. E., 546; Merrifield, le sgt W., 490 *(renvoi);* Metcalf, le cpI sup. W. H., 472; Milne, le sdt W. J., 276; Miner, le cpl H. G. B., 432 *(renvoi);* Mitchell, le cap. C. N., 494; Mullin, le se G. H., 350; Nunney, le sdt C. J. P., 472 *(renvoi);* O'Kelly, le cap. C. P. J., 348; O'Rourke, le sdt M. J., 316; Pearkes, le It-col. G. R., 351; Peck, le lt-col. C. W., 472; Rayfield, le sdt W. L., 472 *(renvoi);* Richardson, le cornemuseur J., 200; Ricketts, le sdt T., 551; Robertson, le sdt J. P., 353; Rutherford, le lt C. S., 464 *(renvoi);* Scrimger, le cap. F. A. C., 91 *(renvoi);* Shankland, le lt R., 347-348; Sifton, le sgt sup. E. W., 276-277; Spall, le sgt R., 452 *(renvoi);* Strachan, le lt H., 365; Tait, le It J. E., 439; Turner, le It gén. R. E. W., 8 (renvoi); Young, le sdt J. F., 472 *(renvoi);* Zengel, le sgt R. L., 446.
Victoria, taillis: 468.
Vignes, villas des: 352-353.
Ville, le bois de la: 269, 280.
Villers-Bretonneux: 398, 401-402, 404, 420, 427428, 437, 442, 451.
Villers-lez-Cagnicourt: 469, 473-474.
Vimy, crête de: objectifs des Français, 56, 102, 113, 131; défenses allemandes, 265-268; préparatifs d'attaque des Canadiens, 268-274; Premier assaut, 274-275; avance vers la ligne Brune, 279, 281; modèle suivi à Messines, 307; défense assurée par les Canadiens, 355, 409, 414, 544; *autres réf.,* 254, 288-292, 315, 342, 529, 601. *Voir aussi* Cote 145 et «Bourgeon».
Vindictive, carrefour de: 353.
Violaines: 114.
Vis-en-Artois: 464-465, 467-468.
Vistavka: 559.
Vitry-en-Artois: 504.
Vittoria Veneto: 499.
Vladivostok: 554, 560-561, 563-566.
Vlamertinge: 62, 64, 68, 70, 76, 78, 90.
Volga, la: 561.
Vologda, voie ferrée: 556-558.
Vrély: 440, 442, 444-445.

W

Walker, Sir Edmund: 387. Wallers: 508.
Wancourt, tour de: 463-465.
Ward, le col. W. R.: 384 *(renvoi)* War Office: contingents des dominions destinés aux guerres impériales, 10; formation de l'étatmajor général impérial, 10; contingents canadiens, 22, 25-26, 32, 38, 40, 119-121, 123, 144146; armes et matériel des Canadiens, 12, 2830, 33, 119, 169, 172; effectifs, 42; affectation d'officiers canadiens au commandement supérieur, 139; chars de combat, 181, 184; administration des troupes canadiennes, 221-223, 384, 386; renforts canadiens, 242-243, 245, 248, 250, 252 *(renvoi),* 369; commandant du corps d'armée canadien, 308-309; pertes subies à Passchendaele, 357; ententes financières avec le Canada, 388-390; corps d'armée canadien, 412; qqqDunsterforcezzz, 534, 537; aviation, 545; intervention dans le nord de la Russie, 555, 559; intervention en Sibérie, 562-564; unités forestières, 540; unités ferroviaires, 526, 528; *autres réf.,* 39, 100, 220, 256, 539.
Warvilliers: 444, 446.

Watson, le maj-gén. Sir D.: commandant de 5e brigade, 123, 587; commandant de la 4e division, 146, 588; la Somme, 205, 207, 209, 212-214; Vimy, 282, 284-285; Lens, 321; P schendaele, 349; Amiens, 438-439, 449450; ligne D-Q, 471; canal du Nord et avance sur Cambrai, 487, 489-490; Valenciennes, 511; conseil .officieux. de Hughes, 223-224.
Webber, le brig.-: gén. N. W.: 422, 586.
Wemyss, le contre-aminal Sir R. E.: 34-35, 523.
West Down North, camp: 36.
West Down South, camp: 36.
Westenhanger: 123.
Westminster, Statut de: 5.
Westroosebeke: 338, 340, 353, 355.
Weygand, le général M.: 360, 523.
Weymouth, Dorset: 575.
White, Sir Thomas: 229, 235, 238, 563-564, 573.
Wieltje: 63, 68-69, 84, 86, 90-93, 340.
Wiencourt: 436, 445.
Willerval: 281, 288.
Williams, le brig.-gén. V. A. S.: 24, 35, 145, 161162, 218 *(renvoi),* 585, 588.
Williams, le major hon. le rév. C. A.: 240.
Wilson, le général Sir H.: 327 *(renvoi),* 360, 393, 397, 470, 500.
Wilson, le maj: gén. E. W.: 240.
Wilson, Woodrow: 500, 523, 561-562.
Wilton, Wiltshire: 40.
Winchester: 43.
Witley, Surrey: 250, 575, 577.
Wolf, bosquet: 344 *(renvoi),* 347.
Wood, le brig.-. gén. T. B.: 125, 586.
Woodland plantation: 350.
Wotan I-Stellung; 460.
Wurtemberg, le col: gén. duc Albrecht de: 50, 64, 66-67, 78, 89, 98, 100.
Wytschaete: 126, 333, 601; crête de Wytschaete, 152.

Y

Yarmuk, le: 530, 532.
Yemtsa, la: 556-558.
Y.M.C.A.: 41, 565, 572, 574 *(renvoi).*
Young, le soldat J. F., V.C.: 472 *(renvoi).*
Ypres: saillant, 50, 60-64, 75, 77-78, 95-97, 160; attaques aux gaz, 68-71, 78-82, 98-99; batailles (1915), 600; (1917), 601; (1918), 602; *voir* aussi les désignations des diverses batailles.
Autres réf., 67, 101-103, 351, 393, 403-404.
Ypres-Comines, canal: 64, 148-149, 204, 335, 351, 403
Ypres-Comines, voie ferrée: 50, 64, 160.
Ypres-Roulers, voie ferrée: 328, 335, 340, 346, 352.
Yser, canal de l': 65, 69-70, 74-75, 77-78, 86, 89, 328, 335 *(renvoi).*

Z

Zandvoorde: 351.
Zeebrugge: 258, 327 *(renvoi),* 330, 356.
Zengel, le sergent R. L., V.C.: 446.
Zeppelin, le dirigeable: 303.
Zillebeke: 61.
Zillebeke, lac: 63, 98.
Zivy, cave: 272.
Zollern, redoute: 186, 188, 191.
Zollern, tranchée: 184, 186-188, 191-193.
Zonnebeke: 61, 338, 340-341.
Zonnebeke, crête de: 78, 90.
Zouave, vallée du: 281'-282, 286.
Zwarteleen: 160.
Zwolfer-Graben: 276.

INDEX PARTIE II

FORMATIONS, UNITÉS ET CORPS

A. FORCES CANADIENNES

ARMEE

Artillerie
A cheval
Royal Canadian Horse Artillery: mobilisation, 26; affectation, 43; le ministre la passe en revue, 119; à Lens, 319; *autres réf., 7,* 24, 28, 125, 135, 401, 501-502.
Artillerie de réserve: 555.
Batteries de campagne—
2e: 75.
3e: 75, 591.
5e: 85, 162, 591. 69: 85, 116, 591.
9e: 71.
10e: 69, 71, 75, 591.
12e: 71, 591.
67e: 555, 557, 559.
68e: 555, 557-559.
85e: 562 *(renvoi).*
Brigades de campagne
1re : 33, 92, 115, 135, 316-317, 591.
2e: 33, 62, 80 81, 88-89, 115, 316-317, 434 *(renvoi),* 591.
3e: 62, 79, 88, 115, 132, 346, 439, 450, 591.
4e: 120, 123, 346, 591.
5e: 120, 436, 463, 591.
6e: 120, 463, 591.
7e: 120.
8e: 569, 590. 9': 346, 591.
10e': 346, 591.
13e: 250, 590.
14e: 250, 590.
16e: 555, 557, 560.
De siège
Batteries
2e: 346.
5e': 346.
9e: 346.
Divisionnaire
1re -: formation, 24; félicitée, 167; à Lens, 319; *autres réf.,* 57, 96, 105, 164, 206-210, 299, 315, 591.
2°: formation, 120, à Saint-Éloi, 157, 168; à Lens, 319; *autres réf.,* 164, 206, 210, 299, 315, 591.
3e: 167, 206-210, 299, 462 *(renvoi),* 591.
4e146, 286, 319, 591.
5e: 250, 342, 591.
D'obusiers: 6° brigade, 120.
Garnison
Brigades
1re : 429, 569, 590.
2e: 429, 590.
3e: 569, 590.
Royal Canadian Garrison Artillery; 7, 17: 6e compagnie, 26.
Lourde
Artillerie lourde du corps d'armée canadien: 164-168, 201-202, 299, 319, 515-516, 590.
Batteries
1re : 346, 590.
2e: 346, 590.
Groupes
1re : 270, 319, 323. 2': 270.
Bataillon de cyclistes: 414, 430, 467 *(renvoi),* 468, 507, 519.
Brigades
Brigade de Brutinel: 467-468, 485, 489, 493, 496.
Brigade de cavalerie: *voir sous* Cavalerie.
1" brigade de mitrailleuses automobiles: 22 *(renvoi),* 28-29, 44, 118; *voir* aussi sous 1'° brigade de mitrailleurs motorisés.
Infanterie
1" créée, 24; en Angleterre, 36, 40; endoctrinement, 54; Ypres, 70, 75, 90-91, 96 *(renvoi);* attaque des points fortifiés H.2 et H.3, 115-118; la tranchée Regina, 198, 201; la crête de Vimy, 279-280; Fresnoy, 299-302; Passchendaele, 352-353; *autres réf.,* 316-317, 446, 471, 483, 489-490, 507508.
2': créée, 24; en Angleterre, 36, 39; Ypres, 62-64, 68-69, 78, 80-81, 83-85, 89-91; Festubert, 108-112; raid modèle, 133-135; mont Sorrel, 163; la crête de Thiepval, 191-192; Zwolfer-Graben, 276; la boucle d'Arleux, 295-296; la cote 70, 312-317; Passchendaele, 354; Amiens, 434, 446; la ligne D-Q, 469-472; *autres réf.,* 42, 54, 125, 483, 487, 504, 507.

3e: créée, 24; en Angleterre, 36, 39; Ypres, 62-64, 68-74, 77, 79, 81-88, 90-92; Festubert, 107-109; Tor Top, 163, 166, la Somme, 179, 190, 192, 199-201; Zwolfer-Graben, 276; la cote 70, 312-313, 316; la vallée de la Luce, 433-434; la ligne D-Q, 469, 471-472, 484; le canal du Nord, Blécourt, 489490; *autres réf., 54,* 112, 126. 504, 508, 571 *(renvoi).*
4e (1re division): 24, 36, 39, 42, 119-120.
4e (2' division): créée, 120; les cratères de Saint-Éloi, 153, 155-156; la Somme, 183184, 192, 197-198; la crête de Vimy, 276277; Fresnoy, 302-303; la cote 70, 312, 316; Amiens, 435, 453; l'éperon d'Iwuy, 497; Mons, 519-520; *autres réf.,* 122-123, 354, 463-466, 470, 477.
5e: créée, 120; la Somme, 184-186, 192-193, 197-198; la crête de Vimy, 276-277; la cote 70, 312-313, 316; Amiens, 435-436, 445-446; la Sensée, 465-466; le canal de l'Escaut, 493-494; *autres réf.,* 123, 153154, 506, 519.
6e: créée, 120; les cratères de Saint-Éloi, 152, 156; Hooge, 165; la Somme, 183-184, 190, 192, 197-198; crête de Vimy, 279-280; la ligne Oppy-Méricourt, 299-302; Lens, 319, 321; Passchendaele, 352-353; Amiens, 435436, 444-445; *autres réf.,* 147-148, 463, 477, 493, 496.497, 507.
7e: composition, 125, 145; le mont Sorrel, 161, 163-165; la Somme, 185-186. 199-200; la crête de Vimy, 277-278; Passchendaele, 349-350; Amiens, 432, 452; la ligne Marcoing, 485; le canal de l'Escaut, 487, 489, 508; Mons, 517-518, 520, 522; *autres réf.,* 306, 464, 466, 477.
8e: créée, 125, 145; le mont Sorrel, 183-184, 192, 197-198; la crête de Vimy, 277; Pasachendaele, 346-347, 349-350; Amiens, 431432, 444, 446, 449; prise de Vicq, 517; *autres réf.,* 463, 466, 487, 490, 514, 518.
9e: créée, 145; la tranchée Regina, 199; Passcbendaele, 346-347; Amiens, 431-432; *autres réf.,* 465-466, 485-487, 490, 508.
10e: créée, 146; la tranchée Regina, 207-208; tranchée d'appui Desire, 212-213; la crête de Vimy, 282, 284-286; La Coulotte, 305; Leva, 319-321, 323; prise de Dury, 473; le canal du Nord, 482; Valenciennes, 511-514; *autres réf.,* 254, 273, 449-450, 471, 486.
11e: composition, 146; la tranchée Regina, 205-208; tranchée d'appui Desire, 212-213; la crête de Vimy, 282-284; Lens, 314, 316, 323; Amiens, 438439; le bois de Bourlon, 482; le canal de l'Escaut, 488, 490; *autres réf.,* 254, 306, 471, 474, 514, 516.
12e: composition, 146; cote 145, 282-284; Passchendaele, 349; Amiens, 438-439, 449451; ligne D-Q, 469, 471, 473474; Valenciennes, 513-514; *autres réf.,* 254, 314, 346, 482-483, 487, 516.
13e: 250.
14e: 250.
15e: 250.
16e: 562-563.
Mitrailleurs motorisés, de,
1re : Courcelette, 185; la crête de Vimy, 275 *(renvoi);* dans l'offensive allemande de 1918, 398, 401-402; réorganisée, 416 *(renvoi); autres réf.,* 118, 163, 430, 467 *(renvoi),* 493.
2e: 416 *(renvoi),* 430, 497, 519.
Cavalerie
Brigade de cavalerie: créée, 43; à Cambrai, 362366; Amiens, 428, 437, 439, 454; la marche à la Selle, 500-502; *autres réf.,* 125, 169, 176, 263 *(renvoi),* 362 *(renvoi),* 399-401.
Détachement de Seely: 112.
Régiments de
1st Canadian Hussars: 193 *(renvoi).*
19th Alberta Dragoons: 26, 193 *(renvoi).*
Canadian Light Horse: 281, 414, 496, 507, 519.
Fort Garry Horse: 176, 362 *(renvoi),* 365366, 400, 450, 501-503.
Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) mobilisé, 26; jouant le rôle de l'infanterie, 112, 362 *(renvoi),* 366; bois de Moreuil, 400; sur la route de Roye, 437; la marche à la Selle, 501-503; *autres réf., 7, 24,* 40, 43, 263 *(renvoi).*
Royal Canadien Dragoons, The: mobilisé, 26; jouant le rôle de l'infanterie, 112, 365; le bois de Moreuil, 400; en poursuite à la Selle, 502; *autres réf.,* 7, 24, 40, 43, 437.
Escadrons
Escadron .B., de la Gendarmerie royale du Nord-Ouest canadien: 562 (renvoi).
1re escadron divisionnaire: 26, 70, 169.
2e escadron divisionnaire: 120.
Compagnies universitaires
Compagnie de McGill (par la suite 1re compagnie universitaire): 245.
Compagnies nos 2 à 6: 248.
Corps d'armée canadien: créé, 124, augmentations, 144-146, 413-416; nominations, 125-126, 159-160, 308-309, 586-587; armement, 169-170, 413-416; temporairement morcelé, 204-205, 410412, 416-417; voir aussi la liste des batailles à l'app. « F ».
Corps de la police militaire: 381.
Corps dentaire: 121.
Corps-école d'officiers canadien: 13, 245.
Corps expéditionnaire canadien de Sibérie, Quartier général: 562 *(renvoi).*
Corps forestier, le: 540-542; 224' bataillon, 541.
Dépôt d'instruction: 42, 146, 219, 242.
Dépôts de base: 168, 241, 249.
Divisions-(Voir aussi la liste des batailles à l'app. « F ».
1re : commandement, 31-32, 124, 309; équipement, 28-31; en Angleterre, 35-42; vers la France, 43; endoctrinement, 54; en Allemagne, 570.
2e: créée, 119-120; commandement, 122, 308309, 313; en Angleterre, 122; en France, 123; isolé du Corps d'armée canadien, 410, 412, 417; en Allemagne, 570.
3e: créée, 145-146; commandement, 145, 162,

477; isolé du Corps d'armée canadien, 416417.
4e: créée, 146; premières opérations, 203-204. 5°: 241, 249-250, 369.
5e (milice): 232.
6e . (projetée) : 226, 249-251.
Instruction, d': 122, 220-221, 242-243.
«Force canadienne autonome.: 430, 438, 447, 449, 464, 470-471, 474, 485 *(renvoi).*
Génie, le: 8, 24, 415-416.
Bataillons: 4 494.
Divisionnaire—
1er 68-69.
2e 121, 185.
5e: 250.
Compagnies de campagne
4e 253.
10e: 254.
16e: 562 *(renvoi).*
Compagnies de tramways: 1re et 2e 527.
Compagnies de sapeurs
1re : 167, 329 *(renvoi),* 414-415, 543-544.
2e: 161, 415, 543-544.
3e: 149, 329 (renvoi), 542-545.
Groupes de concert
1re division, de la: 416.
3e division, de la: 574.
Infanterie
Bataillons
Princess Patricia's Canadian Light Infantry: créé, 22; renforts, 242, 245, 248; avec le C.E.B., 43, 96-99, 101, 133, 149, 169; retour au Corps d'armée cari., 125, 145; le bois du Sanctuaire, 162-163; Courcelette, 185; la crête de Vimy, 277-278; Passchendaele, 349-350; *autres réf.,* 36, 44 *(renvoi),* 452, 464, 466, 486, 518, 575.
Royal Canadian Regiment, The: les Bermudes, 26, 26 *(renvoi);* retour au Corps d'armée can., 125, 145; la tranchée Regina, 200; la crête de Vimy, 277-278; Amiens, 432-433, 438, 452; la ligne Marcoing, 486; Mous, 518, 520-521; *autres réf., 7-8, 17,* 163, 306, 464, 489, 575.
1re : Ypres, 74, 77; mont Sorrel, 166; Courcelette, 187; la crête de Vimy, 279-280; Fresnoy, 299, 301; Passchendaele, 352; prend Folies, 446; le bois Upton, 468; *autres réf.,* 24, 116-117, 148.
2e: Ypres, 70, 73, 78, 83, 85; Tor Top, 166; Fresnoy, 299; le bois Hugo, 317-318; Passchendaele, 352; Amiens, 434, 446; au*tres réf., 24,* 117, 180, 468, 483.
3e: Ypres, 70, 73, 78, 83, 85; mont Sorrel, 166-167; le quadrilatère, 200; la crête de Vimy, 279-280; Fresnoy, 299; les villas des vignes, 352-353; la Somme, 434, 446; *autres réf., 24,* 112, 117, 468, 472, 483.
4e: Ypres, 75, 77, 86 (renvoi); la Somme, 186, 200; la crête de Vimy, 279; la cote 70, 317; Amiens, 434, 446; *autres réf.,* 24, 118, 166, 483, 490.
5e: Ypres, 63, 78, 81, 84, 90; mont Sorrel, 162, 166; la crête. de Vimy, 276; Arleux, 295; la cote 70, 316-317; raids, 133-136; *autres réf.,* 24, 111-112, 191, 446, 469, 472, 483-484.
6e: 24, 42.
7e: Ypres, 69, 73, 78, 81-85, 90; mont Sorrel, 164, 166; la tranchée Hessian, 192; la crête de Vimy, 276; la cote 70, 313-316; la ligne D-Q, 472-473; raids, 133-135; *autres réf., 24,* 111, 167, 354, 435, 483-484.
8e: Ypres, 63, 79-81, 8485, 89-90; Arleux, 295; la cote 70, 313-316; *autres réf., 24,* 33, 166, 191, 354, 446, 469.
9e: 24.
10e: Ypres, 69, 71-73, 81, 83, 85, 90; mont Sorrel, 163, 166; la crête de Vimy, 276; Arleux, 295, la cote 70, 316-317; Passchendaele, 354; l'embranchement de Buissy, 473; *autres réf.,* 24, 42, 109-111, 191, 435, 483, 487.
1le. 24.
12e: 24.
13e Ypres, 63, 68-69, 71, 74, 80, 82; Tor Top, 166-167; la Somme, 179, 200; la tranchée Hugo, 313; Amiens, 433-434; la ligne d'appui D-Q, 472; Blécourt, 489; *autres réf., 24,* 118, 453, 484, 504, 573.
14e: Ypres, 69, 78, 82; mont Sorrel, 164, 166; la tranchée Kenora, 190-192; la crête de Vimy, 276; le bois de Morgemont, 433, 436; Cagnicourt, 472; Bantigny, 489; *autres réf., 24,* 108, 414 (renvoi), 469, 484, 571 *(renvoi),* 573.
15e: Ypres, 63, 78-82; mont Sorrel, 164, 166; la tranchée Kenora, 190-191; tranchée Hugo, 313-314; *autres réf.,* 24, 28, 109, 276, 472, 484, 489.
16e: Festubert, 108-109, 112; Tor Top, 166167; la Somme, 191, 200-201; la crête de Vimy, 276; la tranchée Hugo, 433-434; la ligne D-Q, 472; *autres réf.,* 24, 69, 489, 570, 573.
17e provisoire: 24, 36, 42.
18e: 120, 156, 276, 313, 435, 453, 465. 18° provisoire: 24.
19e: 120, 192, 276, 302, 436, 453, 496, 520. 20°: 120, 156, 253, 313, 317, 463, 497.
21e: mobilisé, 120; les cratères de SaintÉloi, 156; Courcelette, 183; Les Tilleuls,278; Marcelcave, 436; *autres réf., 253,* 313, 367, 463.
22e créé, 120; la Somme, 185, 197; prend Méharicourt, 445; *autres réf.,* 278, 417, 465-466, 494.
23e: 120.
24e; la tranchée Regina, 193, 197-198; cité Saint-Émile, 313; Dour, 519; *autres réf.,* 120, 276, 436, 465-467, 506.
25e: la Somme, 185, 193, 197-198; la boucle d'Arleux, 296; Élouges, 519; *autres réf.,* 120, 147, 278, 445, 494.
26e: la Somme, 185, 193, 197; Passchendaele, 352; *autres réf.,* 120, 276, 313, 436, 465, 494-496.
27e: les cratères de Saint-Éloi, 152-154; la Somme, 192, 197; la crête de Vimy, 279289; la ligne Oppy-Méricourt, 299, 301;

Lens, 320; Passchendaele, 352-353; Ramillies, 494; *autres réf.,* 120, 157, 321, 421, 445, 463, 490.
28e les cratères de Saint-Éloi, 154-155; Hooge, 165; la Somme, 190, 192; Thélus, 279; Lens, 319; Passchendaele, 352; nettoie Iwuy, 497; *autres réf.,* 120, 147, 445, 463.
29e: les cratères de Saint-Éloi, 154; la Somme, 190, 192; la crête de Vimy, 279; Lens, 319; Amiens, 436, 444-445; *autres réf.,* 120, 147-148, 301-302, 321, 494.
30e: 120.
31e les cratères de Saint-Éloi, 152-154; Hooge, 166; la Somme, 190-192; Thélus, 279; Passchendaele, 352-353; Amiens, 436, 444-445; *autres réf.,* 120, 299-301, 463, 494-497.
32e: 120.
38e: mobilisé, 245, 248; les Bermudes, 26 *(renvoi);* la tranchée Grandcourt, 212; la cote 145, 283-284; Amiens, 439, 451; *autres réf.,* 146, 473, 483, 487.
42e: la Somme, 185; la crête de Vimy, 277278; Amiens, 432, 452 *(renvoi);* Mons, 519-521; autres *réf.,* 145, 306, 464, 466, 487.
43e: la Somme, 186, 200; l'éperon de Bellevue, 346-347; *autres réf.,* 145, 430, 432, 465-466, 486, 490.
44e: la tranchée Regina, 207; la crête de Vimy, 284, 286; le Crassier Vert, 321-322; le bosquet Decline, 348; Fouquescourt, 450; *autres réf.,* 146, 254, 305-306, 416, 486-487, 512-513.
46e: la tranchée Regina, 208; la crête de Vimy, 282, 284, 286; Passchendaele, 346348; Valenciennes, 513; raids, 205, 254, 305; *autres réf.,* 146, 212-213, 320, 450, 473, 486-487.
47e: Lens, 320; Valenciennes, 513; raids, 205, 254, 305; *autres réf.,* 146, 208-209, 282, 451, 473, 486.
49e: mont Sorrel, 164; la Somme, 185-186, 201; Passchendaele, 349; raid, 306; *autres réf.,* 145, 432, 466, 486-487, 518.
50e: la crête de Vimy, 284, 286; Lens, 320321, 323; Valenciennes, 513; raids, 254, 306; *autres réf.,* 146, 213, 346, 473, 486.
52e: 145, 166, 347-348, 452-453, 465-466, 490.
54e: la tranchée d'appui Desire, 212; le bois de Beaucourt, 438-439; Marly, 514; raids, 205, 254; raid subi, 367; *autres réf.,* 146, 245, 282, 482, 489.
58e: le bois du Sanctuaire, 166-167; la Somme, 186, 200; Bellevue, 346; *autres réf.* 145, 367, 465-466, 486-487, 490.
60e: 145, 167, 244.
72e: Passchendaele, 349; Amiens, 439, 450451; la ligne D-Q, 473; raids, 205, 254; *autres réf.,* 146, 205 *(renvoi),* 469, 471, 483, 488.
73e 146, 244, 254, 283, 286.
75e: la Somme, 207, 212; la crête de Vimy, 282-283; Amiens, 439, 444; raids, 205, 254, 306; *autres réf.,* 146, 483, 489.
78e: Passchendaele, 349; Amiens, 439, 451452; *autres réf.,* 146, 284, 473-474, 483, 488, 516.
79e: 242.
85e la cote 145, 282-284; Passchendaele, 348-349; Amiens, 439, *450; autres réf.,* 244, 307, 471, 473, 490, 516.
87e: la Somme, 206, 212; la cote 145, 282283; Amiens, 444, 453; raids, 205, 306; *autres réf.,* 146, 482-483, 489-490, 507, 516.
102e: la Somme, 206, 208-209; la cote 145, 282-283; bois de Beaucourt, 439; *autres réf.,* 146, 245, 306, 482-483, 486, 490, 516.
104e: 250.
116e: 244, 311, 432, 452, 465, 486-487, 490.
119e: 250.
125e: 250.
127e: voir 1e et 2e bataillons, Troupes ferroviaires canadiennes.
128e: 250.
134e 250.
150e: 250.
156e: 250.
160e: 250.
161e: 250.
163e: 26 *(renvoi).*
185e: 250.
196e (Universités de l'Ouest) : 248.
199e: 250.
202e: 250.
253e (Université Queen's) Highlanders: 248.
258e 239.
259e: 562 *(renvoi),* 565.
260e: 562 *(renvoi).*
Brigades: *voir* Brigades, Infanterie.
Mounted Rifles
1re : mont Sorrel, 162; bois de la Folie, 277-278; Amiens, 432, *449; autres réf.,* 125, 253, 463, 487.
2e: la Somme, 186, 193; bois de la Folie, 277-278; Passchendaele, 350-351; Amiens, 432, 449; *autres réf.,* 125, 463, 487, 516, 518.
4e: mont Sorrel, 161-162; la Somme, 185, 197; bois de la Folie, 277-278; Passchendaele, 346-347; Amiens, 446-447; *autres réf.,* 125, 421, 463, 466 *(renvoi),* 494, 513.
5ela tranchée Regina, 197; Passchendaele, 349-351; Bouchoir, 447; *autres réf.,* 125, 367, 463, 466, 494, 517-518.
Intendance: 8, 13, 24-25, 121, 232, 590.
Unités
1er atelier canadien d'ambulances motorisées: 42.
1re colonne divisionnaire de ravitaillement: 25, 29, 36, 42.
Compagnie de transport mécanique du corps canadien de mitrailleurs: 416, 590.
Détachement de ravitaillement ferroviaire: 25. Parc de réserve: 25.
1er parc divisionnaire de munitions: 25, 29, 33.

1re train divisionnaire: 25, 591; 1re cie du train divisionnaire, 562.
Magasins militaires: 9° détachement, 562 (renvoi).
Médecine vétérinaire—
Services vétérinaires: 2425, 29.
2° section vétérinaire: 241.
Mitrailleurs
Corps canadien des mitrailleurs: 414-416.
Brigades: voir 1'° brigade de mitrailleuses automobiles et 1!° et 2° brigades de mitrailleurs motorisés.
Bataillons
1re : 446, 512.
2e: 465, 487, 497.
4e: 512-513.
Batteries
Borden: 121, 185 *(renvoi),* 401-402, 416 *(renvoi).*
Eaton: 121, 185 *(renvoi),* 402, 416 *(renvoi).*
Yukon: 121, 185 *(renvoi),* 212, 402, 416 *(renvoi).*
Compagnies
5e: 154.
8e: 278.
9e: 347.
17e: 250, 416 *(renvoi).*
18e: 250, 416 (renvoi).
19e: 250, 416 *(renvoi).*
20e: 562 *(renvoi).*
Mounted Rifles: 1re et 2e brigades de C.M.R., 125e 1er au 7e régiments, 120, 125, 7e au 13e régiments, 120; *voir aussi* Bataillons, Infanterie.
Pionniers, bataillons de-
1er : 415, 528.
2e: 153, 341, 415. 3°: 415.
67e: 254.
107e: 341.
123e: 341.
124e: 341.
Régiments territoriaux
British Columbia Regiment: 246.
1st Central Ontario Regiment: 246, 376.
2nd Central Ontario Regiment: 246.
Régions militaires: 238-240, 246-247, 576.
Renforts
Camp pour les renforts du corps canadien: 249, 414.

Santé
Premier poste d'évacuation: 44.
16e ambulance de campagne: 562 (renvoi).
Hôpitaux généraux
No 1: 44. N° 2: 44. N' 3: 121.
No 4 (Université de Toronto) : 538-540. N° 5: 538.
No 7 (Université Queen's): 538.
Hôpitaux fixes
No 1: 25, 44, 538.
No 2: 44.
No 3: 121, 538.
No 5: 538.
No 11: 562 *(renvoi).*
Transmissions
1re compagnie divisionnaire des transmissions: 25, 138.
6e compagnie des transmissions: 562 (renvoi).
Troupes ferroviaires
Corps des troupes ferroviaires canadiennes: 529.
Bataillons
1re ': 528.
2e: 402, 528-529.
3e: 528.
4e: 366, 528.
5e: 528.
6e: 528.
7e: 528.
8e: 528.
9e: 528.
10er: 528, 530.
11e: 528.
12e: 528.
13e: 528.
1re compagnie de pontage: 532-533.
13e compagnie d'exploitation des chemins de fer légers: 528 (renvoi).
58e compagnie d'exploitation des chemins à voie régulière: 528 *(renvoi).*
69ecompagnie d'érection de wagons: 528 *(renvoi).*
85e compagnie d'équipages de locomotive: 528 (renvoi).
Dépôt: 528.
Corps canadien de construction ferroviaire d'outre-mer: 526, 528-529.
1er r bataillon de construction: 528.
239e corps de construction ferroviaire d'outre-mer: 528.

B. FORCES BRITANNIQUES ET ALLIÉES
FORCES BRITANNIQUES (ROYAUME-UNI)

Armées

Armées-
Première: position à la fin de 1914, 50; 1r° division canadienne sous son commandement immédiat, 56; bataille de Loos, 131-133; le corps d'armée canadien fait partie de, 253; *autres réf.,* 107, 111-113, 294, 309-311.
Deuxième: directives pour l'hiver 1915-16, 133; Messines, 306-307, 328-329; assume le rôle principal pendant l'offensive des Flandres, 335; *autres réf.,* 50, 60, 131-132, 331-334, 339, 421-422.
Troisième: Cambrai, 362-365; divisions canadiennes sous le commandement de la, 410,

416-417; *autres réf.,* 474-476, 493, 522, 550.
Quatrième: 176, 420-423, 425-426, 427-429, 440-442, 447448, 451, 492.
Cinquième: (auparavant la Réserve): offensive des Flandres, 331-335, 339; offensive allemande, 395, 397-399, 401-402; *autres réf.,* 209, 420.
La .Nouvelle Armée.: 39, 44, 144.
Armée de réserve, 1': 179, 193-195, 202-203; devient la Cinquième armée, 208.
Artillerie
17e corps d'artillerie, 253.
Divisionnaire
24e: 253.
55e (West Lancashire): 121.
60e: 253.
Réserve: 286.
Brigades
Blindés
3e: 462, 469.
4e: 429, 455.
Cavalerie
2e: 166, 438.
3e: 399-400.
6e: 438, 501-502.
7e: 437, 439-440, 503.
Infanterie—
4e de la garde. 107-108.
9e: 150-151.
10e : 81, 86-89, 91-93.
11e: 90.
13e: 64, 75, 77-78, 86 *(renvoi),* 91, 279280,285.
28e: 551-552.
32e: 193.
34e: 186.
53e: 205.
55e: 213.
73e: 286.
80e: 22, 43, 96-99, 145.
83e: 98.
84e: 89, 98-99.
85e: 85, 89-90, 98.
88e: 43, 364-365, 549-551.
142e: 112.
146e: 513.
148e: 514.
149e (Northumberland): 86, 89, 92-93.
150e (York and Durham): 81-82, 84, 86.
151e (Durham d'infanterie légère): 85, 86, 89-90.
154e: 511.
Corps d'armée,—
1re : 104, 106-108, 267, 271, 288, 307, 410.
2e: le Cateau, 48; Cote 60, 64; à la Somme, 186, 188-195, 198, 202, 205-207, 210, 212-213; *autres réf.,* 126, 333, 334, 351, 354, 568.
3e : 118, 131, 420, 423, 425, 428, 439-440, 451.
4e : 55, 56-57, 104, 114-117, 253, 569.
5e: Ypres, 69-70, 74-75, 81, 88, 92-95; cratères de Saint Éloi, 149-151; à la Somme, 210-212, 213; *autres réf.* 60, 98-99, 148, 271.
8e : 333, 351, 504, 509
9e: 160, 205, 251.
13e : 176, 209-210, 298, 302, 307-308, 410.
15e : 176, 333.
17e : 268, 288, 415, 417, 460, 468, 493.
22e : 468, 476, 498, 503-504, 508-511, 515.
Cavalerie: 75, 362-364, 428, 437-438, 440, 454, 500-501.
Corps des blindés: 181-182, 334, 362-364.
Bataillons—
1re : 438.
4e : 434, 446.
5e431, 446.
7e : 484.
Détachement Geddes.: 74, 76-77, 86, 92-93.
Divisions-
Cavalerie
1re : 47, 75, 280-281, 365, 436-438, 440, 446.
2e : 362 *(renvoi),* 399-401, 440.
3e : 290, 362 *(renvoi),* 399, 428, 437, 440, 500-501.
4e : 224, 362 *(renvoi).*
5e (ancienne 2• division de l'Inde): 362 *(renvoi),* 364.
Infanterie—
1re .:105, 114, 354, 470-471, 474, 476.
2e: 106-109, 294-296.
3e : 150, 152.
4e : 54, 96, 99, 410-411, 467-468, 470-471, 474.
5e: 64, 266, 274 *(renvoi),* 275 *(renvoi),* 279, 293, 302, 304.
6e : 54.
7e : 54, 106-108, 114-115, 117.
8e : 60, 132, 401.
9e (écossaise): 551-552.
10e : 127.
11e (baie Sulva) : 127; tranchée Hessian, 193-194; s'empare d'Epinoy, 483-484; Paillencourt, 496; Estrun, 497; *autres réf.,* 468, 478-479, 487-490, 493.
12e : 294.
15e (écossaise): 416.
18e : 205, 210-212, 213, 399.
24e: 267, 285, 496.
27e : 60, 83, 86, 96, 98-100.
28e : 60, 86, 88-89, 90-91, 98, 126.
29e : 43, 56, 128, 549-551.
32e : 442, 449-452.
46e (Midland nord) : 60, 293, 304, 306, 410-411.
47e (20 Londres): 60, 105, 110-114.
49e : 338, 497, 511-513, 514.
50e (Northumbrian) : 75, 82, 86.
51e (Highland): Givenchy, 114, 117; Scarpe 1918, 461, 464, 465; Mont Houy, 510-511; *autres réf.,* 280, 285, 506, 508.
52e (Lowland): 463, 465, 482, 515, 518.
55e (West Lancashire) : 121, 403.
56e : 410, 489, 506, 516.
57e : 471, 487.
58e : 349-350.
63e (Royal Naval): 347, 349-350.
66e : 338, 500, 502.
« Dunsterforcezzz: 535-537.
Force de Plumer: 95-97.
Génie: 532-533; compagnie spéciale ne 2 des

Royal Engineers, 212; 176' compagnie de sapeurs du Génie, 116.
Mitrailleuses
Corps des mitrailleuses lourdes: 182, 334 *(ren*voi), deviendra plus tard le Corps de blindés.
101e bataillon de mitrailleuses, 467 *(renvoi).*
Régiments
Cavalerie
Second King Edward's Horse: 43, 176 *(ren*voi).
5e régiment des .Lancers.: 522.
Infanterie—
Argyll and Sutherland Highlanders (Princess Louise's) : 88.
Brigade de fusiliers, 4e bataillon: 69, 98.
Buff (East Kent Regiment), le 2e bataillon: 70, 74, 78, 80. 7- bataillon: 543.
Duke of Cornwall's, infanterie légère, 2e bataillon: 75, 77.
Durham d'infanterie légère, 8e bataillon: 85, 89-90.
East Yorkshire, 21 bataillon: 70. 4e bataillon: 84, 85-86, 89.
Essex Regiment, 1.1 bataillon: 550.
Green Howards (Yorkshire Regiment), 40 bataillon: 84, 85, 89.
King's Own Royal (Lancaster), 5e bataillon: 76.
King's Own Scottish Borderers, 2e bataillon: 77.
King's Own Yorkshire d'infanterie légère, 2e bataillon: 86 *(renvoi).*
King's Royal Rifle Corps, 4e bataillon: 9899.
Lincolnshire Regiment, The, 2e bataillon: 26, 34.
9e London (Queen Victoria's Rifles) : 86 *(renvoi).*
12e London (Rangers): 85, 86 *(renvoi),* 89, 90.
Middlesex (Duke of Cambridge's Own), 3e bataillon: 70, 7475, 77.
Northumberland Fusiliers: 93, 2e bataillon; 93, 99.
Royal Dublin Fusiliers, 2e bataillon: 89.
Royal Irish Fusiliers, 1er bataillon: 89.
Royal Irish Regiment, 1er bataillon: 83-84, 85.
Terre-Neuve, le régiment de: voir Régiment royal de Terre-Neuve.
Terre-Neuve, le régiment royal de, 1er bataillon: 128, 176, 364, 549-551; reçoit le titre de .Royal., 551.
Royal Scots: 558. 9e bataillon: 75, 77.
Royal Warwickshire, 1er bataillon: 89.
Royal West Kent, 1er bataillon: 77 .
Seaforth Highlanders, 2e bataillon: 89.
Suffolk, 1.er bataillon: 85, 86 *(renvoi),* 89, 90.
York and Lancaster. 1er bataillon: 76.
Régions militaires
Région méridionale: 36, 41.
Santé
Hôpital militaire de Shorncliffe: 539.

AVIATION

Royal Air Force: 143 *(renvoi),* 421, 455, 546549; 1re Brigade, 479; escadrille n° 5, 430; escadrille ne 203, 548.
Royal Flying Corps: aux batailles de la Somme, 175, 190, 216; patrouilles de contact, 168; escadrille n° 16, 273, 295, 312 *(renvoi);* escadrille n° 43, 312 *(renvoi); autres réf.,* 143-144, 298, 302, 304, 547.

MARINE

Royal Naval Air Services: 304, 547-548; escadrille navale ne 3, 548.
63e division (Royal Naval): 347, 349-350.

FORCES DU COMMONWEALTH ET DE L'EMPIRE (AUTRES QUE CELLES DU ROYAUME-UNI ET DU CANADA)

AUSTRALIENNES

Bataillons, 21e: 436.
Brigades-
Artillerie
179e brigade d'artillerie de campagne: 450.
Infanterie
13e: 179.
15e: 437.
Corps
Autralien: 420, 422-423, 425, 428-429, 440 *(renvoi)* 441, 447.
1er Corps d'Anzacs: 176, 179, 298, 349, 351.
2e Corps d'Anzacs: 338-339, 347.
Divisions
1er: 348, 460.
2e : 338, 437.
3e : 338.
4e : 289, 423, 427, 440.

INDIENNES

Artillerie
Division indienne (Lahore) : 145, 253, 286.
Corps d'armée indien: 56-57, 104, 106-108, 111, 114.
Divisions—
2e division de cavalerie indienne: 176, 362 *(renvoi); voir aussi* la 5- division (britannique) de cavalerie.
3e division indienne du Lahore: 92-95, 107, 145.
Division Meerut: 106-107.

NEO-ZELANDAISES

Division néo-zélandaise: 338.

SUD-AFRICAINES

Brigade sud-africaine: 502.

FORCES ALLIÉES

BELGES

Armée: 50, 60, 67, 396, 403, 492, 522.
Détachement d'Armée de Belgique: 60.

TCHÉCOSLOVAQUES

Corps de troupes tchèques: 554, 561-562.

FRANÇAISES

Armées
Première: les Flandres, 333-334, 342, 356 *(ren*voi); Amiens, 420, 423-425, 440, 447, 449450, 457; *autres réf.,* 46-47, 399, 458, 481, 512.
Deuxième: 46-47, 130, 257.
Troisième: 46-47, 406, 425, 428, 459.
Quatrième: 46-47, 130, 407, 478, 492, 518.
Cinquième: 46-49, 259, 407-408.
Sixième: 48-49, 175, 186, 195, 203, 404-405, 407-408, 522.
Huitième: 50, 56.
Neuvième: 49, 408.
Dixième: 55-56, 67, 102, 113, 130-131, 403, 407-408, 459.
Brigades
90e: 76.
Corps d'Armée
9e: 56, 60, 429.
20e: 56, 60.
31e: 438-439, 447, 449, 453.
Détachement d'Armée du Nord: 404.
Divisions
11e': 61, 66-67.
18e: 91.
42e: 430, 433.
45e (algérienne): 60, 62, 64, 71, 74-75, 77, 91.
87e (territoriale): 60, 64, 68, 75, 77, 91.
152e: 91.
153e: 86.
Groupe provisoire du Nord: 60.
Groupements—
d'Elverdinghe: 60.
de Nieuport: 60, 77.
Infanterie africaine légère: 68.
Tirailleurs: 68.
Zouaves: 69, 75, 77.

AMÉRICAINES

Armées
Première: 492, 518.
Deuxième: 518 *(renvoi).*
Divisions -
26e: 397 *(renvoi).*
42e: 397 *(renvoi).*
Régiments
339e-d'infanterie: 558.

C. FORCES ALLEMANDES

ARMEE

Note: Les divisions et les régiments allemands qui ne sont pas décrits ici font partie de formations d'infanterie régulière.
Armées
Première: 47-49, 131, 178, 259, 261-262, 405.
Deuxième: opérations de 1914, 47-49; Cambrai (1917), 364-365; offensives de 1918, 394-396, 404; Amiens, 421-422, 426-427, 435, 441, 448-449; *autres réf.,* 175, 178, 261-262, 476, 494, 504.
Troisième: 47-49, 130.
Quatrième: opérations de 1914, 48, 50; Ypres, 65-67, 77; offensive sur les bords de la Lys, 402-404; abandonne la saillie de la Lys, 476, 506; *autres réf.,* 99, 307 *(renvoi),* 333, 344, 357-358, 365, 396.
Cinquième: 48.
Sixième: opérations de 1914, 47, 49; opérations de 1915, 102, 104-105, 126, 130; se replie sur la ligne Hindenburg, 261-262; crête de Vimy, 283, 289-292; offensive sur les bords de la Lys, 402-404; abandonne la saillie de la Lys, 476, 506; *autres réf.,* 178, 268, 300 *(renvoi),* 333.
Septième: 47, 49, 131, 261-262, 405-406, 408, 426.
Huitième: 47.
Neuvième: 407, 426, 456 *(renvoi), 476,* 503.
Onzième: 128.
Quatorzième: 359.
Dix-septième: 394, 396, 460, 476, 494, 503, 506, 510.
Dix-huitième: 394, 396, 405-406, 426, 448, 476, 494.
Bataillons
18e bataillon de réserve Jager: 150.
Brigades—
Landwehr
37e: 64, 71.
38e: 64, 78.
Infanterie de marine: 195, 198, 205.
Réserve—
2e Ersatz: 64, 78.
101e: 64.
102e': 85.
Schmieden: 78.
Corps
Alpin: 448, 452. Bavarois: 2-, 126, 467. 7': 104.
13e' (Wurtemberg): 160-162, 164, 166-167, 248. 15': 64, 66, 98.
51e: 449.
Réserve
22e': 65.
23e: 64, 67, 78.
26e: 64, 66-67, 70, 77-78, 85, 89, 98.
27e: 64, 78, 83, 89, 98.
Groupes d'armées - '
Kronprinz Rupprecht: 178, 261, 290, 292, 333, 448.

Kronprinz Wihelm (Guillaume): 394, 407, 426, 461, 504.
von Boehn: 426, 503-504.
Divisions
Bavaroises
3e: 550.
5e :302.
10e: 175.
11e 343, 348, 350 *(renvoi).*
Bavaroises de réserve
1er : 268, 277, 281 (renvoi).
5e : 254.
6e : 253.
Cavalerie
de la Garde: 65.
7e: 482, 491.
Ersatz
4e: 65-66, 197, 204, 521. 5 205.
10e: 497.
de la Garde
4e: 285-286, 301, 315, 318-321.
Réserve
1er : 209, 319, 322, 367, 474, 491.
2e : 109, 112, 175, 474.
Infanterie
4e : 352, 354.
6e : 510, 513.
7e : 186, 190, 313, 318.
8e : 190, 318, 501.
11e : 175 *(renvoi),* 352, 354.
12e : 175 *(renvoi),* 491, 521.
13e : 106.
14- : 106-107, 109, 114.
17e : 285 *(renvoi),* 367.
22e : 491.
25e : 510, 517.
26e :160-162, 165, 204,
27e : 160, 162.
30e : 64.
35e : 175 *(renvoi),* 464-465, 491, 510, 513.
38e: 448.
39e : 64, 350 *(renvoi),* 352, 462.
40e (saxonne): 114.
41e : 426, 436-437, 448.
52e : 175 *(renvoi).*
54e : 364.
56e : 213, 306.
58e : 209, 212-213.
109e : 426, 433, 435.
111e : 285 (renvoi), 294-296.
117e : 134, 426, 434-435.
119e : 426, 435, 442, 449.
121e : 175 *(renvoi),* 448, 452.
185e : 301, 315, 318 *(renvoi).*
187e : 482, 491, 516.
192e: 433.
204e : 501.
206e : 521.
207e : 491.
214e : 462, 510, 513.
220e : 318 *(renvoi),* 319, 321, 367, 491. 510.
221e : 442, 448, 449.
225e : 426, 433, 448.
234e : 491, 506, 510.
238e : 348, 350 *(renvoi).*
243e: 399.
Landwehr—20e: 364.
Fusiliers marins-
Fusiliers marins: 65.
3e :335 *(renvoi).*
Réserve
1er : 426, 433, 435, 442.
3e : 474.
9e : 364.
11e : 254, 306, 317-319.
12e : 253, 367.
15e : 301.
18e : 491.
26e (Wurtemberg): 175 *(renvoi),* 467, 468 *(renvoi),* 485, 491.
28e : 175 *(renvoi),* 521. 36- : 311.
43e : 65. 44- : 354.
45e : 64, 67, 70, 183, 185.
46e : 64, 66-67, 70, 154 (renvoi).
48e : 462.
49e : 491.
51e : 64, 66-67, 70-71, 78, 83, 88.
52e : 64, 67, 70.
53e : 64, 89.
54e . 64.
79e : 254, 268, 277, 281 *(renvoi),* 442, 449. 80- : 305.
82e : 442.
Groupes
«Groupe Ypres»: 343.
Régiments
Bavarois
3ede réserve: 280.
7e: 302.
19e: 302.
21e: 302.
Fusiliers, de: 730, 295.
Garde, de la
1er1-de réserve: 322.
5e -de grenadiers: 285.
16e : 106.
26e: 186, 313.
56e : 106.
57e : 106, 108.
60e : 452.
61e : 465.
62e : 521.
63e : 521.
72e : 190, 501.
115e : 517.
120e: 162, 165.
121e : 162.
125e : 162.
134e (saxon): 114.
141e : 465-466, 491.
148e : 436.
157e : 434.
165e : 313.
176° : 465.
186e : 482.
187e : 482.
188e: 482, 482 *(renvoi), 516.*
190e : 322.

361e : 195-197.
376e : 433.
413e 501.
463e : 350 (renvoi).
464e : 350 *(renvoi)*.
465e : 350, 350 *(renvoi)*.
Réserve, de
1le : 134.
15e : 109.
25e : 299.
55e : 109, 317.
64e : 322.
91e : 112.
121e 468 *(renvoi)*.
210e : 185, 185 *(renvoi)*.
211e : 185, 185 *(renvoi)*.
261ee : 277.
360e : 195-197.
Divers
Bellmann: 433, 437-438-

AVIATION

Jagdgeschwader (escadre de chasse) 1er : 363, 455-456.
Jagdstaffel (escadrille de chasse) 11°: 365 (renvoi), 455.

MARINE

Grande flotte maritime des Allemands: 177.